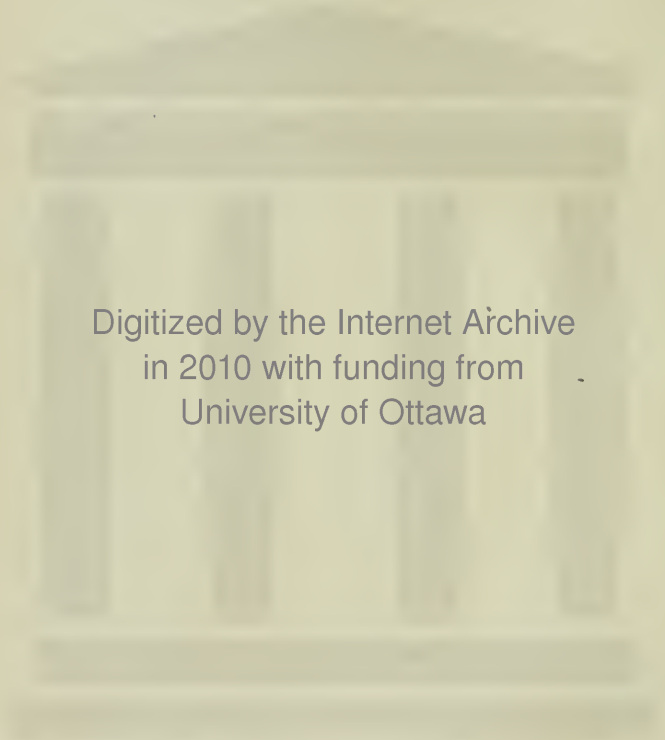




THE ROYAL CANADIAN INSTITUTE

Should be 1892-5



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa



BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

BUREAUX DE L'INSTITUT NATIONAL GNEVOIS

Président de l'Institut : M. Charles VOGT, professeur à l'Université.

Vice-président : M. le Prof. E. RITTER.

Secrétaire général : M. le Prof. Henri FAZY.

Bibliothécaire : M. Charles MENN.

Section des Sciences naturelles et mathématiques : Président, M. le Prof. Charles VOGT; Secrétaire, M. le Prof. Emile YUNG; Secrétaire-adjoint, M. le Dr H. OLTRAMARE.

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire : Président honoraire, M. Jules VUY; Président, M. Henri FAZY; Vice-président, M. Emile GOLAY; Secrétaire, M. FONTAINE-BORGEL; Secrétaire-adjoint, M. le Prof. P. DUPROIX; Trésorier, M. Charles MENN.

Section de Littérature : Président, M. le Prof. E. ROD; Vice-président, M. BLONDEL; Secrétaire, M. le Pasteur MAYSTRE-CASTOLDI; Secrétaire-adjoint, M. le Dr BLANCHARD; Trésorier, M. HORNING.

Section des Beaux-Arts : Président, M. Henri SYLVESTRE, professeur; Vice-président et secrétaire, M. Charles MENN; Vice-Secrétaire, M. H. HÉBERT, professeur.

Section d'Industrie et d'Agriculture : Président, M. L. ARCHINARD; Secrétaire, M. Charles MENN; Vice-secrétaires, MM. Charles PASCHOD et J. NICODET; Trésorier, M. Louis PAUTRY.

Comité de Gestion

Outre le Président et le Secrétaire-général de l'Institut, MM. Jules VUY; L. ARCHINARD; J. DUVILLARD; Eugène RITTER; H. SYLVESTRE.

Sci
7

BULLETIN

DE

L'INSTITUT

NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

1^o DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2^o DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3^o DE LITTÉRATURE; 4^o DES BEAUX-ARTS; 5^o D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

TOME XXXI

GENÈVE

CHEZ GEORG, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS

ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1892

618833

20.9.55

AS
322
155

t.31-33

IMPRIMERIE CENTRALE GENEVOISE, BOUL. JAMES-FAZY, 17

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

DISCOURS

PRONONCÉ PAR

M. le Professeur Charles VOGT, Président de l'Institut,
à l'ouverture de la séance générale du 13 Mai 1890.

MESDAMES ET MESSIEURS ! CHERS COLLÈGUES !

On a dit, avec beaucoup de vérité, que la vie des peuples comme celle des individus s'écoulait en antithèses, résolues par des compromis plus ou moins durables, mais qu'à chaque solution succédait nécessairement une nouvelle série de problèmes contradictoires et souvent bien plus difficiles à compromettre que la question première, dont ils tiraient leur origine.

Si cela est vrai, nous devons avouer que les antinomies qui se présentent aujourd'hui dans la vie des peuples, surtout de notre vieille Europe, paraissent plus insolubles que jamais.

La concentration nationale fait non-seulement des progrès incessants, elle provoque même, dans quelques pays, des mesures que ne sauraient approuver des esprits pour lesquels le mot « humanité » n'est pas vide de sens. On

exalte le patriotisme, fort louable en lui-même, et on jette par dessus les frontières des milliers de paisibles habitants, qui n'ont d'autre défaut que d'appartenir à une autre race, à une autre religion, à une autre langue ou même seulement par naissance à une autre province, séparée par des limites arbitraires. Vis-à-vis de ces exagérations se font jour des besoins souvent irréfléchis d'une expansion démesurée. Chacune de ces nationalités, parquée chez elle comme entre des murs, voudrait se répandre dans l'univers entier et lui imposer le sceau de sa domination.

Si ces tendances opposées se concilient par la force des choses, par la concurrence des autres Etats animés du même esprit et s'appuyant sur des forces équivalentes, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit des luttes qui se continuent sur le sol même de nos Etats européens.

Voilà deux forces en présence : d'un côté la production, vivifiée par le souffle de la science, de l'autre côté la consommation improductive, représentée par le militarisme. D'un côté, non seulement l'ouvrier qui produit par le travail de ses mains, mais aussi la science, qui lui fournit les instruments dont il doit se servir, les forces dont il doit disposer, les méthodes qu'il doit appliquer. Mais tout ce que produisent ces deux frères, le travail manuel et le travail scientifique, est absorbé, au fur et à mesure, par les sangsues militaires, attachées au flanc de notre Europe et qui la sucent à blanc si le régime, auquel nous sommes condamnés, devait se continuer dans la même progression qu'il a montrée jusqu'à présent. Affaire de concurrence, nous dit-on. Soit, mais la concurrence de ces sangsues ne saurait guère profiter aux corps qu'elles épuisent.

Un siècle s'est écoulé depuis l'époque où le tiers-état revendiquait, sur le continent européen, si non la domina-

tion de la société toute entière, au moins la coopération dans le gouvernement. Nous savons tous au prix de quels sacrifices ce résultat a été obtenu et nous assistons encore aujourd'hui aux dernières luttes qui se poursuivent dans quelques Etats entre la féodalité et les idées modernes. Mais ces luttes sont reléguées à l'arrière-plan par les revendications du quatrième Etat, lequel aspire à son tour au bien-être, aux jouissances de la vie, au gouvernement de la société. Les tendances qui se manifestent conduisent-elles sur le même chemin de la violence, comme cela a eu lieu lors de la Révolution de 1789? Il est permis d'en douter, les conditions de la vie ayant changé du tout au tout depuis cette époque; mais toute crainte n'est pas exclue, et bien des gens ne se fient pas entièrement aux déclarations pacifiques des chefs du mouvement, qu'ils croient sincères, mais susceptibles d'être dépassées par les têtes chaudes du parti.

Or, Messieurs, si nous cherchons à débrouiller le nœud de la question, nous voyons bien qu'il est international et que la solution ne peut dépendre que du consentement de toutes les nations civilisées et nullement des agissements d'une seule. La Suisse l'avait bien reconnu; c'est aux autorités fédérales que revient l'honneur d'avoir préparé une convention internationale pour la discussion publique des graves problèmes à résoudre. Ce n'est pas la faute de la Suisse si une main plus puissante s'est emparée de son idée et de son programme, pour le réduire à des conversations plus ou moins intimes, cachées en grande partie sous le sceau du secret et dont les résultats commencent à peine à poindre sur l'horizon.

N'importe pour le moment. De ce congrès sans résultat pratique immédiat découle au moins la reconnaissance du principe de l'internationalité, de l'impuissance des gouvernements et des Etats de régler isolément les points les plus importants.

Cette vérité ne saurait être méconnue. Notre civilisation actuelle repose sur des racines enchevêtrées à tel point qu'on ne saurait les isoler les unes des autres. Ces racines se répandent sur la terre entière, pénètrent partout profondément dans le sol et conduisent une sève mixte, intimement mêlée, aux branches qui s'étalent dans les différents pays. Nos besoins se sont tellement augmentés, tellement raffinés, nos communications tellement multipliées, nos relations internationales sont devenues tellement intimes, que nous ne saurions exister les uns sans les autres. Nous pouvons bien dire que le vieil adage suisse: « Tous pour un, un pour tous » est devenu la devise du monde entier.

Je n'ai pas besoin d'insister sur ce point. Autrefois les Etats et les nations pouvaient s'isoler et vivre de leurs propres ressources; les relations étaient difficiles et, par conséquent, peu nombreuses. Aujourd'hui, l'isolement, même pour des choses peu importantes en apparence, devient un malheur, dont les effets se font sentir dans toutes les couches de la société. On pourrait en vérité comparer notre société actuelle à un corps infiniment sensible, où le moindre choc appliqué à un point isolé se répercute dans l'organisme entier et provoque des secousses dans les domaines les plus éloignés en apparence.

Nous ne pouvons douter, Messieurs, que notre civilisation marche à pas précipités vers une augmentation constante de ces relations étendues comme un réseau sur toute la terre, ainsi que vers un resserrement toujours plus étroit des mailles compliquées dont le réseau est formé. Et si nous regardons au fond des choses, nous voyons bien que l'industrie est le principal ressort de ce mouvement irrésistible, que ce sont en premier lieu les produits de l'industrie, qui demandent l'expansion et appellent les échanges entre les peuples.

C'est un point important, si je ne me trompe. On considérait autrefois, et avec raison, l'agriculture comme la base inébranlable de la société, l'agriculteur comme le producteur essentiel des choses nécessaires à la vie et l'on regardait comme solidement fondé l'état qui pouvait se vanter d'avoir « une saine population agricole ». Les mesures législatives et administratives se rapportaient en premier lieu à la culture du sol ; le reste devait aller de lui-même ; les hommes d'Etat appliquaient à l'agriculture le mot passé en proverbe dans les villes : « Quand le bâtiment va, tout va. »

Or, nous assistons à une évolution lente, mais d'autant plus irrésistible, qui tend à changer la base de la société, en arrachant le sceptre à l'agriculture pour le placer entre les mains de l'industrie. Cette évolution s'est déjà accomplie en grande partie dans certains pays ; d'autres se mettent au pas pour les suivre. La tendance toujours croissante des populations vers l'agglomération dans des grands centres n'en est qu'un symptôme, mais qui accuse en même temps le courant général.

Je suis loin de vouloir ravaler le rôle de l'agriculture. Les besoins de l'estomac sont les plus pressants. Aussi longtemps que nous serons hommes, ayant besoin de nous nourrir, nous ne pourrons exister sans avoir recours aux produits du sol. Mais autre chose est la nécessité, autre la prépondérance, et sous ce rapport, on peut en être convaincu, l'industrie vaincra l'agriculture et la réduira à la position d'un serviteur indispensable, mais subordonné. C'est un mariage indissoluble ; l'industrie a besoin de l'agriculture, l'agriculture ne saurait marcher sans l'industrie ; mais il s'agit de savoir laquelle des deux sera le chef de la communauté.

Remarquez bien, Messieurs, que les ressources de ces deux sœurs en lutte sont différentes. L'agriculture tire les

siennes de la surface du sol, l'industrie les cherche dans les profondeurs ; l'une se fonde sur l'utilisation des matières premières que fournit le monde organique, le règne végétal et le règne animal, l'autre extrait des entrailles de la terre, c'est-à-dire du monde minéral, la force et l'étoffe de l'engin qu'elle doit mettre en mouvement. Par cette différence des ressources fondamentales, l'agriculture devient plus ou moins attachée à des localités déterminées, tandis que l'industrie prend un caractère d'ubiquité. Les richesses minérales, dont se nourrit l'industrie au premier chef, ne dépendent ni des climats, ni des alternances des saisons, ni des quantités de pluie ou de chaleur réparties inégalement sur la surface de la terre ; l'industrie peut s'établir partout, où les couches de notre planète recèlent ses matières premières, la houille et les métaux, et ces substances se trouvent, plus ou moins abondamment, dans tous les pays, sous toutes les latitudes. Le développement des communications peut procurer à des pays, privés des ressources minérales, les matières premières nécessaires à l'établissement et à la prospérité de l'industrie. Celle-ci peut donc s'implanter et se créer presque partout ; elle peut s'étendre à l'infini. L'agriculture, au contraire, est liée aux conditions locales, au milieu ambiant ; elle peut, grâce aux facilités fournies par l'industrie, envoyer ses produits au loin, mais elle ne peut se transporter elle-même. Telle agriculture, prospère dans un pays donné, ne peut devenir rémunératrice à l'étranger, que lorsqu'elle y trouve un milieu ambiant semblable. L'industrie au contraire ne dépend que des conditions sociales que l'homme peut modifier à son gré, tandis qu'il est impuissant vis-à-vis des conditions naturelles imposées à la culture du sol.

De ces différences fondamentales découlent quelques con-

séquences fatales. La concurrence, ce nerf vital de la civilisation, s'établit d'une manière différente dans les deux branches de l'activité humaine dont nous parlons. Il y a un certain antagonisme entre elles ; l'agriculture s'amointrit là où l'industrie prend pied. L'agriculture lutte pendant quelque temps en devenant plus intensive, en empruntant en partie à l'industrie, par les machines perfectionnées, par les engrais artificiels, etc., les moyens pour soutenir la lutte, mais finalement elle se retire en grande partie vers des contrées similaires, où l'industrie ne s'est pas encore développée. On peut suivre cette marche pas à pas dans les régions vastes de l'Amérique du Nord ; l'agriculture, à mesure qu'elle s'étend dans l'Ouest, se retire des comtés de l'Est, qu'elle abandonne à l'industrie. Les observateurs attentifs constatent un phénomène semblable en Europe. Aucun des grands pays civilisés de notre continent occidental ne peut suffire à son alimentation par sa propre agriculture ; ce sont les pays dépourvus d'industrie qui doivent suppléer au déficit. Rien n'arrête ce courant ; les ouvriers agricoles, les paysans émigrent vers des contrées lointaines, d'où ils font concurrence, par leurs produits, à leur pays natal. On a cherché à défendre l'agriculture nationale par des taxes de douane élevées ; on n'a réussi qu'à réhausser le prix des aliments les plus nécessaires, sans profit pour les agriculteurs, au détriment des consommateurs, mais au grand avantage du fisc militaire insatiable.

Mais toujours cette concurrence agricole ne peut s'établir que sous des conditions naturelles similaires, tandis que la concurrence industrielle peut se fonder partout avec des chances peu variées au fond. Les différences des prix de revient des matières premières, des prix de transport, etc., peuvent être réduites à un minimum insignifiant, égali-

sées même par des mesures législatives et administratives, donc dépendantes de la volonté humaine. Mais cette volonté est impuissante vis-à-vis des conditions naturelles imposées à l'agriculture.

Il résulte de ces faits, que si un pays peut se fermer, dans une certaine mesure, vis-à-vis de produits agricoles étrangers, pareille chose n'est point faisable, à la longue, vis-à-vis des produits de l'industrie, qui peut toujours trouver des conditions favorables ailleurs. Les mesures de douane tant vantées ne peuvent conduire qu'au rehaussement des prix, que paye le consommateur. Au lieu de renforcer l'industrie indigène, ces taxes de douane exagérées l'affaiblissent en lui enlevant le stimulant, la concurrence. Ce sont des injections de morphine qui calment, mais ne guérissent pas.

Et comme dernier résultat, nous voyons que l'industrie est cosmopolite, tandis que l'agriculture est clouée, dans de certaines limites, à une localité déterminée. On ne peut cultiver la vigne en Angleterre, ni le cocotier en France. Or, la nature humaine étant ainsi faite, que l'occupation, le métier se réfléchissent sur l'individu et sur ses descendants, il en résulte que l'ouvrier industriel tend à devenir cosmopolite, tandis que l'ouvrier agricole reste patriote local, attaché à la glèbe.

Ces thèses me paraissent inattaquables. Ne voyons-nous pas leur intelligence pénétrer de plus en plus dans les masses ? Citons un exemple.

La journée de huit heures de travail est maintenant une question à l'ordre du jour. Je ne veux pas en discuter les avantages et les inconvénients ; il me suffira de savoir que la mesure, si elle était consacrée, ne serait pas obligatoire pour moi ; je ne me soumettrais jamais à ce maximum de travail, trop exigü pour mon métier. Mais on en parle, on

en discute à perte de vue. Or, au fond de tous ces débats contradictoires vous trouverez toujours le même aveu, même de la part des plus chauds partisans de la mesure : « Nous n'y pouvons rien isolément ; cette mesure ne peut être décrétée que par un Congrès international, embrassant tous les pays industriels du monde entier. Autrement, si nous décrétons la journée de huit heures dans quelques pays seulement, tandis que dans d'autres pays on travaille dix heures, nous serons écrasés par la concurrence et notre industrie sera anéantie. » Si ce n'est pas là l'aveu de la nature cosmopolite de l'industrie en général, je ne saurais apporter des preuves plus concluantes !

Cette concurrence est donc illimitée ?

Non, Messieurs, car ici entre en jeu la science, acquise par l'étude et par l'exercice, complétée par l'intelligence et par la volonté visant un but déterminé.

Je ne parle pas ici de la science élevée, transcendante même qui demande une vaste instruction préalable et une étude incessante, soutenue pendant toute une vie laborieuse. J'ai en vue la science appliquée, surtout celle qui a pour base une bonne instruction primaire, telle que la donnent actuellement les écoles populaires. Le travail scientifique appliqué plus élevé est commun aux deux branches de l'activité humaine dont je m'occupe ici. Il ne faut certainement pas moins de connaissances théoriques et d'application pratique pour diriger une exploitation agricole et lui faire produire le plus de résultats possibles qu'il n'en faut pour administrer une entreprise industrielle. Mais là n'est pas la question. Il s'agit des masses, des travailleurs qui exécutent et non pas des chefs qui commandent.

Je crois que l'on peut poser en fait que le niveau intellectuel doit être plus élevé, en moyenne, parmi les ouvriers

industriels que parmi les ouvriers agricoles. Le travail industriel est en général plus compliqué, plus varié; le manie-
ment des instruments demande un exercice plus persévérant, une attention plus soutenue. L'activité cérébrale doit être en rapport avec l'activité manuelle. Si l'industrie n'est pas liée, comme l'agriculture, aux milieux ambiants, elle dépend, en revanche, des aptitudes personnelles de ceux qui s'y vouent par leur travail. On pourrait dire, exagérant les choses, que l'agriculture demande des bras, mais que l'industrie exige des mains. Il y a certes aussi, dans les travaux agricoles, une différence considérable entre l'ouvrier exercé et le travailleur inculte; mais cette différence est infiniment plus appréciable et plus appréciée dans l'activité industrielle. Plus l'industrie s'adresse à des objets délicats ou compliqués, plus l'intelligence pratique de l'ouvrier acquiert de la valeur. L'instruction d'un ouvrier agricole demande quelques semaines, celle d'un horloger quelques années.

Il y a plus. La division du travail est la condition du progrès, bien entendu, dans la généralité, mais non pas dans les unités qui la composent. Or, plus cette division prend place et s'accroît, plus aussi la confection des produits est subordonnée à une plus grande quantité d'ouvriers spécialistes. Je ne prétends nullement que cette spécialisation soit aussi profitable au producteur qu'au produit; mais en tout cas, par cette spécialisation même de son travail perfectionné, l'ouvrier ne peut se rendre utile que dans l'association avec d'autres spécialistes, dont le travail concourt au même but final. Là, dans cette division du travail imposée, prend naissance, chez l'ouvrier industriel, cette aspiration à l'association, à la solidarité des travailleurs entre eux, qui se fait à peine sentir chez l'ouvrier agricole. Ce dernier

peut, à la rigueur, subsister seul par son travail, tandis que l'ouvrier industriel spécialisé ne peut vivre que par l'association.

Voilà pourquoi l'industrie ne peut se fondre et prospérer que dans des localités où la population y est préparée et en quelque sorte adaptée par un temps plus ou moins long ; il faut que cette population soit habituée à l'agglomération, aux frottements des habitations concentrées, aux assistances mutuelles. L'agriculture peut faire flèche de tout bois ; partout où s'opèrent la concentration de la population dans les villes et l'émigration des ouvriers indigènes, nous la voyons appeler en aide des bras plus incultes, mais aussi moins exigeants par rapport aux salaires. Ce n'est que pour les métiers les plus inférieurs, pour les services les plus communs que l'industrie peut se contenter d'un pareil secours ; plus son œuvre est élevée et compliquée, plus elle doit s'adresser à des hommes spéciaux, dont l'éducation demande du temps et une instruction plus complète. Or, nous savons bien que ces aptitudes spéciales se transmettent de génération en génération, que les centres industriels exercent, par la communication mutuelle, une influence considérable pour enfanter et exalter ces aptitudes particulières, qui donnent la supériorité dans les productions industrielles. Les colonies ne peuvent commencer que par l'agriculture, et, si les conditions sont favorables, elles pourront égaler et surpasser même la mère patrie en peu d'années par leur production ; mais elles resteront pendant longtemps dépendantes des industries établies dans les pays d'ancienne culture, et il faut des efforts considérables, soutenus pendant de longues années, pour y créer des centres industriels, des populations ouvrières capables de lutter avec celles des anciens pays.

Je ne pourrais développer ici les différents points de vue que j'ai seulement effleurés. Mais s'il est évident que malgré les nombreux points de contact entre l'agriculture et l'industrie, il existe bien des antinomies entre ces deux branches de l'activité humaine, on ne saurait cependant nier qu'elles sont les principaux facteurs pour la création des valeurs et des richesses, facteurs dont la coopération est absolument indispensable. Cette création des richesses irait à l'infini, s'il n'y avait pas des facteurs de destruction, qui peuvent varier et ont varié dans les différentes époques de l'histoire de l'humanité, mais dont le principal, de notre temps, est le militarisme.

Je ne parle pas des guerres. Je les considère comme des explosions désastreuses, semblables aux tremblements de terre, aux éruptions volcaniques, aux inondations, qui semblent interrompre le cours normal des phénomènes naturels, mais qui cependant se déclarent de temps en temps et même nécessairement. Phénomènes terribles, causant des maux inouïs, mais dont on se relève pendant les périodes de repos, qui heureusement sont bien plus longues que ces secousses comparativement presque momentanées.

Or, aujourd'hui, nous avons la guerre permanente, à l'état latent, mais pas moins dévastatrice. Ce que l'agriculture, l'industrie, ce que toutes les activités humaines créatrices produisent s'engloutit dans les armements poussés à l'excès. Il semble que l'Europe continentale entière ne travaille que pour entretenir des millions d'hommes dans la force de l'âge, lesquels n'ont d'autre besogne que de détruire les valeurs créées par les travailleurs. C'est pour la minorité armée que s'échine la majorité travailleuse. Les sacrifices, excusés par le prétexte spécieux de leur nécessité pour la conservation de la paix, augmentent d'année en année. On

n'entrevoit même pas la limite où s'arrêteront ces armements insensés et ruineux.

Un puissant homme d'Etat, qu'on célèbre encore aujourd'hui à outrance, mais qui nous aura laissé comme son héritage le plus incontestable cet état d'armements progressifs à perte de vue, a dit un jour que les Etats et les nations n'étaient respectés qu'en raison de la force armée qu'ils pouvaient mettre en ligne. Il paraît que ce mot est devenu l'Evangile des Etats de l'Europe; chacun des grands Etats cherche à surpasser les autres et les petits mêmes s'épuisent pour ne pas rester en arrière.

Je me suis quelquefois demandé, Messieurs, ce qui pouvait être plus désastreux pour un peuple, d'une guerre malheureuse ou d'un état de paix armée permanent. La guerre de sécession en Amérique s'est continuée pendant plusieurs années; sa durée a été, si je ne me trompe, plus longue que celle des guerres européennes de 1866 et 1870 ensemble. Les Européens avaient leurs armées permanentes, équipées et instruites d'avance; l'Amérique a été obligée de créer tout pendant la guerre même, pour laquelle elle n'était préparée en aucune façon. Nos guerres ont englouti des milliards et des millions d'hommes; la création d'une armée, sa mise en campagne et en action n'ont anéanti, aux Etats-Unis, pas moins de vies humaines, ni coûté moins d'argent. Nous avons comme conséquences des deux guerres, des armements prodigieux et progressifs qui ont continué et continuent encore à la sourdine l'œuvre des guerres, en créant des dettes écrasantes qui augmentent sans cesse et dont les producteurs doivent servir les intérêts. Pour nous reconforter, nous avons inventé, nous autres Européens, un système par lequel les gens valides sont condamnés à l'improductivité pendant plusieurs années qui ne servent qu'à

les rendre impropres au travail productif pour un temps subséquent plus ou moins long. Qu'a-t-on fait au-delà de l'Océan ? Les Etats-Unis, sortis de leur guerre avec une dette non moins forte, ont congédié leur armée, cessé leurs armements et en appelant leur jeunesse au travail et non au service militaire, ils ont passé par un état de paix non armée et féconde et remboursé leurs créanciers. Nous ne savons que faire de nos dettes, eux ne savent que faire de leur argent !

Je vois ce résultat, mais je voudrais qu'un économiste puisse, un jour, en calculer les données plus exactement. Mais que dis-je ? Ce calculateur nous montrerait par des chiffres inexpugnables, que la paix armée, telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, est une insanité économique, un non-sens mathématique — on continuera à armer. A bas les chiffres et les raisonnements ! Chaque gouvernement, chaque souverain, chaque ministre déclarent à l'envi, que la paix est assurée, que personne ne veut la guerre, que tous, peuples et gouvernements, sont d'accord pour maintenir la paix à tout prix, mais on arme, on arme sans cesse, on arme à outrance !

On dit bien : Plaie d'argent n'est pas mortelle ! et je ne me refuse pas à croire, qu'en tendant leur énergie à l'extrême les peuples d'Europe pourraient supporter des charges encore plus onéreuses. Mais la question change de face, lorsqu'on considère qu'une plaie est un accident temporaire, mais qu'une phthisie est un état permanent. Elle change encore lorsqu'on réfléchit, que nous ne sommes pas seuls sur la terre et que notre civilisation a non seulement entamé mais même envahi des grandes parties des autres continents. L'Australie, les Indes suivront bientôt les Etats-Unis et entreront en lice pour toutes les branches de l'activité

humaine. Ces pays ne connaissent pas la paix armée et n'ont aucun souci d'en faire la connaissance. Leur population entière peut travailler productivement sans interruption. Mais notre paix armée frappe de stérilité une partie importante de la population active et productrice des richesses, pendant l'époque de la meilleure validité. Croyez-vous que de pareilles pertes ne deviennent pas éminemment sensibles dans le cours des années ?

Un dernier point que je ne ferai qu'effleurer. L'armée est fondée sur l'obéissance passive sans réflexion. Peut-on croire, que cet état, par lequel chaque homme valide doit passer, dans les grands Etats, pendant plusieurs années de sa vie, n'exercera point son influence sur les facultés intellectuelles ? On s'évertue pendant des années à étouffer chaque individualité, pour la réduire qu'à n'être qu'un instrument passif, sans volonté, doué seulement d'obéissance soumise sans réflexion et on voudrait que ce traitement laisse intactes la volonté, la réflexion, l'essor individuel ! On peut apprendre le métier de soldat dans quelques semaines. Mais le chancelier actuel de l'empire germanique n'a fait que répéter ce que disait déjà son prédécesseur, ce que disent les maréchaux et les généraux jusqu'aux sous-lieutenants et aux caporaux, qu'il leur faut trois ans pour plier l'individualité à l'obéissance passive, nécessaire pour le maniement des troupes. Et l'on voudrait nous persuader, que ces ressorts pliés à outrance, cassés même, puissent se redresser plus tard et engendrer des descendants doués d'une élasticité individuelle ?

Je m'arrête sur ces pensées, dont le développement pourrait me conduire trop loin. Mais je ne saurais quitter la parole sans vous dire quelques mots de nos morts, dont la liste est malheureusement longue cette année,

désastreuse entre toutes par une épidémie en apparence légère.

La Section des Sciences a perdu un correspondant célèbre dans la personne de *Ferd. Hayden*, qui pendant plus de vingt ans a été le chef de l'Institut géologique des Etats-Unis et chargé, comme tel, du relevé géologique des territoires. Cette vaste entreprise, qui s'adressait surtout aux mauvaises terres, au Dakota, aux territoires immenses de l'Ouest de la République, fut menée par Hayden avec une énergie remarquable et un savoir accompli. C'était le fusil dans une main, le marteau dans l'autre, protégé par une escorte de chasseurs expérimentés, que Hayden pénétra le premier, en 1853, dans ces territoires habités d'Indiens belliqueux et rapporta des collections de reptiles et de mammifères gigantesques et étranges, complétées plus tard par d'autres chercheurs et dont l'étude occupe encore aujourd'hui l'élite des naturalistes américains.

Vous avez tous visité l'exposition posthume d'*Auguste Veillon*, membre de la Section des Beaux-Arts, qui comptait parmi les maîtres de notre école paysagiste actuelle et dont le pinceau délicat et fin nous a présenté, outre de nombreux sites du pays, des vues si vraies et si attrayantes de l'Egypte et de la Terre sainte.

C'est la Section d'agriculture et d'industrie qui a été la plus rudement éprouvée. Je vous mentionne particulièrement François *Coignet*, fabricant de produits chimiques à Paris, qui s'est signalé, dans la chimie appliquée, par la découverte d'une méthode de transformation du phosphore blanc en phosphore rouge amorphe, ce qui amena une véritable révolution dans la fabrication des allumettes par friction. C'est Coignet qui construisit, avec des bétons agglomérés de son invention, le phare du Port-Saïd et les

ponts-supports de la Vienne. Mais les travaux pratiques, les expériences, au cours desquelles il avait perdu un œil par une explosion, laissaient encore à Coignet le temps de s'occuper de spéculations théoriques sur les questions sociales. Il appartenait, sous ce point de vue, à l'extrême gauche et publia plusieurs opuscules sur la solidarisation du capital et du travail. Ces écrits le firent nommer député à l'Assemblée nationale, dont il démissionna après peu de temps, persuadé que ses vues n'y seraient jamais adoptées par la majorité.

La vie de *Bernard Dussaud*, inspecteur des écoles primaires, a été assez mouvementée. D'abord sous-directeur de l'Ecole d'agriculture à Bois-Bougy, il se transporta, après la fermeture de cet établissement, à Granges, dans le canton de Soleure, et ensuite à Stäfa, dans le canton de Zurich. Revenu à Genève, il prit une part très active à l'élaboration de la loi de 1871 sur l'instruction publique. C'est surtout sur l'enseignement professionnel que se concentraient en dernier lieu les efforts de Dussaud; un projet, élaboré par la Section des Beaux-Arts de concert avec celle d'Industrie et d'Agriculture, fut voté sur son rapport. C'est encore Dussaud qui présentait au Grand Conseil le rapport sur l'enquête industrielle organisé en 1876, à la suite duquel fut créée l'Ecole des arts industriels. Son activité publique s'est terminée par un rapport, très circonstancié, sur l'exposition scolaire qui faisait partie de l'exposition nationale de Zurich en 1883. Il y résumait les moyens d'enseignement usités surtout dans la Suisse allemande, laquelle, il faut l'avouer, était en ce moment bien en avance sur nos méthodes et nos moyens d'enseignement primaire et secondaire.

Jean Mottu, pendant plus de vingt ans maire de Chêne-Bougeries, était un des plus anciens membres de la Section d'agriculture et d'industrie, sa nomination datant de 1859.

Il prenait, surtout au commencement, une part considérable aux travaux et discussions de la Section.

Emile Muller, ingénieur, professeur à l'Ecole des arts et métiers à Paris, ancien Président de la Société des Ingénieurs civils de France, avait commencé la carrière d'enseignement comme professeur à l'Ecole libre d'architecture, dite Ecole Trélat. Son rapport sur la construction d'habitations hygiéniques à bon marché fut beaucoup remarqué en Congrès international d'hygiène.

Je dois laisser à une plume plus autorisée que la mienne de vous donner une appréciation des travaux de *John Galiffe*, ancien professeur à notre Académie. Galiffe occupe une place marquante entre les historiens genevois par l'exactitude de ses nombreuses recherches, la franchise et la droiture de ses appréciations sur des faits assez controversés de notre histoire nationale.

Notre Université, comme la Section des Lettres, ont fait une perte sensible en la personne d'*Edouard Humbert*, professeur de littérature française à la Faculté des lettres. L'enseignement fécond et attrayant, la critique spirituelle et pourtant encourageante pour les élèves resteront, si je ne me trompe, ses principaux titres. Ce n'était guère un écrivain productif, mais la Thuringe peut se flatter d'avoir trouvé en lui un appréciateur fin et délicat de ses beautés naturelles et architecturales, de ses traditions chevaleresques et de ses contes populaires.

Je puis dire avec un certain orgueil que j'ai perdu, en *Fritz Berthoud*, le littérateur du Val-de-Travers, un bon ami d'ancienne date. Ah! les belles journées que l'on passait dans sa maison de Fleurier, enguirlandée de clématites superbes! Rien d'humain ne lui était étranger, comme disaient les anciens; les arts, les sciences, l'histoire, tout

avait de l'attrait pour lui et, au milieu des bonnes conversations émaillées de bons mots, spirituellement pensées et gaiment dites, éclatait toujours la bonté d'un cœur sympathique qui aurait voulu voir tout le monde aussi heureux que lui se trouvait au milieu de sa famille et de ses amis. Ses travaux sur Jean-Jacques Rousseau et sur sa vallée natale, appréciés par les connaisseurs délicats, portent bien l'empreinte de cette personnalité aimable et estimable qu'on appelait, à bon droit, le sage de Fleurier.

J'ai dit.



GENÈVE

A LA FIN DU XVII^{me} SIÈCLE

Traduction libre de la «Storia Genevrina» (1)

Généalogie des Familles Genevoises

par F. SORDET, (MS.) Bib. Société d'Histoire.

« Gregorio Leti, né à Milan en 1630 d'une famille originaire de Bologne, fit ses études à Cosenza, chez les jésuites, et après la mort de son père fut appelé à Rome en 1644 par son oncle qui était évêque d'Acquapendente et qui vou-

(1) Il existe sous un titre à peu près semblable, un opuscule qui parut à Genève en 1851, chez Steiner. Le *Cérémonial historique*, de G. Leti, Amsterdam, 1685, avait fourni la matière au traducteur anonyme; et les mêmes notes historiques concernant Genève ayant dû nécessairement être utilisées par Leti, soit pour son *Cérémonial* soit pour la *Storia Genevrina*, qui parut peu après, les deux ouvrages renferment plusieurs passages identiques touchant les notables familles genevoises. C'est là le seul rapprochement qu'on puisse faire entre ces deux descriptions. D'ailleurs celle que donne le *Cérémonial* étant contenue dans 29 pages et celle qu'on trouve dans la *Storia genevrina* fournissant la matière de 143 pages, il est évident que cette dernière notice, dont je présente aujourd'hui la première traduction française, est beaucoup plus détaillée. Son texte original — pour les trois quarts au moins — n'a jamais paru ailleurs que dans la *Storia* précitée. — DB.-M.

lait le destiner à la carrière ecclésiastique. Mais le jeune Leti s'y sentant peu disposé retourna à Milan et se mit à voyager, après qu'il eut atteint sa majorité et qu'il eut été mis en possession de son patrimoine. A Gènes, M. de St-Léon, officier calviniste sous les ordres du marquis de Valavoir, général de l'infanterie française, lui inspira du penchant pour la religion réformée. Peu de temps après, Leti vint à Genève dans le dessein d'apprendre à la mieux connaître et en fit profession à Lausanne. Il s'établit à Genève et y professa la langue italienne. On lui donna la bourgeoisie en novembre 1674 et il la rémunéra par des livres de prix et des armes curieuses. Il passa à Genève près de vingt ans, travaillant beaucoup et entretenant des relations avec un grand nombre de savants. Mais l'intempérance de sa plume et son esprit irritable le rendirent fort incommode. Il calomnia les personnes les plus respectables; son *Libello politico*, son *Itinerario* et son *Vaticano languente* furent condamnés au feu en 1679, comme contraires à la religion et aux mœurs. Ses *Vies de Philippe II et de Sixte V* subirent le même sort, comme contenant des propositions hérétiques et papistiques.

« Condamné lui-même à 100 écus d'amende et à la perte de la bourgeoisie, il se retira en France, puis en Angleterre en 1680. Il fut bien reçu par Charles II, mais ayant écrit l'*histoire d'Angleterre* d'une manière qui déplut à ce prince, il eut ordre de sortir du royaume. Leti passa, en 1682, en Hollande et la ville d'Amsterdam le nomma son historiographe. Il y mourut en juin 1701. »

L'archiviste Sordet termine sa notice biographique quelque peu malveillante par cette assertion trop absolue : « L'*Histoire de Genève* de Leti n'a jamais été traduite en français, et elle n'en vaut pas la peine ».

« Je dirai — écrit l'auteur de l'histoire dont je me propose de traduire, en le résumant, un des plus curieux chapitres — quelles sont les particularités qui servent à faire connaître le gouvernement de Genève, et comme dans une république (bien différente en ceci d'une monarchie) les principes mêmes de l'Etat sont la conséquence de l'esprit public, je décrirai celui-ci aussi exactement que j'ai pu l'observer pendant un séjour de 22 ans dans cette ville. »

A la suite de cet exorde, Leti rappelle combien toutefois un tel jugement historique demeure incertain, « puisque même des pères de famille ayant cinq ou six enfants ont beaucoup de peine à caractériser les diverses tendances individuelles de ceux-ci. » Puis il cite un aveu confidentiel de noble Jacob Dupan seigneur conseiller d'Etat qui, magistrat plus qu'octogénaire, après une longue carrière publique, après avoir, en maintes occasions, banqueté, fraternisé, délibéré, *commissioné*, avec un très grand nombre de ses concitoyens, n'en disait pas moins « qu'ils étaient encore, pour lui, fort difficiles à connaître. »

Cette difficulté de bien définir le caractère national peut résulter, à propos des Genevois d'aujourd'hui (1685), de la diversité de leur origine et de la multitude d'étrangers qui, depuis un siècle et demi, se sont, en divers temps, retirés dans cette ville pour cause de religion. Le nombre de ces réfugiés augmente encore à présent, en sorte que sur 3,000 familles composant la communauté genevoise, c'est à peine s'il en est une vingtaine qui se puissent dire originaires de la ville avant la réformation. Un jour nous en fîmes le compte, ajoute Leti, le seigneur Syndic Jacob Dupan et moi. Nous énumérâmes ainsi les *Dunant*, *Prévost*, *Dorcières*,

Deléamont, La Mar, Danel, Curtet, Du Mont, Fabri, Favre, Delarive, Chapeaurouge, Lullin, et six ou sept autres dont je ne me souviens plus. Parmi ces familles, celle des *Fabri* et celle des *Delarive* peuvent plus particulièrement être tenues pour anciennes et pour nobles ; l'une et l'autre, comme aussi les *Chapeaurouge* et les *Lullin*, se sont maintenues dans les charges publiques, les honneurs, les hautes alliances et le crédit. Quant aux autres familles d'ancienne origine, à l'exception de la vingtaine précitée, toutes sont déchues, dispersées, et se sont ruinées peu à peu (1). »

Maintenant je dirai que la « *citadinanza* » se divise ici en trois ordres. Le premier est celui des citoyens, qui sont les gens tirant leur origine des commencements de la République et qui sont issus, de père en fils, en légitime mariage (pourvu qu'ils soient nés dans la ville, ou qu'ils soient fils de bourgeois). Ce sont les seuls qui puissent parvenir aux charges publiques. Le second ordre est composé des bourgeois ; cette bourgeoisie s'achète, sous le bon plaisir du Conseil des Vingt-cinq. Autrefois on l'obtenait pour 10 écus, puis à mesure que la ville s'est peuplée le prix en a été augmenté. De telle sorte qu'elle se paie actuellement 200

(1) Ici l'auteur, dont je supprime sans scrupule cinq ou six pages, définit avec amertume ce qu'il prétend être le caractère genevois, dont les traits saillants sont, selon lui, une disposition innée à la médisance et un penchant non moins fort à la rancune et à l'humeur vindicative. Sans prendre la peine de réfuter cette assertion outrée, il doit suffire de faire remarquer que ce sont là les reproches que dans tous les temps les étrangers ont adressés aux habitants des petites villes. Les défauts du cloître devaient se retrouver en effet plus ou moins, au XVII^{me} siècle et même au XVIII^{me}, dans toutes les communautés de citoyens enfermés dans leur ville natale et n'ayant que de très rares communications au dehors.

écus, outre un présent de quelque assortiment d'armes qu'il faut faire à l'arsenal. Les fils de bourgeois sont citoyens et peuvent parvenir en conséquence à toutes les fonctions publiques, mais les bourgeois ne peuvent prétendre à aucune, sinon à celle de membre du Deux-cents ou du Soixante, ils peuvent être aussi élus membres de la Chambre des blés, ou encore capitaines dans la milice. Quant au reste des privilèges politiques, ceux des citoyens et des bourgeois sont les mêmes. Le troisième ordre est celui des natifs, c'est-à-dire des fils d'habitants (s'ils sont nés dans la ville). On a quelque considération pour eux, mais en fait ils ne jouissent d'aucun privilège soit quant à l'exonération des gabelles, soit relativement aux grades dans la milice, soit pour toute autre chose. Après ceux-ci vient un quatrième et dernier ordre dont font partie les habitants, c'est-à-dire tous les étrangers qui se retirent à Genève, et qui sont réputés tels jusqu'à ce qu'ils aient acquis la bourgeoisie : il leur est délivré des lettres d'habitation pour lesquelles on payait autrefois un écu, mais depuis huit ans on les fait payer le double. Ces habitants ainsi que les natifs, ne peuvent voter en Conseil général, et ne peuvent parvenir à aucun emploi, néanmoins ils prêtent serment de fidélité à la Seigneurie comme les bourgeois. Enfin tandis que les citoyens et les bourgeois ne peuvent être mis hors de la ville, sinon par sentence de bannissement, suite d'une procédure criminelle, les simples habitants et même les natifs peuvent toujours être renvoyés arbitrairement et sur un simple soupçon du Conseil...

Le nombre des uns et des autres est à peu près le même, il s'élève à 12,000 environ pour les citoyens et les bourgeois et quelque peu davantage pour les natifs et les habitants : en tout 25,000 individus, dont il faut compter

3,000 hommes capables de porter les armes. C'est à savoir 1,500 citoyens ou bourgeois et 1,500 natifs ou habitants. Cela s'entend des hommes valides au-dessus de quinze ans et au-dessous de soixante.

..... — Les Genevois sont généralement d'humeur modérée, tenant un peu de l'Allemand, un peu aussi du Français, et même de l'Italien, mais le plus grand nombre d'entre eux tient du Français. Ils se plaisent à bien manger et à boire de même, autant que la position de chacun le lui permet... — Autrefois ils étaient grands zélés de la religion, mais depuis une trentaine d'années, ils n'en professent guère que les formes extérieures : le commun peuple pour être dissolu, et les personnes civiles pour s'accommoder au détestable goût du jour. Car il semble à présent qu'un dévot ne saurait être un galant homme ! Cependant les Genevois témoignent toujours de leur zèle pour la religion quand sa défense est pour eux un prétexte de sauvegarder leur liberté qu'ils aiment véritablement...

Quant à leurs modes, ils s'habillent à la française, avec une certaine recherche, tant ceux de la première condition que ceux de la seconde. Depuis quelque temps ils donnent dans le luxe, non seulement des habits, mais encore de l'ameublement, chacun tenant à surpasser ses égaux. En réalité on ne trouverait pas en France une ville — parmi celles qui sont semblables à celle-ci de grandeur et de population — où se rencontre plus de recherche et plus de faste, soit dans les édifices, soit dans les vêtements. Il résulte trop souvent des faillites commerciales de cette inconduite, d'autant plus répréhensible chez des gens qui se disent réformés. L'autorité du Magistrat ne parvient qu'à grand'peine à refréner ces désordres, et cependant on a soin de maintenir à Genève un tribunal somptuaire.

... — Depuis plusieurs années, les dames genevoises, pour s'accommoder à l'usage de France, reçoivent chez elles les visites des étrangers, et se piquent d'entretenir la société par une conversation agréable et des civilités engageantes. Cependant mademoiselle néglige ses enfants et n'a souci de son ménage ! mais il est encore à Genève, fort heureusement, des femmes très modestes, soit dans leurs façons de vivre, soit dans leur toilette.

... — Passons maintenant à l'organisation du gouvernement politique :

Conseil général. Ce Conseil, dans lequel ont droit de suffrage tous les citoyens et les bourgeois qui ont plus de dix-huit ans, est composé de 1500 membres, au plus. Mais d'ordinaire il ne s'en présente que 1300, et même, assez fréquemment, pas plus de 1000... — Sa convocation se fait, chaque premier dimanche de janvier, pour l'élection des quatre syndics, pris dans un collège de seize conseillers du Petit conseil, soit du Vingt-cinq, en sorte que ces membres du collège syndical reviennent en présentation tous les quatre ans. S'il en meurt un, on le remplace par un autre conseiller, et s'il n'en meurt point durant ces quatre années, on ne laisse pas de donner au Conseil général la satisfaction d'élire ceux qui, selon l'usage, sont désignés pour rentrer en charge. Il est vrai qu'on en présente huit, et que ces huit sont sensés avoir été grabelés et approuvés par le Conseil des Deux-Cents; mais cette présentation en nombre double n'est qu'apparente : en réalité le peuple nomme toujours (ou presque toujours) les quatre qui par le tour de rotation sont désignés pour rentrer au syndicat.

Le même jour, on fait encore en Conseil général, s'il y a lieu, l'élection d'un trésorier général choisi parmi les con-

seillers du Vingt-cinq, et dont les fonctions durent trois ans. On élit aussi de même le Procureur général, dont la charge est également de trois ans.

D'ordinaire, le peuple se réunit en Conseil général, au son d'une grosse cloche, aussitôt après le premier sermon du matin, dans l'église de St-Pierre. Le premier syndic, au nom des quatre sortant de charge, fait un discours justificatif de leur administration pendant l'année qui vient de s'écouler, il demande qu'on les excuse s'ils n'ont pas complètement répondu à ce qu'on était en droit d'attendre d'eux, et supplie l'assemblée d'avoir pour agréable leur bonne volonté. Pendant cette allocution, les quatre syndics sont debout et tête découverte, tandis que les citoyens et bourgeois demeurent tête couverte. Le premier syndic ne manque jamais de commencer cette apologie par « Magnifiques et souverains seigneurs ! » bien qu'il s'adresse à des taverniers, des pâtissiers, des cordonniers et semblable noblesse. Après le syndic, le doyen des ministres monte en chaire et fait un autre discours au peuple, avec une prière. Il lui rappelle sa souveraineté et la grâce que Dieu lui a faite de jouir de la liberté et de pouvoir choisir ses magistrats comme il l'entend. Enfin il exhorte chacun à quitter toute passion et à donner son suffrage selon sa conscience.

Après cela chacun va donner son vote, et à cette fin on met une certaine barrière pour que le défilé soit sans confusion. Le Petit-conseil rassemblé à l'Hôtel de Ville aussitôt après le sermon du matin, ayant déjà désigné les trois secrétaires qui doivent recueillir les voix, ceux-ci viennent s'asseoir tête découverte dans un compartiment entouré d'une sorte de draperie. Chacun d'eux a devant lui, sur la table, une longue liste où sont inscrits les noms des candidats en élection : ces noms sont suivis d'une grande ligne.

Puis chaque votant vient dire en passant, à l'oreille d'un des dits secrétaires, pour qui il entend voter, et le secrétaire, d'un trait de plume, inscrit chaque suffrage à la suite des noms désignés. D'ordinaire, les quatre syndics sortant de charge ne donnent pas leurs voix dans cette assemblée, sinon pour déterminer la votation dans le cas d'égalité de suffrages. Quant à ces secrétaires *ad actum*, ils ont été mis sous le serment du secret, par devant le Petit-conseil, et tenus de ne rien révéler.

Les syndics ayant compté les voix inscrites sur les cartons, le résultat est proclamé par un des secrétaires d'Etat..., et l'élection étant achevée, chacun se retire. Le Petit-conseil dîne ce jour-là à l'Hôtel de Ville, et le sieur Procureur général, ainsi que les trois secrétaires *ad actum* se rencontrent aussi à ce repas. Si pour la première fois un conseiller du Vingt-cinq entre au syndicat, c'est à lui seul à faire les frais du repas ; mais si le Conseil général n'a fait que suivre l'ordre de la votation accoutumée, la dépense est supportée par le public.

Election du seigneur Lieutenant et des auditeurs. Le premier dimanche de novembre, on convoque le Conseil général pour l'élection du Lieutenant et des auditeurs (on élit deux de ceux-ci chaque année), leur nombre étant de six, et la durée de leurs fonctions de trois ans. Le Lieutenant est toujours choisi parmi les anciens syndics et comme eux il revient dans la charge syndicale tous les quatre ans. Cependant cet ordre de réélection a été quelquefois changé. Le Lieutenant qui sort de fonction fait une allocution au peuple tant en son nom qu'en celui des deux anciens auditeurs, le ministre fait une allocution pastorale, et tout le reste du cérémonial se passe comme pour

les élections syndicales. Au diner, qui réunit à la Maison de ville le Conseil des Vingt-cinq, le Lieutenant et les deux auditeurs nouvellement élus, ces derniers paient la dépense, qui se monte d'ordinaire à une centaine d'écus. — Dans ce même Conseil général de novembre, on fixe le prix du vin vendu en détail, deux prix sont toujours proposés par le Petit-conseil, et cette votation est aussi secrète que celle pour les élections syndicales.

Conseil des Deux-Cents. Ce Conseil est aussi une institution fort ancienne dans la République, mais son véritable établissement légal date de l'année 1535..., et l'on peut dire que s'il y a un rouage superflu dans la machine gouvernementale, c'est assurément celui-ci, car, bien que les affaires d'Etat soient portées à ce Grand conseil, l'impéritie de la plupart de ses membres (gens sachant tout au plus distinguer la droite de la gauche) les rend incapables de se former une opinion judicieuse. On les voit répondre « ainsi soit-il » à la proposition la plus mauvaise, bien qu'il en ait été fait simultanément une bonne. Tant il est vrai que cette façon de compter les votes et non d'en apprécier la valeur est généralement un mal dans les grandes assemblées, mais ici elle l'est tout particulièrement.

Le Deux-Cents, composé légalement de 200 membres, en compte 215 pour le moins... — Deux causes l'ont rendu si nombreux et y ont fait entrer des gens sans capacité : la première, c'est qu'on a voulu ne pas donner prise au mécontentement populaire qui ne manquerait pas de se produire si les gens du commun étaient peu à peu exclus de toute participation aux affaires de la République ; la seconde, qui est la plus forte, résulte de la maxime des familles puissantes visant toujours à procurer l'entrée du Deux-cents à tous

leurs alliés et adhérents pour de là les pousser dans les emplois publics auxquels on ne saurait prétendre si l'on n'est pas au moins du Deux-cents. En fait, il se voit toujours dans ce Conseil beaucoup de membres tenant directement ou indirectement à la même famille. On y rencontre actuellement des Sarrazins plus de quinze, des Pictet plus de sept, des Lullin, des Trembley, des Mestrezat, tout autant, des Chabrey, des Denormandie et de quelques autres, plus encore. En sorte que dans une cité qui compte, comme je l'ai dit, 3000 familles, c'est tout au plus s'il y en a 30 qui composent le Deux-cents, et si quelque autre nouvelle famille parvient à faire entrer un des siens dans l'assemblée, c'est un miracle, une faveur insigne de MM. du Vingt-cinq, faveur dont il convient le plus souvent de ne pas rechercher le vrai motif.

Les membres du Deux-cents sont nommés à vie et ne sont révoqués que pour délits ou fautes graves, ou dans les cas de folie, caducité, imbécillité. L'élection pour pourvoir aux vacances causées par les décès ou par d'autres causes s'en fait tous les trois ou quatre ans. Le Conseil des Vingt-cinq y procède par votes secrets ; quand on grabelle les candidats désignés par cette votation, il est permis à chacun des conseillers de dire librement son avis, et les parents du candidat dont on fait le grabeau se retirent dans l'anti-salle. Il y a quelque vingt ans, on nommait au Deux-cents des jeunes gens de 17 ans et même de 16, ce qui est vraiment une chose honteuse, puisque à cet âge le jeune homme n'est pas même capable de conduire ses propres affaires sans la direction de ses tuteurs. Cependant ce scandaleux abus a été finalement réprimé par un édit, et maintenant on n'est pas éligible en Deux-cents si l'on n'a pas 25 ans accomplis.

On traite dans ce Grand conseil des affaires politiques et des affaires administratives de l'Etat. A cette fin, le Deux-cents est convoqué le premier vendredi de chaque mois par une sonnerie de cloche qui est particulière. Pour des cas extraordinaires, le Petit-conseil peut encore convoquer le Deux-cents quand il lui plaît, et lui soumettre ce qu'il juge à propos. En affaires civiles, on peut toujours appeler de la sentence du Petit-conseil par devant le Deux-cents, si toutefois le litige porte sur une valeur estimée plus de 50 écus. Dans ce cas l'appelant est tenu de déposer avant l'assemblée entre les mains du trésorier général la somme de 200 florins pour rémunérer « l'assiette » du Grand conseil. Cette pécune est partagée entre les membres du Deux-cents, chacun d'eux recevant un florin, puis comme beaucoup de membres ne viennent pas à la séance, ce qui reste est mis dans une boîte dont le produit est le casuel du conseil des Vingt-cinq.

C'est dans le Deux-cents que s'élisent les conseillers du Petit-conseil (alors que par le fait d'un décès ou pour quelque autre cause une place est vacante). Mais c'est toujours au commencement de l'année qu'on procède à cette nomination. En sorte que si un des seigneurs du Vingt-cinq vient à décéder le 10 ou le 15 janvier, on ne le remplacera pas avant l'année suivante. C'est, du reste, le Petit-conseil lui-même qui fait les présentations en nombre double. Après le grabeau des candidats et que chacun des membres de l'assemblée a dit ce qu'il juge à propos de déclarer, tous vont chercher auprès du secrétaire leurs ballottes. Ce sont deux petits morceaux de carton, dont l'un porte un B (bon) et l'autre un O (omis), puis chacun dépose secrètement dans une urne l'une ou l'autre des ballottes qu'il a en main. S'il se retrouve dans l'urne plus de B que d'O, le candidat est

élu; si plus d'O que de B, il est exclu, et il faut en présenter un autre. Dans ce dernier cas, le Vingt-cinq rentre immédiatement en séance et propose de nouveaux noms. Enfin, si le candidat est nommé, on applaudit dans l'assemblée, et le lendemain il prête serment devant le Vingt-cinq et entre aussitôt en fonction.

Le Deux-cents procède de même pour l'élection des nouveaux capitaines de la garnison (nommés à vie), et aussi pour celle des deux secrétaires du tribunal de l'audience, soit du seigneur Lieutenant.

Au commencement de l'année, après avoir pourvu à ces diverses charges, les deux Conseils se grabellent l'un l'autre: savoir le Vingt-cinq celui des Deux-cents, et le Deux-cents celui des Vingt-cinq. Aucun conseiller n'est exempté de ce grabeau, sinon les quatre syndics en charge. Mais en réalité tout cela se fait pour la forme, car il n'y a pas d'exemple d'exclusion des Conseils (sinon qu'il s'agisse d'un membre du CC. tombé en faillite, absent du pays depuis fort longtemps, déchu de ses facultés intellectuelles ou frappé d'une condamnation infamante). Mais si dans ce tour de délibération secrète quelqu'un des membres de l'un ou de l'autre Conseil a été accusé d'erreurs, de fautes ou de négligence dans l'accomplissement de sa charge, les quatre syndics lui en donnent avertissement, afin qu'il ait à se mieux gouverner à l'avenir.

Quand un candidat est élu du Vingt-cinq, le Petit-conseil dîne ce jour-là à la Maison de ville aux frais du récipiendaire, et quand on fait « une fournée » de membres du Deux-cents, les nouveaux élus dînent aussi tous ensemble et à leurs frais dans la même « salle des festins », chacun d'eux amenant au banquet deux de ses plus proches parents ou de ses meilleurs amis. Cette élection se fait toujours avant

le premier vendredi de janvier, et si ce jour est aussi le premier de l'an, elle se fait le 31 décembre, le premier vendredi de janvier étant spécialement réservé pour la prestation du serment au Conseil des Deux-cents.

Conseil des Soixante. Celui-ci fut institué pour empêcher les inconvénients qui résulteraient d'une indiscrete publicité si les affaires diplomatiques étaient toujours traitées devant une grande assemblée, telle que celle du Deux-cents, et d'autre part on a voulu prévenir les abus d'une délibération trop restreinte si le Petit-conseil avait lui seul la connaissance des affaires d'état. En fait ce conseil des Soixante n'a par lui-même aucune autorité : c'est une chambre consultative et à laquelle on n'a recours que lorsque Messieurs du Petit-conseil le jugent à propos, vu la gravité des circonstances, afin de se dérober ainsi à une responsabilité trop exclusive. Quand l'affaire mise en délibération a été mûrement « digérée » par le Conseil des Soixante, on renmit le Deux-cents pour lui exposer les faits et lui faire connaître les résolutions qu'on a prises, encore cela a-t-il lieu assez rarement, et d'ordinaire tout se passe entre le Soixante et le Petit-conseil.

Ce Soixante comprend tous les seigneurs conseillers siégeant au Vingt-Cinq, y compris les deux secrétaires d'Etat, les six auditeurs, le Procureur général, les anciens auditeurs, et les anciens procureurs-généraux. Le reste est choisi [arbitrairement] parmi les plus notables du Deux-cents. Jadis il fallait être citoyen pour entrer dans le Soixante, mais Jean Calandrini y fut admis par déférence pour ses parents et alliés, bien qu'il ne fût que bourgeois. L'élection se fait [quand il y a des vacances] de deux en deux ans, au

commencement de l'année, le Petit-conseil votant à la pluralité des suffrages.

Conseil des Vingt-Cinq. Celui-ci est véritablement le sénat de la république : il la représente, pourvoit à tout le gouvernement, et tient seul le timon du navire. La charge de conseiller d'Etat, soit du Petit-conseil, est la plus considérée à Genève, et c'est aussi la plus recherchée. J'ai déjà dit comment s'en fait l'élection en Deux-cents, mais il faut remarquer que le Vingt-cinq est en réalité composé de 28 magistrats, parce qu'il faut y comprendre le seigneur Lieutenant et les deux secrétaires d'Etat. Ces derniers rédigent les protocoles, assistent à toutes les délibérations, mais ils ne votent pas. Quant au Lieutenant, il est appelé seulement pour les affaires de conséquence : il donne son avis dans le tour de délibération comme les autres, mais il ne vote pas.

Le Vingt-cinq se réunit chaque jour le matin, excepté le jeudi et le dimanche, mais fréquemment il tient deux séances dans la journée, et même le dimanche il se réunit parfois si cela est nécessaire. Tout passe par ses mains avant qu'on en ait aucune notice dans le Deux-cents. Il peut résoudre seul tout ce qu'il veut (et c'est ce qu'il fait le plus souvent). Toutefois, dans les affaires de grande conséquence on donne communication au Deux-cents des décisions qu'on a prises, et même on fait mettre en délibération dans ce Grand conseil ce que l'on juge à propos de lui soumettre. En résumé il n'est aucune affaire touchant l'intérêt public qui ne soit du ressort du Petit-conseil tant pour y être résolue définitivement que pour être étudiée avant qu'on la présente aux autres Conseils.

Sans la présence des syndics ou pour le moins sans celle de l'un d'eux, on ne peut entreprendre aucune délibération dans le Vingt-cinq et bien moins encore dans le Soixante ou dans le Deux-cents, puisque eux seuls ont la présidence de toute assemblée délibérative réunie pour les affaires publiques.

Des Syndics. Celui d'entre eux dont la charge est la plus éminente porte le titre de « Monsieur le Premier », c'est lui qui reçoit les mémoires, les pétitions, et les lettres. Si quelqu'un est en instance auprès du Petit-conseil, c'est à ce magistrat qu'il doit s'adresser et lui expliquer ce dont il s'agit. Puis « le Premier » fait rapport de l'instance au Vingt-cinq, lorsqu'il juge opportun de le faire. Pour les lettres qui lui parviennent hors des heures de séance du Conseil, il fait appeler un de ses collègues, ou, à défaut d'un syndic, deux ou trois conseillers. Les lettres sont ouvertes en leur présence et communiquées aux assistants : si elles sont de nature à exiger une réponse immédiate, on convoque le conseil pour en délibérer ; sinon elles lui sont communiquées en séance ordinaire, à moins que M. le Premier ne jugé à propos « pour de bonnes considérations » de différer cette communication épistolaire. Enfin c'est à ce syndic qu'appartient le droit de tout proposer dans le Petit-conseil, et à cette occasion il prend deux fois la parole : la première lorsqu'il énonce la proposition et ouvre le tour de délibération, la seconde lorsqu'il donne son opinion personnelle, ce qu'il ne fait jamais qu'après que le dernier des conseillers, selon l'ordre de présence a fait connaître la sienne. Le premier syndic signe les annonces de mariage qui doivent être publiées dans le temple. Il signe de même les lettres

d'habitation [et celles de bourgeoisie], dressées selon le formulaire par un des secrétaires d'Etat.

La juridiction particulière du second syndic s'étend sur l'administration des revenus de l'hôpital, administration dont il a la présidence, en sorte que l'Hospitalier est sous ses ordres. Il a aussi le soin des places et de l'ordre de présence dans l'église de St-Pierre, [tant pour les gens de qualité ressortissant de la République, que pour ceux de la noblesse étrangère]. C'est lui qui a la surveillance administrative des revenus ecclésiastiques, et lui aussi qui préside à la Chambre des blès.

Le troisième syndic est le superintendant des revenus publics provenant de la douane, des gabelles [et du fisc]. Il assiste à la revision des comptes de ceux qui administrent ces revenus, et souscrit tous les billets-mandats adressés au trésorier-général pour solder les dépenses publiques.

Enfin le quatrième syndic a l'administration et le commandement militaire ; on peut dire qu'il est le général de la force armée, mais bien que son autorité s'étende sur tous les citoyens, bourgeois, et habitants incorporés en milice, en réalité c'est la garnison de la ville qui dépend de lui plus particulièrement. Chaque premier jour du mois il en fait faire la revue générale, et les soldats [puis après ceux-ci les officiers] sont payés en sa présence. Il peut transférer les capitaines d'une compagnie dans une autre et changer de même tous les bas-officiers. C'est lui qui donne le mot du guet et fait poser la garde, il envoie les rondes et distribue les sentinelles. Le syndic de la garde peut [non seulement faire mettre un soldat coupable sur le cheval de bois], mais peut lui faire donner l'estrapade. En résumé personne n'a une autorité aussi grande que la sienne quant aux affaires militaires.

Chaque syndic a toujours à son service un des guets de la Seigneurie, et ce sbire l'accompagne en tout lieu. Lorsque le Petit-conseil est en séance, les syndics sont assis sur un banc un peu plus élevé que ceux des conseillers. Devant eux est placé sur le bureau un grand registre pour y noter les opinions et tout ce qui survient au cours de la délibération. Les deux secrétaires d'Etat sont placés devant les syndics et demeurent en séance tête découverte.

Quand, à la suite d'une procédure criminelle, la sentence du Vingt-cinq doit être prononcée publiquement, les quatre syndics vont prendre place sur une sorte de trône [dressé contre la façade de la maison de ville]. Ils ont chacun le bâton syndical à la main, bâton que de nos jours ils ne portent plus, sinon dans de telles circonstances. Dans les cas d'incendie, le syndic de la garde et le seigneur Lientenant vont aussi, le bâton de leur office à la main, partout où il est nécessaire de donner des ordres.

Les syndics jouissent de certains privilèges, comme de n'être pas soumis au grabeau annuel [du Petit-conseil par le Deux-cents], ils sont exempts de la gabelle du vin bourgeois et de quelques autres droits du fisc pendant l'année de leur syndicat, puis ils ont aussi quelques petits émoluments. Chaque syndic a toujours le droit d'envoyer « provisionnellement » quelqu'un en prison. Mais il ne peut l'en faire sortir sans que le Petit-conseil ait été informé du motif de l'arrestation et qu'il ait donné sentence d'acquiescement.

Cour criminelle. Le Vingt-cinq juge souverainement et donne sentence pour toutes les causes criminelles, selon la loi romaine et les édits. Il a coutume de se porter en

corps aux prisons pour interroger les accusés et aussi pour les faire torturer s'il y a lieu. Les procédures étant achevées, on donne la sentence en Conseil, mais d'abord on y communique toutes les pièces du procès. La cause n'est pas défendue par avocats, comme cela se fait ailleurs, mais les informations étant lues, chacun des conseillers énonce son opinion [et la motive]. Après cela le Conseil se lève et fait une prière, on prête serment de donner sentence chacun selon sa conscience, puis on recueille les votes, et le jugement est prononcé conformément à la pluralité des voix. (1)

Pour les délits plus légers que les violences sanguinaires, on fait comparaître les délinquants devant le Conseil et là, on les condamne le plus ordinairement à quelque amende. que les pauvres [ou ceux du médiocre état] sont astreints rigoureusement à payer, mais que les gens de la première condition ne paient jamais. Quoi qu'il en soit de cette inégalité, il n'en est pas moins vrai qu'à Genève la justice criminelle procède plutôt avec douceur qu'avec une rigueur extrême. Toutefois, c'est toujours une mauvaise affaire d'avoir contre soi quelque magistrat puissant. Le peuple n'en a pas moins sujet de se louer de l'administration de la justice, car le plus souvent elle est bonne : les juges écoutent et recueillent toujours volontiers tous les allégués de la défense.

(1) En 1630 (29 mars), les mariés G., condamnés à être mitrés (coiffés de la mitre de justice), fouettés jusqu'à effusion de sang dans les carrefours et bannis à peine de la vie, eux et leurs enfants, pour avoir tenu une maison de débauche en l'Isle, rappellent de cette sentence et présentent requête au Petit-conseil « pour qu'il leur soit permis d'avoir un avocat qui défende leur cause » — Refusé : sauf à eux de se pourvoir par devant le M. C. des Deux-cents. — Reg. des Conseils.

Causes civiles. Elles sont du ressort du tribunal de l'audience que préside le seigneur Lieutenant, et de là elles peuvent être portées, à l'instance d'une des parties, par-devant le Petit-conseil qui en prend connaissance et donne son jugement. Dans ce cas, la partie appelante est tenue de consigner 30 florins pour « l'assiette » du Vingt-cinq, et si les deux parties litigieuses sont appelantes, l'une et l'autre doivent payer 30 florins, non seulement une fois, mais toutes les fois qu'il y a séance du Petit-conseil au sujet de leur procès. Ici, les causes sont plaidées par avocats comme elles le sont aussi devant le Deux-cents où les mêmes causes peuvent être portées en second appel, si toutefois l'objet du litige est estimé valoir plus de 50 écus. En résumé, et bien qu'en pratique, les juges de ces trois ressorts fassent leur possible pour épargner les abus, le peuple n'est pas trop content de cette procédure civile, car les procès sont ainsi prolongés et la dépense qui en résulte est beaucoup trop forte.

Du recours en grâce. Dans les affaires criminelles le condamné a encore en sa faveur le recours en grâce devant le Deux-cents, mais c'est un privilège dont jouissent seuls les citoyens et les bourgeois, car les simples habitants [et même les natifs de la troisième génération] en sont privés. Cependant le Petit-conseil peut, s'il lui plaît, concéder ce privilège à quelqu'un qui n'y peut prétendre, et cela s'est vu plus d'une fois.

Le Conseil des Deux-cents étant assemblé pour délibérer et sentencier au sujet d'une demande en grâce, le Vingt-cinq [par la voix du premier syndic] expose la procédure et motive la sentence qu'il a donnée; puis chacun des membres de l'assemblée énonce à son tour son sentiment, et quelque-

fois trois ou quatre avis différents sont avancés : la commutation de la peine capitale en détention perpétuelle, la grâce entière, le refus de la grâce et la confirmation de la sentence, etc. Enfin la pluralité des voix l'emporte et la sentence du Deux-cents, quelle qu'elle soit, est toujours prononcée publiquement.

Affaires matrimoniales. Après que les différends conjugaux et les actions juridiques en divorce ont été traités par le Consistoire, si ce corps ecclésiastique ne parvient pas à les concilier, ces litiges sont déferés au Petit-conseil qui, après avoir pris connaissance de tous les allégués des parties et de leurs conclusions, les renvoie toujours devant des commissaires-arbitres chargés de les amener à un accommodement. Si cela ne peut être obtenu, le Conseil prononce la sentence, soit de divorce, soit de séparation conjugale temporaire, ainsi qu'il le juge convenable.

Lettres de bourgeoisie. La concession de ces lettres est exclusivement réservée au Petit-conseil, qui parfois les concède gratuitement aux gens de considération ou à ceux qui sont proches alliés d'un syndic. Mais ces nouveaux bourgeois n'en font pas moins à l'Etat les présents accoutumés, dont il a été parlé précédemment. Pour tout autre acquéreur du droit de cité, le prix de la bourgeoisie est maintenant de 300 écus, et pour la patente qu'on expédie sur parchemin signé du grand sceau de la Seigneurie, il est d'usage de donner encore un louis d'or aux secrétaires d'Etat. (1)

(1) « Cependant, ajoute ici l'auteur, quant à l'expédition de ces lettres me concernant, je dois dire qu'ils ne voulurent jamais rien accepter de moi. »

Vocations pastorales. C'est encore le Vingt-cinq qui confirme les élections faites par la Vénérable compagnie des pasteurs, et dans le cas où le candidat présenté n'agrée pas au Magistrat, on le rejette (ainsi que j'ai vu procéder certaines fois) et l'on ordonne à la compagnie de faire une autre élection. En réalité, depuis quelques années, le Petit-conseil a dépouillé la compagnie des pasteurs de la plus grande partie de son autorité. Elle n'est plus que fort peu de chose, car à présent le Vingt-cinq veut tout savoir et tout faire directement.

Cérémonial diplomatique. Les envoyés des princes étrangers, les députés des Suisses sont reçus dans le Petit-conseil avec lequel ils négocient et traitent officiellement. Lorsqu'il passe quelque ambassadeur dans la ville, le Conseil va en corps lui rendre visite dans son logis, et le premier syndic le complimente au nom de la Seigneurie. S'il s'agit d'un simple envoyé d'un Etat souverain, on lui députe trois seigneurs du Conseil ou davantage, selon sa qualité. Le Vingt-cinq visite de même, en corps, tout prince souverain en passage dans la ville, mais pour tout autre personnage de considération, on se borne à lui députer des conseillers du Vingt-cinq. Jamais on ne fait ces sortes de visite sans faire porter [par le Sautier] le vin d'honneur (1); et même, pour « gracieuser » un ambassadeur ou un prince, il est d'usage encore de lui envoyer présenter une truite.

(1) Si l'hôte illustre, pour lequel on se mettait en frais, voyageait avec son épouse, on joignait au vin d'honneur des « confitures sèches ». En 1629, l'ambassadeur d'Angleterre en Piémont passant à Genève avec son épouse, « arrêté d'envoyer à milady deux bassins de confitures. » — Reg. des Conseils.

Je dois maintenant rendre au Vingt-cinq cette justice que ce très prudent Conseil semble avoir toutes les qualités pour traiter les affaires de conséquence, et je puis affirmer par serment que pendant les 22 ans de mon séjour consécutif à Genève, temps où j'ai eu la curiosité et l'occasion d'observer maintes choses de très près, j'ai rencontré dans ce corps politique tant de dextérité et tant de prudence, tant de jugement et tant d'expérience dans le maniement des affaires d'Etat que cela semble à peine croyable... — Maintes fois j'ai vu éclater de telles tempêtes politiques, et souffler — de France, de Savoie ou de Suisse — de tels vents d'orage que la République me semblait à jamais perdue. Néanmoins, grâce à la sagesse, au dévouement du Petit-conseil, à son habileté à manier le timon de la nacelle assaillie par l'orage, j'ai vu avec autant d'étonnement que de satisfaction la nef genevoise traverser heureusement les plus dangereux passages. Si quelqu'un m'avait conté les faits dont je parle, il m'eût été difficile de le croire, mais j'en rends témoignage aujourd'hui parce que j'ai vu ce Conseil à l'œuvre.

Lieutenants et auditeurs. Mais poursuivons l'énumération des diverses charges de la magistrature genevoise : Avant la juridiction du Conseil des Vingt-cinq sur les affaires civiles et sur les affaires criminelles, il y a, comme je l'ai dit, celle du seigneur Lieutenant qui [dans une certaine mesure] représente l'antique magistrature du Vidôme. Le tribunal de l'audience que préside le Lieutenant est composé de six auditeurs et de deux secrétaires, mais ces derniers n'ont pas droit de vote, sinon en cas d'égalité de suffrages contraires parmi les auditeurs. Le Lieutenant, comme on l'a dit précédemment, est toujours choisi dans le Vingt-cinq, et

d'ordinaire c'est un ancien syndic. Le Deux-cents en fait l'élection sur présentation en nombre double et le Conseil général confirme [ou rejette] cette nomination, le premier dimanche de novembre. Quant aux auditeurs, dont deux sont remplacés chaque année, ils ne peuvent être choisis que parmi les membres du Deux-cents, ainsi que les secrétaires de l'audience. Ces derniers sont élus pour deux ans et l'on en remplace un chaque année. En séance, ils sont assis tête découverte à une petite table devant le tribunal dont le Lieutenant occupe le siège du milieu, tandis que les auditeurs sont assis trois par trois à chacun de ses côtés. Il y a en outre [dans le parquet] un banc réservé aux greffiers soit curiaux, aux notaires et aux procureurs appelés à venir assister aux causes que l'on traite.

C'est devant ce tribunal que se plaident en première instance toutes les causes tant civiles que criminelles, mais c'est seulement pour les affaires de peu d'importance que le jugement est sans appel ; pour les autres on peut toujours recourir au Vingt-cinq. Le Lieutenant a sous ses ordres six guets [dits les guets de l'audience] dont l'un est plus particulièrement attaché à son service et le suit partout.

Le tribunal de l'audience peut envoyer qui que ce soit en prison, s'il le juge nécessaire ; mais quand une fois le particulier arrêté est incarcéré, ce tribunal n'a plus le droit de le faire relâcher, le Lieutenant devant rendre raison de cette arrestation au Petit-conseil qui prend connaissance du délit et suit à la procédure. Dans les causes légères, [affaires du ressort de police correctionnelle] le délinquant est condamné par l'audience à payer une faible amende (1). on peut

(1) En décembre 1629, le Petit-conseil arrête de ne plus tolérer l'abus qui s'est introduit à l'audience, où l'on condamne les

même l'envoyer en prison et l'y retenir jusqu'à plus ample informé. C'est le Lieutenant qui donne des tuteurs aux enfants orphelins et qui fait reviser les comptes de tutelle [par un des auditeurs]. Il prête serment de son office, ainsi que ces derniers, par-devant le Petit-conseil. Rarement on plaide par avocats au tribunal de l'audience, mais presque toujours les parties y sont représentées par procureurs.

Secrétaires d'Etat. Bien qu'ils soient élus par le Deux-cents comme les autres conseillers du Vingt-cinq, ils sont, en réalité, choisis par ce Petit-conseil, et le Deux-cents ne fait que confirmer ce choix. On prend pour remplir cette fonction deux des jeunes membres du Deux-cents, parmi ceux qui sont jugés les plus capables d'exercer un tel office. Ils doivent rédiger les protocoles des séances du Petit-conseil [et aussi, succinctement, ceux des séances du Deux-cents.] Ils consignent le tout dans un grand registre dit « le Livre du Conseil ». Les secrétaires d'Etat — debout et tête découverte — donnent lecture au Petit-conseil de toutes les lettres et autres pièces officielles qui doivent lui être communiquées; ils rédigent (et gardent copie) de toutes les lettres adressées au nom de la Seigneurie, et signent tous les actes officiels « au nom de Messeigneurs ». Bien que cela ne soit pas obligatoire, c'est presque toujours le premier secrétaire d'Etat qui souscrit ainsi ces pièces. Le casuel de leur charge est réparti également entre eux. On a vu ci-dessus que les secrétaires d'Etat n'ont pas le droit de vote dans le Vingt-cinq, à moins qu'il ne soit nécessaire de

délinquants jusqu'à 25 florins d'amende : la compétence de la sommaire justice ne lui permet d'amender que 5 florins. Voir Reg. des Conseils.

départager les voix; dans ce cas un des secrétaires est appelé à donner son suffrage et décide de la votation. Ordinairement ils ne demeurent en fonction que trois ou quatre ans, soit parce que la place est très fatigante, soit parce qu'ils sont appelés au syndicat. Cependant, de nos jours, le sieur Dupuis est pourvu depuis plus de vingt ans de cet emploi, qui en réalité est assez lucratif.

Trésorier général. Le trésorier est aussi conseiller du Vingt-cinq et sa présentation est successivement approuvée par le Deux-cents et par le Conseil général. Il reste en office pendant trois ans et quelquefois davantage, à moins qu'il ne soit porté au syndicat. C'est lui qui encaisse tous les deniers provenant des revenus publics et qui solde toutes les dépenses, soit ordinaires soit extraordinaires, autorisées par le Petit-conseil : les mandats pour la dépense devant toujours être contresignés par le troisième syndic, celui-ci ayant la superintendance de tous les revenus publics. De six en six mois le trésorier-général doit rendre compte de sa comptabilité à ce seign^r syndic, commis par le Conseil ; et bien que les revenus de la Seigneurie ne soient pas considérables, cette comptabilité de la trésorerie ne laisse pas d'être très laborieuse.

Conseillers-majors. Deux seigneurs du Petit-conseil sont qualifiés de « majors » (autrefois on disait sergents-majors), et ce sont toujours les deux derniers élus qui remplissent cet office. Ils restent en fonction jusqu'à ce que deux nouveaux conseillers soient appelés à les remplacer. Il est vrai que parfois tel de ces derniers n'a pas les aptitudes nécessaires pour être major : en ce cas un des anciens titulaires

demeure en sa charge comme par courtoisie et continue à bénéficier des petits profits qui en dérivent, profits qui vont à une centaine d'écus environ. En réalité cette charge du conseiller-major est une des plus pénibles de la République; et la fatigue en doit être incessante pour celui qui est de semaine, puisque le major est obligé chaque soir d'être présent à l'entrée de la garde, de prendre le mot du guet donné par le syndic de la garde et de transmettre ce mot à tous les capitaines. En outre ils doivent commander en personne la ronde, dite ronde-major, qui se fait tout à l'entour du mur d'enceinte à l'intérieur de la ville deux fois par nuit pour visiter les sentinelles (1). Cette ronde se fait à cheval, si toutefois le major ne préfère pas la faire à pied. Il est dans ce dernier cas précédé d'un guet [ou d'un sergent] portant une lanterne et il est suivi d'un détachement de soldats.

Décès dans la magistrature, élections pour intérim. Lorsque survient le décès d'un syndic en charge, s'il est le premier, le second prend sa place, le troisième, puis le quatrième suivent dans le même ordre d'avancement, en sorte que l'élection se fait toujours pour pourvoir à la place qu'occupait ce dernier syndic. Il est d'usage que le Deux-cents nomme dans ce cas-là le premier syndic de l'année précédente, mais c'est une magistrature intérimaire qui est créée seulement pour durer jusqu'à la fin de l'année. On en use de même quant le Procureur général en office vient à décéder. En somme le Deux-cents pourvoit par intérim à toutes les vacances qui se produisent parmi les fonctionnaires à la nomination du Conseil général, et le Vingt-cinq

(1) En hiver trois heures avant minuit et trois heures après minuit.

pourvoit de même à toutes les vacances survenant dans la magistrature dont le Deux-cents a l'élection.

Des châtelains. Les quatre juges qui portent le titre de châtelain sont membres du Deux-cents et nommés par ce Grand conseil sur la présentation (en nombre double) du Vingt-cinq. Ils rendent la justice aux gens des villages appartenant à la Seigneurie de Genève, chacun d'eux ayant sa juridiction particulière, un assesseur, un curial et je ne sais quel autre scribe, avec un ou deux guets. Le châtelain se rend une fois par semaine dans le chef-lieu de sa juridiction [pour tenir sa cour de justice], mais toutes les choses importantes sont toujours déférées au Petit-conseil.

Du Sautier. Quant à la charge de « Sautier », je ne sais comment la qualifier en italien, car bien que son office soit celui de notre « bargello » c'est-à-dire : capitaine des sbires, cependant sa fonction a quelque chose de plus relevé et de plus honorable. Cette charge ne se donne qu'à un des membres du Deux-cents, l'élection en étant faite par ce Grand conseil sur la présentation du Vingt-cinq. Le Sautier est nommé pour trois ans, mais le plus souvent il est confirmé dans sa place pour le même nombre d'années. C'est lui qui exécute ou qui fait exécuter tous les ordres du Petit-conseil, et les douze guets de la Seigneurie sont sous son commandement. Il entre dans le Petit-conseil et y assiste aux séances, écoutant tout ce qui se dit, mais n'ayant nul droit de parler, il est là seulement pour attendre des ordres, toujours tête découverte, mais non toujours debout, car il lui est permis de s'asseoir sur un petit banc près de la porte, quand il lui plaît de le faire. Le Sautier ne doit pas

paraître en public, sinon qu'il ait en main le bâton à pomme d'argent de son office. Ce bâton appartient à la Seigneurie, et il est transmis par le Sautier sortant d'office à son successeur. Autrefois, c'est-à-dire il y a une trentaine d'années (1650), le titulaire s'appuyait sur son bâton en marchant, comme par affectation de gravité, mais cela lui a été défendu et maintenant il doit toujours le tenir par le milieu et la pomme élevée. Quant au service particulier de cet « officier », c'est d'aller chaque matin [à la première heure du jour] prendre les ordres du Premier syndic, de le suivre au conseil et de le reconduire à son logis ; le dimanche il le suit encore au prêche.

Lorsque la Seigneurie envoie le vin d'honneur ou quelque grosse truite à certains personnages de haute considération, c'est monsieur le Sautier qui va faire le compliment de présentation, mais ce sont les guets qui portent le présent. La gratification accoutumée (nous disons *la cortesia*) que donne en pareil cas le personnage régalé se partage inégalement, moitié pour le Sautier et moitié pour les guets. Enfin quand le Petit-conseil a décidé de rendre ou de faire rendre visite à quelque seigneur étranger « ayant pris caractère », c'est encore le Sautier qui va discrètement s'informer auprès du personnage « de l'heure de sa commodité ».

Des guets. Ceux que commande le Sautier et dont quelques-uns sont toujours avec lui, sont au nombre de 12. C'est le Petit-conseil qui les nomme, ils portent comme signe distinctif de leur emploi un manteau (jadis une robe) dont la moitié en longueur est de couleur violette, et l'autre moitié de couleur noire. Ceux du Lieutenant, qui sont au nombre de six, portent le même manteau [mais ces derniers

ne portent pas la hallebarde] et se distinguent de ceux de la Seigneurie par une baguette noire qu'ils portent levée en main.

Logements dans la Maison de ville. Les deux secrétaires d'Etat et le Sautier ont leurs appartements particuliers dans la Maison de ville. Le Sautier a le devoir de faire préparer les festins publics dont il a été parlé, aux frais des nouveaux élus, auxquels il présente le compte de la dépense. Ces festins ont lieu dans la grande salle qui est située en face de son appartement et dont il est aussi le tenancier. Quand la Seigneurie fait mettre quelque personnage aux arrêts dans la Maison de ville [et non aux prisons], le détenu est nourri à ses frais par le Sautier, avec plus ou moins de recherche, selon que la personne arrêtée le désire.

En temps ordinaire, le syndic de la garde, les deux conseillers-majors, puis le Sautier et les guets sont les seuls qui portent l'épée à Genève, mais au temps des foires et pendant les trois jours qu'elles durent, tous les citoyens, bourgeois et habitants sont tenus de la porter.

Des émoluments de la magistrature. Les charges publiques ne sont guère rémunérées à Genève, et pour la plupart d'entre elles on peut dire que la fumée est mieux que le rôti. L'office de syndic, tout compris, ne rapporte pas 400 écus, celui de conseiller du Vingt-cinq : 250 au plus, celui du major : 300. Les secrétaires d'Etat sont les mieux partagés, puisque [outre leur logement] chacun d'eux touche, année commune, environ 400 écus. En réalité, ils n'ont que 850 florins de traitement fixe, soit 80 écus ; tout le reste leur vient du casuel : amendes, commissions, provi-

sions, plus les 30 florins que les plaideurs leur délivrent toutes les fois que le Petit ou le Grand conseil s'assemble pour un procès civil. Quant au Sautier [logé aussi gratuitement], il gagne pour le moins 300 écus par année.

Le seigneur Lieutenant et les auditeurs ont un fort petit salaire fixe, mais les émoluments des procès, l'argent des dépôts judiciaires qu'ils font valoir, les amendes et les vacations augmentent bien leur profit annuel : le Lieutenant touche jusqu'à 350 écus au moins et les auditeurs 300. Les secrétaires du droit se font chacun environ 150 écus.

Procureur général. Ce magistrat a le devoir de veiller à l'observation des édits et au respect des droits et des privilèges du public et des particuliers, en sorte que ces droits ne soient jamais lésés par la Seigneurie. En outre il doit avoir grand soin que les orphelins et les interdits soient pourvus de tuteurs. Toutes les fois qu'il demande l'entrée du Vingt-cinq, elle lui est accordée, mais depuis plusieurs années cet office n'est exercé qu'avec négligence. Au commencement un Procureur général est tout feu et tout zèle pour le bien public, mais peu à peu ce zèle s'amoindrit et bientôt une fâcheuse insouciance en tient la place.

Du tribunal des appellations. La judicature qu'on désigne ainsi est formée de cinq membres du Deux-cents élus de trois en trois ans par le Petit-conseil ; ils sont toujours présidés par un des syndics en office. Ce tribunal se réunit une fois par semaine, et même davantage s'il en est besoin. Toutes les causes civiles jugées par le Lieutenant et ses auditeurs peuvent être portées aux appellations et si les parties en cause veulent encore plaider en troisième ins-

tance, le Vingt-cinq délibère, juge et donne sentence. Si les appelants s'obstinent encore, l'affaire est portée, comme on l'a dit ci-dessus, devant le Deux-cents, et cette fois la sentence est définitive.

Chambre de la réformation. C'est un tribunal institué pour remédier aux abus du luxe des vêtements, des festins, des meubles et de toute espèce de somptuosité.

Six membres du Deux-cents élus par ce Grand conseil siègent dans cette Chambre et leur fonction est d'une durée indéfinie. Les séances ont lieu une fois par semaine, sous la présidence d'un des syndics en office. Mais, s'il faut tout dire, cette magistrature est comme le temps qu'il fait au mois de mars : un jour tempétueux, un autre jour calme et serein. Telle est la Chambre de la réformation, où entre aussi le Procureur général. Pendant deux ou trois mois, elle exerce de grandes rigueurs, il semble qu'elle veuille changer toutes les femmes en religieuses et transformer les hommes en capucins, puis elle abandonne tout et laisse s'enraciner les plus grands abus. En sorte qu'on peut dire qu'elle en use sagement un mois par année et qu'elle se gouverne mal le reste du temps. Cependant il n'y a pas (dans la République) une magistrature plus nécessaire que celle-ci, et que, par maxime d'Etat, on doive davantage faire respecter. Malheureusement la cause du désordre dont je parle n'est pas le fait des juges, elle vient plutôt de la vanité générale, défaut ordinaire de toutes les démocraties et qui est très particulier à Genève, car il n'est ici aucun individu qui consente à se reconnaître inférieur à son compagnon, tous prétendant s'égaliser aux grands. C'est ainsi que s'est introduite dans cette ville, il n'y a pas plus de cinquante ans (1650), la plus ridicule prétention qui se

puisse imaginer : celle de qualifier de « noble » tous les descendants des syndics et ceux des conseillers du Vingt-cinq, puis insensiblement les descendants des auditeurs ; et comme il n'est, dans la République, cordonnier ou mercier qui ne soit tant soit peu allié par sa femme ou par sa mère avec quelque famille de conseiller, voici, grâce à cette précieuse alliance, monsieur le cordonnier et monsieur le marchand de mercerie qui pensent être devenus des personnages ! Le zèle des juges commis à la réformation se lasse de lutter contre tant de prétentions intraitables. Il n'est portefaix ou manœuvre qui ne veuille être considéré comme un artisan, pas d'artisan qui ne s'égale au marchand tenant boutique. Celui-ci (surtout s'il est du Deux-cents) veut aller de pair avec le magistrat, et le magistrat se flatte d'être de condition noble (par le fait de son office). Quel remède apporter à ce mal dans une démocratie, communauté politique où l'on usera toujours de ménagements envers ceux qui ont droit de vote dans les élections ou qui ont quelque affinité avec les gens qui sont en office ?

Chambre de la santé. Cette chambre est aussi composée de trois ou quatre membres du Deux-cents présidés par un syndic, mais elle ne se réunit que rarement en temps ordinaire, sa juridiction s'exerçant plus spécialement en temps de maladie contagieuse, soit dans le pays, soit comme mesure préventive sur la frontière. Elle exerce en temps de peste une grande autorité. Le nombre de ses membres est alors augmenté selon les besoins du moment, et s'il devient nécessaire de délivrer des billets de santé [pour la libre pratique du commerce international], ce sont ces magistrats qui les délivrent.

Des récusations. On a dit précédemment que dans les causes civiles tous les parents des parties sont récusés d'office et doivent se retirer du Conseil, où ils ne peuvent ni délibérer ni donner sentence. Il est à remarquer cependant qu'ils peuvent assister aux débats et qu'ils ne sortent de la salle que lorsque la sentence est mise en délibération. Dans les causes criminelles cette exclusion des parents est encore plus rigoureusement observée.

Des incompétences. Dans le Conseil des Vingt-cinq deux frères, comme aussi un père et son fils, un beau-père et son gendre, ne peuvent siéger en même temps, et s'il arrive qu'un des conseillers veuille épouser la fille de l'un de ses collègues, il doit renoncer à sa charge, à moins que le Deux-cents ne l'en dispense et ne donne une entorse à la loi. Cela s'est vu une fois en faveur de la famille Favre, qui était alors très puissante, mais je ne pense pas qu'on le ferait aujourd'hui. Les mêmes conditions sont applicables au tribunal de l'audience. Enfin nul ne peut être élu du Vingt-cinq s'il est débiteur de la Seigneurie, et jamais on n'a vu passer au grabeau un candidat chargé d'une telle accusation, sinon qu'il s'acquittât immédiatement de ce qu'il devait à l'État ou qu'il présentât un garant reconnu solvable.

Des faillis. Depuis une douzaine d'années, les conseils, inquiets de la fréquence des faillites commerciales, ont fait un très rigoureux édit contre les débiteurs insolvables. Tout failli doit être immédiatement exclu des Conseils et déclaré inhabile à exercer aucune charge dans l'État jusqu'à ce qu'il ait entièrement désintéressé ses créanciers. Néanmoins, fort peu de temps après la mise en vigueur de cette loi sévère,

j'ai vu rétablir en une seule fois cinq faillis dans le conseil des Deux-cents : Pierre C. et Jacques H. son gendre (Ces deux-ci méritaient bien leur réhabilitation, ayant été ruinés par le fait de grandes pertes commerciales), puis les sieurs S. et G., plus un cinquième dont je ne me souviens plus. En résumé la loi est fort bien observée... quand on le veut.

Hospitaliers. La charge d'hospitalier mérite aussi d'être rappelée. Elle est à la nomination du Deux-cents, sur présentation en nombre double faite par le Petit-conseil. L'office dure trois années et d'ordinaire le titulaire est confirmé dans sa place pour trois ans encore, à moins qu'il ne soit nommé conseiller du Vingt-cinq. L'Hospitalier ne reçoit aucun salaire de l'Etat, mais lui et toute sa famille sont nourris convenablement aux frais de l'hôpital. En outre il est pourvu à suffisance, ainsi que tous les siens, de souliers [fabriqués dans la maison]. En fait, c'est une charge recherchée que la sienne, et dont on favorise de préférence quelque famille notable chargée de progéniture, vu les avantages qu'offre pour elle un entretien gratuit.

Un ministre et neuf membres du Deux-cents forment l'assemblée des Procureurs de l'hôpital. Ils sont présidés comme toutes les autres chambres administratives, par un syndic en office, et se réunissent une ou deux fois par semaine, selon la nécessité. L'Hospitalier leur fait rapport de tout ce qui se passe à l'hôpital et dans la Maison de discipline dont nous parlerons plus loin. Il existe en réalité deux hôpitaux à Genève : un dans la ville et l'autre à l'extérieur ; mais ce dernier dépend entièrement du Grand-hôpital et ce n'est qu'une sorte de lazaret, car il est utilisé seulement en temps de peste, les infects malades y étant séques-

trés. L'administration du Grand-hôpital donne alors tous les ordres nécessaires pour le service de celui de Plainpalais et fait enterrer les morts dans le cimetière qui entoure ce dernier. Quant au Grand-hôpital lui-même, il est fort bien aménagé, on y reçoit tous les descendants de citoyens ou de bourgeois tombés dans la misère. Mais, pour tout dire, ces indigents pourraient être un peu mieux entretenus qu'ils ne le sont, car la plupart des Hospitaliers apportent de la négligence dans la surveillance de la maison et les Procureurs de l'hôpital ne savent de ce qui s'y passe que ce que l'Hospitalier juge à propos de leur rapporter. Les pauvres passants [se présentant aux portes de la ville] sont hébergés au Grand-hôpital, on leur donne à souper, ils ont le gîte pour la nuit, puis une collation le matin pour déjeuner, ensuite on leur délivre trois sols d'aumône et on les fait mettre hors de la ville. Le revenu de cette maison s'élève, année commune, à 4,000 écus, tant de recettes ordinaires que d'extraordinaires, et il peut y avoir 300 pensionnaires, soit indigents, soit infirmes, à la charge de l'établissement. L'hôpital a son église particulière, assez belle quoique petite ; un ministre est attaché au service de la maison.

Discipline. Un vaste bâtiment adjacent au Grand-hôpital sert de maison de correction pour les femmes de mauvaise vie et aussi pour les hommes détenus par le fait de leur inconduite, plus particulièrement pour les jeunes mauvais sujets condamnés à la réclusion disciplinaire par le Petit-conseil, soit temporairement, soit à perpétuité. Ces détenus sont contraints à travailler, les hommes dans une salle et les femmes dans une autre. Bien qu'il y ait des gouvernantes pour les femmes et des maîtres pour l'atelier des hommes, l'Hospita-

lier a seul la direction supérieure : c'est lui qui ordonne les châtimens qu'on inflige aux détenus ou détenues qui se conduisent mal. La plus ordinaire de ces punitions, c'est une mauvaise nourriture et ce sont aussi de mauvais traitemens.

Chambre des blés. Une des meilleures institutions qui existent à Genève, la plus nécessaire, dirai-je, (pour la conservation et la prospérité de la ville) c'est la Chambre des blés, qui maintient l'abondance dans la cité ; et bien que beaucoup de citoyens aient contribué à son établissement, l'honneur en revient selon moi au sieur Dominique Mestrezat, père du professeur de ce nom. C'est lui qui en eut certainement la première idée et qui prit beaucoup de peine pour l'organiser.

La Chambre des blés est formée de huit administrateurs, d'un receveur des grains, et d'un syndic qui préside l'assemblée. Les administrateurs peuvent être pris indifféremment parmi les citoyens, les bourgeois, ou même parmi les simples habitants. Cependant on choisit presque toujours des membres du Deux-cents, la durée de leurs fonctions est arbitraire et les réunions de la Chambre sont au gré du magistrat qui la préside. Au début de l'institution, la Chambre empruntait au 6 ou 7 et même au 8 pour cent [afin de solder les achats de céréales qu'elle faisait de divers côtés], mais ses ressources financières ayant augmenté, ainsi que son crédit, elle n'emprunte plus maintenant qu'au 4 pour cent, et même elle a parfois des offres à 3 et demi, car ce placement est généralement considéré comme très sûr, puis l'intérêt en est toujours payé exactement par année, par semestre, et même par mois si le prêteur le désire.

Il existe dans la ville, pour l'usage de cette Chambre des blés, six grands magasins d'entrepôt, dans lesquels il y a toujours pour le moins 80,000 sacs de grains, chaque sac pesant 150 livres de douze onces. Année commune on en achète 20,000 sacs au moins et il s'en vend autant, mais quand le blé est à bon marché, on en achète ces années-là jusqu'à trente mille sacs de plus qu'à l'ordinaire. Dans les temps de cherté de céréales, la Chambre fait très peu d'achats, mais elle vend beaucoup et gagne alors jusqu'à cent pour cent sur ses approvisionnements. Dans les années ordinaires elle ne gagne guère moins de 30 %.

Les boulangers, taverniers, aubergistes et tout tenancier de logis public doivent acheter à la Chambre le blé qui est nécessaire pour leur consommation, et le payer environ un demi-écu par coupe plus cher que les particuliers de la ville. Mais en définitive cette augmentation n'est pas à la charge du public : ceux qui achètent ainsi le grain de la Seigneurie vendant le pain qu'ils font, principalement aux gens de passage. Quand survient la pénurie du blé dans la ville, la Chambre, afin d'éviter une fâcheuse disette, envoie vendre sur la place publique, chaque jour de marché, plus de cent sacs de grain (qu'elle cède alors au prix le plus modéré qu'il lui est possible, et parfois à perte), en sorte qu'une disette de quelque durée est toujours impossible à Genève.

Cette ville, pour une cité de second ordre, est des mieux situées de toute l'Europe, et son territoire, bien que fort restreint, est des plus fertiles. Quelle autre peut se vanter d'être baignée, d'un côté, des eaux poissonneuses d'un grand lac et, du côté opposé, de deux grands fleuves comme l'Arve et le Rhône ? quelle est mieux circonscrite de collines agrestes, de plaines cultivées, avec grande perspective

de montagnes, belles promenades et bon pays de chasse ?... Tous ceux qui ont voyagé et savent un peu ce qu'est le monde confessent qu'il n'est pas de cité d'une si médiocre étendue où se rencontrent d'aussi beaux édifices, bien que la plupart soient construits à l'antique, particulièrement dans les rues basses où les maisons sont très élevées et où certaines galeries couvertes (fort commodes cependant pour les passants) y obstruent la vue perspective qui, sans cela, serait beaucoup plus belle.

Maisons particulières. Depuis une cinquantaine d'années on s'est mis à construire dans le style moderne, et les frères Turretini, la damoiselle Andrion et le sieur Calandrini le marchand ont fait édifier trois palais superbes. Maintenant toutes les maisons (des gens aisés) sont bien construites.

Palais publics. Les édifices appartenant à l'État sont les suivants : La Maison de ville qui fut construite en grande partie et embellie depuis la Réforme, sur un plan très vaste qui jusqu'ici n'a pas été complètement exécuté. Toutefois ce qui existe est suffisant pour le service public. Il y a dans cet édifice beaucoup de salles dont la moins commode est celle des Conseils, car elle est vraiment trop exiguë quand siège le Deux-cents et n'est pas même convenable pour les séances du Petit-conseil. Les jours où le Magnifique Conseil doit s'assembler, on se borne à y faire mettre en place, dans le parquet, un certain nombre de bancs portatifs. Du reste l'emplacement de la Maison de ville est commode, et la vue qu'on a [de la façade exposée au midi] est très belle. A l'intérieur il y a une sorte de montée comme il en est

probablement fort peu dans toute l'Europe. C'est une rampe pavée et faite de façon que deux personnes parties à cheval de leur logis peuvent monter côte à côte jusqu'au sommet de l'édifice sans mettre pied à terre, et peuvent s'en retourner de la même façon. C'est une chose fort commode pour les goutteux et j'ai vu maintes fois le seigneur syndic Andriou aller à cheval depuis chez lui jusqu'à la porte du Conseil dont la salle est au premier étage.

Le second édifice public est l'arsenal [Saint-Aspre] lequel n'a peut-être pas de semblable, au moins dans une si petite souveraineté, soit pour la quantité soit pour la qualité des armes, soit pour le soin avec lequel elles sont entretenues. Quant au nombre de ces armes anciennes et modernes, tant pour les gens de pied que pour la cavalerie, il y a là de quoi armer trois mille hommes tant de mousquets que de piques ou de hallebardes. En outre, il y a des canons, des boulets et d'autres munitions, des armures anciennes, des modèles, des curiosités et encore des drapeaux pris sur l'ennemi. Quant à l'arrangement, sans parler du local où l'on tient les canons, il y a cinq salles toutes pleines d'armes distribuées en bon ordre, et dans chacune desquelles se trouve tout ce qui est nécessaire pour l'équipement complet de soldats de diverses sortes. Entre autres curiosités on remarque à l'arsenal certaines échelles, puis le pétard et beaucoup d'autres engins desquels les savoyards se servirent à « l'escalade. »

Le gouverneur de l'arsenal est un des conseillers du Vingt-Cinq, syndic en office ou ancien syndic. Il est qualifié de « Général [de l'artillerie] » bien qu'il n'en ait pas la patente, mais c'est un nom que le populaire lui a donné. Quoi qu'il en soit, il est certain que les clés de l'arsenal lui sont apportées chaque soir. Sous son autorité fonctionne un sous-gou-

verneur, et c'est celui-ci qui a la charge de montrer l'intérieur de l'édifice aux étrangers ; encore ne peut-il le faire sans y être autorisé par son supérieur, surtout si l'on est dans un temps d'insécurité.

Greniers à blé. Les six greniers publics appartiennent à la Seigneurie, et le plus remarquable est celui qui existe au faubourg de St-Gervais, vers la rive du lac et proche du bastion [de Chantepoulet]. Il a été reconstruit peu après l'établissement de la Chambre des blés. Cet édifice est vaste et commode, il renferme cinq salles d'une même grandeur toutes pleines de grains. Les autres greniers de l'Etat sont répartis ça et là dans la ville, tous sont abondamment pourvus de blés et la Seigneurie a grand soin que ces réserves soient toujours bien conservées.

Maisons des ministres. Il y a quelques maisons qui appartenaient autrefois aux chanoines [de Saint-Pierre] et qui sont aujourd'hui la propriété de l'Etat, dont on se sert pour loger les ministres de la ville. Mais elles vont se dégradant d'un jour à l'autre et je ne sais pourquoi on ne les entretient pas.

La Monnaie. Cette maison est aussi un édifice public, où avant l'incendie de 1670 se voyait la tour de l'horloge qui était très antique, mais elle fut alors détruite presque entièrement et « la Monnaie » même fut dévastée en grande partie, moins par le feu que par le grand désordre populaire survenu pendant le sinistre. Du reste on n'a pas pris grand soin de la réparer, vu le peu de service que rendait cet établissement, la Seigneurie se préoccupant dès

lors de toute autre chose que de faire frapper du numéraire. Il est vrai que de temps en temps on y travaille encore quelque peu, non pour frapper des pièces d'or, mais bien pour fabriquer des écus d'argent qui ont cours facilement pourvu qu'ils ne soient pas tombés entre les mains des « rogneurs ». Plus fréquemment on y frappe des pièces de trois sols, des sols, des six-quarts, des demi-sols, etc. Il y a certains maîtres ou intendants de la monnaie qui demeurent dans cet établissement qui est plus particulièrement sous la direction d'un des syndics. Mais quand on prend la résolution de faire battre monnaie (ce qui ne se fait jamais sans un arrêt du Deux-cents) le Petit-conseil désigne des seigneurs-commis parmi les plus capables d'une telle charge, et ceux-ci ont toute la responsabilité de l'entreprise.

Il y a encore proche des murs d'enceinte plusieurs bâtiments dispersés çà et là, qui appartiennent au public et servent de magasins à poudre ou qui sont employés à d'autres usages en temps de guerre.

La Douane [dite aussi : les halles du Molard] est un bâtiment considérable renfermant à l'étage et au rez-de-chaussée deux entrepôts de 150 pieds de longueur au moins sur 50 de profondeur. Les halles voûtées sur piliers forment à l'extérieur une galerie d'environ 15 pieds de largeur servant à mettre à l'abri les marchandises qui peuvent y être commodément déchargées ; en réalité pour une ville telle que celle-ci, il n'existe nulle part une douane plus belle et plus commode, mieux située et mieux entretenue.

Revenons maintenant, avant de parler des institutions religieuses de la république, à son organisation civile.

Dizeniers. Il existe à Genève 12 « capistrade » [qu'on nomme ici « dizeniers »] ayant charge des 12 quartiers de la ville. Ces officiers sont élus à vie par le Petit-conseil ; plusieurs d'entre eux sont membres du Deux-cents, d'autres sont simplement citoyens, ils prêtent le serment de leur office devant le Vingt-cinq et jouissent de certains privilèges, tels que celui d'être affranchis personnellement de la garde, et de je ne sais quel autre encore. Le devoir des dizeniers est de veiller sur tous les scandales qui se peuvent commettre dans leur dizaine, tant de jour que de nuit. Il leur est enjoint d'y porter remède si cela est possible [par voie de persuasion et de remontrance], ils sont tenus d'aviser le magistrat civil et aussi l'autorité ecclésiastique des faits répréhensibles de quelque gravité. Ils doivent s'enquérir de la vie des familles, s'informer s'il n'y a nulle discorde entre parents ou voisins et travailler à la réconciliation de ceux qui sont en mésintelligence. Ils ont charge de rechercher quelle sorte de gens sont les nouveaux venus ayant pris logement dans leur dizaine, et il leur est commandé de communiquer le résultat de leur enquête au syndic de la garde. Enfin ils sont tenus d'obliger les pères, mères ou tuteurs à envoyer leurs enfants [et pupilles] au catéchisme et doivent toujours accompagner dans les familles le ministre du quartier quand celui-ci fait sa tournée pastorale. Ce sont les dizeniers qui distribuent à domicile les secours de charité aux citadins indigents, particulièrement aux pauvres honteux [qui ne se présenteraient pas volontiers à la porte de l'hôpital]. Ils assistent à la visite des armes faites dans tous les logis par les officiers des compagnies bourgeoises. Quel office public doit paraître plus nécessaire que celui-ci ? Malheureusement je dois ajouter qu'on rencontre à Genève beaucoup de dizeniers fort négligents, toutefois je veux

croire charitablement que depuis environ six ans que j'ai quitté cette ville, ils sont devenus plus zélés que de mon temps. Il n'en est pas moins vrai que j'en ai connu d'indignes de leur emploi : un entre autres qui jurait et parjurait sans cesse le nom de Dieu, et dont l'ordinaire langage aurait fait honte aux anthropophages qui vont tout nus. Comment de tels gens sont-ils qualifiés pour censurer les défauts d'autrui ? c'est ce que je laisse à apprécier au lecteur.

Garnison. A Genève la garnison [à la solde de la Seigneurie] est de neuf compagnies, force assez suffisante soit pour défendre la ville contre une surprise de l'ennemi, soit pour maîtriser un mouvement populaire contre l'autorité des Conseils, mais en temps de guerre cette garnison serait de médiocre ressource, aussi les citoyens ne comptent-ils pas sur elle, mais bien sur leur propre valeur et sur le secours des Suisses.

Chaque compagnie est composée de 30 soldats, plus le capitaine, le sergent et le caporal : en tout 33 hommes, mais en temps d'insécurité publique le nombre des soldats est augmenté et j'ai vu en 1668 les compagnies fortes chacune de 40 hommes sans les officiers. Il est vrai que le plus grand nombre de ces mercenaires ne sont bons qu'à faire le service de garde et à demeurer en sentinelle dans quelque poste, le mousquet ou la hallebarde à la main, prêts à crier « qui va là ? » aux passants. Car la coutume étant de n'admettre au service de la République que des soldats étrangers professant la religion réformée, on prend ce qu'on peut avoir... Les capitaines présentés par le Petit-conseil et nommés par le Deux-cents, comme on l'a dit ci-devant, sont toujours citoyens ou bourgeois, quelques-uns sont du Deux-

cents. Les sergents sont nommés directement par le Petit-conseil, et les caporaux par le syndic de la garde. Trois compagnies entrent en garde chaque soir devant la Maison de ville, sous la surveillance du syndic de la garde et des deux majors. On tire au sort trois billets mis dans un chapeau, pour désigner les portes dont chaque compagnie va occuper le corps de garde, et jamais on ne procède à cette distribution des postes avant que les portes de la ville ne soient fermées, afin qu'on ne puisse donner avis hors des murs que tel capitaine est à telle porte.

Chaque compagnie de la garnison fournit, en outre, 4 soldats chaque soir, ce qui fait 36 en tout, et le syndic envoie une partie de ce piquet à la ronde extérieure et à celle qui visite l'intérieur de l'enceinte. Enfin une compagnie entre en garde chaque soir à la Maison de ville, en sorte que les hommes de la troupe soldée font ce service de trois jours l'un [et quelque peu davantage] soit aux portes, soit à la Maison de ville. Les capitaines récitent la prière, matin et soir, devant leurs soldats.

Il n'est permis à aucun officier de la garnison de s'absenter de la ville, sous quelque prétexte que ce soit, sans l'autorisation expresse du syndic de la garde. Un soldat ne peut pas davantage sortir de l'enceinte de la ville sans la permission de son capitaine, et cela fort sagement, en prévision des occurrences soudaines qui pourraient exiger une prise d'armes : assaut, tumulte ou incendie, l'ordre du service appelant en semblables cas chacun à courir au lieu qui lui est assigné.

Le dernier ou l'avant-dernier jour du mois on fait la revue de la garnison par trois compagnies à la fois, et l'on paie alors chaque soldat à raison de deux écus par mois. Chaque caporal en reçoit quatre, les sergents six et le capi-

taine neuf environ. Les trois premières compagnies ayant reçu leur « montre », elles vont aux portes de la ville pour faire venir celles qui sont en garde, et cependant on fait la revue des trois autres.

L'ordre pour la garde de la ville est si bien réglé et si ponctuellement suivi que, depuis « l'escalade » (de 1602) jusqu'à présent, toute tentative de surprise a été rendue impossible : les murs ont été élevés, les sentinelles doublées partout, puis, outre la ronde des majors dont on a parlé, quatre membres du Deux-cents sont obligés — tour à tour et par semaine — de faire le surguet, autre ronde qui passe à l'intérieur de l'enceinte quatre fois par nuit, soit un peu avant et un peu après les rondes-major. Dans les temps d'insécurité publique, on en fait jusqu'à huit, en sorte qu'il passe alors une ronde devant tous les postes toutes les demi-heures.

J'ai parlé ci-dessus de l'arsenal [Saint-Aspre], mais, outre ce grand dépôt d'armes, il existe un autre approvisionnement considérable : c'est celui des armes dispersées dans tous les logis, car je ne crois pas qu'il soit au monde une ville où les citoyens en soient mieux pourvus, le moindre chef de maison pouvant armer ici trois ou quatre soldats. Il en est plus de dix à ma connaissance qui seraient en mesure d'en armer cinquante, et si l'on fait le compte de tout ce que renferme l'arsenal et de tout ce que possèdent les particuliers, on trouvera que Genève pourrait armer au besoin 25.000 hommes, puis ce qu'il importe de remarquer encore, c'est que chacun est ici pourvu de munitions suffisantes.

Les Genevois, parmi lesquels il en est au moins trois mille capables de porter les armes, sont généralement instruits du service et de la discipline militaire, au moins le sont-ils assez pour obéir à un bon capitaine. Mais ce sont

précisément les bons commandants qui le plus souvent leur font défaut. On rencontre, il est vrai, dans la République, assez de gens qui se croient très capables, soit pour avoir passé quelques mois au service [étranger] en temps de guerre, soit pour avoir été du nombre des gardes suisses au service de France. Quoi qu'il puisse en être du mérite militaire de ceux-ci, bornons-nous à reconnaître que les Genevois seraient très capables de soutenir un siège, de faire des sorties, de défendre un bastion, mais encore... faudrait-il qu'ils fussent bien commandés.

Ce qui manque le plus dans Genève, c'est la cavalerie, parce qu'il y a fort peu de gens de cheval qui sachent obéir, et qu'on en trouve encore moins qui sachent commander. D'ailleurs c'est à peine s'il y a 250 chevaux dans la ville, dont le plus grand nombre sont seulement des chevaux de trait.

Compagnies de milice. On compte 17 compagnies bourgeoises dans la ville; chacune d'elles est commandée par un conseiller du Vingt-cinq élu directement par ce Conseil, ainsi que tous les officiers placés sous ses ordres. Ces capitaines n'ont ni privilèges lucratifs, ni salaire, mais leur grade leur donne une certaine considération. Les compagnies bourgeoises sont plus ou moins nombreuses suivant le quartier de chacune. Il en est qui ont à peine 80 soldats, d'autres en ont plus de 100 et deux comptent jusqu'à 150 hommes. Dans ces compagnies sont incorporés tous les citoyens, bourgeois ou habitants âgés de plus de 18 ans et de moins de 60. Le capitaine fait faire de temps à autre l'exercice des armes à ses soldats qui, selon l'ordre, sont tenus de se rassembler en armes sur leur place de quartier.

En cas d'incendie ce rassemblement se fait sans rappel de tambours, mais dans tous les autres cas on fait battre « l'assemblée » dans le quartier, puis on fait l'appel.

Outre la garde ordinaire faite par la garnison, à chaque porte on envoie encore 20 hommes de la milice bourgeoise qui sont toujours commandés par un de leurs officiers. Celui-ci obéit au conseiller-major et au syndic de la garde, mais non au capitaine de la garnison dont la compagnie est en garde dans le même poste. En temps ordinaire, ce service bourgeois se fait seulement pendant la nuit, mais dans le temps des foires on le fait aussi de jour.

Du jeu de l'arquebuse. Afin d'entretenir le zèle des citoyens et d'exciter leur émulation aux exercices militaires, on a coutume, au printemps (saison la plus propice aux réjouissances populaires), de faire certains jeux, et, à cette occasion, sont assemblées les compagnies d'archers, d'arquebusiers, de canonniers et de pistoliers à cheval (ceux-ci plus rarement). Autrefois, c'est-à-dire il y a une vingtaine d'années, on voyait encore dans ces fêtes la compagnie des arbalétriers, mais on les a supprimés comme ne rendant nul service à l'Etat. Les autres sociétés de compagnons s'exercent au maniement de leurs armes, ils ont leurs règlements particuliers et c'est toujours un des seigneurs du Petit-conseil qui commande dans chaque jeu. La Seigneurie donne annuellement un prix à chaque compagnie et ceux qui en font partie se cotisent aussi. On achète avec ce subside jusqu'à 25 pièces de vaisselle d'étain, chacune du prix moyen de deux écus environ. Puis tous s'exercent au tir, et ceux qui font les meilleurs coups gagnent quelques pièces de vaisselle. Mais le plus adroit de tous les tireurs est acclamé roi du jeu, on lui délivre une certaine couronne

d'argent aux armes de la Seigneurie, qu'il ceint à son chapeau, puis il est accompagné jusqu'à son logis en grande cérémonie, deux seigneurs conseillers marchant à ses côtés. Enfin il jouit dès lors, pendant son année de royauté, de certains privilèges et de quelques franchises. C'est particulièrement pour la compagnie des arquebusiers (celle-ci étant la plus distinguée et la plus nombreuse) que le cérémonial est très bien observé. Le jour où le roi va déposer sa couronne et où la compagnie fait un nouveau roi, il y a banquet et grand cortège avec escorte de gens de pied et de cheval suivie de la compagnie bourgeoise du quartier où le roi a son logis. Plusieurs seigneurs du Conseil et beaucoup de nobles étrangers conviés par le roi à honorer la fête de leur présence, se rassemblent devant sa demeure et l'accompagnent jusqu'à la Coulovrenière de Plainpalais, où est la maison du jeu de l'arquebuse. On tire (pendant plusieurs heures), puis l'on acclame un nouveau roi qui reçoit de l'ancien roi sa couronne et qu'on ramène à son logis avec la même solennité. Le jour suivant on fait encore un grand banquet [celui-ci aux frais du nouveau titulaire] qui donne aussi quelques prix pour un second tir.

Il est permis à chacun ces jours-là de tirer et d'avoir part au prix ; tant les citadins que les étrangers sont admis à concourir, pourvu qu'ils paient 20 sols. Toutefois ils ne peuvent être roi du jeu, car pour cela il faut plusieurs privilèges, et si quelqu'un est acclamé roi trois fois de suite, régnaient ainsi pendant trois années consécutives, il devient « empereur » et ses privilèges lui sont maintenus sa vie durant.

Des volontaires. La compagnie dite « des volontaires » est composée de toute la jeunesse citadine, qui choisit elle-

même ses officiers, à l'exception du capitaine qui est ordinairement un seigneur du Petit-conseil. Cette compagnie compte au moins 200 soldats : elle a, comme les précédentes, ses exercices, son tir annuel et son roi, qui doit être [comme ceux des autres jeux] un citoyen ou un bourgeois. En 1668, le sieur Bartolotti, d'Amsterdam, ayant fait « le coup du meilleur », il fallut, pour que cet étranger fût acclamé roi, que le Petit-conseil, convoqué d'urgence, l'honorât sur le champ de la bourgeoisie. Bartolotti fit, à l'occasion de sa royauté, une dépense de plus de 500 écus, tant en prix offerts qu'en banquets. Ces volontaires, conformément au nom qu'ils portent, prétendent n'être obligés à aucun service militaire. Cependant, dans les réjouissances publiques, telles que l'entrée d'un ambassadeur ou la fête annuelle du roi de l'arquebuse, ils prennent part au cortège, mais en dernier rang et comme pour bien témoigner ainsi de leur participation volontaire. En fait, le but principal de cette compagnie est d'exercer la jeunesse au maniement des armes.

De la fortune publique. On peut bien conjecturer que cette fortune n'est pas considérable dans une cité de si peu d'importance : il n'en est pas moins vrai que tant les ressources pécuniaires de l'Etat que celles des particuliers ont plus que doublé depuis une quarantaine d'années, si on les compare à ce qu'elles étaient avant la réformation. Le revenu du public consiste : 1° en certaines gabelles telles que l'entrée du vin, le droit de mouture, la gabelle de la viande de boucherie et je ne sais quel autre impôt indirect ; 2° l'Etat perçoit le produit de la douane, la ferme du poisson, les dîmes, l'impôt des gardes, [la ferme du pontonage]. Chaque famille citadine est tenue de payer pour les gardes

trois ou quatre écus annuellement, et les plus pauvres veuves sont taxées à un écu et demi. Puis la Seigneurie perçoit encore certaines rentes qui appartaient autrefois à l'évêque. Elle touche les deniers des confiscations, des amendes et des subhastations, et le dix pour cent au moins de toutes les mutations immobilières. Enfin la recette générale peut être estimée à 70,000 écus romains, sans y comprendre les bénéfices annuels que fait la Chambre des blés.

Quant à la dépense publique, elle est assez grande pour une si petite ville : la garnison coûte annuellement au moins 10,000 écus, les ministres, le collège, la grande école, le salaire des conseillers et celui de quelques fonctionnaires coûtent tout autant, puis vient la construction et l'entretien des édifices publics, les frais des députations en France, en Suisse et ailleurs, les régals qu'on fait aux étrangers de considération, le coût de la correspondance, puis quelques festins et autres réjouissances publiques données par la Seigneurie. Toutes choses dont le total doit s'élever à plus de 15,000 écus. Enfin il faut renouveler les munitions de guerre, [entretenir les murs d'enceinte, les palissades et les fossés], et pourvoir encore à une infinité d'autres dépenses. En sorte qu'il y a des années où les débours surpassent les revenus, mais d'ordinaire il n'en est pas ainsi, la Seigneurie pourvoit à tout et parvient encore à mettre quelque chose de côté.

Fortunes privées. Quant à ce qui concerne les particuliers, il doit paraître incroyable que, dans une ville telle que celle-ci, il y ait tant de gens qui se soient promptement enrichis. Le sieur Grenus, père du syndic actuel Jacques Grenus, acquit une si grande fortune par son industrie que le duc Charles-Emmanuel I^{er} a pu lui emprunter jusqu'à 60,000 écus

prêtés sur gages de vaisselle d'or et d'argent, sur bijoux et pierreries, gages qui ne furent jamais retirés et qu'il fallut vendre à l'encan longtemps après le décès de ce prince. Enfin Grenus laissa plus de 500,000 écus en biens immobiliers, en créances, en marchandises et en argent comptant. Ses héritiers (trois fils et quatre filles) devaient être ainsi très riches, mais je ne sais comment leurs biens ont été administrés : aujourd'hui la famille Grenus ne doit pas posséder plus de 80,000 écus.

Quand mourut le père de Jean Turretini, ce marchand laissa plus de 200,000 écus, et cependant il était venu à Genève la balle sur le dos, après les massacres de la Saint-Barthélemy. Son fils aîné Jean ayant mené trop grand train dissipa toute sa part d'héritage en peu de temps, puis devenu tuteur de ses neveux par la mort de son frère Bénédict, il a encore écorné une grande partie des biens de ceux-ci, d'où sont nés de grands procès dans cette famille.

Il y a cinquante ans, la famille Dupan — noble maison dont tous les membres ont servi avec zèle et fidélité la République — ne possédait pas 10,000 écus, me dit-on, et maintenant la fortune de ses deux branches réunies est évaluée à 150,000. Néanmoins [et c'est là une circonstance très remarquable], aucun des Dupan n'a jamais fait le négoce, ils ont toujours été dans les fonctions publiques : syndic, Lieutenant, auditeur, et nul n'oserait dire qu'ils aient jamais fait tort ni à l'Etat, ni aux particuliers.

Un autre marchand — Jean-Louis Calandrini, de Lucques — ne possédait pas, tant en valeurs pécuniaires qu'en marchandises, 16,000 écus, quinze ou seize ans avant son décès. Il mourut en 1679 ou 1680, laissant à ses héritiers plus d'un demi-million de livres, argent de France ; et vraiment cette

fortune peut être estimée pour légitime, car Calandrini était infatigable au travail. Comme il entendait fort bien le négoce, s'il avait encore vécu une dizaine d'années (chose fort possible car il n'était âgé que de cinquante ans), il eût peut-être amassé plus d'un million.

De tous ces exemples, on peut conclure que Genève offre de grandes facilités aux hommes laborieux qui ont le ferme désir de se créer une fortune honorable, la situation géographique de cette ville entre l'Italie, la France et l'Allemagne étant très favorable à l'expédition des marchandises; et si cette république était plus grande ou seulement si elle était sous l'empire d'un grand prince (!) ayant les forces nécessaires pour protéger au dehors le commerce et les négociants genevois, il est certain que cette cité deviendrait opulente. (1)

D'autre part, il faut avouer qu'il existe une grande pauvreté dans le populaire. Pourtant les artisans genevois sont industriels et réussissent dans leur travail, particulièrement les horlogers, dont il y a plus de cent maîtres et au moins trois cents compagnons [ou apprentis]. Il sort chaque année de Genève plus de 5,000 horloges de poche, le prix de chacune varie selon le travail, depuis trois doublons jusqu'à douze et même davantage, mais si l'on veut avoir une bonne montre-horloge, il faut y mettre au moins quatre

(1) Outre les familles dont il vient de citer la fortune récemment acquise. Leti énumère encore la dame Andriou et son fils Perdriau qui est aussi son associé. puis les familles Lullin, Humbert, Fatio, Saladin; tous ces marchands possèdent, dit-il, plus de 100,000 écus. Une dizaine d'autres familles genevoises qu'il ne nomme pas sont riches d'au moins 50,000 écus. Il en est encore dix qui possèdent 30,000 écus et trente environ qui en possèdent 5,000.

doublons. (1) Il y a aussi à Genève beaucoup d'orfèvres, de joailliers et d'argentiers, leur nombre est de 80 maîtres-jurés et de 200 compagnons. En résumé on voit dans cette ville des artisans de toute sorte, entre autres des libraires et des imprimeurs, car les Genevois entendent à merveille ces industries, dans lesquelles plusieurs s'enrichissent. On imprime à Genève quantité de livres, mais il semble que le plus grand nombre de ces impressions sont celles de livres défendus, car de ceux-ci on en envoie furtivement partout.

Des Scolarques. Trois seigneurs-commis du conseil des Vingt-cinq ont charge de surveillance sur les imprimeurs et les libraires; ils sont nommés à vie. Ce sont d'ordinaire des syndics ou anciens syndics choisis parmi les plus doctes et les plus capables de juger des matières littéraires. Ils doivent prendre connaissance de tous les ouvrages qu'on imprime et donner l'*imprimatur* et le *publicetur*. En outre, ils doivent visiter, en compagnie du recteur, une fois par mois toutes les imprimeries, voir si tout y est en bon ordre et s'il ne s'y commet aucun abus. Les sclarques et le recteur doivent encore surveiller tout ce qui concerne l'administration du collège, de l'académie, et de la bibliothèque.

Manufacture des passements et galons d'or. Le commerce de la soie introduit à Genève par les [réfugiés] italiens, est celui qui a apporté les plus grands bénéfices à cette ville; mais l'industrie des passements a fait davantage, car elle a empêché que le populaire ne tombât tout à fait dans

(1) Soixante-dix-neuf francs. la pistole d'Espagne dite « doublon d'or » valant dix-neuf francs soixante-quinze centimes, monnaie actuelle. — DB-M.

la misère : on compte ici plus de 2,000 personnes, particulièrement des femmes, qui vivent uniquement de ce travail. Le public en doit la reconnaissance à feu Jacques Tronchin qui implanta cette manufacture et la fit fleurir dans la ville. Après lui, la damoiselle Andrion (soit madame Renée) et le sieur Perdriau son fils ont donné à cette industrie une prospérité qui semble incroyable, eux seuls faisant travailler plus de 1,200 personnes, dont la moitié mourrait de faim sans leur aide. Il faut citer encore Calandrini le marchand, qui occupait habituellement 600 ouvriers en passements et dont la femme continue à diriger la manufacture. Il n'en est pas moins triste de constater que le populaire est pauvre à Genève, car cette indigence du plus grand nombre est toujours un mal.

Instabilité de la prospérité domestique. Dans cette ville, comme dans bien d'autres cités, on voit des familles qui s'élèvent et d'autres qui sont en décadence. De mon temps, on comptait au nombre des familles puissantes en crédit les Favre, les Colladon, les Voisin, les Dupan, les Roset et plusieurs autres ; actuellement il n'est personne de ces noms-là dans les charges publiques, et bien que plusieurs rejetons de ces familles honorables méritent quelque avancement dans l'Etat, ceux qui dominent aujourd'hui les écartent et ne mettent en office que les gens de leur parenté. Quant à ceux qui sont aujourd'hui au faite de la prospérité, ce sont les Pictet, les Sarrazin, les Trembley, les Lullin, les Fabri, les Delarive, et quelques familles qui leur sont alliées. Ces détenteurs du pouvoir disposent en réalité de tous les offices et les distribuent à leur guise. Il est encore d'autres familles qui bien que peu représentées dans le Petit-conseil n'en sont pas moins demeurées puissantes par leurs allian-

ces. Tels sont les Grenus, les Baudichon-Maisonnette, les Chapeaurouge, les Gallatin et les Chabrey. La famille Chouet commence à s'élever aussi, ayant déjà deux des siens dans le Vingt-cinq, ce qui n'est pas peu de chose pour une maison nouvellement parvenue ! Les Chouet sont en bon chemin et, selon toute apparence, ils doivent prospérer encore. Mais l'ornement de cette ville, c'est avant toute autre maison, et depuis plus d'un siècle, l'illustre famille de Budée : Bernard de Vérace, seigneur de Budée, avait la réputation d'être le cavalier le plus accompli de son temps ; c'était un vrai protecteur des lettres et des étrangers. Il était peu de princes en Europe qui ne fussent en correspondance avec lui, mais c'est particulièrement à la cour de Savoie que son nom était en grande considération. On venait exprès à Genève pour faire la connaissance de ce seigneur dont l'extérieur avait une royale apparence et dont la conversation était d'un grand charme. Son fils cadet, Bernard, est aujourd'hui gentilhomme ordinaire et maître d'hôtel de madame la princesse d'Orange, charges qu'il exerce à la satisfaction de cette princesse. Ce second Bernard de Budée est aussi un parfait gentilhomme.

Familles genevoises de noble origine. Il existe assurément à Genève bien des familles (dès longtemps admises à la bourgeoisie) qui sont de noble origine étrangère ; mais, à présent, elles ne font plus la figure qu'elles devraient faire, semble-t-il, soit par défaut de richesse ou de bonnes alliances, soit qu'elles manquent de sujets ayant assez de savoir-faire pour s'élever dans les charges de l'Etat. La famille Goudet est noble et ancienne, mais à Genève elle n'a jamais exercé que le commerce. La famille Savion est aussi de noble origine, elle est réfugiée à Genève depuis plus d'un siècle et

demie et y a occupé les charges les plus honorables ; maintenant elle n'a plus qu'un seul de ses membres qui soit encore en office. Les Tudert sont aussi d'ancienne noblesse, leurs ancêtres ayant fait grande figure en France pendant plus de trois cents ans. Cette famille n'a plus aujourd'hui que deux descendants qui sont l'un et l'autre fixés hors de Genève. Le cadet de ces frères Tudert, sieur Jean-Louis T., est établi honorablement à Amsterdam. Je pourrais en citer beaucoup d'autres, mais je m'en abstiens afin d'abrégier.

Du service militaire à l'étranger. Plusieurs Genevois, ne pouvant se créer des ressources et former un établissement dans leur pays, vont de côté et d'autre chercher fortune : c'est pourquoi j'en ai rencontré presque partout. Dès longtemps, dans les troupes suisses capitulées au service de France, il y a toujours deux, trois et même quatre capitaines qui sont citoyens de Genève ; le même fait se produit dans les troupes suisses au service des Etats-généraux de Hollande, et encore dans les gardes du corps de S. A. le prince d'Orange. J'ai eu l'avantage de connaître parmi ces derniers le lieutenant Etienne Cassin, Genevois de famille honorable : cet officier est, selon moi, l'amabilité et la courtoisie mêmes. J'ai aussi connu [dans le service étranger] le sieur Spanheim.

Des temples et du collège. J'aborde maintenant ce qui concerne l'organisation ecclésiastique. Outre l'hôpital général dont il a été parlé précédemment, les édifices publics suivants sont plus ou moins directement sous l'administration pastorale : d'abord les quatre églises, Saint-Pierre, Saint-Gervais, la Madeleine et Saint-Germain, plus deux anciennes chapelles dans lesquelles se donnent les leçons de théolo-

gie, de grec, d'hébreu et de philosophie. Dans la plus grande [autrefois N. D. la neuve] on prêche en italien et en allemand. Il y a ensuite le collège qui a été construit après la réformation et dans lequel sont les salles pour les professeurs et pour la bibliothèque publique, puis les neuf classes où l'on enseigne les humanités à la petite jeunesse (1). Dans la grande salle de ce bâtiment du collège est installée la bibliothèque publique qui est considérable proportionnellement à la ville. Elle renferme de bons livres anciens, particulièrement les œuvres des saints Pères, mais à vrai dire on a négligé de l'augmenter depuis trente ans, car on n'y voit pas de livres modernes, pas même ceux qu'on a imprimés à Genève. En effet, sur environ deux cents ouvrages de droit, de médecine ou d'autres sciences qui depuis cinquante ans ont été publiés dans cette ville, c'est à peine s'il en est trois ou quatre dont la bibliothèque possède un exemplaire. Cependant un édit oblige chaque libraire à remettre à la Seigneurie un exemplaire de l'œuvre qu'il vient de publier; aussi cette négligence est-elle blâmable et, pour ma part, je m'en suis plaint souvent. Peut-être cela s'est-il amélioré depuis que j'ai quitté Genève, mais j'en doute un peu. Le bibliothécaire est un des ministres, il est tenu de montrer la bibliothèque aux étrangers qui le désirent. On a coutume aussi de prêter quelques livres aux personnes qui ont besoin de les consulter, pourvu qu'elles soient favorablement connues.

Des prêches. Chaque dimanche il se fait quatre fonctions dans le temple de Saint-Pierre, on y prêche à quatre

(1) Et dont l'auteur rappelle qu'il a décrit toute l'organisation dans le précédent volume. P. III, L. II, p. 119 à 141.

heures du matin, à neuf heures, à midi (on fait alors le catéchisme de la doctrine chrétienne), et à deux heures on y prêche encore. A la Madeleine, même service religieux, à l'exception de celui de quatre heures du matin. Les jours ouvrables on prêche chaque matin à sept heures tant à Saint-Gervais qu'à Saint-Pierre, et trois fois par semaine seulement à la Madeleine; mais le jeudi le service a lieu dans les trois églises à neuf heures en hiver, à huit heures en été.

Consistoire. Quant au Consistoire, dont j'ai déjà parlé autre part (1), il n'est pas douteux que l'autorité de ce corps ecclésiastique et laïque ne soit encore très grande pour tout ce qui concerne la police des mœurs; cependant, aujourd'hui, on n'a plus pour lui une soumission aveugle, et comme le Magistrat ne le soutient que faiblement, la juridiction consistoriale ne s'exerce plus en réalité que sur les petites gens; quant à tous les particuliers qui se disent de bonnes familles, ils se moquent le plus souvent de ce tribunal ecclésiastique [de ses remontrances et de ses pénalités].

Eglise italienne. Les Italiens ont à Genève, depuis plus d'un siècle, leur communauté religieuse. Ils avaient coutume, jadis, d'aller ouïr le prêche dans l'église de St-Germain; mais, depuis une vingtaine d'années, la Seigneurie ayant fait un grenier à blé de cette église, les Italiens ont dû se rassembler dès lors dans la petite église de l'Auditoire, où l'on prêche aussi en français pendant l'hiver. On a coutume d'y prêcher en italien le jeudi de chaque semaine, à huit heures du matin, mais pendant quatre mois d'hiver ce service se fait l'après-midi, à une heure ou à deux heures, la

(1) *Storia Genevrina*. Voir P. III. L. III. p. 196.

prédication en français étant faite alors le matin (comme je viens de le dire) dans le temple de l'Auditoire, car celui de St-Pierre est trop froid dans la saison rigoureuse pour qu'on puisse y rassembler les fidèles. Les dimanches et autres jours fériés la prédication italienne se fait toujours à l'Auditoire à une heure ou à deux heures. Quatre fois par année, soit tous les trois mois, on y dispense la Cène, ces jours-là on prêche à huit heures du matin et il y a toujours environ 250 communicants, mais ce sont pour la plupart des descendants de familles italiennes établies depuis longtemps dans la ville, et ceux-ci n'entendent plus que médiocrement leur langue maternelle.

Cette communauté italienne a son consistoire particulier composé de trois ministres qui ont chacun 50 écus de gages, plus, de six anciens et de six diacres. Ils se réunissent après le sermon et tiennent séance, soit pour apaiser quelque différend ou quelque scandale survenu dans certaines familles, soit pour distribuer l'aumône aux nécessiteux. Ils sont autorisés à faire chaque année une collecte, et parmi les membres de la communauté, ceux qui meurent ont coutume de faire quelques legs en faveur des pauvres d'origine ultramontaine. En résumé c'est la famille Turrettini qui gouverne cette église à son plaisir. Chaque année les chefs des familles italiennes se réunissent pour faire l'élection des anciens et des diacres, mais ce sont presque toujours les mêmes qui sont réélus. Une fois aussi chaque année, un des ministres, accompagné d'un ancien, va visiter les familles pour s'informer de l'état de chacune d'elles au sujet de la vie chrétienne. Ce consistoire donne encore quelques aumônes aux passants nécessiteux, tant italiens qu'espagnols. Cependant il se décharge quelquefois du soin de pourvoir à ces derniers.

Eglise allemande. La communauté allemande, bien qu'elle ne soit pas aussi nombreuse que la précédente, a aussi son église, avec un ministre, des anciens et des diacres, qui forment également un consistoire dont l'organisation est meilleure que celui des Italiens, car dans ce dernier il y a plus d'ambition que de zèle religieux, quelques familles prétendant dominer toutes les autres. Au contraire, dans la communauté allemande, on change tous les trois ans le personnel administratif afin que chacun, à son tour, ait part aux fatigues et aussi aux honneurs de la direction consistoriale. Les Allemands ont coutume de se réunir pour entendre le prêche dans le même temple que les Italiens, le dimanche après midi. Ils font la Cène tous les trois mois, une quinzaine de jours avant ou après la congrégation italienne. Alors le sermon se fait pour eux le dimanche matin, mais ils ne sont guère plus de 200 communicants, dont la plus grande partie est composée de jeunes Suisses, facteurs de boutique. Ils font aussi leur collecte annuelle et ont soin des pauvres de leur nation.

Compagnie des pasteurs. A Genève la congrégation ecclésiastique est composée de 24 ministres, mais ce nombre a été porté à 35, car on en a introduit beaucoup dans l'assemblée qui n'exercent point de fonctions pastorales. Les ministres de la ville sont 12, et ceux-ci, suivant un tour de préséance, président l'assemblée, chacun d'eux pendant une semaine. Ce président prend alors le nom de « Modérateur ». C'est lui qui a la charge de faire convoquer la compagnie en séance extraordinaire et de diriger tout ce qui concerne les affaires ecclésiastiques; le Petit-conseil lui fait connaître sa volonté quand il y a lieu de le faire. La compagnie se

réunit d'ordinaire le vendredi matin après le sermon, soit pour traiter des affaires ecclésiastiques, soit pour pourvoir aux prédications d'office, si quelque ministre en charge se trouve empêché par la maladie ou autrement.

Outre les ministres, les professeurs ont aussi leur place dans la compagnie. Il en est trois pour la théologie, deux pour la philosophie, un pour le grec et un pour l'hébreu : en tout sept, dont il y en a toujours quatre qui ont reçu le ministère.

Les gages des ministres de la ville et ceux des professeurs de l'académie sont les mêmes, ils s'élèvent à environ 200 écus, dont une partie est payée en blé, une autre en argent et le reste sous forme de logement. Mais les ministres des champs ne reçoivent pas plus de la moitié de ce salaire (non compris le logement). Ces derniers, comme aussi les professeurs qui ne sont pas ministres de la ville, ne peuvent jamais être Modérateurs.

Bourse française. On désigne ainsi une sorte d'établissement de charité qui assiste tous les étrangers d'origine française séjournant dans la ville ou qui y sont en passage. Chaque année les chefs de famille voulant prendre part à cette élection se réunissent certain jour pour nommer les diacres de la Bourse. Cette assemblée est toujours présidée par un délégué de la compagnie des ministres qui dirige aussi les diacres dans la distribution des aumônes. La Bourse française jouit également du privilège de faire une collecte annuelle dans la ville, et généralement, à Genève, les mourants qui font un testament ont soin de laisser quelque chose à cette institution charitable.

De l'ordre en cas d'incendie. Je ne crois pas qu'il y ait nulle part une ville de guerre où l'ordre d'incendie soit mieux réglé qu'à Genève. D'abord on tient continuellement dans le clocher de St-Pierre un garde qui surveille toute la ville, et sitôt qu'il aperçoit quelque part une lueur d'incendie, il se met à crier pour donner l'alarme (en pareil cas on ne sonne jamais les cloches, afin de ne pas faire connaître aux ennemis que le feu menace la cité). Un autre garde parcourt aussitôt les rues en criant « à l'eau ! » et tous ceux qui sortent des logis à cet appel sinistre suivent le garde et crient de même en répétant où est le feu.

Cependant chacun s'arme [comme si la ville était assaillie], tous les hommes valides enrégimentés dans les compagnies bourgeoises étant tenus de se rendre en hâte à leur place de quartier et d'obéir aux premiers officiers qu'ils y rencontrent. Les maîtres de maison doivent envoyer leurs servantes munies d'un seillot pour porter l'eau sur le lieu de l'incendie. Les maçons, les charpentiers et autres semblables manœuvres, comme aussi les portefaix (et les charretiers) doivent s'y rendre aussi avec les engins de leur métier et se mettre à la disposition de ceux qui commandent. Les seigneurs du Vingt-cinq se transportent à la Maison de ville et demeurent en séance dans la salle du conseil soit pour recevoir les avis, soit pour donner des ordres. D'autre part, le seigneur Lieutenant et les deux plus anciens auditeurs se rendent sur le lieu de l'incendie, leur bâton de justice en main. Le syndic de la garde et le second syndic s'y rendent aussi, escortés de tous les guets qu'ils ont pu rassembler. Ces magistrats ont tout pouvoir discrétionnaire pour faire démolir les maisons voisines du logis incendié et pour mettre à bas tout ce qui pourrait communiquer le feu aux bâtiments d'alentour. Les deux auditeurs ont plus spéciale-

ment le devoir de surveiller le transport des meubles, afin que rien ne soit dérobé.

Aux portes de la ville les gardes sont doublées, tous les soldats de la garnison étant sous les armes [et de piquet] devant la maison de leur capitaine. Si le feu éclate de jour, on ferme aussitôt les portes qui ne s'ouvrent plus pour personne avant l'extinction de l'incendie. Cependant les deux conseillers-majors parcourent à cheval toute l'enceinte et visitent tous les postes, recommandant à chacun de redoubler de vigilance.

Visite et sépulture des morts. C'est aussi une réglementation excellente que celle qui concerne ici la visite médicale des corps morts. Cette visite empêche beaucoup d'accidents, ainsi que j'ai eu l'occasion d'en citer divers exemples au cours de cette histoire. Lorsque quelqu'un vient à mourir, il est défendu aux parents de mouvoir le corps de sa couche avant la venue du « visiteur » délégué par la Seigneurie et assermenté pour cet office. Ce visiteur est toujours un des principaux chirurgiens de la ville. Il est tenu d'examiner de tous côtés le cadavre, et, s'il trouve quelque signe de mort autre que naturelle, il doit faire aussitôt son rapport à la Seigneurie qui envoie d'autres médecins et chirurgiens pour nouvel informé ; enfin, s'il y a lieu, on suit aux enquêtes et à la procédure criminelle. Mais si la mort est jugée avoir été naturelle, le visiteur laisse aux parents du défunt un permis d'enterrer et assigne une heure au cortège funèbre, pour éviter la confusion. Il n'y a guère plus de 23 ans, le corps du défunt était encore accompagné au cimetière d'un cortège d'hommes, suivi d'un lent cortège de femmes éplorées sollicitant la sympathie du

populaire (1), mais aujourd'hui les femmes ne vont plus à cette cérémonie. (2)

Les morts sont ensevelis assez modestement et avec peu de dépense ; la plupart sont portés au cimetière du Plainpalais.

Mariages. Pour éviter que la ville ne se remplisse de familles nécessiteuses, il est défendu aux simples habitants de se marier sans présenter, soit à l'hôpital, soit à la Bourse française, une caution reconnue solvable pour au moins 500 florins, cette caution devant garantir ces établissements de charité, dans le cas où l'entretien des enfants issus de tels mariages viendrait à tomber à la charge du public.

Des possessions territoriales. Le territoire [immédiat] de Genève n'a guère plus d'un mille d'étendue. Dès le pont d'Arve, en amont, la rivière sert de limite aux « Franchises ». Il est vrai que les Genevois font tout ce qui dépend d'eux, soit par le commerce, soit par l'industrie, pour subvenir à ce défaut de territoire. Plusieurs d'entre eux achètent des biens-fonds tant en France qu'en Savoie et en Suisse. Il y a plus de cent ressortissants de la République dont la fortune immobilière est sur territoire de France, et il doit y en avoir tout autant qui sont propriétaires en Savoie. Tous paient leur

(1) Bisognava alle volte restar le giornate intiere per aspettar la marcia delle done che andavano mendicando lagrime.

Storia, etc. P. IV. L. VI., p. 628.

(2) L'auteur, « qui se fait volontiers de fête », ajoute ici qu'il est certainement pour quelque chose dans ce changement à un très ancien usage, le syndic André Pictet ayant, à son institution, proposé la modification susdite qui fut agréée par le Petit-conseil, puis confirmée par le Deux-cents.

part des impôts exigés dans ces souverainetés étrangères, comme les autres sujets du Prince. Quant au territoire genevois proprement dit, quel que soit son peu d'étendue, les propriétaires en tirent du blé, du vin, de l'orge, du foin, des légumes et des fruits de toute sorte (excepté des figues, des oranges, des olives et quelques autres). L'air ne peut être meilleur qu'il n'est ici, car il est purifié par le vent de bise, soit « tramontane ». Enfin, le froid n'est pas si rude à Genève que dans certaines parties de l'Allemagne, et les chaleurs de l'été ne sont jamais si fortes que dans notre Italie. Les saisons sont ici généralement tempérées.

De l'hospitalité genevoise. Quoique les Genevois soient très jaloux de leur liberté, et conséquemment qu'ils se défient de l'ombre même d'un étranger, il n'en est pas moins vrai que celui-ci est généralement considéré et qu'on ne lui fait nul affront. Assurément, les gens du peuple (les artisans, les boutiquiers) ne se font aucun scrupule de plumer à l'occasion ce nouveau venu; mais on sait qu'il en est ainsi partout ailleurs. En résumé, je puis dire qu'il n'est pas une ville où l'étranger soit mieux accueilli du Magistrat que dans celle-ci, le Petit-conseil faisant toujours pour l'obliger tout ce qui dépend de lui. Il y a plus : on ferme les yeux assez souvent sur les petits délits commis par des étrangers de considération, et cela afin de demeurer avec eux dans les termes d'une protection amicale.

Je sais bien qu'on prétend-en Italie, et aussi autre part, que les prêtres et les religieux sont bafoués et même maltraités quand ils se hasardent à traverser Genève; mais c'est là une grande fausseté. Les gens d'église vont et viennent, demeurent dans la ville temporairement et y font leurs affaires, sans que personne leur dise un mot injurieux. Au con-

traire! ils sont fort considérés et bien servis lorsqu'ils sont connus par quelque magistrat pour être d'un certain rang dans l'église.

Pensions bourgeoises. Il y a maintenant dans Genève [outre quantité de logis publics] de nombreuses pensions — *case di dozene* — où les notables étrangers, même de religion catholique, peuvent venir prendre le logement et la table, tandis qu'ils séjournent dans la ville pour leur instruction. Le prix ordinaire qu'on demande dans ces pensions est de 14 écus par mois par personne et moitié prix pour un serviteur. Mais il est des maisons où l'on se contente de 10 écus et même de 8, quelque service particulier étant rétribué à part. On est traité dans ces pensions selon le prix convenu, et en général ce traitement est assez bon.

De la ferme du poisson. La pêche n'est pas seulement un plaisir à Genève, c'est encore une source de revenus pour l'Etat qui alloue celle de la truite jusqu'à 1200 écus par année. Les fermiers vendent ce poisson à raison de 20 sols la livre aux citoyens, bourgeois et habitants, et au prix de 30 sols aux étrangers. On en expédie beaucoup à Lyon et en Savoie, particulièrement en temps de carême, et même il s'en transporte jusqu'à Turin.

Des foires. Elles se tiennent à Genève trois fois par année et sont ouvertes le 29 juin, le 1^{er} août et le 22 février, mais ce sont des foires peu importantes, et il ne s'y fait guère d'autre trafic que celui des bestiaux. Chaque foire dure trois jours, pendant lesquels un tribunal juge sommairement de tous les différends qui peuvent survenir, mais durant la foire personne ne peut être arrêté pour dettes.

Marchés publics. C'est le samedi et le mercredi que se tient à Genève le marché des denrées pour l'approvisionnement des particuliers. Le marché du samedi est le plus considérable : on s'y rend — de France, de Suisse et de Savoie — de localités éloignées de quatre lieues de la ville, soit pour vendre, soit pour acheter toute espèce de produits agricoles. Un auditeur parcourt le quartier du marché [suivi de deux ou trois guets ayant la hallebarde] pour prévenir les désordres, arrêter les scandales et rendre la justice à chacun.

Des postes. La commodité des postes est très grande dans cette ville. Celle de France arrive le lundi à 10 heures du matin, et repart le soir du même jour, un peu avant la fermeture des portes. En outre, on voit arriver de France, deux fois par semaine, le chariot du messager de Lyon, dit « le chasse-marée. » Son principal but est le transport de toute sorte de bagages à destination de Lyon ou de Genève. Mais il voit aussi les particuliers qui veulent se rendre dans l'une ou l'autre de ces villes. On paie, tant pour la nourriture que pour le voyage, 4 écus par personne et 2 sols par livre pesant de marchandise ou de bagage.

La poste d'Allemagne et de Suisse arrive à Genève le lundi vers le soir et repart le mardi, aussi à la fin du jour. Celle d'Italie est apportée par le messager de Chambéry, une fois par semaine, soit le mercredi, elle repart le jour suivant. On peut même affranchir les lettres maintenant jusqu'à Chambéry. Enfin on trouve à Genève des voitures de louage, et ces véhicules sont assez nombreux relativement au peu d'importance de la ville. Le prix ordinaire de location est de 20 sols par jour pour un cheval, et parfois 30 sols s'il s'agit d'exploiter un étranger. On peut aussi avoir des litières attelées de mules ou de chevaux. Plus de 25 familles

genevoises tiennent carrosse pour leur usage, c'est-à-dire pour aller à leur maison des champs, car il n'est pas permis de faire rouler carrosse dans la ville, sinon pour le service de quelque étranger de grande considération.

Hôtelleries. Il y a beaucoup d'hôtelleries à Genève pour loger les étrangers, les unes où vont les gens de qualité, les autres destinées aux personnes de moindre condition. Les plus renommées auberges sont celles des *Trois rois* (place de Bel-Air), de *la Balance* (rue de la Rivière), de *l'Ecu* (place de la Fusterie), de *la Croix-Verte* (au Molard) et quelques autres, sans compter divers petits logis de plus modeste apparence (1).

Tabagies et cafés. On ne voit pas dans cette ville certains établissements comme on en rencontre aujourd'hui dans beaucoup de cités, lieux publics où les gens vont boire, fumer du tabac, prendre du café et jouer aux cartes pour passer agréablement le temps. Cependant, les honnêtes gens ont parfois lié partie et se donnent rendez-vous chez l'un d'eux où ils vont un certain jour chaque semaine pour se récréer au jeu des cartes. Les artisans et gens de la seconde condition vont de même dans quelque taverne, et là ils boivent, fument et jouent selon leur goût. Quant aux gens du bas peuple, il y a certains taudis souterrains (on en compte au moins cent dans la ville) qui dépendent des tavernes où le vin est vendu au détail, c'est là que les ivrognes vont s'attabler et qu'ils passent des journées entières au grand préjudice de leurs intérêts et de leurs familles.

(1) *La Tour-perce*, rue des Allemands; *Le Sauvage*, à Coutance; *L'Ecu de Bourgogne*, au Molard. — DB.-M.

Autres divertissements. Les personnes moins portées à prendre d'aussi grossiers passe-temps, vont se récréer dans la belle saison au jeu de l'arquebuse (à la Coulouvrenière), ou au jeu de l'arc (au Pré-l'Evêque). Là chacun exerce honnêtement son adresse, puis les joueurs réunis par groupes d'amis s'attablent autour de quelque petite collation dont ils font la dépense. En réalité, c'est là un passe-temps très honorable et qui est tout au profit de tous.

Un autre jeu très usité à Genève est celui de la boule et des quilles. Ce jeu populaire n'est l'occasion d'aucun excès, et tout au plus l'enjeu est-il une collation que les perdants paient à ceux qui gagnent. Bien que par tous pays on joue aux quilles, on peut dire que les Genevois sont particulièrement habiles à ce jeu d'adresse.

Quant aux jeux à l'usage des gens de qualité [et plus spécialement de la noblesse étrangère], assurément il n'en manque pas dans ce pays-ci. Ils ont le Mail [au Plainpalais] et la longue-paume dans les tripots de la ville. Le Mail fut établi aux frais du duc de Rohan, pendant le séjour de ce prince à Genève. Il est entouré d'arbres, mais quoiqu'il ait été bien construit, les barrières en sont mal entretenues. Ce jeu n'en est pas moins bien fréquenté, grâce au grand nombre de jeunes gentilhommes qui ont accoutumé de séjourner temporairement à Genève; puis la jeunesse genevoise s'est aussi familiarisée avec cet exercice. Quant aux jeux de paume, il en existe deux dans la ville, mais celui de Saint-Geryais est le plus spacieux.

Il n'y a guère à Genève de passe-temps qui soient communs aux deux sexes, excepté la promenade. Il est vrai qu'on peut prendre très agréablement ce plaisir-là, soit au Plainpalais, soit hors la porte de Rive, au Pré-l'Evêque.

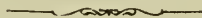
Le sieur Grenus a fait établir un jardin en Plainpalais sur

une colline un peu élevée; il y possède une maison de plaisance telle que je ne saurais dire s'il s'en trouve une plus belle dans une autre petite ville. Je ne dis rien du château Roset (aux Pâquis), dont j'ai eu l'occasion de parler ailleurs. Enfin, le seigneur conseiller Franconis a fait aussi établir un très beau jardin de plaisance, hors la porte de Rive, au lieu dit « les Eaux-Vives. »

Ici se termine la description de Genève que nous a laissée Gregorio Leti. C'est ainsi que notre ville était de son temps, et cette peinture devait être encore très fidèle bien des années après la publication de *la Storia genevrina*. Ce curieux chapitre — véritable causerie « à bâtons rompus » et que le capricieux historien milanais termine, on ne sait pourquoi, par des considérations politico-religieuses sur les suites probables de la révocation de l'Edit de Nantes — ce chapitre méritait, selon moi, d'être remis en lumière, ne fût-ce que pour ceux et celles qui s'intéressent encore au passé de la vieille maison où ils sont nés : je veux dire pour les descendants de l'ancienne famille genevoise. Peut-être aussi les détails si précis donnés par Leti sur l'organisation politique, civile, militaire et religieuse, de notre ancienne République, feront-ils oublier au lecteur le désordre et la confusion, les redites sans nombre de l'œuvre littéraire très imparfaite

que je viens lui soumettre. Quoi qu'il en soit, le mérite de ce travail historique, dont j'ai maintes fois contrôlé l'exactitude par l'étude des documents officiels, l'emporte de beaucoup, à mon avis, sur ses imperfections nombreuses, et il me reste à souhaiter, en traçant ces dernières lignes, que ce soit aussi l'impression du lecteur.

Plainpalais, 4 janvier 1890.



EXCURSIONS ARCHÉOLOGIQUES

DANS LE VALAIS

Ce récit ne suit pas la chronologie de mes nombreuses excursions dans le Valais ; j'ai adopté le système géographique. Je commence par l'entrée du pays en remontant le Rhône et en visitant les unes après les autres les vallées latérales.

Je ne parlerai qu'en passant des beautés grandioses de ces contrées, de ces montagnes, de ces glaciers, de ces lacs alpestres, de ces magnifiques forêts et pâturages, des nombreuses cascades et des milliers de merveilles de la nature. Mon intention est simplement de rassembler mes observations dans ce canton, surtout au point de vue de l'archéologie préhistorique. A ce sujet, j'ai fait, dans les séances de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève et de l'Institut national genevois, plusieurs communications qui ont excité l'intérêt général. J'ai aussi publié quelques résumés très brefs (1), dont les journaux suisses et étrangers ont ensuite,

(1) *Excursion archéologique dans le Val de Bagnes et à Salvan* (*Journal de Genève*, 1889, 3 juillet. — Reproduit par le *Confédéré*, 1889, les 6 et 13 juillet.)

Excursions archéologiques dans le Valais (*Journal de Genève*, 1890, les 15 et 16 octobre.)

Zusammenstellung meiner archæologischen Beobachtungen im Kanton Wallis (*Anzeiger für schweizer. Alterthumskunde*, Zurich, 1890, p. 382-385.)

de leur côté, fait une large publicité (1). Cela prouve que ces découvertes ont soulevé une grande curiosité, et d'autre part je sais par mes amis du Valais que de nombreux touristes se sont informés des monuments en question et les ont visités avec beaucoup d'attention. Du reste, parmi les endroits que je cite dans ce travail, il s'en trouve plusieurs d'une importance extraordinaire, par exemple Salvan et Gremenz où l'on rencontre des sculptures sans analogues jusqu'à présent.

Les blocs et rochers qui présentent des vestiges du temps préhistorique ont, sans exception, formé le centre d'une place sacrée, objet d'une vénération générale. De nombreuses traditions et légendes, ayant trait à ces époques éloignées, se conservent souvent encore dans la population actuelle.

Il est bien heureux que dans ces vallées alpestres les monuments primitifs de nos ancêtres n'aient pas été détruits comme c'est le cas dans la plaine. Ici la plupart de ces blocs erratiques ont trouvé leur emploi pour des cons-

(1) Wallis (*Allgemeine Schweizerzeitung*, Basel, 7. Juli und 9. August 1889.)

Die Funde von Salvan im Wallis (*Bund*, Bern, 20. August 1889.)

Hieroglyphen in den Walliser Bergen. (*Aargauer Nachrichten*, 29. September, 1889.)

Keltische Funde im Wallis (*Basler Nachrichten*, 24. November 1890.)

Archæologische Entdeckungen im Wallis (*Berner Zeitung*, 2. December 1890.)

Keltische Hieroglyphen im Wallis (*Schweizerischer Handels-Courier*, 16. December 1890.)

Un grand nombre d'autres journaux ont reproduit ces articles ou en ont donné des extraits.

tructions. A bien des endroits un bloc, détruit à présent, a laissé encore des légendes. Combien de beaux monuments ont malheureusement disparu et ont été soustraits à l'étude? Mais il est temps que, par la vulgarisation des connaissances, on rende les gens attentifs à l'importance de ces témoins de la présence de l'homme primitif dans nos contrées.

Ailleurs je publierai des descriptions détaillées avec atlas sur les monuments de Salvan, Gremenz, Saint-Luc, etc. Je prierai instamment tous ceux qui seraient à même de m'indiquer de nouveaux faits de bien vouloir s'adresser à moi, car je pense continuer énergiquement cette étude qui, jusqu'à ce moment, nous a fourni de si beaux résultats.

MONTHEY

Un quart d'heure au-dessus de la ville de Monthey, sur la hauteur dominant l'endroit, se trouve le fameux bloc erratique appelé la *Pierre des Mermettes*, appartenant avec une demi-douzaine d'autres plus petits et beaucoup de terrains, vignes, prés et forêt de châtaigniers à M. Jean-Joseph Donnet, président de la commune. Sur le bloc *des Mermettes* se trouvent une petite maison, un jardin, de petits arbres; un escalier conduit sur la plateforme d'où l'on jouit d'une très belle vue. C'est un des plus grands blocs erratiques du monde. (Voir STERNE : *Werden und Vergehen*, p. 74.)

Personne n'a pu raconter de légendes sur ce fameux bloc; le nom *des Mermettes* me semble cependant avoir une origine qui remonte à un temps très ancien. — A Monthey il y a des familles qui s'appellent *Mermet*. — Des antiquités celtiques, entre autres des haches en bronze, y ont été trouvées.

VÉROSSAZ et VÉSENAUX

A St-Maurice plusieurs personnes m'avaient parlé de certaines inscriptions mystérieuses qui devaient se trouver sur le versant nord de la Dent du Midi. J'ai consacré la journée du 22 Juillet 1890 à faire cette tournée en passant par la Valerette (Petite Dent du Midi). En tenant bien les pâturages et plus bas les forêts jusqu'à Vézenaux, je n'ai rien constaté qui puisse rappeler des sculptures préhistoriques. Sans doute ces contrées sont très vastes et il faudrait des journées pour en faire une étude un peu approfondie.

Depuis St-Maurice, on arrive d'abord à Vérossaz, composé de trois villages ; celui du milieu, contenant l'église, s'appelle *les Cases*. Il doit se trouver ici, à droite du chemin, un bloc erratique, qu'on nomme *le monument druidique*. Lorsque je passais par là, il était trop matin pour pouvoir consulter quelqu'un sur l'emplacement exact.

Vérossaz et Vézenaux marquent les deux bouts du plateau, au-dessus des rochers de St-Maurice, couvert d'une terre très fertile et contenant de magnifiques champs de blé et une vraie forêt d'arbres fruitiers, et surtout de châtaigniers. A Vézenaux on voit également un *autel druidique*. C'est un bloc reposant au-dessus de la terre sur la roche, et affectant une forme rectangulaire. Le dessus est couvert de terre et on y plante du blé. Je n'y ai rien pu découvrir de druidique, mais il paraît que cette pierre est le sujet de curieuses légendes.

D'ici à Vérossaz et dans l'autre direction jusqu'à St-Maurice, on rencontre un nombre fabuleux de blocs erratiques, souvent extraordinaires pour la forme et la grandeur. J'en ai examiné un grand nombre, mais sans y trouver de marques quelconques.

SALVAN

Ce beau village est situé à 925 mètres d'altitude dans les montagnes entre le Trient et le Sallenfe, deux petites rivières qui forment, la première, la gorge du Trient, et la seconde, cette grandiose cascade, si célèbre sous le nom de Pissevache. Un chemin ombragé, situé entre ces deux merveilles du monde, mène le voyageur en une heure et quart à Salvan, à travers des châtaigniers et des noyers séculaires, remplacés plus haut par de beaux sapins et des mélèzes.

Je n'ai nullement l'intention de donner ici une description de ces contrées pittoresques, que je recommanderai à des plumes plus habiles, mais plutôt un récit aussi bref que possible de ce que j'ai remarqué au point de vue de l'histoire la plus ancienne du pays.

Sous ce rapport, je cite en guise d'introduction un passage de M. le chanoine Gross⁽¹⁾.

« Jusqu'où, dit cet auteur, remontent les premières origines de Salvan ? »

« Quels en ont été les premiers habitants ? Ce sont des questions qu'il ne serait pas facile d'éclaircir. Disons simplement que, ainsi que son nom latin l'indique, la vallée fut primitivement couverte de forêts, et qu'elle était déjà habitée en partie, du moins avant l'ère chrétienne, probablement par un détachement de ces peuples nomades, chasseurs et bergers, venus de l'Orient. Sur ce dernier point, l'histoire ne peut rien affirmer, l'imagination a libre cours. »

Si l'histoire reste en effet muette sur les origines de Salvan, il faut, comme partout, faire des recherches dans le

(1) Salvan. *Notes, impressions et souvenirs*. Fribourg. imprimerie catholique suisse, 1880.

sol et examiner ce que les pierres et les rochers ont pu nous conserver de ces anciennes époques. Un premier essai dans cette direction a été fait par M. C.-A. Ducis, archiviste départemental de la Haute-Savoie.

Un peu avant d'arriver dans la vallée de Salvan, ce savant archéologue a découvert des restes d'une route romaine. Voici comment M. Ducis s'exprime à ce sujet : (1)

« C'est un tronçon du chemin taillé dans le roc à 1^m 25 de largeur. Cette mesure a déterminé à classer cette voie de communication parmi les *actus*, qui avaient la moitié de la *via*, soit quatre pieds romains. La direction de ce tronçon indique que l'*actus* passait sur le Trient pour contourner sur Octodurum, soit *Martigny-le-Bourg*. »

Au même auteur nous devons la première mention d'un monument préhistorique, qui se trouve à gauche du chemin, un peu plus près du village. Voici le passage de M. Ducis :

« En descendant on reconnaît de plus en plus les entailles de l'*actus* ; puis on voit à droite un demi-dolmen, de 8 mètres de long, 4 de large, 1^m 50 de hauteur, calé par un prisme aux deux tiers de sa longueur, de manière à laisser en amont un vide de 3 mètres, et en aval un vide de 1 mètre, celui-ci garanti du nord par un autre prisme, fermant à angle droit le prisme de traverse dans le sens de la longueur du bloc. Les quatre petites fontaines qui sont au bas de ce monument, le long de la route, ont laissé là le nom de *Fontanil*. L'orientation de ce monument à l'est ne peut avoir eu pour cause le courant glaciaire dont il coupe à angle droit la direction. »

A cette description M. le chanoine Gross ajoute : « En face de ce monument, sur lequel le sang des victimes a coulé,

(1) *Revue Savoisienne*, 1880, page 67.

des victimes humaines peut-être, que de souvenirs l'imagination ne peut-elle pas évoquer ? »

L'argument de M. Ducis est surtout que ce bloc est posé de sorte qu'il se trouve dans sa longueur en angle droit avec les traces nombreuses de l'ancien glacier de Salvan, et surtout des roches moutonnées qui couvrent ici une grande surface. Cela est très judicieux, cependant je ne crois pas que ce grand bloc, soutenu par deux petits, posé sur le rocher d'une façon fantastique, présente autre chose qu'une œuvre de la nature. Mais cela n'empêche pas du tout que, tel que nous le voyons, ce groupe, auquel M. l'abbé Ducis a donné le nom de *demí-dolmen*, en considération surtout des nombreuses traces des habitants préhistoriques que j'ai constatées depuis dans les environs, ait parfaitement pu servir comme autel ou lieu sacré, la vénération des Celtes ou Gaulois ayant été surtout très grande pour des formations de ce genre.

Sa composition est un schiste quartzeux très dur. Quant à la dénomination de l'endroit, on m'a soutenu qu'il s'appelait *Scez des Meules*.

Fontang ou *Fontanil* est situé un peu plus près du village. Avant d'y arriver on voit à gauche un groupe de blocs erratiques très curieux, et dont le plus hant porte le nom de *la Pierre Betschua* (pierre pointue).

De là, en s'approchant un peu plus du village, on est tout à coup surpris de voir dans la roche presque verticale, qui borde la route à gauche, des cercles artificiellement taillés, de 40 à 80 cm. de diamètre, au nombre de 35 environ.

Sans avoir de preuves et par pure supposition, quelques habitants de Salvan croyaient qu'anciennement on avait peut-être détaché à cet endroit des plaques pour la construction des fourneaux ; d'autres encore croient que c'étaient

des plaques pour les supports de chalets, comme on a l'habitude d'en mettre au Valais, pour empêcher les souris de monter dans les habitations. Tout cela est insoutenable. Quel Valaisan irait détacher avec la plus grande peine d'une roche aussi dure que le schiste quartzeux de ces plaques, alors qu'on peut en ramasser partout sans la moindre difficulté ?

Ces cercles appartiennent sans doute à une époque assez reculée, comme j'ai pu m'en convaincre en les dégageant de la végétation et de la terre qui les remplissaient.

A mon avis, ce sont peut-être encore des restes de la construction de la route romaine qui doit, à bien des endroits de Salvan à Vernayaz, se trouver au-dessous de celle d'aujourd'hui, puisque quelques cercles ne sont visibles qu'à moitié. Comme la route actuelle est plus élevée, il se peut que de nombreux cercles pareils se trouvent couverts de terre. En montant depuis Vernayaz, à plusieurs reprises déjà, j'ai remarqué, du côté gauche seulement, et quelquefois assez éloignés, au moins une douzaine de cercles semblables, disséminés à de grandes distances et pouvant fort bien indiquer un ancien chemin, de même qu'ils peuvent avoir eu une tout autre signification. Rien, du reste, n'indique que ces sculptures d'un genre nouveau ne dépassent pas en antiquité l'époque romaine (Voir plus loin l'article sur Loèche).

J'ai en outre trouvé deux cercles pareils sur le rocher du Planet, tout près de la remarquable série de sculptures préhistoriques, ce qui me ferait presque croire que ces cercles appartiennent à la même époque.

A quelques centaines de mètres plus loin que le rocher du Planet, sur une hauteur qui domine le village, est située la *Pierre Bergère*, bloc erratique de 100 mètres cubes en-

viron, à parois verticales, de sorte qu'il faut une échelle pour y monter. La surface, assez régulièrement plate, ne présente rien qui rappelle la main de l'homme; elle mesure dans sa largeur du N-O au S-E 4 mètres, dans sa longueur du N-E au S-O environ 9 mètres. La hauteur du bloc varie de 4^m. 50 à 5 mètres. Par sa proximité du rocher du Planet, ce bloc mystérieux, sans doute entouré de légendes, excite singulièrement notre fantaisie, au milieu de tant de monuments préhistoriques. — On se trouve ici tout près des *Rochers du Soir* qui, ainsi que la roche entre le village et la Pierre Bergère, appelé le Rocher du Planet, représentent les spécimens les plus caractéristiques et les plus fantastiques des roches travaillées par les glaciers.

En partant de la Pierre Bergère ou un peu avant, on prend un petit chemin dans la direction Est, et on arrive après dix minutes de marche à l'endroit appelé *Vuarcin*, droit au-dessus de la gorge du Trient, sur une première terrasse, au bord du sentier descendant à Vernayaz. On voit ici, à 400 mètres au-dessus des précipices creusés par le Trient, dont on entend le bruit qui remplit le vallon étroit, garni par-ci par-là de sapins, de curieuses érosions dans la roche. Quelquefois c'est un certain nombre de trous irréguliers, abrités par une roche dépassant les autres, ou des espèces de grottes ne montrant pas beaucoup de profondeur. La plus grande de ces érosions s'appelle la *Cave aux Fayes*. On raconte aussi le fait mystérieux que les fées ou fayes qui habitaient jadis cette grotte faisaient monter le sable depuis le Trient, à 3 ou 400 mètres de hauteur au moins, au moyen d'une corde. Cette légende des fées donne à la contrée, déjà si pittoresque et si sauvage, un cachet particulier de plus. Sans doute de notre temps ce ne sont plus que les bergers qui par le mauvais temps cherchent un abri dans ces grottes.

Non seulement on trouve autour de Salvan des œuvres de l'homme des périodes les plus reculées, mais aussi des restes de l'homme lui-même, et même de temps certainement primitifs.

C'est ainsi qu'au nord du village, mais tout près, derrière la cure, en prenant du sable pour une construction, on a d'abord trouvé une série de tombeaux en dalles, contenant les ossements d'hommes très forts et très grands, comme tout le monde l'affirme.

Les tombeaux se montraient d'une bonne construction ; là où les dalles qui les couvraient étaient encore à leur place on voyait des squelettes entiers, mais personne n'a pris soin des ossements. A ce qu'il paraît, on n'y a pas trouvé d'autres objets. Comme l'exploitation du sable a eu lieu sur un très petit emplacement, il est probable que d'autres tombeaux semblables restent encore dans la terre.

Lorsque M. Decaillet, propriétaire de l'Hôtel des Gorges de Triège, construisit sa maison, en 1874-76, on prenait le sable dans le voisinage, et l'on trouva à cette occasion plusieurs tombeaux identiques à ceux que je viens de mentionner.

Egalement près du village de Salvan, à 300 pas à l'est, à l'endroit qu'on appelle *Verdan*, on a déterré plusieurs tombeaux absolument du même genre.

Mentionnons encore la découverte de tombeaux semblables à l'endroit appelé *Scez des Fornatzes*, près du stand de Salvan.

Quoiqu'aucun objet appartenant à l'époque de ces tombeaux n'ait été trouvé avec les ossements, nous sommes certainement autorisés à les attribuer aux habitants de Salvan, à l'époque précédant l'invasion des Romains, c'est-à-dire aux indigènes du pays avant l'ère chrétienne.

J'aurai maintenant à parler de toute une série de découvertes remarquables et en tout cas exceptionnelles. Ce sont surtout des sculptures primitives et inexpliquées jusqu'à présent, mais présentant de curieuses séries, qui méritent la plus haute attention.

Avant d'entrer dans les détails je signalerai qu'à plusieurs endroits on a détruit pour la construction des chalets de très notables parties de sculptures. Un vieil habitant de Salvan les avait encore personnellement remarquées, surtout la partie qui est occupée aujourd'hui par la maison d'école.

Une publication suivra, avec des planches, contenant une description comparative et les détails de différents tableaux de sculptures. Les dessins sont prêts. Un premier aperçu très court a paru dans le *Journal de Genève* du 3 juillet 1889.

Après cet article, M. Correvon m'a communiqué une lettre, datée du 25 juillet 1888, qu'il avait reçue de M. W. Carrard, de Lausanne. C'est avec un véritable plaisir que je relève ici le passage de cette lettre ayant trait aux sculptures de Salvan et étant resté absolument inconnu jusqu'à présent. M. Carrard dit :

« Dans les rochers qui entourent Salvan et dans ceux qui effleurent de terre au village des Marécottes, on voit en grand nombre des écuclles. »

« Je ne suis pas encore éclairci sur l'origine d'anneaux entrelacés que l'on voit sur le roc en se plaçant à Salvan à l'extrémité de la fontaine et en regardant à quelques pieds de hauteur du côté de la Pierre-Bergère. Il y a trop d'importance et de suite dans ce travail pour qu'on puisse l'attribuer à de simples gamins et gamines. »

Cette dernière phrase a trait à ce qu'on avait dit à

M. Carrard dans le village des Marécottes, que c'étaient probablement les enfants qui avaient fabriqué ces écuellés.

La pierre à Marécottes est couverte d'écuellés anciennes, mais les enfants en ont en effet élargi et gâté un grand nombre. Ils ont aussi essayé de produire des creux, mais tellement irréguliers que même un profane dans ces sortes de recherches pourra très facilement distinguer les anciennes des nouvelles sculptures. Quant aux écuellés et cercles de Salvan, il ne saurait être question de produits du hasard ; il y a là une suite d'idées très nette. Ensuite la régularité dans l'exécution et le travail considérable exigeant une grande persévérance excluent absolument l'idée d'un essai fantaisiste fait par un enfant.

En partant de la place de Salvan, près de la fontaine, pour aller à la Pierre-Bergère, on arrive d'abord au *Rocher du Planet*. C'est ainsi qu'on nomme le commencement des roches moutonnées et *Rochers du Soir*, celles qui se prolongent jusqu'à près d'une demi-heure à l'Est, et qui descendent même jusqu'au fond de la vallée. La partie appelée Rocher du Planet finit dans le village même et porte ici plusieurs chalets. Elle se partage très distinctement en trois terrasses superposées de 8 à 10 mètres de large, portant chacune différentes séries de sculptures. Pour en faciliter la description, il faudrait ajouter un plan de toutes ces sculptures. Les sculptures s'étendent sur une longueur d'environ 70 mètres, de l'ouest à l'est et sur une longueur d'environ 40 mètres du nord au sud. Ce sont en tout près de 300 écuellés circulaires de 3 à 15 centimètres de diamètre ; beaucoup d'entre elles sont reliées par des rainures et des rigoles de la même longueur et profondeur que les écuellés. Cependant il faut ajouter que la profondeur des rigoles tout aussi bien que celle des écuellés est variable.

La composition de cette roche consiste en un micaschiste granuleux, très siliceux et très dur, comme le sont du reste toutes les roches siliceuses. Il est probable que les chalets couvrent encore une bonne partie d'autres sculptures et que par la destruction de bien des parties de la roche on en ait également soustrait à l'observation.

A l'exception de la partie près du chemin, toutes les autres étaient cachées sous une croûte de poussière, de terre et de lichens durcis ensemble et bien des fois séculaires. A l'aide de l'écu, de brosses et même de râcloirs en fer, je suis parvenu, avec le bienveillant concours des habitants de Salvan, à faire ressortir ces sculptures anciennes au plus grand étonnement des assistants qui ne s'en étaient jamais aperçus, car aucune tradition n'avait été laissée au sujet de ces sculptures.

Celles de la première terrasse forment trois groupes. Le premier, près du chemin très fréquenté menant à la Pierre-Bergère, au sud-ouest du Rocher du Planet, contient à peu près au milieu une cassure transversale et consiste en un grand nombre d'écuelles, une cannelure verticale d'un mètre de long, partant en haut d'une écuelle un peu enfoncée dans un creux, et ensuite à droite, huit cercles, tout ce qu'il y a de plus surprenants. Le premier à droite sans écuelle au milieu montre une rainure comme appendice et le quatrième est lié par une rigole à une écuelle plus haute. Ce groupe de sculptures, entre coupé, comme je l'ai dit tout à l'heure, par une rupture transversale de la roche, continue et forme avec la série qu'on voit à gauche de la rupture une bande d'environ 12 mètres de long, de différents signes qui font dans leur ensemble singulièrement l'impression d'une véritable inscription, composée de caractères dont le sens s'est perdu dans le cours des temps, mais qu'on espère toujours pouvoir lire plus tard.

Un peu plus à gauche, on remarque des cercles de la même grandeur que ceux à droite, contenant chacun au milieu une écuëlle. Une rigole qui relie trois écuëlles se trouve entre les deux. En outre on remarque ici une figure triangulaire, d'où partent en bas deux rainures, dont l'une se termine par une écuëlle.

Ce groupe de sculptures se partage très visiblement en deux grandes lignes, dont la plus basse se trouve un peu effacée. Cependant on voit encore distinctement ici une douzaine de rigoles plus ou moins verticales reliant chacune deux ou trois écuëlles.

La grande ligne de sculptures d'en haut se montre très nette et très bien conservée. L'impression qu'elle produit ne peut manquer d'exciter la plus grande curiosité. Cette ligne remarquable et jusqu'à présent unique dans son genre, contient, outre 98 écuëlles isolées, dix cercles, dont sept avec une écuëlle au milieu et trois sans sculptures au centre. Ensuite on y voit une rainure reliant quatre, deux reliant trois et dix reliant deux écuëlles. En outre plusieurs rigoles partent soit en haut, soit en bas par une écuëlle. Le groupement de toutes ces sculptures, tant cercles que rigoles et écuëlles, semble parfaitement calculé et avoir été exécuté avec la plus grande attention.

Les rigoles coupent en sens plus ou moins vertical les stries glaciaires, elles sont bien arrondies au fond, plus profondes cependant que les cercles: il faut dire que cette sorte de sculpture n'a été jusqu'à présent constatée que très rarement. A ce sujet nous citons un passage d'un travail de M. F. Keller (1) sur une pierre présentant un cercle sur une

(1) Dr F. KELLER. *Steindenkmal im Steigs, Weisstannenthal* (Canton St-Gallen). *Indicateur d'antiquités suisses*, Zurich, 1874, n° 3, page 553.

roche même, comme à Salvan, et non pas sur un bloc erratique. Le docteur F. Keller en dit : « C'est un des monuments les plus intéressants qui aient été trouvés dans notre pays, parce qu'il contient parmi ses sculptures de triples cercles, qui jusqu'à présent n'ont pu être constatés. Par ce signe nos pierres à écuellen se rapprochent d'une manière surprenante des monuments semblables qui se trouvent en Ecosse, dans le nord de l'Angleterre et en Irlande. »

« Les monuments préhistoriques de la Bretagne semblent d'un caractère moins primitif et ne contiennent pas, comme ceux de l'Allemagne du Nord et de la Suède, l'ornement du cercle. »

« Presque toujours on voit les écuellen sur des blocs erratiques, sur la roche même elles se trouvent très rarement. »

J'appelle deuxième groupe celui, assez éloigné du premier, qui se trouve un peu plus au N-E de la première terrasse, et consistant en quatorze rigoles plus ou moins verticales, de 75 centimètres de long et deux centimètres de large, partant du haut du rocher, en commençant chacune par une grande et belle écuellen (dont sept très bien conservées), et se terminant dans un enfoncement naturel de la roche, mais encore plusieurs également par une écuellen.

Entre ces rigoles parallèles, carrément rayées dans la roche, comme pour conduire un liquide, et les autres qui relient des écuellen un peu dans toutes les directions, bien polies et arrondies au fond, chacun remarque immédiatement une différence, ce qui fait naturellement supposer une autre signification.

Toute cette partie, à seize mètres de distance du commencement, mesure, en comptant seulement depuis les deux sculptures les plus éloignées 2^m55 de largeur et 1^m15

de hauteur. Les écuellen d'en haut ont jusqu'à sept centimètres de largeur et quatre à cinq centimètres de profondeur.

A vingt-cinq mètres du premier groupe, en suivant le petit chemin qui longe la roche, commence une nouvelle série de sculptures se déroulant sur une largeur de 7^m50 et contenant de très curieuses figures, complètement inconnues jusqu'à ce jour.

Au côté droit cette série a un peu souffert, quelques rigoles et écuellen sont passablement effacées par un passage d'un chalet à l'autre.

La seconde terrasse du Rocher du Planet contient plusieurs groupes de sculptures et de nombreuses écuellen et rainures disséminées partout. Toutes ces traces étaient couvertes de terre et de végétation et ne sont devenues visibles qu'après un nettoyage et un râclage très énergiques.

Déjà devant le chalet posé au commencement de cette terrasse nous voyons un groupe d'écuelles, ce qui fait supposer qu'il y en a un certain nombre de couverts par cette bâtisse. Tout de suite après et sur une assez grande étendue on rencontre de ces sculptures un peu partout. A 18 mètres de la partie la plus basse du rocher on aperçoit sur le sommet deux écuellen remarquables pour leur régularité, leur profondeur et leur conservation.

A 22 mètres devant un chalet se trouve un groupe de deux fois cinq rainures parallèles de 42 cm. de long avec écuellen en haut. Au-dessous on remarque quatre écuellen de la plus grande dimension, connues à Salvan, d'environ 20 cm. de large, dont trois reliées par un large couloir et la quatrième isolée à gauche. Le tout est malheureusement un peu plus effacé par le passage depuis le chalet jusqu'au

chemin pavé qui mène à la Pierre-Bergère, qu'on aperçoit au-dessus.

La partie de 24 à 32 mètres a été bien endommagée quand on a fait sauter la roche. Mais à 1^m70 au-dessus du chemin qui longe les quelques chalets est situé le groupe de sculptures le plus important de tout l'endroit et dont un dessin seul pourra donner une idée juste. Disons que ce groupe se compose de vingt et une figures, comme on n'en connaît encore nulle part. Ce sont des carrés, des triangles, des écuelles, des rainures, etc., combinés visiblement avec la plus grande attention. Certaines figures me semblent même représenter des hommes. Sept creux triangulaires de différentes dimensions continuent par une rainure jusqu'à une petite terrasse horizontale et finissent ici par une écuelle souvent un peu ovale. A gauche on remarque un grand carré, et à peu près au milieu la sculpture que je soupçonne être une figure humaine. Au-dessous de cette partie curieuse que j'ai fait encadrer en rouge en couleur à l'huile, ainsi que deux autres au chemin pavé, on compte encore vingt écuelles et un double triangle.

Encore un peu plus loin (à 38 mètres du commencement de la roche), à 5 mètres de hauteur se trouvent deux cercles creux, comme ceux décrits plus haut et se trouvant à l'entrée du village. Ces deux cercles sur le Rocher du Planet ont 62 et 65 cm. de diamètre et montrent une grande régularité et une bonne conservation.

Ces cercles ont l'aspect aussi ancien que les autres sculptures, mais je ferai cependant remarquer que quelques centaines d'années de plus ou de moins ne peuvent pas produire une grande différence, s'il s'agit comme ici de sculptures toutes préhistoriques, aussi bien les unes que les autres.

Nous arrivons à la troisième terrasse, à droite au bord du chemin pavé menant à la Pierre-Bergère. La maison d'école occupe le bout de la terrasse. Pour la poser là on a fait sauter un morceau de roche contenant de belles sculptures, comme je l'ai déjà relaté.

Tout de suite après la maison d'école on voit sur la paroi presque verticale de la roche un tableau de seize figures sculptées, de 4 mètres de large et 1^m20 de haut, et n'ayant pas son pareil jusqu'à présent. A quatre endroits on voit en haut trois écuelles liées par des rainures, dont celle du milieu continue presque jusqu'en bas de la roche, où elle finit généralement encore par une écuelle, de sorte que la figure prend un peu la forme d'une croix.

En montant le chemin pavé vers la Pierre-Bergère, on trouve un espace vide de 3^m50, puis commence un nouveau tableau de onze sculptures, absolument exceptionnelles également. Ces dernières remplissent une place de 2 mètres de large et 0^m65 de haut. Entre autres on remarque ici deux creux triangulaires reliés par une rainure, une espèce de croix dont les quatre bouts forment de nouveau une croix de trois écuelles. Ensuite la figure la plus extraordinaire est une écuelle et une sculpture triangulaire, dont le milieu est encore occupé par une écuelle, les deux reliées par une rainure. Cette dernière se trouve de nouveau obliquement traversée par une figure de la forme d'un N. Au-dessus et au-dessous on voit encore deux écuelles. Remarquables sont aussi les quatre sculptures triangulaires finissant toutes par une rainure verticale et occupant à peu près le milieu de ce groupe de signes préhistoriques tout aussi extraordinaire que le précédent.

A plusieurs endroits sur le Rocher du Planet on aperçoit encore des signes formant probablement des groupes, mais

ces sculptures ont bien souffert, exposées sur les parties basses et servant souvent de passage aux personnes et au bétail.

Les sept groupes principaux que nous venons d'esquisser très brièvement, sont tous situés sur les pentes plus ou moins verticales de la roche, et sont par ce fait moins exposés à la destruction, tant mécanique que par l'action de l'eau et de la neige.

Les stries glaciaires très nombreuses sont dans la direction horizontale, les sculptures les coupent presque toujours à angle droit. L'apparence de ces dernières est partout la même. L'intérieur des écuellen, rainures et autres figures, a repris la teinte de la roche même; il a fallu, pour arriver à ce phénomène, un temps sans doute très long.

Il n'y a que les écuellen et certaines rainures qui ont été polies après la sculpture; tout le reste, surtout les figures triangulaires et carrées, les sculptures en forme de croix ou peut-être de roue et de rouelle, assez fréquentes, n'ont jamais reçu de poli.

Il ne sera possible de se rendre un compte exact de tout cela que lorsque nous aurons exécuté un plan général de tout l'emplacement des sculptures, en n'en négligeant aucune.

Sans vouloir déjà aujourd'hui tirer des conclusions de cette découverte, je ferai remarquer que Salvan se trouve sur l'ancienne route de la vallée de l'Arve à celle du Rhône, par Chamonix, Finhaut à Martigny et le reste du Valais (1).

A ce sujet, je me permets de reproduire ici le passage suivant d'une lettre de M. l'abbé Ducis qu'il m'a adressée

(1) Comparer : l'abbé C.-A. Ducis, *Les camps celtiques du Châtelard*. Annecy, 1880.

après la lecture de l'article dans le *Journal de Genève* du 5 juillet 1889. Le savant archiviste du département de la Haute-Savoie s'exprime ainsi :

« Si j'avais connu vos découvertes à Salvan, je m'en serais appuyé pour constater l'importance de ce passage, et les rapports possibles entre la cité d'Octodure et celle de Tarentoin, reliées en une même province des Alpes Graies et Poenines. »

Pour terminer cette première description des sculptures préhistoriques de Salvan, j'ajouterai que je ne partage pas l'opinion déjà citée que le nom de Salvan signifiait forêt ou endroit couvert de forêts. Je crois qu'on sera généralement d'accord avec moi que les parties rocheuses qui descendent presque partout jusqu'au village n'ont jamais pu être plus plantées d'arbres qu'elles ne le sont actuellement, et qu'en tout cas il ne faut pas aller loin pour trouver des endroits bien plus boisés que Salvan.

Cet endroit ayant toujours été un des passages les plus importants des peuplades venant de la vallée de l'Arve pour aller peupler le Valais ou pour passer les Alpes, ces hordes, après des fatigues inouïes, ont trouvé ici, avant la dernière et pénible étape de la descente, un bel emplacement très sûr, très abrité, difficile à envahir par un ennemi sans qu'on puisse s'en apercevoir et facile à défendre, mais surtout un endroit de bon air, avec d'excellentes sources d'eau, de grands et gras pâturages pour le bétail qui suivait naturellement l'émigration dont il formait la fortune, en un mot un endroit qui a dû être considéré comme un vrai salut. C'est ici qu'on s'est reposé des grandes marches pour reprendre des forces, afin de pouvoir continuer le chemin. Le nom Salvan pourrait donc fort bien présenter quelque parenté avec *salvus*, *salve* (se bien porter, être en bonne santé,

être encore en vie, être sauvé d'un danger). Prenant toutes ces considérations, on arrive alors facilement à reconnaître quelle importance peuvent avoir les sculptures que nous venons de décrire.

Involontairement on pense à l'emplacement du culte, des sacrifices aux dieux pour les remercier du sauvetage et pour le maintien du bonheur. Ensuite il se peut que certaines sculptures ou marques aient pour but de perpétuer le souvenir d'un grand événement.

Déjà à cette époque, Salvan était certainement un endroit habité, comme du reste de nombreux tombeaux nous en donnent la preuve. D'un autre côté le fait que Salvan a été depuis les temps les plus reculés un lieu de passage et de « halte, » a probablement favorisé différentes industries. La supposition d'un endroit de culte étendu, peut-être avec de nombreux druides, est parfaitement admissible. L'étendue extraordinaire de la place des sculptures préhistoriques, ainsi que leur caractère exceptionnel, permettent libre cours à l'imagination, du moins jusqu'à ce que nous soyons un peu plus exactement renseignés sur le sens des signes sculptés dans la roche.

Pour les personnes qui s'intéressent à tous ces monuments et traces préhistoriques, je recommanderai M. Revaz, l'aimable propriétaire de la *Pension de l'Union*, à Salvan, qui a été présent à toutes mes recherches dans les environs, et qui, par conséquent, dispose des indications les plus exactes.

MARÉCOTTE

Marécotte est un petit village, à 20 minutes au-dessus de Salvan en allant à la Creuze. Une partie du village s'appelle

Sur les Places. Ici on aperçoit, à gauche en montant, à peu près sur une longueur de 90 mètres, la roche à nu. C'est une crête qu'on appelle le *Rocher des Places*. A partir de la maison d'école qui se trouve bâtie dessus, on y aperçoit entre de nombreuses érosions de toutes les formes, souvent très profondes, des sculptures anciennes et modernes en grande quantité. Cette roche, s'approchant déjà des ardoises par sa composition, est beaucoup plus molle que le schiste de Salvan et se prête par conséquent plus facilement aux sculptures ; c'est là une raison pour les classer avec la plus grande précaution. A côté de nombreuses écuelles circulaires, souvent avec rainures, le tout très caractéristique, on remarque de nombreux trous, stries, croix, qui ne datent que des temps modernes.

Il faut cependant que j'ajoute tout de suite que ces sculptures récentes montrent toutes une autre forme d'exécution qui trahit immédiatement l'instrument métallique et tranchant.

Les écuelles antiques qui se trouvent sur le Rocher des Places sont circulaires, de 7 à 8 cm. de large et bien conservées. Au bord S-O, en haut, où on a fait sauter la roche pour le passage allant à la fontaine, se trouve une écuelle de 12 cm. de large, une autre à un mètre de distance de 9 cm. et deux à côté de 16 et 12 cm. de diamètre. Il y a du côté ouest du rocher encore une série d'écuelles beaucoup plus grandes, mais qui ont été agrandies par les habitants modernes.

Citons ensuite une pierre au bas du village, où, sur un bloc oblong, j'ai déjà constaté deux belles écuelles, sans contestation anciennes.

Après le Rocher des Places, le chemin fait un petit détour et on voit à droite en montant une roche de 4^m,50 dans

la direction NE-SO. Sur la pente de 1^m,50 à 2 m. de large se trouvent 21 sculptures, tant écuclles seules qu'écuclles combinées avec des rainures et des creux ovales. Evidemment une grande partie, surtout les écuclles rondes et régulières, sont antiques ; quelques élargissements démesurés peuvent provenir des enfants qui s'amuseut sur cette roche basse au milieu du village. Les écuclles mesurent ici 9, 10, 13 et 16 cm. de large et jusqu'à 7 cm. de profondeur. La longueur des rainures reliant les écuclles varie entre 17 et 60 cm.; en largeur elles ont de 6 à 15 cm.

Toutes ces rainures coupent en travers les stries glaciaires. Cette roche est plus dure que le Rocher des Places et se rapproche par sa composition du Rocher du Planet à Salvan.

Ce monument préhistorique à proximité de ceux de Salvan ajoute encore beaucoup à l'intérêt de la contrée.

En m'informant, après ma découverte des sculptures à Salvan, de pareilles curiosités dans les environs, c'est M. Décaillet, propriétaire de l'*Hôtel des Gorges de Triège*, qui m'a le premier rendu attentif à la pierre du village de Marécotte.

LA BATIAZ

Plusieurs tombeaux tout à fait semblables à ceux de Bagne, Salvan, Bramois et en général à tous ceux entourés grossièrement de dalles en pierres ont été déterrés en 1889 par l'établissement de vignes, derrière le vieux château de *La Bâtiaz* près de Martigny. On a remarqué que c'était toujours une seule, grande dalle qui couvrait chaque tombeau, du reste, soigneusement construit en dalles. Les ossements tombaient en poussière au contact de l'air. Aucun objet artistique n'a été remarqué.

BAGNE

Un quart d'heure au S-E du village de Verbier, à une distance d'une heure et quart au-dessus de Bagne, au milieu des *Mayens* et au sein d'une nature alpestre grandiose, se trouve un ancien cimetière avec des tombeaux en dalles de pierre. Les *Mayens* de Bagne, sorte d'immense combe, entièrement couverte de pâturages et parsemée de petits chalets d'été sont entourés des sommets majestueux du Mont-Gelé, Grand Mont-Fort, Col d'Etablon, la Pierre-à-Voir, cette sorte de tour naturelle qu'on dirait faite de main d'homme ; de l'autre côté de la vallée de la Dranse on voit le Catogne, le Bec-du-Midi, le Mont-Brûlé, le Mont-Rogneux, la Ruinette, le Grand et le Petit-Combin et bien d'autres.

Ce premier emplacement de tombeaux à 1500 mètres d'altitude s'appelle *Mondzeur*. On en trouve ici sur un espace de 100 mètres de long et 50 mètres de large. Dans le village de Verbier, on m'a déjà montré des dalles qui proviennent de ces tombeaux, j'en ai mesuré une de 2 mètres de long sur $\frac{1}{2}$ mètre de large et les terrassiers engagés pour mes fouilles en ont extrait de pareilles et d'autres de toutes les grandeurs. Elles sont généralement assez minces et consistent en un quartzite ou un schiste quartzeux, très durable.

A en juger par le sable très fin qui remplit et entoure les tombeaux, il faut croire que le fond de toute la combe, formant aujourd'hui les *Mayens* de Bagne, a été couvert à un moment donné par un lac qui a tranquillement déposé cette couche épaisse de sable.

J'ai ouvert plusieurs tombeaux qui, à cet endroit, se tou-

chent les uns les autres. Ils sont entourés et couverts de dalles, sans ciment ni autres soins. Les uns affleurent la surface, ou se trouvent à quelques centimètres sous le sol; la plus grande profondeur est d'un demi-mètre. Les tombeaux ont la grandeur du corps, la tête se trouve à l'ouest, les pieds à l'est, comme presque toujours dans ce genre de tombeaux. Les corps doivent reposer ici depuis une époque très reculée, les ossements tombent, pour ainsi dire, en poussière quand on les sort de terre. Malheureusement je n'ai pu trouver aucun objet révélant une industrie quelconque.

On a cependant trouvé dans de semblables tombeaux, à un quart d'heure d'ici, au nord de la combe, à un endroit qu'on appelle *La Vellaz* et d'où on domine déjà la contrée, plusieurs objets, par exemple de la poterie noirâtre et des armes, que M. le curé de ce temps (il y a environ quinze ans) a emportés.

J'ai visité cet endroit, qu'on pourrait appeler un champ de rocailles. La roche sort de terre sur plusieurs points. Auprès du plus grand massif on a déterré une douzaine de tombeaux entourés de dalles. C'est ici qu'on a relevé les objets cités plus haut. En fouillant je n'ai pu déterrer que quelques ossements bien détériorés.

Ce champ de morts situé au milieu des blocs et des rocailles, donne à la place un aspect bien extraordinaire, vu son ancienne destination de cimetière, surtout quand on réfléchit qu'on se trouve ici à plus de 1500 mètres d'altitude. Il me semble constituer un centre archéologique bien intéressant.

Plus haut encore, à l'endroit appelé *Les Creux*, là où il s'est produit un effondrement, j'ai aussi constaté la présence de tombeaux semblables.

Partout dans les Mayens de Bagne on voit des blocs erratiques de toutes les formes ; on serait tenté de les considérer tantôt comme des tables de sacrifices, tantôt comme des menhirs. J'ai observé un de ces blocs en partant de notre cimetière préhistorique de Mondzeur, dans la direction des Mayens ; il présente des rainures et des creux bien étranges.

Les habitants de Verbier et de Bagne prétendent qu'il y a eu anciennement par ici une grande localité habitée et que le nom Vellaz veut dire ville. Il y a Vellaz-d'en-haut et Vellaz-d'en-bas. Aujourd'hui on n'y voit plus que de très petits chalets en bois que les bergers habitent pendant les quelques mois d'été qu'ils gardent le bétail dans les Mayens. Il n'y en a qu'un de muré ; on raconte qu'il est extrêmement ancien et que c'était l'église de cet ancien peuple qui a habité la Vellaz dans les temps inconnus.

Un peu plus haut que les vestiges que je viens de décrire, se trouve un ancien effondrement, avec un creux profond, obscur et entouré de tuf, qu'on appelle la *Grotte aux fées*. Mes compagnons me racontèrent qu'un homme de Verbier était une fois descendu dans la Grotte, non sans rencontrer beaucoup de difficultés, et qu'au fond il avait vu une sorte d'étagère, servant probablement à l'étalage des trésors des fées.

Droit au-dessus de la Grotte aux fées se trouve aujourd'hui un nouvel effondrement profond ; l'eau des environs y coule par un petit ruisseau et se perd complètement sous terre.

En bas dans la vallée, à Bagne même, dans la partie de l'endroit qu'on appelle la *Vilette*, une pierre à écuelle a été découverte il y a quelques années (Voir l'*Indicateur d'antiquités suisses*, 1880, p. 1). Je n'ai pas connaissance d'autres trouvailles, mais en général un monument de ce genre laisse supposer des habitations étendues.

Je saisis cette occasion pour remercier M. Louis Nicolier, propriétaire de l'*Hôtel du Glacier de Giétroz*, à Bagne, de son aimable concours pendant mes recherches dans cette contrée.

LIDDES. MONT-BAVON

Au sujet de prétendus dolmens sur le Mont-Bavon où l'on monte depuis le village de Liddes, situé sur la route du Grand-Saint-Bernard, j'ai donné des descriptions ailleurs qui me dispensent d'y revenir (1).

GRAND SAINT-BERNARD

Ce point élevé d'un passage alpestre des plus antiques a donné lieu à de très nombreuses publications. Nous y avons rencontré le mauvais temps qui nous a empêché de faire des recherches dans les environs. Les antiquités romaines y abondent, mais j'aurais voulu surtout voir un assemblage de blocs décrit comme dolmen par M. Ed. Bérard (2). Le musée de l'Hospice conserve un grand nombre de monnaies

(1) *Les prétendus dolmens au Mont-Bavon en Valais* (*Journal de Genève*, 1888, les 18 et 19 septembre. — Reproduit par la *Gazette de Lausanne*, 1888, 20 septembre, et le *Confédéré*, de Sion, 1888, le 22 septembre.

Die vorgeblichen Dolmen auf dem Mont Bavon (*Monatsrevue Antiqua, Spezialzeitschrift für Præhistorie*. Zurich, 1888. — Aussi en tirage à part, brochure de 8 pages et 1 planche.

Notice sur les dolmens (communication faite à l'Institut national genevois, section des sciences naturelles, à la séance du 13 novembre 1888, ce Bulletin, t. XXIX. En tirage à part, sur papier spécial, brochure de 9 pages et 3 planches.

(2) Ed. BÉRARD, *Appendice aux antiquités romaines dans la vallée d'Aoste*, Turin, 1888.

celtiques ou gauloises, trouvées dans le voisinage de ce vénérable établissement. Ce fait seul nous donne une idée de la fréquentation de ce passage des Alpes dans les temps préhistoriques. Arrivés sur ce point, après des peines et des fatigues indescriptibles, les peuples primitifs, dans la prévision d'une descente heureuse dans ce pays du midi, qui a exercé tant d'attraction sur tous les peuples de toutes les époques, éprouvèrent un sentiment de reconnaissance envers leurs dieux. Il est donc possible qu'un jour on y trouve des traces de monuments primitifs.

SION. VALÈRE

La pierre druidique du Valère, située en descendant de l'église (si remarquable par son antiquité) vers le monument Venetz, et bien connue des archéologues, n'est pas un bloc, mais une partie de la roche adjacente qui compose le Mont Valère; c'est une masse très siliceuse et extrêmement dure. La partie contenant les cavités artificielles très anciennes, forme la crête de la colline. Les plus grands trous, plus ou moins irréguliers et profonds, servent pour monter sur cette proéminence et montrent un poli qui prouve un usage bien prolongé, et qui peut fort bien remonter aux temps préhistoriques. Il est probable que des excavations naturelles ont été creusées davantage et arrondies pour arriver au résultat que nous voyons. Le dessus ne contient que de petites excavations irrégulières, naturelles à mon avis, mais il se peut quand même que la légende qui en fait un monument à sacrifices des païens ait parfaitement raison.

L'emplacement sur ces rochers pittoresques, pas trop au-dessus du sol de la vallée, me semble des plus propices pour le culte des peuplades sauvages.

La preuve la plus irréfutable que nous sommes en présence d'un monument de ce genre, se trouve au pied de la proéminence dans une découpure du côté sud, où on aperçoit sur une pente douce et plate cinq écuelles de différentes grandeurs et profondeurs, mais de la plus grande et de la plus exacte régularité. Leur forme circulaire et le poli intérieur leur donnent un cachet si caractéristique, qu'il est impossible de s'y méprendre.

SION. TOURBILLON

Souvent, quand le chercheur s'y attend le moins, il est sur le point de faire une découverte. Voilà ce qui m'est arrivé au château de Tourbillon, que j'ai visité autrefois et à plusieurs reprises. Cette fois j'ai remarqué quelques fragments de poterie préhistorique très grossière. En me renseignant auprès du concierge au sujet de la provenance de cette poterie, il me communiqua de suite que c'était lui qui l'avait relevée avec des ossements humains, en défonçant un terrain dans le but de planter une vigne tout près du château, du côté N-E.

Si donc sur Valère nous constatons des monuments druidiques, nous sommes ici sur Tourbillon en présence des tombeaux d'une peuplade préhistorique d'une époque qui remonte à un état extrêmement primitif de développement. En effet, à en juger par la poterie dont j'ai ramassé des débris d'une vingtaine de pièces de différentes formes et grandeurs, quelques-uns de très grandes dimensions, on se voit en présence d'objets qui doivent remonter à la période précédant le bronze. C'est la poterie épaisse, très crue, sans poli, même à surface très inégale, entremêlée de petits cailloux de quartz blanc, telle que j'en possède par exemple

des grottes du Salève et des premières stations lacustres. D'autres pièces montrent déjà un degré plus avancé de perfection, elles sont plus ou moins polies, et on y remarque en guise d'ornements des lignées d'impressions produites par le moyen de ficelles et des ongles. Quelques bords de vases sont rehaussés et crénelés.

Du côté E ou N-E du château de Tourbillon, cette forteresse du moyen-âge des évêques de Sion, une étroite prolongation de la montagne à dos plat permet une charmante promenade dans l'air très pur sur un emplacement entouré de précipices. C'était en effet l'endroit de récréation des évêques, du temps que ces grands seigneurs habitaient encore Tourbillon. En sortant de ce côté par la petite porte, on aperçoit à gauche une petite vigne d'environ 15 mètres de long et 4 mètres de large. En la plantant on a observé d'abord une couche de décombres : charbon, cendres, etc. de 10 à 15 cm. d'épaisseur, et ensuite la terre ferme, d'abord très dure. A un peu plus d'un mètre de profondeur se trouvaient les ossements humains, c'est-à-dire les tombeaux en pleine terre, sans pierres ou autre encadrement. Tout le terrain remué en contenait et on a déterré des crânes très bien conservés ; seulement l'ouvrier a tout remis, le plus profondément possible, dans la terre. Par contre la poterie trouvée autour des squelettes a été sortie sans aucune précaution et cassée sans y prendre garde, ce qui est très fâcheux, car bien des vases avaient été trouvés assez complets.

D'autres objets que la poterie n'ont pas été recueillis, mais, comme la découverte a été faite par hasard, il se peut bien que des objets aient échappé à l'observation.

Du reste la poterie que nous avons sous les yeux suffit amplement pour caractériser l'époque de ces tombeaux, très intéressants surtout à cet emplacement.

A Sion même et dans les environs on a fait souvent la découverte d'objets préhistoriques surtout en bronze. Ce sont particulièrement des haches et des lances.

LE CHAMP-DES-MORTS A BRAMOIS

Tout le Valais, surtout dans le bas des vallées, les bords des rivières et les plaines, est d'une grande richesse en vestiges d'habitations du moyen-âge, ce qui a donné aux villes et bourgades de ce pays un cachet particulièrement pittoresque, et la terre contient encore beaucoup de ruines des temps romains et même antérieurs. — Cela dit en passant, nous nous transportons tout droit au village de Branois, à une lieue de la ville de Sion, dans une plaine fertile, non loin de la montagne de Nax, sur la rive droite de la Borgne. Là, au printemps de 1887, à l'endroit appelé *Jalleau*, M. le Conseiller national Jos. Favre a fait défoncer un champ pour le transformer en vigne, et, à cette occasion, les ouvriers ont mis à jour un grand nombre de tombeaux, formés de dalles et d'autres pierres, contenant des crânes et des ossements assez bien conservés.

Rendu attentif à ce fait par mon ami M. le docteur P. Sierro, je m'adressai alors à M. Favre, propriétaire du champ, qui, sur ma demande, mit les crânes conservés à mon entière disposition.

L'automne suivant, je me transportai sur les lieux et j'assistai à des fouilles intéressantes, attendu qu'à l'Ouest de la vigne de M. Favre et la touchant, on défonçait un autre terrain où les tombeaux étaient en tout aussi grand nombre.

Les champs appelés *Jalleau*, où sur une surface d'au moins 1000 mètres carrés, beaucoup de tombeaux ont été

découverts, sont situés au levant du village de Bramois, sur la pente déjà adoucie de la montagne de Nax et à une altitude de 30 mètres au-dessus du niveau du Rhône, au bord de la route qui longe la rive gauche de ce fleuve et va de Sion à Grâne.

Les squelettes humains contenus dans ces tombeaux se trouvaient à une profondeur de 1 m. $\frac{1}{2}$ dans le sol. L'inclinaison du terrain, légère du reste, allant du Sud-Est au Nord-Ouest, les tombeaux ont suivi cette direction, pour la plupart du moins, seulement les corps ont la tête en bas et les pieds en haut, de sorte que leur visage est tourné vers le couchant, ce qui est surprenant et exceptionnel, car, dans les tombeaux anciens, je ne l'ai jamais vu jusqu'à présent.

Les tombeaux, sans suivre des lignes régulières, étaient disséminés dans tout le terrain, entourés et recouverts de dalles en schiste talqueux ; quelques-uns avaient aussi des dalles dans le fond. Comme cette pierre se décompose assez facilement, les ossements subirent l'influence de la terre, de sorte qu'une grande partie a dû être détruite. Cependant il est resté une douzaine de crânes plus ou moins complets que nous conservons au musée de Genève.

En fait d'autres objets, qui pourraient nous indiquer d'une façon sûre l'époque de l'inhumation de ces restes humains, il n'a été trouvé jusqu'à présent qu'une monnaie romaine de l'empereur Claude. Une seule pièce romaine ne peut, bien entendu, constituer une preuve irrécusable de l'époque; encore n'est il pas prouvé qu'elle provienne de la même profondeur que les tombeaux, ces derniers pouvant fort bien remonter à une époque antérieure à celle des Romains et se rapporter à la population autochtone.

Un autre fait qui montre la très haute antiquité de ces tombeaux, c'est que les crânes devenus d'une couleur pres-

que blanche, sont pour ainsi dire pétrifiés, car en y donnant un coup sec avec le doigt, ils rendent un son semblable à celui de la poterie cuite. Ces crânes, assez fragiles dans la terre, se durcissent rapidement à l'air et deviennent alors passablement résistants; à la langue ils adhèrent de suite, ce qui prouve que réellement leur pétrification est assez avancée et que les corps organiques se sont décomposés.

Une autre preuve qu'il y a un très long temps que ces corps ont été enterrés, c'est qu'au-dessus des tombes, la terre, d'une couleur gris-clair, s'est durcie et forme une espèce de molasse, de sorte que les ouvriers en détachent de gros blocs.

Les dalles qui ont servi pour ces tombeaux sont de différentes grandeurs et épaisseurs, de couleur verdâtre-clair; fréquemment elles consistent en schistes talqueux, comme on les trouve au Valais.

Un anthropologiste a distingué, par un examen très approfondi de ces crânes, cinq hommes et cinq femmes et la capsule crânienne d'un enfant; le sexe des deux autres crânes trop peu complets n'a pu encore être déterminé. Quant aux types de crânes auxquels cette population a appartenu, il s'y trouve six dolichocéphales, quatre subdolichocéphales et deux subbrachycéphales.

Cette grande prédominance de dolichocéphalie parle aussi en faveur de la grande antiquité de cette trouvaille, car plus on approche de notre temps, plus la dolichocéphalie disparaît, et plus la brachycéphalie s'étend, à partir du onzième siècle de notre ère, du moins dans l'Allemagne du sud et en Suisse.

SAINT-LÉONARD

Non loin de Sion, dans la direction de Loèche, se trouve le village de St-Léonard qui, il y a quelques années fit agrandir son église. A cette occasion on trouva dans les nouvelles fondations, des antiquités qui remontent à l'époque préhistorique. De ces fouilles, j'ai pu obtenir un cercle en bronze, tout couvert d'oxyde, et qui mesure 5 cm. de diamètre.

Comme je n'ai pas eu sous les yeux les autres antiquités, je m'abstiens de la description, quoiqu'on m'ait mentionné encore plusieurs autres objets.

SIERRE

Par sa position géographique sur une petite hauteur au-dessus du Rhône, au passage des grandes routes internationales et alpestres, Simplon, Gemmi, et, à l'entrée du val d'Anniviers, remarquable par sa beauté et ses antiquités, Sierre compte parmi les points les plus intéressants du Valais. De nombreux vestiges du passé, même des époques les plus reculées, témoignent d'une habitation continuelle depuis les temps préhistoriques jusqu'à nos jours. C'est surtout dans le plus proche voisinage de Sierre que se trouvent tous ces vestiges. Citons, pour commencer, les villages de *Villa* et de *Muraz*, à cinq minutes de Sierre, et qui ont fourni au musée de Sion plusieurs objets en argent, entre autres un beau bracelet. Ces trouvailles proviennent de tombeaux préhistoriques découverts par hasard. Le même cas se présente pour le village de *Glarey*, également à quelques minutes de Sierre. Il n'est pas rare d'y trouver des

tombeaux de la même époque que ceux de Villa et de Muraz. Le musée de Sion possède un certain nombre d'objets provenant de cet endroit; ainsi des haches de bronze, trouvées dans des tombeaux ou isolément en pleine terre.

Le lieu le plus remarquable des environs de Sierre est sans contestation *la Géronde*, sorte de colline à parois abruptes vers le Rhône et bornée au N-E par trois petits lacs. Avant l'invention de la poudre à canon, cette colline remarquable par sa forme, sa situation, ses antiquités et son histoire constituait une place imprenable pour n'importe quel ennemi. Le Rhône, les trois lacs, les précipices la protègent de toute part, sauf du côté tourné vers Sierre, autrefois fortifié du reste de la façon la plus solide, ce qui pouvait se faire sans beaucoup de peine, le terrain s'y prêtant très facilement. Actuellement on y remarque quelques vieilles maisons complètement en ruine, ainsi qu'une église et un couvent abandonnés. Mais laissons de côté tout le moyen-âge et même l'époque romaine. Citons seulement en passant que les antiquités romaines de cet endroit sont très nombreuses. M. P. Pont de St-Luc, propriétaire de grands terrains à la Géronde, a trouvé, à différentes reprises, soit avec des ossements humains, soit parmi des décombres d'habitations romaines, de nombreuses monnaies et des objets d'art et d'outillage. J'ai vu une bague en or massif, très lourde, consistant en un cercle qui tient une plaque. De chaque côté de celle-ci on remarque deux petites boules. La plaque porte un portrait profondément gravé et une inscription qui échappe à ma mémoire dans ce moment. Ajoutons une boucle avec une tête de Méduse, une pincette et une grande chaîne, le tout en bronze, ainsi qu'une chaîne très fine en or.

Au sujet de tombeaux trouvés en défonçant profondément la terre pour planter une vigne, M. Pont, en confirmation de ce que M. Adolphe Ossent, de Bex, m'avait déjà écrit, m'a communiqué les renseignements que nous allons enregistrer ici.

Une cinquantaine de tombeaux situés en plusieurs lignes et faits les uns en maçonnerie sèche, les autres avec un mortier très dur, ont été mis au jour. Les uns étaient entourés et couverts de dalles et contenaient souvent quatre à cinq squelettes. Dans d'autres, le fond se trouvait cimenté ou couvert d'une dalle. Quant aux squelettes, ce que j'ai appris est bien extraordinaire. Il s'y trouvait des corps d'une grandeur exceptionnelle avec des boîtes crâniennes ayant jusqu'à 2 centimètres d'épaisseur. D'autres squelettes ont dû appartenir à de véritables nains de 90 à 100 centimètres de hauteur. Il ne s'agit nullement d'enfants, mais au contraire de gens adultes à dentier complet et parfaitement formés, ayant le crâne et les ossements aussi durs et aussi bien conservés que les autres. On a observé à certains crânes une espèce de crête de 2 centimètres de haut, comparable à la crête d'un casque romain. Cette excroissance commençait vers le cou et se prolongeait sur le haut de la tête pour s'amincir vers le front. Dans un cas, la crête avait commencé par une sorte de prolongement d'os ressemblant à un bouton. M. Pont, qui est un habile rhabilleur et connaisseur du squelette humain, en fut très frappé. Par malheur, rien de tout cela n'a été conservé et c'est très regrettable. On a observé aussi un tibia courbé et fracturé, mais guéri et resoudé parfaitement. Entre les tombeaux on a constaté des cendres, du charbon et toutes sortes de débris. On y a également trouvé une hache en pierre. Disons ici que le musée de Sion contient des objets remarquables des

temps préhistoriques et provenant de la Gêronde. Ce sont surtout des objets de parure, souvent fort bien travaillés. J'en ai remarqué en forme de rouelle avec des chaînettes auxquelles pendent de petits ornements; il y a aussi des disques percés à jour formant ainsi de curieuses figures. A côté de cela, on trouve encore des cercles, des bracelets, etc., en bronze.

Dans les falaises perpendiculaires à environ 20 à 30 mètres de hauteur au-dessus du Rhône, on aperçoit des lignées de trous plus ou moins rectangulaires, dont j'ai compté une vingtaine. A un endroit ils sont sur deux étages. Ce sont sûrement des galeries artificielles et tout le monde raconte des traditions et des légendes plus surprenantes les unes que les autres. Comme toujours, on croit qu'outre les trésors qu'on y a déjà puisés il s'en trouve encore de fabuleux. Les galeries souterraines seraient luxueusement meublées avec des objets sculptés en pierre. Le Rhône, dit-on aussi, a emporté avec toutes leurs richesses une grande partie de falaises contenant aussi de ces grottes artificielles. Aujourd'hui il ne serait possible d'y monter qu'avec la plus grande difficulté, mais il paraît que des personnes les ont déjà visitées dans le temps.

La meilleure place pour observer ces curieuses galeries se trouve sur le pont du Rhône, entre le village de Chippis et Sierre. De là on distingue parfaitement tous les détails extérieurs, les voûtes séparant les différentes pièces, les chambres superposées et même les communications entre les locaux. A un endroit j'ai observé que l'ouverture d'une de ces fenêtres, car on peut parfaitement les appeler ainsi, est encore aujourd'hui bien murée. En attendant la visite projetée dans ces mystérieuses galeries, il est naturellement impossible de donner des indications plus exactes à ce sujet.

J'ai été particulièrement surpris de ces habitations troglodytiques que je crois d'un grand intérêt.

De tout temps on a prétendu que ces galeries avaient été habitées par des nains, et depuis qu'à la Géronde, au-dessus, on a découvert des ossements appartenant à des personnes très petites, la population y voit une confirmation de la légende. En même temps on a découvert à la surface de la Géronde des escaliers taillés assez primitivement dans la roche et menant dans des espèces de tunnels ou souterrains, qu'on n'a pas suivis, mais qu'on croit en communication avec les galeries domant jour sur le Rhône, comme nous venons de le dire, et se trouvant en face de l'entrée du val d'Anniviers.

Il vaudrait sans doute la peine de vérifier et d'étudier ces faits parfaitement avérés et de chercher jusqu'à quel point il serait possible de les combiner avec les légendes qui ont cours dans le pays. Pour moi il n'y a aucun doute que nous nous trouvons en présence d'habitations de nos peuplades primitives.

A l'est de la Géronde, de l'autre côté des trois petits lacs, on remarque une vieille tour en ruine. On appelle tout l'emplacement autour *le vieux Sierre* et il paraît en effet que tout le sol est garni de débris de ruines. On met généralement la tour en rapport avec les Sarrasins qui, au dixième siècle, envahirent le pays.

Au-delà du Rhône, à l'entrée du val d'Anniviers et déjà passablement haut, à gauche du chemin, on voit, à ce qu'on m'a raconté, un crochet en fer, extrêmement fort et solidifié dans la roche. La population actuelle croit qu'à un temps très ancien, lorsque les eaux du Rhône, barré plus bas par la chute d'une montagne, arrivèrent jusqu'à cette hauteur, on y attachait les bateaux. C'est une tradition qui se retrouve

dans plusieurs pays où on a constaté de ces *anneaux du déluge*, qui ne sont autre chose que les derniers vestiges d'énormes chaînes installées autrefois dans le but de barrer les passages soit pour empêcher la marche d'un ennemi, soit pour prélever des douanes sur les marchandises (1).

SAINT-LUC

Le monument druidique de St-Luc dans le val d'Anniviers, à 1642 mètres d'altitude, était encore un des rares que je n'avais pu voir jusqu'à présent, parmi ceux du moins qui m'ont été signalés en Suisse et en Savoie. Il me semblait impardonnable de ne pas finir au plus vite avec une pareille situation. Aussi, arrivé de Genève par une journée assez chaude du mois d'août, et malgré l'étape un peu longue faite depuis Sierre, nous marchions quand même gaiement vers notre but, à travers ces paysages hautement pittoresques, comme les présente le val d'Anniviers, un de ceux qui ont conservé leur grande et belle originalité.

Le Dr Ferd. Keller, notre célèbre archéologue suisse, a publié en 1870 (2), dans son ouvrage, *Les pierres-à-écuelles*, une courte description de ce monument préhistorique, en ajoutant qu'il était, avec celui d'Ayer, surtout remarquable par l'altitude à laquelle il se trouve, dans une vallée bien isolée du monde et complètement en dehors du grand mouvement. Ce fait n'a aujourd'hui plus rien d'étonnant, puis que la présence de pareils monuments a été constatée

(1) Voir à ce sujet : *Sündfluth-Ringe. Anneaux du déluge. Indicateur d'antiquités suisses*. Zurich, 1890, p. 367.

(2) Dr. Ferd. KELLER : *Die Zeichen-oder Schalensteine der Schweiz. (Mittheil. der antiq. Gesellsch. in Zürich, Bd. XVII, Heft, 3, 1870.*

à Bagne, à St-Jean et surtout à Salvan et Gremenz, les deux endroits les plus remarquables dans ce genre.

A cinq minutes environ droit au-dessus du village de St-Luc (1), du côté N-E, en montant la Bella Tola, se trouve la *Pierre des Servageois* (pierre des sauvages; *Lo servagio, nain*), appelée ainsi par la population indigène dès les temps immémoriaux. C'est un immense bloc de schiste fortement siliceux et très dur, détaché de la montagne et brisé en trois grands et plusieurs petits morceaux. Celui du milieu, le plus considérable, mesure dans la direction du S-O au N-E, 14 mètres, largeur du S-E au N-O, 6^m50, hauteur de 4^m50 à 10 mètres. Le bloc s'incline dans la direction de la montagne, la base, à plusieurs endroits autour, est couverte de terre, ce qui empêche d'en donner les proportions exactes. Les deux parties séparées, moins grandes que la moyenne, se trouvent, celle du côté N-O à 2 mètres, celle au S-E à 1 mètre de distance, en formant deux couloirs profonds à parois assez droites. Ces deux couloirs donnent au groupe un cachet particulier; on ne peut s'empêcher, dans son imagination, d'y voir passer, soit les druides, soit les sacrifices, si toutefois il y a eu sacrifice, comme la légende le raconte. Par quelque couloir que l'on passe, on arrive toujours sur le bord le plus haut, au NE du bloc du milieu, où j'ai compté plus de 200 écuelles rondes et ovales de différentes grandeurs, de 4 à 10 cm. de large, et de 1 à 5 cm. de profondeur. Des rainures relient 2 ou 3 écuelles, souvent en formant un angle droit, mais aussi à angle obtus, à tous les degrés. J'ai

(1) Voir PAUL VIONNET : *Les monuments préhistoriques de la Suisse occidentale et de la Savoie*. Album de photographies avec texte. Lausanne, 1872. — L'auteur présente trois planches du bloc et de la contrée de St-Luc. Les écuelles et même quelques figures sculptées sont magistralement rendues.

constaté une trentaine de ces figures, de 10, 15, 18, 22, 25 et jusqu'à 30 cm. de long; quelquefois il y a liaison entre une très grande et deux petites écuelles; enfin on en voit les combinaisons les plus variées.

C'est du sommet de ce bloc qu'on jouit d'un coup d'œil féérique vers le haut de la vallée d'Anniviers. Les deux pentes de la vallée, couvertes de pâturages, plus haut de sapins et de mélèzes, forment l'encadrement d'un groupe de hautes cimes argentées par les neiges éternelles, comme il est certainement rare d'en voir. Ne nommons que les suivantes : Momming (Rothhorn), Besso, Pigne de l'Allée, Bouquetin, Gabelhorn, Mont-Durant, Dent-Blanche, et tout au fond, dépassant les autres majestueusement : le Mont-Cervin. L'impression que produit ce spectacle par un beau temps reste ineffaçable dans la mémoire et jamais une description ne rendra un compte exact de cette nature grandiose.

L'entourage de la Pierre des Servageois est d'abord un immense pâturage; au-dessus de la pierre on remarque par ci par là un mélèze de colossales dimensions; droit au-dessus également passe une petite rivière, descendant de la Bella Tola (ce qui veut dire : beau et vaste pâturage), traversant ensuite le village pour aller rejoindre au-dessous de Vissoye la Navisone, qui roule ses eaux écumantes dans le sillon profond de la vallée.

Pour revenir à notre étude des sculptures préhistoriques, disons que le bloc du milieu n'en contient que sur la partie la plus haute et sur l'espace de quelques mètres carrés; le reste dans sa pente rapide en est libre. Ici j'ai remarqué quelques trous de mine, preuve évidente de l'intention des Anniviards de faire sauter encore ce spécimen remarquable des monuments druidiques de la Suisse. Il est temps qu'on fasse observer l'importance de ces restes d'une époque

qui ne nous a laissé que ces sculptures comme tout document.

Le vandalisme et la spéculation ont complètement dégarni la plaine suisse de tous ces témoins vénérables; espérons que les gouvernements et les sociétés d'histoire et d'archéologie voudront user de toute leur influence pour nous conserver au moins ceux qui heureusement ont échappé, grâce à leur situation en des contrées moins accessibles.

Sur la partie détachée au S-E j'ai compté également, en haut seulement, une vingtaine d'écuelles des plus typiques, comme du reste toutes celles qui se trouvent sur ce monument. Cependant je n'y ai remarqué que deux écuelles reliées par une rainure. Comme du côté N-E le bloc est ensablé, il se peut que d'autres sculptures soient encore couvertes de terre. Le bloc du côté N-O, aussi large que celui du milieu, mais en partie sous terre, ne porte pas de sculptures.

Entre les nombreux morceaux détachés du côté S-O on a posé une croix en bois. Comme partout, ici aussi le christianisme a pris la succession du culte des païens. Ces derniers n'auraient du reste pu choisir un plus bel emplacement, la Pierre des Servageois avec ces deux conloirs profonds se prêtant bien à des cérémonies mystérieuses, comme celles des druides et des sacrificateurs.

Une nouvelle découverte d'un bloc à écuelles fut faite en 1887, lors de l'agrandissement de l'hôtel de la Bella Tola. Sur cet emplacement se trouvait un chalet et on ne s'est pas du tout douté qu'en creusant là les fondations, on arriverait sur un immense bloc erratique.

Ce bloc, dont la surface mesurait 3 mètres de large, a été couvert d'écuelles et de sculptures, comme la Pierre des Servageois, mais malheureusement on l'a fait sauter en mille morceaux. J'ai examiné ceux que j'ai trouvés encore

dans un mur, et j'ai constaté le fait par la présence de nombreuses écuelles parfaitement caractéristiques.

J'ai recommandé à M. Pierre Pont, l'aimable propriétaire de l'hôtel de la Bella Tola, la conservation de ces morceaux, seuls restes d'un beau monument préhistorique détruit. Du temps des habitations préhistoriques, auquel appartient ce monument, ce dernier a dû se trouver à la surface du sol. A travers les âges, les eaux ont amené de la terre, de sorte que la pierre en question est devenue complètement invisible.

Autour de ce bloc on a constaté trois tombeaux carrés, environ d'un mètre de côté, avec beaucoup de charbon et des ossements à moitié carbonisés, ce qui prouve que les morts ont été brûlés.

On a continué les fondations encore en 1888 et 1889, et on a rencontré à l'angle est de la partie neuve de la maison actuelle, à 4 mètres de profondeur environ, plusieurs tombeaux semblables. Le dessous consistait en une terre très dure et battue comme celle d'un chemin, ensuite venaient le charbon et les ossements, ainsi que les objets en poterie, bronze et argent. Le dessus était de nouveau formé par une couche de terre durcie et battue.

La poterie en terre brunâtre, à l'intérieur noir, comprenait de nombreux vases et pots, la plupart assez petits. Trois pots entiers montraient un fond petit, mais ils étaient très évasés et à bords recourbés. Malheureusement de tout cela il ne reste qu'un petit vase de 0^m,075 de hauteur et de 0^m,08 de diamètre. Les bracelets, les deux agrafes et le tranchant d'une hache, le tout en bronze, ainsi que deux cercles très massifs, en argent, sont conservés.

Non loin de ces tombeaux on en a rencontré encore deux d'un autre genre; c'étaient des tombeaux murés en petites

dalles, de la longueur du corps, contenant les squelettes en entier, les pieds au S-E, mais pas d'objets d'art. Les couvercles en dalles brisées se trouvaient parmi les ossements.

Encore à une époque postérieure, c'est-à-dire à celle des Romains, appartiennent un certain nombre de monnaies qu'on a relevées dans la terre, à peu près à l'endroit du milieu de la façade de la maison actuelle.

Quel dommage que toutes ces fouilles n'aient pu être observées par un connaisseur. Je suppose qu'on aurait pu faire là-dessus des observations très importantes.

Il est certain qu'en se donnant de la peine, les paysans pourraient nous apprendre bien des légendes s'attachant plus ou moins à des trouvailles pareilles. Une autre étude, aussi intéressante qu'utile, serait la vérification des noms des lieux et peut-être de ceux des familles. Les vestiges de la langue des peuples antérieurs à notre époque y sont conservés et pourraient nous fournir des éclaircissements bien désirés.

On raconte assez généralement que les habitants actuels du Val d'Anniviers descendent des Huns. On n'a pas de preuves à l'appui de cette assertion, mais il peut y avoir du vrai. Le type et le caractère de l'Anniviard présentent bien des particularités qui feraient supposer une descendance particulière, soit des Huns, *soit d'un peuple antérieur*.

AYER

La seconde station pour laquelle nous étions venus dans le Val d'Anniviers, c'est Ayer, à deux lieues plus amont dans la vallée que St-Luc.

Dans sa description des monuments druidiques de la Suisse, M. le Dr Keller cite un bloc dans ce village. Je ne

pensais pas être obligé de prendre des renseignements plus exacts, je supposais qu'un bloc pareil, publié il y a plus de vingt ans, devait être connu de tout le monde. C'est le contraire que j'ai constaté. Pas une âme dans l'endroit n'en sait un mot. Je me suis mis en recherche pendant des heures, en examinant tous les blocs, tous les rochers, mais inutilement. Ensuite, avec un homme de l'endroit, nous sommes montés à la crête d'Ayer pour nous orienter, puisque de là on domine tous les environs; puis nous nous sommes de nouveau mis en route pour observer toutes les pierres que je n'avais pas encore visitées. Peine inutile, je ne trouvai rien. Il faut croire que ce bloc se trouve à un endroit bien écarté, ou bien, ce qui arrive aussi quelquefois, qu'il a été détruit (1).

GREMENZ

En traversant près d'Ayer la bruyante Navisance, ou peut-être mieux Navigenze, on monte de l'autre côté à mi-hauteur de la montagne, d'où l'on domine toute la vallée d'Anniviers. Ici le chemin longe tout le temps le bord d'une forêt de mélèzes et de sapins, et après une heure et demie d'une charmante promenade on arrive à Gremenz, joli village dans le Val de Moiry, qui est encore une branche du Val d'Anniviers.

Un quart d'heure à peine plus haut, à l'endroit appelé *Chalet Chlachet* (prononcé avec un son guttural, comme le *sch* allemand), entouré de trois côtés par des pentes de montagnes arides, on se trouve dans un pâturage alpestre, avec

(1) Heureusement M. Paul Vionnet donne, dans son ouvrage précité, p. 21, une courte description et Pl. XXII, une figure du bloc.

une grande quantité de blocs erratiques de toutes les dimensions, surtout dans la partie au-dessus de l'établissement des mines, complètement abandonné aujourd'hui et en ruines.

L'ensemble de ces blocs, au milieu d'un beau pâturage parsemé de mélèzes et entouré de belles montagnes, produit un effet imposant. La Navigenze, qui descend du glacier de Moiry (dans le patois appelé Gouggra), longe à droite notre groupe de blocs erratiques, et augmente beaucoup par son bruit et ses chutes la beauté de ce coin retiré du monde. (Il paraît que la rivière qui traverse le Val de Moiry s'appelle également Navigenze, comme celle qu'elle rejoint une heure plus en aval et qui vient du glacier Durand).

Cependant trois passages des Alpes traversent cet endroit. A droite en montant se trouvent le Col de Torrent et le Pas de Lona, qui communiquent avec le Val d'Hérens, à gauche, un sentier mène par dessus le Col de Sorebois à Zinal dans le Val d'Anniviers, et de là on passe par le Col Durand à Zermatt.

Depuis les temps les plus reculés cet emplacement a été sans doute en grande considération, surtout pour s'y reposer un instant des fatigues subies par de longues et pénibles traversées.

Le premier bloc, en gneiss erratique, dont j'ai fait l'examen, se trouve tout près de la construction servant à l'exploitation des mines, du côté S-O. Il mesure 6 mètres de long, 2 m. 65 de large, 3 m. 70 de haut ; les parois sont coupées assez régulièrement droites. Le dessus est divisé par une terrasse en une partie plus haute que l'autre, mais les deux sont à surface assez régulière et plate. La partie basse a encore 2 mètres de haut. Il ressort ainsi des mesures indiquées que nous sommes en présence d'un bloc d'assez grandes dimensions.

La partie supérieure contient 24 belles écuellenes formant un groupe, dont deux, trois et même cinq sont reliées entre elles par de longues rainures. D'après la disposition de ces sculptures très soignées et très bien conservées, il est permis de croire à une signification chez les peuples celtiques et dont le sens s'est perdu. Sur la partie inférieure on remarque également une vingtaine d'écuelles un peu disséminées sur toute la surface.

Mais ce qui donne à cette pierre la plus grande importance, c'est un groupe de sept signes sculptés et très rapprochés les uns des autres, situé vers le bord N-O du monument. C'est d'abord un demi-cercle dont les deux extrémités aboutissent à une écuelle; une autre isolée se trouve au milieu entre ce signe et un autre consistant en une rainure courbée à angle obtus et finissant en haut par deux petites écuellenes. Au-dessus de ces trois signes, on voit deux écuellenes liées par une rainure droite et trois autres liées par une rainure à angle droit. Entre les deux signes et au-dessus d'eux on remarque encore deux écuellenes isolées. Dès le premier moment on est parfaitement convaincu qu'on se trouve en présence d'une inscription ancienne. Ces quelques indications suffisent pour laisser deviner la haute valeur scientifique que je suis enclin d'attribuer à cette découverte.

Mais quel ne fut pas mon étonnement lorsque le premier examen superficiel du voisinage me révéla encore des écuellenes, rainures et autres sculptures préhistoriques sur une demi-douzaine de blocs erratiques. Sans contestation, toutes ces sculptures sont en intimes relations mutuelles, c'est pourquoi j'ai commencé, le fait une fois établi, à étudier l'ensemble.

A 32 mètres de distance du côté ouest s'élève le plus

grand bloc de l'emplacement, la *Pirra Martera*, comme on l'appelle dans la tradition de la population actuelle, qui de père en fils raconte qu'elle a servi pendant le temps païen aux sacrifices humains. La *Pirra Martera* (la pierre des martyrs ou des morts), est un immense bloc de gneiss de 9^m,50 de haut, 7 mètres de large, en forme de losange (rhombe) posé sur un angle, de sorte qu'en haut il présente également un angle pointu. Sur ce bloc, soutenu du côté est par un bloc de même composition, mais beaucoup moins considérable, on domine tout l'endroit, et l'aspect de tous les monuments préhistoriques et des autres blocs, en partie gigantesques, est, à mon avis, bien imposant. Pendant les assemblées, le culte ou les sacrifices des peuples préhistoriques, cette pierre a servi de siège à des personnes probablement de haut rang; en déterminer le but plus exactement est impossible. — Pour faciliter l'ascension on a taillé du côté ouest, de 65 en 65 centimètres, des entailles de 8 à 10 centimètres de large, afin de pouvoir poser le pied avec plus de sûreté. Que ces entailles soient très anciennes, il n'y a aucun doute; elles étaient tapissées de mousse, je les ai nettoyées, et les habitants de Gremenz qui assistaient à mon étude ne se montraient pas peu étonnés lorsque je leur prouvai avec quelle facilité on montait sur ce bloc élevé, à pente très raide, au moyen de ces anciennes entailles.

Je n'ai pas trouvé d'autres sculptures sur la *Pirra Martera*, mais le coup d'œil depuis sa pointe m'a fait découvrir qu'elle forme l'angle est d'un rectangle muré simplement en posant les blocs bruts les uns sur les autres, de manière à obtenir une place rectangulaire séparée du reste de l'emplacement. Une grande partie de ce mur est encore conservée. Le rectangle a 22^m,50 de longueur et 12 mètres de

largeur; à peu près au milieu on voit un bloc de petites dimensions et de forme pyramidale. Les trois autres angles sont également occupés par de grands blocs erratiques, moins considérables cependant que la Pirra Martera; le plus petit se trouve à l'angle nord. Les blocs des angles ouest et sud sont à peu près de la même grandeur. Ce dernier mesure 7^m,40 de largeur, 5^m,30 d'épaisseur et 4 mètres de hauteur. Il contient en haut deux grands trous qui ont servi à poser des câbles de transmission, pendant l'exploitation des mines. Cette dernière est de date très récente et n'a duré que très peu de temps. Aucun des trois blocs formant avec la Pirra Martera les quatre angles du rectangle sacré des temps préhistoriques ne porte de sculptures anciennes. Derrière la Pirra Martera, donc à l'angle Est du rectangle, on voit deux blocs à une petite distance; ils désignent l'entrée de l'enceinte, ce qui est prouvé immédiatement par l'absence de pierres entre ces deux piliers. En outre la terre, ferme et bien tassée, entre ces deux piliers, prouve que c'est bien l'entrée.

A 8^m,50 du côté S-E de la Pirra Martera un bloc erratique affleure à terre et la surface n'en sort que très peu. Ici on remarque d'abord deux entailles parallèles en forme de pied, arrondies en bas et peu larges, de 30 centimètres de long et en haut de 17 centimètres de large. Ces deux sculptures sont sans aucune contestation aussi anciennes que les neuf écuellen, très grandes et très belles, qui les entourent. C'est un ensemble des plus remarquables.

Un autre bloc, également de la plus haute importance, est situé à 3^m,50 du bloc de l'angle sud du rectangle muré. Sa surface est assez régulièrement plate, à peine à 50 cm. au-dessus de la terre; il a 2^m,80 de large, 3 mètres de long, et contient une trentaine de grandes et petites écuellen, très

bien conservées et très caractéristiques. Ici on voit souvent deux ou trois écuellles reliées ensemble par des rainures de la même largeur et profondeur que les écuellles elles-mêmes, à fond également bien arrondi et poli. C'est encore une œuvre très soignée de l'homme préhistorique. Au bord S-E ce bloc présente un groupe de signes, du caractère de celui que nous avons décrit sur la première pierre. Ici ce sont dix figures différentes formant ensemble une inscription, dont il est sans doute regrettable de ne pas connaître encore le sens. Ces signes sont sculptés moins profondément que les écuellles du même bloc, mais exécutés avec un grand soin.

Pour la forme, ces sculptures ressemblent aussi à celles de la première pierre décrite, seulement l'ensemble est plus compliqué et plus considérable.

Pour suivre la ligne directe, je dirai tout de suite que, d'après la déposition des paysans, le plus beau bloc et également le plus remarquable par ses sculptures a été employé pour la construction de la maison des mines, en ruines après quelques années d'existence, ce qui gâte beaucoup l'impression générale de cet emplacement préhistorique de la plus haute importance, et qui cache surtout la vue de la vallée.

Un peu plus bas, auprès d'un chalet, à droite du chemin, j'ai monté sur un grand bloc en gneiss erratique, plat à sa surface et contenant un certain nombre d'écuellles et de rainures comme celles que je viens de décrire sur les autres blocs du même endroit.

Comme pour nous faciliter la comparaison des sculptures préhistoriques avec celles de notre ère, les bergers de toutes les époques se sont occupés à tracer des signes de toute sorte sur ces blocs. La distinction en est très facile. Ce

sont des croix, des lignes irrégulières et autres, peu profondes, et n'ayant aucune parenté, ni d'apparence ni de fait, avec les sculptures celtiques du même endroit.

Il est utile d'ajouter que dans la direction S-O, à 100 mètres environ de la Pirra Martera, que je considère toujours comme le centre de cette place de campement des peuples préhistoriques, se trouve un groupe de blocs erratiques immenses. Les deux plus grands, parmi quelques mêlèzes, sont entourés par les eaux de la Gougra, cette fille sauvage du glacier de Moiry, à peu de lieues de l'endroit. On monte sur ces colosses avec une échelle ; la surface de chacun d'eux mesure plus de 12 mètres de large et autant de long. Je n'y ai remarqué ni écuelles ni autres sculptures, mais pourtant ces blocs ajoutent beaucoup au cachet extraordinaire de tout l'emplacement. J'ai visité encore un grand nombre de ces blocs, mais sans y découvrir de sculptures.

Le temps me manquait pour faire un relevé plus circonstancié de toutes les traces préhistoriques : ce serait du reste un travail de plusieurs jours, que je compte bien recommencer. Je n'ai donné connaissance de ce court relevé que pour me réserver la priorité de la découverte et la description détaillée accompagnée des dessins exacts de l'ensemble et des sculptures de chaque bloc à part.

En ce moment, où nos connaissances sur ces sortes de sculptures (qui sont très souvent, sans aucun doute, des inscriptions), sont encore extrêmement peu développées, il est impossible de savoir quelle importance elles peuvent avoir pour l'histoire de notre pays (1).

(1) Si dans ce récit nous parlons d'inscriptions, soit pour Salvan soit pour Gremenz, nous ne voudrions cependant pas être mal compris. Nous ne connaissons pas d'alphabet de nos peuples primitifs. Les signes que nous avons découverts, ainsi

Mais il en ressort cependant clairement que déjà le respect pour les monuments de nos ancêtres devrait nous les faire conserver avec un religieux scrupule. — Des ensembles aussi considérables de blocs et de sculptures, ayant certainement eu chacun sa destination particulière se voient rarement. Si j'ai eu le bonheur d'en découvrir deux, savoir Salvan et Gremenz, il est possible, et même probable, que malgré toute mon envie, je n'en ferai plus autant.

En effet, par le nombre extraordinaire de sculptures, les deux localités de Salvan et Gremenz se mettent non seulement au premier rang des monuments préhistoriques de la Suisse, mais de l'Europe entière.

que d'autres déjà connus ont dû être sculptés sur les blocs erratiques et les rochers durs dans le but de perpétuer certains événements, ou de donner des indications précieuses. C'étaient donc des signes conventionnels à comparer peut-être avec les hiéroglyphes, émanant non pas comme ceux des Egyptiens d'un peuple cultivé et très instruit, mais de sauvages et ne pouvant se présenter que d'une façon très primitive.

A l'exception des monnaies celtiques ou gauloises, frappées toutes à une époque qui s'approchait déjà des temps historiques, nous ne connaissons que très peu d'antiquités antérieures de date et qui présentent quelques traces d'une écriture. J'ai été assez heureux pour découvrir un morceau de poterie lacustre qui a un grand intérêt à ce sujet. Voir l'article *Objets lacustres du lac du Bourget*, que j'ai publié dans la *Revue savoisiennne*, publication mensuelle de la Société Florimontane. Annecy, 1890, p. 198.

Dans une autre communication faite à l'assemblée générale de la Société suisse de numismatique, le 18 octobre 1890, à Genève, j'ai eu l'occasion d'attirer de rechef l'attention sur cette étude. Voir le Bulletin de la dite société, 1890 (neuvième année), p. 259: *Rapport entre les emblèmes et les symboles qui ornent les monnaies celtiques ou gauloises et les sculptures que l'on remarque sur certains monuments préhistoriques.*

Il n'existe nulle part un monument qui présente les formes de sculptures que nous avons trouvées à Salvan et à Gremenz, tout en faisant une imposante impression par la grandeur des monuments ainsi que par la nature au milieu de laquelle ils sont situés.

Dans le pays, cet emplacement est considéré depuis longtemps comme ayant servi au culte des païens ; la dénomination de la Pirra Martera en est une preuve. Mais les paysans regardent comme très mystérieuses les deux sculptures en forme de pied, qu'ils appellent des empreintes.

Jamais jusqu'à présent on n'a tenté des fouilles autour de ces monuments d'un temps bien reculé, mais je ne doutais pas du succès d'une pareille entreprise. Sans doute il ne faudrait pas s'attendre à trouver de l'or ou des objets en matières précieuses, mais pour nous de simples poteries et des ustensiles des temps préhistoriques ont tout autant d'intérêt. Espérons qu'un jour nous aurons cette grande joie !

Pour compléter cette notice, il faut ajouter qu'il n'est pas rare, dans les environs de Gremenz, de trouver, en labourant la terre, des tombeaux, pour la plupart sans dalles ou encadrement quelconque ; les ossements sont simplement dans la terre. En descendant de Gremenz à St-Jean on a trouvé, il y a quelques années, autour d'un bloc erratique à droite du chemin, un certain nombre de tombeaux, sans objets d'une industrie quelconque. Une autre fois, un paysan a ramassé auprès d'ossements humains un instrument ressemblant à une pioche, à ce qu'on m'a affirmé.

Les gens du pays se racontent que dans les anciens temps deux peuples sauvages se sont rencontrés sur les plateaux du col de Torrent et se sont livrés une bataille formidable.

Une autre légende est celle du *Plan Vert*, pâturage mau-

dit, à gauche en montant le col de Torrent. Jamais sur tout le Plan Vert il ne reste une seule pierre ; elles sont toutes emportées, on ne sait où. — Cela ne semble pas bien terrible, mais enfin on me l'a raconté avec un air mystérieux.

Dans la population actuelle nous avons remarqué de beaux types. Leur langage se fait remarquer par des sons gutturaux, comme je n'en ai entendu nulle part ailleurs ; peut-être est-ce un ancien reste transmis par les premiers habitants de la contrée. Je ne veux pas clore cette première petite description sans faire mention de MM. Ignace Talin et Etienne Rouvinez, bourgeois de Gremenz, qui, avec mon compagnon de voyage, M. le Dr A. Ueltschi, m'ont tous aidé dans mes recherches avec une grande amabilité.

SAINT-JEAN

En descendant de Gremenz à Vissoye on arrive d'abord au petit village de Saint-Jean. Après l'avoir dépassé de quelques centaines de pas (3 minutes environ), on aperçoit, au bord même de la route, à gauche, un bloc oblong de gneiss erratique de 2^m,35 de long, 1^m,50 de haut et 1^m,65 d'épaisseur. Bien qu'il soit couvert de lichens, on remarque tout de suite 13 écuelles très régulièrement rondes et bien polies à l'intérieur. Les plus grandes mesurent 7 centimètres de diamètre et 4 de profondeur.

C'est un beau monument préhistorique qui, se trouvant à proximité de Gremenz et sur le passage des peuplades venant sur le col de Torrent et allant dans la direction de la vallée du Rhône ou de celle de Zinal, doit avoir une importance particulière.

Ensuite il est curieux d'établir les rapports qui ont existé entre les monuments du même genre à St-Luc et à Ayer.

Ces nombreux points de monuments préhistoriques dans la même vallée nous prouvent une habitation considérable dans ces temps éloignés, et cela malgré l'isolement et l'altitude de la contrée.

LOËCHE

Quoique notre but ne soit pas précisément de faire une description des beautés naturelles du pays, nous devons cependant citer la grandiose surprise que causent ces merveilles de la nature, tout de suite après le contour de la rue, en venant de Varon et en entrant dans la vallée de Loèche.

Déjà en 1889, M. le Dr E. de La Harpe m'avait prévenu que non loin d'Inden, au-dessous du hameau de Bodmen, se trouvait une pierre entaillée très ancienne. Dans sa brochure sur les bains de Loèche (1888), p. 36, M. le Dr de La Harpe la nomme *la pierre celtique à Bodmen*.

Voilà maintenant comment le docteur J.-H. Grillet, dans son livre sur Loèche-les-Bains (deuxième édition, 1866), page 32, s'exprime sur le même sujet :

« Terminons en signalant une observation faite à quelque distance des Bains. Un peu en dessous de l'ancien chemin à mulet, là où il passe sous le roc de Bodmen (Bodmen-fluh), et à quelques pas de la borne entre le territoire d'Inden et celui de Loèche-Bains, se trouve une pierre plate ou un roc plat, faisant saillie de deux ou trois pouces seulement au-dessus du gazon. Il présente à sa surface une rainure en cercle assez régulier, mais qui pourrait cependant n'être qu'un accident naturel. Le cercle a 75 centimètres de diamètre dans un sens, et 80 dans l'autre, pris à angle droit avec le premier. La rainure qui le forme, mesure sur un point 28 millimètres de profondeur, sur un autre 45, plus loin 60 et ailleurs elle s'efface tout à fait. »

« Ce qui rend cette pierre curieuse, ce sont les traditions ou superstitions qui s'y rattachent. Selon les uns, elle recouvrirait la tombe d'un guerrier ; selon les autres, celle d'un homme mort sous le poids d'une malédiction, dont il ne sera délivré que quand le cercle, qui s'étend lentement, aura débordé la pierre. D'autres prétendent qu'il y a un trésor caché dessous ; enfin, j'ai entendu dire à des enfants que, s'étant placés sur cette pierre, ils s'étaient sentis secouer. Serait-ce peut-être une pierre anciennement sacrée, et où l'on voyait dans cette forme circulaire, que sais-je, l'image du soleil ! »

Arrivé sur l'emplacement, à quinze pas à droite du vieux chemin de Loèche à la Gemmi, sur un petit plateau de 15 mètres de large, presque au bord du précipice au-dessus de la Dala, quel ne fut pas mon étonnement en me voyant en présence d'un cercle absolument identique à ceux de Salvan !

J'ai trouvé à Salvan, sur le passage de Vernayaz à Chamonix, en dehors des sculptures, des écuelles, et d'autres signes ayant l'air d'inscriptions, sur le rocher du Planet, d'autres cercles taillés dans la roche, d'abord à l'entrée du village, et après un examen minutieux, d'autres aussi, disséminés depuis Salvan jusqu'à mi-chemin vers Vernayaz, au bord de l'ancien chemin à mulets. Ils ont de 40 à 80 centimètres de diamètre.

Comme je n'avais pas connaissance de pareilles découvertes ailleurs, je me trouvais plus ou moins indécis pour leur classement. Heureusement que la découverte d'un pareil cercle sur l'ancien passage des Alpes par la Gemmi, fréquenté par les peuples primitifs, semble apporter quelque lumière pour l'explication de cette sorte de sculptures. Le fait qu'elles se trouvent à côté des routes alpestres, aussi

anciennes que l'habitation du pays même, nous consolide dans l'idée que ces cercles devaient indiquer aux passants qu'ils étaient bien sur le bon chemin, et cela peut-être à une époque où les routes proprement dites n'existaient pas encore. Attendons d'autres découvertes pareilles, qui suivront certainement, et il sera plus facile d'en tirer une conclusion.

M. Grillet dit que la rainure à un endroit s'efface tout à fait. Cela n'est pas exact. Le cercle est marqué partout, mais au N-O il est très peu profond. A l'Est le cercle forme le bord du rocher d'au moins 10 centimètres de profondeur.

Les mêmes légendes que le docteur Grillet relate nous ont déjà été racontées à Varon, elles semblent être connues de tout le monde dans les environs.

Dans la même direction que le cercle en question, mais tout à fait au bord du précipice, dans le rocher, se trouve une cavité naturelle de 30 centimètres de profondeur avec un diamètre de 25 centimètres en haut.

A quelque cents pas plus loin, vers Loèche, à gauche du vieux chemin, on peut voir deux rochers à quelques pas de la route. En les examinant, j'ai trouvé sur le premier une croix de 34 centimètres de large ; sur le second il y a deux croix, une de 34, l'autre de 14 centimètres de large. Ces sculptures, très peu profondes, me semblent très anciennes et pour moi il n'y a pas de doute qu'elles ne datent de la même époque que le cercle.

A Loèche et dans toute la contrée on connaît des tombeaux et de nombreux autres témoins des temps primitifs, relatés par de nombreux écrits.

RAROGNE

Passant par cet endroit, je tins à voir les emplacements des trouvailles faites il y a bientôt vingt ans. L'aspect du village est fort pittoresque; au-dessus des maisons, sur un haut rocher se trouvent l'église et le vieux château de la fameuse dynastie des de Rarogne. A l'est du village est située la Colline des Païens (*Heidnische Bühl*), connue pour les tombeaux et les objets préhistoriques qu'elle a fournis. Une vingtaine de tombeaux, tous cubiques, se trouvaient sur une petite colline au N-E du *Heidnische Bühl*, contenant des agrafes, bracelets, cercles, etc., en bronze, et de la poterie de l'âge du bronze.

En construisant un chemin vers le nord de la colline rocheuse et longeant celle-ci, on a déterré plus récemment de la poterie préhistorique, dont j'ai conservé deux morceaux. Ici on remarque des espèces de voûtes sous les rochers, qui ont fort bien pu servir à des habitations ou du moins abriter les huttes primitives. Tout le *Heidnische Bühl* et ses environs sont fort curieux et je ne serais pas étonné d'apprendre un jour qu'on y a fait de nouvelles trouvailles importantes.

B. REBER.

LES ORDONNANCES ROYALES

ET

LES MŒURS

Sous le règne des derniers Valois

I

De l'instruction des procès criminels, et de la punition
des crimes.

(Précis et gloses du Code Henri III. Livre VII^{me})

Le code Henri III, cette œuvre considérable de législation, renferme, on le sait, les diverses ordonnances royales destinées à compléter ou à modifier soit les dispositions de la loi romaine, pour les pays « de droit écrit », soit celles de la coutume locale, pour les provinces « de droit coutumier ». On croit pouvoir avancer, d'après les documents de la jurisprudence, que ce code célèbre ne fut jamais en vigueur d'une manière absolue, et que — avant comme après sa publication — l'exercice de la justice n'eut aucune homogénéité en France. On prétend qu'il en fut de même, nonobstant les améliorations introduites dans les codes qui succé-

dèrent à celui-ci, et cela jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Quoi qu'il en soit de cette assertion négative, le recueil des ordonnances royales publié en 1589, suivant l'ordre de Henri III, par le savant et infortuné président Brisson, n'en demeure pas moins une source précieuse des renseignements les plus variés, non seulement pour l'étude des lois et celle de la jurisprudence, mais encore pour la connaissance des mœurs générales et de l'organisation politique à l'époque des derniers Valois.

Cette considération engagera-t-elle un jour quelque studieux critique à poursuivre sans lassitude l'étude comparative des prescriptions du code précité et des documents historiques qui s'y rapportent ? Aurons-nous ainsi, grâce à lui, le tableau d'ensemble et tous les détails de « ce qui devait être » au XVI^me siècle, selon la loi, et de ce qui existait alors réellement et selon les faits ? La question demeure sans réponse, et pour tout dire, on peut mettre en doute la réalisation de ce vaste projet, tant une telle œuvre de critique historique et philosophique paraît exiger de patients labeurs.

Quant à nous, qui ne prétendons atteindre ni si haut ni si loin, qu'il nous soit permis de présenter ici au lecteur le modeste essai d'analyse critique d'un seul des livres du code Henri III : le livre VII^me traitant spécialement de la procédure criminelle.

TITRE I.

Du devoir des juges à la recherche des crimes.

Il était enjoint aux magistrats en office de procéder contre « les malvivants, commettant forces, violences et autres crimes et délits » par ajournement personnel, prise de corps,

et à défaut par citation à ban, puis par saisie de leurs biens dont il était fait inventaire « en commettant au régime d'iceux, personnages gens de bien... à la charge d'en rendre compte, quand et à qui il appartiendra... » Le contumace était jugé à la suite des défauts encourus; la pénalité devait être la confiscation, le bannissement, la condamnation capitale en effigie, « selon que les juges trouveront le cas disposé ».

Ceux-ci devaient procéder eux-mêmes aux informations et à la poursuite pénale, ils ne pouvaient contraindre personne à faire partie criminelle à l'accusé : la procédure devant être suivie « sans attendre plainte des parties civiles intéressées ». De Louis XII à Henri III, soit pendant un siècle, quatre ordonnances royales enjoignirent aux magistrats : de vaquer diligemment et préalablement à toute autre chose à la « confection » des procès criminels, et cette diligence qui devint trop souvent une précipitation coupable quant à ces procédures, contrastait singulièrement alors avec les étonnantes lenteurs de la justice pour les affaires civiles. Le port des armes et les violences, ou plus exactement « l'abus du port des armes » ne devait pas être toléré, dans leur ressort, par les seigneurs haut-justiciers, qui en étaient rendus responsables ; mais aucune disposition législative ne fut moins observée que celle-ci, dans toute la France, à l'exception « du pourpris royal », soit des alentours immédiats du lieu où séjournait la cour, et l'on peut admettre en fait qu'aucune responsabilité n'atteignit jamais les seigneurs haut-justiciers pour l'abus du port des armes par des particuliers. Il en fut de même assurément au cours du XVI^{me} siècle, quant à la responsabilité des capitaines et chefs de bandes sondoyées, relativement aux méfaits incessants de leurs subordonnés.

TITRE II.

De la compétence des juges en matières criminelles.

La connaissance des délits et des crimes appartenait aux juges des lieux où ces méfaits avaient été commis : le juge du domicile devant toujours, « s'il en est requis », renvoyer le délinquant au lieu du délit. Cette disposition est formulée dans l'ordonnance de 1563, mais il est vraisemblable que cette coutume de procédure était beaucoup plus ancienne.

TITRE III.

Des informations et décrets.

A la suite d'un crime, les verbaux des premières enquêtes faites par les commissaires, huissiers et sergents, devaient être adressés en toute diligence au juge du ressort, et celui-ci décernait aussitôt le décret de prise de corps des coupables et les ajournements personnels des témoins, « ouï le procureur du roi ». Mais il est important de constater que ce dernier ne pouvait lui-même faire procéder à un ajournement, sinon qu'il y eût un décret de juge.

TITRE IV.

De l'exécution des décrets.

Le droit d'asile avait subi de graves atteintes, ou plutôt il n'existait plus dès le commencement du XVI^{me} siècle. Un individu décrété de prise de corps pouvait toujours être ar-

rété en lieu de franchise, au moins provisoirement, sauf à le réintégrer — s'il y avait lieu de le faire — dans son asile ; mais cette réintégration ne se faisait jamais. D'autre part, une ordonnance de Philippe VI (année 1338) avait déjà défendu toute arrestation arbitraire, sans décret de juge, sinon dans les cas de flagrant délit ou de clameur publique, et cette défense législative fut encore confirmée par Henri III, en 1586. Il semblerait donc qu'elle eût été observée généralement dès le moyen âge. Mais rien n'est plus contraire à la réalité des faits, et ces prétendues garanties données à la liberté individuelle n'arrêtèrent jamais l'abus des arrestations arbitraires « sous ombre de justice ».

TITRE V.

De l'aide et confort que chacun doit prêter pour l'appréhension des délinquants.

Dans les villes murées, aussitôt qu'un meurtre était signalé, il était du devoir de chacun d'aller fermer les issues de l'enceinte, et le cri : « Aux portes ! » devait partout se faire entendre. Le guet était formé des premiers venus accourus sur la place, « afin que le meurtrier et assassinateur ne puisse aucunement sortir ». Puis les gens de justice procédaient à la recherche du criminel « par toutes les maisons, églises, franchises et autres lieux de la ville, pour se saisir de lui ». Dans les campagnes, les témoins d'un meurtre devaient courir au beffroi pour sonner le tocsin. A ce signal d'alarme, les habitants de la paroisse s'attroupaient et se mettaient en devoir d'occuper toutes les avenues d'alentour. Cependant les cloches des paroisses voisines répondaient au signal d'alarme qui s'était fait entendre, et ce signal

devait être transmis « de paroisse à paroisse, voire de province à province » (!) Partout les gens de village devaient prendre les armes « et garder les avenues et autres lieux échappatoires », enfin « les enseignes », soit le signalement du meurtrier devaient être communiquées de lieu en lieu, « afin que sous telle couleur et occasion [de perquisitions vigilantes] il ne soit fait tort, violence ou injure aux passants ». Mais cette intervention si générale du populaire amenté en aide de justice eut-elle jamais lieu, quelque part en France, au cours du XVI^{me} siècle ?

On peut, croyons-nous, répondre avec assurance par la négative. Dans les villes murées comme dans les bourgades, sur les grands chemins comme dans les lieux déserts, le nombre des meurtres demeurés impunis fut incalculable à cette époque, et même à Paris, les meurtriers parvenaient presque toujours à franchir les portes, longtemps avant qu'on se fût avisé de les poursuivre. Quel empêchement à sa fuite rencontra le sanguinaire Maurevel, le jour de la tentative d'assassinat de Coligny ?

Il est vrai qu'il était défendu de recéler les criminels, « sous peine d'être puni des mêmes peines que seraient les coupables » ; mais cette législation, d'une extrême rigueur, était non moins vaine que les dispositions précitées. A la suite d'un meurtre, les soldats se retiraient au quartier de leur capitaine, les serviteurs domestiques dans l'hôtel de leurs maîtres, les gentilhommes dans quelque maison forte, et bien qu'il fût défendu aux gouverneurs de places fortes de donner asile aux criminels « et de les laisser souffrir converser et fréquenter avec eux », cette protection était si puissante que nul officier de justice ne se fût mis en devoir de poursuivre un criminel dans le « pourpris » d'une habitation seigneuriale, et moins encore dans l'en-

ceinte d'une place de guerre. Enfin les soldats coupables d'un meurtre trouvaient un asile assuré jusque dans les cours du Louvre et parmi les gardes. Cependant l'ordonnance de Charles IX, confirmée par Henri III, rendait responsables en pareil cas les capitaines, les lieutenants et même le prévôt de l'hôtel, « sur peine de répondre en leur propre et privé nom des réparations, dommages et intérêts adjugés aux intéressés ». Rien ne fait mieux comprendre la faiblesse des moyens dont disposait alors la justice pour atteindre les coupables que les mesures mêmes, énoncées avec tant de détails, qu'on vient de rappeler et qui avaient pour but d'assurer l'arrestation des malfaiteurs.

TITRE VI.

De l'instruction des procès criminels.

Déjà François I^{er}, dans une ordonnance rendue à Yz sur Thil, l'an 1525, avait rappelé que les prévenus constitués prisonniers devaient être immédiatement ouïs par le juge, et que les geôliers avaient ordre de notifier à celui-ci un emprisonnement. Charles IX confirma cet édit, « à peine pour les juges de suspension et même de privation de leur état ».

Les interrogatoires devaient être répétés « selon la forme de droit, pour tirer la vérité des crimes, délits et excès, par la bouche des dits accusés, si faire se peut ». Cette procédure était toujours secrète, et les accusés devaient subir isolément chaque interrogatoire. A la suite des informations de la justice, si les confessions de l'accusé étaient jugées suffisantes, le procureur du roi, assisté de son avocat, poursuivait d'office, donnait ses conclusions par écrit, et celles-ci

étaient, ou plus exactement, devaient être communiquées à l'accusé, pour qu'il eût à y répondre « par forme d'atténuation tant seulement ». En d'autres termes, il était admis à plaider les circonstances atténuantes du crime qu'il avait confessé. Cette poursuite de ce que nous appelons le ministère public et de ce qu'on nommait alors : les gens du roi, n'avait jamais lieu si quelque partie civile (veuve, orphelin, père ou mère de la victime) se présentait « pour prendre droit au procès ». Mais ce fait était bien rare et le fut encore au XVII^{me} siècle : l'intimidation, puis la crainte de s'engager dans une procédure ruineuse, contraignant la partie lésée à laisser la justice suivre son cours. Enfin, si le procureur du roi estimait le cas douteux, *malgré les prétendues confessions de l'accusé*, les témoins étaient amenés devant le juge « pour être assermentés, récolés, et si besoin est, confrontés avec le dit accusé ». Dans cette confrontation, et avant de donner lecture de la déposition du témoin à l'accusé, on demandait à celui-ci s'il n'avait aucun reproche à faire au dit témoin. Dans le cas où il prétendait le « reprocher », c'est-à-dire le récuser, pour certaines raisons qu'il devait énoncer, le juge donnait arrêt sur cet incident. Si l'accusé demandait terme « pour se réfléchir » avant de répondre à telle ou telle partie de l'accusation, c'était encore le juge qui donnait ou refusait le délai demandé. A la suite de ces confrontations, le procès était mis entre les mains du procureur du roi, qui donnait alors, suivant le cas, ses conclusions définitives ou préparatoires. Ces dernières sont les plus intéressantes pour l'histoire de la procédure criminelle, car elles nous révèlent, pour la première fois, non le droit légitime, mais la faculté accordée arbitrairement à l'accusé, de faire entendre des témoins à décharge. « Si notre Procureur trouve que l'accusé ait allé-

gué aucuns faits péremptoires, servant à sa décharge ou innocence. ou aucuns faits de reproches légitimes et recevables, il requérera que l'accusé soit promptement tenu de nommer les témoins par lesquels il entend prouver les dits faits, soit justificatifs ou [soit] de reproches, sinon il prendra ses conclusions définitives. » Ces témoins à décharge étaient « examinés » d'office par le juge ou par commissaires ; mais cette enquête était faite — contre toute équité — aux dépens des accusés, qui devaient consigner au greffe « la somme qui sera ordonnée, pour fournir aux frais de la preuve de leurs faits justificatifs ». A défaut de l'accusé, la partie civile poursuivant l'accusation, devait faire les avances des dépenses nécessitées par cette procédure à décharge, et cette disposition est assurément surprenante. S'il n'y avait nulle partie civile en cause, ces frais étaient supportés par le fisc, « sauf à répéter sur les plus clairs biens de l'accusé. »

Une autre ordonnance de François I^{er}, celle-ci en date de l'an 1539, insistait pour que tous les procès criminels fussent instruits par le juge ou ses assesseurs, et jamais par les gens du roi. Cette disposition législative, devenue pour nous d'une équité élémentaire, n'en est pas moins digne d'être remarquée, car c'était alors un grand progrès. Enfin tous les procès criminels durent être rédigés, dès l'année 1525, en langage français, « et à tout le moins en langage vulgaire du pays », réserve qui n'était que trop motivée, l'usage des dialectes provinciaux étant si général et le langage français si parfaitement inconnu du plus grand nombre des sujets du roi, que les magistrats de province eussent été fort embarrassés pour procéder autrement. Au XVI^{me} siècle, on entendait parler tous les dialectes français à Paris ; les écoliers, les gentilhommes, même les gens d'église du bas

clergé, appelés à séjourner dans la capitale, ne connaissaient pas d'autre langage que le patois de leur lieu de naissance, et, du temps de Henri IV, ces patois se faisaient entendre encore jusque dans les galeries du Louvre.

Sous le règne des derniers Valois, quand il était reconnu par le juge « que la demeure pourrait apporter quelque inconvénient » il n'était plus tenu de communiquer l'instruction aux gens du roi, et conséquemment il n'y avait plus lieu pour ceux-ci de donner des conclusions préparatoires, requérant l'audition des témoins à décharge. Ainsi s'en allait en fumée une des plus louables dispositions de la procédure criminelle. Il va sans dire qu'à l'exception d'un très petit nombre de procès criminels, estimés d'une sérieuse importance « vu la qualité des personnes », le juge trouvait toujours « que la demeure pourrait apporter quelque inconvénient » et d'ailleurs ne lui avait-on pas enjoint maintes fois de procéder à la « confection » de semblables procédures avec une grande célérité ? En réalité la sentence suivait de très près, presque toujours, la clôture des enquêtes, et — particularité vraiment curieuse — cette sentence ne rencontrait quelque obstacle à son exécution immédiate que si elle tendait à la mise en liberté d'un prévenu reconnu innocent. « N'entendons, porte l'ordonnance de Charles IX, confirmée par celle de Henri III — que les juges puissent élargir le prisonnier sans avoir communiqué le procès à notre procureur et vu ses conclusions ? »

TITRE VII

Des défauts et contumaces en matières criminelles.

L'ajournement « à trois brefs jours » par ban publié à son de trompe, était la procédure généralement requise par toutes les législations, au XVI^m^e siècle; mais, tandis que pres-

que partout cette injonction de comparaître devant le juge était publiée trois fois à certains intervalles, il suffisait en France d'un seul défaut pour qu'il fût donné suite au procès, par récolement des témoins à charge et par jugement de la contumace. C'est du moins ce qui ressort, selon nous, du paragraphe premier du titre précité, mais la rédaction en est fort obscure, et peut laisser quelque doute sur l'intention du législateur(1). La saisie et la mise sous séquestre des biens du condamné contumace suivaient ces procédures; son nom était inscrit sur un tableau qui demeurerait affiché aux portes de ville, et, bien que l'ordonnance de Charles IX n'en dise rien, il est vraisemblable que « les enseignes » du condamné étaient jointes à ce nom « afin qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, » et que la garde pût contrôler efficacement les passants, quand un criminel, échappé à la justice, était signalé par elle. Si le criminel ne comparaissait pas dans l'année, à compter du jour de son ajournement, les fruits de sa terre, soit les revenus de ses biens confisqués, étaient acquis « à ceux auxquels ils appartiendront. » Ce qui

(1) « Si celuy, contre lequel y a decret de prinse de corps. ne peut estre prins et appréhendé, il sera adjourné à trois briefs jours : lesquels escheuz, s'il ne se rend prisonnier, seront prins défauts contre luy. En déclarant lesquels bien et duement obtenus, sera ordonné qu'avant adjuger le profit d'iceux, les témoins de la charge seront recollez, pour le recollement servir et valoir de confrontation. Après lequel recollement faict, sera procédé au jugement définitif de la contumace : et par vertu d'icelle, sera le défaillant clos et débouté de toutes exceptions et défenses, et déclaré attainct et convaincu des cas et crimes à luy imposez : et pour la punition d'iceux, sera condamné, selon la qualité du faict, et l'exigence du délit, tant envers nous que la partie civile, si aucune y a. » *Code Henry III*, livre VII, tit. VII, parag. 1.

doit s'entendre de la partie civile instante en dommages, des créanciers ordinaires, et du fisc quant au recouvrement des frais du procès. Le *banni* avait terme de cinq ans pour purger sa contumace, après quoi il n'était plus admis à poursuivre la revision de son procès. Ses biens mis sous séquestre étaient alors adjugés définitivement aux parties civiles, au fisc et au seigneur haut-justicier de la juridiction dont il ressortait, ces deux derniers ayant à prétendre à ce qui leur avait été adjugé tant par amende que par confiscation.

On remarquera que cette législation française, beaucoup moins rigoureuse que celle de certains pays où la confiscation définitive était immédiate, pouvait encore être adoucie par faveur royale. « Nous réservant — porte l'ordonnance de Charles IX, année 1566 — selon les causes, personnes et temps,... de pouvoir recevoir [les contumaces] à ester à droit et se purger après le dit temps. » Malheureusement, il faut ajouter que l'arbitraire pouvait s'exercer, et s'exerçait en effet, le plus souvent, dans un sens contraire à celui-ci. et que les bannis contumaces se risquant, après cinq ans d'absence, à venir se porter appelants de leur condamnation, furent toujours de rares exceptions.

Dans ce titre VII^{me} du livre de la procédure criminelle, les plus intéressants paragraphes pour la connaissance des mœurs générales au XVI^{me} siècle sont, à notre avis, ceux qui renferment l'ordonnance de François II (décembre 1559) visant le fait des criminels « qui tiennent fort en leurs maisons » et se dérobent ainsi au châtement qu'ils ont mérité. Cette ordonnance reconnaît « que la plupart des arrêts des cours souveraines, et autres jugements et sentences données en cas de crime, demeurent inexécutés et illusoires, les condamnés étant reçus, recueillis et favorisés de leurs

parents et amis. » Pour parer à ce désordre, « les baillis et sénéchaux, au ressort desquels étaient assis les dites maisons et châteaux », devaient assembler à la première sommation des officiers de la justice, le ban et l'arrière-ban [des milices locales], les prévôts de maréchaussée et leurs archers, puis encore les gens des communes. Puis, si cette prise d'armes générale était encore insuffisante, il fallait faire appel aux gouverneurs des provinces voisines, ceux-ci devant aussitôt faire marcher les gens-d'armes d'ordonnance répartis dans les garnisons, c'est-à-dire, la troupe d'élite par excellence. Ils devaient même faire avancer le gros canon « pour faire telle ouverture des dites maisons et châteaux que la force en demeure au Roi. » Ces mesures extraordinaires dont il fallut inscrire la teneur dans le code des lois du royaume, montrent surabondamment quelle était alors l'impunité des crimes dans toutes les provinces, quels désordres en étaient la conséquence, et à quel degré le mal était parvenu. La fin des guerres civiles et l'apaisement apparent qui en fut la suite, n'apportèrent qu'une très faible amélioration à cette anarchie. Sous le règne de Henri IV, sous la régence de Marie de Médicis, ces rebellions à la justice se renouvelaient encore fréquemment et ce fut seulement la main puissante de Richelieu qui parvint à les maîtriser. Toutefois on les vit encore se produire longtemps après le gouvernement despotique de ce ministre ; la résistance du fameux Mandrin, cantonné dans son repaire, et contre lequel il fallut faire marcher un régiment de troupes royales, peut être considérée comme étant le dernier exemple de ces luttes à main armée soutenues, avec des chances diverses, par les malfaiteurs bannis, contre toutes les forces qu'on leur opposait.

TITRE VIII

Des frais de justice.

Ceux des procès criminels étaient payés par le Trésor, soit par l'administration des revenus du domaine royal, dans chaque circonscription de cour souveraine. La taxe en était établie par le juge, conformément aux ordonnances royales et aux arrêts du Parlement dont ce magistrat dépendait. Dans les cas de crime de lèse-majesté, de faux-monnayage, «ou autres de semblables qualités,»(1) cette taxe devait être présentée à la chambre des comptes afin qu'à défaut des revenus du domaine, trop souvent aliénés à perpétuité, il fût pourvu aux frais du procès soit par les deniers des confiscations, soit encore par ceux des tailles. Il doit nous paraître vraisemblable — bien que l'ordonnance de Henri II ne nous fournisse aucune lumière à cet égard — que ces dispositions privilégiées s'appliquaient aussi au recouvrement des frais concernant les procès de sorcellerie et ceux pour crimes d'hérésie, les uns et les autres étant poursuivis d'office, et sans qu'il y eût de partie civile instante au procès.

TITRE IX

Des jugements de questions et tortures.

La torture ne pouvait être donnée sans un arrêt des juges assemblés en chambre du conseil. Cette assemblée était secrète, et les magistrats appelés à délibérer devaient être

(1) Nous supposons que cette vague désignation visait les cas de sacrilège.

« gens notables et lettrés, non suspects ni favorables [à l'accusé], et qui n'auront été du conseil des parties. » A la suite de la sentence portant qu'il fût suivi aux enquêtes par la question, elle devait être infligée le même jour ou, pour le plus tard, le lendemain. Le texte dont nous recueillons la substance ne donne aucun détail touchant la forme de la question usitée en France, mais on sait que, pendant tout le XVI^m siècle, on y eut recours à l'estrapade, plus rarement aux brodequins, et que toutes les ingénieuses barbaries dont on usait encore en Allemagne en ce temps-là n'étaient plus autorisées sous le règne des derniers Valois. Il est vrai que pour « questionner » Ravailac, il fut proposé — nous dit Pierre de l'Estoile — de mettre ce misérable à la *beurrière*, « qui est une question si pressante et si cruelle [dont on use à Genève], qu'on dit qu'il n'y a jamais eu personne à qui on l'ait donnée qui n'ait été contraint de parler. » Mais cette proposition était le fait d'une singulière équivoque : la *beurrière* dite aussi la *baratte* était à Genève une basse fosse taillée en « chausse d'hypocras » comme il en existe encore dans plusieurs châteaux, et où le prisonnier ne pouvait être ni couché ni debout. Assurément le séjour de ce lieu d'angoisse devait être insupportable, ne fût-ce que pour quelques heures, mais ce n'était pas un engin de torture pour les questionnaires. La question, pendant laquelle il était tenu procès-verbal, des réponses, des allégations et dénégations de l'accusé, et même de ses cris désespérés et de ses imprécations, était donnée en présence des juges et des sergents de l'audience. Trop souvent elle était répétée deux ou trois fois dans la même séance, puis, le lendemain, l'accusé devait être interrogé de nouveau « hors du lieu où il aura eu la dite torture, pour voir sa persévérance, et sera le tout écrit par le greffier. » Mais qu'arrivait-il alors ? Le

plus souvent l'accusé désavouait toutes les prétendues confessions que la torture lui avait arrachées, et le juge — auquel il était défendu cependant, de réitérer la question sans de nouveaux indices — avait encore recours à cette odieuse procédure. « Si par la question ou torture on ne peut rien gagner à l'encontre de l'accusé, tellement qu'il n'y ait nature suffisante pour le condamner, nous voulons lui être fait droit par nos juges sur son élargissement. » (*Ordonnance de François I^{er}*, confirmée par celle de Henri III en 1585). Ainsi le sort de l'accusé dépendait uniquement de sa fermeté ou de sa faiblesse à l'heure terrible de la question. Le plus grand nombre des torturés succombaient dans cette lutte inégale; affolés par la souffrance, ils disaient tout ce qu'on voulait et parfois bien davantage : *Ecrivez que j'ai mangé mon père et ma mère!* avons-nous lu, non sans émotion, dans une des procédures criminelles des premières années du XVII^{me} siècle(1). D'autres — surtout les femmes — supportaient la torture avec une opiniâtreté invincible, et qui faisait croire, spécialement dans les cas de prévention de sorcellerie, à la puissance de quelque sortilège. C'est peut-être à cette superstition si répandue, même dans la magistrature, qu'il faut attribuer la disposition étrange du paragraphe V du titre précité, disposition par laquelle il était loisible au magistrat de ne pas s'arrêter à ces protestations d'innocence de l'accusé ayant victorieusement enduré la question, les juges pouvant nonobstant ses dénégations le condamner « en telle peine corporelle ou amende pécuniaire qu'ils adviseront par leur religion. » Cette appréciation de la culpabilité, uniquement établie d'après les indices, n'existait pas à Genève... heureusement pour l'accusé! et

(1) Archives de Genève.

sur quelques centaines de dossiers que nous avons eu l'occasion d'étudier dans nos archives, nous ne croyons pas qu'il s'en trouve un seul qui témoigne d'une telle monstruosité.

TITRE X

Des réceptions en procès ordinaires.

Lorsque, au cours d'un procès, l'accusation criminelle ne pouvait pas être soutenue, vu les faits justificatifs vérifiés en faveur de l'accusé, il se pouvait que celui-ci eût encore à répondre de délits d'une moindre importance, et qu'il fût poursuivi civilement pour quelque dommage. Dans ce cas le procès devenait « ordinaire », et le prisonnier devait être élargi. Il élisait domicile, s'engageait à se représenter à justice, et donnait caution de le faire. La procédure « civile » ainsi, suivait dès lors les formes de la justice ordinaire et il n'était plus fait de publications à ban pour les enquêtes. Le contraire, soit la « réception » d'un procès ordinaire en procès criminel pouvait avoir lieu, et ce cas devait se présenter fréquemment; exemple : l'instruction d'une affaire estimée du ressort de simple police, telle que la négligence dans le service d'un guet, révélant inopinément des charges de trahison; autre exemple : l'accusation de sévices transformée en présomption de meurtre prémédité, etc.

TITRE XI

Des condamnés à mort.

D'après l'ordonnance de Louis XII (année 1498), confirmée par François I^{er} en 1525, la sentence du prisonnier condamné à mort, ou autre peine corporelle, devait être pro-

noncée « en plein auditoire » ou tout au moins en la chambre du conseil. *Mais le prisonnier n'assistait pas à ce prononcé*, qui lui était simplement communiqué, le jour même, par le greffier du tribunal, dans l'intérieur de la prison. Il était ordinairement laissé un répit de quelques heures au condamné à mort « pour se confesser selon l'ordonnance de notre mère sainte Eglise », porte l'édit de Charles VI (année 1396), auquel il ne fut rien changé pendant le cours de trois siècles. Cependant, quand survint l'établissement légal du culte réformé, la présence de « ministres consolateurs, » pour ceux de la religion, fut enfin tolérée dans le cachot du condamné prêt à marcher au supplice; mais il n'y eut certainement rien de semblable, en France, durant le XVI^m siècle, et le code Henri III ne renferme aucune disposition législative qui permette de le supposer (1).

Le titre précité ne porte rien qui fasse connaître le genre de supplice en usage pour la peine capitale; on sait que ce fut presque toujours « la hart » soit la pendaison, et beaucoup plus rarement la décollation par le glaive. Ce fut aussi le supplice du feu atténué (!) par la strangulation. On avait recours à la noyade pour mettre à mort les femmes con-

(1) Pierre de l'Estoile rapportant dans son journal, sous la date du 19 avril 1597, le cas d'un gentilhomme de la religion qui étant déjà entre les mains du bourreau fit demander un ministre pour le consoler (ce qui lui fut accordé charitablement), nous peint l'étonnement du peuple à la vue de cette nouveauté: « la plupart se mettant à genoux, écoutant attentivement, et les autres étonnés, regardant tout cela sans en dire autre chose. » Mais le chroniqueur ne peut s'empêcher d'ajouter: « Cas vraiment étrange, de dire qu'un ministre, à Paris! ait osé entrer dans le Châtelet pour y exhorter et faire les prières publiquement. »

vaincues d'adultère, et enfin l'on arquebusait « selon les coutumes de Mars » les capitaines et autres chefs de gens de guerre condamnés à mort pour leurs méfaits. Ce supplice était une faveur, car les simples soldats et les goujats étaient, en pareil cas, toujours « branchés » haut et court. En France, nous dit le jurisconsulte Charondas, annotateur savant du code Henri III, le bourreau déclare aussi la cause de la condamnation, à haute voix, avant qu'exécuter le jugement contre le condamné. » A quoi nous ajouterons que les vêtements du criminel appartenaient de droit à cet « officier » qui, dans certains pays, entre autres à Genève, prétendait encore au XVIII^{me} siècle, « comme d'ancienneté, » à la confiscation du manteau de ceux qui passaient sous le gibet (1).

TITRE XII

Des condamnations d'amende et réparations.

Les condamnés à l'amende envers le fisc demeuraient emprisonnés jusqu'à l'acquittement complet de cette amende. Il en était de même des condamnés à quelque réparation pécuniaire envers la partie civile, mais il faut remarquer dans ce dernier cas — bien que le code n'en dise rien — que cette détention était alors aux frais de la partie susdite instante au procès. Si celle-ci se refusait à subvenir à l'en-

(1) L'exposition du corps supplicié au gibet durait parfois plusieurs mois. et comme les *justices* étaient toujours élevées dans un carrefour fréquenté, les passants ne se détournaient pas beaucoup de leur chemin à la vue de cet engin sinistre. « L'accoutumance à tout nous rend plus familiers » dit Lafontaine.

trétien du prisonnier, le geôlier se hâtait de congédier ce pensionnaire insolvable et lui rendait la liberté. En matière criminelle, l'amende dévolue au fisc était commuée en châtiement corporel (d'ordinaire c'était la fustigation), lorsque l'insolvabilité du condamné était certaine. Il est vrai qu'une certaine latitude était laissée au magistrat quant au mode de cette commutation à laquelle on devait procéder « selon que les juges verront être (à faire) et selon la qualité du délit. » Quant à ceux qui s'étaient mal à propos hasardés à faire partie criminelle à un prévenu reconnu innocent, ils devaient, selon l'ordonnance de 1525, tenir prison jusqu'à ce qu'ils eussent payé les dommages et intérêts adjugés à celui qu'ils avaient accusé à tort. Mais en pratique cette remarquable ordonnance de François I^{er} ne reçut presque jamais son exécution.

TITRE XIII

Du renvoi et de la délivrance des prisonniers

Avant l'ordonnance de Henri II (année 1549), les prisonniers qui devaient être libérés au terme prévu par la sentence de leur procès n'en demeuraient pas moins à la merci du geôlier, dans les prisons royales, et se voyaient illégalement retenus, sous prétexte qu'ils devaient acquitter le « geôlage » avant d'être remis en liberté; en outre les juges royaux prétendaient, à cette occasion, percevoir une taxe de cinq sols tournois « ou quelque autre chose équipolente, » et il est très vraisemblable que, dans les prisons des seigneurs haut-justiciers, ces extorsions étaient bien plus fortes. Ce fut seulement à l'époque précitée qu'il fut enjoint au geôlier de mettre le détenu hors de prison trois jours au

plus après la communication de la sentence d'élargissement faite par le greffier. Le rapporteur du procès « devait, trois jours passés, mander le geôlier et savoir de lui si le dit prisonnier a été renvoyé, et, s'il ne l'a été, s'informer des causes [de ce retard], desquelles il fera rapport à la Cour pour y pourvoir et punir tant le dit greffier que le geôlier, s'il se trouve que, par leur faute ou leur négligence, le dit prisonnier n'a été ramené. » Toutefois, un certain privilège de saisie était accordé au geôlier pour le paiement des frais de la geôle, ceux-ci étaient taxés par le tribunal « et moyennant ce, dit l'ordonnance précitée, seront élargis nos dits prisonniers...sans iceux retenir pour le dit droit de geôlage ».

Dans les cas d'appel, le condamné en première instance était transféré, de la prison de la justice ordinaire, dans celle de la Cour souveraine dont cette justice ressortissait. Ce transfert, toujours coûteux, devait être fait aux frais de la partie instante au procès, et c'est peut-être à cette circonstance qu'il faut attribuer la curieuse disposition législative mentionnée dans l'ordonnance de Charles IX. « La conduite des prisonniers sera donnée au rabais par les juges des lieux, et ne seront les huissiers appelés : *sergents conducteurs de prisonniers*, reçus à l'empêcher. »

TITRE XIV

Des grâces, rémissions et pardons.

De François I^{er} à Henri III, l'abus des grâces souveraines, dérochant les criminels à l'action de la justice, fut incessant, bien qu'il eût été défendu au garde des sceaux d'expédier aucune lettre de grâce, sinon dans les cas de meurtre commis en défense légitime et dans quelques autres spécifiés par les édits. Les mêmes ordonnances défendaient aussi

« qu'il ne fût baillé aucune grâce ni rémission des cas pour lesquels ne serait requis imposer peine corporelle. » En d'autres termes, le législateur ne voulait pas que le trésor royal fût jamais frustré des amendes pécuniaires et des confiscations encourues. Mais, sous les derniers Valois, on ne tint nul compte de ces défenses dans la pratique judiciaire, et il en fut de même pendant tout le siècle qui suivit leur règne. La faveur des grands et la corruption parvenaient presque toujours à soustraire les criminels « de considération » soit aux rigueurs de la confiscation, soit à celles du supplice qu'ils avaient mérité. (1).

Les lettres de grâce devaient être entérinées par la cour souveraine dont ressortait le juge du délit. Elles n'étaient valables que pour trois mois, après lesquels il était défendu aux juges d'y avoir égard. Les graciés, « de quelque état, qualité et condition qu'ils fussent, » devaient présenter ces lettres à l'audience du juge ordinaire, s'ils étaient roturiers, et en cour souveraine s'ils étaient gentilhommes. La lecture en était entendue par eux, à genoux et tête nue, les gens du roi devaient assister à cette lecture solennelle, après laquelle le juge demandait au condamné gracié « s'il se voulait aider des dites lettres ? » Sur sa réponse affirmative, il était envoyé en prison « pour être plus amplement interrogé sur le cas, mesmement sur les informations, si aucunes en

(1) On vit cependant — mais seulement sous le règne de Henri IV — des gentilhommes, convaincus de brigandage et de vols de grand chemin, être roués publiquement à Paris : d'autres y furent pendus en Grève, comme de simples roturiers : mais de telles exécutions capitales de nobles malfaiteurs étaient encore rares, et pour les curieux de tels spectacles ce devait être encore une nouveauté. — Voir *Journal de Pierre de l'Estoile*.

y a, et si par les dites informations, précédentes ou subséquentes les lettres, il se trouve plus chargé que le contenu en ses lettres ne porte... on procédera contre lui extraordinairement [sur l'obtention des dites]... par récolement et confrontation des témoins. »

Ainsi, un semblant de procès en revision succédait à la procédure mise à néant par l'obtention des lettres de grâce. Cette disposition législative eût été excellente, si la pratique qu'elle établissait avait été régulièrement suivie, mais il n'en était rien, au moins sous les derniers Valois, et la libération définitive du gracié suivait toujours de bien près la revision apparente de son procès criminel. Une taxation « des épices » concernant « la visitation » des enquêtes, en était encore le complément obligé.

TITRE XV

Du rappel de ban et galères.

Les défenses faites au garde des sceaux, quant à l'expédition des lettres de grâce, s'étendaient aussi à celle des lettres de rappel concernant les bannis et les galériens; et il était défendu de même aux juges d'y avoir aucun égard. Il est vrai qu'il était aussi défendu « très étroitement » à tous les capitaines de galère, leurs lieutenants et tous autres de retenir ceux qui y seront conduits, outre le temps porté par les arrêts ou sentence de condamnation. » Néanmoins les galériens qui demeuraient à la chaîne, longtemps après avoir subi leur condamnation, furent toujours en grand nombre; dans les chiourmes, on en trouvait encore des exemples au XVIII^m^e siècle, et l'on peut même considérer comme exceptionnels les cas où ces « oubliés » parvenaient à être rendus à la liberté.

TITRE XVI

Des prisons, des geôliers et gardes.

Ce fut seulement au milieu du XVI^e siècle qu'on s'avisa de renoncer à l'usage barbare des cachots souterrains, dont le séjour était si meurtrier qu'il ne pouvait être supporté quelque temps par le plus grand nombre des détenus. L'ordonnance de Charles IX défendit que les prisons fussent faites « plus basses que le rez-de-chaussée. » Mais cette prescription royale ne fut jamais suivie, même à Paris, où les souterrains et les basses-fosses de la Conciergerie, du Châtelet, des Tournelles, de l'Abbaye, de la Bastille St-Antoine et de Vincennes continuèrent à être utilisés, comme précédemment. Ils l'étaient encore, plus de deux siècles après la publication de l'ordonnance qu'on vient de rappeler.

Un livre de geôle, soit « papier-journal » tenu par le geôlier, devait porter la date de l'entrée, puis les noms et prénoms, le lieu d'origine du détenu, et, le cas échéant, la date et les motifs de son élargissement. Cette mesure d'administration avait été ordonnée par Louis XII, et fut confirmée par ses successeurs. Il en fut de même de l'ordonnance de Charles VIII (année 1485), prescrivant qu'on dressât un inventaire « de tout ce qui serait trouvé sur les prisonniers criminels, pour être gardé et conservé à ceux qu'il appartiendra. » A cette occasion, il était défendu aux sergents qui avaient amené les prisonniers de les fouiller avant de les avoir livrés entre les mains du geôlier. Toutefois, dans le plus grand nombre des cas d'arrestation, les prisonniers n'en arrivaient pas moins à la geôle, demi-nus et complètement dévalisés.

Le geôlier et ses valets « ne pouvaient demander argent au prisonnier, ni à ses amis, pour les faire parler à eux sur les carreaux (1), ni antre part. » Mais cette vénalité n'en existait pas moins, et il est vraisemblable que les geôliers incorruptibles étaient excessivement rares au XVI^{me} siècle, soit à Paris, soit dans les provinces. Ils se bornaient à recevoir discrètement l'argent « qu'ils ne pouvaient demander. » Les prévenus, arrêtés pour crime, devaient être mis « en prison fermée, en telle manière que nul ne puisse parler à eux. » L'ordonnance de Charles VII (année 1453) ne parle pas de la mise aux fers, aux ceps ou au collier. Ces aggravations de la détention étaient-elles prononcées par le juge, ou simplement laissées à l'arbitraire décision du geôlier responsable ? Cette dernière conjecture paraît la plus vraisemblable, au moins dans la plupart des cas de détention préventive. Quant aux « prisons fermées, » le plus grand nombre de ces cachots n'avaient pas de jour direct et recevaient l'air, sinon la lumière, par une ouverture prise sur un étroit corridor, ou sur la cage d'un « viret » soit escalier tournant. Il était enjoint au geôlier « de bailler et livrer à ses dépens pain et eau aux prisonniers qui n'auront de quoi vivre. » Cette disposition législative ne concernait que les détenus pour crime ou prévention de crime : les autres prisonniers étant entretenus soit aux frais de leurs créanciers, soit par la partie civile instante au procès. Dans le plus grand nombre des cas de détention de malfaiteurs, ceux-ci étaient toujours entretenus « au pain et à l'eau. »

Tel est le sommaire de la procédure criminelle et des

(1) Le sens de cette locution nous échappe, peut-être faut-il l'entendre du préau ou de la chambre commune où les detteurs et les simples détenus se réunissaient à de certaines heures.

dispositions pénales que renferme le livre VII^m du code Henri III. L'étude de la criminalité, telle qu'elle est définie dans ce code, doit nécessairement compléter nos recherches, et nous essaierons d'analyser ci-après les diverses sortes de crimes, tels qu'ils sont caractérisés dans le code, imparfait et néanmoins justement célèbre, qui prit le nom du dernier Valois.

II

Des crimes et des peines imposées aux criminels

(Précis et gloses du Code Henri III : Livre VIII^{me}.)

TITRE I

Du blasphème.

La législation fut toujours d'une grande sévérité, en France, touchant ceux qui « maugréaient, blasphémaient contre l'honneur de Dieu, de sa très sacrée Mère et de tous les saints et saintes du paradis. » L'ordonnance de Philippe VI de Valois (1347), reproduisant à peu près textuellement les stipulations des constitutions de St-Louis, fut confirmée cinq fois par les rois de France, et ces rigoureuses dispositions pénales étaient encore généralement maintenues dans les édits, à la fin du XVI^{me} siècle. Le premier délit de blasphème était puni d'une simple amende pécuniaire « à la discrétion de justice », dont un tiers était acquis au dénonciateur. Ces amendes étaient doublées, triplées et quadruplées dans les cas de récidive; mais au cinquième délit, le blasphémateur était mis au carcan « pour y demeurer depuis huit heures du matin jusques à une heure après-midi, sujet à toute vilainie et opprobre que chacun voudra lui impropérer. » Le sixième délit devait être puni de l'ablation

de la lèvre supérieure « coupée d'un fer chaud, en sorte que les dents seront à découvert. » Pour le septième méfait, même ablation opérée sur la lèvre inférieure du criminel qui devait en outre être « pilorié » : soit tourné un certain temps dans la cage sur pivot du pilori, au grand divertissement de la populace. Enfin « s'il advenait que le mutilé fit encore entendre quelque blasphème » — ce qui devait lui être bien difficile — le juge devait lui faire couper la langue « tout juste. » Pour les gens de guerre, les prescriptions de la loi martiale, ou, comme on disait alors « les coutumes de Mars » étaient encore plus expéditives : la troisième récidive de blasphème était suivie du supplice affreux de la perforation de la langue, au moyen d'un poinçon rougi au feu, *et le témoin du blasphème encourait la même pénalité, s'il n'avait pas révélé ce crime à la justice !*

Il est vrai qu'au XVI^{me} siècle — et nous avons hâte de le dire — les juges usaient presque toujours de tempérament dans l'application de cette pénalité barbare ; ils se bornaient à infliger au coupable une amende pécuniaire, ou, à défaut de celle-ci, quelque peine correctionnelle telle que le carcan, le pilori ou la fustigation. Dans les armées cette répression du blasphème était abandonnée à l'arbitraire des capitaines et chefs de bandes, qui pour le plus grand nombre se souciaient fort peu de ces « gaillardises » de leurs subordonnés. On jurait couramment, on « dépitait » tous les saints du calendrier dans les tavernes, les tripots et les brelans. Du reste, les soudards du parti réformé ne se distinguaient pas avantageusement de la soldatesque royale, ou des ligueurs, quant à cette licence scandaleuse, bien que partout les ordonnances ecclésiastiques eussent statué, à l'instar des ordonnances royales, des pénalités très rigoureuses contre les blasphemateurs. Malgré cette fréquente impunité, suite

du relâchement général des mœurs, il n'en est pas moins avéré que le sentiment populaire réprouvait toujours le blasphème et que cette réprobation se manifestait encore, à la fin du XVI^m siècle comme au moyen âge, par la coutume de faire agenouiller le coupable qui, en témoignage d'humiliation et de repentance, devait « baiser la terre » avant qu'il lui fût permis de se relever. Les édits et les ordonnances législatives du XI^m au XVI^m siècle ne firent que consacrer cette coutume populaire, dont l'origine est assurément beaucoup plus ancienne.

TITRE II

De la simonie.

Le législateur se borne à rappeler sous ce titre, que le trafic des biens d'Eglise est déféré aux tribunaux ecclésiastiques, qui auront à procéder contre les simoniaques conformément aux saints décrets et constitutions canoniques. Quant aux laïcs « coupables et participant du même crime », ils ont à rendre compte de leurs actes aux tribunaux ordinaires. Cette ordonnance rendue par Henri III pour atténuer s'il était possible le scandale de la vente des bénéfices, ne fut jamais observée en France. ni à la Cour, ni dans les provinces; elle ne le fut pas davantage sous les Bourbons que sous les derniers Valois.

Il y avait, du reste, une secrète manœuvre pour dissimuler la simonie, c'était « la confidence », et, d'après la définition qu'en donne Claude Henry, il devait être bien difficile à la justice d'atteindre ceux qui s'en étaient rendus coupables. « C'est — dit l'auteur précité — un fidéi-commis en matière bénéficiale; c'est-à-dire un traité par lequel une personne reçoit un bénéfice pour en rendre les fruits à un autre, ou même pour en restituer le titre après un certain temps. Un

homme de guerre, par exemple, obtient par son crédit un bénéfice de grand revenu, et le met sur la tête d'un frère ou d'un domestique, qui lui en rend la plus grande partie, se contentant d'une petite pension. Ou bien pour conserver dans une famille un bénéfice qui la fait subsister, après la mort du titulaire, on en fait pourvoir un ami qui n'en est que le dépositaire, en attendant que l'enfant auquel on le destine soit en âge. Cet abus fut commun en France à la fin du XVI^{me} siècle. Plusieurs grands bénéfices et même des évêchés étaient ainsi possédés sous d'autres noms, par des femmes, par des hérétiques (!). La peine de la confidence est la même que celle de la simonie. Outre l'obligation de restituer, il y a excommunication [majeure] de plein droit, et perte de tous les bénéfices. » Voir *Constitution de Pie V*, 1^{er} juin 1569.

Nous le répétons; les peines fulminées par l'Eglise dès le concile de Chalcédoine (451) jusqu'au concile de Trente (1545-64), ne durent pas souvent atteindre les coupables de simonie, et la législation du XVI^{me} siècle que nous étudions ici, n'eut aucune influence sur la réforme de ce criant abus.

TITRE III

Des pronostications.

Les ordonnances de Charles IX et de Henri III déclarent criminels encourant des peines corporelles, les faiseurs d'almanachs « excédant les termes de l'astrologie licite. » Rien n'est moins précis que cette définition et rien aussi n'était plus arbitraire que la censure répressive à laquelle étaient soumis ceux qui se mêlaient de publier leurs pronostications. Les imprimeurs et les libraires ne devaient mettre en vente aucun de ces livrets avant que le manuscrit n'eût été vu et visité par l'archevêque, évêque ou ceux qu'ils

auront députés expressément à cet effet, et approuvé par certificat signé de leur main. » On prétendait empêcher ainsi l'effet pernicieux des pronostications « annonçant la mort prochaine d'un grand personnage, » la révolte de certain gouverneur de province, l'apparition imminente d'une contagion, etc., etc. Mais les almanachs prohibés n'en étaient pas moins répandus furtivement, par milliers et chaque année, soit dans les villes soit dans les campagnes ; et pour un devin qui tombait entre les mains de la justice, il en était toujours une vingtaine qui lui échappaient. Ces prétendues pronostications eurent partout, au XVI^me et au XVII^me siècle, une influence considérable sur la crédulité populaire. Toutes les tentatives contre la vie de Henri IV et jusqu'à l'assassinat de ce prince par Ravallac avaient été « pronostiquées, » disait-on, longtemps avant l'évènement, et non seulement la magistrature, le clergé, la cour partageaient cette idée superstitieuse, mais « le Béarnais » lui-même en avait été maintes fois préoccupé (1).

(1) Le vendredi 17 mars 1595, Henri IV revenant d'une partie de chasse « avec sa Gabrielle, nouvellement comtesse de Mousseaux..., on lui présenta des lettres d'un vieil gentilhomme de Gascogne qui donnoit advis au Roy (par forme de divination, car ce gentilhomme s'en mesloit fort) de se garder de la fin de ce mois. Le Roy les ayant leues devint tout songeant, et ayant M. [l'archevêque] de Bourges près de lui, il lui en dit le contenu, lequel commença d'entrer en discours sur la vanité des devins et divinations. Mais le Roy l'interrompit et lui dit, je sais autant de tout cela que vous m'en sçauriez dire; et que c'est en Dieu qu'il faut croire et non pas aux hommes; mais si vous dirai-je là-dessus une chose qui est vraie : c'est que jamais ce gentilhomme ne me mentist, car il m'a mesme prédit les deux batailles de Coutras et d'Yvri tout de la mesme façon qu'elles sont advenues : C'est ce qui m'y a fait penser. » *Journal de Pierre de l'Estoile.*

L'emprisonnement, l'amende et la fustigation, parfois aussi le bannissement, telles étaient alors les pénalités encourues par les faiseurs d'almanachs contenant de trop indiscrètes pronostications.

TITRE IV

Des usurpations de bénéfices.

La confiscation atteignait tous les biens des seigneurs de fiefs, reconnus pour s'être mis en possession des biens d'Eglise, comme aussi tous les bénéfices qui usurpaient par la violence ou s'emparaient indûment d'une possession contestée. Il était même défendu aux seigneurs laïques « de se servir des cloches et meubles des églises ou d'occuper celles-ci, de démolir et abattre les églises et les chapelles, encore qu'elles fussent de leur fondation. » Ces violences déclarées criminelles par les derniers Valois n'en étaient pas moins devenues si fréquentes, que le plus grand nombre des églises, couvents, hôpitaux et maladreries de France étaient dévastées et tombaient en ruine à la fin du XVI^me siècle. Les revenus ecclésiastiques : dîmes, champarts et censives étaient spoliés, les terres à la merci du premier occupant, et cet état de choses, si extraordinaire, subsistait encore dans toutes les provinces, du temps de Henri IV, longtemps après les guerres civiles !

TITRE V.

Du crime de lèse-majesté.

Le roi Louis XII avait déjà assimilé au crime de lèse-majesté le fait d'avoir eu connaissance « de quelque traité, conspiration, machination ou entreprise à l'encontre de la

personne royale, des reines, ou de leurs enfants » et de ne pas l'avoir révélé à la justice. François I^{er}, puis Henri III, confirmèrent cette ordonnance, « défendant à toute personne de quelque état, autorité, qualité, ou condition qu'elle soit, sans nul excepter, d'entrer dans aucune association, intelligence, participation, ligue offensive ou défensive, avec princes, potentats, républiques ou communautés, dedans ou dehors le royaume ».

Ceux qui « s'oubliaient tant que de contrevenir à ces défenses » étaient déclarés criminels de lèse-majesté, incapables et indignes, eux et leur postérité, de toute charge publique, de tout honneur personnel. La peine capitale et la confiscation de tous leurs biens, « sans que les dites peines leur puissent être remises » étaient les châtimens qui devaient les atteindre. Cependant, le parti de la Ligue, comme celui des Princes, les Huguenots comme les Guisards, n'en publiaient pas moins leurs manifestes séditeux, et leurs chefs pactisaient ouvertement avec l'étranger.

Le cas de désertion avait été assimilé par François I^{er} au crime de lèse-majesté (juillet 1534). Les déserteurs et les transfuges devaient être bannis à perpétuité, leurs biens confisqués, leurs enfants déclarés incapables et exclus de toute succession, directe, collatérale ou autre, et « néanmoins seront [les bannis précités] par figure mis en quatre quartier, et chacun d'iceux quartiers mis ès lieux plus insignes, de là où sera la légion, afin que les autres y puissent prendre exemple. »

Ceux qui « parlaient » avec l'ennemi, sans le congé de leur capitaine, étaient aussi tenus pour criminels de lèse-majesté, mais aucune disposition de l'ordonnance que je rapporte ne fut moins respectée que celle-ci, et à l'époque des guerres civiles pendant les trêves de combat — si fré-

quentes et de si courte durée qu'elles nous semblent avoir été les entr'actes d'un jeu scénique — non seulement les avant-postes ouvraient des « parlements » avec l'ennemi, mais on trafiquait des rafraîchissements et des hardes jusque sous les murs des places assiégées.

« La peine du supplice du crime de lèse-majesté est d'être tiré à quatre chevaux, qu'autrement on dit escarteler », écrit Charondas, mais cela doit s'entendre des régicides, exclusivement à tout autre criminel convaincu de lèse-majesté pour libelles diffamatoires ou pour désertion, les coupables de cette dernière catégorie étant simplement envoyés au gibet. Il est vrai que le régicide s'étendait, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, jusqu'aux attentats contre les membres de la famille royale, et même jusqu'aux projets de conspiration contre leurs personnes. En 1582, le 26 octobre, un gentilhomme, d'origine espagnole, le jeune Salcède, convaincu d'avoir conspiré, en Flandres, contre le duc d'Alençon, fut tiré à quatre chevaux sur la place de Grève, « mais par l'intercession de la dame de Martignes duchesse de Mercœur qui lui était parente, il ne souffrit qu'une ou deux tirades, puis fut étranglé ». (*Journal du règne de Henri III.*)

TITRE VI.

Du Pécumat.

La malversation dans le maniement des deniers publics ou de ceux du domaine royal était punie « par confiscation de corps et de biens ».

Les nobles convaincus de pécumat tombaient en roture, eux et leur descendance. Quant aux « officiers (en d'autres termes : les gens en office) qui sortaient du royaume sans avoir rendu compte de leur administration, ni payé le reli-

quat dû par eux au Trésor, il était procédé contre eux par la déclaration des mêmes peines.» — Ordonnance de François I^{er}, mars, 1545. — Toutefois cette législation criminelle n'eut jamais, avant le gouvernement de Richelieu, qu'une valeur comminatoire. « Si est-ce qu'elle ne se pratique guères, dit Charondas, s'il n'y a du faux ou autre crime capital meslé avec le péculat..... Pour ce crime, comme pour celui de lèse-majesté, n'y a lieu d'abolition par le droit romain, mais en France, nous en avons vu donner, et pour l'un et pour l'autre (mesme de publiques!), tant nos Rois sont bénins, éléments, et miséricordieux... etc. » (1)

Sous les derniers Valois, comme sous Henri IV, l'impunité des gens en office qui « plumaient la poule du Roi », était à peu près complète. Les Rucellai, Sardini, Cessami et autres partisans italiens du temps de la reine Catherine de Médicis, avaient été remplacés par les Puget, Montescot, Desrues, etc. Tous ces financiers convaincus de péculat faisaient des fortunes colossales, et si la rumeur publique obligeait enfin la justice à les poursuivre, ils transigeaient avec elle, et sortaient toujours d'embarras « par la porte dorée ». Sous Louis XIII, la fameuse ordonnance royale dite « le code Michault », du nom de Michel de Marillac, qui l'avait rédigée, créa, il est vrai, une chambre composée d'officiers des cours souveraines pour vaquer de nouveau à la recherche des

(1) Henri IV, toujours obéré, et réduit aux expédients comme un fils de famille, ne se prêtait qu'avec regret aux mesures de rigueur décrétées contre les gens de finance les plus convaincus de péculat. « Lorsqu'on fit enfin une chambre de justice contre les financiers : Ah, disait-il, ceux qu'on taxera ne m'aidront plus ! » Tallemant des Réaux. *Historiettes*.

financiers ; mais son action fut de courte durée, et, dès l'année 1630, les habiles « dénicheurs de fauvettes » purent étaler comme auparavant un luxe effronté (1).

TITRE VII.

Des ports d'armes, assemblées illicites et voies de fait.

Du règne de Charles VIII à celui de Henri III. les ordonnances royales s'efforcèrent de restreindre le port des armes défensives. Il était spécialement défendu « d'aller et venir par le royaume, armé de corps de cuirasse, corselets, animes(2), chemises de mailles, ni autres armes couvertes, secrètes ou apparentes », sous quelque prétexte que ce fût, à peine de confiscation de corps et de bien. Les gens d'armes des compagnies d'ordonnances, les archers de la maréchaussée, les cent gentilshommes de la maison du roi, les ouvriers mineurs, et ceux qui poursuivaient les faux-sauniers étaient exceptés, quant à cette interdiction du port des armes défensives. Il peut paraître singulier que les armes « offensives » ne fussent pas comprises dans les défenses, mais l'insécurité était si générale et la coutume d'être armé

(1) Dans le procès du sieur Puget, fameux trésorier de l'Epargne, un des commissaires aux enquêtes lui fit cette question : « Je vous prie de m'enseigner comment je pourrais, avec deux ou trois mille écus, en acquérir, en peu de temps, cinq à six cent mille ? » Paroles, dit un auteur, qui le rendirent muet... *Caquets de l'accouchée*, p. 40 et suiv.

(2) Corps de cuirasse italienne, à lames mobiles, imbriquées l'une sur l'autre. *Anime*, corruption de *amine*, est tiré du bas-latin *lamina*, selon Lacurne. Nous proposons toutefois l'italien *anima* : panneau, noyau, d'où *animetta*, devant de cuirasse, qui se dit encore.

si répandue, que le législateur dut renoncer à proscrire absolument le port de l'épée, du poignard et du coutelas. On se bornait à faire consigner aux portes des villes closes « les bâtons-à-feu : harquebuses, pétrinales, pistoles et pistolets, » dont les gens de passage étaient porteurs.

On exigeait dans les hôtelleries la même consignation des voyageurs qui venaient y prendre logis ; encore faut-il ajouter que toutes ces demi-mesures étaient fort mal observées, même à Paris.

D'autre part, l'autorité civile accordait couramment la dispense de la consignation et le droit de porter des armes à feu, même dans les villes, à ceux qui demandaient cette faveur pour leur sécurité.

Quant aux armes d'hast : hallebardes, piques, pertuisanes, angons, fauchards, bâtons « à deux bouts », c'étaient surtout des armes pour le service de garde, et il s'en trouvait alors dans tous les logis.

« L'édit concernant la défense du port d'armes fut enregistré au Parlement le 15 septembre 1609, mais déjà le roi Henri IV avait fait une autre ordonnance, à Paris, en février 1600, par laquelle défenses furent faites à tous escoliers, clercs, pages, laquais, artisans et gens de métier, allant par la ville de Paris, et faubourgs, de porter espées, dagues, poignards, ny autres armes et bastons, de jour et de nuit, avec injonction aux seigneurs et gentilshommes de porter eux-mêmes leurs épées, sans les faire porter à leurs laquais et pages ; à peine d'en répondre à leurs propres et privés noms ».

Toutefois, en 1601, à l'occasion d'un règlement général sur le fait des chasses, le même roi autorisait les seigneurs et gentilshommes de porter l'arquebuse pour chasser sur leurs terres. Mais on ne tarda pas à reconnaître combien étaient

dangereuses, surtout dans les provinces, où partout les haines de familles avaient succédé à la guerre civile, ces réunions de nobles, armés sous le fallacieux prétexte d'une partie de chasse. En 1603, par lettres-patentes données à St-Germain, Henri IV retirait l'autorisation précitée, et faisait de nouveau « itérative défense à toutes personnes de chasser avec l'arquebuse, ni porter pistole ou pistolet, sur peine d'amendes arbitraires, confiscation des armes et de quinze jours de prison ».

Cette prohibition rigoureuse, et que « le malheur des temps » pouvait seul justifier, fut-elle jamais observée ? Nous en doutons encore, car il est bien difficile de se représenter les gentilshommes de France réduits, en 1603, à chasser aux petits oiseaux, comme ci-devant la reine Catherine de Médicis et ses filles d'honneur, avec de petites arbalètes à jalet et des boulettes de terre glaise ! — Voir Brantome : *Dames illustres*.

Quant à la défense signifiée par édit royal « à tous gentilshommes de faire assemblée de gens, sous prétexte de querelles particulières ou autres, sous peine d'être punis comme criminels de Lèze-majesté », elle n'eut, antérieurement à Richelieu, aucune influence sur les mœurs de la noblesse française. Lorsqu'un seigneur prétendait être offensé, son premier soin était de faire appel à tous ses alliés et à ses partisans. Ceux-ci accouraient en armes à cette convocation, dont la suite était, à bref délai, une expédition ouvertement hostile, ou plus fréquemment une « camisade » entreprise contre l'ennemi signalé. C'est ainsi que cela se passait dans les provinces, mais dans les villes où l'impunité du meurtre, du pillage et de l'incendie était moins assurée, les assemblées de noblesse avaient surtout pour but de garantir la sécurité personnelle d'un chef de parti. Sous les

derniers Valois, Montmorenci, Condé, Guise, Coligny et d'autres encore, avaient toujours autour d'eux une forte escorte de gentilshommes; leur logis était, à toute heure, le quartier d'assemblée de leurs partisans armés, et ceux-ci les accompagnaient « en bravant » non seulement dans Paris, dont ils tenaient, en marchant, le haut du pavé, mais jusque dans les galeries du Louvre, lorsque leur chef jugeait à propos de s'y montrer.

Ajoutons qu'en dehors des jurandes de corps de métiers et des confréries religieuses, le droit d'association n'existait pas plus au XVI^m siècle que le droit d'assemblée. En conséquence, les artisans, manouvriers, citadins ou gens de village qui se constituaient en association illicite et « faisaient monopole » encouraient, de ce fait seul, une pénalité corporelle ou pécuniaire; en d'autres termes: la prison ou l'amende, quelquefois le bannissement et la fustigation. Il était même défendu de traiter ni délibérer au sujet des affaires publiques « en maison ou lieu privé et particulier ». Mais cette ordonnance de Henri II (juin 1559), n'empêcha ni les secrètes intelligences, ni les « monopoles », ni les assemblées du populaire mécontent. Ces manifestations séditieuses se produisirent de tous côtés, non seulement pendant les guerres civiles, mais sous le règne de Henri IV et jusque sous la régence de Marie de Médicis. En fait, leur impunité paraît avoir été presque toujours assurée.

Dans les campagnes, les « communautés » de villageois assez téméraires pour se réunir en assemblées délibérantes, étaient poursuivies en justice, en la personne de leur procureur, « qu'à ces fins il leur est enjoint d'élire et constituer », dit Charondas, puis le savant glossateur cite à l'appui de cette assertion deux arrêts de cour souveraine, l'un visant les habitants de Gournay-sur-Aronde (18 septembre 1576), l'autre ceux du comté de Beaufort (14 octobre 1567).

TITRE VIII.

Des rébellions à justice.

Outre les dispositions mentionnées au titre V, et dont il a été parlé, celui-ci porte que les maisons et châteaux des rebelles à la justice seront démolis, abattus et rasés, « sans qu'ils puissent, puis après, être rebastis ni réédifiés » sinon par autorisation royale. Charles IX modifia, en 1566, cette ordonnance du roi François II (1), en statuant que cette démolition n'aurait lieu que « pour certaines grandes causes », mais que, pour tout autre cas de rébellion, les maisons fortes, les châteaux et les fiefs qui en dépendaient seraient simplement confisqués au profit du domaine royal. Les rebelles à justice étaient, de plus, condamnés en matière civile à tous les dépens, dommages et intérêts de leur partie adverse, puis à une amende arbitraire, fixée par le juge : celui-ci, sur le vu du procès-verbal du sergent-royal et de ses records, portant qu'on leur avait refusé l'entrée d'une maison forte, n'avait qu'à décréter un ajournement personnel « sauf, après avoir informé, procéder par décret de prise de corps, ainsi qu'il verra à faire ».

Rien de plus simple en apparence, mais aussi rien de moins facile à exécuter. Les maisons fortes étaient autant de repaires où les sergents de justice n'eussent osé aller signifier un jugement de saisie réelle ou de prise de corps, et plus d'un accident tragique était survenu à ceux qui s'étaient risqués à aller instrumenter dans le clos, soit, comme on disait encore, dans le pourpris d'un gentilhomme. Aucune

(1) Ordonnance de Chambord, en décembre 1559.

pénalité ne pouvait atteindre, il y a trois siècles, celui qui « se faisait fort » dans son château. Les prévôts et les archers de la maréchaussée ne songeaient nullement à donner l'assaut à ces nombreux rebelles, et les baillis et sénéchaux ne faisaient pas davantage appel aux communes réunies au son du tocsin, sinon dans des cas très exceptionnels. En réalité, l'impunité des nobles décrétés de prise de corps et retirés dans leurs châteaux fut toujours complète au XVI^m^e siècle, *même pour ceux qui avaient encouru la peine capitale*, et la justice n'avait alors d'autres moyens de les atteindre, que de leur tendre des embûches, s'ils se hasardaient, sans une forte escorte, à courir les champs.

Ces « courses aux champs » de certains gentilshommes, pour détrousser les malheureux passants ou pour aller « donner la venue » à quelque ennemi particulier, étaient très fréquentes, bien qu'elles fussent sévèrement défendues, ainsi qu'on l'a vu ci-devant. Il était d'usage que les malfaiteurs engagés dans de telles entreprises fussent masqués afin de se dérober aux enquêtes. L'ordonnance de François I^{er} (mai 1539) donnait, il est vrai, « pouvoir et puissance au premier venu de courir sus, d'arrêter et saisir au corps toute personne armée, masquée et déguisée, allant par pays ; et si telles gens se mettent en défense, [pouvoir] d'assembler le peuple au son du tocsin ou autrement, afin qu'ils puissent être appréhendés ». Mais ces arrestations de malfaiteurs par le peuple furent sans doute bien rares, et tout nous porte à croire qu'il ne suffisait pas alors de donner l'alarme aux gens des communes pour les rassembler.

TITRE IX.

Des excès commis envers les officiers et ministres de justice.

L'ordonnance de Charles IX (1566), confirmée aux Etats de Blois (1580), défend, « sur peine de la vie », d'excéder et outrager les magistrats, officiers, huissiers, ou sergents exerçant leur charge ou leur office. Il était même défendu très expressément de présenter aucune requête en Cour pour obtenir la grâce des coupables d'un tel méfait. La sécurité de la magistrature, en butte chaque jour aux vengeances particulières, ne fut, cependant, nullement rétablie par cette législation d'une extrême sévérité. Quant aux simples « officiers », ils étaient exposés à toutes les violences, et le seul fait des saisies et levées de gages donnait lieu, même dans les villes, à de nombreux cas de rébellion particulière ou collective, et même à des émeutes de quartier. On enlevait impudemment les prisonniers criant : à l'aide ! des mains des sergents et des « prévôts », soit plus exactement des archers de la maréchaussée ; et cela jusque sous les murs de la geôle, parfois jusqu'au pied de l'échafaud. Enfin le bourreau et ses valets étaient quotidiennement harcelés par « la petite jeunesse » et, les jours d'exécution publique, leur maladresse pouvait les rendre victimes de la fureur populaire. En résumé, cette hostilité générale que rencontraient partout les officiers de la justice doit nous paraître un des traits les plus caractéristiques des mœurs, à l'époque dont nous retraçons ici la législation (1).

(1) En avril 1575, un individu fut condamné à l'amende envers le fisc royal et aux dédommagements pécuniaires envers la partie plaignante, « pour avoir donné un soufflet à un officier des monnayeres ». Mais ce fait relevé par Charondas est assurément très exceptionnel.

TITRE X.

Des rognures et altération des monnaies.

Il existe, pour le XVI^{me} siècle, quatre ordonnances royales touchant les « rogneurs de monnaie », dont le crime est assimilé à celui des faux-monnayeurs ; mais le châtimént réservé à ceux-ci n'est pas même spécifié dans ce titre, et c'est seulement au livre XV^{me}, traitant spécialement « des monnaies et officiers d'icelles » qu'on trouve, dans le code Henri III, la définition de la procédure à suivre pour atteindre les coupables, et celle de la pénalité encourue par eux. La cour des monnaies avait juridiction souveraine (à l'exclusion des juges ordinaires)», « pour connaître, juger et décider par arrêt en dernier ressort *et sans appel* » non seulement des malversations commises par les monnayeurs, les changeurs, les orfèvres et les alchimistes, mais encore elle devait connaître « du fait des faux-monnayeurs, rogneurs et autres... jusqu'à condamnation et exécution corporelle, mesmement de mort (1), et abscision de membres, inclusivement ». Les prévôts, baillis, et sénéchaux, comme aussi les juges royaux ordinaires devaient faciliter en toute chose la procédure exceptionnelle de généraux des monnaies, ils devaient leur donner « aide, confort et secours... avec prisons, outils et lieu commode pour bailler torture », enfin partout les sergents royaux et les exécuteurs de la haute justice étaient à leurs ordres « tant pour la confection des procès que pour l'exécution des sentences ».

(1) « En France, la peine de mort est ordinaire contre les faux-monnayeurs lesquels on aurait quelquefois fait mourir en eau bouillante... et nous en avons vu aucuns punis de cette peine. » Charondas. Voir aussi Boutillier : *La somme rurale*.

On est tenté de croire, en recueillant ces documents si précis de la législation criminelle, que la répression du délit de fausse-monnaie devait être absolue dans toutes les provinces du royaume; il n'en fut rien cependant, non seulement à l'époque des derniers Valois, mais encore sous le règne de Louis XIII. Toutes les monnaies en cours étaient rognées ou avaient été « lavées » par quelque acide, une quantité considérable d'écus étaient fourrés et rebordés. Les monnaies étrangères, bien que maintes fois décriées pour leur bas aloi, n'en étaient pas moins répandues sur tous les marchés, enfin le mal devint si grand qu'il fallut légaliser l'usage, devenu général dans les transactions, par lequel aucune pièce d'or ou d'argent n'était plus reçue en paiement, sans avoir été pesée au trébuchet par le créancier ou le marchand. « Enjoignons à toutes personnes de peser ou faire peser au trébuchet toutes les pièces d'or ou d'argent qu'elles recevront, » lit-on dans l'ordonnance royale de 1557, où nous trouvons encore l'injonction suivante : « Toutes espèces d'or et d'argent ne pourront être reçues qu'au poids, soit en particulier, de pièce à pièce, soit en sac. On peut facilement conjecturer quelles difficultés rencontrait, à la pratique, une semblable réglementation, et quelles innombrables altercations devaient en être la conséquence ! Mais les fauteurs secrets de ce prodigieux désordre n'en jouissaient pas moins d'une impunité à peu près complète, et de même que plusieurs autres criminels, pour un rogneur ou laveur de pistoles qui était appréhendé par la justice, il en était un grand nombre qui lui échappaient. Les faux-monnayeurs, non moins difficiles à atteindre que les billonneurs, furent toujours beaucoup moins nombreux que ces derniers, car leur méfait exigeait tout un outillage spécial. Ils exerçaient leur criminelle industrie hors des villes, et

de préférence dans les lieux souterrains, les cavernes, les ruines escarpées de quelque château, où le bruit sourd du balancier ne pouvait trahir leur présence. On en capturait cependant quelques-uns de temps à autre, et, sous le règne de Henri IV, on vit des gentilhommes roués en place de Grève, pour avoir mal à propos occupé leurs loisirs, depuis la fin des guerres civiles, à la fabrication de la fausse monnaie. Mais de tels actes de justice étaient bien rares. Remarquons enfin que les collecteurs des tailles, eux-mêmes, spéculaient sur la fausse-monnaie et la monnaie légère, qu'ils donnaient pour bonnes aux receveurs particuliers, et que ces derniers en usaient de même avec les recettes générales. En sorte que, malgré les précautions minutieuses stipulées par les ordonnances relatives à la Cour des aides, on peut dire que le trésor royal « drainait » ainsi quatre fois par année toutes les espèces altérées... qu'il se hâtait, il est vrai, de remettre le plus tôt possible dans la circulation. — Voir liv. XIII, t. XXIII, *Code Henri III*.

TITRE XI

Des voleurs et guetteurs de chemins.

Les coupables convaincus de vols commis de nuit, à main armée, par violence ou par voie d'effraction, soit dans les villes, soit dans les campagnes, étaient punis du supplice de la roue (1), selon l'ordonnance de François I^{er}, publiée en

(1) « Ce fut le roi François I^{er} qui introduisit en France le supplice de la roue, pour la fréquence des meurtres et voleries qui lors se commettaient, comme encore à présent ils se commettent. » Ch. — L'accident survenu en 1534 au sieur de Nantouillet, blessé par des voleurs, comme il courait la poste, avait été — ajoute le glossateur précité — le fait qui avait motivé cette pénalité nouvelle.

1534. « C'est assavoir : les bras leur seront brisés et rompus en deux endroits, tant haut que bas, avec les reins, jambes et cuisses. Ils seront mis sur une roue haute, plantée et eslevée, le visage contre le ciel où ils demeureront vivants pour y faire pénitence, tant et si longuement qu'il plaira à Notre Seigneur les y laisser, et morts, jusqu'à ce qu'il soit ordonné par justice. » — Il est digne d'attention que l'ordonnance de 1534 — la seule qui figure dans le code de Henri III — ne vise que les attentats nocturnes et ne dit rien des autres. Or l'insécurité était telle, en plein jour, que nul citadin ne se risquait aux champs sans être armé et, si possible, bien escorté. Les pèlerins allant gagner les pardons, les marchands se rendant aux foires, les paysans aux marchés, cheminaient toujours en grand nombre et néanmoins tous ces gens « embastonnés » étaient encore au hasard d'être assaillis par les hardis malfaiteurs dont les bandes enrégimentées infestaient toutes les provinces. A la fin du XVI^me siècle « les *Rougets*, les *Barbets*, les *Grisons*, désolaient le royaume sur les points les plus opposés » a dit Fournier (1), et les prévôts de la maréchaussée conduisant leurs archers à la chasse des larrons étaient exposés eux-mêmes à tomber dans les embuscades que leur dressaient ceux-ci, et ne s'en tiraient jamais sans être fortement rançonnés. Mais c'est à Paris que l'insécurité était peut-être la plus grande. « Ce n'est pas tant aux gueux qu'il y faut prendre garde, écrivait en 1622 l'auteur inconnu des *Caquets de l'accouchée*, qu'à une infinité de vagabonds et de coureurs de nuit qui pillent, volent, destrousent mesmes tous nos

(1) *Variétés historiques*, I. 298 n. Voir dans ce recueil « l'histoire du capitaine Guillery, » dans l'*Inventaire des larrons* : « l'histoire de Carrefour » etc., etc.

marchands..., etc.» (1); quant aux Parisiens, ils avaient pris dès longtemps la coutume de demeurer au logis aussitôt la nuit venue. « Ils ont cette particularité — dit un contemporain — qu'ils ne bougent point de leur logis la nuit, quelque bruit qu'ils oyent parmi la rue et quoique quelqu'un crie qu'on le vole ou qu'on l'assassine. De sorte qu'une personne qui se trouve parmi des tireurs de manteaux ne doit espérer, après Dieu, qu'en ses mains ou bien en ses pieds... (2).

Tel est le tableau sinistre que présentaient en 1622 les provinces et la capitale, et quant à cette dernière on doit conjecturer, en lisant la satire sixième de Boileau, qu'en 1660 elle n'avait pas beaucoup changé d'aspect, la nuit.

TITRE XII

Des meurtres et homicides commis de guet-à-pens, et du duel.

Ces méfaits étaient aussi punis du supplice de la roue, d'après l'ordonnance de Henri II (année 1557), confirmée par Henri III (1576), tandis que les « assassinats » commis à prix d'argent, n'étaient punis que de la peine de mort (voir t. XIII*) : ce qui doit s'entendre, croyons-nous, de la pendaison pour les roturiers et de la décapitation pour les nobles. L'aggravation de la pénalité étant ici motivée, pour le législateur, par le fait de l'initiative du crime et non

(1) « A force de crier contre le prévost des maréchaux de Paris; ils ont fait une capture, depuis peu, de deux cent seize voleurs, au nombre desquels il y avait vingt-deux Manteaux-Rouges. » *Variétés historiques*, t. 1, 198.

(2) Davity. *Les Etats, empires, etc.*, cité en note dans les *Caquets de l'accouchée*, p. 71.

pas seulement par sa *préméditation*. Cette disposition législative est assurément une des plus remarquables de ce livre XIII^{me} du code Henri III, mais il est regrettable que les glossateurs contemporains aient négligé de nous faire connaître quels avaient été les motifs invoqués pour cette distinction de criminalité. Quant au duel, cette manie qui décimait la noblesse depuis la cessation des guerres civiles, c'est ici le cas d'analyser brièvement les ordonnances fameuses qui furent rendues à ce sujet dès le commencement du XVII^{me} siècle.

Par son ordonnance du mois d'avril 1602, Henri IV avait assimilé le duel au crime de lèse-majesté, entraînant la peine capitale et la confiscation des biens. Les querelles et causes d'injures entre gentilshommes étaient déférées à la connestablie où siégeaient les maréchaux de France; cette cour jugeait sans appel et ordonnait souverainement de la réparation d'honneur acquise à la partie lésée, l'injurié étant mis dès lors en la sauvegarde du roi. Si le condamné s'absentait et ne satisfaisait pas à justice, il devait être banni du royaume; s'il se hasardait à y rentrer, il serait arrêté « le plus tôt possible, » et contraint de tenir prison fermée jusqu'à ce qu'il se fût soumis à donner la réparation exigée de lui. Cependant il ne paraît pas que l'édit de 1602 ait eu pour effet la cessation des violences qu'il prétendait réprimer. A la suite de deux combats mortels dans lesquels six gentilshommes « s'étaient assassinés de duel, » à Paris en mars 1607, « on donna avis au roi — dit Pierre de l'Estoile — que depuis l'avènement de sa majesté à la couronne, on faisait compte au moins de *quatre mille gentil-hommes* tués en France en ces misérables duels, et, quand il serait question d'en dresser un état, qu'on le ferait aisément, et vérifierait-on par noms et surnoms. » L'ordonnance de 1602

était-elle donc trop sévère ou ne l'était-elle pas assez?... Il fut résolu qu'elle serait révisée, mais ce travail législatif fut de bien longue durée, car ce ne fut qu'en juin 1609 que fut publiée la nouvelle ordonnance. Le roi, après avoir, de nouveau, enjoint à chacun « de vivre en paix, union, et concorde », édictait encore la réglementation de la Connestablie chargée de statuer dans les demandes de combat, ces demandes étant déférées au roi dans les cas (bien rares assurément !) d'un préavis favorable du tribunal. L'agresseur dans une querelle touchant à l'honneur, devait être privé de ses charges, grades, offices et dignités *pendant six ans*. En outre, pour y être rétabli, il devait demander pardon au roi (c'est-à-dire, selon nous, solliciter des lettres de rémission), et satisfaire à sa partie, ainsi qu'il aura été ordonné [par le tribunal]. Celui qui provoquerait au combat pour un autre (on appelait cela : porter le billet, porter le petit mot) serait dégradé de noblesse pour toute la vie, tiendrait prison perpétuelle et même pourrait être puni de mort infamante (!). Enfin il devait être privé à perpétuité de la moitié de ses biens. Celui qui provoquait directement en combat singulier, « pour soi-mesme, » et sans avoir eu recours au tribunal de la Connestablie, serait destitué de toutes ses charges, et déclaré indigne d'obtenir aucune réparation de l'offense qu'il prétendait lui avoir été faite. Si, au mépris de la dite ordonnance, il survenait un duel et que l'un des combattants fût tué, son meurtrier serait puni de mort, et en attendant qu'il fût appréhendé, il devait être privé de ses charges et dignités. Si les deux adversaires mouraient au combat (ce qui arrivait parfois), *leurs corps seraient privés de sépulture*, le tiers de leurs biens saisis et affectés « à la nourriture des pauvres, » et, s'ils ne délaissaient aucun bien, leurs enfants seraient déclarés roturiers et taillables *pour*

six ans. S'ils l'étaient déjà, on déclarerait ces innocents indignes d'être jamais nobles, et d'exercer aucun office.

Quant aux témoins qui, selon l'usage, secondaient ou tierçaient les combattants, les mêmes pénalités excessives leur étaient appliquées « mais s'ils n'ont été que simples spectateurs et s'y sont acheminés et rendus exprès pour cet effet, ils seront dégradés des armes et privés pour toujours de leurs offices. »

Enfin, si les offenses étaient faites « en lieu de respect », (ce qui doit s'entendre de la demeure royale), ceux qui les commettaient seraient soumis aux peines plus rigoureuses portées par les anciennes ordonnances du royaume.

Louis XIII confirma devant l'assemblée du Parlement, cet édit d'une effrayante rigueur, le jour même de sa majorité, soit le 2 octobre 1614. Mais veut-on un exemple de la vanité des lois dans l'Etat, quand un pouvoir arbitraire y dérobe les gens en faveur au châtiment encouru ? Cet exemple, nous le trouvons encore dans le *Journal de l'Estoile*.

« Le dimanche 10 juillet (1611) La Roche-Guiffart, qui avait tué à Genève le fils de M. Turquet (de Mayerne) étant mis aux prisons à 10 heures du matin, est mis dehors, à 11 heures du soir, par le lieutenant-criminel : du commandement exprès de la Reine. » — On s'explique, après cela, que les gens de considération n'eussent pas grand souci de l'édit, et que les duels assignés et les combats de rencontre eussent encore lieu, à cette époque, en plein jour et au centre de Paris (1).

(1) Le vendredi 15. « Baronville, fils de Montescot [fameux trésorier de l'Epargne], est tué par Darsi, au bout du Pont-Neuf, près les Augustins. » *Journal de l'Estoile*, (juillet 1611).

TITRE XIII.

Des assassinats.

Ce titre vise « ceux qui pour prix d'argent, ou autrement, se louent pour tuer, outrager, excéder aucuns, ou recourir prisonniers criminels des mains de la Justice, ensemble ceux qui les auront loués ou induits pour ce faire ». De tels malfaiteurs — ayant beaucoup d'analogie avec les bravi d'Italie — étaient encore nombreux en France au commencement du XVII^{me} siècle, et plus d'un grand seigneur y tenait à sa solde et au besoin couvrait de sa protection ces bandits prêts à tout faire. L'ordonnance de Blois, rendue par Henri III, stipule que la seule machination de leurs méfaits serait punie de la peine de mort, « encore que l'effet ne s'en soit suivi ». Mais il est bien difficile d'admettre que cette législation arbitraire ait eu jamais d'autre caractère que celui d'être comminatoire. Les sénéchaux, baillis, juges royaux ou particuliers avaient alors d'autres affaires que la poursuite des attentats non suivis d'effet !

TITRE XIV.

Des crimes commis par personnes masquées et déguisées.

Les excès et les violences auxquels les malfaiteurs se livraient impunément sous le masque, dataient du moyen âge, époque où ceux qui « portaient le momon » dans un logis, et conviaient à boire et à jouer à trois dès le maître de la maison, n'avaient parfois d'autre but que de l'assassiner, après avoir fait naître un semblant de querelle. Mais, au XVI^{me} siècle, cette coutume s'était généralisée parmi les pil-

lards qui infestaient les campagnes ; les « entrepreneurs » d'un enlèvement, d'un meurtre prémédité, y avaient fréquemment recours, et bientôt la plupart des actes de vengeance furent accomplis sous le masque. Cependant l'ordonnance de l'an 1539 défendait « à toutes personnes..... d'aller par villes, cités, forests, bourgs et chemins, armés de harnais, secrets ou apparens, seuls ny en compagnie, masqués ni déguisés, sous quelque cause que ce soit, sur peine de confiscation de corps et de biens, sans aucune exception de personne ». Cette ordonnance avait été confirmée par Henri III aux Etats de Blois ; elle porte expressément « et quand aucunes voleries, meurtres, et assassinats auront été commis aux champs par personnes masquées, voulons qu'il leur soit couru sus par autorité de justice, et avec les officiers d'icelle, en toute voie d'hostilité et à son de tocsin... » Nous avons dit ci-dessus, tit. VIII. combien ces appels en aide de justice étaient le plus souvent de peu d'efficacité. Cependant certains faits tragiques recueillis par les chroniqueurs contemporains témoignent que la vindicte publique fut parfois exercée contre les malfaiteurs.

• Le premier dimanche de carême 1622 — écrit l'auteur des *Derniers troubles arrivés en France* (1) — le sieur de la Marconnière, gentilhomme du Bas-Poitou, et sa femme se disposant d'aller à l'église de la paroisse, éloignée d'une grande demi-lieue de leur château de Boisrecour, avaient envoyé devant leurs enfants, serviteurs, et servantes (hormis une) ; les valets étaient chargés de vivres pour porter en la maison du curé, afin de n'avoir sujet de revenir qu'au soir, et ne perdre le service de Dieu. Comme le gentilhomme et la dame achevaient de s'habiller, une troupe d'environ qua-

(1) Vol. II, tit. III, p. 953.

rante cavaliers, sortis d'un bois voisin, envahit la cour du château, ces gens masqués et couverts de hongrelines de toile sur leurs habits avaient chacun le pistolet et la carabine ; seize d'entre eux entrent dans le château et le reste se saisit des avenues. Les assassins pénétrant de chambre en chambre trouvent Marconnière et sa femme, sur lesquels se ruant, il les poignent. La servante qui était demeurée au logis et emmaillottait alors un petit enfant près du feu, voulant sortir pour crier au secours, fut aussi poignardée avec cet innocent. Cependant un serviteur du logis y était aussi demeuré, et celui-ci s'étant jeté au donjon, sonnait déjà la cloche d'alarme, ce que les meurtriers ne purent empêcher, quelques efforts qu'ils fissent pour rompre la porte.....

« Au bruit de ce tocsin, quelques paysans accourus les premiers furent repoussés fort rudement par ceux de l'embuscade, à coups de carabine, et tous furent blessés ; d'autres furent promptement avertir les paroissiens réunis à l'église, lesquels sortent aussitôt, courent aux armes, et viennent au château. Ils étaient animés par les sieurs de Beauperé et des Marais, gentilshommes voisins du sieur de la Marconnière. Ces gens de village firent telles diligences, qu'ils ne donnèrent loisir ni temps aux meurtriers de se sauver, ains se jetèrent si rudement sur eux et [leurs complices] en embuscade, qu'à coup de fourches de fer, picots, hallebardes et autres armes, ils furent tous défaits sur la place, hormis deux, bien blessés, que l'on épargna pour découvrir par leur bouche, l'entreprise, le dessein, et quels gens c'étaient ; ils étaient si fort blessés qu'ils moururent dans moins de demi-heure après, sans pouvoir parler...

« ...Après cela, on courut après celui qui sonnait au tocsin, lequel on trouva plus mort que vif, et ne vit-on pas que

ces gens eussent rompu, ni brisé aucun coffre pour voler et piller dans le château. »

A la suite de ce récit naïf, qui nous met sous les yeux une de ces scènes de brigandage trop fréquentes dans les campagnes au XVII^{me} siècle, l'auteur ajoute que les gentilshommes du voisinage firent encore quelques recherches « pour découvrir s'il ne serait point resté quelqu'un qui fût de cette entreprise », mais ces perquisitions furent vaines, et le secret mobile du meurtre de la Marconnière paraît n'avoir été jamais révélé. •

TITRE XV.

Des femmes qui recèlent leur grossesse et enfantement.

Le roi Henri II avait ordonné, en 1556, « que toute femme dûment atteinte et convaincue d'avoir caché tant sa grossesse que son enfantement » et d'avoir perdu son fruit par manœuvres abortives, serait tenue pour homicide de son enfant, et comme telle, punie de mort et dernier supplice « de telle rigueur que la qualité particulière du cas le mériterait » : le supplice de la potence ou celui du bûcher étant ainsi réservé soit à l'avortement, soit à l'infanticide. Henri III avait confirmé cette législation « et afin que nulle femme, servante, chambrière ou autre puisse prétendre cause d'ignorance », il fut enjoint à tous les curés « de publier et dénoncer au peuple l'ordonnance précitée, de trois en trois mois, au prône de la messe paroissiale ». — On s'était proposé de contraindre ainsi la fille-mère à « prendre témoignage » de sa grossesse illégitime, ce qui devait se faire à l'Officialité (1), ou tout au moins à quelque matrone qui de-

(1) En pays réformés, devant le Consistoire.

vait être appelée à l'accouchement. Par cet acte spontané de notoriété, la mère pouvait révéler simultanément le nom du prétendu père de son enfant, et cette révélation était jugée suffisante soit pour donner lieu aux poursuites de la justice ecclésiastique, statuant, s'il y avait lieu, sur les revendications pour promesses de mariage, sur le fait de libertinage volontaire, sur celui de subornation ou de violence, soit pour motiver les demandes en dommages, au bénéfice de l'accusatrice, demandes qui étaient réglées par la justice ordinaire (1). Malgré ces facilités extrêmes données par le législateur aux filles-mères en quête « d'un éditeur responsable », il n'en est pas moins avéré par les innombrables procès criminels du XVI^{me} siècle, du XVII^{me} et même du XVIII^{me} siècle, que les grossesses dissimulées et les accouchements clandestins suivis d'infanticides furent toujours fréquents en tout pays, catholique ou réformé, et cela particulièrement dans les villes, car les servantes « dans l'embarras » y bravaient le plus souvent la rigueur des ordonnances.

« Il me souvient — dit Henri Estienne dans son *Apologie pour Hérodoté* — d'avoir vu pendre, à Paris, assez souvent des chambrières pour ce crime, mais nulle d'autre qualité (2) ».

TITRE XVI.

Du rapt des filles.

« Le mot de rapt — se prend généralement pour tout ce qui est pris et enlevé par force. » Selon cette définition

(1) Voir *La conférence des servantes de Paris*. Variétés historiques. Vol. I p. 319.

(2) *Ibid.* passage cité par l'annotateur.

qui comprend toutes les entreprises contre la chasteté des femmes, la subornation, sans enlèvement ni détournement, était un rapt, et le consentement de la fille mineure de vingt-cinq ans ne changeait rien à la culpabilité du séducteur. Le rapt devait être puni de mort selon le code de Henri III. La pénalité sévère empruntée à la loi romaine par l'ordonnance de Charles IX, avait été confirmée et même aggravée par son successeur. — « Ceux qui se trouveront avoir suborné fils ou fille mineure de vingt-cinq ans — porte l'édit de Blois — sous prétexte de mariage ou autre couleur, sans le sçu, vouloir et consentement exprès des pères et mères et des tuteurs, seront punis de mort, sans espérance de pardon, nonobstant tout consentement que les dits mineurs pourraient alléguer par après avoir donné au dit rapt..... Pareillement seront punis extraordinairement tous ceux qui auront participé au rapt, et qui auront prêté conseil, confort et aide, en aucune manière que ce soit ». Mais cette ordonnance du dernier Valois, bien qu'elle confirmât la législation contumière du XV^{me} siècle, telle qu'on la trouve exposée dans *la Somme rurale* de Boutellier, ne fut probablement jamais observée, sinon lorsque le séducteur était un prêtre ou un serviteur domestique, et même dans ce dernier cas le cours de la justice fut parfois violemment arrêté par les manifestations du mécontentement populaire. — En septembre 1582, Claude Tommart, natif d'Etampes, jeune clerc d'étude d'un sieur Bailli, président de la cour des comptes, ayant séduit la fille de son maître, fut condamné à être pendu et étranglé sur la place de Grève et mené par les guets sur le lieu du supplice. Le condamné était — dit Pierre de l'Estoile — un beau garçon, capable de faire quelque chose de bon ; ses parents avaient offert [si la réparation matrimoniale était acceptée], de fournir jusqu'à douze mille livres

pour lui acheter un état », enfin la fille séduite prétendait n'avoir subi aucun entraînement criminel : sa faute, disait-elle, avait été volontaire et d'ailleurs les deux coupables s'étaient solennellement fiancés (1).

La poursuite vindicative (pour expier la honte faite à leur famille), des parents et alliés de la fille-mère, était faite au désaveu formel de celle-ci. Ces récits répandus dans la foule par les amis du condamné eurent bientôt excité la commisération des assistants, et ce fut une grande rumeur sur la place quand les sergents détestés du Châtelet et les « archers de Tanchou » parurent, amenant le jeune prisonnier qu'ils conduisaient à la mort. Des huées, des malédictions s'élevèrent de tous côtés, la houle populaire faisait osciller dans sa marche le sinistre cortège qui n'avancait plus qu'à grand-peine. Déjà le cri séditieux : *à la recousse !* s'était fait entendre, les épées, les dagues étaient tirées, tandis que les gens du guet, après avoir vainement tenté de se donner du large « en jouant de leur bois », frappaient maintenant en estocade et redoublaient ainsi la furie de ceux qui les assailaient. Enfin l'escorte du prisonnier était coupée, les halbardiers disséminés, deux sergents tués, d'autres blessés, et dans ce sanglant tumulte, le condamné, arraché des mains des archers, disparaissait dans la foule et parvenait à s'évader, — « Vray que la forme de la recousse estait pernicieuse — ajoute ici l'annaliste dont nous résumons le récit — le Roi la trouva fort mauvaise et la cour de Parlement aussi », mais quoi ! le peuple « tumultuait » maintenant dans toute la ville.

« La Justice fit cependant ce qu'elle put pour découvrir

(1) En d'autres termes, ils avaient secrètement échangé, selon l'usage, « des paroles de présent ».

les auteurs de la sédition et en fit attraper un, qu'on disait n'en pouvoir mais..., lequel fut exécuté à mort au lieu même, le seizième octobre en suivant ; et ainsi fut vérifié en lui ce qui est dit par le poète :

Unum pro multis dabitur caput ». (1)

Quant aux « jeunes fils, qui se laissent bonnement séduire par des femmes âgées », nous avons lieu de croire que de tels faits étaient beaucoup plus rares, bien que Charondas cite un arrêt du 13 mai 1600, donné à la Tournelle, contre une femme d'Orléans, qui avait séduit un écolier, plus un autre arrêt pour un fait semblable, du 12 juin 1601.

Les Lettres closes, connues plus tard sous le nom de « lettres de cachet », s'obtenaient déjà si facilement du garde des sceaux, soit par faveur, soit par corruption, que l'ordonnance royale concernant le rapt des filles cherche à parer à l'abus odieux qu'on faisait parfois de ces lettres pour motiver un enlèvement « au nom du Roi ». — « Enjoignons à tons juges — porte cette ordonnance — de procéder extraordinairement et comme en crime de rapt, contre ceux qui, en vertu de nos Lettres closes ou patentes, feront enlever et séquestrer filles, icelles épouseront ou feront épouser, contre le gré et vouloir de père, mère, parents, tuteurs et curateurs. »

TITRE XVII.

Des inscriptions en faux et peines de fausseté.

Dans les procès civils, comme dans les procès « extraordinaires », l'allégation de faux, concernant quelque titre nota-

(1) L'audencier Pierre de l'Estoile ne dit pas, en terminant sa narration dramatique, si Claude Tonnart fut enfin admis à épouser devant l'Eglise la fille qu'il avait séduite, et malheureusement nous devons ajouter que cette fin, à l'usage de nos romanciers, est ici très invraisemblable.

rié ou quelque témoignage en Justice, donnait lieu à une importante procédure incidente. La partie plaignante avait trois jours, depuis l'inscription de la plainte au greffe, pour exposer « ses moyens de faux », et, s'ils étaient déclarés recevables, le juge faisait suivre aux enquêtes, décernait ajournement personnel et même prise de corps, soit contre la partie [adverse], soit contre les notaires ou autres, « selon que la matière s'y trouvera disposée ». *Ordonnance de François I^{er}* (1535). *Ibid. de Henri III* (1585).

Les faussaires en écritures publiques et les faux témoins déposant en justice, « ensemble les subornateurs des dits témoins, seront exécutés à mort, telle que les juges l'arbitreront, selon l'exigence du cas ». *Ordonnance de François I^{er}* (juin 1532).

Conformément à cette législation très rigoureuse, plusieurs officiers publics convaincus de faux furent, sous le règne des derniers Valois, conduits à la potence. « Nous avons vu punir de mort — écrit Charondas — des notaires, pour avoir fabriqué de faux contrats, et entre autres, le 8^{me} jour de mars 1581, un nommé Herbin, pour avoir supposé et antidaté une obligation. » — Le 11 juillet 1584, deux faussaires furent aussi pendus à Paris devant l'hôtel de Bourbon; l'un d'eux avait imité par la gravure les sceaux de la Chancellerie, et l'autre avait scellé plusieurs lettres importantes avec les dits sceaux contrefaits « avec telle dextérité que même le Chancelier et les Secrétaires d'Etat y avaient été abusés. » — *Journal du règne de Henri III*. Sous le règne de Henri IV, la peine capitale n'atteignait plus les faussaires, même s'ils étaient chargés d'avoir, par leurs pratiques criminelles, porté préjudice à l'Etat. On se bornait à leur faire faire amende honorable, à confisquer leurs biens, et à les bannir pour un temps déterminé, en les déclarant inca-

pables de tenir désormais aucun office ni bénéfice. — Voir : *Journal du règne de Henri IV*, à la date du 12 février 1604.

TITRE XVIII

Des libelles diffamatoires.

Charles IX et Henri III avaient édicté les peines les plus sévères contre « les imprimeurs, semeurs et vendeurs de placards et libelles diffamatoires » qui devaient être punis pour la première fois, de la fustigation, et pour la seconde de la peine capitale. Les ordonnances royales d'avril 1571 et de septembre 1577, assimilent aux libelles les « portraits diffamatoire. (Nous dirions aujourd'hui les caricatures politiques). » Les auteurs de ces portraits devaient être châtiés de « punition corporelle, » ce qui doit s'entendre des peines précitées. Enfin Henri III, en 1586, déclarait « tels écrivains, imprimeurs et vendeurs, et chacun d'eux, infracteurs de paix, et perturbateurs du repos public..... enjoignant à tous ceux entre les mains desquels tels livres et écrits tomberont, icéux brûler incontinent, sur peines d'amendes arbitraires. »

On vit, peu après la promulgation de ce premier édit, un gentilhomme huguenot, âgé de 70 ans, nommé le sieur de Belleville, être pendu en Grève, le 1^{er} décembre 1586, pour s'être trouvé porteur de quelques pièces de vers diffamant sa Majesté ; et, pis encore, on vit au commencement du règne de Henri IV, un régent au collège des Jésuites, le père Guignard, être condamné à faire amende honorable, puis pendu et étranglé sur la même place de Grève, parce que des

écrits injurieux contre le feu Roi et contre Sa Majesté « avaient été trouvés dans son cabinet d'étude. » (1).

» C'est — dit Charondas qui s'efforce de justifier la rigueur de cette législation — « parce que dans tel cas il y a du crime de Lèze-Majesté. » — Le même savant annotateur du code ajoute au sujet des libelles diffamatoires, qu'on les fait toujours lacérer et brûler publiquement par la main du bourreau et que « si toute une communauté s'avoue et se reconnaît responsable d'un tel écrit, on ne laissera de faire des poursuites contre les particuliers qui l'auront fait et composé. »

Ces exécutions capitales et d'autres encore n'empêchèrent nullement les libelles de toute sorte, les pièces satiriques les plus injurieuses d'être répandus dans tout le royaume : à la fin du XVI^m déjà l'*Isle des Hermaphrodites* avait stigmatisé les mœurs odieuses de la Cour du dernier Valois. Du temps de la Ligue ces pièces séditieuses étaient colportées, lues, commentées publiquement, avec une telle impunité qu'on les faisait parvenir jusque sous les yeux du Roi. Sous le règne de Henri IV, les pasquils, les vaudevilles couraient les rues. La reine répudiée, Marguerite de Valois, était diffamée pour être venue prendre logis à l'hôtel de Sens(2). *Le tableau en plate peinture de la vie et mœurs de Henri IV* parvint à ce prince sous forme de requête (mars 1597). *Les Comédiens de la Cour* flagellaient tous les

(1) Le Procureur général n'avait conclu qu'au bannissement et à l'amende honorable, mais l'affaire de Guignard était survenue « à la male heure » : la tentative de Jean Châtel pour assassiner Henri IV venait d'avoir lieu, et le populaire en chargeait les Jésuites. Tous les juges se prononcèrent pour envoyer à la mort celui-ci. » Voir *Journal du règne de Henri IV*, l. p. 73.

(2) Chez l'archevêque : « au logis d'un prêtre » disait le pasquill.

grands de son entourage. *L'Anti-Cotton* s'attaquait au confesseur de Sa Majesté, on chansonnait le cardinal Du Perron chargé au nom du Roi d'aller solliciter l'absolution du Pape et qui, selon le cérémonial, avait dû recevoir du saint père un léger coup de houssine. *La Satyre Ménipée*, *la Confession de Sancy* étaient dans toutes mains, enfin les Jésuites publiaient le *Theatrum honoris*, et ce séditieux pamphlet, écrit en latin barbare, n'en était pas moins lu partout avec empressement. En résumé ce débordement d'écrits injurieux et séditieux, bien avant la Fronde, est un des traits les plus caractéristiques des mœurs générales à cette époque.

TITRE XIX

Des maisons de prostitution et des brelans.

Henri III, confirmant les ordonnances de St-Louis, de Charles VI, de Charles IX (février 1566), avait défendu en 1586 l'établissement des maisons de débauche et celui des maisons de jeu. Il était défendu à tout propriétaire « de louer maisons à autres qu'à gens bien famés..... et ne souffrir en icelles aucun mauvais train, secret ni public, sur peine de soixante livres d'amende pour la première fois, de cent vingt pour la seconde, et de confiscation de la maison louée pour la troisième. » — Ce qui est fondé sur l'honnêteté publique — remarque Charondas. — Quant aux femmes de mauvaise vie et à leurs proxénètes mâles et femelles, on les punit sévèrement en France, ajoute-t-il, soit par la fustigation, le bannissement, l'amende pécuniaire, quand tels gens sont convaincus. Toutefois les lieux de prostitution ne sont encore abolis. »

En effet les « clapiers », comme on disait du temps du

poète Rénier, existaient dans toutes les villes de France et à Paris même : non seulement les rues du Heuleu, de Glatigny, Beaubourg, Simon-Le Franc, des Jongleurs, Geoffroy l'Angevin et quantité d'autres en étaient infestées comme au moyen âge, mais jusque dans l'enclos de la foire St-Germain (où cependant les honnêtes gens allaient en famille et où le Roi conduisait parfois « son petit César ») (1), du 3 février au dimanche des Rameaux, les femmes de mauvaise vie provoquaient les promeneurs et exerçaient publiquement leur métier.

Au sujet des brelans, jeux de dés, jeux de cartes et pariages, on voit par les anciens Edits qu'ils avaient été défendus en France dès l'année 1319, mais cette antique ordonnance de Charles VI, plusieurs fois renouvelée, puis confirmée par celle de Henri III, bien qu'elle statuât punition corporelle pour les tenanciers, et l'amende arbitraire, l'emprisonnement, même la punition corporelle pour les joueurs, cette ordonnance, disons-nous, ne mit aucun frein à la passion du jeu et son application paraît avoir été toujours différée, car les juges n'y avaient jamais recours. Sous le règne du dernier Valois, et plus encore sous celui de Henri IV, on donnait à jouer à Paris jusque dans les rues; tous les cabarets étaient autant de logis brelandiers, les laquais jouaient aux cartes ou à trois dés sur les degrés du Palais de justice, les Suisses jouaient dans les cours du Louvre, les soldats dans les corps de garde. Enfin le temps de la Foire était tout particulièrement et chaque année celui où la licence des « brelandiers » était à son comble. La Cour et même le Roi donnaient alors ouvertement l'exemple d'un jeu effréné. — « Le Roi gagne cette nuit à M. Lesdiguières

(1) César de Vendôme qui fut père de François de V, surnommé pendant la Fronde : *le Roi des Halles*.

cinq mille écus, à trois dès, et à Sancy un cordon de perles estimé huit mille écus » — lisons-nous à la date du 2 mars 1597, dans le *Journal du règne de Henri IV*. — « Ce mois — écrit encore Pierre de l'Estoile, en mars 1609 — se sont établis force nouvelles académies de jeu où les bourgeois de tout âge exposent des sommes considérables, ce qui montre l'abondance [du numéraire] et en même temps la corruption des mœurs. On a vu un fils de marchand perdre dans une séance soixante mille écus.... — Le nommé Jonas a loué une maison pour tenir une de ces académies au faubourg St-Germain, pendant l'espace de quinze jours, durant la tenue de la Foire, et d'icelle maison il a donné *quatorze cents francs*. » On en vint malheureusement dans l'administration de la police à vouloir tirer parti et bénéficier du désordre qu'on était impuissant à réprimer. En avril 1611, quarante-sept brelans existaient, de notoriété publique, dans Paris, « dont le Lieutenant-civil touche tous les jours de chacun une pistole » écrit le chroniqueur précité. Il est vrai qu'un nouvel édit contre ces coupe-gorges fut encore publié le 23 juin de la même année, mais son action répressive dura tout au plus quelques semaines et fut bientôt aussi nulle que celle de toutes les ordonnances royales qui l'avaient précédé.

TITRE XX

Des banqueroutes.

L'ordonnance statuant de procéder contre les banqueroutiers par informations, décrets d'ajournement personnel ou de prise de corps, interrogatoire et confrontation de témoins date de 1536, mais nous devons croire que la coutume juridique était beaucoup plus ancienne. L'information devait porter « sur les fraudes et abus commis par les coupables, leurs facteurs et entremetteurs, sur leur manière de

vivre et actes subséquens, le temps qu'ils auront fait faillite et banqueroute, et sur les pertes et dommages qu'ils auront donnés aux personnes avec lesquelles ils auront eu affaire. » La punition encourue pour le fait de banqueroute était l'amende honorable, la punition corporelle, le carcan, le pilori, ou autrement, à l'arbitrage des juges. » Enfin les banqueroutiers à la suite de leur condamnation n'étaient pas seulement détenus comme les autres prisonniers pour dettes : ils devaient « tenir prison fermée » soit cellulaire, jusques à plein et entier paiement des amendes adjudgées tant envers le fisc qu'envers les parties civiles, et aussi jusqu'à l'acquittement des dettes, dommages et intérêts liquidés par la Justice. » Cette dernière disposition pénale équivalait à la prison perpétuelle, le plus grand nombre de banqueroutiers étant incapables de se libérer de leurs engagements pécuniaires ; et l'ordonnance précitée doit paraître d'autant plus sévère qu'elle assimilait la faillite simple à la banqueroute frauduleuse, tout en laissant au juge le soin d'apprécier dans chaque cas les circonstances du délit. Néanmoins les Edits contre les banqueroutiers furent peut-être les moins mal observés de tous ceux qui statuèrent en matière criminelle : au moins en fut-il ainsi pour le XVI^me et le XVII^me siècle. Sous Henri IV on s'avisa de remplacer l'emprisonnement cellulaire par le service des galères, et ce changement considérable dans la pénalité encourue par les banqueroutiers ne paraît pas avoir été désavoué par l'opinion publique. — « Le lundi 1 mai (1609), Guillaume Pingré, riche marchand de Paris, au dépens d'autrui, atteint et convaincu d'avoir méchamment et frauduleusement fait banqueroute..... a été condamné..... à faire amende honorable à genoux, tête et pieds nus, en chemise [de justice], la corde au col, portant cet écriteau : *Banqueroutier frauduleux*, devant et derrière, et tenant en main une torche ardente du poids

de deux livres. Dire et déclarer devant les gens du Palais que, de guet-à-pends et par malice, il avait recélé ses effets, détourné ses journaux, papiers et cédulas, et avait fait banqueroute dont il criait merci à Dieu, au Roi et à la Justice. Puis de là il a été conduit en cet état par le bourreau le long de la rue St-Denis, dans la place des Halles, auquel lieu il a fait pareillement une amende honorable puis trois tours au Pilon, et ensuite mené aux galères, pour y servir le Roi pendant le reste de sa vie » — *Journal du règne de Henri IV.* — Un nouvel édit parut le mois suivant : il confirmait cette pénalité et même il l'aggravait encore, en statuant *la peine de mort* contre tous les complices des banqueroutiers. — « Il n'y avait fils de bonne mère qui n'achetât cet imprimé, qui se vendait publiquement un sol. Mais s'il fait plaisir aux honnêtes gens — ajoute le chroniqueur que nous citons — les soupçonnés de tels voleries s'enfuient clandestinement dans les pays étrangers. » Enfin les fameux manieurs d'argent de cette époque parvenaient presque toujours à corrompre les juges et à faire oublier leurs peccadilles.

Dat veniam corvis, vexat censura columbas.

Ce vers de Juvénal étant en pareil cas celui qu'on se répétait à l'oreille, c'était comme l'écho de la voix de la Vérité (1).

(1) Ce titre du VIII^{me} livre du Code Henri III ne disant rien de la cession de bien, il convient néanmoins de remarquer ici qu'elle était devenue si fréquente que le Magistrat décida — à l'imitation de ce qui se pratiquait dès longtemps en Italie — de faire porter au cessionnaire qui s'était ainsi facilement libéré, un *bonnet vert* en signe d'infamie, jusqu'à son dernier jour. « Cette peine — dit l'annotateur des Satires de Boileau, *La Haye*, 1729, vol. 1, p. 16 — ne s'est introduite en France que depuis la fin du XVI^{me}..... mais elle est abolie depuis quelque temps parmi nous. » Voir aussi *Recherches sur la France*. Liv. IV, § 10.

TITRE XXI

Des usures.

Tous les rois qui se sont succédé en France au cours du XVI^m siècle confirmèrent les deux ordonnances de Philippe IV (de 1311 et de 1312), et tentèrent de réprimer, par de nouvelles dispositions pénales, les méfaits des usuriers. Il était défendu « à toutes personnes de quelque estat, qualité, ou conditions qu'elles soient, marchands ou autres, par eux ou par gens attitrés et interposés, de prêter argent ou marchandise à profit ou intérêt, encore que ce fût sous prétexte du commerce public. » Ceux qui dénonçaient les usures à la Justice devaient bénéficier du quart des amendes et confiscations adjugées. Les courtiers, les médiateurs et entremetteurs des usuriers devaient être punis comme ceux-ci, « encore qu'ils ne fassent que prêter leur nom. » Les ventes simulées de marchandises et toutes les autres manœuvres par lesquelles le prêt à usure était dissimulé, entraînaient la confiscation des biens, l'amende honorable et encore les peines corporelles. Enfin un arrêt du parlement de Paris enjoint à tous les débiteurs de créances consenties par eux « à grosse usure », de venir en faire la déclaration aux greffes des bailliages et sénéchaussées [dont ils sont ressortissants] et ce, dans le terme de deux mois, à peine d'être condamnés comme receleurs des dites usures *au quadruple de ce dont ils se trouvent redevables*.

§ [Mais où commençait l'usure ? On prêtait encore couramment, sous le règne des derniers Valois, « au denier douze », soit environ au 8 p. $\frac{0}{0}$; c'était même le taux légal, auquel se conformaient les établissements de crédit, entre autres la banque de Lyon. Ce fut seulement du temps de Henri IV

que le législateur ordonna de régler les intérêts des obligations personnelles « au denier seize », soit environ au 6 p.‰. Cependant les gens du négoce n'en continuèrent pas moins à exiger de leurs débiteurs, dans toutes les transactions particulières, un intérêt plus élevé. Quant aux avances pécuniaires faites par les marchands aux fils de familles obérés et aux « mignons dissipateurs », c'était là une convention léonine trop habilement dissimulée pour que la justice parvint à atteindre les coupables, ceux-ci se dérochant au moins neuf fois sur dix au châtiment rigoureux dont ils étaient menacés. L'auteur de l'*Apologie pour Hérodote*, après avoir longuement énuméré toutes les criminelles manœuvres et les étranges exactions des usuriers de son temps, cite encore le fait curieux des otages que le débiteur s'engageait par contrat à nourrir à ses dépens, dès le jour fixé pour le paiement de sa dette et jusqu'à l'entière libération de celle-ci. « Avenant donc qu'il y faille, alors trois ou quatre hommes (plus ou moins, selon qu'il a été accordé) se mettent en l'hospitalité, y faisant grand'chère aux dépens d'iceluy, et outre ce gagnant par jour certains gages mentionnés au contrat, qui passent souvent le double de leurs dépens... etc. » Que direz-vous, lecteur, de cette façon d'usure, pensez-vous que quand les diables se voudroient mesler de ce mestier, ils en peussent faire davantage ? Quant à moy, je ne le pense pas » (1). — A Paris, du temps de Henri IV et de Louis XIII, on citait les noms de Traversier, de Dobillon, et de l'Italien Giacomelli, qui étaient les grands pourvoyeurs de la jeunesse dépravée ; mais, tandis que les livrets satiriques de cette époque sont remplis de plaintes contre ces usuriers éhontés, le mal n'en subsistait pas moins dans toute sa force.

(1) Henry Estienne. *Apologie*, etc. L. I., p. 240.

L'Etat lui-même empruntait alors comme un enfant prodigue et à des conditions désastreuses. Les fortunes énormes qui furent faites par les partisans, sous la régence de Marie de Médicis, n'eurent le plus souvent d'autre cause que la différence entre « la ferme », dont ils avaient avancé le prix au Trésor royal, et la quotité de l'impôt allermé, devenu leur propriété particulière et conséquemment le prétexte d'exactions impitoyables. On sait que ces abus de l'usure dans le maniement des finances du royaume n'appartiennent pas seulement à l'époque que nous avons ici en vue, mais que, malgré les ordonnances royales et en dépit des arrêts des Parlements, ils allèrent en empirant jusqu'à la fin du règne de Louis XV, sinon jusqu'à la fin de l'ancien régime.

TITRE XXII.

Des Bohémiens ou Egyptiens.

Ces qualificatifs n'ont pour nous rien de bien criminel, mais il n'en était pas de même au XVI^{me} siècle, temps où les faiseurs de pronostications, chiromanciens et tireurs d'horoscopes étaient poursuivis extraordinairement, ainsi qu'on l'a vu au titre III du présent livre.

Or le métier de devineresse était particulièrement exercé par les femmes de ces tribus nomades. Puis les nombreux larcins des Egyptiens parcourant les campagnes, leurs friponneries habituelles dans toutes les transactions, leurs mœurs étranges et mystérieuses les désignaient à la malveillance populaire, comme aussi à la rigueur des ordonnances. On avait contraint les Egyptiennes à poser le turban dit « rondeau » qui, de toute antiquité, leur servait de coiffure ;

les hommes devaient porter les cheveux courts. Ces nomades, excommuniés par l'Eglise et persécutés quotidiennement par l'autorité civile, n'en parcouraient pas moins toutes les provinces de France, et leurs « tabors », sous la conduite d'un chef électif, dressaient leurs campements jusqu'aux portes des grandes villes; on les voyait séjourner quelque temps dans la localité qu'ils avaient choisie, puis ils disparaissaient soudainement, sans que rien en apparence eût motivé cet exode. « On les peut bien mettre au nombre des oisifs et vagabonds — remarque Charondas — et seroit besoin de renouveler contre eux et leurs semblables la loi d'Amasis, roi d'Egypte..... [obligeant chacun] de rendre raison de quoi il vit. » A quoi ce jurisconsulte ajoute : « Que si telles gens ne justifiaient pas de leurs moyens d'existence, on pourrait, sinon les mettre à mort (!), au moins les châtier de quelque autre peine griève et exemplaire. »

Dès l'an 1612, en vertu d'une ordonnance renouvelant la législation pénale de François I^{er}, les Egyptiens qu'on parvenait à atteindre étaient mis à la chaîne et envoyés aux galères, sans autre forme de procès, les femmes étaient fustigées et bannies, les récidivistes « fleurdelysées » entre les deux épaules. Cependant « les enfants du Grand-Cœsre » étaient des malfaiteurs beaucoup moins dangereux que la plupart des vagabonds dont les « hardes » troublaient alors la sécurité publique et qui jouissaient presque partout de la plus complète impunité. Ces lois d'exception ne durèrent pas, seulement à l'époque que nous avons en vue, mais elles existaient encore, croyons-nous, au XVIII^{me} siècle.

TITRE XXIII.

De ne loger et recevoir gens vagabonds, inconnus et sans aveu.

C'est encore ici un fait délictueux, ressortant de la police correctionnelle et non de la justice pénale — au moins selon les idées modernes — mais l'auteur du code de Henri III ne paraît pas s'être préoccupé de cette différence notable entre les divers degrés du méfait, et n'hésite pas à signaler comme « crime » ce qui n'est pour nous qu'une simple infraction à un règlement de police.

Il était défendu, déjà en 1539, « à tous taverniers, cabaretiers, et à tous autres, de loger, recevoir, et héberger en leur maison, plus d'une nuit, les gens sans aveu et inconnus ». L'hôtelier devait, dès le lendemain de leur arrivée, les dénoncer et révéler à la justice, « à peine de prison et d'amende arbitraire ». En 1558, une ordonnance de Henri II compléta ces mesures de police, en enjoignant aux commissaires du Châtelet de Paris, « chacun en son quartier : de s'enquérir des vagabonds et gens oisifs, sans aveu, maître, ni métier, et de les prendre ou faire prendre et constituer prisonniers ». Enfin la même ordonnance enjoignait aux quarteniers, cinquanteniers et dizeniers de la milice urbaine « de rechercher et savoir au vrai, chacun en son quartier, quels personnages y demeurent..... quel état et vacation ils exercent, ou s'ils sont oisifs ». Les maîtres des logis (propriétaires ou locataires) étaient tenus de présenter à ces « enquêteurs » le rôle de ceux qu'ils logeaient, « à peine pour les contrevenants de confiscation de la maison (!), quant aux propriétaires, et de confiscation du mobilier, quant aux

tenanciers et locataires ». Ces rôles devaient être remis, de quinze en quinze jours, par les officiers précités au commissaire du quartier, et celui-ci devait faire parvenir « dès le lendemain » les pièces susdites au lieutenant criminel, « ensemble les informations, procès-verbaux, et autres actes qu'ils auront faits contre les dits oisifs ou vagabonds..... pour par le dit lieutenant être procédé contre les coupables, ainsi qu'il appartiendra par raison ». Le législateur paraît ici s'être tout particulièrement préoccupé de la répression du vagabondage « à Paris » et l'enquête permanente s'exerçant par les quar-teniers et leurs subordonnés sur tous les propriétaires et les locataires de la capitale, à supposer qu'elle ait jamais été faite, ne reçut assurément pas son application dans les autres cités populeuses du royaume. Même à Paris, dont la population d'environ 250,000 habitants ne comptait pas moins de 20,000 « habitués » en séjour temporaire, et dont le plus grand nombre « cherchaient fortune, au jour le jour, il est à peu près certain que l'ordonnance de Henri II ne tarda pas à tomber en désuétude. La Police revint bientôt, nous disent les chroniqueurs, au régime [des arrestations arbitraires et des expulsions en masse, hors de la vicomté de Paris pour les régnicoles, et hors du royaume pour les étrangers. « Ce samedi 2 [mai 1606] — écrit Pierre de l'Estoile — furent mis hors de Paris tous les Irlandois, qui estoient en grand nombre, gens experts en fait de gueuseries, et excellents en cette science.... qui est de ne rien faire et vivre aux dépens du peuple... etc. On les chargea dans des bateaux conduits par des archers, pour les renvoyer par-delà la mer, d'où ils estoient venus. Belle décharge pour la ville de Paris, et dès long-temps attendue, mais différée à l'extrémité, comme sont ordinairement ici les bonnes règles et polices concernant le bien et salut du peuple. » — Mais ce n'était pas seu-

lement les pauvres Irlandais, « gens habitués à faire des enfants, de la maignée desquels Paris est tout peuplé », qui infestaient les rues de la capitale. On y venait « gueuser » de toutes les provinces de France, même des plus éloignées. Les soldats mis à la réforme, les laquais sans maître, les écoliers sans ressources, mendiaient, de jour, de tous côtés et sollicitaient la pitié des passants charitables... qu'ils assaillaient, une fois la nuit venue, dans les lieux peu fréquentés. Enfin les « malvivants » valides ou invalides qui pullulaient dans les sordides « cours-des-miracles » et dans les « cagniards » des faubourgs, complétaient cette population dangereuse. La sécurité publique était si profondément troublée, qu'on ne sortait guère du logis, ainsi que nous l'avons constaté au titre XI, passé la nuit tombante.

Cet état de choses ne fut modifié que dans la seconde moitié du XVII^{me} siècle. On sait que ce fut sous le règne de Louis XIV que les désordres du vagabondage furent enfin réprimés, au moins en partie.

TOME XXIV

Du bris des prisons.

L'article unique de ce titre confirme l'ordonnance de François 1^{er} (année 1535) qui assimile la complicité du délit d'évasion au délit lui-même. La pénalité encourue de ce fait était arbitraire « comme les autres en France — remarque l'annotateur du code. — Elle s'adjudge selon la diversité des cas et des circonstances auxquelles les juges s'arrêtent. » D'ordinaire c'était un châtiment correctionnel qui était réservé au prisonnier évadé qu'on parvenait à appréhender de nouveau. « Il me souvient, ajoute le jurisconsulte précité,

d'avoir vu fouetter au préau de la Conciergerie des prisonniers convaincus d'avoir voulu forcer la prison..... etc. » Si le coupable ne pouvait être repris, il était jugé par contumace et sa fuite devait nécessairement aggraver les charges qui avaient donné lieu à sa détention préventive ou à sa condamnation. Quant aux complices, c'était le plus souvent une amende pécuniaire, plus ou moins forte, qui était encourue par eux, mais un châtimement corporel pouvait aussi les atteindre. En conséquence Charondas conseille aux complices d'une évasion de se pourvoir de Lettres de grâce, afin d'éviter les suites désagréables de leur délit.

Au XVI^{me} et au XVII^{me} siècle, les innombrables prisons des seigneuries à juridiction féodale n'étaient pas toujours sûres, et d'autre part le service de geôle étant abandonné presque partout aux officiers de ces justices particulières, les « bris de prisons » étaient fréquents en ce temps-là. C'était l'époque des évasions audacieuses, accomplies même dans les prisons d'Etat. A Paris : Bicêtre, St-Lazare, la Bastille, la Conciergerie, l'Abbaye, le Châtelet, dans les provinces : les châteaux de Saumur, d'Angers, de Blois, de Pierre-encise, de Ham, de St-Michel, de Bordeaux, et quantité d'autres eurent leurs prisons forcées à la suite des plus téméraires entreprises. Charles de Guise, fils du *Balafré*, s'évadait ainsi du château de Tours, le duc de Nemours de celui de Pierre-encise, le Béarnais, détenu au Louvre, s'en échappait, et plus tard le duc de Beaufort, le cardinal de Retz ont eu des aventures romanesques qui offrent beaucoup d'analogie avec le délit du bris des prisons.

TITRE XXV

De la prohibition de composer des crimes.

On trouve déjà inscrites dans les ordonnances de saint Louis, la défense adressée à tous les officiers de justice de transiger par composition pécuniaire avec le criminel, et cette législation fut successivement confirmée par Charles IV (en 1302), Charles V (en 1356) et François I^{er} (en 1535). Mais il convient de remarquer que la défense précitée ne visa jamais les transactions pécuniaires intervenues entre les parties, « soit qu'il y eût procès ou non. » « Parce que — écrit Charondas — en la poursuite criminelle, le Procureur du Roi est la vraie partie pour la vindicte publique, et que la partie civile qui accorde ne transige que pour son intérêt. » Le seigneur haut-justicier ne pouvait intervenir dans une cause criminelle ressortissant de sa justice, pour suspendre la condamnation, et le juge ne pouvait pas davantage remettre « la modération et miséricorde » au seigneur dont il était officier. Cette « modération » de la sentence du premier juge appartenait de droit, le cas échéant, aux cours d'appel et notamment aux présidiaux de sénéchaussée. Mais ce n'était pas seulement avec le seigneur justicier ou ses officiers que, trop souvent, le malfaiteur transigeait, par composition pécuniaire, du châtiment qu'il avait mérité. L'article 3^{me} et dernier du titre précité nous fait connaître un abus non moins étrange existant encore sous le règne de Henri II. Dans tous les sièges royaux de juridiction, les amendes à recouvrer étaient mises à ferme par l'administration du fisc et « les fermiers — dit le législateur dont nous suivons ici l'énoncé — chevissent et composent avec les délin-

quants et malfaiteurs pour telles amendes que on leur pourra adjuger, *avant les jugements et sentences*, et le plus souvent *avant qu'il soit informé de crimes et délits ou que les dits délinquants ou malfaiteurs soient tirés en justice*. [Les dits fermiers] extorquant ainsi de grands deniers....., les délits demeurent impunis, et les malfaiteurs et délinquants en liberté de faire plus grands maux, sous espérance d'échapper une autre fois par telle composition. [Puis la ferme des amendes judiciaires étant renouvelée tous les deux ans] les fermiers qui viennent après ceux qui ont fait telles compositions, voyant que les délits n'ont été poursuivis et les délinquants punis et condamnés par sentence, reprennent les informations et en font nouvelles poursuites, esquelles ils obtiennent les amendes qui s'en adjugent. En quoi faisant sont nos sujets travaillés et molestés des divers frais et amendes. A ces causes..... etc. » La pénalité encourue par les fermiers « des 60 sols » (1) qui seraient reconnus coupables de telles extorsions devait être une punition corporelle, puis la restitution du quadruple de la composition, et encore une amende arbitraire : le lieutenant-criminel du bailliage ayant charge de connaître de cette malversation. Le glossateur du Code cite divers arrêts de 1566, 67 et 68 donnés soit à la Tournelle, soit par d'autres cours d'appel du royaume, arrêts qui sont conformes à cette législation. Mais faut-il en conclure que l'abus monstrueux signalé dans cette dernière page du Livre VIII^{me} avait entièrement disparu à la fin du XVI^{me} siècle ? Nous croyons, hélas ! qu'on peut encore le mettre en doute. *Argent fait tout !* disait déjà bru-

1) La Sommaire Justice, ayant quelque rapport avec nos tribunaux correctionnels, ne condamnait pas alors à de plus fortes amendes. — D. B.-M.

talement la voix populaire, et ce triste proverbe ne fut souvent, quant à la dispensation de la justice, que trop justifié par les faits.

A la suite de cet exposé des diverses catégories de méfaits dont l'ensemble constituait pour la société française au XVI^me siècle ce que nous appellerons la « criminalité », deux observations peuvent être faites sur ce Livre VIII^me, un des plus importants du code Henri III.

En premier lieu le législateur omet d'établir aucune pénalité contre certains crimes horribles et contre nature, tels que le parricide et l'inceste, puis il garde le même silence au sujet de monstrueuses débauches dont l'existence en ce temps-là ne nous est que trop révélée soit par les procès criminels, soit par les pamphlétaires qui maniaient alors le fouet de Juvénal. — En second lieu, une étrange confusion paraît avoir existé (au moins selon nos idées modernes), dans la pensée des jurisconsultes du XVI^me siècle, quant à la définition du « crime », car bon nombre de méfaits réputés tels par le code de Henri III : — l'abus de la presse, les excès du jeu, le vagabondage, etc., sont pour nous de simples délits, justiciables seulement de la police correctionnelle. Malgré ces imperfections regrettables, le Livre précité n'en est pas moins, comme le précédent, un recueil précieux de documents pour l'étude du droit criminel au XVI^me siècle. C'est aussi un flambeau, dont la lumière, quelque peu vacillante, projette néanmoins de vives clartés sur le tableau des mœurs à l'époque des derniers Valois. L'historien pent, croyons-

nous, s'aider dans bien des cas de ces lumières errantes pour atteindre au but élevé qu'il se propose : la connaissance de la vérité.

C'est là notre excuse d'avoir entrepris curieusement et sans nous préoccuper de notre insuffisance cette analyse critique de la législation criminelle, telle qu'elle existait en France, il y a trois siècles, et telle qu'elle se dégage de l'étude partielle du code Henri III.

Céligny-Genève, juillet-novembre 1890.

DuBois-MELLY.

LA QUESTION JUIVE

(Lu à la Section des Sciences morales et politiques
le 15 Décembre 1890)

Faut-il prouver l'existence d'une question juive ? On en parle, on en écrit, on s'y intéresse, par conséquent elle existe, elle existe à côté de tant d'autres questions qui agitent dans ce moment la société, auxquelles elle ressemble et desquelles elle diffère. Les ressemblances et les différences entre elle et les autres questions ne sont pas faciles ni à saisir, ni à définir. Est-elle religieuse, nationale, sociale, politique, financière ? Oui et non. Elle s'attache à chacune, y entre, la pénètre et, en même temps, fait — pour ainsi dire — bande à part. Elle n'est pas localisée, et cependant il y a un foyer, où elle se concentre. De grandes et puissantes animosités s'agitent autour d'elle. Elle est donc très intéressante. C'est la cause pour laquelle j'ai choisi la question juive afin de la présenter à l'Institut genevois. A Genève, en Suisse — à ce que j'ai pu remarquer — elle n'a pas la même valeur qu'ailleurs. Depuis que je profite de l'hospitalité helvétique, la presse une seule fois s'en est occupée : c'était au sujet des abattoirs. Les juifs réclamèrent contre la nouvelle manière, adoptée je ne me souviens plus

dans quel canton, de tuer les animaux à la boucherie. La chose avait fait un peu de bruit, sans qu'on y attachât une importance quelconque. On s'en est plutôt amusé, et au bout de quelques jours, on ne s'en préoccupa plus.

Mais ailleurs ?

Relativement à la question juive, on peut diviser les pays en ceux où sa tension est plus forte et en ceux où elle est moins forte. La Suisse appartient à ces derniers. La tension de la question juive ne s'y fait pas sentir, si ce n'est dans des occasions pareilles à celle que je viens de citer. De même en Portugal, en Espagne, dans les pays scandinaves. On pourrait y joindre l'Italie, si l'intérêt religieux ne faisait toucher à elle et provoquer tantôt un cas Mortara, tantôt des articles tels que celui qu'a publié dernièrement *la Civiltà Catholica*, où elle justifie l'antisémitisme et représente l'élément juif comme nuisible sous tous les rapports. En France et en Angleterre, le cas juif se présenterait sous le même aspect qu'en Italie, si ces deux pays n'étaient des foyers où s'agite la vie économique de l'Europe et fait mouvoir des capitaux. Les juifs n'y comptent pas comme valeur ethnographique, mais ils y comptent comme valeur pécuniaire, et les Rothschild, les d'Efrusi, les Cohène, les Hirsch, les Salomon, les puissances financières, les barons de la banque font parler d'eux. Non seulement parler, mais aussi agir. N'avons-nous pas vu, lors des dernières élections à Paris, la question juive mise en avant sur la plateforme électorale ? N'y a-t-il pas des députés qui, comme antisémites, ont gagné leurs sièges à la Chambre ? Et cette agitation est loin d'être étouffée. Comme c'est sous la forme du capitalisme dans son expression la plus pure, dans celle du maniement de l'argent, que la question juive se présente en France, elle chatouille le socialisme et de ce chatouillement

s'empare le parti clérical pour en faire une arme à son profit. La presse cléricale ne discontinue pas de guerroyer contre les Juifs et M. Drumont travaille sans relâche. En Angleterre, l'agitation ne se fait pas remarquer, au moins de loin. Dans ces derniers temps, il n'est venu à ma connaissance qu'une manifestation imposante, faite à Londres au cardinal Manning, pour lui témoigner de la reconnaissance au sujet de la défense des Juifs persécutés en Russie. Il faut en conclure qu'en Angleterre l'antisémitisme n'a pas pris racine. Au contraire. Un cardinal catholique s'en fit le défenseur. Cela prouve que la question juive y existe, mais envisagée autrement qu'en France. Au reste, Londres participe à l'Alliance israélite, dont M. le professeur Wertheimer nous a entretenus il y a deux ans, et dont j'aurai un mot à dire vers la fin de ma lecture.

Elle existe, cette question, même en Amérique. Aux Etats-Unis, quelques Etats prennent des mesures, afin de restreindre l'influence qu'exercent les émigrés juifs, connus là-bas sous le nom de Juifs polonais. Ils y arrivent à côté de l'émigration polonaise, sans se confondre avec celle-ci, ce qui devrait avoir lieu, vu les grandes proportions qu'elle a prises dans ces derniers temps. On en compte 1,500,000 individus. Les Juifs arrivent ensemble avec les parties qui se suivent, mais, une fois arrivés sur le sol américain, se détachent de la masse et attirent sur eux une attention particulière. On les distingue et on prend contre eux des mesures qu'on ne prend pas contre les autres.

Je pourrais encore montrer la question juive en Afrique, en Asie, mais, d'un côté, cela ferait dépasser à ma lecture les limites qu'un travail sans prétention doit avoir, d'un autre côté, j'ai hâte d'arriver aux pays où elle brûle le sol. Ce n'est pas en Suisse, ni en France, en Angleterre ou aux

Etats-Unis qu'il faut l'examiner, mais bien là où on la rencontre à chaque pas, où on s'y frotte à chaque instant.

Son foyer, son expression la plus claire se trouve en Pologne.

Je dis : en Pologne, bien que la Pologne ne compte plus parmi les Etats. Je vous dirai pourquoi je le fais. La cause — à part d'autres causes qui seraient déplacées dans cet exposé — en est aux Juifs. Ils y sont enfermés. La Russie qui, de concert avec l'Autriche et la Prusse, est parvenue à effacer la Pologne de la carte de l'Europe, n'a pas effacé ses anciennes limites à l'égard des persécutions, qu'elle exerce contre ses habitants, au nombre desquels se trouvent les Juifs. Si l'on parcourt l'Allemagne de l'ouest à l'est, à mesure qu'on se rapproche de l'Oder et des sources de la Vistule, on aperçoit aisément un changement dans la physiologie de la population. On voit que ce ne sont plus les Allemands. Un type différent se jette dans les yeux dès qu'on dépasse la ligne qu'on tracerait de l'embouchure de l'Oder, à travers la Prusse et l'Autriche, de Stettin à Trieste. En deçà de cette ligne commence le monde slave, avec la population au commencement mélangée, mais qui, peu à peu vers l'est, devient de plus en plus distincte et présente de plus en plus ce trait caractéristique qu'elle est d'un double aspect : autre à la campagne, autre dans les villes. A la campagne, le type slave reste pur ; dans les villes, les Slaves cèdent le pas aux habitants d'une race qui n'est pas la leur. Autre est leur extérieur, autrement ils s'habillent, autrement ils vivent, et il suffit de séjourner quelques jours dans une ville polonaise pour reconnaître que c'est une population dont les habitudes, les mœurs, les croyances, la civilisation, jusqu'à la langue n'ont rien de commun avec les traits caractéristiques de

la population autochtone. On voit que c'est une population étrangère. Et en vérité elle est telle. Telle on la considère, telle elle se considère elle-même. C'est là, à mon avis, que se trouve le nœud de la question juive.

Voyons comment elle se présente sur le terrain sous le rapport numérique en premier lieu.

Quel est le nombre des Juifs, dispersés dans le monde, c'est un problème que la statistique n'a pas encore résolu, et, à ce qu'il paraît, ne résoudra pas de si tôt. On en compte dix millions, on en compte 5 à 6 millions. Peut-être le chiffre moyen représente le nombre approximatif des enfants d'Israël habitant les cinq parties du monde. De ce nombre, la moitié, si ce n'est la plus grande partie, se trouve en Pologne. En Pologne même, leur valeur numérique est difficile à établir d'une manière exacte, à cause d'une habileté surprenante qu'ils manifestent dans le but d'induire en erreur les employés préposés au recensement. Exemple : à Kischiniev, capitale de la Bessarabie, ville qui compte plus de 70 mille habitants, dont les trois quarts sont Juifs, au moment d'un recrutement, lorsqu'on a appelé les conscrits, il s'est présenté ce cas phénoménal que dans l'année de la conscription pas un seul enfant mâle au sein de la population juive n'est venu au monde. Ils n'aiment pas à être comptés ; c'est, si je ne me trompe, une ancienne loi, dont la tradition s'est maintenue parmi eux, qui en est cause. Quoi qu'il en soit, le fait est que le nombre exact des Juifs qui habitent la Pologne est très difficile à connaître. On les recense cependant, et, malgré toutes les rigueurs de l'autorité, on ne parvient qu'à obtenir des chiffres approximatifs, forcément moindres que la réalité. Ils occupent la Pologne dans les limites de l'ancienne république qui, dans le moment actuel, compte en Russie, en Autriche et en Prusse

36 millions d'habitants. Sur ce nombre, les Juifs sont en proportion de 12 %, ce qui fait que le chiffre de leur population atteint 4,320,000 au moins. Ils ne sont pas disséminés d'une manière égale. Dans certaines provinces ils sont moins, dans d'autres plus nombreux. Sous la domination prussienne, la proportion ne dépasse pas 8 %, tandis que dans la province de Minsk (en Lithuanie), elle est de 20 %, dans celles de Grodno et Podolie de 19 %, et il y a des villes où elle dépasse 80 %, sans tomber nulle part (dans les villes) au-dessous de 40 %.

Il y a ici une chose singulière à remarquer, sous le rapport de la croissance de la population. Lors du recensement, fait dans le dernier moment de l'existence de la République polonaise, sa population était de 16 millions, et dans ce nombre 600,000 Juifs, c'est-à-dire que les Juifs comptaient pour un peu plus de 3 %. Les chrétiens 15,400 mille, les Juifs 600,000. Cent ans plus tard, les premiers montèrent à 31,680,000, les seconds à 4,320,000, — les premiers doublèrent, tandis que les seconds augmentèrent *sept* fois. Cela, c'est fort, n'est-ce pas ? Cela veut dire que, si l'augmentation de la population suit le même cours dans l'avenir, dans cent ans d'ici la population chrétienne, dans les limites de l'ancienne Pologne, sera de 64,000,000, la population juive de 35,000,000, et dans deux cents ans, la première comptera 124,000,000, la seconde 245,000,000. Ce sont des chiffres très éloquents. Ils prouvent que, si la prévoyance est une des conditions essentielles de la bonne politique, la question juive non seulement existe pour nous, mais elle a relativement à nos intérêts une très grande importance. Elle a aussi de l'importance relativement aux intérêts de l'Europe, car il est douteux qu'elle puisse tenir tête aux Juifs dans le concours de la multiplication du genre humain.

Nous ne savons pas encore si l'Europe, selon la prédiction de Napoléon, sera républicaine ou cosaque. Peut-être sera-t-elle cosaque, vu l'amitié touchante que manifeste actuellement la République française à l'égard de la Russie ; mais ce qu'on peut considérer comme chose sûre et certaine, c'est qu'au bout de quelque temps, si la multiplication du genre humain suit la même proportion, de cosaque elle se transformera en juive. Sera-ce bien ou mal — je n'en sais rien. Je ne fais que constater la chose, en m'appuyant sur l'éloquence des chiffres. Ils parlent haut les chiffres. Pour nos descendants, Jéhova remplacera la Sainte Trinité. Portera-t-il à l'humanité plus de bonheur ? C'est une question qui intéresse nos descendants.

Je passe à l'actualité.

Nous avons donc 4,320,000 Juifs en Pologne. Ils habitent encore l'Allemagne, les pays autrichiens en dehors de la Galicie, la Hongrie, la Roumanie, mais ce n'est que le superflu de la population juive polonaise qui se déverse sur ces pays. Le gros de la population reste en Pologne, comme s'il était rivé au sol polonais, et il y a lieu de demander : qu'est-ce qu'il y fait ? Quelles fonctions sociales remplissent les Juifs ? quel rôle jouent-ils dans le drame de la vie qui se développe en Pologne ?

A toutes ces questions il n'y a qu'une réponse : ils forment un groupe à part, un groupe fermé et étranger, n'ayant des rapports avec les indigènes qu'en tant qu'il lui faut en tirer des ressources indispensables pour soutenir son existence. Rien de plus, rien de moins. La grande masse de la population juive ne participe nullement à la vie nationale, et n'en prend rien, à part l'échange des services d'étranger à étranger, marqués au coin du hasard. Il y a des exceptions. Ceux qui se civilisent rentrent dans la nation et con-

tribuent largement à son développement. Dans le moment actuel, le mouvement scientifique, entravé par l'action du gouvernement, pâtirait fortement si les Juifs ne le soutenaient par leur travail et leur dévouement. Comme preuve, j'ai apporté avec moi un ouvrage récemment paru : *L'introduction à la physique théorique*, par M. Ladislas Natanson, lequel, de concert avec son frère et M. Samuel Dickstein, rédige et fait paraître à Varsovie une revue consacrée aux sciences mathématico-physiques. Ils n'en obtiennent ni gloire, ni profit, vu la prohibition de la langue polonaise dans les écoles et la défense de fonder des sociétés qui s'occuperaient de la culture des sciences. Ils travaillent donc, à l'égard de leurs personnalités, en pure perte, rien que pour maintenir la continuité du mouvement scientifique en Pologne. Il faut bien reconnaître qu'un travail pareil témoigne d'un sentiment patriotique aussi beau que profond et mérite la reconnaissance de la part de toute la nation. Je pourrais citer d'autres Juifs encore se distinguant dans les sciences, la littérature et les arts, et méritant la reconnaissance nationale. Mais, je dois l'avouer, ce ne sont que des exceptions. La masse quatre fois millionnaire se tient à l'écart et produit des exceptions dans le sens opposé, des savants aussi qui s'adonnent à la vie contemplative, en passant leur temps à méditer sur la signification des versets des livres sacrés, sur leurs commentaires, sur le sens des mots et des lettres, sur leur transposition, sur le nombre des anges et sur la grave question de la saison dans laquelle Jéhova créa le monde. Ils ne s'occupent pas d'autre chose et, bien qu'il y ait parmi eux des individus d'une indigence absolue, ne se soucient nullement des misères de la vie réelle. Ils sont très vénérés. La grande masse gravite non vers les Natanson, les Dickstein, les Nussbaum et leurs pareils, mais vers

eux, vers ces savants, dont quelques-uns gagnent la célébrité comme faiseurs de miracles. Ils portent le nom générique de *choussites* et sortent des écoles qui s'appellent *chéders*. Ces écoles sont nombreuses. On y apprend à lire et à écrire, en sorte que presque toute la population juive possède ces connaissances élémentaires qui, malheureusement, sont flanquées d'une éducation juridico-religieuse, imprégnée des préjugés et ornée d'une langue qui, n'étant ni polonaise ni hébraïque, porte le nom de la langue juive. C'est une langue allemande corrompue. Pour écrire, les Juifs se servent des caractères hébreux et écrivent à la manière orientale, de droite à gauche. L'hébreux n'est connu que des choussites ; les autres récitent dans cette langue des prières et chantent des psaumes, mais je doute qu'il se trouve une proportion de 1 % — que dis-je ! — de 1 ‰, qui comprenne ce qu'elle récite et ce qu'elle chante. Tous cependant ont appris et savent quelques *vérités* qui ont une importance toute particulière. Ils savent notamment qu'ils sont un peuple élu par le Seigneur et, comme tel, surpassent de leur valeur tous les peuples qui habitent la terre. Ils le savent et ils y croient. Cette croyance se rapporte au temps des patriarches, des prophètes et des rois, où cette élection faisait répudier les femmes, prises au sein d'une nation qui ne marchait pas dans la voie du Seigneur, et chasser les enfants, nés des femmes n'appartenant pas au peuple élu (Esdras au V^m siècle av. J.-Chr.). Ils savent encore et ils croient que le Seigneur, pourvu qu'ils gardent ses commandements, leur a promis la venue du Messie et la domination sur tous les peuples. Plus ils sont ignorants -- tout en sachant lire et écrire -- plus forte est leur croyance dans les vérités citées ci-dessus, et plus fort est leur mépris pour les hommes avec lesquels ils sont forcés

d'entrer en contact dans leur pèlerinage à travers les pays étrangers et les siècles vers la terre promise. Telle est la force de la tradition. Elle a légué aux Juifs le mépris suprême envers les autres peuples, et ils le gardent — ils le gardent d'une manière qu'il est curieux de voir et d'étudier. Un Juif, le plus pauvre et le plus misérable, méprise de toute la force de son âme le plus riche et le plus puissant seigneur non-juif, voire l'empereur de toutes les Russies lui-même. Il le méprise, tout en s'inclinant devant lui jusqu'à la terre, tout en s'humiliant de la façon la plus servile. Le mépris est le sentiment qui domine et marque ses relations avec la population chrétienne, laquelle — bien entendu — lui rend la pareille.

Je tâcherai d'expliquer ce sentiment. A cette fin il importe de jeter un coup d'œil rétrospectif sur les causes qui le firent naître et le maintinrent à l'état d'un entêtement psychologique qui a bravé les outrages du temps.

Chose singulière : les Juifs, lorsqu'ils furent indépendants, ne manifestaient pas de zèle excessif dans l'accomplissement des commandements, provenant cependant directement de Dieu. Ils se montraient souvent récalcitrants à la loi, et les prophètes eurent beaucoup de peine à maintenir le culte de Jéhova. Cette prédisposition à l'inconstance changeait dès qu'ils se trouvaient à l'étranger. En Egypte, à Babylone, nous les voyons fidèles aux prescriptions des livres saints. A quoi cela pouvait-il tenir ? A mon modeste avis, cela ne tenait à autre chose qu'à une espèce de fierté, suggérée par la comparaison de leur croyance en un Dieu unique et tout puissant avec les croyances dans plusieurs dieux qu'ils rencontraient ailleurs. Le Dieu unique et tout puissant, comme conception philosophique, comme hypothèse, se prêtait mieux que les croyances polythéistes à la

solution des divers problèmes qui se présentaient à l'esprit humain. Il s'y prêtait d'autant plus que les légendes dignes de foi le représentaient se préoccupant avec une sollicitude toute particulière des destinées de son peuple. Alors le peuple se considérait comme lié à lui par un point d'honneur, l'acceptait sans réserve et en faisait son point de ralliement. Ces motifs me paraissent plus que suffisants pour expliquer le zèle religieux des ressortissants juifs. Chez eux, dans leur patrie, en Palestine, à Jérusalem même, il leur manquait les moyens de comparer, et alors les uns se mettaient à adorer les idoles, les autres essayaient d'inventer un juste milieu, d'autres encore, partie par persuasion, partie par intérêt personnel, n'admettaient aucun changement, nulle innovation et tenaient haut et ferme l'étendard de la vraie croyance.

Nous savons qu'à l'époque de la destruction définitive du temple et de la dispersion des Juifs, il existait dans leur sein des partis, Pharisiens, Saducéens, Esseniens. Ces derniers admettaient une chose hardie vis-à-vis du monothéisme farouche et exclusif établi par la loi : l'égalité des peuples devant le Seigneur. La dispersion frappa les uns et les autres. Ils s'en allèrent de la patrie en portant, les premiers, le christianisme, gros des éléments du progrès, les seconds, le judaïsme sombre et exclusif. Celui-ci construisait pour le profit commun, celui-là se tenait en réserve, ne voyant en perspective que le profit des enfants de Jéhova. Les chrétiens s'assimilèrent aisément aux nations parmi lesquelles ils vinrent, se confondirent avec elles et disparurent comme Juifs ; les Juifs, gardiens fidèles de la tradition, préservaient de tout contact leur individualité distinctive et se présentaient partout comme pèlerins, se frayant le chemin pour arriver à leur patrie et à leurs fins, c'est à dire, à la

domination universelle que Jéhova leur a expressément promise. De cette manière, la question juive se posa dès le commencement du pèlerinage du peuple élu. Elle date en général de bien loin ; pour les chrétiens, elle remonte à quinze siècles.

Les Juifs, partout où ils arrivaient, étaient reçus à bras ouverts. Ce n'étaient qu'hospitalité et privilèges qu'on leur accordait, et pour cause. Dans les temps, où les relations commerciales n'étaient pas régularisées, ils se présentaient comme des intermédiaires, fournissant aux occidentaux les produits industriels de l'Orient. Comme tels ils furent les bienvenus, d'autant plus qu'ils ne s'occupaient pas du prosélytisme religieux. Leur religion, ils la gardaient pour eux exclusivement ; c'était leur propriété particulière qu'ils ne voulaient pas céder ni aux musulmans, ni aux chrétiens, pour qu'ils profitassent des grands avantages promis par le Seigneur. S'ils le voulaient même, ils ne le pouvaient pas : les promesses concernaient les Juifs, les descendants directs d'Abraham, et non les autres peuples, les maudits. Ceux-ci ne s'en préoccupaient guère. Ainsi, le judaïsme n'offusquait nullement les peuples, tant ceux qui marchaient sous l'étendard de Mahomet, que ceux qui adoraient la croix, et les Juifs, en raison des services qu'ils rendaient, trouvaient parmi eux bon accueil. Ils furent les privilégiés, et ne tardèrent pas à abuser des privilèges.

Était-ce la faute à eux ?

Non.

L'abus est le propre du privilège, sa conséquence naturelle et absolue.

Dès leur arrivée, partout ils furent bien reçus, comblés de privilèges, et partout ils en abusèrent — partout : en Espagne, en France, en Italie, en Angleterre, en Allemagne.

L'abus produisit ses conséquences. Les bonnes dispositions firent place aux mauvaises, les privilèges aux restrictions, contre lesquelles les Juifs se défendirent au moyen de l'habileté dans laquelle le commerce les a perfectionnés. L'habileté fit naître des Shylloks. Il en est résulté que les restrictions se changèrent en persécutions, flanquées de la haine qui produisit des atrocités. Il fallait un prétexte. On se rappela que ce furent des Juifs qui crucifièrent Jésus-Christ, et on faisait expier ce crime aux arrière-petits fils des Annas, des Caïphas, aux consanguins de Jésus lui-même. On les poursuivait, rançonnait, tuait, brûlait, on les expulsait de l'Espagne, de la France, de l'Allemagne.

C'est alors qu'ils tournèrent leurs pas vers la Pologne.

Je n'entre pas dans les détails concernant l'histoire sept fois séculaire du passage des Juifs à travers l'Europe depuis le détroit de Gibraltar jusqu'aux bords de l'Oder. C'est une lamentable histoire qui me conduirait trop loin. M. Hilaire Nussbaum, de Varsovie, en a fait deux gros volumes et ce n'est qu'un résumé des événements qui poussèrent les Juifs vers le pays où ils purent enfin respirer. Le moment exact de leur arrivée en Pologne n'est pas connu. Il existe une légende que raconte M. Hermann Steruberg dans sa „*Geschichte der Juden in Polen*” (Leipzig 1878), d'après laquelle les Polonais, après que les souris leur eurent mangé leur prince Popiel, embarrassés du choix d'un nouveau prince, se décidèrent de laisser au sort la solution de cette question délicate. Ils résolurent du jour au lendemain, que celui qui le premier se présenterait dans la matinée à une des quatre portes de Kruswiza, la capitale, serait nommé chef de l'Etat. Le premier qui se présenta fut un Juif, nommé Abraham, fournisseur de poudre à canon. On lui offrit la couronne qu'il n'accepta pas et il proposa à sa place

Piaſt le Charron qui fut agréé. L'événement ſe rapporte à la première moitié du IX^m^e ſiècle, quand la poudre à canon n'était pas encore inventée. Il eſt à ſuppoſer que les Juifs connaiffaient la Pologne de longue date à cauſe de ſon voiſinage avec l'Allemagne. Les chroniques les mentionnent preſque à l'aurore des temps hiſtoriques ; ils faiſaient le commerce lucratif des eſclaves, c'était leur ſpécialité ; l'immigration effective n'a eu lieu qu'au XI^e ſiècle. Ce ſont les croisades qui la déterminèrent. Les Juifs arrivaient germaniſés relativement à la langue, et ſoit à cauſe des relations commerciales avec l'Allemagne, ſoit pour conſerver leur caractère diſtinctif vis-à-vis des indigènes, ſoit parce qu'on ne les y forçait pas et ils trouvaient commode de faire uſage d'une langue étrangère, ils ne ſe dégermanifèrent pas durant un ſéjour huit fois ſéculaire au milieu des Polonais.

En Pologne leurs deſtinées ne diffèrent guère de celles qu'ils endurèrent dans d'autres pays chrétiens. Favoriſés au commencement, ils abuſèrent des privilèges qui leur furent accordés en échange des ſervices commerciaux, et les abus amenèrent des reſtrictions. Ici la reſſemblance ſ'arrête. Les reſtrictions ne ſe ſont jamais changées en perſécutions en règle. Des perſécutions, il n'y en avait pas ; on ne peut pas mettre à leur compte les cas, bien rares au reſte, des exécutions judiciaires pareilles à celle qui eut lieu à Poſen, au XVI^e ſiècle, où on a brûlé quelques Juifs, convaincus d'avoir percé avec des épingles des hoſties juſqu'à ce que le ſang en ait jailli. Des cas pareils étaient très rares. Ils ne dérogeaient pas à la juſtice qui, de même que les Juifs de Poſen pour le perçement des hoſties, poursuivait et puniſſait les chrétiens pour la ſorcellerie, la magie, les charmes, les incantations, les blaſphèmes, etc. Cela répondait à l'eſprit de l'époque. Autrement l'animofité entre la

population chrétienne et la population juive, qui se manifestait parfois dans les villes, n'aurait pas de raisons d'être, si les Juifs, qui, malgré les restrictions, s'étaient emparés de tout le commerce, n'accentuaient pas dans leurs relations avec les cohabitants du même pays, ce sentiment de mépris, dont j'ai parlé plus haut et dont j'ai indiqué les raisons.

Pour les commerçants, méprisants et méprisés, la position nécessairement devait être difficile. Elle l'était effectivement. Malgré cela, les Juifs ne modifiaient nullement leur attitude ; arrivés en étrangers, étrangers ils restèrent ; on les considérait et ils se considéraient eux-mêmes comme des pèlerins, en voyage pour la terre promise, arrêtés pour se reposer et se remettre en route. Le repos a duré huit siècles. Cela a paru un peu trop long, et la république a enfin songé à régulariser la position de ses hôtes sur des bases plus rationnelles. Mais des obstacles sérieux l'empêchèrent d'accomplir ses désirs. Elle fut elle-même démembrée. La question juive tomba entre les mains des démembrés de la Pologne, les deux gouvernements allemands et le gouvernement russe. 1,700,000 Juifs échurent aux deux premiers, 3,000,000 restèrent aux Russes.

Le sort des Juifs, sujets des gouvernements allemands, fait envie à leurs correligionnaires, sujets du tzar. En Prusse et en Autriche ils jouissent des avantages du régime constitutionnel à l'égal des chrétiens. Ils en profitent largement. Ceux de la Prusse abandonnent peu à peu le sol polonais et se transportent en Allemagne. En Autriche, bien que rien ne les empêche d'aller où bon leur semble et qu'ils remplissent Vienne, Buda-Pesth, Prague et d'autres centres commerciaux, la diminution de leur nombre en Galicie ne se fait pas remarquer. Ils s'y entassent, pauvres, dégue-

nillés, misérables, tandis que leurs ressortissants sont parvenus à gagner une position très respectable, en s'emparent des deux facteurs d'une importance capitale : de la presse et de la finance. Sur ce terrain a poussé l'antisémitisme, expression de la concurrence dans la sphère de la spéculation commerciale et politique, dont les champs d'action se trouvent à Berlin, à Vienne et à Buda-Pest et tourne autour des ministères et des parlements. Il paraît que c'est un état transitoire, que les passions, réveillées par la concurrence malsaine, s'adouciront et se modifieront sous l'action de l'instruction à laquelle se presse la jeunesse juive. La fréquentation des écoles polonaises en Galicie par les Juifs est comparativement double de celle de la jeunesse chrétienne. C'est un spectacle qui réjouit et promet : sur cette voie se préparent les matériaux pour la solution, dans un avenir plus ou moins éloigné, de cette question épineuse.

Passons maintenant en Russie. Là, le spectacle se présente d'une manière toute différente, sous l'aspect de l'oppression qu'il est difficile sinon impossible de s'expliquer. Les Juifs sont renfermés dans les limites de la portion de l'ancienne République Polonaise, échue en partage à la Russie. La Russie — la grande Russie, qui possède des ressources énormes, est fermée pour les enfants d'Israel. Il n'est permis de s'y établir qu'aux grands négociants, payant la patente de premier ordre. Cette mesure date du moment du premier démembrement de la Pologne et, à la suite du dernier démembrement, furent annihilées toutes les dispositions, ayant en vue les réformes concernant la question juive. Leur état fut amené au *statu quo ante* et laissé ainsi jusqu'au moment de l'avènement de Nicolas I, surnommé "l'inoubliable" par le Saint-Synode. Il est à la vérité inoubliable

pour les Juifs, parce que c'est lui qui a commencé à les opprimer d'une manière toute spéciale. Sous le régime polonais ils ne furent pas obligés au service militaire. Le grand-père du tzar actuel leur a ordonné de servir dans l'armée, et, comme on soupçonnait chez les adultes le manque d'appétit (la poltronnerie juive était proverbiale), il a donné ordre de prendre les jeunes garçons de 8 à 10 ans et de les dresser pour la flotte. Pourquoi pour la flotte ? — je n'en sais rien. Je fus témoin de l'exécution de l'ukase. Il est impossible de décrire le désespoir des pauvres mères, d'entre les bras desquelles on arrachait les enfants. On les réunissait en bandes de 200 à 300 et on les conduisait à pied à travers les steppes de Cherson et de Tauride à Sébastopol. C'est à peine si la quatrième partie parvenait à destination. Impossible de ne pas soupçonner la préméditation. On savait que la flotte n'avait pas besoin des milliers de mous-ses, et dans cette levée d'enfants, il est permis de voir l'analogie à la tuerie des nouveau-nés, ordonnée jadis par le pharaon et par Hérode. La chose a eu lieu en 1835 ou 1836. De cette manière moyen-âge, a commencé l'oppression, en donnant suite à une série non interrompue de chicanes et de mesures vexatoires. Les ukases se succédaient. Aujourd'hui on faisait couper aux juifs les pans de leurs habits ; demain on leur ordonnait de changer la forme des couvre-chefs ; plus tard, on leur rasait la barbe et on coupait les boucles des cheveux qu'ils avaient l'habitude de porter sur les tempes. Et ainsi de suite. En même temps on leur défendait d'habiter les villages, d'exercer l'état de cabaretier, de prendre à leur service des chrétiens, etc. La mort de Nicolas a interrompu les vexations, lesquelles recommencèrent de plus belle après la mort d'Alexandre II et continuent jusqu'au moment où nous sommes. "Le jour suc-

cède au jour, et la peine à la peine“. Les défenses concernant les Juifs sont difficiles à énumérer. On se demande, qu'est-ce qui ne leur est pas défendu ? On leur ôte l'une après l'autre différentes branches du commerce, et on le fait sous prétexte de les forcer de labourer la terre qu'on leur défend d'acheter et de prendre à bail ; on leur rend difficile l'accès des écoles, auxquelles on n'admet qu'un tant pour cent de Juifs ; il leur est défendu d'exercer l'état d'avocat, d'entrer au service public, d'habiter la campagne, d'habiter la zone limitrophe à la distance de quarante verstes ; on leur applique mille et mille restrictions et on les enferme dans les limites de la Pologne, comme si l'on voulait dire à eux et aux Polonais, qui ne sont guère beaucoup mieux traités : « Dévorez-vous les uns les autres ! »

Et voilà !

La misère dans laquelle croupissent les milliers et les milliers de Juifs polonais, la misère abjecte, noire, vermineuse, défie toute description. C'est à n'y pas croire. Si vous entriez dans une chambre petite et basse, dont chacun des quatre coins s'est occupé par une famille, composée de plusieurs personnes, hommes et femmes, jeunes gens des deux sexes et enfants, bien portants et malades, en tout, une vingtaine, quelquefois une trentaine de personnes, vous vous demanderiez avec ébahissement : comment peut-on y respirer ? On y respire cependant, on y vit et, à ce qu'il paraît, cette manière de vivre favorise la multiplication de la race, nous en avons vu la preuve en chiffres.

Je vais vous dire un chiffre non moins curieux.

Le commerce était et reste toujours l'occupation principale des Juifs en Pologne.

Combien porte le pour cent des commerçants, relativement à la catégorie des habitants que l'industrie occupe ? — 36 %. En Angleterre, c'est le 5 %. En Pologne 64 % font divers métiers parmi lesquels à quelques métiers légers, tels que ceux des tailleurs, des cordonniers, des bonnetiers, des ferblantiers, des horlogers, des joaillers, des relieurs, etc., participent les juifs, et 36 %, c'est-à-dire, un marchand pour moins que deux artisans, achètent et vendent, rachètent et revendent, en se repoussant mutuellement, en se bousculant l'un l'autre, en arrachant l'un à l'autre de maigres gains, représentant les prises de guerre dans la lutte pour l'existence, lutte dans laquelle les chrétiens figurent l'océan, où les pêcheurs jettent et tirent leurs filets. .

C'est une des faces et, à mon avis, la face principale de la question juive.

Est-ce que l'Alliance israélite la connaît ?

Ce qui caractérise et ce qui envenime la question juive, c'est son exclusivisme, son séparatisme. Séparatisme financier d'un côté, séparatisme national de l'autre, l'un et l'autre hostile aux chrétiens qui de leur côté prennent des mesures défensives ne méritant pas toujours l'éloge. Je rappellerai ici l'histoire de deux faillites grandioses : celle de la banque Langrand-Dumonceau à Bruxelles et celle de la banque Bontoux à Paris, celle-ci ainsi que celle-là fondées contre les Juifs, comme on organise et mobilise des corps d'armée pour faire la guerre. Elles entrèrent en campagne, firent la guerre, les Juifs les culbutèrent, en causant des malheurs et des souffrances qui provoquèrent l'éclosion de l'antisémitisme, agitation qui grandit, se propage et hurle. Cela ne fait-il pas penser au moyen-âge et à la persécution des Juifs ? Les causes qui se produisent sont les mêmes : le maniement de l'argent, faisant action des pompes aspirant le

liquide pour le profit du manœuvrier. Le bassin se remplit au détriment des masses qui voudraient s'y désaltérer aussi. Cette action, toute cosmopolite puisqu'elle embrasse indistinctement tous les pays où l'argent circule, en même temps qu'antichrétienne, puisqu'elle est dirigée par des Juifs, liée par les liens du sang à la sordide et abjecte lutte pour l'existence dont le théâtre est la Pologne, fait naître tant en France, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Roumanie qu'en Pologne, de vives animosités qui peuvent avoir de tristes conséquences. Elles peuvent, — dis-je — avoir de tristes conséquences parce qu'à l'antisémitisme s'accrochent différents intérêts religieux, sociaux et politiques, qui le soutiennent et le poussent en avant. Aussi, il se développe de plus en plus. Il a pris racine chez nous, en Pologne, où il se manifeste au moyen de la presse et a l'air d'une bataille dans une prison d'état, parmi les condamnés, se déchirant à belles-dents pour un brin de maigre pitance. Elle est triste à voir — elle provoque des haut-le-cœur — cette bataille entre ceux qui n'ont pas le droit de se vanter qu'ils sont opprimés plus les uns que les autres. La presse russe, tenue à appuyer l'action gouvernementale, gronde tout entière en soufflant l'antisémitisme. Il n'y a que deux ou trois journaux qui, menés en laisse par la censure, osent bégayer des excuses motivées. Parmi les autres il y en a qui sont rédigés par des Juifs. C'est le cas du *Nouveau Temps* (Novoye Vremia), journal le plus répandu. La majeure partie du personnel de sa rédaction, son correspondant parisien, ses autres correspondants, s'escrimant dans l'antisémitisme le plus acharné, sont eux-mêmes sémites de sang et quelques-uns de religion. C'est réjouissant cela ! La dépravation, alliée fidèle de toute oppression, est un élément de plus, faisant assaut au séparatisme juif.

En réfléchissant à la question juive — et j'y réfléchis souvent vu les occasions que me fournissent la lecture des journaux et l'intérêt que je porte à l'avenir de ma patrie doublée de Juifs — je me demande souvent : est-ce que le séparatisme juif, faisant l'essence même de la question, est pour l'humanité une de ces nécessités historiques qu'on doit laisser exister, ou bien, est-il un écueil que les flots battent sans pouvoir le briser, ni même l'ébranler ? La première question, je la laisserai sans réponse ; quand à la seconde, elle ne paraît pas impossible à aborder. Je me permettrai d'en donner quelques preuves. Aux Juifs qui peuplent la Pologne l'attachement au pays qui est la base du sentiment patriotique n'est pas étranger. Je ne parle pas de ceux dont j'ai cité les noms plus haut. Je parle de la populace, de la multitude, de la vile multitude. Mickiewicz, le grand poète polonais, en a tiré pour son épopée immortelle « Monsieur Thadée », la figure d'un Juif, joueur de cymbales, éclairée des lueurs de la majesté patriotique la plus imposante. Un autre poète, M. Szymanski, a fait autant pour un autre juif, dans une charmante et touchante nouvelle, « Sroul de Lubartov ». M^{me} Orzeszko, femme auteur, dont se glorifie la littérature polonaise, a tiré le sujet de plusieurs de ses romans du monde juif qu'elle représente comme accessible aux idées humanitaires. Cela serait cependant insuffisant, s'il n'y avait pas des témoignages plus positifs que ceux que l'imagination des poètes a créés.

M. Mac Gakhan, éminent publiciste américain, dans le compte-rendu de ses observations sur les émigrations des diverses nationalités qui arrivent à New-York, s'occupe des Juifs polonais. Il parle de leur ingéniosité à inventer les gains et de leur assiduité dans les occupations telles ou autres, pourvu qu'elles rapportent. Ils sont bons à tout

faire sans s'attacher à se perfectionner dans une branche spéciale. Aussi gagnent-ils infiniment plus qu'ils ne gagnaient dans leur pays natal. Malgré cela, « toute la famille — M. Mac Gakhen parle d'une famille typique — nous a déclaré à l'unanimité, à notre grand étonnement, que dès qu'elle aura réuni les ressources suffisantes pour payer le voyage, immédiatement elle se mettra en route pour sa *chérie* Vilna. Ce n'était pas l'exemple exceptionnel, ajoute l'auteur. Combien de Juifs nous rencontrions des provinces de la Russie occidentale, c'est-à-dire de la Pologne, tous exprimaient l'attachement chaleureux au pays natal et le désir de retourner à *la maison*. »

Cet attachement existe donc, et il me paraît bon comme point de départ, propre à contre-agir à l'égard du séparatisme, également nuisible aux Polonais et aux Juifs, nuisible d'autant plus qu'ils sont également opprimés.

N'y a-t-il rien à faire dans ce sens ?

Les Polonais, qui ne se rangent pas dans la partie des antisémites, prononcent le mot : assimilation (1).

Est-ce que l'Alliance israélite n'y a pas songé ?

Sans m'arrêter à cette question, je me permettrai de faire une remarque générale.

D'après la rapide exposition que j'ai faite de la question juive, il s'ensuit que cette question présente deux faces :

(1) La conférence date du mois de Décembre 1890. Depuis un nouvel élément est intervenu dans la question juive, et, bien qu'il ne change en rien la situation des juifs en Pologne, il mérite cependant d'être signalé. Ce sont les projets des barons Rotschild, Hirsch et autres de colonisation juive en dehors de la Russie, en Palestine, en Amérique, Afrique, Australie. Le gouvernement russe y consent. Mais ces projets se trouvant actuellement à l'état d'étude, on ne peut pas savoir ce qu'il en résultera.

une financière, splendide, éblouissante, et une autre nationale aussi repoussante que féconde, espèce de fumier humain, augmentant de volume grâce à l'action d'un levain mystérieux. Dans la marche historique de l'humanité, qu'est-ce qui est plus important : l'argent ou l'homme ? Poser ainsi la question c'est la résoudre. L'argent est le moyen, l'homme est le but. Il me paraît donc que l'Alliance israélite, contre les efforts humanitaires de laquelle il n'y a rien à dire, devrait cependant prendre en considération ces deux mots : séparatisme et assimilation, les bien peser, se déclarer pour l'un ou pour l'autre et diriger son activité non vers ceux de ses coréligionnaires qui peuvent se défendre eux-mêmes, mais vers ceux qui sont livrés à l'oppression sans frein. Je reconnais que c'est un peu difficile, incommode, même dangereux à cause des fantômes qui se présentent en perspective sous la forme de la police secrète, des gendarmes aux figures sombres, de la prison incommode, du jugement à huis-clos, etc., etc. Mais, le médecin, lorsqu'on l'appelle chez un pestiféré, a-t-il le droit de refuser d'y aller sous le prétexte que lui-même pourrait gagner la maladie contagieuse et en mourir ?

Sur ce — je finis et je demande à mes honorables collègues de me pardonner si je les ai peut-être fatigués.

Z. MILKOWSKI.

LA DERNIÈRE " RÉIMPRESSION,,

DE M. EMILE ZOLA

LE VŒU D'UNE MORTE ⁽¹⁾

1

Si, malgré de fréquentes déceptions, il n'est pas de régal littéraire plus appétissant que la publication de quelque œuvre de début, inédite ou oubliée, d'un grand maître de la plume, d'une de ces solides gloires consacrées par le temps, il serait abusif d'attribuer un intérêt égal à la reproduction d'un ouvrage de jeunesse, que remet dans le commerce un écrivain vivant, parvenu au sommet de la renommée et du succès, dont le passé est connu dans ses moindres détails, dont le présent et l'avenir attachent l'attention universelle.

N'empêche qu'une pareille restitution, signée d'un nom fameux, pique légitimement la curiosité, et qu'il n'est pas injuste de qualifier d'irrévérencieux l'accueil indifférent, presque muet, qu'a réservé la presse à la dernière réimpression de M. Emile Zola.

(1) Cette étude a été lue dans la séance de la Section littéraire de l'Institut genevois, le 22 janvier 1890.

N'a-t-on vu dans cette réédition qu'une formalité ? dans l'ouvrage qu'une production vieillie ou insignifiante ? dans l'ensemble qu'une opération touchant moins à la littérature qu'à la librairie ?

Quoi qu'il en soit, les critiques n'ont pas pris la peine de feuilleter, le couteau à papier en main, ce court volume, sur lequel s'est pourtant précipitée la clientèle des cabinets de lecture.

Ils y auraient fait peut-être plus d'une trouvaille. Ne découvre-t-on pas souvent entre la direction définitive et l'impulsion première d'un littérateur des contrastes fort inattendus ?

Que de sévères moralistes rappelés à plus d'indulgence par la résurrection de trop légers *juvenilia* !

Le phénomène inverse, sans être aussi amusant, n'est pas plus rare ; et la constatation de quelque écart analogue chez l'historien des Rougon-Macquart serait assez piquante.

C'est justement, non la plus grosse, mais la première surprise que procure la lecture du *Vœu d'une Morte*.

Au beau milieu de travaux critiques et de créations qui comportaient déjà un programme tout physiologique ; au lendemain de la croisade furibonde en faveur de Manet et des agressions réunies sous le titre de : *Mes haines* (1866) ; dans la féconde année 1867, où le vaillant ouvrier, chaque après-midi, rédigeait pour vivre les *Mystères de Marseille*, feuilleton judiciaire et policier, qu'il a réédité récemment (1884) pour démontrer qu'il n'avait à rougir d'aucun de ses premiers gagne-pain, et, chaque matin, édifiait *con amore*, dans la composition de *Thérèse Raquin*, le naturalisme absolu, en rapportant exclusivement aux sensations et aux frissons physiques les sueurs froides, les angoisses, les cauchemars, les ci-devant « remords » et le suicide d'un couple

d'adultères assassins ; en même temps donc que, par ce livre et par cette polémique, il jetait les fondements et les prémices de son « épopée pessimiste de l'animalité humaine » (Jules Lemaitre), il donnait au public le roman reproduit aujourd'hui.

Ce roman ne fut pas remarqué. L'ami, le biographe de Zola, M. Paul Alexis, n'en cite que le titre en courant. Aucune des innombrables listes imprimées en tête ou en queue des autres in-octavo ne le mentionne. Une conspiration du silence semblait nouée sur lui. Inconsciente, sans doute, mais non moins effective.

Et pourtant, c'était une délicate fleur de rêve qu'étouffait ainsi la trop robuste végétation réaliste ; c'était un rayon d'idéal qui allait s'éteindre dans le puits de la nouvelle vérité.

Pour justifier cette affirmation, l'analyse de ce livre trop peu lu doit entrer dans quelques détails.

La voici.

II

Le prologue, sous forme de fait divers emprunté à un journal méridional de 1831, nous présente le héros.

C'est un enfant du sexe masculin, échappé sain et sauf à la fureur d'un incendie, grâce au saut mortel de sa mère affolée, et adopté par une jeune fille noble d'une quinzaine d'années.

« Seize ans se passent. » — Nous nous retrouvons à Paris, au lit de mort de la bienfaitrice. Elle agonise en face de sa fille chérie, oppressée par la terreur de laisser Jeanne aux mains de son mari, M. de Rionne, viveur qui l'a dès longtemps accoutumée à tous les abandons.

Dans l'ombre d'un rideau, par bonheur, sanglote un grand garçon de dix-huit ans, gauche et déjeté, mais étouffant de chagrin et d'impuissante reconnaissance.

C'est l'enfant sauvé, Daniel Rimbault, élevé par sa protectrice loin d'elle, en province, à l'écart de tous, en cachette même de son mari. Il ne connaît que « moribonde », cette mère adoptive, qu'il adorait dans le silence de son cœur comme sa bonne sainte ; mais il a soif de se dévouer à son tour pour elle, et, devinant son angoisse, il accepte avec autant de courage que d'innocence la tâche improvisée qu'elle le supplie d'assumer, de veiller sur sa fille, de la défendre contre son père et sa coquette tante, de la marier à un homme digne d'elle, et, si la fatalité l'emportait dans cette lutte, de la défendre aussi contre les entraînements auxquels ne peut guère résister seule une pauvre femme mal mariée.

L'enfant, chargé de cette généreuse mission à exercer dans une maison où sa présence énigmatique va être celle d'un étranger, d'un intrus, jure de respecter et d'accomplir le vœu de la morte.

Les explications, les récits nécessaires ont duré longtemps ; mais il faut que les forces de l'agonisante suffisent encore à supporter la visite de son mari. L'on est allé l'avertir et le chercher auprès de sa maîtresse, Mademoiselle Julia, « une ravissante créature, pas ennuyeuse du tout, mais chère en diable », aux genoux de laquelle, blotti « comme un chien dans sa niche », il aspirait préventivement des forces et de l'oubli contre la catastrophe imminente.

Mûri par la douleur, révolté contre l'indifférence de la grande ville qui se réveille avec son activité et ses sourires quotidiens, Daniel, perdu dans le cortège funèbre, muet, plongé en lui-même, entend malgré lui les propos saugrenus

et les dialogues cyniques des gens de maison ; il commence à comprendre les dessous de la vie et les souffrances cachées sous lesquelles a succombé sa « bonne sainte ».

Au retour, la réflexion lui montre qu'il ne lui reste qu'à déguerpir de cet hôtel, où il a une tâche à remplir, mais où tous les regards l'insultent. Sans rien emporter des présents de sa mère adoptive, sans vêtements ni linge de rechange, sans ressources d'aucune sorte, il part « ne connaissant rien de la vie et se proposant d'aller en avant, toujours tout droit ». Mais, en voulant donner un baiser d'adieu à cette petite Jeanne de six ans, « au bonheur de laquelle il allait vouer sa vie entière », il l'effraie par sa gravité, et, en prononçant droitement, mais maladroitement, le nom de sa mère, il la fait éclater en une crise de colère enfantine et de sanglots.

Voilà le sujet posé, non sans invraisemblances et réticences, peu nombreuses encore au prix de celles qui vont suivre. Constatons-en la grandeur, la noblesse et l'austère simplicité : un adolescent, ignorant, malingre, plébéien, dénué de tout, s'élance dans la plus chevaleresque des aventures, la protection d'une jeune fille noble avec laquelle il n'est appelé à avoir aucun contact, et, pour point de départ, va s'abîmer, d'inanition et d'isolement, sur un banc du Jardin du Luxembourg.

Passons. — Il y fait un ami, Georges Raymond, qui partage avec lui son souper chez la fruitière, sa chambrette et sa fortune, un siège de collaborateur, à 90 francs par mois, dans la fabrication d'un dictionnaire encyclopédique, sous la direction d'un patron garde-chiourme paresseux, qui en tirait un nom et un revenu de vingt mille francs.

Daniel, ayant repris pied, respira ; puis « fut pris d'un désir ardent de revoir Jeanne ».

Ramassant tout son courage, il sonne à l'hôtel de Rionne, que son propriétaire venait de vendre pour louer un appartement de garçon, se procurer quelque argent comptant et « se rapprocher du vice ».

Introduit au salon de ce nouveau logis en l'absence du maître, il a la chance de compléter son éducation en assistant, inaperçu, à une comédie en trois scènes entre M^{lle} Julia et M. de Rionne qui rentre : revoir, exaspération, raccommodement.

D'ailleurs la petite Jeanne n'est plus sous ce toit tutélaire ; désireux de sa liberté entière, le père l'a confiée à sa sœur, laquelle, aussi mondaine, mais plus froide dans ses calculs, s'en est délivrée en la mettant au couvent.

« Douze ans se passèrent » et l'enfant rentra jeune fille dans la maison de son oncle, M. Tellier, qui venait de décrocher la timbale de député.

Ce fut toujours une des facultés de Zola, une de ses hardiesses tranquilles et sereines, que de disposer du temps avec cette suprême désinvolture. Dès ses débuts, nous le voyons tantôt décrire avec une minutie impitoyable, avec des détails infinis et pénibles, deux ou trois journées d'une vie ; tantôt l'abandonner à elle-même pendant des laps de plusieurs lustres, sans que les hasards, les incidents, les rencontres, les soucis, les bonheurs, les fatigues, les jouissances, les maladies, les progrès, les tentations, les reculs, les chutes, les études, les expériences, les péripéties en un mot quelconques et inévitables de toute existence, exercent sur elle une influence appréciable, y laissent la trace la plus légère. Après ce sommeil de marmotte, le personnage, figé dans l'attitude où il s'est endormi, se dégèle tout d'un coup, et l'automate reprend le mouvement interrompu et prévu, comme l'homme à l'oreille cassée.

Tel Daniel qui, pendant ces douze ans, devenu seulement contre-maître factotum à son encyclopédie, et par-dessus le marché, en la compilant, érudit, naturaliste et profond mathématicien, vécut « dans une solitude chaste avec une enfant de six ans dans le cœur », et n'aima d'amour avec emportement que l'analyse et la synthèse. — Il resta l'ami *intime* de George qui, par son intelligence et son application, s'était poussé presque jusqu'à la célébrité, mais sans jamais lui confier un zeste de son adoration secrète et constante ; tous les mois, en effet, avec des ruses de peau-rouge, il allait s'informer du sort de sa platonique protégée ; et Georges, croyant à quelque amourette mystérieuse, souriait à ces sorties. — Ils avaient, en commun, battu froid à un troisième camarade, Lorin, trop rapide favori de la fortune, dans lequel ils flairèrent facilement un intrigant peu scrupuleux.

Pour se rapprocher de l'aimant de ses pensées, pour commencer son rôle d'ange gardien, Daniel descend de ses hauteurs scientifiques et se fait accepter dans le poste subalterne de secrétaire du député Tellier, en passe, ou plutôt en ambition de ministère.

Zola ne manque pas cette occasion de donner issue à l'une des idées fixes, qu'il n'exprimait pas sans doute pour la première fois, mais sur laquelle il devait plus tard et toujours revenir à satiété.

Là éclate, en effet, son mépris insolent pour la politique, où il ne peut consentir à voir une des formes possibles du patriotisme et du dévouement, et pour la philanthropie, qui n'est jamais, à ses yeux, qu'une exhibition idiote et hypocrite de « solennités écrasantes ». Que voulez-vous ? Les députés, les ministres, les directeurs d'associations quelconques, sont rarement très jeunes, et tous, dans la règle, par

l'exercice d'une supériorité ou d'une autre, quand même elle ne serait pas littéraire, ont gravi quelques degrés des échelles sociales ; or, dès son enfance, à travers ses succès et ses échecs scolaires comme à travers les phases de sa misère noire et ses labeurs de forçat intellectuel, le principe dirigeant, l'impulsion biologique essentielle du maître naturaliste a toujours été la concurrence coude à coude, la haine de tous les gens plus ou moins arrivés, la dénonciation de mauvaise foi et de fausseté contre tous les efforts, les mobiles, les idéaux autres que ses efforts, ses mobiles, son idéal personnels.

Aussi s'en donne-t-il à cœur joie de dauber sur la sottise du millionnaire député, que met bien en relief l'esprit incisif du parfait secrétaire. Ecoutez plutôt leur dialogue de présentation :

« Puisque nous allons vivre ensemble, dit le député, il faut qu'il n'y ait aucun malentendu entre nous. La foi est libre, et je ne voudrais pas demander la moindre concession à votre conscience... Quelles sont vos opinions ?

Mes opinions, répéta Daniel, ahuri, etc., etc... »

Voilà la réplique d'un Parisien de trente ans idéal. Duquel des deux interlocuteurs Zola se moque-t-il ici ?

Et, par malechance, cette réponse géniale n'est qu'un spécimen du tact et de l'intelligence avec lesquels Daniel, installé enfin dans la position souhaitée, va dorénavant se consacrer à la tâche bénie qu'il médite depuis son adolescence.

Il tombe de son haut quand il s'aperçoit que l'enfant à protéger est devenue une superbe demoiselle, pétillante d'esprit, de caprices et de railleries. Il ne sait « pénétrer dans cette machine compliquée ». Il résout une fois de plus de ne pas se faire connaître, il gémit impuissant en face des coquetteries naissantes qu'encourage tante Célimène. Dans

le salon de M. Tellier, dont sa fonction lui ouvre les portes, il ne sait surprendre, sur les lèvres de ces poupées de tout âge et des deux sexes si correctement habillées et d'apparence si supérieure, que des conversations de coiffeurs et de modistes.

« Et il vint à Daniel un orgueil immense. Il fut fier, en ce moment, de sa gaucherie et de ses ignorances mondaines. Il n'eut plus peur d'être vu ; il releva la tête et marcha largement au milieu du salon. »

N'est-ce bien que Daniel, ce personnage qui se rengorge et se carre à si bon escient ?

De ce jour surtout, il assume son rôle de père adoptif secret, de précepteur masqué. A la maison, dans les promenades et les églises, dans les petits théâtres, au Bois, ce « chevalier noir », tel fut son surnom, d'une laideur étrange et grave, accompagne Jeanne de ses longs regards suggestifs, rectifie les erreurs de ses jugements et de ses caquets.

Il est là pour remettre à leur place les écervelés qui prennent les deux dames, la tante et la nièce, pour des filles ; il est là pour attirer l'attention de la maligne enfant sur la perte sèche que constitue toute déchirure de sa jupe :

« Seriez-vous tailleur, — réplique-t-elle spirituellement, — avec un mauvais sourire, pour apprécier ainsi le dommage ? »

Et lui, non sans une dignité peut-être déplacée, mais émouvante :

« Je suis pauvre. Je n'aime pas à voir se perdre les choses chères. »

Et il résiste toujours à la tentation judicieuse de lui révéler le mandat sacré dont il est dépositaire. Au lieu de lui dire une fois franchement son histoire et le vœu de la

morte, aveu qui lui eût permis d'être directement utile, il se condamne à une équivoque posture d'espion maniaque et d'amoureux honteux.

Oui, d'amoureux. Car il est seul à ne pas s'apercevoir que sourdement une lente passion s'infiltré dans son cœur, l'envahit et le mine.

C'est dans une villa normande des bords de la Seine, le Mesnil Rouge, où M. Tellier passe l'été avec toute sa smala, qu'au grand air, loin des miasmes de Paris, à travers les taillis et les prés, pendant les canotages sinueux au milieu des îlots et des roseaux du fleuve, naît une camaraderie impossible ailleurs, mais qu'autorise ici la liberté des lieux et de la saison.

Maudites alors les visites de la capitale qui mettent en fuite les bandes de radieuses songeries, et arrachent sa « chère fille » à ce trop tendre et trop naïf protecteur.

Maudit surtout ce jour atroce où, de la barque qui revenait, il reconnut sur la rive deux profils oubliés, le père de Jeanne et le financier goguenard qui, après des mois d'hésitation, se décidait à commettre la folie d'épouser la fille pauvre : le détesté Lorin.

De Rionne et le boursier s'étaient entendus comme larrons en foire, c'est-à-dire en se réservant de se duper mutuellement.

Le père, stupéfiant cette fois de fidélité, mais usé jusqu'à la corde, rongé jusqu'à l'os, venait de se voir supplanté auprès de son antédiluvienne Julia par son valet de chambre, lesquels deux associaient et mettaient en ménage les rentes grattées par l'un et par l'autre sur la même toison d'or.

C'était pour lui un lot inespéré que la fondation d'un foyer où il pourrait vieillir en paix et grignoter quelques menues offrandes, auxquelles, du reste, son futur gendre combinait de se soustraire.

Daniel, courroucé, révolté, comprit la lâcheté de son silence, les dangers de cette union. — Trop tard. — « Un instant il eut la pensée de tout lui dire, et de lui commander, au nom de sa mère, de chasser Lorin... » qu'il n'estimait point.

« Puis il différa... » C'était le cas !

« Il parla en maître... » Est-ce suffisamment risible ? et reçut ce jet d'eau froide : « Seriez-vous amoureux de moi, par hasard ? »

« Elle l'a dit, elle l'a dit : Je suis amoureux. »

Désespoir ! Découragement ! Terreur de voir toutes ses remontrances attribuées à sa passion ! Fuite ! Prostration de plusieurs mois avant la célébration du mariage, puis d'une année après, à St-Henri, en face de la mer, loin de son ami Georges, qu'il a encore un coup laissé « désespéré (?), ignorant tout (!) ».

Apaisé enfin par la contemplation des larges horizons, il se rappelle un jour qu'il a aussi promis de veiller sur les suites de ce qu'il n'aurait pu empêcher, et il retourne s'atteler à son licou.

Rentré à Paris, il s'associe de nouveau avec Georges, toujours sans une confiance, pour conquérir la gloire, ce qu'ils font sans coup férir, et par là les salons, où retrouver la fille de sa fée.

Dans une soirée chez un grand personnage, les deux amis rencontrent Jeanne et Lorin ; et leur célébrité leur vaut une invitation.

Hélas ! l'infortunée jeune femme était en pleine crise ; elle avait vite percé à jour la pleutrerie de son conjoint ; et, suivant le mécanisme psychologique et moral un peu rudimentaire que Zola a découvert au lycée, « une lutte terrible s'établit en elle ; ses devoirs d'épouse parlaient haut, ses

fiertés se révoltaient, lorsque son cœur criait d'angoisse et la poussait à l'amour d'un autre homme que son mari ».

C'était prévu d'ailleurs. Sa mère, plus vaillante qu'elle, mais qui savait sans doute combien cette vaillance lui avait coûté, de son lit d'agonie pronostiquait l'accès, en remettant pleins pouvoirs au champion éventuel de la défense.

« Pendant près de six mois la lutte dura..... ». « Elle allait tomber, lorsque Daniel parut de nouveau dans sa vie », et se trouva là à point nommé pour lui interdire d'un regard d'accorder un rendez-vous à un ami de son mari qui ressemblait à son père, sauf qu'il « n'avait point encore descendu la pente du vice », et qui se résigna à ce refus en murmurant à part soi que « le fruit n'étant pas mûr, il fallait attendre ».

Mais les nuits de Daniel recommencèrent à devenir brûlantes ; car il était obligé de s'avouer que, sous le prétexte de sa mission, « l'honnête gardien était devenu un amant qui ne veillait plus que par jalousie sur la femme qu'on lui avait confiée ».

Pour la sauver, ainsi que lui-même, il ne lui vint à l'esprit qu'un expédient : lui écrire toute la biographie de son amour de ses adorations.

Puis, sans relire, sans signer, il envoya sa missive.

Ce cri d'une passion ignorée et sublime, qui conjurait Jeanne de ne pas tomber, pour se conserver pure à un culte muet et éthéré, émut la destinataire, lui causa des frissons, l'éleva « dans la religion des tendresses et des dévouements surhumains ».

Quand Daniel, accompagné de Georges, la revit, il la revit « transfigurée », en robe de cachemire blanc, « debout, le visage recueilli et paisible d'une sainte ». Les deux amis furent aussi charmés et séduits l'un que l'autre.

Et c'est un cauchemar, une répulsion pour le lecteur, de constater qu'à chaque lettre toujours anonyme, dont Daniel, non deviné, va, avec ravissement, surprendre l'effet visible et les émotions sur le visage de plus en plus énamouré de sa pupille, c'est à George, ignorant de tout, et toujours plus épris lui-même, qu'elle s'attache davantage, et fait remonter l'honneur, et le bonheur de cette voluptueuse prédication.

On se demande même, non sans anxiété, si la chute du fruit, retardée, ne va pas se consommer en pleine maturité, et par les soins maladroits de l'ange gardien qui n'aurait réussi qu'à le mettre momentanément hors d'atteinte et à le réserver pour un autre maraudeur, quand l'auteur, supprimant la faute avec l'obstacle, tue subitement en voyage le malheureux Lorin, ni plus ni moins qu'une simple Nana.

Personne n'a l'hypocrisie de le pleurer, bien que ses crimes conjugaux ne soient pas évidents.

Seulement Jeanne, maintenant libre, appelle auprès d'elle Daniel, pour l'élever au paradis et le plonger dans l'enfer. Elle lui parle des épîtres et lui en demande l'auteur ; et, sur son silence d'amant éperdu qui se croit reconnu, elle reprend : « Ces lettres sont de M. Georges Raymond. — Ne dites pas non. — Je sais tout. — J'ai lu son amour dans ses regards, j'ai cherché autour de moi, et je n'ai trouvé que lui qui pût m'écrire ainsi. » Et elle charge Daniel, « son frère », de lui amener Georges, qu'elle aime !

L'innocente victime est cruellement punie de son silence ; aussi « la bête humaine se révolte au fond de son être et, dans la rue, il a une crise effrayante de désespoir et de folie ». « La bête » donc se révoltait, était à bout d'humiliations, de duperies, de spoliations : toujours intermédiaire, toujours frère, jamais amant, criait-elle en lui, sanglotant, bondissant, pleurant, et enfin se calmant dans les larmes.

Et, peu à peu, Daniel ouvrit son cœur au véritable amour, s'arracha de l'humanité, remonta dans le ciel infini et absolu ; il se sentit mort aux folies de ce monde, alla trouver Georges, lui révéla (l'on conçoit cette fois qu'il ne dise pas tout) le secret, si peu justifié, de son vœu de protection et de dévouement désintéressé, et conclut en lui confiant le bonheur de sa fille adoptive et en lui disant adieu, altéré de repos et de contemplation marine.

L'enchantement dans lequel s'absorbèrent les deux fiancés dura jusqu'au jour où, six semaines plus tard, Jeanne fit une première allusion à la correspondance anonyme.

Surpris, vaguement inquiet, Georges réclama ces lettres, les lut, comprit, et resta d'abord anéanti devant cet escarpement d'abnégation.

Puis, prenant loyalement son parti, il narra à Jeanne le long martyre ignoré de leur ami, et le supplice qu'avait dû lui infliger la dernière crise.

Heureusement leur mariage n'était pas encore un fait accompli. Prosternés dans l'adoration et la reconnaissance, ensemble ils purent résoudre de se sacrifier à leur tour et de lui porter le bonheur.

Mais ce pèlerinage expiatoire échoue près d'un lit de mort. Le chagrin, le renoncement et la volonté sont à l'instant de terminer leur œuvre. — Résignation, sérénité, joie rayonnante, que ne peut même plus obscurcir un regret à l'offre suprême de satisfaction complète, voilà dans quelle béatitude Daniel expire, à l'appel enivrant de la protectrice dont il a exaucé la prière et qui le réclame auprès d'elle.

III

Voilà donc un livre dont l'objet diffère entièrement de celui des autres œuvres de M. Emile Zola, mais dont les procédés d'observation, de développement et de style sont notablement identiques.

L'auteur était-il sincère quand il traçait ce portrait d'un martyr de l'abnégation absolue ? C'est-à-dire essayait-il de peindre un type, idéal à son avis, de l'humanité ? — Ou bien n'était-ce là qu'un jeu d'artiste, un sujet de composition difficile et paradoxal qu'il se donnait à traiter, en virtuose extérieur à son œuvre ? — Ou enfin, prévoyant les désillusions et les dégoûts prochains, conscient des expériences déjà faites, dont la trace se remarque en plus d'un endroit, a-t-il pour but de ridiculiser le téméraire qui croit au bien ?

Le choix entre ces alternatives est malaisé.

Pouvons-nous tirer quelque éclaircissement des ouvrages que Zola livrait simultanément à la publicité ? — Guère. — Tous ces livres, qui sont le clavier de cette âme, ou plutôt de ce tempérament de vingt-six ans, rendent une harmonie rude et sauvage, au milieu de laquelle détonne la note du *Vœu d'une Morte*.

Serait-ce pour cela qu'il se refusa si longtemps à laisser résonner de nouveau cette dissonance ?

Lui, à qui les répugnances, les haut-le-cœur sincères de lecteurs sans prévention, ne semblent avoir jamais communiqué un scrupule, aurait-il ressenti une impression parente de la gêne, au souvenir d'une œuvre en quelque sorte infectée de virginité foncière ?.....

IV

J'en étais là de cette enquête épineuse et de cette comparaison, à laquelle lui-même invite expressément les curieux, entre « ces premières pages et celles qu'il a écrites plus tard », quand un ami, complaisant et fureteur, me fit obligeamment parvenir un exemplaire de la première édition, qu'il venait d'exhumer dans un arrière-fond de bouquiniste.

Il eût été impoli de ne pas le remercier. — La bonne intention était flagrante. — Mais à vrai dire, l'effet s'en réalisait un peu tard. — Mon siège était fait. — Papier neuf ou papier jauni, brochure plus ou moins fatiguée, caractères d'un type ou d'un autre, édition d'Achille Faure ou de Charpentier, ces minuscules différences ne pouvaient importer qu'à un bibliophile ou à un bibliographe, puisque le texte restait le même. — Que l'auteur eût profité de l'occasion pour rectifier quelque coquille d'imprimeur, quelque lapsus d'écrivain novice, pour effacer quelque trop malsonnante répétition, ces légères libertés ne pouvaient modifier l'ensemble.

Et encore, se les serait-il permises ? Trop dédaigneux pour accorder une obole à la critique éventuelle, trop beau joueur pour retirer une parcelle de sa mise pendant le jeu, il avait toujours « écrit au grand jour, n'ayant à retirer ni une œuvre, ni une opinion » (avant-propos de la réimpression des *Mystères de Marseille*, 1884) ; évidemment sa préface actuelle, comme son caractère, était trop claire, trop nette, pour laisser place à une ambiguïté quelconque.

Et je relus cette préface, si courte, et pleine d'un engagement si positif :

« Ce roman de ma jeunesse, publié en 1867, était le seul
« de mes livres qui restait épuisé, et dont je refusais de
« laisser paraître une nouvelle édition.

« Je me décide à le rendre au public, non pour son mérite, certes, mais pour la comparaison intéressante que les
« curieux de littérature pourront être tentés de faire un
« jour, entre ces premières pages et celles que j'ai écrites
« plus tard.

Emile ZOLA.

« Médan, 1^{er} septembre 1889. »

Ces sept lignes, dont la première pourtant renferme une erreur chronologique, puisque la vieille édition porte la date de 1866, ne prêtent à aucun double sens, à aucun sous-entendu.

Quand on se réserve le droit de changer peu ou beaucoup, surtout beaucoup, tout ce qu'on veut enfin, à son texte primitif, même si l'on préfère ne pas le crier sur les toits, les expressions suffisantes ne manquent pas. Edition « corrigée », ou « définitive » seulement, dit tout. — Une restriction quelconque dans l'avis au lecteur, la plus modeste, peut s'entendre avec une élasticité illimitée, et sauvegarde la bonne foi de l'auteur. — Il n'a qu'à se taire enfin, et son ouvrage, fond et forme, étant sa propriété exclusive, personne n'a à lui demander compte de l'usage qu'il en fait, de l'habit dont il le revêt.

Mais, en face d'une décision aussi spontanée, d'une déclaration aussi catégorique, sans ambage ni réticence, comment imaginer qu'il existerait la moindre différence notable entre les deux éditions ?

Est-ce ce raisonnement inattaquable qui, par contradiction,

me conduisit à tenter un rapide parallèle ? Ou simplement le vieux livre, à portée de ma main, irrita-t-il mon indolence par son extérieur grasseyé et défraîchi ? Voulais-je seulement, comme je le crois, car jamais disposition n'avait été moins soupçonneuse, ni objet moins suspect, m'ingénier à découvrir par-ci par-là quelque variante, correspondant à un autre mode, chez le puissant manieur de mots, de concevoir tel phénomène grammatical ou syntaxique ? Le fait est que, en pleine innocence, je me mis à parcourir simultanément quelques paragraphes des deux volumes-frères.

Mais il ne me fallut pas aller bien loin pour m'apercevoir, à mon complet ébahissement, que la copie ne ressemblait guère à l'original.

A l'exception des trois premières pages, reproduites textuellement, il n'était pas une des suivantes qui n'eût subi des modifications, des suppressions, des altérations saisissantes.

Et plus j'avancé, plus le procédé se multipliait, s'étendait, gagnait de proche en proche. A tel point que, recommençant cette lecture d'abord machinale et superficielle, et voulant en avoir le cœur net, deux crayons de couleurs différentes entre les doigts pour marquer visiblement les suppressions et les adjonctions, je pris mon grand courage, aux fins de confronter les deux volumes de la première à la dernière ligne.

On n'a pas tous les jours pareille aubaine, d'un maître artiste se rectifiant et s'amendant lui-même, et d'autant plus complètement qu'il le fait en catimini. Et l'intérêt singulier et alternativement instructif et amusant de cette besogne, un peu indigeste en elle-même, en atténuait l'ennui et la lourdeur.

Ah ! les lycéens négligents ou réfractaires, les partisans

fanatiques des audaces et des laisser-aller du premier jet n'auraient pas beau jeu tête à tête avec ce méticuleux éplucheur ! Quelle patiente leçon de conscience et de minutie ! Quel souci de la propriété, quel amour de la perfection, portés jusque dans l'anfractuosité la plus reculée, jusqu'à l'écho le plus affaibli de la phrase !

Comme il émonde toutes les branches gourmandes, les rameaux, les brindilles qui dépassent l'alignement ! Comme il extirpe les plantes parasites, et râtisse la place ! Malherbe, de tyrannique et implacable mémoire, ne lui va pas à la cheville.

Des exemples ? — En voici une poignée, au hasard, à titre d'échantillons.

Et d'abord ce sont les incorrections vénielles de l'ex-novice qu'il efface en courant. Et il fait bien. Les fréquents *avant que* NE sont amputés de leur négation (p. 89, 197, etc.) ; *je voudrais que vous viviez* devient *je veux* (p. 41) ; il soigne les détails, remplace uniformément les *comme cela* par à peu près autant d'*ainsi* (p. 34, 39, etc.) ; il supprime les innombrables « une sorte de » qui atténuaient ses vivacités ; il conforme, comme de juste, son orthographe ancienne à celle du dictionnaire actuel de l'Académie et substitue *revision* à *révision* (p. 102).

Dans la phrase « ses idées prenaient une *nouvelle direction* ; son dévouement parlait plus haut que sa *raison* » pour éviter la rime, il intervertit, et met : *direction nouvelle* (p. 73) ; pour le même motif, au lieu de « en levant les *yeux*, on apercevait des coins de ciel *bleu* », il écrit : « *en l'air*, on apercevait des coins de ciel *bleu* » (p. 178) ».

Ou bien, pour dissiper ou adoucir des contradictions jadis trop choquantes, il transmue certaines données : actuellement, Daniel est « un grand garçon de dix-huit ans » (p. 47)

qui n'en paraît qu'une quinzaine (p. 10) ; dans le texte original, on aurait donné au même à peine « une douzaine d'années (p. 10) ».

C'est d'ailleurs guidé par un goût sûr et expert, que ce puriste amende et émonde. Jamais il ne développe, n'amplifie ; à la façon de La Rochefoucauld, il abrège constamment. Il coupe tout ce qui fait longueur, pléonasme, cliché, redondance ; tout ce qui languit, mollit, tergiverse ; il choisit, puis biffe ; il concentre, et n'ajoute que ce qui est strictement nécessaire pour faire les raccords ; sa visée est partout de donner plus de force, et partout efficace ; puis, les ressorts rebandés, d'un coup de bistouri il taille les anciens tendons relâchés ; il supprime ainsi des mots, des phrases, des alinéas, des paragraphes ; des boisseaux de conjonctions, entre autres par exemple des centaines de *et*, auxquels il préfère la coupure de la phrase avec la répétition du pronom sujet ; plusieurs pages de suite perdent ainsi près du quart de leur contenu, et l'histoire tout entière, bien que typographiée assez largement pour occuper à peu près la même pagination, est diminuée d'une quantité qui ne doit guère être inférieure au sixième du texte primitif.

Et rien de plus instructif, de plus sensé, de plus « artiste » que ces métamorphoses ; pourquoi seulement n'en avertir personne ? et que deviennent « ces premières pages » promises ?

Et si les changements se bornaient à ces corrections et à ces allègements de style, malgré leur nombre, on ne songerait pas à récriminer. Mais ils débordent vite de ce domaine, pour envahir, transformer aussi, et travestir souvent le ton, l'inspiration même du roman.

Non-seulement, grâce aux nombreuses suppressions, le dialogue devient plus serré, plus incisif, le récit plus frap-

pant, plus martelé, mais l'écrivain poursuit les mêmes effets par la substitution aux termes anciens de mots nouveaux, plus actuels, plus à la mode.

Quelquefois, rarement, un certain tact l'amène à remplacer des mots plus exagérés par d'autres moins emphatiques ; la *moribonde*, qui occupe tout le devant de la scène dans les trois premiers chapitres, devient partout la *mourante* ; les *voluptés*, qui enfiévreraient beaucoup de sensations modérées, s'adoucissent en *joies*.

Mais, bien plus souvent, ce sont des mots plus aigus, plus troublants, plus modernes qui succèdent à leurs devanciers.

C'est ainsi que, par de véritables anachronismes, et sans changer la date de l'action qui se passe autour de 1840, la mourante qui disait précédemment à Daniel : « Vous êtes bien jeune, vous vous laissez emporter par vos affections » remplace cette phrase naturelle, et un peu languissante comme elle-même, par un sec et physiologique : « Vous êtes un passionné. » (p. 15).

La maîtresse du comte de Rionne s'appelait *Paillette*, d'un nom pimpant de grisette presque romantique, et avait « un aspect maladif et charmant » (p. 90) ; M. Emile Zola, que ce nom crispe aujourd'hui, l'a rebaptisée *Julia*, et, la mettant à la dernière mode, lui accorde « un charme pervers ».

Il adore *exécrer*, qu'il substitue à *hair* et à *détester* (p. 165) ; *compliqué* (p. 154) lui plaît ; il en saupoudre ses analyses psychologiques.

Je n'ai pas encore saisi exactement pourquoi il préfère quelque part « un restant de *ragoût* » à un « restant d'*omelette* ».

Mais il y a plus. Naïf encore, partiellement, à 26 ans, et

plus ou moins accessible, comme ce livre le montre, ainsi que cent passages des *Mystères de Marseille*, à toutes sortes d'émotions, dont il s'est plus tard fermé la source, M. Zola employait à profusion, et même avec un excès qui fleurait comme un certain parfum d'encens et de mois de Marie, les vocables *âme, Dieu, vices, prières, croyants, bon, conscience, saint, religieux, religion, cœur, ange gardien*, et autres de significations analogues.

Eh bien ! quatre-vingts fois sur cent, partout où il n'y a pas danger d'obscurité ou de répétition, ces mots ont carrément disparu avec leur contexte, ou ont été remplacés par des termes plus généraux, plus neutres, plus ternes, comme *nature, intérieur, bons conseils, bons exemples*, et autres légitimes.

Et par là, tout en échappant à la confusion d'un esprit fort, surpris en flagrant délit de préjugés naïfs, il a agi en sens contraire du reste de ses corrections ; la tendance l'emportant sur l'art, il a énervé son style, et creusé plus profonde et plus large la fosse entre le livre et son jeune auteur, sans autre ambition, ni bénéfice, que de représenter ce dernier comme un être tout d'une pièce, qui n'a jamais varié, et dès sa jeunesse a eu la prescience de son style actuel.

Mais assez d'exemples, que l'on pourrait multiplier sans mesure, car ils fourmillent.

Dans le domaine du sentiment ces corrections, on le voit, sont moins bien inspirées que dans celui de la pure diction.

Il y avait indubitablement du novice dans cette épopée d'abnégation, et par là quelque grâce *adolescente* ; mûr aujourd'hui, M. Zola est sans pitié pour tout ce qui n'est pas *adulte*. Au rebours du vieux beau qui remplit et glace ses

rides et repeint sa carnation blémie, il fait soigneusement à son style une tête de père noble, rasant les duvets folâtres, estompant de tons gris et poudreux les indiscrètes touches roses, imposant la précision et la sobriété là où un peu d'étoffe et d'ampleur, une certaine luxuriance même, avait peut-être instinctivement paru à l'apprentif convenir au héros des dévouements larges et méconnus.

Des deux maladresses, les erreurs buissonnières du débutant ou les corrections du vieux routier, la plus forte n'est-elle pas la dernière ? D'autant plus que cette complète et pointilleuse revision engage à neuf la responsabilité artistique du maître pour tout ce qu'il a laissé subsister.

Mais là n'est pas la question.

Pourquoi ces changements en forme et en substance, si nombreux qu'ils défigurent, ou si l'on veut transfigurent l'œuvre, et pas un avis, pas un jalon ?

Pourquoi proclamer, dans une préface que personne ne demandait, que voici d'anciennes pages toutes crues à comparer avec les nouvelles ?

Pourquoi offrir, sur la foi de l'étiquette et sous la signature de la maison, du Zola de derrière les fagots, après avoir décanté le vin, lavé les bouteilles et rafraîchi les toiles d'araignée ?

Oui, il y a là une équivoque, dont le jeu, il est vrai, ne vaut pas la chandelle, mais d'autant plus étrange sous la plume du champion de la sincérité brutale, de celui qui a de tout temps, du haut de son piédestal de franchise, accusé violemment ses contradicteurs de mensonge ou d'imbécillité.

V

Et voilà qu'aujourd'hui, malgré nous, le problème littéraire de tout à l'heure se complique d'incertitudes morales, auxquelles nous ne trouvons pas la réponse et qui peuvent se résumer en trois mots :

1° Pour le style. L'auteur disposait dès sa jeunesse d'une bonne partie de ses dons extraordinaires et caractéristiques.

Pourquoi, trop confiant dans la conviction que les détenteurs de l'une des éditions du *Vœu de la Mort* ne se procureraient pas l'autre, l'ermite de Médan a-t-il risqué une opération de maquillage délicate et clandestine ?

2° Pour le sujet. On ne peut nier que cet essai éthéré s'égare dans la tentative aventureuse de distiller ce qu'il y a d'*angélique* en l'homme. Mais l'auteur n'a-t-il pas chèrement payé cette erreur d'un volume en s'adonnant exclusivement à la *bête* humaine dans vingt autres, et en incarnant ainsi textuellement le célèbre horoscope de Pascal ?

3° Les esprits moyens et non dégagés de tout préjugé se demanderont peut-être si, au moral comme en littérature, le géant de béton aurait les pieds d'argile.

Janvier 1890.

Emile REDARD



L'ALLIANCE DE 1584

ENTRE

BERNE, ZURICH & GENÈVE

I

Premières négociations avec Berne et Zurich.

Pendant tout le cours du XVI^me siècle, Genève, constamment menacée par la maison de Savoie, chercha autour d'elle des alliés pour garantir sa sécurité et son indépendance. Elle obtint tout d'abord l'alliance de Fribourg et de Berne, les deux puissantes républiques devenues redoutables depuis les victoires de Grandson et de Morat. Lorsque Genève embrassa la Réforme, l'alliance avec Fribourg fut rompue, mais les liens entre Berne et Genève n'en devinrent que plus étroits, et en 1558, un traité de combourgeoisie fut conclu entre les deux villes.

En 1579, grâce aux persévérants efforts des chefs du parti huguenot, Henri III consentit à ce que Genève fût comprise dans le traité qui liait la couronne de France aux deux cantons de Berne et de Soleure. La protection venait ainsi du côté où on pouvait le moins l'attendre. Qui aurait supposé

que le fils de Catherine de Médicis consentirait à garantir l'indépendance d'un foyer d'hérésie comme Genève ! Dans cette circonstance, Henri III oublia ses préventions religieuses pour n'écouter que les conseils d'une saine politique ; il comprit que l'indépendance de Genève était d'une haute importance stratégique, qu'elle était aussi utile à la France qu'aux Liges suisses. Ainsi, par le traité de Soleure, Genève se trouva placée sous la triple garantie de la France, de Berne et de Soleure.

Les rapports de Berne et de Genève n'étaient pas ceux de deux Etats égaux en droit et en influence ; le gouvernement patricien de la République de Berne, dont le roi de France et le duc de Savoie recherchaient la faveur, ne pouvait se considérer comme l'allié, mais comme le protecteur de la petite cité des bords du Léman ; en fait il exerçait sur Genève une sorte de patronage et ce patronage avait un caractère exclusif, puisque le traité de combourgeoisie interdisait aux Genevois d'entrer en alliance ou même de nouer des relations avec un prince étranger sans le consentement du gouvernement bernois.

Les magistrats genevois, tout en appréciant à leur juste valeur les précieux bienfaits de l'alliance bernoise, durent être frappés de bonne heure des inconvénients d'une situation qui les plaçait sous la dépendance immédiate de leur voisin. Michel Roset, l'homme éminent qui pendant de longues années gouverna Genève, ne fut pas le dernier à s'en apercevoir, et nous le voyons dès 1579 préoccupé de l'idée d'étendre le cercle des alliances de Genève. Le 22 mai 1579, Roset et Chevalier rencontrent à Baden, en Argovie, l'avoyer bernois de Mülinen, qui s'était toujours montré l'ami de Genève ; ils lui demandent s'il ne serait pas opportun de solliciter un traité de combourgeoisie avec Zurich et So-

leure (1). Mülinen, au lieu de les encourager, cherche à les dissuader de ce projet ; il leur assure qu'il en a parlé à un conseiller de Zurich et que ses ouvertures ont été mal accueillies. La vérité est que les hommes d'Etat bernois, même les mieux intentionnés, étaient jaloux de conserver pour eux seuls la haute main sur les affaires de Genève. En quittant l'avoyer de Mülinen, Roset et Chevalier se rendirent à Zurich où le Conseil leur fit le meilleur accueil ; les magistrats zuricois ajoutèrent même que « où ils pourroient gratifier Messieurs de Genève, ils le feroient volontiers ». Les Zuricois n'étaient donc pas si mal disposés que l'avoyer de Mülinen voulait bien le dire !

De 1579 à 1581, la question de l'alliance de Zurich ne fit aucun progrès, soit que les circonstances ne fussent pas favorables, soit que l'attention des magistrats genevois fût attirée d'un autre côté ; mais Michel Roset avait son projet en tête et il n'attendait que l'occasion.

A la fin du mois de mai 1581, le Conseil de Genève charge Roset d'une mission en Suisse. A ce moment, le gouvernement estimait que « l'occasion et saison seroit propre pour solliciter Messieurs de Zurich d'alliance (2) ». Mais il fallait obtenir l'assentiment préalable de Messieurs de Berne ; les instructions de Michel Roset furent donc dressées dans les termes suivants : le délégué de Genève devait avant tout sonder les intentions du gouvernement bernois, puis, si elles étaient favorables, pousser jusqu'à Zurich et proposer l'alliance au Conseil de cette ville.

Suivant ses instructions, Roset se rendit à Berne ; il était

(1) Voy. *Mém. Inst. nat. genev.*, t. XV, Genève, le parti huguenot et le traité de Soleure, p. 97.

(2) *Reg. Cons.*, séance du 31 mai 1581.

accompagné de son fils, Daniel Roset, qui lui servait de secrétaire et qu'il initiait ainsi aux négociations. A Berne, on lui fit bon accueil, et, tout encouragé, il se rendit à Zurich, où il eut plusieurs conférences soit avec les principaux membres des Conseils, soit avec les ministres. Auprès de tous, il rencontra de la bonne volonté, pourvu, disait-on, « que la requête et intercession de Messieurs de Berne y entrevienne ». Le bourgmestre de Zurich confia même à Roset que le projet d'une alliance avec Genève avait été déjà porté devant le Conseil secret, et que la chose avait été trouvée *très bonne, utile et nécessaire*. Les magistrats de Zurich demandaient toutefois un délai de quelques jours pour y bien penser et pour peser les raisons alléguées de part et d'autre. Il semblait donc que l'affaire fût en bonne voie, d'autant plus que Genève comptait dans la ville des amis dévoués (1); mais, comme nous le verrons, on était encore bien loin du but.

Michel Roset laissa son fils à Zurich pour y suivre les négociations, tandis que lui-même reprenait le chemin de Genève. En passant à Soleure, il s'entretint longuement de l'alliance de Zurich avec Balthazard de Grissac, secrétaire

(1) La Seigneurie de Genève ne dédaignait pas les petits moyens pour se faire des amis. Quelques jours après le départ de Roset, le Conseil apprit que Henri Lochmann, de Zurich, faisait passer par Genève quelques « poinçons » de vin, venant de Lyon, et que les *gabeliers* réclamaient les droits d'entrée sur ce vin; aussitôt le Conseil décide de faire remise de la somme, quoiqu'elle soit due. Lochmann se montra reconnaissant; lorsque Roset arriva à Zurich, Lochmann lui fit beaucoup d'honneur et s'employa fort activement pour Genève; ce sont les termes mêmes dont Roset se servit en rendant compte de sa mission. (*Reg. Cons.*, 9 et 30 juin 1581).

et trucheman du roi aux Liges suisses (1). Ce Grissac, qui s'était fait largement payer ses services pour le traité de Soleure, promit de se rendre à Zurich et d'y recommander au bourgmestre l'alliance de Genève (2). A Berne, Roset eut une entrevue avec l'avoyer de Mülinen, qui promit également ses bons offices ; il fut convenu que le gouvernement bernois enverrait sous peu des délégués à Zurich pour négocier, concurremment avec les députés de Genève. Tout semblait marcher à souhait, et le 30 juin Roset, rentré dans ses foyers, rendait compte au Conseil du résultat de sa mission.

Le fils de Michel Roset était resté à Zurich ; il s'était fait des amis parmi les jeunes gens de la ville et il cherchait

(1) Balthazard de Grissac ou de Cressier, secrétaire et trucheman du roi aux Liges suisses de 1565 à 1593 ; il existe à la Bibliothèque nationale, à Paris, de nombreuses dépêches de ce personnage qui pendant vingt-huit ans fut mêlé à toutes les tractations diplomatiques de la Couronne de France avec les cantons suisses. Voy. *Inventaire sommaire des documents relatifs à l'histoire de Suisse*, conservés dans les Archives et Bibliothèques de Paris, par Ed. Roth. 1^{re} partie, p. 323 et suivantes.

(2) A cette époque, les services diplomatiques, c'est-à-dire les services de la nature la plus délicate, se payaient à beaux deniers comptant. Roset demanda à Grissac s'il serait possible d'obtenir en premier lieu que Genève fût exemptée des droits de péage en France, comme les cantons suisses, et en second lieu que l'argent consigné à Soleure, en exécution du traité de 1579, fût à l'avenir déposé à Genève ; Grissac répondit très crûment que ces avantages pourraient être obtenus à l'occasion du renouvellement des alliances entre la France et les Suisses « et en faisant quelque présent à M. de Sancy, ambassadeur, « qui sera député pour ladicte alliance avec le S^r de Fleury, « son substitué. »

par des fêtes et des cadeaux à gagner leur sympathie en faveur de Genève (1). Au mois d'août, il donna à son père les nouvelles les plus encourageantes ; il avait vu la plupart des seigneurs du Petit Conseil et une partie des membres du Deux-Cents ; tous étaient « de bonne volonté ». De son côté, Balthazard de Grissac n'était pas resté inactif ; il s'était rendu à Zurich, suivant sa promesse, et il avait recommandé *affectueusement* l'alliance au bourgmestre. Sur ces entrefaites, le 25 septembre, arrive à Genève le sieur David Pellissari apportant des lettres du célèbre théologien Gualter (2), l'un des chefs de l'Eglise de Zurich. Gualter annonçait que les délégués des quatre cantons réformés devaient se rencontrer le 26 septembre à Aarau, et il recommandait que Michel Roset partît en toute hâte pour « pousser le fait de l'alliance ». C'était aussi l'avis de deux magistrats de Zurich, Thoman et le secrétaire Escher, qui avaient chargé Pellissari d'insister dans le sens d'une action immédiate. Malgré ces avis pressants, le Conseil ajourna toute décision jusqu'au moment où il connaîtrait le résultat de la *journée* d'Aarau. Cet ajournement ne s'explique guère, il faut l'avouer ; dans

(1) Daniel Roset passa trois mois à Zurich ; sa dépense personnelle, à laquelle il faut ajouter les *présents et convois*, s'éleva à trente-huit écus, somme qui lui fut remboursée par décision du Conseil (*Reg. Cons.*, 18 oct. 1581).

(2) Rodolphe Gualter (*Gualterus*), né à Zurich en 1518, se lia avec quelques-uns des chefs de la Réformation et accompagna en 1541 le landgrave de Hesse à la diète de Ratisbonne ; peu après il se fixa à Zurich, où il épousa la fille de Zwingli et où il devint, en 1575, surintendant des affaires ecclésiastiques. Les deux hommes les plus éminents de l'Eglise de Zurich se montrèrent très zélés en faveur de l'alliance genevoise ; sans doute il leur paraissait essentiel de garantir l'indépendance de la métropole du protestantisme de langue française.

toute tractation politique, il ne faut jamais laisser échapper l'occasion, car souvent elle ne se représente plus. Les négociations, qui avaient si heureusement débuté, ne tardèrent pas à se heurter à des obstacles imprévus ; la peste elle-même vint se mettre à la traverse. Sans le malencontreux ajournement du 25 septembre, qui sait si l'alliance de Zurich, Berne et Genève n'eût pas été conclue trois ans plus tôt.

Quelques jours se passent dans l'attente. Michel Roset écrit à ses amis de Zurich pour connaître leur opinion sur le projet d'alliance. Le premier qui lui répond, c'est Lavater, l'un des ministres qui dirigeaient les affaires religieuses de Zurich (1). Lavater estime que le projet rencontrera peut-être quelque opposition, mais que la majorité s'y ralliera ; ce qui devait contribuer, d'après Lavater, à aplanir les obstacles, c'était que les cantons catholiques se liaient les uns aux autres par des alliances séparées ; Zurich était donc en droit de suivre leur exemple et de s'allier à une république protestante. C'était l'avis du théologien. Le bourgmestre se montre moins affirmatif ; il écrit à Roset qu'il a proposé l'alliance au Conseil secret et qu'il y a rencontré de l'appui ; plusieurs de ses collègues trouvent, comme lui-même, que ce serait une bonne chose, mais il n'ose prendre sur lui de dire que le moment est propice ; Zurich est engagé dans de nouveaux différends avec l'évêque de Bâle et l'abbé de Stein, et il serait préférable peut-être d'attendre l'issue de ces différends.

(1) Louis Lavater, archidiaque en 1550, premier pasteur de Zurich en 1585, a laissé de nombreux ouvrages d'exégèse et de controverse, ainsi qu'un traité fort curieux sur les spectres et les fantômes, réimprimé plusieurs fois et traduit dans la plupart des langues de l'Europe. Lavater, né le 1^{er} mars 1527 dans le comté de Kybourg, mourut le 15 juillet 1586.

Tandis que le bourgmestre de Zurich conseillait d'attendre, Mülinen annonçait, au contraire, que le gouvernement bernois avait reçu de Zurich même les assurances les plus encourageantes, et il demandait si le Conseil de Genève était prêt à envoyer des délégués pour entamer les tractations, de concert avec les délégués bernois. En présence de ces renseignements contradictoires, le Conseil prit le parti d'attendre et de ne pas envoyer ses délégués à Zurich. Il se contenta de mander à M. de Mülinen qu'il voulût bien suivre aux négociations. Pourquoi le gouvernement de Genève, qui désirait si vivement l'alliance de Zurich, se montra-t-il indécis au moment même où il s'agissait de frapper un coup décisif ? Les Registres du Conseil ne nous apprennent rien à cet égard, mais l'un des motifs plausibles de cette attitude imprévue, c'est peut-être la peste qui sévissait alors à Zurich ; le Conseil ne se souciait pas, sans doute, d'exposer la vie de son chef, Michel Roset, en l'envoyant négocier au milieu de la contagion.

Quoi qu'il en soit, le Conseil perdit une occasion favorable, et lorsque les délégués de Genève retournèrent à Berne, au mois de décembre, Mülinen leur assura que le zèle de plusieurs magistrats de Zurich s'était refroidi et que d'ailleurs la peste était un obstacle à la reprise des négociations. Mülinen ajouta toutefois que Messieurs de Berne ne perdraient pas de vue un objet aussi important, et que lui-même ne s'y épargnerait pas, quand le moment lui paraîtrait propice (1).

Certes, les Genevois avaient raison de rechercher de nouvelles alliances, car de tous côtés le danger se dressait plus menaçant que jamais. Les cantons catholiques intriguaient

(1) *Reg. Cons.*, 18 décembre 1581.

à la cour de France pour obtenir que le roi déchirât le traité de Soleure et renonçât à protéger Genève (1). En même temps des bruits sinistres circulaient à Genève; des amis du dehors informaient le Conseil qu'il y avait des traîtres dans la ville. On signalait des mouvements de troupes dans le voisinage et le fort de Ripaille se remplissait de blés et de munitions. Le Conseil prit, à la date du 7 avril 1582, une série de décisions, qui prouvent son inquiétude :

« Qu'on face faire les cries par lesquelles on avertisse chacun de prier Dieu et s'humilier, afin qu'il lui plaise se monstrier protecteur de ceste république ;

Que chacun ayt à se tenir prest d'armes et aultres munitions ;

Qu'on rappelle tous les absens dans trois jours, à peine d'estre réputés lasches à leur devoir ;

Que nul n'ayt à sortir sans licence; qu'on outroie sauf-conduit aux débiteurs pour tout le mois d'avril ». (2)

Les appréhensions du Conseil n'étaient que trop justifiées. Quelques jours après, le complot de Jean-Jacques Desplans était découvert; ce Desplans, originaire de Thonon, avait acheté, près de la porte de Rive, à front du rempart, une maison par laquelle l'ennemi devait s'introduire dans la ville. Aussitôt arrêté, Desplans fut mis à la torture; il avoua sa trahison et fut condamné à « avoir la teste tranchée au Mo-

(1) Le Conseil fut averti de ces menées par un ami de Genève, M. de Vézines, qui se trouvait à la cour. Pour couper court à ces intrigues, Vézines recommandait au Conseil de rechercher l'alliance de Fribourg, mais il oubliait que la différence de confession était un obstacle presque infranchissable. (*Reg. Cons.*, 7 mars 1582.)

(2) *Reg. Cons.*, 7 avril 1582.

« lard, son corps mis en quatre quartiers qui seront mis
« aux quatre lieux accoutumés, et sa teste aux créneaux du
« Molard, avec confiscation de ses biens » (1). Desplans
n'était pas le seul qui eût formé le projet de livrer Genève
à la maison de Savoie ; d'autres traîtres, P. Taravel, Jean
Balard et Ami Lambert, furent convaincus de s'être laissé
gagner ; ils subirent le même sort que Desplans.

Le supplice des traîtres ne supprimait pas le danger ; les
troupes ducaltes restaient cantonnées dans les environs et
les Genevois s'attendaient chaque jour à quelque tentative
nouvelle. Le Conseil se décida à prévenir les amis de Ge-
nève des préparatifs du duc de Savoie ; il profita d'une oc-
casion favorable pour avertir le roi de Navarre et le prince
de Condé ; puis il écrivit à l'ambassadeur de France en
Suisse et aux gouvernements de Berne, Soleure, Zurich,
Bâle et Schaffhouse, *aux amis*, comme le dit simplement le
Registre.

Au milieu de ces circonstances difficiles, le Conseil reçut,
le 7 mai, un billet confidentiel, destiné à Michel Roset ; l'au-
teur était un magistrat de Zurich, Lochmann, qui, en mainte
occasion, se montra l'ami dévoué de Genève. Tout en expri-
mant le désir de ne pas être nommé, il émettait l'avis que
Genève s'adressât directement aux *quatre villes de la Reli-
gion*, aux quatre villes protestantes, pour leur demander
aide et protection.

Cette fois le Conseil n'hésita pas, comme il l'avait fait
quelques mois auparavant. Il chargea son négociateur habi-
tuel, Roset, de se rendre en Suisse pour solliciter l'alliance
de Zurich et pour chercher à obtenir que Genève fût com-
prise dans l'alliance générale des Ligues avec la France. Le

(1) *Reg. Cons.*, 22 avril.

Conseil savait par expérience que tous les services se payaient, même les services de l'ordre le plus relevé ; aussi bien, en remettant à Roset ses instructions, il l'autorisa à promettre de 20 à 25,000 écus à *diverses personnes, tant des Liges que des gens du roi*. C'était une somme énorme pour l'époque, mais le Conseil espérait sans doute arriver à un résultat immédiat en spéculant sur la scandaleuse vénalité des gens influents.

Roset se rendit successivement à Berne, à Soleure et à Zurich. Partout il rencontra le meilleur accueil ; partout on lui donna des espérances. Les ambassadeurs de France en Suisse lui annoncèrent que le roi les avait expressément chargés « d'asseurer Genève » de garantir sa sécurité. Les Bâlois se montraient des plus zélés ; ils offraient de prêter leur signature pour l'achat des blés dont Genève pouvait avoir besoin ; d'autre part, le secrétaire de Bâle promettait de trouver de l'argent auprès des particuliers. Comme il y avait *journée* à Baden, Roset s'y rendit et obtint audience ; il pria Messieurs des Liges de « l'avoir pour recommandé » et de ne point permettre que Genève fût opprimée contre tout droit et raison.

Il avait eu un instant l'idée de proposer immédiatement un traité d'alliance aux délégués des treize cantons ; mais il recula devant l'hostilité avérée des Etats catholiques. Il voulut alors se rabattre sur une alliance particulière avec les quatre villes protestantes, mais là il se heurta à de nouvelles difficultés.

Zurich et Berne étaient d'accord, et leurs députés avaient les pouvoirs nécessaires pour traiter, mais les députés de Bâle et de Schaffhouse n'avaient que des pouvoirs limités : ils devaient simplement écouter et faire rapport. Roset revint donc à Genève dans les derniers jours du mois

de mai, sans avoir obtenu autre chose que des promesses.

II

Adhésion de Berne et de Zurich. — Discussion du traité.

Les négociations en vue de l'alliance ne firent aucun progrès sensible jusqu'en 1583. Dans le courant de l'été de 1582, Roset fit bien un nouveau voyage en Suisse, mais il ne recueillit que des promesses vagues, de l'eau bénite de cour.

C'est seulement au mois de janvier de 1583 que les députés de Genève, Roset et Varro, conseillers, et Chevalier, secrétaire d'Etat, purent obtenir une assurance formelle. Ils furent admis au Conseil des CC de Zurich, en même temps que les représentants de LL. EE. de Berne. Les députés de Genève remercièrent le CC de la bienveillance qu'il avait toujours témoignée en faveur de Genève et le prièrent de recevoir cette République en alliance, au même titre que St-Gall, Rothwyl et Mulhouse. Ils produisirent en même temps une déclaration du gouvernement bernois qui autorisait Genève à contracter alliance avec d'autres cantons. A l'issue de la séance, trois magistrats, Tommann, Keller et Escher, furent chargés de répondre aux Genevois. La réponse était à la fois *officielle* et *confidentielle*. Officiellement Zurich reconnaissait que l'alliance projetée serait une *bonne œuvre*, mais il déclarait en même temps que toute négociation devait être suspendue pour le moment ; en effet, les délégués des cantons allaient se réunir à Baden pour exa-

miner les griefs de Genève et de la Savoie, et il importait que le duc de Savoie n'eût aucun motif de mettre en doute l'impartialité de Zurich. Confidentiellement, les magistrats de Zurich déclarèrent qu'ils avaient décidé de recevoir Genève en alliance et qu'ils étaient « bien affectionnés envers cette ville pour la bonne police, les bonnes lois, qui y estoient observées ». Les magistrats de Zurich prièrent les députés de garder le secret sur la décision qui venait d'être prise (1).

Au surplus, la seigneurie de Zurich traita les Genevois comme si l'alliance était déjà conclue ; elle leur offrit un repas en même temps qu'aux délégués de Berne et les défraya pendant les cinq jours qu'ils passèrent à Zurich (2).

Le 30 janvier 1583 les trois députés étaient de retour à Genève et exposaient au Conseil les résultats de leur mission. Ils rapportaient des nouvelles réjouissantes ; l'alliance de Zurich étant décidée en principe, il ne s'agissait plus que d'attendre le moment opportun. Le Conseil ne voulut pas perdre un instant pour témoigner sa reconnaissance au gouvernement de Zurich ; dès le 1^{er} février, il prit la décision suivante :

« Estant proposé qu'il seroit bon de faire quelque présent à Messieurs de Zurich pour récompense de l'honnesteté dont ils ont usé envers la Seigneurie en la persone de leurs ambassadeurs, a esté arresté qu'on cherche quelques belles copes d'argent pour faire présent à leur poyle. »

(1) Jean de Muller fait remonter l'alliance de Zurich et de Genève au 11 janvier 1583, quoiqu'elle ne fut réellement conclue que l'année suivante. Voy. *Histoire de la Confédération suisse*, par Jean de Muller, t. XII, p. 224, note.

(2) Les députés de Genève avaient un train de sept chevaux.

Deux mois après, la coupe destinée au gouvernement de Zurich était présentée au Conseil ; c'était un gobelet double, d'argent doré, sur lequel était gravée l'inscription suivante :

« Christus, casta fides, artis concordia vinclis, has foveant
« junctas perpetuoque beent. »

Les deux coupes unies l'une à l'autre étaient sans doute le symbole de l'alliance des deux Républiques et l'inscription peut se traduire ainsi :

« Que Jésus-Christ, la foi dans sa pureté, les chaînes étroites de la concorde, les maintiennent unies et leur donnent une prospérité durable. »

Malgré les dispositions favorables de Zurich et des autres cantons réformés, la situation de Genève demeurerait des plus critiques. L'attitude du duc de Savoie était toujours menaçante et ses représentants ne cessaient d'intriguer auprès des cantons catholiques. Les différends qui existaient entre la Savoie d'une part, Berne et Genève de l'autre, avaient été soumis à l'arbitrage des treize cantons. Elisabeth d'Angleterre écrivit aux députés réunis en Diète à Baden pour leur recommander la cause de Genève, mais cette démarche d'une reine protestante n'eut d'autre effet que d'exaspérer les députés catholiques. Lorsqu'on donna lecture de la lettre d'Elisabeth, plusieurs représentants des petits cantons s'écrièrent avec colère : « Qui est cause des troubles de la France et des Pays-Bas, si ce n'est la reine d'Angleterre et ceux de Genève. » Cela n'était pas rassurant pour l'issue des conférences de Baden, et les députés de Zurich avaient si peu confiance qu'ils disaient : « Si Messieurs de Genève se remettent au jugement des cantons, ils le perdront tout court. »

Le samedi 16 novembre 1583, les délégués des quatre

cantons réformés se réunirent à Baden pour s'occuper d'un différend entre l'évêque et la ville de Bâle. Les Genevois se présentèrent à la *journée* et demandèrent à être entendus. Encouragés par l'excellent accueil qu'ils avaient rencontré à Zurich, ils sollicitèrent l'alliance des quatre cantons protestants. Les délégués de ces cantons répondirent qu'ils ne pouvaient pour le moment traiter avec Genève sans laisser planer des doutes sur leur impartialité ; ils ajoutèrent qu'au surplus ils étaient bien décidés à ne rien négliger pour garantir la sécurité de Genève, priant Messieurs « de faire bonne garde ».

Un petit détail caractéristique peut donner l'idée des mœurs administratives de l'époque et des exigences imprévues auxquelles pouvaient se heurter les négociateurs. Les députés de Genève rencontrèrent à Baden le landammann Hessi, de Glaris ; ce personnage commença par les entretenir d'un cheval qu'il voulait acheter et leur demanda 2000 écus à emprunter. Puis il leur dit que son frère, qui avait été bailli de Baden, l'avait chargé d'une petite réclamation ; ce frère assurait n'avoir reçu aucun cadeau des Genevois « pour les sceaux des desparts », soit pour le sceau des sentences arbitrales ; or l'usage était de faire un présent à cette occasion et le duc de Savoie ne s'était pas fait faute de s'y conformer ; au moins c'était franc et carré. Les députés de Genève durent être un peu décontenancés ; ils répondirent que depuis vingt-cinq ans qu'ils *pratiquaient en ce pays-là*, ils n'avaient jamais entendu qu'il fallût payer ailleurs qu'à la chancellerie, comme ils l'avaient fait. Le landammann Hessi comprit qu'il s'était fourvoyé et s'excusa de son mieux en priant les députés genevois de ne pas prendre sa réclamation en mauvaise part. Mais les députés genevois voulurent tirer la chose au clair ; ayant peu après rencontré

le secrétaire de la Diète, ils lui demandèrent comment on procédait en pareil cas. Le secrétaire leur répondit qu'il avait remis au bailli la moitié du présent qu'il avait reçu et il ajouta qu'on pouvait le lui rappeler de sa part. Ainsi le bon bailli avait voulu être payé deux fois.

Tandis que le duc de Savoie cherchait à gagner les bonnes grâces des cantons catholiques, Genève ne restait pas inactive; ses députés se multipliaient. A la fin de 1583, Varro, bravant les rigueurs de l'hiver, se rendit successivement à Coire, à Schaffhouse, enfin à Bâle, où il trouva un auxiliaire des plus utiles, le savant jurisconsulte Hotmann; le célèbre auteur de la *Franco-Gallia* n'avait pas oublié qu'au lendemain de la Saint-Barthélemy il avait trouvé à Genève asile et protection; il se mit avec le plus grand empressement à la disposition de Varro et s'occupa de composer un mémoire en faveur de Genève. Varro se félicite vivement des bonnes dispositions des Bâlois; il écrit à ce sujet au Conseil: « Je trouve une fort bonne volonté icy et croy qu'ils pousseront les autres qui sont plus froids, sinon que la froidure soit si grande qu'elle esteigne leur feu. » Malgré cela, le député genevois ne voyait pas les choses sous un jour bien favorable; il n'était guère rassuré; dans une lettre du 8 janvier 1584, il semble annoncer comme imminente une attaque du duc de Savoie; il engage le Conseil à se préparer et surtout à se pourvoir de blé; il termine en ces termes: « Il y a des pratiques dressées contre tous ceux qui vous peuvent ayder; je croy que Vos Seigneuries ne serez pas les premiers attaqués; je prie à Dieu qu'il veuille rompre tous les desseins de nos ennemis. »

Tandis que Varro faisait de son mieux à Bâle, Michel Roset et Chevalier négociaient à Berne et à Baden. Leurs dépêches au Conseil sont intéressantes et nous renseignent

sur les questions du jour et notamment sur les démêlés de la ville de Bâle avec l'Evêque. C'était alors la question du jour en Suisse. L'évêque, qui avait promis à son avènement de se comporter en bon voisin, ne perdait aucune occasion d'empiéter sur le culte protestant; dans les villages où les traités avaient accordé le libre exercice des deux cultes, l'évêque ne permettait plus au pasteur protestant de prêcher. A Laufen, le culte protestant était seul établi; un beau jour l'évêque était entré dans la ville, avait fait dresser un autel dans l'église et s'était mis à chanter la messe. Ces empiètements étaient de nature à réveiller les passions confessionnelles à peine assoupies et la Diète était obligée d'y mettre bon ordre.

La République de Berne était alors au plus mal avec le Duc de Savoie et les députés de Genève racontent à ce sujet une anecdote caractéristique. Le 4 janvier, vers cinq heures de l'après-midi, le train de l'ambassadeur de Savoie passait sur le pont de Berne; de mauvais garnements arrêterent les mulets et demandèrent à qui ils appartenaient; on leur répondit qu'ils étaient à l'ambassadeur de Savoie; là-dessus les gamins insultèrent les muletiers en leur disant que leur maître était un traître; non contents de cela, ils blessèrent un des mulets d'un coup de dague, coupèrent les cordes de l'attelage qui, ainsi désarmé, ne put continuer sa route. L'ambassadeur de Savoie, M. de la Bâtie, ne put contenir son irritation et envoya aussitôt son maître d'hôtel demander des explications à l'avoyer de Berne, qui naturellement s'excusa et annonça que le méfait ne resterait pas impuni. Comme on le voit, il existait chez le peuple bernois une sourde irritation contre le duc de Savoie.

De Berne, Roset et Chevalier se rendirent à Zurich, où ils reçurent le meilleur accueil; le Conseil de Zurich leur déclara

« qu'il aurait la cause de Genève autant en recommandation que si c'estoit leur fait propre ». Certes, on ne pouvait mieux dire.

La Diète se réunit à Baden dans la première quinzaine du mois de janvier 1584, pour statuer sur les différends qui existaient entre la Savoie, Berne et Genève. Le duc de Savoie jouissait auprès des cantons catholiques d'une influence considérable qu'il exploitait habilement. Aussi le résultat de la Diète ne fut-il pas favorable, mais à quelque chose malheur est bon ; Messieurs de Berne comprirent qu'ils n'avaient plus aucun ménagement à garder vis-à-vis des cantons catholiques et qu'ils devaient chercher, dans un but défensif, à resserrer les liens qui unissaient les villes protestantes. Genève bénéficia de ce changement de politique. A partir de ce moment, Berne s'emploie activement à faciliter l'alliance de Genève(1), Zurich, qui avait jusqu'alors gardé le secret sur ses projets, se décide à les faire connaître et les communique officiellement à la Journée de Baden. Zurich fait mieux encore ; il cherche à gagner l'adhésion de Bâle et de Schaffhouse. Répondant à ces ouvertures, le gouvernement bâlois déclare qu'il est « de bonne volonté », mais demande de ne pas entrer de suite en matière, afin de ne pas irriter les petits cantons. Schaffhouse répond d'une manière plus explicite et annonce qu'il suivra Zurich. Dans toutes ces négociations, c'est Zurich qui montre le plus de fermeté et de décision : « Il n'est le temps de feindre ni dissimuler, écrit-il aux Bâlois, et ils ne doivent attendre meilleur traitement des cinq cantons. »

Ces nouvelles réjouissantes furent communiquées à Michel Roset, alors premier syndic, par un magistrat de Zurich, Loch-

(1) *Reg. Cons.*, 14 février 1584.

mann, qui passa par Genève au commencement du mois de mars 1584 ; elles furent pleinement confirmées par une dépêche officielle du gouvernement bernois. Cette dépêche annonçait non seulement que les quatre cantons réformés étaient sur le point de se mettre d'accord pour la conclusion d'une alliance collective avec Genève, mais en outre elle pressait le Conseil de préparer « les articles et conditions de ladicte alliance » (1). Le projet élaboré par Genève devait servir de base aux discussions entre les délégués des quatre villes.

La question de l'alliance entraînait enfin dans une phase décisive.

Le Conseil de Genève ne perdit pas de temps. Dès le 6 mars 1584, il confia à ceux de ses membres qui étaient spécialement chargés de la revision des Edits le soin d'élaborer un projet en prenant pour modèles les traités qui unissaient St-Gall, Rotweil et Mulhouse aux cantons suisses. Dès le 13 mars les commissaires avaient accompli le mandat qui leur avait été confié et le Conseil lui-même fut appelé à discuter le projet. On lut successivement le traité de combourgeoisie déjà existant entre Berne et Genève, puis le traité d'alliance entre les Ligues suisses et la petite ville de Rothweil (2) et, « sus le tout estant bien à plein délibéré, » le Conseil décida de donner pleins pouvoirs aux délégués de Genève pour négocier au mieux des intérêts de la République.

Peu après Michel Roset partit pour Berne, afin de soumettre le projet qui venait d'être adopté en principe.

(1) *Reg. Cons.*, 5 mars 1584.

(2) Ce traité de Rothweil revient assez fréquemment dans les Registres du Conseil, il avait servi de base aux négociations.

L'Avoyer de Mülinen le renseigna exactement sur l'état de la question et sur les chances de succès. Bâle et Schaffhouse étaient bien disposés, mais craignaient de se compromettre vis-à-vis des cantons catholiques; Bâle surtout n'osait rien entreprendre à cause de ses démêlés avec l'évêque. Roset fit alors remarquer à l'Avoyer de Mülinen que la Diète elle-même, composée des délégués de tous les cantons, avait reconnu l'utilité de l'alliance de Genève : « Vous dites vrai, répondit M. de Mülinen, mais il ne faut qu'une journée pour tout rompre. »

Le lendemain de son entrevue avec Mülinen, Roset eut audience du Conseil; il remercia dans les termes les plus chaleureux le gouvernement de tout ce qu'il faisait en faveur de l'alliance. Dans le cours de son allocution, Roset déclara que Messieurs de Genève considéraient l'alliance projetée comme un inestimable bienfait, un de ces bienfaits « qui ne seroient jamais oubliés et dont la mémoire passeroit aux successeurs pour le reconnoître. » Roset conclut en exprimant le désir de savoir à quel point en étaient les négociations. Le Conseil de Berne ne répondit pas sur le champ, mais, après la séance, le député de Genève fut convié à un dîner où Mülinen l'entretint longuement et lui donna toute espérance d'une issue favorable. Le lendemain le Conseil de Berne chargea les deux Avoyers, le banneret Gatschet et le trésorier Tillier, d'examiner le texte que Roset avait apporté. Après de laborieuses conférences où Roset déploya toutes les ressources de son talent, se montrant tour à tour ferme et insinuant, on arriva à se mettre d'accord. Ce ne fut pas sans peine et on ne peut s'empêcher d'admirer la souplesse, l'habileté et la persévérance que Roset déployait dans ces difficiles négociations. Il savait céder à l'occasion, mais il n'abandonnait jamais un pouce de

terrain quand il s'agissait des droits souverains de Genève. Il voulait que le traité fût calqué sur celui de Rothweil, de Mulhouse ou de St-Gall et sur ce point il se montra inébranlable : « Messieurs de Genève, disait-il, sont résolus de ne rien passer qui entache leur liberté ; ils demeureront plutôt comme ils sont. »

Roset eut fort à batailler avant d'arriver à obtenir des Bernois une rédaction qui sauvegardât pleinement les intérêts de Genève. Il était remarquablement clairvoyant et il le montra à propos de l'un des articles du projet. Cet article stipulait que Genève serait tenue d'embrasser en toute occasion le parti de ses combourgeois, de ne commencer aucune guerre sans l'avis des cantons et de ne contracter aucune alliance sans leur consentement. C'était pour Genève une véritable sujétion, déguisée sous le titre séduisant de combourgeoisie. Roset réussit sur ce point à faire entendre raison aux Bernois : « Si nous n'avions affaire, disait-il, qu'aux quatre villes réformées, l'article offrirait peu d'inconvénients. Mais nous nous apercevons qu'on voudrait amener les autres cantons à se joindre au traité, et il pourrait en effet arriver qu'ils y soient amenés par l'intervention du Roi. Qu'arriverait-il alors ? C'est qu'on aurait donné *la maîtrise* sur nous aux cantons catholiques qui forment la majorité et on aurait ainsi porté un grave préjudice à Genève. Il pourrait même se produire ce fait étrange que Genève serait empêchée de porter secours aux quatre cantons réformés. » On ne pouvait raisonner plus juste. M. de Mülinen en fut frappé et il finit par dire à Michel Roset : Prenez les articles que vous jugerez bons et rédigez-les.

Roset ne se le fit pas dire deux fois. Il prépara sa rédaction et la soumit aux commissaires bernois qui s'y rallièrent. Restait à obtenir l'assentiment du Conseil de Berne. L'A-

voyer de Mülinen le convoqua en séance extraordinaire pour discuter et approuver le projet. A l'issue de la séance, Mülinen manda Roset et lui annonça que le Conseil avait pris connaissance de la nouvelle rédaction, qu'il s'était fait lire le traité de Rothweil, et qu'il donnait son adhésion aux articles rédigés par Roset. « Messieurs de Berne, dit Mülinen, trouvent bon tant ce qu'il désire que ce qu'il refuse et voudroient qu'il fut déjà fait en la façon et ne tiendra à eux qu'ils ne le fassent passer à leurs Alliés. »

Roset avait remporté une véritable victoire diplomatique ; il restait toutefois un point délicat et important à régler. Le gouvernement genevois avait appris par de cruelles expériences à ne pas lâcher la proie pour l'ombre ; il désirait que le traité spécial de combourgeoisie qui l'unissait à la République de Berne fût maintenu, en dépit de la nouvelle alliance. De la sorte, Genève ne perdait aucun des avantages de sa situation ; si une circonstance quelconque amenait la rupture du traité avec les quatre villes réformées, il restait toujours la ressource de l'ancienne combourgeoisie avec Berne. Roset soumit la question à l'avoyer de Mülinen et lui demanda s'il jugeait préférable de ne pas faire mention de la combourgeoisie bernoise ou s'il convenait de la réserver formellement. Sur ce point, Mülinen donna à M. Roset des renseignements qui n'étaient pas des plus encourageants ; suivant le rapport des délégués bernois, les trois villes réformées, Zurich, Bâle et Schaffhouse, exigeaient que le gouvernement bernois renonçât à toute alliance distincte avec Genève, parce qu'ils désiraient être placés sur un pied de complète égalité avec Berne. Sur ce point spécial MM. de Berne n'avaient voulu donner aucune réponse avant d'avoir consulté Genève et l'avoyer de Mülinen pria Roset de solliciter une réponse de Genève dans le plus

bref délai possible ; en effet, le Conseil de Berne désirait communiquer les articles du traité au bourgmestre Meyer, de Schaffhouse, qui devait arriver après Pâques.

Les Genevois auraient voulu conserver leur combourgeoisie avec Berne, quitte à signer un nouveau traité distinct avec Zurich, Bâle, Schaffhouse et Berne. Toutefois le Conseil savait céder quand les circonstances l'exigeaient. Le 20 avril 1584, il discuta longuement la question soulevée par l'avoyer du Mülinen ; l'essentiel était de lever les moindres objections qui pouvaient s'opposer à la conclusion du nouveau traité.

Le Conseil finit par décider que, si cela était absolument nécessaire, il renoncerait au bénéfice de la combourgeoisie bernoise. C'était une concession faite à regret pour lever toute difficulté du côté de Zurich, de Bâle et de Schaffhouse.

Quelques jours après, le 11 mai, le Conseil apprit que Messieurs de Berne avaient adressé une invitation au gouvernement de Zurich, qui devait envoyer une députation d'environ deux cents cavaliers. Quel était le motif de cette invitation, nous l'ignorons, mais le Conseil de Genève, qui était à l'affût de toutes les bonnes occasions, décida d'envoyer un présent pour le festin, présent substantiel s'il en fut ; le Registre nous apprend qu'il consistait en jambons de Mayence, saucissons, artichauts, pois et fèves, confitures sèches, olives et câpres. C'était Michel Roset qui devait escorter ce convoi de victuaille et complimenter Messieurs de Berne et de Zurich ; il devait naturellement profiter de l'occasion pour sonder les intentions des uns et des autres.

Roset se mit en route et se rendit tout d'abord à Baden, où devait avoir lieu une *journée*. Le 16, il écrivit pour an-

noncer que les affaires prenaient une excellente tournure, que Messieurs de Zurich étaient bien disposés et qu'ils s'occupaient d'obtenir l'adhésion de Bâle et de Schaffhouse. A Baden, le délégué de Genève rencontra l'ambassadeur de France, M. de Fleury, et il eut avec lui un entretien d'une nature toute confidentielle ; Fleury chercha à le décourager, en lui représentant que le moment était mal choisi pour continuer les négociations, mais le député de Genève n'était pas homme à se laisser rebuter. Fleury lui donna des nouvelles de France que Roset consigne dans sa première dépêche ; Monsieur, frère du roi, était mort le 10 du mois de mai ; Bellièvre s'était rendu auprès du roi de Navarre « pour grandes choses », et le bruit courait que ce dernier allait à la messe : « Je n'en croy rien, écrit Roset au Conseil, et prie « à Dieu qu'il le garde de ce scandale ». N'est-il pas curieux de constater que déjà en 1584 on semblait s'attendre à l'abjuration de Henri de Navarre.

De Baden, Michel Roset revint à Berne où il offrit à Messieurs des deux villes les provisions de bouche envoyées de Genève ; le présent, dit-il dans l'une de ses dépêches, fut trouvé « honnête ». Roset assista à l'arrivée des invités zuricois, et dans sa lettre il s'étend avec complaisance sur la réception brillante qui leur fut faite.

Les Zuricois arrivèrent au nombre de 350 cavaliers, répartis en quatre compagnies et commandés par Keller, Thomann, Hans Escher et Bonstetten. Le Conseil de Berne envoya au devant de ses alliés 500 corcelets, autant d'arquebusiers et environ 150 chevaux avec 45 pièces d'artillerie. Des tentes furent dressées dans les champs et il y eut un simulacre de petite guerre. Le dimanche et le lundi, le Conseil de Berne offrit à ses hôtes deux repas à l'Hôtel-de-Ville « avec grand honneur et modestie ». Ce qui fait le charme

des documents du XVI^m^e siècle, ce sont les détails familiers qu'ils contiennent à tout propos. Il paraît que le Conseil de Genève avait joint de belles coupes à son envoi de jambons, saucissons et autres provisions de bouche. Ces coupes eurent un malheureux sort ; Roset termine sa dépêche en ces termes : « Des neuf coupes, il y en a cinq de cassées ».

Roset avait profité des fêtes de Berne pour entretenir les Zuricois de l'objet de sa mission et il rencontra le meilleur accueil ; les Zuricois l'engagèrent toutefois à se faire appuyer par une députation de Berne. L'amitié des uns et des autres se manifesta d'une manière touchante. Roset fut convié à dîner chez l'avoyer de Watteville avec les principaux délégués de Zurich ; au moment où ces derniers prenaient congé et se disposaient à monter à cheval, l'avoyer de Berne saisit la main de Roset et la joignant à celle de Keller et de Thomann, s'écria : « Que Dieu conjoigne ces mains en sa bénédiction ». En même temps il répandit quelques gouttes de vin sur les mains jointes et les délégués de Zurich s'inclinèrent en disant : Ainsi soit-il.

Après le départ des Zuricois, Roset ne perdit pas de temps ; il pria le Conseil de Berne d'appuyer par une délégation les démarches de Genève. Le Conseil accéda à cette demande sous certaines conditions. Il s'agissait toujours de savoir si le traité de combourgeoisie de Genève avec Berne subsisterait ou s'il serait annulé par le traité collectif. Messieurs de Berne trouvaient que la dépêche de Genève n'était pas assez explicite sur ce point et il en résultait des lenteurs et des retards. Roset fit de son mieux pour lever les scrupules et pour activer les choses, mais il ne réussit qu'à moitié et son impatience se manifesta dans l'une de ses lettres :

« Tant plus on va avant, il semble qu'on recule, comme

si le diable jetoit les détourbiers en chemin et est bien besoin de prier Dieu, affin qu'il parface son œuvre. » (Lettre du 29 mai.)

Malgré toutes les lenteurs du gouvernement bernois, l'affaire s'acheminait à une solution et le 5 juin Roset pouvait annoncer que Berne avait pris une résolution définitive, que les trois Etats de Zurich, Bâle et Schaffhouse seraient formellement invités à entrer en alliance avec Genève, et si les Bâlois faisaient encore « les rétifs », on traiterait à part avec Zurich.

Pleinement rassuré du côté de Berne, Roset se mit en route pour Bâle, afin de sonder le terrain. Il y obtint une audience du Conseil secret, mais il s'aperçut aussitôt qu'il y avait peu à espérer pour le moment ; les Bâlois ne demandaient pas mieux que d'être agréables à Genève, mais ils se retranchaient derrière des prétextes de toute nature pour ajourner une décision. Ils allèguent « tant d'autres fâcheries qui leur surviennent qu'il semble que l'enfer soit ouvert pour leur en mander ». Ils auraient voulu, disaient-ils, que tous les cantons fussent entrés en alliance avec Genève, et ils auraient même désiré que Genève se mit d'accord avec le Duc de Savoie ; ce dernier vœu semblait au moins déplacé, car les Bâlois ne pouvaient ignorer qu'autant valait conseiller à Genève de renoncer à son indépendance.

Le Conseil secret pria Roset de prendre en bonne part ses objections et ajouta qu'il ne pouvait donner de réponse sans en référer au Grand Conseil, qu'il n'osait même pas lui donner des espérances, qu'il ignorait si l'issue de la proposition serait un refus, une adhésion ou simplement un ajournement. Il eût été inutile d'insister et Roset reprit le chemin de Berne sans avoir rien obtenu.

Roset était un homme de ressource ; aucun obstacle ne le

décourageait ; de retour à Berne, il soumit à M. de Mülinen un nouveau plan de campagne ; il s'agissait d'obtenir de MM. de Zurich que le traité d'alliance se conclût sans autre délai entre Berne, Zurich et Genève ; le traité une fois ratifié et signé, les deux cantons le feraient connaître à la Diète de Baden, les autres cantons qui en sentiraient le désir pourraient entrer à leur tour dans l'alliance, il pouvait en résulter que Glaris, Bâle, Schaffhouse, Fribourg, Soleure et Appenzell suivraient l'exemple, quelques-uns seulement ou peut-être tous. Mülinen goûta le projet de Roset et lui promit d'en faire part aux délégués bernois à Baden.

Après avoir terminé à Berne, Roset partit pour Baden, comme il en avait reçu l'ordre du Conseil ; dans l'une de ses dépêches, il exprime ses légitimes espérances, tout en se plaignant de toutes les lenteurs qui entravent les négociations :

« La manière de procéder en ces quartiers qui vous est dès longtemps connue ne répond pas à nos désirs, mais pourtant je ne laisse pas d'espérer ; autrement je défaudrois en ces chemins et chaleurs. »

Les lettres de Roset pendant sa mission en Suisse contiennent non seulement les détails les plus circonstanciés sur les négociations dont il est chargé, mais encore les principales nouvelles du jour. Dans l'une de ces lettres il raconte un curieux épisode ; au moment où les autorités de Berne recevaient avec grand apparat leurs confédérés de Zurich, on mit la main sur un Savoyard qui était en train d'allumer une mèche aboutissant à une trainée de poudre. On croit être sur la trace d'un complot ; on arrête le coupable, on lui fait subir la torture et finalement on découvre que le pauvre diable n'avait eu aucune intention criminelle ; c'était un niais qui, voyant de la poudre à terre, y avait mis le feu,

sans penser à mal. On reconnut aussitôt la méprise ; le malheureux fut relâché, mais il n'en avait pas moins subi la torture.

Revenons à Roset ; le négociateur genevois n'était pas au bout de ses peines ; il se rendit à Baden où étaient assemblés les délégués des cantons, mais ceux-ci n'avaient guère le loisir de s'occuper du projet d'alliance avec Genève. Ils avaient sur les bras un gros différend relatif au nouveau calendrier. Les cinq cantons avaient enjoint au bailli de Thurgovie de faire observer le nouveau calendrier ; les sujets ne voulurent pas se conformer à cette injonction et adressèrent un recours aux Seigneurs de Zurich qui intimèrent au bailli l'ordre de surseoir à l'exécution. La querelle ne tarda pas à s'envenimer. Les cantons réformés de Zurich et de Berne reprochèrent aux cinq cantons catholiques de « vouloir gouverner les choses communes à leur plaisir, voulant autoriser le Pape à tort et à travers, sans respecter leurs alliés, l'ancienne foy qu'ils se doivent, le sang de leurs prédécesseurs qui ont esté les premiers es conquestes contre les plus puissans ennemis. »

Les cinq cantons reconnurent sans doute qu'ils avaient dépassé leur droit et qu'ils n'avaient pas le pouvoir d'imposer leurs volontés aux baillages de Thurgovie qui étaient communs ; bref, ils cherchèrent à s'excuser et le différend fut remis à l'arbitrage des cantons de Glaris, Bâle, Fribourg, Soleure, Schaffhouse et Appenzell qui étaient restés en dehors du débat.

Les députés des douze cantons, réunis à Baden, avaient à statuer sur l'éternel conflit entre Genève et le duc de Savoie. A cet égard, les dépêches de Roset au Conseil n'offrent pas toute la clarté désirable ; elles supposent connus beaucoup de détails qui nous échappent ; ce qui semble ressortir

tir de plus clair, c'est qu'on inclinait à un arrangement, mais que cet arrangement était médiocrement satisfaisant pour Genève. Le duc de Savoie s'était formellement réservé le droit de mettre garnison au fort de la Cluse ; Berne, appuyé par Genève, combattait vivement cette prétention. Ce point tenait fort à cœur aux patriciens bernois et nous ne croyons pas leur faire tort en disant qu'ils y tenaient avant tout, dans leur propre intérêt ; en effet, il ne leur convenait pas que le Duc de Savoie eût une forte garnison dans le voisinage immédiat de leurs possessions du pays de Vaud. Quoiqu'il en soit, l'avoyer de Watteville se plaignit amèrement des prétentions du duc de Savoie et il déclara « qu'il ne vouloit pas céder, qu'à son avis ses Seigneurs ne s'en trouveroient pas contents, car disait-il, s'il faut une garnison à la Cluse, leur alliance et traités sont conséquemment anéantis et ne savent pas comme cela se peut entendre. » L'énergique protestation du député bernois mit fin à la discussion ; chacun se leva et la décision définitive fut renvoyée à une journée ultérieure. A l'issue de la séance, le banneret Sager, parlant au bourgmestre de Schaffhouse en présence de Roset, prit très vivement le parti de Genève contre les prétentions de la maison de Savoie : « On veut, s'écria-t-il, tenir contre nos très chers combourgeois de Genève une garnison en la Cluse, nonobstant nos traités ; Messeigneurs pourront bien adviser et luy mander (au duc de Savoie) ses traictés, desquels nous nous passerons bien ; nous sommes sortis d'autres affaires et sortirons bien de cesluy-ci aidant Dieu. »

Roset revint à Berne le 28 juin et dès le lendemain il eut la satisfaction de constater que les négociations entraient dans une phase nouvelle. MM. de Mülinen, de Diesbach, d'Erlach et Wyss, c'est-à-dire les principaux personnages

du gouvernement, informèrent Roset qu'ils allaient sans retard examiner à nouveau les articles du traité, afin de le rendre aussi acceptable que possible ; puis ils le lui soumettraient pour avoir son avis. En même temps ils prévinrent Roset qu'ils étaient désormais convaincus que leurs alliés des trois villes ne feraient rien, si Berne et Genève ne consentaient pas à annuler le traité spécial de combourgeoisie qui existait entre eux ; c'était, disaient-ils, afin que nul n'ait plus d'avantage que l'autre. Il restait entendu qu'une fois l'alliance conclue, il serait nécessaire d'élaborer un *mode de vivre* entre Berne et Genève, pour fixer les rapports de voisinage et régler les questions de commerce. Roset se borna à rappeler les termes de la réponse du Conseil et pria les délégués bernois de continuer leurs bons offices jusqu'au bout.

Les commissaires bernois examinèrent avec une minutieuse attention le projet de traité et communiquèrent à Michel Roset le résultat de leurs observations ; le projet avait été rédigé sur le modèle de celui de Rothweil, Mulhouse et St-Gall, mais les délégués bernois proposaient de supprimer l'article qui obligeait Genève, en cas de guerre civile, de suivre le parti de la majorité des cantons. A propos des secours que Genève pouvait être appelée à demander, ils avaient atténué l'article en laissant aux deux cantons de Berne et de Zurich le droit d'apprécier les motifs de la guerre ; puisque, disaient-ils, Genève ne paie pas les frais du secours, il est juste que ses alliés puissent apprécier les motifs, c'est-à-dire la légitimité de la guerre (1). Il y avait, paraît-il, d'autres articles dont le Conseil de

(1) Cette restriction ne se comprend guère, car le texte du traité définitif impose le paiement de la moitié des frais.

Genève demandait la suppression ; à Genève on se faisait des illusions : on croyait que les cantons catholiques finiraient par se joindre à l'alliance et qu'ils se prévaudraient de certaines dispositions. Les commissaires bernois voyaient les choses sous leur vrai jour et n'avaient aucune de ces illusions. Ils firent comprendre à Roset que l'éventualité d'une alliance avec les cantons catholiques était encore fort lointaine et que Genève aurait tout le loisir de refuser, si cette alliance se présentait ; ils ajoutaient non sans raison que si on voulait tout retrancher, on ferait reculer leurs alliés des trois villes. Roset était trop adroit pour se montrer intraitable sur les détails ; il remercia chaudement les commissaires bernois de leur appui, tout en maintenant ses observations et *remontrances* sur quelques points.

Le Conseil de Berne examina une dernière fois le projet de traité, après avoir entendu ses commissaires, puis il le transmit à Roset qui chargea son fils de le porter sans retard à Genève.

Daniel Roset arriva à Genève le 5 juillet et dès le lendemain le Conseil prit connaissance du projet amendé. Il en discuta les dispositions avec une extrême attention et les modifications qu'il proposa permettent d'apprécier à leur valeur les hommes qui administraient les affaires de la petite république. Aucune nuance ne leur échappe ; ils ont toute la finesse, toute la pénétration de véritables diplomates de profession ; ils formulent sur le texte du traité une série d'observations qui ont toutes leur portée ; il en est une qui est caractéristique ; le traité disait : Les Genevois seront tenus de donner secours à leurs propres dépens. Le Conseil proposait de modifier comme suit la rédaction de cet article :

« Les Genevois seront tenus de les secourir de corps et

de biens, selon les moyens que Dieu leur a donnés. »

Chacun saisit la différence qui existe entre les deux textes ; dans les deux cas, Genève doit aide et secours à ses alliés, mais la rédaction genevoise laisse fort adroitement planer un doute sur les *frais* et permet au Conseil de réclamer tout au moins une partie des dépenses résultant d'une campagne. Au surplus, le Conseil n'excédait nullement son droit lorsqu'il réservait ainsi la question de l'indemnité ; en effet, lorsque Berne et Zurich devaient lever des troupes pour secourir Genève, le traité mettait à la charge de cette dernière ville la moitié des frais ; n'était-il pas naturel que par réciprocité il en fût de même lorsque Genève envoyait un secours à ses alliés. Le Conseil faisait de son mieux pour obtenir que les conditions fussent égales et l'habileté qu'il déployait dans ce but n'avait rien que de légitime.

Le projet de traité imposait aux Genevois l'obligation de ne contracter alliance avec aucun autre Etat qu'avec les Ligues suisses, mais l'obligation n'était pas réciproque. Le Conseil demandait avec raison que la faculté de traiter avec la France lui fût accordée. La protection du Roi n'était pas à dédaigner.

Les observations formulées par le Conseil n'étaient que de simples desiderata, et il n'entendait pas risquer un échec pour le plaisir de maintenir ses prétentions ; il donna des instructions formelles à Michel Roset pour que ce dernier pût faire toutes les concessions désirables.

Ce fut Daniel Roset qui porta à son père les instructions définitives du Conseil. Le projet de traité fut de nouveau soumis à LL. EE. de Berne, avec les observations de Genève, mais il ne fut modifié que sur deux points : à l'article premier, on ajouta les mots *et Conseil*, suivant la rédaction

de Genève ; à l'article septième, on ajouta les mots : « *ceux qui sont nos alliés en général ou en particulier.* »

Au Conseil des CC de Berne, le traité fut approuvé par acclamation, à l'unanimité des membres présents, et il fut décidé qu'une députation se rendrait à Zurich pour le recommander (1) ; cette députation fut composée de Bernard d'Erlach et Sager, banneret, pour le Petit Conseil, et de Séb. de la Pierre et Louis de Bonstetten pour le CC.

Au dernier moment, Roset obtint encore une légère concession. A l'article deuxième du traité, le mot *Bezirk* avait attiré l'attention du Conseil de Genève ; il lui semblait que ce terme limitait le secours au territoire compris dans les Franchises ; Roset obtint une rédaction plus générale.

Il ne restait plus qu'à prendre le chemin de Zurich avec les délégués bernois ; au dernier moment, Roset fut pris d'un scrupule ; il lui en coûtait de porter seul la responsabilité d'une semblable mission ; il écrivit à Genève pour demander qu'on lui adjoignît un ou deux membres des Conseils pour l'accompagner à Zurich ; il pria le Conseil « de vouloir envoyer ambassade plus suffisante et apparente en ce fait tant important eu esgard à ce qu'eux en font pour l'amour de vous. J'estime, ajoutait-il, que la despense de deux Seigneurs, qui diligenteront à se rendre à Zurich pour mercredi prochain, ne sera mal employée, soit pour la réputation, soit pour les affaires qui y peuvent survenir. » (Lettre du 15 juillet.)

(1) Il est à remarquer que, pendant ces longues négociations, la diplomatie française se montra des plus favorables à Genève. L'ambassadeur de France en Suisse, M. de Fleury, ne perdit aucune occasion d'appuyer les propositions de Genève. Les lettres de Michel Roset en font foi et le Conseil se fit un devoir d'exprimer sa reconnaissance à M. de Fleury.

Le Conseil, appréciant les scrupules de Roset, décida de lui adjoindre le secrétaire d'Etat Chevalier, qui partit aussitôt pour la Suisse.

Les députés de Berne et de Genève se rendirent ensemble à Zurich ; dès le lendemain de leur arrivée dans cette ville, les Bernois furent mandés les premiers au Conseil, puis les Genevois. Les députés de Berne présentèrent le projet de traité, tel qu'il avait été approuvé en dernier lieu. Le gouvernement de Zurich désigna dix membres du Conseil ordinaire et dix membres du Grand Conseil pour examiner « par le menu » les dispositions du projet, de concert avec les Bernois et les Genevois. Dès le début surgit une objection relative aux frais de secours ; les Zurichois déclarèrent qu'il leur était impossible de porter secours à Genève à leurs frais, mais ils ajoutèrent qu'à titre de concession, ils étaient disposés à supporter la moitié des frais. En revanche et par réciprocité les Zurichois étaient prêts à supporter la moitié des frais du secours qui leur viendrait de Genève. Sur cette question des dépens, les députés genevois tentèrent d'infructueux efforts pour faire fléchir la résistance des Zurichois ; vainement firent-ils valoir les guerres passées qui avaient réduit Genève à la détresse ; ils alléguèrent les dépenses exceptionnelles qui pèsent sur une ville fortifiée ; ils insistèrent sur le fait que Zurich, en venant au secours de Genève, couvrait en même temps la frontière de ses alliés de Berne. Les députés genevois, Roset et Chevalier, plaidèrent leur cause avec toute l'habileté dont ils étaient susceptibles, mais ce fut inutile. Les délégués de Zurich firent la sourde oreille et affirmèrent qu'ils ne pouvaient faire aucune concession sur ce point, car, disaient-ils, le traité ne serait pas ratifié par leurs communes et dans ce cas mieux eût valu ne pas pousser si

avant les négociations, l'ennemi apercevant la rupture en ferait certainement son profit.

Les députés bernois intervinrent et plaidèrent chaleureusement la cause de Genève; à titre de transaction, ils prièrent les Zurichois de se contenter du quart des frais, mais ils ne furent pas plus heureux dans leur tentative. La rupture des négociations devenait inévitable, si les Genevois insistaient, mais Roset et son collègue étaient trop avisés, trop désireux d'aboutir, pour se laisser arrêter par une difficulté secondaire; tout en déclarant qu'ils n'avaient pas les pouvoirs suffisants pour accepter une modification, ils ajoutèrent qu'ils s'y rangeaient « en tant qu'en eux estoit », se réservant d'en référer.

Roset se servit très habilement de la concession qu'il venait de faire, pour en réclamer sur d'autres points; il pria les Zurichois de renoncer à certaines restrictions contenues dans d'autres articles: en premier lieu l'interdiction de conclure aucune alliance sans le consentement des deux cantons; en second lieu l'interdiction d'entreprendre aucune guerre sans leur adhésion. Enfin il demanda aux Zurichois « d'adoucir quelques mots rudes et mal sonnans aux oreilles d'un peuple ».

La première concession faite par Michel Roset porta ses fruits; les Zurichois ne voulurent pas être en reste et consentirent presque sans discussion à tout ce que demandaient les Genevois, « corrigeant le tout au plus près du désir d'eux les ambassadeurs de Genève. »

L'examen des divers articles une fois terminé, le Conseil des CC se réunit; les députés de Berne et de Genève furent successivement introduits devant le CC et exposèrent les motifs qui rendaient l'alliance utile et même nécessaire.

Lorsque les députés eurent quitté la salle, le secrétaire Escher les rejoignit et demanda aux uns et aux autres s'ils étaient munis de pouvoirs suffisants pour retirer le traité; les Bernois répondirent affirmativement; les Genevois déclarèrent que, le projet primitif ayant subi quelques changements, ils étaient tenus d'en référer, mais ils ajoutèrent qu'ils avaient tout lieu de compter sur l'adhésion du Conseil. Cette double réponse fut aussitôt communiquée au CC de Zurich qui était resté en séance. Ce Conseil ne fit aucun mystère de ses bonnes dispositions et fit savoir qu'il considérerait l'acceptation du traité comme une « œuvre chrétienne et louable ». Il restait toutefois une dernière ratification à obtenir, celle des Bourgeois des communes de Zurich. Les délégués de Berne avaient demandé au Conseil de Zurich de se joindre à eux et aux députés de Genève pour tenter une démarche auprès des cantons de Bâle et de Schaffhouse; le gouvernement zurichois répondit qu'il ne pouvait rien faire dans ce sens avant que le peuple zurichois se fût lui-même prononcé sur le traité.

La réponse du Conseil de Zurich avait été donnée le 25 Juillet; aussitôt après les députés bernois et genevois quittèrent la ville. Les Genevois n'avaient eu qu'à se louer de l'accueil tout-à-fait amical qu'ils avaient reçu; ils avaient été, dit Michel Roset, « traités et caressés en toute sorte en festins, et défrayés au logis. »

La période des négociations était terminée; il ne restait qu'un point en litige, les frais de guerre. Le gouvernement bernois qui tenait à la conclusion du traité beaucoup plus qu'il ne voulait le laisser voir, écrivit au Conseil de Genève pour l'engager à ne pas insister; il faisait valoir qu'une concession sur ce point engagerait sans doute d'autres cantons à se joindre à l'alliance; d'autre part, disait-il, les

hasards de la guerre peuvent fournir des dédommagements :
« Une victoire, disaient les Bernois, s'il plaît à Dieu la donner, pourra donner moyen de compenser les frais de guerre. »

En outre les Bernois insistaient avec raison sur les graves inconvénients d'une rupture qui pouvait se produire à l'occasion de cet article ; rien ne pourrait, disaient-ils, donner aussi *grande réjouissance* à l'ennemi, d'autant plus que l'espérance de renouer les négociations devrait être pour longtemps écartée.

Le Conseil de Genève comprit qu'il fallait céder ; il ne paraît pas avoir hésité un seul instant sur le parti à prendre ; il décida le 31 Juillet de soumettre le traité à l'approbation du CC qui le même jour fut convoqué au temple de Saint-Germain. Michel Roset exposa, avec son autorité habituelle, les phases successives des négociations et le CC lui donna raison en approuvant sans discussion le traité ; il restait encore à obtenir la ratification du souverain, du Conseil Général, qui seul était compétent pour approuver ou rejeter un traité.

Le Conseil Général se réunit au temple de Saint-Germain le dimanche matin 2 Août, à l'issue du sermon. Le peuple était appelé à exercer une de ses plus belles prérogatives. La séance s'ouvrit, suivant l'usage, par la prière. Puis le premier Syndic Roset fit un rapide exposé du sujet et donna lecture du traité ainsi que des dépêches de Berne. Comme on devait s'y attendre, le traité fut approuvé par un vote unanime ; il ne se trouva personne pour faire opposition ; « au contraire, dit le Registre, chacun a loué Dieu de ce grand bienfait, priant Dieu l'amener à bonne issue. »

Le traité étant dûment ratifié, Daniel Roset, fils du premier Syndic, fut chargé d'en porter la nouvelle à Zurich.

Les dépêches du jeune député, adressées à son père, nous ont été conservées et elles contiennent d'intéressants détails. Tantôt il raconte ses entrevues à Soleure avec l'ambassadeur de France qui prenait un vif intérêt aux négociations de Genève ; tantôt il parle de ses visites à M. Lochmann, un ami de Genève, qui prenait les eaux à Baden et qui lui annonce qu'il sera le bienvenu à Zurich. Arrivé dans cette ville, il présenta les lettres du Conseil au bourgmestre qui, écrit-il, en fut fort joyeux. On se plaignait déjà de ce que Genève tardait à répondre et ce retard, dit Roset, « ouvrait déjà quelque porte aux mauvais garçons. »

Les magistrats de Zurich informèrent aussitôt Daniel Roset que la réponse de Genève avait été agréable et le bourgmestre Thomann ajouta qu'il considérait le tout comme terminé et qu'on chercherait à abréger les formalités. Le traité fut ratifié par le CC, puis « par les Treize Tribunes sans aucune contredite ». Bien au contraire, ajoute Daniel Roset, « le commun parler d'ici est des louanges de nostre ville ». En réalité, l'alliance de Genève était devenue populaire à Zurich et il était facile de prévoir que les principaux magistrats se disputeraient l'honneur d'être délégués à Genève pour le serment de l'alliance. En revanche les voisins, c'est-à-dire les petits cantons, ne cachaient pas leur dépit et leur mécontentement : ils grondent, ils menacent, écrit Roset.

Comme nous le disions plus haut, les dépêches du député genevois contiennent de curieux détails sur les événements dont il entend parler ou qui se passent sous ses yeux ; il n'oublie même pas de mentionner un orage formidable qui a éclaté dans le voisinage de Zurich et il fait suivre son récit de certaines réflexions qui reflètent le mysticisme superstitieux de l'époque :

« Les foudres, écrit-il, ont esté grandes en plusieurs

endroits et dit-on qu'en un lieu de Turgou (Thurgovie), Will, appartenant à l'abbé de St-Gall, la foudre y a donné plus de cinquante coups sans faire grand dommage. Icy près la foudre par trois fois a donné sur une chappelle qui est sur la montagne Albis, appartenant au canton de Schwitz, jusques à ce qu'elle l'a entièrement abattue. Je me doute que ces allumettes de feu si fréquentes ne présagent le dernier grand feu qui nettoiera le chemin aux saints pour aller à la vie éternelle et qui sera embrasé de l'ère de Dieu sur les pervers ; quand la trompette sonne, il faut se tenir prest. »

III

Préparatifs de fête. — Le serment de l'alliance.

L'alliance entre Berne, Zurich et Genève était un fait accompli ; il ne restait qu'à préparer la cérémonie du serment et le Conseil de Genève entendait donner à cette manifestation publique une solennité exceptionnelle ; il fut décidé qu'elle aurait lieu au temple de Saint-Germain et le 7 Septembre, le Conseil arrête fort à propos « qu'on lave ledit temple où il en sera besoin, comme aussi les virets de la maison de céans (l'Hôtel-de-Ville). »

Dans la même séance, le Conseil prend d'autres décisions que nous nous reprocherions de défraîchir en les analysant ; il convient de leur laisser leur saveur en les reproduisant textuellement d'après le Registre :

« D'autant qu'il conviendra saluer les S^{rs} Ambassadeurs avec l'artillerie du costé de St-Gervais, a esté arrêté que le S^r Dance en ayt la charge, et que les boulevards soient bordés d'arquebousiers morionés.

« Et parce qu'il sera bon de faire faire quelque exercice aux harquebousiers en Plainpalais, a esté arrêté qu'on assemble

les capitaines pour en communiquer avec eulx, comme aussy de la cavalerie et que M. Bernard soit chef et superintendant sur l'infanterie et cavalerie.

« *Barques.*— Qu'on prépare les barques sur lesquelles quelques harquebousiers leur iront au devant pour leur faire la salue. »

Le 9 septembre, il est de nouveau question de ces exercices militaires, qui semblent donner beaucoup de souci à nos excellents magistrats du Conseil :

« A esté rapporté comme les capitaines ayans esté assemblés, il leur semble que, pour l'exercice qu'on prétend faire à Mess^{rs} les Ambassadeurs en Plainpalaix, on ne peult moins faire que d'avoir huict compagnies, mesmes afin que les escarmouches et bataille soient mieux dressées ; néantmoins, estant mis en considération que, si on en met autant, elles ne pourront estre fournies de gens d'eslite, joingt qu'on est en peine de trouver des capitaines propres, une partie qui seront employés à la cavalerie, et d'aultre part qu'on estimeroit que ce fust là tout ce qu'on peult faire, a esté arresté qu'on se contente de quatre compagnies, dont les capitaines seront le S^r trésorier Du Villars pour Ryve, le S^r De la Rive pour le Bourg-de-Four, le S^r Jean Malliet pour la Porte-Neufve, au lieu du S^r Corne, absent, et le S^r Plonjon pour St-Gervais. »

Tous ces préparatifs de réjouissance n'étaient pas pour plaire aux Ministres qui, dans leur rigorisme outré, étaient hostiles à toute mondanité ; ils ne se contentèrent pas de murmurer à huis-clos dans les séances de la Compagnie, ils portèrent leurs doléances devant le Conseil. Le 14 septembre, Th. de Bèze, Ch. Perrot, Chauve et De la Faye se présentent au nom de la Compagnie et *remontrent* au Conseil « que le devoir de leur charge et serment consiste, non seu-

lement à apporter et chercher remède aux scandales, mais aussy de les prévenir, si possible, et si a pleu à Dieu faire qu'on est parvenu à l'alliance de Berne et Zurich pour en avoir la bénédiction, faut regarder qu'elle commence par bon moyen qui soit agréable à Dieu et qu'il ne se commette chose qui le puisse offenser. Messieurs ont expérimenté que à peine se sont faites de petites assemblées, qu'il ne soit advenu quelque chose et maintenant qu'on prétend faire quelque réception aux Seigneurs qui viendront, que toute la ville se remuera et d'une façon non accoustumée, il est bon besoing qu'on y regarde de près. Le peuple est bien volontaire, mais faut considérer combien la jeunesse est débordée ; si on luy donne le moins du monde de licence, elle ira à l'abandon, comme un torrent. Si deux ou trois desbauchés donnent tant d'empeschement, que sera-ce de toute la jeunesse ? Il sera malaisé d'y remédier. Dieu a benit ceste église, on y voit quelque ordre, mesmes on a rapporté que c'est une des premières occasions qui a meu ces Seigneurs à traicter alliance. Si maintenant ils voyent du desbordement, que diront-ils ? Il pourra aussy advenir que la jeunesse, sous ombre de ceste alliance, pourra prendre exemple aux loix qui se pratiquent en Souisse, tochant la paillardise, tavernes, etc. Partant il est bon besoing d'y mettre un bon ordre. Il a pleu à préserver cest Estat en le tenant petit, cela est cogneu partout. Si on veut faire quelque grand monstre, on n'en sera prisé davantaige et partant il est bon qu'on demeure en modestie, afin d'éviter aussy que le peuple, lequel, sans considérer ses moyens, fera des despenses dont adviendra la ruine de plusieurs, ne soyt alléchée par quelque moyen. Il faut aussy regarder à la nécessité parfaite. Nos frères au Pais-Bas gémissent, ont le couteau sur la gorge. Il n'est bienséant que nous nous esgaions partout.

Et partant prient Messieurs que, puisqu'il faut faire quelque accueil aux S^{rs} Ambassadeurs qui viendront, que cela soit fait en toute modestie et médiocrité. »

Nous avons tenu à reproduire textuellement, d'après le Registre, la *remontrance* des Ministres, car elle est caractéristique, elle donne une idée de l'esprit timoré, du puritanisme étroit, qui animait le clergé genevois à cette époque. En fait de quoi s'agissait-il, de recevoir avec quelque solennité les députés de Berne et de Zurich, de leur offrir le spectacle de quelques exercices militaires à Plainpalais ! Que diraient-ils aujourd'hui, les Ministres de 1584, s'ils assistaient aux préparatifs d'un Tir fédéral ou d'un Concours musical !

Détail curieux : les Ministres qui semblent peu enthousiastes de l'alliance helvétique, redoutent fort pour la jeunesse genevoise les mauvais exemples que pourraient leur fournir les cantons suisses ; ils n'essayaient même pas de dissimuler leur réprobation pour les lois des cantons en matière de tavernes et de paillardise. Les Ministres sont mieux inspirés lorsqu'ils font allusion aux persécutions des Pays-Bas : est-ce le moment de nous réjouir lorsque nos frères des Pays-Bas gémissent sous l'oppression. Certes cet appel à la solidarité avait quelque chose de touchant !

Le Conseil écouta sans doute la remontrance avec l'attention et la déférence dont il faisait toujours preuve dans ses rapports avec la Compagnie, mais il ne changea rien à ses dispositions générales ; il se contenta de recommander d'éviter tout excès dans les accoutrements, dans les costumes ; toute étoffe de soie devait être rigoureusement proscrite :

« A esté arrêté, dit le Registre, qu'on ne change rien quant au nombre des soldats de pied qu'on a ordonné d'assembler

pour escarmoucher le lundi en Plainpalaix, qu'il y ayt quatre compagnies, que les capitaines advertissent les soldats de ne faire excès en accoustrements, surtout de rien faire de soye, qu'il n'y ait aux pourpoints de bustes et en somme qu'ils se portent en toute modestie. Quant à la cavalerie pour aller audevant des dits Seigneurs, qu'ils ayent tous des casques d'une façon de sarge de gris cramoisy. »

Ce n'était pas chose facile de régler le costume ; le Conseil ne tarda pas à s'en apercevoir ; pour complaire aux Ministres, il prescrivait aux cavaliers une simple casaque de serge gris-cramoisi ; mais les cavaliers ne l'entendaient pas ainsi ; ils ne cachèrent pas leur mécontentement et le 16 septembre leurs capitaines et principaux officiers vinrent déclarer au Conseil qu'ils n'accepteraient aucune charge si on ne les autorisait pas à porter des *casques de velours* ! Le Conseil ne se souciait guère de voir revenir les Ministres avec quelque nouvelle remontrance ; dans son embarras il décide de ne pas se prononcer pour le moment : « Arresté qu'on attende que le S^r Manlich soit icy pour l'ouïr là-dessus. »

Les préparatifs pour la réception n'en continuèrent pas moins ; le 26 septembre le Conseil désigne Noble David Chappuis comme *maître d'hôtel* et le charge de faire les provisions nécessaires pour le festin qui sera offert à Messieurs les ambassadeurs ; en même temps il décide, suivant la pittoresque expression du Registre, de faire quelque ébat sur le lac ; il s'agissait d'ériger sur un vieux bateau un Mars auquel on mettrait le feu (1).

(1) « Bateau sur le lac. — Estant proposé qu'on pourroit faire quelque esbat sur le lac par le moyen d'un vieux bateau, sus lequel on mettroit un Mars qui se démesleroit parmy le lac et se brusleroit ; a esté arresté qu'on le face ainsy, au mieulx qu'on pourra. »

Le 28 septembre on désigne les députés qui se rendront à Berne et à Zurich pour prêter le serment de l'alliance : pour aller au devant des ambassadeurs des deux Républiques sont désignés les S^{rs} O. Maly, Ami Varro, De la Pale et Chevalier et du CC les S^{rs} Botellier, Baptiste Varro, auditeurs, Gabriel du Villars et Daniel Roset.

Dans la même séance le Conseil s'occupe avec toute la sollicitude désirable des plus minutieux détails. Au XVI^{me} siècle, les rues de la ville laissaient fort à désirer sous le rapport de la propreté ; aussi le Conseil juge-t-il opportun d'attirer sur ce point capital l'attention du Lieutenant et des Auditeurs ; il faut « débrigner les places et tenir les rues nettes » deux fois par semaine et les dizeniers doivent se rendre de maison en maison pour adresser aux bourgeois et habitants des recommandations urgentes (1). Puis revient la question des *accoutrements* ; on s'aperçoit que plusieurs veulent faire des accoutrements *excessifs* et le Conseil, qui redoute quelque nouvelle réclamation des Ministres, s'empresse d'avertir les chefs et autres officiers de se *vêtir modestement*. Dans la même séance le sautier Ami Ramier demande deux aunes et demie de drap pour se faire un manteau, « ayant esgard, dit-il, aux grandes peines qu'il aura. » Le Conseil ne résiste pas à son sautier et lui alloue vingt-cinq florins pour un manteau neuf.

Il fallait régaler les ambassadeurs des deux Cantons et la question des festins occupe une large place dans les préoccupations du Conseil. Après délibération il est décidé qu'on se contentera de les « festoyer » deux fois aux frais de la Seigneurie, à l'Hôtel-de-Ville et au Collège ; il y aura deux

(1) Il paraît que les ponts sur le Rhône étaient mal entretenus, car le syndic est chargé de les faire *raccourter*.

venues (sans doute deux services) à six plats pour chacune. D'autre part, il est entendu que le Syndic Roset recevra chez lui les ambassadeurs aux frais de la Seigneurie ; M. Bernard fera de même, mais à ses frais. Bernard était l'un des plus opulents citoyens de la République.

Le Conseil ne voulait rien négliger pour solenniser dignement la nouvelle combourgeoisie ; il fut question d'offrir aux deux Seigneuries « quelque beau présent pour le public pour tesmoigner la gratitude et souvenance qu'on a de leur bienfait envers nous. » On parlait d'un objet d'art, d'une fontaine en argent massif qui en tournant fournirait l'eau pour un festin ; mais le Conseil recula devant la dépense : « Néanmoins, ayant esgard à la paouvreté de ce public, et que peut estre ils ne tiendroient pas grand compte de ce petit présent, encor qu'il seroit de 200 écus vallant, a esté arrêté qu'on se déporte de leur en faire aucun. »

L'alliance avec Berne et Zurich était si populaire dans tous les rangs de la population, que les enfants eux-mêmes voulurent prêter leur modeste concours pour la réception. Ils avaient déjà demandé le 22 septembre qu'il leur fût permis de *faire une compagnie* pour la venue des Seigneurs Alliés : le Conseil le leur avait refusé, mais le 28 septembre ils reviennent à la charge et demandent de nouveau qu'il leur soit permis de *faire l'exercice*. Le Conseil finit par se laisser fléchir et accorde l'autorisation demandée, « d'autant, dit naïvement le Registre, qu'on espère qu'ils feront quelque chose de beau. »

Tandis que le Conseil s'occupait de tous ces détails avec une louable sollicitude, les Ministres continuaient à donner libre carrière à leur mécontentement ; il paraît même que quelques uns d'entre eux ne se faisaient aucun scrupule de critiquer en chaire certaines décisions du Conseil. Le 28 sep-

tembre MM. de Bèze et Jaquemot, Ministres, demandent audience et prient le magistrat de réprimer le luxe des vêtements, de sévir contre « ces grandes fraises qu'on porte contre les ordonnances » et de même ils se plaignent « des grandes panses qu'on fait aux pourpoinets, ce qui est fort malhonneste. » Le Premier Syndic répond que le Conseil s'est déjà occupé de cette question, qu'il a pris ses dispositions pour que chacun se comporte en toute modestie et honnêteté, mais il ajoute qu'il est permis aux chefs de porter des casaques de velours.

Le Premier Syndic saisit l'occasion de demander aux Ministres des explications sur les paroles récemment prononcées en chaire par quelques-uns de leurs confrères. Théodore de Bèze et Jaquemot plaident les circonstances atténuantes; ils déclarent que l'intention des Ministres n'est pas de condamner les préparatifs, mais bien de blâmer les excès et d'exhorter le peuple « à toute modestie » suivant les intentions exprimées par le magistrat lui-même. Théodore de Bèze et son collègue se montraient conciliants; le Conseil leur en sut gré et sans doute pour leur être agréable, il s'occupa de nouveau de ces fameuses *fraises et panses* qui inquiétaient si fort la Compagnie: il décida dans la même séance que le Seigneur Lieutenant manderait auprès de lui tous les *cousturiers* (tailleurs) de la ville pour leur défendre de confectionner aucun pourpoint à panse, sous peine d'être châtiés suivant les Ordonnances.

Comme on le voit, la surveillance du Conseil s'étendait jusqu'aux moindres détails du costume et les malheureux couturiers n'avaient qu'à se bien tenir, s'ils confectionnaient des pourpoinets trop pansus !

Pour les fêtes de réception il fallait des trompettes et il

n'y en avait pas à Genève ; de là pour le Conseil un nouveau souci. Il s'était décidé à en faire venir de Lyon, mais le 29 septembre, il est informé que les trompettes de Lyon ne veulent pas se déplacer à moins d'un écu par jour ; il paraît que c'était cher pour l'époque, mais le Conseil tenait mordicus à ses trompettes et il arrête qu'on tâchera de les avoir ; à défaut on en fera venir du Dauphiné.

Le 7 octobre, les trompettes reviennent sur le tapis et finalement le Conseil décide qu'il se contentera de faire venir de Lyon deux trompettes et deux cornets à bouquin. Ce n'était pas seulement les trompettes qui faisaient défaut ; on manquait même de tambours et le Conseil fut obligé de confier à de graves magistrats, à Michel Roset, Bernard et De la Maisonneuve, le soin de se procurer des tambours et même d'en faire venir du dehors.

Il fallait songer au dîner de gala ; c'était un des soucis du Conseil. Il avait été décidé en principe d'offrir deux festins aux députés des Républiques alliées, l'un au Collège, l'autre à l'Hôtel-de-Ville ; finalement le Conseil renouça à festoyer au Collège, attendu, dit le Registre, que la vaisselle et le linge pourraient s'y égarer et que le Collège n'est pas un lieu commode pour *faire la cuisine*. Le Conseil décida fort sagement que les deux repas auraient lieu à l'Hôtel-de-Ville. Restait la question délicate du menu ; les Ordonnances somptuaires condamnaient et reprimaient le luxe de la table, la multiplicité des mets ; il fallait donc éviter que la Seigneurie donnât elle-même un mauvais exemple ; d'autre part, il ne fallait pas avoir l'air de lésiner lorsqu'on recevait solennellement des alliés. La question était vraiment embarrassante ; elle donna certainement du souci aux respectables magistrats qui siégeaient au Conseil. Concilier les prescriptions rigoureuses des Ordonnances avec les prescriptions

non moins rigoureuses de l'hospitalité n'était pas chose facile. Un certain nombre de conseillers étaient d'avis de s'en tenir strictement aux Ordonnances, d'autres estimaient qu'il y avait lieu de se départir des règles ordinaires; bref, il fut décidé qu'il y aurait deux *venues*, c'est-à-dire deux services, mais qu'au lieu de six plats par service on se contenterait de cinq et que dans la seconde salle on offrirait des viandes *plus grosses* (lisez moins délicates) que dans la première. Evidemment les partisans de la stricte observance avaient dû faire des concessions.

Au milieu de tous ces préparatifs, nos conseillers ne s'oubliaient pas : le 7 octobre, ils constatent qu'ils ont de lourdes charges à supporter et que le soin des affaires publiques leur laisse peu de loisir pour s'occuper de leurs affaires privées; par suite il est arrêté que chacun des conseillers recevra une gratification de 25 florins et que le S^r Chapuis, qui remplit les fonctions de maître d'hôtel, recevra 50 florins. Ce procédé de s'indemniser soi-même n'était pas des plus corrects.

Il était d'usage dans les moments de réjouissance populaire de jouer quelque *histoire* ou *comédie*; l'austérité calviniste s'accommodait assez mal de ce genre de divertissement. Quoiqu'il en soit, un événement aussi important que la combourgeoisie de Berne, Zurich et Genève, méritait l'honneur d'une pièce de circonstance. Ce fut un Gascon, Joseph Duchesne, sire de la Violette, qui se chargea de la composer. Son poème, à la fois lyrique et dramatique, avec des allégories païennes et chrétiennes, est intitulé : *l'Ombre de Garnier Stöffacher*, mais dans le Registre du Conseil, il en est question sous le titre de la comédie du *Mariage*. La pièce du Seigneur de la Violette n'obtint pas les suffrages des Ministres; ils s'opposèrent à ce qu'elle fût jouée, sous le

prétexte assez étrange, qu'elle contenait à mot couvert des moqueries et brocards contre le Duc de Savoie, ce qui, disaient-ils, pouvait irriter ce dernier. Tout d'abord, le Conseil crut devoir se ranger à l'avis des Ministres ; quelques jours après il se ravisa et décida que la pièce serait jouée au collège par les écoliers. M. de la Violette ne pouvait manquer d'être agréable aux nobles Seigneurs de Berne et de Zurich en rappelant le souvenir de Guillaume-Tell, mais, hélas, son talent poétique n'est pas à la hauteur de ses bonnes intentions, et il n'y a pas grand'chose à louer dans son œuvre. La meilleure strophe de la pièce est un chaleureux appel à la concorde :

Tant que nous serons joints ensemble,
Nous serons recherchés des rois :
Mais si le discord désassemble
Notre union grande une fois,
Suisse, tu t'en iras à terre,
Tu perdras, las ! ta liberté,
Car qui a le Romain dompté,
Sinon son intestine guerre.

La pièce de M. de la Violette fut représentée au Collège devant les députés de Berne et de Zurich et ceux-ci furent, paraît-il, très satisfaits du spectacle, car ils firent remettre dix écus aux jeunes acteurs. Quelque temps après, le Bourgmestre de Zurich fit demander une copie de l'*Ombre de Garnier Stoffacher* ; il paraît que le Conseil était inquiet de l'effet que pouvaient produire certaines allusions et il décida qu'au préalable la pièce serait revue par Théodore de Bèze, de concert avec l'auteur (1). L'autorisation

(1) *Reg. du Cons.*, séance du 21 octobre 1584. — Comédie : Combourgeoisie. -- Ayans esté receues lettres de M. le Syndique Roset par lesquelles il prie luy envoyer une copie de

d'imprimer ne fut accordée par le Conseil que le 13 novembre (1).

L'Ombre de Garnier Stoffacher n'est pas la seule pièce qui fut composée en l'honneur des députés suisses; on joua en outre une *Pastorale* politique, un trio entre trois bergers, Zurchin, Ursin et Gébin, qui figuraient les trois villes de Zurich, Berne et Genève, réunies par Alethé et Homonie (la Vérité et la Concorde). *L'Ombre de Stoffacher* est médiocre, mais la *Pastorale* est décidément mauvaise. M. Marc Monnier dit spirituellement: « Cette pièce fait admirer l'autre. La censure en permit la représentation, elle aurait dû l'interdire, car il n'est rien de plus pernicieux que les mauvais vers (2). » M. Marc Monnier ignorait quel était l'auteur de cette malheureuse *Pastorale*; le Registre du Conseil nous l'indique: c'était l'un des écrivains les plus féconds de l'époque, le

la comédie composée par le S^r de la Vyolette, jouée au Collège en présence des S^{rs} Ambassadeurs, laquelle il dict lui avoir esté demandée par M. le Bourgmaistre de Zurich, pour la monstrier à M. Gualter, ministre, a esté arresté qu'on la fasse premièrement revoir par M. de Bèze avec ledict la Vyolette, et qu'on la mande sans qu'on l'imprime ny qu'on la joue en public, comme requéroit ledict S^r de la Vyolette ce matin, qui a esté refusé.

Séance du 26 octobre: Comédie. — Ayant esté revue par Mess^{rs} de Bèze et de la Vyolette, compositeur d'icelle, en ce qu'elle pourroit offenser, a esté arresté qu'on la mande aux S^{rs} Amb. qui pourront avoir advis si on l'imprimera ou non.

(1) *Reg. du Cons.*, séance du 13 novembre. — Comédie. — S^r de la Violette. Sur ce qu'il requiert luy permettre l'impression de la comédie jouée au Collège, a esté arresté qu'on le luy permette, suyvant ce qu'elle a esté reveue.

(2) *Genève et ses poëtes, du XVI siècle à nos jours*, par Marc Monnier. Genève, 1874, p. 161.

ministre Simon Goulart, de Senlis. Il ne paraît pas que Simon Goulart ait bien hautement revendiqué la paternité de sa *Pastorale*, car celle-ci ne figure pas dans la liste suffisamment longue de ses œuvres.

La *Pastorale* de Goulard donna au Conseil le même souci que l'*Ombre de Garnier Stoffacher*, et lorsque le libraire Durand voulut la publier, le Conseil se montra peu pressé d'accorder l'autorisation; la pièce fut soumise au minutieux examen d'une commission de censure composée de syndics et de conseillers, Michel Roset, Bernard Chenelat et Ami Varro, auxquels on adjoignit Théodore de Bèze (1). Le Conseil ne se décida à autoriser l'impression que lorsque la *Pastorale* eût été soigneusement revue et corrigée (2).

Au XVI^me siècle, comme nous l'avons vu à maintes reprises, les hommes qui s'occupaient des affaires publiques ne croyaient nullement compromettre leur dignité, en acceptant des présents en espèces ou en nature, à la suite d'un service rendu. Le Conseil de Genève, enchanté de la conclusion du

(1) *Reg. du Cons.*, séance du 24 novembre. — « Jean Durand, libraire, a présenté requête afin de luy permettre l'impression des comédies jouées à la venue des S^{rs} Amb., a esté arrêté qu'on voye encor la *Pastorale* de M. Goulard pour veoir si on l'imprimera. »

Séance du 28 novembre : « *Pastorale*. — Le S^r Varro ayant revu la dicte *Pastorale* et estant icelle trouvée passable pour estre imprimée en ostant quelques mots parlans du fard de la court, a esté arrêté qu'on l'imprime en la corrigeant ainsy, par les S^{rs} Syndic Roset, Chenelat et Varro.

(2) *Reg. du Cons.*, séance du 2 décembre : « *Pastorale* de M. Goulard; Jean Durand. — Sus ce que lediet Durand sollicite toujours l'impression de ladicte *Pastorale*, a esté arrêté qu'on le luy permet, ayant encor été revue par M. le Syndiq Roset, les S^{rs} Bernard, Chenelat et Amy Varro, avec M. de Bèze.

traité, voulut témoigner de son mieux sa reconnaissance. En prévision de la prochaine arrivée des députés suisses, il arrêta le 13 octobre la liste de ses largesses ; il décida d'offrir six aunes de velours à chacun des membres des Petits Conseils de Berne et de Zurich ; trois aunes aux membres du CC ; à chacun des officiers des deux députations une aune et demie pour faire des chausses, savoir trois quartiers de noir et trois de gris. Divers petits présents devaient être offerts au banneret Saguer et à d'autres. Quant au secrétaire Escher, de Zurich, il devait recevoir soixante écus, tant pour avoir dressé l'acte d'alliance que pour avoir rendu d'autres éminents services à la Seigneurie. Dans une séance ultérieure, le 19 octobre, le Conseil revint sur sa décision en ce qui concernait le secrétaire Escher : estimant que soixante écus n'étaient pas une récompense suffisante, il alloua à Escher cent écus, outre les six aunes de velours.

Le 18 octobre 1584, à l'issue du sermon, la sonnerie de la grosse cloche appela le Conseil général au temple de St-Germain. Après la prière, le Premier Syndic Michel Roset exposa brièvement le but de la réunion ; il s'agissait de prêter le serment de l'alliance perpétuelle en mains des Seigneurs Ambassadeurs de Berne et de Zurich, arrivés la veille. Aussitôt après, les députés suisses firent leur entrée dans le temple ; c'était, de la part de Zurich, le Bourgmestre Thomann, l'Obinan Keller, pour le Petit Conseil ; Jean Baltasar Meissen et Jean Betzinger, pour le Grand Conseil, enfin le secrétaire d'Etat Escher ; de la part de Berne, le S^r Bernard d'Erlach, le S^r banneret Saguer, pour le Petit Conseil ; les S^{rs} De la Pierre et de Bonstetten, pour le Grand Conseil. Les députés, après avoir présenté, au nom de leurs commettants, les compliments d'usage, exposèrent qu'ils avaient le mandât de recevoir le serment de l'alliance ; puis le secrétaire

d'Etat de Genève donna lecture du texte du traité, et le secrétaire de Zurich prononça la formule du serment ainsi conçue : « Nous promettons et jurons devant Dieu d'observer et garder inviolablement le contenu en l'alliance, telle qu'elle a été lue présentement, ainsi que nous désirons que Dieu nous soit en aide. »

Suivant l'usage consacré en Suisse, la formule du serment fut répétée mot à mot par tous les assistants. La cérémonie se termina « par des louanges et actions de grâces du grand bien que Dieu a fait à ceste république par le moyen de la présente alliance. »

Avant de quitter Genève, les députés de Berne et de Zurich se présentèrent au Conseil, lui offrant cordialement « tout service, comme à leurs bons voisins, amys, alliés et confédérés. » Puis les députés de Berne prièrent le Conseil de leur remettre l'acte original de l'ancienne combourgeoisie entre Berne et Genève, qui était annulée par le nouveau traité. Il fut convenu que les députés de Genève, en se rendant à Berne et à Zurich pour prêter le serment de l'alliance, restitueraient l'ancien traité et négocieraient en même temps un *mode de vivre* pour régler les rapports de commerce et de voisinage entre Berne et Genève.

Quelques jours après, une députation de Genève se mit en route pour aller à son tour prêter le serment de l'alliance à Berne et à Zurich ; elle se composait de Michel Roset, Chevalier, De la Maisonneuve et Chapeaurouge. A Berne comme à Zurich, la cérémonie du serment eut lieu en présence du CC.

Pour la République de Genève, le traité d'alliance définitivement conclu avec les deux cantons les plus puissants de la Suisse était un événement de premier ordre. Aussi le Conseil décida-t-il d'en consacrer le souvenir par une ins-

cription latine, dont la rédaction fut confiée à Théodore de Bèze, qui était non seulement un savant théologien, mais aussi un des premiers humanistes de son temps. Voici le texte de cette inscription qu'on voyait autrefois à l'Hôtel-de-Ville et qui se trouve maintenant au Musée archéologique (1) :

D. O. M. S.

ANNO A VERA RELIGIONE DIVINITUS CUM VETERE
LIBERTATE GENEVAE RESTITUTA QUINQUAGESIMO
QUASI NOVO JUBILAEI INEUNTE, PLURIMIS VITAE
DOMI ET FORIS INSIDIIS ET SUPERATIS TEMPE-
STATIBUS, QUOD HELVETIORUM PRIMARI TIGURINI
AEQUO JURE IN SOCIETATEM PERPETUAM NOBIS-
CUM VENERINT, ET VETERES FIDISSIMI SOCI
BERNENSES. PRIUS VINCULUM NOVO ADSTRINXERINT,
SENATUS POPULUSQUE GENEVENSIS, QUOD FELIX
ESSE VELIT D. O. M. TANTI BENEFICII MONUMENTUM
CONSECRARUNT, ANNO TEMPORIS ULTIMI. MDLXXXIV.

« Cinquante ans après le rétablissement de la religion et de l'antique liberté de Genève, opéré par la protection divine, un jubilé nouveau commençant, l'Etat de Zurich, qui est à la tête des cantons suisses, ayant contracté une alliance perpétuelle avec nous sur le pied d'égalité, et nos anciens et très fidèles alliés les Bernois ayant renforcé par un nouveau lien leurs premiers engagements envers nous,

(1) Nous rappelons en passant qu'on voit encore au Musée historique la table sur laquelle, d'après la tradition, fut signé le traité de 1584; on conserve également au même Musée une sorte de lampadaire qui commémore l'alliance.

le Sénat et le Peuple de Genève, délivrés au dedans et au dehors de plusieurs embûches et dangers, ont consacré le souvenir de cette faveur signalée de la Providence. 1584. »

Le traité de 1584 méritait une étude spéciale, car pendant plus de deux siècles, il a servi de base aux relations de Genève avec la Suisse ; en fait il subsista sans changement jusqu'à la chute de l'ancienne République, en 1798. Il fut envisagé avec raison par nos ancêtres comme une garantie tutélaire contre les entreprises d'un puissant voisin ; il semblait même que l'indépendance de Genève fût désormais à l'abri de toute atteinte. C'était là une décevante illusion ; cinq ans à peine s'étaient écoulés depuis la conclusion du traité, lorsque les Genevois durent chercher dans les armes une issue à une situation devenue intolérable.

HENRI FAZY.



DOCUMENTS ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

1

Roset et Varro aux Syndics et Conseil de Genève.

(Archives de Genève, *Portef. hist.* n° 2085.)

*Aux magnifiques, puissans et très honorés Seigneurs, les
Seigneurs Sindiques et Conseil de Genève, à Genève.*

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Ayans rencontré ce soir à Païerne Lantier venant de Berne qui nous a dit qu'ils ont tenu deux foys le Grand Conseil et résolu de ne plus journoyer après ceste-cy prochainement pendante à Baden et qu'ils ont esleu M. de Watenvil colonnel de leur armée, et que ce jeudy ils se sont assemblés et ont esleu tous offices et disposé tout l'estat de la guerre pour procéder à la bonne escient et qu'ils ont fait levée de trente mille hommes et sont disposés et résolus et qu'on dit bien que des Ambassadeurs doivent venir par deçà, mais ne sçait quand ny s'ils viendront. De tout cela nous avons dhen incontinent advertir vos Seigneuries, estimans que s'il est ainsy et le bruit s'en fait par delà et parviennne tantôt jusques aux autres, ils ne seront lasches à se haster pour prévenir et anticiper les avantages et s'ils ont quelque entreprise sur vous, comme ils se vantent de s'efforcer à l'exécuter, sans attendre ceste grande force, combien que nous sommes d'opinion qu'elle ne soit par aventure que de dix

mille hommes pour la première levée, autant à la seconde et autant à la troisième. Il nous a dit, outre ce que dessus, que les dits Seigneurs, vos Conbourgeois, font leur compte de vous envoyer la garnison incontinent après la journée et ne sçavons s'ils l'entendent entière ou selon le dernier offre. Les S^{rs} Grafenried, ballif, et le S^r Chastelain de Morges, sont arrivés ce jourdhuy à Berne, comme on nous a dit. Quoy qu'il y ait, vos prudences en jugeront et adviseront et exploiteront de bonne heure tout ce (sans rien obmettre) qui appartient à la seurte de l'estat précieux qu'il luy a pleu de vous commettre et à l'honneur d'ycelui estat après la gloire du souverain, lequel nous supliions vous bénir et nous vos serviteurs, poursuyvans à nous acquiter et enquérir sur le lieu, s'il en va ainsy et, selon cela que nous pourrions cognoître, faire et vous advertir plus outre.

Surquoy, magnifiques et très honorés Seigneurs, nous recommandons très humblement, nous vous demeurons très humbles serviteurs.

ROSET. — VARRO.

(Au dos : *Lettres de Messieurs les ambassadeurs veues ce 6 janvier 1584*). Cette lettre est de l'écriture de Roset.

II

Varro aux Syndics et Conseil de Genève.

(Archives de Genève, *Portef. hist.* n^o 2085.)

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Je vous ay escript de Berne par Blandano de Soleure, par Poulier de Baden, par la voye de M. Koufman et de Zurich par Marc-Antoine Phezi, veloutier ; je ne doute point que

n'avez reçu toutes mes lettres. J'ay esté à Chur où j'ay trouvé quelque garbuge par ce que nostre adversaire a fait tout ce qu'il a peu pour les désunir et empeschier qu'ils ne suyissent les erres qu'ils avoyent prinses l'année passée. En quoy ils se treuvent aucunement empeschés parce que il y en a des principaux de la Ligue grise qui est toute papiste, lesquels, estans plus proches des cinq petis cantons et à la sollicitation d'aucuns particuliers d'iceux, ont esté à Milan et à Thurin et ont prins des présens et consenty à quelque accord désavantageux au bon party, lesquels ils veulent chastier, ce que ceux de ladite Ligue grise ne souffrent pas volontiers, tant y a que les autres deux Ligues qui sont de nostre religion et qui font le plus en toutes sortes se portent virilement. Ils ont esté tous assemblés à Chur pour ces affaires et s'estoyent séparés seulement 2 jours avant que j'arrivasse, à cause des festes, ce qui a esté pour le meilleur. J'ay proposé au Conseil de Chur qui a toute charge en tels cas ce que avois charge et ay eu bonne response et sont de bonne volonté comme aussi M. l'Ambassadeur qui vous escript; n'estant assuré du porteur, je ne vous en feray le discours plus long; en somme le voyage a esté bien employé: je ne suys point passé plus oultre pour les causes que je vous diray; delà je suys passé à Appenzell et à St-Gal où je n'ay pas perdu le temps et à cause des mauvais chemins ay esté contraint de passer à Constance pour venir à Schaffuse, où j'ay trouvé bonne affection, comme aussi en ceste ville, où je délibère séjourner 4 ou 5 jours et croy que je ne perdray pas temps. M. Hotomann m'a fait tout plein d'ayde; il m'a dit qu'il avoit escript par delà quelque chose touchant le comte de Monbéliard qu'il luy semble qu'il ne fault mespriser. Je réserve le reste à plus grande commodité, n'estant cecy que pour vous advertir sommairement de mes nouvelles.

Magnifiques et très honorés Seigneurs, je prie Dieu qu'il vous tienne en sa sainte protection et bénie vos élections, vous donnant une bonne entrée en ceste année.

De Basle ce dimanche 5 de janvier 1854.

Vostre très humble et très affectionné serviteur,

VARRO.

Je vous supplie de m'excuser de ce que je vous envoie ceste lettre à demy deschirée ; ce a esté en la voulant plier avec le ganivet et je n'ay loisir de la doubler pour la haste du porteur.

III

Varro à Michel Roset.

(Arch. de Genève. *Portef. hist.* n° 2085.)

A Monsieur le syndique Roset.

Monsieur,

Si vous ouvrez les lettres cy jointes, vous verrez en partie ce que j'ay négocié et vous fusse allé au devant à Berne pour le vous faire entendre plus particulièrement n'eust esté que M^{rs} les Députés d'icy m'ont donné jour à demain après disner pour les informer de nos droits ; ce sont les S^{rs} Remigius, Fesch et Hoffmann. Nous dresserons quelque chose, M. le D^r Hotman et moy, que je feray traduire en aleman, qui servira ; il est fort urgent en nos affaires ; je trouve une fort bonne volonté icy et croy qu'ils pousseront les autres qui sont plus froids, sinon que la froidure soit si grande qu'elle esteigne leur feu. Si je puis avoir achevé ce que j'ai proposé de faire icy pour demain au soir, je pourray partir mercredi pour vous trouver vendredy au soir où je fay mon compte que vous serez à Soleure ; sinon je partiray

jeudy pour retourner à Zurich pour raffreschir la mémoire de nos affaires à MM. les Ambassadeurs. Partant de Zurich, j'ay en compagnie de celuy pour qui on demandoit des sceaux et l'ay informé bien au long. Si M. de Louvière fust venu avec vous, il eust servy et ne failloit pleindre ceste despense, car celuy qui le désiroit y sera. J'ay logé à Appenzell chez Amman Bodmer, qui vous salue et croy que vous le verrez, parce que Thaler a une mauvaise jambe. Je n'ay autre chose qui ne puyse estre remise à vous dire de bouche, dont m'estant humblement recommandé à vostre bonne grâce et de vostre compagnie,

Monsieur, je prieray Dieu qu'il vous tienne en sa garde.
De Basle ce 6 de janvier 1584.

Vostre bien affectionné à vous faire service,

VARRO.

Au dos : *Lettre de M. Varro, veue ce 17 Jan^{ier} 1584.*

IV

Roset et Chevalier aux Syndics et Conseil de Genève.

(Archives de Genève, *Portef. hist.* n° 2085.)

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Nous avons usé de la commodité de Jaques Rosset pour faire entendre à vos Seigneuries ce que nous avons obmis en nos précédentes lettres. A Berne nous eusmes advisement du passage de certains Souisses du quartier des Petits Cantons marchant en habits de pèlerins, ayant néanmoins chère de soldats, ce que met en opinion Messieurs de Berne qu'ils n'ont leur dévotion trop loing et advertissent de prendre garde sur telles gens. Monsieur l'Advoier de Wateville nous a aussy fait récit du différent de Messieurs de Basle avec l'Evesque pour lequel ils ont esté assemblés au mois de décembre passé. Au commencement de l'assem-

blée il y eut conteste entre les parties qui seroit acteur ; ce différend fut enfin terminé par la production qui fut faite des lettres de Messieurs de Basle, se pleignans des torts qui leur estoient faits par l'évesque et fut arrêté que les dits Seigneurs de Basle seroient acteurs. Leur pléintif fut tel : que nonobstant que l'Evesque au commencement de son gouvernement eût promis de se comporter avec eux suyvant ce qu'avoit esté pratiqué par ses prédécesseurs, mesmes de leur estre meilleur voysin, ce néanmoins, il avoit contre les traités innové en plusieurs façons, comme en certains villages où la coustume estoit d'avoir exercice des deux religions, l'Evesque ne vouloit permettre à leur ministre de prescher ; que leurs combourgeois de la ville de Lauffen ayans par ci devant en l'exercice de nostre religion seul, ce néanmoins l'Evesque estant entré dans leur ville, avoit fait dresser un autel dans l'Eglise et chanté messe. Sur ce l'Evesque a demandé que les seigneurs eussent à produire les lettres de bourgeoisie de leur ville avec celle de Lauffen. Les dits Seigneurs de Basle ont respondu que l'Evesque en avoit le double et n'avoit besoin de plus grande instruction. Enfin l'Evesque a dit qu'il en avoit bien une copie, mais cependant désiroit que l'original fût produit et d'autant que les Seigneurs de Basle ne l'avoient apporté, requis qu'on assignast une autre journée pour en faire production. Ce que fut enfin arrêté et assigné journée au 29 de ce mois au lieu de Dornach, terre de Soleurre. En après l'Evesque bailla par escrit une demande contre Messieurs de Basle, leur demandant la restitution des places de Liechstal et Walburg, la grand église de Basle et appartenances d'icelle et ornemens qui estoient lors du changement de religion, ensemble les arréraiges depuis le temps que les Seigneurs de Basle en ont jouy. La responce a esté que les Ambassadeurs n'avoient

charge de respondre à telle demande, n'estimans pas qu'on deult proposer quelque chose de tel à ceste journée. Ce néamoins, puisque l'Evesque avoit demandé qu'on assignast une autre journée, qu'ils espéroient lors de respondre point par point aux prétentions de l'Evesque. Et ainsy le tout a esté remis à ladite journée du 29 de ce mois. Au reste il est advenu samedi 4 de ce mois que le train de l'Ambassadeur de Savoie passant par Berne, vers les cinq heures de nuit, pour aller au giste vers Burgdorf, comme les mulets vouloient passer le pont de Berne, certains garnemens ayans demandé aux muletiers à qui ils appartenoint et entendans qu'ils estoient de l'Ambassadeur de Savoye, dirent que leur maistre estoit un traistre et blessèrent d'un poinsson ou dague un des mulets en la cuisse et conpèrent les cordes qui soustenoient les bahus. Cela fut cause que les muletiers arrestèrent à Berne et le lendemain firent plainte à Monsieur l'ambassadeur qui envoya son maistre d'hostel à Monsieur l'Advoier depuis Burgdollf. On rescrivit audit Seigneur Ambassadeur et luy fit-on entendre le déplaisir qu'on avoit d'un tel fait lequel on ne lairroit impuni. De fait ayant fait rechercher les auteurs et trouvant qu'ils avoient absenté la ville, Messieurs de Berne ont escrit à leurs ballifs pour les appréhender.

Lundi VI^e de ce mois nous sommes venus à Soleurre et avons salué Monsieur l'Ambassadeur qui promet s'employer pour vos Seigneuries à ceste journée. Il nous a parlé du remue-ment qui se fait aux Grisons et qu'un de ceux qui sont maintenant prisonniers s'estoit il y a quelque temps adressé à luy, disant qu'il avoit moyen de faire service au Roy et desiroit d'avoir accès en sa maison, mais l'ayant suspect il ne luy, volut prester l'oreille. Monsieur de Liverdis luy doit avoir escrit que Messieurs des trois Liges luy ont baillé promesse par escrit de ne s'allier, ny faire promesse à autre

Prince qu'au Roy. Nous avons aussi salué Monsieur l'Advoyer et quelques Seigneurs de Soleurre qui monstrent estre de mesme volonté et affection que du passé et asseurent qu'ils observeront en tout et partout ce qu'ils ont promis par le traité. Nous sommes maintenant sur le chemin de Zurich où nous espérons parvenir en bref. Nous prions Dieu qu'il nous doint succès en nostre voiage et vous conserve, magnifiques et très honorés Seigneurs, en sa sainte garde et protection. Ce VII^e Janvier 1584.

Vos très humbles serviteurs et Ambassadeurs,
ROSET,
CHEVALIER.

(Au dos, de la main du secrétaire d'Etat : *lettres des S^{rs} Amb. veues le 13 Janvier 1584*). Cette lettre est de l'écriture de Chevalier.

V

Varro aux Syndics et Conseil de Genève.
(Archives de Genève, *Portef. hist.* n° 2085.)

Magnifiques et très honorés Seigneurs

Depuys mes précédentes lettres escriptes, lesquelles je ne donmay au messager qui partit lors, j'ay fait tel devoir que j'espère que vos Seigneuries en sentiront quelque fruit et espère encor estre icy pour tout ce jour et partir demain au matin pour aller à Zurich : j'ay fait dresser quelque chose à M. Hotoman qui servira. Il ne tiendra pas à ceux d'icy que quelque chose de bon ne se fasse. Je n'ai jamais eu la commodité de faire tenir de mes nouvelles à Berne à Messieurs vos Ambassadeurs au temps que j'espère qu'ils y seront toutefois ils en trouveront à Soleurre et delà prendront advis

avec M. l'Ambassadeur. Il faudra qu'il entonne bien. Si S. A. met des gens à Thonon et Gex, ceux de par deçà entendent que ce sera contre les desperts et par conséquent, etc. Il sera bon de pourvoir de bonne heure à ses affaires et d'avoir des blés sur tout. Il y a des pratiques dressées contre tous ceux qui vous peuvent ayder. Je croy que vos Seigneuries ne serez pas les premiers attaqués. Je prie à Dieu qu'il veuille rompre tous les desseins de nos ennemis et vous tenir en sa sainte protection, me recommandant humblement à vos bonnes graces. De Basle ce 8 de Janvier 1584.

Vostre très humble et affectionné serviteur

VARRO.

VI

Roset et Varro aux Syndics et Conseil de Genève.

(Archives de Genève. *Portef. hist.* n° 2083.)

Magnifiques et très honorés Seigneurs

Estant arrivés en ceste ville, nous avons rencontré au logis un Ambassadeur de Monsieur l'Archevesque de Coloigne, qui nous a dit qu'il estoit envoyé par son maistre aux villes de Strasbourg, Basle, Zurich, Berne, Genève et delà au Roy de Navarre et Eglises de France. Sa demande aux villes où il a esté, qui sont Strashbourg, Basle et Zurich, est de vouloir assister M. l'Electeur, son maistre, de quelque somme de deniers. Strasbourg, à ce que nous avons entendu, a accordé les deux tiers de ce qu'on demandoit, trois mil talers, Basle a respondu par escrit et ne peut-on sçavoir le contenu. Ceux de ce lieu ont cejourd'hui donné leur response qu'ils sont de bonne volonté envers ledict S^r Electeur et désireroyent le pouvoir monstrier par effect en ce qu'il requiert d'eux, mais d'un costé ils ont de grandes charges sur les

bras à cause des pources qu'il faut nourrir; d'ailleurs ils ne sont hors de peine et ont à craindre les mesmes dangers que ledict Sieur Electeur. L'Evesque de Basle commence d'autre costé à molester leurs alliés de Basle.

Le Duc de Savoie aussy poursuit leurs alliés de Berne et ceux de Genève, tellement qu'ils ont à se préparer pour défendre leur païs propre, prient ledict Sieur Electeur prendre en bonne part si, à cause de la nécessité du temps présent, ils ne peuvent se dessaisir de leurs moyens. Ledict S^r Ambassadeur part d'icy demain avec nous pour aller à Berne et delà vers vos Seigneuries et ne scavons si sa charge sera pareille par delà qu'en ces quartiers. Vers le Roy de Navarre il prétend poursuivre au nom de son maistre assistance de deniers et donner commencement à une commune intelligence des Eglises réformées et establissement d'un fonds commun pour subvenir aux nécessités communes et pour repousser les ennemis qui attaqueroient les uns ou les autres. Vos Seigneuries entendront de luy les autres particularités, comme il est personnage qui n'oublie rien de ce qui sert à sa charge. Ce samedi onzième nous sommes comparus en Conseil et recommandé aux Seigneurs de ce lieu vos affaires. Ils nous tesmoignent toute bonne volonté et nous assurent qu'ils auront nostre cause autant en recommandation que si c'estoit leur fait propre et ont donné charge à leurs Ambassadeurs à la journée de nous aider en ce qu'il leur sera possible. Nous espérons partir demain d'icy, Dieu aidant, pour nous rendre à Baden. M. Varro, estant de retour des Grisons, nous a rencontré en ce lieu despuis hier et a escrit à vos Seigneuries de Basle, ayant adressé ses lettres à M. Kauffman. Nous apprenons icy que M. de Sponde, qui a esté recommandé à vos Seigneuries et qui disoit vouloir voyager avant en Allemagne est arrêté à Basle, où il

s'occupe à des choses nullement respondantes aux affaires qu'il monstroît avoir à manier. Certain capitaine catholique venant de France et passant par ce lieu a dit à un amy qu'il avoit entendu de la propre bouche de Monsieur frère du Roy que Genève en auroit sans faute au passage des Espaignols, qui fait que les amys de pardeça exhortent de veiller pour éviter les surprinses, assurant qu'en cas de force ouverte vos Seigneuries ne seront destituées de secours. Les cinq petits Cantons ont esté assemblés ces jours passés à Lucerne où se sont trouvés les Ambassadeurs de Monsieur de Savoie. On fait bruit d'une levée de quinze enseignes entre lesdicts Cantons et demeure une doute au cœur de plusieurs en faveur de qui cela se fait, jaoit que vulgairement on tiennne que ce soit pour le Roy. Plusieurs anciens de ces pays, voyans la constitution du temps, présagissent une famine prochaine et semble à vos amys estre nécessaire de faire provision de bleds. Nous prions Dieu qui destourne son ire de nous et vous doint, Magnifiques Seigneurs, heureux succès en vos affaires, vous tenant en sa sainte protection. De Baden ce 12 Janvier 1584.

Vos très humbles serviteurs et Ambassadeurs :

VARRO. ROSET.

Depuis la présente escrite, l'Ambassadeur de M. l'Electeur de Coloigne nous a dit qu'il n'avoit charge de requérir vos Seigneuries d'aucune assistance de deniers, considérant la nécessité en laquelle vous estes.

Les Savoyens ont retenu logis icy pour 25 chevaux.

Au dos : *Lettres des S^{rs} Amb. veues ce 22 Janvier 1584.*
(Cette dépêche est de l'écriture de Chevalier.)

VII

Roset et Varro aux Syndics et Conseil de Genève.

(Archives de Genève. *Portef. hist.* n° 2085.)

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Dimanche dernier, nous fismes entendre à vos Seigneuries ce que nous avons négocié à Zurich et estimons que Mons^r l'Ambassadeur de l'Electeur de Cologne qui print charge de délivrer nos lettres s'en sera acquitté. Depuis le mardi XIII de ce mois, les Amb. des Douze Cantons se sont assemblés estans deux de chasque canton, horsmis Appenzel, et ont premièrement appelé les Amb. de Mess^{rs} de Berne et leur ont remonstré l'occasion de l'assemblée, suivant le despart de la journée de Novembre, désirans scavoir d'eux la charge qu'ils avoyent de leurs Seigneurs. Ils ont respondu que leurs Seigneurs ayans cy-devant consenti à remettre la décision de leur différent contre Mons^r le Duc de Savoye à leur amiable cognoissance, ils estoient envoyés pour cest effect. Les Amb. de Mons^r de Savoye ont esté puis après appelés et leur a esté proposé les mesmes. Ils ont baillé leur response par escrit, dont nous envoyons la copie à Vos Seigneuries.

Finalement nous avons esté appelés et nous estant demandé le mesme qu'aux précédens, nous avons délivré nostre charge, scavoir que nous estions envoyés pour procéder par devant eux à l'amiable et de gré-à-gré. Nous entendons que lesdicts S^{rs} Amb^{rs} des Cantons ont eu contentement de nostre déclaration. Le mercredi 15, les Amb^{rs} de Savoye ont envoyé un escrit par leur truchement, contenant qu'ayant veu ce qu'a esté proposé par les Amb^{rs} de Berne, encor qu'ils

ne scavent comment ils doivent interpréter ce qu'est advenu dernièrement au train du Seigneur de la Bastie à Berne et qu'ils pourroient estimer l'intention des dicts Seigneurs de Berne estre contraire à ce qu'ils déclarent, si est-ce que, pour n'empescher la pacification des différens, ils sont contents d'attendre l'amiable cognoissance desdicts Seigneurs. A cecy a esté respondu par les Ambassadeurs de Berne (après avoir fait récit de ce qu'estoit advenu aux muets du Seigneur de la Bastie et les diligences faites par leurs Seigneurs pour chastier ceux qui avoyent commis l'acte) qu'ils auroyent beaucoup plus d'occasion de se plaindre du Duc à cause des indignités faites aux Amb^{rs} de leurs Seigneurs l'an 82, lorsqu'ils furent envoyés à Tonon vers Mons^r de Raconis et de là vers son Altesse, dont ils ont fait sommaire récit.

En après les dicts Seigneurs Amb^{rs} de Berne ont baillé leur demande par escrit, dont on a arresté de bailler communication aux Savoyens. Le mesme jour le secrétaire est venu à nostre logis, disant qu'il avoit charge de nous dire que les Savoyens désiroyent que nous leurs baillions nostre demande en allemand et françois, afin de pouvoir bailler leur response, conjointement avec celle qu'ils prétendent bailler à Mess^{rs} de Berne. Nous nous sommes excusés et avons demandé que les Savoyens baillassent leur demande contre nous premièrement. Ce qu'on a arresté devoir estre fait le Jeudi XVI^e. Le Vendredi XVII^e, les Ambassadeurs de Savoye ont proposé leur demande, dont nous envoyons copie à vos Seigneuries que nous avons recovré presentement et nous préparons à leur donner response. Nous prions Dieu de nous conduire en toutes nos actions à ce que, suyvant la confiance qu'il vous plaist avoir en nous, nous puissions faire service à vos Seigneuries selon nostre volonté et vous

préserve, magnifiques et très honorés Seigneurs, en sa sainte protection. Ce XVII^e Janvier 1584.

Vos très humbles serviteurs et Ambassadeurs.

ROSET. VARRO.

(Cette lettre est de l'écriture de Chevalier.)

VIII

L'Avoyer et le Conseil de Berne aux Syndics et Conseil de Genève.

(Portef. hist., n° 2087.)

Aux Nobles. Magnifiques Seigneurs, Scindiques et Conseil de la Cyté de Genève, nos singulliers ayns, bons voysins, très chers et féaulx Combourgeois.

Nobles, Magnifiques Seigneurs, singulliers Ayns, bons voysins, très chers et féaulx combourgeois,

Nous avons cejourdhy entendu le contenu des lettres qu'il vous a plu nous adresser, tant pour nous remercier du devoir qu'ont fait nos délégués pour la dernière journée de Baden et recommander vostre cause en général et en particullier aux Seigneurs Ambassadeurs des Douze Cantons, nommément envers les Ambassadeurs de nos très chers et féaulx alliés de Zürich, Baste et Schaffhouse, pour parvenir à une fin désirée de l'alliance de si longtemps pourchassée que pour nous prier qu'en continuation de nostre bonne volonté, il nous pleust envoyer nos Ambassadeurs par devers lesdicts Seigneurs de Zürich pour la poursuytte dedicte alliance et par les mesmes aussy la recommander aux Seigneurs nosdicts alliés des deux aultres Cantons. Sur lesquelles, pour response, vous asseurons que ne sommes moins ayses et joyeux de l'espérance de voir une désyrée

issue de ceste négociation conceupve par le rapport de nousdicts délégués que marrys que vostre et nostre bon droict à l'encontre de son Altesse ne peut avoir tel lieu qu'avons pensé et très enclins à vous ayder et favoriser à vostre dicte poursuytte. Toutesfoys il nous semble estre expédient de différer la dépesche de nos Ambassadeurs jusque après la conférence qui a esté advisée sur la fin de ce présent moys entre nous, les quatre villes de la religion (comme vos ambassadeurs scavent), en laquelle principalement se traictera de la résolution que l'on doit infailliblement attendre susdicte alliance et aultres choses à ce nécessaire. Cependant avons advisé d'en escrire à nousdicts très chers alliés de Zurich pour leur recommander de plus fort vostre dicte poursuytte et de nous signifier en quel temps le plus commodément les pourrions recercher et prier par nos Ambassadeurs d'une gratifiante response, en confiance qu'en brief l'aurons, de laquelle ne faudrons à vous advertir. Dieu aydant.....

De Berne, ce 8 de Febvrier 1584.

L'ADVOYER ET CONSEIL DE LA VILLE DE BERNE.

IX

Fragment d'une lettre du Conseil de Berne à celui de Genève.

(Portef. hist., n° 2087.)

..... de Basle et ceux de Schaffhouse avoir une bien bonne volonté et inclination de suyvre la trace et exemple de leurs coalies de Zurich et ne doubtent qu'estant nyse la chose en délibération en leurs Grands Conseils, elle n'obtienne que désirée résolution. De quoy recepvans un très grand plaisir,

n'avons dieu obmettre de ce vous signifier et que de mesme faysons recharge par lettres auxdiets nos Alliés de Basle et Schaffhousen pour avoir d'eux en bref une gratifiante response, espérans que ce qu'ils ont déclaré jusques à présent de bouche se démontrera par effect à vostre et nostre bon contentement, de laquelle ne faudrons incontinent vous advertir cependant pour avancer la conclusion de ceste.....

De Berne ce 2^e Mars 1584.

L'ADVOYER ET CONSEIL DE LA VILLE DE BERNE.

(Au dos : lettres de Berne touchant l'alliance avec les S^{rs} des 4 Cantons de la Religion venues le 4^e et 5^e Mars 1584.)

X

L'Avoyer et le Conseil de Berne aux Syndics et Conseil de Genève.

(Portef. hist., n^o 2087.)

Nobles, Magnifiques Seigneurs, singulliers amys, bons voysins, très chers et féaulx Combourgeois.

Nous avons ce jourdhuy entendu par la lecture de vos lettres vostre response sur le point qui se pourroit présenter en la tractation de l'alliance avec nos très chers et féaulx alliés et confédérés les Seigneurs des troys cantons de la Religion touchant nostre mutuelle combourgeoisie, mais d'autant qu'une bonne partie et des principaux de nostre compagnie se sont trouvés absents et empeschés dehors, et en divers lieux pour quelques affaires de nostre ville, remys jusques après la feste de Pasques, et que Mons^r le Bourgeois-maistre Meyer de Schaffhusen est pour le présent de par deça pour la décision et pacification de quelques différens sus-

cités entre nos bien aimés alliés et combourgeois de Frybourg et nous, notamment pour rayson de limites, ésquels vacquera douze ou quinze jours, nous ne vous pouvons présentement fayre aultre responce sinon qu'à nostre première assemblée générale, nous répéterons vostre dicte responce, pour délibérer sur icelle, ce que de besoing y sera, et si trouvons la nécessité de requérir, ne fauldrons à la communiquer auxdicts S^{rs} des dictes troys villes et notamment audict S^r Bourgeoismaistre (que cognoissons bien affectionné pour ceste affaire), et en somme faire tout ce qu'entendrions estre convenable pour parvenir à une fin désirée de ceste négociation et de vous advertir de tout ce que sera entre nous arresté, vous prions de prendre ceste petite dilation à bonne part, vous remercians aussy de la participation de vos nouvelles, touchant le discours de Charles Pascal sur l'entreprinse conduite par La Poype, sur laquelle ne vous pouvons dire aultre sinon de remettre le tout à la disposition et Providence de Dieu et icelluy prier bien affectueusement de vous donner telle prudence et discrétion que puissies toujours éventer tous les meschants et pernicious desseings qui se préparent contre vous et nous, et de vous maintenir en sa sainte garde.

De Berne ce 27 d'Avril 1584.

L'ADVOYER ET CONSEIL DE LA VILLE DE BERNE.

XI

Roset aux Syndics et Conseil de Genève.

(Arch. de Genève, *Portef. hist.* n° 2092)

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Je suys arrivé icy dès samedi au soir et ay donné la présente au S^r Jehan Baudichon qui est venn icy dès Zurich

pour advertir vos Seigneuries de ce qui est jusqu'à présent, c'est que je trouve les Seigneurs de Zurich résolus de bonne sorte, totesfoys en espérance d'attirer les deux cantons restans et s'employeront icy à remontrer aux Amb^{rs} qu'ils ne s'amusement point aux raisons qui les retardent. Les S^{rs} de Berne sont de mesme. Nous avons, grâces à Dieu, un bourgm^e tel que nous pourrions souhaiter pour cest affaire à Zurich. M^r Lavater le ministre y travaille particulièrement de bouche et par escript, afin que l'œuvre se parface et pour obvier à tous incidents qui se peuvent présenter. M^r Lochman doute qu'il sera fâcheux de demander à leur Grand Conseil de passer outre sans Bâle et Schaffli. Cela et plusieurs autres bons propos m'ont esté raportés par mon fils que j'y ay envoyé porter les lettres de Mess^{rs} de Berne et un advertisement auquel ils ont prys plaisir et ont desjà envoyé commandement et leurs Amb^{rs} par un héraut et lettres arrivées ce matin, comme je pense, pour conférer avec les S^{rs} de Berne, comme je croy qu'il ait esté fait ce soir, ne le pouvant asseurer pour n'avoir parlé à eux ny peu. Les S^{rs} de Basle sont arrivés seulement aujourd'hui et ne scay ce qu'ils portent. Les Seig^{rs} de Schaffusen ne sont encor venus. Le Seig^r de la Bastie est icy à quinze chevaux, y compris sa femme et troys demoyselles, dès le mesme jour que nous y arrivâmes. M. de Fleury y estoit quatre jours avant nous. Il ne trouve pas bon de poursuyvre point d'alliance maintenant, disant que ce n'est le temps, ce qui m'a fait retenir et ne luy particulariser pas plus outre, ce que je scay bien qu'il ne scait pas. Il seroit fort d'advys qu'on acceptât la prononciation ; je luy ay dit que je n'en ay pouvoir, luy remontrant les raisons : il les prend en paiement. Il a nouvelles du Roy que Mons^r est mort dès le 10 de ce mois, selon le nouveau calendrier. Il a dit à quelques-uns, non à

moy. que M. de Bellièvre est près du Roy de Navarre pour grandes choses. Le bruit est qu'il va à la messe. Je n'en croy rien et prie à Dieu qu'il le garde de ce scandale. Je ne pers point d'heure au possible. Et attendant de vous advertir de choses plus certaines, je supplieray le Seigr qu'il luy plaise, Magnifiques Seigneurs, vous protéger, bénir et faire prospérer à sa gloire, me recommandant très humblement à vos bonnes grâces et saintes prières.

De Baden ce mardy 16 de may 1584.

Vostre très humble ambassadeur,

ROSET.

XII

Roset aux Syndics et Conseil de Genève.

(Arch. de Genève. *Portef. hist.*, n° 2092).

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Le présent a esté recen par Mess^{rs} des deux villes et trouvé honeste; j'ay obtenu de Mess^{rs} de Berne qu'ils parleront avec les S^{rs} de Zurich pour accélérer au possible. j'ay proposé aux Seigr^s de Zurich à part, les remerciant de leur résolution cy-devant prise, les priant d'ayder envers les autres et vous donner advys sur les moyens à tenir pour induire Mess^{rs} des deux villes restantes; leur ay fait cognoître le dangier des dylais: ils m'ont respondu amiablement qu'ils sont en bon chemin, à eulx ne tiendra, et quant aux autres avoient bien pensé de leur escrire, mais ont trouvé qu'il n'est pas bon. Ains que Mess^{rs} nos combourgeois députent Amb^r avec moy, affin de leur parler personnellement et que c'est l'unique moyen pour acheminer et achever dont

ils monstrent avoir grand désir. A Dieu en soit le louange. J'ay parlé à Mons^r Brand de Basle qui a esté icy, et est de grande affection et estime. que c'est un bon expédient que ceshuy-la. J'attens que Mess^{rs} d'icy ayent conféré avec leurs hostes. comme ils m'ont promys, pour vous en donner advys au plus tôt. La fontaine de Masson se fut trouvée icy fort à propos, mais elle servira autre part aussy. De Zurich sont arrivés en quatre bandes commises à 4 seigneurs 350 chevaux des meilleurs de Zurich. Les 4 chefs sont Polman Keller, Mons^r Thommann, lequel, en ma présence, exhorta le seigneur de Basle, luy montrant l'intérêt qu'ils y ont, le Seigneur Hans Escher et le seig^r de Bosteten que vous avez cy devant veu à Genève avec Mons^r Lochman. Il y a plusieurs autres seigneurs du Conseil. Leur réception a esté magnifique. Des seigneurs leur ont esté envoyés au devant demy journée. cinq cens corcelets et autant d'arquebousiers ont esté envoyés sur la campagne hors la ville et environ 150 chevaux pour les recevoir. Ils y ont mené 45 pièces d'artillerie, seze de calibre des signes. le reste de celui des mois et dymenches. Et ont dressé seze tentes en la campagne, ont fait salves, escarmouches et scopéteries, les trompetes, fifres et taborins abondans. Dymenche le diner en la maison de ville, et aujourd'hui derechef avec grand honneur et modestie plus grande qu'on n'estimerait hier après diner. Une comédie monstrent le bien de ceste union. Louant Dieu par dicts et par chants, et par prières formelles, qu'il luy plaise de bénir le tout, maugré tous ennemys. Le sermon de dymenche a esté sur le pseanne : « Combien est plaisant et souhaitable ». Aujourd'hui les exhortations et prières poursuyvies à cest effet. Le Seig^r les veuille entendre. J'ay esté contraint de me haster pour n'obmettre point d'occasion de conférer où il est de besoin. Des neuf

coupes il y en a cinq de cassées. Je vous prie, Mag^{es} et mes très honorés Seigneurs, de prier Dieu qu'il luy plaise de bénir l'œuvre dont on me donne bonne espérance et moy en vostre service.

De Berne ce lundy 25 de may 1584.

Demain après diner les S^{rs} de Zurich départiront.

Vostre très humble,

ROSET.

XIII

Roset aux Syndics et Conseil de Genève.

(Arch. de Genève. *Portef. hist.*, n° 2092).

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Depuis ma dernière, j'ay prié les Seigneurs de Zurich en l'assemblée des principaux de vouloir tant favoriser l'effectuation de l'amiable résolution qu'ils ont prise à vostre regard, comme vous l'avez entendu par Messieurs vos bourgeois (dont je les ay remerciés) que vous Messeigneurs pussiez entendre leur bon advys sur ce qui resteroit à faire, pour parvenir à la conclusion. Ils m'ont respondu cordialement qu'il ne tiendra pas à eulx et au surplus qu'il leur semble qu'une ambassade de Berne avec moy obtiendra ès deux endroits. Je ay advertys les seigneurs d'icy en particulier qui leur ont recommandé l'affaire et me promettent beaucoup. Je fus convié hier au diner chez le Banderet Sasser avec les principaux de Zurich où se trouva Mons^r de Watenwyl, où je vys sur leur départ des fermes résolutions en nostre faveur, autant que j'en peux juger. Mesme estans debout à point de sortir du poyle, parce que les Seigneurs de Zurich

voloient monter à cheval, le dict S^r Advoyer, ayant prys la main des S^{rs} Keller et Tormann, m'apella et pria d'aprocher pour adjouxter la main sur les leurs et dit : Dieu conjoingne ces mains en sa bénédiction, et ayant un gobelet en la gauche, versa du vin dessus nos mains, lesquelles les S^{rs} de Zurich baisèrent, disans : aynsy soit il ; et ainsy sont départys avec grand contentement les uns des autres. Dieu mercy. Après cela je m'adressay tantôt à Mons^r l'Advoyer de Mullinen, le priant de tant faire que Messieurs députent ambassade. Il m'a dit qu'il ne pourra pas estre encor à présent à cause de leurs alliés des cinq cantons qui se doivent trouver dimanche, anticipans la journée des comptes à Baden en volonté de procéder soit qu'eux de Berne et de Zurich viennent ou non, sans leur avoir fait entendre l'anticipation et voudront Mess^{rs} devant m'envoyer nulle part veoir que c'est que les cinq cantons entendent par cela. Je luy ay remontré plusieurs choses, l'ay prié et exhorté de ne perdre pas l'honneur et la joye que Dieu luy présente en cest affaire et s'il povoit faire le voyage, que l'affaire estoit assuré. Il m'a dit qu'il seroit bon que je fisse la requeste au Conseil, ce que j'ay voulu faire ce matin, mais il ne s'est trouvé que cinq seigneurs, les autres absens ou indispos. Le dit S^r Advoyer m'est venu dire en la grand sale avec M. de Diespach qu'il s'estoit bien souvenu de moy, mais qu'estant le nombre si petit, aussi bien n'heussent-ils volu faire aucune députation et pourtant ne m'a pas voulu donner ceste peyne et demain sera la feste de l'Ascension. Je l'ay requys s'il pourroit pas assembler demain à quelque heure les Seigneurs qui seront de retour du convoy qu'ils font aux Seigneurs de Zurich. Il m'a respondu qu'à grand peyne et qu'il me faudra icy reposer, totesfoys qu'il s'essayera au possible et ainsy j'attens avec grand déplaisir de ces lon-

gueurs. Mais le festin ne l'a peu permettre autrement. Les Seigneurs d'icy ont donné aux Seigneurs de Zurich le reste de leur part du présent et le leur mandent à Zurich, assavoir ce qu'ils n'ont voulu dépendre en ces deux repas qui ont esté faits fort solennellement et honestement. On a pris un Savoyen qui avoit fait une trainée pour mettre le feu ès caques de poudre qui avoient esté aprestées pour ce festin. dont pouvoit suyvre la mort de grand nombre d'hommes. Je ne scay encor en quelle façon il l'excusera, ny sur quy ; on luy doibt ballier la torture anjourd'hui, ayant trouvé en un autre endroict des buchilles aprestées proprement pour mettre le feu en une maison propre à le recevoir, tellement qu'ils ont dressées les eschelles et gardées leurs maisons la nuit. Atant, Magnifiques et mes très honorés Seigneurs, me recommandais très humblement à vostre bonne grace et prières. Je supplie le Seigneur qu'il luy plaise de bénir vos affaires et le faire réussir à sa louange.

De Genève (1) ce mescredy 27 de May 1584.

Vostre très humble,

ROSET.

XIV

Roset aux Syndics et Conseil de Genève.

(Arch. de Genève. *Portef. hist.*, n° 2092).

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Depuis ma dernière par mon nepveu Abraham Lefer, je fus hier ouy devant le Conseil où je les requys qu'il leur pleut de députer leur ambassade, suyvnt l'advis de Mes-

(1) *Lapsus calami*; Roset a voulu mettre *Berne*.

sieurs de Zurich. La responce fut qu'ils m'avoient accordée ma requeste, toteffois non pas encore de présent, tant pour l'absence de M^r de Watenwyl qui est aux champs, et ne scait-on quand il reviendra, que pour ce que plusieurs seigneurs sont las de ces affaires et ont besoin de se reposer un peu et davantage ils ont ceste journée de Baden à laquelle ils ne scavent que le sort pourra rencontrer. En outre, ils craignent fort de travailler en vain vers Messieurs de Basle avant ceste journée, à cause de ce procès de l'Evesque, ainsi je me pourray retirer vers Mes Seigneurs et d'autant qu'ils ont encor entendu de deux des seigneurs de Zurich qu'ils ne voudront pas passer l'alliance qu'ils ne soient égaux avec eulx de Berne et que la combourgeoisie ne soit abbatue, Mes Seigneurs pourront adviser là dessus pour leur en envoyer responce résolue, affin de scavoir comme s'y gouverner; puy après ils députeront un ou deux pour aller à Basle et Schaffusen et si Messieurs veulent envoyer avec eulx, au nom de Dieu, sinon ils y manderont sans cela et feront ce qui leur sera possible. Là dessus j'ay demandé si leur envoy sera bientôt, ils m'ont dit : Quand vous aurez donnée responce à ce point de la combourgeoisie. J'ay dit : Vous la devez avoir par les lettres de Mes Seigneurs de telle substance. Ils m'ont répliqué que telle substance n'y estoit pas et que ce n'est pas une chose claire, toteffois qu'il faudra chercher les lettres et que demain ils y adviseront encor. Je leur ay dit que j'espéroys qu'ils troveront que je ne faux point en la substance du contenu d'ycelles, qu'est que vous désirez la conservation de la combourgeoisie, s'il est possible, en faisant quelque déclaration avec les alliés, que l'alliance précède ; mais, sy cela ne peut estre, que en cest endroit vous vous en remettrez à ce qu'ils en troveront bon en cas que l'alliance se face. Auiourdhuy ils ont tenu les

Deux Cens pour le fait de Vallengin et ont résolu d'induire ceux de Vallengin de faire le serment à la duchesse de Longueville. Quant à nostre fait, ledict Sr Advoyer m'a dit qu'il a veu la lettre et luy semble qu'elle n'est pas ainsy claire et que Mess^{rs} n'y ont peu encor adviser. Puy m'a demandé si vos Seigneuries avies point envoyé à Basle ; je luy ay dit, non pas pour cest affaire depuys l'an 1582. Il seroit bon de sentir d'eux affin qu'on ne fit pas un trait à faute et a trouvé bon que j'y fisse un voyage et qu'il escrira aux deux Bourgeoisies pour s'enquérir privément s'ils trouveroient bon que Mess^{rs} de Berne envoient par delà. Surquoy, voyant la grande difficulté qu'ils font, j'ay prins cest expédient pour scavoir là des amys et du secrétaire s'il y a espérance ou aparence de succès, affin d'adoucir le chemin, s'il est possible et s'il plait à celui qui gouverne tout, et pour vous rapporter quelque chose de certain d'une part ou d'autre et partiray, s'il plait à Dieu, demain de matin. M^r l'Advoyer m'a dit : Faites vous monstrar la lettre à M. le Secrétaire devant que partir, pour veoir si elle porte ce que vous nous dites. Je l'ay fait et trouve qu'elle porte la mesme substance comme je l'ay dit à leur secrétaire, lequel faisoit la mesme difficulté, estimant qu'elle fût obscure et qu'il falloit parler plus clairement. Je l'ay satisfait à mon advys. Tant plus on va avant, il semble qu'on recule, comme si le diable jettoit les détourbiers en chemin et est bien besoing de prier Dieu, affin qu'il parface son œuvre. Mons^r l'Advoier m'a dit qu'il n'est pas de besoing d'aller à Schaffusen, pource qu'ils ont bonne parole du Bourguemestre qui fut icy. Je verray sur le lieu, selon qu'il advient qu'un affaire tire l'autre. Le Sr de Schangy a fait ces jours partie criminelle contre Alard au lieu de Neufchastel, comme j'ay entendu ce matin. En ce logis de la Coronne est arrivé le

Sr de Lambert pour une appellation qu'il poursuyt en faveur de l'Abbé d'Aux, provenant de Morges. A tant, je prie le Seigneur, Magnifiques, puissans et très honorés Seigneurs, qu'il luy plaise vous protéger, bénir et faire prospérer. à la gloire de son nom et à la consolation de ses églises.

De Berne ce vendredy 29 de May 1584.

Je ne passeray pas à Soleurre ; si on m'escrivoit, le messagier pourra venir droit à Basle, si c'est bientost par le chemin de Berne et de Vangen où il me pourroit rencontrer. On n'a aucunes nouvelles par deça sinon que l'électeur de Cologne n'a plus rien qui tienne pour luy ; s'est retiré. Ceux de Bruges ont accordé avec l'Hespagnol. Gant tient encore.

Vostre très humble,

ROSET.

XV

Roset aux Syndics et Conseil de Genève.

(Arch. de Genève. *Portef. hist.*, n° 2092).

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Depuis le départ de mon fils, après le Conseil, j'ay lieu responcée à ce dont je l'avoys requys ce matin et qu'il m'avoit promys, c'est qu'il l'a proposé au Conseil et a esté accordé et le messagier desjà par les champs portant lettres à leurs Ambassadeurs, par lesquelles ils sont chargés d'assembler à Baden les seigneurs des troys cantons et les requérir derechef d'une résolution en ceste alliance. Et si les Seigneurs de Basle font encor des rétifs, en ce cas là de parler avec les Seigrs de Zurich à part pour mettre à effet leur bonne volonté, affin qu'on commence en un bout. Dont je l'ay gran-

dement remercié. Il m'a dit qu'à eulx ne tiendra que cecy ne s'achève, veu que c'est leur profit, aussi bien que le nostre. Atant, je suplie le Seigneur qu'il luy plaise de bénir de plus en plus vostre noble Estat.

De Berne ce 5 de Juing 1584.

Vostre très humble serviteur et ambassadeur,

ROSET.

XVI

Roset aux Syndics et Conseil de Genève.

(Arch. de Genève. *Portef. hist.*, n° 2092).

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Suyvant mes dernières, je départys samedi et arrivay à Basle dimanche au soir. Le lendemain fut employé à informer des Seigneurs en particulier; le mardy je fus ouy devant Messieurs les 13 qui sont le secret de la ville, en toutes les exhortations possibles avec les résolutions des raisons qui les pourroient retenir, comme j'en estoys adverty, concluant à ce qu'il leur pleut tellement favoriser cest affaire en secondant leurs alliés de Zurich, que ceste occasion ne se perde pas de nous faire ce bien pour la plus grande seurte de tout le pays; pour le moins (ne pouvans pas prendre finale résolution sans plus grande puissance) qu'il leur plaise me faire cognoitre si mes très honorés Seigneurs, s'adressans à leur Grand Conseil avec l'ayde et intercession de leurs combourgeois de Berne, pourront obtenir. Ils m'ont respondu d'avoir grande volonté de continuer à vous faire plaisir, comme j'en avoys faite mention et que ce qu'ils ont dilayé a esté tant pource que l'affaire n'a pas esté sollicité que plusieurs grands affaires qui leur sont survenues, avec ce

qu'ils heussent bien désiré que tous les cantons y fussent entrés ; car ils sont adstrains de ne se pouvoir allier et heussent aussi bien désiré que nous fussions d'accord avec Mons^r de Savoye. et eulx avec l'Evesque, outre tant d'autres facheries qui leur surviennent qu'il semble que l'enfer soit ouvert pour leur en mander, et pourtant me prient de prendre en bonne part si maintenant ils ne peuvent respondre sans leur Grand Conseil, ny donner espérance, ne pouvant scavoir si ce seroit refus, acceptation ou dilation. Bien rapporteront-ils tout ce que j'ay remonstré fidèlement à leur Grand Conseil et paravanture à ceste journée de Baden en pourront respondre. Là dessus j'ay laissé charge à plusieurs de solliciter et animer. comme ils m'ont promys. M^r l'Advoier de Mullinen avoit escript ès deux Bourgeoisies ; je leur ballay la lettre. J'ay raportée la responce. laquelle Mons^r l'Advoyer m'a lene, qui porte que, si eulx de Berne fussent venus, ils fussent estés les bien venus et se fussent efforcés de faire tout leur possible pour leur faire plaisir et à Messieurs de Genève, mais de présent ils sont chargés de tant d'affaires, joint que la journée est instante, que le temps ne pourroit estre plus incommode, tellement que je trouve plus en ceste lettre qu'en la responce qu'il m'ont donnée et arrivay ici hier à huit heures de soir, ayant fait vos recommandations à M. l'Ambassadeur, à Soleure, lequel est d'advys que si vous m'envoyez à ceste journée, que les cantons prendront cela à mesprys et l'Amb^r de Savoye en fera bien son profit. Estant icy arrivé et m'enquérant, je sceuz que ce matin devoit départir M. l'Advoyer de Watenwyl avec le banderet Sager pour la journée de Baden qui commence dimenche. Je l'ay attendu à son lever à quatre heures et m'a fait entendre qu'ils ont charge de ne rien dire si on ne leur dit rien. mais. si on les interroque, respondront que leurs

Seigneurs n'ont peu se résoudre de responce sur l'*Abscheid*, pource que, ayans entendu le raport de leurs Amb^{rs} et veu puy après l'*Abscheid* qui leur a esté envoyé, ils ont trouvé grande discordance. car ils entendoient que la garnison de la Cluse seroit ostée, comme il avoit esté dit et le départ porte qu'on y en pourra mettre un autre, que est bien contre l'intention qu'on leur avoit donnée et faut ou qu'il ait esté mal entendu ou mal escript; cela déclaré, ils adviseront de donner responce. M. de Mullinen, auquel j'ai parlé puy après, m'en a dit de mesme et priés d'advys les deux advoiers à vostre endroit, veu que la journée se trouve avancée et commence dimenche. Leurs advys se rencontrent avec celui de l'Amb^r, combien qu'ils disent n'en avoir résolu au Conseil, jaoit que ce fut un des points de ma proposition et prière parce qu'ils ne font responce definitive. Et n'ayant peu conférer plus longuement avec ledict S^r Advoier de Watevillen qui montoit à cheval, j'ay proposé à M. de Mullinen un autre expédient quant à l'alliance. S'ils pourroient pas obtenir (en cas que Mess^{rs} de Basle volussent suspendre) de Messieurs de Zurich que l'alliance se conclut par les deux premiers cantons avec vous Messeigneurs, affin que la capitulation se face tant mieux au contentement des troys villes de la religion et que puy après eulx les 2 Cantons proposent l'alliance qu'ils auront faite à Baden devant les Cantons, affin que ceux qui voudront y puissent entrer, dont il pourra advenir que Glarys, Basle, Schaffusen, Fribourg, Soleurre et Appenzell suyvront ou une partie d'eulx et par aventure tous les autres et cependant eulx des deux villes auront faite la capitulation à leur avantage et non pas à celui des papistes. Il a trouvé ce moien fort bon et m'a promys de le proposer et de faire escrire à leurs amb^{rs} à Baden pour en parler. Cela considéré et nonobstant le grand désir que

j'avoys de vous informer plus particulièrement, j'ay advisé, pour ne pouvoir faire telles diligences, d'envoyer à vos Mag^{es} la présente et mon fils qui pourra plus particulariser, s'il plaît à vos Seigneuries d'en scavoir plus oultre que ceste substance, pour attendre sur cela au plus tost le bon plaisir de vos Seigneuries. J'avoys bien pensé que cecy se pourroit faire par une lettre à Mess^{rs} des Lignes, en s'excusant quelqueement sur l'indisposition de ceux qui avoient esté députés et de prime face M. de Mullinen le trovoit bon, mais enfin il luy semble qu'il y faut estre et que je feray mieux d'attendre icy vos commandemens ; Surquoy,

Mag^{es} et mes très honorés Seigneurs, me recommandant très humblement à vos bonnes grâces et prières, je supplie le Créateur qu'il bénie vos affaires à sa gloire et à vostre commune consolation.

De Berne, ce vendredy cinq^e de Juing 1584,

Votre très humble serviteur et Amb^r

ROSET.

J'ay trouvé icy à la Chancellerie la lettre de Mess^{rs} de Zurich que j'ay ouverte ; ils remercient fort amialement vos Seigneuries.

XVII

Roset aux Syndics et Conseil de Genève.

(Arch. de Genève. *Portef. hist.*, n^o 2092).

Mag^{es} et très honorés Seigneurs,

Par l'enclose vous entendrez assez ce que je poursuyvy après le départ de mon fils et ce qui s'en est ensuyvy jusqu'à présent. Depuis il n'est survenu par deçà autre de nouveau, fors que celui qui fut emprisonné ycy à cause d'avoir voulu mettre le feu en la

poudre qui estoit à terre et estoit subsonné de quelque grande entreprise, ayant heu la torture à la bon escient, a esté trouvé un sot qui, trouvant de la poudre versée inadvertamment par des autres, y voloît mettre le feu, comme il avoit veu faire à quelques-uns, et a été relasché et par ce moyen plusieurs hors de subson. Alard, prisonier à Neuf-chastel, se voulut sauver samedy dernier et rompant sa corde faite à la manière de Coster et de pallie nouvelle, tomba de 80 pieds de haut et se rompit une jambe : autrement il fut eschappé ; cependant ses parens, Messieurs de Changy, ont absenté la ville sans caution, tant qu'on estime que Alard sera encores relasché. Quant à ce qu'il a pleu à vos Seigr^{ries} de me commander d'aller à Baden, je prieray le Seigr^r qu'il luy plaise n'y assister de sa faveur. Il ne semble pas à M. de Mullinen qu'il soit bon d'y faire mention des entreprises pour n'ataquer pas avec l'Amb^r de Savoye et trovent bon que l'autre poursuyte soit bien secrète, et la procédure que j'ay tenue à Soleure. Je n'ay peu decouvrir, en ces cinq jours que j'ay résidé icy, sinon une affection de tous que l'affaire puisse parvenir à effet pour leur plus grand repos. Le Seigneur, qui a entre ses mains la mort et la vie et cognoit ce qui est bon pour vostre estat, bénie nos desseins par sa grâce. La manière de procéder en ces cartiers qui vous est dès longtemps cogneue ne respond pas à nos désirs, mais pourtant je ne laisse pas d'espérer, autrement je défaudroy en ces chemins et chaleurs

Magnifiques et mes très honorés Seigneurs, me recommandant très humblement à vos bonnes grâces et prières, je supplie le tout puissant de vous protéger à sa gloire et la consolation de ses églises,

De Berne ce 10 de Juing 1584 environ mydy.

Vostre très humble Amb^r

ROSET.

XVIII

Roset aux Syndics et Conseil de Genève.

(Arch. de Genève. *Portef. hist.*, n° 2092).

Monsieur (1),

Ayant à départir demain de grand matin, je n'ay voulu obmettre de vous advertir que j'ay (grâces à Dieu) trouvés Mess^{rs} nos combourgeois de bonne volonté tochant les lettres, desquelles m'avez escrit, pourveu que les autres Seigneurs des 3 Cantons y veuillent consentir sur ce qu'ils leur en feront proposer à ceste journée par leurs Ambassadeurs, èsquels ils en escrivent affectueusement, et m'ont délivré les lettres. Ils désirent qu'on escrive en la meilleure forme, heu esgard à eulx et à la personne; quelqu'un m'a dit que vous feriez bien le projet. Et pour ce que je le scay bien, je vous prie d'y mettre la main et le m'envoyer à Baden au plustot par quelque messagier de pied ou laquais, en m'advertissant des autres nouvelles, s'il y en a. Leurs lettres seront envoyées à Genève pour les faire tenir. Quant au fait principal, Messieurs d'icy sont de bonne volonté, Dieu mercy, mais la façon du pays suyt les affaires comme l'ombre le corps, et faut avoir patience et espérer au tout puissant qui cognoit ce qui nous est propre. Je n'attens encores que bonne yssue, s'il plaît à Dieu, non pas sitost que mon désir seroit et peut estre sera-il plus tost qu'on n'estime. Il y heut grande esmeute et sédition à Augspurg le jour de l'Ascension, à cause du calendrier, dont Mess^{rs} de Basle ont escrit à Mess^{rs} de ceste ville. Les princes et estats

(1) *En marge* : Cecy s'adresse à M^r de Bèze qui fera entendre à vos mag^{es} que c'est.

de l'Empire s'assembleront pour y remédier. Pource que l'heure me presse, je suplieray mes Très honorés Seigneurs d'excuser ce qu'ayant ainsy commencé en intention d'escrire autres lettres à vos Seigneuries à part, je leur adresse néanmoins la présente pour les advertir que, grâces à Dieu, j'ay encor obtenues lettres de Messieurs, outre ce qu'ils avoient desja mandé à leurs Amb^{rs}, par lesquelles ils requièrent Mess^{rs} de Zurich de poursuyvre au plustot à la conclusion et s'ils n'y povoient entendre à ceste journée en establir une au plus bref pour prévenir les dangiers que je leur ay remontrés et rechargent leurs ambassadeurs à ce que, sans attendre déclaration d'autres, on passe avant s'il est possible et m'ont délivré le dépêche. L'Amb^r de Savoye est passé ce soir par ceste ville sans débrider à quinze chevaux. Surquoy, Mag^{es} et mes très honorés Seigneurs, me recommandant très humblement à vos bonnes grâces et prières, je prie le tout Puissant qu'il vous préserve et face prospérer à sa louange et à vostre consolation.

De Berne, ce 11 de Juing 1584.

Vostre très humble Amb^r

ROSET.

XIX

Roset aux Syndics et Conseil de Genève

(Arch. de Genève. *Portef. hist.*, n° 2092)

Mag^{es} et très honorés Seigneurs,

Depuis ma dernière dépesche par l'homme de Zurich j'ay conféré encores avec les Seig^{rs} des quatre villes et trouve qu'il sera bon de corriger les articles, obmettant au premier ce mot (à ses despens). pource qu'il y a sans cela que ceux

qui seront sommés de secours le doivent faire de corps et de biens selon leur pouvoir, et que le second article parlant du butin soit entièrement obmis, ce qui ne nous oste ni baille ; pource, disent-ils, qu'il ne faut pas faire sonner trop haut ce commencement, ains attirer la capitulation, là où on s'esclaircira de toutes ces raisons réciproques et où ils nous proposeront aussi les articles de leur part. Sur quoy je me suis résolu de suyvre cest advis et m'ont promis les Seigneurs de Zurich de faire rassembler les 4 villes pour recevoir lesdits articles et m'ouyr làdessus, s'il leur est possible ; c'est ce que je suys attendant et aussi ce qu'ils feront sur le point du collationnement qu'ils avoient remis à mardy, et ils n'en ont encores fait aucune mention, estans depuis empêchés en la dispute qu'ils ont touchant le nouveau calendrier, de laquelle le fait est tel que les 5 cantons ont commandé au ballif du pays de Turgouw qui est aux 8 cantons de faire observer ledit calendrier nouveau. Les subiects n'ont voulu obeyr, qui sont la plus part de la religion, et ont recouru aux Seigneurs de Zurich qui ont mandé au Ballif, lequel est de Zug, qu'il se gardast bien de passer outre à exécution, et aux 5 cantons qu'ils fissent cesser ledit baillif en ce cas là et en cas de refus, leur présentoyent le droict qui est le moyen d'arrester les entreprises par deça pour ce qu'ils portent ce respect à la présentation du droit. Maintenant les cinq cantons s'en plaignent contre ceux de Zurich, eux au contraire avec Berne et Glaris qui sont les trois des huit ont fait contre les cinq cantons par devant les autres cantons une querelle très grieve et poignante, les chargeans d'entreprise, d'autorité particulière es choses communes et de les vouloir gouverner à leur plaisir, voulant autoriser le pape à tort et à travers, sans respecter leurs alliés, l'ancienne foy qu'ils se doivent, le sang de leurs prédécesseurs qui ont

esté les premiers ès conquestes contre les plus puissans ennemis : que s'ils estimoient estre la plus grand voix audit pays commun, comme de cinq à trois pour le moins, ils le devoient proposer à la compagnie des 8 pour entendre les advis de leurs alliés, non pas violer et rompre l'ordre paisible de leur gouvernement. Hier les cinq cantons respondirent sur cette exostulation par excuses bien briefves qu'ils sont la plus grand voix, adoulcissans le surplus au possible et pour auiourdhuy à répliquer par les trois cantons ; c'est la matière qui recule la nostre ; nous n'avons aucunes autres nouvelles en ce lieu, de mesme que si nous estions en un monastère, fors que ceux d'Augsburg ont finalement receu ledit calendrier et sont d'accord. Surquoy,

Magnifiques, puissans et mes très honorés Seigneurs. après mes très humbles recommandations à vos bonnes grâces et prières en général et en particulier, je prie aussi le Tout Puissant qu'il luy playse bénir vos affaires à sa louange et à vostre contentement.

De Baden, ce 25 de Juin 1584.

Je viens d'entendre par quelque amy que M^r de Fleury recent hier lettres de M. de Hautefort, par lesquelles il l'avertit que le prince qu'il scait trame toujours contre Genève ; ledit Seig^r Amb^r ne m'en a point fait de semblant, combien que j'ay assez conféré avec luy ce matin.

Vostre très humble ambassadeur,

ROSET.

XX

Roset aux Syndics et Conseil de Genève

(Arch. de Genève. *Portef. hist.*, n° 2092)

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Depuis ma dernière, voyant qu'on ne faisoit plus semblant de l'affaire de la pronontiation, que j'entendois de quelques uns que l'Amb^r de Savoye n'en faisoit plus de semblant de sa part, comme si cela ne l'attouchoit plus rien, je parlay de-rechef à M. de Fleury et à Mess^{rs} de Zurich. Ledit Seigneur me promit qu'il solliciteroit afin qu'il y fust fait quelque seurté avec la collation par nous requise. Il appella le lendemain Mons^r l'Advoyer de Wattewil, de Berne. Surquoy, le lendemain vendredy dernier de matin, on m'appella devant les Seigneurs des douze cantons. là où le Seigneur de Zurich parlant ès Amb^{rs} des deux villes, Berne et Genève, dit que sur les excuses que nous avions faites presque d'une mesme manière au nom de nos Seigneurs et Supérieurs, il leur avoit semblé que nous ne devons pas arrester à si peu de chose, ains respondre au principal, et avoit esté dit qu'on scauroit de nous si n'avions pas charge plus ample de nos supérieurs. A quoy vous, Mons^r le Syndique de Genève, m'auriez dit que non ; néanmoins on vous a encore appellés icy en présence les uns et les autres, pour scavoir, puisque son Altesse a accepté de sa part, si vous ne voules pas accepter aussi, ou si vous aves quelque autre chose à dire. Les Seigneurs de Berne dirent qu'ils s'estoient déclarés dès le commencement, et n'avoient pas charge plus outre, et je dis que je leur avois semblablement baillée l'intention de Messeigneurs par escrit, à laquelle me rapportant, je les requerois d'avoir à cœur une ville de Genève, selon l'affection

qu'elle ha envers leur estat général et particulier, et qu'estant faite la collation de l'*Abscheid* à forme de la pronontiation, mes Seigneurs ne fandroient pas d'adviser d'y prendre résolution et de leur en donner telle response (comme j'espère) qu'elle les contenteroit. Là dessus le Seigneur de Zurich me dit : Aves-vous ceste pronontiation, il seroit bon de la veoir. Je l'exhibai disant, s'il plaist à Mons^r le secrétaire d'en faire lecture, je coteray les mots discordans en l'*Abscheid* que je tiens d'avec la pronontiation. Il luy fut commandé de lire ; quand ce vint sur le mot de *nach*, je remonstray qu'il n'estoit pas en la pronontiation et pour n'i estre pas et se trouver en l'*Abscheid*, que quelques uns y voudroient par adventure faire quelque interprétation, qui pourroit susciter différent, lequel pour prévenir il vaudroit mieux qu'estant osté, on laissast simplement le contenu de la dite pronontiation ; pareillement je remonstray sur la garnison, qu'on permettoit d'en mettre une autre par une alternative adjoustée contre le sens du désarmement, et sur cela les Seig^{rs} de Berne en répétaient leur doléance ; puis nous retirasmes ; estant rappelés environ demy-heure après, il nous fut dit que les Seigneurs qui estoient là assis ayans bien considéré nos doléances, qu'il ne leur sembloit pas qu'il y eut matière à laquelle l'on se deust arrester, ni qui soit contraire au sens de Mess^{rs} qui le prononcarent, car ils n'ont jamais entendu, quant à la garnison, sinon que le Duc osteroit les nouveautés et excès qui se font à la Cluse, mais de l'empescher d'y tenir quelque petite garnison, leur intention ne l'a pas porté ; voylà pourquoy ils nous prient de nous tenir à l'*Abscheid* et donner response sur l'acceptation à la prochaine journée qui sera le dimanche après la Sainte-Barthélemy. Cependant ils entendent et nous prient de toutes parts comme ils diront aussi à l'Amb. de son Altesse qu'on

n'entreprenne rien de nouveau, qu'il y ait bonne paix. Là dessus Mons^r l'Advoyer de Watenwil ayant dit qu'il ne scauroit que dire là dessus autre sinon qu'on leur mette cela en leur despart, ils le rapporteront à leurs Seigneurs, il a adjousté qu'il ne vouloit pas céder qu'à son advis ses Seigneurs ne s'en trouveroient pas contents, car s'il faut une garnison à la Cluse, leur alliance et traités sont conséquemment anéantis et ne savent pas comme cela se peut entendre. Surquoy chacun s'est levé. J'ay ven au sortir le Seigneur banderet Sager parlant au bourgmaistre de Schaffhuse en ma présence en semblables termes : On veut tenir contre nos très chers combourgeois de Genève une garnison en la Cluse, nonobstant nos traités; mes Seigneurs y pourront bien adviser et luy mander ses traités, desquels nous nous passerons bien : nous sommes sortis d'autres affaires et sortirons bien de cestuy ci aydant Dieu.

Quant à l'autre faict, ayant reparlé és seigneurs des quatre villes à chacun à part, ils m'ont dit qu'il valloit mieux que les articles fussent envoyés par Mess^{rs} de Berne, après que je les aurois vus avec eux, que si chacun d'eux les emportoit maintenant et que cela n'avancera de rien et que si je leur veux remonstrer quelque chose sur les articles de Messeigneurs et sur autres, qu'eux-mesmes des 4 villes pourront mettre en avant au jour de l'assemblée, cela se fera tout d'un train; ainsy j'ay cren leur conseil et ayant pris congé d'eux et laissé charge au *Landschryber* d'envoyer nostre *Abscheid* avec celui de Berne, je suis desparti le vendredy après disner et arrivé icy à Berne ce dimanche 28 de juin. Mons^r de Fleury estant desparti un peu auparavant que moy, les Seigneurs de Berne et tout le reste devoient despartir un peu auparavant que moy, les Seigneurs et tout le reste devoient despartir le samedi après qu'ils auroient reveu l'*Abscheid*

de ceste journée, de quoy n'ay voulu obmettre d'avertir vos Seigneuries par le jeune Zollikhoffer de S. Gall qui est venu avec nous depuys Baden. Quant à leur différent du calendrier, ils s'en sont remis à la dite des Cantons Glaris, Basle, Fribourg, Solleurre, Schaffhusen et Appenzell, pource que Glaris ne s'estoit pas formalisé avec Zurich et Berne comme on m'avoit fait entendre auparavant, mais voyant que les autres moyennoyent la paix en un différent si aigre, ils se sont offerts d'y ayder de leur part, ce qui a esté accepté et remis à la prochaine journée et cependant on sursoye toute exécution au Turgou. Surquoy,

Mag^{es} et mes très honorés Seigneurs, me recommandant très humblement à vos bonnes grâces et prières en général et en particulier, je prieray le Tout Puissant pour la prospérité de vos affaires, le tout à sa louange et à vostre contentement.

De Berne, ce 28 de Juin 1584.

Vostre très humble Ambassadeur,

ROSET.

XXI

Roset aux Syndics et Conseil de Genève.

(Arch. de Genève, *Portef. hist.* n° 2092)

Mag^{es} et très honorés Seigneurs,

Auiourdhuys Messieurs vos Comb. ayans entendu ce que je dis hier à Mons^r l'Advoyer de Melnen et le rapport de Mess^{rs} leurs Amb^{es}, après m'avoir fait compagnie, ascavoir les Seigneurs de Melnen, Diespach, d'Erlach et Wiss, m'ont respondu qu'ils avoient advisé de s'assembler demain de bon matin avec les autres Seigneurs commis pour cest

affaire et recevoir les articles cy devant dressés pour les accommoder au possible et rendre plus agréables et làdessus m'appeler, s'ils trouvent estre besoing, afin d'entendre mes raisons comme j'ay requis et sur le tout exploicter, tellement qu'entre cy et la prochaine journée de Baden, la résolution en puisse estre prise à votre contentement, dont il leur a semblé de m'advertir, afin que je me tinsse prest pour demain matin, adjoustans après cela qu'il y a un point duquel ils me veulent bien adviser, afin que j'y pense, c'est qu'ils apperçoivent que leurs alliés des trois villes ne feront rien du tout en ce cas, si les deux villes ne leur consentent de se déporter entièrement de la combourgeoisie, afin que nul n'y ayt plus d'avantage que l'autre, entendans bien néanmoins eux de Berne qu'il sera puis après nécessaire de dresser quelque mode de vivre entre les deux villes, Berne et Genève, à cause de la voysinance et les poincts qui appartiennent au commerce entre eux et nous, estimans qu'en tout cela vos Seigneuries n'auront point de préjudice : je leur ay répétée vostre lettre responsive à ce point et les ay priés, en les remerciant de la bonne volonté qu'ils vous témoignent de vouloir poursuyvre jusques à la finale résolution de ce point qui vous estant à grand contentement aura aussi sa conséquence pour leur plus grand repos et seurte de tout le quartier. J'attends donc le matin et prie le Seigneur qu'il luy playse d'y mettre sa bénédiction, délibéré de ne rien consentir sans la réserve que je doibs à vos Seigneurs comme je le leur ay desia expressément déclaré ; je n'ay point receu de vos commandemens, ny des nouvelles de pardelà depuis le retour de mon fils et néanmoins au temps qui court, chacun s'enquiert attendant quelque certitude de moy, touchant les divers bruits du Roy de Navarre, demeurant aussi la résolution de Mess^{rs} des 4 villes en

suspende et sans effect jusques à nouvel advis, que j'ay promis de donner à Mons^r le secrétaire de Zurich, comme je l'ay cy-devant escrit à vos Seigneuries; de ma part je ne pourrois avoir cest affaire plus à cœur, cognoissant la saison pour en avoir en peu de temps l'ouy ou le non, si vos Seigneuries l'ont ainsi à gré.

L'Amb^r de son Altesse s'est vanté à Baden envers le bourgmaistre de Schaffhusen qu'il scavoit bien ce que les 4 villes font avec Genève, dont il s'esbahit bien que c'est qu'ils prétendent gagner avec ceux de Genève qui ne peuvent rien au prix de son Altesse et qu'ils se feront grand tort de traiter avec eux, ny les recevoir en protection pendant l'indécision de ce différent. Le dit bourgmaistre ayant expressément sondé de qui il pouvoit avoir entendu cela, il luy a respondu qu'il ne le scavoit d'aucun des 4 cantons, mais que quelqu'un de Genève le lui avoit dit. Ledit Bourgmaistre luy a fort imprimé qu'il n'en estoit rien. Ce qui sert pour argument à toutes les 4 villes de se haster, suyvant les réquisitions que je leur avois faites auparavant, sy voyants les empesches qui s'y pourroient entreiecter de la part des adversaires. Surquoy.

Mag^{rs}, puissans et très honorés Seigneurs, me recomman-
dant très humblement à vos bonnes graces et prières en
général et en particulier, je prieray le Tout Puissant qu'il
luy plaise bénir vo^s affaires à sa louange et à vostre bon
contentement.

De Berne ce dernier de Juin 1584.

Vostre très humble Ambassadeur,

ROSET.

XXII

Roset aux Syndics et Conseil de Genève.

(Arch. de Genève, *Portef. hist.*, n° 2092).

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Depuis mes dernières du mardy dernier du précédent mois par le jeune gentilhomme de Halwil, je fus appelé le lendemain matin par les Seigneurs commis, lesquels me dirent avoir veus les articles cy devant baillés, la combourgeoisie et l'alliance de Rottvil, me ramentevans que vous aviez tousiours requis d'estre receus alliés en ceste forme de Rottvil, Mullhusen ou St.Gal, ce qui leur semblait encores devoir estre fait sans changement hors mis qu'il leur semble qu'il faut oster du tout l'article qui dit qu'en cas de guerre intestine, on doitve moyenner ou suyvre la plus part, afin que nous demeurions en liberté. Item en l'article du secours, afin de le faire plus doux vers ceux qui se pourroient effaroucher, oyans parler d'aller à leurs despens, tant loing. Ils ont advisé de mettre que le secours se fera de corps et de biens, en la mesme façon qu'ils le font à leurs autres confédérés, qui est tout autant. Mais cependant il leur semble qu'il y faut mettre (ce qui aussi est en la combourgeoisie) de juger de la cause de la guerre, car leurs alliés ne voudroient pas être subjects à estre demandés par nous à tous propos, et à la vérité (disent-ils), ce seroit une grande subjection et ne seavent pas si eux-mêmes de Berne se voudroient autrement accorder à cest article du secours, car puisque nous ne payerons point de gages, ne sera-il pas de raison qu'ils cognoissent premièrement de la cause. Quant aux autres articles que nous vou-

drions estre ostés, craignans que les cantons catholiques n'entrent et ne fissent à leur avantage et à nostre préjudice, ils ne voyent pas encore cela trop prest et puis ce sera à nous d'entrer avec eux ou non; et en ce cas-là nous pourrons bien esclaircir alors, mais si maintenant on veut tant retrancher, ils craignent qu'on face reculer leurs alliés des trois villes; et pourtant ont commandé au secrétaire de dresser les articles par escrit pour les rapporter au Conseil et puis les me communiquer pour les vous faire entendre, si bon me semble. Surquoy je les remerciay et ayant approuvé leur advis quant aux despens du secours, je leur fis au surplus plusieurs remonstrances, lesquelles mon fils vous pourra faire entendre s'il vous plaist; sur lesquelles ils assemblèrent le Conseil après disner et remirent au Jeudy, auquel jour je recommanday derechef mes raisons et remonstrances ès deux Seigneurs Avoyers, usant de l'occasion de vos lettres et nouvelles que j'avois receues le mercredy au soir en soupant, de la certitude de la non défection du Roy de Navarre, dont ils furent bien ayses. Après le Conseil ils m'envoyèrent les articles au net, tels que vos Seigneuries les verront, sur lesquelles ayant cotté cinq passages que le porteur déclarera à vos Seigneuries. Je fis toute diligence de les faire amender, sauf à rapporter à vos Seigneuries pour entendre vostre bon vouloir sur le principal de la substance d'iceux articles tenant tousiours pour difficiles vers vos Seig^{rie}s les astrictions, desquelles je leur avois fait les remonstrances. Mess^{rs} les Advoyers trouvoient raisonnable la réparation des dits cinq passages, comme ne consistans pour la plus part qu'en l'adoucissement de termes. Or j'y ay insisté, pource qu'à l'enfourner on fait les pains cornus et que si une fois ces mots estoient communiqués aux autres, il me sembleroit difficile de les changer aucu-

nement, veu qu'ils se trouvent es alliances de leurs autres confédérés des trois villes, mais le mal a esté qu'il n'y ont voulu toucher sans le Conseil. Le lendemain vendredy, le Conseil se trouva en si petit nombre pour l'absence de Mons^r l'Advoyer de Melunen et Mess^{rs} de Diespach et d'Erlach, 3 des commis, qu'ils n'y ont voulu adviser et tout remis à aujourd'huy, estimans que tout le Conseil s'y trouveroit. Ce qu'attendant, nous avons eu loysir de translater les dits articles comme vos Seigneuries verront. Làdessus j'ay considéré que de retourner à vos Seigneuries et puis par deça, ce seroit, outre mes dangers, allonger le temps et faire plus de bruit en esloignant ces Seigneurs, èsquels il survient toujours quelques nouvelles cogitations, comme vous voyez au changement de leur premier advis, ayans icy auprès à Frybourg et à Solleurre les Amb^{rs} que scaves, avec ce que, présupposant desjà agréer en cela à vos Seigneuries, je fay compte, pendant l'attente de vos lettres, de les induyre, s'il est possible, à vouloir envoyer au plustost les premiers et les seconds articles : Les premiers pour vostre advis et les seconds pour le leur, modérant aux vostres ce mot des despens, comme il est au leur, afin que la journée soit avancée au plustost et leur diray qui si vos Seigneuries font quelque difficulté sur quelqu'un des dits articles et me la mandent, je la pourray remonstrer à la journée ès quatre ensemble qui y pourront adviser. Quant au point de la combourgeoisie, je leur ay esclairey suyvant vos lettres qui s'en rapportaient à leur advis, c'est ascavoir que, au cas que ceste alliance soit conclue et assurée, pour satisfaire aux alliés, les deux villes se déporteront de leur combourgeoisie, ascavoir de l'article du second, comme il est en icelle, s'en tenans à l'alliance et annéantissant les vieilles lettres, en dresseront des autres, pour ce qui concerne le mode de

vivre, commerce et autres points qui y sont. Sur le tout, je prie vos Seig^{ries} de me donner commandement et instruction suffisante et tenir main que l'affaire soit tenu secret sous la couverture du Conseil qu'on prend sur l'acceptation du despart, comme vos prudences scavent trop mieux. Si Dieu vouloit que Mess^{rs} vos combourgeois se résolussent d'envoyer dès à ceste heure les articles à Zurich par leurs Amb^{rs}, suyvnt les propos que nous en avons desjà tenu ensemble, Mons^r l'Avoyer de Melnen et moy, afin de demeurer d'arrest sur iceux articles entre Zurich, Berne et Genève, premier qu'appeler Basle et Schaffhuse; si mon fils faisoit grand séjour par delà, il ne me trouveroit pas peut-estre icy, pource qu'il faudroit suivre les dits Amb^{rs}. J'ay rencontré par deçà l'Allemand qui vous bailla le modèle de l'artillerie pour les flancs, lequel m'a dit en avoir faites deux pièces bien belles qu'il voudroit faire amener à Genève, s'il vous plait. Je luy ay demandé pour scavoir le prix. Il m'en a fait déclaration comme vous verres par le billet icy enclos. Je luy ay dit que je luy scaurois à dire s'il vous plaira qu'il les fasse venir, dont j'attendray vostre bon vouloir.

Et ainsi.

Mag^{es} et très honorés Seigneurs, me recommandant très humblement à vos bonnes grâces et prières, je supplie le Tout Puissant qu'il luy plaise bénir vos affaires à la louange de son nom et à vostre resjouissance.

De Berne ce 4 de Juillet 1584.

Vostre très humble Ambassadeur,

ROSET.

XXIII

Roset aux Syndics et Conseil de Genève.

(Archives de Genève, *Portef. hist.* n° 2092.)

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Je receus mercredy 8^{me} du présent, devant souper, les lettres de vos Seigneuries par le retour de mon fils, et ne peus avoir audience le lendemain quelle diligence que j'en fisse, parceque les principaux Seigneurs estoient allés au village. Le mercredy après disner, ayans attendu le mardy et le mercredy ès Conseils pour m'ouyr si le despeche eust esté fait asses à temps. Le vendredy suyvant ils m'ont donné audience et pour l'absence des Seigneurs de Diespach et d'Erlach, qui n'estoyent pas encor revenus, n'ont voulu toucher à aucune correction et m'ont remis au lundy, ayans résolu de tenir le mesme jour les Deux-Cents pour scavoir s'ils auroient aussi les dits articles agréables. Ce qui a esté fait et n'ont voulu amender que sur le premier, où ils ont adiousté ce mot *et Conseil* et au septième où ils ont adjousté *ceux qui sont nos alliés en général ou en particulier*. Il y a eu grand consentement au Deux-Cents, ne s'y estant trouvé un seul qui n'ayt levé la main sur des bonnes remonstrances que les deux Avoyers firent l'un après l'autre et ordonnarent ambassade de la part du Petit et Grand Conseil pour aller avec moy à Zurich et autre part comme requis sera. Le mardy qui fut hier, ils ont élus les dits Amb^{res}, ascavoir les Seigneurs Bernard d'Erlach et le banderel Sager du Conseil, Bastian de la Pierre et Loys de Bostetten, des Deux-Cents, et aujourd'huy matin sont après pour leur dresser leurs instructions, le tout non sans grandes

sollicitations très nécessaires en ceste saison que chacun a affaire chez soy et estimons départir demain, eux m'ayans desja tenu propos qu'il sera peut-estre bon que je me mette devant, dont ils advisent encor aujourd'hui. Au reste j'ay fait tenir les lettres de vos Seigneuries à Mons^r de Fleury par Mons^r Balthasar qui a esté en ceste ville, auquel j'ay parlé, qui m'a dit que le dit Seig^r de Fleury, en son despeche qu'il luy a fait pour la Court, n'a pas oublié Genève et que, s'il m'eust sceu trouver icy, il m'eust escrit et tiendra main en tout ce en quoi il vous pourra faire service et quant à la prononciation, il estime qu'il ne se faudra pas haster, pource qu'entre-cy et là, il pourra venir quelques nouvelles de la Court ès quelles on pourra avoir esgard et autres choses que le Seigneur Michel Varro, vostre conseiller, qui a esté icy, et auquel j'ay le tout communiqué, le pourra plus particulièrement rapporter à vos Seigneuries. Sur quoy,

Mag^{es} et mes très honorés Seigneurs, après mes très humbles recommandations à vos bonnes grâces et prières en général et en particulier, je prie aussi le Tout-Puissant qu'il luy plaise bénir vos affaires à sa louange et à vostre contentement.

De Berne, ce 15 de Juillet 1584.

Ainsi, comme je voulois clorre la présente et avant que le Conseil ayt esté levé, le Seig^r banderet Sager sortant m'a dit que leur dépeche est fait, mais qu'il n'est possible à Mons^r d'Erlach de départir devant lundy matin et qu'ils ont advisé de me bailler lettres à Mess^{rs} de Zurich, lesquels ils prient de les attendre pour mercredi prochain au giste et advertir leurs conseillers absents, afin qu'ils se trouvent pour les ouyr le lendemain le jeudy et sur la sollicitation et poursmitte que j'ay faite qu'ils ont encores cancellé ce mot

de *becirck*, dont je loue Dieu et pource qu'ils font encor ce grand délay, j'ay prié le Seigneur Varro. présent porteur, qui s'en retournoit, de se haster, afin de vous supplier encores une fois de vouloir envoyer Amb^{de} plus suffisante et apparente en ce fait tant important en esgard à ce qu'eux en font pour l'amour de vous. J'estime que la despense de deux Seigneurs qui diligenteront à se rendre à Zurich pour mercredi prochain ne sera mal employée, soit pour la réputation, soit pour les affaires qui y peuvent survenir; de ma part j'ay fait jusques à présent ce qui m'a esté possible par la grâce de Dieu et feray encor tout ce qu'il luy plaira et à vos Seig^{rs} me commander et voudrois espargner le bien publiq, mais il y a temps et temps et à distinguer entre les affaires. Je vous supplie, mes très honorés Seigneurs, de m'excuser en ceste insistance où il me semble avoir raison.

Vostre très humble Amb^r

ROSET.

XXIV

Daniel Roset à Michel Roset

(Archives de Genève. *Portef. hist.* n° 2092.)

Mon très honoré Seigneur et Père,

Je suis arrivé icy en bon port, grâces à Dieu, mardy 4 après disner, plus tard que ie n'attendois, tant pour n'avoir tous-jours trouvé les chevaux prêts que pour avoir esté retardé à Solleurre, contre mon espérance, par le maistre de la poste, qui ne me voulut monter que je n'eusse premièrement parlé à Mons^r l'Ambassadeur, lequel il me fallut attendre deux ou trois heures, pource qu'il s'estoit allé pour-mener; luy de retour, je luy fis la révérence, luy faisant les

recommandations de mes très honorés Seigneurs et de vous ; il me demanda si vous esties de retour et où j'allois ; je respondis à Zurich porter lettres de Messeigneurs, et ainsi je prins congé de luy, luy me sollicitant de souper avec luy.

Le lendemain, entre Arou et Baden, je rencontray des Suysses portans haliebardes et arquebouses. Le postillon me dit qu'il en passoit plusieurs et qu'on ne scait d'où et où ils vont.

A Baden je saluay Mons^r Lochmann qui estoit aux bains et fus avec luy environ une heure et me dit que je serois le bien venu avec nostre response, outre plusieurs particularités que je réserve à rapporter.

Arrivé à Zurich, je présentay les lettres de Messeigneurs à Mons^r le Bourgmastre Cambly qui en fut joyeux et les vostres à Mons^r le Secrétaire.

Nostre retardement en faisoit gronder quelques uns et ouvroit desjà quelque porte aux mauvais garçons, ainsi que m'en advertit Ich. Jaques Leman.

Mercredy matin, tandis qu'on lisoit les lettres de Messeigneurs en Conseil, je fus visiter les principaux ministres pour leur recomander l'affaire ; Mons^r Gualter, qui est toujours malade, me dit que Mons^r le secrétaire le luy avoit desjà recommandé.

Les Seigneurs qui me firent compagnie à disner m'ont adverti que la response de Messeigneurs avoit esté agréable, toutesfois que l'on ne pourra tenir les Abbayes avant lundy prochain. Ils ont desjà ordonné les députés qui iront aux communes.

Mons^r le secrétaire a desjà dressée la proposité qu'on leur fera, qui est de bonne encre, dont il m'en donnera copie, quand elle aura esté reveue et par les Deux-Cents qu'ils tiendront samedy et par leurs Abbayes qui se tien-

dront lundy. Il a corrigé l'article que désirés, ostant le mot de *beherschung* et adjoustant après *herschafften richten oder gütern*.

Mons^r le Bourgmestre Thomman m'a assuré qu'il tient le tout comme fait et que ceste longueur n'y pourra nuire, car quand bien on en parleroit en la journée, qu'ils seavent leur response et qu'il estime que la plus part des communes l'auront passé devant la journée; il est l'un des députés. Ils essayeront demain de trouver tout moyen d'abrévier le tout au possible.

Il estime que, cecy estant proposé par eux à Baden, que ceux de Basle et Schaffhusen et autres Cantons seront plus assurés d'y entrer et qu'alors on pourra amender l'article des despens.

On a nouvelles que ceux d'Anvers ont rasé le fort basti par l'Espagne contre leur ville et qu'ils ont deffait deux mille hommes de l'ennemy.

Le vieux Pliffer est mort; l'Avoyer Pliffer qui avoit esté mallade est retombé et n'espère-on pas sa vie; c'est luy seul lequel changea les desparts, ainsi que j'en ay esté adverty en ceste ville par un honneste homme qui escrivoit alors en la Chancelerie.

On tient un prisonnier icy de Schwitz pour avoir mal parlé, dit on, des 3 villes, Zurich, Berne et Genève, et en a on escrit à Schwitz.

Les petits Cantons tiennent journée à Lucerne, où sont les Amb^{es} d'Espagne et Savoye. Comme ils se préparent aussi, on se munit par deçà à leur respondre à tout ce qu'ils penseront dire.

Il n'y a rien de nouveau du pays des Grisons.

An reste je me porte bien, grâces à Dieu, mais ces 14 ou 15 jours me dureront beaucoup. J'ay escrit la présente à la

haste, ne trouvant autre commodité plus courte, et ayant esté trompé en l'ordinaire pour l'absence de Mons^r Lochmann et pour le donner à entendre du Seig^r Keller, qui me disoit qu'il passeroit la sepmaine prochaine. J'espère néanmoins qu'après lundy j'auray matière de vous escrire bonnes nouvelles, car les principaux me disent que, comme vous les faisiez forts que Messeig^{rs} l'accepteroient, qu'aussi eux s'asseurent qu'il n'aura nul empeschement.

Ce qu'attendant avec la bénédiction de notre Dieu, après m'estre très humblement recommandé à vos bonnes grâces et celles de Madame ma mère, de toute la maison et celles de tous mes bons Seigneurs et amis, mon très honoré Seigneur et père, je prieray le Tout-Puissant qu'il luy plaise conduire le tout à sa gloire et au bon contentement de mes très honorés Seigneurs, et vous maintenir en bonne santé. longue et heureuse vie.

De Zurich ce 7 d'Aoust 1584.

Vostre très humble et très obéissant fils

DANIEL ROSET.

(*En marge au crayon :*) J'ay rencontré ces jeunes hommes en chemin ; je les vous recommande tous ; le neveu de Mons^r Keller logera chez Barrilliet ; Simler chez le S^r Jehan Baudichon ; je vous prie d'aider aux autres comme vous portera. Je vous recommande ma famille.

A la page suivante : Ils vous prient d'avoir leurs enfans qu'il envoient par delà pour recommandés. Il y en a quatre, Josias Simler, Keller et deux autres.

XXV

Daniel¹ Roset à Michel Roset.

(Archives de Genève, *Portef. hist.* n° 2092)

Mon très honoré Seigneur et Père,

Nos affaires ont eu bon succès, grâces à Dieu, devant les 13 Tribunes, avec si grand consentement qu'il n'y a eue aucune contredicte. Les Seigneurs commis, qui sont des plus signalés, départent aujourd'hui pour la plus part, espérans d'estre de retour les uns demain, les autres Lundy et Mardy, après le retour desquels Mons^r le Bonrgmaistre Thoman ira aussi à Kibourg. Stein, Helg et autres quartiers de ce costé, avec Mons^r le Secrétaire Escher jedy prochain, dont il pourra estre de retour 7 ou 8 jours après. Toutefois il a desja asseuré qu'il espère de n'y trouver aucune contredicte, tellement que ceux du Lac qui sont les plus dangereux ayans consenti, nous le pourrons tenir pour fait. Ils espèrent d'aller aux deux villes, Basle et Schaffhousen, après la journée, et delà se préparer pour la jurer. Les voysins grondent, menacent, dont ceux-ci se doubtent de quelque entreprise, mais ni plus ni moins pour tout cela. Les amis sont d'advis de faire semblant aux cinq cantons qu'on veut chercher leur alliance, si on sent qu'il y ait accès. Le commun parler d'icy est des louanges de nostre ville. Il y en a quelques-uns qui ont osé gaster l'affaire par le mescontentement qu'ils ont du traictement qu'on leur a fait en nostre ville, toutefois le nombre des contents surpasse si que nul n'a osé contredire; plusieurs sont après moy, me recomandans leurs enfans, et me caressent fort et entre autres Mons^r Haller et Mons^r le Secrét. m'ont festoiés en leurs mai-

sous m'accompagnant de leur amis et principaux. Je leur ay rapporté la recommandation que vous fistes en nostre Général qui leur agréee fort et disent communément que vous seul, par la grâce de Dieu, avez fait ceci et espèrent que le tout servira à une nouvelle réunion de tout le pays des Lignes ou pour le moins aydera à percer l'apostume des malades. On me conseille d'attendre la résolution qui me fait le temps bien long, néanmoins agréable, attendant la conclusion d'un des principaux biens de nostre patrie. J'invitay mardy dernier quelques ministres avec Messieurs le Secr. Escher et Schmid pour les prier derechef d'envoyer lettres de recommandations à leurs frères du pays, ce qu'ils font. Il y eut hier huit jours qu'après vous avoir escrit que Mons^r le Secrétaire me dit qu'ils avoient receue la résolution de nos combourgeois sur le dernier despart et qu'il attendoit aussi la nostre ; depuis elle n'estant pas venue, luy, Mons^r Thoman et autres me dirent que Mess^{rs} estoient marris de n'avoir vostre résolution. Là dessus je leur ay respondu que Messeigneurs, attendans la résolution de leurs combourgeois, à laquelle ils désiroient de conformer la leur autant que possible, qu'ils ne pouvoient l'avoir receue avant dimanche ou lundy dernier, dont puis après il leur auroit fallu délibérer devant leurs Deux-Cents, laquelle résolution ne pouvant estre icy devant la journée, que j'espérois que Messeigneurs envoyeroient ou leurs députés ou leurs lettres sur la dite journée: cette responce les contenta, la trouvant raisonnable et au reste auparavant à veoir Mons^r le Secrétaire, il sembloit en estre fasché, dont néanmoins il fut satisfait. Ils se résouissent pour quand on jurera l'alliance et je sens bien, pource qu'on ne députera pas plusieurs Seigneurs, qu'aucuns désirent d'y aller, estimans que si on invite ils y pourroient aller quelque trentaine ou quarant-

taine de chevaux. Des nouvelles on a d'Italie que les Espagnols ont pris le fort de Lib près d'Anvers, qui estoit le fort qui tenoit le passage libre à ceux d'Anvers pour avoir vivres. et que le Duc de Parme se prépare pour les assiéger. Trois millions d'or sont arrivés à Milan. Un messagier de Basle rapporte que les princes protestants ont arrêté en la journée de Strasbourg de résister à l'Espagnol et commencer par Coulougne. Il dit aussi et assure qu'il y a levée pour le Roy de Navarre qui prétend de faire la guerre à l'Espagnol de son costé. Les foudres ont esté grandes en plusieurs endroits et dit-on qu'en un lieu de Turgou Will, appartenant à l'abbé de S. Gal, la foudre y a donné plus de 50 coups sans faire grand dommage. Icy près la foudre par trois fois a donné sur une chappelle qui est sur la montagne Albis, appartenant au canton de Schwitz, jusques à ce qu'elle l'a entièrement abattue. Je me doute que ces allumettes de feu si fréquentes ne présagient le dernier grand feu qui nettoiera le chemin aux saints pour aller à la vie éternelle et qui sera embrasé de l'ire de Dieu sur les pervers. Quand la trompette sonne, il se faut tenir prest. Je n'ay peu escrire plus tost faute de porteur, n'osant aussi faire despense pour vous en faire tenir auparavant, ni ayant chose qui presse, dont m'excuseres, s'il vous plaist. Surquoy,

Mon Seigneur et Père, après m'estre recommandé très humblement aux bonnes grâces de Messeigneurs et aux vostres, à Madame ma Mère, à ma femme, frères et sœurs et beauxfrères et tous autres mes Seigneurs, parens et amis, je prieray le Tout Puissant qu'il bénisse notre république et vous doint à tous bonne santé, longue et heureuse vie.

De Zurich, ce sammedy 15 d'Aoust 1584.

Vostre très humble serviteur et très obeyssant fils,

DANIEL ROSET.

Je vous envoie la proposition faite devant les Tribunes et qui se fera devant le pays, avec sa translation, ayant omis les articles que vous avez déjà. Vous la trouverez être de bon encre.

Ces nouvelles d'Italie sont vieilles du 29 de Juin, style nouveau, et auparavant on en a eues des plus fraîches, qui disent qu'il a été repris par ceux d'Anvers avec une grande défaite d'Espagnols.

XXVI

*Roset, Chevalier et Chapzaurouge aux Syndics
et Conseil de Genève.*

(Archives de Genève. *Portef. hist.* n° 2095)

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Estans icy arrivés le vendredy au soir et ayans entendu que la rétention de la lettre n'estoit pour autre que pour la combourgeoisie, nous fîmes scavoir à M. l'Advoyer que nous avions lesdites lettres pour les délivrer et recevoir les vostres, selon leur désir, affin qu'ils se puissent acquitter de leur promesse envers leurs alliés; il nous raporta que le Conseil estoit d'advys que nous les présentissions (après le serment fait) devant Mess^{rs} des 200 en présence de nos alliés de Zurich, affin qu'ils vissent la satisfaction à leur promesse et que là nous seroit délivrée la nostre et au reste qu'ils entendoient dresser à lundy un mode de vivre tiré de la combourgeoisie. Les S^{rs} de Zurich se offroient de moyenner. Nous disions que vos Seigr^{ies} ayans entendu ce qui avoit été dressé, nous espérions qu'il n'y auroit pas différent. Aujourdhuy 25 d'octobre le serment a été fait solennellement et après iceluy, nous avons remercié de vostre part

Mess^{rs} du Petit et Grand Conseil et leur avions déclaré l'aport des lettres, quoy que vous heussiez volontiers gardé avec les autres ce tesmoignage de l'amitié de leurs prédécesseurs, qu'ils ont continué dès 66 ans jusqu'aujourd'hui, les prians de vous honorer de ceste réputation de combourgeois, comme vous, leur rendans la lettre, leur gardiez néanmoins l'affection et le cœur, suyvnt le gage que Dieu en ha donné d'une chascune part en l'œuvre icy accomplie, le suplians de la vouloir bénir à la gloire de son nom et à la consolation des troys estats et de leurs amys et qu'en c'est endroit vous, nos Seigneurs, regardiez à la promesse qu'ils avoient faite à Messieurs nos alliés de Zurich et les autres S^{rs} Cantons qui y pourroient entrer à ce que l'adstriction d'une ville de Genève ne soit pas plus grande envers Berne qu'envers les autres Cantons alliés, envers lesquels vous garderez toujours toute volonté fidèle au peuple, pour vous en acquitter avec la grâce de Dieu.

Làdessus M. l'Advoyer de Mullinen a dit que ce qu'ils en faisoient estoit pour accomplir leur promesse, entendans néanmoins que leurs alliés ne prendroient à la male part que un mode de vivre soit dressé des points contenus en la dicte combourgeoisie, sans lesquels on ne pourroit bonnement vivre en paix les uns avec les autres à cause de la voisinance et que à nostre retour de Zurich on vaquera après ce traité là. Le S^r Bourgmestre de Zurich a dit : Nous en sommes bien contens, pourveu que nous en ayons les doubles et pouvons bien souffrir que ce soit combourgeoisie. L'Advoyer a commandé au secrétaire de nous rendre nos lettres de Combourgeoisie, desquelles ayans esté levés les seaux, présens Mess^{rs} des Deux-Cens, nous avons retiré la nostre et la lettre de l'alliance et nous sommes félicités et avons diné à l'Abaye des Gentilshommes lundy semblablement.

et sommes départys l'après diner avec nos alliés de Zurich pource que Mess^{rs} de Berne ont esleus les S^{rs} Banderets de Grafenried et Archer, au lieu des autres S^{rs} d'Erlach et Sager qui se trouvoient indispos, lesquels nous viendront après. Or ne pouvons nous apercevoir qu'ils demandent autre chose que les points contenus en la Combourgeoisie et non en l'alliance, suyvant ce qu'ils les ont réservés expressément par l'outroy qu'ils nous firent l'an 1571, comme fut remontré devant Mess^{rs} des Deux Cens. Si la dessus on leur voloît faire des difficultés, outre ce qu'on ne pourroit rien rabatre, ils entreroient tantôt en opinion que nous voulussions estre subtils avec eulx et ne gagnerions que quelque nouvelle disgrâce avec eulx, comme il est fort aysé d'y tumber, mais malaisé d'en sortir, comme nous l'avons fort expérimenté du passé et comme récemment le bruit estoit desja entre les S^{rs} et bourgeois à cause de la condamnation de Malliard. D'autre part nous ne voyons pas quel préjudice en cela, trovans que le lieu des marches avec Berne vous seroit plus commode et profitable à Modon qu'à Aron ou Baden, le superarbitre plus assuré à Basle ou à Zurich, si le pouvons obtenir, qu'à Bienne, Mullusen ny S. Gallen, estans les premiers plus grands seigneurs et conséquemment plus libres au besoing pour ne craindre pas la malegrace des puissans. L'article des tallies scet rière Berne et si fait argument rière Savoye estant aboly d'un costé, vous voyez quel seroit le préjudice de l'autre, les souffertes pour les fiefs nobles; soit escrit ou non escrit, cela est en leur pouvoir et discrétion et de droit coutumier entre leurs alliés; les emprisonnemens vous sont d'autant plus avantageux qu'ils sont tenus réciproquement, vous renvoyer ceux qui rompent les arrest et n'y ayant point d'article aussi bien vous reprocheroient ils si on vouloit à tout propos emprisonner sans obligation

leurs subiets et user de rigueur non pratiquée par leurs autres alliés. Quant aux péages qui leur sont avantageux, cela leur est accordé par la combourgeoisie; ils l'ont expressément réservé et en leur Deux Cens, présents les S^{rs} de Zurich, spécifièrent nommément ce point là des péages. Si on pouvoit amender le péage de Bussigny par gracieuse requeste et remontrance, il seroit bon, mais je crains qu'il soit difficile: ceste dernière disgrâce n'y profite point. Nous leur avons dit que nous raporterons à nos S^{rs}, mais quand ce viendra au retour et ils nous voient douter. Il est tantot advenu en peu de chose cas auquel il faut grand peyne pour y remédier, puy après et plusieurs allées et venues, dont n'avons voulu obmettre d'avertir vos Seigneuries pour nous en faire entendre vostre intention à nostre retour à Berne, autrement nous persisterons suyvant vostre dernière lettre, nonobstant nos premières instructions. Surquoy,

Magnifiques, puissans et très honorés Seigneurs, nous re-commandans très humblement à vos bonnes grâces et prières, nous prions le Seigneur qu'il luy plaise vous maintenir et préserver en prospérité. De Arou ce 28 d'octobre 1584, pour n'avoir lieu plustot commodité d'escrire.

Vos très humbles Ambassadeurs.

ROSET.

CHEVALIER.

CHAPPEAUROUGE.

XXVII

*Traité de Combourgeoisie entre les Républiques de Zurich,
Berne et Genève, conclu le 30 août 1584. (1)*

(Archives de Genève, *Portef. hist.*, n° 2094)

*Au nom de la Très Sainte Individue Trinité, Dieu le Père, le
Fils et le S^t Esprit. Amen.*

Veu que les faicts et amitiés perpétuelles doivent estre à bon droict corroborées et confirmées par escripture, afin qu'elles soyent tant moins mises en oubli entre les hommes, par les temps et occurrents; ains que l'amitié traictée et acceptée obtienne un bon commencement, meilleur succès et très heureuse fin. et soit et demeure ainsy permanente; Nous Bourguemaistre, Petit et Grand Conseil nommés les Deux Cents, et toute la Communauté de Zurich; Et nous l'Advoyer, Petit et Grand Conseil, dict les deux Cents de Berne, d'une part; Et Nous Syndiques, Petit et Grand Conseil, dict les Deux Cents et le Général de Genève, d'autre part:

Faisons notoire et manifeste à tous ceux qui verront, liront ou oront les présentes, maintenant et à l'advenir. Que nous avons très expressément considéré la féaulté, affection et amitié que nos Prédécesseurs et nous avons eus dès longtemps ensemble, et spécialement avons réduit en mémoire, comme dès environ soixante ans en ça;

(1) Texte traduit de l'allemand et collationné par Escher, secrétaire d'Etat de Zurich, le 17 octobre 1584; c'est le texte qui a été publié par Spon, dans son *Histoire de Genève*, T. II, p. 226 et suivantes.

Nous des deux villes Berne et Genève, et avecq Nous les Magnifiques, Prudens, Honorables et Saiges Advoyer, Petit et Grand Conseil de la Ville de Fribourg, estions entrés pour ung nombre d'années en Combourgeoisie, Alliance et Confédération. Ce qui a esté continué par quelques années entre Nous les deux Villes de Berne et Genève; et finalement depuis vingt huit ans par nous des dittes deux Villes d'amitié singulière. et principalement heu esgard aux exhortations qui ont esté faictes à Nous de Berne, par nos très chers Alliés des douze cantons ès communes Journées, d'adviser non seulement à l'avancement de l'apparente seurté de nos dictes deux Villes, mais aussi à la prospérité de toute la louable communauté des Liges, estant une Ville de Genève reconnue pour clef de Pays et commode passage, au contenu des desparts lors passés, estre accordé et réduit en Combourgeoisie perpetuelle, laquelle nous aurions depuis mutuellement et fidèlement observée.

Afin donc que telle amitié soit de plus en plus accreuë, premièrement à la gloire de Dieu, et aussi pour le bien, seurté et tranquillité de Nous et de la Louable Communauté des Liges et des Confédérés d'icelle, et pour prévenir l'injuste violence envers l'Estranger ès variables occurens.

Nous de bonne volonté et par meure délibération et unanime conseil, pour le profit, bien, paix et défense de l'honneur, corps, Biens, et du Pays en général de tous nous et de tous nos successeurs; avons faicte et reciproquement passée Alliance, Amitié et Confédération perpetuelle en ceste sorte que nous les trois Villes.

Nous sommes réciproquement acceptés et receus à perpetuels et vrais Alliés et Confederés, et faisons et jurons serment formel à Dieu Tout Puissant à mains levées; que l'une des parties sera fidelle et véritable envers l'autre, et

avancera le profit, honneur, bien et prospérité et détournera le dommage d'icelle, et de faire et maintenir les ungs envers les aultres, tout ce qui convient et appartient à fidelles et vrays Alliés et Confédérés, jouxte les Poinets et Conditions suivantes.

Premièrement s'il advenoit; que nous les deux Villes de Zurich et de Berne, ou l'ung de Nous en particulier, eussions ou entrassions de présent ou à l'advenir en querelle ou en guerre, avec aucun, quel qu'il puisse être, ou que nous fussions assaillis contre droict et raison. Iceuy aura puissance et faculté de demander à Nous les dits de Genève, Syndiques, Petit et Grand Conseil, ou à nos Syndiques et Conseil à part, secours.

Et Nous les dits de Genève debvrons sans délai et sans contredite aller vers celui ou ceulx qui nous auront advertis tantost après l'advertissement, et les secourir et assister de nos corps, Biens et Ponvoir, selon nostre faculté, chez ceux qui nous auront advertis ou ès lieux où nous serons demandés, et ayder à dommagier leurs ennemis, et en cela faire le mieux qui nous sera possible, comme si c'estoit en nos propres affaires, fidèlement et sans fraude, laquelle ayde, secours et assistance se fera la moitié aux dépens de nous de Genève, et l'autre moitié restante aux dépens de Nous les Villes Alliées sincèrement.

S'il advenoit aussi, que les susnommés nos Alliés de Genève entrassent jamais en guerre, fussent mollestés, dommagés ou assaillis, ou fussent par quelque aultre manière de force, audace ou violence, attaqués, surpris, travaillés ou oultragés contre droict et raison par qui que ce fust à cause de leur Ville, Seigneuries, Jurisdicions, Pays, Personnes, ou Biens qui leur appartiennent de présent

et eussent besoing de nostre secours, ils le nous pourront notiffier et faire à scavoir par messagers ou par lettres en nos Conseils. Alors nous les dictes deux Villes de Zurich et de Berne debvrons sans délai envoyer à nos dicts Alliés de Genève nostre secours et leur ayder et assister en bonne foy et les soustenir, défendre et maintenir en ce qui leur appartient comme dict est, dont nous les dictes deux villes de Zurich et Berne voulons nous mesmes supporter la moitié des despens de la guerre et secours, tout ainsy comme nos dits Alliés de Genève font envers nous et eulx nos dits Alliés de Genève nous debvront payer l'autre moitié restante des dits despends, et nous devons contenter de chascune part du secours envoyé de part à aultre par un chascun Canton et à chascune fois, selon que chascune partie aura estimé estre honorable et raisonnable, jouxte l'exigence du cas.

Et s'il advenoît que Nous de Genève fussions hostilement assaillis à l'improveuë par pillage ou par feu, ou attaqués en quelque aultre manière, nous pourrons bien poursuivre à la chaude nostre ennemy, et nous mettre en revanche pour nostre deffence et pour avoir le nostre et suivre en après plus oultre, selon le conseil de nos dits Alliés sans aucune fraude.

Advenant aussi, que une guerre s'esmeust et que nous des deux parties y allions ensemble et qu'on baille solde, ou bien qu'on gaigne quelque chose par une heureuse victoire, cela sera distribué entre nous selon le nombre du secours et des hommes que chacung y aura, selon la disposition et estat des affaires.

S'il advenoît aussy, que nous dits de Genève eussions quelque affaire avec aucun de présent ou à l'advenir, et que celuy ou ceux là devant la guerre ou pendant que nous

serions en guerre avec eulx, présentast le droit si égal, raisonnable et satisfactoire, que nous les susdits de Zurich et Berne estimassions estre honorable à eulx et à nous d'accepter cette voye convenable de droict, nous les dicts de Genève le debvrons faire et leur complaire en cela.

Nous les susdits de Genève et nos successeurs ne debvrons de présent, ny à l'advenir, nous lier à aucun par aucunes promesses et serments qui puissent estre contraires ou préjudiciables à ceste Alliance.

Nous de Genève et nos successeurs, debvons et voulons, à présent et à l'advenir, estre prests et appareillés fidèlement et sans fraude envers nos dits Alliés en général et particulier, et faire que la Ville de Genève leur soit ouverte en toutes leurs nécessités, affaires et négoces, pour y séjourner, y passer et repasser, selon leur commodité, sans contredite, ensorte toutes fois que cela se fasse toujours selon l'ordonnance et délibération d'une Ville de Genève, estant préalablement de bonne heure advertie et informée, et leur debvrons faire bailler et ministrer à manger et boire, et ce qu'ils auront de besoing à honneste prix, pour leur argent ; et semblablement nous les dits de Zurich et de Berne ferons de mesme à nos Alliés de Genève, et les traicterons de la même façon que sus est dict.

S'il advenoît aussy qu'aucung, quel qu'il soit, vienne à assaillir ou endommager sans droict quelcung de nous des deux costés, ou bien qu'aucung, quel qu'il soit, avec lequel ou lesquels nous des deux costés avons de présent ou pourrions à l'advenir avoir affaire, ne se voulust contenter d'ung droit égal, qui lui seroit présenté par nous des deux costés ensemblement ou séparément, et que celui ou ceulx là entrent en nos Seigneuries et Terres, ou les debvra

arrester et assaillir, et tous leur adhérens et serviteurs, leurs personnes ou biens, et faire selon ce que la nécessité le requerra, pour faire réparer et restituer le dommage qui aura esté fait : et qu'en cela ils se contentent d'ung droit esgal, sans delay et sans fraude.

Il a esté conclud, quand aux debtes et aultres tels affaires, que chacun actionne sa partie et subisse Jugement, au lieu et en la Justice du domicile du Deffendeur, sans fraude, et néantmoins chacun pourra bien faire arrester son vray débiteur principal ou fiances, qui ont respondu pour luy, et pourra chacun demander et poursuivre ses causes, comme il a esté practiqué jusques ici sans tromperie. Et quant aux Censes, chacun les pourra exiger comme d'ancienneté.

En cas d'homicide, excès amendables, héritages et semblables choses, le Jugement et Vuidange s'en fera selon la coustume, lois et statuts de la Justice et Seigneuries où elles adviendront ou escherront, en sorte que ceste Alliance n'en garantisse ny privilègie aucun en façon que ce soit.

Principalement, Il a esté accordé entre les Parties et expressément réservé, que chascune Ville qui entre en ce Traicté demeure en tous ses Droicts, Libertés, Propriétés, Bonnes Coustumes, Juridictions, destroits, bans et privilèges, tels que chascune a heu et apporté en entrant en ceste Alliance, en sorte néantmoins qu'il soit toujours satisfait au contenu de ceste Alliance.

Ne debvera aussi aucune des Parties imposer ny entreprendre quelque nouveauté à l'endroit des aultres ou des leurs aux péages et aultres choses, ains debvra estre le tout entretenu et observé comme jusques à présent, principalement une Ville de Genève et les siens debvront être traictés pour les péages et assurances, et aultres choses, tant en

Allemagne que Pays estrangers, comme nous autres des Lignes et les nostres, autant que les Lettres et Privilèges que nous Alliés des deux Villes avons aveq les aultres, le peuvent porter et permettre. Et principalement chascune partie debvra laisser à l'autre le commerce libre, sans fraudeleux empeschemens ny grevance.

Advenant aussi, que nous les susnommés des deux Villes en général, ou un Canton d'entre nous en particullier eussions quelque différent ou mésintelligence aveq les susnommés nos Alliés de Genève, ou bien eulx aveq nous en général, ou avec aucune Ville en particullier (ce que Dieu veuille destourner), nous des deux costés debvrons assigner Journée à Baden ou à Arou en Argou. Et debvrons nous les susdits Alliés de Zurich et Berne en général, ou un Canton en particullier, qui aura différent avec nous de Genève, ou nous aveq eulx, eslire deux hommes de bien et aussi ceulx de Genève, deulx aultres de nos Conseils pour les différens, lesquels debvront formellement jurer à Dieu de décider sans délai, à l'amiable ou par le droict, si on ne peut obtenir à l'amiable tous ces différens; Et ce que les dits quatre ou la plus part d'entre eulx aura prononcé en droict, debvra estre tenu et observé par nous des deux costés; que si les dits quatre establis estoient discordans en leur advis et se trouvoient esgaulx, ils debvront eslire sur leur dict serment un super-arbitre en la Ville de St-Gall, Müllhuse ou Bienne, du Petit Conseil; et celui qui aura esté eslu par eulx, estant ainsi accordé par l'une des dittes trois Villes, debvra prendre les affaires en main, et les décider sans délai aveq les Arbitres sur leur dit serment selon sa conscience, et selon ce qu'il jugera estre équitable et de droict; et du costé que le super-arbitre enclinera par sa voix, cela

debvra être observé et accomply par les deux parties, sans contredite et sans fraude; et le susdit Super-Arbitre debvra estre deschargé du serment qu'il a à ses Seigneurs, jusques à la décision du procès.

Nous avons aussi accordé, que ceste Alliance par cy après debvra estre jurée et renouvellée de dix en dix ans; et encor que cela ne s'ensuivist pas au terme, que néantmoins elle demeure en sa force et vigueur, et soit observée inviolablement.

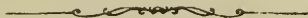
Nous réservons en cecy, nous de Zurich et de Berne de nostre costé, le St-Empire Romain, comme à cause de l'empire et aussi tous nos aultres alliés, Confédérés et Bourgeois, avec lesquels nous sommes auparavant en Alliance, Bourgeoisie, Traicté et Intelligence, et tous nos aultres Privilèges, Droicts et préhémminences, Lettres et Seaulx, ensemble le Traicté perpétuel avec la Majesté Royale de France. Et nous de Genève avons réservé le Saint-Empire Romain, comme à cause de l'Empire, et le Traicté perpétuel avecq la Majesté Royale de France, et nos aultres Droicts, Privilèges, Lettres et Seaulx.

Nous les dittes Villes de Zurich et Berne. et nous les dictz de Genève, nous sommes expressément retenu et réservé, que nous tous ensemblement puissions bien changer, modérer ou augmenter les poincts sus-escripts en général ou un chascun en particulier, selon la nécessité et volonté de nous tous, quand nous tous en demeurerons unanimement et ensemblement d'accord, et qu'il nous semblera à tous concordablement utile et expédient. sans empesche d'aucun et sans aucune fraude.

Et aussi ne soit refusé aux aultres Cantons de la Louable

Communauté des Liges d'entrer aussy en ceste Alliance et Amitié.

Et pour vraye, ferme, stable et perpétuelle assurance de toutes ces choses, Nous desdites Villes Zurich, Berne et Genève, avons fait ouvertement attacher les grands sceaux de nos Villes aux trois instruments de cette Alliance, d'une même teneur. Donné à Zurich le trentième jour d'Aoust, l'An. dès la Nativité de Christ nostre chier Seigneur, courant quinze cents huictante quatre.



DESCRIPTION
D'UNE 5^{me} SÉRIE
DE
CENT MÉDAILLES GENEVOISES
INÉDITES
PAR
Charles ROUMIEUX
NUMISMATISTE

ABBAYE DES ARTILLEURS

DÉCORATION DU ROI (a)

401. Une couronne formée de deux branches de laurier et fermée par une couronne royale, ornée de diamants et de rubis (couleurs suisses). Au centre un trophée composé d'un obusier, un tambour, une pile de boulets, un caisson, un tonneau de poudre, un compas, un quart de cercle, un gabion, un fourchon, un éconvillon, un porte-mèche, une hache et quatre drapeaux. L'écu de Genève se détache appliqué au centre du trophée, surmonté d'un casque à chenille et d'une branche de laurier. Magnifique décoration en or de trois couleurs, découpée, ciselée et gravée avec art. *Mod. : 58 mill. sur 50.* (M. E. Empeyta).

(a) Cette marque de distinction fut remportée pour la dernière fois en 1852, par M. Louis Empeyta, père de M. Eugène Empeyta, ancien Conseiller administratif et législatif, et un de nos concitoyens les plus estimés par sa loyauté et sa générosité.

STAND DE CAROUGE

TIR D'INAUGURATION

402. *Dr.* : Sur un cartouche ornementé, sommé d'un soleil rayonnant et flamboyant, portant la date de 1829, un écu ovale, coupé aux trois quarts de gueules, à un quart de sinople, le coupé de gueules chargé d'un léopard couché au pied d'un caroubier, (a) en sautoir sous l'écu, les drapeaux cantonal et fédéral, (b) deux fusils et deux carabines, au-dessous une branche de chêne et une de laurier. *Lég.* : SOCIÉTÉ DES CARABINIERS DE CAROUGE. *Signé* : c. RICHARD. F. *Rev.* : Dans une couronne de chêne et de laurier, *l'inscr.* : TIR — D'INAUGURATION — DU STAND — 5. 6. 7. MAI — 1888 en cinq lignes horizontales. *Signé* : c. R. Frappée au nombre de 50 ex. en argent et 100 en bronze. *Mod.* : 43 mill. (Notre collection.)

IDEM

MÉDAILLE DU CHEVALIER

403. *Dr.* : Le même qu'au numéro précédent. *Rev.* : (L'inscription Tir d'inauguration du stand est enlevée et remplacée par) COUP DU CHEVALIER — 1888 — gravée en deux lignes. *Signé* : c. R. Vermeil à bélière. Remportée par M. Semadeni fils.

a) Voir au sujet de cette étymologie notre N° 107. Notes.

(b) Nous aimerions voir le graveur comprendre que le drapeau fédéral étant à sa gauche sur le coin est reproduit à droite sur la médaille : c'est le contraire qui devrait être : On dit ma mère et moi ; par conséquent la bannière fédérale et cantonale. Avenaires tant que vous voudrez, mais soyons toujours polis.

TIR FÉDÉRAL. 1887.

MÉDAILLE OFFICIELLE

404. *Dr.* : Des flammes d'or ondées, occupant le champ de la médaille et servant de fond aux armoiries de Genève gravées en ronde bosse, en dessous deux branches de laurier et de chêne et sur les armoiries et la ligne de parti, l'écu fédéral comme applique, le tout sommé d'un soleil rayonnant traversant la légende et portant en cœur le sigle I. H. S. surmonté du signe abrégé. *Lég.* : UN POUR TOUS TOUS POUR UN • TIR FÉDÉRAL A GENÈVE 1887 • en ronde bosse. *Signé* : LOSSIER INV. RICHARD F. *Rev.* : Un soldat en costume du XVII^{me} siècle, casqué et cuirassé, le mousqueton armé, devant une pièce de canon embusquée dans une crénelure des remparts, derrière la jante d'une des roues qui est attachée, est appuyé l'écusson genevois, à terre un tas de boulets, à l'arrière-plan, le Salève, la ville, la cathédrale et la Tour-Maitresse. *Lég.* : Dans le haut, TOUT POUR LA PATRIE Dans le bas, 1519, 1526, 1584, 1814. *Signé* : E. LOSSIER INV. H. BOVY F. Frappée au nombre de 12 ex. en or, 3903 en argent et 4354 en bronze.

IDEM

MÉDAILLE DU COMITÉ (a)

405. *Dr.* : Celui de la médaille officielle n° 404. *Rev.* : Un tir à l'oiseau et à l'arbalète. Un jeune tireur en justau-

(a) Cette médaille a été faite sous les auspices de M. le Président de la Commission des prix et offerte à ses collègues. Elle est formée de deux pièces, le revers de la médaille officielle a été laissé en champ lisse avec le cordon et c'est dans ce champ que fut soudée la plaque de cuivre frappée avec le coin, du fond, de la boîte de montre officielle.

corps, vise une cible posée en cœur d'un aigle impérial placé au sommet d'un poteau portant une immense flamme, l'écusson fédéral en applique contre le poteau, sert d'appui à l'écu de Genève, à gauche du tireur un jeune homme, coiffé du béret, tient une arbalète dans sa main droite et des flèches dans la gauche, à droite un troisième tireur bande son arbalète, à terre un carquois, à l'arrière-plan, une barque, la ville de Genève dominée par les clochers de la cathédrale et éclairée par un soleil rayonnant portant le sigle T H S Br. *Mod.* : 45 mill. frappée à 25 ex. (Notre collect.)

IDEM

MASSE CHORALE. *Grand module.*

406. *Dr.* : Celui des pièces de dix francs de 1851. *Rev.* : Une couronne de laurier et de chêne dans laquelle est l'inscr. : TIR — FÉDÉRAL — GENÈVE — 1887 en quatre lignes horizontales. *Lég.* : * MASSE CHORALE * DIRECTION F. BERGALONNE. Vermeil. Frappée au nombre de neuf exemplaires, dont une pour leur célèbre, modeste et sympathique directeur et les autres pour chacune des sociétés qui ont exécuté des chœurs à la cantine du Tir.

Deux médailles en bronze du même module furent données à MM. Dupont et Coutarel, directeurs administratifs, avec la différence que la légende et l'inscription du revers sont gravées et interverties. *Lég.* : TIR FÉDÉRAL GENÈVE 1887 et dans le bas * MASSE CHORALE * *Inscr.* : A M^r — F. DUPONT — PRÉSIDENT sur l'une et sur la seconde A M^r — A. COUTAREL — SECRÉTAIRE (a).

(a) La Masse Chorale était composée de trois cents membres dont chacun reçut comme souvenir la médaille suivante.

IDEM

MASSE CHORALE. *Petit. Mod.*

407. *Dr.* : Le même que celui des pièces de 5 francs de 1848. *Rev.* : Le même que le précédent. *Br.* : Frappée au nombre de 300 ex. (Notre collect.)

TIR FÉDÉRAL 1887

MÉDAILLE DE FÊTE. BRIQUET, ÉD^r

408. *Dr.* : *Inscr.* : TIR — FÉDÉRAL — A — GENÈVE — 1887 en cinq lignes horizontales, sommée de l'écusson genevois et entourée d'une couronne de chêne et de laurier. *Rev.* : Le serment du Grütli. *Etain. Mod.* : 44 mill. (Notre collect.)

IDEM, de Durussel

UN POUR TOUS

409. *Dr.* : Deux écussons recroquevillés, celui de la Confédération et de Genève, sommés d'un soleil rayonnant et flamboyant portant le sigle I H S. *Lég.* : TIR FÉDÉRAL * GENÈVE 1887 * *Rev.* : La Suisse personnifiée, appuyée sur l'écusson fédéral, et tenant une couronne de la main droite. à ses côtés sont deux tireurs dont l'un salue de son chapeau et l'autre en uniforme est appuyé sur sa carabine. *Lég.* : UN POUR TOUS TOUS POUR UN. *Etain. Mod.* : 40 mill. (Notre collect.)

IDEM, de Durussel

AU PLUS ADROIT

410. *Dr.* : Celui du numéro précédent. *Rev.* : La Suisse appuyée sur une épée à deux mains ayant une couronne passée dans la garde, présente de la main droite une autre

couronne à un vieux Suisse appuyé sur son arbalète, à gauche l'écusson fédéral, à moitié engagé derrière la Suisse personnifiée. *Lég.* : AU PLUS ADROIT LA RÉCOMPENSE. Etain. *Même mod.* (Notre collect.)

IDEM, de Droop

SOUVENIR DU TIR

441. *Dr.* : Celui du n° 381. *Rev. Inscr.* : SOUVENIR en légende semi-circulaire du — TIR — (accosté de deux étoiles) FÉDÉRAL — * 1887 * — en quatre lignes horizontales, sous la date, une étoile et deux traits. Argent Cuivre et Etain. *Mod.* : 27 mill. (Notre collect.).

IDEM, de Gerbel

442. *Dr.* : Armes de Genève dans un lobe portant la devise de cette ville et entouré d'une couronne de chêne et de laurier. *Lég.* : TIR FÉDÉRAL GENÈVE 1887 le tout sur champ mat. *Signé* : GERBEL en lettres incuses. *Rev.* : La croix d'argent sur champ de gueules dans un lobe au centre d'un soleil rayonnant entouré d'un filet. *Lég.* : UN POUR TOUS TOUS POUR UN * Br. *Mod.* : 38 mill. (Notre collect.).

IDEM

443. *Dr.* : L'écusson fédéral sommé d'un chapeau à plumes et accosté d'une branche de laurier et de chêne. *Lég.* : TIR FÉDÉRAL A GENÈVE, du 24 JUILLET au 4 AOÛT 1887. *Rev.* : Guillaume-Tell, l'arbalète sur l'épaule, donnant la main à son fils, à l'arrière plan les Alpes et le mont Pilate. *Lég.* : WILHELM TELL. Laiton argenté. *Mod.* : 34 mill. (Notre collect.).

IDEM. de Curval

PONT DU MONT-BLANC

444. *Dr.* : Ecu de Genève de forme ovale, ornementé et entouré de grénétis, sommé d'un soleil rayonnant, les drapeaux des vingt-deux cantons sont à demi engagés derrière l'écu. *Lég.* : TIR FÉDÉRAL 24 JUILLET 4 AOUT 1887 GENÈVE. *Signé* : CURVAL. *Rev.* : Vue de Genève prise du Quai du Mont-Blanc, au-dessus la croix fédérale dans un soleil rayonnant. *Lég.* : POST TENEBRAS LUX. *Ex.* : GENEVENSIS CIVITAS. Etain. *Mod.* : 36 mill. (Notre collect.).

IDEM. Petit module

CONTREFAÇON CLÉRICALE

445. *Dr.* : Identique à la précédente, l'anneau de la clef est quadrangulaire. *Rev.* : Le même avec deux croix sur les tours de la cathédrale (a). Laiton. *Mod.* : 32 mill. (Notre collect.).

IDEM

HELVETIA

446. *Dr.* : Un carton de cible percé de balles, sommé d'un chapeau de carabinier, sous le carton, une branche de laurier et un drapeau déployé, une carabine barrant la cible ou carton. *Lég.* : TIR FÉDÉRAL A GENÈVE. DU 24 JUILLET AU 4 AOUT 1887. *Rev.* : La Suisse tenant une couronne ou une tabatière de la main droite, la gauche levée vers le ciel. *Lég.* : HELVETIA. Laiton. *Mod.* : 33 mill. (Notre collect.).

(a) Quelle idée le graveur a-t-il eu de mettre ces deux croix sur Saint-Pierre ?

IDEM

CIBLE TROUÉE

447. *Dr.* : Ecu de Genève sommé de la devise de cette ville et accosté d'une branche de laurier et de chêne, au-dessous la date 1887. *Lég.* : TIR FÉDÉRAL A GENÈVE * DU 24 JUILLET AU 4 AOÛT * *Rev.* : Une cible percée de balles, sur deux branches de chêne et deux carabines en sautoir et sommée d'un chapeau tyrolien. *Signé* : LAUER NURUNG. Laiton. *Mod.* : 33 mill. (Notre collect.).

IDEM

MONUMENT NATIONAL

448. *Dr.* : Ecu de Genève bordé d'un filet et accosté de deux branches de chêne, au-dessus la date 1887, au-dessous A GENÈVE. *Lég.* : SOUVENIR TIR FÉDÉRAL DU 24 JUILLET AU 4 AOÛT * * * SUR un cercle de grénétis. *Rev.* : Le monument national. *Lég.* : MONUMENT NATIONAL A GENÈVE. *Signé* : BLOCH LAUPERSDORF. Etain. *Mod.* 33 mill. (Notre collect.).

IDEM

CHATEAU DE LAUSANNE

449. *Dr.* : Ecu de Genève orné de palmettes et sommé d'un soleil étoilé, rayonnant et flamboyant portant le sigle *U N S* *Lég. supér^{re}* : TIR FÉDÉRAL en dessous * GENÈVE 1887 * *Rev.* : Un vieux Suisse en justaucorps à crevés, plastron à cuirasse, toque à plumes, l'épée à deux mains suspendue à la ceinture, tient de la main gauche tendue une couronne et de la droite une carabine, derrière lui, l'écusson fédéral, à l'arrière-plan, le château et la cathédrale de Lausanne. Etain. *Mod.* : 30 mill. (Notre collect.).

IDEM

MONUMENT GÉNÉRAL DUFOUR

420. *Dr.* : Dans un carré dont les angles sont ornés d'arabesques, un cercle de grénétis et un filet, ayant au centre l'écu de Genève, accosté d'une branche de laurier et de chêne sommé d'un soleil portant le sigle 1 H S. *Lég.* : TIR FÉDÉRAL A GENÈVE * 1887 * *Rev.* : Angles ornés comme ci-dessus, dans un cercle de grénétis, le monument du général Dufour. *Lég.* : G.-H. DUFOUR HELVET. DVX. Laiton, carrée tournée la pointe en haut. *Mod.* : 21 mill. (Notre collect.).

IDEM

GROUPE DE TROIS OURS

421. *Dr.* : Trois ours se donnant l'accolade, deux ont la carabine en bandoulière, un de ceux-ci élève une coupe. *Lég.* : POUR ÊTRE FORT SOYONS UNIS. *Rev.* : *Inscr.* : TIR — FÉDÉRAL — GENÈVE — 1887 en quatre lignes horizontales. Etain. *Mod.* : 30 mill. (Notre collect.).

IDEM

DEVISE TENEBRAS

422. *Dr.* : Un cartouche sur lequel est l'écu de Genève, de forme rectangulaire, le soleil à demi engagé derrière, accosté d'une branche de laurier et de chêne et sommé d'un ruban portant la devise TENEBRAS. *Lég.* : UN POUR TOUS TOUS POUR UN. *Rev.* : Une cible sommée d'une croix fédérale rayonnante, dessous, quatre drapeaux sans hampe, dessus, deux carabines en sautoir, et accostée d'une branche de chêne et de laurier. *Lég.* : TIR FÉDÉRAL DE GENÈVE DU 24 JUILLET AU 3 AOUT 1887. Laiton. *Mod.* : 30 mill. (Notre collection).

IDEM

LA SUISSE TENANT UN FAISCEAU DE LICTEUR

423. *Dr.* : Ecu de Genève entouré d'un filet, accosté de la date 18 — 87. *Lég.* : SOUVENIR D. TIR FÉDÉRAL GENÈVE DU 24. JUILLET AU 4. AOUT. *Rev.* : La Suisse, la main droite appuyée sur un faisceau de licteur et le bras gauche sur l'écusson fédéral. Etain. *Mod.* : 29 mill. (Notre collect.).

IDEM

TIREUR A LA CIBLE

424. *Dr.* : Un tireur visant une cible. *Lég.* : HONNEUR AU PLUS ADROIT. *Rev.* : *Lég. semi-circulaire* : SOUVENIR DU TIR FEDERAL. *Inscr.* : DE — GENEVE — du — 24 Juillet — au 4 Aout — 1887 en six lignes horizontales. Laiton. *Mod.* : 23 mill. (Notre collect.).

IDEM

SOUVENIR DE GENÈVE

425. *Dr.* : Ecusson genevois, accosté de deux branches d'olivier, un soleil à demi engagé sous l'écu et dessous celui-ci un ruban portant la devise genevoise. Dans le bas *Lég.* : SOUVENIR DE GENEVE. *Rev.* : Le même que le n° 422. *Lég.* : Dans le haut * TIR FEDERAL et dans le bas , DU 24 JUILLET AU 3 AOUT 1887. Laiton. *Mod.* : 23 mill. (Notre collect.).

IDEM

TÊTE DE LA RÉPUBLIQUE

426. *Dr.* : La tête de la République coiffée du bonnet phrygien. *Lég.* : CONFÉDÉRATION SUISSE. *Rev.* : *Inscr.* : TIR

FÉDÉRAL — DE — GENÈVE — DU 24 JUILLET — AU 3 AOUT —
1887 en six lignes. Laiton. *Mod.* : 23 mill. (Notre collect.).

IDEM

ÉCUSSENS FÉDÉRAL ET CANTONAL

427. *Dr.* : Ecusson fédéral entouré d'un filet feuillé et ornementé. *Lég. supér.* : UN POUR TOUS * TOUS POUR UN. *Infér.* : TIR FÉDÉRAL GENÈVE 1887. *Rev.* : Ecu de Genève, le soleil engagé à demi dessous l'écu, les rayons traversés par une banderolle portant la devise genevoise, deux branches de laurier et de chêne reliées par un ruban accostent l'écusson. Etain. *Mod.* : 22 mill. (Notre collect.).

IDEM *Signée* JECKLE

TÊTE DE LA SUISSE

428. *Dr.* : Tête de l'Helvétie à droite. *Lég.* : TIR FÉDÉRAL A GENÈVE 1887. *Signé* : JECKLE-SCHNEIDER. *Rev.* : Vue de Genève prise sur le quai du Mont-Blanc. Au-dessus GENÈVE. Etain. *Mod.* : 45 mill.

IDEM

MÉDAILLE A LA COUPE

429. *Dr.* : Deux carabines en sautoir, au milieu une coupe sommée de la croix fédérale rayonnante. *Lég.* : TIR FÉDÉRAL * 1887 * GENÈVE. *Rev.* : L'écu de Genève accosté de deux branches de laurier et sommé de la croix, comme ci-dessus. Etain. *Mod.* : 24 mill. (a).

(a) Il a été frappé en tout trente médailles pour le Tir fédéral, nous en avons décrit vingt-six. C'est suffisant, nous avons cru bien faire en laissant de côté ces quatre pièces tout à fait insignifiantes.

ÉCOLE DE PLAINPALAIS

MÉDAILLE TEMPORAIRE DE LA SEMAINE

430. *Dr.* : L'écu de Genève sommé d'un soleil rayonnant et accosté de deux branches de laurier. *Lég. supér.* : ÉCOLE DE et sous l'écu PLAINPALAIS. *Rev.* : *L'Inscr.* : HONNEUR au centre, dessus et dessous deux arabesques et dans le haut *Enseignement mutuel*, en lettres cursives. Arg. Octogone à bélière. *Mod.* : 29 mill. (Notre collect.).

CONCOURS MUSICAL 1882

SIGNÉE T

431. *Dr.* : Une lyre très ornementée. 1^{re} *Lég. circulaire* : FÊTE DE MUSIQUE SUISSE ET INTERNATIONALE A GENEVE. 2^e *Lég. circulaire* : LE 12 . 13 . 14 AOUT 1882. *Signé T.* *Rev.* : Armes de Genève dans un cartouche ornementé, accosté d'une branche de chêne et de laurier et sommé d'une croix fédérale dans un soleil à quatre rais. Laiton. *Mod.* : 27 mill. (Notre collect.).

FORCES MOTRICES

GRANDE MÉDAILLE

432. *Dr.* : La ville de Genève personnifiée, de face, tenant de la main gauche un niveau rectangulaire et montrant le chemin des turbines au Rhône étendu à ses pieds à droite, tenant une urne renversée sur laquelle est gravé le mot RHODANVS et d'où s'échappent les eaux du fleuve, de l'autre côté à gauche sont épars, un caducée, une roue d'engrenage, un flambeau et des plantes, symbolisant l'agriculture, les arts, l'industrie et le commerce, à l'arrière-plan le bâtiment des turbines, sous un ciel nuageux? *Lég.* : RHODANVM

GENEVA DOMAT LEMANVMO LIBRAT. *Signé* : EMILE LEYSALLE INV * HUGUES BOVY SC. *Rev.* : Une table commémorative accostée du Commerce et de l'Industrie personnifiés, cette dernière pose une couronne sur l'entablement, tandis que Mercure montre du doigt indicateur l'*Inscr.* : OPVS XXX OCT — MDCCCLXXXII — DECRETVM — XVII MAI — MDCCCLXXXVI — DEDICATVM dans le haut derrière l'autel apparaît un soleil rayonnant et flanboyant portant au centre le sigle IHS, à l'arrière-plan le bateau à vapeur HELVETIE. au bas de l'autel, les armes de Genève dans un cartouche ornementé et au-dessous une banderolle portant la devise genevoise. *Signé* : ED. LOSSIER INV. C^S J^N RICHARD FECIT. Frappée au nombre d'un ex. unique en or, offert à M. Th. Turrettini, délégué aux travaux, douze en argent à MM. les conseillers et entrepreneurs, plus quelques-unes de même métal, outre celles en bronze pour des souscripteurs. *Mod.* : 63 mill. (Notre collect.).

IDEM

MÉDAILLE DES OUVRIERS (a)

433. *Dr.* : Ecu de Genève dans un soleil à huit rais et huit flammes entouré d'un cercle de grénétis. *Lég.* : POST TENEBRAS SPERO LUCEM. *Signé* : HUGUES BOVY. *Rev.* : ARRÊTÉS DU — CONSEIL MUNICIPAL — OCTOBRE 1883 — INAUGURATION — MAI 1886. en six lignes horizontales. *Lég.* : FORCES MOTRICES DU RHONE * GENÈVE * Br. *Mod.* : 36 mill. (Notre collect.).

(a) Cette médaille fut distribuée à tous les ouvriers le jour de l'inauguration et pendant le banquet auquel ils furent invités.

CONCOURS GALLAND

PRIX

434. *Dr.* : Le même que celui des pièces de dix francs argent. *Rev.* : Une couronne de laurier et de chêne, laissant le champ libre. *Lég.* : * CONCOURS CH. GALLAND * (Argent) (a).

CHEMIN DE FER DE MACON A GENÈVE

435. *Dr.* : Dans un cercle formé d'une cordelette à huit nœuds l'*Inscr.* : CHEMIN — DE FER — DE — MACON — A GENÈVE en cinq lignes. *Rev.* : Une locomotive fumante suivie de son tender, allant à droite, autour un filet à torsade et à nœuds. Octogone. Laiton. Sans signature. *Mod.* : 32 mill. (Notre collect.).

UNION VALDOSTAINE

SOCIÉTÉ DE ?

436. *Dr.* : Une croix de Malte portant en cœur l'écusson de la ville d'Aoste, dans un cartouche ornementé, accosté de deux palmes et sommé d'une couronne ducal. *Rev.* : lisse, portant l'*Inscr.* gravée en cinq lignes ORDRE de l'**UNION — GENÈVE — VALDOSTAINE — 1881.** Br. doré, à bélière. *Mod.* : 31 mill. (Notre collect.).

(a) Dans le but d'encourager les industries artistiques genevoises, le fondateur institue des concours destinés à récompenser surtout des *compositions nouvelles, en encourageant la création de types nouveaux au point de vue de leur forme, de leur décoration et de leur destination.* Le plus ou moins d'habileté dans la main-d'œuvre ne devra entrer qu'en seconde ligne dans l'appréciation des travaux.

Le Conseil Administratif organise tous les ans un concours.

SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES ANIMAUX

UNION ROMANDE

437. *Dr.* : Une femme, symbolisant l'Humanité, à demi nue, assise, son pied droit foule un fouet, de la main droite elle caresse un chien, à l'arrière-plan, un cheval et un bœuf, vus de face et en raccourci. *Lég.* : HUMANITÉ * DOUCEUR. *Ex.* : JUSTICE *Signé* : E. LOSSIER INV. HUGUES BOVY F. *Rev.* : Une couronne de laurier et de chêne. *Lég.* : PROTECTION DES ANIMAUX * UNION ROMANDE * Arg. et Br. *Mod.* : 51 mill. Cette médaille est destinée à servir de récompense aux personnes signalées à la société. Le comité a ouvert une souscription afin d'en frapper quelques-unes en argent pour des collectionneurs.

Il nous est impossible de ne pas dire quelques mots au sujet de cette pièce. Personne n'a regardé le *Dr.* de cette médaille sans éprouver un mouvement de recul. Cela tenait au triste effet produit par les deux animaux vus de face. Notre intention n'est pas de critiquer le talent de M. E. L. comme peintre sur émail ni de M. H. B. comme graveur. Seulement le premier a fait son dessin comme peintre et le

pour lequel une somme de deux mille francs est mise à sa disposition par le fondateur, pour être distribuée en prix.

Ce concours annuel aura une rotation de trois années comprenant l'ensemble des industries artistiques, ainsi réparties actuellement :

- 1^o Concours gravure et ciselure en tous genres.
- 2^o Concours émaillerie et peinture sur émail.
- 3^o Concours bijouterie et joaillerie.

Cette répartition n'est pas absolue, et le Conseil Administratif, d'accord avec le fondateur, sera toujours libre de la modifier, en vue de faire profiter, autant que possible, toutes les industries artistiques.

second a dû suivre les traits au burin. Or, il est impossible à un ciseleur ou graveur d'obtenir les méplats et la perspective avec son échoppe, comme un peintre avec son pinceau. Il en serait de même si le graveur faisait une esquisse pour un peintre. Nous prions ces deux excellents artistes de ne pas se formaliser de cette critique. Un professeur de clarinette, tant bon soit-il, ne doit pas donner des leçons de piano.

EXPOSITION D'HORTICULTURE 1889

SOUVENIR

438. *Dr.* Le même que le n° précédent. *Rev.* : Les rayons supérieurs d'un soleil couvert dans le bas par l'écusson fédéral, reposant sur une gerbe ou javelle et accosté de branches de fruits, de fleurs des champs, de grappes de raisins et de feuilles de vigne. *Lég.* : SOUVENIR DE L'EXPOSITION INTERNATIONALE D'HORTICULTURE * 19-24 SEPT 1889 * Nickel. *Mod.* 33 mill. (Notre collect.).

EXPOSITION PHILOMATHIQUE

AU KURSAAL

439. *Dr.* : Vue de Genève prise depuis la rue du Mont-Blanc, au-dessus GENÈVE. *Ex.* : L'écusson genevois, incliné sur deux branches de laurier liées et couchées. *Signé* : C. DEFAILLY. *Rev.* : *Inscr.* : SOUVENIR — DE L'EXPOSITION — PHILOMATHIQUE — · — SEPTEMBRE ET — OCTOBRE — 1889 en six lignes, entre deux branches de laurier. Nickel. *Mod.* 33 mill.

IDEM (a)

LÉGENDE RECTIFIÉE

440. *Dr.* : Le même. *Rev.* : *Inscr.* : — **SOUVENIR DE — L'EXPOSITION — PHILOMATIQUE —** SEPTEMBRE — ET — OCTOBRE — 1889 en huit lignes. Nickel. *Même Mod.* (Notre collect.).

UNION INSTRUMENTALE DE PLAINPALAIS

SOUVENIR DE LA KERMESE

441. *Dr.* : Une lyre sommée de la croix fédérale et acrostée d'une branche de chêne et de laurier. *Lég.* : UNION INSTRUMENTALE * DE PLAINPALAIS * *Rev.* : SOUVENIR DE LA KERMESE * * * en *Lég.* circulaire, DU — 2 MAI — 1886 en trois lignes. Etain. *Mod.* 28 mill. (Notre collect.).

SOCIÉTÉ DE TEMPÉRANCE

SOUVENIR DU 10^m ANNIVERSAIRE

442. *Dr.* : Armes de Genève. *Lég.* : SOUVENIR DU X^m ANNI-
VERSAIRE DE LA FONDATION DE LA SOCIÉTÉ * *Signé* : C. DEFAILLY.
Rev. : L'écusson fédéral entre deux branches de laurier (b).
Au-dessous 21 SEPTEMBRE 1887 le tout entouré d'un cordon.
Lég. : SOCIÉTÉ - DE - TEMPÉRANCE - DE - LA - CROIX - BLEUE.
Laiton à anneau. *Mod.* : 24 mill. (Notre collect.).

(a) En terme de Théâtre, le succès de M^{me} du Four.

(b) Cette petite médaille a dû être frappée en France où on n'autorise les particuliers à faire que des pièces octogones ou rondes avec une queue ou anneau, afin sans doute d'éviter des fraudes monétaires. Nous ne savons pourquoi le graveur a mis un écusson fédéral au lieu de celui de la susdite société, qui est à la croix d'azur alézée sur champ d'argent.

ÉLECTIONS DES 3 ET 10 MARS 1889

IL EST MOINS DIX. ALLONS LA BOIRE

443. *Dr.* : *Inscr.* : 5414 VOIX — BOISSONAS — (a) Un trait. G. ADOR — 6507 VOIX — IL EST MOINS DIX — * ALLONS LA BOIRE * en six lignes. *Lég.* : ÉLECTIONS DES 3 ET 10 MARS 1889. *Rev.* : Celui des pièces de 15 sols et des décimes datés de 1794, soit une copie très bien faite de ce coin, représentant une couronne de chêne, avec l'aigle essorant tenant la clef dans ses serres, au dessus, la devise, APRÈS LES TÉNÈBRES LA LUMIÈRE signé W (Wielandy) Argent, cuivre et laiton. *Mod.* : 24 mill. (Notre collect.)

IDEM IDEM

ENFIN NOUS VOILA DE BERNE

444. *Dr.* : *Inscr.* : C. BOISSONNAS — 5414 VOIX — Un trait. G. ADOR — 6507 VOIX — Un trait. *Lég.* : ÉLECTIONS DES 3 ET

(a) Il manque un N à Boissonnas, cette petite pochade humoristique, fut gravée avec précipitation pour paraître le 11 mars au soir, ce coin étant défectueux, il en fut fait un autre trois jours après.

Un journal satyrique de notre ville parodiant la promptitude avec laquelle Messieurs nos conseillers quittaient leurs bureaux pour aller prendre leur absinthe, avait fait une véritable scie en terminant ses articles sur leurs séances, par cette phrase : Il est moins dix, allons la boire : Cette rengaine devint tellement à la mode qu'au Tir fédéral de 1887, toutes les cantines portaient sur leurs attiques ou leurs frontons, une horloge figurée avec les aiguilles marquant midi moins dix.

10 MARS 1889 * ENFIN NOUS VOILA DE BERNE * (a) *Rev.* : Le même que le précédent. *Mod.* : Le même (Notre collec.)

SOCIÉTÉ NAUTIQUE

PETIT MODULE

445. *Dr.* : Le même que le numéro 229, la corde de l'ancre forme un nœud coulant à sa base, un point avant et après la légende. *Signé* V. SCHLUTER F. et au-dessous M. L. BOVY DIREXIT. *Rev.* : Lisse à bord dentelé. Arg. et Br. *Mod.* : 32 mill. (Notre collect.)

ÉCOLE DE COIFFURE

446. *Dr.* : Ecusson des pièces de cinq francs de Genève 1848. *Rev.* : Champ uni dans un cercle de grénétis, entouré de la *Lég.* : ÉCOLE GENEVOISE DE COIFFURE * BOUROFF & JUVIN D^{rs} * Br. *Mod.* : 37 mill. (Notre collect.)

CLUB DES TREIZE

MÉDAILLE BACHIQUE (b)

447. *Dr.* : Une lyre portant au centre les armes genevoises et accostée d'une branche de chêne et de laurier,

(a) Cette phrase fût prononcée par un de nos députés en annonçant le nombre de voix remportées par M. Ador. Cette locution très en usage à Genève, doit remonter selon nous, au temps où la seigneurie de Berne traitait d'égal à égal avec nos puissants voisins. Comme depuis la Réformation ce canton nous avait pris sous son égide, être de Berne était selon nos aïeux l'apogée de la gloire et du bonheur.

(b) Cette société de charmants jeunes hommes, n'a de bachique que l'inscription de sa médaille. Elle a croyons-nous pour but de prouver que treize personnes peuvent se trouver réunies sans qu'il en meure une dans l'année et qu'on ne doit craindre d'être treize à table, que quand il n'y a à manger que pour douze.

sommée d'une croix fédérale rayonnante, et posée en applique sur un champ uni, portant les deux *légendes* : semi-circulaires CLUB DES TREIZE dans le haut et en-dessous HONNEUR A LA CUVE en lettres frappées, autour un petit filet molleté. *Rev.* : *Lég.* : Même disposition PAR LE BOIS TORDU dans le haut et en dessous SOULARD J'SUIS D'VENU en dessous, au centre 1888 gravé horizontalement, filet comme au *Dr.* Argent à bélière. *Mod.* : 59 mill.

SOCIÉTÉ SUISSE DE NUMISMATIQUE

448. *Dr.* : Dans le champ au bas, un buste de femme entouré des objets suivants, monnaies, médailles, plume, livres et diplômes, dont un porte l'inscription FRIBOURG — 14 — DECEMBRE — 1879. *Lég.* : * SOCIÉTÉ SUISSE DE NUMISMATIQUE * au-dessous ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 18 oct. 1890 — GENÈVE en trois lignes, dont deux semi-circulaires et la dernière horizontale. *Signé* : c. r. *Rev.* : Armes de Genève dans un écu rond entouré d'un filet entr'ouvert pour faire place à un soleil rayonnant et flamboyant. En dessous, entre la bordure et le filet, une branche de chêne et de laurier (a) puis coupé par le disque solaire la devise genevoise POST TENE BRAS LVX *signée* : CHARLES RICHARD F. Argent et br. *Mod.* : 51 mill. (Notre collect.)

MASSACRES DE LA ST-BARTHÉLEMY

GRANDE MÉDAILLE DE CH. IX.

449. *Dr.* : Buste du roi à droite, couronné de laurier.

(a) La branche de chêne occupe la place de celle de laurier. Pourquoi ?

Lég. : CAROLVS IX. D. G. FRANCOR. REX. *Rev.* : Hercule armé d'une massue et d'une torche enflammée, combat l'hydre de Lerne, à l'arrière plan, une ville et ses clochers surmontés d'une croix. *Lég.* : NE FERRVM TEMNAT SIMVL IGNIB OBSTO. *Ex.* : 1572. Arg. et br. *Mod.* : 53 mill. (Notre collect.)

IDEM. IDEM

VARIÉTÉ. PETIT MODULE.

450. *Dr.* : Le revers du numéro 60 de Blavignac. *Rev.* : Les armes de France sommées de la couronne royale, entourées d'une guirlande entre deux colonnes sommées d'une couronne de laurier et accostées de deux branches de cet arbuste. *Lég.* : PIETAS. EXCITAVIT. IVSTITIAM. *Ex.* : 24 AUGVSTI. — 1572 en deux lignes. Br. : *Mod.* : 40 mill. (a).

(a) Nous croyons bien faire en reproduisant la description de ce rev. telle que nous la retrouvons dans une réimpression de G. Fick, sur la plaquette de Nic Favyer imprimée à Paris en 1572.

MÉDAILLE POPULAIRE. Au revers d'icelle sont les armoiries de France avec les deux coulons de la devise ia long temps prinse par le Roy accomodée au faict, PIETAS EXCITAVIT IVSTITIAM. C'est à dire que la piété envers Dieu et la vraye Religion a esmeu le glaive de la justice Royalle contre les rebelles. Sur lesquelles coulons y à deux chappeaux d'olivier signifiant la paix, obtenue par la subiugation des rebelles, et auprès, deux branches de laurier, pour triumphe de victoire. Outre s'est rencontré par iuste compassement la lettre T. droietement sur la couronne, signe salutaire, représentant la croix de nostre seigneur Iesus Christ. Et aux Hébreux consommation, comme leur lettre finale, telle que nous espérons à ce coup de la secte nouvelle. Aussi fut comme vraye enseigne des militans en l'Eglise Chrestienne, portée toujours depuis ce vingtquatrième jour, pour signal de chap-

IDEM.

JETON DE CHARLES IX.

451. *Dr.* : Charles IX à cheval, en costume romain, harangue une troupe de légionnaires. *Lég.* : DEBELLANDIS HOSTIBVS GALLIE. *Ex.* : 1572. *Rev.* : Un trophée d'armes anciennes. *Lég.* : HOSTIVM VICTORVM SPOLIA. *Ex.* : Deux branches de laurier croisées. Laiton. *Mod.* : 28 mill. (Notre collect.).

IDEM. GRÉGOIRE XIII

GRAND MODULE

452. *Dr.* et *Rev.* : Semblable à celle décrite au numéro 58 de Blavignac. Etain. *Mod.* : 35 mill. (Notre collect.)

LOUIS XIV.

RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES. VARIÉTÉ.

453. *Dr.* : Le même qu'au numéro 233. *Rev.* : La religion assise sur une pierre, tient une croix d'une main et de l'autre un niveau, à terre une colonne d'ordre dorique et à l'arrière-plan, le portique d'une église. *Lég.* : AEDES SACRAE CCC A FUNDAMENTIS ERECTAE. *Ex.* : M. DC. LXXXVI. Arg. et Br. *Mod.* : 41 mill. (Notre collect.)

peaux de bons catholiques & vrais subiects du Roy, comme Ezechiel la veid marquer pour l'Ange es frons des fideles. (1)

(1) Deux médailles de la Saint-Barthélemy. Genève J.-G. Fick s. d. Paris, librairie Graffart, rue de la Paix, 2.

IDEM. IDEM.

GRAND MODULE.

454. *Dr.* : Le même que le numéro précédent avec le buste cuirassé et la tête couronnée de laurier : *Signé* : R. *Rev.* : La Religion assise à droite sur une pierre cubique, tient de la main droite une grande croix et de la gauche un niveau, à côté d'elle un socle, à ses pieds, une règle; un compas, une truelle, une équerre, une pelle et un marteau, à l'arrière-plan le péristyle d'un temple, un treuil et une échelle. *Lég.* : La même qu'au numéro précédent. *Ex.* : RELIGIO. *Signée* : MOLART. F. en sous exergue. Arg. et Br. *Mod.* : 72 mill. (Notre collect.)

350^e ANNIVERSAIRE

DE LA RÉFORMATION A ST-PIERRE

455. *Dr.* : Ecu de Genève dans un cartouche ornementé accosté d'une branche de chêne et de laurier, et sommé d'un soleil rayonnant. *Lég.* : JUBILÉ DE LA REFORMATION 23 AOUT 1885 . GENEVE . *Signée* : CURVAL. *Rev.* : L'intérieur du Temple de St-Pierre, dont les fidèles garnissent la nef. *Ex.* : SERMENT SUR L'EVANGILE SOUS LA — PRESIDENCE DU SINDIC CLAUDE (Savoie) — LE 23 MAI 1536. Etain. *Mod.* : 29 mill. (Notre collect.).

LOGE ISTER ? (a)

MÉDAILLE MAÇONNIQUE

456. Le Rhône assis à droite, tenant de la main gauche une rame et le bras gauche accoudé sur une urne d'où s'é-

(a) Nous ne comprenons pas ce mot. ISTER était l'ancien nom du Danube, quelle analogie ce fleuve pourrait-il avoir avec une loge genevoise.

chappe l'eau du fleuve, à ses pieds des roseaux. *Lég.* : Dans le haut LOGE ISTER dans le bas * OR .: DE GENEVE * Arg. à bélière, sans revers. *Mod.* : 37 mill. (M. Meyer).

CHAPITRE DE GENÈVE

MÉDAILLE DES CHEVALIERS DE ST-ANDRÉ

457. *Dr.* : Dans le champ de la médaille, une croix de Malte portant en applique un écu de gueule en premier et d'argent en second, le parti de gueule chargé d'une tête de mort sur deux os en croix, au-dessus le sigle M O E (Mors Omnia Equat), le parti d'argent porte en pointe l'écu de Genève, au-dessus de la croix, une banderolle portant l'inscription CAP. PRÆF. GENEV. V. PROV. sommée d'une couronne ducale. *Rev.* : Deux triangles lumineux entrelacés, portant une croix de St-André, à bout flamboyants, chargée de son martyr, entourée d'une bordure en cœur de lys. aboutée à une couronne ducale à bélière. Arg. *Mod.* : 45 mill. (Dérobée à M. Roussy par Rastapoulos, auteur du vol commis chez Fenardent à Paris en 1888).

CHAPITRE DE LA PRUDENCE

SCEAU DES DIPLOMES

458. Un compas ouvert sommé d'une couronne de marquis, sur la charnière une rose épanouie, à gauche un phénix, entre les branches du compas une croix rayonnante devant laquelle est un pélican essorant qui de son bec s'ouvre les flancs pour nourrir ses cinq petits, en bas un quart de cercle sur lequel on lit VALLÉE DE GENÈVE * * * A droite et à gauche du compas les bouts d'un ruban portant l'*Inscr.* : CHAPITRE DE LA PRUDENCE. Sceau en plomb encastré dans un fond de laiton percé de quatre fentes pour les lemnisques. *Mod.* : 60 mill. sur 53. (Notre collect.).

LOGE LA PERSÉVÉRANCE

JETON DE PRÉSENCE

459. *Dr.* :  DE LA PERSÉVÉRANCE en légende circulaire et dans le champ OR . . — DE — GENEVE au-dessous un trait, autour un cercle de grénétis. *Rev.* : Un compas ouvert et croisé sur une équerre, avec l'étoile maçonnique au centre portant en cœur la lettre G, le tout accosté de deux branches d'acacias. Laiton. *Mod.* : 21 mill. (Notre collect.).

LOGE UNION ET TRAVAIL

DÉCORATION DE L'ATELIER

460. *Dr.* : Un niveau en relief sur un fond uni, formant un triangle isocèle, sur la première règle on lit l'*Inscr.* . UNION . . sur la seconde . . TRAVAIL . et sur celle du bas * GENEVE 1884 * au centre un fil d'aplomb et sur celui-ci l'étoile maçonnique portant en cœur la lettre G. Arg. *Mod.* : 36 mill. sur 33. (Notre collect.).

KERMESSE MAÇONNIQUE 1888

461. *Dr.* : Insignes maçonniques dans une couronne d'acacias, entre le compas et l'équerre, l'étoile à cinq rais portant la lettre G en cœur, sur l'équerre GENEVE. *Rev.* : Une étoile. *Inscr.* : SOUVENIR — DE LA KERMESSE — 27-28 OCT : — 1888 en cinq lignes horizontales dans une couronne de chêne et de laurier. Etain. *Mod.* : 35 mill. (Notre collect.) (a).

(a) Ces médailles étaient frappées dans le Bâtiment électoral, érigé en champ de foire et vendues au profit des orphelins des  M. pour lesquels la Kermesse avait été organisée.

CONCOURS MUSICAL 1890

OFFICIELLE. PETIT MODULE

462. *Dr.* : Celui des pièces de 5 fr. 1848. *Rev.* : Une couronne de laurier et de chêne, champ libre. *Lég.* : CONCOURS MUSICAL * GENÈVE AOUT 1890 * *Mod.* : 38 mill. Or, 6 ex. Vermeil, 71.

IDEM OFFICIELLE

GRAND MODULE

463. *Dr.* : Celui du n° 332. *Rev.* : Idem. *Lég.* : Comme celle du numéro précédent. *Mod.* : 52 mill. Vermeil, 95 ex. Argent, 61. Bronze, 225.

IDEM Bronze

SOUVENIR. SIGNÉE RICHARD

464. *Dr.* : La Muse Erato, d'après la statue de Salmon, sur le chapiteau de laquelle on lit le nom de cet artiste. A l'arrière plan, on voit la ville de Genève, une partie du lac, le Môle et le Salève. *Signé* : CH. RICHARD F. *Rev.* : Au bas de la médaille, sur une branche de laurier et de chêne, reposent groupés, une harpe, un violon, une clarinette, une trompette, une couronne et un cahier de musique. *Lég.* : semi-circulaire dans le haut. GRAND CONCOURS MUSICAL et en-dessous en quatre lignes. l'*Inscr.* : DE — GENÈVE — 15, 16 ET 17 AOUT — 1890. *Signé* : C. R. Br. : *Mod.* : 51 mill. (Notre collect.).

IDEM. Souvenir

VARIÉTÉ DU MÊME

465. *Dr.* : Le *Rev.* du n° 448. *Rev.* : Celui du n° précédent. Br. *Même Mod.* Frappée au nombre de 4 exemp. (Notre collect.).

IDEM signé Vieumaire

466. *Dr.* : Groupe d'instruments de musique, accosté de deux palmes. *Lég.* : CONCOURS DE MUSIQUE. *Rev.* : Un écusson genevois, sommé d'un soleil rayonnant et accosté des 22 drapeaux de la Confédération, au-dessous une rosace. *Lég.* : VILLE DE GENÈVE. *Signé* : VIEUMAIRE. Laiton. *Mod.* : 46 mill. (Notre collect.).

IDEM signé Lauer

467. *Dr.* : Entre deux branches de laurier l'*Inscr.* : SOUVENIR — DU — GRAND CONCOURS — SUISSE ET INTERNATIONAL — DE MUSIQUE — A GENÈVE — 10,000 EXÉCUTANTS — 15, 16 ET 17 AOUT — 1890 en neuf lignes horizontales. *Rev.* : Un cahier de musique déroulé, une branche de laurier et une lyre. *Signé* : LAUER. Nickel. *Mod.* : 40 mill. (a) (Notre collect.).

SOCIÉTÉ SUISSE D'ASSURANCE

468. *Dr.* : Un phénix essorant au milieu des flammes, il porte dans son bec, suspendu par un cordon, l'écu fédéral dont la croix est filetée. *Lég.* : SCHWEIZ-MOBILIAR VERSICHERUNG GESELLSCHAFT * *Signé* : G. *Rev.* : Une couronne de chêne. *Inscr.* : DEM — VERDIENST — UM DIE — ANSTALT en quatre lignes dans le champ. Arg. *Mod.* : 37 mill. M. Meyer.

(a) Ainsi que pour le Tir fédéral, il a été frappé une profusion de ces médailles ou jetons de fête, comme elles sont en grande partie toutes semblables, sauf l'inscription, nous pensons qu'à l'avenir, elles ne devraient plus être décrites. Cette idée est d'autant plus juste, que ces pièces n'ont rien d'artistique et leurs auteurs n'ont pas même pour excuse de les avoir fait frapper dans la localité.

SOUVENIR DE COLOMBIER

ÉCOLE DE RECRUES

469. *Dr.* : Vue du château-caserne de cette localité. *Lég.* : SOUVENIR DE COLOMBIER. *Rev.* : Les écus superposés de Genève, Fribourg, Neuchâtel et Berne, l'écu fédéral au milieu, au-dessous une arabesque, une couronne de laurier entourant le tout. *Lég.* : UN POUR TOUS TOUS POUR UN. Br. *Mod.* : 25 mill. (Notre collect.).

HOSPITALITÉ SUISSE

A L'ARMÉE DE L'EST. Signé A. Borel.

470. *Dr.* : Un guerrier gaulois désarmé presse la main que lui tend une femme personnifiant la Suisse, appuyée contre ce qui devrait être l'écusson fédéral, et qui par suite d'une erreur de composition, représente un blason de famille, derrière le guerrier, un bouclier portant le mot GAL..., à leurs pieds une corne d'abondance d'où s'échappent des fruits. Entre les deux personnages se dresse un Terme entouré de lierre portant la tête de Janus biffront et l'inscription HELVETIÆ — FINES, sous la plinthe la signature A. BOREL à l'arrière-plan, les Alpes. *Lég.* : HELVETIÆ HOSPITI. *Rev.* : Dans une couronne de chêne touchant la bordure de grénétis, l'*Inscrip.* 1^{er} FÉVRIER — 1871 en deux lignes dans le haut. Arg. et Br. *Mod.* : 71 mill. (a).

(a) Par suite de l'erreur signalée ci-dessus, la frappe de cette médaille n'a pas été autorisée et se borne aux deux épreuves argent et bronze, nous regrettons vivement que le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts n'ait pas ordonné la gravure d'un nouveau coin ; mais les ministères changent si souvent chez nos voisins.

BRUXELLES. CONCERT

AU PROFIT DES INONDÉS DE LA SUISSE

471. *Dr.* : AUX — ÉLÈVES DES ÉCOLES COMMUNALES — LES LOGES — MAÇONNIQUES — RECONNAISSANTES. *Inscr.* : en cinq lignes horizontales et une semi-circulaire, dans un cercle de grénétis. *Lég.* : CONCERT DE BIENFAISANCE AU PROFIT DES INONDÉS DE LA SUISSE. *Rev.* : le compas et l'équerre dans un cercle de grénétis. *Signé* : A. FISCH. *Lég.* : .: BRUXELLES LE 6 AOUT 1878. .: Etain. *Mod.* : 28 mill. (Notre collect.).

CHAMBÉRY CONCOURS MUSICAL

FRANCE. ITALIE. SUISSE. BELGIQUE.

472. *Dr.* : Armes de Chambéry. *Lég.* : FRANCE. ITALIE. SUISSE. BELGIQUE. *Rev.* : SOUVENIR DU GRAND CONCOURS en *Lég.* semi-circulaire. *Inscr.* : INTERNATIONAL — DE — MUSIQUE DE — CHAMBÉRY — SAVOIE — 17 AOUT — 1873 en sept lignes horizontales. Laiton. *Mod.* 23 mill. (Notre collect.).

BONAPARTE 1^{er} CONSUL

GENÈVE SANS LA DATE

473. *Dr.* : Le même que celui décrit au n° 40 de Blavignac. *Rev.* : Deux palmes croisées, en dessous l'*Inscr.* en deux lignes VAINQUEUR — PACIFICATEUR, au-dessous une couronne de lauriers, sous celle-ci, GENÈVE. Br. et Etain. *Mod.* 42 mill. (Notre collect.).

CALVIN

ANCIEN MÉD^N UNIFACE

474. *Dr.* : Tête du réformateur à gauche, coiffée du béret basque. *Lég.* : IOANNES - CALVINUS - Æ - SVÆ - XLVIII -

QVOSQ - DOMINE - A - 155Z. Br., coquille creuse, *Mod.*
62 mill. (a).

IDEM. Médⁿ à arabesques

ATTRIBUÉ A COCHIN

475. Buste de Calvin à gauche, en coiffe, béret par dessus et pelisse à col de fourrure. Champ orné de quartefeuilles et d'arabesques, avec bordures à sujets, guerre, musique, chasse et pêche. Coquille. Br. *Mod.* 60 mill. (Notre collect.).

IDEM

MÉDAILLON UNIFACE GRAVÉ

476. Buste du réformateur à gauche, en collet de fourrure et coiffé du béret, bordure à grains d'orge. Sans lég. ni signature. Br. *Mod.* : 47 mill. (Notre collect.).

IDEM

HÉRÉTIQUE

477. Son buste à gauche, le béret sur le serre-tête et vêtu de la pelisse. *Lég.* : I. CALVINVS HÆRTICVS (*sic*). Br. Gravé sans *Rev.* ni signature. *Mod.* : 44 mill. (Notre collect.).

CANDOLLE (de)

GRAND MÉDAILLON

478. Sa tête nue à droite. Derrière la tête l'*Inscr.* : A. d. de Candolle incuse. *Signé* : DAVID 1830 en deux lignes sous la tête. Br. Fondu. *Mod.* : 140 mill. (Notre collect.).

(a) Cette médaille est décrite très sommairement dans Haller et au n^o 146 de Blâvignac.

EYNARD Gabriel

479. *Dr.* : Sa tête nue à droite. *Inscription verticale derrière la tête* : JEAN GABRIEL — EYNARD — L'AMI DES — GRECS, sous la tête la signature DAVID — 1830 et à côté A. BOVET. Médaillon bronze uniface, fondu. *Mod.* : 128 mill. (Madame Diodati-Eynard).

IDEM

480. *Dr.* : Son buste en habit et tête nue à droite. Cuivre incuse, sans Légende ni Signature. *Mod.* : 104 mill. (Madame Diodati-Eynard).

ST F^s DE SALES

481. *Dr.* : Buste nimbé de face de l'apôtre du Chablais sur un champ semé de croisettes. *Lég.* : ST.FRANÇOIS DE SALES PRIEZ POUR NOUS. *Rev.* : Buste de Sainte-Jeanne de Chantal de face et nimbée. *Lég.* : STE-JEANNE DE CHANTAL PRIEZ POUR NOUS. Médaille Laiton ogivale. *Mod.* : 26 mill. sur 13. (Notre collect.).

IDEM

FÊTES DU DOCTORAT

482. *Dr.* : Pareil au n° 395. *Rev.* : Dans un targe à quatre lobes fileté, l'*Inscr.* : FÊTES — DU DOCTORAT — DE SAINT FRANÇOIS — DE SALES un trait, ANNECY — 20 21 22 AOÛT — 1878. Arg. et Br. *Mod.* : 33 mill. (Notre collect.).

IDEM

SOUVENIR

483. *Dr.* : Buste du saint nimbé vu de face, une plume dans la main droite et un livre ouvert dans la gauche. *Lég.* :

SAINT FRANÇOIS DE SALES DOCTEUR DE L'EGLISE
P. P. N. et en deux lignes sous le buste : DECRET DU 17 JUIN-
LET 1877. *Rev.* : *Lég.* : SOUVENIR DE LA FETE DU DOC-
TORAT * *Inscr.* : DE — ST FRANÇOIS — DE SALES
— 1878 en quatre lignes. Laiton, sans signature. *Mod.* : 32
mill. (Notre collect.).

IDEM

ORA PRO NOBIS

484. *Dr.* : Buste du saint nimbé de trois-quarts à droite,
dans un targe à quatre lobes, semé de croisettes. *Lég.* :
S. FRANCISCE A SALESIO ORA PRO NOBIS. *Rev.* : Sainte-
Jeanne de Chantal nimbee, de trois-quarts à gauche, tenant
la croix et le cœur de Jésus. *Lég.* : STE JNE FRANCOISE DE
CHANTAL PRIEZ POUR N. Laiton. Non signée. *Mod.* 30
mill. (Notre collect.).

IDEM

PAS NIMBÉ

485. *Dr.* : Buste de l'apôtre du Chablais, de trois-quarts
à droite, tête nue, sans nimbe, dans un targe à huit lobes,
dans l'intérieur la *Lég.* : S. FRANÇOIS DE SALES P. P. N. *Rev.* :
Buste de Ste-Jeanne de Chantal sans nimbe, même targe.
Lég. : S. FRANÇOISE DE CHANTAL P. P. N. Br. Non signée. *Mod.* :
27 *mill.* (Notre collect.).

IDEM

MÉD. OVALE ARGENT 1826.

486. *Dr.* : Buste du saint à demi corps, tête nue à droite.
Lég. : ST. FRANÇOIS DE SALES EVEQUE D'ANNECY 1826. *Rev.* :
Buste de face à demi corps de Ste-Jeanne, les bras croisés,
un cœur dans la main droite et une croix dans la gauche.

Lég. : S^{TE} JEANNE FOISE DE CHANTAL P. P. N. Méd. ovale. Arg.
Mod. : 24 mill. sur 20. (Notre collect.).

MARC MONNIER

487. *Dr.* : Buste de l'éminent professeur tête nue à gauche.
Lég. : MARC MONNIER 1829 - 1885. *Signé* : C. RICHARD F.
Rev. : Une guirlande de fleurs, composée de roses, de marguerites et de campanules (a) *Inscr.* : L'ITALIE — EST-ELLE
LA TERRE DES MORTS — LES ADIEUX DE FIGARO —
THEATRE DE MARIONNETTES — HISTOIRE GÉNÉRALE
DE LA LITTÉRATURE -- LA VIE DE JÉSUS—NOUVELLES
NAPOLITAINES POÉSIES. & &. en huit lignes horizontales.
Signé : C. R. Arg. et Br. *Mod.* : 55 mill. (Notre collect.).

NAPOLÉON 1^{ER}

MÉDAILLE DES DÉPARTEMENTS (b)

488. *Dr.* : Un soleil à cent huit rayons, portant chacun le nom d'un des cent huit départements de la France, les seize pointes de ces rayons sont sommées d'une étoile. Au centre de cet astre, la tête nue de Napoléon 1^{er} à droite dans une couronne de laurier et de chêne au bas de laquelle est attaché un ruban portant la devise : HONNEUR ET PATRIE.

(a) Nous ne pouvons résister au désir de féliciter M. Richard de son innovation au sujet de cette guirlande. Il a de ce fait franchi l'échelon qui sépare l'ouvrier de l'artiste. En effet, au lieu de la perpétuelle couronne de laurier, de chêne ou de fleurs, il nous a donné quelque chose de si charmant et de si délicat dans ses tiges de clochettes, que le poète a dû en tressaillir dans sa tombe. En un mot, c'est du Louis XVI que M. Richard a dû cueillir au Petit Trianon, près de la laiterie de Marie-Antoinette. Cet habile graveur a fait mentir l'axiome qui dit que l'homme décline en vieillissant.

(b) Dans cette nomenclature, le mot LÉMAN, un des départements cités ci-dessus et dont Genève était la capitale.

Lég. intérieure : NAPOLEON EMPEREUR DES FRANÇAIS
CHEF DE LA LÉGION D'HONNEUR. *Signé* : JEUFFROY FÉCIT.
Br. *Mod.* 110 mill. M. Arnold Meyer.

NAVILLE. Ernest

489. *Dr.* : Buste du professeur, tête nue à droite. *Lég.* :
* ERNEST NAVILLE. DE GENÈVE * au bas — NÉ LE
13 DÉC. 1816. *Signé* : n'gus boyv sc. 1890. dans le buste,
en-dessous. *Rev.* : Une couronne de chêne. *Inscr.* : BENE —
MERITO puis au-dessous, un trait à arabesque, séparant en
deux colonnes la phrase et le verset suivants : JE SUIS
HOMME — ET JE CHERCHE — LA VÉRITÉ. ERN. NAVILLE.
J'AI CRU — C'EST POURQUOI — J'AI PARLÉ — 1 COR. IV. 13.
Lég. : * PHILOSOPHIE APOLOGÉTIQUE CHRÉTIENNE.
PÉDAGOGIE * LIBERTÉ RELIGIEUSE. RÉFORME ÉLEC-
TORALE. *Mod.* 60 mill. Or, 1 ex. Arg. double épaisseur.
2. Arg. simple, 42. Br. 246. (Notre collect.).

NECKER

490. *Dr.* : Son buste à gauche, coiffé à la catogan. *Lég.* :
M. NECKER. *Signé* : D. *Rev.* : JOUIS — DE TA GLOIRE —
LES HOMMES — COMMENCENT — A TE — CONNOITRE
1879 en sept lignes horizontales. Br. *Mod.* : 33 mill.
(M. Arnold Meyer) (a).

CHARLES ROUMIEUX

NOCES D'ARGENT

491. *Dr.* : Armes Roumieux à une bouge de pèlerin d'azur,
huppée de même, chargée d'une coquille de pèlerin d'ar-

(a) Blavignac n° 192 en décrit une avec la même légende sans
la date et du module de 36 mill.

gent, surchargeant un manteau de France au milieu d'un cercle perlé. *Lég.* : NOCES D'ARGENT . 8 . XII . 1862 . GENÈVE . 8 . XII . 1887. *Rev.* : Un rond formé d'une chaîne de vingt-cinq anneaux unis dans le haut par un lac d'amour, dans le champ une foi aux poignets de laquelle pendent deux fruits, au-dessus l'*Inscr.* : CHARLES — ROUMIEUX et au-dessous MARIE — MACHET. *Signé* : C. ROUMIEUX. COMP. C. DROOP. SCT. Arg. et Br. *Mod.* 34 mill.

J.-J. ROUSSEAU

TRANSLATION AU PANTHÉON

492. *Dr.* : Son buste à droite. *Lég.* : * AUX VERTUS PATRIOTIQUES DE J^N JACQUES ROUSSEAU. *Rev.* : TRANSLATION — DE L'HOMME — DE LA NATURE — ET DE LA VÉRITÉ — AU PANTHÉON. *Inscr.* : en cinq lignes horizontales. Méd^a ovale. Laiton. *Mod.* 40 mill. sur 34 (M. Meyer).

IDEM

MÉDAILLON ROND, UNIFACE, DORÉ

493. *Dr.* : Son buste à droite, coiffé d'une toque sur un bonnet. *Lég.* : JEAN JACQUES ROUSSEAU. Médaillon rond, uniface à bord lisse, doré mat, sans date, ni signature. Br. *Mod.* 58 mill. (Notre collect.).

IDEM

494. *Dr.* : Son buste à droite à tête nue en perruque. *Lég.* : J. J. ROUSSEAU CITOYEN DE GENÈVE. Médaillon rond, uniface, sans signature. Cuivre et plomb. *Mod.* : 50 mill. (Notre collect.).

IDEM

SIGNÉ THEVENON

495. *Dr.* : Buste du philosophe, tête nue en perruque à gauche. *Lég.* : J^N J^QUES ROUSSEAU NÉ A GENÈVE EN 1712 MORT EN JUILL^T 1778. *Signé* : THEVENON. Sans Rev. Coquille. Br. *Mod.* : 54 mill. (Notre collect.).

IDEM

PLOMB UNIFACE

496. *Dr.* : Son buste à gauche, avec la perruque. *Lég.* : JEAN JACQUES ROUSSEAU. Sans signature. Plomb. *Mod.* : 47 mill. (M. P. Ströhlén).

ROUSSEAU ET VOLTAIRE

GRAND MÉDAILLON UNIFACE

497. *Dr.* : Bustes accolés des deux philosophes en perruque. *Lég.* : J. J. ROUSSEAU. NÉ EN 1712. MORT EN 1778 * AT. DE VOLTAIRE NÉ EN 1694 MORT EN 1778 * *Signé* : DOMARD. F. et sous la manche de Voltaire 1823. Br. Fondue. *Mod.* : 165 mill. (Notre collect.).

H. B. DE SAUSSURE

MÉDAILLE DU CENTENAIRE

498. *Dr.* : Le monument érigé à Chamonix représentant de Saussure et Balmat. *Lég.* : A HORACE BENEDICT DE SAUSSURE 1787. 1887. *Signé* : JULES SALMSON INV^T C TROTIN INC^T Rev. : LE 3 AOÛT 1787 — H. B. DE SAUSSURE — SOUS LA CONDUITE — DE JACQUES BALMAT — ATTEINT LA CIME DU MONT-BLANC — un trait. LE 28 AOÛT 1887 CE MONUMENT — TEMOIGNAGE D'ADMIRATION —

ET DE RECONNAISSANCE — A ÉTÉ ÉRIGÉ — PAR LA
COMMUNE DE CHAMONIX — AVEC LE CONCOURS — DES
CLUBS ALPINS. *Inscr.* en treize lignes horizontales. Arg. et
Br. jaune. *Mod.* : 50 mill. (Notre collect.).

IDEM

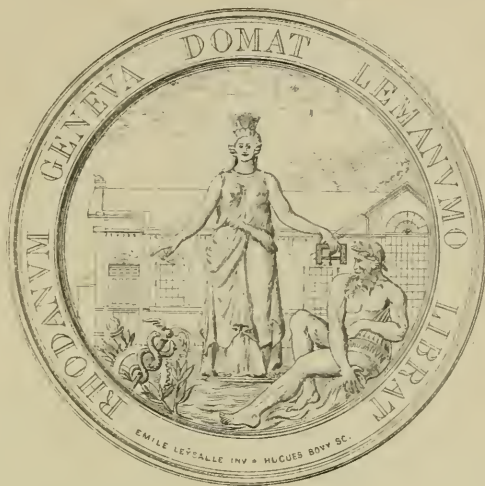
SOUVENIR

499. *Dr.* : Le même. *Lég.* : A H. B. DE SAUSSURE . CHA-
MONIX RECONNAISSANT *Signé* : J. SALMON SCULPTEUR *Rev.* :
Lég. : SOUVENIR DE LA FÊTE D'INAUGURATION • *Inscr.* :
CHAMONIX — 28 AOUT — 1887 en trois lignes horizon-
tales. Laiton. *Mod.* : 30 mill. (Notre collect.).

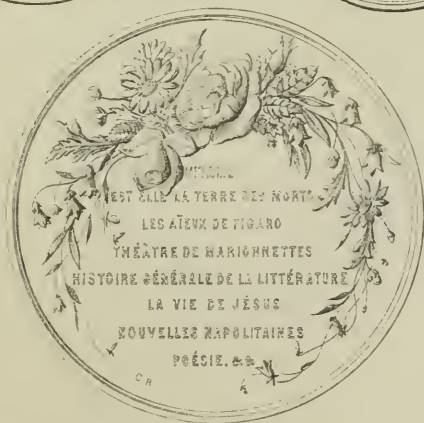
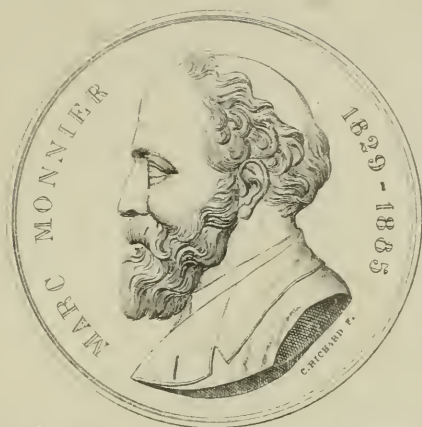
SISMONDI (de)

GRAND MÉDAILLON

500. Sa tête nue à droite. Derrière la tête, l'*Inscr.* :
J. C. L. DE SISMONDI incuse. *Signé* : DAVID 1830 en deux
lignes sous la tête. Br. Fondu. *Mod.* : 140 mill. (Notre col-
lect.).









HENRI MEISTER

COLLABORATEUR DE GRIMM

« Genève ne fut pas seule en Suisse à « prêter » des hommes à la France: il en vint du pays de Vaud, de Neuchâtel et même de la Suisse allemande, comme Besenval ou le Zuricois Meister, l'intelligent collaborateur de Grimm, le fin et délicat moraliste des *Études sur l'homme*. » Ainsi s'exprime M. Philippe Godet dans son *Histoire de la littérature française*; nous avons été surpris de ne pas trouver d'autres informations sur cet homme intéressant, contemporain de Bonstetten, qui reçut comme lui une éducation française, écrivit dans notre langue, séjourna à Paris, comme l'écrivain bernois, et entretenait des rapports avec mainte notabilité littéraire et politique de Genève, de Vaud et de la France à l'époque de la Révolution. Sans doute, Meister n'a pas résidé dans la Suisse romande, mais il a subi l'influence de Rousseau et du mouvement d'idées de la fin du XVIII^e siècle, et, à ce titre, il mérite une place honorable dans notre modeste panthéon littéraire.

Cette lacune vient d'être comblée; dans un ouvrage posthume du professeur Breitingen, Henri Meister a été

pour la première fois l'objet d'une étude biographique. Nul n'était mieux qualifié pour cette tâche que le savant et regretté professeur de l'Université de Zurich; il a pu mettre à profit papiers de famille, correspondances et souvenirs de témoins oculaires; après avoir relu nous-même et étudié les œuvres de Meister qui lui ont valu la notoriété dans son temps, nous n'avons pas hésité à alléger les pages qui lui sont consacrées de noms et de faits n'offrant pas d'intérêt à un public français, et à développer d'autre part et à compléter certains points de détail et d'histoire intérieure.

I

Henri Meister est né le 6 août 1744 à Bücheburg en Westphalie, alors résidence du prince de Schaumburg-Lippe. Sa mère était Française, et portait le nom de Loudun, d'une famille originaire de la Touraine. Son père, Jean Meister, pasteur à Kussnacht, sur le lac de Zurich, aimait à s'appeler Le Maître en jouant sur le nom du célèbre janséniste de Port-Royal. Savant théologien, vivant dans l'intimité de Breitinger et de Bodmer, il dirigea de bonne heure l'éducation de son fils qu'il habitua à s'exprimer en allemand, en français et en latin. Le jeune Henri était doué d'une intelligence très-vive, mais la mobilité de son esprit, l'inconstance de son humeur l'entraînaient un peu au hasard dans toutes les directions, sans qu'il sût se tenir longtemps au même objet. Cependant, la théologie étant alors la préparation obligée d'une carrière littéraire, il entra dans la classe de théologie du Collège classique de Zurich. A la fin de ses études, il fit un voyage à Leipzig et à Berlin; c'est de 1763 que date son premier séjour dans la Suisse fran-

cause. A Genève, où il prêcha, nous dit-il lui-même, plus d'une fois dans la chaire de Calvin, on le trouve en relations avec Abauzit, le docteur Tronchin, Charles Bonnet, Lesage, de Saussure, les deux de Luc, Vernes, Vernet et Moulton, l'ami de Jean-Jacques. Il se rendit aussi à Motiers-Travers où il prêcha, sans avoir eu l'honneur cependant de compter parmi ses auditeurs l'auteur de l'*Emile*, retenu chez lui par la maladie.

De retour dans la maison paternelle en 1764, Meister se prépare l'année suivante à publier son premier opuscule *Quatre sermons prononcés à la campagne*, le seul de ses ouvrages qu'il ait écrit en allemand. En 1766 nous le retrouvons pour la seconde fois à Genève, puis à Paris. Sur son séjour dans cette capitale les lettres de Bodmer au père de Henri Meister nous renseignent suffisamment. Bodmer, pressentant le caractère aventureux et changeant du jeune homme, conseille à Jean Meister de le retenir loin de Zurich aussi longtemps que possible pour l'empêcher de se jeter dans les luttes politiques dont cette ville était alors le théâtre. Bodmer voit déjà dans le futur collaborateur de Grimm le continuateur de sa propre œuvre. Henri Meister lui semble être l'homme qualifié pour initier les Français à la poésie allemande. Les lettres de Meister lui-même sur cette époque de sa vie font défaut, à l'exception d'un petit billet daté de 1766, conservé à la bibliothèque de Zurich. On y apprend que le jeune Suisse, grâce à une lettre d'introduction auprès du baron Grimm, a vu les salons à la mode s'ouvrir devant lui; il fréquente les théâtres, se lie avec des gens de lettres et, quoi qu'il en ait contre le monde corrompu dans lequel il vit, il voudrait se fixer pour toujours à Paris. Recommandé par ses amis de Genève au banquier Necker et à M^{me} de Vermenoux, Meister fut choisi comme précepteur de ses fils. C'est à l'un de ses élèves qu'il adresse

de Kussnacht, le 19 mai 1768, un quatrain dont les deux derniers vers étaient :

Vivons toujours avec d'honnêtes gens
Et ne nous flattons point de nos petits talents.

Henri Meister était alors âgé de 24 ans; c'est à partir de son retour de Paris et de son établissement à Kussnacht qu'il commence à prendre position dans les débats philosophiques et religieux qui passionnaient alors la société zuricoise.

En opposition aux doctrines de Calvin, la Réforme de Zwingli avait revêtu un caractère plus humain, plus démocratique; la population des campagnes fut une des premières à en recueillir le bienfait en se voyant délivrée des corvées et du servage. Toutefois, pendant le XVII^{me} siècle, et jusque vers la première moitié du siècle suivant, les puissantes aristocraties qui étaient à la tête des affaires avaient peu à peu amené les paysans à un état d'assujettissement qui faisait contraste avec les idées républicaines professées par un groupe de patriotes éclairés. Ailleurs qu'à Zurich, on faisait des plans de réforme, on rêvait d'une régénération nationale. En 1761, à Bâle, sur l'initiative du chancelier Iselin, s'était fondée une association philanthropique et patriotique sous le nom de « Société helvétique » (Helvetische Gesellschaft). A Zurich, Bodmer avait de même réuni quelques jeunes patriotes en un petit cénacle où l'on voit figurer entre autres Lavater, le peintre Henri Füssli et Pestalozzi. Ce dernier venait d'abandonner l'étude de la théologie sous l'influence des idées de Rousseau. Deux habitants du village de Dättlikon, à l'instigation de Lavater, dénoncèrent la conduite scandaleuse du pasteur Hottinger, et comme l'autorité faisait la sourde oreille, une lettre anonyme menaçante fut

déposée dans la chaire de l'antistès. Le gouvernement s'exécuta de mauvaise grâce; Hottinger fut suspendu de ses fonctions pour deux ans. Lavater et d'autres, soupçonnés d'être les auteurs de cette manifestation, furent interrogés, sans toutefois qu'on parvint à mettre la main sur le coupable. Deux ans [plus tard, en 1766, le peuple genevois rejetait à une grande majorité l'acte de médiation de 1738, et le gouvernement zuricois se disposait à intervenir par l'envoi de troupes, si l'opinion publique ne s'était fortement émue. Un étudiant en théologie, Muller, s'en fit l'organe, et publia une protestation conçue en termes très vifs qui fournit un prétexte à de nouvelles arrestations; Pestalozzi et d'autres, impliqués dans l'affaire, furent emprisonnés, puis mis en liberté, non sans être menacés de la perte de leurs droits civiques en cas de récidive.

Enthousiaste de Voltaire, de Rousseau, de Diderot et des encyclopédistes, Meister qui avait été le commensal d'Helvétius et de d'Holbach, n'attendait qu'une occasion pour répandre autour de lui les principes de tolérance et de liberté professés par un petit groupe de citoyens zuricois. Ceux-ci s'étaient constitués en une société dite « *Société du Jeudi des jeunes patriotes* » (Donnerstagesgesellschaft der jungen Patrioten). Introduit dans ce milieu, Meister y donna lecture d'une dissertation qu'il avait écrite sous le titre : *De l'origine des principes religieux*. Ce travail qui fit sensation par la finesse de la pensée, l'érudition et le style de l'auteur était un exposé du déisme philosophique du XVIII^e siècle. Il y démontrait que les religions sont d'origine humaine, qu'elles se sont développées par la crainte, que dans leur diversité, la notion de Dieu et la morale sont leurs principes communs, que le dogme est une superstition, que le sacerdoce a dégénéré par l'ambition de ses représentants;

que, si la superstition peut exciter notre pitié, le fanatisme devait exciter notre aversion ; qu'autant un esprit sincère a en horreur l'hypocrisie des faux chrétiens, autant il honore la vraie piété.

Ce langage, en face de l'orthodoxie officielle de l'époque, devait soulever bien des réprobations. Bien que Meister n'osât pas la montrer à son père, il brûlait cependant de livrer sa dissertation à la publicité. Un des Jeunes Patriotes, plus hardi que les autres, se prononça pour l'impression, au grand effroi de ses collègues qui essayèrent vainement de détourner Meister de son dessein, prévoyant un orage. Le libraire Füssli se chargea d'imprimer la brochure, à la condition formelle qu'aucun exemplaire ne serait mis en circulation à Zurich. Vers la fin de mai 1768 cinq cents exemplaires étaient prêts à être expédiés. On en envoya quatre-vingts à Paris : le reste s'écoula à Berne, à Lausanne, à Genève, à Bâle, en Allemagne et en Italie.

À Zurich, Meister envoya lui-même plus d'un exemplaire à des amis intimes. Pendant six mois il ne fut question de rien ; mais au commencement de 1769 le secret fut ébruité ; de semaine en semaine, à la ville et à la campagne, l'indignation contre le « détestable athée » de Kussnacht allait croissant. L'auteur et l'éditeur étaient également inquiétés ; pour conjurer l'orage, Meister eut l'idée singulière de préparer une seconde édition châtiée, et de renier la première. Rien n'y fit, et l'opinion publique était loin d'être calmée.

Pour s'expliquer un pareil émoi, il faut se représenter le rigorisme protestant qui régnait à Zurich au siècle dernier. Nous pouvons par analogie évoquer à la mémoire l'ordre de choses au milieu duquel se produisirent à Genève l'*Emile* et les démêlés de Voltaire avec le Consistoire et les pasteurs, à propos de l'établissement d'un théâtre dans

la cité de Calvin. L'intolérance religieuse à Zurich en remontrait à l'austérité des Genevois, témoin les doléances de la censure qui se plaint à plusieurs reprises de ce qu'on n'apprend plus le français, même à la campagne, que pour lire Voltaire : dès 1631, on rapporte qu'un Juif avait été dénoncé, puis emprisonné et enfin mis à mort, pour avoir répondu à un bourgeois qui le harcelait : « Le père de votre Christ est aussi un Juif. »

Si la brochure de Meister produisait un fâcheux effet dans sa ville natale, elle était en revanche accueillie avec enthousiasme à l'étranger. Bodmer et les esprits indépendants comme lui, sont d'avis que la postérité jugera Meister avec plus de justice que les contemporains ; Bodmer voudrait même voir intervenir dans le débat Moulton ou un homme du caractère de Moulton. Voltaire, à qui Meister avait fait parvenir un exemplaire, écrit à une dame : « Notre Zuricois ira loin. Il a mangé hardiment de l'arbre de la science dont les sots ne veulent pas qu'on se nourrisse, et il n'en mourra pas. » Le Grand Frédéric s'engoua aussi du livre et de l'auteur, à qui il fit offrir une chaire au Collège royal et à l'Université de Berlin. Meister s'employa pour la faire obtenir au Genevois Pierre Prévost, et il ajoute à cette occasion que quarante ans après sa publication sa brochure fut traduite en allemand.

Quant à l'ouvrage à Zurich même, il est facile de deviner qu'il devait attirer la foudre sur la tête de l'auteur. On en référa d'abord à l'antistès pour nantir le Synode de l'affaire ; l'opinion publique était divisée en deux camps. On est surpris du rôle équivoque de Lavater en cette occasion. A la tête d'un certain nombre de jeunes ecclésiastiques, ses disciples, il se rend auprès du Doyen des pasteurs, déplorant le scandale donné par un des membres du corps pastoral et

fait appel au zèle de son chef, et cela, tandis qu'en rapports d'amitié avec Meister et Füssli il se donnait l'air de tout mettre en œuvre pour que leurs personnes fussent autant que possible épargnées. Cette attitude un peu louche peut s'expliquer par les démêlés que, quelques années auparavant, en 1762, Lavater avait eus avec le gouvernement.

Un écrit anonyme avait dénoncé à l'opinion publique les malversations d'un bailli Grebel, qui fut puni par les magistrats zuricois et forcé à restitution. Lavater et Füssli qui, sur la sommation de l'autorité, s'étaient avoués les auteurs de l'écrit en question, furent aussi traités en coupables et durent faire amende honorable. On comprendra donc que dans l'affaire de Meister Lavater ait préféré ne pas se compromettre, ou du moins se réhabiliter dans l'opinion des autorités zuricoises en se posant en défenseur de la religion outragée.

Le bourgmestre Heidegger, partisan des nouvelles idées philosophiques et religieuses, sut mettre un frein au zèle fanatique du Synode en portant le débat devant le Conseil. Malgré cet appui, les conclusions ne pouvaient être favorables à Meister qui, prenant les devants, s'était réfugié en Thurgovie, où il attendait sa sentence. En vertu d'un arrêt du 21 juin 1769, rendu à l'unanimité des membres du Magnifique Conseil, l'écrit *De l'origine des principes religieux*, par la hardiesse de ses tendances, son ton railleur et infâme, était condamné à être publiquement brûlé par le bourreau; l'auteur, Meister de Kussnacht, était destitué de ses fonctions pastorales. La citation des autorités l'ayant trouvé indocile, il fut condamné par contumace : sous peine d'emprisonnement dans la vieille tour du Wellenberg, il était banni de la ville et des lieux environnants. Le libraire Füssli, rayé de son abbaye, devait payer une amende de quarante marks.

Il ne restait plus à Meister d'autre parti que de s'expatrier. Huit jours après, le 29 juin, il prenait congé à Brugg de son père et de sa sœur, pour se rendre à Paris, muni d'une lettre de crédit pour la maison Necker. Ajoutons, avant de le suivre dans cette nouvelle phase de son existence, que le jugement par contumace fut révoqué dès 1772, grâce à la diffusion des idées nouvelles qui gagnaient toujours plus de terrain, à l'ascendant de Heidegger et aux démarches persévérantes de Jean Meister en faveur de son fils. Henri Meister adressa lui-même une requête dans laquelle il déplore avoir répandu à Zurich « les idées de la plus légère des nations » et, quelques jours après, il faisait amende honorable devant les censeurs qui, de leur côté, « recommandent cette brebis égarée à la miséricorde et à la clémence des autorités ». Si cet acte de contrition le réhabilita dans l'opinion de la plupart de ses concitoyens, il en est d'autres qui ne furent pas dupes, et ne virent là-dedans que l'effet de la prudence et du calcul. A ce propos, il est plaisant de voir le vieux Bodmer écrire naïvement à Jean Meister que son fils devait se réhabiliter aux yeux de ses concitoyens en écrivant un ouvrage contre Holbach, Diderot et Voltaire, et avoir le courage de rompre avec ces gens-là pour toujours !

La réhabilitation eut lieu le 3 octobre. Meister était rétabli dans tous ses droits politiques ; le droit de résider librement à Zurich lui était rendu ; mais il restait destitué de ses fonctions de pasteur.

II

Meister habita Paris jusqu'à la Révolution, faisant de temps à autre un court séjour à Zurich. Il vivait à son aise du produit de sa plume, fréquentant les salons, les gens de lettres et les notabilités politiques en vue de l'époque. Il entretenait des rapports d'amitié avec M^{me} Vermenoux, jeune veuve qui avait été demandée en mariage par M. Necker ; les assiduités du grand financier étant restées sans succès, ce fut à la dame de compagnie de M^{me} Vermenoux qu'il s'adressa. M^{lle} Suzanne Curchod, fille d'un pasteur de Crassier, à laquelle M. d'Haussonville a consacré une attrayante étude biographique et littéraire, qui a pris place dans la bibliothèque des lettrés et des gens du monde. L'appui moral de Necker ne fit pas défaut, à Meister, dont le nom est demeuré attaché, comme on sait, à la *Correspondance littéraire, philosophique et critique* de Grimm, qui eut pour autres collaborateurs Raynal, Diderot et d'autres.

Avec M. Edmond Scherer tout a été dit sur Grimm et son œuvre ; il est donc superflu d'insister sur les destinées de ce Bavaïois de Ratisbonne qui vint s'établir à Paris, où, par ses relations avec la cour de Saxe-Gotha, il parvint à se faire nommer représentant diplomatique auprès du cabinet de Versailles ; l'exécution de Louis XVI le força à se démettre de ce poste ; retiré à Gotha, il y vécut jusqu'à sa mort en 1807, âgé de quatre-vingt-quatre ans. A partir de 1753, il avait recueilli dans les cours de l'Europe un très grand nombre d'abonnés pour une chronique mensuelle qui devait renseigner le public sur les événements littéraires du jour, les salons et la cour de Paris. Cette chronique manuscrite

se réservait l'anonyme. En peu d'années, au dire de Meister, elle se publiait en quinze exemplaires. Le manuscrit de Gotha est le plus complet; c'est le seul qui, d'après le témoignage de M. Maurice Tourneux, ait conservé les Suppléments de Meister, de 1792 à 1812, époque à laquelle il abandonna définitivement l'entreprise. La *Correspondance littéraire* ne fut connue en France que dans cette même année 1812 par la découverte d'un des manuscrits, trouvé après la bataille de Iena par un libraire de Berlin qui en fit une première édition. La seconde date de 1829, la troisième, qui parut de 1877 à 1882, est due à M. Maurice Tourneux, et comprend seize volumes.

Grimm et Meister travaillèrent en commun depuis 1773. « Le printemps de 1773, dit Meister dans une lettre datée du 27 juillet 1812, M. de Grimm accompagna le prince de Hesse-Darmstadt en Allemagne et de là en Russie. En 1775, il fit le voyage d'Italie avec le comte de Romanzoff, et ramena celui-ci de Naples à Pétersbourg. Ce fut sa plus longue absence. De retour à Paris, il me remit toute la boutique avec ses charges et ses bénéfices. Mais le portefeuille de M. Diderot, jusqu'à sa mort, ne cessa point d'être à ma disposition. Je ne manquerai pas non plus de mettre à contribution l'esprit et la mémoire de toutes les autres personnes que je voyais alors, moins pour soulager ma paresse que pour répandre plus de variété sur cette fatale besogne. M^{me} d'Epinaÿ s'est crue longtemps engagée à me fournir un assez grand nombre d'articles, mais qu'elle me permettait d'arranger à ma manière ».

Cependant dans les notes autographiques de Meister, rédigées de 1820-1822, et conservées à la bibliothèque de Zurich, il fait remonter à deux ans plus haut sa participation directe à l'entreprise. « Depuis l'année 1773, je fus le mo-

deste continuateur de la trop célèbre correspondance du baron de Grimm ; j'en vis augmenter considérablement le produit dans les vingt premières années où la rédaction m'avait été confiée, et je l'ai soutenue tant bien que mal, malgré la révolution, durant plus de quarante ans.

« Il y a plus de huit volumes qui ont paru de ce volumineux recueil dont je dois me reconnaître coupable depuis la page 448 du second volume, année 1773, jusqu'à la fin de la troisième et dernière partie, sans compter plusieurs articles insérés dans le supplément publié par M. Barbier. Ce léger travail m'a fait gagner plus d'argent que ne m'en aurait rendu peut-être aucun travail plus utile et plus honnête.

« Mais il m'a fait perdre beaucoup de temps et m'a distrait encore malheureusement de toute étude assez suivie. Ce que j'avais gagné si légèrement, je le dépensais de même. Et ne dois-je pas compter parmi mes plus folles dépenses les économies que j'eus la bêtise de prêter à la loyauté de la nation française, trop heureux aujourd'hui que cette généreuse loyauté ne m'en ait guère enlevé plus des deux tiers » ?

La *Correspondance littéraire* fut en effet une affaire lucrative pour Meister, et mit son nom fort en vue. Dans ces mêmes papiers déposés à la bibliothèque de Zurich se trouve un cahier portant le titre d'*Inventaire de mes vanités*. L'auteur nous y fait une énumération des œuvres qui lui valurent des distinctions, de ses relations avec les princes, des femmes auteurs qu'il a connues, et des dignités qui lui furent conférées. Nous avons parlé plus haut de l'amitié que M. Necker lui témoigna, et qui, dès les premiers articles publiés par Meister, lui valut une rente de mille francs. Vers le même temps, il reçut aussi des présents du prince Frédéric de Prusse et du roi de Wurtemberg. En 1781 le duc de Saxe-Cobourg-Gotha fit offrir à Meister par l'intermédiaire

de Grimm la place de précepteur de ses fils ; le duc de Brunswick cherchait aussi à l'attirer à son service dans un poste analogue ; « mais dans ces années, ajoute Meister, je n'aurais pu vivre loin de Paris ». Deux de ses écrits les moins connus, *La Morale naturelle* et *Méditations religieuses*, lui valurent de la part de l'impératrice Catherine de Russie une médaille d'or, deux boîtes en or, et du petit-fils de cette souveraine une bague en brillants. Sa traduction des idylles de Gessner lui donna accès au *Mercure* et à l'*Almanach des Muses* ; Meister voulut offrir un exemplaire de son œuvre à M^{me} Dubarry qu'il appelle la *sultane en faveur* ; mais, s'il lui fut accordé une audience, ce fut sans aucun profit pécuniaire. Quant au nombre des femmes auteurs qu'il rencontra ou connut personnellement, il faudrait faire défiler ici les noms des spirituelles et brillantes habituées des salons du XVIII^e siècle ; bornons-nous à mentionner le dernier nom en date, qui est celui de M^{me} Guizot de Meulan, dont la critique fut toujours favorable aux articles de Meister parus dans le *Publiciste*.

A son retour à Zurich en 1794, Meister essaya de reprendre la *Correspondance*, malgré les difficultés qu'apportait la distance. Il entra en rapports avec le rédacteur du *Publiciste*, Suard, et s'engagea à lui fournir des comptes-rendus sur la politique de la Suisse, en échange desquels Suard donnerait une chronique parisienne ; grâce à cet arrangement, et aux ressources qu'il trouva dans d'autres feuilles et revues politiques, Meister put continuer son œuvre jusqu'en 1812. En 1818, il publia à Paris et à Genève ses *Esquisses européennes* commencées en 1798, et finies en 1815, avec le sous-titre : *Pour servir de suite à la Correspondance de Grimm et de Diderot*. C'est à cette époque aussi qu'il faut placer la composition de quelques romans tels que *Betsi* ou l'*Amour comme*

il est, et des traités de philosophie spiritualiste, comme *Euthanasie* et les *Lettres sur la vieillesse*.

La liste des écrits de Meister s'allongerait encore si l'on y ajoutait les quelques opuscules en allemand qui sont sortis de sa plume ; il suffit de relire aujourd'hui l'ouvrage cité en dernier lieu pour se faire une idée du style et des idées de Meister, qui, quoique écrivain de second ordre, mérite cependant d'être mentionné avec éloge comme l'un des étrangers qui ont le mieux su manier le français. On devine sans peine que l'auteur a eu sous les yeux le charmant opuscule du *De Senectute* dont il reproduit en maint endroit la philosophie, sans toutefois qu'on y retrouve la grâce de l'expression, la prose colorée et harmonieuse de Cicéron, l'inspiration élevée et religieuse du vieux Caton. Par son tour de phrase et de pensée un peu terne, par son allure calme et réfléchie, Meister nous rappelle les moralistes français du XVIII^e siècle ; il y a en lui un reflet de Voltaire et de Rousseau. Il a retenu de l'un cette morale pratique de la vie qui se ment toujours dans une région moyenne, cet équilibre des facultés, cette ouverture d'esprit qui sont bien le fond de ce qu'on appelait au siècle dernier l'homme de bien. De Rousseau, il a, moins l'éclat et la chaleur, le style périodique, la note émue et sentie, et le respect pour la religion ; Meister est resté fidèle à ses convictions premières, et n'a cessé de professer le déisme du Vicaire savoyard. Nous détachons de la dixième et dernière lettre le fragment suivant dans lequel l'auteur a résumé sa carrière :

« Après avoir passé la plus grande partie de ma vie dans une alternative continuelle de peines et de plaisirs, depuis l'instant où l'éclat malheureux d'une imprudence philosophique m'eut banni de ma patrie pour sauver ma tête menacée de tous les anathèmes du fanatisme, de toutes les

persécutions de l'envie républicaine, jusqu'à l'époque où la plus terrible des révolutions m'enleva les trois quarts de ma fortune, et m'exila de ce doux pays de France, devenu ma seconde patrie, combien ne bénirais-je pas le ciel des paisibles destinées qu'il a daigné réserver à mes derniers jours ! J'ai retrouvé dans ma vieille patrie une modeste aisance qui suffit à mes désirs et me laisse encore quelquefois assez de ressources pour en faire un peu de bien. Je n'ai point perdu le goût des études qui m'ont occupé dès ma première jeunesse, et j'ai rassemblé dans ma petite bibliothèque les chefs-d'œuvre de la littérature ancienne et moderne, auxquels je dois encore aujourd'hui l'emploi le plus utile et le plus intéressant de mes heureux loisirs. Je suis encore sensible au charme des beaux-arts, dont quelques doux souvenirs parent les simples lambris de ma tranquille cellule. Je suis peut-être plus sensible que jamais, plus sensible au moins que je ne le fus durant un long intervalle de ma vie, aux touchantes beautés de la nature. Un beau jour est à mes yeux un vrai jour de fête ; il me fait jouir de la variété romantique des sites ravissants dont ma retraite se trouve entourée avec un plaisir toujours nouveau. J'ai conservé dans les différents pays où j'ai vécu des liaisons qui sont encore chères à mon cœur, dont je pourrais m'enorgueillir, mais dont il m'est plus doux d'oser me croire aimé. Le ciel m'a rendu dans cette vieille patrie d'où je fus banni si longtemps plusieurs amis de ma première jeunesse ; et des événements que j'étais loin de prévoir, ni même de pouvoir désirer, l'ont ramenée en ma faveur à des sentiments de bienveillance et d'estime qui me touchent encore plus qu'ils ne m'honorent. Après avoir atteint déjà mon treizième lustre, l'enchaînement de circonstances le plus imprévu m'a donné pour première et

dernière compagne de ma vie l'objet adoré de mes premières affections, l'amie de mon enfance et l'amie de ma vieillesse, celle que j'avais aimée à quinze ans comme je n'ai rien aimé depuis, et pour laquelle je n'avais jamais cessé de conserver l'attachement le plus vif et le plus tendre, quoique la destinée eût mis entre nous des barrières qui semblaient devoir m'en séparer éternellement. »

Ces dernières lignes nous ramènent à la biographie de Meister que nous avons laissé à Paris, d'où la Révolution allait bientôt le chasser.

III

Après la Journée du 10 août 1792, le séjour de Paris avait perdu tous ses charmes pour Meister. La situation intérieure prenait une tournure fort dangereuse. La Fête de la Fédération avait été célébrée avec un éclat inaccoutumé au Champ-de-Mars que le roi traversa au milieu d'un peuple soulevé, pour aller prêter serment à la Constitution sur l'autel de la liberté. Peu après, les fédérés arrivaient dans Paris, et y séjournaient, au lieu de poursuivre leur route. C'est dans ces circonstances que parut le manifeste du duc de Brunswick, le 27 juillet 1792, sollicité depuis longtemps par Marie-Antoinette, et qui rendait responsable l'Assemblée nationale de tout ce qui se passerait dans la capitale, et des traitements faits à la famille royale.

Meister fut témoin de tous ces événements et des massacres de Septembre ; il les a consignés dans ses *Souvenirs* qui forment un document historique intéressant. La veille de l'assaut des Tuileries, on avait fermé tous les magasins,

raconte-t-il; les restaurants avaient fait prudemment disparaître leur argenterie; partout on mangeait avec des cuillers de fer-blanc. Le lendemain, dans la journée du 10 août, Meister rencontre sur le boulevard de la Madeleine une bande d'énergumènes mis en fuite par la première salve d'artillerie des Suisses. Le surlendemain, un Zuricois, établi à Paris, Gaspard Schweizer, dont la carrière aventureuse a été retracée avec bonheur par J. Böchtold, vient trouver Meister; il le supplie de se rendre avec lui à l'Assemblée nationale pour implorer la grâce des Suisses faits prisonniers. Mais, caché dans sa maison, Meister y reste jusqu'à ce que les massacres de la Conciergerie le forcent à penser au départ; c'est un ancien cocher qui, à grand'peine, lui fait obtenir un passe-port pour l'Angleterre. Il était grandement temps; un Jacobin avec lequel il était autrefois en relations d'amitié, le prévient en hâte que son arrestation est résolue. Meister était accusé d'avoir entretenu des rapports secrets avec la cour de Brunswick. On sait que, dans un certain parti, l'entrée dans Paris du duc de Brunswick, dont l'armée se trouvait alors à Verdun, était considérée comme imminente. Un journal dénonçait Meister comme l'auteur de bulletins politiques adressés au duc de Brunswick sur la situation actuelle. Le baron de Rothenkreuz, ministre du duc de Brunswick, avait été en effet un des correspondants de Meister, qui, à la nouvelle que sa liberté était menacée, n'eut que le temps de se jeter dans un fiacre et quitta Paris en toute hâte.

Il fit route jusqu'à Boulogne où il se rencontra avec M. de Talleyrand qui, par l'entremise de M^{re} Danton, avait obtenu un passe-port, et n'attendait plus qu'un temps favorable pour passer le détroit. Meister en fit autant; après un court séjour en Angleterre, nous le retrouvons à Coppet, puis à

Berne, et en 1794 à Zurich. L'année suivante, au lendemain du 9 Thermidor, nouveau voyage; en vingt jours il se rendit de Bâle à Paris, sans cesser de noter ses impressions, ses rencontres, ses conversations. Il nous parle de la banqueroute des assignats, de l'échange des marchandises comme l'unique mode de paiement, des palais abandonnés du quartier Saint-Germain portant en lettres rouges l'inscription : Propriété nationale à vendre. Il fréquente les théâtres, dine avec Joseph Chénier, assiste à une séance du Conseil des Cinq-Cents et dépeint les anciens et les nouveaux salons. Mais au travers de cette existence si contrastée, on sent le désenchantement; la capitale n'avait plus le prestige qui avait tant séduit Meister dans ses jeunes années; il revint à Zurich.

Il y vécut tout entier à ses travaux littéraires, en prenant néanmoins une part active aux événements dont sa patrie subissait le contre-coup. Lorsque l'Acte de médiation octroyé à la Suisse par Bonaparte développa ses effets dans le canton de Zurich, Meister fut nommé président de la commission chargée de faire accepter la nouvelle Constitution. Ce fut le 18 avril 1803 qu'il ouvrit le premier Grand Conseil à Zurich, à la même place, ajoute-t-il, où quarante ans auparavant, on m'avait banni comme athée. En 1804 des troubles éclatèrent à Zurich entre les partisans du nouvel ordre de choses et les mécontents. Meister était déjà en route pour Paris, lorsque, arrivé à Stein, il reçut à minuit un courrier du gouvernement qui lui enjoignait de se rendre à Berne, pour aller de là en mission auprès de Bonaparte. Meister refusa tout mandat revêtu d'un caractère officiel; mais il se rendit à Paris, muni de lettres pour Talleyrand et Fouché, et réussit à rétablir l'accord entre ses compatriotes et le premier consul. Le service qu'il rendit à sa patrie en cette occasion lui fit décerner une médaille d'or.

Meister parvint à une extrême vieillesse dans la plénitude de la santé et de l'intelligence. Homme du monde, distingué dans sa mise, aimant la société où il était recherché par son talent de conversation, il rappelait le Français de l'ancien régime; aussi était-il toujours pour les Zuricois, Monsieur Meister de Paris. En 1806, à l'âge de soixante-deux ans, il épousa une veuve qu'il avait connue déjà toute jeune fille à Kussnacht, et vécut encore vingt ans dans une maison de belle apparence qui porte aujourd'hui le n° 20 dans le quartier de la Fosse-aux-Cerfs (Hirschengraben); ce fut là qu'il mourut subitement d'une attaque d'apoplexie le 10 novembre 1826.

L. MOREL.

RAPPORT

de M. T. Guillermin, professeur à l'Ecole cantonale d'horticulture, sur le Concours organisé par la Section d'Industrie et d'Agriculture de l'Institut genevois, pour la bonne tenue des vergers dans le canton de Genève; 1891.

A MESSIEURS LES MEMBRES DE LA SECTION D'INDUSTRIE ET
D'AGRICULTURE DE L'INSTITUT GENEVOIS,

Messieurs,

En ouvrant un concours pour la bonne tenue des vergers dans le canton, vous avez désigné, pour faire partie du Jury chargé de visiter les vergers des concurrents, MM. Charles Ramu, ancien maire, propriétaire-cultivateur à Dardagny ; Louis Dufour, propriétaire-jardinier aux Délices ; et Théodore Guillermin, jardinier et professeur à l'Ecole cantonale d'horticulture, auxquels vous avez adjoint, comme commissaire, M. François Cardinaux, professeur à l'Ecole cantonale d'horticulture.

Le jury m'ayant fait l'honneur de me nommer rapporteur, nous venons, Messieurs les membres de la Section d'Industrie et d'Agriculture de l'Institut genevois, vous présenter ce rapport, auquel nous avons tenu à donner le plus d'extension possible, eu égard à l'importance de la matière ; en

effet, Messieurs, en présence des circonstances actuelles, quelles sont les cultures, autres que celles des arbres fruitiers, qui offrent aux cultivateurs le plus sûr moyen de parer, dans un avenir éloigné sans doute, à certaines éventualités, qui, espérons-le bien, ne se réaliseront pas, mais qui, en tout cas, sont possibles.

Le jury, avant de commencer ses opérations, a décidé que le maximum des points accordés serait 10 et qu'il serait attribué des demi-points.

Les opérations du jury, sous les auspices de M. Cardinaux, commencèrent le lundi 28 septembre au matin, et furent terminées le mardi 29 du même mois au soir.

Dans la première journée le jury a visité : 1° les cinq vergers que possède M. Borel sur le territoire de la commune de Collex, contenant ensemble environ 365 arbres qui se répartissent ainsi :

Verger n° 1. Jeune plantation, 84 arbres, essence de pommier ; vieille plantation, 60 arbres, dont 55, essence de pommier et 5, essence de poirier.

Nous avons remarqué dans ce verger : 1° que la nouvelle plantation avait été faite d'après le système le plus généralement adopté, dit plantation par creux, système qui, lorsqu'il est bien exécuté, peut encore donner de bons résultats, mais qui, à coup sûr, est le moins recommandable, surtout dans les sols argileux à sous-sol imperméable :

2° Que la plantation avait été faite beaucoup trop bas, c'est-à-dire, qu'une grande partie, si non toutes les greffes, avait été entourée de plusieurs centimètres ;

3° Que le choix de l'emplacement était bon, quant à l'inclinaison du sol, quoique cependant l'orientation nord-ouest ne soit pas précisément celle qui convienne le mieux aux plantations d'arbres fruitiers, mais, hâtons-nous de le dire,

il n'est pas toujours facile de concilier ces deux exigences ensemble ;

4° Que les sujets employés étaient de beaux et bons arbres sortis des pépinières ;

5° Qu'aucune fumure n'avait été faite sur le sol, au pied des arbres ;

6° Qu'une culture y avait été effectivement donnée, après la récolte des foins, mais qu'au moment du passage du jury, la propreté au pied de l'arbre n'était pas rigoureusement observée ;

7° Que la forme future des jeunes arbres n'était préparée par aucune taille faite après la plantation, et que les jeunes tiges n'étaient ni badigeonnées ni empaillées, l'une ou l'autre opération cependant très importante pour ces derniers dont l'écorce, sans cette précaution, se durcit, perd par conséquent son élasticité et se dilatant difficilement sous la pression qu'exerce sur elle, le grossissement de la tige, se rompt et laisse à découvert, souvent en plusieurs endroits, une partie de l'aubier, circonstance toujours désavantageuse ; d'un autre côté, ces arbres venus dans des pépinières, plantés presque toujours trop serrés, s'ombrageant mutuellement, ont l'écorce délicate et placées, sans transition aucune, en plein soleil, lors de la transplantation, sont souvent atteints d'insolations lesquelles, si elles n'entraînent pas la mort de l'arbre dans un avenir plus ou moins éloigné, sont, pendant toute la durée de l'existence de l'arbre, un obstacle à la libre circulation de la sève et par conséquent un obstacle au développement normal de l'arbre.

Verger n° 2. 19 arbres, essence de pommier.

Verger n° 3. 13 arbres, essence de prunier.

Verger n° 4. 42 arbres, dont 5, essence de poirier, et 37, essence de pommier.

Verger n° 5. 150 arbres, dont 142. essence pommier, et 8, essence poirier.

Tous ces vergers, d'ancienne plantation, quoique présentant une certaine végétation, sont médiocrement entretenus; le nettoyage, le badigeonnage des tiges, l'élagage de la tête de l'arbre sont généralement négligés; quelques branches mortes restent sur les arbres, cependant un seul présentait quelques jeunes tiges de guy (*Viscum album*) provenant de rejetons d'anciens guys enlevés, ce qui n'a rien d'étonnant, car pour détruire cette Loranthacée plusieurs suppressions successives sont indispensables. Un peu de puceron lanigère a été observé sur un seul pommier. (Le jury a attribué à M. Borel, 2 points.)

2° Les trois vergers que soigne M. Choquens, Antony, fils, situés sur le territoire de la commune de Satigny et appartenant à M. Perrier propriétaire au lieu dit.

Verger n° 1. Jeune plantation de deux années contenant 58 arbres, dont 20 essence de pommier, 38 essence de poirier, à fruit à couteau et à fruit à cidre. mélangés.

Cette plantation a été fort bien faite, quoique pratiquée en creux; un drainage a été très judicieusement exécuté avant la plantation, cette dernière a été faite pas trop haut, par trop bas, et la tête des arbres fort bien dirigée, seul le badigeonnage n'avait pas été fait, mais pour parer aux inconvénients qu'il pouvait en résulter, les tuteurs, tous bien attachés, avec toutes les précautions nécessaires, furent placés du côté de la tige tournée au midi, afin qu'ils puissent protéger cette dernière des rayons ardents du soleil. Le sol est ensemencé en luzerne, une des plantes les plus défavorables à la prospérité des arbres.

Verger n° 2. Bien situé, 70 arbres, huit années de plantation, présentant une bonne végétation. des tiges, peut-être

un peu trop tôt privées de leur tuteur, à écorce lisse, fine et propre, quoique cependant le badigeonnage ait été complètement négligé.

Vergers n° 3. Également dans une bonne position, 30 vieux arbres, essence de pommier, d'une végétation vigoureuse à tige propre, dont les têtes un peu serrées demanderaient un petit élagage.

En somme les vergers situés sur le territoire de la commune de Satigny appartenant à M. Perrier et entretenus par M. Choquens Constantin sont généralement dans un état prospère ; la nouvelle plantation a été faite d'après toutes les règles de l'art et le jury en a félicité M. Choquens Constantin qui l'a établie. (Le jury a attribué à M. Choquens fils 8 points.)

3° Les trois vergers de M. Stocker, propriétaire et maire de la commune de Satigny.

Vergers n° 1. Bien situé, 60 arbres, dont 48, essence de pommier et 12, essence de poirier, dont plusieurs sont jeunes encore. Ces arbres ont été assez bien plantés ; ils sont bien cultivés au pied et ont une bonne végétation, le badigeonnage est incomplet et l'élagage dans les vieux arbres est un peu négligé.

Vergers n° 2. Assez bonne position, mais un peu ombragée par des arbres d'essence non fruitière, 25 arbres déjà anciens dont 5, essence de poirier, les autres, essence de pommier ; le raclage et le badigeonnage de tiges ne sont pas faits d'une manière générale, les arbres présentent quand même une vigoureuse végétation.

Vergers n° 3. Moins bonne situation que les précédents, 36 arbres, jeune plantation, essence de pommier, très bien entretenus, mais faite un peu bas.

MM. Stocker et fils, reconnaissant l'importance de la cul-

ture des arbres fruitiers, s'occupent eux-mêmes des soins à donner à leurs arbres et s'en acquittent fort bien, nous les en félicitons et nous voudrions voir leur exemple se répandre beaucoup dans le canton où la culture des arbres fruitiers demande tant à être pratiquée avec intelligence et discernement. (Le jury a attribué à M. Stocker 5 points et demi.)

4^e le verger de M. Tournier Henri, propriétaire à Peney; position un peu basse, 120 arbres, vieux et jeunes, essence de pommier et quelques poiriers; nouvelle plantation faite en creux de trop petite dimension, un peu irrégulière, arbres pas très bien fixés au tuteur dont la position, tantôt à droite tantôt à gauche de l'arbre, détruit le parfait alignement de ceux-ci, tige des jeunes arbres non badigeonnée.

Vieille plantation, d'une belle végétation, tiges badigeonnées avec un enduit composé par M. Tournier, tête des arbres un peu serrée et demandant à être un peu élaguée, culture et fumure au pied des arbres faites récemment. Le jury a attribué à M. Tournier Henri, 3 points et demi.

Dans la deuxième journée, le jury a visité : 1^o le verger de M. Pellarin à Troinex; ce verger assez bien placé, est planté de 93 arbres, essence de pommier et quelques poiriers dont 48 pommiers forment une nouvelle plantation. Dans ce verger, les vieux arbres sont un peu abandonnés à eux-mêmes, on y observe encore quelques branches de bois mort, les têtes trop compactes demanderaient à être élaguées et les tiges à être raclées.

La jeune plantation, faite en creux, comme la plupart de celles qui se font dans nos localités, a été néanmoins bien exécutée, les sujets sont beaux, les greffes justement assez élevées de terre, mais les tiges n'ont pas été badigeonnées, la tête des arbres est irrégulière et peu taillée en vue de sa formation future. Le sol du verger nouveau est en luzerne. (Le jury a attribué à M. Pellarin 2 points et demi.)

2° Les vergers de M. Nicolet à Troinex; ensemble 90 arbres, essence pommier et quelques poiriers.

Vergers n° 1. Assez bien placé, vieux arbres bien entretenus sous tous les rapports, sauf l'élagage qui laisse un peu à désirer.

Vergers n° 2. Emplacement moins bon que le précédent, les arbres étant abrités du sud-ouest par un bois, plantation bien faite, tige des arbres bien badigeonnée, bien tuteurée, mais trop faible, tortueuse et incapable, dans l'avenir, de donner un bel arbre. Les sujets qui ont reçu les greffes ont été pris dans les bois, système très peu recommandable.

On voit que M. Nicolet attache une importance réelle et donne tous ses soins à la culture des arbres fruitiers, mais il ne s'est pas encore départi de cette croyance, malheureusement toujours accréditée parmi les cultivateurs, que les sujets pris dans les bois sont préférables à ceux que nous offre le commerce. (Le jury lui a attribué 3 points.)

3° Le verger de M. Lehmann à Troinex; bonne situation, 250 arbres fruitiers vieux et jeunes, essence de pommier, à fruits à couteau, à fruits à cidres, et poiriers; vieux arbres bien soignés, bois mort scrupuleusement enlevé, têtes bien élaguées, tiges très propres.

Jenne plantation bien faite, végétation vigoureuse, tiges droites très propres à écorce très fine, verger très bien tenu sous tous les rapports. MM. Lehman et fils donnent à leur verger des soins entendus et les résultats qu'ils obtiennent sont une preuve que, malgré les circonstances défavorables à la culture des arbres fruitiers, dans lesquelles se trouve placé le canton de Genève, on peut arriver néanmoins, par des soins intelligents, à y créer de bons et productifs vergers. (Le jury a attribué à M. Lehmann 10 points.)

4° Le verger de M. Novel à Troinex; bonne situation,

50 jeunes arbres, essence de pommier, et un gros poirier, plantation assez régulière, mais soins d'entretien, tels que l'enlèvement des drageons, le badigeonnage des tiges, le renouvellement des liens pour tenir les tiges attachées aux tuteurs, bien négligés. (Le jury a attribué à M. Novel un demi point).

5° Le verger soigné par M. Pache, jardinier, qui est situé à Malagnou, appartenant à M. de Fayes, propriétaire au lieu dit ; emplacement un peu plat, 80 arbres, essence de pommier, jeune plantation en creux, bien faite, trous peut-être un peu restreint, tiges non badigeonnées, bien tuteurées, tête des arbres bien taillée en vue de sa formation.

Cette plantation d'arbres fruitiers, faite par M. Pache, jardinier, témoigne de son intelligence et si toutes les conditions de bonne exécution n'ont pas été strictement remplies, les plus essentielles n'ont pas été négligées. (Le jury a attribué à M. Pache 4 points $1\frac{1}{2}$).

Pour nous résumer, nous dirons que les différents vergers soumis à l'appréciation du jury ont été, après un examen minutieux de chacun d'eux, rangés dans l'ordre suivant :

1. Verger de M. Lehmann à Troinex, 10 points. (1^{er} prix, 100 fr.)

2. Verger soigné par M. C. Choquens Antony, propriétaire M. Perrier à Satigny, 8 points. (2^e prix, 80 fr.)

3. Verger de M. Stocker, propriétaire à Satigny, $5\frac{1}{2}$ points. (3^e prix, 55 fr.)

4. Verger soigné par M. Pache, propriétaire M. de Fayes, à Malagnou, $4\frac{1}{2}$ points. (4^e prix, 45 fr.)

5. Verger de M. Tournier, propriétaire à Peney, $3\frac{1}{2}$ points. (5^e prix, 35 fr.)

6. Verger de M. Nicodet, propriétaire à Troinex, 3 points. (6^e prix, 30 fr.)

7. Verger de M. Pellarin, propriétaire à Troinex, 2 $\frac{1}{2}$ points.
(7^e prix, 25 fr.)

8. Verger de M. Borel, propriétaire à Collex, 2 points.
(8^e prix, 20 fr.)

9. Verger de M. Novel, propriétaire à Troinex, $\frac{1}{2}$ point.
(Mention honorable).

Qu'il nous soit permis ici d'adresser au commissaire du jury, M. Cardinaux, dont la compétence en cette matière est bien connue, notre vive reconnaissance, pour l'empressement qu'il a mis à nous aider de ses conseils chaque fois que, dans notre tâche souvent difficile, nous avons eu recours à ses lumières.

Là semblerait se terminer la tâche du rapporteur; mais comme nous le disions tout à l'heure, l'importance de la matière est si grande, qu'il ne sera pas inutile que nous nous arrêtions quelques instants sur certains faits généraux que nous ont révélés les minutieuses investigations auxquelles nous nous sommes livrés. Nous dirons donc, d'une manière générale, que dans notre canton, à part quelques exceptions, propriétaires et fermiers n'attachent pas à la culture des arbres fruitiers toute l'importance qu'elle comporte, et que de ce manque d'intérêt naît tout naturellement l'indifférence dans les soins à leur donner d'une part, et d'autre part, une certaine hésitation à faire de nouvelles plantations. Il est vrai que le sol de notre canton est généralement peu propice à la culture des arbres fruitiers et que cette dernière demande chez nous, pour y prospérer et y donner des résultats satisfaisants, des soins plus assidus et plus nombreux que ceux qu'on lui donne ordinairement chez nos voisins de la Savoie, mais cependant elle serait susceptible encore de donner dans notre pays, de très beaux résultats, si elle y était faite toujours avec intelligence, malheureusement,

malgré les nombreuses conférences sur la matière, qui ont été données, dans le canton, par des personnes éminemment compétentes, la création de nouveaux vergers, les bons procédés de plantations, l'entretien rationnel de vergers n'ont pas fait un progrès bien sensible.

Le concours qu'a organisé la Section d'Industrie et d'Agriculture de l'Institut genevois produira certainement une heureuse influence, en faisant naître une certaine émulation entre les cultivateurs, influence qui sera d'autant plus considérable, plus utile que ces derniers apprécieront mieux toute l'importance de ces joutes pacifiques ; mais pour qu'il donne tous les bons résultats qu'on est en droit d'en attendre, il serait à désirer qu'à l'avenir, lorsque de pareils concours auront lieu, on introduira, dans leur organisation, avec celui attribué à la bonne tenue des vergers, non seulement un prix destiné aux jeunes plantations régulières de une à six années, mais encore un autre prix consacré uniquement aux plantations faites isolément, car toutes les propriétés ne présentent pas toujours un emplacement convenable à l'établissement d'un verger régulier, mais il n'en est aucune qui n'offre de ci de là des endroits très propices à la plantation de un ou de quelques arbres fruitiers et c'est là, selon-nous celle que l'on devrait beaucoup encourager. car par ce procédé, on ne se figure pas la quantité d'arbres qui pourraient être plantés sur un domaine, même très bien cultivé, sans que les autres cultures aient à en souffrir et une fois adopté, ce système ferait bien vite une petite Normandie de notre canton qui offrirait alors l'aspect d'un immense verger dont les récoltes d'une grande importance augmenteraient considérablement la production nationale.

En terminant, qu'il nous soit permis encore d'attirer l'at-

tention des grands et des petits propriétaires sur l'immense avantage que présente, pour notre canton, la culture des arbres à fruits : nous dirons aux premiers, encouragez la par tous les moyens en votre pouvoir, vous augmentez ainsi dans l'avenir, le revenu de vos terres, aux seconds, ordinairement mieux placés pour améliorer leur propriété, parce qu'ils cultivent eux-mêmes les champs de leur père, plantez des arbres fruitiers partout où les circonstances le permettent sans nuire aux autres plantes ; le long des chemins, autour des cultures, des prés, près des habitations, dans les cours, dans ces coins perdus, retirés, laissés, la plupart du temps incultes et abandonnés, partout enfin où l'arbre peut plonger ses racines dans le sol et élever sa tête dans l'espace. En agissant ainsi, vous vous érigerez des monuments qui feront bénir votre mémoire par vos enfants et petits enfants alors que vous reposerez depuis longtemps dans la tombe et un jour, quand vous serez arrivé au terme de votre existence, vous trouverez une bien bonne satisfaction à pouvoir dire : j'ai fait quelque chose d'utile pour mes descendants en plantant ces arbres. Et ceux-ci en ramassant les fruits dont vous leur aurez préparé la récolte par votre intelligence et votre prévoyance, diront en bénissant votre nom : Ces arbres dont les produits nous réjouissent aujourd'hui, ont été plantés par notre père, notre aïeul, notre bisaïeul.

PLAINPALAIS, le 19 Octobre 1891.

Le Rapporteur,

T. GUILLERMIN.

COMPTE-RENDU

DES

TRAVAUX DE L'INSTITUT

PENDANT L'ANNÉE 1890

A la fin de l'année 1890, l'Institut a publié le tome XXX de son *Bulletin*.

Bibliothèque

Pendant l'année 1890, la bibliothèque a reçu :

Dons d'administrations et comités	23 volumes	29 brochures
Dons de particuliers.	24	146 »
Reçu en échange	75	103 »
Reçu en publications nouvelles.	65	»
Achat	2	»
Abonnements	16	»

205 volumes 278 brochures

plus 2 gravures et 3 médaillons.

L'Institut est entré en relations d'échange avec l'Académie des sciences de Cracovie, l'Académie Giana des Sciences naturelles de Catane.

TRAVAUX DES SECTIONS

I.

Section des Sciences Naturelles, physiques et Mathématiques

Cette Section a reçu en 1890 trois membres honoraires :

M. le Dr CHODAT, professeur de botanique à l'Université ;
M. A. KAMMERMANN, astronome à l'Observatoire, et M. le
Dr LADAME, tous trois domiciliés à Genève.

Elle a entendu les communications suivantes :

M. le prof. DUPARC. De la structure intime des schistes
ardoisiers.

M. le prof. E. YUNG. Des erreurs dues à la suggestion.

M. le prof. W. ROSIER. Les dernières découvertes géogra-
phiques de Stanley.

M. le Dr GIRARD. Sur les prétendus centres respiratoires
de la moëlle épinière.

M. le prof. CHODAT. De l'assimilation chez les végétaux.

M. le prof. E. YUNG. De la faune des lacs alpestres.

M. le Dr GAIZARD. Des centres respiratoires du cerveau.

M. le prof. E. YUNG. Nouvelle démonstration du mouve-
ment brownien.

M. le prof. DUPARC. De l'importance relative des divers
modes d'érosion.

M. le prof. G. OLTRAMARE. De la décomposition des nom-
bres.

M. le prof. DUPARC. De la géologie du Haut-Valais et en
particulier de la vallée de Burnen.

II.

**Section des Sciences Morales et Politiques, d'Archéologie
et d'Histoire**

Cette Section a tenu neuf séances ordinaires dans le cours de l'année 1890.

M. Dufour-Vernes, Louis, archiviste d'Etat, a été élu membre effectif.

La Section a, en outre, admis sept membres honoraires.

Elle a eu à déplorer la perte de M. J.-A. Chaulmontet, ancien président du Tribunal Civil, membre émérite; MM. John Galiffe et Alphonse Vuy, membres effectifs; E. Benzoni, membre honoraire.

La bibliothèque s'est enrichie de nombreux ouvrages.

Des démarches ont été faites auprès du Conseil Administratif de la Ville de Genève pour la conservation et la restauration de la Tour-de-l'Île.

Elle a entendu les communications suivantes :

M. Jules Vuy. Voyage en Europe dans le siècle dernier. 1761.

M. Henri FAZY. De la philosophie de l'histoire de Genève au XVIII^e siècle.

M. DeBois-MELLY. Genève à la fin du XVII^e siècle d'après la *Storia Genevrina* de Gregorio Leti (1685). — De l'instruction des procès criminels et de la punition des crimes suivant les dispositions du Code Henri III.

M. Paul DUPROIX. Les réformes de l'enseignement en France de 1878-1889.

M. DUFOUR-VERNES. Les ascendants de J.-J. Rousseau. — Pronostication du temps, des récoltes et des êtres vivants de l'an 1469.

M. Jules NICOLE. Un manuscrit de l'Iliade.

M. Ch. ROUMEUX. Description de médailles genevoises.

M. Eugène RITTER. La république de Genève, d'après Pierre Davity (1613).

M. Claudius FONTAINE-BORGEL. Renseignements en faveur de l'œuvre de l'enfance abandonnée.— Fragments historiques de son travail sur les communes genevoises de Vandœuvres, Collonge-Bellerive, Coligny et des Eaux-Vives.

M. Sigismond MILKOWSKI. La question juive.

III.

Section de Littérature

En 1890 cette Section a tenu quatre séances de membres effectifs, six de membres ordinaires et une séance à l'Aula.

Elle a ouvert un cours de roman ; aucun prix n'a été décerné ; en revanche des accessits ont été accordés à l'auteur de *Bob* (M. Julliard), à l'auteur de *Cœur de femme* (M^{me} Kaiser), et une mention à l'auteur de *Ces petits* (M^{me} Kaiser).

A la séance publique a eu lieu l'inauguration du buste de notre poète national Alb. Richard.

La section a entendu les lectures suivantes :

M. le prof. OLTRAMARE. Etude sur l'épisode d'Aristée.

M. BLANCHARD. L'Epagneul. — Cessation de commerce, contes.

M. REDARD. Etude sur le vœu d'une morte, de Zola.

M. DUCHOSAL. Etude sur Léon Dièrx. — Poésies diverses (Fêtes galantes, épilogue d'un livre).

M. TISSOT. Etude sur Björnson.

M. MASSÉ. Le Tombeau de Vinet, poésie.

M. H. GAY. Sur les historiens vallaisans.

M. SCHNEEGANS. L'homme dans la cloche, conte. — Les Microbes de l'esprit.

M. le prof. JULLARD. L'odyssée de trois chapeaux, conte.

M. VUILLIÉTY. Etude sur Facchetti.

M. SENÉ. Une évolution de la langue française ; éducation d'une fiancée, nouvelle.

M. le prof. RITTER. M^{me} Guyon à Genève.

M. MONNIER. Etoiles filantes, poésie.

M. MILKOWSKI. Etude sur la littérature populaire actuelle.

M. Blondel a été nommé membre effectif, en remplacement de M. E. Humbert, décédé.

IV.

Section d'Industrie et d'Agriculture.

La Section d'Industrie et d'Agriculture a tenu dans l'année 1890 neuf séances, trois séances de membres effectifs et six séances ordinaires.

Dans les séances ordinaires, elle a entendu les communications suivantes :

M. ARCHINARD, sur la plantation des arbres fruitiers et les soins à leur donner, d'après M. Semler, de San-Francisco sur quelques moyens de détruire les animaux nuisibles aux récoltes ; sur la nonne, les ravages qu'elle exerce dans les forêts et les moyens de s'en préserver ; sur les ennemis des végétaux que nous cultivons et les moyens de les combattre : poudre de Pyrèthre, beurre de pétrole, etc.

M. GRANDCHAMP. Les petits oiseaux, (souvenir) — sur la culture des pêcheurs.

M. Jean NICODET. Sur l'utilité d'un concours sur la bonne tenue des vergers.

M. PAUCHARD, régent secondaire. Sur une statistique des arbres fruitiers du canton et sur l'utilité d'en planter au bord de nos routes.

M. Jules WEBER, vétérinaire. Sur la désinfection des écuries et wagons, sur le meilleur mode de classification des différentes races bovines de la Suisse en vue des expositions et concours.

La Section a adhéré à la ligne contre le renchérissement de la vie.

Elle a offert un prix de 50 francs au concours de petit bétail qui s'est tenu à Lausanne, en l'affectant spécialement à l'élevage de l'espèce ovine.

La Section a ouvert un concours de bonne tenue des vergers dans notre canton ; le programme a été lancé au mois de septembre. En vue de ce concours, elle a fait donner par M. le Dr Hénou, professeur à l'Ecole d'agriculture, trois conférences sur la culture des vergers ; ces conférences se sont données à Châtelaine, à la Plaine et à Troinex.

De concert avec la Section de littérature, elle a fait paraître le 33^{me} almanach de la Suisse romande.

La Section ayant à remplacer M. Schack-Jaquet, démissionnaire, a élu M. Alexandre Coulin, membre effectif.

Elle a réélu son bureau, remplaçant seulement M. Tournier, qui refusait une réélection, par M. Jules Weber.

La section a perdu deux de ses membres correspondants, MM. Victor Vigier, de Soleure, et Louis Barnani, de Saint-Maurice.

Elle a perdu en outre plusieurs membres honoraires, entre autres MM. Jules Carey, imprimeur, et Lucien Kuecht, adjoint au maire de Bellevue.

V.

Section des Beaux-Arts

Dans l'année 1890, la Section des Beaux-Arts a tenu six séances ordinaires et une séance des membres effectifs.

Elle a entendu des communications de :

M. Henri SILVESTRE : Sur les nouveaux appareils photographiques pour artistes, touristes et amateurs.

M. Albert DARIER : Sur son escopette photographique.

M. Gédéon DÉRIAZ, professeur d'architecture : Sur un procédé inédit pour le tracé perspectif d'une sphère.

M. Henri SILVESTRE : Une promenade en radeau sur l'Aar aux environs de Berne. *Du même.* Sur l'église de Brou, à Bourg. *Du même.* Sur une série de vues du vieux Genève, qui lui ont été achetées par le Conseil Administratif.

M. Paul MILLET, peintre à Paris : Sur une série de reproductions en phototypie de vases peints de l'antiquité, faisant partie des collections de la Bibliothèque nationale de Paris.

A la suite de cette communication, la Section a discuté les moyens de publier des reproductions des vases peints des mêmes époques, qui se trouvent dans les différents musées de notre ville. Vu les difficultés de l'entreprise et les dépenses qu'elle occasionnerait la question n'a pas encore été résolue.

La Section a souscrit une somme de 100 francs au monument de Guillaume-Tell, qui doit être érigé à Altorf.

La Section a perdu 4 de ses membres : MM. Auguste Veillon et Henri Bourrit, architecte, membres honoraires. Jacques Dériaz, ancien professeur, membre émérite, et Auguste Bachelin, peintre, membre correspondant.

INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Comptes de l'exercice 1890, approuvés par l'Assemblée générale

Recettes		Dépenses	
Solde disponible au 1 ^{er} janvier 1890 . . .	Fr. 656 15	Allocation de la Section de Littérature (1889)	Fr. 400 —
Allocation annuelle de l'État. . . .	» 5,000 —	Allocation de la Section des Beaux-Arts (1889)	» 400 —
Reçu de MM. Georg et C ^{ie} , libraires, produit de la vente des <i>Mémoires</i> et <i>Bulletins</i>	» 129 30	Allocation de la Section d'Industrie et d'Agriculture (1890).	» 400 —
Intérêts à la Banque de Genève . . .	» 13 —	Indemnité du secrétaire général	» 300 —
		» du bibliothécaire	» 200 —
		Solde du compte d'impression du tome XXIX du <i>Bulletin</i>	» 1,070 —
		A valoir sur l'impression du tome XXX du <i>Bulletin</i>	» 1,700 —
		Impressions diverses, convocations. . .	» 52 50
		Menus frais de la Bibliothèque	» 130 85
		Aménagement de la Bibliothèque . . .	» 90 50
		Frais de reliure	» 307 80
		Frais d'éclairage et de chauffage . . .	» 160 05
		Gratification à la concierge du Bâtiment Electoral	» 50 —
		Prime d'assurance	» 36 35
		Frais divers remboursés à MM. Georg et C ^{ie} libraires, pour ports de lettres, expédition de livres	» 202 35
		Frais divers	» 38 50
Total.	Fr. 5,798 45	Total.	Fr. 5,638 90
A déduire les dépenses	» 5,638 90		
Solde disponible	» 159 55		

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Discours de M. C. Vogt, président, à la séance du 13 Mai 1890	1
Genève à la fin du XVII ^m ^e siècle, traduction libre de la « Storia Genevrina », par M. Ch. DuBois-Melly	21
Excursions archéologiques dans le Valais, par M. B. REBER	93
Les Ordonnances royales et les mœurs sous le règne des derniers Valois, par M. DuBois-Melly	151
La Question juive, par M. Z. MILKOWSKI	229
La dernière « réimpression » de M. Emile Zola : Le Vœu d'une morte, par M. Emile REDARD	253
L'Alliance de 1584 entre Berne, Zurich et Genève, par M. Henri FAZY	277
Description d'une V ^m ^e série de médailles genevoises inédites, par M. Charles ROUMIEUX	401
Henri Meister, collaborateur de Grimm, par M. Louis MOREL	439

	Pages
Rapport de M. T. GUILLERMIN, prof. à l'Ecole cantonale d'horticulture, sur le concours organisé par la Section d'Industrie et d'Agriculture, pour la bonne tenue des vergers dans le canton de Genève . .	459
Compte-rendu des travaux de l'Institut pendant l'année 1890	471
Relevé des comptes de 1890.	479



BULLETIN
DE
L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

BUREAUX DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Président de l'Institut : M. Eugène RITTER, professeur à l'Université.

Vice-président : M. le Prof. H. SYLVESTRE.

Secrétaire général : M. le Prof. Henri FAZY.

Bibliothécaire : M. Louis DEFOUR, archiviste d'Etat.

Section des Sciences naturelles et mathématiques : Président, M. le Prof. OLTRAMARE; Secrétaire, M. le Prof. Emile YUNG; Secrétaire-adjoint, M. le Dr H. OLTRAMARE.

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire : Président, M. Henri FAZY; Vice-président, M. Em. GOLAY; Secrétaire, M. le Prof. P. DUPROIX; Secrétaire-adjoint, M. le Prof. WUARIN.

Section de Littérature : Président, M. le Prof. Ed. ROD; Vice-Président, M. le Prof. DUVILLARD; Secrétaire, M. le Pasteur MAYSTRE-CASTOLDI; Secrétaire-adjoint, M. le Dr BLANCHARD; Trésorier, M. HORNUNG.

Section des Beaux-Arts : Président, M. Henri SYLVESTRE, professeur; Vice-secrétaire, M. H. HÉBERT, professeur.

Section d'Industrie et d'Agriculture : Président, M. Gabriel TOURNIER; Vice-président, M. Jean NICODÉ; Vice-secrétaire, M. Charles PASCHOD; Trésorier, M. Marc-Louis PAUTHY.

Comité de Gestion :

Outre le Président et le Secrétaire-général de l'Institut, MM. H. SYLVESTRE, J. DUVILLARD, A. VERCHÈRE, G. TOURNIER et J.-L. REVERDIN.

BULLETIN
DE
L'INSTITUT
NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

1^o DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2^o DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3^o DE LITTÉRATURE; 4^o DES BEAUX-ARTS; 5^o D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

TOME XXXII

GENÈVE
CHEZ GEORG, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1894

IMPRIMERIE CENTRALE GENEVOISE, BOUL. JAMES-FAZY, 47

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

DISCOURS

DE

M. le Professeur Eugène RITTER, Vice-Président
de l'Institut genevois

à la séance annuelle du 19 Mai 1892

MESDAMES ET MESSIEURS,

L'Institut genevois, fondé par la loi du 28 avril 1852, vient d'accomplir sa quarantième année d'existence; et, pour la première fois, celui qui est chargé de présider cette séance annuelle, n'est pas un de nos membres fondateurs. Nous aurions été heureux si notre illustre président, M. Charles Vogt, avait pu, cette année encore, venir ici vous entretenir de quelqu'une de ces questions scientifiques qu'il sait traiter avec l'autorité qui appartient à un maître. Vos suffrages, chers collègues, m'ont appelé aux fonctions de vice-président, qui avaient longtemps été si bien remplies par un autre digne vétéran de notre Institut, M. Jules Vuy: c'est ce qui me donne aujourd'hui l'honneur de parler à cette place, et ce qui me permet d'être assuré de votre indulgence.

A qui nous demanderait compte de l'activité de l'Institut genevois, pendant les quarante ans qui viennent de s'écouler, nous aurions le droit de dire qu'elle n'a pas été sans fruit, et nous montrerions les dix-sept volumes de nos *Mémoires* et plus de trente volumes de notre *Bulletin*. Deux champs d'études ont été cultivés avec prédilection : l'histoire naturelle et l'histoire de notre pays. Laissez-moi vous parler un moment de celle-ci.

La Suisse romande et la Savoie possèdent plus de douze Sociétés savantes qui s'occupent de notre histoire locale (1), et chacune a sa collection de mémoires. Dans toutes ces sociétés, un groupe d'hommes de loisir — il y en a quelques-uns de très laborieux — font des recherches, amassent des notes, publient des travaux. Il y a donc une réjouissante activité. Mais des esprits chagrins, qui voudraient formuler des critiques, n'auraient pas de peine à remarquer l'éparpillement de ces efforts. Chacun va de son côté, et des choses essentielles restent en souffrance.

Ne parlons que de Genève. Il y a quelques publications qui devraient être faites depuis longtemps. Un *livre des*

(1) Société jurassienne d'émulation.

Société d'histoire du canton de Neuchâtel.

Société d'histoire du canton de Fribourg.

Société d'histoire de la Suisse romande.

Société d'histoire et d'archéologie de Genève.

Section des sciences morales et politiques. d'archéologie et l'histoire de l'Institut genevois.

Académie chablaisienne.

Société florimontane d'Annecy.

Académie salésienne.

Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie.

Société savoissienne d'histoire et d'archéologie.

Académie de la Val d'Isère.

Société d'histoire et d'archéologie de la Maurienne.

bourgeois, par exemple, où tous les citoyens retrouveraient la date de l'entrée de leur famille dans la grande famille genevoise, le nom et la patrie de l'ancêtre qui est venu le premier s'établir dans notre ville : voilà une entreprise intéressante et patriotique. Un de nos archivistes, feu M. Grivel, avait commencé à s'en occuper. Je crois savoir qu'un autre amateur a repris ce projet. Il faut regretter que ces efforts désintéressés n'aient pas trouvé l'encouragement qui peut-être les aurait fait aboutir.

La Chronique de Michel Roset attend un éditeur depuis plus de trois siècles. Elle aurait dû être mise au jour en même temps que les Chroniques de Bonivard, d'Antoine Froment et de Jeanne de Jussie, dont un des trop rares Mécènes qui ont honoré notre riche cité, M. Gustave Revil-lod, a procuré l'édition il y a une trentaine d'années. On ne comprend pas que ce document capital de notre histoire nationale soit encore inédit. Heureusement, Messieurs, un des nôtres, M. Henri Fazy, va mettre la main à l'œuvre, et le livre de l'éminent magistrat genevois sera mis sous presse incessamment.

Dans un des coins réservés du vaste champ de l'histoire, nous voyons distinctement à Genève tous les avantages que présente une suite continue de travaux coordonnés. Au siècle dernier déjà, les recherches généalogiques florissaient dans notre ville. Le syndic Naville et son beau-frère Rilliet-Necker ont dressé des tableaux qui sont utiles encore. Depuis cette époque lointaine, trois générations se sont succédé : celle de M. Jacques-Augustin Galiffe, neveu du syndic Naville, et auteur de trois volumes de *Notices généalogiques sur les familles genevoises* ; — celle de notre regretté collègue, M. John-Barthélemy-Gaïfre Galiffe ; — et celle enfin des travailleurs nos contemporains. A chaque

génération, tout un groupe de zélés auxiliaires secondait les efforts des maîtres ; à l'heure qu'il est, plusieurs jeunes recrues promettent un très bel avenir à cette branche d'études. Notons pourtant qu'il y a là un rameau qui n'a pas été soigné comme les autres. Nous connaissons assez bien l'histoire des familles qui sont venues de l'étranger s'établir à Genève. Mais la destinée des familles qui sont sorties de Genève pour aller s'établir à l'étranger, c'est une autre affaire. Ce n'est pourtant pas un sujet dénué d'intérêt. Au contraire, sans parler de la curiosité particulière qui s'éveille pour chacun des filons qu'on peut s'attacher à suivre, il serait précieux, à un point de vue général, de savoir un peu mieux que ce n'est le cas aujourd'hui dans quelle mesure tant de jeunes Genevois, sortis de notre ville, ont réussi à faire souche ailleurs. « La moitié de nos concitoyens, disait Jean-Jacques Rousseau, épars dans le reste de l'Europe et du monde, vivent et meurent loin de la patrie. Nous sommes forcés d'aller chercher au loin les ressources que notre terrain nous refuse. » *La moitié de nos concitoyens* : c'est beaucoup dire. Le fait est qu'à une époque où nos Conseils généraux ne réunissaient pas beaucoup plus de mille à douze cents citoyens ou bourgeois, dans trois villes seulement, Lyon, Paris et Londres, on trouvait en 1718 plus d'une centaine de Genevois appartenant à l'un de nos deux partis politiques. Ils envoyèrent au Magnifique Conseil des adresses pour appuyer une mesure que le gouvernement venait de prendre, et qui avait fortement déplu à l'opposition de cette époque. Ces vieux débats sont loin de nous ; mais les signatures qui furent données à cette occasion sont celles d'hommes qui, la plupart sans doute, ont laissé une descendance dont il y aurait lieu de rechercher les traces.

A côté de desiderata nettement circonscrits, comme je

viens d'en indiquer quelques-uns, on peut signaler des périodes entières de notre histoire genevoise qui demeurent pour ainsi dire en friche. Le quinzième siècle, par exemple, ce temps qui précéda les luttes des Eigueuots et des Mamelus, a été une époque originale et intéressante, où notre pays, notre république étaient prospères, où les études commençaient à naître, où les beaux-arts étaient cultivés avec succès, où les traditions n'avaient pas encore été fauchées. L'enchevêtrement de tous les droits féodaux faisait une espèce de liberté pour chacun ; les étrangers passaient chez nous sans nous envahir ; les Genevois savaient déjà aller au loin et revenir au pays. Nos contrées étaient parsemées de forêts, couronnées d'abbayes et de châteaux. Ce fut une vie heureuse que celle des Genevois de ce temps. Que de fouilles à faire dans nos archives pour la reconstituer dans sa brillante variété, avec sa sève et sa lumière !

Jeunes gens, ces travaux sont les vôtres. Vous êtes les fils d'une race riche en souvenirs. Joseph de Maistre a dit quelque part qu'il y a pour les villes une véritable noblesse, comme il y en a pour les personnes. La ville de sainte Clotilde et de Calvin, la ville où Voltaire et Rousseau se sont disputé l'influence, cette ville a un passé qu'il faut étudier :

Il me reste, Messieurs, à remplir un devoir en vous entretenant de ceux que la mort a frappés parmi nous.

Depuis la dernière assemblée de l'Institut, que M. Vogt a présidée il y a deux ans, nous avons perdu beaucoup de nos membres correspondants. Cinq dans la Suisse romande : le peintre Bachelin, le professeur De la Harpe, le colonel Barman, M. Vulliet, et le doyen des littérateurs du Jura, M. Kohler ; — en Savoie, M. Laurent Rabut, à Chambéry ; M. Croisollet, à Rumilly ; M. Serand, à Annecy : savants

aimables avec qui beaucoup d'entre nous avaient entretenu d'agréables relations ; — en Belgique, deux hommes éminents, le philologue Auguste Scheler et l'économiste Emile de Laveleye ; — à Paris, M. Lucas et M. Rouillet ; — à Lyon, M. Etienne Ferrand ; — à Nantes, un de nos concitoyens, qui s'était fait une place dans le journalisme français, M. Champury ; — à Trévoux, M. Valentin Smith, dont on connaît d'importants travaux d'érudition. J'ai passé rapidement sur tous ces noms, qui sont ceux d'hommes de mérite et de savoir, avec le regret de ne pas être en mesure de rendre à chacun d'eux les justes hommages auxquels ils auraient droit.

Parmi nos membres honoraires, la mort nous a enlevé, dans la Section des sciences naturelles, M. Lunel, le savant directeur de notre musée ; M. le docteur Girard, M. Testu ; — dans la Section des sciences morales, M. Denis, régent primaire, un homme consciencieux et modeste, et M. Freyvogel ; — dans la Section de littérature, M. Victor Duret, dont les travaux importants sur notre patois local ne seront pas, je l'espère, perdus pour la science ; M. Henri Cuchet, qui avait pris place au premier rang de ceux qui se vouent chez nous à l'éducation de la jeunesse ; M. Philippe Roget, l'aimable conservateur de la Bibliothèque de Genève, et M. le pasteur Dupertuis ; — dans la Section des beaux-arts, MM. les architectes Bonrit et Kaufmann, et M. Burillon, qui avait mis tant de soin à rassembler une collection de gravures dont nos musées se sont enrichis ; — dans la Section d'industrie et d'agriculture, MM. Knecht, Knoll et Lordet, et M. Tognetti, qui a joué dans notre vie publique un rôle important. Ici encore, je voudrais m'arrêter et rappeler au long ce que chacun de ces noms représente pour ceux qui ont plus particulièrement connu tant de collègues distingués.

Le temps me presse, et je n'ai pas fini. Nous avons perdu deux membres émérites, M. Dériaz, peintre, et M. Moïse Pignet, ancien Conseiller d'Etat ; enfin trois membres effectifs : M. Jules Weber, vétérinaire fédéral, vice-président de la Section d'industrie et d'agriculture, M. Antoine Flammer et M. Alphonse Vuy.

M. Vuy avait appris dans la maison paternelle à aimer les lettres et à étudier le droit ; il occupait au Palais de Justice une place estimée ; une belle carrière était ouverte devant lui. La maladie et la mort l'ont fermée prématurément : douloureuse épreuve pour le cœur des siens et de ses amis ; vraie perte pour l'Institut et pour le pays.

M. Flammer était un jurisconsulte distingué ; comme Alphonse Vuy, comme Gide, comme Salomon Cougnard, il cultivait à la fois les études juridiques et les lettres pures, la poésie ; par dessus tout, il aimait son pays : en cela, comme en bien d'autres choses, il était un vrai Genevois. Il a rempli pendant quelques années les fonctions de secrétaire de l'Institut, et il a publié dans notre Bulletin de solides travaux.

Je suis au bout de cette funèbre énumération. Nous adressons, Messieurs, un dernier hommage aux collègues qui nous ont quittés, aux plus obscurs comme à ceux qui se sont fait un nom. Notre Institut a des origines populaires ; nous nous en souvenons. Il a été créé pour être un des organes d'une démocratie virile, pour être ouvert à toutes les classes d'un peuple éclairé. Cordial accueil à chacun de ceux qui éprouvent quelque attrait pour les hautes études : voilà l'esprit de l'Institut genevois, la tradition que nous avons reçue. Nous sommes tous d'accord, chers collègues, pour y demeurer toujours fidèles.

APPENDICE

Les originaux des adresses dont il a été parlé ci-dessus ont été reliés dans les registres du Conseil de Genève, année 1718, page 441, et année 1719, pages 85 et 107. Ces pièces sont datées de Lyon, 28 décembre 1718; — de Londres, 11/22 janvier 1719; — et de Paris, 16 février 1719.

Dans le tableau qui suit, les trois listes ont été réunies en une seule, et tous les noms ont été rangés par ordre alphabétique.

Louis Archimbaud, Paris. — Benjamin Arlaud, Londres. — André Arlaud, maître chirurgien, Londres. — J.-A. Arlaud, Paris.

Pierre Badollet, Paris. — Barthélemy Bastard, Londres. — Jean Berjon, Lyon. — Jacob Besson, Paris. — Frid. Bonet, Londres. — François Bonnard, Lyon. — L. Bordier, Paris. — P. Bordier, Paris. — De Borex de Crans, Paris. — J. Buisson, Paris. — C. Buisson, Paris. — Buisson, colonel, Paris. — Butini le jeune, Paris.

Jacques Cailliatte, Londres. — Robert Caille, Londres. — J.-L. Calandrini, Paris. — A. Camp, Paris. — Candolle l'ainé, Paris. — Candolle le jeune, Paris. — Cannac, Paris. — Signé pour Louis Car père : C., Londres. — Signé pour Louis Car fils : C., Londres. — Jean-Antoine Chenevière, Paris. — De Choudens, Paris. — C. Colladon, Paris. — Guillaume Coudougnan, Londres. — J.-L. Cramer, Paris.

Daniel Dansse, Lyon. — Antoine De la Rive, Lyon. — Jacob Delisle le jeune, Paris. — Pierre Delrieu, Paris. — Guillaume-Antoine De Luc, Paris. — Jean du Commun, Londres. — Du Quesne, Londres.

P. Faguillon, Paris. — Henri Favre, Lyon. — J.-P. Ferrier l'ainé, doyen (*sans doute* : doyen des Genevois de Lyon). — Théodore Ferrier, Lyon. — Gédéon Flournoys, Londres. — Abraham Frarin, Londres. — Jacob Frarin, Paris.

Charles Gallatin, Paris. — Jean-Henri Gampert, Paris. — Samuel Gampert, Londres. — Pierre Gevray, Paris. — Antoine Girod, Londres. — Jean-Louis Goudet, Paris. — Gaspard Gradelle, Londres.

Jacob Huber fils, Lyon.

Antoine Jandin, Paris. — Etienne Jandin, Paris. — Jobard, Paris.

François-Abraham Le Conte, Londres. — J.-J. Lect, Paris. — J. Le Double, Paris. — J.-F. Le Fort, Paris. — Pierre Légaré, Paris. — Ami Lullin, Londres. — Marc Lullin, Paris. — M. Lullin de Châteaueux, Paris.

J.-J. Mallet, Paris. — Jacques Mallet, Paris. — Gédéon Mallet, Paris. — J.-R. Mallet, Paris. — Paul Marcet, Paris. — Pierre Martin, Paris. — Pierre-Antoine Martin, Paris. — Martine (avocat), Paris. — De Martine (envoyé de Hesse). Paris. — Jacques Mercier, Londres. — Théophile Mussard, Paris. — François Mussard, Paris. — Jacques Mussard, Paris.

Jean Noël, Paris.

Léonard Patron, Paris. — Pierre Perdriau, Lyon. — César Perdriau, Lyon. — Perachon, Lyon. — Théodore Perréal, Londres. — Ami Piaget, Londres. — Pierre Piaget, Londres. — Louis Pourtalès, Paris.

M.-Antoine Ravaud, Paris. — Balthasar Reclan, Londres. — François Reguillon, Paris. — Jean-Louis Richard, Paris. — Jean-Louis Rieu, Paris. — Isaac Riliet, Lyon. — J.-François Riliet, Paris. — Jacques Roussy, Londres.

J.-D. Saladin, Paris. — Ami Sarasin, Londres. — J.-Antoine Sarasin, Paris. — David Soux, Londres.

Tronchin, Londres. — de Tudert, Londres. — J.-L. Turretin, Paris.

Vasserot, Paris. — Vaudenet, Paris. — Vernet l'ainé, Lyon. — I. Vernet, Paris. — Gédéon Viollier, Paris. — Antoine Voullaire, Lyon.

Les trois adresses sont accompagnées de lettres particulières, dans lesquelles on peut puiser quelques renseignements complémentaires.

Lettre de Pierre De la Rive, de Lyon : « Si le calme n'avait pas succédé à l'orage, le parti en était pris : M. Huber le père et moi quittions sans peine nos affaires pour nous rendre à notre devoir et à notre serment, dans le vœu sincère de conserver à la postérité les mêmes avantages que nous avons reçus de nos ancêtres, lesquels font tout notre bonheur et notre félicité.

« MM. La Charière et Pescher, nouveaux bourgeois, sont en campagne. Connaissant leur zèle, ils seront certainement fâchés de ne s'être pas trouvés ici dans cette occasion. »

Lettre de Frid. Bonet, de Londres : « . . . Je les avais tous rassemblés en un jour où ils ont le plus de loisir : je veux dire un dimanche, sur les cinq heures après midi. Huit d'entre eux refusèrent de signer ; mais aujourd'hui Jacques Mercier s'est rendu chez moi pour la signer, confessant

qu'il avait eu tort d'avoir préféré les raisons des refusants à celles des autres. »

Lettre de [Martine, avocat] de Saint-Léger, de Paris : « Je vous laisse à juger des courses que j'ai été obligé de faire, en quoi j'ai été secondé heureusement par MM. Le Double et Gevray, qui ont fait signer tous les ouvriers que vous remarquerez au bas de la lettre. De tous ceux à qui elle a été présentée, il ne s'est trouvé que quatre personnes qui aient refusé de la signer ; ce sont les nommés Jaquemin fils, marchand joaillier ; Jacques Bordier, horloger, et deux frères Gervais, horlogers, fils de la veuve Gervais, sage-femme. (*En note :* Il y en a eu un cinquième, nommé Paul Besson, frère de celui qui a signé.)

« Comme il pourrait arriver que l'on regarderait de mauvais œil ceux que l'on sait être à Paris, que l'on ne trouvera point dans le nombre de ces signatures, comme je conviens qu'il y en a, je dois vous dire à leur décharge que cette lettre ne leur ayant pas été présentée, par l'impossibilité d'apprendre leur demeure, on ne doit rien leur imputer à cet égard. »

En comptant les signataires de ces adresses, et les personnes dont il est fait mention dans les lettres qui y sont jointes, on atteint le chiffre de 123. Ce n'est pas le total complet des Genevois établis à Lyon, Paris et Londres : les textes cités le disent.

Une évaluation approximative étant seule possible, on peut dire qu'un demi-quart des citoyens et bourgeois de Genève étaient établis dans ces trois villes. Il n'est pas

exagéré de penser qu'un nombre aussi grand d'entre eux étaient allés chercher fortune dans les autres villes de France et d'Angleterre, en Allemagne, en Suisse, et dans les pays que baigne la Méditerranée.

L'énumération serait longue des villes comme Hambourg, Turin, Constantinople, où des documents de cette époque nous montrent des Genevois établis. En définitive, il me semble qu'au moins le quart des Genevois valides avaient quitté leur ville natale.

LES GARDELLE

Famille d'artistes genevois

Les corporations de métiers, par leurs règlements et leurs privilèges, contribuaient à perpétuer dans les familles la même profession. Les Gardelle en sont un exemple, car ils ont fourni un grand nombre d'individus voués à l'orfèvrerie et aux arts qui s'y rattachent.

Le premier, Claude Gardelle, venu de Lyon (1), fut maître orfèvre, ainsi que ses trois fils David, Jacques et Louis, et ses trois petits fils, Isaac, fils de Jacques, et Matthieu et Abraham, enfants de Louis. Isaac, fils d'Isaac, et les trois fils de Matthieu, Robert, André et Matthieu, se livrèrent à la même carrière.

Claude Gardelle fit son testament le 15 juillet 1619 devant le notaire Bon. On y lit les passages suivants: « Je déclare

(1) Voir la généalogie de cette famille dans les *Notices généalogiques sur les familles genevoises*, tome VI, p. 294.

n'avoir heu de mes père et mère aucuns biens, et que ce que je puy avoir procède de la bénédiction de Dieu que j'ay acquis et gagné avec mes enfans masles par grand labour et travail, nommément les deux plus vieux, lesquels ne m'ont jamais abandonné, s'estans de tout leur pouvoir employés à travailler pour l'avancement commun de mes affaires et mesnage, comme aussy le plus jeuné despuis qu'il est parvenu en aage sans avoir faict leur profict en particulier. Pour raison de quoy et le support que j'avois d'eux j'ay entrepris et faict des choses que je n'eusse jamais entrepris parce qu'il n'eust esté impossible d'en venir à bout, notamment la fontaine et roche que j'ay faicte, laquelle il y a bien trente ans que j'avois commencée, y ayans mes enfans beaucoup plus travaillé que moy, et employé leur temps et jeunesse, sans aultre salaire ny récompense que de leur vie et entretenement, afin d'en venir à honneur et parfin. Et parce qu'aucuns de mes dits enfans ou gendres pour troubler mes héritiers voudroient faire acroire la dite pièce estre de grand prix. je déclare que toute l'étoffe dont elle est faicte et élaborée ne peult estre de la valeur [de] plus de cinquante escus, le surplus de sa valeur concistant en l'ouvrage et fasson qui est la plus grande partie dheue à mes dits enfans qui y ont travaillé. » Le testateur délaisse ensuite à ses trois fils David, Jacques et Louis, ses biens, ainsi que la la pièce d'orfèvrerie en question dont il donne « le gouvernement entier » à David, son fils aîné, qui y a plus travaillé que les autres, et qui seul est capable de la monter et démonter. Et si ses fils voulaient se séparer les uns des autres et faire leur ménage à part, il vent que la fontaine demeure uniquement à David, moyennant cinq cents florins qu'il payera à chacun de ceux ou à celui de ses frères qui voudraient se séparer.

Moins de trois mois après ce testament, Claude Gardelle était mort. Ses deux gendres, Antoine Boullier et Jean-Jacques Jacod, au nom de leurs femmes, ne se contentèrent pas de ce qu'elles avaient reçu de leur père lors de leur contrat de mariage, et des legs qui leur étaient accordés par le testament, et ils entrèrent en différent avec les fils Gardelle, leurs beaux-frères. Mais pour éviter un procès et les frais qui s'ensuivent, les parties firent entre elles un accord le 1^{er} octobre suivant, par lequel les deux sœurs reçurent chacune deux cents florins en plus de ce qu'il leur avait été assigné par leur père.

Cette pièce d'orfèvrerie, qui évidemment avait été la cause première de cette discussion, finit par rester à la branche de David, les deux autres frères s'en étant sans doute des-saisi aux termes du testament. Un seul des enfants de David se maria, Jeanne Gardelle qui épousa André LeClerc, et, vers la fin de sa vie, en 1679, étant veuve, elle se trouvait propriétaire d'un ouvrage d'orfèvrerie qui paraît bien avoir été le même que celui qui vient d'être mentionné. Elle le vendit le 22 décembre de cette année par devant le notaire Morel à son cousin germain Isaac, fils de Jacques Gardelle, le second fils du testateur Claude. Elle désigne cet ouvrage « un rocher représentant une ville faite de besongne d'orphèvrerie avec toutes les appartenances, et dépendances, item une autre pièce représentant le Mont Parnasse et les Muses, aussi avec les appartenances et dépendances. » La vente fut faite au prix de 500 florins que l'acheteur promettait de payer annuellement à la dame LeClerc. Le même jour il passe un contrat avec elle. Elle se charge d'entretenir ces pièces et d'en retirer les revenus, sur lesquels se prélèveront les frais d'entretien et de louage de la chambre où les pièces seront logées; le bénéfice net se partagera entre les parties.

Trois des fils d'Isaac héritèrent de « la ville artificiellement faite » et Gaspard, l'un deux, céda sa part à Nicolas le 13 juillet 1698 par devant François John, notaire. La cession se fit moyennant 200 écus blancs, soit 2100 florins.

Dès lors on ne trouve plus mention dans les actes de ce travail, qui demeura ainsi plus d'un siècle dans la famille, et semble par les soins qu'on en prit et l'estimation qu'on en fit avoir été d'une assez grande valeur.

Ce fut la branche de Louis Gardelle qui survécut le plus longtemps ; ce fut elle aussi qui jusqu'au bout et tout entière demeura vouée à la culture des arts, orfèvrerie, bijouterie, gravure, peinture. Louis fut par Matthieu grand-père de Robert, André et Matthien, comme nous l'avons vu au commencement de cette étude. Après la mort de leur père, ces trois fils se réunirent et convinrent « qu'il ne sera permis à aucun d'iceux de prendre aucun compagnon ny apprentif de leur estat d'orphèvres ny d'apprendre à aucunes personnes les secrets particuliers qu'ils peuvent avoir entr'eux, directement ny indirectement, en sorte et manière que ce soit, et notamment de ne faire voir aucuns de leurs mémoires ny outils à qui que ce puisse être, à peine au contrevenant de 50 escus blancs, payables à ceux des dits sieurs Gardelle qui n'auront pas contrevenu (1). »

Ces conventions qui nous transportent à un autre âge nous montrent l'importance des ateliers des Gardelle comme aussi la position qu'ils avaient su prendre par leurs talents dans leur carrière industrielle.

Je laisserai pour le moment la descendance de Robert pour m'attacher à celles d'André et Matthieu.

(1) 11 janvier 1677, J.-A. Comparet, not.

Je n'ai guère qu'un document à signaler au sujet d'André, c'est son inventaire après décès du 26 juin 1688, dans lequel, outre divers tableaux dont deux, entre autres, représentent le duc de Rohan et un autre la ville de Troie, on rencontre la mention d'un grand nombre de bijoux, améthistes, grenats, turquoises, rubis, saphirs, émeraudes, perles, et pierreries de toutes sortes, ce qui prouve que sa boutique d'orfèvre était bien montée. La postérité d'André s'éteignit promptement.

Matthieu eut de sa femme Michée Bonnet, Michel, marchand joaillier, et Elie, maître graveur ciseleur, lui-même père de Théodore, voué à la même profession. Je trouve sur Michel quelques détails intéressants quoiqu'ils n'aient pas rapport à sa vocation. En 1736 il était chargé d'entretenir le falot qui se trouvait appendu à sa maison et qui éclairait la portion de rue où elle se trouvait. A cette époque en effet ce n'était point l'édilité qui se chargeait d'éclairer la ville. Des groupes de propriétaires se réunissaient et convenaient entre eux d'éclairer à tour de rôle leur quartier. Ce fut l'obligation d'entretenir ce luminaire qui servit d'excuse à Michel Gardelle pour n'avoir pas été à la place d'Armes lors de « la dernière incendie, » parce qu'il ne pouvait remplir deux fonctions à la fois. L'excuse fut acceptée. En 1746 on le nomma consignateur à la porte Neuve et plus tard à celle de Rive. Ce poste assez important, qui relevait du Syndic de la garde, consistait à veiller à l'entrée et à la sortie des personnes et des marchandises; le consignateur devait faire en sorte qu'il n'entrât ni pain ni farines de l'étranger ni denrées de contrebande ni individus suspects ou mendiants dans la ville, et chaque soir il remettait au Syndic le rôle des étrangers. Propriétaire d'une maison avec jardin et verger à Plainpalais près de l'Arve, Gardelle entreprit la même

année avec son voisin Saladin la construction d'une digue pour se défendre contre les empiétements « torrent d'Arve » et il demanda à cet effet à la Chambre des comptes de contribuer à cette dépense en allouant aux deux associés pareille somme à celle qu'ils y mettaient, savoir dix écus, et en leur prêtant pioches, brouettes à bras, etc. La Chambre accéda à cette double requête. Les registres reviennent à plusieurs reprises sur ce travail qui dura quatre ans, et pour lequel il y eut encore à livrer vingt écus que la Seigneurie du reste ne remettait qu'à mesure que l'ouvrage avançait. Enfin, au commencement de l'année 1750, notre consignateur fut gratifié de deux cents florins « pour les tournes et ouvrages par lui construits auprès de son jardin confinant à la rivière d'Arve, les dits ouvrages ayant été utiles pour empêcher que la rivière ne se jetât davantage du côté de Plainpalais et lui ayant occasionné de la dépense. » Un des fils de Michel, Jacques-André, fut peintre en miniature, mais les renseignements à son sujet nous manquent.

Je reviens maintenant au frère aîné d'André et Matthieu, Robert, qui fut reçu maître orfèvre en 1676 (1).

Il mourut en 1713: son inventaire après décès fournit le rôle détaillé de ses outils servant à sa profession, et qui passèrent à son fils Louis.

Il avait épousé en premières noces Jeanne Petitot, fille de

(1) Ce renseignement est fourni par les livres de maîtrise. Ces registres sont fort intéressants à parcourir; on y voit que la majeure partie des orfèvres appartenaient à des familles réfugiées, tandis que le contraire avait lieu pour les horlogers et les monteurs de boîtes et étuis de montres. On peut faire la même remarque pour plusieurs autres industries et encore plus pour les carrières libérales auxquelles les familles de notre territoire n'ont fourni qu'un nombre d'individus relativement restreint.

Joseph, sculpteur, nièce d'Isaac, aussi sculpteur, et de Jean, le célèbre peintre sur émail. Il n'eut de ce mariage qu'une fille morte jeune. Il convola en deuxième noces avec Catherine Perrot, arrière petite fille de ce sympathique Charles Perrot que quelques biographes dans d'intéressantes études ont sauvé d'un injuste oubli. Outre le cadet Isaac, mort à 24 ans en 1711, deux fils, Daniel et Robert, nés en 1679 et 1682 furent issus de cette union, auxquels il faut joindre Louis nés vers 1696 d'un dernier mariage avec Marie Clerc, fille d'un pasteur du pays de Gex. Louis fut reçu maître orfèvre en 1720 et présenta comme chef d'œuvre pour obtenir la maîtrise un jonc d'or (bague) émaillé. Plus tard il se fit changeur, comme on le voit par une requête de 1753 au Conseil, dans laquelle il demanda l'autorisation de mettre au devant de sa boutique un tableau de changeur public avec les armoiries de la Seigneurie. La petite fille de Louis Gardelle fut la dernière du nom à Genève : elle épousa en 1781 Pierre Torras.

Les deux autres fils de Robert I se vouèrent à la peinture. Daniel, le moins connu des deux, fut nommé membre du Conseil des Deux-Cents en 1738. Il épousa sa cousine germaine Jeanne Perrot et n'en eut qu'un fils Théodore mort jeune. Lui même décéda à Genève le 9 octobre 1753 à l'âge de 74 ans. Il travaillait avec son frère Robert, « peintre en huile et miniature, et graveur » dont nous ne referons pas ici la biographie, car il est suffisamment connu (1). On possède à la Bibliothèque publique quatre peintures à l'huile sous le nom *des frères Gardelle* représentant des vues de Genève prises de Frontenex, des tours de Saint-Pierre, de Saint-Jean, et de la Bâtie. Cependant ces vues qui furent

(1) Voir en particulier les Renseignements sur les Beaux-Arts à Genève, par Rigaud.

présentées à plusieurs reprises au Conseil l'étaient, suivant le Registre, par Robert Gardelle en son nom seul « du 24 janyier 1719. M. le Premier a dit que sieur Gardelle (le prénom est resté en blanc), peintre de cette ville, lui avoit fait veoir une vue de notre ville et paysage voisin, à la regarder dès Frontenex, qu'il a peinte pour le sieur J.-A. Arlaud, peintre établi à Paris, auquel il se propose de l'envoyer ; qu'il a cru ce tableau digne de la curiosité du Conseil. Après quoy le dict sieur Gardelle est entré et a mis son dict tableau en veue, duquel le Conseil a été satisfait, de sorte que M. le Premier l'a témoigné au dict sieur Gardelle, avec des assurances que le Conseil voyoit avec plaisir ses progrès dans la peinture et qu'on le protégeroit et favoriseroit volontiers dans les occasions qui s'en présenteroyent. » Il est évident qu'il s'agit de Robert Gardelle qui revenait de Paris où était établi Arlaud avec lequel il avait travaillé sous Largillière. Le Registre dit encore le 15 juin 1726. « Le sieur Gardelle, peintre, ayant demandé l'entrée, a présenté au Conseil des tailles-douces enquadrées, par lui gravées, représentant diverses vues de cette ville dès le dehors (1).

(1) On possède de Robert Gardelle douze petites vues gravées, dont quelques-unes seulement sont signées, et qui formaient une sorte de petit album. Ce sont : 1. le titre avec Vue de Genève. 2. Vue de Genève depuis Malagnou. 3. Vue du Pont d'Arve. 4. Vue du Pont du Rhône. 5. Vue de la Treille à Genève. 6. Vue de Genève par la Porte Neuve. 7. Vue de Genève en y arrivant du côté du lac. 8. Vue de Genève dès le petit Saconais. 9. Vue de Genève, de St-Jean. 10. Vue de l'entrée du Rhône dans le lac de Genève, prise de Chardonne. 11. Vue de Vullierens. 12. Vue de Kunitz au canton de Berne. On a encore de lui quatre vues d'un format plus grand, représentant la ville des quatre points cardinaux, et dans l'histoire de Genève de Spon deux grandes vues de la ville, prises du septentrion et du midi, avec la collaboration de Chopy.

Dont opiné, arrêté d'accepter le dict présent, et de luy donner pour encouragement dix louis d'or mirliton, et deux écus à la servante, etc. » Le 16 mai 1731, il présente de nouveau au Conseil quatre grandes planches et deux petites représentant des vues de la ville, et deux grandes de Berne. en remettant un exemplaire à chacun des membres de ce corps. Il reçut dix louis d'or. Quant aux portraits de genevois dont on possède les gravures, ils sont tous signés de Robert, à ce que je crois, sauf un seul, celui de Jean de Normandie, signé: *fratres Gardelle*. Ce fut aussi aux frères Gardelle que la Bibliothèque s'adressa en 1710 pour une copie du portrait d'Erasme (1).

On doit inférer de ce qui précède que Daniel fut le collaborateur de son frère pour certaines parties ou pour quelques œuvres seulement, et que son talent ne s'éleva pas à la même hauteur, puisque en réalité on ne connaît guère d'œuvre qui lui appartienne en propre. Ses débuts cependant dans l'art du dessin avaient dû faire mieux présager de lui. Je possède un petit album de soixante pages, couvert en majeure partie de dessins à la plume assez variés, et sur lequel Daniel Gardelle a inscrit à plusieurs reprises son nom avec la mention: *fecit*, et les dates de 1693 et 1694. Il avait donc alors 14 et 15 ans. Plusieurs de ces croquis sont de vrais petits chefs d'œuvre. Les premières pages offrent aux regards des têtes d'enfants joufflus, de jeunes gens des deux sexes, d'hommes faits, de vieillards à longue barbe. La main est encore un peu inexpérimentée, il y a quelques fautes de dessin par-ci par-là, un peu d'uniformité dans les types, parfois un manque d'harmonie dans les proportions. Peu à peu on rencontre de bons profits, et divers types soignés,

(1) Rigaud, ouvrage cité.

puis des études de chevaux, des scènes de brigands et de combats et autres, très-fouillées, et des paysages microspiques qui ne perdent rien à la loupe. Dès le milieu de l'album, les dessins du genre miniature l'emportent, et ce sont eux qui me paraissent le mieux réussis. Ce sont, entre autres, des seigneurs et des militaires équipés et armés jouant, qui du fusil, qui de l'épée, qui de la hallebarde, des canoniers sont à leurs pièces, les projectiles au dehors et au dedans, la mèche allumée; le tout d'une extrême finesse et délicatesse. Enfin dans les dernières pages des batailles sont esquissées avec une minutie extraordinaire.

Madame E. Goffart-Torras, arrière-petite nièce de Daniel et Robert Gardelle, outre une très belle miniature de Robert, exécutée par lui-même dans un âge fort avancé, possède encore un recueil de dessins de Daniel des années 1745 et 1746, à l'âge de 66 et 67 ans; ce sont des miniatures d'un fini achevé et qui représentent des personnages connus.

Ces diverses indications montrent que les appréciations de Rigaud, dans son ouvrage déjà cité, sur Daniel, ne sont pas rigoureusement vraies, si du moins il s'agit de lui, ce dont on pourrait douter, parce qu'il le fait vivre vers la fin de sa vie et mourir en Angleterre, fait infirmé par les actes de notaires et par son acte de décès: « L'ainé (des quatre frères), dit Rigaud, peignait en miniature et fit des paysages à la gouache, mais ses divers ouvrages avaient peu de mérite. Ses miniatures étaient sans vigueur. Ses paysages, qui étaient d'invention, n'eurent que bien peu de succès. Gardelle l'ainé quitta Genève et s'établit en Angleterre où il mourut. »

Il existe à ma connaissance à Genève deux portraits de Daniel Gardelle. Le premier est dans le cabinet du président du Conseil administratif. Il a un grand air de famille avec son frère Robert, dont le portrait est à la classe des Beaux-

Arts (1). Les traits sont moins réguliers, mais comme lui il a la physionomie intelligente et ouverte, une abondante chevelure noire et le même genre de costume que son frère. Au dos du portrait est l'inscription : Daniel Gardelle, peint par Jean-Charles Quiter à Cassel en mai 1702. Il avait donc 23 ans. Le second portrait est au musée Rath, au dos duquel est écrit : Dan. Gardelle. Les traits principaux de la physionomie rappellent bien ceux du premier, par l'ovale, la carnation du teint, l'expression, les narines ouvertes, mais la chevelure est blonde, détail auquel on ne doit pas trop se heurter, car à cette époque où les grandes perruques étaient fort à la mode, il est quelquefois malaisé de distinguer ce qui est naturel et ne l'est pas. Ce second numéro doit être de la même époque que le premier : l'auteur est inconnu.

L. DUFOUR-VERNES.



(1) Un fait bizarre à noter, c'est qu'au dos de ce portrait de Robert se trouve la mention : Jean Gardelle, né à Genève, peint par Le Clerc de Cologne en 1767, tandis qu'au bas une plaque plus récente porte le nom de Robert Gardelle. Ce portrait a été donné à la Classe en 1829 par l'architecte Matthey comme étant Robert Gardelle. Il n'a existé dans la famille, à ma connaissance qu'un seul Jean Gardelle, né en 1667, qui ne peut être celui qui aurait été peint en 1767, car c'est un homme jeune et non point centenaire. Il est donc à croire que la mention inscrite au revers du portrait est erronée.

ÉPISODES

DE LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

A MEYRIN

L'exposé de divers incidents survenus au cours de la Révolution française dans une municipalité rurale, celle de Meyrin, village alors français, présente un certain intérêt, en montrant avec quelle puissance les mouvements politiques, qui avaient leur point de départ à Paris, faisaient sentir leur action jusque dans les plus petites communes de la France. Les procès-verbaux de cette municipalité renferment un assez grand nombre de documents dont la succession accuse d'abord la marche ascendante et ensuite le déclin des idées révolutionnaires sur ce modeste théâtre.

Ces procès-verbaux sont contenus dans deux registres conservés à la mairie de Meyrin. Le premier va du 7 février 1790 au 26 Ventose de l'an II; le second continue depuis cette date jusqu'au 24 janvier 1813.

Le premier document inscrit est le procès-verbal de la séance tenue le dimanche 7 février 1790 sous la présidence

du curé Guillot pour la formation de la municipalité. Il débute ainsi (1). « L'an mil sept cent quatre vingt-dix et le sept février, « en vertu des Lettres-Patentes du Roi, données à Paris au « mois de Décembre, sur le décret de l'Assemblée Natio- « nale pour l'établissement des Municipalités dans toutes les « villes, bourgs et communautés du Royaume, qui ont été « adressées aux Syndics du dit Meyrin par M. Amelot inten- « dant de Bourgogne, avec une lettre sous la date du quatre « Janvier, et ensuite de la lecture qui en a été faite au « prône du Dimanche trente-un Janvier, de la publication « et affiche tant à la porte de l'église de Meyrin que de celle « de Mategnin, petit village autrefois hameau du dit Meyrin, « avec convocation de tous les citoyens actifs de l'un et « l'autre village, également affichée à la porte des deux « églises par les syndics, pour se rendre aujourd'hui à « l'issue des Vêpres, dans la salle du Presbytère de Meyrin, « à défaut de maison commune, à l'effet de procéder aux « élections, nominations et établissements décrétés et ordon- « nés par les dites Lettres Patentes, selon les formes et les « règles qui y sont prescrites, sont entrés immédiatement « après Vêpres dans la salle, sous l'inspection et conduite « des deux syndics, qui sont Thomas Dubois et Jean-Pierre « Benoit les citoyens ci-après :

Ici vient la mention de 27 citoyens qui avec les deux syndics forment un total de 29 citoyens actifs. — On constate qu'il n'est venu aucun citoyen de Mategnin, mais qu'il faut passer outre.

L'un des syndics donne lecture des Lettres Patentes, explique l'objet de la convocation ; puis l'Assemblée procède

(1) Dans les textes cités on a maintenu l'orthographe souvent défectueuse des Secrétaires municipaux.

au scrutin par billets et nomme Président M. Prosper Guillot curé de Meyrin, secrétaire le sieur Jacques Guerchet et enfin trois scrutateurs pour les élections futures. — Ensuite l'Assemblée s'ajourne au lendemain Lundi à 8 heures..

Dans la seconde séance, le Lundi, le nombre des assistants est de 34. L'Assemblée et son Président prêtent serment « de maintenir de tout leur pouvoir la Constitution du « Royaume, d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi ; de « choisir en leur âme et conscience les plus dignes de la « confiance publique et de remplir avec zèle et courage les « fonctions civiles et politiques qui pourront leur être « confiées. On procède à l'élection d'un maire, de deux officiers municipaux, du procureur de commune et de six « notables. »

Le Président fait prêter serment devant tous les assistants au Corps Municipal (Maire et officiers municipaux) et au Procureur de Commune après une allocution à bien remplir leurs devoirs.

Dans ces deux séances le Président Guillot multiplie les explications et les exhortations aux citoyens pour les guider dans leurs premiers pas en organisation municipale.

On voit dans ces explications que les 6 notables devaient dans certaines occasions se réunir au Corps Municipal pour former le Conseil général de la commune.

Dans ce même mois de février 1790 la nouvelle Municipalité reçut de deux prêtres des déclarations faites conformément au décret rendu au sujet des biens du clergé par l'Assemblée Nationale en Novembre 1789 (1). L'un de ces prêtres était le prier de Saint-Jean hors les murs de Genève, qui indiqua son bénéfice ; l'autre était le curé de

(1) Décret du 2 Novembre 1789.

Meyrin Prosper Guillot qui fournit le détail des biens de sa cure.

En Juin eut lieu le serment des citoyens appelés à former la Garde Nationale ; puis vint la fête de la Fédération qui, célébrée à Paris le 14 Juillet 1790, devait, dans toutes les communes du royaume, être le jour de la prestation du serment civique. Voici comment cette cérémonie s'accomplit à Meyrin.

Fête de la Fédération du 14 Juillet 1790.

« Nous maire et officiers municipaux de Meyrin sçavoir
« faisons que, pour répondre au désir de l'Assemblée Natio-
« nale qui a, par son décret relatif à la confédération géné-
« rale, exhorté toutes les communes du Royaume de s'as-
« sembler au même jour et heure que s'assembleront leurs
« députés à Paris, pour répéter le serment civique qui sera
« par eux solennellement prêté sous les yeux du Roi et des
« Législateurs, afin que par ce concert unanime tous les
« membres de l'Etat, que le bienfait de la nouvelle Consti-
« tution réunit en une seule et même famille, et qui vont
« vivre à l'avenir sans aucune distinction d'ordre n'y de pro-
« vince sous une seule et même Loy, ne fassent plus qu'un
« seul et même corps dans toute l'étendue du Royaume :

« Tous les Citoyens de la Commune ont été invités tant par
« M. le Curé au prône du Dimanche onze de ce mois, que
« par affiche et proclamation par nous faites le même jour à
« la porte de l'église, à l'issue de la messe paroissiale, de se
« conformer à l'intention de l'Assemblée nationale, et pour
« ce faire, de fêter ce jour d'huy quatorze juillet en mémoire
« de l'heureuse révolution qui a détruit le despotisme, et

« qui a rendu à la nation sa liberté à pareil jour de l'année
« dernière 1789 ; de se rendre à l'église au son de la cloche
« qui se ferait entendre un peu avant midy, à l'effet d'assis-
« ter à la S^{te}-Messe, d'y bénir Dieu de cet inestimable évène-
« ment, et de répéter le serment civique, qui doit lier au
« même instant par une union sainte et fraternelle tous les
« citoyens de l'empire français d'une extrémité à l'autre.
« Nous avons en outre, par notre affiche et proclamation,
« fait la même invitation aux habitants de la commune, qui
« sont dans le cas de se prévaloir du décret de l'Assemblée
« Nationale rendu en faveur des étrangers domiciliés depuis
« cinq ans dans le royaume.

« L'heure de midi s'approchant et la cloche se faisant
« entendre, nous nous sommes rendu à l'Eglise où sont
« entrés à notre suite tous les citoyens reconnus et dénom-
« més dans le procès-verbal de la formation de la Municipa-
« lité.— Sont aussi entrés en même temps dans l'église MM...
(liste de 57 étrangers à la Commune, Français, Savoisien et
Suisses), « après avoir reçu d'eux le serment qu'ils ont
« séparément prêté à voix haute et distincte d'être fidèles
« à la Nation, à la Loy et au Roy, et de maintenir de tout
« leur pouvoir la Constitution.

« Cette formalité étant finie et à l'heure de midy précise,
« M. Prosper Guilloit, prêtre et curé de Meyrin, est monté à
« l'autel et il a célébré le St-Sacrifice. Immédiatement après
« le dernier Evangile M. le Curé s'est tourné du côté de
« l'assemblée, à laquelle il a développé, dans un discours
« clair, concis et vraiment patriotique, la religion du Ser-
« ment civique, qu'il a d'abord prêté, et qui a été inconti-
« nent répété par tous les membres de l'assemblée qui ont
« successivement prononcé : Je le jure en présence de Dieu
« qui tient le sort des états dans ses mains. »

Après cela l'assemblée a été congédiée. — Suivent les signatures.

Après la fête de la Fédération on ne trouve mentionnés jusqu'à la fin de l'année 1790 que des détails d'administration locale et quelques menus incidents de police.

Ainsi c'est d'abord un cas de contravention au règlement du Parlement de Dijon sur les auberges et cabarets, cas qui donne lieu à un procès-verbal long et diffus (1), contre Pierre-Etienne Larue qui buvait pendant les Vêpres dans le cabaret de Sylvestre Michaud avec Pierre Verre de Vernier. Les buveurs et le cabaretier sont condamnés à une amende.

Viennent ensuite deux cas de contravention au décret rendu l'année précédente par l'Assemblée nationale (2) pour interdire l'exportation des blés.

L'un (3) concerne du blé qu'un propriétaire de Meyrin faisait moudre au moulin de Verny (Vernier) en quantité plus considérable que ne le comportait le permis du maire, accordé moyennant retour de la farine au village. L'inculpé, arrêté avec son chargement par des gardes nationaux de la commune, les injurie et les menace. Plainte portée il est puni d'amende et même de prison par le Corps municipal, sous réserve de l'approbation du Directoire du District de Gex.

Dans le second (4) cas, on arrête sur la place du village un char de farine venant du moulin de St-Genis, et destiné à Genève. Un certificat du Poids du Blé de Genève, exhibé par le conducteur, paraît suspect, frauduleux. La farine est mise sous séquestre jusqu'à meilleure information.

(1) 15 Août 1790.

(2) Décret du 18 Septembre 1789, sanctionné le 21 par le Roi.

(3) Août 1790.

(4) Septembre 1790.

Durant cet automne 1790, la municipalité eut à donner son avis sur une proposition faite par le Directoire du département de l'Ain, de supprimer le district de Gex en le réunissant à celui de Nantua. Les frais d'administration que coûterait le maintien du district plaidaient en faveur de la réunion; mais les franchises douanières du Pays de Gex risquaient de disparaître par le transport des douanes à l'extrême frontière. A cet argument s'en opposait un autre, la difficulté de l'approvisionnement du Pays de Gex, s'il n'était pas réuni au district de Nantua, celui-ci pouvant, en cas de disette, lui refuser des blés.

Après deux séances de délibérations, la municipalité de Meyrin adhéra au projet de réunion. Mais soit que les autres communes du Pays de Gex aient en majorité été d'avis contraire, soit pour d'autres motifs, la réunion n'eut pas lieu, le district de Gex fut maintenu. Toutefois on voit, dans des documents postérieurs, que plus tard il fut momentanément adjoint à celui de Nantua et finalement rétabli.

La Constitution civile du clergé, édictée en 1790 (1) par l'Assemblée nationale, suscita, comme on le sait, des hésitations et des résistances chez un grand nombre de prêtres. L'Assemblée alors imposa au clergé un serment d'adhésion (2). Beaucoup d'ecclésiastiques le refusèrent; d'autres ne le prêtèrent qu'en l'accompagnant de réserves. Le curé Prosper Guillot fut de ces derniers, comme on le voit dans le procès-verbal suivant :

« L'an mil sept cent quatre-vingt-onze et le trente de
« Janvier, nous maire et officiers municipaux de Meyrin, en
« conformité de la loi relative au serment à prêter par les

(1) 12 Juillet 1790.

(2) 27 Novembre 1790.

« évêques, cy-devant archevêques, et autres ecclésiastiques
« fonctionnaires publics (1), du 26 Novembre 1790, et sui-
« vant la déclaration faite au greffe de la municipalité du dit
« lieu par Monsieur Prosper Guillot curé, le 28 du présent,
« de son intention de prêter le serment prescrit par la
« susdite loy, nous nous sommes assemblés dans l'église à
« l'issue de la messe et en présence du Conseil général de
« la commune et des fidelles pour procéder au susdit ser-
« ment.

.....
«« En conséquence avons requis le susdit de jurer de
« veiller avec soin sur les fidelles de la paroisse qui lui est
« confiée, d'être fidel à la nation, à la loy et au Roy, et de
« maintenir de tout son pouvoir la constitution décrétée par
« l'assemblée nationale et acceptée par le Roy, sur quoy le
« susdit a prêté le serment mot à mot, tel qu'il suit :

« Je jure en vertu du décret du 13 Juillet dernier de
« veiller sur les fidelles de la paroisse qui m'a été confiée,
« d'être fidel à la Nation, à la Loy et au Roy, de maintenir
« de tout mon pouvoir la Constitution décrétée par l'assem-
« blée nationale et acceptée par le Roy.

« Exceptant formellement les objets qui peuvent dépendre
« essentiellement de l'autorité spirituelle de l'Eglise, et être
« jugé contraire à la foy de la religion Catolique, aposto-
« lique et romaine dans laquelle je veux vivre et mourir, et
« ay signé le présent, pour servir de monument authentique
« de mon attachement inviolable à ma religion et à ma
« patrie.

« Prosper GUILLOT, *curé de Meirin.*

« Sur quoy nous avons arrêté que copie du présent pro-

(1) Loi délibérée le 26 et adoptée le 27 Novembre 1790.

« cès-verbal sera envoyé à la diligence du procureur de
« commune au procureur syndic du distric pour faire pro-
« noncer à ce qu'il appartiendra de droit. »

Suivent les signatures.

Un peu plus tard, le curé Guillot s'étant refusé à lire au prône une lettre pastorale de l'évêque constitutionnel, procès-verbal fut dressé de son refus dans les termes que voici :

« L'an mil sept cent quatre-vingt-onze et le vingt-deux
« Avril, nous maire et officiers municipaux et le procureur
« de commune de Meyrin; en vertu de la lettre de M^{rs} les
« administrateurs du Directoire du district, nous nous
« sommes transporté chez M. Prosper Guilliot, Curé du dit
« lieu, et nous lui avons présenté la lettre pastorale de
« Monsieur Jean-Baptiste Royé évêque du département de
« L'in, et avons prié le dit Sieur Guilliot d'en faire la lecture
« au prône lundi prochain vingt-cinq du présent, sur quoi
« le dit sieur Curé s'est refusé en nous déclarant qu'elle
« était trop contraire à sa façon de pensé; sur quoi nous
« avons dressé le présent procès-verbal, et nous avons
« arreté que copie serait envoyée sans délais à M^{rs} les
« administrateurs du directoire du district pour qu'il soit
« statué à ce qui est de droit. »

Le curé Guillot, considéré comme prêtre réfractaire, fut remplacé en automne 1791 par un curé constitutionnel. Il quitta sa paroisse; car on le voit plus loin classé au nombre des émigrés de la commune, dont il n'était d'ailleurs pas originaire.

Le nouveau curé était un ancien prêtre capucin, né à Bourg et nommé Pierre-Marie Imbert. Elu par les électeurs

du district de Gex, et canoniquement institué par l'évêque du Département, il fut installé curé à Meyrin le 2 Octobre 1791. « Après que le dit Sieur Pierre-Marie Imbert, « est-il dit dans le procès-verbal, a prêté le serment prescrit « par les décrets, devant nous et tous les fidèles, nous « l'avons reconnu et installé en cette qualité pour curé du « dit Meyrin, et en conséquence il a pris sur le champ possession de l'Eglise paroissiale en y célébrant la messe. »

En Novembre 1791, l'assemblée communale procéda au renouvellement des autorités municipales qui furent maintenues sans modifications importantes. Au mois de Février 1792, la municipalité, appuyée par le vœu unanime de toute la commune, rédigea, à l'adresse des administrateurs du district de Gex et de l'Evêque de Belley, une pétition pour demander le maintien de la paroisse de Meyrin qu'on voulait supprimer, tandis que récemment on en avait détaché Mategnin son annexe pour en faire une paroisse particulière.

Les raisons alléguées dans la pétition sont d'abord que Meyrin, y compris le hameau de Maisonnex, est assez étendu et assez peuplé pour former le chef-lieu d'une paroisse ; que son église située sur les routes de Suisse et de Genève étant la seule qui existe avant Farges sur la grande route de Genève à Lyon, sa suppression priverait de nombreux voyageurs et voituriers de la possibilité d'assister aux divins offices à Meyrin les dimanches et jours de fêtes ; que l'établissement des Douanes nationales dans ce village y a amené plusieurs citoyens auxquels leurs fonctions ne permettent pas d'aller pratiquer leur culte religieux ailleurs qu'à leur résidence ; qu'enfin de nombreux domestiques catholiques, en service dans les différents villages du Mandement de Peney reçoivent les sacrements et même la sépulture à

Meyrin, ce dont ils seraient privés si la suppression de la cure avait lieu.

Cette pétition atteignit son but ; la paroisse de Meyrin fut maintenue, tandis que la cure de Mategnin paraît avoir été supprimée, sinon immédiatement, du moins un peu plus tard. Il ne reste aujourd'hui comme souvenir de cette dernière qu'une vieille et petite église presque en ruines qui sert comme bâtiment rural.

Une partie de l'année 1792 s'écoula sans incidents notables pour la commune de Meyrin. Le registre municipal ne mentionne que quelques délibérations sur des affaires d'administration locale, et en juillet, en vertu d'ordres militaires, l'établissement d'un service de garde à Aire, service qui devait être fourni par les gardes nationaux de Meyrin, Vernier, Mategnin et Prévessin.

Mais après la journée du 10 Août qui renversa la royauté, et consacra pour longtemps la domination des partis les plus révolutionnaires, la Municipalité eut souvent à se réunir pour s'occuper de toutes sortes de sujets.

L'Assemblée Législative ayant imposé un nouveau serment (1) à tous les fonctionnaires publics, le curé Imbert se présenta le 22 octobre devant le maire et les officiers municipaux, et prêta le serment « d'être fidelle à la Nation, de « maintenir la liberté et l'égalité, ou de mourir en les défendant. »

Quelques semaines après il fut nommé officier public (2) pour tenir les registres d'état civil conformément à une loi nouvelle. A cette occasion le maire, assisté du secrétaire gref-

(1) 14 août 1792. Décret rendu dans la séance du 15 août 1792 selon le *Moniteur*

(2) 16 décembre 1792.

fier, se transporta au presbytère pour y dresser un inventaire (1) des anciens registres de naissance, de mariage et de décès depuis l'année 1680.

Plus tard, on voit encore le curé Imbert prendre à sa charge les frais de culte (2) pour la somme de cinquante francs par année, personne ne s'étant présenté pour fournir à cette dépense au-dessous du dit prix.

La Convention nationale, en guerre avec le roi de Sardaigne Victor Amédée II, avait envoyé des troupes envahir la Savoie. C'est sans doute à un bataillon de cette armée, qui se trouvait cantonné à Meyrin en 1792, que se rapporte le procès verbal que voici :

« Ce jour d'hui 3 Novembre mil sept cent quatre vingt douze et le premier de la République française :

« Nous maire et officiers municipaux de Meyrin sommes
« assemblés en la maison du Procureur de la Commune,
« pour délibérer sur les représentations qui nous ont été
« faites par le citoyen Melot commandant le sixième bataillon de la Gironde, ainsi que par le corps des officiers, que
« le susdit bataillon ne pouvait trouver chez les particuliers
« de quoi s'approvisionner pour leur nourriture.

« En conséquence considérant que Meyrin n'est pas assez
« fournit de différents objets nécessaires à la vie, et qu'il
« serait impossible que la troupe y pût subsister sans éprouver beaucoup de désagréments ; ouï le Procureur de la
« Commune, nous avons arrêté provisoirement que les
« denrées nécessaires à la vie, qui passent à Meyrin pour
« aller à l'étranger, seront arrêtées jusqu'à neuf heures du
« matin pour donner jusqu'à cette heure-là le temps à la

(1) 18 Décembre 1792.

(2) 24 février 1793.

« troupe de s'approvisionner, et qu'après l'approvisionne-
« ment le surplus des dites denrées suivront leur desti-
« nation.

« En conséquence requérons le citoyen Melot commandant
« le susdit bataillon de donner des ordres pour l'exécution
« du présent arrêté.

Au commencement de décembre on procéda encore une fois au renouvellement des autorités municipales en vertu de Décrets récents de la Convention, et les fonctionnaires composant le corps municipal ainsi que le procureur de commune durent prêter le serment de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant. C'était une formule nouvelle remplaçant celle de 1789.

Les décrets portés contre les émigrés atteignaient quelques habitants fugitifs de Meyrin, notamment l'ex-notaire Dupuis avec ses enfants et l'ancien curé Guillot. Des renseignements au sujet de leurs biens furent, en février 1793, demandés par le Directoire du district de Gex à la Municipalité qui ne fit qu'une réponse vague.

En revanche le curé Imbert mit à quelque temps de là un grand zèle à faire classer comme bien de la nation une seillette de beurre destinée à un émigré. Voici l'aventure :

« Ce jourd'hui 12 du mois de Mars année 1793, l'an 2 de
« la République à 11 heures du matin, nous soussignés,
« maire et officiers municipaux de Meyrin, assemblés à la
« maison commune du dit lieu, se serait présenté en la dite
« maison commune, Pierre Marie Imbert curé au dit Meyrin,
« lequel nous a déclaré que le 7 du même mois avant midi
« deux préposés, qui sont Claude Ponsard et Thibau Mourey,
« de la régie nationale des douanes, lui apportèrent une
« seillette remplie de beurre cuit, pesant brut 26 livres et

« demy, poids de 18 onces, le dit beurre à l'adresse du
« citoyen Gilbert aubergiste à Meyrin. Le dit citoyen Imbert
« s'étant transporté chez le dit Gilbert pour lui demander
« s'il leur devait arriver du beurre, où étant il n'aurait
« trouvé dans la dite maison de Gilbert que son épouse,
« laquelle a répondu que non. Le dit Imbert voulant s'assu-
« rer à qui appartenait le beurre, a eu recours aux préposés
« des dites douanes, qui étaient de garde ce jour là, de s'in-
« former des voituriers qui avaient apporté le beurre, à leur
« retour, ce qu'ils ont fait, les mêmes voituriers leur ont
« répondu que le dit beurre était destiné pour le ci-devant
« curé de Meyrin qui est Guillot qui se trouve dans la classe
« des émigrés ; ce qui a engagé le dit Imbert à en faire la
« dénonciation par devant nous susdits, comme d'un bien
« appartenant à la Nation. Les dits préposés ont signé avec
« nous, ainsi que le dit citoyen Imbert, chacun pour ce qui
« nous concerne ; fait en la dite maison commune le jour,
« mois et an susdits. »

(Suivent les signatures).

La destinée de cette seillette de beurre ne fut réglée que plusieurs mois après et de la façon suivante.

Sur un ordre du Directoire du district le beurre fut vendu à quelques habitants du village et le produit de cette vente montant à 15 livres, 14 sols et 6 deniers, fut sous déduction des frais, versé dans la caisse du receveur de l'enregistrement de Gex.

Le printemps de 1793 était une époque de crise intense. La France était en guerre contre une grande partie de l'Europe ; la Convention, déchirée par la rivalité intestine des Girondins et des Jacobins, devait lutter à l'intérieur contre le parti royaliste, insurgé déjà en Vendée et en Bre-

tagne, et prêt à s'insurger ailleurs. Pour faire face à toutes les difficultés, la Convention multipliait les décrets ordonnant des mesures de recrutement, de réquisitions, de surveillance. Tous les préposés des douanes à Meyrin vinrent successivement, en Avril et en Mai, réclamer à la municipalité un certificat constatant qu'ils se sont comportés, depuis qu'ils résident dans ce village, en hommes de probité, qu'il n'est parvenu aucune plainte contre eux, et qu'ils ont prêté le serment de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant.

Dans le courant de Mai a lieu sous la présidence du curé Imbert, déjà appelé à présider les dernières élections municipales, une assemblée de tous les citoyens, afin de nommer, conformément à un décret de la Convention, un Comité de surveillance de 12 membres, pour recevoir les déclarations de tous les étrangers résidant actuellement dans la commune ou qui pourraient y arriver.

En Juin, le Directoire du district de Gex envoie l'ordre de procéder au recensement du bétail, en vue de prendre des mesures pour empêcher que les bestiaux ne soient exportés à l'étranger.

Sur ces entrefaites, de graves nouvelles survinrent. Les Girondins avaient succombé au commencement de Juin dans leur lutte contre les Jacobins. Mais quelques-uns d'entre eux, fugitifs de Paris, essayaient de soulever contre la Convention les départements où ils avaient de l'influence. Il paraît que les autorités du département de l'Ain avaient quelque disposition à se prononcer en leur faveur, et que par un arrêté elles convoquaient dans les chefs-lieux de canton les délégués des communes pour délibérer sur les mesures à prendre.

A cet appel, la commune de Meyrin répondit comme suit :

« L'an mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an 2 de la
« République une et indivisible et le 29 Juin après convoca-
« tion de l'Assemblée générale de la commune de Meyrin,
« étant assemblée au lieu ordinaire de nos séances du
« Conseil général, elle a procédé à la nomination d'un Pré-
« sident.

.
« Le Président a fait lecture d'un arrêté du Conseil géné-
« ral du département de l'Ain du 19 du présent mois, de
« même qu'un modèle de délibération, le tout envoyé par
« le district de Gex, accompagné d'une lettre du dit district
« datée 22 du même mois.

« Après mûre délibération l'Assemblée générale ditte,
« profondément convaincue que l'arresté sus mentionné
« porte atteinte à la confiance (que) tout bon républicain
« doit avoir à la Convention Nationale;

« Considérant de plus qu'il ne doit exister (de pouvoir)
« Législatif que dans la Convention Nationale;

« Que le Département atteindrait par son dit arrêté à
« diviser, sous prétexte de mesure de Salut public, le pou-
« voir Législatif;

« L'Assemblée générale de la dite commune voulant
« manifester de tout son pouvoir son attachement à la
« Convention Nationale, à la République une et indivi-
« sible, à la Liberté et à l'Egalité.

« Arrête à la généralité des suffrages que le citoyen
« Pierre Larchevêque du dit lieu se rendra le 30 du présent
« dans la matinée à Fernex-Voltaire chef-lieu de ce canton,
« où suivant l'arresté mentionné ci-devant il doit y avoir une
« assemblée de députés de Communes, pour s'opposer et
« protester contre toute nomination et délibération qui
« seraient contraires à l'Unité, à l'Indivisibilité de la Répu-

« blique, à la Liberté, à l'Egalité, et (qui tendraient) à la
« dissolution de la Souveraineté Nationale sous prétexte de
« Salut Public.

« Arrête en outre que copie du présent arrêté sera déli-
« vré au citoyen Larchevêque avec injonction de si con-
« former.

« Fait au dit Meyrin, les jour, mois et an que dessus dit
« et avons signé à l'exception de ceux qui n'ont sçu, de ce
« requis. »

Suivent les signatures.

Chez les habitants de Meyrin, l'influence des idées nouvelles et des passions révolutionnaires était tempérée par un attachement traditionnel aux anciennes coutumes. On peut le constater dans l'acte qui concerne l'établissement d'un maître d'école pour la commune, acte dont voici un extrait :

« L'an 1793 de la République française une et indivisible
« et le 11 Août :

« En conséquence d'une délibération dans une assemblée
« convoquée à cet effet à l'issue de la messe, sur l'établisse-
« ment d'un maître d'école, nous y avons unanimement
« nommé le citoyen Charles-Marie Monnier, originaire de la
« Chaux, département du Jura, qui occupait la place ci-
« devant.

« Nous avons convenu de fournir au dit Monnier une
« chambre à cet effet, de lui payer pour gage la somme de
« sept cents livres par chaque année.....

« 1° Le dit Monnier s'oblige de sonner l'angelus 3 fois
« par jour, la messe et les vêpres les Dimanches et fêtes,
« balier l'Eglise le samedi et veille de fête, d'assister le

« citoyen curé dans ses fonctions ecclésiastiques ou le faire
« assister par d'autres.

.

« 2° S'oblige le dit Monnier d'enseigner la jeunesse à lire
« en latin, en français et l'arithmétique, le catéchisme du
« diocèse, la prière et à servir la messe.....; s'oblige de
« remplir les fonctions de greffier de la municipalité. Il
« sonnera son école et la commencera en hiver le matin à
« sept heures et demy et durera jusqu'à dix heures et
« demy et davantage suivant la quantité d'écoliers.

« L'école du soir commencera à une heure et demy et
« durera jusqu'à quatre heures et demy; il fera réciter la
« prière soir et matin à un des écoliers à haute et intelli-
« gible voix, comme aussi il fera réciter le catéchisme à
« chaque classe. En été l'heure de commencer la classe
« variera suivant le besoin et la commodité du plus grand
« nombre des écoliers; il y aura un jour de vacance par
« semaine le jeudi et quinze jours aux vendanges. »

(Suivent les signatures habituelles.)

Tandis qu'à Meyrin on se préoccupait encore, en Août 1793, d'assurer l'enseignement du catéchisme et la régularité du service religieux, on avait à Paris bien d'autres soucis. La Convention Nationale, dans sa lutte ardente contre les ennemis du dedans et du dehors, multipliait les décrets de tout genre, que le Comité de Salut Public et les Représentants du Peuple étaient chargés de faire exécuter. L'effet de quelques-unes de ces mesures se retrouve dans les procès-verbaux de Meyrin.

Ainsi l'on recrute des jeunes gens pour une levée de 1,200 hommes; on fait une réquisition sur les chevaux de luxe et de selle; la commune est tenue de décider si les

biens communaux seront partagés ou amodiés, et elle se prononce à une grande majorité pour les amodier par parcelle par parcelle, en fixant à Noël de chaque année le paiement de l'amodiation.

Vers la fin de l'année les mesures révolutionnaires se succèdent avec rapidité. Le 11 frimaire (1 décembre 1793), ensuite d'un décret concernant l'emprunt forcé (1), la commune nomme six commissaires pour remplir les formalités prescrites par la loi.

Un autre décret (2) ayant ordonné d'utiliser une partie des cloches d'église pour en faire des canons, la municipalité s'assemble le 14 frimaire (3), au II de la République Française une et indivisible, afin de prendre une décision relative à la conversion des cloches superflues en canons « de quoi, dit « le procès-verbal, il s'en est trouvé deux à notre cloché, « desquelles nous en avons descendu une pour être envoyée « au chef-lieu du district de Gex. »

Le lendemain 15 frimaire, pour obéir au décret ordonnant la destruction des titres de féodalité, les membres du Conseil général de la commune se transportent à la cure « où, « disent-ils, nous avons trouvé plusieurs papiers d'un ancien « fief de Mategnin concernant la cure du dit Meyrin ; en conformité au susdit décret nous les avons brûlé sur la place « devant l'arbre de la liberté ; aussi quatre pièces de papiers, « reconnaissances de droits féodaux, appartenant au citoyen « Dupuis de Maconnex, émigré. »

Le 16 les biens meubles et immeubles de ce même émigré sont mis sous scellés et sous séquestre.

(1) 3 septembre 1793.

(2) 29 août 1793.

(3) 4 décembre 1793.

Le 18 le Conseil général de la commune prend connaissance d'une lettre d'un comité de Paris, invitant les municipalités et les sociétés populaires à désigner les hommes vertueux, les patriotes éclairés, capables d'occuper des places dans l'administration. En conséquence le Conseil désigne plusieurs citoyens de Meyrin et d'autres villages, pour être mentionnés à l'assemblée populaire des vrais républicains qui doit avoir lieu à Fernex, et il charge un de ses membres d'aller faire cette mention.

Ce même jour l'assemblée de tous les citoyens de la commune est convoquée l'après-midi pour délibérer sur la proposition de faire à la patrie le sacrifice des vases d'argent appartenant à l'église. Mais peu de citoyens se présentent ; il faut ajourner la décision au mardi suivant. Toutefois on fait aux assistants lecture du « décret de la Convention nationale en date du 6 septembre 1793, concernant les mesures
« de sûreté relatives aux étrangers qui se trouvent en
« France, soit qu'ils soient nés dans les Puissances étrangères, avec lesquelles la République française est en
« guerre, soit qu'ils soient nés dans les Puissances avec
« lesquelles la dite République française n'est point en
« guerre ; qui enjoint à toutes les municipalités de délivrer
« des certificats d'hospitalité aux étrangers qui se trouveraient dans leur municipalité respective : lesquels étrangers ne pourront sortir ou se transporter nulle part sans
« être munis de leur certificat qu'ils seront tenus de produire toutes les fois qu'ils en seront requis par les autorités constituées, et ceux qui enfreindront cette disposition seront mis en état d'arrestation comme suspects. »

En conséquence on remet des certificats d'hospitalité à 6 étrangers dont 4 sont Suisses, et 2 Genevois.

Le 20 frimaire nouvelle assemblée de la commune pour

l'affaire des vases d'église. Sont présents trente-deux citoyens, « ce qui forme les trois quarts des citoyens chefs de « famille, lesquels avec le plus grand zèle ont tous dit qu'il « les fallait envoyer à notre chère Convention; sur ce « oui le procureur de la Commune, avons arrêté que les « dits vases en argent qui sont au nombre de cinq pièces, « tant calice, siboire, soucoupe et soleil, pesant ensemble « quatre marcs et demy, seraient envoyés dans le plus bref « délai. »

Suivent vingt-cinq signatures; celles qui manquent sont probablement le fait de citoyens illettrés. Car souvent les procès-verbaux mentionnent que des citoyens n'ont pu signer pour ne le savoir.

Ce même 20 frimaire les commissaires pour le recensement des graines et farines font une saisie de 4 quintaux de blé et de nonante livres d'orge chez un manouvrier de Meyrin pour fausse déclaration en contravention de la loi du Maximum (1). Une moitié de la saisie revient à la Commune, l'autre moitié au dénonciateur.

Le 22 on procède à la vente de la fameuse seillette de beurre dont il a été parlé précédemment.

Le 29 c'est un boucher à qui l'on délivre un laissez-passer pour mener un veau à Saconnex, moyennant caution d'un Meyrinois et témoignage à rapporter de la municipalité de Saconnex.

Le 9 Nivôse (2) nouvelle assemblée générale de la Commune pour réorganiser les fonctions municipales, conformément à un récent décret (3) de la Convention qui dit « qu'au-

(1) Loi du 11 septembre 1793.

(2) 29 décembre 1793.

(3) 14 frimaire an II.

« cun citoyen déjà employé au service de la République ne
« pourra exercer ni concourir à l'exercice d'une autorité
« chargée de la surveillance médiate ou immédiate de leurs
« fonctions... ; que ceux qui ont l'exercice cumulatif de sem-
« blables autorités doivent faire option. »

L'assemblée procède en conséquence à des changements dans la répartition des offices de la municipalité et du comité de surveillance.

Quelques jours après le maire fait afficher au corps de garde de la Garde nationale un arrêté du Représentant du peuple Gouly défendant de laisser exporter aucune matière d'or ou d'argent dans le département du Mont-Blanc, et se terminant après plusieurs prescriptions de détail par la formule comminatoire suivante :

« Ceux qui refuseront de se soumettre aux articles précé-
« dents seront saisis et arrêtés comme gens suspects, et
« traités comme tels ; les métaux seront confisqués au profit
« de la République. »

Durant cet hiver 1793-1794, la crise ultra-révolutionnaire allait en s'aggravant à Paris et faisait sentir ses conséquences de diverses manières jusqu'aux extrémités du territoire français.

A Meyrin le curé Imbert se maria le 20 Nivôse, et quelques jours après résilia ses fonctions ecclésiastiques.

« Ce jourd'hui 26 nivôse (1) l'an deux de la république une
« et indivisible, s'est présenté en la maison commune de
« Meyrin Pierre Marie Imbert prêtre et officier public, et a
« dit que quoique pour se conformer au vœu général il
« eu déjà cessé l'exercice du culte catholique, néanmoins

(1) 15 janvier 1794.

« pour éviter tout soupçon sur sa conduite ; il remettait entre
« les mains de la municipalité les titres qu'il avait (qui
« l'avaient) fixé dans la municipalité :

« Savoir l'extrait du procès-verbal de l'assemblée électo-
« rale du district de Gex en date du 17 septembre 1791 ;
« son institution canonique de l'évêque de Belley en date du
« 29 septembre 1791 ; que quant à ses lettres de prêtrise il
« les avait égaré, mais qu'il renonçait pour toujours à en
« faire usage pour suivre le culte de la raison.

« Et les dits extrait et institution ont été remis au secrè-
« taire de la municipalité, et le dit procès-verbal signé par
« les officiers municipaux, et du citoyen Pierre Marie Imbert,
« les jour, mois, an susdits. »

Le même jour 26 nivose, un commissaire Marat Nicod, délégué par le Représentant du peuple, prononça la réunion des communes de Mategnin et de Meyrin, et à cette occasion remplaça la municipalité récemment élue par une nouvelle municipalité à sa convenance : Voici le premier procès-verbal de ces mesures :

« Du vingt six nivose an deux de la République française,
« une, indivisible et démocratique :

« Nous Marat Nicod, commissaire nommé par le Représen-
« tant du peuple, certifions qu'étant en Commission, et après
« avoir vu le mémoire à nous adressé par la commune de
« Matignin, lequel tend à demander la réunion de cette Com-
« mune à celle de Meyrin, vu qu'elle ne réunit qu'un très
« petit nombre de sujets, et après avoir pris le vœu des
« citoyens, tant de la dite commune de Matignin que de celle
« de Meyrin, nous avons conformément à nos pouvoirs, et du
« consentement d'un chacun, déclaré que les dites deux
« communes n'en formeraient plus qu'une sous le nom de

« Commune de Meyrin-Unie. Après quoi nous avons proclamé les citoyens ci-après membres du Corps municipal de la dite commune, savoir :

Exact Reverchon, pour Maire.

François Gueyle, pour agent national.

Thomas Paquet

Jean Durand

Franchise Prodon

Libre Saunex

Jean Dufour

} ces cinq derniers
pour
officiers municipaux.

Suit une liste de 12 notables. — Valentin Gilbert pour secrét.-greff. et Ch. Debry l'un des notables pour officier public.

« Et comme il ne s'est élevé aucune réclamation contre
« cette proclamation, nous avons réuni tous les citoyens cy
« devant dénommés, après avoir reçu de chacun d'eux le
« serment individuel par lequel ils ont juré de maintenir de
« tout leur pouvoir la liberté et l'égalité, et de souffrir plutôt
« la mort que de permettre qu'il soit porté la plus légère
« atteinte à l'unité et à l'indivisibilité de la République Française, comme encore de remplir avec zèle et équité les
« fonctions qui viennent de leur être déléguées ; nous leur
« avons déclaré au nom de la loi que dès ce moment ils
« étaient élus pour remplir les fonctions pour lesquelles ils
« étaient cy-devant désignés, dont acte que nous avons signé
« avec eux. »

Suivent les signatures de Marat Nicod et de tous les nouveaux fonctionnaires.

C'est devant cette nouvelle municipalité que l'ex-curé Imbert vint le 18 pluviôse (1) de l'an II faire une abjuration

1) 6 février 1794.

formelle de ses précédentes croyances. On ne trouve plus mention de lui que dans un certificat de civisme qui lui fut, sur sa demande, accordé « le 30 Ventose (1) de l'An Second de la République française, une, indivisible, démocratique, « et impérissable. »

Le culte religieux étant désormais supprimé, le clocher de l'église paroissiale fut démoli par ordre du Représentant du peuple Albitte, et la municipalité mit à ferme pour un an les biens curiaux, tels que bâtiments, fonds et jardins des ci-devant paroisses de Meyrin et de Mategnin.

Au milieu de pluviose, sur un ordre venu de Nantua, on procède au recensement des cendres existant dans la commune; on en constate la quantité totale de 38 quintaux et 29 livres, qui est mise en réquisition chez les divers particuliers.

En réponse à une demande d'information sur des matières propres aux constructions navales, on déclare qu'il n'y a dans la commune ni goudron, ni chanvre, que les bois qui s'y trouvent semblent peu convenables pour cet emploi, et d'un transport peut-être difficile.

A cette époque l'arrestation des nobles et des suspects, la confiscation de leurs biens au profit de la Nation, se pratiquaient avec une rigueur croissante. Deux membres de la famille Perrault, qui habitait le château de Feuillasse, avaient été arrêtés en Nivose et emprisonnés à Gex. Les représentants du peuple Gouly et Albitte avaient fait apposer les scellés sur leurs biens mobiliers. La citoyenne Perrault, pour venir en aide à son mari et à son beau-frère dans ces circonstances pénibles, demanda à la municipalité un certificat de civisme pour les deux détenus. Ce certificat qui leur fut

(1) 20 mars 1794.

accordé dans les termes ci-dessous, ne produisit pour le moment aucun adoucissement à la situation de cette famille.

« Nous maire, officiers municipaux et notables composant
« le Conseil Général de la commune de Meyrin Unie, étant
« assemblés le 20 pluviose l'an deux de la République une
« indivisible et démocratique dans la maison commune du
« dit Meyrin, délibérant sur la demande qui nous a été faite
« par la citoyenne Perrault, d'un certificat de civisme pour
« le citoyen Charles-Antoine Perrault, son mari, âgé de
« soixante-six ans et père de sept enfants, et le citoyen
« Clode Joseph Perrault son beau-frère âgé de cinquante-
« sept ans : l'assemblée considérant que les dits citoyens
« Perrault réside depuis trois ans et demi sans interruption
« à Feuillasse hameau de cette municipalité, se sont cons-
« tamment conformé aux lois, qu'ils ont acquitté leurs con-
« tributions et fait plusieurs dons patriotiques, et qu'ils se
« sont toujours conduit en bon Républicain, l'Assemblée a
« accordé le présent certificat de civisme. » (Suivent les
signatures habituelles).

Dans la séance de ce même jour 20 pluviose, la municipalité fixa le tarif des salaires pour les ouvriers de campagne, ainsi que le prix de quelques articles de consommation usuelle. Ce procès-verbal qui fournit quelques renseignements sur le coût de la vie rurale dans l'hiver 1793-94, est ainsi rédigé :

« Nous Maire officiers Municipaux et Notables composant
« le Conseil général de la Commune, étant assemblés dans
« la commune de Meyrin Unie le 20 Pluvios an 2 de la
« République française une indivisible et démocratique, con-
« formément à l'article 8 du décret de la Convention Natio-
« nale du 29 septembre 1793, stile barbare, avons procédé

« à la taxe des ouvriers de campagne et gens à gage. Le
« prix de la journée d'ici au dix ventos a été fixé au maxi-
« mum de dix sol ; le maximum du salaire d'un bouveront à
« soixante et douze livres pour l'année ; celui d'un boube à
« quarante-une livres ; celui d'un mi-vallet à cent huit livres ;
« celui d'un gros valet à cent quatre-vingt livres ; celui
« d'une servante de campagne à soixante-douze livres ; celui
« d'une mi-servante à trente-six livres. La monture de galo-
« ches pour homme seize sol, pour femme douze sol ; galoche
« toute montée 1^{re} qualité pour hommes deux livres ;
« deuxième qualité, une livre dix sol ; première qualité pour
« femme une livre sept sols ; deuxième qualité pour femme
« une livre ; galoche d'enfant seize sols. Première qualité de
« vin sarvagnin le pot quinze sol ; vin blanc idem douze sol ;
« vin rouge deuxième qualité idem onze sol. »

La Convention Nationale avait à plusieurs reprises été informée de la découverte d'ateliers où l'on fabriquait de faux assignats, soit à l'étranger, soit en France même. Comme d'autre part elle avait décrété de démonétiser les assignats à face royale, elle prit diverses mesures sur ces sujets monétaires, et notamment institua à Paris un vérificateur en chef des assignats. De son côté le Comité de sûreté générale prescrivit en automne (1) 1793 des mesures spéciales de surveillance à exercer aux frontières sur les voyageurs étrangers, porteurs d'assignats, et se rendant en France.

Aussi voyons-nous au printemps de 1794, dans les mois de pluviôse, ventose, germinal et prairial des voyageurs venant de Suisse ou de Genève, soumis par la douane de

(1) 7 septembre, an I.

Meyrin à des exigences assez dures au sujet de leurs assignats.

Le premier cas est celui de Joseph Desarts fils, domicilié à Genève, au sujet duquel le registre municipal renferme le procès-verbal suivant :

« L'an 2 de la République une et indivisible et le 21 Plu-
« vios après midy, nous maire et officiers municipaux de la
« commune de Meyrin Unie, en permanence assemblés à la
« salle de nos séances, où se seraient présenté les citoyens
« Dumesrel et Terray, receveur et contrôleur de la Régie
« nationale des douânes; de résidence au dit Meyrin, lesquels
« nous auraient dit que le citoyen Joseph Désard (1) fils,
« domicilié à Genève, s'était présenté en leur bureau pour y
« subir la visite de sa personne ainsi que de sa voiture; de
« quoi il est résulté que les préposés des dites Douanes de
« garde au dit Bureau lui ont trouvé sur sa voiture une malle
« et un porte manteau rempli d'assignats de différent prix,
« lesquels dits Dumesrel et Terray, pour se conformer à l'ar-
« rêté du Comité de Sureté Générale de la Convention natio-
« nale, du 7 Septembre an 1^{er} de la République une et indivi-
« sible, les auraient fait apporter, accompagnés du dit Joseph
« Désard fils, dans notre dite salle pour en rédiger procès-
« verbal, signer, parrapher chaque feuille ou assignat; mais la
« malle et porte manteau renfermant suivant la déclaration
« du dit citoyen Désard une somme de quatre cent quatre
« vingt dix mille livres dont une partie en petits assignats,
« il nous aurait été impossible de remplir toutes ces forma-
« lités à moins d'y apporter un temps considérable; ce qui
« nous aurait engagé à consentir que les citoyens Dumesrel
« et Terray aient apposé le plomb du dit Bureau de la

(1) Desarts.

« Douane du dit Meyrin et le citoyen Désard ay apposé son
« cachet ; ce qui a été fait en notre présence, et les citoyens
« Dumesrel et Terray se sont chargés d'en faire l'envoy par
« la première diligence qui partira de Fernex pour Paris, au
« citoyens Duperey, vérificateur en chef des assignats à
« Paris ; au moyen de quoi avons rédigé le présent procès
« Verbal en notre dite salle ; duquel avons fait lecture et
« donné copie au dit citoyen Dumesrel receveur et au dit
« Désard ; les interpellant de le signer avec nous, à quoi ils
« ont acquiescé ainsi que le citoyen Terray. »

Huit autres procès-verbaux de même genre figurent successivement jusqu'en prairial.

Paul Venetz fils, domicilié à Bâle, 71,750 livres.

Jaquet de Commune-Affranchie (Lyon), venant de Genève, 41,730 livres.

Favre fils aîné, de Neuchâtel en Suisse, 24,000 livres.

Samuel Duveluz de Nyon en Suisse, 2,200 livres.

Duchesne, de Mahy, paroisse de S^t-Blaise, comté de Neuchâtel, 3,600 livres.

Colombier de Genève 8,900 livres.

Richard et Oltramare de Genève, 3,200 livres.

Scherb de Bischofzell, canton de Zurich en Suisse ; 5,100 livres.

La fin de pluviôse et le mois de ventose sont occupés au registre par des délibérations sur des sujets variés : Nomination d'un trésorier chargé de tenir les comptes des recettes et des dépenses de la commune ; il a pour caution le citoyen Exact Reverchon. Délivrance de certificats de civisme à des citoyens, entre autres à Libre Gouffé et à plusieurs employés des douanes qui résident à Meyrin, est-il dit,
« depuis le mois de septembre mil sept cent nonante trois,
« style barbare. » Délivrance d'un certificat d'hospitalité au

citoyen Louis Magnénat, natif de Vaulion en Suisse. Ce certificat est rédigé dans les termes suivants :

« Nous maire, officiers municipaux et les membres du
« Conseil général de la Commune de Meyrin Unie, District
« de Nantua, département de l'Ain, assemblés en séance
« publique dans notre lieu ordinaire, avant midy ; pour nous
« conformer au décret de la Convention Nationale certifions,
« sur l'attestation de Jean Durand et de Jean Dufour, deux
« citoyens bien connus de cette municipalité, et procédant
« en exécution du décret du 7 septembre dernier concer-
« nant les mesures de sûreté relatives aux étrangers qui se
« trouvent en France, que Louis Magnena, natif de Vaulion
« province de Romainmotiè en Suisse, âgé de trente-cinq
« ans, de la profession d'agriculteur de terre, domicilié au
« dit lieu de Meyrin-Unie depuis quatorze mois, s'est tou-
« jours comporté en bon et fidèle citoyen, et que depuis la
« révolution il a donné des preuves non équivoques de son
« civisme ; en conséquence déclarons, en vertu des pouvoirs
« à nous donnés par le susdit décret, que la République
« Française l'admet aux bienfaits de l'hospitalité, et que son
« nom sera inscrit sur la liste des étrangers qui sera affiché
« dans la salle des séances de la maison commune, et que
« le présent lui servira de certificat d'hospitalité, que nous
« lui enjoignons de conserver, afin de le représenter toutes
« les fois qu'il en sera requis par les autorités constituées,
« sous les peines portées par l'article 7 du même décret,
« demeurant averti qu'il ne peut sortir n'y se transporter
« nulle part dans la République française, une, indivisible et
« démocratique, sans être muni du présent certificat. Fait en
« la maison commune de Meyrin Unie le 2 Ventose (1) et le dit

((1 An omis. (C'est l'an II.)

« Jean Durand a signé avec nous, et non le citoyen Jean
• Dufour, pour ne savoir, ainsi qu'il nous l'a déclaré.

Mentionnons encore la décision de procéder à l'examen scrupuleux des papiers des frères Perrault à Feuillasse; l'autorisation accordée à l'ex-curé du Grand-Saconnex, déprêtrisé, de tenir un commerce de détail à Meyrin; l'envoi au Directoire du département d'une liste des émigrés plus complète que la première; on y voit que quelques individus sont absents depuis plus de trois mois, un depuis environ deux mois, et un depuis quinze jours.

Au commencement de germinal la municipalité dresse la liste des parents ayant droit aux secours accordés en vertu d'un décret de la Convention aux familles dont les enfants sont aux armées. Cette liste comprend trois veuves et un homme ayant un ou deux fils dans les volontaires.

« Quelques jours après, sur la demande du Directoire du district de Gex, on établit le recensement du bétail, du blé et du fourrage. Ce document se termine par l'observation suivante: « Comme dans ce district l'on n'est pas dans
« l'usage de taxer chaque bête pour la nourriture, il faudra
« prendre pour base les pays qui sont dans l'usage de
« rationner les bestiaux, en observant que le bétail de ce
• pays est de la grosse espèce ainsi que les chevaux. »

L'arrestation des suspects et des nobles, la confiscation de leurs biens au profit de la nation continuaient avec une rigueur redoutable. Le Comité révolutionnaire de surveillance à Meyrin adressa en Germinal à la municipalité l'invitation suivante:

« Egalité Liberté

« Le Comité de surveillance de Meyrin Unie à la Municipalité de cette commune:

« D'après les ordres à nous adressés par le régisseur des

« domaines Nationaux de ce Distric, nous vous invitons et
« au besoin vous requérons de dresser inventaire de la
« portion de bien délaissée en meubles et immeuble par
« Antoine Rendu, mort à Lyon à présent Commune-Affran-
« chie, d'après le jugement ordonné par la Commission
« Révolutionnaire séant à Commune-Affranchie. La loi a
« prononcé confiscation des biens des condamné à mort ;
« l'inventaire sera fait à double pour être envoyé au dit
« Directeur et vous établirez un gardien. Le tout doit être
« fait dans le plus bref délai. Délivré à Meyrin le 11 germi-
« nal, 2^{me} année de la république une, indivisible et démo-
« cratique. »

Suivent les signatures.

La municipalité répondit à cette sommation qu'Antoine Rendu n'avait laissé en biens immeubles que sa part de l'héritage paternel, part très minime et grevée de dettes, et qu'au moment de partager l'héritage il avait vendu à son frère les quelques meubles et ustensiles qui lui revenaient.

La situation des deux frères Perrault détenus à Gex devenait très alarmant. La citoyenne Perrault obtint de la municipalité le 13 germinal une nouvelle attestation du civisme de son mari et de son beau-frère. Cette pièce très favorable aux détenus témoigne la bonne volonté des gens de Meyrin de venir en aide à la famille Perrault. On y trouve énumérées toutes les preuves de civisme données par les citoyens Charles-Antoine et Claude-Joseph Perrault depuis le mois de décembre 1790 qu'ils résident à Feuillasse : ils ont paru aux assemblées de commune et prêté les serments civiques exigés par la loi ; ils ont payé exactement toutes les contributions quelconques ; ils ont fait en diverses occasions des dons patriotiques volontaires, exécuté les lois relatives aux

ci-devant nobles, les désarmements, le maximum, l'approvisionnement des marchés, les recensements et les réquisitions, n'ont point eu de chevaux de luxe, ni de châteaux forts, etc., etc.

Malheureusement en même temps que le secrétaire rédigeait dans un style diffus et emphatique le certificat destiné à défendre les deux détenus, la municipalité recevait du Directoire du district de Gex l'ordre de mettre à exécution un précédent arrêté du Représentant du peuple, Albitte. Il fallait expédier à Gex la liste des ci-devant nobles domiciliés dans la commune, avec l'inventaire de leurs biens fonds. La municipalité répondit le 16 germinal qu'il n'y avait à Meyrin de ci-devant nobles que les frères Antoine et Claude Perrault ; elle indiqua approximativement la nature de leurs propriétés, et ajouta que les papiers constatant des droits féodaux dans la commune avaient été brûlés conformément aux décrets de la Convention Nationale.

Puis huit jours plus tard, le 24 germinal, elle délivra à la citoyenne Perrault elle-même un certificat de civisme ainsi conçu :

« Egalité, Liberté, fraternité ou la mort

« Vive la République.

« Nous maire, officiers municipaux et membres de Conseil
« général de la Commune de Meyrin-Uni.

« Sur la demande qui nous a été faite par la citoyenne
» Louise Claudine Perrault née Fabry demeurant à Feuillasse,
« mère de sept enfants qu'elle a allaités et élevés elle-
« même :

« Certifions et attestons avec la plus exacte vérité que la
« dite citoyenne n'a jamais absenté de la République depuis
« la révolution, qu'elle s'est toujours comportée en bonne

« citoyenne, qu'il ne nous a été porté aucune plainte sur sa
« conduite et venu à notre connaissance aucune marque
« d'incivisme ; pour foi lui avons accordé extrait du présent
« pour lui servir et valoir. Donné après délibération unanime en la chambre commune ce 24 germinal an second
« de la République Française une, indivisible, démocratique
« et impérissable. »

Suivent les signatures.

Ces attestations municipales n'eurent pas immédiatement grand effet ; non seulement les deux frères Perrault furent retenus en prison plusieurs mois encore, mais la citoyenne Perrault fut emprisonnée elle-même jusqu'en Thermidor.

En Floréal, toujours sur un ordre venu de Gex, la municipalité dut faire procéder à l'estimation des effets mobiliers de l'ex-notaire Jean-Louis Dupuis, émigré. Ce mobilier des plus modestes fut estimé à 129 livres 10 s. ; vendu ensuite aux enchères publiques, il produisit 197 livres 11 s.

Le danger que beaucoup de gens, même réputés patriotes, couraient d'être arrêtés comme suspects sous différents prétextes, les portait à se pourvoir de certificats de civisme. Voici entre autres celui du citoyen Deonna, propriétaire, dont il sera de nouveau parlé un peu plus loin :

» Nous maire, officiers municipaux et membres du Conseil
« Général de la commune de Meyrin uni, sur la demande
« qui nous a été faite par le citoyen Isaac Deonna de Cointrin, commandant de la Garde nationale du canton de Fernex-Voltaire, d'un certificat de civisme, et d'après
« l'affiche et publication qui en a été faite conformément à
« la loi, certifions et attestons que le dit citoyen Deonna a
« été élu capitaine de la Garde nationale de Verny, Meyrin, Matignin et Prévessin le 4 Juillet 1790 vieux style,

« et que pendant l'espace de trois ans qu'il a occupé ce
« grade il a donné des marques du plus pur civisme ; que
« la campagne dernière, il a été nommé commandant des
« Grenadiers de la Légion du District de Gex en réquisition
« pour aller dans le Mont-Blanc, où il a montré son zèle
« patriotisme pour repousser les ennemis de la patrie ; nous
« attestons aussi que le dit Deonna a rempli avec exacti-
« tude pendant environ quinze mois la place de secrétaire-
« greffier de la municipalité de Malignin, et qu'en toutes
« occasions il a rempli ces devoirs en vrais républicain, et
« fait plusieurs dons à la patrie et aux volontaires, et que
« nous ne faisons que lui rendre la justice qu'il mérite en
« lui accordant le présent certificat de civisme, en foy de
« quoi lui avons délivré extrait du présent en notre maison
« commune le 18 Germinal au second de la République
« française une, indivisible et démocratique, sous nos signa-
« tures, le sceau de notre municipalité et la signature du
« secrétaire-greffier ; lequel Deonna est âgé de trente-six
« ans, taille cinq pieds deux pouces, cheveux et sourcils
« bruns, yeux gris, nez aquilin, menton pointu, visage ovale,
« bouche moyenne, front haut ; les jour, mois et an susdits,
« et avons signé. »

(Signatures.)

L'arrangement conclu en Août 1793 avec le régent Monnier pour l'établissement de l'école ne paraît pas avoir été longtemps maintenu ; car sur la fin de Floréal de l'an 2, c'est-à-dire en Avril 1794, on trouve une nouvelle convention beaucoup plus courte que la première.

« L'An 2 de la République française une, indivisible et le
« 25 Floréal avant midi, nous maire et officiers municipaux
« de la commune de Meyrin unie, certifions que le citoyen

« Monnier, habitant de cette commune, 1° nous a déclaré
« qu'il est dans l'intention d'ouvrir une école dans cette
« commune ; 2° qu'il nous a déclaré qu'il enseignerait dans
« son école à lire et à écrire et les premières règles de
« l'arithmétique ; 3° il nous a produit un certificat de
« civisme et de bonnes mœurs signé des membres du
« Conseil général de cette commune. La dite déclaration a
« signé avec nous le dit Monnier, lequel a promis de se
« conformer en tout au décret de la Convention Nationale
« du 29 Frimaire an second de la République française une,
« indivisible, sur l'organisation de l'instruction publique. »

Cette école du citoyen Monnier eut-elle quelque durée ou disparut-elle promptement dans ces temps difficiles, les procès-verbaux n'en disent rien, et c'est seulement en l'an XI, sous le Consulat, qu'il est de nouveau fait mention de l'ouverture d'une école primaire à Meyrin.

Pour compléter les mesures prises en Pluviose au sujet du salaire des domestiques de campagne, en vertu d'un décret de la Convention daté de la fin de Septembre 1793, les officiers municipaux de Meyrin, au mois de Prairial de l'an II, c'est-à-dire au printemps de 1794, dressèrent le tableau ci-dessous du prix officiel des divers services ruraux dans leur commune :

« Nous avons procédé comme suit à la fixation des objets
« ci-après au même taux qu'en 1790, auquel il a été ajouté
« la moitié du prix en sus.

« La journée d'un ouvrier sans être nourri .	L. 2 —
« et étant nourri	» 4 —
« La journée d'une femme sans être nourrie .	» 4 10 s.
« et étant nourrie	» 0 15 s.

« Prix des transports des récoltes à un quart de lieue	
« avec deux bœufs ou deux chevaux . L.	1 —
« à une demi-lieue, idem. »	2 —
« à une heure idem. »	3 —
« Location journalière d'un cheval »	4 —
« Location d'une voiture attelée de deux	
« bœufs »	6 —
« Location d'une voiture attelée de deux	
« chevaux »	6 —
« Le travail d'une coupe de semature labou-	
« rée par trois coups de charrue et	
« le travail du semage »	22 10 s.
« Le travail d'une coupe de semature labou-	
« rée de deux coups de charrue et	
« le travail du semage »	18 —. »

Peu de jours après voici le citoyen Deonna qui vient se plaindre que plusieurs ouvriers employés par lui refusent de travailler au prix du tarif. On dresse de sa plainte un procès-verbal long et diffus, constatant que le citoyen François Lacroix manouvrier a refusé d'accepter le paiement de six journées de travail à raison de quarante sols chaque jour; Lacroix a déclaré qu'il n'avait aucun égard à la taxe de la municipalité et tenu les propos les plus injurieux et les plus inciviques; ensuite six autres ouvriers ont suivi son exemple et refusé de travailler au prix du tarif; enfin Deonna « a requis acte de sa déclaration pour être pris par

« l'agent national et autres autorités constituées, les mesures

« indiquées par l'arrêt du Comité de Salut Public, afin de

« faire cesser les entraves que les ennemis de la chose

« publique veulent mettre, en se soustraisant aux travaux

« qu'exige la récolte, par leur esprit de cupidité. »

La plainte de Deonna eut-elle des suites fâcheuses pour

l'ouvrier Lacroix et ses collègues, les procès-verbaux ne le disent point.

En Messidor la Commune fut requise de fournir un homme pour la formation d'un bataillon de l'armée des Alpes. Un seul volontaire s'offrit, c'était Victor Perrault, âgé de 18 ans, fils de l'un des deux frères détenus à Gex. Malgré cette preuve de civisme, le Directoire du district de Gex ne tarda pas à renouveler la demande, déjà faite auparavant, d'être renseigné sur l'état et la contenance des fonds de terre de la famille Perrault. La municipalité renvoya avec quelques détails en plus les renseignements qu'elle avait déjà fournis et les fit suivre peu après d'une liste détaillée des sommes dues par cette famille à divers marchands, fournisseurs et ouvriers employés à son service.

Sur ces entrefaites le régime de la Terreur fut renversé le 9 Thermidor à Paris. On ignorait probablement encore cet événement dans le département de l'Ain, lorsque le Représentant du peuple Méaulle prit, en date du 11 Thermidor, un arrêté qui ordonnait la mise en liberté de plusieurs citoyens et citoyennes détenus à Gex, entre autres la citoyenne Perrault, mais qui maintenait en état de détention, comme suspects, les deux frères Perrault et d'autres personnes. Toutefois la journée de Thermidor amena à bref délai la réorganisation des autorités municipales et du Comité de Surveillance de Meyrin. Il y eut du reste peu de changement dans les personnes, et ce fut encore l'agent national Nicod qui présida la cérémonie d'installation.

« Ce jourd'hui vingt-deux thermidor, 2^{me} Année de l'ère
« républicaine, est-il dit à la fin du procès-verbal, je, agent
« national du district de Gex, soussigné, ai installé les sus-
« nommés dans leurs places respectives, et ce dans le temple
» de la Raison, en présence du peuple rassemblé; ils ont

« prêté le serment d'être fidèles à la liberté et à l'égalité,
« et de mourir à leurs postes en défendant l'unité et l'indivisibilité de la République Française. »

A en juger par ce langage l'agent national Nicod ne se doutait nullement encore du grand changement que la journée de Thermidor allait apporter dans la situation politique.

Au mois de Fructidor, quand il fallut battre les blés pour les prochaines semailles, on manquait d'ouvriers, à cause de l'enrôlement d'un grand nombre d'hommes dans les armées. Quelques propriétaires qui avaient des ouvriers étaient accusés de n'en point vouloir céder à ceux qui n'en pouvaient pas trouver. La municipalité dut aviser.

« Ce jourd'hui 13 fructidor, an 2 de la République française une et indivisible, avant Midi, les Maire et Officiers Municipaux et Membres du Comité de Surveillance de Meyrin Unie réunis ensemble au lieu ordinaire de leur séance, considérant qu'il y a urgence pour accélérer le battage des grains pour semer, considérant aussi que plusieurs propriétaires se trouve dépourvu d'ouvriers pour battre, que n'ayant aucun grain pour commencer à semer malgré les réquisitions qu'ils ont fait pour avoir des ouvriers, tandis que d'autres particuliers les occupent aux battages, les quels sont présumée avoir leurs semences battues ; en conséquence de quoi la dite Municipalité et Comité de Surveillance ont arrêté qu'il sera incontinent nommé six commissaires, tant de la Municipalité que du Comité de Surveillance, pour faire des visites domiciliaires dans l'arrondissement de la Commune de Meyrin Unie, pour vérifier les grains qu'il y a de battus chez chaque particulier, afin de déplacer les ouvriers de ceux qui ont

« assez ou suffisante quantité de battu, pour les replacer
« chez les particuliers qui se trouvent en avoir de besoin
« pour ensemençer ; et de suite la dite Municipalité et le
« Comité de Surveillance ont procédé à la nomination des
« commissaires pour faire la visite domiciliaire. »

Le zèle des Commissaires à remplir leur mandat ne paraît pas avoir résolu les difficultés qui venaient du petit nombre des ouvriers, et souvent de leur refus de travailler sur réquisition chez tel ou tel particulier. On trouve dans le cours de Fructidor plusieurs plaintes et protestations formulées par des propriétaires tels que Deonna, Debrit, Gueyle etc. ; ils déclarent que les ouvriers désignés par la Municipalité pour aller battre le blé chez eux n'y sont pas venus, ou qu'il n'en est venu qu'un ou deux ; ils demandent acte de leur déclaration et repoussent tout reproche de négligence pour semailles non faites.

L'agent national requiert de plus fort la Municipalité d'employer tous les moyens en son pouvoir pour procurer l'exécution des décrets de la Convention concernant les travaux agricoles ; mais les ouvriers requis refusent absolument d'obéir. On voit par exemple quatre ouvriers menacés d'être poursuivis selon la rigueur des lois déclarer « en face
« des officiers municipaux qu'ils ne voulaient point exécuter
« de pareilles réquisitions à eux faites, et effectivement ils
« ne se sont point rendu chez le citoyen Deonna, ainsi qu'il
« conste par la déclaration de la citoyenne Deonna sa mère,
« de tout quoi nous avons dressé procès-verbal, pour être
« envoyé de suite à l'agent national du district, et pour être
« statué par qui de droit sur les moyens les plus convenables pour que non seulement les quatre ouvriers ci-dessus
« dénommés obéissent à la loi, de même que ceux contre
« qui nous dresserons de pareils procès-verbaux. »

Après avoir en Vendémiaire communiqué à la Municipalité un arrêté des administrateurs du district de Gex, daté du troisième jour des Sans-Culottides de l'An II, pour dresser un état des bestiaux, l'agent national lui adresse une nouvelle recommandation de distribuer les batteurs de blé dans les maisons qui en ont besoin, attendu qu'il faut ensemençer les terres et d'autre part approvisionner le marché de Gex.

Recharge dans le même sens peu après.

Ces appels réitérés à la Municipalité pour organiser le battage du blé montrent que les décrets théoriques de la Convention se heurtaient souvent à des obstacles imprévus d'ordre pratique. On ne voit pas d'ailleurs dans les procès-verbaux que des peines aient été infligées aux ouvriers récalcitrants ; mais on y trouve le compte d'une fourniture de 56 quintaux et 87 livres de blé de semence, amenée de Bourg et vendue à neuf particuliers de la commune à raison de 16 livres et dix sols le quintal.

Peu à peu, par suite de la chute du régime Terroriste une détente sensible se fait apercevoir dans la situation générale. Tandis que l'agent national réclame encore en Vendémiaire de l'An III la mise en vente des bois et matériaux de la ci-devant église de Meyrin, en vertu d'un ancien arrêté du Représentant Albitte, la municipalité au contraire demande au Directoire du district qu'on l'aide à réparer l'Eglise laissée en partie découverte par la démolition du clocher.

Un nouveau Représentant du peuple, Boisset, met en liberté les deux frères Perrault, qui retournent habiter leur domaine de Feuillasse, et la municipalité s'empresse d'envoyer au Comité révolutionnaire du District un certificat du civisme des deux frères, auxquels ont rend témoignage
« qu'ils ont vu avec plaisir le règne de la Liberté et de
« l'Egalité, qu'ils n'ont aucunement varié dans les purs prin-

« cipes de Républicains, et qu'ils n'ont aucuns parents émi-
« grés. »

Puis les Municipalités et les Justices de paix du District de Gex sont réorganisées, et l'on rédige un programme des devoirs de l'agent national et des officiers municipaux.

Les exigences de la lutte que la République soutenait contre les armées de la Coalition continuaient néanmoins à se faire sentir.

En Ventose, à une réquisition du District de Gex demandant 500 quintaux de foin pour approvisionner le magasin militaire de Fernex, la Municipalité répond n'en pouvoir fournir que 360; elle déclare « qu'il lui a été impossible
« d'en requérir davantage, vu qu'elle n'aurait pu le faire
« sans ôter le nécessaire aux bestiaux de travail; la dite
« Municipalité faisant observer au District que la dernière
« réquisition a été remplie exactement, ce qui a diminué le
« fourrage de cette commune; d'après ces considérations
« le District voudra bien décharger la Commune des 140
« quintaux manquants. »

En Prairial les préposés de la douane saisissent un paquet cacheté aux mains d'une femme nommée Brun, disant aller à Lyon pour affaires de famille. Le paquet est envoyé à Genève au résident français pour examen. Le résident le renvoie à Meyrin, et finalement le paquet et la femme Brun sont expédiés à Gex auprès des autorités du District. Mais nul renseignement n'est donné sur le contenu du paquet, ni sur l'issue de l'affaire pour la femme Brun.

Les demandes de certificats de civisme, fréquents sous la Terreur et dans les premiers mois du régime qui lui succéda, devinrent peu à peu plus rares. Le dernier document de ce genre consigné au registre, en Fructidor de l'an III, concerne deux ex-prêtres; le voici :

« L'an III de la République française une et indivisible et
« le premier fructidor, Nous Maire et Officiers Municipaux
« de la Commune de Meyrin étant assemblé au lieu ordinaire
« de leur séance, et pour en conformité de l'arrêté du Repré-
« sentant du peuple en mission dans les départements de
« l'Ain, l'Isère, Loire, Rhône, Saône et Loire, en date du
« 5 Thermidor 3^{me} année Républicaine, certifions que le
« citoyen Armand Beau, cy-devant curé du Grand-Saconnex,
« déprêtrisé le 8 pluviôse, réside en cette commune depuis
« le 21 Ventos l'an 2 de la République ; qu'il n'a servi aucun
« culte ; qu'il exerce l'état de marchand épicier, et qu'il s'est
« toujours comporté en bon Républicain, et le citoyen Louis
« Joseph Crassig de la Commune de Lompnieu, district de
« Belley, département de l'Ain, cy-devant prêtre à Russin,
« terre de Genève, et n'ayant habité en France depuis 1873,
« a fixé sa résidence en cette commune depuis le 1 Thermi-
« dor ; qu'il n'exerce aucun culte. qu'il se conduit en bon
« républicain. »

Au mois de Nivose de l'an IV (Janvier 1796) on décide d'abattre l'arbre de la Liberté planté en 1793, qui est gâté en terre et de ne pas le remplacer, parce qu'il en existe un autre à côté qui est vivant. On met en vente le bois et les ferrures du défunt. Les enchères produisent 16 livres.

A partir de l'an IV les procès-verbaux deviennent très incolores, et pendant plusieurs années ne mentionnent guère que les Assemblées communales tenues pour l'élection de l'agent municipal et de son adjoint. Ce titre d'Agent municipal paraît remplacer celui de Maire qui ne se retrouve qu'à partir de l'an X.

Divers biens curiaux et communaux avaient été amodiés en 1793 ; mais par suite de la gêne et des fréquents changements d'autorités, les amodiateurs avaient mis fort peu

d'exactitude à payer leurs redevances annuelles : quelques-uns n'avaient jamais rien payé. C'est pourquoi en l'an IX sous le régime consulaire, la Municipalité de Meyrin nomma une Commission chargée de constater et de réclamer tout l'arriéré, en réduisant en valeur du moment le chiffre des amodiations passées en assignats. Le tableau de ces réductions, dressé par la Commission, montre que le total de l'arriéré, montant à 2,545 fr. 15 en assignats se trouve ramené à 1,018 fr. 50, ce qui attribue à l'assignat une valeur d'environ 0 fr. 40. La liste des débiteurs devait être adressée au Préfet et au Contrôleur des impositions de l'arrondissement de Genève.

Il ne paraît pas que cette tentative de recouvrer d'anciennes créances ait eu d'abord beaucoup de succès ; car en l'an X la Municipalité décide de régler la comptabilité de tout ce qui reste dû à la Commune, depuis la Révolution, à quel titre et pour quelle cause que ce soit ; mais c'est seulement en l'an XI que cette comptabilité se trouve définitivement établie ; on y voit que plusieurs amodiateurs n'ont pas payé leurs amodiations depuis août 1793, d'autres depuis des époques plus récentes.

Pour recouvrer cet arriéré, le Conseil arrête que le Maire, après avoir épuisé les voies amiables, soit autorisé par le conseil de Préfecture à poursuivre les débiteurs renitents par devant les Tribunaux. Cet arrêté fut homologué par le préfet Barante le 11 Thermidor de l'an XI (30 juillet 1803).

On peut croire que l'Ecole entreprise en 1794 par l'instituteur Monnier n'existait plus en 1801, puisque le Conseil Municipal prit en date du 29 Frimaire, an X (21 décembre 1801) un arrêté pour établir une école primaire, arrêté dont voici un extrait :

« Du 29 frimaire An X Rép.

« Le Conseil Municipal.....

« Considérant que c'est entrer dans les vues du Gouvernement et dans celles de la Préfecture d'établir une école primaire dans la Commune de Meyrin, dont la population, qui est composée d'environ six cents âmes, offre deux cents enfants des deux sexes...

« ...que la Commune a de son côté quelques petits fonds communaux dont la rente a servi depuis longtemps à l'instruction publique :

« Arrête de demander à la Préfecture l'établissement d'une école primaire dans la Commune de Meyrin...

« ...de nommer provisoirement le Citoyen Bergeron instituteur de cette école : son traitement sera 1° trois cent francs payés par la Commune ; 2° une rétribution mensuelle payée par les parents, savoir quarante-cinq centimes par les élèves qui sont à l'alphabet ;

« Soixante et quinze centimes pour ceux qui apprendront à lire ;

« Un franc pour ceux qui apprendront la lecture et l'écriture.

« Les enfants qui seront munis d'un certificat du maire auront leur instruction gratuite.

« Outre les rétributions et le traitement sus énoncés, l'instituteur jouira d'un logement qui lui sera fourni aux frais de la Commune, et dont la valeur sera fixée et bilancée dans ses dépenses

« Quant au règlement et au mode d'instruction, le Conseil se réfère à ce qui sera statué par le Préfet pour tout le Département. »

L'école fut effectivement ouverte, et l'instituteur Bergeron la dirigea pendant plusieurs années.

Le rétablissement officiel du culte religieux par le Premier Consul en 1802 entraîna pour la commune de Meyrin de nouvelles obligations. Aussi dès cette époque les dépenses et les affaires ecclésiastiques tiennent-elles une grande place dans les délibérations du Conseil Municipal. Tout d'abord il communiqua au préfet du Département que la commune n'avait pas besoin d'acquérir un édifice pour le service du culte, vu qu'elle possédait une église et un presbytère. Mais ces bâtiments exigeaient quelques réparations auxquelles on procéda d'une façon très modeste. Il fallut aussi pourvoir au traitement du desservant, à l'ameublement de la maison curiale, et à l'entretien des objets nécessaires au service du culte. Tout cela fut l'objet de parcimonieuses allocations budgétaires, la Commune n'étant pas riche.

Lorsqu'en l'an XIV le Préfet proposa de fixer à fr. 1,100 le traitement du desservant, le Conseil trouva la somme bien élevée « pour une commune pauvre qui, dit-il, a beaucoup souffert pendant la Révolution, soit par le passage « considérable de troupes, soit par leur séjour, et qui a « d'ailleurs eu de très médiocres récoltes depuis quelques « années par suite de la gelée, de la grêle et d'autres intempéries. »

En conclusion le Conseil pour alléger le fardeau proposait la réunion de Vernier et de Meyrin en une seule paroisse ; d'autre part pour l'année courante, il alignait divers petits revenus indirects qui, assignés au desservant, devaient, avec une somme de huit cents francs payée par la Commune, lui faire un traitement suffisant ; « traitement qui, est-il dit au « procès-verbal, doit paraître raisonnable à tout homme « sensé et qui se borne au strict nécessaire. »

Le vœu que Vernier fût réuni à la paroisse de Meyrin ne se réalisa point. Car tout au contraire, en décembre 1807, le

Conseil entendit lecture d'une lettre, écrite par le Grand Vicaire au desservant, pour l'informer que par la nouvelle organisation ecclésiastique mentionnée dans le décret impérial du 30 septembre, la paroisse de Meyrin n'avait pas été classée parmi les succursales appelées à jouir du traitement impérial, et qu'elle se trouvait par conséquent placée dans l'arrondissement de la succursale de Vernier.

Cette nouvelle était fort peu satisfaisante ; car Meyrin perdait sa qualité de paroisse. Le Conseil voulut néanmoins maintenir une église et un prêtre, et prit la décision suivante :

« Le Conseil regrettant que Meyrin soit réuni à la paroisse
« de Vernier, mais voulant néanmoins conserver une Eglise,
« autant que les revenus communaux lui permettront de
« doter un prêtre, et désirant à cet effet profiter des dispositions du décret impérial précité; demande à l'unanimité
« que, conformément aux art. 8 et 9 du dit décret, l'Eglise
« de la Commune de Meyrin soit érigée en chapelle : à cet
« effet le Conseil prend l'engagement de doter le chapelain
« d'un traitement annuel de huit cents francs, lequel sera
« acquitté sur le produit des revenus communaux, ainsi qu'il
« l'a été jusqu'à ce jour ; déclarant au besoin que dans aucun
« cas ce traitement ne pourra être acquitté par une répartition au centime le franc des contributions.

« Copie de la présente déclaration sera adressée à
« Monsieur le Préfet et à Monsieur l'Evêque pour donner
« leur avis sur l'érection de la dite chapelle. »

La réponse à cette demande se fit attendre plus d'un an : car c'est seulement au mois d'avril 1809 que le Préfet écrit au Maire pour l'informer que des instructions récentes de Son Excellence le Ministre des Cultes prescrivaient de non-

velles formalités à remplir pour les demandes en érection de chapelles. Le Conseil Municipal délibéra de nouveau, et réitéra sa demande et ses engagements.

L'affaire traîna longtemps encore, les formalités succédant aux formalités ; mais la Commune eut finalement gain de cause et garda son desservant. On voit sur la fin de 1810 le Conseil soumettre à l'approbation du Préfet un projet de consacrer une certaine somme à réparer l'église ainsi que le presbytère, et à construire un clocher afin d'y placer une cloche reçue en don.

« Tempora mutantur et nos mutamur in illis » a dit un écrivain latin : les temps changent et nous changeons avec eux. Le Conseil Municipal de Meyrin, révolutionnaire en 1794, manifesta en 1811 un vif enthousiasme impérialiste à l'occasion de la naissance du Roi de Rome, en prenant les résolutions consignées dans le procès-verbal suivant :

« Séance du 13 mai 1811.

« Le Conseil Municipal de la Commune de Meyrin réuni
« au lieu ordinaire de ses séances, par autorisation de M. le
» Préfet du quinze avril mil huit cent onze ;

« Vu la joie générale qu'a excitée dans le cœur de tous les
« habitants de cette commune le mémorable évènement de
« la naissance du premier prince impérial, Roi de Rome, dési-
« rant consacrer par des fêtes et des réjouissances publiques,
« ainsi que par la distribution d'aumônes, le jour qui sera
« choisi pour célébrer dans tout l'empire le bonheur que
« nous éprouvons, le Conseil Municipal s'empresse de faire
« connaître à M. le Préfet les moyens qu'il a projeté et con-
« certé, y joint un état des dépenses que la Caisse Commu-
« nale peut supporter pour fêter la naissance et le baptême
« de sa Majesté le Roi de Rome, savoir : 1° le jour qui sera

« désigné pour la célébration de la dite fête, le peuple se
« réunira dès les huit heures du matin dans l'église du lieu.
« et toute la Municipalité y assistera au service où il sera
« chanté un *Te Deum*; 2° après la messe il sera fait aux pau-
« vres la distribution d'une somme de cent francs prise sur
« les fonds communaux maintenant disponibles; 3° tout le
« corps municipal se réunira ensuite à un banquet où seront
« portées les santés de leurs Majestés l'Empereur et l'Impé-
« ratrice et de leur auguste enfant; 4° il y sera distribué du
« vin au peuple qui sera invité de prendre part aux dites
« santés; 5° des danses auront lieu sous des berceaux de
« feuillage; 6° cette belle journée sera terminée par des feux
« d'artifice et des illuminations; 7° l'état des dites dépenses
« sera joint à la présente délibération, et sera porté à la
« somme de trois cent francs dont la commune peut disposer,
« comme l'on peut s'en assurer par son budget; le tout sera
« envoyé en extrait à Monsieur l'Auditeur au Conseil d'Etat,
« sous-préfet de l'arrondissement de Genève, pour être
« soumis à l'approbation de Monsieur le Préfet.

Toutefois le Préfet par un arrêté du 4 Juin n'autorisa qu'une dépense de 150 francs, ce qui dut diminuer de moitié l'éclat des fêtes projetées par la Municipalité.

Les derniers procès-verbaux des années 1811 et 1812 jusqu'à celui du 24 janvier 1813 qui clôt le registre, ne concernent plus que de menues affaires d'administration locale, chemins vicinaux, gardes-champêtres, amodiations de fonds communaux, etc. Les événements militaires et politiques qui survinrent ensuite ont probablement empêché de tenir à jour le registre des délibérations municipales jusqu'au moment où la commune de Meyrin devint Suisse par sa réunion au canton de Genève.

L.-A. VERCHÈRE.

UN PROCÈS DE PRESSE

EN 1603

A propos d'une Chanson savoyarde sur

L'ESCALADE

*Tant y a que toute l'eau de la mer
ne seroit pas bastante pour jamais
laver et nettoyer les toches de cost-
Entreprise.*

(Citadin de Genève)

Au commencement du dix-septième siècle, le mouvement intellectuel et littéraire à Genève était loin encore de son épanouissement. Les nécessités de la vie quotidienne, un public de lecteurs très restreint, une opinion publique qui se dessinait à peine, et, pour tout dire, les préoccupations constantes qui agitaient la nation genevoise, à peine sûre de son existence, formaient autant d'obstacles qui entravaient le développement rationnel de l'esprit. Sans doute il y avait une académie à la ville et des écoles à la campagne. Mais on ne sentait pas encore le besoin d'une instruction générale pour n'importe quel métier, les apprentissages dans toutes les conditions se faisaient de très bonne heure ; seuls quelques jeunes genevois allaient au delà des études élémentaires et suivaient l'enseignement supé-

rieur pour aborder ensuite le petit nombre des carrières libérales qui se présentaient à eux. On comprend dès lors la rareté relative des œuvres indigènes sous la forme de volumes ou de simples brochures. Ce n'était que par l'impulsion d'un événement national que les littérateurs de l'époque donnaient essor à leurs sentiments qui se traduisaient surtout par des chansons, manifestation par excellence d'un peuple en voie de formation.

Les victoires de Genève de la fin du seizième siècle sur le duc de Savoie ne fournirent que peu d'écrits, soit qu'on redoutât un conflit avec les autorités, soit qu'on ne voulût pas irriter davantage l'ennemi. Il n'en fut pas de même en 1602. La réprobation de l'attentat nocturne fut si générale, la reconnaissance envers la Providence si spontanée et l'allégresse si vive qu'elles donnèrent lieu à une sorte de débordement de récits, d'inscriptions, de cantiques, de chansons.

Les répliques du côté savoyard ne devaient pas tarder à se faire jour, mais elles sont devenues aussi rares que les autres. La chanson que j'offre ici au public, avec le procès criminel qu'elle occasionna et que j'ai trouvé dans les papiers des archives d'Etat, valut un sévère châtiment à celui qui eut l'imprudence d'en répandre des exemplaires dans notre ville. L'auteur du recueil des *Chansons de l'Escalade*, édité à Genève en 1845, en cite quelques vers, mais il la prend pour un produit genevois et dit que c'est le père Alexandre qu'on fait parler pour avoir le plaisir de lui répondre. On verra que cette assertion repose sur une erreur, car cet écrit fut composé en Savoie, comme il ressort de la procédure. Il n'y a donc pas lieu de lui attribuer un sens ironique, et le père Alexandre, de plaisante

mémoire, n'a ici rien à faire. Un littérateur de Savoie, M. A. Despine, qui a inséré dans la *Revue Savoisiennne* de 1866 et 1867 des *Recherches sur les poésies du dialecte savoyard*, n'a point connu notre chanson, quoiqu'il consacre un chapitre à la littérature savoisiennne de l'Escalade.

M. Jules Vuÿ, cependant, l'a publiée en 1882, avec un avant-propos. Son texte a quelques variantes, ce qui ferait croire que notre édition a été retouchée. Les interrogatoires de l'accusé prouveront que cette pièce eut en effet plusieurs remaniements, mais quelques-unes de ces différences doivent provenir d'incorrections ou de coquilles d'imprimeur. De plus si M. Vuÿ avait eu connaissance de la procédure, il n'aurait pas émis, entre autres suppositions, l'idée que la chanson devait être antérieure au traité de Saint-Julien. Citons encore ce que dit très justement à propos de cette affaire Esaïe Colladon, dans son *Journal* édité en 1883 par John Jullien : « Le 20 septembre fut fonetté par la ville Marc Delarue, imprimeur de Tonon, pour avoir, quelques jours auparavant, imprimé, voire apporté et chanté et distribué dans Genève une chanson du tout diffamatoire contre la République et ainsi contrevenu au traité de paix. »

Un dernier mot sur la forme de cette chanson. La versification laisse à désirer ainsi que dans la plupart des pièces de cette époque. L'auteur en prend parfois à son aise avec les rimes, les hiatus, et les contractions, mais la métrique, quant au nombre des syllabes du vers, est généralement bonne. On sait du reste que le mérite principal de telles productions est la vigueur des sentiments et de l'expression.

Chanson nouvelle

POUR RÉPLIQUE .

Sur le chant(1): *Quant ce beau printemps je voi, etc.*

I

Rebelles Genevoizantz,
Artizantz,
Vous voulez faire des Princes,
Vous n'avez que des jardins
Citadins
Pour vos contrés et Provinces.

II

Si pour la première fois,
Genevoys,
Vostre ville n'est surprise,
N'en soyés tant glorieux
Ni joyeux.
La fin n'y est encor mise.

III

Ne vous resjouissés pas
Du trespas
De cette illustre noblesse,
Qu'il vouloit vous festoyer
Et gagner
A Dien et à son Altesse.

(1) L'auteur en est Ronsard, et cet air était devenu très populaire (Communication de M. Eug. Ritter).

III

Tous ceux qui sont mis à mort

N'ont le tort.

Abel est tesmoing fidelle,

Les très vaillantz macabés

Sont tombés

En leur très-juste querelle (1).

V

Le peuple de Dieu vaillant

En allant

Faire à Gabas la guerre,

Quarante mille bourgeois,

En deux fois,

Tombèrent tous morts par terre.

VI

Mais pour la troisième fois,

Tu le vois,

Celle (2) ville feust ruinée ;

La lignée de Benjamin

Fust enfin

Presque estincte et consumée.

VII

Sçais-tu pas bien que souvent

Le meschant

A sur le bon la victoire ;

Dieu chastie ses enfans

Quelque temps,

Et puis leur donne sa gloire.

(1) Ce mot, que nous retrouvons plus loin, avait aussi le sens de lutte, combat.

(2) Icielle, cette.

VIII

Le Grand Turc Mahométain
Si hautain
Souvent les chrestiens moleste:
Dieu n'approuve point pourtant
L'alcourant
Non plus qu'il faict vostre secte.

IX

Tu ne peu pas effacer
Ny cacher,
Genève, ta perfidie,
D'avoir à douze assaillantz
Très vaillantz,
Faussant foy, levé(I) la vie.

X

Avec ton père, Sonas,
Tu auras
Une louange immortelle
D'estre aussi aller (*sic*) souffrir
Et mourir
Pour ceste juste querelle.

XI

Ce n'est le genre de mort
Mais le tort
Qui le déshonneur apporte;
Le Sauveur heu[t] de l'honneur
Pour le seur
Mourant en honteuse sorte.

(1) C'est-à-dire ôté.

XII

Qu'est-ce qui vous rend si fiers
Et grossiers ?
Sont-ce vos fortes murailles ?
Vous pourront-elles garder
Et sauver
Les extrêmes funérailles.

XIII

Pendant que nous reposons
Et dormons,
L'ange de Dieu pour nous veille.
Quant vostre maistre est au guet
Le valet
Dort avecq' sa maistresse.

XIII

Chacun doit avoir son tour,
Quelque jour,
Ne sois doncques pas si fière ;
Si au gibet ne montés
Vous serés
Mis en vostre sablonnière.

XV

Et si (1) ne pourrés jamais
Avoir paix
Avec la race Royale
De vos Princes très puissantz
Et très grands.
Qui de plus grand Roy dévalle ?

(1) Si, pour ainsi.

XVI

Le sang des très-puissants Roys
Portugois(1)
Donna femme à un des pères:
Et du sang royal françois,
L'autre fois,
Feust Marguerite des mères(2).

XVII

Cestuy cy a pris pour soy
D'un grand Roy
Ceste Infante Catherine(3)
Qui nous a faict ses Caesars
Si gaillards
Qui te causeront la ruine.

XVIII

Reviend donques à la foy
Et rend toy
A ton Duc, ville rebelle,
Si tu ne veux soustenir
Et souffrir
La guerre perpétuelle.

(1) Béatrice, fille d'Emmanuel, roi de Portugal, fut l'aieule de Charles-Emmanuel I^{er}, le présent duc, ayant épousé Charles III, père de Philibert Emmanuel.

(2) Marguerite, fille de François I^{er}, roi de France, épousa Philibert-Emmanuel, duc de Savoie, dont elle eut Charles-Emmanuel I^{er}.

(3) Charles Emmanuel I^{er} avait épousé Catherine d'Autriche, fille de Philippe II, roi d'Espagne, dont il avait eu cinq fils vivants à cette époque.

Nous abordons maintenant les dépositions des témoins.

INFORMATIONS

Prinses contre ung nommé Marc Delarue.

imprimeur de Thonon, détenu ès prisons.

Ce 10 septembre 1603 [samedi].

Premièrement Gasparde Peysat, femme d'honorable Abraham Joly, laquelle après avoir presté serement de dire vérité, a dict et déposé qu'il y a environ trois sepmaines que led. imprimeur ayant logé au logis tenu par elle qui dépose auroit donné à ses filles certaines chansons faictes contre cest Estat, touchant l'escallade, et que mardy dernier au soir estant led. imprimeur logé aud. logis, après avoir souppé, comme il devisoit avec ung sergent de la compagnie du capitaine La Ramée, nommé Francez, il seroit entré en propos de lad. Escallade, disant que messieurs de Genève n'avoient pas gardé la foy qu'ilz avoient promyse à ceulx qui furent pendus, prenant argument de ce qu'il disoit que la chanson faicte en ceste ville le portoit, en ce qu'il estoit dict: *qui tel cas entreprend et se rend ne mérite que le pendre* (1). A quoy luy auroit led. sergent reply qu'il se trompoit et que Messieurs ne leur avoient point promys de foy, et led. imprimeur auroit passé plus avant, disant que ceulx de la terre de Gex n'estoyent que de[s] traîtres à leur prince et que si S. A. les tenoit jamais, il le leur feroit bien sentir, dont il auroit esté repris par quelques ungs de Thonon qui estoyent en la compagnie, et aultre n'a dict.

(1) Dans la chanson: *Sus qu'on chante, Genevois.*

Répétée a persévéré.

Item franceys Bastard, de Bourdignin, aagé d'environ 27 ans, sergent en la compagnie du capitaine La Ramée, lequel, inquis par serement comme la précédente, a dict et déposé que mecredi dernier au soir, estant au logier de la Gasparde où il demeure, il y veit ung certain imprimeur de Thonon, lequel chantoit une chançon faicte contre cest estat touchant l'escallade, disant que messieurs avoyent faulcé leur foy à ceulx qui furent pendus le jour de la d. escallade, et venanz à parler de ceulx de la terre de Gex, il dist que tous ceulx de lad. terre avoyent esté traîtres à S. A., et que par aventure encores ung jour il le leur feroit bien sentir, et qu'il y pourroit bien avoir quelque changement. mesmes que ceulx de Genève n'estoyent pas encores là où ilz pensoyent. et donna une desd. chançons à luy qui dépose, et aultre n'a dict.

Répété, a persévéré.

Suivent les interrogatoires de l'accusé.

Du 10 septembre 1603.

Responces de Marc, filz de feu Pierre de la Rue, de Fernex, demeurant à Thonon. aagé d'environ 34 ans, imprimeur, lequel,

Interrogé. — Puyz quand il est détenu.

Répond. — Puyz avant hier.

Inter. — Pourquoi?

R. — Qu'il ne le scait aultrement sinon que ce soit

pour certaines chançons qu'on prétend qu'il ayt vendues en ceste cité.

Inter. — S'il a pas vendu desd. chançons en ceste ville.

R. — Que non, bien qu'il en a imprimé quelques-unes.

Inter. — Où il les a imprimées.

R. — A Thonon, et du commandement de ses supérieurs dud. Thonon.

Inter. — Qui est l'auteur de lad. chançon.

R. — Qu'il ne le sçait, bien a il ouy dire que c'est ung prestre demeurant à Saint-Sergue, nommé mons^r Chevallier.

Inter. — Où mardi dernier il estoit logé en ceste ville.

R. — Chez la Gasparde.

Inter. — Si au dict logis il a point donné desd. chançons.

R. — Qu'il en a donné une à lad. Gasparde qui la luy demanda.

Inter. — S'il en donna à personne d'autre.

R. — Qu'il en a donné à plusieurs qui luy en ont demandé.

Inter. — Si estant aud. logis il chanta pas lad. chançon.

R. — Que non, et que s'il en a chanté quelque mot, il n'en est recordz, et ce [pourroit avoir esté après avoir ben, si ainsi est qu'il ayt chanté.

Inter. — Si sur le propos de ladite chançon, il dist pas que messieurs de Genève avoyent faulcé la foy à ceulx qui furent pendus le jour de l'escallade.

R. — Le nye.

Inter. — Si pour sonstenir son dire il dist pas que la chançon faicte en ceste ville en faisoit foy, là où il estoit dict que qui tel cas entreprend et se rend ne mérite que le pendre, et que puy qu'ilz s'estoyent rendus qu'on ne les devoit pendre.

R. — Le nye semblablement.

Inter. — S'il dist pas que ceux de la terre de Gex avoyent tousjours esté traitres à leur prince.

R. — Que sur ce que ung nommé François Dufour parloit du duc de Savoye disant qu'il estoit traictre et perfide, il luy respondit, sachant que icelluy Dufour estoit de Gex, qu'il y en avoit en la terre de Gex qui luy avoyent bien esté traitres.

Inter. — S'il dist pas que si S. A. reprenoit jamais le pays, qu'il le leur feroit bien sentir.

R. — Avoir dict que si le duc de Savoye rentroit au pays, il se monstreroit prince bénig à sesd. subjectz et que s'il y en avoit quelqu'un qui l'eust offensé, il le feroit chastier.

Inter. — S'il a pas dist que ceux de Genève n'estoyent pas encores là où ils pensoyent.

R. — Le nye.

Inter. — S'il n'a pas dict à Cloye, off^r(1), qu'il avoit certain livre sur la presse, lequel lorsqu'il seroit finit, il le monstreroit à M^r Delafaye et M^r Goullard qui en seroyent bien estonnés.

R. — Qu'il dist aud. Cloye qu'il imprimoit ung livre composé par M^r d'Avully (2), intitulé: armures offensives et deffencives contre les sectateurs de la prétendue religion réformée, et qu'il en communiqueroit une coppie aux ministres de Genève pour y faire une responce, affin de faire gagner les imprimeurs.

(1) Guet.

(2) De St-Michel, famille genevoise, qui possédait depuis la fin du 15^{me} siècle le fief d'Avully en Cbablais. Il s'agit ici d'Antoine de St-Michel qui avait été tour à tour protestant et catholique.

Inter. — S'il recognoît pas avoir failly d'avoir ainsi apporté et divulgué en ceste ville lesd. chançons.

R. — Qu'il recognoît voirement avoir failly, mais que ce qu'il en a faict çà esté pour faire plaisir à ceux qui luy en ont demandé.

Inter. — S'il a point vendu de traictés de paix imprimés.

R. — Que non.

Inter. — S'il en a point venu d'imprimés.

R. — Que non.

Le même jour, probablement l'après-midi, il y eut un second interrogatoire, dont le commencement et la fin donnent quelques détails nouveaux :

Du 10 septembre 1603.

Syndiques: Guaict, Vilars, Fabry, Baudichon.

Resp. de Marc, fils de feu Pierre de la Rue, de Fernay, âgé d'environ 33 à 34 ans, imprimeur à Tonon.

Inter. — Depuis quand il est céans et pourquoy.

R. — Depuis avant hier et que l'officier le trouvant au moulard luy disoit que c'estoit pour ce qu'il auroit vendu certaine chanson.

Inter. — Quand c'est qu'il l'a imprimée à Tonon.

R. — Qu'il y a environ 3 mois.

Inter. — S'il ne l'a imprimée depuis la publication de la paix.

R. — Qu'avant la paix, il en avoit ja imprimé, et que depuis la paix il en a bien tiré des exemplaires.

Inter. — S'il n'en a pas vendu en ceste ville.

R. — Que non, bien en avoir donné et distribué aucuns

ceste sepmaine, scavoir à la Gasparde, au S^r Botillier(1), au S^r Andrion(2).

Inter. — Qui est auteur de lad. chanson.

R. — Avoir oui dire que c'est un prestre nommé M^r Chevalier, près St-Cergier(3).

Inter. — Qui la luy a baillée à imprimer.

R. — Qu'il l'apporta imprimée de Piedmont.

Inter. — Du commandement de qui il l'a imprimée à Tonon.

R. — De ceux des Aliuges qui luy dirent qu'il en pouvoit bien faire.

Inter. — Si au logis où il est logé il n'a chanté lad. chanson.

R. — Qu'il n'en est records, sinon qu'à la prière de queleun il en auroit dit un verset.

Inter. — Si sur ce propos de la chanson, il ne dit pas qu'on avoit faussé la foy à ceux qui furent pendus.

R. — Que non.

Inter. — S'il ne dit que ceux de la terre de Gez avoient toujours esté traistres à leur prince.

R. — Que non, mais que certain de la terre de Gez luy ayant dit que le prince avoit esté un tyran et trais-t[r]e à ceux de Gez, il luy dit qu'il ne falloît point ainsi parler du prince, mais que les sujets le pouvoient plus-tost avoir esté.

Inter. — S'il ne dit que si le duc repassoit par Gez, il (la suite manque).

Inter. — S'il ne dit que ceux de Genève n'estoient pas encor là où ils pensoient.

(1) Jacques Boutillier, conseiller d'Etat

(2) Claude Andrion, ancien syndic.

(3) St-Cergue.

R. — Que non.

Inter. — S'il ne dist à des officiers qu'il avoit un livre sur la presse, lequel estant achevé, il monstreroit à M^r Goubart et de la Faye, lesquels en seroient bien estonnez.

R. — Qu'il n'a pas dit qu'ils en seroient estonnez et que c'est un livre que M^r D'Avully a fait.

Inter. — De quoy ce livre traite.

R. — Qu'il est intitulé: Adverses et contraverses.

Inter. — S'il ne recognoist d'avoir mal fait de ce qu'il a tiré des exemplaires de lad. chanson et distribué en ceste ville depuis la paix.

R. — Qu'ouy. Item dit qu'il a ven hier la copie de la chanson: *sus qu'on chante, genevois*, composée chez Gamonet(1), et qu'on y en a tiré plus de 4 rames(2).

Inter. — S'il ne scait que c'est un fait capital d'avoir apporté dans la ville un libelle diffamatoire.

R. — Qu'ouy, mais qu'il les apportoit à ce que plusieurs beaux esprits de la ville y peussent répondre.

Inter. — S'il n'a esté nourry en la religion(3).

R. — Qu'il y a 20 ans qu'il a couru le monde et qu'il a esté déjetté de ses frères. et qu'il a demeuré quelque

(1) Etienne Gamonet, de St-Bonnet près d'Issoire en Bourgogne, fut reçu B. G. le 4 décembre 1604. Il paraît avoir été associé avec Mathieu Berjon, car on leur permet le 16 octobre de la même année d'imprimer les œuvres théologiques de feu Jeronimus Zanchius.

(2) Par cette petite insinuation, Delarue veut dire: Vous imprimez bien des chansons contre nous, pourquoi ne ferais-je pas de même contre vous?

(3) Protestante.

temps à la Val d'Oste et que sur le commencement du Jubilé fust commandé de venir à Tonon.

Inter. — Qui a changé les 4 premiers vers.

R. — Qu'il n'en scait rien.

3^{me} interrogatoire

Répétitions dud. de la Rue

Inter. — S'il est advisé de dire la vérité. (La réponse manque).

Inter. — Combien de fois il a imprimé de ces chansons.

R. — 2 fois, et qu'il n'en a tiré que 200.

Inter. — Combien il en a imprimé depuis la paix.

R. — Environ 6 douzaines, et qu'il en porta au trésorier Galeÿ (1) environ une douzaine qu'il luy avoit demandées.

Inter. — A qui de la ville il en avoit délivré.

R. — A son hostesse la Gasparde.

Inter. — A qui autre.

R. — A M^r Botillier.

Inter. — A qui autre.

R. — Au S^r Andrion ou à son fils.

Inter. — S'il n'a dit que Gamonet a rimprimé des chansons depuis la paix.

R. — Qu'il y trouva la forme desdites chansons et qui ledit Gamonet luy dit qu'il la corrigeoit pour la rimprimer.

Inter. — S'il n'est vray qu'il a chanté dans la ville desd. chansons par luy imprimées.

R. — Que non, et qu'il a tousjours eu cela de ne vouloir scandalizer personne de la ville.

(1) Trésorier du baillage de Ternier.

Inter. — Qui la luy bailla à Thonon.

R. — Qu'on luy en bailla un exemplaire corrigé à Tonon.

Inter. — Qui l'a corrigée.

R. — M^r Bonivard des Alinges; et ce pour gagner sa vie.

Inter. — S'il luy est loisible d'imprimer choses par lesquelles la Seigneurie est taxée(1).

R. — Que non.

Inter. — S'il n'avoit ja esté détenu prisonnier une autre fois en ceste ville.

R. — Qu'ouy, mais que c'estoit pour un autre fait. et qu'on disoit qu'il avoit dit qu'il estoit à celui qui luy donnoit le plus.

4^{me} Interrogatoire

du 17 de septembre 1603 (Samedi).

Responses de Marc de Rue.

Interrogié s'il a pensé à dire la vérité.

R. — Qu'il pense l'avoir dite.

S'il n'a pas apporté ces coppies dans la ville.

R. — Qu'il en a apporté, mais non pas pour vendre, et que ce n'est pas par malice qu'il a fait cela.

S'il ne l'a pas chanté.

R. — Que non.

S'il n'en a pas chanté des coupletz.

R. — Qu'il ne sache point l'avoir chanté, que s'il

(1) Accusée.

l'a chantée, il en crie mercy à Dieu et à Mess^{rs}, et que pent estre il en a chanté quelques coupletz.

S'il ne confesse pas d'avoir mal fait d'en avoir apporté des coppies en ceste cité, et depuis la paix l'avoir imprimée et l'avoir chantée.

R. — Qu'il confesse avoir mal fait et crie mercy.

S'il ne l'a pas imprimée depuis la paix.

R. — Qu'ouy.

Sommaire de l'accusation

Procès criminel fait et formé par devant nos très-honorés Seigneurs Syndiques et Conseil de ceste cité, à l'instance et poursuite du S^r Lieutenant èsd. causes, instant contre Marc, filz de feu Pierre de la Rue, de Fernex, imprimeur à Tonon, lequel, estant constitué prisonnier, a confessé :

Que depuis la conclusion et publication du traicté de paix d'entre S. A. de Savoye et ceste S^{rie}, il auroit réimprimé certaine chanson diffamatoire contre la liberté et souveraineté de cet Estat et pleine d'invectives pour choses advenues durant ceste dernière guerre.

Item, qu'il y a environ trois sepmaines que, non content de ce, il seroit venu en ceste cité, là où il auroit apporté et distribué quelques exemplaires de lad. chanson, et que mesmes il auroit esté si osé et téméraire que d'y en avoir chanté à hante voix quelques versetz au mespris de ceste S^{rie}, et comme plus à plain est contenu en son procès.

Leu et prononcé le XX^e de septembre 1603.

Le même jour, 20 septembre, le Conseil ayant pris connaissance des pièces du procès, prononçait la sentence suivante :

Mes très-honorés Seigneurs Syndiques et Conseil de ceste cité ayant veu le procès criminel faict et formé par devant eux à l'instance et poursuite du S^r Lieutenant esd. causes, instant contre Marc de la Rue, de Fernex, imprimeur à Thonon, par lequel et ses volontaires confessions, leur conste et appert que le d^t de la Rue au lieu de se comporter en toute modestie dans ceste cité, il y auroit au mespris de ceste S^{rie} apporté, distribué et chanté à haute voix une chanson et libelle diffamatoire contre ceste S^{rie}, et que, par le moyen de l'impression, vente et distribution de lad. chanson, il se seroit, en tant qu'en luy a esté, rendu perturbateur du repos public et infracteur de la paix, qui porte que la *mémoire de toutes choses passées demeurera à jamais esteinte et abolie*, cas et crimes méritans grievve punition corporelle. A ces causes et autres justes, à ce mesd. Seigneurs mouvans, séans au tribunal au lieu de leurs prédécesseurs, suivant leurs anciennes coustumes, ayans Dieu et ses S^{tes} Escriptions devant leurs yeux et invoqué son S^r nom pour faire droit jugement, disant au nom du Père, du Fils et du S^r Esprit, amen, par ceste leur definitive sentence, laquelle ils donnent icy par escript, usans plustot de douceur que de rigueur, condamnent led. de la Rue à debvoir estre lié et fouetté de verges par les carrefours de ceste cité jusques à effusion de sang, façon accoustumée, et de là estre banni comme ils le bannissent de ceste cité et terres d'icelle, et à les vuidier dans 24 heures, et n'y revenir jamais, à peyne de la vie, pour estre en exemple à tous autres

qui tel cas voudroient commettre, et en outre ont ordonné et ordonnent que tous les exemplaires de lad. chanson qui sont dans la ville soient rapportés en justice par ceux qui les ont, pour estre bruslez (1), à peine de chastiment, mandans au S^r Lieutenant de faire mettre leur présente sentence à due et entière exécution.

Leu et prononcé le XX^e de 7^{bre} 1603.

L'intérêt de ce procès est augmenté par la présence d'un petit mémoire qui y est annexé et qui aura peut-être été saisi sur le prisonnier pendant ou après sa détention. Ce mémoire justificatif, composé par Delarue lui-même, entre naturellement dans beaucoup plus de détails, en particulier sur les entrevues qu'il eut avec les membres du Conseil. Au dos est écrit, mais d'une autre main : Pour le libraire de Thonon. Nous respectons le style et l'orthographe qui sont déplorables, ce qui a lieu de surprendre de la part d'un imprimeur.

La chose et telle comme s'ensuit :

Ce fut le 10(2) de septembre 1603 que le révérend père Chérubin m'ordonna la somme de trante ducaton qu'il me commanda d'aller prandre à Chambéry sur les assignation faite par S. A. à la sainte maison de Tonon, et quelque temps devant j'avoy imprimé, toutefois avec licence dudict père Chérubin une chanson pour réplique d'une fort

(1) Le registre du Conseil ajoute : et qu'à l'issue de l'exécution on les luy face mettre à luy mesme dans le feu.

(2) Evidemment nouveau style, ce qui faisait le 31 août vieux style.

calomniense contre Monseigneur d'Arbigny, et les autres seigneurs qui furent à l'escalade, tellement que tout le monde estoit plain de la susdicte profane chanson si bien que je ne pouvoit dè moins que de faire la responce de la susdicte chanson profane, ce que je ne manquat. L'ayant faicte, j'en distribuât quelque une à Tonon, mesme à des gens de Genève, mesme à un nommé Lifort, lequel en achetât, et encors à plusieurs autre, lesquels je ne scay le nom, qui sont dudict Genève, qui estoit pour lors à Tonon, mesme à plusieurs femmes, lesquelles estoit dudict Genève, tellement que le bruit se courut par la dicte ville de Genève que j'avoy fait la susdicte réplique. Tellement que moy venant à Chambéry pour recourir les trante ducaton sus mentionné, je passay dans Genève pour venir audict Chambéry, auquel lieu je demeurast une nuit, et venant le consignateur général, nommé Boutillier, lequel me vint prier disant que j'avoy fait une chanson pour réplique à la leur et que luy fisse ceste grace de luy en bailler une, ce que je l'y en faveur de sa prière. En après le jour mesme je trouve un nommé Andrion des seigneur de la ville lequel me pria de luy en bailler une, ce que [je] voulu faire difficulté, mais il me dit que je luy en pouvoit bien bailler, car les savoyart tenoit bien des leurs, tellement que par ces prières et opportunations je luy en baillast une, toutefois les portant serrés dans un sac sans les vouloir divulguer dans leurs ville. Car je passoy mon chemin allant à Chambéry pour recourir les susdit trante ducaton, tellement que pour celle foy là il ne me dirent rien, mais me laissarent aller. Et je demuray environ trois semaines à Chambéry(1) pour recouvrer le

(1) Delarue n'a guère la mémoire des dates, car il ne put rester à Chambéry, que huit à dix jours à peine.

susdict argent, de quoy monseigneur d'Arbigny me fy le mandat pour le recevoir ver le sieur trésorier Dian, de laquelle somme ledict sieur trésorier m'en poya une partie, l'autre partie me baillast un billiet pour prandre le reste vers le trésorier Gallet, commis au balliage de Terny, lequel voyant le susdict billiet me poya la somme portée par iceluy, et ayant le susdict argent, je part dudict Singelin(1) et m'en va à Genève pour acheter ce qu'il me fesoit besoin pour mon art d'imprimeur, et devant que j'eusse rien achetté, environ les six heure du soir, me trouvant à une place nommé le moulart, voici un officier lequel me vien demander de la part de Messieur, et me mena droit à l'évesché, prison de leur ville, auquel lieu je demeurast deux jours sans estre ony et puis me vindrent examiner me demandant pourquoy j'estoit là dedans à quoy je leur respon que je ne savoy. Et tout incontinent un nommé Maillet, premier syndique, sort une des susdittes réplique, disant: n'avez-vous point imprimé ceste chanson, à quoy je respon que oy, mais que sy je l'avoy faicte que ce n'estoit pas sur leurs Estatz, mais que c'estoit sur les estatz de monseigneur mon maistre et que si j'avoy faict faute, que ce n'estois pas à eux à en avoir la congnoissance, attendu que je ne l'avoy pas faict sur leur terre(2). Et iceux respondirent que pour cela je lairroy(3) d'estre pandu, pour ce que j'avoy appris mon estat dans la ville(4), et

(1) Saint-Julien.

(2) On remarquera que dans l'interrogatoire il n'est pas question de cela.

(3) Lairroy, pour mériteroy.

(4) Nous n'avons pu trouver l'apprentissage à Genève de Marc Delarue, mais nous avons rencontré l'acte de mise en apprentissage de veloutier, en 1588, d'un de ses frères, Antoine, par un frère aîné Pierre, leur père étant déjà mort à cette date.

fut renvoyé dans un croton jusques à un autre foy que je fu encor examiné et mesme fu accusé d'avoir chanté la sudicte réplique ce que n'avois jamais faict. Mais il me mandarent des gens parler dans ladicte prison pour me faire entendre que si je me vouloit retiré audict Genève que je seroy libre, et si au contraire je ne le fesoit que l'on me feroit mourir(1). A quoy je respon que je me contenteroy plus tost de mourir que d'estre traistre à mon Dieu et à mon prince, ce que voyant qu'il n'avient encor point d'ocasion de me faire mourir font venir deux de mes frèze lesquelz me vindrent prier que pour l'amour de Dieu si bien je n'avoy pas chanté la susdicte réplique que je disse que je l'avoy fait et que messieurs leur avoit promis que, tout aussi tost que j'auroy dict que oy, que je seroy lasché(2). Le lachement fu tel que le jeudy je fu condamné à estre pandu(3) pour avoir donné ou distribué quelque une des susdicte réplique et trouvant à dire que je l'avoy chantée, toutefois sans avoir trouvé aucun quil l'ayent entendu ni aucune confrontation de tesmoin. Lors le vendredy suivant le sieur trésorier Dian se trouva dans la dicte ville de Genève auquel il firent entendre que j'estois prisonier et le jugement qu'il m'avoit fait; tellement le sammedy suivant me tournaurent examiner tousjours sur le point de la susdicte réplique disant encor: il bastoit(4) seulement pour me faire mourir de ce que j'avoy appris mon estat dans la ville, et que j'estois venu à Tonon(5) pour les braver. Toutefois ils modérarent la sentence du jeudy disant qu'aut lieux d'estre

(1) (2) et (3) Rien de tout cela dans le procès.

(4) Suffisoit.

(5) C'est-à-dire, m'établir à Thonon.

pandu je seroy fouetté par la ville suivant leurs lieu accoustumé, et le mardy suivant la essécution en fu faicte et la sentence publiée devant la maison de la ville en la somme et manière comme s'ensuit.

Nous avons condanné et condannons le dict imprimeur à estre fouetté par les lieu accoustumé de ceste cité pour avoir distribué des chanson profane contre ceste cité de et pour les avoir chantée et imprimée depuis le traicté de paix, et par ce le chastions comme perturbateurs de paix ; auquel en plain tribunal je respon qu'il l'en feçoit et chantoit des plus profanes que nous, et que ce n'estoit point à eux à me chastier s'il j'avon fait quelque chose en Savoye. mais que c'estoit à monseigneur mon maistre. Et me répondirent que j'euse patience, que j'estois en leurs mains et que Monsieur m'avion fait belle grâce(1). Desquelle chose je n'ay jamais peu avoir mon procès, me respondant que si je bailloy autant d'or que je paie, que je ne l'auroy pas. Je sonbz signé certifie et atteste la chose avoir passée comme dessus.

MARC DE LA RUE,
imprimeur de la S. maison.

Il est évident que, dans ce rapport adressé aux siens, Delarue avait beau jeu pour grossir le compte des magistrats de Genève. Plusieurs des faits qu'il met à leur charge ne sont pas faciles à contrôler, comme la promesse de la liberté s'il venait se fixer à Genève la visite et les promesses de ses frères, la condamnation à la pendaison, les menaces de mort; rien de tout cela ne peut se retrouver dans un interrogatoire. Il

(1) Ce colloque entre juges et accusé est peu vraisemblable.

est aussi bien étonnant que Delarue n'ait pas dit dans ses réponses devant le Magistrat ce qu'il raconte dans son mémoire, savoir que plusieurs Genevois lui avaient demandé des chansons à Thonon, car, si cette assertion s'était trouvée vraie, elle aurait pu constituer une circonstance atténuante, et on comprendrait mieux, en ce cas, qu'il ait pu se mettre dans la tête qu'il n'y aurait aucun danger pour lui à venir écouler ses produits à Genève.

Examinons de près à notre tour les couplets incriminés.

On ne peut rien reprocher au premier couplet qui ne dit que la vérité sous une forme assez dédaigneuse, il est vrai. Tout le monde travaillait à Genève de la tête ou des bras : les syndics eux mêmes géraient souvent quelque commerce à côté du temps qu'ils consacraient aux affaires de la République. On ne tolérait pas les fainéants et de temps à autre le Conseil rendait un arrêt qui ordonnait l'expulsion de ceux qu'on trouverait ne voulant rien faire. L'ensemble de ce peuple travailleur d'autre part formait à peu près le seul Etat, du moins dans les pays romands et français, qui eût la prétention de se gouverner lui-même et par conséquent de jouer au petit prince.

Le second couplet renferme une simple menace qui ne devait point surprendre de la part des vaincus, car c'est la seule arme qui leur reste.

Dans le troisième, le vaincu fait patte de velours, cherchant à montrer le bien qui aurait résulté pour les Genevois de son entreprise, savoir de les rendre heureux et de les ramener à Dieu et au duc. Cela devait faire sourire nos ancêtres qui ne savaient que trop le plan de pillage et de massacre qu'on se promettait d'exécuter.

Dans les trois couplets suivants, quatrième, cinquième et sixième, qui rappellent des épisodes de l'histoire du peuple juif, l'auteur révèle un érudit dans les choses sacrées, ce qui n'a pas lieu d'étonner, puisque Delarue, dans ses interrogatoires, a répété à plusieurs reprises que la chanson était l'œuvre d'un prêtre. Il recherche dans la Bible les exemples de ceux qui sont morts pour de justes causes, celui de ces sept frères, entre autres, qu'on a nommés *Macchabées*, et qui, selon un livre plus ou moins apocryphe de l'Ancien-Testament, souffrirent sous Antiochus, roi de Syrie, l'an 168 avant Jésus-Christ, un cruel martyre pour n'avoir pas voulu abjurer la religion juive. Cette comparaison avec le sort des Savoyards n'est pas très juste, parce que si ceux-ci sont morts tués par des hérétiques, ils sont venus poursuivre ces hérétiques jusques chez eux, tandis que le peuple juif se défendait contre les nations payennes qui l'environnaient. Mais cela importe assez peu, et là encore le Magistrat de Genève ne pouvait pas trouver une preuve de diffamation contre notre Etat.

Il est assez naturel que dans le septième couplet, l'auteur assimile son ennemi aux méchants qui triomphent souvent. Ce n'était pas une calomnie ou une diffamation contre la Seigneurie.

L'assimilation, dans les couplets 7 et 8, des Genevois protestants au Turc et aux méchants qui triomphent visait évidemment à leur déplaire. Mais ils étaient habitués depuis si longtemps à être traités par les catholiques de gens sans religion qu'on ne pourrait faire de ces couplets un *casus belli*.

Dans le neuvième, au contraire, l'attaque est directe, et décidément diffamatoire. L'assertion que la Seigneu-

rie avait promis la vie aux prisonniers avait été, il est vrai, déjà plusieurs fois mise en avant et répétée par nos ennemis, mais il était d'autant plus nécessaire de couper court à de tels propos, chaque fois que l'occasion s'en présentait. Cette calomnie avait, paraît-il, pour origine première les promesses imprudentes faites en leur nom par un ou des Genevois qui s'emparèrent des prisonniers, promesses que la Seigneurie n'était nullement tenue de ratifier. Encore ce raconter est-il bien peu certain, car on ne connaît guère que le cas de de Budé, Sr de Vêrace, mentionné par une chronique qui n'a pas tous les degrés désirables de l'authenticité.

Les strophes 10 et 11 sur Sonas paraissent avoir été intercalées dans cette chanson qui, d'après l'interrogatoire, aurait subi des remaniements, car ils interrompent quelque peu la suite des idées, et reviennent à la morale exprimée dans les couplets 4 à 7. Ils servent du reste de réponse aux mots piquants et malicieux lancés contre Sonas dans les chansons genevoises; ce malheureux y est toujours, entre tous, pris à partie et tourné en ridicule, pour des raisons qui ne nous sont pas suffisamment connues. Notre savoisien au contraire lui donne, ainsi qu'à son père, tué dans les guerres de Genève en 1590, une gloire immortelle, et va même jusqu'à le comparer au Christ mourant sur la croix.

Le douzième couplet recommence les menaces. Dans le treizième, assez obscur, il est parlé du maître de Genève, ce qui pouvait être considéré comme attentatoire à la liberté. Les quatre suivants, 14, 15, 16, 17, contiennent de nouvelles menaces et des affirmations

de la souveraineté du duc sur Genève, et se terminent par l'énumération des titres qui donnent à celui-ci une grande illustration de race.

Vient enfin la dernière strophe qui résume fort bien la pensée maîtresse de l'auteur, et dont on pourrait dire : *in cauda venenum*, à savoir que Genève est une ville révoltée, et que tant qu'elle ne rentrera pas dans le devoir, c'est-à-dire dans l'obéissance au duc, elle devra s'attendre à une guerre sans merci.

Ainsi, à notre avis, il n'y avait guère que le neuvième couplet qu'on pût qualifier de diffamatoire, puisqu'il y était question de la mauvaise foi de la Seigneurie, tandis que les autres affirmations que Genève était sujette de Savoie n'étaient que les répétitions de ce que les ducs ne se lassaient pas de proclamer. On pourrait donc trouver bien sévère dans le cas présent un châtimement corporel, au lieu d'un simple emprisonnement, mais il faut se souvenir que nous sommes ici à une époque qu'il est bien délicat de juger, et qu'il est évident qu'un Genevois qui en ce temps là aurait colporté en Savoie une chanson contre les autorités du pays, n'en aurait pas même été quitte à si bon marché.

D'autre part un tel jugement, qui rappelait dans ses considérants que *la mémoire des choses passées demeurerait à jamais éteinte*, obligeait le gouvernement et le peuple de Genève à ne pas laisser imprimer et circuler dans la ville des chansons contre le duc. Or il faut bien reconnaître qu'un article semblable inséré dans un traité de paix ne pouvait guère rester qu'à l'état de lettre morte entre deux pays voisins, dissemblables de

religion et de principes. Le temps seul devait opérer cette œuvre bienfaisante quand les ducs de Savoie auraient renoncé à leurs prétentions séculaires et que les libertés de Genève ne seraient plus constamment mises en question.

LOUIS DUFOUR.

LES ORDONNANCES ROYALES

ET

LES MŒURS

Sous le règne des derniers Valois (1)



DU ROI ET DE SA COUR

(Précis et gloses du code Henri III, Livre XVIII^{me}).

TITRE I

De la majorité des Rois

La coutume et les anciennes lois du royaume avaient fixé cette majorité « au quatorzième an révolu », et le code Henri III ne fait que confirmer cette législation vénérable, mais qui n'en avait pas moins été enfreinte en 1563, la reine-mère, sur le conseil du chancelier Michel de l'Hôpital et de l'évêque de Valence, s'étant avisée — peu après l'assassinat du duc de Guise par Poltrot — de faire déclarer le Roi majeur, afin de prévenir par là les tentatives du prince de Condé et du connétable de Montmorency pour s'emparer de la lieutenance générale du royaume. « Or parce que le

(1) Voir la première partie de cette étude dans le Bulletin de l'Institut genevois, Tome XXXI^{me}.

Roi (Charles IX) n'avait encore que treize ans, ils jugèrent bien que le parlement de Paris, qui n'a pas accoutumé de procéder si légèrement en choses de grand poids, y trouverait beaucoup de difficultés.....; ils se servirent de celui de Rouen. Le Roi y étant donc monté, le 16 août, avec une harangue qu'on lui avait faite exprès, déclara qu'ayant atteint l'âge de majorité (?) il ne voulait plus souffrir les désobéissances de ses sujets, comme il avait fait les années passées... etc(1). » Cette déclaration fut le seul acte de majorité qui ait été enregistré, après quoi on procéda, selon l'usage, au baise-main royal, sans qu'aucune voix opposante eût osé s'élever dans l'assemblée

ART. 4. — « Au dit aage pourront recevoir le sacre et onction, couronnement, et autres marques et enseignes royales. »

Cette disposition législative avait déjà été enfreinte depuis plusieurs années pour le roi Charles IX qui, en 1561, « la belle saison du printemps étant venue, fut conduit au sacre dans la ville de Rheims où il reçut l'onction royale par les mains du cardinal de Lorraine(2). » Charles IX, admis à prêter serment en présence des pairs du royaume, n'avait alors que onze ans et demi.

TITRE II

Des audiences et placets présentés au Roi

Catherine de Médicis, rappelant les mœurs de l'ancienne cour, dans une lettre pour l'instruction de Charles IX, que je donnerai ci-après, avait conseillé à ce jeune roi, « de

(1) Mézeray III, page 121.

(2) Ibid.

donner audience, après-dîner, au moins deux fois par semaine, ce qui est une chose, disait-elle, qui contenterait infiniment ses sujets ». Mais on doit admettre comme très vraisemblable que l'agitation de l'existence royale et l'instabilité de la cour pendant les guerres civiles ne se prêtèrent nullement à l'observation de cette coutume. Henri III reconnut, voyons-nous, la nécessité de la rétablir, et bien que ce prince efféminé n'eût aucun goût pour s'ingérer dans les affaires innombrables dont on prétendait l'entretenir, il prit, en avril 1582, les dispositions suivantes : « N'entendons recevoir aucun placet pour dons et gratifications qui nous seront demandés, sinon les jours de samedi, au lieu où nous aurons dîné. Auquel lieu, après la table levée, nous avons délibéré nous tenir en notre chaire, afin que chacun nous puisse présenter son placet ou requeste, lesquels nous baillerons au secrétaire d'état [de service] qui sera tenu... se trouver derrière la dite chaire pour les recevoir ». Ce secrétaire devait les dater et en dresser un rôle qui était présenté au Roi le samedi suivant (très probablement avec un préavis des maîtres-des-requestes). « Sur lequel roole nous escrirons de notre main ce qu'il nous plaira accorder sur les dites requestes et placets, sans que personne puisse prétendre de préférence pour avoir présenté son placet le premier, ou en avoir premier parlé à nous ». Cependant l'historien de Thou, se faisant l'écho du mécontentement populaire, rappelle que, déjà à cette époque, la table royale (dressée en forme de T) était entourée d'une balustrade qui ne permettait plus d'approcher le Roi à ceux qui avaient l'insigne honneur de le voir « repaître », et si l'on avait quelque placet à lui présenter, « il fallait se trouver à l'issue de son dîner, où il les recevait en courant (1). »

(1) De Thou, V. 101.

Les solliciteurs avaient, il est vrai, la ressource de demander une audience particulière, mais cette démarche ne pouvait avoir quelque chance de succès que pour les personnes d'un très haut rang ou d'un crédit considérable. Ces rares privilégiés osaient même, parfois, affronter une rencontre qu'ils parvenaient à se procurer sans l'avoir sollicitée. « Diane, légitimée de France, fille de Henri II, et femme du maréchal François de Montmorency, prisonnier à Paris, s'était aussi rendue à Lyon [au retour du roi de Pologne]. Quoique le Roi lui eût toujours témoigné beaucoup d'amitié, elle ne voulut cependant point paraître à la cour, ni demander au Roi une audience particulière. Mais, un jour qu'il devoit se montrer en public, elle l'attendit au passage, en habit de deuil, suivie de toutes ses femmes dans le même équipage, et se jetant à ses genoux elle le pria d'avoir compassion de son époux qu'on retenoit depuis longtemps en prison, où sa santé s'altéroit, sans qu'il fût convaincu ou même accusé d'aucun crime: suppliant Sa Majesté, supposé qu'elle le crût coupable, de lui permettre de prouver son innocence. Henri, qui ne s'attendoit pas à ce spectacle, en fut ému; il releva sa sœur (car il avait toujours donné ce nom à Diane) et lui dit avec bonté : « Qu'elle prit courage, et qu'il aurait soin de ce qu'elle demandoit. » (1)

Du temps de Henri IV, les entrevues royales que les suppliants, et mieux encore les suppliantes, parvenaient à se

(1) De Thou V. 115. Le maréchal de Montmorency, inculpé dans la prétendue conspiration de La Motte et Coconat, n'en demeura pas moins étroitement gardé à la Bastille, et — l'année suivante, 1575 — il faillit encore y être étranglé « avec des serviettes fines » sans autre forme de procès. « Etoient de ce conseil, la reine-mère, le chancelier de Birague, et monsieur de Matignon ». Duplessis-Mornay, cité par de Thou.

ménager, avaient presque toujours une heureuse suite, grâce à la bonhomie du Béarnais et à sa « galantise » habituelle. — « Le jeudi 19 [septembre 1596], écrit Pierre de l'Estoile, le Roi disna aux Thuilleries avec Mathurine (1), laquelle — moyennant cinq cents écus qu'on lui promit — fit parler au Roi (encore qu'il l'eût expressément défendu) mademoiselle de Plancy, femme du contrôleur des *Debets*, de laquelle le mari étoit appelant de la mort, pour avoir rompu les coffres de son beau-père où étoient les deniers du Roi. Cette demoiselle qui étoit fort belle et honnête, étant devant le Roi, s'évanouit en lui présentant son placet, et tomba à la renverse. Le Roi lui-même la releva et lui fit apporter du vin, et étant touché de commisération sur elle, lui accorda la grâce qu'elle lui demandoit (encore qu'il l'eût refusée à de bien grands seigneurs de la cour) lui disant seulement : *Que son mari regardât d'être plus sage une autre fois* (2). »

Ce titre II^m relatif aux audiences et placets, se termine par la défense très expresse faite à tous les sujets et serviteurs du Roi « de quelque qualité qu'ils soient » de proposer à Sa Majesté et mettre en avant aucuns édits de création d'offices, et autres moyens et inventions de faire deniers, qui tournent à la foule du peuple et à la diminution et charge des finances royales, à peine d'être tenus et réputés pour cause de la ruine de l'état..... et privés des bonnes grâces de Sa Majesté. »

« Cet article mériterait d'être bien et sévèrement observé », lit l'annotateur du code Henri III, mais le savant Charondas ne juge pas à propos d'ajouter que la menace « d'être privé des bonnes grâces de Sa Majesté » n'est ici qu'une vaine formule, car dès le règne de Henri II rien n'était plus agréa-

(1) Sa folle en titre d'office.

(2) *Journal du règne de Henri IV.*

ble aux Valois — toujours obérés — que les propositions fiscales, même les plus pernicieuses, destinées à leur offrir des ressources nouvelles.

Il suffit d'un rapide exposé des vicissitudes du trésor royal dans la seconde moitié du XVI^m siècle pour expliquer la faveur dont les financiers et les traitants, qu'on appelait couramment « les sangsues du peuple », devaient jouir dans une cour follement prodigue et dont le souverain était toujours endetté bien au delà de ses revenus.

Tandis que François I^r avait laissé à sa mort 400,000 écus d'or dans ses coffres et un quartier de ses revenus prêt à y rentrer, son successeur Henri II, entraîné dans de ruineuses guerres et, d'autre part, ne sachant rien refuser à la duchesse de Valentinois, se vit bientôt contraint d'emprunter à dix, à douze, et même à seize pour cent, intérêts payables par trimestre; mais comme ces intérêts étaient capitalisés dès qu'ils demeuraient en souffrance, ce taux usuraire s'élevait en réalité à *dix-huit pour cent par an*. En 1551, il avait fallu aliéner pour deux millions de livres du Domaine royal, puis on avait taxé — dans la seule province de Languedoc — pour une somme collective de 100,000 écus, les roturiers possesseurs de biens nobles. Mais ces ressources précaires étaient insuffisantes; le mal s'aggrava pendant huit ans, et lorsque survint la mort accidentelle de Henri II, le trésor était endetté de plus de quarante millions de livres (1). Après le court règne « du petit Roi François », et dès les premiers jours de la régence de Catherine de Médicis, la pénurie des ressources financières était déjà si grande que « peu de temps après [les États d'Orléans], il fut arrêté au Conseil privé que, pour soulager les finances du Roi (obérées di-

(1) Mézeray II. 1139.

sait-on de deux millions et demi par année) les gentilshommes domestiques de Sa Majesté et les gens de finance se contenteraient à l'avenir de la moitié de leurs gages, et que les pensions [royales] seraient diminuées d'un tiers, excepté celles des étrangers.... sous couleur qu'ils n'avaient autre moyen de vivre (1).» Ces économies tardives avaient-elles pour but d'apaiser le mécontentement « des peuples de France » dont les députés des treize gouvernements proposaient déjà la restitution des dons immenses faits par Henri II. et François II à la maison de Guise, au maréchal de Saint-André, au connétable de Montmorency, et à la Valentinois? On peut admettre cette conjecture, bien que les faits ne paraissent pas avoir répondu à une telle attente : A l'assemblée de Saint-Germain, l'orateur du tiers-état, Jean de Bretagne — discourant à genoux, selon l'usage — n'en fit pas moins entendre à la reine-mère, à Charles IX et à tous les princes du sang royal un langage d'une hardiesse à laquelle on n'était pas accoutumé dans de semblables assemblées des trois Ordres. Après avoir rappelé les dettes excessives du trésor dès le décès de Henri II, le lieutenant-général du bailliage d'Autun énuméra « les infinis subsides, tant ordinaires qu'extraordinaires, qui écrasaient les peuples de France », il cita l'augmentation des gabelles, la solde *des cinquante mille hommes*, le taillon (2), les *vingt livres par clocher*, les emprunts forcés sur les compagnies de la magistrature, des gens du négoce et des corps de métier. Il rappela les impôts dits « de franc-fiefs et nouveaux acquets ».

(1) De la Place. *Commentaires*, etc. 146 verso. La cour de France entretenait toujours un grand nombre de secrets pensionnaires à l'étranger, particulièrement en Italie.

(2) Centimes additionnels, en langage moderne.

les décimes de guerre levés après la funeste journée de Saint-Laurent (1), puis encore les impôts sur tous les offices, l'altération du Domaine royal, le détournement des deniers des villes (même des consignations en justice!) : Partout, disait-il, la vaisselle d'or et d'argent avait été saisie et billonnée pour le service du Roi; partout on avait confisqué la traite foraine (2) et les deniers de convoi (3); enfin les prescriptions pour l'entretien des gens de guerre, la munition, les chevaux, les vivres, les étapes achevaient d'écraser le populaire désespéré. Quant à la dette publique, elle était devenue si excessive que toutes les fortunes privées suffiraient à grand peine pour en égaler le montant (4).

Cette dernière assertion n'est évidemment qu'une hyperbole, mais l'exposé courageux de Jean de Bretagne n'en est pas moins très digne d'attention, car il nous présente un tableau fidèle de la misère publique, en France, avant même la première des guerres civiles. D'autre part, tous ceux qui maniaient les finances du Roi paraissent avoir eu à tâche dès cette époque de surpasser les prodigalités de la cour par une dilapidation sans exemple avant eux. De sorte qu'un maître des comptes put avancer sans être contredit — aux Etats de Blois, en novembre 1576 — « que d'un écu que le Roi levait, il n'en venait que quatorze sols dans ses coffres (5). » Cependant le trésor royal devait, avant tout, satisfaire au « Mesnage » du Roi, à celui de chacune des reines douairières (on en vit quatre en même temps sous le

(1) Bataille de St-Quentin.

(2) Impôt municipal.

(3) Péages.

(4) Voir La Place, p. 189 verso.

(5) Mézeray III, 448.

règne du dernier Valois); il fallait satisfaire aussi à l'entretien très coûteux de la maison des princes apanagés, auxquels on payait leurs rentes; il fallait en outre — dès la seconde guerre civile — payer les secours de l'étranger ou lui faire « un pont d'or » pour qu'il voulût bien sortir de France, dont les rebelles du parti de la Religion lui avaient ouvert les chemins. — « Il est temps, disait à Charles IX. en juin 1572, l'évêque d'Orléans Jean de Morvilliers, que Votre Majesté pense à l'acquit de ses dettes : Elle doit de grosses sommes à la cavalerie allemande qui a servi pendant la dernière guerre; elle doit à Jean-Casimir (1), elle doit aux Suisses qui lui réclament vingt millions de livres. Les Protestants doivent aux allemands plus de cinquante millions de livres dont vous avez répondu. Si l'on calcule le montant de toutes ces sommes, on trouvera qu'elles vont à quarante millions d'écus d'or (2) ». Mais on se préoccupait bien moins, dans l'entourage de Charles IX et de la reine-mère, d'acquitter les dettes de la Couronne que d'en contracter de nouvelles, si cela était possible, et sous le règne de Henri III ces mœurs d'enfant prodigue réduites à tous les expédients pour faire argent comptant, prirent des proportions qui peuvent paraître incroyables si l'on n'a pas eu sous les yeux les documents de l'histoire et le témoignage des contemporains. « En décembre 1575 — écrit de Thou — Henri III demandant à la ville de Paris deux cent mille livres à emprunter pour payer quatre montres (3) qui étaient dûes

(1) Le comte Palatin du Rhin.

(2) Environ cent vingt millions de livres : l'écu d'or soleil valant alors cinquante-quatre sols. Voir *Estat de France*, I, 153. v.

(3) Il était d'usage au XVI^{me} siècle de payer la solde des mercenaires, à la suite d'une revue d'inspection mensuelle, dite « montre » : les soldats n'étant jamais engagés que d'une montre à la suivante.

aux Suisses, le parlement en prit occasion d'adresser à Sa Majesté de très humbles remontrances » et dans l'exposé de la misère du peuple que fit l'orateur de la magistrature il dit : que la licence était si grande parmi les troupes, *et surtout dans le régiment des gardes*, que les paysans ne voyant plus de sûreté pour leurs biens et pour leur vie étaient obligés d'abandonner leurs campagnes.... « Il y avait trois ans (ajouta-t-il), pendant le siège de la Rochelle, et lorsque l'état était le plus obéré, on avait employé en gratifications et autres dépenses inutiles, neuf cent mille écus d'or, et l'année suivante sept cent mille!... Cette année (1575) en moins de six mois, trois cent mille écus d'or. Ces libéralités outrées épuisaient les coffres de Sa Majesté, et l'on ne pouvait ensuite les remplir qu'en tirant le suc et le plus pur sang du peuple. Pour leur malheur Messieurs du parlement voyaient naître tous les jours de nouveaux impôts, inventés par les étrangers, vraies sangsues de l'Etat, lesquels s'en rendaient adjudicataires, contre les lois formelles du royaume.... Le peuple était ainsi réduit à la dernière misère; le commerce demeurerait interrompu, et l'indigence des particuliers faisait la pauvreté de tout l'Etat... (1) »

De telles sérieuses remontrances — qui furent réitérées maintes fois durant les années suivantes — n'arrêtèrent pas cependant les prodigalités des derniers Valois, et n'opposèrent aucune barrière à leurs exactions devenues monstrueuses : En mai 1576 il y eut un emprunt forcé de cent mille livres sur les avocats et les procureurs du parlement de Paris, en juillet une aliénation de cent mille livres de rente sur les biens du clergé. En 1577 toutes les monnaies ayant cours dans le royaume furent décriées; ce qui était

(1) De Thou, V. 224.

une autre façon de pressurer les taillables et les débiteurs de l'Etat; en 1578 le Roi envoyait au Parlement, le 4 septembre, vingt-quatre édits bursaux portant création de nouveaux offices. « Il fallut — dit P^{re} de l'Estoile — homologuer les moins méchants et fâcheux ».

Trois ans plus tard le Roi en faisait encore enregistrer douze, en sa présence, « *ouï et consentant son procureur-général*, combien que tous revinssent à la manifeste oppression du peuple, et que les derniers revenant de la ferme d'iceux (prise par les Italiens) tournassent au profit des mignons... et même des Guise qui faisaient mine de s'en indigner ».

« Mais — ajoute l'annaliste du règne de Henri III — le peuple criait et tumultuait : la Ligue commençant dès lors à ourdir à bon escient le mystère d'iniquité. »

Rappelons enfin — en abandonnant ici l'énumération des désordres financiers qu'on vient de lire — que la création immodérée des offices de toute nature avait, quant à la trésorerie, le résultat inévitable de créer une administration toujours plus fâcheuse.

« Il est certain — disaient déjà les mécontents en 1577 — que les finances diminuent d'autant plus qu'il y a de mains par où elles passent... Du temps qu'il n'y avait qu'un trésorier en France, un président de la chambre des comptes, quatre maîtres clercs et autant de laïcs... les subsides étaient plus légers, les finances mieux administrées, la maison royale plus magnifique, les armées plus puissantes, et les sujets plus obéissants; mais depuis qu'il y a plus de trente receveurs-généraux, un nombre infini de trésoriers, sept ou huit chambres des comptes, et dans celle de Paris plus de deux cents officiers, les impôts sont montés à vingt fois plus

haut qu'ils n'étaient, les armées sont mal payées, les peuples débauchés, et les Rois toujours indigents (1). »

Voilà les clameurs qu'on ne voulait pas entendre à la Cour ! Quant à toutes ces charges vénales de création nouvelle, elles y étaient en quelque sorte une monnaie courante : on en faisait mise au jeu, on en trafiquait comme de billets de change qu'acceptaient en paiement des maquignons, des tailleurs, des fournisseurs ou d'autres ouvriers (2), et ces mœurs scandaleuses se perpétuèrent, voyons-nous, à la cour de Henri IV, au moins pendant les premières années du règne de ce prince : En novembre 1594 « le Roi donna à Madame de Liancourt (3), pour faire son voyage de Lyon, l'estat de M^r de Brou, conseiller au Grand-Conseil, décédé à Paris peu de jours auparavant (4). »

TITRE III

Des reines et douaires d'icelles.

Ce titre assimile les officiers des reines à ceux du Roi. La fortune totale de ces princesses étant constituée en certaines terres du Domaine royal, jusqu'à concurrence de trois mille trois cent trente-trois écus-sol de revenu annuel, et le surplus étant assigné sur les aides, tailles, et autres impôts perçus dans tout le royaume, chacune d'elle avait, comme le Roi, un procureur général siégeant au parlement, et ces magistrats avaient seuls qualité pour proposer leurs conclusions à

(1) Mézeray, III. 448.

(2) Ibid. p. 501.

(3) Gabrielle d'Éstrée, sa maîtresse.

(4) *Journal du règne de Henri IV*, vol. II, 61.

justice, dans toutes les affaires litigieuses qui survenaient fréquemment tant avec les fermiers du Domaine qu'au sujet de l'exercice des droits féodaux dans les terres apanagées. Sous le règne de Henri III, la reine-mère avait son douaire assigné sur l'Auvergne, le Lauragais (1), et sur d'autres seigneuries énumérées par Brantôme; la reine Élisabeth, veuve de Charles IX, prélevait le sien sur le Berry, la Marche(2), le Forest, etc. La reine régnante, Louise de Lorraine-Vandemont, jouissait des revenus du Domaine dans le Bourbonnais; enfin, la reine Marguerite fut douairière au duché de Vendôme, appartenant alors au roi de Navarre et en outre elle était apanagée des comtés de Quercy et de l'Agennois. Sa dot et autres apports matrimoniaux, représentant quarante mille livres de rente, avaient été convertis en rentes sur l'hôtel-de-ville de Paris, et non délivrés en argent comptant « vu les importantes affaires du Roi, l'incommodité des temps et les dépenses qui lui tombent sur les bras (3). »

Ces rentes de l'hôtel-de-ville, créées en 1522 par François I^{er}, étaient fort irrégulièrement payées... quand elles l'étaient; aussi Marguerite de Valois dépendait-elle entièrement des bontés de ses frères pour l'entretien de sa maison. S'il faut en croire les mémoires, fort sujets à caution, de cette princesse, il fut question dans le traité de paix qui suivit la seconde guerre civile, de transformer aussi ces rentes dotales en apanage: « Mais la reine ma mère me pria que je ne le permisse — écrit Marguerite — et qu'elle m'assurait que j'aurais du roi ce que je lui demanderais(4). »

(1) Bas-Languedoc.

(2) La Creuse, la Haute-Vienne, l'Indre, etc.

(3) *Estat de France*, I, 153, V^o.

(4) *Mémoires de la reine Marguerite*, p. 78.

C'était beaucoup promettre, car la fille avait autant d'inconduite financière que sa royale mère (1). Mais il convenait, on le comprend assez, à l'artificieuse Catherine de Médicis que l'épouse infidèle du Béarnais demeurât réduite à la situation d'une pensionnaire du trésor : on s'assurait ainsi de sa dépendance.

TITRE IV

Du rang des princes du sang.

On comptait au commencement du règne de Charles IX quinze princes du sang de la maison royale, dont un certain nombre seulement étaient pairs de France. Ceux-ci étaient au nombre de treize au sacre du même roi, et prétendirent dès cette époque avoir le pas et la préséance sur les princes qui n'étaient pas honorés de la pairie. Cette contestation « donna matière de disconrir aux plus habiles gens », dit Mézeray, et fut renouvelée dans la même année, à l'assemblée des Etats tenus à St-Germain, par les pairs ecclésiastiques. Mais les Etats ayant prononcé en faveur des princes du sang, les cardinaux de Bourbon, d'Armagnac et de Châtillon acquiescèrent à cet arrêt contre lequel protestèrent vivement ceux de Tournon, de Lorraine et de Guise qui se retirèrent de l'assemblée. En 1576, Henri III promulgua une

(1) « Je crois que plusieurs lui peuvent bien avoir veu maintes fois prodiguer des aumônes, mais lequel est-ce qui lui a jamais vu payer de bon cœur une dette?... Elle retient (dont j'ai grande pitié) le salaire de ses domestiques et de ceux qui, le long de l'année, lui ont fourni leurs denrées et leur labeur. » *Le divorce satyrique*. 223.

ordonnance qui fixait définitivement ce point, toujours contesté, du cérémonial.

« Ordonnons que les princes de notre sang, Pairs de France, précéderont et tiendront rang selon leur degré de consanguinité devant les autres princes et seigneurs Pairs de France de quelque qualité qu'ils puissent être, tant ès sacres et couronnements des Rois que ès séances des cours de parlement et autres quelconques solennités, assemblées et autres cérémonies publiques, sans que cela leur puisse être mis en dispute... pour quelque cause et occasion que ce soit ». Remarquons à ce sujet que ce qu'on appelait alors « la cour des pairs » c'était le parlement de Paris, où les pairs avaient toujours droit de séance.

TITRE V à X

Des chevaliers de l'Ordre de St-Michel.

La décadence de l'Ordre de St-Michel, institué par Louis XI le 1^{er} août 1469, et dont le but secret paraît avoir été d'obliger les grands seigneurs de France à être les fidèles alliés du Roi, est un des plus notables exemples du discrédit complet dans lequel une distinction honorifique ne peut manquer de tomber lorsqu'elle est prodiguée. Dans l'origine il ne devait y avoir que trente-six chevaliers, et même ce nombre si restreint ne fut jamais atteint du temps de Louis XI, qui n'en avait créé que quinze à la première promotion. Charles VIII, Louis XII et François I^{er} imitèrent cette sage retenue et pendant plus d'un siècle l'ordre au ruban noir, au manteau blanc et au chaperon rouge conserva tout son lustre; mais déjà sous Henri II, la faveur et les caprices

de ceux qui gouvernaient le Roi commencèrent à en trafiquer : certains postulants offraient leurs charges, d'autres leurs terres, *d'autres leur femme* (s'il faut en croire Mézeray), pour être honorés de l'Ordre. Henri II en créa plus de quatre-vingts en huit ans; en 1560 le roi François II tint chapitre des chevaliers de St-Michel et en créa dix-huit d'une seule nomination. Ces nouveaux élus étaient presque tous des partisans de la maison de Lorraine, « mais c'étaient encore des seigneurs très considérables en comparaison de ceux à qui depuis on a profané cet honneur(1) ». Il y eut chapitre solennel de St-Michel un mois après la St-Barthélemy. Sous le dernier des Valois, on ne compta plus les chevaliers de St-Michel par douzaine, *mais par milliers*, dit l'historiographe précité. « Le collier de cet Ordre fut donné à des gens qui n'avaient jamais porté l'épée, à des roturiers, à des bourgeois, et tomba dans un tel mépris, que les seigneurs le demandaient par dérision pour leurs valets ». Mézeray ajoute que « Henri III, voyant cet Ordre ainsi avili, fut sur le point de l'abolir entièrement. Néanmoins lui et ses successeurs l'ont maintenu... car les chevaliers [du St-Esprit] ont accoutumé de le recevoir, de la main du Roi, le jour d'auparavant leur nomination ». Déjà en 1579 « on ne faisait non plus de compte des chevaliers de St-Michel que de simples hobereaux ou gentillâtres, écrit Pierre de l'Estoile, aussi appelait-on le grand collier de cet Ordre : le collier à toutes bestes(2). » — « Nos ambassadeurs [de Pologne]... n'ont daigné accepter l'Ordre de monsieur St-Michel qui rend tous ceux qui le portent cousins de Charles de Valois(3). »

(1) Mézeray. III, 10.

(2) *Journal du règne de Henri III*, p. 34. Ce mot piquant qui eut un succès populaire est attribué à La Croix du Maine.

(3) *Le Réveil-matin des François*, épistre.

A la suite de ces témoignages des contemporains, il peut paraître inutile d'analyser les cinq titres du code, concernant la constitution de l'Ordre de St-Michel. Ils contiennent quatre-vingt-cinq articles réglementaires et je me borne à les signaler aux curieux.

TITRE XI A XXIII

De l'Ordre du St-Esprit

Les statuts de cet Ordre occupent une place démesurée dans le code Henri III et le caractère frivole de ce prince se révèle dans les mille détails de cette institution oubliée et dans toutes les futilités de son cérémonial. L'Ordre du St-Esprit fut institué le 1^{er} janvier 1579, et le premier chapitre fut tenu ce jour-là dans l'Eglise des Augustins, avec beaucoup de magnificence. Il était composé de cent chevaliers, nobles de trois races paternelles, tous ayant le titre de commandeur, car le Roi qui s'en était réservé la grande-maîtrise, avait l'intention de favoriser chacun de ces élus au ruban bleu-céleste d'un bénéfice ecclésiastique en commande; mais le clergé jeta de si hauts cris à l'ouïe de cette nouveauté qu'il fallut renoncer à tenter encore cette exaction: les commanderies furent ainsi transformées en simples pensions, viagères et annuelles, de huit cents écus — plus tard portées à mille — et dont le total vint s'ajouter à toutes les charges qui accablaient l'Etat. Outre les commandeurs laïques, l'Ordre comptait quatre cardinaux, quatre évêques ou prélats, et le grand aumônier de France, mais ce dernier n'avait pas à faire preuve de noblesse. Les dignitaires et officiers étaient un chancelier, un grand-prévost, un

trésorier, un greffier, un héraut d'armes et un huissier. Le but avoué de l'institution était de commémorer la Pentecôte, jour trois fois heureux, disait-on à la cour — par la naissance de Henri de Valois, par son élection au royaume de Pologne, et par son élévation au trône de France. Mais le but véritable était — comme autrefois pour Louis XI — d'obliger au service de sa Majesté tous les titulaires par un serment très particulier. Henri III pensait ainsi combattre la Ligue, détacher tous les principaux de la noblesse du parti des princes lorrains et — plus encore — « comme on n'admettait dans ce glorieux corps que des gentilshommes catholiques, il s'imaginait que les huguenots, piqués d'émulation et d'envie de porter une si belle marque d'honneur (!) quitteraient leur religion qui les empêchait de l'obtenir(1) ».

Le petit Ordre, celui que les commandeurs devaient porter habituellement, était une croix d'or émaillée de blanc, attachée avec un ruban bleu céleste; le grand Ordre, un collier d'or entrelacé du chiffre royal et auquel était suspendue la colombe hiéroglyphique du St-Esprit. Le costume de cérémonie comprenait les chausses et le pourpoint de toile d'argent, le manteau de velours vert foncé dont le côté gauche portait une croix de couleur orangée, puis la barrette noire, les souliers et le fourreau d'épée de velours blanc, et les grands bas d'attache en soie blanche.

Cette magnificence extérieure ne paraît pas avoir suffi pour tenir dans le respect les railleurs et les médisants, tandis que le vent de la Ligue s'élevait déjà de tous les côtés, et les esprits satyriques, dès le commencement du dix-septième siècle, ne ménagèrent pas davantage les com-

(1) Mézeray. III. 475.

mandeurs de cet Ordre fameux dont Louis XIII créa soixante-deux titulaires d'une seule « fournée ».

Ces vénérables cordons bleus
Font bien — avec leurs habits neufs —
Les fiers, parmi ces hallebardes !
Ont-ils peur, ces sires nouveaux.
Que le diable emporte leurs hardes ?
Qu'ils font des croix à leurs manteaux (1).

L'Ordre du St-Esprit n'en demeura pas moins très recherché, et c'est probablement pour satisfaire en quelque façon l'ambition déçue de ceux qui ne pouvaient y atteindre, que Henri IV institua en 1607 l'Ordre militaire du Mont Carmel et de St-Lazare. Les chevaliers devaient s'abstenir de l'usage de la viande le mercredi, « ils pouvaient être ou avoir été mariés deux fois, mais non plus (2) », ils devaient réciter chaque jour le chapelet ou l'office de la Vierge, et faisaient vœu de chasteté conjugale (3), enfin le Grand-Maitre pouvait déférer cet Ordre, même à des pages, pourvu qu'ils eussent sept ans accomplis (!) (4) et qu'ils fussent nobles de quatre races.

TITRE XXIV

Des états et offices de la maison du Roi

ART. 1. « Aucun ne sera reçu aux estats de gentilshommes, ni aux places de nos maîtres d'hostel, gentilshommes servants, et escuyers d'escurie qu'il ne soit noble de race... »

(1) *Paris ridicule*, p. 9.

(2) *Journal du règne de Henri IV.* v. II. 147.

(3) Laroque : *Traité de la noblesse*.

(4) *Journal du règne, etc.*

Malgré cette disposition très précise de l'Ordonnance de Henri III (Blois 1588) la coutume d'admettre des roturiers dans tous les offices de la maison du Roi et de celle des reines paraît s'être introduite abusivement dès le commencement des guerres civiles (1). Cependant il était permis à ces officiers de prendre la qualité de nobles, mais c'était un privilège en considération de l'office, et non de la personne, car s'il arrivait que le titulaire se démit de sa charge et prétendit conserver sa qualité nobiliaire, il devait être condamné comme usurpateur « s'il n'y avait ordre de Sa Majesté au contraire(2) ».

ART. 2. « Afin que les gentilhommes qui viendront à notre service ayent plus grande expérience de la guerre.... voulons que nul gentilhomme ne soit reçu aux états de notre maison que premièrement n'ait été de nos [compagnies d']ordonnances et qu'il apparaisse nous avoir servi l'espace de trois ans pour le moins... » etc. (3)

Ces dispositions réglementaires, qui paraissent viser spécialement les trois dernières compagnies des Gardes et non celle des Écossais, furent-elles observées sous les derniers Valois? On peut le mettre en doute, bien que Brantôme raconte que, de son temps, « c'étoit pour la plupart soldats des vieilles bandes »; mais depuis que la vénalité s'exerçait à propos des plus modestes emplois — y compris les places d'archer — on se montra beaucoup moins difficile quant au choix des gardes-du-corps dans la maison du Roi. Notons ici que la première compagnie de ce régiment, dite « la

(1) Voir Laroque : *Traité de la noblesse* p. 252.

(2). Ordonnance de Henri IV 22 mars, 1666 *Ibid.*

(3). Idem de Charles IX, à St-Germain, 1574, confirmée par Henri III, Blois, 1588.

compagnie des gardes écossais », n'était plus écossaise que de nom du temps de Henri III, car déjà les deux tiers de ces places étaient occupées par des Français (1). Ce corps d'élite était à l'effectif de cent vingt-cinq hommes, savoir: les vingt-cinq « gentilshommes de la manche » et après eux les cent archers-hallebardiers dont un certain nombre entraient en garde chaque soir dans l'antichambre du Roi. A l'appel de son nom, l'archer répondait *ah cam heer*: me voilà, et c'était tout ce qu'il restait « d'écossais » dans la compagnie des hoquetons blancs, aux papillotes argentées, qui avait été pendant soixante-quatre ans la seule garde des rois de France (2).

Arr. 3. — « Défendons à toutes personnes de prendre et usurper le titre d'officier de notre maison, s'ils ne sont naturellement servant ou résident en leur logis, à moitié gages, sur peine d'amende arbitraire..... etc. »

Ce dernier article fait allusion au service « à demi-an » encore fort en usage au XVI^{me} siècle à la cour de France, et dans d'autres cours princières, ainsi que j'ai eu l'occasion de le constater dans de précédentes études (3). C'était le moyen de satisfaire en plus grand nombre ceux qui sollicitaient l'honneur d'appartenir au prince. Les titulaires n'exerçaient leur charge ou leur office que par semestre (4), et conséquemment ils ne touchaient que la moitié des gages annuels. Ces domestiques à demi-an revenaient en service à époque fixe et demeuraient six mois commençant au logis du Roi, puis — comme nos modernes sommeliers d'hôtel dans les

(1). Daniel, *Histoire de la milice française*.

(2). Daniel même source.

(3) *Glossaire du XVI^{me} siècle*, 4 volumes inédits.

(4) A la différence des « Ordinaires » qui servaient toute l'année.

villes « de saison », ils se retiraient de nouveau et retournaient vivre dans leur ménage. Les officiers de la cour, ainsi que tous les archers du régiment des gardes, ne payaient aucune taille, aucun subside au trésor, et cela seul était un privilège qui devait être assez envié (1).

TITRE XXV

De l'incompatibilité des états, tant de la Couronne de France que de la maison du Roy.

ART. I. — « Afin que nous ayons moyen de récompenser notre Noblesse, et que plusieurs se puissent ressentir de notre libéralité et de nos bienfaits : N'entendons qu'aucun, de quelque qualité ou condition qu'il soit, puisse être pourvu de deux états, charges, ou offices, mesmement aux estats de Grand-maitre, Maréchal ou Admiral de France, Grand-chambellan, Grand-maitre de l'artillerie, Général des galères, Grand-escuyer, Colonel [général] des gens de pied, Gouverneur de province; lesquels nous déclarons incompatibles et ne pouvoir estre tenus conjointement par une même personne, quelque dispense qui en puisse être obtenue de nous (2).

Art. 2. « Aucun ne pourra tenir en nostre hostel et maison deux offices et charges, et seront préférés à tous autres, les

(1) D'Aubigné se moque agréablement de tous ces *Demi-ans* qui s'étaient introduits jusque dans l'armée et qu'on y appelait des *Aides*. « C'est comme on dit : aide-de-camp, aide sergent-major, aide de sergent-de-bataille: on commence à dire aide de caporal et aide de tambour ». *Les aventures du baron de Fueneste*, II, 291.

(2) Henri III, *Etats de Blois*, 1588.

gentilshommes expérimentés qui nous auront fait service, ou à nos prédécesseurs (1) ».

Ces deux articles contre le cumul, qui se complètent l'un l'autre, avaient eu pour but secret de mettre un frein à l'ambition démesurée soit des favoris, soit des grandes maisons du royaume et spécialement, parmi ces dernières, celle des princes Lorrains. Quant aux favoris, gens pour lesquelles les prodigalités du dernier Valois n'eurent jamais de bornes, on peut juger combien peu les Ordonnances destinées à restreindre l'ambition des grands avaient été respectées dès l'origine, par ce que dit Brantôme de la fortune scandaleuse de La Valette, duc d'Epéron et colonel-général de l'infanterie française: « On l'a veu pour un coup avoir le gouvernement de Metz et du pays messin, de Bologne et du Boulonnais, de Loches [en Touraine], du marquisat de Saluces, de la Provence, de l'Angoumois, de l'Aunis, de la Saintonge, de la Touraine, et de la Normandie ». Il est vrai que d'Epéron dut abandonner le gouvernement de cette dernière province, qu'il était de tradition de réserver à un prince du sang, et qu'il en fit remise au duc de Montpensier. Celui-ci dit à cette occasion à cet insatiable parvenu: « mon maistre, ce morcean est trop gros pour vous, il vous estrangera, si vous vous meslez de le vouloir avaler; aussi le quittait-il. » (2) Sous Henri II, l'amiral de Châtillon (Gaspard de Coligny) était demeuré pourvu de la charge de colonel-général de l'infanterie française, charge *qu'il gardait pour Dandelot son frère*, en faveur duquel il résigna, lorsque ce dernier, demeuré prisonnier de guerre, fut enfin libéré des prisons de Milan.

(1) Charles IX *Etats d'Orléans*.

(2) Brantôme X, 336.

Sous Charles IX et sous Henri III le maréchal de Biron, Grand-maitre de l'artillerie et gouverneur de l'Arsenal, avait aussi le gouvernement de la Saintonge. — Bussi d'Amboise, bien qu'il fût Chambellan du duc d'Alençon, avait celui d'Anjou, province où il se rendit fameux par ses pilleries. — Albert de Gondi, duc de Retz, de commis aux vivres devenu maréchal de France, et dont le principal mérite paraît avoir été d'être le fils de la gouvernante des enfants de Catherine, était aussi Général des galères, puis encore Premier gentilhomme de la chambre du Roi. — Enfin François d'O, simple gentilhomme normand, qui de capitaine de cavalerie devint surintendant des finances, était Grand-Maitre de la garde-robe, et avait aussi la charge de Lieutenant-général de la Basse-Normandie, et celle plus importante encore de Gouverneur de Paris. Mais cet insolent favori de la fortune « conflit dans les plus sales débauches », dit Mézeray, ce friand qui se faisait servir des tourtes composées de musque et d'ambre qui revenaient à vingt-cinq écus (1), n'en eut pas moins la plus misérable fin : sa maison fut mise au pillage par ses créanciers et ses domestiques, et cela si complètement « qu'il n'y avait plus que les murailles nues dans sa chambre à l'heure de son décès(2). »

(1) *Journal du règne de Henri IV* vol. II, 57

(2) *Mémoires de Sully*, I. 7. — De tels pillages dans le logis d'un mourant, n'étaient pas rares en ce temps-là. Pierre de l'Estoile parlant de la mort du cardinal de Bourbon (juillet 1594) « atténué de longue maladie » rapporte que lorsque sa Grandeur mourut, dans son hôtel du faubourg St-Germain, « on faisoit depuis huit jours inventaire chez lui, jusques aux ustenciles de la cuisine, dans laquelle il y avait bien trois jours qu'il n'y avoit rien qu'un vieil couteau qui ne valoit pas trois sols : encore estoit-il attaché à une chesne, autrement il n'y fût demeuré. » *Journal de Henri IV*, v. 1, 37.

3. « Quiconque sera pourveu d'office ou couché en estat de notre maison ne pourra estre en estat ou office d'aucun autre Prince ou Seigneur quel qu'il soit, autrement sera l'estat ou office qu'il tient de nous réputé vacant. »

Il est possible qu'on ait observé ces restrictions concernant les charges et les offices de la cour, mais ce qu'on ne pouvait atteindre c'étaient les libéralités secrètes dont les princes de la maison de Lorraine usaient largement pour corrompre les serviteurs du roi, des reines, et des princes de la famille royale. « Le duc de Guise et les autres princes de sa maison avaient partout des pensionnaires et des partisans », écrit le Père Daniel (1). En effet dans les dernières années du règne de Henri III, le Roi ne pouvait plus même être assuré du secret dans le Conseil privé, et s'il survenait quelques circonstances importantes, un autre conseil — celui-ci composé seulement de trois ou quatre confidants — se réunissait, soit chez la Reine-mère, soit dans la chambre du Roi. On ne pouvait pas davantage compter sur la fidélité des gardes-du-corps, y compris *les cent gentilshommes*; Henri III, dès l'année 1585, « ne savait plus si ces gardes..... l'environnaient pour le défendre ou pour le trahir. Ce qui fut cause que, par le conseil du duc d'Espernon, il choisit pour garde secrète quarante-cinq gentilshommes la plupart gascons, tous gens de main et capables d'exécuter tout ce qu'il leur voudrait commander(2) ».

(1) *Histoire de la milice française* vol. II, p. 71 et suivantes.

(2) Mézeray III, 578. Le mot « état » dont il est fréquemment fait usage dans ce titre du Code, servait alors à désigner la position sociale, et c'est dans ce sens qu'on disait « le Tiers-estat ». Par extension c'était la dignité, la charge, ou l'office d'un particulier; exemples: l'état de gentilhomme de la chambre, l'état de maître des requestes, mais ce n'était nullement la

TITRE XXV

Des pages.

« Ordonnons que nos Pages (outre les Escuyers qui ont le soin et la charge de les dresser au maniement des armes) auront un ou deux précepteurs qui les instruiront ès bonnes et saintes Lettres, sans permettre qu'ils emploient le temps à autres qu'à vertueux et honnêtes exercices. Exhortons les Princes de notre sang et seigneurs qui ont pages à leur suite de faire le semblable à notre exemple et imitation. » (Charles IX, *ès Etats de Blois*).

En dépit de cette sage Ordonnance, le nombre de messieurs les pages qui passaient exclusivement le temps « à vertueux et honnestes exercices » devait être peu considérable, car cette engeance rivalisait d'insolence avec les grands laquais, et fut toujours un fléau dans tous les lieux où séjournait la cour. Brantôme prétend qu'ils avaient le privilège de molester les malheureux passants fourvoyés dans leur compagnie, et que — dans un relais de chasse —

profession ou le métier. Une telle acception eût passé pour une prétention ridicule. A ce propos une anecdote recueillie par de l'Estoile, dans son *Journal du règne de Henri IV*, nous montre que le Béarnais, qui ne perdait aucune occasion de se gausser, l'entendait bien ainsi et feignait de ne pas comprendre le sens extensif qui a prévalu dans notre langage : « Le 22 [novembre 1594], comme le Roi arrivoit à St-Germain-en-Laye, furent pris huit voleurs [de grands chemins]... Un de ces galants demanda de parler au Roi, auquel Sa Majesté s'étant enquis de quel estat il estoit, lui repondit : qu'il estoit apothicaire. — Comment ! dit le Roi, a-t-on accoutumé de faire ici un estat d'apothicaire ? Guettez-vous les passants pour leur donner des clistaires ? » *Journal etc.* I. 62.

ils fouettèrent, certain jour, un chevalier du St-Esprit (1). De Thou raconte qu'au château de Blois, un soir d'octobre 1588, tandis qu'ils attendaient la sortie de leurs maîtres, de la chambre du Roi, dans l'escalier dit *la Perche aux Bretons*, les pages prirent querelle les uns contre les autres; les Royaux attaquant les Guisards, ils se chargèrent l'épée à la main. Un des pages du duc de Guise fut tué, et quelques gentilshommes étant accourus pour mettre le holà, les pages en jetèrent plusieurs sur le carreau. Enfin, les gardes de service ayant aussi voulu se mêler de les séparer, quelques-uns de ces halberdiers furent terrassés par cette jeunesse mutinée et laissés pour morts sur la place. Ce tumulte extraordinaire qui retentissait dans tout le château et *pendant lequel le Roi craignit un instant pour sa personne*, s'étant enfin apaisé, « on sut que tout ce bruit n'était qu'une querelle de pages et de valets de pied... et chacun se retira paisiblement chez soi (2) ». En 1605 les pages et les laquais firent de semblables insolences à la foire de St-Germain, et cette grande fête parisienne en fut troublée pendant plusieurs jours. Un étudiant, soit comme on disait alors un « écolier », eut les oreilles coupées, mais les coupeurs les lui mirent galamment dans sa pochette (3). Tels étaient alors les pages et l'on peut admettre que pour un qui était fouetté, il y en avait au moins une vingtaine dont les méchants tours demeuraient impunis. Ce ne fut que sous Louis XIV que ces petits domestiques volontaires, appartenant presque tous à la noblesse de province, furent enfin morigénés.

(1) *Vie de monsieur de Tavaunes*.

(2) De Thou. VII, 304.

(3) *Journal du règne de Henri IV*.

TITRE XXVIII

Des logis, à la suite de la cour.

Lorsque la cour était en voyage — et ce fait survenait fréquemment à l'époque des derniers Valois — un tel déplacement, le plus souvent imprévu, était nécessairement la cause de grands désordres et devenait pour les bourgeois des villes et pour les gens de villages une charge très onéreuse, parfois même une calamité. Non seulement il fallait pourvoir au logis du Roi, des reines, des princes, des grands dignitaires de la couronne et de leurs nombreux officiers, mais les membres du Conseil privé, le chancelier, le surintendant des finances, l'avocat-général, les conseillers, les secrétaires d'état, ne pouvaient être négligés. Puis il fallait « trouver un quartier pour tous les seigneurs et toutes les dames suivant la cour », et mettre « à l'estable et à la gîte » leurs chevaux, leurs mulets et leurs chariots de bagages.

Si l'on ajoute à cette nomenclature très incomplète le personnel subalterne du service des postes, soit : les chevaucheurs d'écurie, les gens de la vénerie, ceux de la fauconnerie, du théâtre, de la chapelle, du jeu de paume, on doit admettre que la maison civile du roi ne pouvait pas être formée, en ce temps-là, à moins de huit cents titulaires. Les dames, elles seules, étaient au nombre de trois cents au voyage de Bayonne, et s'il faut en croire le superlatif Brantôme « elles tenoient la moitié des logis ». Il est vrai que c'était là une circonstance exceptionnelle, et que d'ordinaire lorsque la Reine-mère allait « par pays », pour affaires d'état, elle n'avait pas plus de trente ou quarante dames suivant à cheval et par tous les temps sa litière bleue fleur-

delysée, qu'escortaient en haie et tambour battant ses grands Suisses halbardiers.

Quant à la maison militaire du Roi, ces gardes qu'il fallait bien loger aussi, étaient à peu près aussi nombreux. Car, — outre les *Cent gentilshommes aux vingt écus* (fort mal désignés comme nombre puisqu'ils formaient deux compagnies de cent archers, portant le marteau d'armes dit « Bec de corbin(1) ») — il y avait auprès du Roi la compagnie de la Garde écossaise, composée de cent archers, et trois compagnies de Gardes-françaises au même effectif. Total : six cents hommes prétendant tous avoir logis le plus près du roi qu'il se pouvait.

Les Ordonnances royales, données à Fontainebleau en 1563, ayant eu pour but de mettre quelque discipline dans cette soudaine prise de possession des habitations particulières, partout où la cour venait au gîte, sont trop détaillées pour pouvoir être rapportées ici. Ainsi, malgré l'intérêt de ces documents historiques, je me bornerai à rappeler sommairement leurs dispositions principales.

Tous les maréchaux-des-logis des princes et des seigneurs laïques ou ecclésiastiques suivant la cour devaient se contenter des quartiers que leur désignait le maréchal-des-logis de Sa Majesté. Cet officier et ses fourriers précédaient d'une journée, ou tout au moins de quelques heures, le train d'équipage royal. On marquait hâtivement « au charbon blanc » les logis assignés, dont il était tenu un registre(2), et l'on en faisait détalier au plus vite les occupants habituels.

(1) J'omets à dessein les vingt-cinq *Gentilshommes de la manche*, qui ne servaient que par quartier. DB-M.

(2) On sait que sous Louis XIV, l'inscription « *Monsieur N* » ou celle « *pour Monsieur N* » suscitèrent les plus vaniteuses prétentions des intéressés. Voir *Mémoires de St-Simon*,

Toutes les étables étaient vidées, et le bétail dispersé aux champs, puis le fourrage, les vivres étaient mis partout en réquisition. Remarquons en passant l'article 8 de l'Ordonnance précitée: « Voulons que quand le fourrier de notre corps baillera logis pour mangeaille et suite(?) aux princesses et dames qui logent sous notre corps, il preme des maisons plus proches et commodes qui seront auprès de nostre logis sans en aller prendre ne choisir au loing, au gré des fourriers des dites princesses et dames ». L'article 9, rappelant que ces dames de la cour font, pour la plupart « mangerie et cuisine » avec leurs maris, « ceux-ci n'auront pas d'autres chambres que leurs femmes, particulièrement dans les villages et lieux étroits... »; en tous cas « ne leur seront baillées que trois ou quatre pièces pour le plus, tant pour mangeaille (1), cuisine, que pour logis (2)... le reste de leur train sera logé au village. » — Ceux qui s'avisaient de démarquer l'enseigne mise par le fourrier *devaient avoir le poing coupé* — ceux qui juraient et blasphémaient lorsqu'on les évincait de leur demeure, *encouraient le châtiment cruel du perçement de la langue avec un fer chaud*. (Art. 11). — Toutes les étables des hôtelleries et logis publics étaient expressément réservées pour le service de « l'escuyerie » royale. Mais le nombre en devait être presque toujours insuffisant et l'on doit admettre que d'ordinaire les chevaux malliers et destriers, les guilledines, les roussins et les mulets de l'équipage royal étaient simplement mis au piquet dans la campagne.

Lorsqu'on ne pouvait loger un grand seigneur et sa suite dans la localité où séjournait le Roi, on lui donnait « une

(1) Salle à manger.

(2) Chambre à coucher.

paroisse » voisine — réservé les châteaux et manoirs des gentilshommes, désignés nominativement par le fourrier (art. 15). Chaque compagnie des *cent-gentilshommes* avait aussi droit à une paroisse, et il en était de même pour les quatre compagnies du régiment des gardes (art. 16). Tous les conseillers de robe-longue et ceux du conseil des Finances devaient être logés près du Chancelier « auquel — dit l'Ordonnance précitée — sera baillé logis le plus commode et le plus prochain du Roi que faire se pourra (art. 17) ».

— On devait transmettre à bref délai l'état de situation, nominatif, des personnes logées, au Grand-prévost de l'hôtel, cet officier étant chargé de la police dans tout le territoire et le « circonvoisinage » du lieu où séjournait le Roi (art. 23).

— La foule sans cesse renouvelée des solliciteurs suivant la cour, étant un autre élément de désordre, on s'était efforcé d'y pourvoir par les dispositions suivantes qui, malheureusement, ne furent jamais observées. « Ceux qui seront mandés par devers nous, ou qui auront à poursuivre aucunes expéditions, tant envers nostre Conseil-privé, Chancellerie, qu'auprès d'aucuns Princes et seigneurs de notre suite: Deux jours après qu'ils seront arrivés, ils iront se faire inscrire au registre de la Prévosté, et poursuivront leurs expéditions, le plus diligemment qu'ils pourront. Et le mesme jour ou lendemain qu'ils seront expédiés, se retireront sans faire aucun séjour en nostre dite suite » (art. 25). Les contrevenants à cette Ordonnance — comme aussi les vagabonds et gens sans aveu — enconraient la peine du fouet (*ibid.*).

— Les gens de la cour — y compris les seigneurs les plus qualifiés et les plus grandes dames ne pouvaient prendre possession du logis, souvent bien chétif, qui leur était assigné, sans présenter « d'abordée » leur étiquette aux manants ou aux bourgeois

évincés ou contraints de partager leur demeure avec ces hôtes incommodes. « Laquelle étiquette ils bailleront et délivreront au curé ou au principal habitant du dit village, ou à l'hôte ou l'hôtesse désignée par icelle [étiquette]. Permettons de leur résister s'ils « vouloient entrer par force... et d'en advertir nostre Prévost pour être par luy procédé par la rigueur des peines du droit » (art. 28). — Les halles couvertes, la place du village où logeait le Roi, devaient toujours demeurer libres, sans qu'il fût permis à aucun marchand suivant la cour d'y dresser sa tente, à peine de confiscation de sa marchandise (art. 31). Cependant beaucoup de gens, dans les villes et les villages, s'efforçaient par quelque notable sacrifice pécuniaire de se dérober à l'obligation de recevoir les hôtes dont ils étaient menacés : On cherchait à corrompre les fourriers et même le maréchal-des-logis; ces officiers, se laissant séduire assez facilement, en étaient venus jusqu'à vendre l'exemption de logements, aux procureurs des « communautés » un peu éloignées de l'étape royale(1). Mais l'Ordonnance de 1586 vint pourvoir enfin à ce scandaleux abus. — « Défendons, tant à nos maréchaux et fourriers qu'à ceux des princes et seigneurs de notre suite... sur peine de punition corporelle, d'exiger des habitants de nos villes, fermiers et laboureurs, aucune somme de deniers pour les exempter de logis: Enjoignant au Prévost de notre hostel et aux juges ordinaires des lieux de procéder... à la punition des dites exactions..., à peine de s'en prendre à eux (art. 32). —

(1) Cela s'appelait « brûler un village », dans le jargon des gens de guerre. « La nuit au diable la garde ! brûlait le village qui vouloit; nos grands le brûloient, à la mode s'entend, c'est-à-dire qu'ils prenoient cent escus d'une paresse pour la laisser vuide... etc. » *Forneste*, vol. II, 228.

Les deux derniers articles du titre concernant les gîtes pour la cour donnent l'énumération des gens en office ayant le privilège d'être exemptés de cette lourde charge des logements. C'étaient, voyons-nous, les présidents, conseillers et autres magistrats du parlement [de Paris?], ceux de la cour des aides, puis les dignitaires et les officiers exerçant quelque charge dans la maison du Roi. D'où il faut conclure que la noblesse, les gens d'église, la magistrature provinciale n'en étaient pas plus exemptés dans toutes les provinces que ne l'étaient les simples bourgeois, les artisans et les laboureurs.

Voici maintenant, avant d'abandonner ce sujet peu connu, quelques notes d'itinéraire relatives aux fréquents déplacements de la cour de France sous les derniers Valois, et cela seulement pendant une période de onze années, soit durant les deux premières guerres civiles : — En 1559, quand survint la découverte du complot de la Renaudie, la cour qui était à Blois, s'enfuit à Amboise. — En 1562, à la nouvelle du massacre de Vassy, autre départ précipité de la cour pour Fontainebleau; puis comme on craignait de mécontenter les chefs du parti catholique, en leur témoignant de la défiance, le Roi ne tarde pas à revenir au Louvre, que pour plus de sécurité il abandonne peu après pour le château de Vincennes. — Dans la même année, et tandis qu'on assiège Rouen, la cour est à l'armée, d'où elle va séjourner à Chartres. — Après la bataille de Dreux, durant le siège d'Orléans et celui du Havre, la cour est à l'armée. — En 1564 et 1565, grand voyage de Bayonne *qui dura dix-huit mois*; la cour réside successivement dans les principales provinces du royaume, y compris celle du Languedoc, où elle demeure bloquée par les neiges, pendant dix jours, à

Carcassonne (1). — En 1567, départ précipité de la cour, qui séjournait alors à Monceaux-en-Brie, retraite de Meaux, arrivée au Louvre, de nuit et dans le plus grand désordre. (Charles IX, dit-on, ne pardonna jamais aux huguenots « cette chasse »). — En 1569, après le combat de Roche-l'Abeille, la cour est à l'armée, puis elle séjourne à Metz, pendant la bataille de Jarnac. Cependant la peste était alors dans cette ville, « La reine-mère avoit alors une fièvre pestilentielle et le charbon, [fièvre] qu'elle avoit prise en allant visiter les religions des femmes, comme il y en a beaucoup en cette ville-là, lesquelles [communautés religieuses] avoient été depuis peu infectées de cette contagion (2) ».

TITRE XXVIII

Du paiement des hôtes à la suite de la cour.

Le logement du personnel de la cour était entièrement gratuit; c'était un privilège royal, mais la subsistance des hôtes imposés par fourriers était censée à leur charge, et déjà en 1546 François 1^{er} avait rendu une Ordonnance pour mettre un terme aux exactions qui accablaient partout les malheureux habitants d'un lieu où séjournait la cour: — Il était défendu « à tous seigneurs, gentilshommes, officiers, archers des gardes, comme aussi aux serviteurs, palefreniers,

(1) « Durant le rude hiver qui suivit « la courte année » (abrégée de trois mois par l'édit de Roussillon, ordonnant que l'an 1565 commença le 1^{er} janvier) le cours des rivières demeura, deux mois entiers, glacé à porter le charroy..... et plusieurs voyageurs virent tomber leur nez et leurs oreilles ». Mézeray, III, 136.

(2) *Mémoire de la reine Marguerite* p. 43.

charretiers et muletiers suivant la cour », de partir d'un logis sans payer leurs hôtes conformément à un tarif dont il sera parlé plus loin, et il était défendu non moins expressément lorsque les vivres manquaient dans une pauvre demeure, de contraindre le manant « d'en aller chercher hors de sa maison, à moins qu'on ne lui baille argent pour ce faire ». Mais il n'y a nulle apparence que les nombreux officiers subalternes et les serviteurs précités aient jamais fait de semblables débours, bien qu'ils fussent menacés dans le cas contraire — les maîtres: d'être privés de leur office, — et les valets: d'être fustigés, marqués de la fleur-de-lys, et envoyés aux galères. (1) — « Et quant à la despense des chevaux..... elle se payera de huit jours en huit jours » (art. 3). — A défaut de ce paiement régulier le Prévost de l'hôtel pouvait saisir les gages des officiers de la cour, entre les mains des trésoriers; il devait suffire en pareil cas de porter plainte à ce chef de la police royale. Mais qui se fût hasardé à le faire: à moins de vouloir encourir la chance, à peu près certaine, de mourir sous les coups de bâton? — Il était défendu aux gens de la cour, de s'emparer du blé froment, soit en grain, soit en gerbes, destiné au ménage de leur hôte, pour en nourrir leurs chevaux(!) « encore qu'il n'y ait pas d'avoine au dit logis » (art. 5) — « Ordonnons qu'aucun des archers de nos gardes — ou a vu précédemment qu'ils étaient aux moins six cents — ne pourra avoir plus de deux chevaux et deux serviteurs(2) ni entretenir aucun chien, oiseau, ni femme débauchée (art. 6). Ces dernières — fustigées, fleurdelisées,

(1) Une nouvelle Ordonnance donnée par Charles IX en 1570, remplace la pénalité des galères, par celle de l'estrapade qui avait le mérite d'être plus expéditive.

(2) Goujats.

tondues, puis « déchassées » par les archers du Prévost, avec menace de leur couper le nez en cas de récidive — n'en suivaient pas moins la cour, en très grand nombre, et ce serait (je crois pouvoir l'affirmer) ne rien connaître aux mœurs du XVI^m siècle que de mettre ce fait en doute. « Pour obvier aux abus qui se commettent à notre suite par ceux qui désirent se loger le plus loing qu'ils peuvent, pour n'estre recherchés de leur vie et [de leur] paiement : enjoignons aux maréchaux et fourriers-des-logis de ne loger aucun plus loing de nostre logis *que de cinq ou six lieues* (!) sur peine de privation de leur estat » (art. 7) — Ainsi, soit en voyage soit en séjour dans les provinces, la cour occupait au moins un territoire de cinq lieues carrées, lorsque ses douze ou quinze cents titulaires étaient dispersés « à la gîte ». Quel semblant de police pouvait être exercé par la prévôté même à l'époque du trop fameux Lugoli — dans des conditions aussi défavorables au bon ordre ? La licence des mœurs, les dépredations, les plus insignes voleries, étaient partout au bénéfice de l'impunité, et même les trésoriers de l'Epargne et tous les officiers-payeurs, voulant avoir leur part à la curée, nous voyons qu'ils faisaient composer les malheureux fournisseurs venant présenter « leurs parcelles » afin d'être remboursés des avances faites par eux aux commensaux de la maison du Roi. — « Et parce que les argentiers qui ont charge, tant de la dépense de bouche que des écuries des princes et seigneurs de notre suite, composent le plus souvent de la dite dépense à leur volonté, contre le vouloir et intentions de leurs maîtres : Ordonnons qu'au défont que les argentiers feront de payer la diete des-pense, ils y seront contraints réalement et de fait, par prison et autres voyes de justice ». On le voit, il ne s'agissait plus pour le chétif villageois spolié que de se porter partie civile

et criminelle, devant son juge ordinaire, contre messieurs les trésoriers du Roi !

Le dernier article de ce titre fait allusion à un autre abus non moins violent : les exactions de ceux qui, se disant pourvoyeurs du roi, des reines, ou des princes, venaient tout mettre en réquisition et dévalisaient le paysan plusieurs jours avant l'arrivée ou le passage du train royal. — « Défendons à tous sommeliers et pourvoyeurs, tant nostres que autres, d'enlever aucuns bleds, vins ni autres vivres sur nos subjects, sans payer comptant ce qu'ils enlèveront. » (art. 11). — Voici comment, du temps de Henri IV, cette défense était observée : « Le samedi 16 de ce mois [août 1603], le Roi partit de Paris pour aller en Normandie... Passant Sa Majesté vers Mantes, il rencontra des vivandiers, lesquels il vouloit faire emprisonner, et bien leur prit qu'à l'heure ne se trouvèrent point d'archers près de sa personne. La cause estoit qu'ils alloient enlever toutes les poules-d'Inde des villages, sans payer, disant « que c'étoit pour la reine », [ce] dont on avoit fait plainte au Roi, lequel avoit répondu... « que c'étoient des larrons, et qu'il les falloit chastier ». (1) L'intention était excellente, assurément, mais combien d'autres vivandiers n'avaient pas la malechance de rencontrer le roi ! et couraient impunément la poule dans les villages « sous couleur qu'ils pourvoyaient au bouillon de la reine ? »

(1) *Journal du regne de Henri IV.*

TITRE XXIX

Du taux des vivres et autres articles de Police qui se doivent garder à la suite de la cour.

Deux jours avant le départ de la cour de sa résidence, le Grand-prévôt devait se rendre dans la localité désignée pour le prochain logis du Roi, « et y étant : appellera avec lui les officiers qui ont commission de la police, et quatre ou cinq des principaux bourgeois ou marchands du dit lieu, et s'informerà avec eux du prix du pain, vin, mouton, veau, bœuf, porc, foin, paille, avoine, bois, chandelles, et autres choses nécessaires, et combien elles ont été vendues les quatre derniers marchés ». Ceci étant fait, le Grand-prévôt établissait une moyenne et taxait toutes les denrées précitées. Ce tarif était aussitôt publié à son de trompe dans tous les carrefours de la localité et dans sa banlieue, avec défense aux vendeurs d'exiger un plus haut prix, à peine de confiscation de la marchandise, et d'amende arbitraire. (art. 1^{er}). — Si la cour prolongeait son séjour dans une ville et que les ressources alimentaires y fussent épuisées, (ce qui devait survenir fréquemment) le Grand-prévôt, suivi de ses archers, devait courir la campagne « *ès lieux plus prochains auxquels il pourra trouver vivres, et les faire amener au lieu où résidait le Roi, et pour ce faire il contiendra ceux qui ont les dits vivres par toutes voies dues et raisonnables.* » (art. 2). »

Malgré ces mesures violentes prises pour approvisionner la cour de subsistances, on n'y était jamais certain de trouver quotidiennement le nécessaire dans un lieu de séjour, tant les malheureuses provinces étaient « mangées » à la suite

du fréquent passage des gens de guerre. « En Languedoc — écrit le maréchal de Montluc (1) — durant les premiers troubles, tout le monde y estoit cuidé mourir de faim, comme monsieur le Chancelier même le disoit : et qu'il avoit demeuré trois jours que son maître-d'hostel ne lui donna en ces trois jours qu'une polaille ». Quant aux paysans dépossédés de leurs denrées, si quelqu'un d'entre eux prétendait avoir à se plaindre de la violence qui lui était faite par les archers, c'est encore au Grand-Prévôt qu'il devait recourir pour obtenir justice de ses subordonnés ! (art. 3).

Les articles qui suivent défendent les accaparements et la revente des comestibles sur le marché, ils interdisent aux rôtisseurs et cabaretiers, dans les lieux où séjourne la cour, de faire cuire d'autres viandes que celles de boucherie ; à peine du fouet, tant pour eux que pour les consommateurs, les volailles et « polailles », ainsi que le gibier, étant expressément réservés pour les tables de la cour (art. 14 et art. 16). Cependant il fallait bien se procurer des poules pour le service de la fauconnerie, et les officiers de cette chasse étaient autorisés à en acheter pour repaître les oiseaux du Roi, mais non pour eux-mêmes. Ces poules devaient être payées deux sols six deniers la pièce lorsqu'elles étaient prises au nom de Sa Majesté (2) (art. 22) et les rapaces de la fauconnerie devaient en faire une étrange consommation, car le Grand-Fauconnier « a bien trois cents oiseaux sous lui — nous apprend le père Anselme (3) et peut le dit Grand-Fauconnier aller voler par tout le royaume de France,

(1) *Commentaires* I, 696.

(2) C'était encore un privilège, car on voit dans le même article que les Fauconniers des princes devaient traiter de gré à gré avec le vendeur.

(3) *Histoire... des Grands officiers de la couronne.*

où bon lui semble. » — Les vagabonds, les filles de mauvaise vie avaient ordre de s'éloigner, dans les vingt-quatre heures, du lieu où séjournait le Roi et du territoire où la cour était dispersée; le Lieutenant et les archers du Prévôt étaient chargés de cette police difficile (art. 25). Le Grand-Prévôt avait la charge de faire nettoyer les rues de la résidence royale, dès son arrivée « chacun au devant de sa maison »; quant aux places publiques, elles devaient être nettoyées par les soins des procureurs de la communauté, à peine de la prison contre les récalcitrants (art. 27). Mais on voit, par le dernier article de ce Titre, qu'on ne prenait pas trop au sérieux ces menaces de châtimens correctionnels pour les infracteurs des réglemens de police: « Et pour ce que, lorsque nostre dict Prévost... a voulu procéder contre les infracteurs d'icelles Ordonnances, les juges qu'il a appelés au jugement des procès, ont toujours estimé que les susdits commandemens et défenses n'étoient que comminatoires, et partant les dits cas sont demeurés impunis: Ordonnons qu'il soit par nostre dict Prévost ou son Lieutenant procédé contre les désobéissans..... sans qu'ils (les juges) puissent prétendre nos dictes Ordonnances être comminatoires, ni autrement les interpréter, modérer, ni tempérer les peines en quelque manière que ce soit ».

Cette déclaration du Roi Charles IX (décembre 1570) rappelant que la pénalité en matière correctionnelle doit être prise au sérieux par le Juge est, à mon avis, une des grandes curiosités du code Henri III, qui en renferme cependant un si grand nombre d'autres.

TITRE XXX

Des marchands suivant la cour.

On peut facilement conjecturer, par tout ce qui précède, que le nombreux personnel de la cour de France se serait trouvé bien vite dans le plus complet dénûment — même lorsque son déplacement était prévu et dès longtemps préparé — s'il avait dû compter seulement sur les chétives ressources des localités où il venait s'installer : même dans les endroits qui, tels que Fontainebleau, St-Germain-en-Laye, St-Maure-des-Fossés, Monceau-en-Brie ou Chénonceau, étaient les résidences ordinaires de leurs Majestés. Pour obvier à cette pénurie générale, François 1^{er} avait rendu, dès l'année 1543, une Ordonnance qui créait le service des marchands et des artisans privilégiés, suivant la cour, et cette réglementation curieuse, qui ne fut pas modifiée pendant plus de soixante ans, est assez importante pour que le texte en soit rappelé. — « Ordonnons que pour le service de nous et de notre train et suite, seront et nous suivront les marchands, gens de métier, vivandiers et proviseurs qui en suivent. Assavoir huit marchands ayant huit boutiques de draps de laine et de [draps] de soye, vingt merciers, huit chaussetiers, six pelletiers, trois fourbisseurs et vendeurs d'épées, six selliers, trois esperonniers, six cordonniers, trois lingers, douze bouchers, vingt-deux poulailliers et poissonniers, vingt-cinq taverniers tenant assiette (1) à boire et à manger, douze marchands vendant vin en gros et en détail, dix proviseurs de foin, paille et avoïne, huit verduriers,

1. Local où l'on trouve à s'asseoir.

fruitiers, vendeurs de gros bois et fagots, trois apothicaires, cinq tailleurs et contrepontiers, neuf carreleurs de souliers. Lesquels marchands... seront tenus prendre Lettres [de privilège] des Prévost de notre Hostel... etc. » (art. I).

Le nombre de ces privilégiés ne pouvait être augmenté « sans l'autorisation expresse du Roi », porte l'article suivant, et il est très probable que cette autorisation fut fréquemment accordée par les derniers Valois et par Henri IV. En effet, les besoins de la cour, à la fin du XVI^e siècle, étaient tout autres que ceux du temps « du grand Roi François » et l'on aurait peine à se représenter l'entourage brillant de Catherine de Médicis et de Henri III réduit, pendant un séjour prolongé en lieu champêtre, au service de trois lingers, de cinq tailleurs, de huit marchands de salade, et de trois apothicaires. Quoiqu'il en soit de ce personnel, on voit que les marchands suivant la cour, étaient exempts de toute imposition, de tout péage, pontonage et droit de traverse quant aux marchandises qu'ils amenaient à la résidence (art. 4), et cela seul constituait un avantage qui devait être très apprécié.

TITRE XXXII

Des chevaucheurs d'écurie.

« Ordonnons que pour le service de nous et de nos affaires, il n'y aura que six-vingts chevaucheurs ordinaires de nostre escuyrie. — *Louis XII, à Blois, 1509.* — Selon Charondas, ce service des courriers de la cour tenait lieu jadis des postes : aussi — ajoute-t-il — la plupart de ceux qui tiennent les postes s'intitulent encore chevaucheurs d'écurie. — Eux seuls avaient le droit de porter l'écusson royal sur l'épaule

gauche de leur mandille lorsqu'ils étaient en service (art. I). Quant au service de la poste aux chevaux « pour la commodité du public », on sait que la direction générale en fut exercée pendant longtemps par le fameux Brusquet qui, de valet de la garde-robe de Henri II, était devenu le fou en titre d'office des derniers Valois. Ce qui ne l'empêchait pas, lorsque la cour était à l'armée, d'exercer aussi la médecine *in anima vili*, au quartier des Suisses. En réalité ce méchant drôle, réputé pour ses insignes friponneries, n'était fou qu'à ses heures, et n'entendait que trop bien ses intérêts privés. Il s'intitulait lui-même *capitaine de cent chevaux-légers*. « Je vous laisse à penser — écrit Brantôme — le gain qu'il pouvait faire de sa poste : n'y ayant alors point de coches [publiques], ni de chevaux de relais, ni de louages que bien peu...., Brusquet prenait pour chaque cheval vingt sols [par relai] si l'homme étoit Français, et vingt-cinq s'il étoit Espagnol ou autre étranger (1). »

Les chevaucheurs d'écurie devaient être presque toujours en danger d'être arrêtés et tués, durant les guerres civiles : l'écusson royal n'était nullement, pour eux, une sauvegarde : bien au contraire ! Quant aux courriers que fournissait Brusquet « pour les affaires du Roi », ils furent accusés maintes fois, et non sans vraisemblance, de conniver avec ceux qui les dévalisaient afin d'enlever le paquet des dépêches.

(1) Brantôme. *Vie du maréchal de Strozzi*. Brusquet finit misérablement : Estant soupçonné d'être de la Religion, sa belle maison de Paris fut pillée par le populaire, aux premiers troubles. Il mourut oublié et fugitif en 1562.

TITRE XXXII

Des injures et excès qui se commettent à la suite de la cour.

Ce titre trente-deuxième, traitant spécialement des délits par voie de fait survenant à la cour, est celui dont le texte législatif a plus particulièrement besoin des commentaires de l'historien.

L'homme qui injurait autrui de paroles infamantes, au logis du Roi, devait être arrêté et constitué prisonnier. Le roi nommait des commissaires, qui informaient de cet excès, et jugeaient sans appel. La peine devait être le bannissement de la cour, pour un temps limité, tout au moins le coupable était-il contraint de donner une satisfaction publique à la personne injuriée(1). — On peut juger par l'anecdote suivante comment Henri III, bien qu'il fût beaucoup moins brutal que son prédécesseur, donnait à son entourage l'exemple du respect des convenances qu'il prétendait régler : « Le sixième mars (1584) — écrit P^{re} de l'Estoile — le Roy estant au conseil [privé] en son chasteau du Louvre, entra en grande colère contre le chevalier de Sèves, Grand-Prieur de Champagne, jusques lui donner des coups de pied et de poing, pour ce que..... il avoit dit à Milon..... Premier intendant des finances : *qu'il estoit un larron et assassin du peuple de France.....* etc. ». Il fallut ôter des mains du Roi le conseiller coupable d'avoir dit sans détour la vérité, les témoins, embarrassés de cette scène scandaleuse, remou-

(1) Voir *Ordonnance de Henri III*, Paris, janvier 1576.

(2) *Journal du règne de Henri III*, p. 80.

trant à sa Majesté « qu'il n'étoit séant à un grand prince comme lui d'user de main-mise à l'endroit d'un sien sujet, dont il pouvait toujours faire chastier les témérités par la voie de la justice(1) ». — Celui qui donnait un démenti, fût-ce même pour repousser une injure, était aussi jugé par commissaires et puni arbitrairement (art. 2). Si le démenti était donné « de gaité de cœur » (sans provocation), le coupable devait en faire amende honorable « avec telle satisfaction à celui qu'il aura démenti que le Roi en ordonnerait » (art. 3). Si le délit était commis dans la chambre du Roi, dans celle des Reines, ou dans le logis des Enfants de France, *le coupable devait être puni de mort* (art. 4). Mais cette législation, d'une sévérité outrée, ne fut certainement jamais observée — il est à peine besoin de le dire — et l'article suivant ne le fut pas davantage. « Celui qui frappera quelqu'un dans nostre dict logis *aura le poing coupé*, et celui qui mettra la main aux armes..... sera puni de mort » (art. 5).

Il n'en faut pas moins reconnaître que nombre de querelles éclataient en ce temps-là, dans les rangs de la noblesse, pour la moindre assertion contradictoire, même présentée sous la forme la plus courtoise, et qu'un homme d'épée était alors « si chatouilleux de la pointe » que cette assertion devait être prise, selon lui, pour un démenti. La querelle fameuse du sieur de Rosni (Maximilien de Béthunes) avec le comte de Soissons en 1603, est un des plus curieux exemples des prétentions exagérées des gentilshommes de ce temps là, et particulièrement des grands seigneurs, d'être toujours crus sans nulle réserve, sur leur simple affirmation et même sur leur ouï-dire : Le surintendant des finances, qui n'était pas encore duc de Sully, avait, paraît-il, offensé par sa

(1) *Ibid.*

rigidité puritaine le comte de Soissons, fort grand dissipateur et l'un des plus insatiables solliciteurs à la charge du trésor royal, en qualité de prince du sang. On avait envenimé certaines paroles imprudentes échappées peut-être au surintendant, devant quelques courtisans charmés d'avoir l'occasion de le desservir; et malgré l'intervention de Henri IV, qui se montrait désireux d'assoupir cette affaire, le mécontentement du comte était demeuré si vif et si bruyant que les dénégations et les explications justificatives de Rosni furent prises par lui pour un démenti : Le prétendu offensé offrant toujours de soutenir par la voie des armes l'exactitude du rapport qui lui avait été fait, disait-il. « par gens d'honneur et de haute considération ».

Cependant il voulut bien enfin se soumettre à la volonté du maître et agréer, au moins en apparence, la justification qui lui était humblement présentée. Mais son ressentiment fut tel que sept ans après cet incident, qui paraissait oublié, l'assassinat de Henri IV (9 mai 1610) privant le duc de Sully de la haute protection qu'il avait eue, il fallut encore « qu'il allât trouver monseigneur de Soissons et qu'après de grandes excuses et basses soumissions il le suppliât de lui pardonner sa faute » (1), dont cette fois et pour n'être pas taxé du « démentir » le coupable — qu'on voudrait voir ici moins rampant — ne se hasarda pas davantage à contester l'énormité !

Celui qui, le premier, offensait quelqu'un de la cour par voies de fait (sans toutefois que mort s'en suivît) devait tenir prison close pour un mois ou plus, au gré du Roi. Si le fait était survenu « par supercherie » — ce qui devait signifier le guet-à-pens — le coupable devait avoir le poing coupé et

(1) *Journal du règne de Henri IV*, vol. I. 257 et II. 149.

faire amende honorable (art. 8). Celui qui, étant agresseur, commettait un meurtre prémédité, dans la localité où résidait le Roi, « devait perdre la vie, sans espérance de rémission ». — Si la préméditation n'était pas établie « à cause des injures précédentes » la peine devait être moins rigoureuse : le Roi se réservant de la déterminer (art. 9).

Mais ces sévérités de la législation criminelle, sous le règne des derniers Valois, ne sauraient faire oublier le meurtre du jeune Lignerolles qui — pour avoir mal à propos donné à entendre à Charles IX qu'il avait connaissance de ses projets, peu de semaines avant la St-Barthélemy — fut assassiné par ordre de ce prince, dans une prétendue partie de chasse, le vicomte de la Guerche et le comte allemand Charles de Mansfeld s'étant mis « bravement » deux contre un pour expédier leur adversaire, avant qu'on vint les séparer (1). On ne saurait davantage oublier qu'en 1574, la cour étant à St-Germain, le duc Henri de Guise mit l'épée à la main et poursuivit, jusque dans l'escalier conduisant chez le Roi, Scévola de Ventabren, son domestique congédié, que le duc voulait tuer pour avoir eu l'audace de reparaitre devant lui (2).

En 1575, Bussy d'Amboise, favori du duc d'Alençon, sortant du coucher de son maître, et accompagné seulement d'une vingtaine de gentilshommes, fut chargé à quelques pas du Louvre par Du Gast, mestre-de-camp du régiment des gardes. Celui-ci, agissant très probablement par ordre exprès de Henri III, n'avait pas réuni moins de deux cents hommes pour cette « partie ». Tous ces spadassins, groupés dans cinq ou six embuscades très rapprochées, *étaient de la garde du Roi* (!). Tandis qu'an cliquetis des estocades, aux

(1) Davilla, I, 161.

(2) de Thou V, 32.

cris d'alarme, tout le quartier du Louvre était mis en émoi et qu'on criait d'éteindre les torches, « l'arquebuserie fut telle, écrit la reine Marguerite, qu'elle eût suffi non pour défaire une troupe de quinze ou vingt hommes, mais pour culbuter un régiment (1). Du Gast « ne la fit pas longue », après cet exploit : dans la même année il fut assassiné « de vingt coups de poignards », à l'instigation de la reine Marguerite, par un autre spadassin fameux, le baron de Viteaux, « qui le surprit au lit, comme il lisait dans un livre » (2).

En 1577, la cour étant à Poitiers, au mois de septembre, un capitaine au régiment des gardes, le seigneur de Villequier, tua sa femme, sortant de son lit « et la poignarda, ainsi qu'une de ses demoiselles qui lui tenait un miroir et lui aidait à se pimpelocher ». — « Ce crime fut trouvé étrange, ajoute froidement le chroniqueur *Pre* de l'Estoile — non pas seulement pour être commis sur une femme enceinte, mais comme fait au logis du Roi ». Cependant la grâce qu'obtint le coupable fit croire qu'il y avait en ce meurtre un secret commandement du Roi, qui haïssait cette dame, dont il n'avait pu obtenir les faveurs (3).

En 1578, dans la soirée du 21 juillet, St-Mesgrin, l'un des mignons fraisés du Roi, sortant du Louvre fut aussi « chargé de coups de pistolet, d'espée, et de contelas par vingt ou trente hommes inconnus qui le laissèrent sur le pavé pour mort, comme aussi mourut-il le jour ensuivant, et fut merveille comme il put tant vivre estant atteint de trente-quatre ou trente-cinq coups mortels ». Ce fait s'était passé, à l'en-

(1) *Mémoires de la reine Marguerite* p. 57. — On sait que l'heure de Bussy d'Amboise n'était pas encore venue : Ce ne fut qu'en 1579, que le seigneur de Montsoreau le fit assassiner.

(2) Mézeray III.

(3) *Journal du regne de Henri III* p. 25.

trée de la rue St-Honoré, à quelques cents pas du Louvre. C'était, disait-on sourdement, une vengeance maritale du duc de Guise, dont le frère Charles de Mayenne avait été reconnu parmi les assassins, et le roi de Navarre — qui cependant ne fit jamais assassiner aucun des amants de sa femme — paraît avoir assez bien résumé l'opinion populaire, s'il est vrai qu'il dit à cette occasion : « Je sais bon gré au duc de Guise, mon cousin, de n'avoir pu souffrir d'être deshonoré par St-Mesgrin..... C'est ainsi qu'il faudrait acoustrer tous les autres petits galants de cour, qui se meslent d'approcher les princesses pour leur faire l'amour » (1).

Ce langage du Béarnais devait être approuvé, il faut le reconnaître; mais que devenait — alors que se passaient tous ces meurtres — l'action répressive de l'Ordonnance que j'analyse? Elle était nulle assurément, et nulles aussi les mesures de répression contre le duel ou la rencontre assignée, mesures dont voici les dispositions principales : Il était défendu d'entrer dans le logis du roi, avec d'autres armes que l'épée et la dague, et cela « sous peine de mort » (art. 10). — Il était enjoint aux archers de la garde « d'assommer » celui qui mettrait le premier la main aux armes. En d'autres termes ces haliebardiens de service devaient frapper sans ménagement le délinquant du bois de leur pertuisane et le mettre hors de combat, mais non le frapper mortellement de leur fer à quatre pointes. — Si de part et d'autre les épées étaient tirées, « advenant qu'ils ne se voulassent séparer, [les gardes] *les assommeront tous deux, ensemble ceux qui auraient les armes au poing, et se seraient intéressés de leur querelle* » (art. 12). — Celui qui portait un cartel de défi devait perdre la vie si le duel avait lieu; dans

(1) *Journal du regne de Henri III*, p. 31.

le cas contraire cet agent du provocateur n'en était pas moins passible de six mois de prison et de trois ans de bannissement du royaume (art. 13). Mais dans cette cour des derniers Valois « où — selon Brantôme — beaucoup de gens qui s'embrassaient se fussent volontiers entremangés », on avait une façon plus discrète que l'envoi d'un cartel pour engager une affaire d'honneur : Il suffisait, voyons-nous, de tirer doucement par la cape son adversaire, fût-ce dans la chapelle et pendant l'office, fût-ce dans la salle où l'on donnait le bal ou la comédie — « Le mesme duc de Guise..... alla tirer le dit sieur de Montmorency par la cape (les gentilshommes savent ce que cela vent dire), lequel aussitôt se leva sans mot dire, ni en parler à personne, sortit hors du château, et le suivit jusques au lieu attiré(1) ». On se battait — à Paris, sous le règne des derniers Valois — au Pré-aux-Clercs ou dans l'île Louviers; sous Henri IV, derrière le mur d'enclos des Chartreux, au faubourg de St-Michel, ou hors de la porte de Bussy, et aussi hors de la porte St-Honoré. Plus tard on se battit à la place Royale. L'homme blessé avait toujours beaucoup de chance d'être mis à mort de sang-froid par son adversaire aidé de ceux qui le secondaient ; car dans ces combats de deux contre deux, de trois contre trois, les raffinés d'honneur estimaient que c'était le fait d'un grand sot de ne pas s'aider de tous ses avantages(2). — Il était défendu « à tous gentilshommes et autres de se partialiser », c'est-à-dire de prendre parti pour l'un ou pour l'autre de ceux qui étaient en querelle. Ils ne pouvaient • les aller trouver en leur logis pour s'y offrir,

(1) *La légende du cardinal de Lorraine*, dans les mémoires de Condé, VI, p. 17.

(2) J'ai déjà traité ce sujet à l'occasion des homicides, dans la première partie de cette étude, p. 49.

d'autant que c'est ainsi que surviennent les rassemblements séditieux. » La peine des contrevenants devait être de quinze jours de prison domestique et trois mois de bannissement de la cour (art. 14). — Si aucun des seigneurs hantant la cour avait quelque vieille querelle, il lui était défendu ainsi qu'à son adversaire « de se rien demander », et nul ne devait sous prétexte d'assurance défensive se faire accompagner dans le logis du Roi par plus d'un gentilhomme, un page et un laquais (art. 15).

Mais ce serait se méprendre étrangement de croire que ces prescriptions de l'ordonnance de 1576 aient jamais été observées à la cour, vers la fin du XVI^e siècle. La disposition de la noblesse « à prendre parti » dans toutes les querelles était au contraire devenue une véritable passion, dès les premières guerres civiles. Aucun incident hostile, aucune altercation ne survenait dans la résidence royale sans qu'on en vînt aussitôt à se mesurer, à se grouper par troupes armées, prêtes à se charger l'une l'autre au premier signal. Ce belliqueux entourage des grands seigneurs et des favoris était pour eux l'occasion de se faire redouter, tout autant qu'il leur donnait un gage de sécurité. Quant aux simples gentilshommes, c'était la plus sûre manière de s'introduire auprès des grands, et de gagner la faveur de celui auquel ils s'étaient donnés.

Dès le temps de François II, les princes de la maison de Lorraine ne marchaient plus dans Paris sans une très nombreuse escorte de gentilshommes qui les suivaient jusques dans les salles du Louvre; d'autres grands seigneurs catholiques, Montmorency, Nevers, Montpensier, etc., ne tardèrent pas à les imiter, et bientôt les chefs du parti protestant suivirent cet exemple. En 1562 — peu de jours après le massacre de Vassy — le prince de Condé qui revenait « avec

quatre cents chevaux » de la maison du Patriarche, où il avait été ouïr le prêche, rencontra, dans la rue St-Jacques, le duc François de Guise si bien escorté lui aussi « que la crainte qu'ils enrent l'un de l'autre fit qu'ils se contentèrent de se saluer » (1). Sous le règne de Charles IX, la jactance, ou comme on disait alors « la pialfe » engagea les favoris du Roi, des reines, et des princes de la famille royale, à avoir aussi « leurs ordinaires » : Le maréchal de Retz, Strozzi, Bellegarde, François d'O, étaient toujours bien escortés; mais ce fut sous le règne troublé de Henri III, que ces « partialités » menaçantes se manifestèrent avec la plus extraordinaire licence. — En 1575, le Roi ayant commandé à Du Gast son favori, dont il commençait à se lasser, de venir au Louvre « pour l'accommoder avec St-Phale, sur une querelle qu'ils avaient pour une dame, le vit entrer superbement dans la cour du palais avec trois ou quatre cents gentilshommes et demanda : quel roi c'était qu'il voyait venir ? » (2) — En 1588, le 10 mai, avant-veille de la « journée des Barriades », le duc Henri de Guise, — entré furtivement le jour précédent dans Paris, lui septième — vit accourir à son hôtel, plus de quatre cents gentilshommes » (3).

Quant à la défense « de se rien demander pour de vieilles querelles », elle fut toujours aussi peu respectée à la cour des Valois que toutes les précédentes, tant la *vendetta* était au contraire dans le droit coutumier pour tous ceux qui portaient une épée. Les rencontres ménagées « à l'avantage » (ce qui ressemblait beaucoup à un guet-à-pens) étaient le plus souvent approuvées par les courtisans; et même les

(1) Mezeray, III, 74.

(2) *Ibid.*, p. 384.

(3) *Ibid.*, p. 683.

raffinés d'honneur, que d'Aubigné nous fait connaître (1). les Ballagny, les Bussy, les Villemore, les Pompignan, ne craignaient pas d'y avoir recours, lorsque le duel assigné n'était pas possible. -- En 1583 (7 août) l'assassin de Du Gast, ce sieur de Vittaud, qui précédemment avait fait assassiner Antoine d'Allègre — en plein jour, à coup d'arquebuse, et devant l'hôtel de Nevers — fut tué à Paris par Yvès d'Allègre, le fils de sa victime, *diez ans après son crime*. Dans le même temps Montrevel « le tueur du Roi » qui en 1569 avait assassiné le sieur de Mouy, son bienfaiteur, fut de même assassiné — en pleine rue St-Honoré, et à deux heures après midi, écrit P^{re} de l'Estoile — par le fils de sa victime, *quatorze ans après le meurtre du père* (2).

TITRE XXXIII^{me} ET DERNIER.

Du Prévost de l'hostel et de sa juridiction.

D'après tout ce qui précède, on peut se demander ce qui restait, en fait, de la juridiction du Grand-Prévost quant à la répression des délits et des crimes commis dans le logis du Roi, ou dans le lieu où il faisait sa résidence? La réponse ne saurait être précise, mais il est infiniment probable (tant de gens à la cour y jouissaient de l'impunité) que cette juridiction était très limitée. Et cela d'autant plus que « la correction et discipline domestique des officiers et serviteurs du Roi » appartenait exclusivement aux grands officiers de la couronne; chacun d'eux ayant ainsi la police correctionnelle des gens de son département (art. 3). Il n'en est pas moins très

(1) *Les Aventures de Forneste*, I, 39.

(2) *Journal du règne Henri III*, p. 71.

curieux de constater qu'il existait une cour prévôtale « suivant partout le Roi », ayant les pouvoirs les plus étendus — y compris celui de faire subir la torture préventive et de sentencier à la mort « ou à d'autres peines capitales et corporelles ». Cette cour composée de sept juges, « dont les quatre sont maîtres-des-requêtes, et les trois : Lieutenant de la Prévôté, Sénéchaux ou Conseillers présidicaux », ne pouvait être récusée, *même par les ecclésiastiques*. Elle jugeait sans appel pour les affaires criminelles : le Conseil privé (et non le parlement) ayant seulement l'évocation en appel des affaires civiles (art. 1^{er}). Ordonnances de 1522, 1546, 1570 et 1580. — Cette justice exceptionnelle a-t-elle jamais été exercée à toute rigueur, telle que le comportent les Ordonnances des quatre derniers Valois ? C'est ce qu'il est bien difficile de reconnaître, et je me borne à constater que je n'en ai su retrouver aucun exemple convaincant, au cours de mes recherches historiques.

Pour compléter cette dissertation sur le dix-huitième Livre du Code Henri III, touchant la police de la cour de France, je transcris maintenant *in extenso* les instructions de Catherine de Médicis, présentées par elle sous la forme d'une épître familière au jeune roi Charles IX, sortant de minorité. Cette pièce intéressante, dont j'ai parlé ci-devant, se trouve dans le grand recueil de documents historiques, connu sous le nom de *Mémoires de Condé*.

• Monsieur mon fils :

« Vous ayant déjà envoyé ce que j'ai pensé vous satisfaire....., il m'a semblé qu'il restoit encore ce que j'estime aussi nécessaire pour vous faire obéir en tout votre Royaume et recognoistre combien désirez le revoir en l'estat auquel

il a esté par le passé, durant les régnés des Rois, messeigneurs vos père et grand-père..... Cela sera un exemple par tout votre Royaume, et une connoissance à chascun du désir et volonté qu'avez de remettre toutes choses selon Dieu et la raison. Et afin que en effet cela soit cogneu d'un chascun je desirerois que vous prissiez une heure certaine de vous lever et, pour contenter votre noblesse, faire comme faisoit le feu Roi vostre père ; car quand il prenoit sa chemise, et que les habillements entroient, tous les princes, seigneurs, capitaines, chevaliers de l'Ordre, gentilshommes de la chambre, maistres d'hôtel, gentilshommes servants entroient lors, et il parloit à eux, et [ils] le voyaient : ce qui les contentoit beaucoup. Cela fait, il s'en alloit à ses affaires [du gouvernement], et tous sortoient hormis ceux qui en estoient (1), et les quatre secrétaires. Si faisiez de mesme cela les contenteroit fort, pour estre chose accoutumée de tout temps aux Rois vos père et grand-père. Et après cela [il conviendrait] que vous donnassiez une heure ou deux à ouïr les dépesches et affaires qui sans vostre présence ne se peuvent dépescher, et ne passer dix heures pour aller à la Messe, comme on avoit accoutumé [de voir faire] aux Rois vostre père et grand-père. [Il conviendrait aussi] que tous les princes et seigneurs vous accompagnassent et non comme je vous y vois aller que n'avez que vos archers (2). Et après le sortir de la Messe [conviendrait] disner, s'il est tard (3), ou sinon vous promener pour vostre santé et ne

(1) Ceux qui faisaient partie du Conseil privé.

(2) Les gardes écossais gardent le chœur et les entrées, le Roi étant à l'église. Daniel : *Histoire de la milice françoise*, II, 95.

(3) S'il est plus de onze heures, car c'était alors l'heure de ce repas. Cet usage est encore suivi aujourd'hui dans les campagnes.

passiez onze heures que vous disniez. — Après disner, pour le moins deux fois par semaine [il faudroit] donner audience, qui est une chose qui contente infiniment vos sujets, et après : vous retirer et venir chez moy ou chez la reine (1), afin que l'on cognoisse une façon de cour, chose qui plaît infiniment aux François..... et ayant demeuré une demi-heure ou une heure en public dans la compagnie des dames, [il seroit bon] vous retirer ou en vostre étude, ou en [lieu] privé, où vous semblera bon, et sur les trois heures après-midi vous alliez vous promener à pied ou à cheval, afin de vous monstret et contenter la noblesse, et passer vostre temps avec cette jeunesse à quelque exercice honneste, sinon tous les jours au moins deux ou trois fois la semaine. Cela les contentera tous beaucoup, l'ayant ainsi accoutumé du temps du Roi vostre père, qui les aimait infiniment [ces exercices]. Après cela [il faudroit] souper avec votre famille (2), et l'après-souper — deux fois la semaine — tenir la salle du bal ; car j'ai ouï dire au Roi vostre grand-père, qu'il falloit deux jours pour vivre en repos avec les François (3) et que pour qu'ils aymassent le Roy [il falloit] les tenir joyeux, et les occuper à quelque exercice. Pour cet effet, souvent il falloit combattre à cheval, et à pied, comme à la lance..... car les François ont tant accoutumé, s'il n'est pas de guerre, de s'exercer [aux armes] que qui ne leur fait faire, ils s'employent à d'autres choses plus dangereuses. Pour cet effet, au temps passé, les garnisons de gensd'armes étoient par les provinces où

(1) Sous entendu : lorsque vous aurez contracté une alliance matrimoniale.

(2) On soupaît au XVI^{me} siècle, un peu après le soleil couché.

(3) Soit : qu'il falloit deux jours de fête pour contenter les courtisans.

la noblesse d'alentour s'exerçoit à courre la bague, ou tout autre exercice honneste, et, outre qu'ils servoient pour la seureté du pays, ils contenoient leurs esprits de pis faire. Or, pour retourner à la police de la cour, du temps du Roi vostre grand-père, il n'y eût homme si hardy d'oser dire dans sa cour injure à un autre : car s'il eust esté ouï, il eust esté mené au Prévost de l'hostel. Les capitaines des gardes se promenoient ordinairement par les salles et dans la cour [du château], quand l'après-disner le Roi estoit retiré en sa chambre, ou chez la Reine, ou chez les dames (1). Les archers se tenoient ordinairement aux salles, [et] parmi les degrez, et dans la cour, pour empescher que les pages et laquais ne jouassent et tinsent les brelans qu'ils tiennent ordinairement dans le chasteau où vous êtes logé, avec blasphèmes et jurements (chose exécrable!), et devriez renouveler les anciennes Ordonnances et les vostres même, afin que chascun s'en abstienne. Aussi les Suisses (2) se prome-

(1) Soit : dans la salle de réunion des dames du palais et des filles de la chambre de la reine. Catherine de Médicis venait fréquemment prendre séance dans cette assemblée féminine, et y passait le temps « à besogner après ses ouvrages de soye où elle estoit tant parfaite qu'il estoit possible ». Brantôme. *Dames illustres* p. 49.

(2) Il s'agit ici des *Cent-Suisses*, mais non des Suisses faisant partie des régiments capitulés tels que celui de Gallati, qui fit des merveilles à la bataille d'Arques : ceux-ci ne devinrent régiment des gardes qu'en 1616 — voir *Journal de Bassompierre* p. 361. Quant aux *Cent-Suisses*, ce corps d'élite créé par Charles VIII en 1496 était une garde domestique : ceux qui en faisaient partie portaient la livrée royale, comme les gardes françaises : ceux qui étaient de service conchaient dans la salle des gardes. Lorsque le roi allait à pied, le capitaine des Cent-Suisses mar-

noient ordinairement dans la cour, et le Prévost de l'hostel avec ses archers dans la bassecour, et parmi les cabarets et lieux publics [des environs], pour voir ce qui s'y faisoit, empescher les choses mauvaises, et pour punir ceux qui avoient délinqués. Sa personne et ses archers (sans haliebardes) entroient dans la cour du chasteau, pour voir s'il y avoit rien à faire, et lui, montoit en haut pour se monstrier au Roy et scavoir s'il lui vouloit rien commander. — Aussy les portiers ne laissoient entrer personne dans la cour du chasteau, si ce n'estoit les enfans du Roy, les frères et sœurs [du Roy], en coche, à cheval ou en litière. Les princes et princesses descendoient devant la porte. — Tous les soirs, depuis que la nuict venoit, le Grand-Maistre avoit commandé au Maître-d'Hostel de faire allumer des flambeaux par toutes les salles et passages, et aux quatre coins de la cour et sur les degrez, des fallots. Jamais la porte du chasteau n'estoit ouverte que le Roy ne fût esveillè, et n'y entroit ni sortoit personne — quel qu'il fût. Comme aussi au soir, dès que le Roy estoit couché, on fermoit les portes, et mettoit-on les clés sous le chevet de son liet (1). — Au matin quand on

chait devant lui, et le capitaine des gardes françaises de service derrière lui. Lorsque Sa Majesté allait dans son coche par la ville, la compagnie des Cent-Suisses marchait en deux files tambours battant « à commencer depuis les petites roues du carrosse », et le capitaine cheminait à cheval entre les deux files proches du carrosse. — Daniel *Histoire de la milice française*, II, 220. — Ces précautions minutieuses n'empêchèrent pas Henri IV d'être assassiné ! — Le capitaine-colonel des *Cent-Suisses*, était toujours « un naturel françois » : ce fut, sous François II et Charles IX, le maréchal de Fleurange — sous Henri III Robert de la Marek — sous Henri IV (1598) le duc de Bouillon.

(1) Cela n'existait plus déjà sous Henri II. Le Grand-Maitre ayant dès lors le privilège de garder les clés du logis du Roi, pendant la nuit. Voir Brantôme, *Dames illustres* p. 56.

allait couvrir (1) pour son disner [ou le soir pour son] souper, le gentilhomme qui tranchoit devant lui, alloit quérir le couvert et portait en sa main la nef (2) et les couteaux desquels il devoit trancher. Devant lui [marchoit] l'huissier de la salle, et après : les officiers [servants] pour couvrir; comme aussi quand on alloit à la viande (3), le Maistre d'Hostel y alloit en personne, et [aussi] le pannetier. Après eux c'étoient enfants d'honneur et pages, sans valetaille n'y autres que l'écuyer de cuisine, et cela estoit plus seur et plus honorable. — Aussy l'après-disnée et l'après-soupée, quand le Roy demandoit sa collatioⁿ, un gentilhomme de la Chambre l'alloit quérir, et s'il n'y en avoit point (4), un gentilhomme servant qui portait en sa main la coupe et après lui venoient les officiers de la Panneterie et de l'Echansonnerie. — Aussy en la chambre du Roy n'entroit jamais personne quand on faisoit son liet, et si le Grand-Chambellan ou Premier Gentilhomme de la Chambre n'estoit à le voir faire, y assistoit un des principaux gentilshommes de la dite chambre. — Au soir, le Roy se deshabilloit en la présence de ceux qui, au matin, estoient entrés [lorsque] on portoit les habillements. Je vous ay bien voulu mettre tout cecy de la façon que je

(1) Mettre le couvert sur table.

(2) « Tout au bout de la table, y avoit un assez grand vaisseau d'argent doré et tout cizelé, fait en forme de nef, excepté qu'il avoit un pied pour le tenir sur la table » (*l'Isle des Hermaphrodites*). A la fin du XVI^{me} siècle, comme au moyen âge, la Nef du Roi renfermait les épices, le gobelet, les cuillers, les fourchettes, la serviette, ces objets enfermés étant ainsi à l'abri de l'empoisonnement. Henri III y posait son éventail et ses gants en se mettant à table.

(3) Chercher les plats à l'office.

(4) S'il ne se trouvait pas là un chambellan.

l'ay vu tenir aux Roys vostre père et grand-père..... et j'ay pensé que je ne vous pouvois donner meilleur conseil que de vous reigler comme eux.

« Monsieur mon fils. — Après vous avoir parlé de la police de la cour, et de ce qu'il faut faire pour rétablir tous ordres en vostre royaume, il me semble qu'une des choses la plus nécessaire pour vous faire aimer de vos sujets, c'est qu'ils cognoissent qu'en toutes choses avez soin d'eux : autant de ceux qui sont près de vostre personne que de ceux qui sont loing.....; ce qui me fait vous supplier que doresnavant vous n'obmettiez un seul jour (prenant l'heure à vostre commodité), que ne voyez toutes les dépesches de quelque part qu'elles viennent, et si ce sont choses que le conseil [privé] vous puisse soulager, les y envoyer, et faire un commandement au Chancelier, pour jamais : que [pour] toutes choses qui concernent les affaires de vostre estat, avant que les maistres-des-requestes entrent au conseil, il aye à donner une heure pour les dépesches, et après faire entrer les maistres-des-requêtes et suivre le conseil pour les parties (1).

(1) On a vu par tout ce qui précède que le Conseil privé n'avait pas seulement les attributions d'un Conseil d'Etat, pour l'expédition des affaires politiques, mais qu'il était aussi un tribunal suprême pour la noblesse : c'était alors le Conseil des parties. On y plaidait en appel contre les arrêts du parlement. Quant à la recommandation pressante faite au jeune roi : qu'il ait à prendre chaque jour connaissance de la correspondance pour les affaires d'Etat. Catherine de Médicis pouvait se donner en exemple, et témoigna toujours, disent ses biographes, l'assiduité la plus louable ». — Je la vis une fois, dit Brantôme...., lire dans un parchemin, comme un Rapporteur et Advocat, tout un procès-verbal..... et si il y avoit plus de dix pages..... Je la vis une fois, pour une après-disnée, escrire de sa main vingt pures lettres et longues». *Dames illustres*, p. 85.

C'est la forme que durant les Roys messeigneurs vostre père et grand-père tenoit monsieur le Connestable et ceux qui assistoient au dit conseil..... (1) — Et quand il viendra, soit de ceux qui ont charge de vous ou d'autres, des provinces, pour vous voir, [je vous recommande] prendre la peine de parler à eux, leur demander de leurs charges, et s'ils n'en ont point : du lieu d'où ils viennent. Qu'ils cognoissent que voulez scavoir ce qui se fait parmi vostre royaume, et leur faire bonne chère (2), et non pas parler une fois à eux [seulement], mais quand vous les trouverez en vostre chambre ou ailleurs, leur dire toujours quelque mot. C'est comme j'ay veu faire à vostre père et [à vostre] grand-père : jusques à leur demander (quand ils ne scavoient de quoi les entretenir) de leur mesnage, afin de parler à eux et leur faire cognoistre qu'il avoit bien agréable de les voir..... — Aussy, je vous dirai que du temps du Roy Louis douzième, votre ayeul (3), qu'il avoit une façon que je désirerois infiniment que vous voulussiez prendre C'est qu'il avoit ordinairement dans sa poche le nom de tous ceux qui avoient charge de luy, fût-ce près ou loin, grands ou petits, somme : de toutes qualités : comme aussy il avoit un autre roole où estoient escrits tous les offices, bénéfices et autres choses qu'il pouvait donner, et avoit fait commandement à un ou deux des principaux officiers en chaque province que — quelque chose qui vaquast ou vint à confiscation, aubeyne, amende et autres choses pareilles — nul ne fût averty que premièrement ceux à qui il en avoit donné la

(1) Il ressort de ce passage, qu'à défaut du Roi, c'est-à-dire le plus fréquemment, c'était le Premier Officier de la Couronne qui présidait le Conseil privé.

(2) Bon visage.

(3) Lisez : ancêtre.

charge ne l'en avertissent par lettres expresses....., et lors il prenoit son roole et regardoit selon la valeur qu'il voyoit... et, selon le roole [nominatif] qu'il avoit en sa poche, il le donnoit à qui bon lui sembloit, et lui en faisoit faire la dépesche sans qu'on en sceut rien..... Si, de fortune, quelqu'un en estoit adverty après, le luy venoit demander, il le refusoit; car jamais à ceux qui demandoient il ne donnoit, afin de leur oster la fasçon de l'importuner..... Aussi estoit-il le Roy le mieux servi — à ce que j'ai ouy dire — qui fût jamais, car ils ne recognoissoient que luy, et ne faisoit-on la cour à personne, [luy] estant le plus aimé qui fût jamais. Je prie Dieu qu'en fasciez de mesme, car tant qu'en ferez autrement, au [sujet] des placets ou autres inventions, croyez que l'on ne tiendra pas le don de vous seul : car j'en ay ouy parler où je suis ! (1) Je ne veux pas oublier à vous dire une chose que faisoit le Roy vostre grand-père qui lui conservoit toutes les provinces à sa dévotion : c'étoit qu'il avoit le nom de tous ceux qui estoient de maison [notable] dans les provinces et d'autres qui avoient autorité parmy la noblesse, le clergé des villes et du peuple, pour les contenter, [afin] qu'ils tinssent la main à ce que tout fût à sa dévotion dans les dites provinces..... Il mettoit peine d'en contenter [par chaque province] une douzaine, ou plus ou moins..... Aux uns, il donnoit des compagnies de gensd'armes, aux autres, quand il vacquoit quelque bénéfice dans le même pays, il leur en donnoit, comme aussi des capitaineries des places de la province, et des offices de judicature selon et à chascun sa qualité. Car il en vouloit de chaque sorte, qui lui fussent obligés, pour sçavoir comme toutes choses s'y

(1) Allusion discrète au pouvoir immodéré de « la Grande Sénéchale » du temps de Henri II, et à celui des princes Lorrains sous François II.

passoient... — J'ai oublié une chose qui est bien nécessaire que vous y mettiez peine..... ; c'est qu'en toutes les principales villes de vostre royaume, vous y gagniez trois ou quatre principaux bourgeois qui ont le plus de pouvoir en la ville, et les principaux marchants qui ont bon crédit parmy leurs concitoyens ; et que sous main, sans que le reste s'en aperçoive, ni puisse dire que vous rompiez leurs privilèges — vous ayez si bien gaigné [ces principaux] qu'il ne se fasse ni dise rien au corps-de-ville, ny par maisons particulières que n'en soyez adverty, et que quand ils viendront à faire leurs élections pour leurs magistrats particuliers (selon leurs privilèges), que ceux-ci par leurs amis et [leurs] pratiques fassent toujours élire ceux qui seront à vous du tout. Ce qui sera cause que jamais ville n'aura autre volonté [que la vostre] et n'aurez point de peine à vous y faire obéir..... »

Au dessous est écrit de la main de la feue Reine mère :

« Monsieur mon fils. — Vous en prendrez la franchise, de quoy je le vous envoie, et le bon chemin ; et ne trouverez mauvais que je l'aie fait écrire par Montagne (1), car c'est afin que le puissiez mieux lire : C'est comme vos prédécesseurs faisoient (2). »

Et maintenant — dirai-je en terminant l'étude que j'avais entreprise, touchant la police de la Cour des Valois — s'il est quelque lecteur désireux de connaître comment les

(1) Son secrétaire particulier.

(2) *Mémoires de Condé*, IV, p. 651.

conseils de l'astucieuse, mais aussi très intelligente Catherine de Médicis, furent mal suivis par ses enfants, qu'il interroge de Thon et Mézeray, puis qu'il lise attentivement les *Journaux* de l'Estoile, *l'Isle des Hermaphrodites*, les *Tragiques* de d'Aubigné et la *Confession du sieur de Sancy*.

Plainpalais-Genève, Octobre 1892.

DuBois-MELLY.

LE CONTRAT SOCIAL

DE J.-J. ROUSSEAU

ET

LE DROIT PUBLIC MODERNE

Par Émile GOLAY

INTRODUCTION

Notre illustre concitoyen Rousseau fut certainement l'une des plus grandes figures de ce grand XVIII^e siècle, si fécond pourtant en penseurs profonds. Ce qui caractérise surtout le puissant charmeur, c'est l'originalité de la méthode et des idées, la fraîche couleur du style, l'éloquence et l'exquise sensibilité du sentiment.

Jean-Jacques était un artiste encore plus qu'un philosophe; l'instinct du beau et du pittoresque qui se révèle dans tous ses écrits, avait été sans doute quelque peu développé par les notions d'art qu'il dût acquérir durant son apprentissage de graveur. Cet amour profond de la belle nature et des montagnes, cette ardeur passionnée pour les excursions et les voyages, n'était pas seulement le fait de notre grand rêveur; nous les retrouvons alors comme aujourd'hui chez tous les Genevois : jeunes et vieux, riches et pauvres. C'est là un sentiment vivace, qui peut procéder

peut-être de l'ardent amour de la liberté et de l'indépendance qui caractérisa de tout temps les enfants de Genève, des beautés incomparables et de la variété de nos campagnes, de la splendeur des monts, des vallées et des eaux qui les entourent.

Le goût prononcé des sciences physiques et naturelles, dans lesquelles nos compatriotes se distinguent, n'est point étranger également à cette prédisposition. Rousseau lui-même cultiva la botanique avec passion; son dictionnaire était fort apprécié : il fut le précurseur des de Candolle et des Boissier dans cette science qui a droit de cité chez nous.

En relisant les pages charmantes de la *Nouvelle Héloïse*, où l'auteur retrace, en traits si touchants, la vie rustique du Pays de Vaud, si calme et si honnête, dans la famille de Wolmar, on se prend à aimer la vertu ; on pardonne à l'aimable Julie ses quelques faiblesses, en raison de ses sentiments exquis et de son dévouement héroïque.

Il nous souvient encore que tout enfant, lorsque le peuple genevois fêtait, avec enthousiasme, son cher philosophe, nous lançions, comme chacun, notre modeste gerbe de fleurs à son image, aux sous mille fois répétés du vieux refrain populaire :

Sau, sau, sau, c'est la fête à Rousseau !

C'est la fête à Rousseau !

Tout l'univers doit la faire !...

Novateur en musique, comme en tous les domaines, bien que sa méthode chiffrée n'est point encore admise partout, malgré des qualités incontestables, Rousseau obtint un grand succès d'enthousiasme avec son *Devin du Village*. On ne saurait disconvenir qu'en littérature il fut le vrai promoteur du romantisme. Il a initié le monde, avec de Saussure,

aux merveilles de nos Alpes, dont le premier il retraça les terribles splendeurs.

Dès mon enfance cet auteur,
chantait mon ancêtre,

A fait le charme de ma vie.
En le lisant j'étais meilleur,
Je sentais mon âme attendrie.
Qui chérit depuis son berceau
Les rochers, les fleurs, la verdure,
L'amant enfin de la nature,
Doit être l'ami de Rousseau,
L'ami, l'ami de Rousseau !

Conséquent avec sa fière devise : *Vitam impendere verò*, notre vaillant philosophe sut lui rester fidèle. Sa vie entière fut, en effet, consacrée à ce qu'il crut être la vérité. Cette noble fierté, cet amour passionné de la franchise, de la liberté et de l'indépendance, qui forment le fond du caractère genevois, se retrouvent dans toute cette vie de lutte ardente, de privations et de sacrifices.

Si on comprend volontiers saint Augustin écrivant ses confessions pour l'édification des fidèles, on ne s'explique celles de Rousseau, qui ont servi de thèmes et de prétextes à tant d'attaques contre ses doctrines et contre lui, que par sa passion du vrai et de la sincérité. Les fautes, qu'on peut lui reprocher avec raison, et qu'il met lui-même en lumière, sont surtout la conséquence des poursuites, des persécutions et des misères que lui valut sa courageuse franchise.

Ce titre de citoyen de Genève, qu'il portait avec un légitime orgueil, et dont il paraît aussi le titre de ses grands ouvrages, était pour lui, comme symbole de cette patrie qu'il adorait, l'objet d'un vrai culte. Il explique, ainsi, dans la préface de la *Nouvelle Héloïse*, que par respect pour la dignité

de son pays, il ne croyait pas devoir faire figurer le nom de celle-ci en tête d'un ouvrage de cette nature. Le souvenir de sa ville natale ne le quittait jamais, malgré ses revers ; on lit dans une lettre au pasteur Vernes, datée de Montmorency, du 18 novembre 1759 : « Redevenu presque enfant, je m'attendris en rappelant les vieilles chansons de Genève. Je les chante d'une voix éteinte, et je finis par pleurer. »

Si l'on veut apprécier la valeur réelle du philosophe genevois, il faut comprendre l'ensemble de son œuvre, qui forme un tout admirablement étudié. Il faut surtout se reporter à plus de cent cinquante ans en arrière, et dans une société si profondément différente de celle au sein de laquelle nous vivons.

Il faut se représenter l'Europe, sauf peut-être l'Angleterre, la Hollande, la Suisse et la Pologne, en plein despotisme ; il faut se représenter encore le droit féodal, avec ses tristes conséquences, régnant partout, sur les populations rurales, même dans les cantons suisses et dans notre petite république ; il faut, en outre et surtout, se représenter le joug de plomb qui partout pesait sur l'homme et la pensée.

Il faut songer qu'à cette époque la plupart des nations et la France, en particulier, étaient encore placées sous un régime de fer et de sang, qui avait récemment suscité les proscriptions et les massacres des Cévennes et des Vallées Vaudoises. C'est encore vers le même temps que les Parlements de France envoyaient au supplice, sous des prétextes futilles, les malheureux Sirven, Calas et Labarre, victimes d'une législation aussi intolérante que barbare ; et que l'halluciné Damiens était écartelé pour attentat politique, sans parler des *lettres de cachet* qui attendaient les écrivains téméraires et les critiques imprudents.

Il fallait donc un certain courage, en ce temps-là, pour oser

élever la voix contre les pouvoirs établis et signaler franchement les abus, comme le fit notre philosophe.

La pensée, les sciences, l'éducation, les personnes, les peuples et jusqu'au travail étaient enveloppés et comme emmaillotés dans un réseau inextricable, paralysant tout progrès sérieux, étouffant et comprimant tout, hommes et choses, et que les efforts accumulés de générations de penseurs devaient rompre enfin, par un dernier et terrible assaut.

C'est dans de telles circonstances que le pauvre graveur genevois, presque seul au monde et n'ayant pour toute arme et pour toute ressource que son éloquente plume, osa s'attaquer à d'aussi formidables adversaires, tenta lui, pygmée chétif, d'ébranler cette colossale machine!...

Dans son *Emile ou de l'Education*, Rousseau, après s'être inspiré probablement des *Pensées sur l'Education des Enfants*, du grand philosophe anglais Locke, publiées vers la fin du siècle précédent, et sans doute aussi des observations qu'il avait recueillies à Genève, bat en brèche, avec raison, les absurdes préjugés et les déplorables habitudes qui dénaturaient l'enfance, à son époque.

Dans la *Nouvelle Héloïse*, ce sont les préjugés de famille et de naissance et les tristes pratiques matrimoniales du temps, qu'il avait sans doute en vue de combattre.

II

Le *Contrat social* ou principes de droit politique, qu'on pourrait nommer, plus volontiers, *principes de droit républicain*, développe au point de vue démocratique et genevois, les idées libérales énoncées par Locke dans son beau *Traité sur le gouvernement civil*. Bien que surfait comme valeur scientifique absolue et d'une importance révolutionnaire plus surfaite encore, le *Contrat social* fut un vrai coup de foudre dans le ciel serein des vieilles monarchies, déjà vermoulues, de droit divin. Cependant, une lecture attentive et sans prévention de cet ouvrage ainsi que de l'*Émile*, et surtout de la *Profession de foi du vicaire savoyard*, si spiritualiste, qui l'accompagne, fait difficilement comprendre les absurdes condamnations du Parlement de Paris et particulièrement du Petit Conseil de Genève, contre ces deux livres.

Ce dernier Conseil, en effet, par un arrêt du 19 juin 1762, dix jours après celui du Parlement de Paris, décrétait Rousseau de prise de corps; et, sur le préavis du Procureur Général Tronchin, condamnait le *Contrat social* et l'*Émile* à être lacérés et brûlés par la main du bourreau comme téméraires, scandaleux, impies, tendant à détruire la religion chrétienne et tous les gouvernements.

III

Si, à la rigueur, on peut excuser la condamnation de l'*Émile*, dans une monarchie absolue, on est vraiment confondu de celle du *Contrat social*, par la Seigneurie de Genève, qui n'a pu être dictée que par la passion politique.

Même en se plaçant au point de vue purement aristocratique, rien dans ce dernier ouvrage ne peut justifier, ni même motiver une pareille sentence.

Rousseau, comme le dit avec raison notre savant collègue M. Jules Vuy, dans son intéressant mémoire sur l'*Origine des idées politiques de Jean-Jacques*, appartenait à l'aristocratie de notre république, c'est-à-dire à la classe privilégiée des *citoyens de Genève*, qui constituaient la petite minorité des habitants de celle-ci. Il en était fier, avec raison, et ne s'éleva point contre la hiérarchie des classes; sa polémique avec le Procureur-Général Tronchin, dans les *Lettres de la Montagne*, a trait, plus volontiers, aux prérogatives du Conseil Général, contestées alors par la Seigneurie. Ainsi, on peut juger de l'admiration passionnée du philosophe pour les institutions de sa patrie par le passage suivant de la dédicace de son *Discours sur l'inégalité parmi les hommes* : « Plus je réfléchis, dit-il, sur votre situation civile et politique et moins je puis imaginer que la nature des choses humaines puisse en comporter une meilleure. Puisse durer pour le bonheur de ces citoyens et pour l'exemple des peuples une république si sage et si humainement constituée ». Puis : « Comment pourrai-je méditer sur l'égalité que la nature a mise entre les hommes et sur l'inégalité qu'ils ont instituée sans penser à la profonde sagesse avec laquelle l'une et l'autre, heureusement combinées dans cet Etat, concourent de la manière la plus approchante à la loi naturelle, et la plus favorable à la société, au maintien de l'ordre public et au bonheur des particuliers. »

Enfin, au Chapitre VI, livre II, du *Contrat Social*, l'auteur admet, à propos de la loi : que celle-ci « peut bien statuer, qu'il y aura des privilèges, et plusieurs classes de citoyens; assigner même les qualités qui donneront droit à ces classes ».

On peut juger de la modération des opinions politiques de Rousseau et de son esprit d'équité par la définition suivante, qu'il donne de la meilleure forme de gouvernement, au chapitre VI livre II du même ouvrage :

« Si, dans différents Etats, le nombre des magistrats suprêmes doit être en raison inverse de celui des citoyens, il s'ensuit qu'en général le gouvernement démocratique convient aux petits Etats, l'aristocratique aux médiocres et le monarchique aux grands. Cette règle se tire immédiatement du principe. Mais comment compter la multitude de circonstances qui peuvent fournir des exceptions. »

Et ailleurs : « La monarchie ne convient qu'aux nations opulentes ; l'aristocratie aux Etats médiocres, en richesse et en grandeur, la démocratie aux Etats petits et pauvres. »

« Par l'effet du climat, le despotisme convient aux pays chauds ; la barbarie aux pays froids et la bonne politique aux pays tempérés. »

Bien qu'opposé au gouvernement représentatif, et partisan de la démocratie directe tempérée, Rousseau ne ménage pas les critiques à cette forme de gouvernement ; voici comme il s'exprime dans le chapitre suivant :

« A prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie, il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné. On ne peut imaginer que le peuple reste incessamment assemblé pour vaquer aux affaires publiques, et l'on voit aisément qu'il ne saurait établir pour cela des commissions, sans que la forme de l'administration change ».

Et plus loin : « Ajoutons qu'il n'y a pas de gouvernement si sujet aux guerres civiles et aux agitations intestines que le démocratique ou populaire, parce qu'il n'y en a aucun qui tende si fortement et si continuellement à changer de forme. »

« S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes. »

Passant ensuite aux avantages du gouvernement aristocratique, Rousseau s'exprime ainsi, au chapitre V du livre III :

« Les premières sociétés se gouvernèrent aristocratiquement, les chefs de famille délibéraient entre eux des affaires publiques. Les jeunes gens cédaient sans peine à l'autorité de l'expérience. De là les noms de *prêtres*, d'*anciens*, de *sénat*, de *gérantes*. Les sauvages de l'Amérique septentrionale se gouvernent encore ainsi de nos jours, et sont très bien gouvernés.

« Il y a trois sortes d'aristocratie : naturelle, élective et héréditaire. La première ne convient qu'à des peuples simples ; la troisième est le pire de tous les gouvernements. La deuxième est la meilleure ; c'est l'aristocratie proprement dite.

« Outre l'avantage de la distinction des deux pouvoirs elle a celui du choix de ses membres ; car dans le gouvernement populaire tous les citoyens naissent magistrats ; mais celui-ci les borne à un petit nombre, et ils ne le deviennent que par élection : moyen par lequel la probité, les lumières, l'expérience et toutes les autres raisons de préférence et d'estime publique, sont autant de garants qu'on sera bien gouverné.

« De plus, les assemblées se font plus commodément ; les affaires se discutent mieux, s'expédient avec plus d'ordre et de diligence ; le crédit de l'Etat est mieux soutenu chez l'étranger par de vénérables sénateurs que par une multitude inconnue et méprisée. En un mot c'est l'ordre le meilleur et le plus naturel que les plus sages gouvernent la multitude, quand on est sûr qu'ils la gouvernent pour son profit et non pour le leur.

« Mais si l'aristocratie exige quelques vertus de moins que le gouvernement, elle en exige aussi d'autres qui lui sont propres, comme la modération dans les riches, et le contentement dans les pauvres; car il semble qu'une égalité rigoureuse y serait déplacée; elle ne fut même pas observée à Sparte ».

On voit, par ce qui précède, que Rousseau ne fut rien moins en politique qu'un révolutionnaire, qu'un démagogue dans l'acceptation habituelle du terme, et que ses doctrines ne méritaient guère le supplice du feu. Enfin la définition suivante du meilleur gouvernement achèvera notre démonstration:

« Quand on demande absolument, dit-il, quel est le meilleur gouvernement, on fait une question insoluble, comme indéterminée, ou, si l'on veut, elle a autant de bonnes solutions qu'il y a de combinaisons possibles dans les positions absolues et relatives des peuples ».

IV

En adressant à l'un de nos députés au Congrès de Vienne ce compliment flatteur: « Genève est un grain d'ambre qui embaume toute l'Europe », un célèbre diplomate ne faisait qu'énoncer élégamment une chose certainement vraie, touchant la diffusion des idées de liberté et d'égalité genevoises, dans le domaine religieux et politique.

Genève eut certainement une très large part, par le génie, la lumière et les efforts de ses illustres enfants: les Rousseau, les Necker, les Dumont et d'autres non moins connus, au grand mouvement d'affranchissement intellectuel et politique du siècle dernier. Rousseau fut réellement le Messie;

et son *Contrat social* l'Évangile de la Révolution française. Dans la *Déclaration des droits de l'homme*, et dans les constitutions républicaines qui se succédèrent, on retrouve tous les principes et les idées émises par le *Contrat social*. Dans la réforme de l'éducation et des mœurs, on retrouve également l'esprit et les méthodes de l'*Émile*.

La lutte héroïque et opiniâtre du petit peuple de Genève, durant tout le XVIII^e siècle, pour la conservation ou la conquête de ses libertés et de ses droits, était suivie, avec un vif intérêt, par nos voisins de France et contribua puissamment à préparer le grand mouvement qui devait s'opérer aussi chez eux.

Rousseau ne semblait-il pas prophétiser cette formidable évolution, lorsqu'il disait, au livre III de l'*Émile* : « Vous vous fiez à l'ordre actuel de la société sans songer que cet ordre est sujet à des révolutions inévitables, et qu'il nous est impossible de prévoir ou de prévenir celle qui peut regarder nos enfants. Le grand devient petit, le riche devient pauvre et le monarque peut devenir sujet.

« Les coups du sort sont-ils si rares que vous puissiez compter en être exempts?... Nous approchons de l'état de crise et du siècle des révolutions. »

Ce n'était que trop vrai; et ces étonnantes prévisions se réalisèrent, comme on sait, de point en point, un demi-siècle plus tard.

V

La belle et touchante épitaphe du tombeau de Jean-Jacques, dans l'île des Peupliers, à Ermenonville, résume éloquemment toute l'œuvre et l'action puissante de celui-ci :

De la mère à l'enfant il rendit la tendresse,
De l'enfant à la mère il rendit les caresses,
De l'homme à sa naissance il fut le bienfaiteur,
Il le rendit plus libre afin qu'il fût meilleur.

Oui, en effet, il le rendit plus libre afin qu'il fût meilleur, car rien n'améliore et n'élève l'homme comme la pratique de la liberté et de la responsabilité. Rousseau était bien en cela, le vrai fondateur de cette grande école genevoise de droit politique, fondée sur la liberté et l'égalité, et qui devait trouver plus tard de dignes interprètes et de fervents disciples dans Delolme, Dumont, D'Ivernois, Béranger, et enfin dans James Fazy, qui continua cette tradition dans son *Cours de droit constitutionnel* et dans *l'Homme aux Portions*, remarquables à tant d'égards.

« Si, dit Rousseau, on cherche en quoi consiste le plus grand bien de tous, qui doit être la fin de toute législation, on trouvera qu'il se réduit à deux objets principaux : la *liberté* et l'*égalité* : la liberté, parce que toute dépendance particulière est autant de force ôtée au corps de l'Etat; l'égalité, parce que la liberté ne peut exister sans elle. »

Les grands principes de l'école genevoise en matière politique et économique trouvèrent leur application, d'abord en France, puis à Genève et dans les constitutions fédérales de 1848 et de 1874, d'où ils sont en train de faire leur chemin partout. Si on peut dire que le régime constitutionnel et parlementaire a son principal point de départ dans la *Grande Charte* d'Angleterre, de 1215, il n'en est point ainsi de la démocratie directe, dont l'origine se perd dans la brume des siècles. Les assemblées populaires politico-religieuses des *chettas* et des *sabbats*, en nos contrées, dans les temps préhistoriques; puis, les *malls* et les *landesgemeinde*, fort anciennes, attestent, que sinon l'égalité, tout au moins le régime démocratique date de fort loin.

Toutefois, le *droit politique*, comme science ou la *politie*, comme dit Rousseau, trahit son origine par son étymologie grecque. L'Etat moderne, tel que nous l'entendons, est d'une date relativement récente. Il n'était représenté jadis que par la cité (pagus) ou fédération, plus ou moins agrégée, de celles-ci, dont le plus souvent il portait le nom. Les fédérations éphémères de tribus ou clans, à l'état sauvage ou barbare, de la haute antiquité, ne constituaient pas davantage la nation, comme nous la comprenons aujourd'hui.

Celle-ci ne doit son existence réelle qu'à la chute du régime féodal.

Certes, on ne saurait contester la théorie émise par notre éminent collègue et légiste, M. Jules Vuy, dans le mémoire susmentionné, que Rousseau ne se soit inspiré, dans les principes de large liberté et d'égalité qu'il pose dans son *Contrat social*, du vieux droit politique genevois; notamment de la *Charte des Libertés et Franchises*, du prince-évêque Adhémar Fabri, de 1387. Ainsi on trouve dans la *huitième lettre écrite de la Montagne*, par notre auteur, en réponse aux *Lettres de la Campagne*, du Procureur Général Tronchin, chef du parti contraire, le passage suivant : « Ces droits, si judicieusement combinés, ces droits réclamés par les Représentants, en vertu des Edits, vous en avez joui ! Voyez les articles 10 et 11 et plusieurs autres des *Franchises de Genève*, dans l'acte d'Adhémar Fabri. Ce monument n'est pas moins respectable aux Genevois, que ne l'est aux Anglais la Grande Charte, encore plus ancienne, et je doute qu'on fut bienvenu chez ces derniers à parler avec autant de mépris de leur Charte, que l'auteur des *Lettres de la Campagne* ose en marquer pour la vôtre. »

Et d'autre part : « L'origine des franchises et des libertés du peuple de Genève se perd dans la nuit des temps. Dans

L'acte célèbre d'Adhémarus Fabri, cet évêque reconnaît lui-même, que ces franchises, qu'il lui confirme, sont de temps immémorial.

« L'évêque y déclare, en outre, qu'il ne fait que rassembler ou confirmer des franchises si anciennes, qu'il n'est mémoire du contraire; en telle sorte que le non-usage ne peut prescrire contre elles, et qu'il ne laisse ni à ses successeurs ni à personne le droit de les révoquer. »

VI

Il est probable que le *jurisperitus* Chambrier, qui fut, paraît-il, le rédacteur de notre Charte des *Libertés et Franchises*, politiques, commerciales et municipales, dût s'inspirer d'abord de nos coutumes orales et traditionnelles, mais surtout de celles plus anciennes, octroyées déjà à la plupart des villes et bourgs de l'évêché et des autres seigneuries des contrées voisines, et semblables à la nôtre, dans leurs principes généraux.

Bien que Principauté ecclésiastique de l'Empire d'Allemagne durant le Moyen-Age, Genève jouissait de fait déjà en partie des immunités et privilèges des villes libres impériales, qu'elle devait obtenir plus tard en se sécularisant; les conditions du peuple toutefois étaient plus égalitaires et plus démocratiques, qu'elles ne le furent ensuite sous le régime du patriciat et de la hiérarchie des classes.

Les chartes d'affranchissement octroyées par de très-nombreux seigneurs féodaux, et l'institution des corporations de métiers, à l'époque dont nous nous occupons, ne l'étaient point seulement comme des actes de gracieuseté envers les sujets ou vassaux de ceux-ci, mais avaient surtout

pour but économique le développement de la cité, du commerce et de l'industrie, et partant, des revenus du seigneur.

Contrairement à une idée reçue, on ne saurait admettre que la commune ou *communauté*, comme on disait jadis, fut un produit ou une conséquence du droit féodal au Moyen-Age.

Bien que la *freie Stadt* ou ville libre de l'empire germanique fût instituée par une bulle ou *handfest* du suzerain, elle n'était qu'une imitation de la cité grecque antique ou du municipe romain, si commun sous les empereurs.

L'origine de la commune se perd dans le passé : sous le nom de *Gemein* ou *Allmend* dans les pays germaniques, de *myr* chez les Slaves, les Touraniens et les Sémites; de *cita* chez les anciens Arias et les peuples méditerranéens, elle était également signalée chez les Gaulois par César.

Il est probable que les villes latines ne perdirent jamais tout-à-fait leurs vieilles franchises, et c'est de là que la tradition s'en propagea, au Moyen-Age, dans l'Europe centrale.

Les Franchises des communes de France et d'Angleterre, pas plus que les antiques *fueros* d'Espagne, ne furent un produit du Moyen-Age.

L'auteur de notre charte de 1387 nous dit que nous en jouissions de toute ancienneté et qu'il n'était mémoire du contraire. Il est probable, en effet, que la terre ou pays de Genève était libre dès la haute antiquité, et qu'aux temps préhistoriques elle était franche déjà, comme sous le régime des Welches, des Allobroges, des Romains, des Burgundes et des Francs.

VII

Le gouvernement de droit divin, contesté déjà par Locke dans son *Traité du gouvernement civil*, traité dans lequel Rousseau et plus tard James Fazy, ont trouvé d'excellents arguments pour asseoir le principe du droit républicain, était vigoureusement combattu par l'école progressiste genevoise. La souveraineté du peuple, qui était à la base de ce droit, principe nouveau en ces temps de droit féodal, et l'égalité civile et politique allaient transformer les vieilles sociétés.

Les prérogatives du Conseil Général, qui étaient l'expression de ce principe, formaient la principale préoccupation du peuple genevois et de nos Conseils au siècle passé : huit fois consécutivement les citoyens assemblés à St-Pierre refusèrent de ratifier les choix qui leur étaient proposés inconstitutionnellement par la Seigneurie. Il n'est pas sans intérêt de citer, à ce propos, l'exorde du beau discours du syndic Chouet, au Conseil Général du 5 mai 1707, qui proclame le principe de la souveraineté populaire et décèle déjà la haute culture politique des Genevois :

« Magnifiques, très honorés et souverains Seigneurs.

« Ce n'est pas une question qui doive, ni même qui puisse être proposée parmi nous, à qui ou à quel corps appartient la souveraineté de notre Etat?... Il n'y a personne, sans exception, qui ne doive tomber d'accord, qu'elle appartient au Conseil Général, et ce serait une pensée criminelle que d'en douter.

« Il faut distinguer avec soin le droit de souveraineté d'avec son exercice; car un souverain, en conservant tout

son droit souverain, en peut conférer l'exercice et les fonctions à qui il lui plaît. Ce souverain Conseil, en commettant l'exercice de la souveraineté, n'a point abandonné son droit et ne s'en est point dépouillé; il l'a conservé et le conserve toujours en entier; mais il a créé ses magistrats pour faire seulement en son nom et sous son autorité souveraine les fonctions qu'il ne peut pas exercer par lui-même. Lors donc que Messieurs les Syndics font exécuter les édits, ou exercent des actes de souveraineté, ils ne le font et ne doivent le faire que parce qu'ils en ont reçu l'ordre du Conseil souverain et supérieur, et n'agissent qu'en son nom et par ses ordres. »

Au chapitre XI, livre III, du *Contrat social*, l'auteur affirme le même principe, de la manière suivante, tout en définissant les rôles respectifs des différents pouvoirs dans un Etat libre : « Le principe de la vie politique est dans l'autorité souveraine du peuple. La puissance législative est le cœur de l'Etat; la puissance exécutive en est le cerveau, qui donne le mouvement à toutes les parties du corps social. Le cerveau peut tomber en paralysie et l'individu vivre encore. Un homme reste imbécile et vit; mais sitôt que le cœur a cessé ses fonctions, l'animal est mort. »

Sur l'impossibilité qu'on lui opposait de pratiquer le gouvernement démocratique, Rousseau disait encore : « Les bornes du possible, dans les choses morales, sont moins étroites que nous ne le pensons : ce sont nos faiblesses, nos vices, nos préjugés qui les rétrécissent. Les âmes basses ne croient point aux grands hommes : les vils esclaves sourient d'un air moqueur à ce grand mot de liberté qu'ils ne comprennent pas. »

Cette notion élevée de la liberté, de la dignité humaine, de l'autonomie individuelle et de la souveraineté populaire,

qui comprend aussi les liens de fraternité, est un élément essentiel du droit constitutionnel genevois et suisse, et pénétre, chaque jour davantage, dans le droit public moderne.

Le gouvernement de droit divin, jadis généralement admis, paraît avoir fait son temps et l'égalité civile et politique, proclamée par l'école progressiste genevoise, et inscrite déjà dans la Constitution de 1794, tend aujourd'hui à se généraliser, même dans les Etats monarchiques.

Notre auteur définit ainsi les meilleures conditions du pacte social : « Trouver une forme d'association qui défende et protège, de toute la force commune, la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant. »

« Tel est, ajoute l'auteur, le problème fondamental dont le *Contrat social* donne la solution. »

Cette définition, où le droit individuel est sanctionné par l'action collective, combinée avec celle-ci et marchant librement et parallèlement avec elle, est parfaitement conforme à notre droit public actuel. Cette théorie en outre, où on attribue rationnellement à l'initiative et à la liberté de l'individu tout ce qui est logiquement divisible, et au corps social ce qui est notoirement indivisible, est bien conforme aussi aux données de la science et de la pratique.

L'harmonie sociale doit résulter évidemment de l'action parallèle et réciproque de ces deux forces, se mouvant librement et harmonieusement, autant que possible, dans leur sphère respective. Suivant la doctrine de la même école, le progrès s'opère par l'élaboration des idées ou sensations du corps social, par les organes cérébraux, c'est-à-dire par les pouvoirs régulièrement constitués, qui font le départ ou l'application de ces idées, suivant leur valeur absolue et leur utilité.

Telle est cette théorie, qui est bien conforme également à l'expérience, c'est-à-dire à la méthode scientifique; elle est restée celle de l'école genevoise: elle suppose la liberté de l'individu dans l'harmonie générale et laisse la porte ouverte à tous les perfectionnements réels, sans gêner ou paralyser l'initiative privée: ce facteur indispensable au progrès général et rationnel.

Elle est en opposition avec l'école autoritaire et positiviste de Taine, d'Auguste Comte et de leurs adeptes en France, de Jäger et de Lassalle en Allemagne, qui nient, en politique comme en philosophie, le libre arbitre et attendent tout du déterminisme scientifique, dont les pontifes de l'autorité doivent être les révélateurs. Cette manière de voir, qui peut ouvrir les portes à tous les despotismes, n'est point encore en honneur dans notre droit et ne le sera sans doute pas de sitôt. Herbert Spencer et Stuart Mill, en Angleterre, tout en faisant une part suffisante au déterminisme, respectent le libre arbitre de chacun, ignorant, comme on ignorera probablement toujours, les limites de ce dernier et le mécanisme final des phénomènes de conscience.

C'est donc à l'expérience et à l'expérience seule, bien et scientifiquement observée, qu'il appartient de fixer et de déterminer les règles et les rapports futurs réciproques du droit politique et social et du droit privé.

VIII

Rousseau, dans son *Contrat social*, était le précurseur de l'école genevoise progressiste: il était, comme celle-ci, fédéraliste, voulant laisser à toutes les parties du corps politique autant de vie propre, de liberté et d'activité que les intérêts généraux le permettent.

Dans ses *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, notre philosophe s'exprime ainsi :

« Presque tous les petits Etats, république et monarchie indifféremment, prospèrent par cela seul qu'ils sont petits; que tous les citoyens s'y connaissent, s'y reconnaissent et s'entrecroisent mutuellement; que les chefs peuvent voir par eux-mêmes le bien et le mal qui se fait, et en juger sainement; ils voient aussi le bien qu'ils ont à faire et leurs ordres s'exécutent sous leurs yeux.

« Commencez par resserrer vos limites, dit-il aux Polonais, si vous voulez réformer votre gouvernement. Appliquez-vous à étendre et à perfectionner le système des gouvernements fédératifs, le seul qui réunisse les avantages des grands et des petits Etats.

« Si la Pologne était, selon mon désir, une confédération de trente-trois petits Etats, elle réunirait la force des grandes monarchies et la liberté des petites républiques. »

L'auteur confirme comme suit cette manière de voir dans le III^e livre du *Contrat social* au chapitre XV : « Toutefois, dit-il, si l'on ne peut réduire l'Etat à de justes bornes, il reste encore une ressource : c'est de n'y point souffrir de capitale (système de notre ancien Vorort suisse), de faire siéger le gouvernement alternativement dans chaque ville et d'y rassembler ainsi tour à tour les Etats du pays.

« Peuplez également le territoire; étendez-y partout les mêmes droits, portez-y partout l'abondance et la vie; c'est ainsi que l'Etat deviendra, tout à la fois, le plus fort et le mieux gouverné qu'il soit possible. » Ici l'auteur trahit ses goûts champêtres et ses instincts idylliques : « Souvenez-vous, ajoute-t-il, que les murs des villes ne se forment que des débris et des ruines des maisons des champs. A chaque palais que je vois élever dans la capitale, je crois voir mettre en mesures tout un pays. »

Sous une forme excessive et virgilienne, fort à la mode en son temps, l'auteur formule là un sentiment qui ne manquerait pas d'être certaine justesse, s'il voyait aujourd'hui ces agglomérations insensées des grandes capitales soutirant sans utilité les populations des campagnes en ruinant et dépeuplant insensiblement celles-ci.

Conséquent avec les principes de souveraineté populaire et d'égalité, et en vrai citoyen genevois, Rousseau dans le III^e livre du *Contrat social*, préconise la forme républicaine en ces termes : « S'il est difficile qu'un grand Etat soit bien gouverné, il l'est beaucoup plus qu'il soit bien gouverné par un seul homme ; chacun sait ce qui arrive quand le roi se donne des substituts.

« Un défaut essentiel et inévitable, qui mettra toujours le gouvernement monarchique au-dessous du républicain, est que dans celui-ci la voix publique n'élève presque jamais aux premières places que des hommes éclairés sur les besoins généraux, et capables, qui les remplissent avec honneur ; au lieu que ceux qui parviennent aux emplois dans les monarchies ne sont souvent que de petits brouillons, de petits fripons, de petits intrigants, à qui les petits talents, qui dans les cours font parvenir aux grandes places, ne servent qu'à montrer au public leur ineptie, aussitôt qu'ils y sont parvenus. »

Il faut certainement que ce tableau, peu flatté et quelque peu coloré, ait été inspiré à notre excellent compatriote par les cours corrompues qu'il avait sous les yeux.

Nous avons dit déjà que Rousseau était opposé au gouvernement représentatif, inconnu alors en sa patrie ; lequel n'est entré dans notre droit public qu'en 1814, dans la Constitution qui nous fut imposée par la Restauration, et fut maintenu dans celle de 1842. Mais la Constitution de 1847,

issue de la révolution du 7 Octobre 1846, revint au droit genevois, en proclamant la démocratie mixte, qui nous régit. L'intervention du peuple s'est accentuée dès lors, soit en droit cantonal, soit en droit fédéral, où le *referendum* fut établi, ainsi que l'initiative populaire.

Ce n'est pas seulement chez nous que la forme représentative pure ou parlementaire tend à faire place au gouvernement mixte. La plupart des Etats européens cherchent aujourd'hui à remédier aux défauts évidents du régime parlementaire, par la décentralisation administrative et par la représentation proportionnelle, de façon à mettre en contact plus direct les gouvernants et les gouvernés.

Cette évolution nouvelle du droit moderne n'est qu'une application des principes énoncés par le *Contrat social*, dans les passages suivants des livres II et III. « La souveraineté, n'étant que l'exercice de la volonté générale, ne peut jamais s'aliéner, et le souverain, qui est un être collectif, ne peut être représenté que par lui-même: le pouvoir peut bien se transmettre, mais non la volonté.

« La souveraineté ne peut être représentée par la même raison qu'elle ne peut être aliénée: elle consiste essentiellement dans la volonté générale et la volonté ne se représente point: elle est la même, ou elle est autre: il n'y a point de milieu. Les députés du peuple ne sont donc ni ne peuvent être ses représentants; il ne sont que les commissaires, ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le peuple, en personne, n'a pas ratifiée est nulle; ce n'est point une loi ou décret souverain. Le peuple anglais par exemple, pense être libre, il se trompe fort; il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement: sitôt qu'ils sont élus, il est esclave de leur volonté, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté l'usage qu'il en fait mérite qu'il la perde. »

Le peuple anglais, si digne, ne mérite plus aujourd'hui heureusement, une si sévère leçon.

« L'idée des représentants est moderne, continue l'auteur; elle nous vient du gouvernement féodal; de cet inique et absurde gouvernement, dans lequel l'espèce humaine est dégradée, et où le nom d'homme est un deshonneur. Dans les anciennes républiques et même dans les monarchies, jamais le peuple n'eut des représentants; on ne connaissait pas ce mot là. Il est très singulier qu'à Rome, où les tribuns étaient si sacrés, on n'ait pas même imaginé qu'ils pussent usurper les fonctions du peuple, et qu'au milieu d'une si grande multitude ils n'aient jamais tenté de passer, de leur chef, un seul plébiscite. Qu'on juge cependant de l'embarras que causait quelquefois la foule immense, par ce qui arriva du temps des Gracques, où une partie des citoyens donnait son suffrage de dessus les toits. »

IX

Après avoir constaté les progrès des théories du *Contrat social*, soit de celles de l'école genevoise, dans le domaine du droit public moderne, en ce qui touche aux bases mêmes de ce droit, soit en particulier, sur le principe de la souveraineté et de la forme du gouvernement, nous devons jeter un rapide coup d'œil sur une question de droit public, de la plus haute importance, et toujours nouvelle, qui termine le *Contrat social* : il s'agit du rôle de la morale et de la religion dans l'Etat, et des rapports qui doivent exister entr'eux.

Cette question est traitée dans le VII^e chapitre du livre IV, ayant pour titre : *De la religion civile*. L'auteur croit encore

à la nécessité d'une religion civile; voici comme il justifie sa manière de voir :

« Laisant à part les considérations politiques, revenons au droit et fixons les principes sur ce point important : Le droit que le pacte social donne au souverain sur les sujets ne passe point, comme je l'ai dit, les bornes de l'utilité publique. Les sujets ne doivent donc compte au souverain de leurs opinions qu'autant que ces opinions importent à la communauté. Or, il importe bien à l'Etat que chaque citoyen ait une religion qui lui fasse aimer ses devoirs; mais les dogmes de cette religion n'intéressent ni l'Etat ni ses membres, qu'autant que ces dogmes se rapportent à la morale et aux devoirs, que celui qui les professe est tenu de remplir envers autrui. Chacun peut avoir, au surplus, telles opinions qu'il lui plaît, sans qu'il appartienne au souverain d'en connaître; car, comme il n'a point de compétence dans l'autre monde, quel que soit le sort des sujets dans la vie à venir, ce n'est pas son affaire, pourvu qu'ils soient bons citoyens dans celui-ci.

« Il y a donc une profession de foi purement civile, dont il appartient au souverain de fixer les articles, non pas précisément comme dogmes de religion, mais comme sentiments de sociabilité, sans lesquels il est impossible d'être bon citoyen, un sujet fidèle. Sans vouloir obliger personne à les croire, il peut bannir de l'Etat quiconque ne les croit pas; il peut le bannir non comme impie, mais comme insociable et incapable d'aimer sincèrement les lois, la justice, et d'immoler, au besoin, sa vie à son devoir. Que si quelqu'un après avoir reconnu publiquement les mêmes dogmes, se conduit comme ne les croyant pas, qu'il soit *puni de mort*, il a commis le plus grand des crimes, il a menti devant les lois.

« Les dogmes de la religion civile doivent être simples, en petit nombre, énoncés avec précision, sans explications ni commentaires. L'existence de la divinité puissante, intelligente et pourvoyante; la vie à venir, le bonheur des justes, le châtiment des méchants, la sainteté du contrat social et des lois : Voilà les dogmes positifs. Quant aux dogmes négatifs, je les borne à un seul, c'est l'intolérance : elle rentre dans les cultes que nous avons exclus.

« Maintenant qu'il n'y a plus, qu'il ne peut plus y avoir de religion nationale exclusive, on doit tolérer toutes celles qui tolèrent les autres, autant que leurs dogmes n'ont rien de contraire aux devoirs du citoyen. Mais quiconque ose dire : « *Hors de l'Eglise point de salut,* » doit être chassé de l'Etat, à moins que l'Etat ne soit l'Eglise et que le prince ne soit le pontife. »

On voit par l'exposé qui précède, quel chemin notre droit public a parcouru, sauf peut-être dans quelques monarchies théocratiques et absolues attardées.

La liberté religieuse et la tolérance, ces conquêtes les plus glorieuses de notre droit moderne, étaient alors absolument incomprises et inconnues ; Voltaire n'avait point encore foudroyé de sa haute raison et de son invincible éloquence cette affreuse législation disciplinaire qui, d'un côté, avait envoyé Servet au bûcher et, de l'autre, condamnait en 1766, en pleine époque philosophique, à la même peine, commuée par le Parlement de Paris en décapitation préalable, le malheureux chevalier Labarre, étudiant de 18 ans, pour avoir, en s'amusant, endommagé un crucifix.

Les colonies anglaises d'Amérique du Nord n'avaient point encore non plus consacré définitivement la neutralité religieuse de l'Etat, son indépendance de tout culte et la large liberté confessionnelle qui a fait la grandeur, la prospérité

et la gloire de ces colonies, et sert de modèle aux nations européennes.

Le dogme fatal, en droit public, de la religion d'Etat et de l'unité religieuse, qui a fait couler tant de larmes et de sang, accumulé tant de ruines, dans l'antiquité comme dans les temps modernes et partout en honneur jadis, n'avait point encore dû céder le pas, comme il l'a fait depuis, devant la science et la raison. Il fallut les brillantes conquêtes de la philosophie pour balayer du droit public ces ténèbres d'un autre âge et faire triompher la tolérance et la liberté du fanatisme aveugle et de la superstition politique.

L'égalité civile, la liberté et la tolérance, tels sont les triomphes de notre droit moderne, qui ont transformé la société.

Cette religion civile, que l'on devait admettre et pratiquer sous peine de bannissement ou même de mort, de notre pauvre philosophe, embourbé dans les errements du passé, rappelle dans un ordre un peu différent, mais dans un même esprit, les ordonnances ecclésiastiques de Calvin, qui laissèrent des traces jusque dans nos constitutions modernes.

Nous retrouvons encore les traces de ce même esprit dans la Constitution civile du clergé de la Révolution française, dans les dogmes politiques de Robespierre qui imposait au peuple, avec le culte de la Raison, la croyance à un être suprême et à l'immortalité de l'âme. Cette funeste doctrine fut encore le point de départ de l'imposition du serment civique, de la loi des suspects et des sanglantes proscriptions de la Terreur.

Il était donné à notre époque de proclamer le principe nouveau de l'Etat laïque et de la morale indépendante, — consignée dans tous les codes des nations civilisées, — avec celui d'une large liberté religieuse, dans la limite du droit commun.

X

En parcourant le *Contrat social* et les travaux juridiques de Montesquieu et des autres contemporains de Rousseau, on peut y constater l'empreinte des dures traditions antiques et des institutions de la Grèce et de Rome, où s'inspiraient surtout ces auteurs, qui semblent ne pas s'être aperçus, — appartenant aux classes sociales privilégiées, — de ce qui se passait autour d'eux et surtout au-dessous d'eux.

La servitude, alors générale des classes inférieures, notamment des populations rurales et toutes leurs misères, ne paraît guère préoccuper ces écrivains, habitués à un ordre de choses qui leur semblait normal.

C'est vers la fin du siècle que les efforts de la philosophie, secondés, il faut le reconnaître, par le génie bienfaisant du ministre français Turgot et les excellentes intentions du roi Louis XVI, ont appelé l'attention sur les réformes humanitaires. Les liens de fer qui enchaînaient la pensée, le travail et les croyances tombaient successivement.

La législation barbare des anciens âges s'était adoucie : La torture et les supplices affreux, pratiqués jusque-là, étaient supprimés ; et les droits féodaux, qui n'étaient définitivement abolis chez nous qu'en 1793, tombaient successivement, ainsi que l'esclavage des noirs.

La république de Genève, comme toujours, se distingue surtout dans cette nouvelle évolution du droit. Sa législation, l'une des premières qui jadis punissait de la corde même le vol simple, abolit la torture, la marque, et plus tard la mort civile, la contrainte par corps et l'échafaud. La première aussi, sur le continent, elle essayait, en construisant

son pénitencier, de remplacer le principe du châtiment par celui, plus humain, de la régénération des condamnés.

A la devise de *Liberté, Égalité*, empruntée au *Contrat social*, par la première République française, la seconde ajoutait le mot de *Fraternité*, qui devait caractériser le droit public nouveau.

C'est sur cette donnée que le droit politique futur paraît vouloir se développer; ce qu'on ne saurait certainement qu'approuver, car le vrai, le bien et le beau, — ce qui est tout un, — dans l'ordre social, doit être le but suprême de ce droit et forme le correspectif de cette belle devise.

XI

Ainsi donc, tout ce qui tend à augmenter le bien-être du peuple, sans distinction de classe, diminuer les souffrances, élever sa puissance et son niveau intellectuel, est dans la tâche du droit public, et paraît être l'objectif du droit moderne.

Ce généreux élan, dont nos pères ne paraissaient pas même se douter, se généralise aujourd'hui chez toutes les nations cultivées.

Partout, l'instruction des masses se perfectionne rapidement et les institutions philanthropiques se multiplient. La véritable égalité, c'est-à-dire celle procédant de bas en haut, et non de haut en bas, professée et pratiquée par l'école genevoise, améliore rapidement les conditions sociales du peuple, tout en élevant le niveau intellectuel et moral de celui-ci.

Mais un phénomène social et politique, qui distingue sur-

tout notre siècle, c'est l'expansion prodigieuse et rapide du droit international diplomatique et privé.

L'auteur du *Contrat social* n'a pas cru devoir pénétrer dans ce domaine, sans doute pour ce motif que de son temps le droit international privé n'avait point encore d'existence sérieuse, tandis que de nos jours, ce droit a pris une importance considérable, et fait, en quelque sorte, partie intégrante du droit politique des nations.

Cela grâce surtout aux merveilleuses conquêtes de la science, qui, en multipliant et améliorant les moyens de communication entre les hommes, a facilité les rapports de ceux-ci.

Malgré un retour momentané aux idées protectionnistes, qui ne saurait durer et qui jure avec cet immense progrès économique, les conventions internationales sur les objets les plus divers se sont multipliées de nos jours : sur les droits d'auteurs, sur les brevets d'inventions, sur les marques de fabriques, sur l'exécution des jugements en matière civile et commerciale, sur le régime des voies ferrées, etc. La codification des conventions diplomatiques formerait un bien gros volume, car leur nombre augmente chaque jour. Sans parler des traités d'ordre purement politique, toute une législation internationale de droit administratif a pris naissance : traités d'établissement, de commerce, d'extradition, d'assistance, des blessés, des indigents, etc., etc.; union postale, télégraphique, monétaire, douanière, etc.

C'est certainement dans le domaine du droit international et au moyen de celui-ci, qu'on pourra faciliter la solution des redoutables questions économiques que suscite la marche de la civilisation. Le développement du paupérisme dans les grands centres industriels; la surproduction résultant des progrès rapides des sciences chimiques et mécaniques, les

charges militaires écrasantes, et tant d'autres graves questions de cet ordre, pourraient trouver dans l'union des Etats et dans leur entente mutuelle un acheminement à leur solution. La solidarité toujours plus grande qui se produit entre les hommes, se produit également et par suite entre les peuples. Tous les obstacles, plus ou moins artificiels, que d'anciens errements tenteraient de lui apposer, seraient inévitablement renversés. L'évolution sociale, comme celle de tous les êtres, s'opère irrésistiblement et par un mouvement inconscient et constant.

Le mal détermine le remède et la nécessité rend industriel. Ainsi, outre les meilleures mesures pour soulager les vieillards, les infirmes et les malheureux, dont on s'occupe aujourd'hui avec une louable sollicitude, pour instruire le travailleur et améliorer les conditions du travail, pour soulager ceux qui souffrent ou sont tombés, il conviendrait peut-être d'étudier et d'arrêter entre les nations un mode de vivre pour régulariser et diriger avec intelligence l'émigration vers les vastes contrées fertiles et encore inhabitées.

La nécessité de faire fructifier méthodiquement ces valeurs colossales, absolument improductives pour la société, paraît s'imposer impérieusement aux Etats. Les innombrables victimes des crises industrielles, des cas de force majeure et de leur propre incurie, la surabondance de population, qui encombre les capitales et les grands centres et constitue un danger permanent pour l'ordre public et une cause de malaise social, pourraient trouver dans l'émigration, convenablement et humainement dirigée et organisée, de faciles moyens d'existence, tout en créant des marchés nouveaux pour les produits industriels de l'ancien monde.

Il va sans dire que ces grandes mesures d'ordre humani-

taire et général, sont sans préjudice de celles qui devront être prises encore par les Etats, pour continuer l'œuvre d'émancipation, de réparation et de relèvement commencée avec le siècle, en faveur des populations rurales asservies.

Si chaque jour suffit à sa tâche, chaque époque doit aussi apporter son tribut d'amélioration et de progrès, dans les conditions des peuples et de l'humanité.

DISCOURS

DE

M. le Professeur Eugène RITTER, Vice-Président
de l'Institut genevois,

à la séance annuelle du 21 Mars 1893

MESSIEURS,

C'est à Genève qu'on a imprimé le plus ancien dictionnaire latin-français que les bibliographes aient pu découvrir. La bibliothèque de Sainte-Geneviève, à Paris, en possède un exemplaire incomplet qui est le seul qu'on connaisse (1).

C'est aussi des presses d'un imprimeur genevois qu'est sorti en 1680 le premier dictionnaire français qui ait vu le jour, celui de Richelet (2). A ce moment, il y avait près de cinquante ans que l'Académie française travaillait à son Dictionnaire; elle avait obtenu (28 juin 1674) un privilège de Louis XIV, qui faisait défense à tous les imprimeurs libraires, dans tous les lieux de son obéissance, d'imprimer aucun

(1) Voir plus loin l'Appendice I.

(2) On sait que ce dictionnaire a été fait très rapidement, sur un plan que Patru explique dans une lettre adressée à Maucroix, donnée par l'abbé d'Olivet dans son *Histoire de l'Académie française*, et citée par Sainte-Beuve dans le tome V des *Causeries du Lundi*.

dictionnaire nouveau de la langue française avant la publication du Dictionnaire de l'Académie française, et pendant l'étendue de vingt ans après. Aussi, Richelet avait dû s'adresser à un imprimeur de notre ville, Jean-Herman Widerhold, de Wertheim en Franconie, qui avait été reçu bourgeois de Genève en 1668.

Dès que l'impression fut achevée, dit l'abbé d'Artigny (1), ce libraire en fit passer en France quinze cents exemplaires, qui furent portés et puis déposés à Villejuif, bourg à une poste de Paris, sur le chemin de Fontainebleau. Widerhold, dans le dessein de les négocier secrètement à Paris, s'adressa au libraire Simon Benard. Celui-ci courut en donner avis au Syndic; par délibération de la Chambre syndicale, Aubouin et Benard furent envoyés à Villejuif avec le relieur Bourdon, clerc de la Communauté des libraires, pour y saisir toutes les balles de Richelet. Cela fut exécuté, et tous les exemplaires ayant été portés à la Chambre, ils y furent lacérés et brûlés, au moins pour la plus grande partie. Widerhold en mourut de chagrin trois jours après.

Trois jours après: on voit que les évènements se pressent, et ce détail donne de la vivacité au récit qu'on vient de lire, souvent cité dans les catalogues par les libraires qui ont à vendre un exemplaire de Richelet. Le fait est que Widerhold mourut trois années après. On lit, en effet, dans nos registres de décès: « Du lundi 22 octobre 1683, à neuf heures du matin, sieur Jean-Herman Widerhold, bourgeois, marchand libraire, âgé de 48 ans, mort astmatique et hydropique, sa demeure à la Pellisserie; et a testé par testament holographe. »

Si nous possédions une bibliographie genevoise quelque

(1) *Nouveaux Mémoires d'histoire, de critique et de littérature*, tome VI. page 94. Paris. 1753.

peu complète, ou si M. Stengel, qui a fait paraître récemment un utile catalogue des grammaires françaises publiées dans les siècles derniers (1), avait eu l'idée de faire entrer dans ce catalogue les dictionnaires en même temps que les grammaires, nous aurions à citer sans doute un certain nombre de lexicographes genevois.

Senebier a consacré une de ses trop courtes notices (II, 118) à Pierre Canal, qui fit paraître à Genève, en 1598, un *Dictionnaire françois et italien, recueilli premièrement par I. Antoine Phenice, et nouvellement revu et augmenté d'une infinité de mots et de manières de parler, tirées de Bocace, Pétrarque, Dante, Ariosto, et autres fameux auteurs Italiens*(2).

Les langues Française et Italienne, dit Pierre Canal, sont à bon droit recherchées par ceux qui non seulement désirent de converser es cours des grands de ce temps, mais de tous ceux qui prennent plaisir à bien et disertement parler. C'est pourquoi il se trouve peu de noblesse en toutes les provinces de l'Europe, qui ne prenne plaisir principalement à ces deux langues : Dont j'ay esté occasionné de m'employer quelques mois à revoir le Dictionnaire de I. Antoine Phenice, fort défectueux en plusieurs endroits, à cause de quoy je ne l'ay pas seulement

(1) *Chronologisches Verzeichnis französischer Grammatiken...* (Catalogue chronologique des grammaires françaises depuis l'année 1400 environ jusqu'en 1799) par E. Stengel. Oppeln, 1890. 151 pages in-8°.

(2) Ce *Dictionnaire françois et italien* est suivi d'un *Dittionario italiano e francese, nel quale si mostra come i vocaboli Italiani si possino dire e esprimere in lingua Francesa, corretto e accresciuto di nuovo di molte voci e sententie cavate tutti da migliori autori.*

Une courte préface en italien, signée P. C., signale les corrections et les développements qui ont été apportés au livre de Giovanni-Antonio Fenice.

reveu et corrigé, ains aussi l'ay augmenté d'une infinité de mots et phrases tirées des bons auteurs de l'une et de l'autre de ces deux langues.

Cet ouvrage est dédié à un de ces grands seigneurs slaves que notre Académie attirait alors : à Noble et vertueux Seigneur David Strzela de Rokitz, seigneur de Zerhenitz et Stiepanow, « à vous, monsieur, dit la dédicace, qui voyagez ja depuis quelques années hors de vostre païs de Bohême, ayant acquis la cognoissance des langues Allemande, Françoise et Italienne, avec plusieurs belles sciences esquelles vous a instruit le docte Medecin et Philosophe Salander, qui vous accompagne et dresse vos estudes : et avec lequel j'ay une particulière amitié.....

De vostre maison, ce 24 janvier 1598,

vostre affectionné serviteur,

PIERRE CANAL. »

On ne voit pas bien sur quel pied Pierre Canal était établi dans cette maison. Cet auteur d'un dictionnaire italien appartenait à une famille d'origine italienne (1). Son grand-père Mathieu Canal, de Turin, apothicaire, avait été reçu bourgeois de Genève en 1514. Son père était Jean Canal, qui fut six fois syndic de Genève, et mourut à l'ennemi dans la nuit de l'Escalade. La Grange-Canal était une propriété de Mathieu Canal dans la banlieue de Genève : la localité a gardé ce nom, qui perpétuera le souvenir de cette famille.

Pierre Canal, notre lexicographe, était né dans les premiers jours de 1564. A vingt ans, on le trouve inscrit sur les registres de notre Académie, comme étudiant en médecine. Il alla poursuivre ensuite ses études en Italie ; et dans

(1) Voir plus loin l'Appendice II.

ce beau pays, où les mœurs n'étaient pas toujours belles, il paraît avoir malheureusement appris plus de mal que de bien. En juin 1594. nous le voyons, devenu docteur en médecine, se marier à la fille d'un noble flamand, Jean Comer, d'Anvers. Il était allié lui-même aux premières familles de la République ; la voie des honneurs lui était ouverte, et il y marchait déjà. Mais c'était un sale personnage, il faut le dire. En feuilletant l'*Enfer* de Dante pour enrichir son lexique, il pouvait reconnaître sa place au milieu de la troupe dont parle Brunetto Latini au chant XV :

..... *sappi che tutti fur cherçi,
E letterati grandi e di gran fama,
D'un medesimo peccato al mondo lerci.*

Sa vie fangeuse présageait une triste fin (1) : ce fut pis encore : il s'égara jusqu'à trahir la patrie pour laquelle son père était mort. Sa mort à lui fut tragique. Convaincu d'avoir livré à *un prince voisin* le secret de l'Etat, il fut condamné à être lié et mené en la place du Molard, et là sur un échafaud avoir les bras, jambes et cuisses brisées, puis être jeté vif et consumé en un feu ardent, et ses cendres jetées en la rivière d'Arve, pour ainsi finir ses jours, et être en exemple

(1) Notons cependant en sa faveur le témoignage d'une réfugiée qui eut à se louer de sa charité : Marie Roux, de Cabrières en Provence, veuve de Jean Mouston, tisserand, fit un testament le 31 janvier 1604 (Pierre de Villette, notaire, I, 334 et II, 17) où elle institue héritier Jean Canal, l'enfant de Pierre, « pour l'amitié et affection paternelle que je lui porte, dit-elle, et les grands et innumérables services et bienfaits que j'ai reçus et recois journellement de Noble Pierre Canal, tant durant ma santé que depuis la longue détention de ma maladie, m'ayant subvenu et fait subvenir en tout ce qui m'a été nécessaire. »

à ceux qui tels cas voudraient commettre. Le jugement fut prononcé et exécuté le 2 février 1610.

L'auteur avait été roué et brûlé; mais son ouvrage, bien accueilli du public de l'époque, fut réimprimé à Paris, l'année qui suivit sa mort, et à Genève en 1626.

En soulevant le rideau qui couvre le bon vieux temps, nous nous sommes trouvés, messieurs, en face de sinistres spectacles. Nos regards se reposeront sur la figure d'un savant et digne professeur de notre ancienne Académie, Jean Humbert.

Il avait entrepris un dictionnaire historique de la langue française; et il avait fait et fait faire une ample collection d'exemples, recueillis dans les œuvres des meilleurs écrivains, et déjà classés alphabétiquement (1). Beaucoup de matériaux étaient ainsi rassemblés: quand il fallut les mettre en œuvre, les forces lui manquèrent, des appuis nécessaires

(1) La famille de Jean Humbert en a fait don à la Bibliothèque de Genève: ils remplissent une quarantaine de cartons. — Une partie en avait été remise à M. Littré, qui mentionne ce fait dans la préface de son Dictionnaire: « Dans le temps où j'amas-sais mes provisions, dit-il, M. Humbert, de Genève, connu par différents travaux, et entre autres par son Glossaire du parler genevois, me remit une riche collection d'exemples pris en grande partie aux tragiques français et à quelques sermonnaires. Depuis, cet estimable savant est mort; mais le témoignage que je lui aurais rendu vivant, je suis encore plus empressé de le rendre à sa mémoire et de dire que ce dictionnaire doit quelque chose à ses labeurs. »

Dans l'agréable causerie qu'il a intitulée : *Comment j'ai fait mon dictionnaire*, et qui est placée à la fin de ses *Etudes et glanures*, M. Littré ne revient pas sur cette communication de documents: je n'ai pas de données qui me permettent d'en fixer l'époque.

lui firent défaut, le temps s'écoula, il sentit venir le déclin; en définitive, il laissa à deux hommes un peu plus jeunes que lui, Bescherelle d'abord, ensuite et surtout Littré, l'honneur de mettre au jour un dictionnaire original.

Il fut plus heureux avec une œuvre plus restreinte, et son nom restera attaché à son *Nouveau glossaire genevois*, quoiqu'il n'ait pas eu la joie de le donner lui-même au public. Sa main défaillante en corrigeait les épreuves, dans les derniers jours de sa vie. Quand la mort eut arrêté son travail, ses amis menèrent à bien l'impression du manuscrit qu'il avait laissé.

Il avait eu comme prédécesseur Gaudy-Le Fort, dont le *Glossaire genevois* eut deux éditions, en 1820 et 1827. Mais je trouve dans les papiers de Jean Humbert quelques notes qui m'ont confirmé ce que j'avais entendu dire à des contemporains; elles indiquent la part qu'il avait prise à la publication de ce premier glossaire, que le sien a fait oublier.

En 18... dit-il, M. Gaudy venait de terminer un petit recueil de nos expressions. Ses amis avaient connaissance de ce travail, et ils le pressaient à l'envi de le publier. Sa modestie s'y refusait constamment. L'année suivante, je fis de nouvelles instances, à la suite desquelles il m'abandonna entièrement son manuscrit, me laissant libre d'en faire l'emploi que je jugerais... je le publiai à mes frais dans la librairie Luc Sestié, et le public genevois l'accueillit avec empressement.

La seconde édition parut en 1827: elle se répandit en France et y prit place parmi les bons ouvrages de ce genre. Dès le jour de son apparition, je commençai à recueillir les termes..., me proposant d'être l'éditeur de la troisième.

J'ai frappé à toutes les portes; je me suis adressé à toutes les personnes compétentes: artistes, artisans, gens de lettres, ouvriers, domestiques, lingères, écoliers, campagnards..., plusieurs centaines de mes concitoyens.

J'ai recueilli ces fragments dans les notes inachevées que

Jean Humbert avait jetées sur le papier pour les utiliser dans une préface qu'il n'eut pas le temps d'écrire. Ils établissent que pendant trente ans, il a eu en vue un tableau du parler genevois, un recueil de tout ce qui le caractérisait alors, dans un temps où il était moins effacé qu'aujourd'hui. C'est ce qui explique comment son travail est si mûr et si complet. On a prétendu que Jean Humbert avait forgé les phrases qu'il cite en exemple de l'emploi des mots. Ce reproche ne peut se soutenir que dans un ou deux cas exceptionnels(1); ce qui frappe au contraire en suivant ces pages où se pressent tant de phrases qui ont été comme saisies au vol, c'est que tout a évidemment été pris à la source, tout a dû être noté au moment même où les mots venaient d'être dits et retentissaient encore à l'oreille du collectionneur. Je n'ai pas entendu moi-même la répétition de tous les propos qu'Humbert a recueillis; mais ce que je lis dans son livre me rappelle à tous coups ce que j'ai pu remarquer dans les occasions(2).

Les mots secs ne suffisent pas dans un glossaire; il faut des phrases où ils entrent, pour avoir la syntaxe et la vraie physionomie d'un dialecte. C'est ce qui fait la supériorité du glossaire de Humbert. Ce livre est une image fidèle de la Genève de nos pères, et on le recherchera un jour à ce titre. Il assure à son auteur une belle place parmi les lexicographes genevois: ce petit groupe de savants qui s'honore d'avoir à sa tête Henri Estienne, et où il m'a paru intéressant de choisir, pour vous en entretenir aujourd'hui, quel-

(1) Au mot *seringue*, entre autres; après l'avoir défini: *pompe à incendie*, Humbert donne cet exemple facétieux: *On entendait le roulement sinistre des seringues pendant la nuit.*

(2) Voir plus loin l'Appendice III.

ques personnages qui ont laissé un moins grand nom que l'illustre helléniste.

Il me reste, Messieurs, à vous parler des collègues que nous avons perdus; ce sont d'abord quelques membres correspondants : à Lausanne, M. Louis Dufour, professeur de physique, et M. Louis Favrat, qui avait présidé avec compétence, en 1866, à la publication du *Glossaire patois* du doyen Bridel; à Fribourg, M. Ant. Henseler, qui a écrit en 1881 la biographie du graveur genevois Antoine Bovy, et en 1884, un *Essai sur les monnaies de Fribourg*; à Neuchâtel, M. Bonhôte, bibliothécaire; à Besançon, M. Auguste Castan, archivist; à Grenoble, M. Gustave Vallier. — A Genève, la mort nous a enlevé quelques membres honoraires: M. Gustave Duparc, M. le régent Rey, et M. Sassone, de Saint-Julien. Tous ont été des hommes estimables et regrettés, qui laisseront chacun leur trace dans le champ de leur activité. Je ne puis vous parler que de deux d'entre eux, les seuls que j'aie personnellement connus: M. Bonhôte, qui m'avait aimablement accueilli quand je suis allé à Neuchâtel, en 1881 et 1882, compiler la belle collection des papiers de Rousseau, que Du Peyrou a léguée à sa ville natale, — et M. Vallier, grand numismate, esprit curieux et chercheur, avec lequel mes études sur Jean-Jacques Rousseau m'avaient aussi mis en rapport. Il avait publié en 1863 des lettres inédites du célèbre écrivain. Quelques autres documents du même genre, glanés depuis, ont été insérés par lui dans le tome XXVI de notre *Bulletin*.

APPENDICES

I

M. Louis Dufour-Vernes me communique les notes qu'il avait prises sur le vocabulaire de 1487.

C'est un imprimé gothique, in-8°, de quinze cahiers cotés: *a, b, c, ... p*. Le volume devait avoir ainsi 120 feuillets; mais il en manque sept: le premier feuillet qui contenait le titre; les 1^{er} et 8^{me} feuillets des cahiers cotés *e, f* et *p*.

Le premier feuillet conservé est coté *aij*. M. Dufour a copié les premières lignes de la première colonne:

A	la premie
	re lettre de
	<i>a. b. c.</i>
	A p[re]posicion
	in gallico du
	Aaron p[ro]pre
	nom domme

Ab preposicio servante a
l'ablatif

Abactus a um chasse

.

Cette première colonne n'a que 38 lignes; partout ailleurs il y a 39 lignes par colonne.

Le dernier mot du cahier *o* est:

Uelifer fera ferum portant voile

Et le premier du feuillet *pij*:

Uersiculus li verset petit vers

On peut se rendre compte de la richesse, ou pour mieux dire, de la pauvreté du vocabulaire de 1487, en cherchant dans un dictionnaire latin le nombre des colonnes qui correspondent aux quatre colonnes du feuillet (le premier du dernier cahier) manquant entre ces deux mots *velifer* et *versiculus*.

Au verso du dernier feuillet subsistant, la première colonne seule est imprimée; treize lignes contiennent la fin du vocabulaire dont le dernier mot est :

Zios vel Xius dicitur quidam
mensis sez mayus.

Au-dessous, même colonne, on lit :

Le present vocabulaire fut ache
ue le XV iour de Juin Mil quatre
cens quatrevingtz et sept pour mai
stre Loys Garbin Imprimeur de
mourant a Geneue.

Le huitième feuillet du cahier *p*, qui manque comme le premier, devait être blanc ou contenir la marque de l'imprimeur.

Ça et là, ont été écrits à la main les noms de ceux qui ont successivement possédé ce volume: *Michel Lesquare*, *Ex libris Gilberti Auboïs*, *Ex libris Monast. S. Marimi*...

II

Une note du docteur Chaponnière, insérée dans la *Notice* de Guillaume Favre *Sur les livres imprimés à Genève dans le XV^{me} siècle* (page 29) indique une filiation qui ferait du lexicographe Pierre Canal l'arrière petit-neveu de Loys Garbin,

imprimeur du vocabulaire de 1487. Je crois cette filiation fausse; et c'est ce qui me détermine à donner ici une généalogie de la famille Canal, plus complète que celle qui se trouve dans les *Notices* de Galiffe (I, 229).

I. Antoine Canal fut père de trois fils: Mathieu, Jean, Bernardin, et d'une fille, Antoina: ces trois derniers, mentionnés au testament de leur frère Mathieu, qui leur lègue sa part des biens maternels qu'il pourrait avoir à Cumiana, en Piémont.

II. Sire Mathieu Canal, de Turin, né en Piémont, mort à Genève, 26 juin 1558; reçu bourgeois de Genève le 10 janvier 1514; du CC en 1529; testa le 29 août 1538 (Claude de Compois, notaire, XI, 279); épousa Martine Balard, dont il eut:

a) Michel, mort le 2 janvier 1553.

b) Jean, qui suit.

c) Louise, morte à 27 ans, 28 janvier 1569, femme de Laurent Perret; elle testa le 27 décembre 1568 (Aymé Santeur, notaire, II, 73 et III, 67); par suite d'un *lapsus calami* du notaire, la minute et le protocole de cet acte sont datés de 1569.

d) Mye, femme de noble Pierre Faulcon, de Saint-Julien, dont elle était veuve en 1570.

e) Jeanne, femme de Nicod Malliat de Thonon.

Dans son testament, Mathieu Canard (c'est la graphie du nom dans cet acte et dans beaucoup d'autres) institue héritiers ces cinq enfants — et, est-il ajouté, « le posthumoz, si par hasard estoit au ventre de sa femme. » Cet enfant encore à naître paraît avoir été:

f) Martin, qui suivra.

III. Noble Jean Canal, du CC en 1566, conseiller en 1573,

syndic en 1580, 84, 88, 92, 96, 1600; mort le 12 décembre 1602.

Epousa: 1) Pernette...., morte à 19 ans, 12 janvier 1563;

2) Le 21 mars 1563, Noble Roulette, fille de Jean Dufour;

3) Le 29 août 1591, Marguerite de Chasteauneuf, veuve de Pierre Darlod, dont elle avait eu des enfants, en faveur de qui elle testa le 7 mai 1613 (Etienne De Monthoux, XXVII, 228). Elle mourut le 7 janvier 1620.

Jean Canal eut de son premier mariage:

a) Marie, baptisée le 3 janvier 1563. Parrain: Martin Canal.

Et de son second mariage, entre autres:

b) Pierre, qui suit.

c) Pernette, femme de Philibert Lièvre, bourgeois de Thonon. Elle mourut en travail d'enfant, le 31 décembre 1591, à l'âge de 25 ans.

d) Marie, morte le 25 février 1620, femme le 29 août 1591, d'Egrège Humbert Roch, citoyen de Genève, notaire.

IV. Noble Pierre Canal, baptisé le 9 janvier 1564, du CC en 1589, auditeur en 1601, sautier en 1608, mort sur l'échafaud le 2 février 1610. Epousa, le 20 août 1594 (contrat du 2 juin 1594, Etienne De Monthoux, notaire, XLV, 62) Suzanne fille de feu Noble Jean Comer, d'Anvers, baptisée le 7 mars 1576. Il eut d'elle entre autres:

1. Jean Canal.

2. Judith Canal, femme d'Etienne Gamonet, maître imprimeur, citoyen de Genève.

III. Noble Martin Canal, testa le 20 juillet 1570 (Jean Fichet, notaire, IV, 175). Epousa le 5 mars 1564, Marie Brun, fille de sire Jean Brun, bourgeois, dont il eut, entre autres, une fille, Mye, baptisée le 30 décembre 1568.

Après la mort de son premier mari, Marie Brun épousa en secondes noces, le 2 août 1573, sire Pierre Mus, apothicaire, bourgeois, fils de feu Etienne Mus (contrat Pierre de la Rue, notaire, VII, 30 et VIII, 334).

III

J'avais commencé autrefois à recueillir des matériaux en vue d'une édition nouvelle du Glossaire de Humbert. Comme à l'heure qu'il est, il ne paraît pas probable que je doive jamais réaliser le projet que j'avais ainsi formé, je saisis l'occasion qui se présente de mettre au jour quelques-unes des notes que j'avais réunies. Elles donneront une idée du travail qui reste à faire, et que quelque autre pourra mener à bien.

Ame. *Je t'ai attendu comme le bon Dieu attend la bonne âme*, avec une tranquille certitude.

Bague. On lit dans Littré : « Familièrement, *c'est une bague au doigt*, se dit de toute chose dont on peut tirer facilement avantage. » Nous employons cette locution dans un autre sens. *Cette campagne est une bague au doigt* : elle fait plaisir, mais elle ne rapporte rien.

Bonnet. *Prendre une chose sous son bonnet*, la prendre dans sa tête, l'imaginer : c'est le sens donné par le Dictionnaire de MM. Darmesteter, Hatzfeld et Thomas. Nous donnons un autre sens à cette locution. *Prendre une chose sous son bonnet*, pour nous, c'est prendre de son chef une décision qui, en bonne règle, n'aurait dû être prise que d'accord avec d'autres.

Bord. *Être maître sur son bord*, dans les affaires qu'on dirige.

Bout. *La preuve en est au bout* : on n'a qu'à ouvrir les yeux, on en voit la preuve.

Canard muet. Dans les corps délibérants, membre qui ne prend jamais la parole. Voir dans les *Œuvres choisies*, de Petit-Senn (Berne, 1840) le charmant morceau qu'il a intitulé : *Les Canards muets*.

Coup. *Avoir le coup pour faire...*, c'est savoir s'y prendre pour bien faire telle ou telle chose. — *Tous les coups!* oui, sans hésiter.

Cousin d'enterrement. Un cousin qu'on ne voit guère, et qu'on n'a l'occasion de rencontrer que dans les cérémonies funèbres où tous les membres de la famille sont convoqués.

Crédit. *Avoir le crédit de...*, se donner la peine de.... *Et vous n'avez pas eu le crédit de venir me chercher!*

Cru. Littre dit qu'à Namur, on emploie le mot dans le sens de *froid et humide*, en parlant du temps. Nous disons dans le même sens : *Un appartement cru, une chambre crue*.

Débrauler. Se mettre en mouvement pour sortir. On n'emploie guère ce verbe qu'avec la négation. *Ils n'ont pas débranlé de toute l'après-midi!*

Décotter. Ajouter à l'article du Glossaire de Humbert : Ce terme s'emploie aussi en parlant de la personne qui est dans le lit : *Tu es toute décottée, ma pauvre petite : on ne t'a ni cottée, ni rien!*

Se dématiner. Se lever, sortir de bon matin, plus tôt que d'habitude. *Qui est-ce qui ira se dématiner pour cela?*

Dépendance. A la campagne, bâtiment placé près de la maison.

Dépouille. Quand une vigne, un champ, un pré, est entièrement entouré d'autres propriétés, le *chemin de dépouille* est le passage par où on fait passer la récolte pour la conduire au chemin public. On dit aussi : *chemin de dévestiture*.

Depuis tout petit, dès son enfance.

Dérouter. *Il commence à se dérouter, elle s'est déroutée.* se dit d'une personne dont la conduite devient mauvaise.

Dès lors. On emploie à Genève cette expression dans le sens de *depuis*, adv.

Dicastère. Administration, bureau. C'est l'italien *dicastero*.

En. *Venir en dernier; être servi en premier.*

Englué. Voir ce que Gaullieur dit de ce mot dans sa biographie de Rodolphe Töpffer (*Etrennes helvétiques*, 1856). Je dirai à ce propos que j'ai cru devoir laisser de côté tous les mots politiques : *blondel*, *crèche*, *latoiser*, *panacher*, etc.

Entendu. *C'est un entendu*, c'est une chose convenue.

Epuisoir. Escalier descendant dans le Rhône ou le lac, où l'on va puiser de l'eau.

Feu. *Un feu mis*, un incendie dont les journaux disent *qu'il est dû à la malveillance*.

Fièvre. *Fièvre rouge*, scarlatine; *fièvre d'accès*, fièvre intermittente.

Fourchu. *C'est un esprit fourchu*, se dit d'un homme bizarre.

Fourré. *Oh! il les connaît bien : il est toujours fourré parmi.*

Genevois. A Genève, l'usage est de prononcer ce mot avec deux *e* muets; on met en France un accent sur le premier *e*.

L'abbé Girard a dit dans *Les vrais principes de la langue française* (1747) : C'est une maxime générale dans notre langue, que lorsqu'il se trouve dans un mot deux syllabes de suite, formées par la voyelle *e* sans accent, la première a toujours un son ouvert, et la seconde un son muet... Il n'y a d'exception à cette règle que *chevelure* avec ses dérivés, et quelquefois les syllabes *rede* lorsqu'elles sont initiales, le pre-

mier *e* s'y conservant muet ainsi que le second. Ex. : échelvelé, redemander, redevance.

Litré (articles *caqueterie*, *cheveccier*, *chevelure*, *écheveler*) admet la règle fondée par l'abbé Girard, sans admettre l'exception indiquée pour *chevelure* et ses dérivés. Littré dit qu'on ne peut prononcer deux *e* muets de suite; cependant il y a une phrase en français, où l'on peut compter jusqu'à onze *e* muets de suite. C'est un savelier qui parle à un autre ouvrier : Tu m'avais apporté ce vieux soulier dans la soirée, et déjà le lendemain tu te plaignais avec violence de ce que je ne te le ressemelais pas encore !

Gouille. A l'article du Glossaire de Humbert : *gouille*, petite mare, il faut ajouter : *La grande gouille*, la mer.

Grenouille. *Avoir la grenouille*, avoir des borborygmes. Littré cite Oudin : *il a des grenouilles dans le ventre*, son ventre fait du bruit.

Gros. *Les gros états* : les métiers de forgeron, maçon, etc., par opposition à tous ceux qui sont *de la fabrique*, c'est-à-dire à toutes les branches de l'horlogerie et de la bijouterie, autrefois florissantes à Genève.

Jeannette. Personne qui parle sans réflexion.

Jour. *C'est un : va-t-en, jour, que la nuit te prenne !* se dit d'une personne qui ne se fait pas beaucoup de soucis.

Mémorial. Compte-rendu des séances d'un corps. Dérivé : *mémorialiste*.

Monceau. *Être du gros monceau*, ne pas sortir de la médiocrité. *Est-elle jolie, mon oncle ? — Elle est du gros monceau, mais c'est une brave fille.*

Mot. *Avoir son mot à dire*, avoir droit à être écouté.

Mouchu. Qui est d'un abord désagréable, d'une humeur fâcheuse.

On, employé pour nous. *C'est nous qu'on est fatigué. Ah ! les rires qu'on a faits !*

Pied. *Aller de son pied mignon*, dit Humbert, signifie chez nous : *aller à pied, voyager lestement et sans frais*. Littré a recueilli cette expression, qu'il eût pu appuyer d'une citation de Le Pays : « Nous ne passons par aucune ville considérable, dont il ne fasse le tour sur les remparts, et cela le plus souvent de son pied mignon, car on ne trouve pas partout des carrosses. » *Amitiés, amours et amourettes*, livre II, lettre 37°. Relation d'un voyage de Flandre.

Plat, *faire un plat de...*, parler mal à propos de...

Police. *Les enfants font la police*, s'amuse dans la rue. *Nous avons fait la police ensemble*.

Pontet, se dit des poutres sur lesquelles les tonneaux sont placés dans les caves.

Qualifié. *Une personne bien qualifiée pour...*, qui a toutes les qualités requises pour... S'emploie quelquefois absolument. *Il faudrait trouver une personne bien qualifiée*.

Quatre. *Un de ces quatre matins*, un de ces jours. *Être sale comme les quatre cochons*, être très sale. *Faire leurs quatre volontés*, faire tous leurs caprices.

Redoute. Littré dit que *redoute*, dans quelques villes, se dit d'un endroit public où l'on danse. Il se disait à Genève du bal lui-même.

Règle. *Pour la bonne règle*, pour que tout se passe régulièrement. Se dit en manière d'excuse, quand on rappelle une formalité à remplir, une signature à donner, par exemple.

Rire. *Elle n'a pas fini de rire*, se dit par ironie d'une personne dont les embarras ne sont pas terminés.

Sept. *De sept en quatorze*, de temps à autre, à grands intervalles. C'est un autre sens que celui qui est dans Littré : *Renvoyer de sept en quatorze*, ajourner indéfiniment,

Suivant. *C'est suivant*, correspond à l'expression française : *C'est selon*.

Table. *Nous vous attendions les pieds sous la table.* C'est ce qu'on dit à des compagnons de course, quand on est arrivé avant eux à l'auberge, et qu'on a commencé le repas sans eux. — *La table n'est pas louée*, nous ne sommes pas pressés.

Temps. *Un temps et un autre, un temps et un autre temps*, longtemps. — *Tout d'un temps*, en même temps, sans intervalle. — Littré et l'Académie donnent parmi les sens du mot *temps* celui de loisir, mais ils ne donnent pas d'exemple où ce mot soit employé absolument, ce qui est très fréquent chez nous : *J'ai bien le temps. Nous avons le temps.*

Tendre. *Je vous le tendrai*, j'irai vous le porter, je vous le ferai parvenir.

Tenir, se présenter, apparaître partout dans... *Le collecteur a tenu toute la rue des Granges. Le gel a tenu les vignes basses le long de la Venoge.*

Ténoriser. Bien spécifier dans la rédaction d'un acte, d'un procès-verbal.

Tour. Délibération, débat où chacun prend la parole à son tour. *Ouvrir un tour de préconsultation. Ouvrir un tour de recommandations à la commission.*

Traîne. Se dit, après une maladie qui n'a pas été entièrement guérie, d'un mauvais état de santé qui se prolonge et donne des inquiétudes.

Vendre. *Elle s'est vendue*, elle s'est trahie, elle a laissé éventer son secret.



LES
VICTIMES DE LA GUERRE DE GENÈVE
CONTRE LE DUC DE SAVOIE
en 1589 et 1590

La guerre de Genève contre le duc de Savoie, en 1589 et 1590, dont le théâtre se trouvait restreint au petit pays qui s'étend entre Genève, le Jura, les Voirons, et Thonon, ne pouvait comporter un grand déploiement de forces. Les troupes en présence ne se composaient pour les Genevois que de quelques centaines, et pour les Savoyards de quelques milliers de combattants. Aussi le récit de ces luttes se résume dans l'assaut et la prise des châteaux et maisons fortes de la contrée, et dans quelques modestes champs de bataille. Les châteaux de Ternier, St-Julien, Monthoux, Bonne, Saint-Joire, Ripaille, Veigy, Etrembières, l'Ermitage sur Salève, St-Maurice à Versoix, le fort d'Arve, celui de la Cluse vers le Rhône, les villes ou bourgs de Thonon, Saint-Joire, Boège, Cruseilles et Gex, toutes ces localités, conquêtes éphémères, prises et reprises ou brûlées quand nous ne pouvions les conserver, ne causèrent aux Genevois que des pertes insignifiantes; il faut en excepter cependant les deux tristes épisodes de Ternier et de Bonne, des 1 juin et 22 août 1589, où chaque fois la garnison genevoise fut massacrée en dépit

ou plutôt, hélas ! en vertu de la foi savoyarde de ce temps-là. Quant aux combats et escarmouches qui furent tous, sauf un, favorables à nos troupes, comme ceux de Plan-les-Ouates, au 3 juin, Pinchat, au 12 juillet, Peillonnex soit St-Joire, au 26 juillet 1589, la proportion des morts de notre côté fut encore bien minime. Mais en regard de ces brillants résultats, la malheureuse « surprise » de Châtelaine, le 5 juillet 1590, qui nous coûta plus de 150 hommes, assombrit singulièrement le tableau. Heureusement que la victoire de la Menoge, du 17 septembre, qu'on appelle aussi le combat des vendanges de Bonne, vint bientôt consoler quelque peu nos ancêtres de leur récent échec.

Les noms des braves qui tombèrent en défendant vaillamment la patrie ne nous ont été que partiellement conservés. Les registres mortuaires suppléent en partie à cette lacune, mais il est évident que beaucoup de ceux qui moururent sur le champ de bataille, ne furent pas rapportés en ville et en conséquence point inscrits sur le *livre des Morts*. Ainsi, pour le siège de Gex du 8 avril 1589, où d'après l'historien Gautier (1), les Genevois perdirent deux ou trois hommes et eurent quelques blessés, nos registres sont muets, de même que pour les massacres de Bonne et de Ternier. Au mois de septembre 1589, l'armée bernoise ayant évacué le pays de Gex, les troupes du duc firent main basse sur tous ceux qu'ils purent saisir et se montrèrent féroces en particulier pour les Genevois, qui n'échappaient, dit Gautier, que s'ils s'habillaient à la suisse. Or on ne trouve dans ce mois qu'une seule mort violente dans le registre mortuaire.

Cette difficulté quant au chiffre exact de nos morts à établir, est encore augmentée d'une autre qui concerne les

(1) *Histoire manuscrite de Genève.*

décès à attribuer à chaque affaire. Les registres sont muets d'ordinaire à cet égard, et ce n'est souvent que par le rapprochement des dates ou par quelques notes isolées qu'on peut arriver à une certitude. On peut être sûr au moins que tous ces cas de mort violente sont bien le fait de l'ennemi, car, s'ils avaient été le résultat d'une querelle citadine, la mention *rapport en justice* ou telle autre semblable serait donnée. Au reste, on ne trouve avant l'ouverture des hostilités, dans l'espace de quinze mois, qu'un seul cas de décès par suite d'un coup d'épée, tandis qu'à partir du 13 avril, onze jours après l'entrée en campagne, les morts violentes deviennent assez fréquentes.

Nous relèverons par ordre de dates et en les rattachant autant que possible aux divers combats ou sièges, les mentions de décès du Registre mortuaire, en les faisant suivre des indications données par Gautier dans son *Histoire manuscrite* et par Simon Goulart, l'historien contemporain de ces guerres (1).

(1) Ses mémoires ont été publiés en 1758, à Amsterdam, en six volumes 4°, sous le titre : *Mémoires de la Ligue*

Attaque du Château de la Cluse, sur le Rhône,
les 10 et 11 avril 1589.

Registre mortuaire :

Du 13 avril. Jean Gabriel, de Tacebot en Lorraine, (est mort) d'un coup de mousquet, âgé d'environ 25 ans, transporté à l'hôpital neuf (1).

Id. Jean Brunet, dit de Nantua, coup de mousquet, 56 ans; Bourg-de-Four.

Du 19 avril. Dominique Barbier, habitant, coup de mousquet, (en note: receu à la Cluse), 36 ans; hôpital neuf.

Gautier : Les Genevois y perdirent de bons soldats.

Registre mortuaire :

Du 23 avril. Adryion, dit Bourgognin, habitant, coup de mousquet, 30 ans; hôpital neuf.

Du 28 avril. Christophe Munier, des environs de Strasbourg, coup de mousquet, 26 ans; hôpital neuf.

Du 26 may. Thomas Villot, de Pragelas, coup de mousquet, 24 ans; hôpital neuf.

Du 28 may. Egrège Aimé Tapponi [er], citoyen, coup de mousquet, 38 ans; vers la Fusterie.

En note : ayant été apporté d'auprès d'Estrambière, où il fut tué par l'ennemy.

Du 1 juin. Nicolas Dieville, de Troyes en Champagne, coup de mousquet, 25 ans; hôpital neuf.

(1) Pour simplifier, nous supprimerons dorénavant les mots *environ* qui se trouvent à toutes les indications d'âge, et *transporté*, qui précèdent la mention de la demeure du défunt ou du lieu où il fut apporté du champ de bataille.

Combat du Plan-les-Ouates, du 3 juin 1589.

Du 4 juin. Barthélemy Blanc, habitant, coup d'épée, 18 ans; hôpital neuf.

Id. Mathieu du Bolou (Duboule), habitant, coup de coutelas avec fièvre continue, 38 ans; rue du Boule (1).

Du 8 juin. David Chappuis, taffetatif, citoyen, coup de mousquet, 36 ans; au Vieux-Collège.

Du 12 juin. Gabriel Roumillie (2), de Châtelaine, coup de mousquet; 52 ans.

Du 16 juin. Haies Rueme (Ruhm?), de Strasbourg, coup de mousquet; 30 ans.

Du 17 juin. André Cachet, citoyen, coup d'épée, 15 ans.
« Nota qu'il estoit des enfants de l'hospital (3). »

Ces trois derniers moururent en l'Hôpital neuf.

Gautier. Le combat dura quatre heures. Les Genevois mirent 200 Savoyards sur la place, ne perdirent que deux soldats et n'eurent que quatre ou cinq blessés.

Du 25 juin. Antoine de Dronne, coup d'épée, 26 ans; et François Chabuel, habitant (4), coup de mousquet, 24 ans; tout deux morts à l'hôpital neuf.

Gautier : Le reste de ce mois se passa en différentes rencontres près du Fort d'Arve et près de Bonne. Il y eut entre autres, le 23, un combat près de Saconnex-delà-d'Arve,

(1) Aujourd'hui rue la Fontaine.

(2) Reg. des habitants: réception, le 7 août 1559, de Gabriel, fils de Jehan Komalliez, masson, de Vyu en Salla.

(3) Les fils de citoyens indigents étaient souvent élevés à l'hôpital.

(4) Reg. des habitants. Réception, le 15 mai 1587, de François, fils de Nicolas Chabel, d'Entreverges, mandement de Thiez, taffetatif.

où les Savoyards perdirent beaucoup de monde, et où les Genevois n'eurent presque aucune perte.

Du 8 juillet. Daniel Canelin, de Berne, coup d'arquebuse, 40 ans; hôpital neuf.

1^{er} combat de Pinchat, du 9 juillet.

Du 9 juillet. Egrège Bernard Vivant, de Nyon, 36 ans, vers Rive; — Jacques, fils de Jean de Baptista, citoyen, 19 ans; — Antoine Doé (1), habitant, 40 ans; — Gonet Poncet (2), habitant, 24 ans; Coutance; — Jean Le Bœuf, citoyen, 30 ans, rue des Peyroliers (3); tous d'un coup d'arquebuse, ainsi que du 11 juillet, Jaques Mercier, habitant, 40 ans, mort à l'hôpital neuf.

Gautier. Ce jour-là les Genevois tinrent tête aux Savoyards qui étaient pour le moins dix contre un. Il n'y eut que dix soldats tués du côté des Genevois, ce qui fut regardé comme une chose merveilleuse, vu la supériorité des Savoyards.

2^{me} combat de Pinchat, du 12 juillet.

Du 12 juillet. Pierre Mallié, de Payerne, coup d'arquebuse; — Jean Anastaice (Anastaise) (4), bourgeois, coup d'arquebuse; au Perron; — Emerand de Meles (5), bourgeois, coup de coutelas; 50 ans; — Jean Nodin, habitant, coup d'arquebuse,

(1) De Troyes en Champagne, reçu habitant le 8 juin 1555.

(2) De Bressieux en Dauphiné, reçu habitant le 23 février 1586.

(3) Aujourd'hui rue des Chaudronniers.

(4) Jean Anastaise, imprimeur, fils d'Esprit, de Sauze d'Oulx en Dauphiné, avait été reçu bourgeois le 26 janvier 1579; il était le gendre de Robert Estienne.

(5) Emerand était fils de feu Giles De Melay ou le Melay, libraire, de Paris: il avait été reçu habitant le 7 mars 1558, et le 15 novembre 1576 il fut admis à la bourgeoisie.

30 ans; — Benoit Morel (I), habitant, fièvre continue, étant blessé d'un coup de mousquet; 40 ans; rue Verdaine; — Isaac Calie (Caille), citoyen, coup de coutelas, 23 ans; vers la Fusterie; — Jean, fils de Jean Dupra, bourgeois, coup d'arquebuse, 20 ans; — Huguet Colongier (Colognier sans doute, nom de famille du pays de Gex), coup de lance, 23 ans; rue du Boule; — Horace Mofrede (Maufredi) (2), habitant, 30 ans; vers St-Gervais.

Du 13 juillet. Antoina, servante de François Daage, habitant, coup d'arquebuse, 30 ans; rue des Orfèvres.

Du 15 juillet. Mogin Quenevoye, habitant, coup de coutelas, 25 ans; sur le pont du Rhône.

Du 16 juillet. Louis Rancura, habitant, coup d'arquebuse, 46 ans; vers le Grand Mézel.

Du 18 juillet. Abraham Blanchet, de Lorraine, coup d'arquebuse, 20 ans; hôpital neuf.

Id. François Roset, habitant, coup d'arquebuse, 38 ans rue des Etuves.

Du 19 juillet. Claude Vincent, bourgeois, coup de mousquet, 36 ans, rue d'Enfer.

Du 20 juillet. Jehan Jendo (Gandoz), citoyen, coup de mousquet, 26 ans; vers le puits St-Léger; « ayant esté apporté mort d'auprès le pont de Buringe. »

Du 22 juillet. Henri David, de « Geais » (Gex), coup d'arquebuse, 45 ans; hôpital neuf.

Id. Nicolas Quaysant, de Picardie, coup de mousquet, 32 ans; au four d'Enfer.

Du 24 juillet. Martin Chosan, de « Nicy » (Annecy), coup d'épée, 25 ans; hôpital neuf.

(1) Du Pont-de-Veyle, reçu habitant le 16 mars 1573.

(2) De Lucques.

Combat de Pellionex-St-Jeoire, du 26 juillet.

Du 26 juillet. Pase Outrée (?), de Berne, coup de mousquet, 18 ans; aux Etuves.

Du 27 juillet. Vincent Neel (1), bourgeois, coup d'épée, 50 ans; vers le Tararier (Terraillet).

Du 28 juillet. Denis Durand (2), le capitaine, dit Bois, coup de lance, « reçu à la bataille de St-Jeoire, donnée le 26, » 50 ans; rue de la Poissonnerie (Rues basses).

Du 31 juillet. Samuel Boeuf (Buffe), citoyen, coup d'épée, 24 ans, vers la Juiverie (3).

Gautier. Les Savoyards perdirent dans cette action plus de soixante soldats tués sur la place..... outre ceux qui furent tués çà et là en s'enfuyant, dont le nombre fut beaucoup plus grand. Les Genevois, de leur côté, ne perdirent que quatre ou cinq hommes, du nombre desquels fut le capitaine Bois, brave et intrépide soldat.

Du 3 août. Nicolas Bidot, de Châtillon-sur-Seine, coup d'arquebuse, 26 ans; hôpital neuf.

Id. Rolet Favre, de Vernier, coup d'épée, 50 ans; place de St-Gervais.

Du 15 août. Jean Bisac (Bissac), d'Yverdon, coup de mousquet, 30 ans; hôpital neuf.

Du 16 août. Antoine de la Motte, de Monasque (Manosque), coup de mousquet, 25 ans; vers la place de la Monnaie.

(1) De Cautelay au pays de Caux en Normandie.

(2) Il était natif de Gisors en Picardie.

(3) Soit rue du Grand-Mézel.

Du 18 août. Pernette, relaissée de feu Gonin Duchesne, habitant, coup d'épée, 60 ans; hôpital neuf (1).

Du 7 septembre. Pierre Baud, de Vovray, coup de coutelas, 53 ans; place de la Poissonnerie (2).

Incursions, prise de châteaux

(Veigy, Etrembières, Ermitage sur le Salève, Versoix)

Du 3 octobre. François Crevin, de Moudon, coup de mousquet, 36 ans; rue de la Poissonnerie.

Du 5 octobre. Raoul, fils de Denis Moras, de la Tour-du-Pin en Dauphiné, coup de coutelas, 20 ans; Cité.

Du 6 octobre. Jean, fils de feu Pierre Gervais, dit Colin, du Petit-Saconnex, coup de pistolet, 14 ans.

Du 7 octobre. Jaquema, femme de Claude Delaïssu, de Gailard, coup de coutelas, 26 ans; Tour de Boël.

Du 9 octobre. Jean Gandoz(3), bourgeois, coup d'épée, 70 ans; vers le puits St-Léger.

Du 21 octobre. Pierre Guillard, d'Aïre, « étant battu des ennemis », 63 ans; Cornavin.

(1) Après le 18 août se passa le drame douloureux de Bonne. C'était le moment où l'armée bernoise avait quitté le Faucigny, sans avoir été d'aucun secours pour ceux de Genève, et sous prétexte que les soldats étaient dégoûtés de la guerre. Genève ne put, les Savoyards étant maîtres du pays, faire parvenir aucun renfort à la garnison de Bonne, composée de trois compagnies, qui capitula le 22 août, après avoir essuyé deux cents coups de canon. Elle avait la promesse de la vie sauve, mais à peine sortie elle fut massacrée. Plus de 300 hommes périrent.

(2) Le Molard.

(3) Jean Gandoz avait été reçu bourgeois le 19 juin 1545. Il était fils de feu Bertrand, de Morges.

Du 26 octobre. François Borne, de Lausanne, coup d'arquebuse, 28 ans; rue de la Poissonnerie.

Du 27 octobre. Thomas Dage, bourgeois, coup de coutelas, 57 ans; Longemalle.

Du 9 novembre. Etienne, fils de François Péru, d'Allemogne, coup de mousquet, 19 ans; vers la ville neuve (1).

Du 10 novembre. Claude de Langre, coup de mousquet, 25 ans; rue des Allemands.

Du 21 novembre. Jean Brunet, habitant, coup de mousquet, 36 ans; Bourg-de-four.

Du 23 novembre. Daniel, fils d'Egr. Pierre Aillod, citoyen, coup d'arquebuse, 20 ans; Coutance.

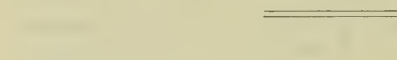
Id. Jean Devilla (Deville), habitant, coup de mousquet, 36 ans; Longemalle.

Du 24 novembre. Isaac Mallollier, citoyen, coup d'épée donné au côté gauche, 37 ans; devant le Molard.

Du 6 décembre. François Delapalud, de Jussy, coup d'arquebuse, 50 ans; vers Rive.

Id. Daniel Vaucière, de Chenas en Vivarais, coup d'arquebuse, 20 ans; vers le Terraillet.

Du 30 décembre. Pelegrin Michel, habitant, coup d'arquebuse, 32 ans; Fusterie.



(1) Aussi appelée rue Punaise, aujourd'hui rue Traversière. La rue derrière le Rhône s'appela aussi plus tard rue de Ville-neuve.

1590

1^{er} janvier, dérouté des Savoyards; le 11, prise du château de La Bâtie sur Versoix, les 18 et 19, prise de Gex et de son château.

Du 2 janvier. Noël Chomon (Chaumont), de Lorraine, coup d'arquebuse, 22 ans; au Perron.

Du 18 janvier. Philibert Ethenau, habitant, coup d'arquebuse, 30 ans; vers la Banque (Cour St-Pierre).

Du 19 janvier. Louis Vuichart, citoyen, coup de coutelas, 21 ans; rue de la Poissonnerie.

Du 20 janvier. Noble François de la Palle, citoyen, coup de mousquet, 32 ans; rue des Allemands.

3 février. Antoine, de Lorraine, coup d'arquebuse, 16 ans; devant la Fusterie.

11 mars, combat de Chevry près du Vuache.

Du 12 mars. David Ayral, coup d'épée, 25 ans; rue des Orfèvres.

30 mars, prise du Château de Monthoux; 11 avril, prise du fort de la Cluse.

Gautier. Les Genevois ne perdirent dans ce siège que sept ou huit hommes.

Du 12 avril. Noël Auchet, habitant, coup d'arquebuse, 32 ans; vers le puits St-Léger.

Du 20 avril. Claude Argand (1), bourgeois, coup de mousquet, 42 ans; devant la Fusterie, ayant été apporté mort de vers la Cluse.

(1) De Bonne en Faucigny, reçu bourgeois le 26 janvier 1579.

Du 22 avril. Hugues Couny, bourgeois, coup de mousquet
36 ans; place de St-Gervais.

Du 26 avril. Michel Dentand, de Choulex, coup d'épée,
50 ans; vers l'hôpital.

Du 4 mai. Aimé de Baptista, citoyen, coup d'arquebuse,
45 ans; vers la Maison de ville.

11 mai, retraite du pays de Gex; combat de Farges, etc.

Du 11 mai. Bernard Luyer, habitant, coup de mousquet,
36 ans; Molard.

Du 21 mai. Pierre Gabet, de Thonon, coup d'arquebuse,
25 ans; vers Rive.

Du 25 mai. Jean Fusier, d'Allemogne, coup d'épée,
23 ans; aux Etuves.

Id. Jaques Jobert (1), habitant, 28 ans; devant la Fusterie,
blessé à la tête.

Du 17 juin. Jaques Barbe, de Gex-la-ville, coup de hache,
30 ans; Cité.

Du 30 juin. Jaques Cortin, de Meyrin, coup d'épée, 30
ans; rue de Villeneuve.

Nous arrivons maintenant à la néfaste journée de Châtelaine. Lurbigny, qui avait succédé à Varro comme général des troupes genevoises et qu'Henri IV avait envoyé pour nous faire prendre patience, était malade. Il avait fait depuis peu une chute de cheval près de Farges, dans un engagement qui avait du reste réussi. C'était un chef habile et prudent qui savait maintenir la discipline dans ses troupes. Le 7 juillet, au matin, la compagnie du capitaine La Pierre était

(1) Il était fils de Jean Joubert, de Mâcon.

partie de la ville et s'était avancée assez loin. Soudain on apprend à Genève, vers midi, que cette troupe est cernée aux abords du Bouchet et de Châtelaine, où les Savoyards s'étaient embusqués avec plusieurs escadrons de cavalerie et d'infanterie. L'alarme se répand, le tocsin sonne, et nos citadins de courir à la hâte et sans ordre au secours des leurs. Ne voyant personne, ils n'en sont pas plus défiants, et poussent toujours en avant jusqu'à l'extrémité de la plaine de Châtelaine, où ils se voient tout-à-coup enveloppés par l'ennemi. Après un furieux combat d'une heure, la débâdade commença par les paysans des environs venus en grand nombre, puis les nôtres durent s'enfuir à leur tour. Deux coups de canon tirés de la ville, un peu tard, arrêterent l'ennemi qui fit halte et se retira sur le champ. Selon Goulart, nous eûmes cent cinquante hommes tués tant cavaliers que fantassins et paysans courageux ; selon Jullien, dans son histoire de Genève, il y en aurait eu cent vingt de la ville et autant de paysans. Quant à la compagnie La Pierre pour laquelle tout ce branlebas s'était fait, elle se battit vaillamment et revint l'après-midi vers cinq heures, n'ayant perdu que sept hommes. « Genève, dit Goulart, a été en merveilleux deuil toute cette après-dinée et les jours suivans pour cette grande perte. »

On conçoit que nos registres mortuaires reflètent l'écho d'une pareille catastrophe. En premier lieu se trouvent dans le corps du volume à la date du sept juillet, les noms de 31 individus, plus 7 qui moururent plus tard. Ensuite, sur une feuille à part, et de la même écriture, il a été fait le relevé des morts sous ce titre : « Roole de ceulx qui ont esté tuez par l'ennemy à la charge près Chastellaine le mardy septiesme jullet 1590. » Cette liste donne 26 noms de plus, ce qui avec les 38 enregistrés plus haut en fait 63. Goulart

en mentionne encore environ vingt-cinq, avec des indications assez incomplètes, ce qui porterait le nombre des victimes connues à environ 90. Il ajoute qu'il y eut en outre une perte de 25 à 30 soldats de diverses compagnies (1), que l'ennemi nous fit 25 à 30 prisonniers, entre autres de Pesmes, le jeune Cambiague, Georges Driane, mais qu'en revanche il eut de son côté beaucoup de tués et blessés, et que nous lui fîmes 4 prisonniers.

LISTE DU TEXTE

Claude Chevalier, coup d'arquebuse, 50 ans; vers Rive.

Henri Chavana (annes), de Meyrin, coup de pistole, 45 ans; vers la Villeneuve.

Vincent Corneille (Carneille) (2), bourgeois, coup de coutelas, 52 ans; rue des Allemands.

François Duboule (3), habitant, coup de coutelas, 33 ans; vers la Fusterie.

Jean Ramu (4), habitant, coup de coutelas, 27 ans; sur le pont du Rhône.

Esaïe de Saint-Aubin, habitant, coup de coutelas, 25 ans.

Philibert, fils de feu Claude Buchet, citoyen, coup de lance, 20 ans; Fusterie.

Antoine Chenu, citoyen, coup de coutelas, 32 ans; devant la Fusterie.

Thomas Gayre (Guerra), habitant, coup de coutelas, 52 ans; vers la Villeneuve.

Thomas Chaste[l], bourgeois, coup de lance, 30 ans; rue St-Gervais.

(1) Gaudy Le Fort, dans ses *Promenades historiques*, donne une liste très imparfaite et très peu certaine.

(2) De Gènes.

(3) De Passeiry, reçu habitant le 10 avril 1587.

(4) De Dardagny.

Pierre Castan(1), citoyen, coup de coutelas, 33 ans; vers la Porte Neuve.

Etienne Costier, bourgeois, coup de coutelas, 43 ans; vers la Juiverie.

Jean, fils de François Galois, citoyen, coup de coutelas, 14 ans; devant Coutance.

Antoine Filet (Filliet), habitant, coup de coutelas, 40 ans; vers le grand Mézel.

Philippe Gentil, habitant, coup de coutelas, 72 ans; Fusterie.

Louis Gentil, habitant, coup de coutelas, 43 ans; Fusterie.

Pierre, fils de Matthieu Gauchier, habitant, coup de coutelas, 18 ans; rue de la Poissonnerie.

Jean Vellars (Villard), d'Allemogne, coup de coutelas, 40 ans; Etuves.

[Pierre] Pethet (Petex), de Grilly, bourgeois, coup de coutelas, 70 ans; vers le grand Mézel.

Claude Petex, son fils, de Grilly, bourgeois, coup de coutelas, 27 ans; vers le grand Mézel; selon Goulart : sergent.

Jaques Gras, bourgeois, (selon Goulart : Gros), coup de coutelas, 52 ans; rue des Allemands.

Guillaume Molte (liste hors texte : Molle) de Vonsart, coup de coutelas, 30 ans; Molard.

Daniel Chapelier, de Badonviller, coup de coutelas, 20 ans; Molard.

Pierre, fils de noble Pierre Dance (Dansse), conseiller, citoyen, coup de coutelas, 25 ans; Pont du Rhône.

Jaques Du Pan, citoyen, coup de coutelas, 65 ans, Fusterie.

Pierre Marva[1], citoyen, coup de coutelas, 22 ans.

Jaques Perref, chappuis (charpentier), bourgeois, coup de coutelas, 40 ans.

Bernard Dufresne (1), bourgeois, coup de coutelas, 34 ans ; (liste hors texte : dict de Chasteleu).

François De Goutes (DesGouttes) (2), habitant, coup de coutelas, 36 ans.

Jaques, fils de Jaques Conte, coup de coutelas, 22 ans ; rue de la Juiverie (liste hors texte : boucher, citoyen).

Charles Pagan, citoyen, coup de coutelas, 50 ans ; rue de la Juiverie.

Adam Gierge (George), habitant, coup de coutelas, 41 ans, mort le 9 ; en la rue St-Gervais. (Goulart le nomme maître Adam, le coutelier, et le dit blessé de 40 plaies).

Jean Calvin (3), citoyen, coup de coutelas, 30 ans ; mort le 11 ; Cité.

Thévène, relaissée (veuve) de Pierre Torni (Tournier), de Fenièrre, coup de coutelas ; Fusterie.

David Crivet, habitant, coup de coutelas, 22 ans, mort le 12 ; place de la Monnaie.

Esther, relaissée de Louis Bourdet, d'Allemogne, morte le 25 « estant battue de l'ennemi », 30 ans ; Tour de Boël.

Antoine Bramere[1], de Croset, coup de coutelas, 22 ans, mort le 23 ; même rue.

Pétremand Muscat, bourgeois, coup de coutelas, 50 ans, mort le 30 ; rue Duboule.

LISTE HORS TEXTE

Les mêmes noms que ci-dessus jusqu'à Charles Pagan, plus :

Melchior Clémensan, tailleur d'habits, habitant.

Jacob Dunant, citoyen, fils d'Antoine, orfèvre.

(1) D'Yvoire, admis à la bourgeoisie le 13 octobre 1582.

(2) De St-Symphorien-le-Châtel en Lyonnais.

(3) Il était neveu et filleul du réformateur.

Un fils de M^e Etienne Paquet, citoyen.

Jean Gabier, lieutenant de la compagnie du cap. Choudet.
Goulart le nomme par erreur capitaine.

Claude Rogin, de Grilly, serviteur du S^r Jean Mailliet.

Un fils de sire Joseph Fossa.

Théodore Cambiago, citoyen.

Marc Bovero, citoyen.

Jacques Charbonnier (1), marchand, habitant.

Pierre Pichard, lanternier, citoyen.

Jean Grandjean, taffetier, habitant.

Odinet Mestral, de Landecy, habitant.

Jean Gresey, cordier.

Ami Badel, de Chancy.

Loys Chabod, d'Herchant (Archamp).

Egrège François Arnaud, notaire, citoyen.

Jean Fonbonne (2), chapelier.

Jean Bouloyseau, habitant. (Goulart : tireur d'or).

Jean De la Planche, de Gy, soldat de la compagnie du capitaine Pellissari.

Antoine Cully (3), bourgeois (Rully, selon Goulart).

Isaac Gaulis, pelletier.

Thivent Genod (4), chappuis, habitant.

Jean Gallet, chappuis, habitant.

Le messager de Schaffouse.

Pierre Bruneau, gantier.

Le sergent Sage, de Montbéliard.

(1) De Châtillon-sur-Seine, marchand drapier, reçu habitant le 22 novembre 1585.

(2) Marchand, de Lyon, reçu habitant le 29 sept. 1572.

(3) Antoine Rully, de St-Saphorin-le-Châtel (auj. St-Symphorien-sur-Coise, arrondis. de Lyon), reçu bourgeois le 21 oct. 1577.

(4) Charpentier, natif d'Abère, pays de Berne, reçu habitant le 26 octobre 1557.

LISTE DE GOULART

Ceux que Goulart nomme en plus de ceux qui précèdent sont : Antoine Chauve; Jean Curial; M. Benoît; le fils de Thomas Guerra; Jean Girousé dit Bermont; D. Fournier; Marceau, couturier; Massé, cordonnier; le fils du S^r Picot; un apprenti allemand; Jaques Dupont; le jeune fils du sieur Deharsu; Nicolas Sautier; Job Moré; le neveu du S^r Etienne Rocca; un escarcelier; un épinglier du coin de la Fusterie; le fils de M. Pierre Maillet; Gaspard, l'armurier; Jean de Retro, caporal de Boisjoly; Jean Magnin; Châtelet; un menuisier, un cordonnier de la Tacconnerie; deux pressiers.

La fin de l'année 1590 ne fut marquée que par deux rencontres importantes. Au combat dit *des Vendanges de Bonne*, le 17 septembre, les Genevois remportèrent près de la Menoge une victoire signalée, car les Savoyards eurent plus de 300 hommes tués et 80 blessés, et on leur fit 100 prisonniers, tandis que les Genevois ne perdaient que 11 hommes, dont le registre mortuaire ne semble indiquer que quatre; ils eurent une quinzaine de blessés qui guérèrent pour la plupart. Dans l'affaire de Cruseilles, de la fin d'octobre, plus de cent hommes des troupes ennemies restèrent sur le terrain et seulement quatre des troupes de la République.

2 août. Bernard Escuyer, de Villars-Tacon, coup de lance, 27 ans; Coutance.

13 août. François Du Boulou (Duboule), de Choulex, coup d'épée, 34 ans; vers Rive.

31 août. Abraham, fils de Claude Bastard, de Bourdigny, coup d'épée, 13 ans; devant Coutance.

9 septembre. Jaques Savoye, de Périgny, coup d'arquebuse, 26 ans; rue de St-Gervais.

17 septembre. Andrée, fille de feu Pierre Taravel, citoyen, coup de mousquet, 10 ans; Longemalle.

18 septembre. Gérart Duraffort (1), habitant, coup de mousquet, 23 ans; Molard.

Id. Antoine Revaclier, de Laconnex, coup de mousquet, 27 ans; Bourg-de-four.

Id. Un individu tué de coutelas à la Menoge.

30 septembre. Claude Balme, habitant, coup de mousquet, 30 ans; Etuves.

2 octobre. Antoine Vuachet, habitant, coup de mousquet, 28 ans; rue des Peyroliers.

17 octobre. Gabriel Blécheret, citoyen, coup d'épée en la cuisse, 40 ans.

2 novembre. Michel Collet, dit Latouche, de Lorraine, coup d'épée, 25 ans; rue des Allemands.

Id. No. Pierre De Sales, citoyen, coup d'arquebuse, 22 ans; place de la Monnaie.

Dimanche 6 décembre. Jaques Gallou, de Lancy, 21 ans; mort par un coup d'estoc qui lui fut donné vendredi dernier. « Estoît soldat portant les armes pour cette Seigneurie; » demeurant en la Tacconnerie.

7 décembre. Jaques Méguet, d'Allamand, soldat de la compagnie du capitaine Gérard, blessé vendredi dernier, mort à l'hôpital; 24 ans.

14 décembre. Pierre De la Bière, de Cartigny, soldat argoulet du capitaine Jean Baudichon, mort par un coup reçu en la tête, 30 ans; maison de Châtillon joignant l'Hôpital.

31 décembre. Marin, fils de feu Bernard Meyrin, de Saconnex le grand, soldat du capitaine Bérard, mort d'une blessure de mousquet, en la maison des Etuves, 20 ans.

(1) Taffetatier, de Farges, reçu habitant le 8 mai 1687.

L'examen de ces diverses listes conduit à faire quelques remarques.

Le chiffre des victimes de la guerre de 1589 et 1590, tel qu'il résulte du registre mortuaire, est de 170, plus les 60 de Goulart, formant ainsi un total de 230. Mais, comme nous l'avons indiqué et d'après les données des *Mémoires de la Ligue* qui mentionnent les pertes des Genevois presque à chaque combat, il faut au moins quadrupler ce chiffre pour avoir une idée approximative de nos morts pendant ces deux années, dont 400 pour les massacres de Bonne et de Ternier. Resteraient environ 500 hommes que nous aurait coûté nos succès sur les troupes ennemies, tandis que celles-ci en perdirent au moins trois fois plus. La bravoure des Genevois éclate ici pleinement : elle se montra la même au 18^me siècle, à la bataille de Vilmergen.

Sur ces 230 victimes, les Genevois proprement dits, citoyens, bourgeois et campagnards, ne comptaient que pour un quart. On peut en effet décomposer l'armée genevoise en quatre parties : 1^o les citoyens et bourgeois, 2^o les réfugiés français protestants, dont Roset annonçait à Berne, en mai 1589, la formation de deux compagnies faisant en tout 250 hommes (1), 3^o les réfugiés du pays de Gex, favorables aux Genevois, et auxquels d'ailleurs les troupes du Duc ne faisaient pas de merci; ils se réfugiaient en grand nombre à Genève, ainsi qu'il ressort des registres mortuaires, 4^o les réfugiés des parties avoisinantes de la Savoie dont il vint également bon nombre à Genève depuis que le Châ-

(1) On rencontre parmi ces réfugiés quelques Lorrains et et Alsaciens. Ce fut un Lorrain aussi, Gilles Mercier, qui fut le père d'Isaac Mercier, celui qui abattit la coulisse de la Porte Neuve à l'Escalade.

blais et le pays de Gex avaient été rendus par Berne au Duc, et que la religion protestante y courait de grands dangers. Ainsi, sur les 230 morts indiqués dans nos listes, nous avons environ quatre-vingt Genevois, une quarantaine de Français, un peu plus de Gessiens et de Savoyards, et une dizaine de Vaudois.

Une dernière observation à faire est que la population entière prenait les armes; parmi les morts se rencontrent des jeunes gens, presque des enfants, de 14 à 20 ans, et des vieillards de 50 à 70 ans. Cet élan se comprend du reste aisément, car il s'agissait de combattre *pro aris et focis* tandis que l'ennemi se composait de beaucoup de troupes, mercenaires dont les Savoyards, surtout ceux des provinces voisines, (on s'en méfiait avec raison), formaient la moindre partie.

En relisant cette histoire de la guerre de 1589 et 1590, on ne peut qu'être confondu de l'audace des Genevois qui se mettent en campagne contre un ennemi pour le moins six fois supérieur, avec des alliés intermittents ou très douteux; l'armée bernoise qui ne les aida qu'un mois à peine en 1589 resta dès lors les bras croisés et simple spectatrice. Je n'ai garde d'oublier ici Henri IV, qui écrivait de temps à autre aux Magistrats des lettres dont le contenu revenait à ceci : Mes bons amis, je vous aime beaucoup et je pense souvent à vous, je voudrais bien vous envoyer des troupes et de l'argent, mais j'ai de grosses affaires sur les bras et mon escarcelle est vide. En attendant, vous marquerez toutes vos dépenses à mon débit, elles vous seront certainement remboursées un jour ou l'autre. Prêtez-moi encore un peu d'argent, et sus aux troupes du Duc!

L. D.-V.

UN DEUIL NATIONAL

LECTURE FAITE LE 7 MARS 1893

à la Section des Sciences morales et politiques
de l'Institut genevois

par Z. MILKOWSKI

J'ai presque envie de demander excuse à mes honorables auditeurs pour la lecture que je vais leur faire entendre aujourd'hui. C'est le sujet qui en est la cause, — sujet qui, jadis, intéressait énormément l'Europe, et qui, depuis quelque temps est, pour ainsi dire, tombé dans l'eau.

Il est tombé dans l'eau pour l'Europe, mais non pas pour nous qui avons l'honneur de porter le nom de Polonais. Ce nom nous est refusé. Nous le portons cependant pour des raisons qui ne manquent pas d'une certaine importance. Le refus vient de la part de la politique, de ce qui change, qui dépend des circonstances, qui est sujet au hasard et ne se laisse prévoir que d'une manière incomplète. Si je ne me trompe, c'est M. Thiers qui a dit que : « La politique c'est la prévoyance. » Rien de plus juste, et rien de plus difficile que la prévoyance. A combien d'hommes d'Etat, réputés grands,

a-t-elle fait défaut ! Que de déceptions n'a-t-elle pas amenées aux constructeurs des édifices politiques, élevés de la manière la plus laborieuse et la plus ingénieuse ! Où est l'œuvre de Charles-Quint, — cet empire où le soleil ne se couchait pas ? — Où est celle de Louis XI, — cette royauté dont le collaborateur le plus important devait être un compère Tristan ? Aussi la politique ne mérite-t-elle qu'une confiance limitée, et nous pouvons, sans lui manquer de respect, passer outre et porter le nom qu'elle nous refuse. Le droit de porter un nom distinct nous est reconnu par la science : l'ethnographie, l'histoire, la littérature. La science, en faisant ses investigations sur le globe terrestre, relativement au genre humain, s'occupe des races, de leurs qualités, des traits et des particularités qui les caractérisent et en font des nationalités différentes l'une de l'autre. Cette différence, imposée par la nature, a son importance aux yeux de la science, même lorsqu'il s'agit de tribus sauvages et barbares.

N'étant ni sauvages, ni barbares, il nous manque — il faut le reconnaître — ce piquant prestige qui accompagne les Peaux-Rouges, les Cafres, les Zoulous, les Somalis, les Dahoméens, surtout les Amazones du roi Behanzin, lorsqu'elles viennent en Europe afin de présenter leurs personnes, costumes et adresse. Néanmoins la science ne nous répudie pas, elle ne nous efface pas du nombre des nations, et c'est là la raison principale qui m'a décidé et enhardi à faire entendre à mes honorables collègues de l'Institut une lecture, concernant la Pologne.

J'ai intitulé ma lecture : « Un deuil national. »

Ce titre se rapporte à l'actualité, à un événement de l'hiver de 1892, qui a passé presque inaperçu, qui dure l'année où nous sommes et durera deux ans encore.

Plusieurs Suisses connaissent une ville qui s'appelle Var-

sovie. Jadis capitale d'un Etat puissant, aujourd'hui déchue de son rang élevé, elle est néanmoins remarquable à beaucoup d'égards, et surtout par l'entrain de ses habitants, dont le nombre s'élève à un demi-million de têtes. Les femmes y sont jolies et spirituelles; les hommes se sont fait remarquer dans l'histoire par la promptitude avec laquelle ils prennent leur décision lorsqu'il s'agit de jouer leur tête. Varsovie a dans ses états de service plusieurs révolutions sanglantes, se reproduisant de temps à autre, et, dans les intervalles, elle aime à s'adonner aux jouissances à côté du travail. Travailler et faire des folies : on pourrait dire que c'est sa devise. Pour blason, elle a pris la sirène. Rien de plus juste ! Que de naufrages n'a-t-elle pas occasionnés au moyen de ses charmes ! C'est au moment du carnaval qu'elle développe le plus ses attraits et attire de près et de loin les amateurs de spectacles, de concerts, de danses. Les bals publics, les bals privés, les raouts, les bals masqués se succèdent les uns aux autres sans interruption, et rare est le jour où l'on ne s'amuse dans plusieurs endroits à la fois. Une vraie folie s'empare de la population du haut en bas de l'échelle sociale. La contagion atteint tout le monde : la sphère princière, la sphère de la haute finance et la sphère balayeuse. La joie qui se manifeste à ce moment est un des traits caractéristiques de l'esprit national polonais. Le gouvernement ombrageux, auquel la Pologne est soumise, soucieux de détruire tout ce qui caractérise la nationalité polonaise, non seulement n'entrave pas cette tendance, mais, au contraire, tâche de la favoriser. Cela rentre dans le système de la domination étrangère, et c'est logique. Si le peuple subjugué s'amuse, n'est-ce pas la preuve qu'il est satisfait ? Donc, qu'il s'amuse !... En s'amusant, il prend l'habitude de la soumission et se laisse

gouverner, sans songer à protester à main armée. Guidé par cette considération, le gouvernement protège et favorise les folies carnavalesques, persuadé qu'elles constituent un excellent antidote pour l'esprit insurrectionnel qui se réveille chez les Polonais de temps à autre et fait passer au gouvernement des moments bien durs.

A l'encontre de cette persuasion arrivèrent, l'année passée, des proclamations, faisant appel au public de passer le carnaval de 1892 sans s'amuser d'une manière telle ou autre. Les proclamations n'étaient pas signées. On ne savait d'où elles provenaient. Leur contenu se rapportait aux événements d'il y a un siècle, notamment à la guerre que la Russie avait déclarée à la Pologne au sujet de la constitution, dite du 3 mai, que celle-ci s'était donnée en 1791, afin d'introduire l'ordre dans ses relations intérieures. La guerre finit mal pour la Pologne. La Prusse qui, au moyen d'un traité en règle, s'était engagée à la secourir, tourna ses armes contre elle. Il s'en suivit le second partage, qui préluda à bref délai au troisième et à l'effacement de l'Etat polonais de la carte politique de l'Europe. C'est à ces événements que se rapportaient les proclamations saisies par la police et ne portant aucune signature, aucun indice désignant leur provenance. Elles rappelaient au public que l'année 1892 est le centenaire des malheurs de la Patrie; il importe donc de le commémorer au moyen d'une abstention complète relativement aux réjouissances du carnaval, afin de montrer que ces malheurs touchent les cœurs polonais et que les Polonais ne cessent de protester contre l'état de choses actuel.

Ces proclamations, parvenues à la connaissance du gouvernement général, présidé par M. Hourko, n'inquiétèrent nullement les autorités, veillant sur la Pologne. Les Polo-

nais? — s'abstenir de réjouissances?... Cela a paru aux hauts et petits employés russes une chose tellement inadmissible et à tel point absurde, qu'ils n'ont pris aucune mesure, afin de prévenir une manifestation aussi contraire à l'esprit de la population. Au reste, quelle mesure pouvaient-ils prendre? Forcer les gens à danser? C'était un peu difficile, quoique non impossible. L'histoire de la Pologne, à l'époque qui suivit les démembrements, mentionne souvent les cas de réjouissances forcées. « On tient dans les prisons nos enfants, et on nous ordonne d'aller au bal. » Ce sont des paroles souvent répétées en Pologne, paroles que Mickiewicz, dans un de ses poèmes dramatiques, met dans la bouche d'un père, assistant au bal donné par le gouverneur général de Vilna, dans un moment où une persécution atroce sévissait contre la jeunesse scolaire. La chose se pratiquait. Au bout du compte, le gouvernement disposait de moyens coercitifs, mais il ne jugeait pas à propos d'y recourir, ne croyant pas l'abstention possible. Dans les hauts lieux, on admettait plutôt une insurrection de la part des Polonais que le renoncement au carnaval. Nous mêmes, les exilés, lorsque nous avons appris le mot d'ordre jeté, pour ainsi dire, au vent par on ne savait qui, nous n'avons pas cru à la possibilité de son exécution.

Ce que je raconte est du ressort de l'histoire. C'est l'histoire d'un peuple, non moins intéressante que celle d'un gouvernement. L'histoire des peuples commence, dans ces derniers temps, à gagner de l'importance — et pour cause. Le peuple, c'est le sol qui produit des plantes, des fleurs et des fruits. Les gouvernements — s'il ne s'agit pas de peuples qui se gouvernent eux-mêmes — font vis-à-vis d'eux l'office de cultivateurs. Les soins et les efforts de ceux-ci dépendent de la nature du sol, ainsi que du climat et des

phénomènes élémentaires. A ce point de vue, les faits et gestes d'un peuple peuvent, à un moment donné, avoir une portée toute particulière, et il me semble que c'est justement le cas de l'histoire que j'ai pris la liberté de vous raconter, mes chers et honorables collègues. Elle est récente, toute récente, de l'année passée; elle se continue l'année présente et se rapporte à un peuple subjugué et gardé à vue, un peuple esclave dans toute la signification de ce mot. La culture, appliquée à ce peuple, consiste, en premier lieu, dans la défense absolue d'agir, de parler et de penser, et ensuite dans les efforts d'en changer la nature, c'est-à-dire d'en faire un sol autre que celui qu'il représente. L'entreprise n'est pas impossible à réaliser : les Hollandais n'ont-ils pas réussi à changer les sables arides et les marais en terrains fertiles? Cela dépend des moyens dont on se sert pour atteindre le but, et il est difficile de dire d'avance si les moyens, employés par le gouvernement russe dans le but de russifier les Polonais, seront dans l'avenir couronnés de succès ou d'insuccès. Le gouvernement marche en avant plein de confiance. Cependant, en tout cas, en admettant que sa confiance ait des raisons sérieuses de s'attendre à la réalisation de ses desirs, l'accomplissement d'une pareille tâche demande un temps plus ou moins long et des circonstances favorables. Sans cela, les Hollandais ne sauraient pas fertiliser leurs polders qui cependant ne résistaient à leurs efforts que d'une manière exclusivement passive. Les polders hollandais sont remplacés en Pologne par une population, réduite à l'esclavage politique, mais vivante, apte, par conséquent, à présenter une résistance plus efficace que les bas-fonds maritimes. En outre, cette population occupe une position d'une haute importance politique et stratégique par rapport aux événements qui menacent l'Eu-

rope à l'instar de l'épée de Damoclès. La Pologne, c'est le théâtre de la guerre future, guerre prévue et imminente, à laquelle toute l'Europe se prépare avec assiduité et diligence, comme si elle devait éclater d'un jour à l'autre, et qui ne tarde à venir qu'à cause des conditions techniques dans lesquelles elle s'annonce. Les puissances la désirent et la craignent. La crainte provient des problèmes multiples et difficiles que les états-majors les mieux agencés cherchent en vain à résoudre. Les écrivains militaires les plus autorisés l'avouent et se mettent d'accord sur deux points : sur celui de la confusion, conséquence inévitable et naturelle des complications résultant tant des chiffres énormes des armées qu'on mettra en campagne, que du perfectionnement des armes, et sur celui du rôle qu'aura à jouer la population occupant le théâtre de la guerre vis-à-vis de cette confusion et de ces complications. Selon l'avis des gens du métier, les armées en campagne seront à la merci de la population locale. Les lignes de chemin de fer et de télégraphe seront à sa discrétion. C'est d'elle que dépendra complètement de procurer l'avantage à celui des belligérants qu'elle préfère, qu'elle considère sinon comme ami, du moins comme — moins ennemi.

De ce que j'ai dit au sujet des événements dont la menace n'est étrangère à personne en Europe, et du rôle que les habitants du théâtre de la guerre auront à jouer, il ressort que le sujet dont j'entretiens mes honorables collègues est non seulement curieux, mais qu'il a aussi son importance, dépassant celle que nous, Polonais, aurions à lui attribuer à notre point de vue.

Il s'agit d'une manifestation, témoignant comme quoi un peuple n'a pas oublié son passé, malgré tous les efforts du gouvernement pour le lui faire oublier. A nous, cela prouve

que le gouvernement russe a perdu, jusqu'à présent, son temps en s'efforçant d'étouffer le patriotisme polonais. C'est consolant pour nous ! Mais le patriotisme polonais importe peu aux gens qui ne sont pas Polonais — et c'est tout naturel. Il s'y rattache cependant une chose qui ne peut être indifférente à personne en Europe ; il s'y rattache notamment la question : « quelle attitude prendra la population polonaise au moment où les armées soit allemandes, soit autrichiennes, soit austro-allemandes, s'entrechoqueront sur le sol polonais avec les armées russes ? » — Cette question intéresse beaucoup les Allemands. Ils s'en occupent dans leurs journaux ; ils publient des brochures, voire même des ouvrages dans lesquels ils l'analysent soigneusement. Et c'est justement le motif qui rend intéressante une lecture concernant la patrie polonaise, au moment où, tandis que les événements qui se préparent préoccupent les esprits, la France, emboitant le pas après la Russie, fait montre d'ignorer son existence.

Elle existe, esclave, mais vivante, et affirmant sa vie au moyen de manifestations, provoquées par des mots d'ordre sortant on ne sait d'où.

La manifestation qui a fourni le titre de ma lecture, fut précédée d'un prélude. L'année avant, c'était aussi un centenaire — anniversaire de la constitution que la Pologne s'était donnée et qui a excité les colères de la Russie. Il n'était pas oublié, cet anniversaire. Le jour du 3 mai — c'était un dimanche, — toutes les églises de l'ancienne capitale de la Pologne, et surtout la cathédrale, reçurent un nombre d'assistants beaucoup plus considérable que d'habitude. Dans l'après-midi, la population se porta, dans un ordre parfait, vers les ruines d'une chapelle qui se trouve au coin d'un jardin public, et chacun, en passant auprès de

ces ruines, y jetait une fleur. La chapelle avait été construite en commémoration de la journée mémorable du 3 mai. Ses murs, avant d'être achevés, tombèrent en ruines, et c'est vers ces ruines, auxquelles se rattache un souvenir historique, pieux et en même temps patriotique, que la population de la capitale se dirigeait. C'était un pèlerinage ayant l'air d'une promenade. Pas un cri, pas un mot n'était prononcé. Les hommes et les femmes, les vieux et les jeunes gens des deux sexes, les enfants passaient à la file, jetaient furtivement qui une violette, qui une rose, qui une myosotis et s'en allaient. Cette promenade se prolongea jusqu'au soir, et ce n'est que vers le soir qu'elle attira l'attention de la police, étonnée déjà le matin de l'affluence inhabituelle dans les églises. La police devina enfin le sens de cette affluence et de cette promenade. « Manifestation!... Manifestation patriotique!... » L'étonnement de la police grandit. On était convaincu, dans les sphères gouvernementales, que, après la leçon sanglante infligée aux Polonais en 1864, c'en était fini, à jamais fini; que le patriotisme national, noyé dans le sang, réprimé par des mesures dénationalisatrices et neutralisé par des courants socialistes traversant les esprits de la jeunesse, ne renaîtra plus. A l'étonnement succéda la colère. C'est en frémissant de colère que le gouverneur général, M. Hourko ayant appris ce qui se passait, donna l'ordre de réprimer cette manifestation muette. L'ordre fut exécuté à la minute. Les détachements de cavalerie cosaque se mirent à parcourir les rues et à frapper ceux qui ne se sauvaient pas assez vite. La police ferma toutes les portes des jardins publics et arrêta tout le monde qui s'y trouvait. La chose tourna à la fin au comique. Parmi les personnes arrêtées, la grande majorité se composait de Russes qui ne manifestaient nullement. On dut les relâcher tous, et, par dessus le marché,

faire des excuses à quelques hauts fonctionnaires, rencontrés dans la rue par des patrouilles cosaques. Ceux-ci, ayant la conscience nette, ne s'écartaient pas assez vite et furent maltraités. Un fonctionnaire de troisième classe, conseiller d'Etat réel intime, rang qui correspond à celui de général de division, reçut un coup de nagaïka (fouet d'une forme particulière), à travers la figure.

Cette manifestation spontanée et muette était, comme je l'ai dit plus haut, un prélude. Elle a étonné et même indigné les sphères gouvernantes, parce qu'elle arrivait à la suite de plusieurs années d'un calme complet, d'un calme qui ne laissait nullement soupçonner le retour d'un souffle du vent patriotique, d'autant plus que l'esprit de la jeunesse, qui dans de pareilles occasions fonctionne ordinairement en qualité d'excitant, se tournait, dans sa partie remuante, vers les questions sociales importées du dehors et, par leur nature, peu propres à soutenir le patriotisme. Mais — cela a passé. La manifestation, arrivée on ne sait d'où, s'est en allée on ne sait où; le gouvernement en prit note, et, afin de prévenir le retour d'une chose pareille, augmenta la vigilance policière et inventa quelques nouvelles mesures, telles que, par exemple : suppression de la langue polonaise sur les enseignes de toute sorte; défense aux employés de chemin de fer de parler polonais aux voyageurs et de comprendre, si les voyageurs leur adressent la parole dans cette langue; ordre de placer dans les gares des images de la vierge, genre byzantin, etc. A côté de cela, on opérait des arrestations, de même que des perquisitions domiciliaires. C'est le système.

La manifestation cependant avait l'air d'avoir été préparée et dirigée, il y avait donc lieu de supposer l'existence d'une direction et il importait de la trouver. « Cherchez et

vous trouverez, frappez et il vous sera ouvert, » dit l'écriture. La police russe suit cette règle à la lettre en Pologne, et, comme tout le monde y est suspect, elle frappe à toutes les portes, elle cherche, cherche, et arrête au hasard, tantôt l'un, tantôt l'autre, en admettant que parmi les arrêtés se trouve celui qu'il importe de trouver. Le public polonais s'est habitué à cette manière d'agir — manière forte qui exciterait de hauts cris, des plaintes amères, de l'indignation générale, si elle était appliquée—je ne dis pas en Suisse, ni en Angleterre, ni en France, ni en Italie, — mais en Prusse même. En Pologne, on s'y est habitué : on ne profère pas de cris, qui seraient étouffés ; on ne porte pas de plaintes, qui n'auraient pas de suites. A qui se plaindrait-on ? Est-ce au chef d'Etat, à l'empereur, qui récompense ceux qui exercent le mieux la manière forte et, après leur mort, leur fait élever des monuments ? — Est-ce à l'Europe, qui ne veut ou ne peut pas croire qu'il puisse exister, à la fin du XIX^me siècle, un Etat européen où toute la population d'une contrée est considérée comme suspecte à cause.... à cause.... (vous ne me croirez pas), à cause de la langue qu'elle parle.

Et cependant cela existe. La langue polonaise est réputée délit en Pologne. Tout récemment, par ordre du gouverneur général, on a pris des mesures sévères pour réprimer ce délit : on a défendu aux paysans de répondre devant les tribunaux dans leur langue maternelle.

Toute chose a sa mesure. Si la langue constitue un délit, on peut se faire aisément une idée de la hauteur qu'atteint, sur les degrés de la criminalité, une manifestation patriotique. C'est afin d'en donner une idée que j'ai fait la digression relative à la langue.

Cela dit, je reprends mon récit.

Donc on cherchait, on faisait des perquisitions, on cherchait... et on a saisi des proclamations.

Ah! Proclamations?!...

L'instrument du crime est tombé entre les mains du juge instructeur, personne collective, composée d'un nombre considérable d'individus appartenant à l'administration, à la police ordinaire et secrète, à la gendarmerie, à la justice et à la censure. Toute cette collectivité disparate fait collectivement le juge d'instruction, dès qu'il se présente un cas tel que celui de la saisie de proclamations. Tout ce monde est appelé alors à découvrir la vérité. La vérité, dans ce cas, se rapportait entièrement à la provenance des imprimés (les proclamations étaient imprimées) : d'où sont-elles sorties? — Qui les a rédigées? — Ne sont-elles pas apocryphes? — Les recherches s'arrêtèrent à cette dernière question qui n'était pas sans précédent. Quelques années avant, on avait saisi une proclamation, faisant ni plus ni moins que l'appel à l'insurrection à main armée, et l'instruction démontra que c'était la police elle-même qui en était l'auteur. Quelques maladresses dans la distribution, jointes à l'émulation entre la police et la gendarmerie, firent échouer l'affaire et amenèrent la démission du directeur de la police de Varsovie, général comte Tolstoï, accusé de manque de zèle. C'est pour prouver son zèle que le pauvre homme avait imaginé ce stratagème, sans prévenir la gendarmerie, et la gendarmerie lui a joué un mauvais tour. Ce précédent imposait l'obligation d'être circonspect vis-à-vis de l'apparition de nouvelles proclamations, et, en premier lieu, d'examiner minutieusement leur contenu. Or ce contenu exigeait une chose que tout le monde, en commençant par le gouverneur général et en finissant par le plus humble serviteur du gouvernement, reconnaissait impossible.

« Plutôt une insurrection que le renoncement aux joies du carnaval ! Les Polonais sont incapables de faire un sacrifice pareil. »

Tel était l'avis de M. Hourko, gouverneur général, du général Brock, commandant la gendarmerie, du général Kleigels, chef de la police, du général Medem, gouverneur de Varsovie, du général Starynkiewicz, président de la ville, du général Apuchtine, directeur (curateur) de l'instruction publique, de M. Jankulio, président de la censure, et de M^{me} Hourko, épouse du gouverneur-général. Les avis de cette dame, une Française, sont très appréciés en ce qui concerne les mesures à prendre vis-à-vis des Polonais.

Ces hauts personnages agissaient en pleine connaissance de l'esprit national polonais, connaissance qui les amena à cette conclusion que les proclamations arrivent du dehors et qu'elles sont l'œuvre de quelqu'un sans contact avec le pays, probablement d'un émigré politique, aigri par un exil prolongé, fêlé d'esprit, imaginant des choses ridicules.

Et on a laissé faire.

Et le carnaval est venu.

Et les réjouissances firent défaut — défaut complet et absolu par rapport à la population autochtone, aux vrais habitants de Varsovie, ceux dont les ancêtres construisirent la ville et en firent la capitale de la République. Pour ceux-là, le carnaval n'exista pas. Ils vaquèrent à leurs occupations journalières, sans songer aux bals, aux réunions, aux danses.

Les proclamations, considérées comme ridicules par les représentants du gouvernement, firent leur effet, — bien que, répandues furtivement, elles ne parvinrent pas à la connaissance de tous, dès le premier moment. Il y avait même, dans les classes inférieures, beaucoup de personnes

qui n'en savaient rien, et n'avaient aucune idée de quel événement historique l'année 1892 est le centenaire. Cent ans, c'est un laps de temps considérable, suffisant pour que le souvenir des événements se perde dans la mémoire des arrière-petits-fils des combattants simples soldats de 1792. Ceux-là songèrent à faire honneur au carnaval à la manière varsovienne. Les artisans, les ouvriers, les domestiques organisèrent leur premier bal comme à l'ordinaire, se réunirent et commencèrent à danser au son de la musique. Tout d'un coup, la musique cessa, et aux oreilles des danseurs, étonnés de cette brusque interruption, retentirent, prononcées d'une voix forte, les paroles qui leur disaient que les vrais Polonais sont tenus à renoncer cette année aux réjouissances en signe de deuil. Ces paroles furent prononcées par l'un des deux jeunes gens qui, à leur entrée, avaient fait cesser la musique. L'orateur continuait, en expliquant la cause du deuil. Son discours ne contint que quelques phrases, comme les discours des Laconiens, et finit par la déclaration suivante :

« Nous deux, nous ne sortirons pas d'ici avant que vous ne vous en alliez, et si vous voulez danser, faites venir la police, qu'elle nous arrête et nous conduise à la citadelle. »

Personne ne leur a rien répondu. Le bal interrompu n'a pas repris. C'était le premier et le dernier bal dans la classe à laquelle n'étaient pas parvenues les proclamations.

Dans d'autres classes, dans la classe moyenne, il n'était pas question de carnaval. Mais la haute classe, l'aristocratie ayant ses entrées à la cour impériale, la haute finance que ses intérêts forcent à ménager les bonnes grâces du gouvernement, — celles-là ne voulaient pas se soumettre à un ordre imaginé par quelques brouillons et marqué au coin d'une stupidité, à leur point de vue. Les plus autorisés re-

présentants de ces classes essayèrent de donner des bals, et ils les donnèrent..... avec des obstacles. A l'un on a brisé les vitres ; à un autre on parfuma les appartements avec de l'assafetida ; chez un troisième, qui donnait un bal costumé, apparut inopinément, au milieu du salon, un cercueil recouvert de drap noir avec des galons blancs. Les personnalités, se disant loyales, ne trouvaient pas moyen de faire réussir une réunion consacrée à Terpsichore, à moins de faire appel à la protection soit de la police, soit de la gendarmerie. Et les danses n'allaient pas sous une protection pareille !

Il y a à Varsovie une série de bals qui se répète chaque année et qui jouit d'une faveur publique toute particulière : ce sont les bals du ressort de la bienfaisance, au profit des hospices, des hôpitaux, des crèches, de divers refuges, des écoles. Les personnes et les sociétés, dont dépendent ces divers établissements, renoncèrent aux revenus que ces bals leur procurent. Les élèves de l'Université suivirent cet exemple, malgré l'exhortation, accompagnée de menaces, que le directeur de l'instruction publique, le général Apuch-tine, leur avait adressée.

Restaient encore les bals masqués, au Grand-Théâtre, bals jouissant d'une renommée bien méritée et courus par le public varsovien, à cause du déguisement qui fait faire des folies à tout peuple, même à un peuple aussi posé et sérieux que celui de Genève. On croyait en hauts lieux que le patriotisme ne tiendrait pas devant le déguisement, et, comme les bals masqués dépendent de l'administration, on les fit monter d'une manière propre à attirer du monde. On s'y est pris à trois reprises et, chaque fois, c'était un échec. Au troisième bal masqué, quatre cents personnes s'étaient présentées, moitié officiers russes, moitié femmes de mœurs légères.

En un mot, il n'y avait pas de carnaval pour Varsovie l'année passée.

La chose, réputée impossible, s'est accomplie.

Elle s'est accomplie non seulement à Varsovie, mais aussi dans toutes les grandes et petites villes de l'ancienne Pologne, échue en partage à la Russie.

La Pologne prussienne suivit son exemple.

Il n'y a que la Pologne autrichienne, la Galicie, qui fit exception, et encore, c'était une exception partielle et conditionnelle, due à des considérations d'ordre politique et économique. Les uns réclamaient le deuil à l'exemple de Varsovie; d'autres émettaient l'avis qu'une pareille manifestation ferait souffrir le commerce local, et, en même temps, réagirait sur le sort des Polonais, jouissant de la domination russe, en provoquant des représailles de la part du gouvernement. On n'y faisait donc pas de l'opposition par principe, — tout au contraire, on reconnaissait le droit, le besoin et l'utilité d'affirmer le patriotisme en présence d'un souvenir historique aussi douloureux et aussi grave que celui des événements de 1792. La discussion portait sur la forme à donner à la manifestation. La forme fut bientôt trouvée. Les opposants proposèrent la formation d'une société, sous le nom de : *Société du nom de Kosciuszko*, ayant pour but la diffusion de l'instruction parmi les paysans. La raison de l'adoption du nom de ce héros, mort en Suisse, se rapporte à cette circonstance que son nom est particulièrement vénéré par le peuple des campagnes qui, à son appel, armé de faux, participa à la défense de la patrie. Cette proposition trouva un accueil sympathique auprès du public; la société fut fondée; les réunions populaires, convoquées en premier lieu à Lemberg et à Cracovie, ensuite dans toutes les villes de la Galicie, en répandirent l'idée; et

c'est la forme que le deuil national a revêtue dans la partie de l'ancienne Pologne, échue en partage à l'Autriche, où la constitution donne aux habitants le droit de se réunir et de délibérer dans certaines limites — dans des limites qui vous sembleraient, à vous, Messieurs, bien étroites et très incommodes. Elles permirent cependant de faire de la manifestation un usage noble, pratique et avantageux. La Société du nom de Kosciuszko s'est mise à l'œuvre : à organiser des sections et des comités dans le pays. A l'heure où nous sommes, elle compte plusieurs milliers d'adhérents, hommes et femmes, occupés à réunir les fonds, soutenir les écoles élémentaires, fonder des salles de lecture dans les villages et à répandre parmi les paysans le goût de l'instruction au moyen de conférences et de la célébration des anniversaires historiques.

Ce que j'ai raconté jusqu'ici se rapporte au deuil de l'année passée, décrété par on ne sait qui. Je vous ai appris quelle fut son expression dans la Pologne russe, dans la Pologne prussienne et dans la Pologne autrichienne. Le décret embrasse quatre années néfastes, en commémoration des événements suivants : en 1792, guerre provoquée par l'invasion russe et mal terminée à la suite de la trahison prussienne; en 1793, second partage de la Pologne; en 1794 insurrection de Kosciuszko accentuée par les mots, *finis Poloniae*, qu'il n'a jamais prononcés; en 1795, troisième et définitif partage de la Pologne. Il continue donc, le deuil, et je pourrais finir sur ces mots, si je n'avais encore quelques réflexions à ajouter, tant au sujet du deuil lui-même que relativement aux conséquences qu'a produites l'exécution de l'ordonnance anonyme.

Je mets votre patience à l'épreuve, chers collègues, il faut cependant que j'aille jusqu'au bout après avoir commencé.

J'attire votre attention sur le motif politique qui a décidé les Polonais de la Galicie à marquer le triste souvenir de 1792 au moyen de la fondation d'une société d'instruction populaire. C'était pour ne pas irriter le gouvernement russe.

Irriter le gouvernement ?...

Un gouvernement qui s'irrite, qu'en doit-on penser ?

N'importe. Ces questions, si je m'y arrêtais, me conduiraient trop loin. Je me bornerai à dire que les Galiciens avaient raison à un point de vue, à un autre ils avaient tort. L'absence de raison se rapporte à cette circonstance, du ressort historique, que le différend entre la Pologne et la Russie n'est nullement, comme le veut le poète Pouchkine dans sa fameuse ode aux orateurs européens, écrite dans le temps où l'on s'intéressait en Europe à la Pologne, un différend de famille, entre Slaves, ne concernant aucunement les Européens; mais c'est un différend touchant à des idées de la plus haute importance: à celle de l'asservissement politico-social, épanoui sur le sol asiatique, et à celle de la liberté dont l'Europe est le berceau et la promotrice. Ces deux idées sont mères génératrices de deux civilisations distinctes, et le différend qui en est sorti se traduit par la lutte dont le commencement se perd dans les temps reculés, lutte marquée par les invasions consécutives des Persans, des Sarrasins, des Mongols, des Turcs enfin. Les deux dernières furent repoussées par la Pologne laquelle, après avoir rendu ce petit service à l'Europe, à l'idée qu'elle poursuit, à la civilisation qui en est la suite, s'est vue attaquée par un empire qui était, dès son origine et qui est jusqu'à ce moment, la plus pure expression de la même idée qui s'incorporait dans tous les états formés en Asie, où elle ne restait pas stationnaire, mais cherchait à triompher en Europe. Le

professeur Lavisso explique d'une manière claire et précise la nature de cette lutte. Elle est loin d'avoir dit son dernier mot. Elle continue, et sa continuation est la cause première de cette irritation que les Galiciens craignirent de réveiller dans le gouvernement russe.

Vaine crainte! L'irritation, dont il s'agissait dans l'occurrence, existait, existe et existera jusqu'à complète extinction de l'esprit européen incarné dans la Pologne. Il n'y avait donc pas lieu de s'inquiéter à ce sujet. L'esprit européen est honni dans le vaste empire: on l'étouffe non seulement dans les Polonais, sujets russes, mais aussi, comme vous le savez, par la voie des journaux dans les Finlandais, Livlandais, Courlandais, Esthoniens, catholiques, protestants, juifs, tous enfin, sans en excepter les Russes, qui dans une mesure tant soit petite, différent de cette norme qui constitue le vrai *sujet* du grand empire, et qui consiste à parler le même langage, à confesser la même religion et à ne connaître d'autres devoirs que celui d'une obéissance aveugle.

Ah ! ils obéirent, les Polonais russes, durant un long quart de siècle. Ils ne manifestèrent pas un mouvement d'opposition, pas la plus légère velléité d'un mouvement quelconque !

Plus ils obéissaient, plus on leur faisait sentir la main nivellatrice. On les a privés de tout ce qui distingue une nationalité et qui leur fut garanti par des traités formels, par des promesses, voire même par des serments solennels et on les a entourés d'une surveillance dépassant tout ce qu'on peut imaginer sous ce rapport, une surveillance qui laisse à peine respirer. Je ne parlerai pas des confiscations, expropriations, déportations par la voie administrative, mariages mixtes, conversions religieuses opérées par la police, etc., etc.; je ne raconterai pas toutes les mesures prises contre les Polonais; je n'en citerai que quelques-unes

qui donneront suffisamment l'idée de l'état où se trouve la population polonaise.

Commençons par les établissements d'instruction.

Dans toutes les écoles on a remplacé la langue maternelle par la langue russe, sans en excepter les écoles privées, et sans qu'il soit permis à qui que ce soit d'enseigner la langue prohibée. On peut enseigner le français, l'espagnol, le turc, le chinois, mais pas le polonais. Pour le faire, il faut une permission spéciale qui est difficilement accordée, entourée de restrictions minutieuses, concernant le temps, le mode et la manière, rendant l'enseignement à peu près inabordable. Par exemple, les livres prescrits ne peuvent servir de guides ni aux maîtres, ni aux élèves. Les changer constitue une grave contravention qui amène inmanquablement la privation du droit d'enseigner au maître, si ce n'est la fermeture de l'établissement. Sur les établissements d'instruction veillent des inspecteurs spéciaux qui ne peuvent exercer leur surveillance que d'une manière qu'il est facile de deviner. Aussi l'espionnage fleurit-il dans les écoles en Pologne, espionnage sur une large échelle, des maîtres aux élèves, des élèves aux maîtres, des élèves aux élèves et à leurs parents. C'est un système. Je ne vais pas l'apprécier. Je le donne tel qu'il se pratique, sans entrer dans les détails qui ne manquent d'être aussi piquants que navrants !

Mais passons.

En passant je mentionnerai la littérature, soumise à une surveillance spéciale, dont le nom est : censure. La censure en Pologne a pour tâche non seulement de ne pas laisser passer des choses répréhensibles au point de vue de la sécurité de l'Etat, de la morale, de la religion, etc., mais surtout de faire baisser le niveau de la littérature nationale polonaise. Pour s'acquitter de cette tâche elle défigure les compositions

littéraires, en empêche ou en retarde l'impression et fait mille et mille chicanes qui rendent le métier de littérateur un des plus pénibles parmi les métiers. Les noms de plusieurs auteurs sont défendus dans la presse. Tels sont les noms de Mickiewicz, de Lelevel. Dernièrement, le 3 février, est mort en exil à Florence un poète aimé du public et connu par le peuple, poète d'un grand mérite : la censure supprima le télégramme qui annonçait cette nouvelle, et ne permit à aucun journal, à aucune revue, même littéraire, de publier sur lui soit une analyse, soit une simple mention nécrologique. Or, ce n'est pas la pure fantaisie qui dicte de pareilles mesures ; ce n'est pas non plus la conséquence d'une irritation. Les raisons en sont plus sérieuses. De cette manière le gouvernement prépare d'avance dans la presse, pour les générations à venir, le témoignage que les Polonais, à la fin du XIX siècle, furent déjà russifiés à un tel point qu'ils ne s'intéressaient plus à la littérature, dite polonaise. Cette mesure ne mérite-t-elle pas le nom de prévoyance dans la politique ?

Je citerai maintenant une disposition, relative à l'ordre économique.

Des conditions locales qu'il serait long d'énumérer causèrent dans les derniers temps un développement considérable de l'industrie en Pologne. Il se forma plusieurs centres, produisant des draps, des toiles, divers tissus, et rivalisant avantageusement sur les marchés éloignés de l'Orient, tels que Khiva, Boukhara, Caucase, avec les produits du même genre des centres industriels russes. La suppression de la frontière douanière entre la Russie et la Pologne et l'incorporation de cette dernière à l'empire, conséquence de l'insurrection de 1863-64, facilitèrent la concurrence à l'industrie polonaise. Les industriels de Moscou s'en plaignirent et

provoquèrent de la part du gouvernement des mesures, propres à remédier à cet état de choses. Il s'agissait d'arrêter l'élan industriel qui s'est manifesté en Pologne. Que fallait-il faire ?

Rétablir la frontière, reconnaître au royaume l'existence dont le gouvernement l'avait privé quelques années avant, et avouer qu'il s'était trompé ? Le gouvernement russe ne se trompe jamais ; il se reconnaît infaillible, tout comme le Pape. Aussi, au lieu de revenir sur ses décisions antérieures, il a imaginé d'augmenter les tarifs pour le transport par les chemins de fer des produits, provenant des fabriques polonaises, et de les diminuer pour ceux qui proviennent des fabriques russes. Le transport de Lodz, par exemple, (ville industrielle polonaise) à mesure qu'il s'éloigne du lieu d'expédition doit augmenter le paiement de distance en distance, et c'est le contraire qui a lieu pour les transports partant de Moscou, de Jaroslav et d'autres centres industrielles russes.

Je ne juge pas, je raconte.

Encore un point. Celui-ci touche à l'état social, question importante dans le moment actuel. Pour tous les travaux exécutés en Pologne soit par le gouvernement, soit sous ses auspices, on fait venir les ouvriers de la Russie centrale, au détriment des ouvriers polonais, voués ainsi à la misère qui les chasse par milliers du pays natal. Depuis 1864 un million et demi (1,500,000) de Polonais, pour la plupart de la classe ouvrière et agricole, se sont transportés aux Etats-Unis d'Amérique, et on en compte 500,000 répandus sur le globe terrestre, en sorte qu'il est difficile de trouver un endroit ne comptant pas parmi ses habitants quelques victimes des sentiments paternels des gouvernements qui se partagent la Pologne.

Cet état de choses dure et a duré, sans aucune provocation de la part des Polonais, bien avant la proclamation du deuil, et il n'était nullement la conséquence d'une irritation spéciale, mais d'un système, créé par l'idée dont la Russie est sur le sol européen l'incarnation vivante et active. A l'égard de cette idée il s'agit de *to be or not to be*. C'est à cause de cela, et aussi longtemps que la Russie sera ce qu'elle est, que l'élément polonais, aussi bien que les éléments finlandais, courlandais, juif et tout autre, représentant l'idée contraire, sont et doivent être forcément voués à l'extermination. C'est donc à tort que les Polonais de l'Autriche invoquèrent l'irritation gouvernementale russe, afin de ne pas fournir au gouvernement un nouveau prétexte de persécutions que lui donnerait une manifestation patriotique. A-t-on besoin d'un prétexte en présence de l'idée dont, d'après le professeur Lavisce, j'ai exposé plus haut le sens et la portée ? Aussi la manifestation ne l'a pas irrité, mais étonné, étonné au plus haut degré. Comment !... est-il possible que les Polonais, après tant et de tels efforts pour les russifier, n'aient « rien oublié et rien appris » ? Bien que ce fût l'œuvre de la nature, cela a paru au gouvernement contraire à la nature (comprise dans le sens gouvernemental), et l'a poussé à en chercher la ou les causes. Il a mis de suite toute la machine policière en mouvement. Les arrestations et les perquisitions domiciliaires recommencèrent sur une échelle largement agrandie. On cherchait. Que cherchait-on ? La main dirigeante, ne sachant pas où elle pourrait être trouvée : est-ce à Varsovie ? est-ce à Cracovie ou à Lemberg ? est-ce à Genève ou ailleurs ? Afin de trouver cette main criminelle on arrêtait au hasard hommes et femmes. Je traduis textuellement les mots d'une lettre qu'une mère m'a adressée : « En couchant le soir mes enfants, je les regarde longtemps dans leurs lits, n'étant pas

sûre si je les verrai demain dans la matinée ». Les perquisitions, suivies d'arrestations, se font ordinairement dans la nuit.

Un curieux procès a eu lieu, au sujet de ces recherches, à Cracovie. La police autrichienne a pris en flagrant délit un agent provocateur russe, un certain Hendiger, Polonais hélas, organisant, de concert avec la gendarmerie pétersbourgeoise et varsoviennne, une conjuration dans le but de faire sauter le Tzar au moyen de la dynamite. Il n'a rien organisé du tout; en revanche il a dénoncé des centaines de personnes et leur a fait subir des détentions plus ou moins prolongées. L'agent a été pris, jugé et condamné, et parmi les pièces du procès, saisies sur lui, se trouvaient des lettres de deux colonels de gendarmerie russe, dont l'un était venu en personne à Lemberg et à Cracovie pour se concerter avec lui. C'était un curieux procès, très curieux sous le rapport de la morale politique réclamée dans une des précédentes séances de notre section par le professeur Brocher, l'honorable M. Golay et moi qui ne fûmes que l'écho d'une réclamation, se faisant entendre dans tout le monde civilisé.

C'était un procès presque aussi curieux que celui de Sofia, et prouvant aussi l'impossibilité d'établir la paix dans les relations internationales avant d'avoir introduit la morale dans les consciences des gouvernements.

La morale que le gouvernement russe a appliquée à la Pologne, à la suite de la manifestation de deuil, s'est manifestée au moyen d'un terrorisme, composé de chicanes et de représailles qui annonçaient comme quoi le gouvernement n'a pas encore épuisé tous ses moyens sur cette voie. Il lui restait des coups à frapper. Et il frappait. Interdiction de la langue polonaise aux paysans devant les tribunaux; interdiction de la langue polonaise dans les hôpitaux; interdic-

tion d'apprendre l'alphabet aux enfants dans les crèches; démission à tous les Polonais employés du chemin de fer sur la ligne Varsovie-Tyraspol et leur remplacement par des Russes, ce qui a jeté sur le pavé cinq mille familles du jour au lendemain; suppressions de journaux de province. Ainsi de suite. *Nulla dies sine linea*. Tracasseries et représailles allaient leur train et menacèrent la suppression de toutes les sociétés industrielles et philanthropiques, des cercles, du théâtre, de la presse, de tous les vestiges ayant tant soit peu l'air polonais. En présence d'une pareille perspective Varsovie s'est remise à danser pendant le dernier carnaval.

On a organisé des réjouissances, mais c'était des réjouissances forcées et bien tristes ! Il y avait des bals où, au beau milieu des danses, passait à travers les salles un souffle glaçant, comme si l'esprit de Banco apparaissait soudain. Plusieurs bals furent interrompus de cette manière. Ceci se rapporte aux réunions publiques. Quant aux réunions privées, il n'y en avait presque point.

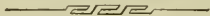
En revanche, la Galicie, revenant sur sa décision de l'année passée, a renoncé cette année à la célébration du carnaval par les sacrifices à la déesse de la joie. Cela lui a attiré des foudres gouvernementales. On poursuivait les personnes excitant au recueillement. L'Autriche, bien qu'elle soit un état constitutionnel et que sa constitution reste muette au sujet du carnaval, se fâche, non moins que la Russie, contre les Polonais qui se souviennent des démembrements de leur pays et qui se permettent de n'en pas être contents.

Bref, le deuil national en Pologne continue et m'impose un devoir vis-à-vis de mes honorables collègues de l'Institut, ainsi que des auditeurs et auditrices qui honorent de leur présence la séance d'aujourd'hui. Je dois me justifier

d'avoir choisi un sujet de lecture si triste. Cependant, s'il n'est pas amusant, j'ose prétendre qu'il est instructif, instructif à ce point de vue qu'il prouve qu'au milieu des préoccupations, suscitées par la triplice, la question coloniale, la question sociale et les divers Panama et Panaminos, le vieil antagonisme, la rivalité plusieurs fois séculaire entre l'Asie et l'Europe continue à suivre son chemin, en se traduisant à l'heure qu'il est par l'acharnement, après avoir détruit l'Etat, à détruire le peuple qui servait jadis de barrière à l'Europe. La tâche n'est pas accomplie, puisque ce peuple porte le deuil de son passé et prouve, au moyen de ce deuil, non seulement qu'il ne renonce pas à ses droits et prétentions, mais encore il prend d'avance une attitude en présence des événements qui se font attendre, mais qui sont imminents. Son attitude a une importance qui ne peut échapper à personne.

Ce peuple, tracassé et persécuté, mais non anéanti, est le maître du théâtre de la prochaine guerre.

Pardonnez-moi de vous l'avoir montré en deuil.



QUELQUES DOCUMENTS

SUR

BÉAT DE MURALT

En 1888, M. Otto de Greyerz a écrit une excellente biographie de Béat de Muralt (1). On consultera avec fruit deux comptes rendus de ce livre (2).

Depuis cette époque, comme auparavant, j'ai eu à plus d'une reprise l'occasion d'écrire quelques pages sur Muralt (3). En ce moment, je me trouve avoir encore réussi à recueillir quelques documents inédits. Je les publie, en

(1) *Beat-Ludwig von Muralt*, Inaugural-Dissertation, der philosophischen Facultät der Universität Bern zur Erlangung der Doctorwürde eingereicht von Otto von Greyerz. Frauenfeld J. Huber's Buchdruckerei, 1888, 112 pages 8°.

(2) *Goettingische gelehrte Anzeigen*, 1889, pages 145 et suivantes (article de M. Hirzel).

Zeitschrift für französische Sprache und Litteratur, XI, pages 1 et suivantes.

(3) *Étrennes chrétiennes*. Paris, lib. Fischbacher, 1886 et 1889. — *Étrennes religieuses*. Genève, lib. Kündig, 1894.

souhaitant que les érudits de Zurich et de Berne en fassent autant de ceux qu'ils ont sous la main.

Dans l'ordre chronologique, le premier paraît être un *apologue* dont M. le pasteur Bernard m'a envoyé la copie. Ce morceau se trouve à la Bibliothèque de Berne, dans une liasse intitulée : *Acta pietistica*. Muralt l'aurait écrit en 1701.

En second lieu, le lecteur trouvera une série de documents que j'ai moi-même recueillis à Genève.

Vient ensuite une lettre de Muralt à un ecclésiastique bernois. Elle était dans le même dossier que le susdit *apologue* ; mais elle a dû être écrite quelques années plus tard.

Enfin, dans la bibliothèque de la Faculté de théologie de l'Eglise libre, à Lausanne, se trouvent quelques portefeuilles de correspondances des piétistes du siècle dernier, où j'ai glané des extraits qui nous donnent des renseignements sur les dernières années de Bêat de Muralt. Je renvoie à l'étude que j'ai publiée sur *Magny et le piétisme romand* (1), le lecteur qui n'est pas familier avec les pieux inconnus dont j'ai copié les lettres ; et je me borne à dire que M. de Marsay demeurait en Westphalie, tantôt à Hain près de Siegen, tantôt à Schwarzenau près de Berleburg. Son correspondant Etienne Duval (cp. Galiffe, *Notices généalogiques sur les familles genevoises*, IV, 297, note), habitait Chevry dans le pays de Gex.

(1) *Mémoires de la Société d'Histoire de la Suisse romande*, seconde série, tome III. — Ce morceau a été tiré à part (Lausanne, lib. Bridel, 1891).

1

Apologue

Un grand roi bâtit une grande ville, avec des portes de tous côtés, afin que de tout côté on pût y entrer, et il fit savoir à tous ses sujets que ceux qui lui étaient affectionnés et fidèles le vinssent trouver en cette ville; qu'il les y pourvoirait richement de toutes choses, et les ferait jouir d'une très grande félicité; qu'au reste, il connaîtrait leur affection en ce qu'ils ne se rebuteraient pas de la longueur et des fatigues du voyage, mais se mettraient en chemin sans tarder. En même temps, il leur fit distribuer une carte générale du pays, et leur envoya des guides sûrs et expérimentés qui marcheraient devant eux; à cela il ajouta quelques ordres pour les porter à être unis en chemin, et s'aider les uns les autres à surmonter les difficultés qui se présenteraient; qu'au cas que la désunion se mît parmi eux, ils n'entreraient pas dans la ville, et encourraient son indignation.

Cette déclaration du roi fit beaucoup de bruit, et causa de grands mouvements par tout le royaume; ces promesses avantageuses plaisaient à tous, et leur faisaient naître l'envie d'aller à cette ville et de s'y établir. Mais cependant, tous n'y allèrent pas; quelques-uns s'y résolurent avec joie et partirent dès lors. Pleins d'espérance, ils marchaient gaiement, et s'entretenaient du grand roi et admiraient sa grandeur, dont ils voyaient des preuves nouvelles, à mesure

qu'ils avançaient. Ils se réjouissaient de sa bonté dont ils recevaient aussi des marques à tout moment, et en chemin faisant, ils chantaient des hymnes à son honneur. Les guides, ravis et pleins de zèle pour le grand roi et d'affection pour ceux qu'ils devaient conduire, leur servaient d'exemple pour faire diligence, aussi bien que de conducteurs pour tenir le droit chemin, et leur donnaient tous les secours qu'ils pouvaient leur donner; attentifs aux besoins d'un chacun, ils pourvoyaient à tout; ils soutenaient les faibles, relevaient ceux qui étaient tombés, ramenaient les égarés; ils encourageaient ceux qui restaient derrière; ils continuaient ainsi pendant tout leur voyage, et ne se relâchaient point qu'ils n'eussent fait entrer dans la grande ville tous ceux qui les avaient suivis; ils eurent aussi le soin de choisir dans chaque troupe ceux qui s'étaient fait connaître pour les plus zélés serviteurs du grand Roi, et les plus capables de lui amener ceux de ses sujets qui souhaitaient de le joindre, et ils leur laissèrent des mémoires de la part du grand Roi, qui achevèrent de les rendre propres pour cet important emploi; plusieurs troupes partirent sous la conduite de ces guides fidèles, surmontèrent aussi toutes les difficultés, et arrivèrent heureusement au lieu destiné.

Il y eut beaucoup d'autres sujets du grand Roi, qui devaient aussi être de ce nombre et qui comptaient là-dessus, mais qui n'eurent pas le même bonheur. Ils se sentaient assez portés à l'aller trouver pour avoir part à ses bienfaits; mais ils manquaient de résolution pour faire le voyage, et plusieurs choses les arrêtaient; il leur venait des doutes sur la certitude de toutes les promesses; ils se laissaient aller à d'autres occupations, et ils ne partaient point. Le pays qu'ils habitaient leur plaisait; ils s'y trouvaient déjà établis, et, dans le fond, ils aimaient mieux se contenter de ce qu'ils

voyaient et possédaient, que de tout abandonner pour une fortune à venir qu'ils ne connaissaient pas, et qu'ils croyaient fort éloignée; le voyage, d'ailleurs, leur paraissait long et pénible; ils ne pouvaient se résoudre à l'entreprendre aussi promptement que le voulaient le grand Roi et les guides pressants qu'il leur avait envoyés. Cependant, pour montrer qu'ils y étaient résolus, ils choisirent quelques-uns d'entr'eux pour leur servir de conducteurs et faire quelques préparatifs de voyage; ils leur firent porter le nom de Serviteurs du grand Roi, les distinguèrent par des marques d'honneur et les revêtirent de robes extraordinaires, afin que tous ceux qui les voyaient en fussent frappés; et pour achever de rendre cet emploi éclatant et marquer l'intérêt qu'ils y prenaient, ils y attachèrent de riches salaires, et portèrent un respect extraordinaire aux personnes qu'ils en avaient revêtues.

Ces nouveaux conducteurs prirent la carte, l'étudièrent avec soin, et surtout, ils s'appliquèrent à y mesurer les divers chemins qui conduisent d'un lieu à l'autre, et à en considérer les différentes situations. Ils se plurent et s'arrêtèrent à cette recherche, à un point qu'ils en oublièrent le but principal qu'ils devaient avoir, qui était de chercher le chemin le plus court, de chez eux à la grande ville, de la connaître par eux-mêmes, et d'y mener au plus tôt le peuple. Au lieu de cela, et pour s'acquitter en quelque manière de leur emploi, ils étalaient devant lui toutes leurs curieuses recherches, l'avertissaient avec soin des détours qui pouvaient faire manquer le chemin à leurs voisins ou à d'autres, et lui dépeignaient exactement les lieux où il ne devait point passer. Mais quant au chemin que le peuple devait tenir et dont les conducteurs devaient être particulièrement informés, ils ne disaient presque rien qui pût servir à le lui

faire connaître et l'engager à y entrer. Car avant que d'en avoir la connaissance, il fallait y avoir marché et se l'être rendu familier, et c'est ce qu'ils n'avaient pas fait, car c'était un chemin étroit et embarrassé, et ils n'aimaient pas quitter une belle plaine pour des sentiers pénibles; d'ailleurs la plupart des gens qui s'étaient aperçus de ce chemin raboteux, s'en étaient rebutés; ce n'était pas leur faire plaisir que de leur proposer et de les presser de partir; ils aimaient mieux entendre raconter de nouvelles particularités de la carte, et être entretenus d'un chemin plus uni et plus large, qui les mènerait à la grande ville avec moins de peine ces conducteurs, qui déjà avaient le même penchant, voyant que c'était encore le moyen de gagner la confiance du peuple, et d'acquérir de l'autorité sur lui, en furent ravis, et achevèrent d'abandonner les intérêts du grand Roi, qu'ils ne connaissaient point, et pour l'amour duquel ils ne sentaient pas portés à entreprendre de grands travaux; dès lors, ils ne songèrent plus qu'à tirer parti pour eux-mêmes de tout ce qui se passait, et à s'élever en chefs sur le peuple, à la tête duquel ils se trouvaient pour lui servir de guides. Personne, cependant, ne prétendait refuser de faire le voyage, et chacun témoignait qu'il était dans le dessein de l'entreprendre : car le grand Roi était un roi terrible, et il avait menacé de son indignation tous ceux à qui il s'était adressé, et qui n'accepteraient pas la grâce qui leur avait été offerte. Afin donc qu'il ne parût pas qu'ils la rejetassent, ils s'assemblaient et formaient des troupes, à l'imitation des premiers voyageurs, non pas pour hâter leur départ, et s'y encourager réciproquement, comme ceux-là avaient fait, mais seulement pour se faire entretenir sur le sujet du grand Roi et du voyage, par les guides qu'ils avaient établis pour cela, et qui s'appliquaient uniquement à les en savoir bien entretenir.

Comme les guides n'étaient pas pénétrés de ce qu'ils disaient là-dessus, ils étaient obligés de s'en faire un art, c'était par art qu'ils formaient leurs discours, et ils s'animaient par art en les prononçant; hors de ces occasions, ils ne s'occupaient guère ni du grand Roi, ni du voyage, et rarement les en entendait-on dire un seul mot. Le peuple, pour les entendre et pour paraître occupés du Roi et du voyage qu'il demandait, était appelé à grand bruit dans de certaines maisons apparentes et bâties pour ce sujet, et qu'on nommait du nom magnifique de Maisons du Roi. On y chantait à haute voix des hymnes à son honneur, et l'on s'y faisait redire dans une harangue sa volonté, et les bienfaits qu'il réservait à ses sujets fidèles, parmi lesquels ce peuple devait tenir le premier rang.

Une personne à qui sa manière d'agir n'aurait pas été connue, aurait cru, à voir son empressement pour aller à ces maisons, et son attention à tout ce qui s'y disait du voyage, qu'il allait partir le jour même, ou le lendemain pour le plus tard. Mais le lendemain, ils s'assemblaient de nouveau et entendaient une autre harangue du conducteur, qui les invitait pour le jour suivant et exhortait chacun à s'y rendre; car le grand nombre était une des choses qu'ils recherchaient à l'envi, et c'était en cela qu'ils faisaient consister leur principale gloire : comme le peuple, de son côté, était ravi qu'on n'exigeât de lui que cette espèce d'hommage au grand Roi, qu'il n'avait nulle peine à lui rendre.

Quand cela eut duré quelque temps, sans qu'il en arrivât du mal à ce peuple, parce que le grand Roi voulait l'éprouver, et connaître à quoi se porteraient les uns et les autres, dans le simple but de lui plaire et sans la crainte des châtimens, chacun se persuada ou se laissa persuader par les harangues des conducteurs, que le grand Roi se contenterait de ce qui

se passait, de leur assiduité à s'assembler dans les maisons qui portaient son nom, de leur attention respectueuse à tout ce qu'ils entendaient raconter du voyage, et des hymnes qu'ils chantaient à son honneur; et qu'à cause de tout cela, il ne les mettrait pas au nombre de ceux qui refusaient de l'aller trouver. Ils se mettaient donc l'esprit en repos sur ce sujet, s'appliquaient plus que jamais à rendre les lieux de leur séjour plus commodes et agréables, et à s'y établir. Mais surtout, ils surent bon gré aux conducteurs qui, en ne les pressant point, leur avaient fait gagner du temps, et en les persuadant que le grand Roi ne s'en ressentirait point, ni ne le trouverait mauvais, les avaient dispensés de faire le voyage; et les maisons du Roi où ils obtenaient ces délais leur devinrent sacrées. Les conducteurs, de leur côté, voyant à quel point ils étaient devenus agréables et nécessaires au peuple, cherchèrent de se prévaloir de sa disposition favorable pour eux, en devinrent plus hardis, et ne gardèrent plus de mesure pour exercer sur lui la domination qu'ils avaient en vue, et à laquelle ils étaient parvenus. A la vérité ils faisaient toujours retentir dans leurs assemblées le nom du grand Roi, s'animant à parler de lui dans leurs harangues, et voulaient être crus ses plus fidèles serviteurs; mais il était aisé de s'apercevoir qu'en effet ils n'étaient pas tels, et qu'ils n'avaient point sa gloire à cœur. Non seulement les voyait-on principalement occupés du soin de se procurer de riches salaires, auxquels ils se montraient très attachés, de gagner le cœur du peuple pour eux-mêmes, et de se rendre grands et puissants sous le nom de serviteurs du grand Roi; mais il leur arrivait même de se montrer directement opposés à sa volonté, et de se conduire comme auraient fait ses ennemis déclarés.

Car de ne pas partir, ni observer les ordres du grand Roi

qu'ils ne cessaient de publier dans leurs harangues, ou de faire des choses qui pouvaient l'offenser, ce n'est pas ce qui les irritait ; et comme il n'y avait rien là qu'ils ne fissent eux-mêmes, ils supportaient ces choses chez les autres sans s'émouvoir. Mais que quelqu'un les offensât eux-mêmes, qu'il se lassât de les entendre haranguer, qu'il témoignât quelque doute sur ce qui regardait la validité de leur emploi, qu'il osât essayer de s'en éclaircir, qu'il n'estimât pas leurs harangues fort essentielles, ni d'un grand usage pour le peuple, qu'il ne convînt pas de l'utilité ni du besoin des maisons qu'on appelait Maisons du Roi, celui-là, ne songeât-il qu'à se conformer aux ordres du Roi, se trouvât-il actuellement en chemin pour l'aller rejoindre, tout le peuple fût-il convaincu de sa fidélité et témoin de sa diligence, il fallait que ce fût un rebelle, qui machinait contre le grand Roi. Les conducteurs ne cessaient de l'accuser et de lui faire courir toutes sortes de risques ; de cette manière il arriva qu'à force d'entendre parler du voyage sans partir, et d'aller aux maisons du Roi sans aller à sa ville, on s'accoutuma non seulement à ne plus s'inquiéter du départ, et à n'y plus penser, mais à le regarder même comme une singularité odieuse, à croire le passage par le chemin étroit une entreprise chimérique ; et la carte, avec les ordres du grand Roi, ne furent à la fin qu'un sujet d'assemblées et de harangues, où le peuple accourait de toutes parts, non point comme aux préparatifs pour le voyage, ainsi qu'il avait fait du commencement, mais comme à quelque chose qui lui tenait lieu du voyage même.

Cependant il arriva qu'un petit nombre de personnes considérèrent tout cela, et furent effrayées de voir jusqu'où allait l'aveuglement commun, et à quel péril une pareille conduite les exposait. Ils commencèrent à songer comment

ils pourraient se tirer de la faute, et éviter la punition que le grand Roi ne pouvait éviter de faire d'un peuple, séduit à la vérité, mais qui aimait la séduction et s'y livrait volontairement; ils résolurent de s'en séparer, et de ne plus entrer avec lui dans ces maisons qui n'étaient ni ordonnées, ni avouées du grand Roi dont elles portaient le nom, et où aboutissait malheureusement tout le voyage, de laisser là ces gens qui devaient être des conducteurs, et qui ne faisaient que haranguer ceux qu'ils devaient conduire, et semblaient les enchanter par leurs harangues; et de se mettre en chemin sans différer. Ils prirent la carte à la main, et partirent.

A mesure qu'ils avançaient, ils y remarquèrent la route qu'ils devaient tenir, et par ce véritable usage de la carte, ils furent étonnés de la trouver excellente et claire, beaucoup plus qu'ils ne l'avaient trouvée auparavant, et que ne l'étaient les éclaircissements que les guides en prétendaient donner dans leurs harangues. Ils suivirent avec confiance le chemin qui y était marqué, et qui était le même que les autres refusaient et décrivaient comme impraticable, et ils eurent le contentement d'y rencontrer les vestiges des voyageurs qui y avaient passé avant eux. Bientôt il se forma entr'eux une étroite liaison, pareille à celle qui avait uni les premiers voyageurs, et un même zèle les anima; les forts soutenaient les faibles; les plus avancés, lorsqu'il était nécessaire, revenaient vers ceux qui étaient derrière, et leur servaient de guides, aussi loin que le chemin leur était connu, et en attendant ceux que le grand roi ne manquerait pas d'envoyer à leur rencontre, et à qui ils étaient prêts de céder la place. Tous se donnaient la main de leur mieux, ainsi que le grand Roi l'avait ordonné. Comme ils allaient le trouver et qu'ils étaient pleins de lui, ils en parlaient avec

joie, et leur entretien ne se pouvait arrêter sur un autre sujet; ils se délassaient par là, et s'encourageaient en même temps, et les traites leur en paraissaient plus courtes. Parmi des gens si contents, des hymnes, pareilles à celles des premiers voyageurs, se firent bientôt entendre, et l'intérêt même qu'ils pouvaient avoir à n'être pas remarqués ne pouvait leur imposer silence : ainsi s'avançaient les voyageurs diligents et unis, et se hâtaient de gagner la grande ville.

Quand les conducteurs surent ce qui se passait, ils en furent effrayés, et crurent voir déjà leur salaire perdu, leur crédit ruiné, et leur domination détruite; ils traitèrent de témérité insensée l'entreprise de ces voyageurs, et s'irritèrent contre eux, plus que contre qui que ce fût, plus même que contre ceux avec qui ils avaient querelle pour les différentes mesures de la carte, et dont ils faisaient profession d'être les ennemis irréconciliables. Dans toutes les provinces du Roi où l'on aperçut de ces voyageurs, les conducteurs du peuple s'alarmèrent à peu près de même et se liguèrent contre ces petites troupes, comme contre tout ce qu'il y avait de plus à craindre pour eux; ils entreprirent même de les exterminer, afin d'intimider les autres, et les détourner d'une pareille entreprise. Dans ce dessein, ils s'en plaignirent au peuple, cherchèrent à l'animer contre ceux qui s'en étaient séparés, et dirent : « Ne sommes-nous pas ceux que vous avez choisis pour être, de la part du grand Roi, vos conducteurs dans le voyage à la grande ville ? D'où vient donc que ces ennemis du Roi, qui osent mépriser ses maisons où nous les recevons, et que tous les jours nous faisons retentir de ses louanges, marchent sans nous et sans vous, et que vous les regardiez faire ? De quel droit se montrent-ils le chemin les uns aux autres, ceux que vous n'avez point établis pour

cela, et qui n'ont jamais cherché dans la carte que le seul chemin que nous leur voyons tenir?

De là ils s'adressèrent aux voyageurs et leur crièrent d'un ton de voix menaçant et terrible : qu'à la maie heure s'étaient-ils détachés d'eux et du peuple, et avaient cessé d'entendre les instructions nécessaires pour le voyage, et de joindre leur voix à celle de tout le peuple pour célébrer les louanges du grand Roi ; que cette séparation était une singularité pernicieuse et de mauvais exemple ; qu'ils prétendaient tous aller à la grande ville ; qu'ils se préparaient actuellement pour le voyage, et que tous les jours ils s'assemblaient pour cela ; qu'ils eussent donc à rebrousser chemin, et à se joindre à eux, ou qu'ils devaient s'attendre à être traités en rebelles et en déserteurs. « Nous ne saurions faire ce que vous demandez de nous » répondirent ces voyageurs ; « et quand même nous pourrions nous résoudre à rentrer dans vos maisons ou à vos assemblées, et à écouter vos harangues, nous ne pourrions vous reconnaître comme nos conducteurs, et nous abandonner à votre conduite. Nous craignons que vous n'entriez pas dans la grande ville, et que vous ne nous empêchiez d'y entrer. Vous ne nous y menez point : car vous ne marchez pas devant nous ; il faut bien donc que nous tâchions d'y aller sans vous, et qu'enfin nous cessions de perdre le temps en vains préparatifs. Et en cela nous ne faisons rien qui soit pernicieux et de mauvais exemple : car tout le peuple nous voit en chemin, et par là il est encouragé à s'y mettre, et à faire enfin le voyage dont il s'agit.

« Le grand Roi veut être honoré par l'accomplissement de sa volonté, bien plus que par des chants et des harangues ; il veut que nous marchions pour aller à lui, et hors de là il ne compte pour rien tous les honneurs que nous pouvons rendre à son nom. Présentement donc que nous sommes en

chemin, nous continuerons de marcher, et nous ne retournerons pas en arrière.

« Mais il y aurait autre chose à faire, qui nous unirait pour toujours. Vous-mêmes, venez nous joindre, quittez votre chagrin mal fondé, et faisons le voyage de compagnie; soyez-y effectivement nos guides, et vous mettez à notre tête; faites-vous suivre encore de toute cette foule que vous voyez autour de vous, et qui a de la confiance en vous. Que tout le peuple, uni par un même dessein, se mette en chemin sous votre conduite, et que dès aujourd'hui les cris de joie des fidèles sujets qui vont trouver leur Prince, retentissent jusques aux cieux, et se fassent entendre de tous côtés. Partez donc, instruisez-nous en chemin faisant, et nous nous ferons un plaisir de vous écouter. Venez, ne tardez pas davantage; observez et reconnaissez les signes des temps. Le grand Roi se prépare pour visiter ses peuples, et récompenser chacun de ses sujets selon son affection pour lui, et sa fidélité à observer ses ordres : il vous faut dire : *Je m'en vais venir bientôt.*

Que celui qui l'entend, dise : *Venez!* »

II

Registre du Consistoire de Genève, jeudi 27 octobre 1701. — Sur le rapport qui a été fait, qu'il y a beaucoup de gens, tant étrangers qu'autres, qui vont rendre visite au sieur Mouralt, de Berne, demeurant chez M. le ministre De la Rive, aux Eaux-Vives, et qu'il a des sentiments tout particuliers à l'égard de la Religion, aussi bien qu'une sienne sœur qui demeure en cette ville, laquelle on a rapporté solliciter et détourner les personnes de sa connaissance de fréquenter les prêches :

A été avisé que M. Calandrin, comme pasteur de son quartier, sera chargé de s'en informer encore plus particulièrement.

Registre des baptêmes célébrés dans le temple de la Madeleine, à Genève, 1701. — Le mercredi 2 novembre, Spectable Jean Michel a baptisé François-Louys, fils de Beat-Louys de Muralt et de Marguerite de Vatteville, sa femme; présenté par le père, et né le 23 octobre.

Registre du Consistoire de Genève, jeudi 3 novembre 1701. — Sur le rapport qui a été fait que la D^{ne}, femme du sieur Mouralt, avait accouché, a été avisé de prendre garde si le père fera baptiser le dit enfant, s'il s'y présentera lui-même, et par qui il le fera présenter en baptême. Dequoi M. Sartoris a été chargé.

Registre du Consistoire de Genève, jeudi 10 novembre 1701.

— A été rapporté par M. Sartoris, en suite de la commission à lui donnée, que M. Mouralt, de Berne, avait fait baptiser au temple de la Madeleine l'enfant qui lui était né depuis peu de jours, et qu'il l'avait présenté lui-même en baptême, et fait nommer Béat-Louis (1), par M. Michel, ministre de l'Hôpital.

A été rapporté par M. Calandrin, qu'ensuite de la commission dont il a été chargé de s'informer de la conduite de la Dam^{lle} Mouralt à l'égard de la Religion, sur ce qu'on avait rapporté qu'elle aurait détourné quelques personnes de fréquenter les prêches: il ne s'était rien trouvé de semblable, ni qui fût digne de répréhension, tant à l'égard de la religion que des mœurs.

Registre du Conseil de Genève, vendredi 21 avril 1702. —

M. le premier syndic a rapporté que le sieur de Murald, de Berne, étant ici dès longtemps, continuait de vivre dans les sentiments singuliers qu'il a sur la Religion; et que, contre l'espérance que l'on avait conçue de sa conversion, il y persistait, s'insinuant avec adresse dans des maisons de considération, et écrivant même sur cette matière, au grand scandale des gens de bien, qui regardent son séjour ici avec douleur, et en craignent les conséquences: surtout ayant été obligé de se retirer de Berne à cause des susdits sentiments, desquels les deux plus pernicious sont qu'il

(1) On a vu plus haut que l'enfant, déjà baptisé la veille du jour où le Consistoire se demandait si le père consentirait à cette cérémonie, avait reçu les prénoms de *François-Louis*, qui étaient ceux du grand-père de cet enfant. Quant aux prénoms de *Béat-Louis*, ils étaient entrés dans la famille du célèbre écrivain, par suite du mariage de son trisaïeul avec la fille de l'avoyer Béat-Louis de Müllenen.

n'est pas nécessaire de fréquenter les saintes assemblées et d'y communier: estimant que ceux qui les composent et qui communient ne sont pas assez gens de bien.

Dont opiné, il a été dit qu'on lui dise de se retirer incessamment de la Ville et des Terres.

Registre du Conseil de Genève, lundi 17 juillet 1702. —
M. le premier syndic a dit que le sieur de Morald étant encore ici, il avait prié ses amis de lui faire entendre qu'il devait obéir aux ordres du Conseil. Sur quoi, l'on a assuré qu'il se retirait.

Lettres d'Osterwald à Jean-Alphonse Turretini.

(*Bibliothèque de Genève.*)

[Neuchâtel] 25 février 1702.

Je me suis informé, monsieur et très honoré frère, le plus exactement qu'il m'a été possible, de ce que vous souhaitiez de savoir. J'ai fait parler au correcteur de l'imprimerie et à l'imprimeur lui-même; mais personne n'a ouï parler de la Relation de M. de Muralt. Ni vous, ni lui, n'avez été nommés. Si j'en apprends quelque chose dans la suite, je vous en ferai part.

Je plains cet honnête homme. Plus j'entends parler de piétisme, plus je me confirme dans ce que j'ai dit sur ce sujet dans mon *Traité des sources de la corruption*. Le mal vient des ecclésiastiques qui ne travaillent pas à la réformation de l'Eglise et des mœurs, et qui franchement ne prêchent point l'Evangile. On ne peut pas dire que l'Evangile soit prêché en certains lieux, et je ne m'étonne point si certaines gens ont du dégoût pour les prédications. Tels que

sont les piétistes, je crois qu'il en entrera plus en paradis que de ceux qui les persécutent.

10 mai 1702.

La démarche de votre magistrat envers M. de Muralt a surpris tout le monde; on ne croyait pas que vos Messieurs fussent capables d'en venir là.

Neuchâtel, 22 novembre 1702.

Monsieur et très honoré frère,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite au sujet de M. de Muralt. Je le plains fort de trouver partout des oppositions, et d'être dans les sentiments où il est sur le chapitre des sermons et des exercices publics. Son mérite, et le respect que j'ai pour le Trésorier de Muralt son oncle, font que je m'intéresse encore davantage à son malheur. Pour répondre à ce que vous me demandez, je vous dirai, monsieur, qu'il me serait difficile de lui dire positivement s'il sera souffert ici ou non. Et vous jugerez vous-même de la chose par ce que je m'en vais vous dire. M. Bucher, qui est hors de Berne pour le même sujet que M. de Muralt, étant venu ici, me vit et diverses autres personnes; il nous demanda si on le souffrirait ici. Nous lui dîmes que pourvu qu'il eût la permission de M. le Gouverneur, et qu'il ne donnât aucun scandale ni lui ni les siens, nous ne croyions pas qu'étant bourgeois de Berne, on l'empêchât de demeurer en ce pays. Il obtint la permission de M. le Gouverneur, il dit qu'il irait à l'église, et j'ai ouï dire qu'il y a été une ou deux fois; il loua une maison à une lieue d'ici, qui appartient même à M. Chambrier, maire de Neuchâtel, mon beau-frère. D'abord, on remarqua qu'il n'allait pas à l'église, et que sa femme n'y allait point du

tout, et qu'elle ne communiait point; et en effet elle n'a jamais assisté à aucun Exercice. Quelque temps après, on remarqua que diverses personnes se rendaient dans cette maison-là; et même on y avait retiré une personne du Pays de Vaud, que le Magistrat fit rendre à ses parents. Cela a fait beaucoup de bruit, jusque-là que M. le Gouverneur (*de Mollondin-Montet*) dit il n'y a pas longtemps à M. le maire de Neuchâtel, que quoiqu'il ne fût pas de notre Religion, il croyait qu'à la fin il faudrait en venir à faire retirer M. Bucher, parce que cela fait du bruit, et cause quelque espèce de trouble. Cependant on ne lui a point encore fait de commandement de se retirer.

Sur ce pied-là, vous voyez, monsieur, que je ne saurais répondre de rien à M. de Muralt. Comme il est, à ce que j'apprends, dans les mêmes sentiments que madame Bucher au regard des Exercices publics, je crains que son séjour en ce pays n'augmentât le scandale que l'on prend en voyant des gens qui ne fréquentent pas les Exercices. Tout ce qu'il pourrait faire, ce serait de faire demander à M. le Gouverneur s'il peut venir ici passer l'hiver. J'ai pensé m'informer de quelques personnes des sentiments où M. le Gouverneur est là-dessus; mais on ne sait que m'en dire; je comprends pourtant, pour vous parler franchement, qu'il serait bien aise de n'être pas réduit à s'expliquer là-dessus. Pour ce qui me regarde, je n'ai pu parler de ceci à M. le Gouverneur. Outre que je le vois rarement, n'y allant que pour les affaires de la Compagnie, je suis obligé, étant pasteur de cette ville, de me ménager. Quoique je désapprouve entièrement la rigueur dont on use envers les Piétistes, il s'est dit tant de choses sur ce qu'il s'en est retiré quelques-uns dans ce pays, et notre Compagnie même craint si fort que ces sentiments ne se répandent dans nos Eglises, que je ne pourrais agir

pour attirer ici des personnes de ce caractère, sans être en scandale, et sans me rendre en quelque façon responsable des évènements et des suites fâcheuses qui pourraient arriver. Il y a plus. J'ai appris par un homme de Berne qu'entre les accusations dont on me charge en ce pays-là, on y dit que je suis Piétiste, et que nous donnons retraite à ces gens-là; que M. Bucher m'a vu, que je me suis intéressé pour lui, et d'autres choses semblables. Dans ces circonstances, vous jugez bien qu'épié comme je le suis, je dois me conduire avec prudence, et ne pas fournir des prétextes à ceux qui ne cherchent que les moyens de me nuire. Je vous parle à cœur ouvert, comme à un ami sincère.

Du reste, j'ai un véritable déplaisir de l'état où M. de Muralt se trouve. A cette occasion, je ne puis m'empêcher de vous dire deux choses : l'une, que si les Piétistes ont du dégoût pour les sermons, il ne faut pas en être tant surpris; car, entre nous, qu'y entend-on le plus souvent? L'autre, que si au lieu de faire consister le service public à ouïr des prêches, on célébrait parmi nous le service divin d'une manière convenable, cela attirerait les gens, et leur ferait regarder nos assemblées avec respect. Mais comme on le disait du temps de la Réformation, on a tout mis en prêches; et ces prêches étant tels qu'ils sont, on n'a pas bien de l'estime ni du respect pour le Culte public.

La lettre suivante est sans date; mais elle est postérieure à une lettre du 13 janvier 1706, et antérieure à celle du 17 mars 1706.

Monsieur et très honoré frère,

Je n'avais pas dessein de vous écrire, l'ayant fait il n'y a pas longtemps, mais je viens de recevoir quelques lettres

qui m'engagent à le faire. On me fait de Berne une proposition assez délicate; mais, qu'elle demeure, s'il vous plaît, entre vous et moi. C'est si l'on ne souffrirait point ici M. de Muralt que vous avez vu à Genève, qui en a été chassé, et qui, s'étant réfugié du côté de Soleure, en est encore chassé ou est sur le point de l'être. Franchement, je crois qu'il faut user de beaucoup de douceur à l'égard de ces gens-là, mais d'un autre côté, il faut éviter ce qui peut causer du trouble et du scandale. Vous avez ouï parler de la dame Bucher, de Berne, qui a demeuré dans notre voisinage, et du bruit qu'elle a fait. Nos peuples se scandalisent lorsqu'on tolère ces piétistes. Ainsi on ne sait quel parti prendre. Je voudrais cependant qu'on pût guérir cet honnête homme, dont vous m'avez écrit du bien, et faire plaisir à ceux à qui il appartient. Ils souhaiteraient qu'on pût le faire revenir de son entêtement, et ils croient que ce lieu serait propre pour cela. Vous m'obligerez, monsieur, de me dire vos pensées sur cette affaire, et de me donner vos conseils. Surtout, comme vous connaissez le caractère du personnage, je serai bien aise de savoir si vous croyez qu'il y ait de l'apparence de le guérir. Marquez-moi aussi, s'il vous plaît, de quelle manière et pour quel sujet on l'a chassé de Genève.

17 mars 1706.

..... Je pense que M. de Muralt viendra demeurer en ce pays. S'il me voit, je profiterai de vos avis, et je tâcherai de le désabuser; mais il croit si fort à la *Parole intérieure* que je crains fort d'y perdre mon latin.

III

**Lettre de M. de Muralt à M. Thormann, ministre de
Lützelflüh, et doyen de la Classe de Berthoud.**

Monsieur et très honoré cousin,

Je vous suis obligé de la lettre honnête et chrétienne que vous avez eu la bonté de m'écrire, je l'ai lue et relue avec attention; et non seulement je suis édifié des motifs de charité qui vous font agir en cette occasion, aussi bien que de la douceur avec laquelle vous tâchez de me faire goûter vos raisons; et je vous avoue même que je trouve ces raisons bonnes, et très propres à tirer de la solitude une personne qui s'y serait engagée d'elle-même et sans nécessité. Mais comme ce n'est pas là tout à fait mon cas, j'espère que vous ne serez pas surpris si elles ne font pas cet effet sur moi, et si, au lieu de quitter ma retraite, je me contente de vous rendre compte de ce qui m'y fait demeurer. Vous savez apparemment, Monsieur, les circonstances où je me trouve, et qu'il ne dépend pas entièrement de moi de me choisir les lieux de mon séjour; on me bannit des villes quand j'y entre ou que j'en approche de trop près, et on me souffre plus volontiers en quelque endroit solitaire et écarté; ainsi ce n'est pas tant moi qui quitte les hommes, et qui refuse de leur donner les exemples que vous croyez que je puisse leur donner, comme ce sont les hommes qui me chassent d'entre eux, me réduisant à la solitude où je vis depuis quelque temps.

Mais vous pouvez vous assurer qu'à cet égard, le mal n'est pas si grand qu'on vous l'a fait; je ne suis pas encore assez avancé dans le bien pour donner aux hommes des exemples fort considérables, et jusqu'ici, je dois plus songer à croître et à m'affermir qu'à me montrer. D'ailleurs je ne suis pas non plus dans une solitude fort profonde; et s'il est vrai qu'il se trouve en moi quelque chose à imiter, je ne manque pas de gens autour de moi qui en puissent faire leur profit. J'ai une femme et des enfants; j'ai des domestiques, des parents, et d'autres personnes qui me viennent voir, et j'ai les voisins qui m'observent, ainsi je suis suffisamment en vue, et je ne manque pas de devoirs à remplir à l'égard de la Société, à qui j'avoue que nous devons beaucoup. J'estime même qu'un des meilleurs exemples à donner aux hommes, dans les temps et les circonstances où nous vivons, c'est une vie paisible et retirée, et j'avoue que si je me trouvais dans l'entière liberté de m'établir où je voudrais, je préférerais à cet égard le séjour de la campagne à celui de la ville.

Mais j'ai tort sans doute de justifier beaucoup ma solitude auprès de vous, monsieur, et de vous informer au long des raisons que j'ai de ne la pas quitter; je devrais assez sentir que vous n'insistez là-dessus, et que vous n'avez pris cette voie honnête et engageante que pour me gagner plus tôt, et pour arriver plus aisément au but que vous vous êtes proposé. Il s'agit donc de me porter à retourner dans vos assemblées, et à me faire rentrer dans votre communion, de laquelle il semble que je me sois séparé. Je vous dirai librement la situation où je me trouve, et ce qui se passe chez moi sur ce sujet.

On vous a dit vrai, monsieur, quand on vous a assuré que je ne rejetais pas les sermons; j'en reconnais la nécessité, et je sais bien qu'ils servent du moins à donner aux hommes

ignorants et stupides quelque idée du bien et du mal, et que, par conséquent, ils sont utiles à la plus grande partie du monde, qu'on aurait de la peine à contenir sans ce moyen. J'avoue même, comme vous dites, qu'ils peuvent être de quelque usage aux chrétiens qui sont éclairés, et avancés dans les voies de Dieu. Ils peuvent réveiller en eux les idées qu'ils ont déjà, et leur faire du bien, comme toutes choses leur en font ; mais quand les sermons leur seraient entièrement inutiles, il suffit que la plupart des hommes en aient besoin, et qu'ils servent à maintenir la société. De là, les véritables chrétiens qui ont toujours l'intérêt de la société à cœur, ne refuseront pas à les aller entendre, du moins autant qu'il sera nécessaire pour en donner l'exemple aux autres. La charité qui les fait agir, presque dans les plus petites rencontres, les pressera aussi en celle-ci qui est assez importante.

Nous voilà donc d'accord sur ce point. Il faut des sermons à la plus grande partie des hommes, et il est bon que ceux qui pourraient s'en passer les fréquentent.

Pourquoi donc, me direz-vous, n'y allez-vous pas ? J'aurais eu bien des choses à répondre à qui m'aurait fait cette question il y a quelques années. Les plaintes à faire sur le sujet de la corruption de la plupart des ministres, et sur le peu de fruit que produisent leurs sermons, me remplissaient si fort et me fournissaient tant de choses à dire, que je ne pouvais finir là-dessus, comme je ne pouvais comprendre que toute personne raisonnable ne fût pas frappée de ce désordre autant que je l'étais. A présent ce n'est plus cela ; je suis fort calme à cet égard, et il faudrait que je fisse des efforts de mémoire ou d'imagination pour retrouver ce que j'avais à dire sur ce sujet. Je suis assez occupé de ma propre corruption pour ne plus guère réfléchir sur celle des autres,

et je sens même de la répugnance à m'en entretenir. D'ailleurs, je me croyais en ce temps-là obligé de justifier ma conduite, et de répondre à toutes les objections que l'on me faisait; l'expérience m'a appris depuis que ces justifications et ces raisonnements sont presque toujours inutiles, et même souvent pernicieux par les disputes qu'ils produisent, et qu'il suffit que nous soyons d'accord avec nous-mêmes, quand nous ne pouvons pas l'être avec les autres; je veux dire que nous soyons sûrs de ce que nous faisons, et que nous nous sentions conduits par notre conscience, et non par nos passions. Je crois, monsieur, qu'on peut vous parler ingénument de la conscience et de ses mouvements, et je vous tiens très éloigné de ces savants qui font plus d'attention à l'étymologie du mot qu'à la nature de la chose, et qui disent que Conscience vient de Science, et que, par conséquent, elle lui doit être assujettie, et croient de s'être mis en droit de décider de tous les scrupules qu'on leur propose. J'ose vous raconter ce qui se passe en moi, comme à un homme de bien, et qui sait ce que c'est que la simplicité chrétienne, et qui sent trop lui-même la force et la délicatesse de la conscience pour ne pas la reconnaître et respecter chez les autres. Je vous dirai donc que je me sens repris exactement de tout ce qui est contre l'ordre; ma conscience ne me passe rien; ni le plus petit mouvement du cœur, ni la moindre pensée ne lui échappent, du moins autant que l'état où je me trouve le demande : car vous savez, monsieur, que cela va en augmentant; cependant cette conscience si vive, et qui est toujours en action, ne me pousse point dans vos assemblées, et ne me reprend point de les avoir quittées! Ce n'est pas, comme il arrive assez souvent, que quelque intérêt caché, beaucoup d'affaires, des distractions, une forte répugnance, une résolution prise de soutenir

ce que j'ai commencé, ou d'autres pareils obstacles m'empêchent d'entendre sa voix. Il me semble qu'il n'y a chez moi rien de tout cela : je ne manque ni de loisir, ni d'attention, et je serais prêt à retourner dans vos assemblées s'il le fallait ; je demande donc encore une fois, *depuis tant d'années que cela dure*, pourquoi la conscience ne me dit rien là-dessus, sur une chose qui me paraît assez considérable, tandis qu'elle m'avertit si fidèlement de mes plus petits devoirs, et de mes moindres négligences ? Je ne sais pas de quel poids vous peut paraître ce que je dis là ; mais je vous avoue que cela seul me suffirait, et que je m'y tiendrais sans la moindre inquiétude, quand les promesses de Dieu ne m'en assureraient pas. Je trouverais toujours qu'il convient à sa bonté que les hommes qui sentent leur incapacité à se conduire eux-mêmes, et qui ont recours à lui de bonne foi, qui se confient à lui et qui ne demandent qu'à être conduits de lui, le soient effectivement ; qu'ils aient, dis-je, un Conducteur assuré, qui ne les égare pas, et ne les fasse dépendre ni d'un *juste raisonnement*, dont peu de personnes se trouvent capables, dont en plusieurs rencontres qui que ce soit ne se peut assurer, ni des *moyens extérieurs* qui manquent à tant de milliers de gens, qui souvent sont très corrompus.

Il est vrai, comme vous dites, que l'esprit de l'homme est sujet à toutes sortes d'illusions : qu'il prend aisément pour la volonté de Dieu, ce qui ne l'est pas ; et que Satan peut se déguiser en ange de lumière, pour séduire ceux qui consultent la *Parole intérieure* ! ce seront de fortes raisons pour nous porter à nous humilier, et à nous faire défier de nous-mêmes, et pour nous obliger à veiller et à prier ; mais cela ne doit pas aller jusqu'à nous rendre suspects les mouvements de la conscience quand nous l'avons bien éprouvée,

ni à nous faire défier de la Parole intérieure dans certains cas, qu'après tout, elle seule peut décider.

Vous me dites, monsieur, que nous devons consulter sans cesse l'Ecriture, et ne nous pas arrêter uniquement à la Parole intérieure, et vous avez raison. Mais serons-nous après cela, hors de toute incertitude, et hors de tout danger de nous tromper, et ne nous faudrait-il pas toujours revenir à la Parole intérieure, pour la décision des doutes que l'Ecriture nous laisse? Satan ne peut-il pas abuser de l'Ecriture, en mille façons, et nous tenter par des passages mal appliqués, comme il tenta Jésus-Christ? Le choix et l'application de ces passages, ne les faisons-nous pas dépendre de notre raisonnement, qui est la chose du monde la plus variable, et la plus sujette à l'erreur?

Il est vrai, et on ne saurait trop nous le recommander, nous devons prendre garde et nous précautionner pour n'être pas séduits, et pour cela nous ferons fort bien de joindre les moyens extérieurs aux autres. L'Ecriture surtout nous est d'un grand usage, elle nous fait clairement connaître tout ce qui est mauvais et condamnable en soi, et elle dissipe d'abord toutes les illusions grossières que nous nous en faisons. Mais dans ces cas difficiles et contestés qui sont proprement ceux dont il s'agit ici, lorsque nous nous trouvons poussés à des choses sur lesquelles nous n'avons point de décisions expresses et formelles, et où les différents passages, ou du moins leurs différentes explications nous laissent dans l'incertitude, à qui nous en rapporterons-nous, si ce n'est à Dieu même et à la Parole intérieure, qui seule nous reste à consulter, et nous parle clairement dans nos doutes? Et qui enfin pourra mieux concilier les différents passages de l'Ecriture et nous en faire l'application, que l'Esprit qui l'a dictée?

Je crois, monsieur, que vous voudrez bien tomber d'accord avec moi, que l'Ecriture Sainte n'appuie pas beaucoup sur la nécessité d'assister à vos exercices; et s'il y a quelques passages que vous puissiez faire servir à cela, il s'en trouve d'autres, pour le moins aussi forts, et en aussi grand nombre, qui nous laissent en liberté sur ces sortes de choses, et dont quelques-uns, ce me semble, nous ordonnent de nous en retirer. En cas que nous nous sentions inquiets sur ce sujet, et poussés à quitter vos assemblées, que ferons-nous pour n'être point trompés, quand tout ce que vous alléguez pour nous faire demeurer ne nous rassure point? Agirons-nous comme si nous étions rassurés, et prendrons-nous le parti d'y rester, quoique notre conscience y répugne et refuse de s'y soumettre? Ou bien, plutôt, ne pouvant nous calmer par la voie du raisonnement, et de l'explication que l'on veut nous faire recevoir de quelques passages de l'Ecriture, ne nous rendrons-nous pas enfin à ceux dont nous sentons l'effet en nous? ne suivrons-nous pas en simplicité de cœur les mouvements de notre conscience, dont nous nous voyons d'ailleurs bien conduits, et que nous trouvons d'accord avec tout ce que l'Ecriture nous recommande clairement? N'avons-nous pas lieu d'espérer que Dieu bénira un parti que nous prenons pour lui plaire, et pour obéir à un ordre, ou à des mouvements, que nous croyons venir de lui? Que si, dans la suite, il arrive effectivement que nous nous trouvions bien d'avoir pris ce parti, et si Dieu le bénit, et s'il nous fait plus de grâces, et s'il nous tire plus fortement à lui qu'auparavant, n'avons-nous pas tout lieu de croire que nous ne nous sommes point trompés, quand nous avons cru que ce que nous sentions venait de lui, et ne continuerons-nous pas gaiement notre route? N'avons-nous pas en ce cas raison de nous dire, que, s'il est bon que nous rentrions

dans le chemin que nous avons quitté, la Providence saura nous y remettre, comme elle a su nous en tirer, et que tout ce qui nous reste à faire de notre part, c'est d'être attentifs à ce qu'elle nous fait sentir, et toujours prêts à nous laisser conduire? Je sais bien qu'en soutenant la vie intérieure, je soutiens une chose fort décréditée, et qu'il n'y a peut-être rien de si généralement rejeté dans le monde que cette entière dépendance de la conscience et des lumières divines. Il faut avouer aussi que les excès, où on a vu tomber tant de gens qui prétendaient être conduits par leur conscience, et qui voulaient les justifier, ne peuvent du moins que de donner un grand préjugé contre cette voie, et qu'ils excusent, en quelque façon, ceux qui la croient dangereuse. Mais la vérité est qu'il y a encore une raison plus particulière qui en éloigne un grand nombre de personnes, et la voici : c'est une voie étroite, et incommode à la nature, et qui nous conduit à renoncer à nos inclinations et à notre propre volonté, au lieu que la lettre dépend beaucoup de notre raisonnement, c'est-à-dire de nous-mêmes. Nous nous en accommodons mieux, parce que nous en disposons mieux et que nous la corrompons plus aisément. Je m'en rapporte à tous ceux qui travaillent à mourir à eux-mêmes, et qui, par conséquent, ont expérience de ces sortes de choses, à vous tout le premier, et je vous demande s'il ne vous est pas souvent arrivé que la conscience vous ait resserré là où le raisonnement et l'explication de quelque passage vous eût relâché, s'il vous eût été permis de vous y rapporter.

Au reste, monsieur, ce n'est pas pour éviter la décision de l'Ecriture que je vous dis tout cela, je vous assure sincèrement qu'il ne me paraît pas qu'elle soit contre moi, ni qu'en aucun endroit, j'aie son autorité à craindre; et s'il le fallait, que cela dût servir à quelque chose, il me semble que j'y

trouverais assez de quoi justifier ma conduite, je crois même que par là j'en viendrais mieux à bout, et que j'y donnerais plus de couleur que de cette manière-ci. « Mais je trouve
« qu'il est de bonne foi de se justifier toujours par les raisons que l'on a et qui nous font agir, et non par celles que
« l'on pourrait avoir, quand même nous jugerions qu'elles
« seraient mieux goûtées. »

Je ne refuse donc pas de considérer avec attention l'exemple de saint Paul, que vous m'alléguez et que vous me recommandez, comme se rapportant très bien à mon cas. Il s'y rapporte en effet assez bien, et je consens avec plaisir qu'il serve à approuver ma conduite et à décider de ce que vous mettez en question entre nous. Cet apôtre résiste fort aux Galates qui veulent se faire de la circoncision une chose essentielle et nécessaire; il y intéresse même leur part en Jésus-Christ, tant la chose lui paraît importante, et cependant lui-même fait circoncire Timothée dans une occasion où l'édification le demande, et où il s'agit d'ôter aux Juifs tout prétexte et tout achoppement. Cet exemple vous apprend donc qu'il y a un temps à se roidir, et à tenir ferme dans ce que l'on reconnaît pour vrai, et à ne point se laisser assujettir à la volonté d'autrui. Car lorsque l'on veut faire une loi de ce qui est en soi ni essentiel, ni entièrement nécessaire, et qu'on entreprend de nous le faire recevoir, et de nous y contraindre, il s'agit alors de maintenir la liberté chrétienne, qu'on nous veut ravir par cette contrainte; et l'honneur de notre maître, qui nous a chèrement acquis cette liberté, y est engagé : c'est à nous à ne rien céder, et à courir plutôt toute sorte de risques. Il y a un temps aussi, où la charité veut que nous nous accommodions aux faibles, et qu'en leur faveur, nous fassions volontairement et avec joie, ce que nous refusions de faire, lorsqu'on nous y voulait obliger par

autorité. Le motif pur qui alors nous fait agir, change et rectifie la chose, et rend notre conduite agréable à Dieu. Je pense, monsieur, que voilà naturellement ce qu'on peut inférer de l'exemple de l'Apôtre, et que c'est aussi ce que vous voulez que j'en infère. Voyons si ce que j'ai fait jusqu'ici a quelque rapport à cela, ou si j'ai été conduit d'une manière fort différente.

Sur ce que j'ai laissé passer quelques semaines sans aller au prêche, retenu par des scrupules de conscience (du moins, comme de bonne foi j'en étais persuadé) on m'entreprend de la part du Consistoire; deux Ministres me parlent par son ordre, me font un discours sur l'excellence des prêches, et sur la nécessité de les fréquenter, et au bout d'un quart d'heure, avant que je me sois déclaré si j'irais au prêche ou si je n'y irais pas, mais seulement sur les objections que je leur fais, ils me disent qu'ils ne sont pas là pour disputer avec moi; que si je continue à m'en défendre, on m'y fera aller par l'autorité du Souverain. Alors je leur dis seulement, que je n'y irais pas, et que c'étaient leurs menaces qui me déterminaient à n'y point aller. C'est, ce me semble, le cas qui exige de la fermeté, et qui est bien marqué dans toutes les circonstances; je vous le raconte aussi pour cela, et non pas pour vous faire sentir le tort de ces Messieurs; il y en eut bien autant de mon côté que du leur; quant aux manières d'agir, nous n'eûmes ni les uns, ni les autres, la modération que nous devons avoir; je dois ajouter ceci pour leur satisfaction, que sentant les mauvais effets de leur procédé, ils le changèrent un peu, et me parlèrent plus doucement avant que je les quittasse. Vous savez, monsieur, les suites qu'eut cette affaire, et qu'enfin je fus banni du pays; je me retirai à Genève, où je passai quelques mois sans me trouver aux assemblées, et sans qu'on m'inquiât sur ce

sujet, quoique je me fusse déclaré ouvertement là-dessus. Cependant, quelques ministres et d'autres bonnes personnes me sollicitèrent d'y aller et m'assurèrent que cela pouvait avoir de bonnes suites. Les ministres surtout me dirent qu'ils pourraient d'autant mieux débiter certaines vérités, dont ils étaient tombés d'accord avec moi, et que le mépris que je paraissais avoir pour leurs assemblées rendait odieuses. Je fis alors ce que l'on demandait de moi, et sur ce qu'on me pressait par des motifs de charité, j'allai aux assemblées, et j'y fus encore la veille du jour que l'on me bannit de Genève. Vous voyez, monsieur, que je ne me suis point roidi au delà de ce qui m'était marqué par l'apôtre, et de ce que la charité demandait, et que j'ai fait ce que l'on a exigé de moi, lorsque l'occasion s'en est présentée. Si elle se présente encore : si, dans un pays de liberté, mon édification ou celle du prochain le demande, il y a apparence que je ferai encore la même chose, et qu'on me verra retourner aux assemblées, comme je crois aussi que je continuerai à ne pas me laisser contraindre à faire, d'obligation, une chose qui doit être libre et volontaire.

Mais il y a une chose, ce me semble, à dire, sur l'exemple de saint Paul, sur ce qu'il observait la purification : c'est qu'il était un apôtre, sur qui tout un peuple avait la vue, et il était important qu'il n'omit rien de tout ce qui pouvait contribuer à rendre son ministère, et celui de Timothée, agréable et utile à ce peuple ; au lieu qu'en ma personne, il ne s'agit que d'un simple particulier, obscur et presque ignoré des hommes, qui n'est point appelé à les enseigner, et que la Providence a elle-même tiré d'entre eux pour le mettre à l'écart, et dont la grande affaire est de sauver son âme. Il me semble que cette différence est assez essentielle dans le cas dont il s'agit ; c'était à saint Paul à marcher dans la voie publique

et observée que Dieu lui avait ouverte, et à aplanir les difficultés qu'il y rencontrait; c'est à moi à me tenir dans le sentier caché où Dieu m'a mis, et à n'en point sortir, à moins que lui-même ne m'en tire; car enfin chacun doit demeurer dans l'état où il a été appelé, et s'y tenir devant Dieu. Je me remets à lui de tout cela, sans m'en inquiéter et même sans chercher à prévoir ce qui en sera. Je me suis trop bien trouvé jusqu'à présent de m'être abandonné à ses soins pour ne pas continuer à m'y reposer tranquillement.

Je vous prie, monsieur, qu'à la suite de l'exemple de l'Apôtre, je mette ici la décision d'un de nos Réformateurs, et la règle précise qu'il nous a laissée sur ces matières; je veux parler de Luther, qui craignait extrêmement ce qui est arrivé depuis, c'est-à-dire qu'on ne fit des exercices publics une chose essentielle et une loi, et qu'on ne les regardât comme des choses nécessaires au Christianisme : ce qu'il appelle une chose diabolique. Il prétend que nous fassions toujours le contraire de ce qu'on exige de nous par voie d'autorité, et il dit, qu'un chrétien qu'on veut contraindre, par des lois et ordonnances, au sacrement, sous prétexte d'une obéissance due à l'Eglise, doit justement faire le contraire, afin que la liberté chrétienne subsiste. Je ne pousse pas tout à fait la chose si loin, et, sur cette matière, comme sur beaucoup d'autres, je laisse à chacun à consulter et à suivre les mouvements de la conscience. J'aime et reconnais pour frères tous ceux qui aiment Dieu, et qui le cherchent de bonne foi, soit qu'ils assistent aux exercices, soit qu'ils n'y assistent pas, et jamais cette différence ne m'éloignera le moins du monde d'aucun d'entre eux.

Je vous écris, monsieur, une grande lettre, et je fais plus que je n'ai fait depuis bien du temps. Il m'a paru que je vous devais cela, et que le moins que je pouvais faire, c'était de

vous rendre compte familièrement et un peu au long de l'état où je me trouve, de ce qui m'empêche de faire ce que vous souhaitez de moi. Je vous remercie de la peine que vous vous êtes donnée à mon égard, et de ce que vous avez voulu essayer de me faire quitter un chemin que vous croyez n'être pas bien sûr à mon égard : c'est un soin véritablement chrétien et digne de votre piété. Je prie Dieu qu'il vous en récompense.

IV

Lettres de M. de Marsay à M. Etienne Duval, à Chevry.

Hain, 7 juillet 1737. — J'admire l'ordre de la Providence d'avoir disposé M. de Muralt à travailler avec plaisir pour mettre en ordre ces écrits, et vous prie de le saluer très humblement de ma part lorsque vous lui écrirez... Notre cher frère de Fleischbein me charge de vous prier de faire ses salutations très cordiales à M. de Muralt ; il plaît à Dieu de le faire passer par les états les plus rudes et pénibles de la vie intérieure ; je ne puis douter que Dieu se prépare cette âme d'une manière spéciale pour se glorifier en elle. Mais il faut bien des feux de purification pour que l'esprit propre soit anéanti.

(*Note de M. Duval* : répondu le 7 septembre ; je lui ai écrit encore le 18 octobre pour accompagner la préface de M. de M[uralt].)

(*Sans date*). — Pour répondre à votre dernière (celle du 18 octobre) touchant la préface de M. de Muralt que vous m'avez envoyée, je vous dirai, mon très cher frère, que vous savez dans quel esprit j'ai écrit, et envoyé les manuscrits, savoir comme une chose qui ne me regarde point, abandonnant tout cela à la direction de la Providence. Elle l'a fait tomber en vos mains, et vous avez été touché par l'onction du saint Esprit, qui vous a incliné à vouloir prendre

le soin de les faire imprimer. Pour moi, je vous assure que je suis content de tout. Si vous trouvez bon de les faire imprimer, rangés selon l'ordre marqué par M. de Muralt et selon le titre, tous, ou seulement une partie des manuscrits, je vous prie de croire que je consens à tout.

Pour la préface, je suis dans la même disposition. Je l'ai trouvée excellente; et M. de Muralt donne à ces écrits et à moi une apologie que je ne mérite pas et qui est très grande. Mais si vous voulez savoir ma pensée touchant les points qu'il marque être des méprises, je vous dirai que pareillement il ne me fait aucune peine si ces remarques restent dans sa préface. Je l'honore et l'aime en notre Seigneur, et suis convaincu de son zèle et bonne intention pour la vérité. Je préférerais sa lumière à la mienne, si j'avais à en disposer. Mais comme vous me demandez mon sentiment touchant ces prétendues méprises, je vous le dirai simplement.

J'ai écrit simplement et ne puis trouver m'être mépris..... Je crois que M. de Fleischbein répondra touchant les autres prétendues méprises.....

Je vous prie d'assurer M. de Muralt de mes salutations très cordiales, et que je prends en fort bonne part ce qu'il a écrit, et l'en remercie, je l'estime et je l'honore comme je dois.

Hain, janvier 1738. — Je vous ai écrit il y a sept ou huit semaines en réponse à la chère vôtre, touchant la préface de M. de Muralt. J'espère que vous aurez bien reçu ma lettre que M. de Fleischbein a adressée, avec les remarques qu'il a faites sur la dite préface, à notre cher ami Monod..... Pour moi, je suis certifié toujours davantage que j'ai écrit la vérité; mais chacun est libre de le croire ou non.

Hain, 3 mai 1738. — Il y a un couple de jours que j'ai reçu votre lettre du 4 janvier... Je ne suis point surpris du procédé de MM. de M[uralt] et B[ourgeois] dans l'état où ils sont par rapport à leur intérieur; ils agissent encore très modérément. O mon cher frère, que la vraie humilité du cœur, le vrai renoncement à notre propre esprit présomptueux sont rares parmi les bonnes âmes! En vérité, ce sont des trésors inestimables; et, manque que ces bonnes âmes ne travaillent pas avec assez d'assiduité à les acquérir, ils languissent et sont agités, errants, et sujets à tant de séductions... Je crois que ces messieurs font fort bien de laisser à d'autres le soin de copier et de ranger ces écrits.

Hain, 1^{er} février 1739. Il y a une personne à Paris dont je ne sais pas le nom. Cet ami de Paris est en correspondance avec M. de Marteville, à Berlin, qui est notre ami. Celui de Paris a écrit à M. de Muralt, touchant mes écrits, qui lui a répondu ainsi : « Je ne sais pas si les œuvres de M. de Mar-
« say sont imprimées, je crois que ses amis y travaillent; il
« est vrai que l'année passée, on s'adressa à moi pour que
« j'en fusse l'éditeur; je m'en chargeai avec plaisir, ravi de
« contribuer à publier des écrits que je trouvais excellents,
« du moins en gros, et surtout les *Discours* et l'*Explication*
« *des trois premiers chapitres de la Genèse*. Mais une difficulté
« qui survint, et dont il serait trop long de vous parler ici,
« empêcha que la chose n'eût lieu, et je rendis à ces mes-
« sieurs leurs manuscrits. »

Hain, 15 juillet 1740. — S'il vous plaît de m'envoyer, avec les *Lettres fanatiques*, le livre de l'Histoire ecclésiastique, tome premier, dont vous m'écrivez, je crois que vous

ferez plaisir... M. de Marteville m'écrit de Berlin que M. de Muralt a quitté le parti des inspirés; vous devez savoir ce qu'il en est.

Hain, 25 janvier 1741. — Nous avons reçu depuis peu une lettre de Solingen, d'un libraire ami qui débite nos livres, qui voit M. de Muralt, de la conversation duquel il est fort édifié, à cause de la simplicité et humilité qu'il dit avoir trouvée dans les conversations qu'il a eues avec lui; il lui a dit que sa conduite était la dépendance; qu'il lui était indifférent de qui; qu'ayant trouvé quelque chose de divin dans la Dorothee Algeïerin. il s'était soumis à elle, etc.

Il écrit aussi que cette femme-là voudrait bien que les amis vissent plus dans la maison; mais que M. de Muralt ne sortant point de sa chambre, et étant un homme de distinction, cela empêchait les amis de ce lieu-là (qui sont en grand nombre) d'aller chez lui; ce que cet ami libraire tâche aussi de leur insinuer, ayant avis touchant cette femme.

Nous n'avons point appris la véritable cause pourquoi M. de Muralt a quitté Colombier; par occasion, vous me le marquerez.

Lettres de divers à divers

(Magny à une amie, sans date, vers 1728. Nous n'avons que des fragments du brouillon de cette lettre.)

.... cette vérité dans mon *Vrai préservatif contre le fanatisme*, mais sans donner la moindre atteinte à la nécessité

indispensable d'écouter la Parole extérieure. Quand David demande à Dieu qu'il *ouvre ses yeux*, c'est pour pouvoir *contempler les merveilles de sa loi* ; c'est-à-dire les merveilles qui sont renfermées dans les témoignages extérieurs, qui sont le sujet de tout le psaume. Ne cessons point donc, ma chère amie, de demander à Dieu la même grâce, et nous trouverons dans les témoignages extérieurs des merveilles qui nous raviront et qui sont inépuisables.

Nous ne saurions nous rendre trop attentifs à la Parole intérieure, que M. de M[uralt] trouve à propos d'appeler *l'instinct divin*, selon moi, un peu abusivement ; mais puisqu'il nous a donné sa Parole extérieure comme un moyen pour nous garantir des fausses séductions de l'esprit de ténèbres transformé en ange de lumière, n'abandonnons jamais cette règle, en telle sorte que lorsque nous *entendrons la voix de Dieu* intérieure, conformes à ses témoignages extérieurs, nous *n'endurcissions point nos cœurs*. Pour certain, en suivant cette règle droite, simple, et qui nous est prescrite d'une manière si expresse, nous ne nous égarerons jamais : *car à tous ceux qui suivent cette règle, paix est sur eux, et sur tout l'Israël de Dieu*. Et n'est-ce pas la méthode qu'a observée notre divin Maître pour repousser les tentations de Satan ? Il a recours au témoignage extérieur. *Il est écrit*, dit-il, *il est écrit*. Le Seigneur n'avait pas besoin de ce témoignage pour confondre son ennemi ; mais il nous a voulu montrer un exemple de quelle manière nous devons et nous pouvons repousser les tentations de l'Ennemi.

Je veux croire que ces amis n'ont au fond pas un autre sentiment, mais je souhaiterais qu'il s'en fussent expliqués d'une manière plus claire et plus expresse. D'ailleurs, ce que j'ai entendu de mes oreilles de M. Bourgeois touchant les écrits de saint Paul, à quoi il paraît que tend la distinction

que propose l'auteur de l'*Instinct* entre les Gentils et les Juifs, m'a fait un peu de peine, ce qui n'empêche pas que je ne conserve une grande estime et cordialité pour leur piété et pour leur vertu.

(*Magny à une amie, sans date, vers 1730*) J'avais appris le veuvage de la pauvre amie Pons, et je l'ai plaint.... J'avais pensé à lui écrire; mais ne sachant point où lui adresser ma lettre, je suis demeuré dans le silence.... Je n'ai point aussi depuis longtemps des nouvelles de Col[ombier], sinon que le jeune M. de M[uralt] est comme mourant. Ce sera là encore une jeune veuve qu'aura causée l'inspiration.

(*M. de Marsay à M. Monod, à Morges.*) Schwarzenau, 14 octobre 1744. Quand vous m'écrirez, mandez-moi, s'il vous plaît, s'il est vrai que M. de Muralt est dégagé entièrement de la Dorothée.... J'apprends en ce moment qu'elle est revenue depuis quelque temps à Budingen (?).

(*M. de Marsay à?, sans date.*) Je ne savais pas la mort de M. de Muralt, pour lequel j'ai toujours eu beaucoup de vénération et affection.

(*Etienne Duval à Jean-François Barbe, marchand, à Genève.*) Chevry, 8 décembre 1749. M. Mussard m'avait déjà appris la mort de M. de Muralt, qui jouit sans doute de la félicité promise aux enfants de Dieu.

Les amis de Muralt n'ont pas cherché, après sa mort, à recueillir leurs souvenirs, à tracer son portrait : ils n'ont rien fait pour lui, et nous ont laissé le soin de reconstruire pierre à pierre sa biographie. M. Sayous, M. Charles Berthoud, et moi-même à leur suite, nous nous sommes appliqués à cette tâche. Mais la collaboration des érudits de la Suisse allemande y était nécessaire, et déjà en effet ils y ont beaucoup travaillé. Néanmoins il leur reste encore beaucoup à faire, avant que soient épuisées toutes les sources de renseignements qu'ils ont à leur portée. Nous serons heureux de saluer les découvertes qu'ils sauront faire dans leurs archives et dans leurs bibliothèques.

EUGÈNE RITTER.

MŒURS SOLDATESQUES

ET

« COUTUMES DE MARS »

De Louis XII à Henri II

Lorsque le curieux qui visite un musée d'artillerie traverse quelque vaste salle où sont alignés en rangs serrés les belles armures de la chevalerie et les étendards déchirés, « ventillant » jadis dans les batailles, une illusion singulière s'empare de lui ; il s'arrête et voudrait pouvoir interroger ces personnages fantastiques qui, à travers les « vues » de leur « cellata » semblent le suivre des yeux. Quelle fut leur existence, quelle fut leur discipline, quelles furent aussi leurs « gaillardises », leurs fortunes de guerre, leurs corvées, leurs « défortunes » ?..... Illusions ! le fer et l'acier ne peuvent répondre, et notre passant, dès qu'il a quitté la place, revient bien vite au sentiment de la réalité.

Pourtant, il peut lui demeurer quelque impression salutaire de cette rêverie : je veux dire le désir de s'instruire, et la volonté d'étudier, de reconstituer, d'apprendre à connaître. Les chroniques, les mémoires des gens de guerre

ont été publiés maintes fois et dès longtemps les bibliothèques et les archives d'Etat sont ouvertes partout avec bienveillance aux amis de l'histoire ; qu'attend-il, celui dont je parle, s'il a le goût des lectures instructives et, plus encore, s'il a jamais ressenti le charme des patientes investigations littéraires, la joie de retrouver ce qui demeurait caché ?

Peut-être ces réflexions, à la portée de chacun, ont-elles été aussi les miennes, certain jour, car je ne saurais comment expliquer autrement le mobile de l'étude qui va suivre.

I

L'Armée en Campagne.

Quand un jeune gentilhomme était mis hors de pages, après avoir pris honnêtement congé du seigneur qui, pendant six ou huit ans, lui avait donné « sa nourriture » et mis les armes en main, il saisissait la première occasion qui s'offrait à lui d'aller chercher « les fortunes de Mars ». S'il y avait alors « abstinence de guerre » dans l'intérieur du royaume et sur les frontières, si les armes étaient partout au ratelier dans les provinces, ce chercheur d'aventures se joignait à quelques autres volontaires ses voisins et s'en allait au loin — le plus ordinairement en Piémont — offrir tout service au général commandant pour le Roi à ses armées en Italie. Parfois, pour faire cette première escapade et se pourvoir de chevaux, d'équipage et d'armes, il dérobaît — à l'exemple d'un Montmorency-Damville — les épargnes de madame sa mère ; parfois, comme Bayard, il friponnait un vieil oncle, homme d'église ; parfois encore, comme François de Bourdeille, père de Brantôme, après avoir emprunté de toutes mains deux ou trois cents écus, il s'évadait un matin du logis paternel, emmenant les deux meilleurs courtauds qui fussent à l'écurie.

Essayons de suivre ces galants jouvenceaux qui courent joyusement la poste du côté de la montagne du Cenis, et tâchons de dépeindre le spectacle qu'ils allaient avoir sous les yeux en arrivant à l'armée.

D'ordinaire une armée en marche était cantonnée chaque jour, bien avant le soleil couché, et les divers corps qui la composaient, après avoir fait une marche de cinq ou six lieues, allaient prendre leurs quartiers dans tous les villages plus ou moins rapprochés de l'étape : la cavalerie devant encore aller fourrager à de grandes distances. Mais si les forces de l'ennemi étaient signalées dans les environs, et si quelque bataille était imminente, le camp royal « prenait son assiette » pour plusieurs jours et parfois pour plusieurs semaines ; les soldats étaient logés sous la tente, la cavalerie au piquet, les « escontes » (vedettes) disséminées circulairement autour de l'enceinte ; celle-ci, formée par les chariots de bagage et de munition, donnant une « pavesade » (un retranchement), qu'on renforçait encore par des palis ferrés, des chaines, et des mantelets sur roulettes. A l'abri de cette défense, les arquebusiers — comme avant eux les archers et les arbalétriers du XV^{me} siècle — pouvaient combattre longtemps « et faire les honneurs de la maison » dans le cas d'une attaque soudaine et tandis que l'armée surprise courait aux armes.

C'était presque toujours le voisinage d'un ruisseau qui déterminait le choix du sergent de bataille pour l'emplacement du camp, et son premier soin devait être de rendre les abords de ce cours d'eau inaccessibles aux coureurs de l'ennemi en faisant occuper la rive opposée à l'armée par de très fortes grand'gardes visitées à toute heure par le guet à cheval. L'artillerie et le charroi étaient placés les premiers et formaient un parc « en lieu découvert, de peur d'inconvénient de feu ». Ce parc était toujours sous la garde des Suisses ou, à défaut des Suisses, on la confiait aux lansknets allemands. Ces mercenaires avaient toujours grand soin de l'artillerie et des munitions, et se faisaient tuer sur

leurs pièces plutôt que de les abandonner. Leur quartier était un peu en arrière des rangées de double-canons, de basilics, de coulevrines et de bombardes autour desquelles ils faisaient incessamment le guet. Plus près de l'enceinte, un grand espace était réservé pour mettre en bataille les différents corps de troupes aussitôt que les tambourins « sonnaient à l'estendart » ou que les trompettes faisaient entendre « la sodonine », et c'était probablement au centre de cet emplacement qu'on dressait, certains jours, l'estrapade ou la roue, lorsque l'armée devait avoir le sinistre spectacle d'une exécution prévôtale. Les gens de pied, « naturels français » — c'étaient pour la plupart, avant l'institution par François I^{er} des légions provinciales, des Gascons, des Basques ou des Provençaux — étaient logés près des Suisses, avec lesquels ils ne s'entendaient guère ; quant aux gens de cheval, hommes d'armes ou carabins, leur quartier était un peu en arrière de l'infanterie : la troupe désignée pour l'avant-garde étant, selon la coutume, logée à droite et « la bataille » à la « malemain », c'est-à-dire à gauche.

Disons encore que le pavillon du général, devant lequel ventillait, outre l'étendard bleu fleurdelisé, l'enseigne blanche de la compagnie-colonelle, était « comme au milieu de ses forces » entre les deux logis de la gent d'armes et derrière le quartier des gens de pied ; mais cet emplacement, qu'on appelait « le quartier du Roi », était assez spacieux pour qu'on y dressât les tentes des commissaires des vivres, celles des princes, des grands seigneurs volontaires, du Sergent de bataille, du Prévôt de la maréchaussée et du Grand-Maitre de l'artillerie. Enfin c'était ici que les vivandiers privilégiés tenaient leur marché libre et dressaient leur étalage. « Ce sont gens auxquels convient donner bon traitement, dit l'auteur auquel j'emprunte la plupart de ces

détails, car si le soldat ne voit d'autres vivres que de munition, il se fasche, et veut être repeu des yeux comme du ventre » (1).

Hors du camp était parquée la tourbe des gens sans aven, spadassins, trafiquants de picorée, et femmes de mauvaise vie, qu'on chassait, qu'on fustigeait, qu'on dévalisait aussi sans pitié, et qui se reformait toujours. Cet ordre de campement devait être celui d'une armée de douze à quinze mille hommes, force numérique qui ne fut pas souvent dépassée dans les armées de France entretenues en Italie. Mais si le nombre des troupes dont disposait le général en chef était beaucoup plus considérable, alors chaque chef de corps campait à part avec ses gens de guerre. Ce fut ainsi qu'on vit, en 1552, aux alentours de Metz assiégée par Charles-Quint, le camp de l'Empereur, le camp du marquis Albert de Brandebourg et le camp du seigneur de Barbançon, autrement dit « de la Reine de Hongrie », princesse dont on prétendait en France que ce gentilhomme était l'amant. La même organisation que celle que je viens de décrire était observée partout, ces divers camps étant reliés entre eux, jour et nuit, par le guet à cheval, par celui des gens de pied, et par les rondes du Prévôt et de ses archers. Recherchons maintenant quelle était, non seulement la force numérique, mais aussi la proportion des diverses armes dans un camp royal, du temps de Lantrec et de Bonnivet, puis nous poursuivrons encore cette investigation jusqu'à l'époque de Brissac et de François de Guise.

En l'an 1500, Bayard « interrogé sur sa foy » par Ludovic-le-More, déclare au Duc de Milan que l'armée de France en

(1) Brantôme, vol. XIII, p. 242.

Piémont devait être de quatorze cents hommes d'armes et de seize à dix-huit mille gens de pied.

En 1508, l'armée de Louis XII, allant guerroyer contre les Vénitiens, était d'environ quinze cents hommes d'armes et de quatorze ou quinze mille aventuriers français. Les Vénitiens avaient alors trente mille hommes de pied et deux mille gens d'armes. Malgré cette supériorité apparente, ils n'en perdirent pas moins le 15 mai 1509 la meurtrière bataille d'Agnadel. Dans la même campagne, l'armée de l'empereur Maximilien, si elle s'était impatiemment fait attendre de ses alliés, était, il fallait le reconnaître, « la plus triomphante qu'on eût vue cent ans auparavant. Il y avait cent six pièces d'artillerie sur roues.... et six grosses bombardes de fonte qui ne se pouvaient tirer sur affût, mais elles étaient portées chacune sur une puissante charrette, et quand on voulait faire quelque batterie on les descendoit. Quand elle étoient à terre, par le devant, avec un engin, on levoit un peu la bouche de la pièce, sous laquelle on mettoit une grosse pièce de bois, et derrière faisait-on un merveilleux taudis (1) de peur qu'elle ne reculast. Ces pièces portoient boulets de pierre : car de fonte on ne les eût su soulever, et ne pouvaient tirer que quatre fois chaque jour, *au plus* » (2). En 1513, l'armée de France entrant en campagne pour recouvrer le duché de Milan, ne comptait, selon Martin DuBellay, que sept ou huit cents hommes d'armes le reste des gens de guerre se composait de huit mille aventuriers français et de six mille lansknets étrangers ; le total étant ainsi d'environ quinze mille hommes.

On remarquera qu'il n'est pas question de cavalerie

(1) Epaulement.

(2) *Le Loyal serviteur. Hystoire, etc.*, p. 140.

légère à cette époque, et que l'arrière-ban ne paraît pas avoir figuré dans les armées de Louis XII, lorsqu'elles guerroyaient hors du royaume. Celles qui depuis furent employées en Italie jusqu'au traité de Cateau-Cambrésis, ne furent pas beaucoup plus considérables que les précitées ; car on trouvait au Conseil-privé qu'elles coûtaient beaucoup et rapportaient fort peu. D'ailleurs le principal effort de la défense nationale se portait nécessairement vers les provinces menacées, c'est-à-dire en Champagne, en Picardie, en Flandre, et dans le Boulonnais. En 1542, à la suite de l'assassinat de Rincon et de Frégosi, événement qui rompit la trêve de dix ans conclue l'année précédente, l'armée du Roi « une des plus belles que Montluc eût jamais vue » était de quarante mille hommes de pied, deux mille hommes d'armes et deux mille cheveu-légers : ensemble quarante-quatre mille combattants. En 1553, celle que commandait le Connétable Anne de Montmorency opérant en Picardie, était à peu près de même force numérique (quarante-trois mille hommes, sans l'arrière-ban). Il est vrai qu'on n'y comptait que quatorze mille « naturels français » gens de pied, et seulement dix-huit cents hommes d'armes. Le reste, à l'exception des deux cents gentilshommes de la Maison du Roi et des quatre cents archers de la garde, était composé de mercenaires étrangers.

Précédemment, au « voyage » de Lorraine en 1551, Henri II faisant « la monstre » générale de son armée, le lundi de Pâques, aux environs de Metz, il s'y trouva, écrit un témoin oculaire, le sieur de Rabutin, quinze à seize mille hommes d'infanterie, dont les deux tiers étaient armés du corselet, de la bourguignotte à bavière, des brassals, gantelets, et tassettes jusqu'aux genoux. Ces gens portaient « longs bois » et la plupart, le pistolet à la ceinture. Le

reste de cette première « bataille » soit cinq à six mille hommes « étaient arquebusiers portant le jaques et les manches de maille, le morion doré, l'arquebuse légère et le fournement fort exquis. » Après ceux-ci marchaient les gens de pied, Gascons, Armagnacs, Provençaux, Béarnais, Basques, Périgourdins et Auvergnats; cette seconde division était d'environ douze mille hommes, dont les trois quarts portaient longs bois, corselet ou halecret, et le reste armé de l'arquebuse, les manches de maille et le morion. La troisième « bataille » était formée des lansknets allemands que commandait le Rheingraf; ces mercenaires d'outre-Rhin étaient assez bien armés à leur mode, autant les piquiers que les arquebusiers; leur nombre total était de sept à huit mille hommes.

La grosse cavalerie était à l'effectif de onze cents hommes d'armes, chacun d'eux étant soutenu d'au moins deux archers. Ils étaient montés sur gros roussins ou sur chevaux d'Espagne, et, comme défense, « ils étaient armés de la tête jusqu'au bout du pied des hautes pièces. » Ces forteresses vivantes avaient pour armes offensives la lance, l'épée, l'estoc, le coutelas ou la masse d'armes. Les bardes imbriquées de leurs chevaux étaient peintes aux couleurs de leur capitaine. La monture de celui-ci était bardée et caparaçonnée de lames d'acier légères ou d'un tissu de mailles fortes recouvert de velours et d'orfèvrerie « de somptuosité indicible ». Les valets et couteliers, comme aussi les archers, étaient armés à la légère, et ne portaient que le corselet et la bourguignote. Ces subalternes avaient la demi-lance, le pistolet d'arçon, l'épée ou le coutelas; ils étaient montés sur cavalins « petits chevaux bien légers et remuants », et selon la mode de France, la seule qui n'y change jamais, rien n'était oublié par ces cavaliers, autant les vieux que

les jeunes, « pour se faire paroistre et voir à qui mieux mieux ! ».

Quant à la cavalerie légère, on y comptait en première ligne deux mille hommes portant le corselet, les brassals, et la bourguignote; leurs armes offensives étaient la demilance, le pistolet, ou le coutelas « si bon leur sembloit ». Leurs montures étaient aussi de légère taille, tous ces coursiers cavalins étant « prompts et vistes ». En seconde ligne marchaient en escadre les arquebusiers à cheval, au nombre de douze ou quinze cents hommes; ceux-ci portaient le jaque-de-maille ou la cuirassine, la bourguignote ou le morion, l'arquebuse de trois pieds de long suspendue à l'arçon de la selle. Ils étaient montés sur de bons courtauds « chacun selon sa puissance » (1).

Enfin, l'artillerie de cette belle armée royale — elle était placée « sur une motte dedans les vignes » pendant la montre générale — était composée de seize grosses pièces : canons, basilics et couleuvrines, de six « moyennes », de douze bastardes, et de deux paires « d'orgues » : « estrange et nouvelle façon d'artillerie, » dit Rabutin, et qui devait avoir quelque ressemblance, je le conjecture, avec la machine infernale du régicide Fieschi, dont on vit se produire l'effet désastreux à Paris en juillet 1835. Les canons en étaient reliés les uns avec les autres comme des tuyaux d'orgues. Toutes ces bouches à feu « faisaient si merveilleux tonnerre qu'il sembloit que le ciel et la terre voulussent recommencer la guerre entre eux ». Ce spectacle guerrier devait être en effet des plus captivants, car « tandis que ceux qui estoient ordonnés ce jour là pour garder les bagages s'amusoient à regarder cette triomphante et brave

(1) *Mémoires de Rabutin*. XXXI, p. 67.

assemblée d'au moins quarante-trois mille hommes, un parti des ennemis, sorti furtivement de Thionville, vint hardiment donner sur le charroi de la Cour dont ils emmenèrent le meilleur et le plus aisé à porter avant qu'on y eût donné ordre, et dépesché gens pour les poursuivre et les repousser (1). »

Cette description, donnée par François de Rabutin, est assez complète pour qu'on devine les changements survenus peu à peu dans une armée, depuis le temps de Lautrec jusqu'à celui de Coligny. La prépondérance des armes à feu s'était affirmée chaque jour davantage durant la première moitié du siècle, et de grandes transformations tactiques en avaient été la conséquence. Mais comme j'aurai l'occasion de les faire connaître plus spécialement en parlant des diverses armes, je me borne à constater ici ce fait d'une grande importance et je terminerai ces recherches générales sur la composition des troupes de gens de guerre en retraçant l'aspect que devait présenter leur marche en campagne.

La gent d'armerie, les cheveu-légers, et même les compagnies de gens de pied s'espaçaient alors en divers endroits pour trouver à vivre plus aisément; de sorte que l'armée occupait toujours un territoire considérable et paraissait être une fourmillière dispersée.

En 1552, à la suite de cette belle « montre générale » dont on vient de parler, l'armée royale ayant quitté Metz pour marcher sur Lunéville, il ne restait dès le lendemain auprès du roi, suivant l'avant-garde, que quelques grands seigneurs, puis les officiers et les archers de sa Maison. Venaient ensuite, mais très en arrière, l'infanterie française et les Allemands. De logis en logis il fallait toujours

(1) *Mémoires de Rabutin*, Collection Petitot XXXI, p. 68.

attendre l'artillerie et les munitions. D'autre part, les premiers arrivés faisaient main-basse sur tous les vivres, « surprenant les paysans avant qu'ils eussent moyen de retirer leurs biens, et le plus souvent n'en laissant guère à ceux qui venaient après » (1). La furie de ces « tard-venus » contraignait alors les gens de village à s'enfuir dans les bois, abandonnant tout au pillage de la soldatesque ; mais ils ne tardaient pas à se livrer aux plus sanglantes représailles ; une pièce d'artillerie, dont un des essieux venait à se rompre, était toujours perdue : « Les vilains bandoliers ayant alors moyen et loisir de saccager les gens d'escorte avant que ceux-ci pussent être secourus ». Enfin le convoi des bagages était démesuré « et tenait plus de place que toute l'armée. Il n'y avait jusques aux simples soldats et valets qui ne fissent traîner mille hardes et brouilleries sur chariots et charrettes, sur chevaux et juments » (2). La gent d'armurerie, lorsqu'on devait faire étape, montait à cheval à deux heures après minuit et marchait « jusques à demi-jour ». Les gens de pied partis après la cavalerie arrivaient nécessairement au gîte quelques heures plus tard.

Avant de terminer ce premier chapitre relatif à l'armée, c'est peut-être ici le cas de rappeler quelles étaient en campagne les misères des gens de guerre, signalées énergiquement par le maréchal de Brissac dans toutes ses dépêches au Roi, misères qui devaient se retrouver vingt ans plus tard durant les guerres civiles, ainsi que le fait remarquer judicieusement Boyvin du Villars, l'historiographe et le secrétaire intime du général précité. La complainte — d'auteur inconnu — que chantaient encore du temps de

(1) *Mémoires de Rabutin*, C. P. XXXI, p. 79.

(2) *Ibid.* XXXI, p. 81.

Charles IX, les soldats de Châtillon peut nous donner une juste idée de leur triste sort :

Cheminer tous les jours au vent et à la pluie,
La nuit estre à la haye, avec un froid manteau,
La teste decouverte et les pieds dedans l'eau.
Se repaistre d'ennui et de mélancolie,
Avoir les Rois du monde et la terre ennemis,
N'avoir pour les blessés, seureté que le tombeau,
Sentir dix mille poux qui démangent la peau,
Avoir faute d'argent et d'habits et de pain,
.
Avoir de tout moyen la personne affamée,
Porter la mort en croupe et les armes au dos,
Et n'avoir un seul jour d'aise ni de repos,
C'est la commodité de notre pauvre armée. (1)

(1) *Mémoires de Du Villars*, XXX, p. 236.

II

La Cavalerie

En France, la « gent d'armes » fut au XVI^m^e siècle comme au XV^m^e, l'élite de l'armée, et « la plus grande force de la monarchie », selon Mézeray. Pour être un des cent hommes d'armes d'une de ces fameuses compagnies d'ordonnance créées par Charles VII, il fallait être gentilhomme, avoir au moins l'âge de vingt-cinq ans, avoir servi en qualité d'archer pendant trois ans ou tout au moins avoir eu charge de capitaine. On ne pouvait pas même être archer d'un homme d'armes « sans être extrait de noble race » ; la gent d'armes étant ainsi un corps exclusivement formé par la noblesse(1). L'équipage de l'homme d'armes était l'armet fermé(2), le corps de cuirasse complet avec les genouillères, les grèves, les solerets, les gantelets à moufles, qui dès le milieu du XVI^m^e siècle furent articulés. Les armes offensives étaient la forte lance dite bourdonnasse et dont la poignée grossissait en forme de quenouille, puis l'estoc

(1) Postérieurement à l'époque dont je m'occupe, c'est-à-dire sous le règne de Henri III, les roturiers paraissaient avoir été admis par tolérance dans ces compagnies. Voir l'édit de Saint-Germain, février 1584, art. 40.

(2) Littéralement « à cachette » selon sa dénomination italienne *celata*, terme où les français ne manquèrent pas de voir le mot « salade » et de se l'approprier sans que nul de leurs historiens militaires ait jamais protesté contre cette bévue !

et l'épée d'armes, soit de combat. Leur selle, dont il existe encore quelques curieux spécimens dans certains musées, était renforcée de ferrures et les arçons en étaient si relevés qu'un cavalier, même de belle taille, y était enfoncé jusqu'à la ceinture. Chaque gent d'armes — locution tout à fait défectueuse, mais qui finit par être la seule usitée et que nous adopterons ici — devait avoir deux bons chevaux de service dits « grands chevaux » (1), dont l'un était équipé du chanfrein, des bardes d'acier, et des flancarts de cuir bouilli. Il devait avoir en outre un courtaud, soit cheval de bagages « sans qu'il lui soit permis mener avec soi une charrette ».

Lorsqu'une compagnie de gens d'armes était en garnison et rencontrait ainsi plus de facilités pour fourrager, le capitaine devait avoir douze chevaux, le lieutenant huit, l'en-seigne et le guidon chacun six, le maréchal des logis cinq, le simple homme d'armes trois, et l'archer deux. De ces montures, trois étaient destinées pour porter le bagage et les meubles du capitaine, deux ceux du lieutenant; chacun des autres gens d'armes n'ayant qu'un courtaud « mallier » pour porter son nécessaire et aussi, on le devine, ce qu'il avait su butiner.

L'archer devait être âgé de dix-sept ans au moins; quant aux « gros-valets » (palefreniers) leur nombre était considérable, surtout en campagne, et comme ces non-belligérants se groupaient en « bataille » pendant une action et demeuraient ainsi réunis et à l'écart pour leur sûreté, on avait fini par tolérer qu'ils arborassent un guidon blanc portant une étrille

(1) On dit encore familièrement « monter sur ses grands chevaux » pour : partir en guerre, se mettre aux champs, décharger sa colère.

peinte. Ce qui fut parfois l'occasion de singulières méprises des troupes ennemies, à la grande risée des gens de guerre qui ne frayaient pas avec tous ces « laquais » de chevalerie et n'en faisaient pas plus de compte que des goujats du soldat.

La paie du gent d'armes était de quatre cents livres tournois par année, et chacun de ses archers en touchait deux cent quatre-vingt-dix. Telle était la paie royale du temps de Henri III; mais sous le règne de Louis XII, elle n'était encore que de deux cent quatre-vingts livres pour le premier, et de quatre-vingt-deux livres pour le second. Moyennant cette paie fort modeste et que les trésoriers devaient toujours payer d'avance et par quartier (?) le maître était tenu de s'entretenir ainsi que ses valets et chevaux « de tous vivres qui leur seront nécessaires, soit qu'il tint la campagne, soit qu'il fût en garnison », tout devant être payé comptant par ce modèle des bons gens d'armes « et selon le cours du marché ». D'autre part les frais de déplacement étaient entièrement à sa charge, dût-il pour se rendre à sa garnison, traverser avec sa suite toute la France, et l'ordonnance royale de 1549 lui enjoit : « de se pourvoir d'argent en partant de sa maison, pour payer les chemins et se défrayer ». Le gent d'armes, logé par fourrier, ne pouvait demeurer chez son hôte qu'une nuit « excepté un jour entier de la semaine », ce qui doit s'entendre à l'occasion du repos dominical. Lorsque le gent d'armes se retirait de l'armée « par congé ou autrement » (il n'était pas rare que ce fût « autrement »), il ne pouvait avoir une suite de plus de neuf personnes. En marche et en garnison il devait porter la saye et le hoqueton aux couleurs de son capitaine; et cette disposition législative destinée à faciliter les recherches prévôtales, paraît avoir été la première mentionnant le port d'un vêtement d'uni-

forme. Un très grand luxe s'était introduit dans la gent d'armes à propos de cette petite tenue pour laquelle le gent d'armes contribuait pour quinze écus « d'intrada », et l'archer pour dix; le surplus, y compris les étendarts et guidons de taffetas, comme aussi les banderolles de trompettes, demeurant à la charge du capitaine, lequel était presque toujours un grand seigneur. Il était défendu de blasphémer dans les compagnies d'ordonnance, qui devaient toutes avoir un prêtre « lequel dira la messe pour chacun jour ». L'homme d'armes ne pouvait déloger à son profit son hôte et son hôtesse de la chambre où ils avaient accoutumé de coucher.

En garnison, les gens d'armes et leurs archers étaient tenus de faire exercice « de deux à trois jours l'un. » C'est assavoir : courir la bague, combattre à l'épée mornée, soit à cheval soit à pied, tirer des armes (l'escrime italienne était déjà en grande faveur), puis il fallait voltiger, apprendre à sauter à cheval sans l'aide de l'étrier. Quelques-uns faisant cette prouesse, même lorsqu'ils étaient armés de pied en cap.

Il n'en demeure pas moins avéré que le gent d'armes le plus exercé était toujours à la merci d'une chute de cheval, et qu'il en fut ainsi pour lui aussi longtemps que son pesant « harnais » ne fut pas modifié. « En 1575, au combat de Mirebeau près de Dye, les gens d'armes Barry et Rosset, cornettes blanches des deux partis, s'étant choisis, se choquèrent si rudement qu'ils se portèrent tous deux par terre, où ils furent étouffés par la foule »(1). L'armet était, paraît-il, d'un port tout particulièrement incommode, surtout à l'ardeur du soleil, et même pendant une bataille l'homme armé

(1) Videt. *Histoire du Connestable de Lesdiguières*, p. 26.

des hautes pièces, si sa compagnie n'était pas engagée, ne résistait pas à la tentation de se décharger de sa salade, et la faisait porter par son « coutilier », chevauchant derrière lui. C'était une grave imprudence, et cette insouciance soldatesque fut parfois chèrement payée : « A la journée de Guinegate (18 août 1513), quelques jeunes gens d'armes venus pour leur plaisir, dit Martin Du Bellay, se voulurent rafraîchir, ostant leur habillement de teste, montant sur leur haquenée, et buvant à la bouteille; mais l'armée anglaise étant survenue inopinément devant que nos gens d'armes eussent loisir de monter sur leurs grands chevaux et prendre leur habillement de teste, ils furent mis en tel désordre qu'il se trouva peu des nostres qui eussent le moyen de combattre; et parce que les esperons servirent plus que l'épée, fut nommée *la journée des Esperons* » (1).

Les compagnies de gens d'armes, bien que formées de gentilshommes, ne se montraient pas beaucoup plus disciplinées que celles des gens de pied : le mécontentement de Robert, seigneur de Fleurange, qui passa certain temps au service de Charles-Quint, avait été causé, selon Du Bellay, par le fait qu'on lui avait cassé sa compagnie de gens d'armes « pour les pilleries qu'ils faisaient sur le peuple, tant en Italie qu'ailleurs » (2).

Lorsqu'une place de guerre était contrainte de se rendre par capitulation, il arrivait parfois que les exigences du vainqueur contraignaient les assiégés à abandonner non seulement l'artillerie, les vivres et munitions de guerre, mais aussi les « grands chevaux » de la gent d'armes. Ce fut ainsi qu'en 1521, le comte de Nassau s'étant emparé de

(1) *Mém. de Martin Du Bellay*, XVII, p. 240.

(2) *Ibid.*, p. 274.

Mousson en Lorraine, on vit les gens d'armes sortir de la place montés sur leurs courtauds et sans armes; le même fait se reproduisit à la reddition de Fossano en Piémont, les gens d'armes de France ayant été contraints par le vainqueur de lui livrer tous les chevaux « ayant plus de six palmes » (au-dessus du garrot).

Disons encore que, outre les archers, il existait dans toutes les compagnies d'ordonnance des surnuméraires dits archers-couplés, attendant qu'il y eût une place vacante. En 1561, François de Lesdiguières que la pauvreté contraignait à abandonner l'étude du droit pour suivre la carrière des armes, entra dans la compagnie de messire de Gordes, comme « archer-couplé ». « Encore estoit-il couplé avec un autre, ne prenant que la moitié d'une paie qu'il donnait au trompette ou laissait entre les mains du trésorier » (1).

On sait qu'il existait encore au XVI^m siècle dans certaines armées des compagnies d'archers à pied — mais ceci n'est pas maintenant « de notre gibier » et je me réserve d'en parler lorsque je traiterai plus spécialement de l'infanterie. — Les arbalétriers à cheval existaient encore dans les armées de France en 1515. Ceux qui combattirent à Marignan formaient deux enseignes « dont le petit Cossé en avait une de cent hommes sous sa charge, et le légat Maugiron avait l'autre » (2). Cette vieille institution disparut peu après; l'arquebuse étant devenue assez légère pour être portable, elle remplaça avantageusement l'arbalète. Un certain nombre d'arquebusiers à cheval formant une escadre, furent dès lors annexés à chaque compagnie d'ordonnance, dont ces cheveu-légers formaient très probablement le der-

(1) Videt. *Hist. du Connestable de Lesdiguières*, p. 8.

(2) *Mém. de Martin Du Bellay*, XVII, p. 266.

nier rang lorsqu'on marchait en bataille. Puis, comme il ne se faisait jamais aucune charge avant qu'on n'eût « attaqué l'escarmouche, pour taster l'ennemi et le divertir », c'étaient les arquebusiers à cheval que l'on détachait pour cette manœuvre, et cela surtout lorsqu'on opérait en pays découvert.

Les carabins, tel fut leur surnom, ne portaient pas l'armet des hommes d'armes, mais ils avaient pour « habillement de teste » un casque beaucoup plus léger : le cabasset, qui leur permettait d'enjouer, après avoir épaulé leur arme. Cependant, en réalité, on tirait presque toujours en visant « au jugé » et sans enjouer, surtout lorsqu'on venait « cha-touiller » les gens de pied formés en bataille, pour les contraindre à sortir de leur position. Du temps de Bayard, l'arquebusier à cheval qu'on appelait encore « argoulet », ne recevait que dix livres tournois par mois pour ses gages. Cette paie fut portée à seize livres treize sous quatre deniers par Henri II, soit deux cents livres tournois par année : somme égale à la paie des archers d'ordonnance. Moyennant ce léger subside l'arquebusier à cheval devait aussi entretenir son valet et ses chevaux « de tous vivres qui leur seront nécessaires ». Ils étaient, dit Montgomery-Combouzon cité par l'auteur de la *France historique*, armés comme les cheval-légers (1), hormis la tête où ils mettaient un cabasset (2) qui ne les empêchait pas de coucher en joue, et au lieu des avant-bras et des gantelets, ils avaient des manches et des gants de maille. Leurs armes offensives étaient l'épée au côté, la masse à l'arçon gauche, et à droite

(1) Qui les remplacèrent.

(2) Casque léger, dont on voit encore dans les collections d'armes de nombreux exemplaires; celui que je possède est de forme assez semblable au casque de nos pompiers modernes. Le cabasset devait être tenu sous le menton par des jugulaires.

une arquebuse de deux pieds et demi de long dans un fourreau de cuir bouilli. Par dessus leurs armes, ils portaient une soubreveste, comme celle des Estradiots, et comme eux une longue banderolle pour se rallier ».

A l'exception de ces Argoulets ou Carabins, la cavalerie légère n'était formée, du temps de Louis XII, dans les armées françaises, que de mercenaires étrangers; « car de ce temps là, dit Brantôme, il ne se parlait point de cavalerie légère françoise, mais seulement de la gent d'armes, qui pour lors, surpassait toutes les autres.... les Vénitiens appelaient les leurs : Estradiots... (1), les Espagnols appelaient les leurs : Genétaires ». En France ils étaient connus sous le nom d'Albanais et particulièrement redoutés du populaire à cause de leur férocité. Mais ce nom était donné aussi bien aux Estradiots originaires de la Croatie, de l'Illyrie et de l'Épire qu'à ceux venus de l'Albanie.

Du reste ils se haïssaient les uns les autres et ne se ménageaient pas lorsqu'ils se rencontraient sur les champs de bataille : En 1510, les Estradiots d'Albanie alors au service de l'Empereur, ayant chargé, près de Monticelli, les Croates à la solde de la Seigneurie de Venise, ceux-ci vaincus furent tous mis à mort après le combat, « puis leur coupèrent les testes qu'ils piquaient au bout de leurs estradiotes, et disaient qu'ils [les Croates] n'estoient pas chrétiens » (2). Les Estradiots étaient vêtus à la turque, mais ils portaient « un estrange habillement de teste, car il estoit comme un chaperon de Damoiselle, et où ils mettoient la teste, cela étoit

(1) Littéralement « batteur d'estrade ». Etym. Ital. *Strada*, chemin. Ce terme faisait-il allusion à leur vagabondage ou au service d'éclaireurs, qu'ils faisaient en campagne? L'une et l'autre conjectures sont admissibles.

(2) *Loyal serviteur*, p. 197.

garni de cinq ou six gros papiers collés ensemble, de façon que une épée n'y faisoit non plus de mal que sur une secrète» (1). Leurs armes offensives étaient, selon Commynes, une large épée à la ceinture, disons plus exactement un cimeterre, puis la masse d'armes à l'arçon, et au poing une zagaie de trois à quatre mètres de longueur, ferrée aux deux bouts. Quant aux Genétaires d'Espagne, nos étymologistes se demandent encore si le nom du cavalier vint de sa monture (un genêt) ou si c'est le contraire qui a lieu. Il nous suffit de rappeler ici que les Genétaires du XVI^m siècle qu'on vit combattre dans les armées espagnoles pendant les guerres d'Italie, étaient vêtus à la mauresque et n'avaient d'autres armes que leur genette : lance semblable à celle des Bédouins, puis un léger bouclier. Leurs « étrivières » étaient toujours bouclées très court, et « monter à la genette » c'était pour un cavalier, avoir les éperons à la hauteur des flancs de sa monture, ce qui pour la gent d'armes de France devait être une grande singularité.

Ce fut seulement au milieu du XVI^m siècle qu'on vit paraître dans la cavalerie légère les pistoliens, innovation dont il est parlé pour la première fois dans les *Mémoires de Boyvin DuVillars*, pour l'année 1557. « Le maréchal [de Brissac]..... eut aussi nouvelles que le cardinal de Trente..... s'en venoit en Ast avec le nouveau régiment d'Allemands, six cents chevaux-pistoliens.... etc., avec intention de désengager Fossano » (2). Leur arme n'était plus l'arquebuse, mais la pistole longue ou les pistolets à rouet, armes dont l'effet dans le combat parut assez meurtrier pour que dès l'année.

(1) *Ibid.* L'historien de Bayard néglige de nous dire ce qu'il advenait de ces coiffures en papier les jours de pluie !

(2) *Mémoires de DuVillars*. Coll. Petitot. XXX. p. 131.

suivante, on voulut avoir dans les armées de France de ces Reîtres allemands comme mercenaires, s'il s'en pouvait faire une grande levée. Henri II donna « de bonne heure » l'ordre de s'assurer sans marchander de ce secours : « Pour ce que l'an précédent les plus grandes forces que son ennemy (1) eust estoient par le moyen de ces Reîtres qu'ils ont depuis appelés « Harnois-noirs », lesquels se trouvaient tous chargés de pistoles : armes de trait à feu, furieuses et épouvantables, semblant être inventées pour l'estonnement et roughture de la gent d'armerie françoise. » On en fit secrètement la plus grande levée qu'il fut possible, en Allemagne (2).

Mais ces cavaliers allemands, beaucoup plus arrogants que les lansknets de la même nation, ne tardèrent pas à prendre querelle avec les « carabins » de France. Ce premier « mutinement » eut lieu près d'Arlon (province de Luxembourg) et sans l'intervention des sieurs de Guise et de Nevers, ils se coupaient la gorge les uns les autres, dès le début de la campagne (3). Ces reîtres-pistoliers, amenés au service de France par Guillaume de Saxe « estoient hommes hardis et furieux, la plupart Prussiens » (4).

Il convient de citer encore dans cette énumération des divers corps de la cavalerie au XVI^m^e siècle, la troupe de Ban et arrière-Ban. Ces deux termes désignant une proclamation officielle et qui, suivant La Noue, étaient synonymes de *cri* et *arrière-cri*, avaient fini par se confondre, pour exprimer la même chose : la convocation au service militaire de tous les possesseurs de fiefs-nobles ou de fiefs-routuriers. Cette convocation était faite aussitôt qu'il en était

(1) Philippe II.

(2) *Mémoires de Rabutin*, Coll. Petitot. XXXII, p. 173.

(3) *Ibid.*, p. 196.

(4) *Ibid.*, p. 204.

besoin, dans tous les baillages et sénéchaussées du royaume. Le service était personnel, ceux qui étaient dans l'impossibilité de le faire, payaient « comptant » au commissaire royal la taxe, soit contribution qui en était l'équivalent. Cependant le fils pouvait remplacer le père, et le frère était admis à tenir lieu du frère; à moins que ces remplaçants volontaires ne fussent aussi soumis au même service. Les communautés civiles, les tribus de métiers, considérées comme possesseurs de fiefs, payaient la taxe du Ban, comme les particuliers. Ceux qui se présentaient à la montre sans être fournis des armes et de l'équipage de guerre exigés d'eux, étaient immédiatement taxés et contraints de payer « comptant » la somme fixée arbitrairement par les commissaires royaux, « selon la qualité de leur fief et tènement ». Les inhabiles et roturiers participaient comme tels à cette prestation financière. Remarquons ici que le service militaire de Ban et arrière-Ban « était » en une seule forme qui est de cheval-léger. Chaque cavalier devait se pourvoir de deux chevaux, dont l'un pour la manœuvre, et l'autre pour le bagage. Ses armes défensives étaient le corselet, les cuissots, les bras-sals et la bourguignote. Il portait la lance, et conséquemment il lui était enjoint que son corselet fût toujours garni, du côté droit, de la pièce de fer dite « crochet-d'arrêt ». A l'instar des compagnies d'Ordonnance, celles du Ban devaient être de cent cavaliers et la compagnie-colonelle de trois cents.

Le service de cette grande réserve était de trois mois entiers consécutifs, dans le royaume seulement, et sans y comprendre l'aller ni le retour. Les gens de Ban et arrière-Ban étaient assimilés à la gent d'armes quant à la discipline et devaient payer leurs hôtes. Ceux qui se retiraient sans congé de l'armée s'exposaient à la confiscation de corps

et de biens. Remarquons encore dans la législation militaire et fiscale concernant l'arrière-Ban, une disposition qui semble inspirée par nos idées modernes : Les possesseurs de rentes inféodées sur les fiefs (en d'autres termes les créanciers hypothécaires), devaient contribuer à la cotisation imposée pour le Ban, selon la valeur de leur rente. La solde mensuelle de l'homme en service de Ban était de 16 livres treize sols et quatre deniers. Le remplaçant admis comme tel, touchait en outre un subside de cent livres « pour s'ayder à avoir chevaux et armes ». Le remplaçant par tromperie et venant répondre le jour de la montre à un nom qui n'était pas le sien, *devait être pendu*, et son complice dégradé des armes *et ses biens confisqués*.

Enfin, les bourgeois de certaines villes, dites « villes franches » étaient exemptés du service de Ban et arrière-Ban; entre autres « les manants et habitants de Paris », comme aussi les magistrats de Parlement, jouissaient de cette immunité, mais non les commandants de places et châteaux « non défensibles », ni les morte-payes (vétérans) qui y tenaient garnison, si les uns ou les autres possédaient en fief une cense qui rendit seulement cent francs de rente annuelle(1). Au point de vue militaire, le seul que j'aie ici en vue, on ne voit pas trop de quel secours effectif fut jamais au XVI^me siècle la levée de l'arrière-Ban, cavalerie mal montée, d'une organisation instable, très inférieure aux reîtres de l'empire pour la manœuvre, et qui, paraît-il, ne marchait pas même en bon ordre. En 1555, l'arrière-Ban d'Anjou, à l'effectif de douze cents chevaux et trainant un gros butin sans observer aucun ordre, se laissa surprendre et tailler en pièce par un parti d'impériaux sortis de Ba-

(1) Voir Code Henri III. Livre XX. Titre XX.

paume pour lui donner cette « strete ». Tout ce qui ne fut pas massacré, fut fait prisonnier sans opposer de résistance; d'où vint le jeu de mot alors très en faveur dans l'armée du prince d'Orange: Que les Bourguignons prenaient les « nobles » de France sans les peser (1).

(1) Voir Mézeray. II. p. 1100. — Le *noble* était une ancienne pièce d'or à l'effigie des rois d'Angleterre et de France, elle valait environ 24 francs. Quant à l'usage de peser les pièces de numéraire, qui étaient presque toutes rognées, il était encore très répandu dans le commerce, même à la fin du XVI^me siècle.

III

Les Gens de Pied

En temps de paix, période qui ne fut jamais de bien longue durée au XVI^m^e siècle, la gent d'armes était disséminée dans les places frontières et dans les principales forteresses du royaume, ainsi que les morte-payes (vétérans à demi-solde), entretenus par le Trésor royal. Mais ces troupes sédentaires étant tout-à-fait insuffisantes pour être mobilisées, le roi faisait délivrer, aussitôt qu'une guerre était prochaine, des commissions à tous les capitaines de bon renom qui les sollicitaient, afin qu'ils eussent à faire leur levée, soit dans l'intérieur du royaume, soit en pays étrangers. Pour les premiers, une ville était désignée dans la sénéchaussée où ils se présentaient afin qu'ils y fissent battre le tambourin; mais l'enrôlement des recrues ne pouvait s'y prolonger plus de 15 jours : Les communes, et non le Trésor, étant chargées de l'entretien de ceux qui s'étaient engagés. La compagnie recrutée devait être à l'effectif de trois cents hommes, et pas davantage. Une fois en marche, elle ne pouvait séjourner qu'une nuit à l'étape (qui était de cinq ou six lieues par jour) « en tirant le droit chemin ». Un soldat malade pouvait être mis sur un cheval pris en réquisition, mais celle-ci ne devait pas durer plus d'une journée. Quant au cheval à la charrue, il était défendu de s'en saisir, sous peine d'être pendu; et cela « pour quelque occasion que ce soit ».

Voici quels devaient être la formation et l'effectif d'une compagnie de gens de pied, en 1553 :

Un capitaine, un lieutenant, un enseigne; deux sergents de bande, un fourrier; deux tabourins, un fifre; trois caporaux, dix Lanspessades (1); cinquante piquiers armés de corselets; dix hallebardiers; dix sept autres piquiers armés de corselets; trente-trois piques sèches (2); trente-et-une de même sorte; deux caporaux arquebusiers; cinq lanspessades portant l'arquebuse; trente arquebusiers morionnés; quarante trois autres arquebusiers; et encore dix-sept arquebusiers morionnés.

Tel était l'effectif complet requis par les Ordonnances, et c'est ainsi qu'il figurait sur les rôles des trésoriers et commissaires des guerres; quant à la réalité, on peut voir dans les mémoires de Boyvin DuVillars combien elle différerait de cette énumération réglementaire : le maréchal de Brissac se plaignant maintes fois dans ses lettres au Roi « qu'on ne lui envoie que piques sèches et pédescaux (3) pour recruter l'armée de France en Piémont, et cela tandis qu'il doit y tenir tête aux vieilles bandes des terces espagnols, à celles des Suisses et des Allemands lansknets! »

Ces levées faites au nom du Roi dans les provinces, donnaient lieu, d'autre part, à un abus si étrange qu'on aurait peine à croire qu'il ait existé, si les Edits royaux ne faisaient pas connaître les mesures qu'il fallut prendre pour le combattre. On apprend ainsi que de prétendus capitaines

(1) On appelait ainsi à l'Italienne (*lancia spezzata* : lance rompue) les cavaliers démontés qu'on faisait entrer dans une compagnie de gens de pied, où ils étaient appointés comme aide de caporal.

(2) Soldats sans armes défensives.

(3) Va-nu-pieds.

disant conduire « leur levée » au camp royal, demeuraient par fois *plusieurs mois* dans les provinces, dont ils désolaient la population des campagnes par leurs extorsions. « Voulons, en cas qu'ils ne puissent estre appréhendés par les officiers de justice, porte l'Ordonnance de 1523 réitérée en 1544, que les gouverneurs et nos lieutenants-généraux..... baillis, et sénéchaux *les fassent incontinent tailler en pièces* et en délivrent le pays, avec les forces qu'ils auront auprès d'eux.... et si besoing est [voulons qu'on fasse] assembler les communes au son du tocsin pour courre sus aux dits vagabonds et pillards etc. » Il est possible qu'un certain nombre de ces faux soldats fûssent de temps en temps massacrés ou assommés par les paysans, comme le voulait l'Edit, mais s'ils disparaissaient d'une province, ils ne tardaient pas à être signalés dans une autre et y prenaient « leurs revanches » dans toutes les paroisses où ils étaient assurés de l'impunité de leurs méfaits. En 1537, Montluc ayant levé en Gascogne deux compagnies de gens de pied, et pris l'avance pour se rendre en Italie, ces soudarts s'écartèrent du grand chemin et se répandirent dans l'Albigeois où les habitants de l'Isle leur ayant refusé les portes, ils prirent cette petite ville d'assaut et la saccagèrent : « et après qu'ils eurent saccagé la dite ville, ils eurent si grande crainte de marcher que tous se débandèrent, en sorte que leur capitaine revenant à Marseille, par ordre du Roi, pour se mettre à leur tête, ne trouva plus personne (1) ».

Quant aux levées faites à l'étranger, elles étaient toujours négociées au nom du Roi par un envoyé accrédité; c'était ainsi que les lansknets d'outre-Rhin et les Suisses comme les Reitres et les Albanais, étaient conduits sur les fron-

(1) *Mémoires de Montluc*, XX. 405.

tières de France par les capitaines de leur nation, autorisés, ouvertement ou secrètement, par leur souverain, à conduire leurs enseignes. Ces bandes, aussitôt qu'elles étaient arrivées dans la localité française désignée pour leur première « monstre », recevaient *l'arriguet* (1); et ensuite par quinzaine, elles touchaient *le lauf guet* (la paie courante). Les lanskuets mercenaires, à la différence des misérables recrues de France, étaient tous équipés et armés pour la guerre lorsqu'ils se présentaient à la montre. Leurs armes offensives étaient la grande lance d'environ douze pieds de long (2), et le large contelas ou l'épée, leur « harnais » : le corselet et la bourguignote ou le morion.

D'ailleurs, il faut remarquer que les mercenaires Lansknets engagés au service de France n'étaient pas toujours de nouvelles levées, rassemblées occasionnellement et selon la nécessité présente: on voit d'après un passage des mémoires de Du Bellay que parfois ces bandes soldatesques demeuraient longtemps sous les mêmes enseignes, « à Novarre... arrivèrent les bandes noires, qui estoient six mille allemands nourris et aguerris ensemble depuis vingt ans, que le duc de Gueldre avait amenés au service du Roi.... etc. (3) ».

Selon l'annotateur des mémoires précités, cette dénomination *des Bandes noires*, que leur bravoure rendit fameuses, eut pour origine le deuil que prirent les soldats de Jean de Médicis — les meilleurs, dit Montluc, qui furent jamais en Italie — après la mort de leur « condottière » mort en 1526

(1) Locution défectueuse faite du français *Arrhes* et de l'Allemand *Geld*.

(2) Celles des Suisses, telles qu'on en voit encore un grand nombres dans les musées historiques de Berne et de Lucerne étaient longues de quinze pieds.

(3) *Mémoires de Martin Du Bellay*, XVII. 261.

des suites d'une blessure qu'il avait reçue à Governolo, dans le Mantouan (1). Ils portaient arborées des enseignes noires, et leurs casques étaient de la même couleur.

La grande pique des Lansknets, beaucoup plus longue que la « quenouille » des gens d'armes, était maniée diversement par les mercenaires étrangers : les Allemands l'empoignaient à deux mains par l'extrémité ; les Suisses par le milieu, tous se courbant et poussant en avant pour enfoncer l'ennemi. Montluc, à la Journée de Cérissolo, voulant faire imiter à ses soldats piquiers cette façon de combattre courut au long de la « bataille » [des gens de pied gascons] leur faire prendre les piques de cette sorte (2). Dans la mêlée terrible qui suivait le choc de deux « batailles » de gens de pied, d'ordinaire tous les premiers rangs étaient « portés par terre » et les piquiers renversés, bien souvent sans avoir été blessés, étaient foulés et « trépignés » impitoyablement par ceux qui suivaient ; les sergents de bande, placés en serre-files, criant toujours : « Poussez soldats !... Poussez ! » A Cérissolo, dit Montluc, les second et troisième rangs furent ainsi cause de notre gain ». Mais l'intervention de « l'arquebuserie » dans l'infanterie (innovation allemande datant seulement de l'an 1544) changea complètement cette antique façon de combattre pour les gens de pied.

Dans cette même journée de Cérissolo, on vit faire aux Suisses de l'armée impériale une manœuvre qui, paraît-il, était encore une nouveauté pour les Français : l'artillerie allemande tirant de but en blanc contre le camp de France, les capitaines et les soldats criaient : Il nous vaut mieux mourir main à main que d'estre ainsi tués à coups de canon,

(1) Voir cette note XX. p. 371.

(2) *Mémoires de Montluc*, XXI. 28.

et contraignirent leurs chefs de les faire marcher à l'ennemi, les piques baissées. Montluc voulut arrêter cette marche imprudente « car je voyais, lit-on dans ses mémoires, les Suisses derrière [l'artillerie] couchés tout de leur long et qui ne paraissaient rien..... Ces gens furent fins et accorts, car jusques à ce qu'ils nous vissent à la longueur de dix ou douze piques, ils ne se levèrent point, et après coururent furieux comme sangliers et donnèrent par flanc.... etc. » (1).

En marche, les lansknets portaient la pique « demi-trainante » c'est-à-dire très vraisemblablement sur une épaule, mais renversée jusqu'à toucher la terre. En 1553, les Français abandonnant Verceil où l'ennemi allait paraître, « on marcha en bataille fort serrés, avec quelques Arquebusiers le long des hayes, et la cavalerie sur les aesles, chacun la pique demi-trainante » (2). Au commandement de « *Haut le bois!* » le Lansknet relevait sa pique et s'arrêtait; c'était le signal de faire halte. Dans un ensevelissement rendu avec les honneurs militaires, on trainait la pique tout à fait en la portant à la main. Lorsqu'une troupe de Lansknets était contrainte de se rendre dans un combat, chacun laissait tomber sa pique devant lui en criant « bonne guerre! ».

Tous ces mercenaires, autant les Suisses que les Allemands, avaient la réputation d'être de grands buveurs. En 1512, Louis XII guerroyant contre les Espagnols qui envahissaient la Guyenne, fit assemblée de Lansknets dont une partie vint prendre logis à Coulanges-la-Vineuse, en Bourgogne, « car, ils ont une coutume en France de mettre ces lansknets en garnison ès lieux où il y a quelques vins, d'autant qu'ils l'aiment mieux que l'eau bouillie » (3). Ajou-

(1) *Mémoires de Montluc*, XXI. 28.

(2) *Mémoires de Du Villars*, XXIX. p. 264.

(3) *Mémoires de Fleurange*, XVI. p. 231.

tons, nous dit Fleurange, que ce goût était assez généralement répandu chez les gens de guerre au XVI^m siècle. et le même chroniqueur parle dans ses Mémoires d'un gentilhomme de sa maison, nommé Brisson, qu'il envoya au Roi lui porter une lettre de congé « Ce Brisson porte-enseigne était fort homme de bien et gentil compagnon : lequel aimoit très mieux le vin que l'eau » (1).

Les lansknets allemands étaient détestés des Suisses, bien moins, selon moi, par inimitié nationale, que par le fait de leur concurrence; car pour les uns et pour les autres le service de guerre n'était qu'un métier. A la bataille de Marignan l'avant-garde française « branla » à la première attaque, écrit Du Bellay, le bataillon de lansknets [allemands] qui la composait s'était mis à val de route; ces gens ayant opinion qu'on les voulait livrer entre les mains des Suisses leurs anciens ennemis » (2). Les mercenaires Lansknets recevaient chaque mois, ou plutôt devaient recevoir quatre florins et demi du Rhin (soit onze francs et vingt-cinq centimes de notre monnaie) (3). Mais « lors-même qu'ils étaient payés d'avance — ce qui, il est vrai, n'arrivait pas souvent — on ne pouvait jamais compter sur leur service. Tantôt se refusant à donner un assaut avant d'être payés intégralement de leurs montres arriérées, tantôt exigeant double-paie pour soutenir un siège. En 1516, les Suisses oubliant la Journée de Marignan, et s'étant mis de nouveau (4) au service de France, leur levée au nombre de treize mille hommes, se présenta pour défendre Milan, mais après avoir

(1) *Ibid* p. 170.

(2) *Mémoires de Martin Du Bellay*, XVII, 264.

(3) Hollinger, *Histoire de la Confédération suisse*, vol. 10, p. 23.

(4) A l'exception de Zurich.

touché la paie, ils s'en allèrent, rapporte Martin Du Bellay, en manière que leur chef, Albert de la Pierre (lisez de Stein) demoura accompagné seulement de deux ou trois cents hommes.... etc. » (1). Les suites désastreuses de la journée du combat de La Bicoque (année 1522) où Lautrec fut contraint de livrer bataille pour contenter les Suisses qui menaçaient de se retirer, inspirent au même écrivain les réflexions suivantes : « Voyez donc l'inconvénient qu'il y a d'avoir la force d'une armée de nation étrangère, qui est pour vous bailler la loi (2) » ; mais on ne pouvait se passer de ces indomptables et vaillants auxiliaires, bien qu'on essayât de les remplacer par les Gascons, dont on leva quatorze mille hommes après cette fâcheuse campagne. Il fallut bien vite revenir quémander le secours des Suisses auxquels le Roi envoya l'année suivante (Août 1523) le maréchal de Montmorency, pour requérir la levée de douze mille hommes (3).

D'autre part les lansknets, (particulièrement les Allemands) s'ils étaient réputés d'un secours indispensable, n'en furent pas moins très peu sympathiques aux populations des provinces du pays de France ; chaque ville, chaque bourgade, s'efforçait de se délivrer le plus tôt possible de ces hôtes incommodes. On peut rappeler à l'appui de cette assertion, une des chansons populaires recueillies par Le Roux de Lincy et que les citadins de Caen mirent fort en vogue en 1514.

Le refrain, qui n'a rien de flatteur, est : « Fuyez vous-en, ords, vilains Lansknets. »

(1) *Mémoires de Martin Du Bellay*, XVII. 264.

(2) *Ibid.*, 406.

(3) *Ibid.*, XVII. p. 406.

Prince ! ils beuvaient chacun 20 pots de bière.

Et notre vin ils ont beu à canez (1)

Cidre, cervoise, tout passe par l'herbière (2).

Fuyez vous-en, ords, vilains lansknets ! (3).

Les Suisses lansknets eux-mêmes ne désavouaient pas, s'il faut en croire leur poète Jean Berker, qu'ils étaient de grands pillards :

Im land sind wir umbzogen,
Händ gstreift die armen Lüt,
Dasselb ist nit erlogen.
Sust händ wir gschaffet nüd. »

« Nous avons parcouru le pays, — Fait main basse sur les pauvres gens. — Sans mentir, — nous n'avons rien fait de mieux. (4) »

Mais les gens de France étaient-ils de moins grands pillards que les mercenaires étrangers ? C'est une question à laquelle j'aurai l'occasion de répondre au cours de cette étude. Quoi qu'il en soit, on est obligé de reconnaître ici, d'après les documents historiques, que la plupart des capitaines ayant complété leur levée de » naturels françois » des bords de la Garonne, de la Gironde ou de l'Isère, se mettaient en marche avec leur ban de pieds-deschaux, sans que ceux-ci fussent aucunement équipés, et sans que leur

(1) Pour canette.

(2) Pour herbier : la panse, soit le premier ventricule des animaux ruminants. Voir Dict. de Littré.

(3) Le Roux de Lincy. vol. II p.

(4) Cette chanson soldatesque, faisant partie de la collection de Müllinen, fut inspirée par la campagne des Suisses au service de Léon X. au printemps de 1521 ; ce ne fut qu'une promenade militaire. Voir Hottinguer. *Histoire de la Suisse*, vol. X. p. 14.

subsistance du lendemain seulement fût assurée. C'est dans ces conditions qu'il fallait traverser les Alpes pour aller renforcer l'armée royale en Italie. En 1558, les recrues qui arrivaient en Piémont où cette armée était toujours dans une misère indescriptible, y furent l'occasion d'une mutinerie ; les anciens soldats voyant avec irritation la venue de ce prétendu renfort de « piques-sèches » affamées avec lesquelles il faudrait nécessairement partager les vivres. « Je voudrais, dit à propos de ce dénûment des recrues Boyvin-DuVillars, que nos François fissent en pareille occasion ce que font les Espagnols : c'est que tout aussitôt qu'il leur vient quelque troupe de pieds-deschaux (qu'ils appellent *bisongnes*), les vieilles bandes s'assemblent pour délibérer sur la parade (1) de ceux-ci, auxquels l'un distribue les souliers, [l'autre] le chapeau, et les autres de main en main tout ce qui est nécessaire pour le remplumer de pièces rapportées. » Mais assurément une telle coutume charitable ne s'établit jamais parmi les soldats de Brissac ; chacun d'eux n'ayant alors que trop à faire pour se pourvoir lui-même, et les déguenillés « piques-sèches » ne devaient compter que sur leur initiative pour « se remplumer ! »

(1) L'équipement.

IV

Les Armes et le Charroi

L'arquebuse — désignée primitivement par le terme de « hacquebute, » et dont on prétend faire remonter l'origine jusqu'au règne de Charles VI, était d'abord une petite pièce d'artillerie de position et non une arme portative. Au XV^me siècle ce « baston à feu » était devenu, il est vrai, une pièce de campagne qui avec ses accessoires pouvait être facilement transportée partout par trois hommes et ce fut ainsi que les Spano-napolitains en firent usage à la journée de Ravenne (Pâques 1512), ayant intercalé deux cents hacquebutes dans leur artillerie « et entre deux hacquebutes, écrit l'historien de Bayard, il y avoit sur petite charrette une grande pièce de fer acérée et tranchante, en manière d'un fauchard, pour faire rouler au travers des gens de pied quand ils viendroient se jeter sur l'artillerie » (1). Cette sorte de meurtrière « poussette, » que quelques soldats étaient chargés de manœuvrer pour protéger les hacquebutiers, pouvait être une nouveauté, mais il n'en était pas ainsi de la hacquebute dont les Allemands faisaient dès longtemps usage, au dire de Commynes, et dont les Français avaient aussi muni leur artillerie lorsqu'ils partirent pour la conquête de Naples, en 1493; car on comptait alors dans l'armée expéditionnaire « huit mille hommes ayant hacquebutes » (2),

(1) *Loyal serviteur*, p. 302.

(2) *Le Panegyric du Chevalier sans reproche*, XIV, p. 409.

c'est-à-dire faisant par groupes de trois ou quatre le service de ces lourds engins. L'extrémité antérieure de l'hacquebute mise en batterie reposait sur un chevalet auquel l'arme était retenue par un crochet (d'où vint le terme d'hacquebute à croc), la partie postérieure était appuyée sur une fourquine qu'on plantait en terre dans la direction du tir. Le feu était mis par l'hacquebutier au serpentín au moyen d'une mèche soufrée, que ce soldat portait entortillée au bras gauche et que les sergents de bande faisaient allumer avant l'action. Il s'entend qu'on ne mettait pas en joue une pareille arme et qu'on la pointait comme toute autre pièce d'artillerie. L'effet de l'arquebuserie inquiétait et déconcertait les gens de pied, et même les plus braves gens d'armes ne voyaient pas sans inquiétude cette innovation, beaucoup plus meurtrière que la grosse artillerie. Au début de la journée de Ravenne, les Espagnols-Napolitains s'obstinant à demeurer dans leurs positions retranchées, et l'armée de France passant lentement un canal pour en venir aux mains, les deux états-majors (qu'on me passe cette locution moderne) se promenaient à cheval des deux côtés de ce « naville, » et comme on était ainsi à portée de la voix, « si advança le bon chevalier [Bayard] vingt ou trente pas et salua Pedro de Paz et autres gentilshommes en leur disant : Messeigneurs, vous vous esbattez comme nous, en attendant que le beau jeu se commence. Je vous prie que l'on ne tire point de coups de hacquebute de vostre costé, et on ne vous en tirera point du nostre » (1). Cependant, le « jeu » n'ayant pas tardé à commencer, l'artillerie et hacquebuterie espagnole emporta plus de deux mille Français avant que ceux-ci pussent venir aux mains. Quant à l'infanterie espagnole

(1) *Loyal serviteur*, p. 301.

« demourée longtemps sur le ventre, pour doute de l'artillerie françoise, » elle finit par être aussi très maltraitée par les projectiles ennemis, il ne fut plus possible aux chefs de les retenir : « et commencèrent pour évader ces coups d'artillerie à sortir de leur fort pour aller au combat. »

Ce fut vers l'année 1521 que la hacquebute à croc étant rendue relativement plus légère, on en fit usage, non seulement sur chevalet, mais encore en s'aidant simplement de la fourquine (1). A la bataille de Pavie (28 février 1524), on vit même des hacquebutiers montés en croupe des chevaux-légers, et leur tir fit ce jour-là de grands ravages. « Les chrétiens ne devraient user de telles armes fors contre les Infidèles », remarque charitablement à ce propos l'auteur des *Mémoires de La Trémouille*, en déplorant la mort de son maître et d'autres braves gens d'armes tués vilainement par cette arquebuserie devenue portative. Cependant on ne tarda pas, en dépit de ces considérations chevaleresques, à vouloir utiliser les arquebuses « à main » dans l'infanterie, et on intercala en second rang des arquebusiers dans toutes les « batailles » de lansknets. Cette innovation qui allait changer complètement « les coutumes de Mars, » paraît avoir été introduite dans les armées de Charles-Quint opérant en Italie. Enfin on se servit bientôt des arquebusiers gens de pied, soit pour aller « aux enfants perdus », soit pour combattre « en semence », c'est-à-dire en chaînes de tirailleurs. Cette manœuvre leur devint en peu de temps si familière que dans certains cas on voit qu'ils rompaient les rangs sans attendre aucun ordre, pour « donner sur la queue » de l'ennemi qu'ils voyaient en retraite.

Le 1^{er} décembre 1552 on se battait devant Metz, les

(1) *Mémoires de Martin Du Bellay*, XVII, p. 247.

assiégés ayant fait une vigoureuse sortie sur les impériaux. Cependant ceux-ci se renforçant, il fallut nécessairement songer à rentrer dans la ville « pourquoi commencèrent [les nostres] à se retirer, et incontinent, sept ou huit cents arquebusiers [de l'armée impériale] se débandèrent de dessous les enseignes, pour courir après comme à une luée, sans tenir ordre.... etc. (1) ». Dans ce siège mémorable, les assiégés se servirent encore beaucoup des anciennes hacquebutes de position que le chroniqueur distingue très expressément des arquebuses portatives : « de nos murailles on tirait sans-cesse toutes les nuits avec harquebouses à croc, *et à main* (2). » On plaçait alors les arquebuses à croc non seulement sur les boulevards et les cavaliers, mais aussi sur les clochers d'une place assiégée ou sur le donjon d'un château.

Vers le milieu du XVI^e siècle « l'arquebuse à *mèche* » fut remplacée dans toutes les armées par l'arquebuse à rouet, dont la batterie se remontait avec une clé, comme une pendule. Le maréchal de Strozzi et Dandelot, ce dernier nouvellement sorti des prisons de Milan, furent les promoteurs de ce changement en France, comme le duc d'Albe l'avait été dans les armées espagnoles. L'arquebuse à mèche, plus longue du canon mais beaucoup plus légère que le « mousquet », fut dès lors reléguée pour l'usage de la chasse, et l'arme nouvelle dont le duc François de Guise, suivant l'ordre de Charles IX, fit venir de Milan trois centaines, fut mise entre les mains des meilleurs soldats de chaque compagnie de piquiers « des vieilles bandes ». Toutefois on eut de grandes difficultés — dit à ce sujet

(1) *Mémoires de Salignac-Fénélon*. XXXII, p. 347.

(2) *Ibid.* p. 318.

Brantôme — à y accoutumer nos soldats ; d'abord parce qu'elle était très pesante, et aussi parce que la charge étant plus forte, ceux qui enjouaient à la mode nouvelle « estoient souvent bien mouchés et balafrés par les joues ». On tenta il est vrai, « sur l'avis d'un honneste gentilhomme » que Brantôme se défend de nommer « de peur de se glorifier » d'appuyer la crosse contre l'estomac (!) mais ce procédé ingénieux n'ayant pas donné comme justesse de tir ce qu'en attendaient les experts, il fallut bientôt y renoncer et se résigner à encrosser l'arme à l'épaule. François de Guise se piquait d'être très adroit arquebusier et tua certain jour un cheval distant de cinq cents pas ; M. de Strozzi, dans Malte assiégée, « rendit un jour plusieurs capitaines et seigneurs espagnols tout estonnés en touchant la cible, distante de quatre cents pas : tant il manioit dextrement et gentiment son arme ». Quant aux mousquetaires espagnols « ils étoient tous, dit l'auteur précité, très bien appointés (1) et respectés jusques à avoir de grands et forts goujats qui portoient leur arme, en cheminant par pays. Mais quand ce venoit en une faction, ou marchant en bataille, ou entrant en garde en quelque ville, ils la reprenaient. Et vous eussiez dit que c'étoit des Princes, tant ils estoient rogues..... ». Au cri : *adelante los mosqueteros* « soudain, on leur faisait place et estoient respectés, voire plus que capitaines.... à cause de la nouveauté » (2).

Ce serait sortir du cadre restreint de cette étude si je

(1) Ils recevaient quatre ducats de paie mensuelle, mais je conjecture qu'il s'agit ici de ducats d'argent, le tout équivalant à vingt-deux francs cinquante (monnaie actuelle). C'était, on le voit, plus du double de la paie des lansknets.

(2) Brantôme, vol. IV, p. 90. Voir aussi vol. X, p. 298 et suivantes.

rappelais ici comment le mousquet à rouet, dont on se servait encore durant la guerre de Trente-Ans, devint une carabine à batterie « de fusil », et j'abandonne ce sujet spécial pour aborder la recherche des documents concernant l'artillerie.

Celle de position, comme celle « sur rouage », comprenait des pièces de types fort divers et dont voici les plus usitées: Le « Basilic » du calibre de 16 pouces à la culasse et portant charge de cent soixante livres de balles, au maximum, et de quarante-huit au moins; le « Pierrier » dont le boulet de pierre pesait jusqu'à trois cents livres; le « Serpentin » dont le boulet en pesait vingt-quatre, et la « Bombarde » sorte de tonneau de fer, dit Ambroise Paré. Cette dernière pièce à tir parabolique, devait avoir quelque analogie avec nos plus gros mortiers; enfin « l'Orgue » plus connu des soldats sous le nom de double-canon, et dont j'ai parlé précédemment. Toutes ces pièces étaient pour batterie de siège et tir en brèche, mais je ne saurais dire s'il en était toujours de même de la couleuvrine royale du calibre de cinq pouces et de seize livres de charge. Cette pièce dont la chasse était considérable, mesurait au moins seize pieds de longueur. Dans la campagne du Piémont de l'an 1510, à la défense de Legnano, les Vénitiens avaient en batterie une couleuvrine de vingt pieds de long « que les aventuriers [françois] appelaient *le grand diable* » (1). Quant aux pièces montées sur affût, il faut citer les « Moyennes » et les « Bastardes » qui n'étaient que des diminutifs de la couleuvrine, puis le « Faucon » ayant seulement trois pouces de diamètre et portant une livre de charge et enfin le « Fauconneau » n'ayant que deux pouces de diamètre et dont le boulet ne pesait que treize onces.

(1) *Loyal serviteur*, p. 191.

Dans les guerres d'Italie l'artillerie impériale fut toujours trois fois plus forte que celle de l'armée de France, et cela dès le temps de l'empereur Maximilien qui dans la campagne de 1509 avait en Lombardie plus de cent bouches à feu; ces pièces étant amenées à grands frais et grands labeurs de toutes les places fortes de l'empire. Plus tard, du temps du marquis de Pescaire, de Gonzague et de Brissac, les généraux de l'empereur disposaient encore de quarante canons, tandis que le malheureux maréchal de France — que le Conseil-privé laissait manquer de tout — ne pouvait leur en opposer que huit ou dix. Au siège de Metz (1552) l'artillerie de Charles-Quint était de cent quatorze pièces de position (1). « Cette artillerie allemande fit grand devoir, avoue l'historien des assiégés, jusqu'à tirer treize cent quarante coups d'une journée (2), les pionniers qui exécutoient les pièces estant bien dressés, le Grand-Maitre [de cette artillerie] Jean Maurisque, un expert capitaine, et les assiégés leur donnant la louange d'être fort bons et justes cannoniers ». Cependant les Français étaient loin de pouvoir « se remparer » d'une si belle artillerie, et le duc François de Guise avait trouvé celle de la place si défectueuse et insuffisante qu'il dut se déterminer à la faire refondre immédiatement bien qu'on n'eût à Metz ni fonderie, ni fondeurs, mais seulement quelques capitaines qui, disaient-ils, *avüient vu fondre*. Du reste en tous pays cette opération était encore si imparfaite que fréquemment le service d'une pièce devait être abandonné « pour être

(1) *Mémoires de Salignac-Fénelon*, XXXII, p. 334.

(2) *Ibid.* p. 342. Ce fait était exceptionnel, la moyenne du tir quotidien ayant été de 800 à 900 coups de canon, la batterie en brèche ayant duré plus de soixante jours.

devenu trop hasardeux ». A ce même siège « quatre pièces de sept ne tardèrent pas à s'esventer.... et n'osoit-on plus les charger qu'à demi » (1). Les pièces de gros calibre n'offraient pas beaucoup plus de sûreté; le double-canon de « Sainte-Marie » ayant été mis en action par les assiégés « l'une des clavettes d'iceluy commença à sortir dehors, par quoy fallut, de là en avant, l'espargner; aussy une des deux grandes couleuvrines.... s'esclata par le bout environ un pied et demi..... pour estre de matière si aigre qu'elle ne pouvoit endurer la demy [charge] de ce qui lui falloit » (2). Quant à la justesse du tir, elle laissait beaucoup à désirer, même pour le tir de but en blanc. En 1555, le bourg fortifié de Santhia (Piémont) étant assiégé par les impériaux : « Il advint, écrit DuVillars, sur le midy du douzième jour du siège un cas ridicule; c'est qu'un asne qui paissait le long des remparts, se vint de lui-mesme placer au droit des batteries, où il commença à braire si haut.... qu'il s'en fit une grande huée. Plus de sept volées de canon lui furent tirées sans qu'il fût jamais touché » (3).

Au cours du XVI^e siècle il n'existait pas de corps d'artilleurs et les gens que certains chroniqueurs ont désignés sous le nom de « coulouvreniers » n'étaient que de simples soldats piquiers auxquels on donnait probablement une double paie pour en obtenir à l'occasion le service qu'on attendait d'eux. Il est vrai que chaque pièce avait « son contrepontier » et que celui-ci étant un soldat ayant l'expérience du pointage, devait être en réalité un « artilleur » dans le sens moderne. A défaut de soldats d'élite on prenait

(1) *Ibid.* p. 306.

(2) *Mémoires de Salignac*, XXXII, p. 334.

(3) *Mémoires de Boyvin DuVillars*, XXIX, p. 515.

de simples pionniers pour en faire des servants; et pour les manœuvres de force, telles que de hisser à bras et pendant la nuit de grosses pièces dans les positions escarpées, on s'adressait toujours aux Suisses; ceux-ci mettant, paraît-il, une certaine gloriole à exécuter ce labeur aussi dangereux que difficile. On a vu précédemment qu'ils avaient partout la garde de l'artillerie royale, mais ce privilège n'était pas seulement honorifique; c'était aussi un gage qu'ils ne seraient pas congédiés sans paie et à l'improviste. En 1537, pendant la campagne du Piémont, les lansknets qui depuis longtemps n'étaient pas payés de leurs montres, exigèrent qu'on les conduisit à Pignerolles « pour manger la ville », bien que les chefs de l'armée de France leur remontrassent que c'était une place dont on voulait ménager les ressources. Mais les mercenaires étrangers répondaient au seigneur d'Humières, lieutenant-général pour le Roi, « qu'ils ne souffriraient pas que ni lui ni l'artillerie les abandonnât. Finalement, il fut contraint de leur obéir et aller à Pignerolles, les laissant à un mille de la ville sur un ruisseau qui vient de la Pérouse, où ils retindrent l'artillerie avec eux, permettant au dit sieur d'aller à la ville..... » (1). Deux jours après cette mutinerie, l'argent destiné au paiement des lansknets étant arrivé, on parvint à les apaiser.

Le service du train des équipages, dit « le charroi » était fait par les pionniers, dont il y avait toujours dans une armée un nombre considérable. Au siège de Metz il y en avait avec les troupes de Charles-Quint, « environ cinq mille, venus des Pays-Bas, et deux mille de Bohême, Autriche et Tyrol, avec l'artillerie » (2). Pour expliquer un

(1) *Mémoires du Martin Du Bellay*, XIX, p. 247.

(2) *Mémoires de Salignac*, XXXII, p. 105.

tel rassemblement de manœuvres, même dans une armée de siège, il faut rappeler qu'en ce temps là le soldat se refusait obstinément à prendre la pioche et la pelle ou à porter la hotte ou le mannequin; toutes choses indignes selon lui d'un homme de guerre et qu'il fallait abandonner au service des « gastadours » (1). Ceux-ci étaient des paysans enlevés au labour et contraints à venir à la guerre où ils étaient conduits certaines fois par leur procureur de communauté. Ils recevaient, ou devaient recevoir, cinq sols de paie quotidienne, et moyennant ce subside dérisoire ils devaient pourvoir à leur subsistance et à leur entretien. Du reste ils travaillaient peu et mal, étant exténués et recevant plus de coups qu'un chien n'a de puces. Aussi leur désertion était-elle fréquente et fut toujours un des grands soucis d'un chef d'armée en campagne. En 1545, dans le Boulonnais « le maréchal de Biez, lieutenant du Roy en ce pays-là estoit bien empesché..... car tous les pionniers l'avoient laissé, s'estant dérobés, comme c'est l'ordinaire de cette canaille » (2). Cependant le fort d'outre-eau, devant Boulogne demeurait sans défense, bien qu'il y eut ordre de la Cour d'y pourvoir promptement : « Monsieur le Maréchal..... me dit qu'il falloit que les soldats travaillassent puisque les pionniers manquoient. Je le remonstray aux capitaines et eux aux soldats, lesquels tous d'une voix dire qu'ils ne travailleroient point, et qu'ils n'étoient point pionniers ». — Montluc ajoute que tandis que le maréchal de Biez faisait vainement battre le pays pour trouver des pionniers, lui offrit aux soldats de leur donner cinq sols de haute paie « comme aux pionniers, mais, dit-il, je n'en trouvai pas un

(1) Terme de mépris donné par la soldatesque aux pionniers et dont l'équivalent serait le qualificatif de « démolisseurs ».

(2) *Mémoires de Montluc*, XXI, p. 60.

qui voulut y mettre la main ». Alors, l'auteur des *Commentaires* se résolut à prendre lui-même la pioche, et, suivi de quelques capitaines, il se rendit à la courtine. Les soldats de leurs compagnies imitèrent peu à peu « ce bel exemple »; mais le reste des mutins les invectivaient et leur criaient « gastadours ! ». Cependant le second jour les pionniers volontaires avaient beaucoup augmenté et reçurent le surcroît de paie qui leur avait été promis. « De sorte que le troisième jour tous y voulaient venir, et en huit jours nous eûmes dressé toute cette courtine.... Les ingénieux disant qu'ils avoient plus travaillé.... que quatre fois autant de pionniers n'eussent sceu faire en cinq semaines » (1).

Mais c'était surtout le transport de la grosse artillerie qui devait être l'incessante préoccupation des chefs d'armée. Les chevaux et les mulets étaient reconnus insuffisants en pays montagneux, et même dans les plaines où les chemins étaient toujours « scabreux » et défoncés dès la première journée de pluie. On se servait donc des « attirages à bœufs » et l'usage en était général dans toutes les armées. A la capitulation de Crémone, en 1522, il fut convenu entre les contractants que si les Français assiégés n'étaient pas secourus avant trois mois « ils s'en iroient.... avec l'artillerie qui serait trouvée [dans la place] à la marque de France, et leur serait baillé par le seigneur Prosper [Colonna] bœufs pour la charier... jusques dedans Suze » (2). Dans la campagne de 1543, Martin Du Bellay, gouverneur de Turin, voulant dégager les petites places du Montferrat, délibéra d'y envoyer quatre canons « et fit prendre des bœufs par la ville pour les conduire » (3). En 1555, les impériaux avaient

(1) *Mémoires de Montluc*, XXI, p. 62.

(2) *Mémoires de Martin Du Bellay*, XVII, p. 386.

(3) *Ibid.*, p. 393.

rassemblé quatre mille paires de bœufs (!) pour conduire en Piémont leur artillerie et son équipage (1). Du temps de l'empereur Maximilien cet équipage était lui-même un grand sujet d'embarras lorsque l'armée était en marche. En 1509, l'artillerie allemande en Lombardie « n'avoit esquipage que pour la moitié des canons, et quant on marchoit estoit force que partie de l'armée demourast pour garder [ce qui ne pouvait encore être transporté] jusqu'à ce que la première bande fut deschargée au camp où on vouloit séjourner, et puis le charroy retournoy quérir l'autre; ce qui estoit grosse fascherie » (2).

Je note à ce sujet que le duc de Lesdiguières envahissant le Piémont par la vallée de Praguella en 1592, fut le premier chef d'armée qui mit en usage un moyen aussi simple que peu coûteux de faire « transmarcher son artillerie avec une merveilleuse promptitude ». C'était, raconte son historiographe, de faire exécuter ce transport par corvées communales, en telle sorte que pour se délivrer de la présence intolérable des gens de guerre, les paysans s'attelaient eux-mêmes aux charrettes et aux fourgons pour en faire « la voiture » tous s'y portant avec d'autant plus de diligence « qu'ils avoient intérêt à s'en décharger sur leurs voisins » (3).

Mais ces prestations communales, dont on a fait jusqu'à l'époque moderne un usage si abusif, n'étaient pas encore inventées du temps de Louis XII et de Maximilien I^{er}; aussi, d'après le récit naïf du secrétaire de Lesdiguières, le mérite d'une telle innovation (était-ce bien un mérite ?) doit-il être laissé tout entier au madré Dauphinois qui fut son maître.

(1) Voir *Mémoires de Du Villars*, XXIX, p. 507.

(2) *Loyal serviteur*, p. 141.

(3) Videt. *Histoire du Connestable de Lesdiguières*, p. 132.

V

La Discipline militaire, les Ambulances, la Munition.

Avant le règne de François I^{er} la discipline paraît avoir été laissée à « l'arbitrage » des chefs d'armée, et conséquemment la pénalité établie par eux était alors très variable. Le seigneur de Langey (Martin Du Bellay), Lieutenant de Roi en Piémont, en avait été inventeur, suivant Brantôme, « mais ses ordonnances s'observaient très négligemment, si bien que les bandes françoises ressembloient plus tôt compagnies d'arabes et de brigands que de nobles soldats » (1). Le prince de Melfi (Jean Caracioli) et après lui le maréchal de Brissac s'efforcèrent de faire observer leurs « bandons » de discipline, et même ce dernier, s'il faut en croire l'auteur précité, contraignit certain jour un soldat à manger la poule « toute rostie avec la plume » qu'il avait volée à un vivandier. Toutefois la discipline n'en était pas moins des plus illusoires et ce n'est qu'à titre de curiosité historique et nullement comme document faisant connaître la vie réelle de la soldatesque, qu'il faut prendre connaissance de l'Ordonnance de Henri II, rendue à Blois en 1550, et dont voici les dispositions principales :

Le soldat ayant prêté serment de servir trois mois son capitaine, s'il partait sans congé devait être passé par les piques ou arquebusé. — Il lui était défendu de changer de

(1) Brantôme, X, 218.

capitaine au cours de son engagement, à peine d'être passé par les piques. — Défense d'enlever les chevaux, bœufs, mulets ou ânes, sous prétexte de leur faire porter le bagage. — Confiscation des armes jouées par le soldat et huit jours de prison pour le délinquant. — Celui qui abandonnait sa faction était passé par les piques. — Défense sous la même peine de donner le cri d'une nation dans une querelle (1). — Ceux qui en pareille affaire viennent en armes au secours d'un compagnon, ces armes leur seront confisquées. — Aussitôt qu'un officier de bande survenant dans une querelle a crié *Holà!* ceux qui ont l'épée au poing ne peuvent plus tirer nul coup, à peine d'être passés par les piques. — Même pénalité pour celui qui blesse ou tue son adversaire. — Celui qui contraint par violence son compagnon à se dédire sera tenu de lui demander pardon devant son capitaine, puis il est banni des bandes. — Celui qui donne « un démentir » sans juste occasion est contraint d'en demander pardon, tête nue, à son colonel et à celui qu'il a démenti, devant le front de bataille, l'enseigne étant arborée. — Un soufflet donné pour un démenti paraît avoir été toujours justifié, « mais s'il est donné pour moindre occasion, la compagnie est assemblée et le soldat offensé soufflète publiquement, en présence du colonel, son « démenteur » qui est ensuite banni des bandes. (2). — Lorsque survient une querelle entre deux sol-

(1) En d'autres termes, défense d'appeler à son aide ses compatriotes et d'ameuter ainsi les soldats de nationalités diverses.

(2) Le « démentir » ou même la simple dénégation, était considéré au XVI^m siècle, pour tout homme de guerre portant coutelas, comme un déshonneur exigeant une réparation sanglante, et cet article de l'Ordonnance royale doit avoir eu pour but de rendre moins fréquents les duels des soudarts, à la suite de la moindre querelle. — D. B.-M.

dats, ils doivent en référer à leur capitaine qui, s'il ne parvient pas à les accorder, prendra l'avis du Mestre-de-camp et s'il y a lieu tous deux en réfèrent au colonel. Celui-ci tranche le différend et sa sentence touchant le point d'honneur est définitive. — Nul soldat ne peut « présenter le camp » ou envoyer cartel à un autre sans licence de son colonel, sous peine de dégradation militaire, et il est très vraisemblable qu'il devait en être de même des capitaines et autres officiers de bande, ceux-ci devant prendre les ordres du général..... ce qui ne se faisait jamais. — Le soldat qui en outrage un autre et dégaine étant en service de garde, est passé par les piques. — Celui qui dégaine dans la ville, ou dans les tavernes, a le poing coupé publiquement. — Celui qui détient un prisonnier de guerre ne peut le relâcher sans en avoir donné avis préalablement à son capitaine. A la suite d'un assaut, celui qui abandonne son enseigne « pour s'amuser à saccager » doit être désarmé, dégradé et banni des bandes. — Quant à celui qui dérobe des biens d'église, étant pris sur le fait, il sera pendu et étranglé. — Défense est faite au soldat d'avoir conversation avec le trompette ou le tambourin de l'ennemi, sans le congé de son capitaine et même interdiction à celui-ci s'il n'a pas congé de son colonel. — Ceux qui prennent par violence et outragent femmes ou filles, doivent être pendus..... et celui qui détrousse les vivandiers doit l'être aussi. La même pénalité atteint encore « le larron de boutique ». — Le soldat qui pipera (c'est-à-dire usera de dés pipés) en jouant avec un autre, sera pendu et étranglé (!). — Celui qui blasphème « en vain » est exposé au carcan « par trois divers jours et trois heures à chaque fois ».

On remarquera en achevant la lecture des quarante-quatre articles de cette Ordonnance, qu'il ne s'en trouve

pas un seul relatif aux femmes publiques suivant l'armée ; leur police étant laissée sans doute, encore à cette époque, à tout ce qu'il plairait au général de tolérer ou de réglementer. Cette tolérance était si grande dans toutes les armées, qu'on y voyait des « escadres » de femmes suivant à cheval les bandes des soudarts. D'Aubigné cite quelque part le fait curieux de la régularisation administrative de ce désordre. « Cette armée équipée à plaisir et, chose non accoutumée, quatre cornettes arborées [sous lesquelles marchaient femmes et filles] pour le... [service] de l'armée » (1). Dans l'énumération de « l'armada » destinée par Philippe II à la conquête de l'Angleterre, on voit que les mêmes mesures d'organisation du libertinage avaient été prises : « En un grand navire estoit l'amas des... [courtisanes]...; mais cela ne devoit point être mis en usage, tant que la peur de la mer dureroit » (2). Dans les retraites précipitées, cet amas de créatures sans aveu devenait parfois un grand sujet d'embarras, et la barbarie dont usèrent alors certains généraux peut nous paraître incroyable, bien qu'on ne puisse récuser le témoignage des contemporains. « Au passage de la Loire, écrit Brantôme, Monsieur de Strozy voyant ses troupes embarrassées par trop de... [femmes] des soldats, et ayant fait plusieurs bandons pour les chasser, sans qu'elles obéissent, ainsi qu'on les passoit sur le pont de Cex, il en fit jeter pour un coup, du haut en bas, *plus de huit cents*. Pauvres créatures qui piteusement criant à l'aide furent toutes noyées par trop grande cruauté..... et peu s'en fallut, si on n'y eût mis ordre, que force soldats ne s'amutinassent » (3).

(1) D'Aubigné. *Hist. universelle*.

(2) *Ibid.*, vol. III, p. 130.

(3) Brantôme, vol. IX p. 239.

Brissac paraît avoir voulu compléter l'Ordonnance royale précitée en faisant publier ses « bandons » touchant la discipline, l'année suivante (1551). J'en indiquerai seulement les articles n'ayant pas attiré jusqu'ici l'attention du législateur ou qui visent les délits dont la pénalité n'avait pas été précisée par Henri II. — Celui qui blasphème Dieu ou la Vierge devra chevaucher le canon, et en cas de récidive, il aura la langue percée. — Le soldat qui « court la poule », dévalise son hôte ou les vivandiers, sera passé par les piques. Cependant il est permis en tout temps de s'emparer des fourrages lorsque la cavalerie est au piquet. — En cas d'alarme, soit en campant, soit en marchant, celui qui « faudra » à se rendre à son enseigne, est puni arbitrairement par son capitaine ou son colonel. — Celui qui crie ou tire des coups de feu après que la garde est posée [le soir] chevauchera le canon. — Les querelleurs de logis (ceux qui par violence veulent s'emparer d'un gîte) sont punis aussi « à l'arbitrage » du colonel ou du capitaine. — Celui qui donne un démenti, soit dans le quartier du général, soit dans un simple corps-de-garde, *est puni de mort!* Ceux qui ne tiennent compte des billets de sauvegarde ou des sauf-conduits délivrés par le général, encourent aussi la peine capitale. Ceux qui vont à l'assaut, à l'escarmouche, ou autres factions de guerre sans commandement sont aussi châtiés du dernier supplice. — Ceux qui, en cas urgent, refusent d'aider les approches de l'artillerie ou de la tirer d'un mauvais pas, sont cassés et bannis de l'armée. — Lorsque la troupe marche en campagne, il est enjoint à tous les capitaines de donner ordre que chaque soldat enfle à sa corde qu'il porte en écharpe autant de pain qu'il lui en faut pour deux repas; sur peine arbitraire. — Les capitaines doivent visiter « une fois par chascune semaine » leur compagnie, pour connaître si les soldats sont

fournis de tout ce qui est requis pour combattre à toute heure. Spécialement les dits officiers de bande veilleront à ce que les arquebusiers soient munis de poudre, plomb et cordes [à mèche] pour la faction d'un jour ; sur peine arbitraire. — En marche, tous les capitaines ayant charge d'infanterie doivent faire porter sur leur bagage (fourgon de compagnie) dix livres de poudre, plus un gros « trousseau » de cordes [à mèche] et du plomb pour subvenir à une pressée nécessité. — A toutes les montres qui se feront il sera retenu sur la paie de chacun soldat et à proportion de sa solde, un sol par écu, somme qui sera consignée au Mestre-de-camp et auditeur général, pour être convertie *tant en un magasin d'armes qu'à un hôpital ambulatoire pour secourir les malades et les blessés* (art. 19). — Aux montres qui se feront de la gent d'armes ou cavalerie [légère] il sera pris sur chaque homme-d'arme, archer, ou cheveau-léger, par proportion de paie et à chacun quartier, de quoi faire un fond de quatre cents écus par compagnie pour aider à remonter celui qui « hors sa coulpe » aura perdu armes et cheval (art. 20) (1).

Ces deux derniers articles sont très dignes d'être remarqués, car c'est la première fois qu'il est question dans un document officiel d'hôpital ambulatoire, de magasin d'armes (ambulatoire aussi) et d'une caisse de secours pour les « Lanza spezzata » soit les cavaliers démontés.

Jusqu'à la fin de l'époque de la vie militaire dont je poursuis l'étude, on ne constate la présence dans les armées d'autres médecins et chirurgiens-barbiers que celle des praticiens attachés à quelques grands seigneurs. La pénurie en était telle qu'on se les prêtait entre belligérants pour « favo-

(1) *Mém. de Du Villars*, XXVIII, p. 453.

riser » certains blessés, personnages de grande considération; mais c'était là des cas exceptionnels, et dans ces rassemblements considérables de gens de guerre où les fièvres pernicieuses et la dyssentérie étaient en permanence, où la peste faisait trop souvent d'affreux ravages, il arrivait parfois que les généraux eux-mêmes manquaient de tous secours médicaux et que les substances pharmaceutiques les plus simples leur faisaient entièrement défaut. En 1558, rapporte DuVillars, le maréchal de Brissac et son frère M. de Gonnor, malades tous deux, demeurèrent gisants « n'ayant en main la moindre goutte du monde pour secourir eux ni autres » (1).

Dans la même année, Brissac donne avis au Roi qu'il a permis à M. d'Annebaut, « lourdement blessé en une charge » d'aller trouver le bailleul [rebouteur] pour se faire panser » (2). Précédemment, soit du temps de Louis XII, les choses n'allaient pas mieux — il est à peine besoin de le dire — et les secours donnés aux blessés sur un champ de bataille étaient ceux que les guerriers des peuplades sauvages peuvent encore se donner entre eux : En 1512, les Français abandonnant précipitamment Pavie, tandis que les Suisses passaient déjà le Tessin, Bayard fut effleuré sur la nuque par un coup de fauconneau « de sorte que toute la chair entre l'épaule et le cou lui fut emportée jusqu'à l'os. Malheureusement, il n'y avoit nul chirurgien là, à l'occasion du mauvais temps (!) », écrit l'historiographe du bon chevalier, et l'on dut se contenter d'étancher le sang du blessé « le mieux qu'on put, avec mousses qu'on prit aux arbres et linge que aucuns soldats prirent à leur chemise » (3).

(1) *Ibid.* XXX, p. 287.

(2) *Mém. de DuVillars*, XXX, p. 172.

(3) *Loyal serviteur*, p. 318.

En fait, l'abandon des blessés à leur malheureux sort était général au XVI^e siècle sur tous les champs de bataille. Il est vrai qu'ils n'y languissaient pas longtemps; les paysans exaspérés, dont les hordes suivaient l'armée, assommant sans faire nulle distinction tous ces misérables criant miséricorde, qu'ils dévalisaient jusqu'à leur ôter la chemise et laissaient « le ventre au soleil » dans quelque sillon.

Lorsqu'une ville importante se préparait à subir un siège, les secours médicaux y furent quelque fois organisés, il faut le reconnaître, bien qu'une telle « providence » fut certainement exceptionnelle. En 1552, le Duc François de Guise commandant à Metz, fit établir dès le commencement du siège, deux hôpitaux dans la ville : l'un pour les soldats « qui pourraient tomber malades de blessures, ou à cause des gardes de nuit et courvées qu'il leur faudrait faire à la pluie et au froid (on était déjà au mois de novembre); l'autre, pour les pionniers et les gens de service; pour les uns et les autres y être pansés, servis et traités de tout ce qu'il leur ferait besoin » : quelques avances d'argent avaient été exigées des Trésoriers, pour permettre aux barbiers et aux chirurgiens du général « de se pourvoir des drogues et onguents requis à la cure des blessures » (1). Mais les « hôpitaux ambulatoires », tels que Brissac avait l'intention d'en doter l'armée opérant en Piémont, et même les hôpitaux militaires dans les places frontières, demeurèrent encore longtemps en si petit nombre que les besoins d'une armée en campagne étaient hors de toute proportion avec ce prétendu secours. On donnait ordinairement quelque argent au soldat blessé ou mutilé, afin qu'il pût aller se faire panser où il lui plairait, encore de telles charités, faites à la porte des hos-

(1) *Mém. de Salignac*, XXXII, p. 301.

pices, devaient-elles être bien rares, et ceux qui recevaient cette « passade » pouvaient-ils se considérer comme tout à fait privilégiés. En 1558, et à la suite de la dernière attaque des casemates de Thionville « je perdis, écrit Montluc, plus de cinq cents soldats, morts ou blessés. Nous fîmes apporter tous les blessés à Metz, où M. de Vieilleville..... les envoya recommander (car il était là Lieutenant de Roy) et leur fit distribuer de l'argent de l'hôpital que M. l'Amiral (?) avait dressé, lequel hôpital a été cause de la salvation d'un grand nombre de soldats blessés et aussi de faire hasarder les soldats plus hardiment : ayant espérance que s'ils étaient blessés, ils auraient secours de l'argent de l'hôpital pour se faire guérir ». L'auteur des *Commentaires* ajoute en s'adressant au Roi et aux chefs d'armée : « certes, Sire, et vous qui êtes appelés aux grandes charges, une des principales choses dont vous devriez avoir soin, c'est d'établir des lieux pour les pauvres soldats estropiés et blessés, tant pour les panser *que pour leur donner quelque pension*. J'ai ouï dire que le Grand-Turc a une telle police là-dessus, aussi est-il mieux servi que Prince du monde » (1).

L'idée était excellente assurément ; tous les « bons esprits réfléchis » le reconnaissent en France, pays où les pensées généreuses furent toujours accueillies avec un louable empressement, aussi celle-ci reçut-elle un commencement d'exécution..... sous le règne de Henri IV ; *cinquante ans plus tard* (2).

Mais les soldats valides étaient-ils moins négligés que les

(1) Montluc. *Commentaires*, XXI, p. 462.

(2) « Le vendredi 13 du mois de juillet (1607) le roi Henri IV fonda l'hôpital de St-Louis..... pour lequel grand nombre d'ouvriers travaillent journellement. » Pierre de l'Estoile : *Journal du règne de Henri IV*, vol. II, p. 157.

malades et les blessés? leur nourriture quotidienne était-elle assurée en campagne par des magasins de vivres et des convois de subsistance permettant de faire à la troupe des distributions régulières? Nullement; et la pénurie des ressources alimentaires était toujours extrême pour le soldat. Il est vrai qu'on lui délivrait gratuitement en campagne le pain de la munition qu'on lui vendait en temps ordinaire dans les garnisons, et que les pionniers et goudjats, ainsi que les manants mis en réquisition, étaient aussi gratifiés de cette distribution charitable. Mais ces pains étaient forts petits, leur poids n'excédait pas douze onces, et le soldat devait en recevoir deux par jour. Au siège de Metz, l'armée impériale qui campa pendant plusieurs mois devant la place, consommait quotidiennement deux cent mille de ces pains, que les munitionnaires faisaient expédier de Strasbourg (1), et l'on sait que cette armée de Charles-Quint, la plus considérable qu'on eût vue jusqu'alors en France, devait être d'environ cent mille hommes. Dans les armées françaises, ce pain quotidien du soldat ne lui était pas même assuré. La veille de la bataille de Cérisole (11 avril 1544), on voulait attaquer l'ennemi dès la fin du jour; mais il fut remontré au conseil de guerre rassemblé par le Duc d'Enghien « que les gens de cheval et de pied étaient en bataille dès minuit, sans avoir bu ni mangé (soit un jeûne d'au moins vingt heures!) et si avoit fait grande chaleur tout le jour, à cause de quoy..... ils auroient peu de forces pour s'aider de leurs armes et aussy qu'ils n'avoient charroy pour amener visvres quant et eux pour repaistre » (2). En 1545, l'armée royale opérant dans le Boulonnais sous la conduite du Dauphin (Henri II), le défaut

(1) Voir *Mém. de Salignac-Fénélon*, XXXII, 356.

(2) *Mém. de Martin Du Bellay*, XIX, p. 500.

de subsistance y devint extrême « à cause des mauvais chemins les vivres n'ayant pu suivre, tellement que la plus part de [la dite] armée fut trois jours sans manger pain, et à qui en avoit le soldat donnoit son harnois pour un pain..... Tout le Boulonnois jusqu'à Montreuil estoit bruslé, et semblablement depuis Montreuil jusques à Abbeville, qui sont dix-sept lieues d'intervalle, etc. (1). » — Ces distributions gratuites du pain de munition paraissent d'ailleurs avoir été réservées aux « naturels françois » de préférence aux nombreux mercenaires étrangers engagés à la solde royale. C'est du moins dans ce sens que j'interprète le passage suivant des Mémoires de Du Bellay parlant des Suisses, auxquels on devait trois mois de solde après la Journée de Cérissolle, et qui ne voulaient plus marcher « vu le long temps qu'ils estoient abusés ». On transigea non sans peine avec eux, dit l'auteur, « et leur fut promis de *leur donner vivre sans paiement*, jusqu'à ce qu'ils fussent de retour à Carmagnole, qui estoit tout ce que le seigneur d'Enghien pouvait offrir ; pour n'avoir un seul escu en tout son camp, etc » (2).

En résumé le pain de millet, le seul dont parle Montluc (3), et parfois un peu de pommade (cidre de pommes) ou d'aigret (verjus mélangé d'eau) tel était l'ordinaire du soldat de France en campagne, et il n'était pas toujours sûr qu'il lui serait distribué.

(1) *Mém. de Martin Du Bellay* XIX, 500.

(2) *Ibid.*, p. 558.

(3) *Mém. de Montluc*, XX, p. 348.

VI

Les Villes prises

Lorsqu'une place assiégée demandait à capituler, un tambour ou un trompette, faisant le service de parlementaire, venait présenter les premières propositions au camp des assiégeants, et si la réponse était favorable, des otages étaient échangés, on entrait en négociations aux portes de la ville, le gouverneur de la place y envoyant des délégués mais se gardant de sortir lui-même sous sauf-conduit, imprudence qui fut parfois chèrement payée et qui était considérée alors comme la plus lourde faute qu'un chef pût commettre. Le feu cessait entre les belligérants, les vivandiers et les soldats se rapprochaient du mur d'enceinte et même montaient sur la brèche, soit pour trafiquer, soit pour échanger des nouvelles. Cette « surséance d'armes » était, au dire des vieux capitaines, le moment le plus dangereux pour une place de guerre, ceux qui la « mugnettaient » ne se faisant aucun scrupule de l'emporter par une surprise déloyale à l'heure même où l'on « amusait » les défenseurs par un semblant de négociation. L'histoire a recueilli de nombreux exemples de ces « gaillardises soldatesques », disons plutôt de ces indignes trahisons, et ces faits s'expliquent, sans se justifier aucunement, par le désir immodéré du soldat d'avoir le pillage de la ville prise, ce qu'il était d'usage constant de lui accorder, au moins pendant un jour ou deux, lorsque la place était enlevée par un coup

de main, sans avoir été reçue à capituler. A ce propos, Montluc rappelant la prise de Ceva, près d'Alba, tandis que les assiégés parlementaient, ajoute : « Les heures d'un parlement sont toujours très dangereuses; c'est alors qu'on doit mieux border la muraille pour éviter une surprise, car lors, entre la poire et le fromage, on tente le gué. Croyez l'italien qui dit : *non ti fidar, et non sarai ingannato*.... Les soldats voyant que l'espérance du butin est perdue pour eux si la capitulation s'ensuit, taschent à vous donner un croc-en-jambes, car lors on s'approche plus aisément de la muraille, parce que volontiers il se fait quelque tresve. Souvenez-vous donc toujours que l'heure des parlements est dangereuse » (1). En 1557, la petite ville de Valfeniera, après un siège de douze jours, demandant à capituler, « ils firent si mauvais guet, écrit DuVillars, tandis qu'on disputait des capitulations, que nos gens, demy par force et demy par belles paroles, entrèrent dedans, saccagèrent et tuèrent presque tout. Il y avait dedans six cents Espagnols, trois cents Italiens et cinq cents Allemands..... qui apprirent à leurs dépends que durant les parlements sur la reddition des places, il faut faire plus soigneuse garde que jamais, et ne se laisser pas endormir de paroles » (2).

Les capitulations étaient de trois sortes. La première, estimée glorieuse, était lorsque les assiégés sortaient mêmes allumées et étendards arborés, le commandant de place à cheval (s'il n'y en avait plus dans la ville les assiégeants devaient lui en fournir un), les arquebuses « la balle en bouche », l'artillerie sur charroi, les goujats des soldats, les femmes lansknettes et les vivandiers portant « leurs

(1) Montluc. *Commentaires*. XXI. p. 158.

(2) *Mémoires de DuVillars*, XXXI. p. 114.

bagues » ; les uns et les autres ayant faculté de se retirer dans une de leurs garnisons les plus rapprochées. La seconde sorte de capitulation, réputée moins honorable, était celle qui garantissait seulement aux vaincus « vie et bagues sauvées » mais sans honneurs militaires, les étendards étant pliés, les tabourins portant leur caisse sur le dos, les soldats arquebusiers tenant leur arme renversée et les lansknets la pique traînante. Les vaincus passaient ainsi par doubles files et chapeau bas devant le général ennemi et ses capitaines, et si ce chef de l'armée assiégeante était à cheval, ce qui était l'usage ordinaire, chaque capitaine de bande des capitulés venait lui embrasser la cuisse au passage. La troisième façon de capituler ne donnait d'autre assurance aux vaincus, que celle d'avoir la vie sauve et d'être renvoyés sans rançon, mais aussi sans aucune escorte pour les protéger, jusqu'à certaine localité convenue. Les malheureux, contraints d'abandonner les armes, la munition et le bagage, étaient encore dévalisés de leur chapeau et de leur chaussure par la soldatesque ennemie, qui les attendait hors des portes, les injurait et les maltraitait. Cette forme de capitulation était, à juste titre, réputée honteuse. Aussi, le commandant de place qui s'y était lâchement soumis, avait-il beaucoup de chances d'être pendu ou arquebusé, « sans figure de procès » sur l'ordre de son général irrité ; tout au moins était-il noté d'infamie, par une cour martiale, lui et sa descendance. En 1523, le capitaine Fraugel ayant rendu Fontarabie aux Espagnols « bien qu'elle ne fût forçable », il fut mis à Lyon sur un échafaud, puis dégradé de noblesse et déclaré roturier, lui et ses descendants » (1). Du reste, toutes ces capitulations étaient fréquemment violées par le

(1) *Mémoires de Martin Du Bellay*, XVII, 426.

vainqueur et il en fut ainsi pendant tout le XVI^m siècle. Du temps du marquis de Pescaire, Côme s'étant rendue « à composition honorable et bagues sauvés », tandis que les soldats français « troussaient bagages » dans leur logis, les ennemis entraient par la brèche et « saccagèrent tant les gens de guerre que les citadins » (1). En 1543, Mondovi, en Piémont, avait été défendue par les Suisses, « gens mal aguerris pour la défense d'une place, écrit Du Bellay, car c'est leur naturel de combattre en campagne..... Si est-ce qu'ils firent très bien leur devoir; mais enfin après avoir beaucoup enduré..... capitulèrent avec le marquis [du Guast] qu'ils s'en iroient vie et bagues sauvés..... Nonobstant cette capitulation ils furent, par les Espagnols, dévalisés et plusieurs tués; chose que les Suisses leur rendirent bien cher en la bataille de Cérissole » (2). En effet, à la fin de cette sanglante journée, où la victoire fut disputée jusqu'à la dernière heure, les Espagnols ayant changé leur retraite en déroute, les Suisses leur donnèrent sur la queue et s'acharnèrent à la poursuite en criant *Mondovi!... Mondovi!* passant au fil de l'épée tout ce qu'ils trouvaient devant eux, « et tuant les prisonniers entre les mains de ceux qui leur vouloient sauver la vie » (3). Du temps de Lesdiguières, et cinquante ans après la trahison de Mondovi, on voit qu'en France l'insécurité des capitulations militaires était la même; car, au cours de la campagne en Dauphiné de Charles-Emmanuel I^{er}, duc de Savoie, et à la suite du combat « de la maison de Bayard, ce qui se trouva, dit Videt, dans les châteaux de Bayard et d'Avallon, s'étant rendu à discrétion,

(1) *Ibid.*, p. 356.

(2) *Ibid.*, XIX, p. 479.

(3) *Ibid.*, p. 511.

et la vie leur ayant été donnée, avec un baston blanc (1), sur la promesse qu'ils firent de ne porter jamais les armes contre la France, comme ils sortoient, on ne put empêcher que la plus part ne fussent défaits (lisez assassinés) tant les victorieux étoient animés » (2).

Il arrivait parfois que le vainqueur impitoyable refusait de prendre par capitulation la ville assiégée; dans ce cas trop fréquent, les défenseurs de la place étaient contraints de se rendre « à discrétion ». On abattait les ponts-levis, la sarrazine était levée et les portes ouvertes, tandis que les tambours battaient la chamade et que les vaincus imploraient qu'on leur fit « bonne guerre ». Parfois aussi, pour satisfaire au caprice du vainqueur, on explanait hâtivement la brèche, afin qu'il pût la gravir à cheval et pénétrer par cette voie, encombrée de cadavres, dans la cité malheureuse, dont les principaux habitants et les magistrats venaient « la corde au cou » s'agenouiller sur son passage. Quant à la « discrétion », jamais locution consacrée par un long usage ne fut une plus sanglante ironie; la place était saccagée, incendiée, parfois rasée et la licence de la soldatesque devenait effroyable. Blaise de Montluc, dont la férocité correspondit maintes fois pendant les guerres civiles aux sentiments qu'il exprime dans ses *Commentaires*, non seulement approuve le pillage « à discrétion », mais, plus encore, il considère comme un

(1) Le port obligatoire, pour les capitulés de la troisième catégorie, du *baston blanc*, soit du bâton écorcé, était une dernière humiliation qui leur était imposée, car c'était l'insigne que portaient en cheminant les convalescents de la peste et aussi les ladres, afin qu'on se détournât à leur approche.

D.B.-M.

(2) Videt. *Histoire du Connestable de Les iguières*, p. 122.

tort qu'on fait aux soldats assiégeants en accordant aux vaincus l'immunité d'une capitulation honorable; « car enfin — dit-il, en parlant de la reddition de Thionville — en 1558, les soldats eussent bien mérité qu'on leur donnât la ville à sac (!) et c'est leur ôter le cœur si on ne leur donne quelque curée, peu de chose qu'ils gagnent sur l'ennemy les contente plus que quatre payes » (1). Ce cynisme de cruauté d'un maréchal de France est-il tout à fait exceptionnel? et soulevait-il alors l'indignation générale? On voudrait pouvoir le dire; mais il n'en était rien, et la froideur du récit de tous les historiens militaires du XVI^me siècle, énumérant les misères et les violences, dont ils furent quelquefois les témoins, suffit, selon moi, pour le démontrer.

Mais il arrivait parfois aussi que la garnison d'une place assiégée et réduite à la dernière extrémité, ne prenant conseil que du désespoir, attendait bravement le dernier assaut sur la brèche, et se déterminait à périr les armes à la main. Dans ce cas, les assiégeants devaient prendre les mesures pour engager cette lutte suprême. Voici quelles étaient les principales de ces dispositions stratégiques et disciplinaires. La reconnaissance de la brèche, opération toujours très périlleuse, ayant été faite, sur l'ordre du général, par quelques vaillants capitaines, et certaines fois par lui-même, un conseil de guerre était assemblé; le rapport entendu, il en était délibéré, et si la brèche était jugée « raisonnable », on organisait aussitôt les colonnes d'assaut, pour lesquelles les capitaines de gens de pied « triaient sur le volet » leurs meilleurs soldats. Puis les gentilshommes volontaires venus à l'armée pour voir la guerre, les gens d'armes et les archers, abandonnant leurs montures, s'armaient de la rondache et

(1) Montluc. *Commentaires*, XXI, 458.

prenaient la pique de Biscaye ou la hallebarde, tous prétendant marcher des premiers dans les escadres des assaillants. Cet empressement de la noblesse était le plus souvent une cause de désordre, ces volontaires se donnant des chefs particuliers et en réalité n'obéissant à personne; puis la question d'argent était une autre cause d'embarras pour le général, car les exigences des mercenaires étrangers se manifestaient toujours à l'heure où l'on avait le plus besoin de leurs services. En 1512, Bayard assiégeant Pont-de-la-Reine, pour le compte du roi de Navarre, exhorta les lansknets à monter à l'assaut : « la brèche étant assez grandette... Or en telle matière faut autre chose que souhaiter..... leur truchement parla pour eux et dit que c'était leur ordonnance, toutes les fois qu'il se prenait place d'assaut, qu'ils debvoient avoir double paie ». Cette rémunération se faisait, paraît-il, *avant* l'action et non *après*, nul n'étant assuré de revenir de l'assaut pour réclamer le prix de son service. Aussi Bayard eut-il beau promettre à ces soudarts que s'ils prenaient la place ils seraient payés : « Au diable le lansknets qui monta jamais à la brèche ! » Ce furent les aventuriers, gens de pied français, qui y allèrent gaillardement, mais ils furent lourdement repoussés; cependant la place ne tarda pas à être prise, ayant été attaquée d'un autre côté. Sur quoi les lansknets, qui tous avaient refusé de combattre, eurent l'impudence de venir réclamer leur double paie : « Dites à vos coquins de lansknets, répondit Bayard à leur truchement, que je leur ferai plus tôt bailler à chacun un licol pour les pendre ». A la nouvelle de cette réponse irritée, il y eut, dit le chroniqueur dont je résume le récit, un bruit merveilleux parmi les mercenaires, mais le bon chevalier fit aussitôt sonner à *l'estendart*, et la gent d'armes étant rassemblée, son attitude menaçante calma les mutins, qui

s'apaisèrent peu à peu et s'en revinrent au camp comme les autres (1).

L'honneur de la préséance entre les diverses colonnes d'attaque excitait toujours une émulation ardente parmi les différentes « nations » qui composaient alors une armée. En juillet 1528, l'armée coalisée des Vénitiens et des Français, assiégeant Pavie, les uns et les autres prétendaient marcher les premiers à l'assaut, la brèche ayant été jugée raisonnable. « Enfin fut arrêté que les deux chefs [c'étaient le comte de Saint-Pol et le duc d'Urbino] jeteroient le dez pour voir à qui toucheroit le sort d'assaillir le premier. La fortune toucha pour les Vénitiens » (2). Un trait de mœurs fort curieux, et que je crois peu connu, c'est la dévotion de tous les gens de guerre et leur désir de se confesser au Tribunal de pénitence avant un assaut; et cependant, pour la plupart d'entre eux, cette confession générale ne devait pas être peu de chose, on le devine assez! Au siège de Padoue, pendant lequel il avait été tiré plus de vingt mille coups de canon contre la place, la brèche étant jugée raisonnable, l'empereur Maximilien donna l'ordre qu'on se préparât pour l'assaut : « Lors eussiez vu une chose merveilleuse, car les prestres étoient retenus à poids d'or à confesser, pour ce que chascun se vouloit mettre en bon estat. Et y avoit plusieurs gens d'armes qui leur bailloient leur bourse à garder » (3).

(1) Voir *Le Loyal serviteur*, p. 327.

(2) *Mémoires de Martin Du Bellay*, XVIII, p. 73.

(3) *Loyal serviteur*, p. 167. Cependant cet assaut, pour lequel chaque soudart était en si bon état de grâce, n'eut pas lieu, les gens d'armes de France se montrant déplaisants d'aller à la brèche avec les lansknets allemands. « dont l'un est cordonnier, l'autre maréchal, l'autre boulanger, tous gens mécaniques

On délivrait aux premières « escadres » d'une colonne d'assaut un certain nombre de rondaches, petits boucliers ronds à l'épreuve d'une arme d'hast, mais qui ne l'étaient pas toujours, car on en rencontre parfois dans les collections d'armures, qui ont été troués par la pique ou fendus par le coutelas. Les « rondachers » se servaient de cette arme défensive pour s'abriter contre les projectiles variés dont on les accablait du haut des murailles. Par bravade tous les piquiers se disposant à monter sur la brèche relevaient leurs manches troussées jusqu'au dessus du coude, d'autres coupaient leurs chausses au-dessus du genou, d'autres, comme le duc de Nemours, au siège de Brescia, ôtaient leurs souliers pour gravir avec plus d'assurance un terrain détrempé. Enfin, au moment où le signal d'attaque était donné par les trompettes sonnant *Dedans, Dedans!* tous se prosternaient et baisaient la terre avant de s'élancer au combat. Cette antique coutume, d'origine germanique, était usitée très généralement au XVI^m^e siècle et se trouve signalée par la plupart des historiens contemporains.

Lorsque le haut de l'enceinte était gagné par la brèche (ce que l'assaillant, dominé par l'arquebuserie et les feux artificiels de la place, ne pouvait jamais faire sans de notables pertes), celui-ci rencontrait parfois « à l'impourvu » d'autres ouvrages de défense élevés à l'intérieur et auxquels, non

qui n'ont leur honneur en si grosse recommandation que les gentilshommes » ; d'autre part, la gent d'armerie allemande que l'Empereur avait fait solliciter de se joindre à celle de France, répondit tout d'une voix : « Qu'ils n'estoient pas gens pour eux mettre à pied et combattre à une bresche, et que leur vray estat estoit de combattre à cheval » ; sur quoi l'Empereur, contraint de se soumettre à ces résistances, quitta le camp le jour même et fit abandonner le siège. — Voir p. 171, même chronique.

seulement les pionniers, mais la population tout entière, hommes et femmes, de 14 à 60 ans, avait été contrainte de travailler nuit et jour, *sous peine de mort* pour les défaillants (1). Ces « retirades » étaient souvent assez fortes, pour ne pouvoir être gagnées, sinon à *escalavista*, c'est-à-dire par escalade de jour, genre d'attaque plus meurtrière encore que le combat de brèche le plus « opiniâtre ». A la défense de Padoue, le comte de Pettigliano, qui commandait dans la ville pour les Vénitiens, « avait fait faire une tranchée ou fossé à fonds de cuve, de la hauteur de 20 pieds et quasi autant de largeur. En icelle avait fait mettre force fagots et vieux bois bien arrosés de poudre à canon, et de cent pas en cent pas y avoit boulevard de terre garni d'artillerie qui tiroit le long de cette tranchée..... etc. » (2). D'ordinaire, l'existence de ces ouvrages défensifs improvisés, qu'il faudrait nécessairement enlever pour pénétrer dans la place, était connue des chefs de l'armée assiégeante, soit par le rapport de leurs espions, soit par les aveux arrachés aux prisonniers de guerre, auxquels on avait mis les pouces dans les « grésillons » pour les induire à parler sans réticence. « Mais parfois les retirades » étaient élevées avec une telle célérité que l'assaillant se voyait arrêté sur la brèche, alors que la soldatesque criait déjà : Ville gagnée ! Dans ce cas, il fallait hâtivement abandonner l'assaut et se mettre en retraite, ce qui était toujours l'occasion de grandes pertes avant qu'on eût regagné les tranchées. Les arquebusades tirées du rempart « étant si drues que mouches, et à si grand marché que rien plus ».

Si les assaillants parvenaient à s'emparer de toutes les

(1) Voir *Commentaires de Montluc*, défense de Sienne.

(2) *Loyal serviteur*, p. 150.

défenses et pénétraient enfin dans l'intérieur de la ville, la soldatesque furieuse y poursuivait l'ennemi, dont le renfort stationnait en armes pendant l'action sur les places de quartier. On trouve dans le récit de la prise de Brescia par les Français (1512), un tableau saisissant de ces dernières convulsions d'une cité à l'agonie, tombée entre les mains d'un vainqueur sans pitié. « Les Vénitiens, nous dit *Le Loyal serviteur*, furent poursuivis si vivement, qu'ils passèrent le palais [de commune] et entrèrent pesle-mesle en la grande place, en laquelle estoit toute leur force; la gent d'armerie et cheveau-légers à cheval, avec les gens de pied en bataille bien ordonnée, selon leur fortune. Là se montrèrent les lansknets et aventuriers françois, gentils compagnons..... Le combat dura demi-heure ou plus, les citadins et femmes de la ville jetoient des fenestres gros carreaux et pierres avec eau chaude, qui dommagea plus les François que les gens de guerre [véniens]. Ce nonobstant enfin furent les Vénitiens défaits et y en demoura sur cette grande place de si bien endormis qu'ils ne se réveilleront de cent ans. Les autres..... cherchoient leur eschappatoire de rue en rue, mais toujours, de leur malheur, trouvoient gens de guerre qui les tuoient comme pourceaux..... Bref, nul n'en eschappa qu'il ne fust mort ou pris, et fut un des plus cruels assauts qu'on eust jamais veu; car des morts — tant de gens de guerre de la Seigneurie que ceux de la ville — il y eut nombre de plus de vingt mille..... Or, quand plus n'y eut à qui combattre, chacun se mit au pillage parmy les maisons et y eut de grosses pitiés, etc. » (1).

Nous dirons plus loin ce qu'il faut entendre par ces derniers mots et quelles étaient alors les terribles suites d'un assaut.

(1) *Loyal serviteur*, 268 et suivantes.

VII

Les Mutineries, la Famine, le Gast.

L'indiscipline et tous les excès de la soldatesque paraissent avoir eu deux causes principales dans les armées du XVI^m^e siècle : l'une devait être la composition hétérogène des troupes de diverses nationalités faisant campagne sous un même étendard, l'autre était évidemment la détresse permanente du soldat qui, le plus souvent, ne recevant ni sa paie de quinzaine, ni son pain quotidien, n'avait à compter que sur la violence pour se pourvoir du strict nécessaire. Je me propose de recueillir ici quelques-uns des nombreux documents historiques caractérisant l'état de choses extraordinaire que je signale.

Les « Adventuriers », ces mercenaires dont la levée avait été faite par commission royale, soit en pays étrangers, soit dans certaines provinces de France, non seulement ne connaissaient d'autre langage que leur dialecte, d'autre chef que leur capitaine de bande, et d'autre loi martiale que leur capitulation, mais encore ils étaient divisés par leur hostilité nationale, en sorte que la moindre querelle de taverne devenait trop souvent l'occasion d'un tumulte si général que les diverses « nations » de l'armée en venaient aux mains et s'entretuaient sans qu'il fût possible aux chefs de leur faire mettre bas les armes. En 1536, tandis qu'en prévision d'une invasion imminente on s'efforçait d'organiser, en Provence, la défense des villes murées, une querelle survint à Arles

entre un soudart italien et un Champenois « et tellement s'alluma la noise, entre eux premièrement, et puis après entre les compagnons de l'un et de l'autre, qu'à la fin presque toute la compagnie [de Champagne] s'émut et banda contre les Italiens..... Telle fust la meslée qu'il en mourut de soixante à octante, que d'une part que d'autre ». Les Italiens s'étant réfugiés dans le logis du sieur Colonna « pour estre ledit seigneur de leur langue et Lieutenant de Roi en la dite ville », les Champenois échauffés, non seulement s'efforcèrent d'entrer pêle-mêle avec les Italiens dans ce lieu de refuge, mais ils vinrent l'assiéger, enseigne déployée « entraînant une pièce d'artillerie jusques à la porte, les uns prêts à la décharger contre icelle, les autres tirant à coups d'arquebuse contre ceux qui se montraient aux fenêtres, afin de parlementer à eux et apaiser la noise, et en avoient déjà tués trois ou quatre, les autres montant sur les maisons pour les découvrir et y entrer par là ». Ce tumulte ne fut apaisé qu'à grand peine et au péril de leur vie par les capitaines français, dont l'autorité était complètement méconnue des séditeux. On parvint cependant à faire entrer quelque garnison dans le logis assiégé par ceux-ci, mais le Lieutenant de Roi, messire Stephano Colonna, déclara aux capitaines de France qu'il prétendait se retirer de la ville et les requit d'être conduit à saueté, ainsi que les soldats de sa nation, ce qu'on ne put lui refuser. Le maréchal de Montmorency, averti par une dépêche de ce qui venait de se passer, se hâta de faire occuper Arles par de nouvelles bandes; on arrêta « deux mutins » dont l'un se disait gentilhomme, ils furent pendus aux gouttières de la Maison-de-Ville. Quant aux bandes de gens de pied de la levée du Seigneur d'Anglure, auteurs de ce sanglant tumulte, « furent publiquement et en signe d'ignominie leurs enseignes ostées et désarborées

tous les dits mutins déclarés indignes et inhabiles à jamais de prendre solde au service du Roi » (1).

Cette note d'infamie collective, et ce simple renvoi du service, infligé aux mutins, était-ce là des mesures assez énergiques pour imprimer à la soldatesque une crainte salutaire, et devaient-elles raffermir pour longtemps les liens de la discipline? Qu'on en juge par la relation des faits qui suivirent de près la noise de la nation de Champagne et de celle des Italiens.

Dans la même année et dans la même ville, écrit Du Bellay, survint une autre mutinerie, dont voici le sommaire : Des Gascons étant en service de garde sur les murailles et voyant passer près de la ville des vivandiers, avaient abandonné leur poste pour aller piller les charrettes de ces pourvoyeurs de l'armée; les malfaiteurs avaient été pris par les archers du Prévôt et conduits dans les prisons de la cité. Une querelle entre le capitaine d'Arsac, chef des Gascons, et le seigneur de Bonnevalle, commandant de la place, avait éclaté à la suite de cette arrestation prévôtale. Cependant les compagnons des prisonniers commençaient à crier « Gascogne! » pour se rassembler. « Puis coururent droit à la Maison-de-Ville, mettant peine et diligence de briser les portes et de forcer si peu de garde qui estoit dedans; et pour ce que aucun ne vint à la secourir, garnirent de piquiers et arquebusiers tous les coins d'une petite place qui estoit devant la dite maison ». L'intervention du sieur de Caraman, leur colonel, qui faillit plusieurs fois être tué dans la mêlée, celle du prince de Melfi et du commandant de Bonnevalle demeurèrent inutiles, « et ne purent jamais y arriver à temps que desja la maison de la ville ne

(1) *Mém. de Du Bellay*, XIX, p. 123.

fût forcée, tous les registres et papiers brûlés, et les dits compagnons de guerre, ensemble tous les autres prisonniers qui s'y trouvèrent, pleinement mis en liberté ». Cependant la nuit était venue, « la nuit qui n'a pas de honte », comme on disait alors, et les chefs méconnus « craignant autre inconvénient, comme pillage de maisons ou forçement de femmes, s'ils faisaient procéder immédiatement à des recherches domiciliaires, furent d'avis de n'en faire autre démonstration ». On fit admonester les soldats demeurés sous leur enseigne « pour tenir main et avoir justice des malfaiteurs » et les capitaines remontrèrent quel détriment ce seroit à tous les gens de guerre de la nation françoise que telles émotions advinssent souvent parmi eux, et que ce seroit occasion au Roi de prendre [de préférence] à son service gens d'étrangères nations, et de ne plus se servir de celles de la sienne ».

Le lendemain on ordonna aux bandes de Gascons de sortir de la ville et de se rendre au camp royal près d'Avignon : « Deux pauvres compagnons » livrés par d'Arsac, furent pendus, et comme on lui en demandait d'autres, ce capitaine, dont l'attitude paraît avoir été à demi-séditieux, répondit : « que qui voudroit pendre tous ceux qui estoient coupables, il ne faudroit aucun en excepter ». On ôta aux Gascons leur enseigne et en se retirant ils défilèrent sans tambourin devant la troupe; mais ces soudarts indisciplinés n'eurent garde de se rendre au camp d'Avignon : « ils se départirent et écartèrent par chemins divers les uns des autres..... et ne fut possible de les rencontrer quelque diligence que l'on en fit » (1). Telle fut dans cette grave sédition la conduite de « naturels françois » dans une ville « françoise » attendant d'un jour à l'autre à être assiégée par les Impériaux.

(1) *Mém. de G. Du Bellay*, XIX, p. 123.

Mais, doit-on se demander en recueillant ces témoignages de l'histoire, que fallait-il attendre des soldats, quand les chefs donnaient eux-mêmes l'exemple de l'indiscipline et de la désertion?... En 1555, le maréchal de Brissac, accablé des accès de la fièvre-quarte et ne pouvant quitter Turin, avait nommé général par intérim le duc d'Aumale qui, sur son ordre, assiégeait Volpiano et faisait, disait-on, « faute sur faute ». Brissac, découragé, avait alors envoyé en poste à la cour, sollicitant que lui-même eût un successeur; le maréchal de Termes avait en conséquence été désigné pour le remplacer. Mais bien que ce seigneur « fût d'invétérée prudence et valeur, soudain que ces nouvelles furent sues parmi le camp, les princes, les seigneurs, les gentilshommes et les capitaines commencèrent à se mutiner, protestant que plus tôt d'obéir à cestui-cy ils supplieroient Sa Majesté de leur donner congé de se retirer en France; entre autres, messieurs les ducs d'Enghien, prince de Condé, de Nemours, d'Aumale, seigneur de Bonivet, de Vase et de Montluc... » (1). Dans la suite de ce récit, l'historiographe de Brissac nous apprend qu'une partie des gentilshommes mécontents quitta en effet l'armée, et que sur l'avis du Maréchal son maître on usa de douceur « au sujet de l'égarement dans lequel ils étaient tombés ». A la vérité, ajoute l'auteur précité, la noblesse française court fort gayment à la guerre, mais si tôt qu'elle y a séjourné deux ou trois mois, elle en est saoule et tourne bride vers la maison » (2). Quant au seigneur de Termes, si mal accueilli en Piémont, il ne put y exercer la charge de Lieutenant pour le Roi, et dut partager le commandement, soit avec le duc d'Aumale, soit avec Brissac, pendant le reste de la campagne.

(1) *Mém. de Du Villars*, p. 375.

(2) *Ibid*, p. 546.

La faim, le dénuement excitaient fréquemment, ainsi que je l'ai déjà dit, de furieuses séditions dans toutes les armées :

En 1560, les garnisons des cinq villes (Turin, Quiers, Chivas, Asti et Pignerolle) demeurées au pouvoir des Français, aux termes du traité de Cateau-Cambrésis, se voyant abandonnées sans ressource et réduites à la dernière extrémité, ne tardèrent pas à se mutiner. Celle de Turin assiégea le maréchal de Brissac dans son logis « pour tuer et massacrer et luy et tout ce qui estoit avec luy ». Ce furent les Suisses, auxquels se joignirent quarante ou cinquante capitaines, qui sauvèrent leur général; encore fallut-il composer avec les mutins, après l'échange de quelques arquebusades, et leur promettre le paiement immédiat de quatre-vingt mille livres, à compte de leur solde arriérée; somme qu'on parvint à se procurer sur bons gages en recourant aux Juifs et autres marchands de la ville (1). Mais les autres garnisons s'étaient aussi soulevées, et le lendemain de ce tumulte, au point du jour, les Suisses, qui avaient la garde de la porte du château, virent paraître à cent pas de leur quartier deux enseignes françaises qui pensaient y trouver leurs compagnons mutinés. « Ceux-ci, salués d'arquebusades; cognurent que le pot aux roses estoit découvert et par ainsy s'en retournèrent ». Mais à trois jours de là, le maréchal « qui la gardait bonne » aux révoltés, leur ayant fait dresser une embuscade, entre Carignan et Carmagnole, *il en fit massacrer quarante ou cinquante* « pour servir de décimat » et donner bon exemple à leurs compagnons. « Si le maréchal se fût trouvé mieux accompagné qu'il n'es-

(1) Les capitaines suisses eux-mêmes prêtèrent dans cette occasion au maréchal ou engagèrent pour lui jusqu'à douze mille livres. — D.B.-M.

toit pas..... il eût procédé avec plus de rigueur » (1), ajoute ici froidement DuVillars, son secrétaire, comme pour l'excuser de sa trop grande modération.

La désertion, par bandes de deux ou trois cents, quand la misère devenait insupportable parmi les gens de guerre, était encore plus fréquente que la mutinerie, et, ce qui doit nous paraître étrange, on voit, par le témoignage des contemporains, que les soldats se retiraient aussi sans congé et abandonnaient leurs enseignes, simplement parce qu'ils se lassaient d'endurer les fatigues d'une guerre trop prolongée. Les gens d'armes eux-mêmes, cette fleur de la noblesse de France, cette élite de toute armée royale, désertaient en grand nombre dans certains cas, « quelque rigoureux commandement qui courût au contraire ». En 1555, plusieurs de ces gentilshommes déserteurs ayant été arrêtés dans les Alpes par les archers et ramenés devant le maréchal, commandant pour le Roi en Piémont, « ils répondirent fort franchement : qu'ils aimaient mieux tout perdre que de demeurer trois ou quatre ans consécutifs, attachés comme esclaves au service du Piémont; qu'ils avaient femmes et enfants, parents, amis et affaires; et que, comme hommes sociables et non sauvages, ils désiraient de les voir et de penser à leur advancement ». Par là, ajoute DuVillars, « il estoit aisé à recueillir que le maréchal n'était pas si fort de gent d'armes que sa Majesté estimoit » (2). Il est vrai que les coupables « estoient dévalisés »; en d'autres termes : on leur enlevait le butin qu'ils emportaient au logis, puis « ils étaient jetés en prison, en attendant qu'il plût à Sa Majesté d'en disposer ». Mais, qu'arrivait-il alors ? le Conseil privé,

(1) *Mém. de Du Villars*, XXX, 417.

(2) *Mém. de Du Villars*, XXIX, p. 492.

sollicité par de grands seigneurs ou de grandes dames de la cour, ne tardait pas à envoyer l'ordre de les mettre tous en liberté, et ces grâces souveraines étaient d'un effet si fâcheux sur les pauvres soudards, qu'en cas semblable on envoyait au gibet « pour y estre branchés », que Brissac dut enfin proposer à Sa Majesté Henri II « que tous les capitaines qui auraient abandonné trois mois de suite leur compagnie fussent cassés ». Mais il ne fut donné aucune suite à ce projet de révision disciplinaire.

L'entretien de l'armée, attendant vainement sa paie pendant plusieurs mois, était, comme on le voit assez par ce qui précède, la préoccupation incessante et le plus grand souci d'un général, car le défaut de subsistance suffisait pour porter la soldatesque à tous les excès. A ce sujet, disons que les troupes de Charles-Quint pâtissaient des mêmes misères que celles du Roi Très-Chrétien et les généraux de l'empereur-élu n'étaient pas plus assurés de la fidélité de leur soldatesque que ceux de Henri II ne l'étaient de leurs subordonnés. Le 28 Avril 1555 « furent pris par les Français quatre soldats et un laquais sortis de Vulpiano et portant lettres du gouverneur de la place, par lesquelles il faisait savoir au Lieutenant de l'Empereur que les Allemands s'étaient si furieusement mutinés, qu'ils eussent tout tué, s'il ne s'était retiré au château, et que pour sauver la place, il avait capitulé avec eux et promis qu'ils seraient payés.... dans trois semaines ». On surprit, peu de temps après, d'autres lettres, témoignant que les garnisons impériales de Fossano, Quairas, Trino et Crescentino étaient dans la même détresse et toujours sur le point de se mutiner (1). En 1557, les mêmes Impériaux assiégeant Bassignano, on apprit dans l'armée du

(1) Voir *Mém. de Du villars*, XXIX, p. 456 et suiv.

Roi « que le débat des vivres avait mis les armes au poing aux Espagnols et aux Allemands, qui s'étoient si bien entre-frottés, qu'il en avoit plus de quatre cents que morts que blessés » (1). A la suite de cet « inconvénient » le marquis de Pescaire avait dû déloger et conduire son armée affamée entre Casal et Alexandrie.

Ce brusque changement de cantonnement, quand le territoire occupé par la troupe était « mangé », devait être en effet le premier expédient auquel avait recours un commandant d'armée qui ne savait comment venir autrement en aide à la détresse de ses soldats. Remarquons, pour excuser les réclamations furieuses et les emportements de ces derniers, que déjà en 1554, après la prise de Casal, il était dû aux Suisses près de quatre mois de paie; aux gens de pied français cinq; aux mercenaires italiens six; aux chevaux-légers sept; aux pionniers, manœuvres et charretons de l'artillerie huit; « de manière, écrit DuVillars, qu'on ne lisait aux visages des uns et des autres que toute contenance et intention tendant à tout quitter et se mutiner » (2).

On envoyait donc l'armée vivre « sur le bonhomme », et précédemment ce fut ainsi qu'en 1521, les chefs impériaux envoyèrent la cavalerie italienne, que le pape Léon X ne voulait plus soudoyer, se cantonner et vivre à discrétion dans le Plaisantin et le Parmesan; « ainsi firent-ils de leurs gens de pied, tant Espagnols que lansknets, parmi les chasteaux estant en leur obéissance... » (3). Les bandes de soudarts affamés et déguenillés mis ainsi à même de se « récompenser de leurs privations et de leurs souffrances, se

(1) *Ibid.*, XXX p. 98.

(2) *Mém. de DuVillars*, XXIX, p. 374.

(3) *Mém. de Martin Du Bellay*, XVII, p. 360.

livraient alors dans leurs nouveaux cantonnements, et cela sous prétexte de se pourvoir de subsistances, à de telles rapines, qu'ils dissipaient les ressources, et changeaient bientôt en désert le territoire le plus fertile; dans les villes il en était de même, et le sort des citadins livrés en proie y devenait affreux. D'autre part, les chefs d'armée en quête d'argent se livraient eux-mêmes aux plus terribles excès : En 1526, les lansknets impériaux, menaçant de mettre encore au pillage la ville de Milan — *qu'ils défendaient!* — s'ils n'étaient pas payés de six mois de paie arriérée, le connétable Charles de Bourbon, qui commandait dans la place pour l'empereur, « fit prendre dans la nuit les principaux et plus riches de la ville, lesquels *avec estrapade et autres inventions de tourment*, il contraignit de bailler argent; de sorte qu'il paya ses gens de guerre pour deux mois ». Quant aux simples capitaines, ils paraissent avoir été presque toujours de connivence avec leurs subordonnés, et ce que les historiens nous apprennent des antécédents d'un grand nombre d'entre eux, suffit pour nous convaincre de cette complicité. « Sera ici noté par incident, écrit DuVillars, que le Maréchal [de Brissac] entretenait près de lui une cinquantaine de capitaines qui avoient été tous voleurs, brigands, ou meurtriers, et qui craignaient plus les mains de la justice de France que les armes de l'ennemy ». L'excuse du Lieutenant pour le Roi, commandant en Piémont, lorsqu'on lui reprochait ce singulier personnel d'Etat-major, était que ces mauvais garçons donnaient toujours tête baissée partout où il leur commandait d'aller exécuter ce qu'il n'eût pas voulu commander aux autres (1). En réalité, le brigandage devenait très vite un métier pour

(1) *Mém. de Du Villars*, XXIX. p. 359.

l'homme de guerre logé « à discrétion », chacun ne visant plus qu'à se charger du butin à sa convenance, et à se retirer ensuite furtivement de l'armée; on n'épargnait pas plus les populations amies que celles qui étaient hostiles. Parfois même on saccageait la ville qu'on était chargé de défendre! Au cours de la campagne de 1543, dans le Luxembourg, « ceux de la ville d'Arlon, écrit Martin Du Bellay, envoyèrent nous faire entendre, comme le capitaine Tavernier, lequel avoit esté laissé dedans pour leur conservation. après avoir pillé toute la ville, s'en estoit allé sans dire adieu » (1).

Mais si ces brigandages particuliers, toujours impunis, nous paraissent invraisemblables, comment qualifier les commissions royales, données pour faire le « gast », lorsqu'un souverain, menacé d'invasion dans son royaume, sacrifiait une province entière pour faire le vide autour de l'ennemi? En 1536, Charles-Quint envahissant la Provence, François I^{er}, sur l'avis de son Conseil privé, donna commission à messire Jean de Bonnevalle, ainsi qu'à plusieurs autres capitaines des compagnies d'ordonnance, d'aller faire le gast dès la frontière dans tout le pays de France envahi par les Impériaux. « Partout sur son chemin, le commissaire bailla lettres du Roi commandant aux gens de village de retirer dans les villes murées tous leurs vivres et bestial, sur peine de confiscquer tout ce qu'à son retour de Grasse, il trouverait n'avoir esté par eux retiré ». Peu de jours après ce commandement, « le dit Bonnevalle voyant la chose requérir diligence, despescha le capitaine Miolans avec les gens [d'armes] qu'il avoit de la compagnie du comte de Tende et deux mille hommes de pied pour aller, le chemin de France, rompre tous les fours et moulins, brusler les bleds et fourrages, et défoncer

(1) *Mém. de Du Bellay*, XIX, p. 459.

les vins de tous ceux qui n'avoient fait diligence de les retirer es places fortes, aussy gaster les puits, jetant des bleds dedans afin de corrompre les eaux ». L'historien français Guillaume DuBellay, ajoute à ce récit lamentable « que telle fut l'affection de tout le peuple, gros et menu, au bien et commodité de la chose publique, que tous oublièrent le regret du particulier dommage ». Mais rien n'est moins prouvé que cette affirmation, et le même auteur avoue que les habitants de Luc, petite ville sur le chemin de Fréjus, faisant quelque résistance à ceux qui voulaient faire le gast, on envoya de renfort cinq cents hommes de pied dans cette chétive localité « et fut le gast exécuté ». A Treiz, on abandonna la ville à sac aux soudards de l'armée royale : « pour ce que les habitants, quelque commandement qui leur eust esté fait, n'avoient voulu ni transporter les vivres, ni faire le gast » (1).

En fait, et cela devait être, de telles dévastations, pour être ordonnées au nom du souverain, n'en rencontraient pas moins la plus vive résistance populaire, et certainement elles ne furent jamais exécutées par la soldatesque sans soulever partout les plus terribles malédictions (2).

(1) *Mém. de Du Bellay*, XIX, p. 55.

(2) Plus de cinquante ans après la dévastation de la Provence, par ordre du chevaleresque François I^{er}, le Duc de Savoie Charles-Emmanuel I^{er}, voulant aussi « faire le vide » autour de Genève investie, donnait l'ordre de faire le gast dans le baillage de Gex et le bas-Faucigny. « Il seroit impossible, écrit Simon Goulart, de spécifier par le menu les meurtres, saccagements, rapt et ravages étranges de l'armée du Duc en une étendue de quatre lieues de pays.... En quatre-vingts ou cent villages bien riches qui y estoient, tout fut pillé; on massacra plusieurs vieillards. les enfants ne furent épargnés.... J'ai honte de me souvenir des énormités que les Napolitains et autres y commirent. etc ». *Discours sommaire*, etc., dans *Mém. de la Ligue*.

VIII

La Paie. le Pillage, les Prisonniers de guerre

Les banquiers paraissent avoir eu un rôle très important à l'époque des guerres de François I^{er} et de Henri II. par le fait des avances considérables qu'ils faisaient au Trésor, comme aussi aux chefs d'armée, en escomptant les assignations royales, à leur risque et péril, et conséquemment à des conditions très usuraires. Quant aux riches marchands exploités par la persuasion ou par la contrainte dans les villes occupées *manu militari*, leur concours n'était pas même assuré par la violence, l'argent se dérochant bien vite en pareil cas, à toutes les recherches. Aussi Brissac fut-il enfin contraint d'avouer au roi, dans une de ses lettres : « que s'il avoit aujourd'hui affaire de cent escus, il ne les pourroit trouver, tant chacun de ses prêteurs habituels estoit dégouté, et non sans cause ». Dans une autre dépêche le maréchal fait savoir à Sa Majesté : « que l'ennemy fait parti d'argent à Anvers, à Besançon, à Augsbourg, à Naples, à Gènes et à Milan. Le roi (qui avoit alors recours exclusivement aux banquiers de Lyon) ne saurait mieux faire que de tirer aussi argent de Nantes, de Tours, de Paris et de Rouen, à quelque onéreux parti que ce soit ». En attendant l'effet de ces exhortations pressantes, l'armée française en Piémont y subsistait depuis longtemps du seul crédit de son général et de ses capitaines. « Les gens ne vivant que d'emprunts sur leur solde de quatre mois arriérée, en telle

sorte que si on ne leur en paie au moins deux immédiatement, il n'y aura pas même moyen de les tirer en campagne ».

Lorsque les traitants s'étaient enfin décidés à avancer en numéraire les délégations dont ils avaient largement escompté le montant, l'envoi de ces espèces, enfermées dans des barils scellés et transportées à dos de mulets, présentait toujours de grandes difficultés, et bien que ces convois cheminant lentement à travers monts et vaux, souvent pendant plusieurs semaines, fussent toujours très fortement escortés, ils étaient nuit et jour au hasard d'être enlevés par l'ennemi, ou simplement par quelque parti d'aventuriers, faisant la guerre pour leur compte. L'histoire militaire du XVI^m siècle a recueilli de nombreux récits de ces enlèvements — toujours très lucratifs pour les pillards — des convois d'espèces destinées à la solde des malheureux soldats qui se morfondaient au camp ou en garnison « en attendant la venue du boîteux » (1).

Si l'argent parvenait enfin à sa destination, les trésoriers d'armée et les commissaires-payeurs en prenaient livraison, non sans constater d'abord une scandaleuse friponnerie. En décembre 1559 Brissac se plaint dans ses dépêches à la Cour, de ce que sur un paiement de vingt-cinq mille livres qu'il a enfin reçu « il ne s'estoit trouvé escu d'or qui ne fût bas à dix ou douze grains près; perte très grande aux gens de guerre qui avoient assez de maux à souffrir sans y ajouter celui-là (2) ». Les partisans chargés de fournir à ces envois faisaient, au dire du plaignant, acheter de tous côtés ces

(1) Cette locution très populaire signifiait : endurer une longue et vaine attente. — D.B-M.

(2) *Mémoires de Du Villars*, XXX, p. 390.

pièces rognées, à destination des pauvres soldats du Piémont; mais on comprend assez qu'une telle volerie ne pouvait être devenue coutumière que par la connivence achetée des trésoriers-généraux.

D'autres criants abus, concernant la distribution de la paie, se manifestaient le jour de la montre et amenaient parfois les plus graves mutineries. L'un était la présence des « passe-volants » sur les rangs, l'autre la prétention des mercenaires étrangers d'être payés « sur les anciens rôles », et ces « coutumes de Mars » sont si étranges qu'elles demandent nécessairement ici quelques explications préliminaires. Disons d'abord qu'un capitaine de gens-de-pied dont la compagnie était réglementairement à l'effectif de trois cents hommes, cassait aux gages et congédiait quand il lui plaisait ses subordonnés et que ceux-ci, d'autre part, ne se faisaient aucun scrupule de quitter son enseigne quand il leur plaisait aussi de se retirer. Un tel mode de vivre avait pour résultat fréquent qu'une compagnie se trouvait parfois réduite de moitié et même des deux tiers avant d'être entrée en campagne. Cependant le jour où les soldats devaient recevoir leur solde arriérée, le capitaine, désireux de ne rien laisser échapper de cette bonne aubaine, complétait hâtivement sa « levée » en y faisant entrer tous les drôles sans aveu qui se montraient disposés à prendre la pique ce jour-là. Ces « figurants » se présentant à la banque du commissaire-payeur, touchaient leur prétendue solde pour le compte du capitaine leur complice et disparaissaient le lendemain.

Il est vrai que le « passe-volant » courait le risque d'être pendu, et le capitaine d'être privé de sa charge (1) s'ils

(1) Ordonnance de Henri II. Novembre 1549.

étaient découverts, mais à l'armée nul ne songeait à se faire délateur de ces « grivelleries » ; chacun paraissant admettre en ce cas-là qu'il n'était pas illicite aux gens de guerre de voler à l'occasion l'argent du Roi.

Quant aux bandes de mercenaires étrangers, leurs exigences, le jour de la solde, pour être consacrées par un long usage, n'en doivent pas moins nous paraître tout à fait extraordinaires ; chaque capitaine élevant la prétention que ses subordonnés fussent payés « sur les vieux rôles », c'est-à-dire suivant l'effectif complet et réglementaire de sa compagnie. Cependant celle-ci se trouvait le plus souvent considérablement réduite au cours d'une campagne ; mais les soudarts lansknets paraissent avoir toujours considéré leur engagement volontaire et de courte durée, comme une tonne financière dont les derniers survivants ont le bénéfice. En conséquence, ces gens « scabreux menaçaient de mettre le monde sens dessus dessous » s'ils ne bénéficiaient pas le jour de la paie, de la solde qui avait été promise à tous, bien qu'un grand nombre d'entre eux fussent décédés, congédiés ou perdus.

En 1554, Brissac, signalant la venue en Piémont d'une levée de douze cents Suisses, écrit au Roi « que ce n'est pas là un renfort, puisqu'il a dû verser tout cet effectif dans les diverses compagnies de gens de pied, afin de les compléter ». A quoi le Conseil privé fait répondre vertement : « Que de son propos même, il résultait que le Roy avoit tous les mois esté dérobé de douze cent paies ! » Il était vrai, et le maréchal devait être bien embarrassé pour présenter quelques excuses tant soit peu acceptables. Les paies, objectait-il, n'étant jamais délivrées régulièrement, et le soldat ne recevant que de maigres à-comptes, il était devenu impossible de faire contrôler l'effectif réel des troupes en activité de ser-

vice; du reste, « la coulpe de cet abus devoit estre attribuée à ceux qui avoient fait la capitulation des levées, et non à lui qui en avoit le hasard et la peine » (1).

On finit par transiger avec les mutins, qui, en 1559, peu soucieux d'observer les conventions du traité de Cateau-Cambrésis, qu'on venait de conclure, refusaient d'abandonner les places que les Français occupaient encore en Piémont, s'ils n'étaient pas payés sur les vieux rôles. Il fut arrêté, quel que fût l'effectif réduit des compagnies, que celles des Suisses seraient payées à raison de deux cent vingt-cinq hommes, celles des Français, évaluées à cent cinquante, et celles des Italiens à cent trente. Néanmoins, trois mois après la signature du traité de paix précité, le malheureux Brissac ne savait encore « à quel saint se vouer » (lisons-nous dans ses dépêches) pour en assurer l'exécution. L'argent du Roi n'arrivant pas, toutes les garnisons s'opiniâtraient dans la résistance, et même celle de Valence refusait de laisser sortir de la place l'artillerie et les munitions qu'on avait pris l'engagement formel de livrer à Son Altesse « monsieur de Savoie ». Enfin, la dernière ressource des généraux obérés, les contributions de guerre levées sur les provinces occupées militairement, devenait illusoire : la mort violente de Henri II, survenue à Paris le 20 juin, et déjà connue à Turin le 5 juillet, ayant aussitôt disposé tous les contribuables à la résistance. « A l'odeur de ce malheur, ainsi s'exprime DuVillars, les Milanais, Piémontais, Montferrins et Gènois refusèrent de contribuer davantage à l'entretien ruineux de leurs oppresseurs » (2).

Cet exposé des misères habituelles des gens de guerre,

(1) *Mém. de Du Villars*, XXIX, p. 320.

(2) *Mém. de Du Villars*, XXX, p. 338.

en ce temps-là, bien qu'il soit fort incomplet, suffit pour expliquer la rapacité de la soldatesque et sa « friandise au gain » partout où il lui était donné d'exercer impunément ce que les historiens ont appelé son avarice ; on « s'amusait au pillage » même pendant le combat, et Montluc regrette beaucoup, en parlant de la surprise d'un convoi près de Savigliano, de n'avoir pas eu le temps nécessaire pour faire dépouiller les morts, « qui furent laissés là sans être recherchés et fouillés..... Ce furent les vilains (les gens de village, suivant toujours, comme une bande de corbeaux, la troupe en campagne) qui, incontinent après, y vindrent et les dépouillèrent, lesquels, depuis, nous ont dit plusieurs fois y avoir gagné plus de quatre mille escus, car il n'y avoit que trois ou quatre jours que ces deux compagnies [d'Impériaux] avoient pris monstre pour trois mois ». L'auteur ajoute, comme pour atténuer ses regrets, qu'en pareil cas, où l'on peut être assailli inopinément par les garnisons voisines, il est néanmoins fort mal aisé de modérer l'ardeur des pillards « car l'avarice du soldat est telle qu'il crève sous le faix [du butin] ne voulant prendre aucune raison en paiement » (1).

On enlevait dans de semblables occasions les malheureuses femmes suivant la troupe ennemie — cela s'entend assez — et dans le pillage du convoi précité « il se gagna, dit le narrateur, plus de quarante « lansknettes » d'allemands, et plus de vingt de la compagnie espagnole ». Montluc était d'avis, en bon ménager et selon les coutumes de Mars, « de tout mettre au butin », soit au fond commun qu'on livrait pièce à pièce aux enchères, après le pillage, au bénéfice de tous les ayants-droits. Mais ses soldats le prièrent que chacun

(1) *Ibid.* p. 454.

se tint avec ce qu'il avait gagné : « Ce que je leur accordai, ajoute-t-il, voyant tout le monde content, et [pour ma part] *me donnèrent six cents écus* » (1).

Ce dernier incident me conduit à parler ici du sort des prisonniers de guerre, et de ces étonnants engagements pécuniaires entre le preneur et son « fiancé sur parole » ; de tels coups de fortune, toujours très enviés de la soldatesque, l'habituait bien vite à n'avoir d'autre stimulant dans son service de guerre que ce qu'il nous faut appeler : la chasse à l'homme.

La vie d'un prisonnier de guerre appartenait de droit à celui qui s'était emparé de lui, cette vie ainsi que la liberté de reprendre les armes étant rachetables moyennant une rançon à débattre entre les contractants. Suivant cette « coutume de Mars », qui fut respectée pendant tout le XVI^e siècle, lorsque dans un combat un homme d'armes, blessé, démonté, et entouré d'ennemis « aboyant à sa mort », était contraint de se rendre à la merci des vainqueurs, il avisait le plus apparent de ceux qui le harcelaient de la pointe et, se faisant connaître, il lui tendait son épée ou son gantelet, en témoignage qu'il se rendait à sa discrétion. Remarquons à ce sujet que c'était une honte pour un gentilhomme de se rendre à de simples soudarts roturiers, à des goujats valets d'armée, et des rustres villageois, et que pour échapper à ce deshonneur, le vaincu préférerait se laisser égorger sur la place. D'autre part, il n'était pas toujours certain « d'être pris à sauveté » par l'ennemi auquel il se donnait, car si l'on faisait alors mauvaise guerre, ce qui arrivait trop souvent, son appel à la miséricorde n'avait aucune chance d'être écouté. Quoi qu'il en soit, ce moment était toujours très critique pour

(1) *Commentaires de Montluc*. XX. p. 454.

le vaincu, plusieurs combattants prétendant avoir droit à sa prise, et s'efforçant de l'arracher des mains de celui qui l'emmenait; puis il avait encore à redouter les vengeances particulières; maints prisonniers, après avoir rendu leur épée, étant assassinés traîtreusement dans les bras du preneur, qui s'efforçait vainement de les défendre. A la bataille de Dreux (1562), le maréchal de St-André, pris par un gentilhomme huguenot, qui l'emmenait en croupe, fut assassiné par le sieur d'Aubigny, « avec lequel, dit Brantôme, il avait eu quelque déplaisir »; à la bataille de Jarnac (1569), Louis de Condé fut assailli de même par Montesquiou, qui le tua par derrière, le prince étant entre ses deux garants (1).

Les prisonniers de guerre étaient toujours nourris et logés, souvent pendant plusieurs mois, par le preneur auquel ils s'étaient « fiancés », et celui-ci ne les tenait pas en chambre close, à moins de quelque tentative déloyale d'évasion. La rançon débattue entre les contractants variait beaucoup selon les ressources pécuniaires, la qualité du prisonnier, comme aussi l'état de ses blessures et le plus ou le moins de chance qu'on avait de le conserver. D'après les documents historiques de la première moitié du XVI^me siècle, ce prix de rançon varia de deux mille à cinquante mille écus pour les grands seigneurs, les princes et les gentilshommes qualifiés. Quant aux simples soudarts, on a vu dans un précédent chapitre, qu'ils se rendaient parfois en masse, jetant bas leurs armes et criant « bonne guerre ». Cette « bonne guerre » consistait à être pris à rançon par le premier venu, moyennant la paie d'un mois de solde; la somme étant calculée selon le grade et les fonctions du prisonnier. Dans certains cas, lorsque l'armée victorieuse était trop chargée

(1) *Hist. Universelle*, de d'Aubigné, 1^{re} partie, p. 395.

de butin humain, on voit même qu'on rendait la liberté à la soldatesque dont la chétive rançon devait trop se faire attendre, et conséquemment ne valait pas l'entretien des détenus : « Le lundi [après la bataille de Pavie] M. de Bourbon commanda que tous ceux qui estoient prisonniers et n'avoient moyen de payer rançon eussent à vuidier le camp et à se retirer en France..... Il nous donna, dit Montluc, une compagnie de gens de pied pour notre sûreté, et une de cavalerie, *mais sans vivres*, de sorte que nous ne mangeâmes jusques à Embrun, que raves et troncs de choux. etc... » (1).

Jusqu'ici ces coutumes de guerre, tout extraordinaires qu'elles nous paraissent, peuvent être considérées comme étant alors de droit commun, ce droit excessif et d'une rigueur barbare résultant peut-être du fait même de la lutte armée. Mais quand cette lutte n'existe pas, de telles mœurs, en pays civilisés, et à une époque dont trois siècles à peine nous séparent, nous deviennent tout à fait odieuses. Cependant l'historien est bien obligé de constater qu'à la suite d'un assaut, et lorsque tout était livré en proie à la soldatesque, quand il ne restait plus rien à butiner, les gens de guerre enlevaient les malheureux citoyens désignés comme étant les plus notables et les détenaient garrottés dans les ruines fumantes des logis, ou dans quelque secret repaire. Alors, s'ils ne pouvaient en obtenir d'emblée la rançon qu'ils exigeaient d'eux, ces bourreaux inventaient mille tourments pour les y contraindre. Quant aux femmes et aux jeunes garçons..... mais c'est assez, et je ne saurais poursuivre. La relation du sac de Rome (1537), qui dura quatre mois au moins, suffit pour dévoiler ces turpitudes, et j'y renvoie ceux de mes lecteurs qui seraient curieux de les connaître (2).

(1) *Commentaires de Montluc*, XX, p. 359.

(2) Voir, Brantôme, vol. IV, p. 264 et suivantes. Edit. de La Haye, 1740.

Un fait d'ordre moral qui prête à des observations beaucoup plus intéressantes, c'est la disposition avouée des plus parfaits gentilshommes à rançonner sans pitié les dignitaires de la magistrature ou de l'Eglise, que les hasards de la guerre livraient en leur pouvoir, bien que ces gens « de robes longues » ne pussent leur opposer aucune résistance. Les chanoines des collégiales, les évêques, les cardinaux, enfin le Pape lui-même n'étaient pas à l'abri de ces extorsions, et lorsqu'ils y échappèrent, ce fut le plus souvent par un heureux hasard. Pendant l'hiver de l'an 1511, le Pape Jules II ayant fait mettre le siège devant la Mirandole, et logeant à St-Félix, non loin de cette ville, faillit être pris par le chevalier Bayard, qui, sachant sa venue au camp, l'attendait en embuscade sur le chemin. Mais une bourrasque de neige étant survenue ce matin-là « telle qu'on n'en avait pas vue de cent ans », le Saint-Père avait renoncé à son excursion et sa litière rentrait au château, tandis que l'avant-garde de son escorte n'ayant pas reçu contre-ordre, était enveloppée et chargée par ceux qui l'attendaient au passage. « Qui fut bien marri? demande l'historiographe anonyme dit *le Loyal Serviteur*, ce fut le bon chevalier..... Si se mit au retour après qu'il eut pris tant de prisonniers qu'il voulut; où entre autres y avoit deux évêques, et force mulets de carriage... Mais oncques homme ne retourna si mélancolié qu'il estoit d'avoir failli si belle prinse, combien que ce ne feust pas sa faute ».

On croit rêver en lisant les relations de tels exploits du « gentil capitaine, fleur de toute chevalerie ». Que signifiait donc ce dernier mot pour les gens d'honneur en ce temps-là? et nous-mêmes, quel sens historique devons-nous lui donner?

IX

**Escarmouches et Passes-d'armes. Duels et Combats
à outrance. Les Tournois, la Courtoisie.**

Détournons nos regards des scènes de rapine que je viens de décrire, et cherchons dans un dernier chapitre, à recueillir les témoignages de l'histoire annoblissant la carrière des armes, au moins pour les gens de guerre « ayant leur honneur en recommandation ».

On allait fréquemment à l'escarmouche lorsque deux corps d'armée ennemis étaient rapprochés l'un de l'autre. Ces petites expéditions, pour lesquelles « l'entrepreneur » était toujours assuré du concours d'un grand nombre de volontaires, charmaient, voyons-nous, les loisirs de la vie de camp et celle de garnison. Elles étaient utilisées par les défenseurs d'une ville investie, afin de « se donner du large » et d'assurer leur ravitaillement; puis, si elles étaient le prétexte ordinaire de la chasse à l'homme (ce qu'on ne saurait nier), elles donnaient, d'autre part, aux escarmoucheurs, animés d'un désir plus noble, de nombreuses occasions de faire « apertises d'armes » et de se signaler. Au siège de Carignan, qui suivit la bataille de Cérisole (1544), « on avait ordinairement du passe-temps en escarmouches, écrit Martin Du Bellay, lesquelles, depuis le 18^{me} jour d'avril jusqu'au vingtième de juin, se dressèrent depuis soleil levé jusques à dix heures du matin, et depuis deux heures après-midy jusques à soleil couché, entre la ville de Carignan et

nos tranchées » (1). La façon de guerroyer à l'escarmouche était, pour les arquebusiers gens-de-pied, de combattre « en semence » c'est-à-dire en tirailleurs ; pour les argoulets, carabins, et reîtres-pistoliers, d'aller faire le limaçon (manœuvre tournante en volute) partout où l'ennemi se massait en bataille ; pour les gens d'armes, de charger sur tout venant. La « cargue » se faisant par « escadres » de quelques cavaliers seulement ; il arrivait souvent que l'un d'eux prenait l'avance d'une cinquantaine de pàs, et chargeait seul, par bravade, sans se soucier d'être suivi par ses compagnons. Ce défaut d'ensemble et cette complète indépendance des escarmoucheurs leur permettaient de défier en combat singulier celui des ennemis que, de préférence, ils voulaient affronter, et ce fait étrange doit faire supposer que, d'un accord tacite, les témoins de cette passe d'armes improvisée ne devaient y prendre aucune part. A la retraite de Brignole (juin 1536), les Impériaux harcelant les Français, sans les approcher de trop près, « un capitaine espagnol, nommé Sanche de Lève, demanda un coup de lance au capitaine Vassey, qui lui octroya ; leurs lances rompues, mirent tous deux la main aux masses [d'armes], et tant s'éprouvèrent l'un l'autre, que l'Espagnol donna sa foy » (2). Remarquons à ce propos que dans de semblables passes, il était admis, par courtoisie et tout à fait exceptionnellement, que le cavalier désarçonné ne demeurerait pas prisonnier, et qu'on éviterait le plus possible de donner le coup de lance contre les chevaux. Dans une rencontre semblable qui eut lieu devant

(1) *Mém. de Martin Du Bellay*, XIX, 516. On voit en lisant ce passage, que les belligérants se reposaient, d'un accord tacite, vers le milieu du jour ; la chaleur étant alors intolérable, sous le harnais, pour les armés de hautes pièces. D. B.-M.

(2) Se rendit à merci. *Ibid.* p. 64.

Metz assiégée (1552), entre don Manriquez, capitaine de cheveu-légers espagnols, et le seigneur de Randan, capitaine des carabins de Lorraine, les deux adversaires « coururent une et deux fois sans rompre, pour crainte de toucher aux chevaux, à la tierce (car cette partie se jouait toujours en trois points) le François rompit sa lance de droit fil, et l'Espagnol, passant outre sans toucher, laissa tomber la sienne : ce qui d'après l'usage affirmait sa défaite » (1). Parfois les gens-de-pied demandaient aussi le combat singulier, soit à l'épée, soit à la demi-pique. En 1521, les Impériaux assiégeant Mézière, qui venait d'être ravitaillée, ils envoyèrent un trompette aux assiégés « leur demandant s'il y avoit homme qui voulsist entreprendre de donner un coup de lance, et que de leur costé le comte d'Aiguemont se trouveroit prêt en l'isle de Mezière. Le seigneur de Montmorency se présenta pour estre champion..... assurant de se trouver au lieu et heure dite. Le seigneur de Lorges, pensant estre chose honteuse qu'un homme d'armes françois fust provoqué par un Allemand, demanda aussi : S'il y avoit homme qui voulsist combattre de la pique...? Le seigneur de Vaudray, surnommé *le beau*, du camp impérial, soudain s'y présenta. Le jour dit, les gens d'armes coururent : Montmorency faussa la cuirasse de son adversaire, qui passa sans l'atteindre. Les piquiers donnèrent les coups de pique ordonnés, mais sans gagner avantage l'un sur l'autre; ce fait, chascun se retira en son lieu » (2). En 1554, Guido Piovanua, capitaine de cent cheveu-légers espagnols, ayant dit « par manière de jeu » qu'il romproit volontiers une lance avec Bellegarde [et ce propos étant rapporté à ce dernier] il fut sommé par un

(1) *Mémoires de Salignac-Fénélon*, XXXII, p. 370.

(2) *Mém. de G. Du Bellay*, XVII, p. 317.

trompette d'avoir à tenir sa parole. Les deux adversaires se rencontrèrent au jour assigné « chacun avec un parrain et la lance bien acérée. Au premier coup de la trompette, ayant couru l'un sur l'autre, ils se rencontrèrent et les deux lances volèrent en éclats, puis chacun s'en retourna en sa garnison, sans autre cérémonie » (1).

Ces luttes de vaillance, de force et d'adresse n'avaient aucune analogie, on le voit, avec les duels, forme de combat qui eut toujours pour origine quelque animosité personnelle, soit fortuite, soit invétérée. Ces derniers paraissent avoir été très rares du temps de Louis XII et sous le règne de François I^{er}; mais dans les guerres de Piémont, à l'époque de la Lieutenance-générale de Bonnivet, ils furent assez fréquents et le devinrent encore davantage, lorsque le maréchal de Brissac exerça cette Lieutenance. Bonnivet tolérait ces duels assignés, entre capitaines; à Turin, ils avaient lieu, dit Brantôme, sur le pont du Pô, et quelquefois ce général présidait au combat : « Mais après qu'ils s'étoient tirés trois ou quatre coups d'épée..... et que chacun des combattants se pouvoit contenter et après mieux s'accorder, il mettoit la main à l'épée, en criant : *Holà!*... et se mettant entre deux il les séparait ». La coutume s'établit dès lors pour les gens de guerre que quand des supérieurs criaient « ces holà! du Piémont » il fallait s'arrêter, sous peine de perdre la vie. Mais un soldat pouvait-il impunément combattre un capitaine? Cette question controversée paraît avoir été résolue par l'affirmative. Tout soldat ayant porté les armes deux ans consécutifs, s'étant trouvé à toutes les belles factions hasardeuses et le prouvant, était admis à combattre tout capitaine, dont il avait reçu une injure,

(1) *Mém. de Du Villars*, XXIX, p. 382.

« voire le sien propre, en s'ôtant de sa compagnie. Cela a eu lieu parmi les Italiens, ajoute Brantôme, mais peu parmi les Espagnols, et moins encore parmi les François de jadis (1) ». Pendant la guerre de Flandre, le capitaine de Maisonfleur offrant le combat à un de ses soldats, qui le prit au mot, ils se battirent si bien qu'ils s'entretuèrent (2) ».

Un combat moins fréquent que les rencontres assignées en passe-d'armes, mais entouré de formes plus solennelles et se rapprochant beaucoup du combat judiciaire, devait être le combat « d'outrance », où le vaincu devait nécessairement perdre la vie, à moins que le chef d'armée ou le souverain qui avait « donné le camp » n'intervint, en jetant son bâton dans l'arène, pour arrêter la fureur des deux adversaires. Dans le combat à outrance de deux Espagnols, dont la cour de Ferrare eut « le divertissement » en 1511, le vaincu, senor de Santa-Cruz, abattu par un revers de rapière « qui lui coupa tout le haut de la cuisse jusqu'à l'os », et refusant obstinément de se rendre à son adversaire, qui se disposait à lui couper la tête, il fallut que son parrain, le senor de Bozolo, se rendit prisonnier pour lui, afin de lui sauver la vie. On emporta le blessé hors de l'enceinte du camp, et il fut remis aux soins d'un chirurgien. Cependant, il refusait toujours de rendre ses armes à son vainqueur, sur quoi « le gentil Duc de Ferrare » lui envoya dire : que s'il tardait encore à se conformer aux lois d'un tel combat, *on allait découdre sa plaie* (!) et le rapporterait-on dans le champ-clos, en la sorte où son ennemy l'avoit laissé..... Quand il vit que force lui estoit, il rendit enfin ses armes » (3). Il y eut, peu

(1) *Discours sur les duels*, IX, p. 257. Edition de La Haye, 1740.

(2) *Ibid*, p. 259.

(3) *Loyal serviteur*, p. 241.

de temps après, un autre combat à outrance, à Parme, aussi entre deux senors espagnols. Mais le dénouement fut, cette fois, beaucoup moins tragique : Le combat, à cheval, avec la rapière, le poignard, et trois dards à la main, se prolongeant trop longtemps sans coup mortel, au gré de la foule des spectateurs, comme il faisait grand froid ce jour-là (le champ avait été clos de neige relevée), le seigneur de Chaumont, grand-maitre de l'artillerie, commandant alors « le secours » de France, « fit sortir les combattants en pareille honneur » (1).

En 1538, comme on avait enfin signé, à défaut d'un traité de paix, entre Charles-Quint et François I^{er}, une « abstinence de guerre » qui devait durer six mois, la Cour de France eut aussi le divertissement d'un combat à outrance qui était, en réalité, un combat judiciaire tel que ceux dont le droit féodal avait consacré l'usage. Une assertion calomnieuse, concernant le chevalier de Latour-Landry, l'un des combattants à la bataille de Pavie, ayant été colportée par le seigneur de Sarzay, puis démentie par le sire de Véniers, que Sarzay disait l'avoir avancée le premier, ils demandèrent le camp, qui leur fut accordé. « L'occasion qui meut le Roi de leur donner le combat, écrit Martin Du Bellay, fut... *qu'ils n'estoient à la bataille [de Pavie] ni l'un ni l'autre, mais en leur mayson à leur aise, par quoi il leur estoit malaisé de cognoistre qui avoit foy*. Le seigneur de Véniers porta les armes, qui estoient un corselet à longues tassettes, avec des manches de maille et des gantelets, le morion en teste, une espée bien tranchante à la main droite et une autre à la main gauche. En cet équipage entrèrent au camp, conduits par leurs parrains et accompagnés de leurs confidents.....

(1) *Ibid.*, p. 242.

Après les publications, serments et autres cérémonies accoutumées faites, furent laissé aller. Ils firent très bien leur devoir de combattre de leurs deux espées. Mais, comme gens qui n'estoient pas bien usités en telles armes, enfin se saisirent au corps, ayant abandonné leurs espées. Le sieur de Véniers ayant déjà la dague au poing, et le sieur de Sarzay cherchant de tirer la sienne, le Roy ne voulant qu'ils passassent oultre, jeta son baston, par quoy ils furent séparés par les gardes du camp..... estant les deux champions remis en leurs chaires, pendant que le Roy, avec son Conseil, ordonnait ce qu'il voulait qui fut fait. [Cependant] le sieur de Véniers, lequel estoit blessé sur le coude-pied d'un coup d'espée, par faute d'être étanché..... une fièvre-quarte qui de longue main tenoit le dit Véniers fut convertie en continue dont peu de temps après il mourut (1) ».

Dans les combats à outrance, le joueur qui se dérobaux coups en franchissant l'enceinte du champ-clos était, pour ce fait, déclaré vaincu et devenait « captif à miséricorde » de son adversaire. Cette enceinte n'était souvent qu'un mur de pierres sèches, à hauteur d'appui, autour duquel se pressait la foule des spectateurs; mais le champ-clos en forme de parallélogramme n'étant pas divisé dans le sens de sa longueur par une barrière, comme cela existait pour un tournoi, les combattants avaient toutes facilités pour se ruer l'un sur l'autre lorsque les estocs étaient brisés. Dans le combat fa-

(1) *Mém. de M. Du Bellay*, XIX, p. 292 : Le précis de la sentence royale que rapporte l'historien précité, à la suite de ce combat judiciaire, est assez étrange : « Le Roy les mettant d'accord, après avoir remis le seigneur de La Tour en son honneur; ayant sa Majesté affirmé l'avoir vu le jour de la bataille, faisant son devoir près de lui ». Il semble que c'est par cette déclaration qu'il eût été naturel de commencer. D.B-M.

meux de Bayard contre Sottomayor (1504), « Don Alonzo se sentant frappé à mort, laissa son estoc, et va saisir au corps le bon Chevalier, qui le prit aussi comme par manière de luicte et se pourmenèrent si bien que tous deux tombèrent l'un près de l'autre. Le bon Chevalier diligent et soudain, prend son poignard et le met dedans les naseaux [de l'armet] de son ennemy, en lui escriant : Rendez-vous, seigneur Alonzo ou vous êtes mort. Mais il n'avait garde de parler, car desjà estoit passé, etc. » (1).

Si le combat mortel était engagé « par escadre » et à cheval, comme celui de treize Espagnols contre autant de Français, qui suivit la défaite de Sottomayor, on convenait parfois que les cavaliers démontés ne prendraient plus de part à la lutte, dont le succès final devait fixer leur sort. Dans cette dernière affaire, Bayard et le sieur d'Orose firent des prodiges de vaillance et tinrent tête *pendant quatre heures* à tous leurs ennemis (onze Français étant démontés) « tant qu'enfin la nuit étant survenue, convint à chacun sortir [du champ] suivant ce qu'ils avoient accordé ensemble (2) ».

On comprend assez, sans qu'il soit nécessaire d'insister sur ce point, quelle haute estime de la noblesse, quelle éclatante renommée populaire devait acquérir le vainqueur dans ces luttes sanglantes, dont l'honneur et la vie étaient l'enjeu, tandis que les spectateurs en suivaient toutes les péripéties avec une curiosité d'autant plus ardente, que très souvent la gloriole nationale s'y trouvait engagée. Il était nécessaire de faire garder le camp par de forts détachements d'hommes d'armes, afin de réprimer le tumulte

(1) *Loyal serviteur*, p. 102.

(2) *Loyal serviteur*, p. 106.

du populaire ou de la soldatesque, qui pouvait éclater inopinément (1).

Cette police était toujours confiée par le chef d'armée ou le souverain aux seigneurs les plus qualifiés de son entourage; toute manifestation des spectateurs était passible des peines les plus sévères et pouvait même entraîner la peine de mort. Tels étaient encore, vers le milieu du XVI^m siècle, ces combats à outrance, au cérémonial suranné, mais qui n'en étaient pas moins considérés alors comme donnant l'occasion d'accomplir les plus nobles exploits. On sait que celui de Chabot de Jarnac et de Vivonne-la-Châtaigneraie (1547) fut le dernier dont le spectacle public fut autorisé en France.

A une époque où la lutte armée avait encore un caractère si exclusivement personnel, toutes les fêtes nationales et même les simples « passe-temps » des gens de guerre confinés dans les garnisons, devaient offrir l'image de ce genre de combat; aussi voit-on que sous le règne de Louis XII, comme jadis sous celui de Charles VIII, les Tournois étaient fréquents, non seulement à la cour de France, mais dans toutes les villes frontières où les compagnies d'ordonnance étaient « à séjour ». Ce divertissement, dont la dépense était toujours assez forte, devint même une libéralité de bienvenue qu'on imposait aux jeunes gens d'armes à leur entrée au service : Pierre du Terrail (alors surnommé « Piquet ») étant nouveau venu en Picardie, donna ainsi un Tournoi « pour acquérir la grâce des dames » [de sa première place de garnison]. Voici quelles étaient les conditions de ce combat simulé, où se présentèrent une cinquantaine de « ve-

(1) Au combat de Sottomayor contre Bayard, le premier avait amené avec lui deux cents gentilshommes. D.B.-M.

nants ». *Première journée.* Trois coups de lance en champ libre, à fer émoulu, et en harnais de guerre; ces charges étant suivies d'une quatrième rencontre où les adversaires échangeaient douze coups d'épée (1), « le tout à cheval ». Un bracelet d'or émaillé, du poids de trente écus, était la récompense offerte « au mieux faisant » de ce premier tournoi. *Deuxième journée.* Combat à pied et à la lance (2), les adversaires venant à la rencontre l'un de l'autre en suivant une barrière « de la hauteur du nombril ». Après la rupture des lances, combat à coups de haches d'armes « non acérées » mais avec lesquelles les combattants, pour être bardés de fer, ne s'assommaient pas moins « à la discrétion des juges et de ceux qui gardoient le camp ». Un diamant, du prix de quarante écus, était le prix offert par Bayard pour cette seconde « apertise » des armes. A la fin de la première journée il y eut festin et danse avec les dames de la petite ville d'Aire et celles des environs « tant qu'il fust si tard que une heure après minuit sonna, sans que personne se voulust ennuyer ». Le lendemain « convint d'aller ouyr la messe..... et là vous eussiez vu les jeunes gentilshommes prendre les dames par dessous les bras, et les mener en parlant d'amour (!). » Un grand banquet réunit ensuite toute la compagnie chez le nouvel appointé à trois cents francs par an; « et s'ils avoient fait bonne chère le soir devant, à dîner la firent encore meilleure ». Malheureusement pour ces nombreux convives si bien dispos, ils ne demeurèrent pas plus de trois heures à table « car environ les deux heures [après

(1) Coups de taille, et non de pointe. Ce genre d'épée devait être l'estramaçon. D-B-M.

(2) Lisez : à la demi-pique; la lance était beaucoup trop longue pour qu'on en fît usage dans un combat à pied. D.B.-M.

midi) chacun qui estoit du Tournoi se tira sur les rangs » Bayard, en sa qualité de premier tenant, combattit ce jour-là un gentilhomme de Hainaut fort estimé, et que le chroniqueur, qui estropie son nom à la française, nous dit être « le capitaine de Sucre ». Lorsque les lances-bourdonnasses furent rompues « ils prirent leur hache, qu'ils avoient chacun à leur costé, et se ruèrent de grands et rudes horions, tellement qu'il semblait la bataille estre mortelle. Toutefois enfin le bon Chevalier donna un coup sur son adversaire, à l'endroit de l'oreille, de sorte qu'il le fit tout chanceler et, qui pis est, agenouiller des deux genoux, et en rechargeant par dessus la barrière, lui fit baiser la terre, vouldist ou non. Quoy voyant, les juges crièrent : *Holà! holà!..... c'est assez; qu'on se retire.* » Tel fut le Tournoi d'Aire, dont Bayard « emporta tout le bruit..... et ne se pouvoient saouler les Dames de bien dire du bon Chevalier, qui tant fut aimé en la Picardie que oncques homme ne le fut plus ». Peu d'années après cette joute « courtoise » mais où cependant les Tenants et les Venants ne s'étaient guère ménagés, eut lieu le Tournoi de Carignan, où le « grand prix » offert par Bayard, était « le manchon de sa dame (1), où il pendoit un rubis de l'estimation de cent ducats ». Bayard et ses compagnons combattirent seulement à pied, et cette « apertise » fut aussi réputée des plus honorables. (2)

(1) Le manchon moderne n'était pas connu au XVI^e siècle ; ce mot signifiait alors une demi-manche collante que les femmes portaient sous la grand'manche. — D-B.-M.

(2) Voir le *Loyal serviteur*, chap. X et XIII. A remarquer que la dame de Bayard, dont le manchon mis en jeu fut regagné par le bon Chevalier, était la comtesse de Fluxas, femme mariée, et que le mari — c'était l'un des juges de camp — trouvait tout à fait naturelle cette manifestation si retentissante d'honnêtes amours extra-conjugales !

Dans ces ébats guerriers, empreints de tant de rudesse, et parfois d'une inhumanité si révoltante, la courtoisie se manifeste fréquemment — on ne saurait le nier — et même on en faisait assaut. J'achèverai ce dernier chapitre en donnant quelques exemples de ces « galantises » témoignant toujours bien plus d'ostentation que de bienveillance. En 1536, les Français, abandonnés par le marquis de Saluces, étant assiégés dans Fossano et se trouvant sans ressources, Antoine de Lève, Lieutenant-général de l'Empereur, envoya demander à Laroche-du-Maine, l'un des gentilshommes français qu'il connaissait : « s'il lui ennuyoit point d'estre si longtemps sans boire du vin ? » La Roche répondant « qu'il n'estoit là réduit », donna par bravade deux flacons de vin au trompette parlementaire pour qu'il les présentât en son nom à son général. Sur quoi celui-ci lui envoya le lendemain « des amandes, des concombres et autres fruits nouveaux pour se rafraîchir (1) ». Pendant le siège de Sienne, Montluc, gouverneur de la place, étant en grande maladie, le marquis de Marignan (Jean-Jacques Médichino), qui l'assiégeait, permit que les médecins du malade envoyassent recouvrer à Florence certaines drogues. Plus tard, Montluc étant en convalescence, le marquis lui envoya, la veille de Noël, la moitié d'un cerf, six chapons, six perdrix, six flacons de vin excellent et six pains blancs, pour faire le lendemain la fête : « Je ne trouvais pas étrange cette courtoisie » (2), écrit le gouverneur de la ville affamée, où la ration quotidienne du soldat n'était plus que de quatorze onces de pain de millet. Une telle gracieuseté était, en effet, conforme au bel usage, et pouvait être faite par un capitaine méditant

(1) *Mémoires de Du Bellay*, XVIII, p. 483.

(2) *Mém. de Montluc*, XXI, p. 214.

pour la nuit suivante une « camisade » où tout serait égorgé. A l'escarmouche de St-Omer (1524) engagée témérairement par la jeune noblesse française, le seigneur de Licques, qui ce jour-là avait épousé la sœur du seigneur de Fonquerolle, de laquelle le seigneur d'Estrée, guidon de Vendôme avait été serviteur, fut chargé et terrassé par le dit d'Estrée, auquel il fallut se rendre. L'amoureux oublié envoya son heureux rival coucher en prison, pour y achever la journée de ses noces, mais le lendemain « requis par la dame dont il avait été l'amoureux serviteur, il lui rendit son mari (1) ».

Cette dernière historiette, digne d'inspirer quelques jolies pages à un romancier de talent, est d'un intérêt assez piquant pour être recueillie, et bien qu'elle s'éloigne un peu de ce que Mézeray appelle « la majesté de l'Histoire » je crois qu'on m'excusera de l'avoir tirée de l'oubli (2).

Octobre 1893.

DuBois-MELLY.

(1) *Mém. de Du Bellay*, XVII, p. 460.

(2) On remarquera que je n'ai parlé, dans cette étude historique, ni des grands désastres, tels que la retraite de Provence (1535), ni du service des espions, ni de la garantie des otages, etc., etc. Mon excuse est que je n'ai pas voulu faire un livre, ayant négligé volontairement une bonne partie de mes notes, afin de ne pas donner trop d'importance à ce qui ne devait être qu'un opusculé sans prétention. - D.B.-M.

COMPTE-RENDU
DES
TRAVAUX DES SECTIONS
PENDANT L'ANNÉE 1891

I

**Section des Sciences naturelles, physiques et
mathématiques**

Cette Section a entendu dans le courant de l'année 1891
des communications de :

M. le prof. R. CHODAT, sur l'Origine de la famille des Poly-
gallacées.

M. le prof. E. YUNG, sur le prétendu sens de l'espace.

M. le D^r GIRARD, sur la physiologie du pancréas.

M. le Prof.-D^r REDARD, sur l'emploi du chlorure d'éthyle
comme anesthésique local.

M. le prof. DUPARC, sur quelques points de la géologie dans
le Haut-Valais.

II

**Section des Sciences morales et politiques. d'Histoire
et d'Archéologie**

Cette Section a tenu neuf séances ordinaires.

Des travaux lui ont été soumis par :

M. MILKOWSKI. La question Juive.

M. BROCHER DE LA FLÉCHÈRE. Christianisme et pénalité. — Les origines de la féodalité.

M. DuBOIS-MELLY. Ordonnances royales et mœurs sous les derniers Valois, soit peines imposées d'après le Code d'Henri III au livre VIII.

M. Paul DUPROIX. Dernières réformes de l'enseignement en France.

M. E. GOLAY. L'ancien Droit public suisse dans ses rapports avec Genève. — Le Droit public et l'Assistance dès l'antiquité.

M. Henri FAZY. — Le traité de combourgeoisie de 1584 entre Berne, Genève et Zurich.

M. Louis WUARIN. Etude sur la Souveraineté du peuple dans le droit public suisse contemporain.

III

Section de Littérature

En 1891, cette Section a eu plusieurs séances d'effectifs, dans lesquelles ont été surtout discutées et décidées les questions relatives au buste du Prof. Amiel et à son inauguration qui a eu lieu à l'Aula, le 3 novembre 1891.

Dans les cinq séances ordinaires, ont été lus les travaux suivants :

M. H. GAY. Le Violonare de Marembros, nouvelle.

M. DUVILLARD. Etude sur Valaoritis.

M. MOREL. Etude sur Henri Meister.

M. SAGET. La Légende de St-Gingolph, poème.

M. PÉTER. Etude sur un roman de De Amicis. — L'Académie du Divertissement, nouvelle.

M. P. OLTRAMARE. Lettres inédites de Blanvalet.

M. REDARD. Les Personnages du mélodrame anglais.

M. ROD. Etude sur Genève.

M. BLONDEL. La Messe des Abeilles, conte.

M. BLANCHARD. Le Gendre de la Générale, nouvelle.

M. DUCHOSAL. La Marquise Aglaé. — Roland fourbu. — La Belle au Bois dormant. — Passantes. — Epître aux roses prochaines, Poésies.

IV

Section d'Industrie et d'Agriculture

La Section d'Industrie et d'Agriculture s'est réunie six fois en séance ordinaire et a tenu de plus deux séances de membres effectifs.

Elle a entendu des communications de :

M. LOUIS ARCHINARD. Sur la Question des hannetons en 1891 ; sur la Destruction de l'*Anthonomus pomorum*, insecte nuisible aux pommiers et poiriers ; la guerre aux moineaux aux Etats-Unis.

M. SAMUEL GRANDCHAMP. La neige et les petits oiseaux.

M. CHARLES MAGNIN. Conseils aux jeunes négociants.

M. HENRI NERDINGER. La bonification et le vieillissement des eaux-de-vie par l'ozone.

La Section a adhéré à la Ligue contre le renchérissement de la vie et a voté une allocation de 100 francs pour les frais de cette Ligue.

Au mois de décembre la Section a entendu le rapport de M. Théodore Guillermin, professeur à l'école cantonale d'horticulture, sur le concours qu'elle avait ouvert pour la bonne tenue des vergers ; le jury a décerné aux concurrents 8 prix en argent et une mention honorable.

La Section a affecté une somme de 500 francs à ce concours.

Le 34^{me} almanach de la Suisse romande, publié par M^{me} V^e Carey sous les auspices de la Section de Littérature et de celle d'Industrie et d'Agriculture, a paru au mois de décembre.

V

Section des Beaux-Arts.

La Section des Beaux-Arts a tenu pendant l'année 1891 six séances ordinaires et deux des membres effectifs.

Elle a entendu une communication de M. SILVESTRE sur un voyage en Italie, avec exposition de photographies des monuments de Rome.

Plusieurs séances ont été consacrées à l'examen de la proposition de M. Paul Milliet, de Paris, de publier une série de reproductions des vases antiques qui se trouvent dans les collections archéologiques de la Ville de Genève. Ces reproductions photographiques, dont les clichés ont été exécutés par M. Boissonnas au nombre de 50, seront publiées à Paris en un volume, chez M. Giraudon, éditeur. La Section participe pour une somme de 500 francs à cette publication qui paraît sous ses auspices

La Section a voté une somme de cent francs pour le concours d'une statue de Guillaume Tell, à Altorf.

COMPTE RENDU DES TRAVAUX DE L'INSTITUT

en 1892

Publications

Dans le cours de l'année 1892, l'Institut a publié le tome XXXI de son Bulletin.

TRAVAUX DES SECTIONS

I

Section des Sciences naturelles, physiques et mathématiques

Cette Section a entendu pendant l'année 1892 les communications suivantes :

M. le D^r GIRARD. Sur l'Acidité des muscles après la mort.

M. le prof. ROSIER. Des progrès récents de la cartographie suisse.

M. le D^r GIRARD. Les fonctions des canaux semi-circulaires, expériences nouvelles.

M. Emile ANDRÉ. De l'anatomie des mollusques du genre ancylo.

M. Emile YUNG. De la fonction dermatoptique chez le ver de terre.

La Section a eu la douleur de perdre deux de ses membres les plus zélés : M. G. Lunel, directeur du Musée d'histoire naturelle, et M. le D^r Girard, *privat-docent* de physiologie à l'Ecole de Médecine.

Par contre, elle a admis :

MM. SCHOENLAUB, pharmacien.

Emile ANDRÉ, assistant à l'Université.

le Dr Frantz DUSSAUD, professeur.

le Dr Antoine MAZEL, pharmacien.

Ernest MÉTRAL, professeur à l'Ecole dentaire.

M^{lle} Catherine SCHIPILOFF, physiologiste.

II

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire.

Dans le cours de l'année 1892, la Section a tenu dix séances.
Elle a entendu les lectures et communications suivantes :

M. DUFOUR-VERNES. A propos d'une Chanson de 1603, sur
l'Escalade.

M. VERCHÈRE. Episodes de la Révolution française à Meyrin.

M. BROCHER DE LA FLÉCHÈRE. Droit et morale, à propos
d'une dissertation présentée à la Faculté de droit de Genève
par M. Alfred Chantre.

M. SENÉ. Les Sciences occultes, leur valeur et leurs dan-
gers.

M. FONTAINE-BORGEL. Communication sur l'ancien prieuré
de Satigny.

M. E. GOLAY. Le Contrat social de J.-J. Rousseau et le droit
public moderne.

M. NICOLE. Le Livre du Préfet de Constantinople.

M. DUBOIS-MELLY. Les Ordonnances et les Mœurs sous les
derniers Valois (le Roi et la Cour).

M. BROCHER DE LA FLÉCHÈRE. Temporel et Spirituel, à pro-
pos « de l'arbitrage international » de M. Michel Revon.

III

Section de Littérature.

En 1892, la Section de Littérature a eu trois séances d'effectifs, trois séances ordinaires et une séance publique à l'Aula.

Dans les séances ordinaires ont été lus les travaux suivants :

M. BLONDEL. La Mort de Paul I, d'après les papiers inédits d'Et. Dumont. — Une Légende en vers, les Oiseaux de François d'Assise.

M. DUCHOSAL. Une nouvelle : Le Marquis ; Sept lieder. — Deux poèmes de printemps.

M. DE SPENGLER. Deux contes : Le père Lavue et la Canne de M. Prineau.

M. TISSOT. Une Etude sur la méthode critique de M. Kuno-Fischer. — Quelques Chansons napolitaines.

M. BONIFAS. Quatre poésies.

M. JULLIARD. Un parallèle entre M^{lles} de Sasserno et Louisa Sieffert.

M. ROD. Une étude sur Antonio Fogazzaro.

IV

Section d'Industrie et d'Agriculture.

Cette Section, par suite de la maladie de son président, M. L. Archinard, n'a tenu en 1892 que deux séances et une de membres effectifs.

Elle a entendu trois communications de M. GRANDCHAMP, horticulteur, sur les soins à prendre pour établir une bonne pêcherie.

De M. STOCKER, sur l'Assemblée des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande, où s'est discutée la question de l'association appliquée à l'agriculture. — Sur la réunion des Sociétés d'agriculture à Genève et le concours de Carouge du 4 mai.

V

Section des Beaux-Arts.

Cette Section a tenu en 1892 neuf séances ordinaires et une de membres effectifs.

Elle a entendu une deuxième communication de M. Silvestre sur son voyage en Italie.

M. Henri HEBERT a fait une communication sur les peintures murales des églises italiennes, accompagnée également de reproductions photographiques.

La Section a consacré de nombreuses séances à la préparation et à l'organisation de l'exposition de tableaux qu'elle a ouverte au Palais Electoral, du 20 novembre au 20 décembre.

Cette exposition, quoique très restreinte, peut être considérée comme ayant réussi.

La Section ayant à remplacer M. Bachofen, comme membre effectif, a élu M. Legrand Roy, peintre sur émail.

COMPTE RENDU DES TRAVAUX DE L'INSTITUT

en 1893

Publications

En 1893 l'Institut a commencé l'impression du tome XXXII du Bulletin et du tome XVIII de ses Mémoires (contenant l'importante dissertation de M. le Prof. Jules Nicole sur *l'Edit de l'Empereur Léon le Sage*) : d'autre part l'Institut a également publié les *Chroniques de Michel Roset*.

I

Section des Sciences naturelles, physiques et mathématiques

Cette Section a entendu pendant l'année 1893 les communications suivantes :

M. J. BRIQUET, *D^r ès-sciences*. Analyse critique des idées du professeur Wiesner, de Vienne, sur la structure élémentaire du protoplasma.

M. Emile YUNG. Observations sur les mœurs de l'escargot.

M^{lle} SCHIPILOFF. Procédé de purification de l'eau par le permanganate de potasse.

M. Emile YUNG. Le Laboratoire de zoologie de Banyuls-sur-Mer.

M. REBER-BURKHARDT. Nouvelles découvertes archéologiques dans le canton du Valais.

M. Emile ANDRÉ. Etude anatomique du genre zonites.

Toutes ces communications ont été suivies de discussions nourries.

La Section a reçu en qualité de membre honoraire M. H. Barbier, assistant à l'Ecole de chimie.

II

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire.

Dans le cours de l'année 1893, la Section a tenu cinq séances ordinaires.

Elle a entendu les lectures suivantes :

De M. BROCHER DE LA FLÉCHÈRE. Temporel et Spirituel, à propos de l'arbitrage international de M. Michel Revon.

De M. P. DUPROIX. Considérations sur la psychologie comparée.

De M. WUARIN. « Un peu de sociologie. »

De M. MILKOSWKI. Un Deuil national.

De M. NICOLE. Communication sur un papyrus inédit relatif à un épisode du règne d'Antonin-le-Pieux.

De M. BROCHER DE LA FLÉCHÈRE. France et Allemagne, à propos de « l'Idée du droit en Allemagne par M. Aguilera. »

De M. RITTER. Béal de Muralt, auteur de l'Instinct divin (1727).

De M. P. JAMIN. Deux Habitations historiques, la cure de M. de Pontverre et le Château de Bijou.

III

Section de Littérature.

Dans le cours de 1893, cette Section a eu deux séances d'effectifs et deux séances ordinaires. Ont été lus les travaux suivants :

M. SENÉ. Une Institutrice raisonnable, nouvelle.

M. SCHNEEGANS. La nouvelle escalade, comédie.

M. KAUFMANN. La fausse dévotion de Monsieur Chabalin, nouvelle.

IV

Section d'Industrie et d'Agriculture

Pendant l'année 1893, la Section d'Industrie et d'Agriculture a tenu trois séances ordinaires et une de membres effectifs.

Elle a entendu des communications de :

M. NERDINGER. Sur les couleurs et la photographie.

M. NICODET. Sur la culture maraîchère; sur les résultats obtenus par la culture des variétés nouvelles de pommes de terre.

M. Louis Archinard a donné, pour cause de santé, sa démission de président; il a été remplacé par M. Gabriel Tournier, vice-président; M. Jean Nicodet a été élu vice-président.

Au mois de décembre, M. C. Menn a donné également, pour cause de santé, sa démission des fonctions de secrétaire qu'il remplissait depuis 32 ans; il n'a pas encore été remplacé. La Section a décidé d'offrir une médaille à MM. Archinard et Charles Menn.

Pendant l'année, la Section a perdu cinq de ses membres: MM. Alexandre Coulin, membre effectif; Challet-Venel, ancien conseiller fédéral, membre émérite; Auguste Clément, vétérinaire à Bellegarde, membre correspondant; Jean Genoux, receveur des péages fédéraux, et Jean Ziegler, imprimeur, membres honoraires.

La Section a admis deux nouveaux membres honoraires, MM. Monnard, Henri, et Olivet, François, tous deux vétérinaires.

Section des Beaux-Arts

La Section des Beaux Arts a tenu en 1893 sept séances ordinaires.

Ces séances ont eu pour principal objet des expositions particulières : de M. Jeanmaire, une vingtaine de grandes études prises dans le Jura neuchâtelois ; de M. Victor Durouvenoz, de nombreux diplômes composés pour diverses directions d'écoles et sociétés de notre ville ; De M. Henri Silvestre, des photographies de motifs d'architecture de la vieille Genève ; de M. Edouard Ravel, des reproductions de gravures d'Albert Dürer et d'autres peintres allemands de la même époque.

La Section a examiné de quelle manière elle participerait à l'Exposition nationale de 1896. Elle a coopéré à l'Exposition de la Société suisse des aquarellistes par le prêt de son matériel d'exposition. Elle a décidé de rester affiliée à l'Association internationale, littéraire et artistique.

La Section a perdu pendant l'année trois de ses membres. MM. B. Menn, peintre et professeur, membre émérite ; Justin Dupont, peintre sur émail, membre honoraire ; Charles Gounod, compositeur de musique, membre correspondant.

Elle a admis comme membre honoraire M. Victor Durouvenoz, graveur et décorateur.

INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

Comptes de l'exercice 1891, approuvés par l'Assemblée générale.

Recettes		Dépenses	
Solde disponible au 1 ^{er} janvier 1891 .	Fr. 159 55	Allocation de la Section de Littérature (1890).	Fr. 400 —
Allocation de l'Etat.	» 5,000 —	Allocation de la Section des Beaux-Arts (1890).	» 400 —
Reçu de MM. Georg et C ^{ie} , produit de la vente des <i>Bulletins</i> et <i>Mémoires</i> . . .	» 54 90	Allocation de la Section d'Industrie et d'Agriculture (1891).	» 400 —
Intérêts à la Banque de Genève. . . .	» 24 10	Indemnité du secrétaire général. . . .	» 300 —
		» du bibliothécaire	» 300 —
		Solde du compte d'impression du tome XXX du <i>Bulletin</i>	» 251 35
		A valoir sur l'impression du tome XXXI du <i>Bulletin</i>	» 1,000 —
		Impressions diverses, convocations. . .	» 12 —
		Menus frais de la Bibliothèque	» 85 95
		Frais de reliure	» 306 70
		» d'éclairage et de chauffage. . . .	» 150 15
		Gratification à la concierge du Bâtiment Electoral.	» 50 —
		Prime d'assurance	» 36 85
		Frais divers remboursés à MM. Georg et C ^{ie} , libraires, pour ports de lettres, expédition de livres	» 93 45
Total.	Fr. 5,238 55	Total	Fr. 3,786 45
A déduire les dépenses.	» 3,786 45		
Solde disponible.	Fr. 1,452 10		

INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

Comptes de l'exercice 1892, approuvés par l'Assemblée générale.

Recettes		Dépenses	
Solde disponible au 1 ^{er} janvier 1892.	Fr. 1,452 10	Allocation de la Section de Littérature (1891).	» 400 —
Allocation de l'Etat.	» 5,000 —	Allocation de la Section des Beaux-Arts (1891 et 1892).	» 800 —
Reçu de MM. Georg et Cie. produit de la vente des <i>Bulletins</i> et <i>Mémoires</i> .	» 70 80	Allocation de la Section d'Industrie et d'Agriculture (1892).	» 400 —
Intérêts à la Banque de Genève.	» 37 90	Indemnité du secrétaire général.	» 300 —
		» du bibliothécaire.	» 3 0 —
		Solde du compte d'impression du tome XXXI du <i>Bulletin</i> .	» 975 40
		A valoir sur l'impression du tome XXXII du <i>Bulletin</i> .	» 20 —
		Planches du mémoire de M. Roumieux	» 250 —
		Impressions diverses, convocations.	» 40 —
		Menus frais de la bibliothèque.	» 117 95
		Amenagement de la bibliothèque, réparations et rayons nouveaux.	» 62 75
		Frais de reliure.	» 302 05
		» d'éclairage et de chauffage.	» 64 50
		Gratification à la concierge du Bâtiment Electoral.	» 50 —
		Prime d'assurance.	» 36 35
		Frais divers remboursés à MM. Georg et Cie, libraires, pour ports de lettres, expédition de livres.	» 114 80
Total.	Fr. 6,560 80	Total.	Fr. 4,413 80
A déduire les dépenses.	» 4,413 80		
Solde disponible.	Fr. 2,147 —		

INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

Comptes de l'exercice 1893, approuvés par l'Assemblée générale.

Recettes		Dépenses	
Solde disponible au 1 ^{er} janvier 1893	Fr. 2,147 —	Allocation de la Section de Littérature (1892).	Fr. 400 —
Allocation de l'Etat.	» 5,000 —	Allocation de la Section des Beaux-Arts (1893).	» 400 —
Reçu de MM. Georg et C ^{ie} , libraires, produit de la vente des <i>Bulletins</i> et <i>Mémoires</i>	» 106 75	Allocation de la Section d'Industrie et d'Agriculture (1893).	» 400 —
Intérêts à la Banque de Genève	» 47 50	Indemnité du secrétaire général.	» 300 —
		» du bibliothécaire.	» 300 —
		Impression du mémoire de M. le Prof. Nicole.	» 970 —
		A valoir sur l'impression du tome XXXII du <i>Bulletin</i> .	» 600 —
		Frais d'impression des <i>Chroniques de Roset</i> .	» 2,231 10
		Portrait de Michel Roset en tête des <i>Chroniques</i> .	» 170 —
		Impressions diverses, convocations.	» 31 —
		Menus frais de la bibliothèque.	» 104 30
		Préparation du catalogue de la biblioth.	» 100 —
		Frais d'éclairage et de chauffage.	» 72 50
		Gratification à la concierge du Bâtiment Electoral.	» 50 —
		Réparation du mobilier.	» 54 30
		Prime d'assurance.	» 36 35
		Frais divers remboursés à MM. Georg et C ^{ie} libraires, pour ports de lettres, expédition de livres.	» 28 55
Total.	Fr. 7,301 25	Total.	Fr. 6,248 10
A déduire les dépenses	» 6,248 10		
Solde disponible.	Fr. 1,053 15		

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Discours de M. le Prof. Eug. RITTER, à la séance annuelle du 19 Mai 1892	1
Les Gardelle, famille d'artistes genevois, par M. L. DUFOUR-VERNES	43
Episodes de la Révolution française à Meyrin, par M. J.-A. VERCHÈRE.	25
Un procès de presse en 1603, à propos d'une chanson savoyarde sur l'Escalade, par M. Louis DUFOUR- VERNES	75
Les Ordonnances royales et les mœurs sous le règne des derniers Valois, par M. Ch. DUBOIS-MELLY . .	105
Le Contrat social de J.-J. Rousseau et le Droit public moderne, par M. Emile GOLAY.	169
Discours de M. le Prof. Eugène RITTER à la séance annuelle du 21 Mars 1893.	201
Les victimes de la guerre de Genève contre le duc de Savoie en 1589 et 1590, par M. Louis DUFOUR- VERNES	221

	Pages
Un deuil national, par M. Z. MILKOWSKI	243
Quelques documents sur Béal de Muralt, par M. le Prof. Eug. RITTER.	269
Mœurs soldatesques et coutumes de Mars de Louis XII à Henri II, par M. Ch. DuBois-MELLY	309
Compte rendu des travaux de l'Institut pendant les années 1891, 1892 et 1893	415
Résumé des comptes de l'Institut pour les exercices 1891, 1892 et 1893	427

BULLETIN
DE
L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

BUREAUX DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Président de l'Institut : M. Eugène RITTER, professeur à l'Université.

Vice-président : M. le Prof. H. SILVESTRE.

Secrétaire général : M. le Prof. Henri FAZY.

Bibliothécaire : M. Louis DUFOUR, archiviste d'Etat.

Section des Sciences naturelles et mathématiques : Président, M. le Prof. G. OLTRAMARE; Secrétaire, M. le Prof. Emile YUNG; Secrétaire-adjoint, M. le Dr H. OLTRAMARE.

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire : Président, M. Henri FAZY; Vice-président, M. Em. GOLAY; Secrétaire, M. le Prof. P. DUPROIX; Secrétaire-adjoint, M. le Prof. WUARMIN.

Section de Littérature : Président, M. le Prof. J. DUVILLARD; Vice-président, M. le Prof. E. REDARD; Secrétaire, M. le Pasteur MAYSTRE-CASTOLDI; Vice-secrétaire, M. Louis ZBINDEN.

Section des Beaux-Arts : Président, M. le Prof. SILVESTRE; Vice-président, M. H. LE GRAND ROY, prof.; Secrétaire, M. H. HÉBERT, prof.

Section d'Industrie et d'Agriculture : Président, M. G. TOURNIER; Vice-présidents, MM. Jean NICODET et GUILLAUMET-VAUCHER; Secrétaire, M. Cl. FONTAINE-BORGEL; Trésorier, M. Marc-Louis PAUTRY.

Comité de Gestion :

Outre le Président et le Secrétaire-général de l'Institut MM. H. SILVESTRE, J. DUVILLARD, A. VERCHÈRE, G. TOURNIER et J.-L. REVERDIN.

BULLETIN
DE
L'INSTITUT
NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

1^o DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2^o DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3^o DE LITTÉRATURE; 4^o DES BEAUX-ARTS; 5^o D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

TOME XXXIII

GENÈVE

CHEZ GEORG, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS

ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1895

Imprimerie Centrale Genevoise, boulevard James-Fazy, 17

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

DISCOURS

DE

M. le Professeur Eugène RITTER, Vice-Président
de l'Institut genevois

à la séance annuelle du 15 mars 1894

MESSIEURS,

La date de notre séance annuelle d'aujourd'hui se trouve heureusement coïncider avec un anniversaire mémorable dans l'histoire intellectuelle de nos pays romans, avec le centenaire de la naissance du grand philologue Frédéric Diez, né à Giessen le 15 mars 1794, et mort à Bonn après cinquante ans de professorat, au printemps de 1876.

Diez est un des types de ces savants allemands de la vieille école, à la vie obscure et terne, aux livres lumineux et féconds. Il a été dans notre siècle le principal promoteur de la philologie romane; et ses travaux marquent le point où cette science est sortie de la période des tâtonnements, pour entrer dans une ère nouvelle où elle marche à pas assurés.

Les ouvrages du professeur Diez ont fait leur chemin, et ont eu le succès qu'ils méritaient, sans qu'aucun de ses

contemporains ait eu l'idée d'écrire une notice sur l'auteur. De son vivant, aucun biographe ne s'est occupé de Diez; et c'est seulement après la mort de cet octogénaire que ses disciples et les continuateurs de son œuvre se sont avisés de recueillir les documents biographiques qui peuvent renseigner la postérité sur la vie d'un homme dont l'Allemagne est fière.

Diez était né dans une famille bourgeoise et dans une ville universitaire. Il n'avait pas encore vingt ans, et poursuivait à Giessen le cours de paisibles études, quand le feld-maréchal Blücher y arriva le 2 novembre 1813, quinze jours après la bataille de Leipzig. Les étudiants firent fête au général victorieux, et à son appel ils s'enrôlèrent en un corps de volontaires hessois, qui passa par notre Suisse romande, et entra en France, où il tint garnison quelque temps à Lyon. Diez avait pris les armes avec les autres. Les professeurs aussi s'étaient mis de la partie, notamment le célèbre Welcker, qui avait déjà pris Diez en affection, et avait reconnu son mérite. Après la paix, Diez suivit Welcker, appelé à l'Université de Göttingue; et dans la riche bibliothèque de cette ville, il trouva les matériaux de son premier ouvrage, sur les vieilles romances espagnoles.

Goëthe, que Diez alla visiter à Weimar sur ces entrefaites, lui indiqua la langue et la littérature provençales, comme un intéressant sujet d'études. Je ne crois pas que dans toute l'histoire littéraire, on puisse citer un conseil meilleur, donné plus à propos, mieux suivi, et plus fécond en résultats. Diez conserva longtemps le feuillet sur lequel Goëthe avait inscrit pour son jeune visiteur le titre de l'ouvrage de Raynouard: *Choix des poésies originales des troubadours, avec des introductions grammaticales et historiques.*

Les travaux du savant français furent le point de départ

des recherches de Diez, qui publia en 1826 sur la *Poésie des Troubadours*, et en 1829 sur la *Vie et les Œuvres des Troubadours*, des livres qui le classèrent aussitôt parmi les maîtres. Raynouard en rendit compte dans le *Journal des savants*(1) : « Je regarde, dit-il, et les éloges que M. Diez veut bien donner à mon entreprise et ses propres succès, comme une des récompenses de mes travaux ; car j'ose dire que s'il parvient à faire plus et mieux que moi, ce sera de mes ouvrages mêmes qu'il aura appris à me surpasser... Quant à moi, si j'ai ouvert la carrière, je n'ai pas prétendu la fermer ; j'applaudirai volontiers à tous ceux qui y entreront encore avec succès, et surtout à M. Diez lui-même.... L'ouvrage de M. Diez est d'une vraie importance pour la langue et la poésie des troubadours ; je souhaite qu'il obtienne tout le succès qu'il mérite. Quoique je n'approuve pas sans restriction toutes ses opinions ni toutes ses explications, je crois lui devoir, non seulement des éloges, mais encore des remerciements. » — Noble manière d'accueillir son successeur !

Le professeur Welcker ne perdait pas de vue son ancien élève, et se plaisait à le protéger. Il l'avait fait nommer lecteur des langues italienne, espagnole et portugaise, à l'Université de Bonn. Cette position modeste s'améliora bientôt ; et Diez, à 36 ans, obtint une chaire de professeur ordinaire.

Il voulait donner suite à ses études provençales en publiant une grammaire. Mais il connaissait si bien les langues du Midi et le français, que les formes parallèles des grammaires et des vocabulaires de toutes les langues romanes se groupaient à son regard autour des formes provençales, et toutes ensemble se rattachaient au latin selon des lois qu'il découvrait à mesure : ainsi naquit la *Grammaire comparée des lan-*

(1) Numéro de juin 1828, pages 347 à 358.

gues romanes, dont les premiers volumes parurent en 1836 et en 1838.

Comme les nouveaux calculs, inventés à la fin du XVII^e siècle par Newton et Leibniz, avait renouvelé les mathématiques et longtemps suffi à occuper les successeurs de ces grands hommes, ainsi la méthode historique et comparative, inaugurée en linguistique par Bopp, et appliquée par Jacob Grimm aux langues germaniques, pénétra avec Diez dans l'étude du français, de l'italien et de l'espagnol. La philologie romane était fondée. Le temps qui s'est écoulé depuis lors, et qui déjà embrasse presque deux générations, a vu à chaque année de nouveaux disciples prendre rang à la suite du maître, et de nouvelles découvertes s'ajouter aux anciennes.

Diez était près de la soixantaine quand il publia en 1853 le *Dictionnaire étymologique des langues romanes*, qui est le couronnement de son œuvre scientifique. Dans le *Journal des savants* où le vieux Raynouard avait autrefois applaudi à ses premiers travaux, une plume non moins autorisée, celle de M. Littré, présenta le Dictionnaire au public français. Quelques mots de ce compte-rendu en marquent bien la date: « Il y avait contre les langues romanes, dit M. Littré, un certain préjugé qui les représentait ou comme barbares, ou comme faciles. Elles ne sont ni faciles ni barbares, et méritent toute l'attention que l'on commence à leur donner. M. Diez est un de ceux qui ont rendu le plus de services à cette étude, et aujourd'hui il l'enrichit d'un nouveau travail où il dépose le résultat de sa longue expérience des textes et des formes. » (1)

Le laborieux philologue qui s'éteignit doucement à 82

(1) L'article de M. Littré a été recueilli dans le premier volume de son *Histoire de la langue française*.

aus, était resté célibataire. Il avait eu une fois l'idée de se marier; mais ses fiancailles s'étaient rompues au bout de huit jours. Il avait paru trop sérieux à la jeune personne dont il avait demandé la main. Elle ne songea pas qu'il y avait quelque honneur pour elle à être la femme d'un de ces hommes qui font la gloire de leur pays. (1)

La renommée de Diez n'a fait que grandir après sa mort. Ses livres peut-être seront les uns après les autres remplacés par des ouvrages nouveaux, la science étant toujours en progrès; mais la place qui leur appartient dans l'histoire de la philologie, ne peut qu'apparaître plus prépondérante, à mesure que se développent les conséquences des principes qui y ont été posés.

En considérant la suite des travaux du savant allemand nous avons vu que cette heureuse expédition scientifique qu'il a conduite sur tout le domaine des langues romanes, avait eu pour point de départ une étude approfondie de la langue d'oc. Cette langue, telle que Diez l'avait étudiée dans les poésies des troubadours, est presque aujourd'hui une langue morte. Mais elle végète encore à l'état de patois dans le Midi de la France, en sorte qu'on peut en retrouver quelque image dans le parler des paysans de ces belles contrées. Les Français du Nord qui sont venus y faire quelque séjour, ou qui les traversaient dans leurs voyages, ont remarqué en passant ce langage sonore: il les étonnait, sans que jamais ils s'y soient arrêtés longtemps. Les lettres de

(1) Cette esquisse de la biographie de Diez n'est qu'un court extrait des publications de M. Stengel (*Erinnerungsworte an Friedrich Diez*, 1883) et de M. Fœrster (*Freundesbriefe von Friedrich Diez*, 1894. — *Friedrich Diez, Festrede gehalten den 3 März 1894*).

Racine et de La Fontaine, de Buffon et de Rousseau, contiennent à ce sujet de piquants témoignages. (1)

Sous le règne de Louis XVI, au milieu du gracieux roman d'*Estelle et Némorin*, le chevalier de Florian citait et traduisait des poésies languedociennes. M. de Villèle raconte

(1) *Racine à Lafontaine*. Uzès, 11 novembre 1661. J'avais commencé depuis Lyon à ne plus guère entendre le langage du pays, et à n'être plus intelligible moi-même. Ce malheur s'accrut à Valence, et Dieu voulut qu'ayant demandé à une servante un pot de chambre, elle mit un réchaud sous mon lit. Vous pouvez vous imaginer les suites de cette maudite aventure, et ce qui peut arriver à un homme endormi qui se sert d'un réchaud dans ses nécessités de nuit.

Mais c'est encore bien pis dans ce pays. Je vous jure que j'ai autant besoin d'un interprète qu'un Moscovite en aurait besoin dans Paris. Néanmoins je commence à m'apercevoir que c'est un langage mêlé d'espagnol et d'italien ; et comme j'entends assez bien ces deux langues, j'y ai quelque fois recours pour entendre les autres et pour me faire entendre. Mais il arrive souvent que je perds toutes mes mesures, comme il arriva hier, qu'ayant besoin de petits clous à brochettes pour ajuster ma chambre, j'envoyai le valet de mon oncle en ville, et lui dit de m'acheter deux ou trois cents de brochettes ; il m'apporta incontinent trois bottes d'allumettes : jugez s'il y a sujet d'enrager en de semblables malentendus. Cela irait à l'infini si je voulais dire tous les inconvénients qui arrivent aux nouveaux-venus en ce pays comme moi. . . . *Adiousias*.

Racine à M. Vitart. Uzès, 15 novembre 1661. On me fait ici force caresses ; il n'y a pas un curé ou un maître d'école qui ne m'ait fait le compliment gaillard, auquel je ne saurais répondre que par des révérences ; car je n'entends pas le français de ce pays-ci, et on n'y entend pas le mien ; aussi je tire le pied fort humblement, et je dis quand tout est fait : *Adiousias*. Je suis marri pourtant de ne les point entendre ; car si je continue à ne leur point répondre, j'aurai bientôt la réputation d'un incivil, ou d'un homme non lettré.

dans ses *Souvenirs* que le frère de Louis XVI, le comte de Provence, devenu le roi Louis XVIII, faisait quelquefois porter la causerie sur le poète toulousain Goudouli: « Le roi, dit-il, qui savait à merveille nos dialectes méridionaux, en avait retenu nombre de passages qu'il débitait en perfection. »

Racine à M. Le Vasseur. Uzès, 24 novembre 1661. J'ai été à Nîmes; la ville est assurément aussi belle et aussi *polide*, comme on dit ici, qu'il y en ait dans le royaume. — 26 décembre 1661. Je suis en danger d'oublier bientôt le peu de français que je sais, je le désapprends tous les jours, et je ne parle tantôt plus que le langage de ce pays, qui est aussi peu français que le bas-breton.

La Fontaine, dans une lettre à sa femme, datée de Limoges, 19 septembre 1663, racontant son voyage en Limousin, lui énumère les villes par où il passa: Châtellerault. Chavigny, Bellac. Dans cette dernière ville, « rien ne m'aurait plu, dit-il, sans la fille du logis, jeune personne et assez jolie. Je la cajolai sur sa coiffure. Passé Chavigny, l'on ne parle quasi plus français. Cependant cette personne m'entendit sans beaucoup de peine. Les fleurettes s'entendent par tout pays.

« Comme Limoges n'est éloigné de Bellac que d'une petite journée, nous eûmes tout loisir de nous égarer, de quoi nous nous acquittâmes très bien, et en gens qui ne connaissent ni la langue, ni le pays. »

Buffon au président de Ruffey. Montpellier, 2 avril 1731. J'ai séjourné plus d'un mois à Montauban. La ville est petite, mais charmante par sa situation, sa bâtisse et l'air pur qu'on y respire. Les habitants y sont tout à fait polis, grands joueurs de piquet et d'hombre, amateurs des promenades, où ils passent une partie de la journée à parler gascon, et à admirer les environs de leur ville, qui réellement sont tout à fait agréables.

Jean-Jacques Rousseau à M..., Montpellier, 4 novembre 1737. Montpellier est une grande ville fort peuplée... Les femmes sont divisées en deux classes: les dames... et les bourgeoises... Du reste, ni les unes ni les autres n'entendent le français.

Le succès du poète Jasmin, et les ovations qu'on lui faisait il y cinquante ou soixante ans, témoignaient de l'existence persistante du désir inassouvi d'une littérature locale, qui aurait remis en honneur ce beau parler des provinces méridionales.

Enfin les félibres vinrent, et ils ont réussi à créer cette renaissance provençale qu'on attendait depuis des siècles. Le charmant poème de *Mireille* et les *Iles d'or* de Mistral, les œuvres aimables de Roumanille, le *Trésor du félibrige*, des poésies et des contes sans nombre, toute une littérature chantante et légère, florissante aujourd'hui sous le ciel bleu d'un pays prospère et fertile, c'est une vie nouvelle rendue à la vieille langue des troubadours, qui a ainsi comme un été de la Saint-Martin.

A ce mouvement qui se continue depuis quarante ans, nous devrions être attentifs, nous autres Genevois. Nous oublions trop les liens qui nous rattachent à la France du Midi. Nos quais bordent son plus grand fleuve; le patois de nos contrées se rattache aux siens; beaucoup de familles genevoises sont sorties du Languedoc et de la Provence: il semble que la communication intellectuelle soit facile. Mais nous restons indifférents, étrangers, et au passé de ce beau pays, et à la renaissance littéraire dont il est le théâtre.

Il est heureux que l'un de nous au moins ait salué et applaudi ce groupe de poètes(1) au moment où il entraît

(1) Mistral, dans un article de son Dictionnaire provençal-français (*lou Tresor dou felibrige*, I, 1113) a donné quelques détails sur le moment où ce groupe est entré en scène:

Le 21 mai 1854, dit-il, sept jeunes poètes, MM. Théodore Aubanel, Jean Brunet, Anselme Mathieu, Frédéric Mistral, Joseph Roumanille, Alphonse Tavan, et Paul Giéra, amphitryon, se réunirent au castel de Fontségugne près Château-neuf-de-

dans la renommée, il y a trente ou quarante ans. C'est un de nos collègues défunts, M. Victor Duret, qui dans la *Revue Suisse*, et dans la *Bibliothèque universelle* qui se publiait alors à Genève, a rendu compte de *Mireille* et des autres œuvres des félibres avec un juste enthousiasme. Le littérateur genevois s'était lié avec Roumanille, et c'est avec son aide qu'il avait écrit ces articles, qui sont parmi les premiers qui aient paru sur la renaissance contemporaine de la poésie provençale. L'Institut genevois s'est assuré la possession des lettres de Roumanille à Duret, une trentaine de lettres familières, d'un naturel et sincère accent.

Gadagne (Vaucluse) pour concerter dans un banquet d'amis la restauration de la littérature provençale. Au dessert on posa les bases de cette palingénésie, et on chercha un nom pour en désigner les adeptes. On le trouva dans une poésie légendaire que M. Mistral avait recueillie à Maillane, poésie qui se récite encore en guise de prière dans certaines familles du peuple. C'est un récitatif rimé dans lequel la Vierge Marie raconte ses sept douleurs à son fils. Voici le passage qui contient le mot *felibre* :

La quatrièmo doulour qu'ai souferto pèr vous,....
Es quand vous perdeguère.
Que de tres jour, tres niue, iéu noun vous retrouvère,
Que dins lou temple erias,
Que vous disputavias....
Emé li sèt felibre de la lèi.

Le mot *felibre*, ayant évidemment dans ce morceau le sens de « docteur de la loi », fut acclamé par les sept convives ; et l'*Armana provençau*, organe de la nouvelle école, proposé et fondé dans la même séance, l'*Armana provençau pèr lou bèl an de Diéu 1855*, adouba e publica de la man di *felibre*, annonça à la Provence, au Midi et au monde que les rénovateurs de la littérature provençale s'intitulaient « félibres ».

Et maintenant, Messieurs, comme chaque année, j'ai un devoir funèbre à remplir : il me faut énumérer nos morts.

En premier lieu, nous nommerons trois hommes illustres, M. Charles Gounod, M. Maxime Du Camp, et M. Van Beneden, qui occupaient un haut rang dans l'art musical, la littérature et la science, qui appartenaient à l'Institut de France, et qui joignaient à des titres beaucoup plus éclatants, celui de membres correspondants de notre modeste Institut Genevois.

Notre Section d'Industrie et d'Agriculture a perdu M. Challet-Venel, ancien conseiller d'Etat, membre émérite, M. Alexandre Coulin, membre effectif, MM. Cardinaux, Genoud, Mazuy, Perréard et Ziegler, membres honoraires, et M. Auguste Clément, membre correspondant.

Notre Section de Littérature a perdu deux correspondants, MM. Dessaix et Jurgensen.

Notre Section des Beaux-Arts a perdu M. Justin Dupont, M. de Tschärner et M. Barthélemy Menn.

Notre Section des Sciences morales et politiques a perdu M. le prof. Umiltà, et MM. les régents Marc Revaclier et Georges Rey, membres honoraires ; — MM. Dardier, Faider, Fauvety, Gaullieur, François Rabut, et de Wyss, membres correspondants.

A tous ces hommes regrettés, de justes hommages ont été rendus ; ceux qui les ont connus ont dit avec compétence quels étaient leurs mérites divers. Appelé à parler à mon tour, je vous entretiendrai de deux d'entre eux, les seuls que j'aie vus d'un peu près, MM. Dardier et Dessaix.

Pendant plus de quinze ans, j'ai correspondu avec M. le pasteur Charles Dardier, et je le voyais chaque été, lors du séjour que ce protestant du Midi venait faire dans la ville qu'il considérait comme une métropole. Il se plaisait à re-

trouver chez nous ses collègues et ses anciens camarades d'études. Il s'était fait aussi des amis nouveaux qu'il rencontrait dans les salles de nos Archives et de notre Bibliothèque, et il aimait à s'entretenir avec eux des recherches historiques qui faisaient son délassement, et qui assurent à son nom une longue mémoire. L'histoire du protestantisme français au 16^{me} et au 18^{me} siècles doit beaucoup à ses travaux assidus.

Un monument et beaucoup d'épisodes, cette formule d'une belle carrière littéraire, peut s'appliquer à l'œuvre qu'il a laissée. Son monument, ce sont les quatre volumes de la Correspondance de Paul Rabaut. Les épisodes, c'est une foule d'études sur Michel Servet, Jean de Serres, Esaïe Gasc, etc. Partout, et dans le moindre article, on voit la marque d'un esprit qui cherchait attentivement la vérité. Quant aux lettres de Rabaut, c'est un des meilleurs documents qu'on possède sur l'histoire d'une province française au temps de Louis XV. Voltaire sera heureux, le jour où sa correspondance trouvera un annotateur aussi diligent que l'a été M. Dardier pour les lettres de Rabaut, ce pauvre prédicant, qui jouait à Nîmes le rôle d'un évêque huguenot.

M. Antony Dessaix était un aimable et gracieux poète; il est mort à Chambéry, où il a longtemps occupé une petite place aux Archives.

Il était le neveu du général Dessaix, qui avait fait les campagnes de la Révolution et de l'Empire, qui avait été blessé au siège de Toulon, à Rivoli, à Wagram, à la Moskowa, et qui fut commandant de Berlin après la retraite de Russie. Voilà une belle carrière, et l'on comprend que M. Antony Dessaix fût fier de son oncle. Quand le président de la République française vint, il y a quelques années, faire un tour

en Savoie, M. Dessaix adressa un sonnet au petit-fils du grand Carnot :

Vos aïeux et les miens ont pris rang dans l'histoire !

Le frère cadet du général Dessaix était médecin, et fut le père d'Antony, qui naquit à Thonon le 28 novembre 1825. Il tenait de sa famille un esprit très éveillé, mais non pas beaucoup de richesse :

Que voulez-vous ? Dans mon lignage
Naissent les bardes de Thonon.
J'ai gardé de mon héritage
Un vif amour pour la chanson.

M. Antony Dessaix avait une veine abondante et facile, qui s'amusait et se jouait dans des improvisations souvent heureuses, et quelquefois charmantes. Ses *Souvenirs d'Evian* rappellent le *Guide du Touriste à Genève*, par Amiel : c'est le même sourire qui se promène sur chaque objet, et qui en le montrant l'illumine de son regard ; c'est le ton d'un sage qui est poète et qui aime son pays. Au siècle dernier, Evian, dit-il,

De pêcheurs et de bateliers
Était une pauvre bourgade.
Pas de port, à peine une rade.
Entre temps, tous contrebandiers !

La vogue fut lente à venir : médecins, maîtres d'hôtel et municipalité n'eurent pendant longtemps que des succès d'estime, des demi-succès : époque pénible, qui compte plus d'une faillite. M. Dessaix a crayonné cette phase difficile des bains d'Evian :

Dans les minutes des notaires.
Vous trouverez plus d'un contrat,

Emargé de leurs honoraires,
Et qui concerne l'eau Cachat.
Les affaires sont les affaires,
Les unes meurent sans éclat;
On les relève : encor précaires,
Elles retombent tout à plat.
Puis enfin arrive la veine :
Sans qu'on se donne plus de peine,
L'aiguille frappe, et le coup part !

C'est sous le second empire que l'on vit s'épanouir et fleurir la prospérité d'Evian. Elle date, dit M. Dessaix, de l'ère de *Brancovan*. 800 baigneurs il y a quarante ans, 8000 aujourd'hui : voilà des chiffres éloquents. Aussi Thonon veut se faire de fête ; Thonon

Possède aussi sa naïade,
Laquelle a plus d'une vertu.
Nous lui souhaitons bonne chance,
Et surtout de la patience,
Autant que nous en avons eu.

On le voit : M. Dessaix était un poète de la vieille école, de la bonne école. Chaque année, dans les derniers jours de décembre, il faisait imprimer un sonnet qu'il envoyait à ses amis. Nous ne recevrons plus ces jolies étrennes ; mais nous garderons le souvenir de l'homme excellent qui se plaisait à les donner.

Il y a peu de jours, enfin, Messieurs, notre Institut, nos cantons romands, ont fait une autre perte. Une plume amie — celle de mon frère, M. Ch. Ritter — a bien voulu écrire à ce sujet quelques pages dont je vais vous donner lecture :

*
* * *

« M. Charles Berthoud, de Neuchâtel, ancien pasteur et ancien professeur, correspondant de l'Institut genevois,

retiré depuis assez longtemps dans sa campagne de Gingins, près Nyon, nous a été enlevé le 1^{er} mars 1894. Agé de plus de 80 ans, M. Berthoud était comme le doyen de notre littérature romande, et nul à coup sûr ne le représentait avec plus d'autorité et de dignité. Mais sa réputation était loin d'égaliser son mérite. Hautement apprécié de tous ceux qui s'occupent de littérature, correspondant et ami de nos meilleurs écrivains, d'Amiel et de Félix Bovet, de Charles Secrétan et de Juste Olivier, il était à peine connu du grand public. Cela tient sans doute à ce que, tout en travaillant beaucoup, il a surtout écrit pour les journaux et les revues, et n'a pas attaché son nom, selon la juste remarque de M. Ph. Godet, « à un de ces livres qui demeurent dans le souvenir et qui font date dans l'histoire littéraire d'un pays. » Cela tient aussi à l'extrême diversité de ses travaux. De saint François d'Assise aux pasteurs de Neuchâtel, de Léopold Robert à Henri Heine, des écrits presque oubliés de Muralt aux romans tout modernes de Trollope et d'Ouida, la spirituelle curiosité de M. Berthoud s'attachait aux sujets les plus variés, et sur chacun d'eux il a trouvé moyen d'ajouter à nos connaissances en même temps qu'à nos plaisirs. Mais cette multiplicité d'aspects désorientait un peu le public qui aime assez à enfermer chaque écrivain dans une spécialité distincte.

« M. Berthoud était d'ailleurs toujours prêt à sacrifier son temps à l'intérêt général ou à l'amitié, et notre Institut lui doit une vraie gratitude, soit pour l'obligeance avec laquelle il s'est astreint souvent au travail ingrat des concours, soit pour les belles pages de critique dont il a enrichi son Bulletin. Ce serait enfin omettre un trait essentiel, dans cette esquisse trop rapide, que de ne pas mentionner le remarquable talent épistolaire de notre collègue. Nous qui

n'avons eu le privilège de le connaître que tard, aux années paisibles de la vieillesse et de la retraite, nous savons combien sa plume était restée alerte et gracieuse, et avec quelle intelligence toujours jeune il s'intéressait non seulement aux travaux de ses amis, mais à toute l'activité littéraire et morale de ce siècle dont il a vu plus des trois quarts. Dans sa villa de Gingins, il nous représentait à merveille l'homme de lettres d'autrefois, vivant jusqu'au bout de la vie de l'esprit sans être accablé par le souci d'une production incessante, et « s'acheminant, sans trop la sentir, dans l'inévitable tristesse des ans ». Des lettres charmantes qu'il écrivait et d'un certain nombre de celles qu'il a reçues, on pourrait faire un livre plein d'attrait et riche en renseignements sur la littérature des soixante dernières années. Que la famille, que les amis de M. Berthoud veuillent bien y songer ! qu'ils nous permettent du moins ce vœu qui, tel que nous l'exprimons, n'est pas seulement un désir, mais un hommage réfléchi et sincère !

*
* * *

J'aurais terminé, messieurs, si cette semaine même, la mort n'était pas venue encore frapper un de nos collègues. M. le comte de Boringe était un gentilhomme savoyard, d'une vieille maison qui se rattache aux comtes de Genève, à ces anciens seigneurs de notre pays, dont la lignée se suit depuis Gérold de Genève, que les chroniqueurs du XI^e siècle appelaient le prince de nos contrées, *princeps regionis*. Mais cet éclat féodal n'éblouissait point M. de Boringe. Quand il venait à nos séances, nous trouvions en lui un homme simple, un collègue aimable, à la parole réservée. Nous conserverons une place dans nos souvenirs à ce digne représentant d'une ancienne race.

APPENDICE

Dans les pages qui précèdent, j'ai dit un mot des lettres que Roumanille avait adressées à notre compatriote Duret. Je suis heureux d'avoir été autorisé à les publier. Elles sont charmantes : fidèle portrait d'une âme de poète, et d'un homme resté simple au milieu des ovations méridionales.

Roumanille les écrivait au courant de la plume (1) et s'y montre tel qu'il était, un homme aimable, vif quelquefois, toujours sincère. Ça et là, il raconte et décrit sa vie, beaucoup mieux que je ne saurais le faire. Quant à M. Victor Duret, on me permettra de reproduire quelques extraits de la notice que j'ai placée en tête de sa *Grammaire Savoyarde* (2).

Dans la haute plaine qui s'étend du pied du Salève jusqu'au bord du Rhône, le village d'Onex est situé à une lieue au

(1) De légères coupures ont été nécessaires pour épargner à deux ou trois noms quelques piqûres d'abeille.

(2) *Grammaire Savoyarde*, par Victor Duret, publiée par Ed. Koschwitz, professeur à l'Université de Greifswald, Berlin, lib. W. Gronau, 1893, xv et 91 pages in-8°.

couchant de Genève. Les guerres du seizième siècle avaient ruiné cette contrée ; trois cents ans de paix l'ont rendue prospère. Elle est plus riante que fertile ; mais le travail du paysan réussit à vaincre un sol rebelle, et ce n'est point un pays pauvre.

Victor Duret, qui est né à Onex, le 31 janvier 1830, et qui y passa toute sa vie, y apprit à parler tour à tour le patois et le français. Sa mère était une Chaulmontet, nom considéré dans le pays. Sa famille paternelle était une des premières du village ; elle y avait des propriétés dont il garda jusqu'à la fin une assez grande part, malgré sa vie errante et peu fortunée. Ses essais littéraires, ses voyages et ses séjours à l'étranger, ses retours au village natal, ce sont tous les événements d'une vie, qui serait intéressante s'il l'avait racontée.

Il commença ses études au petit collège de Carouge, et les continua à Onex même, au collège Saint-François, institution qui fut florissante un moment, et qui n'a eu qu'une courte existence. Un des maîtres était le jeune abbé Gaspard Mermillod, qui est mort cardinal ; Duret y eut pour condisciple le frère de l'illustre prélat, Claude Mermillod, aujourd'hui père capucin. Le palmarès de cet établissement énumère toutes les couronnes que Duret y a reçues. A quinze ans, il entra à l'Académie de Genève, où il suivit entre autres les cours d'un naturaliste distingué, Pictet-de la Rive, et d'un philosophe éminent, M. Ernest Naville. Albert Richard, d'Orbe, le poète suisse, qui professait les littératures française et étrangères, exerça une grande influence sur lui.

La carrière de l'enseignement était toute indiquée pour un jeune homme qui ne pouvait pas vivre de ses rentes, et qui aimait les lettres. Mais la fantaisie venait à la traverse des longs efforts qui eussent été nécessaires. Duret occupa des places de précepteur et de maître d'études, et nous le

voyons successivement dans une grande famille du midi de la France, dans une école d'agriculture, à la Saulsaie près Montluel (Ain), dans un château du Dauphiné. Notons un séjour à Toulouse, quelques mois passés à Paris. Dans les intervalles, il revenait à sa maison d'Onex. En 1858, il fut nommé professeur au collège royal d'Annecy, en Savoie.

Nous ne dirons que quelques mots des opuscules qu'il a semés négligemment le long de sa route; ils ne sont que peu de chose à côté de la masse énorme des manuscrits qu'il a laissés. Duret était poète et littérateur, mais il ne fit jamais sa trouée. Il avait des appuis; il ne sut pas s'en servir: je ne sais si c'était chez lui modestie ou nonchalance. (1) Il était apprécié de quelques-uns; il avait du talent, il savait plusieurs langues; mais ses publications, faites à l'étranger, ne furent guère connues du public français. Parcourons-les rapidement.

Juvenilia, poésies, Genève 1849; 16 pages, autographiées par Ph. Plan, qui était un ami de Victor Duret, et qui s'intéressait comme lui à notre patois. Ce sont des vers d'étudiant, aussi bons ou meilleurs que beaucoup d'autres:

Me juvet in prima coluisse Helicon juvena,
Musarumque choris implicuisse manus!

Il y faut remarquer les dédicaces, qui nous aideront à reconstituer le groupe au milieu duquel Duret a fait ses débuts: Petit-Senn, A. Richard d'Orbe, le peintre Hornung.

(1) On verra, dans les lettres qu'on lira plus loin, que Duret agissait avec ses amis comme avec ses protecteurs. Il était aimé des félibres, qui lui conservèrent jusqu'à la fin le meilleur souvenir: il resta vingt ans sans leur écrire.

Marc Monnier. — Amiel, Philippe Roget, M. le docteur Baumgartner, M. le pasteur Tournier, furent aussi de ses amis.

Dernier secret du salut de la démocratie à Genève. C'est une brochure politique de 28 pages, publiée à l'occasion de l'élection du Grand Conseil, au mois de novembre 1852. A ceux qui ne sont pas étrangers à notre politique locale, à ceux qui ont entendu parler de James Fazy et de l'alliance du chef radical avec le parti catholique, à ceux qui savent que le 7 octobre 1846 est une date historique, et marque la fin de la vieille Genève, deux phrases suffiront pour leur faire saisir les idées de Duret : « Voilà six ans, dit-il, que nous marchons dans une voie d'affranchissement et de progrès!... Le catholique revendique des droits; ils lui ont été rendus déjà par un gouvernement qui a compris sa mission. »

L'abbé Mermillod à Vienne, analyse de ses conférences pendant la station du carême de 1864. Vienne, 1864, 85 pages. — *L'art de correspondre, et les maîtres du genre épistolaire au siècle de Louis XIV.* Vienne, librairie Gerold, 1866, un vol. in-8°. *Un portrait russe.* Leipzig, librairie Brockhaus, un vol. in-8°. — Ces derniers ouvrages ont été écrits à Vienne, où Duret, qui dut quitter Annecy après l'annexion de la Savoie à la France, a demeuré pendant de longues années. Il y a fait des cours de littérature qu'il a répétés à Pesth; il a enseigné la langue française aux princes de la maison impériale; il a reçu de l'empereur d'Autriche la médaille d'or pour l'Art et la Science.

Le jour vint où Duret rentra au pays natal et n'en sortit plus. Il fut alors à Genève le précepteur de l'enfant royal qui allait devenir le roi d'Espagne Alphonse XII, comme il avait donné à Vienne des leçons à l'archiduc Rodolphe, héritier de l'empire d'Autriche.

Duret avait cinquante ans à peine, quand il vit la maladie et les infirmités le clouer dans sa chambre de malade. Les dernières années de sa vie furent pénibles et tristes. Le cercle d'amis qui avait entouré sa jeunesse s'était dispersé; les vieux étaient morts, le long éloignement avait refroidi l'attachement de quelques-uns de ceux qui restaient; des dissentiments politiques — le lecteur a vu quelles étaient les idées de Duret — écartaient quelques autres. Le pauvre malade eût été bien isolé, s'il ne s'était pas créé à temps un cercle de famille. Il s'était marié en 1873; trois enfants lui étaient nés.

Duret avait travaillé longtemps et avec beaucoup de soin à la rédaction d'une grammaire savoyarde et d'un glossaire patois. Mais on ne trouve pas aisément à Genève un éditeur; Duret n'était pas en mesure de faire la publication à ses frais; et lui, qui s'était attaché à ces dernières œuvres, et qui y tenait avec l'étreinte d'un être qui se sent finir, se désolait de penser qu'elles ne verraient pas le jour.

C'est alors qu'un hasard heureux lui apporta une consolation suprême. Un savant éminent, connu par ses ouvrages sur la langue et la littérature de la France du moyen-âge, M. Koschwitz, professeur de philosophie romane à l'Université de Greifswald, en Poméranie, vint passer quelques mois à Genève dans l'automne de 1890. Il voulait étudier le patois du pays, il entendit parler de M. Victor Duret, il alla le voir à Onex, il le trouva mourant. Il reçut de lui son manuscrit; il lui promit de le publier et de trouver dans la vaste Allemagne un éditeur, que la situation trop peu lucrative de la librairie, dans notre pays de frontière, ne permettait pas de trouver à Genève. Ce fut une grande joie pour le pauvre Duret, qui mourut quelques semaines après, le 12 novembre 1890.

Genève et la contrée qui l'entoure doivent être reconnaissantes à M. Koschwitz, à la science allemande, de l'appui qui a été ainsi donné à l'œuvre d'un de nos compatriotes. La Prusse, de qui le publiciste d'Onex avait dit quelque mal dans une brochure oubliée (1) a été hospitalière pour lui. Qu'elle en soit remerciée!

(1) *Les coups de la Prusse*, étude dédiée aux Français. Paris, 1873. 32 pages in-8°.

LETTRES DE ROUMANILLE

Sian tout d'ami, sian tout de fraire,
Sian li cantaire d'ou pais!

Armana prouvençau, 1855

I

*A Monsieur Victor Duret, homme de lettres,
à Onex près Genève.*

Avignon, 3 juin 1857.

Monsieur,

Je vous remercie beaucoup de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Si je n'étais absorbé, à cette heure, par les brutales exigences de mon métier (je suis libraire à Avignon) je vous donnerais sur mes confrères Mistral, Aubanel, etc., tous les détails dont vous avez besoin pour votre galerie des poètes du Midi. Je ne sais pas d'ailleurs quel est votre plan, ni quelle est la nature des matériaux que vous voulez bien me demander pour vos esquisses. Vous suffira-t-il de savoir que Mistral va avoir trente ans; qu'il est né à Maillanne, près de Saint-Rémy (Bouches du Rhône) et qu'il travaille en ce moment à une épopée rustique en douze chants, qu'il appellera sans doute *Mirélio*, et qu'il y travaille depuis huit ans?... qu'Aubanel (Théodore) a 28 ans environ; qu'il est né à Avignon, où il est présentement imprimeur-libraire; et que, quand ses

occupations le lui permettent, il compose des vers d'artiste qu'il publie, et des vers d'amoureux, qu'il ne publie pas ?

Vous suffira-t-il de savoir que je suis né à Saint-Rémy, le 8 août 1818 ; que j'ai fait mes études à Tarascon ; que j'ai professé, à Nyons dans la Drôme et à Avignon, deux ans ici et deux ans là, le *ba* (I), et l'*amo Deum*, et l'*ὁ μᾶθος δαλῶι* ; que, huit années durant, j'ai gagné mon pain chez l'éditeur Seguin à Avignon, en corrigeant de rudes épreuves, toujours subies avec une patience digne d'un meilleur sort ; et qu'à cette heure, je vends et achète des livres ?

Tout cela, monsieur, n'intéresse pas la postérité ; et franchement, nous ne sommes pas assez beaux génies pour qu'on nous fasse tant d'honneur. Le plus coupable de nous tous, c'est moi ; car c'est moi qui jusqu'ici ai commis le plus de publications : vers, prose, vers pour pleurer, vers pour rire ; mais toujours honnêtes, Dieu merci ! ayant toujours un but qui vaut mieux qu'eux : exalter la vertu, flétrir le vice, ridiculiser des travers ; amuser, en le moralisant, le pauvre peuple ; le faire chanter, pour qu'il ne pleure pas. Et c'est ainsi que, pour ma part, j'ai trop fait de livres, gros ou petits, la plupart épuisés, et que je referai un jour, si Dieu me prête vie :

Li Margarideto, 1847 ;

Li Capelan, 1851 ;

Li Sounjarello ; — Li Prouvençalo, 1852, etc.

Ce dernier porte, comme préface, de fort belles pages dues à la plume savante de M. Saint-René Taillandier, professeur à la Faculté des Lettres de Montpellier. Il y est

(1) Le *b*, *a*, *ba* ; les premiers éléments de la lecture. Cette expression est connue à Genève comme dans le Midi ; les Dictionnaires français ne l'ont pas recueillie.

question des principaux d'entre nous, avec des éloges que nous voudrions avoir mérités.

Comme œuvres collectives, nous avons, outre les *Provençales*, un recueil de Noël's qui a eu quelque succès, puisque la seconde édition est en ce moment sous presse, et trois almanachs, 1855-56-57, qui ont eu un très beau succès tous les trois. — Vous le voyez, monsieur, il y a là ample matière à causeries, et je regrette que vous n'ayez pu me procurer l'honneur de votre visite. Je vous eusse dit, de vive voix, bien des choses qui n'auraient pas été trop indignes de votre sympathique attention. Vous m'eussiez interrogé, et je vous eusse répondu de mon mieux.

Voilà, monsieur, tout ce que je puis vous dire au courant de la plume, sans m'amuser à mettre les points sur les *i*, dans une humble boutique de libraire, sur des factures à reconnaître. Si vous persistez dans votre résolution, c'est-à-dire si vous voulez, quand même, tailler un piédestal pour nous y hisser, je suis tout à votre service pour renseignements plus précis et plus circonstanciés, que je vous donnerais sans façon, naïvement, et dont vous feriez ce que vous voudriez.

Veuillez agréer, monsieur, mes bien cordiales salutations.

J. ROUMANILLE.

II

Avignon, 14 juin 1857.

Monsieur,

Je reçois votre lettre, et je profite du loisir que me donne la fête-Dieu — *Deus nobis hæc otia fecit* — pour y répondre. Le cadre que vous me tracez est vaste, et il me faudrait plus

de talent que je n'en ai pour le remplir. Je regrette de plus en plus que vous n'ayez pu vous arrêter quelques jours-à Avignon ; je vous y aurais dit de vive voix, mieux que par écrit, ce que vous désirez savoir.

Croyez-vous que je sois homme à pouvoir vous décrire comme vous le désireriez, le pays natal de Roumanille, celui de Mistral, celui de Crousillat, celui d'Aubanel, et celui de *tutti quanti* ? Le ciel de Mistral est celui de Roumanille. Mistral vit dans un village, à une lieue au nord de Saint-Rémy, dans une plaine fertile, qui a pour limites, au midi, les montagnes les plus bleues et puis les plus dorées que vous puissiez imaginer : les Alpines, ces petites sœurs des Alpes, au pied desquelles vit et aime et travaille ce que j'aime le mieux au monde après le bon Dieu : mon père, ma mère, mon frère, mes sœurs ; mon père, jardinier, vieux soldat de l'Empire, dont les récits ont émerveillé ma jeunesse, et font encore parfois le charme de mon âge mûr ; ma mère, admirable chrétienne, royaliste ardente ; humble femme toute rayonnante, dans sa verte vieillesse, de l'aurore de l'amour, du travail et de l'honneur ; mes sœurs, pieuses comme des anges, sereines comme le ciel, vêtues comme une de mes deux *sounjarello* ; mon frère, jardinier comme mon père, jardinier comme je l'aurais été moi-même si dans mon enfance j'avais été moins frêle, moins délicat, moins malade !... Oh ! tenez, je me prends d'un subit attendrissement en vous disant ces choses : à regretter de n'avoir pu, comme mes chers travailleurs, labourer avec mes bœufs les champs paternels ; à regretter de n'avoir pu vivre oublié, mais heureux ; illettré, mais indépendant.... Eh bien, non ! il a fallu, au lieu de respirer l'atmosphère sainte du travail et de la famille, d'abord enseigner le *ba* dans une classe humide et sans soleil, en proie à des enfants (cet âge est

sans pitié) ; il a fallu perdre, pour ainsi dire, la vue, neuf années durant, à subir de fastidieuses et brutales épreuves. Et il faut maintenant acheter et vendre des livres, et quels livres, le plus souvent !

Mistral est bien plus heureux : il écrit, à cette heure, au milieu des champs qu'il aime, surveillant ses laboureurs, et labourant au besoin avec eux, le 9^e chant de sa grande épopée rustique et provençale, œuvre éminemment sérieuse, et qui fera époque dans notre littérature néolatine. Jeune, riche, beau, aimé, inspiré, il chante dans sa riante solitude ; il chante mélodieusement, à la façon des plus grands chanteurs et trouveurs. Je n'exagère pas. Et n'allez pas vous imaginer que Mistral est, comme Reboul et tant d'autres, un poète qui doit tout à une heureuse organisation. Mistral a fait, et bien fait, d'excellentes études, complètes, toujours avec succès, depuis l'âge de sept ans et l'école, jusqu'à l'âge de vingt ans et l'Ecole de Droit, à Aix. Les *Provençales*, que je tâcherai de vous envoyer, vous donneront de beaux spécimens de ses débuts : poésie outrée, parfois, mais toujours saine et robuste et vigoureuse, même dans sa ballade de Margai, écho de Lénore. Je ne puis et ne dois pas vous ouvrir le monde de son épopée, à laquelle il travaille depuis huit ans. Saint-René Taillandier voulait, dans une nouvelle étude, parler de Mirébio : Mistral s'y est refusé. Respectons ce sentiment, et sachons attendre son *liber, ibis in urbem*.

Vous voulez que je vous dise naïvement « ce que je sais et pense de moi-même.... » Je ne sais pas grand chose et je ne pense rien. J'ai toujours voulu que la Muse me servît à faire, dans mon humble condition, le plus de bien possible à l'esprit et au cœur de ceux qui me lisent, ou de ceux qui m'écoutent, quand parfois, dans l'intérêt d'une bonne

œuvre, je me hasarde à parler en public. A mes yeux, la poésie n'est rien, ou peu s'en faut, si elle ne tend à faire aimer le beau, le vrai et le bien ; à calmer les passions du pauvre, au lieu de les surexciter ; à ridiculiser des travers et des préjugés, à honnir le mal, à préconiser le bien — je me répète — à faire aimer Dieu, le travail et la vertu.... Si je savais mieux vous le dire, vous me comprendriez mieux, et je serais plus coloré et plus émouvant.

En 1836, — j'étais encore sur les bancs du collège, à Tarascon, — un poème provençal écrit par un clerc d'avoué, boiteux et laid, traitant (si je m'en souviens bien) d'une fête champêtre à Notre-Dame de Château, tomba sous mes yeux. Je fus indigné de voir un porc (passez-moi le mot, je vous prie) se vanter sans pudeur (les porcs n'en ont pas) comme sur son fumier, se vanter sur les perles de notre riche, douce et mélodieuse, et nombreuse, et caressante langue de Provence ; et je résolus, pure fantaisie littéraire, d'écrire, littérairement, un morceau provençal, comme je l'entendais, et comme l'ont entendu plus tard tous les amis qui m'ont suivi. Je me mis sérieusement à l'œuvre, et j'écrivis *con amore*, avec tendresse, avec je ne sais quelle piété filiale envers mon *doux parler*, quelques élégies que j'aime encore à relire à cette heure, et qui sont vraiment tendres et bien chantantes ; je les ai mises plus tard dans mon volume des *Margarideto*. Ce genre a eu, depuis, de nombreux imitateurs. Si vous saviez ! c'est si différent des sales banalités que trop de poètes provençaux modernes ont ramassées dans je ne sais quelles ornières et quels bas fonds. La Muse provençale, comme une femme saoule, a trop longtemps amusé les badauds comme les Pierrots de la foire. J'avais à cœur de montrer que notre Muse n'était pas *ce qu'un vain peuple pense* ; franchement, les amis de toute saine littérature furent heu-

reux d'entendre si douces et si plaisantes chansons, si honnêtes surtout, — et la voie fut ouverte; et maintenant il faut voir s'y dérouler nos harmonieuses *théories*; c'est comme du temps des vieux Grecs. Et tout cela s'est fait, je l'assure, sans vouloir imiter n'importe qui. Je n'appris que longtemps après, les hauts faits et les triomphes de Jasmin, que je n'ai pu amener à nous: tant ce cher frère est peu fraternel, et nous regarde du haut de sa grandeur! C'est la femme de Jasmin qui m'a permis de reproduire deux pièces du poète d'Agen dans mes *Provençales*, permission qui est le plus visible et le plus précieux des autographes. Quant à Jasmin, il n'a jamais daigné me répondre. Je voulais pourtant le mettre à la tête de notre phalange. Que Dieu lui fasse paix, et lui rende léger le poids de ses couronnes, si bien gagnées, et de sa gloire, si bien acquise!

Je bavarde, monsieur, comme une pie borgne, et vous devez me trouver plaisant. Ce qui me rassure, c'est que je vous crois bon, et que vous n'êtes pas homme à abuser de cette lettre, que j'écris sans façon dans une boutique fermée aux profanes, pavoisée au dehors, respirant l'odeur de l'encens et des fleurs, qui me vient de la rue où Dieu vient de passer.

Aubanel n'écrit pas une épopée mystique: il chante des poésies diverses, suivant l'inspiration du moment, de l'esprit ou du cœur. Le livre où se trouve sa pièce capitale, le *Massacre des innocents*, est épuisé en ce moment: je veux parler du livre des Noëls; car un beau jour, monsieur, il me prit fantaisie de conduire à Bethléem, pour y saluer Jésus enfant, toute une pléiade des *Provençales*; et nous partîmes, devancés par Saboly et Peyrol, deux vieux chanteurs très populaires, le premier surtout, tout deux chanteurs de la Crèche divine. Et ce fut charmant. Chacun de nous apporta

sa fleur à ce bouquet chrétien, sa perle à ce chapelet, sa voix à ce chœur catholique. Les journaux du temps firent excellent accueil à la bonne pensée que j'avais eue ; et Reboul ne fut pas le dernier à nous saluer au passage, de sa lyre et du cœur :

Je revis, mon bon Roumanille,
A cette fête de famille,
A cette veille de Noël,
Où l'Eglise, ouvrant ses entrailles
A ses plus coupables ouailles,
Met un sourire dans le ciel.

(Traditionnelles).

Aubanel est d'Avignon, d'une famille respectable, où la foi, une grande foi, est traditionnelle. Il a été élevé à Aix, aux frères gris. Il doit plus à son génie naturel qu'à l'instruction qu'il a reçue. Il est naturellement artiste, et réaliste en diable. Rien ne lui fait peur ; il attaque hardiment son sujet, et ne recule pas devant le hideux : au contraire, il s'y délecte. Sa Muse a toujours du sang jusqu'aux coudes. Et certes, si vous voyiez ce petit être, doux, timide, enfantin, vous ne vous en douteriez pas.

Quant à nos portraits, l'*Illustration* les donna assez mal, dans le dernier semestre de 1852, à propos de mon congrès à Arles, solennité de mon invention, qui n'a eu, à Aix, qu'une pauvre, quoique ambitieuse copie : la porte y fut malheureusement ouverte à tout chanteur de hasard. Pensez donc que nous nous trouvâmes, à table, près de 90 troubadours ! Quelques-uns seulement surnagèrent *in gurgite vasto*.

Ce qui nous décida à nous choisir et à faire un *Armana* (mai 1854) c'était la séparation du bon grain d'avec la paille et la folle avoine. Vous recevrez deux années de cette œuvre qui, je le crains, ne se continuera pas. Et pourtant, le succès

et la popularité ne lui ont certes, pas fait défaut. La première année (1855) est épuisée.

Pourquoi *felibre*, et que signifie *felibre* ? Nous ne voulûmes pas, la première année de notre triage, avoir l'air de dire au public : Nous voici, nous les élus, nous Roumanille, Mistral, Aubanel, etc. — et nous nous appelâmes *félibres*, vieux mot de la langue romane, de l'antique mot disparu, et qui signifie, ou ami des livres : *φίλος librorum*, ou *qui en fait* : *littérateur, homme de lettres*. Ainsi Mistral s'appelle le littérateur de la maison des champs (du *mas*) et plus tard, de *Bello visto*, de Bellevue, nom d'une campagne qui est sa part de l'héritage paternel; Aubanel s'appelle de la *miougrano*, de la grenade. Il est *grenadier*, vu qu'il est le plus petit de taille... ainsi de suite. Je fus le *felibre* des jardins : vous savez pourquoi.

Que de choses n'aurais-je pas à vous dire encore ! En parcourant ce que j'aurai prochainement l'honneur de vous adresser à Ferney (poste restante) vous apprendrez le reste. Je compte pouvoir joindre à mon envoi quelques journaux, qui font partie de mes petites archives. Je m'en séparerai avec peine ; mais je compte que vous voudrez bien me les renvoyer avec le livre des Noël's, que je me procurerai.

Je me permettrai d'appeler votre attention sur *la Jeune fille aveugle* et sur *les deux Séraphins*, qui ont eu l'honneur d'être traduits et chantés en Allemagne. Je marquerai d'une croix ce qui me paraîtra convenablement traité, et digne d'être vu de près. Un père aime tous ses enfants ; mais il a d'inexplicables préférences. J'ai pour ma part bon nombre de Benjamins, peut-être trop.

Si j'étais plus riche que je le suis, et négociant mieux ancré, je dépenserais volontiers plus d'argent pour vous adresser ce qui, de nous, ne serait pas trop indigne de votre bienveillance.

Les *Sounjarello*, enfants gâtées de Brizeux, ont seules une traduction. Je n'ai pas le temps de m'amuser à vous traduire, çà et là, des morceaux qui peut-être ne seraient pas de votre goût; je m'abstiens donc. Vous trouverez bien, chez vous, quelqu'un qui pourra vous servir de dictionnaire. Du reste, j'ai fait un petit glossaire (à la suite des *Provençales*) qui pourra vous être utile.

Ne vous scandalisez pas de l'orthographe qui n'est pas toujours identique. Il n'y a pas longtemps que nous sommes fixés là-dessus; c'est seulement depuis l'apparition du premier almanach (1855) que nous avons eu, à proprement parler, une orthographe. C'est que l'orthographe d'une langue ne s'improvise pas et n'est pas l'œuvre d'un jour. Félicitons-nous d'avoir en si peu de temps constitué une espèce d'unité. La dissertation qui précède *la Part d'ou bon Diéu* vous dira que ce n'était pas chose si facile.

Tantæ molis erat romanam condere gentem !

Je vous prie de me pardonner cet affreux et interminable griffonnage, qui n'a ni queue ni tête. Il faut que vous m'ayez inspiré beaucoup de confiance, monsieur, pour que j'en sois venu à me déboutonner ainsi, moi qui cherche si peu la pose, et qui bien souvent fais des impolitesses pour l'éviter.

Si vous publiez un travail quelconque au sujet de notre littérature, quel inconvénient trouveriez-vous à m'en communiquer les épreuves, et à ne faire tirer qu'après que je les aurais parcourues ?

Veillez agréer, monsieur, mes bien respectueuses salutations.

J. R.

M. de Pontmartin, dans ses *Causeries littéraires* (1^{er} volume, page 304. Paris, 1854) a bien voulu me consacrer quelques pages dont j'en voudrais bien être digne.

Je mets la dernière main à un poème héroï-comique en six chants (2,000 vers), *le Carillonneur de Saint-Didier*, dont mes amis ont dit déjà des choses follement louangeuses.

III

Avignon, 15 juin 1857.

Monsieur,

Je vous adresse à Ferney (France) poste restante :

Li Margarideto; *Li Prouvençalo*; *Li Sounjarello*; *La Part de Diéu*; *Li Nouvè de Saboly*, *Peyrol*, etc.; *Armana 1856*; *Armana 1857*; *Li Capelan*; *Les Clubs*; — quinze articles divers pris au hasard dans mes cartons et mes journaux : vous voudrez bien me les renvoyer.

Hier, après vous avoir écrit, j'ai couru de droite et de gauche pour me procurer le plus grand nombre de ces publications, épuisées, ou tout comme. J'ai été même obligé de déboursier une certaine somme pour en racheter; cela paraît incroyable. Je n'en ai que plus de mérite et de plaisir à vous être agréable. Je vous saurais gré de m'accuser réception de mon envoi.

Il y a, à la suite des *Margarideto*, quelques notes que vous ne lirez pas sans intérêt.

Je ne vous adresse pas la musique de mes Noëls : *li Diable*, *un bon Reseontre*, *un raubo Galino*, *li Scrafin*. Une note des *Margarideto* (*Li Pijoun*) pourra vous donner une idée du genre.

Il est bien entendu, monsieur, que mes lettres ne sont

que pour vous, et que le public n'a rien à y voir. Je me permets cette observation, parce que, bien des fois, des journalistes et des littérateurs ont publié de mes lettres, qui n'étaient pas faites pour le public.

Me voici au négoce. Je n'ai pas le temps de vous en écrire davantage.

Agréez, monsieur, mes bien respectueuses salutations.

J. R.

P.-S. Le *Saboly* a été publié par nous, mieux, plus correctement, plus richement, avec les airs notés. L'édition dont je vous parle est préférable à celle que je vous envoie. Seguin est l'éditeur (in-4°. Avignon. — 9 fr.). Toutefois le *Saboly* ci-joint vous donnera une idée du faire de ce vieux maître.

A renvoyer : *La Nouvè de Saboly, Peyrol*, etc., c'est mon exemplaire.

IV

Avignon, 25 juin 1857.

Monsieur,

Aubanel est à la campagne. Et fût-il ici, je ne sais si mon cher original consentirait à vouloir lui-même se trahir en français; c'est ici plus que jamais le cas de dire : *traduction*, *trahison*. Je me suis décidé à être moi-même le traître. Vous trouverez ci-jointe une pâle copie, une ombre des *Innocents*. Je ne me suis pas amusé à lécher mon français; j'ai mieux aimé vous faire un mot à mot qui n'est pas gracieux, mais qui est fidèle autant que possible. Cette pièce est hideuse, tant elle est belle ! Assurément ce n'est pas là un Noël, mais c'est encore un horrible tableau de genre, d'une crudité et d'une hardiesse étonnante. Le Noël est plus simple, plus

naïf, plus familier, plus touchant. Plus que tout autre de mes confrères, j'ai tenu à ne pas sortir du genre, à faire des noëls et non des odes, ou des chansons, ou des ballades, ou des élégies. Vous paraissiez l'avoir déjà remarqué.

Seuio, ou mieux *sueio* est, en Provence, un *tas de fumier*. *Choupina*, ou mieux *chaupina*, signifie fouler aux pieds. Il y a *culx* dans ce mot : ne l'entrevoiez-vous pas ? — *Vendudo estrasso de marca* — provençalement à vil prix, au rabais — vil marché, marché déchiré, en lambeaux.

Depuis les *Margarideto*, les *Prouvençalo* et les *Noëls*, l'orthographe provençale a subi bien des modifications. Si vous m'adressez votre travail en épreuves, et si vous y faites des citations provençales, je les orthographierai comme nous le faisons à cette heure.

S'il vous faut d'autres renseignements, ne vous gênez pas. Je suis tout à vous et de tout mon cœur.

J. ROUMANILLE.

V

Avignon, 7 août 1857.

Monsieur,

Je reçois votre lettre, et j'ai à cœur d'y répondre à l'instant. *Bello d'Avoust*, *Belle d'Août*. — « Pourquoi pas de septembre ou d'octobre ? » — Je n'en sais rien et ne connais que deux *belles* ainsi désignées : la *Bello de Mai*, la *Bello d'Avoust*. Vous me demandez le sens *matériel* : le voilà. Nous tâcherons de trouver l'autre, dont vous pouvez à la rigueur vous passer.

L'aguèsses di pulèu ;

Moun calèu

(Sarié esta) Saié stà toun menaire.

L'eusses-tu dit plus tôt,

Ma lumière

Eût été ton conducteur.

C'est joli dans la *bouche* d'une luciole.

Calèu est la lampe antique, romaine ou grecque comme son nom. Elle ne diffère des lampes sépulcrales que par la matière : nos *calèu* sont en fer au lieu d'être en terre cuite ; et ils ont un crochet qui permet de les suspendre, au lieu d'une anse à la romaine.

Vouguère proun lucha...

« — C'était mon beau premier. *Je voulais certainement lutter....* Ils l'ont foulé aux pieds ; sous les pieds ils l'ont écrasé.... »

Oui, c'est bien le diable qui enlève *Belle d'Août*. Les dernières strophes le disent très clairement.

E li fianço,
Li danso,
Fuguèron dins un lio
Vount lou fio
Se vesiè di fendanso !
.....
E i' avié de cridage,
D'ourlage,
De ploura, de rena :
Li dana
Gingoulavon de rage !

Se taulegê pas fosso.... *tauleja, taulo, table*. On ne resta pas longtemps à table. On ne banquetta pas longtemps.

Se ma vèsto ei founçado,
Neblado.....

Littéralement : si mon vêtement est foncé, *obscurci par le brouillard* (nèblo), c'est-à-dire brun, sombre.

Voilà ma réponse à toutes vos demandes. Quand votre travail sera fait, vous pourriez me l'adresser en épreuves : je vous l'ai déjà dit. J'y rectifierais toute erreur de traduction

qui pourrait s'y être glissée. Ne vous le dissimulez pas, les contresens ne sont pas rares dans les traductions du provençal.

Le Dictionnaire d'Honorat est épuisé. Je l'ai cherché; eh bien ! on pourrait en trouver quelques exemplaires, dont on vous demanderait des prix fous.

Je vais lire votre brochure sur l'*Icarie*. C'est une excursion à Bicêtre. On en revient toujours le cœur saignant, et plein de pitié pour les misères de l'espèce humaine. Je vous remercie de cet envoi.

Mon poème héroï-comique est sous presse. Il paraîtra dans les premiers jours de septembre. C'est le plus sérieux éclat de rire que l'on puisse imaginer. J'ai lu mes sept chants dans des réunions d'élite : mon clocheron a vivement intéressé mon public, et j'ai tout lieu d'espérer que mes compatriotes accueilleront bien cette étrange comédie.

Adieu, Monsieur. Tout à vous et de tout mon cœur.

J. ROUMANILLE.

VI

Avignon, 12 décembre 1857.

Mon cher Monsieur,

Votre intéressant ami, M. Maunoir, me communique la lettre que vous lui écrivez. Je saisis cette occasion pour vous remercier de m'avoir fait faire sa connaissance.

J'apprends avec plaisir que votre article sur les Provençaux va paraître (1), et que vous m'en adresserez les épreu-

(1) L'article de Duret : *Poètes contemporains du midi de la France*, parut en effet dans la *Bibliothèque universelle de Genève*, numéro de décembre 1857, pages 397-444.

ves. Je les attends et leur donnerai mes soins. L'*Armana* de 1853 a paru depuis une quinzaine de jours environ; à cette heure, il est... qui sait où il est? Je ne puis donc pas y annoncer votre article. Je vous adresse, avec la *Campano*, notre superbe almanach. Celui-là fera parler de lui. On le trouve supérieur à ses aînés; et je suis de cet avis. Ma part y est fort restreinte; recevant chez moi cette année, je n'ai pas dû prendre mes aises sur le plus large fauteuil. Je me suis blotti dans mon petit coin, et j'ai bien fait. Jamais enfantement n'avait été plus laborieux; heureusement la mère et l'enfant se portent bien. Et maintenant ce n'est pas fini: le vin est tiré, il faut le boire. Le livre est fait, il faut le vendre. Cette petite exploitation m'occupe plus qu'une grande..... Il faut vraiment avoir dans la moelle des os, l'amour de la muse comme je l'ai, pour se livrer, de gaité de cœur, en proie à tous ces ennuis, et de toute sorte.

Vous recevrez une facétie en VII chants, facétie plus sérieuse qu'elle n'en a l'air au premier coup d'œil. C'est une plaisanterie à la façon du *Lutrin*, et ce n'est quelque chose que par le style. Ce petit livre obtient un très joli succès, et certes, je ne m'y attendais pas. Voici un mois et demi qu'il a paru, environ: j'en ai déjà écoulé plus de 600 exemplaires. Je ne croyais pas que le public y mordit si bien. Il est donc prouvé aussi que notre langue sait vivre honnêtement, et qu'il n'est pas nécessaire, pour être comique en Provence, de se traîner dans la boue des ruisseaux. Il est prouvé aussi que la révolution de 1848, fut à Avignon, comme ailleurs, chose très souvent héroï-comique. Catherine et mes orateurs de clubs m'ont rendu, dans la peinture de la *Surprise de février*, d'excellents services. Quand à mon héros, il était digne d'être célèbre: les notes de mon livre vous le prouveront par $a+b$. Malheureusement, je ne suis pas à la hauteur de ce caractère... et

de ce clocher. Fasse mieux qui pourra. Pour mon compte, j'y ai mis tous mes soins, et en ai tant léché mon petit ours que je le trouve tout plein de grâce.

Je suis tout à vous et de toute mon âme.

J. ROUMANILLE.

VII

Avignon, 28 décembre 1857.

Mon cher Monsieur,

Je n'ai que le temps de jeter un très rapide coup d'œil sur les épreuves que l'on m'a adressées de Genève. Vous avez pris dans mes lettres des choses qui sont trop intimes et qui découvriraient la source où vous les avez puisées. Exemple : Oh ! entre autres : « Sa muse a du sang jusqu'aux coudes ». Aubanel saurait que vous tenez ça de moi. C'est une phrase que je lui ai trop dite. Je ne veux en aucune manière qu'il sache que c'est de moi que vous tenez vos renseignements. Comme aussi, n'allez pas dire à l'Europe que cet enfant est *petit*; qu'Hilaire, le boîteux de Tarascon, est laid (il vit encore) etc., etc. A propos d'Hilaire, mettez 1836 au lieu de 1846. C'est important (1).

Je désire de tout mon cœur que mon épreuve arrive à temps, et que vous puissiez faire *toutes* les corrections que j'ai indiquées. Votre note sur *la Campano* doit pareillement être corrigée. J'ai mes raisons, raisons majeures, et que je n'ai pas le temps de vous développer, pour réclamer de vous ces petits sacrifices que vous me ferez volontiers. Vous

(1) Les bons avis de Roumanille ne sont malheureusement pas arrivés à Duret en temps utile. Voir l'article indiqué, aux pages 417, 421, 428.

avez généralement très bien traduit ce que vous avez traduit. Il y a une erreur au sujet de la publication des *Provençales*. L'impression n'en fut pas décidée à Arles. Lors du congrès d'Arles, elles étaient déjà imprimées.

Ne critiquez pas le congrès d'Aix, vous blesseriez des amis qui feraient retomber sur moi *seul* tout le poids de leur mauvaise humeur. Comme aussi, bien que j'aie fait le congrès d'Arles avec l'aide de Gaut, ne m'en donnez pas tout l'honneur, car Gaut en veut sa grosse part. A quoi bon irriter des susceptibilités ? Ne me posez pas comme un astre, ni comme le seul maître. Vous avez eu, vous le voyez, trop de bonnes intentions. Je ne saurais trop vous en remercier.

N'oubliez pas, je vous prie, de m'adresser un numéro de la *Revue*.

L'imprimeur pourra être contrarié de ces corrections : insistez pour qu'elles se fassent. Vous ne sauriez me faire plus de plaisir.

Je suis jusqu'au cou dans mes déballages et mes factures.
Tout à vous.

J. R.

VIII

Avignon, 25 janvier 1858.

Mon cher Monsieur,

Mes occupations de fin d'année, très peu poétiques et de plus très fastidieuses, me laissent à peine un moment de répit pour répondre à votre dernière lettre et vous remercier de nouveau de votre trop bienveillant article. Il est fâcheux, et je l'ai déploré, que vos épreuves n'aient pu être quelque peu rectifiées, et que votre imprimeur ne vous ait

pas permis de le faire. C'était votre droit et c'était son devoir. Enfin, vous avez fait pour le mieux, la *Bibliothèque universelle* a paru. Il n'y a pas grand mal en ceci; au contraire, il y a en somme excès de bien. Vous nous donnez un relief énorme, tant par le mérite de votre article que par l'importance du recueil qui le publie, et la distance de la ville où il est publié, ville savante et célèbre. Tout va à merveille; je suis charmé que votre étude ait fait sensation à Genève, et qu'on ait trouvé vos citations *étrangement belles*. Que serait-ce, mon cher monsieur, si l'on comprenait l'original, bien loin de vos traductions, quel que soit le mérite de ces dernières?

On parle ici de votre étude, car la *Bibliothèque universelle* compte au nombre de ses abonnés le *Muséum Calvet* de notre ville. Je joue l'étonné, et pour cause. On voit bien le Numa Pompilius, on lui soupçonne une Egérie, mais on ne la connaît pas. Moi qui la connais, je me garde bien de la dévoiler.

Seulement, si Numa veut bien, à l'avenir, s'occuper de nous et de nos humbles œuvres, j'oserais lui recommander un peu plus de discrétion. Vous me demandez mon aide pour la complète intelligence de 45 morceaux. Ce n'est pas petite affaire pour quiconque est occupé comme je le suis. Je serai toujours très heureux de vous montrer en ceci mon bon vouloir. Mettez-y du vôtre, et nous viendrons à bout de tout. Il y a dans votre article des versions qui vous appartiennent entièrement: je les ai trouvées excellentes, et n'y ai remarqué qu'un seul contresens. Faites donc des versions, adressez-les moi, et je vous les renverrai corrigées. Vous recevrez avec cette lettre quelques pièces traduites. Je prends les plus faciles, les plus courtes, et les miennes. Je ne m'amuse pas à vous faire du bon français: je tâche d'être fidèle.

Je n'ai pas reçu le numéro de la *Bibliothèque universelle*. J'en conclus que vous n'êtes pas encore descendu à Genève. N'oubliez pas, je vous prie, de me l'adresser le plus tôt que vous le pourrez.

L'abbé Pron, dont vous me demandez l'adresse, est à Gap, où l'a appelé l'évêque de cette ville, son compatriote et admirateur. Je n'ai pas le *Siège de Caderousse*; ce poème héroï-comique est charmant, quoiqu'il ne soit pas toujours très littéraire. Les félibres sont plus sérieux, et traitent leur langue avec plus de respect.

Mirèio sera bientôt achevée. Je ne sais si son auteur la publiera cette année, ou la prochaine. La traduction qui accompagnera le texte en regard, occupera beaucoup notre ami, et lui prendra du temps.

- L'*Armana* 1858 a été plus heureux que ses trois frères. Il est épuisé à cette heure, ou c'est tout comme. Nous devons ce bon succès à la presse parisienne, qui, cette année, s'est occupée de nous, et nous a été très sympathique, par la plume de Louis Jourdan, du *Siècle*. Grâce à lui, nous sommes entrés dans Paris, tambours battants, et y avons fait des prodiges. C'est de bon augure pour l'*Armana* prochain, que nous tirerons à plus grand nombre. La *Revue britannique*, dans son numéro de Novembre et dans celui de Décembre, nous a dit, à son tour, des choses charmantes. Nous finirons par faire irruption dans le pays de la langue d'oïl et par y planter notre drapeau.

Adieu, mon cher monsieur. Tout à vous et de toute mon âme.

J. ROUMANILLE.

Une fois à l'œuvre, j'ai plus traduit que je ne m'y attendais. J'en ai la migraine, et pourtant ce n'est là qu'une pe-

tite partie du travail que vous m'avez demandé. Grâce ! ou venez à mon secours, et je souffre à gâter ainsi nos amours. Le français est une langue infirme, bien souvent ; grâce au siècle de Louis XIV, elle s'est bien appauvrie. J'ai fait très rapidement ces quelques versions ; enjolivez-les, si vous voulez ; je ne réponds que de leur fidélité.

Aubanel — puisque vous m'appellez sur ce terrain — ne se conduit pas bien. Il nous a quittés, — sans savoir ni pouvoir nous dire ni le pourquoi, ni le comment. Non seulement il n'a pas voulu éditer notre *Armana* 1858, mais il n'a pas voulu même y collaborer. Fantaisie, caprice de jeune enfant, bizarrerie..... nous ne savons comment qualifier cette désertion. Quand j'ai couvé un œuf avec tant d'amour, je ne croyais pas que, l'œuf devenu oiseau, l'oiseau me traiterait ainsi...

Voilà de l'intimité, n'en abusez pas.

IX

Avignon, 4 février 1858.

Mon cher Monsieur,

Je reçois votre lettre et je m'empresse d'y répondre. Je vous remercie de m'avoir choisi pour entretenir votre *avouinement*. Je ferai, pour entretenir ce feu sacré, tout ce qu'il sera possible de faire : heureux de travailler, ce faisant, pour l'honneur de notre muse que j'aime, et de notre littérature romane, à laquelle j'ai consacré les plus belles années de ma vie. Je rencontre sur mon chemin tant d'épines, que j'ai du plaisir à y voir s'épanouir des roses comme celles que vous nous cultivez à Genève. Merci.

Répondons aux petites questions, et nous aborderons les autres. Le dictionnaire d'Honnorat est épuisé depuis long-

temps. S'il reste quelques exemplaires je ne sais où, les exploiters en librairie le vendent à des prix follement exagérés. N'y songez plus. Cet ouvrage forme trois beaux volumes in-4°; c'est un très beau travail, que j'ai apprécié moi-même (voir *Margarideto*, notes) et dont à cette époque je ne devais pas dire le faible. N'étant fait qu'à l'aide de notre langue écrite, ce dictionnaire est naturellement incomplet; car tous les mots de notre langue ne sont pas dans les livres, et chaque jour nous en rencontrons de superbes qu'aucun dictionnaire n'a encore recueillis.

L'*Armana* 1855 est si recherché qu'il est introuvable. On vient souvent me le demander. Si ce livre était réédité, il trouverait de nombreux acheteurs. Si un heureux hasard le mettait sous ma main, je m'en emparerais pour vous, et vous l'adresserais.

Lou choléra, *li Partejaire*, *Quand devès*, *lou Rouge et lou Blanc*, sont épuisés. Je crois pouvoir dénicher quelque part une dizaine d'exemplaires de ces publications chaudement populaires : je ne manquerai pas de faire votre part. J'y joindrai *Louis Gros*, récit écrit en français. Ce petit livre a eu, si je ne me trompe, 7 ou 8 éditions. C'est l'histoire de deux enfants de Saint-Rémy qui s'égarèrent dans nos catacombes et qui y restèrent perdus huit jours et huit nuits. C'est saisissant. L'*Imagination* de Delille n'est rien à côté. Et je suis *historique*.

Depuis bien des jours, je n'ai eu le plaisir de voir votre ami, M. Maunoir. Si j'étais plus libre que je ne suis, j'irais aujourd'hui même le chercher pour lui donner de vos nouvelles. N'ayant ni femme ni commis, je suis dans ma boutique du matin au soir, tous les jours, comme un limaçon dans sa coquille.

Nous n'avons à Avignon aucun recueil littéraire périodi-

que. Il y a un journal d'annonces, (*le Mémorial de Vaucluse*) qui cultive avec succès les *nouvelles diverses*, et auquel je me garderais bien de confier la moindre des choses. — Je ne connais d'ouvrages sur Avignon que l'*Essai historique* qu'a compilé M. Joudou; que le *Dictionnaire* de Courtet, où Avignon occupe seulement quelques pages. Je ne vous parle pas des guides de voyageurs. Ce n'est pas sérieux.

Mistral a terminé *Mireille*. Il en fait la traduction mot à mot, ce qui l'ennuie, m'écrit-il. Son poème ne pourrait pas se passer de traduction. Il fait bien d'en travailler une qu'il mettra en regard. Elle pourra être utile en Provence et à l'étranger. Il y a dans ce poème, des mots, des locutions qui sont tellement du cru, que tout le monde ne les comprendrait pas sans le mot à mot. J'ai été souvent arrêté moi-même dans l'intelligence de tels ou tels passages. Mistral a dû élargir son dictionnaire et sa langue. Ce sera là un des principaux mérites de son œuvre.

Vous voulez l'*arma virumque cano Trojae* de notre ami. « Je chante une jeune fille qui, pauvrette ! ne put pas épouser son amoureux » : ni plus ni moins.

Que le début soit simple et n'ait rien d'affecté.

Vous voyez que nous ne promettons pas monts et merveilles. Il y a pourtant là tout un monde, un monde bien intéressant, des peintures de mœurs rustiques provençales faites de main de maître, des légendes, des traditions — des croyances populaires, broderies merveilleuses qui se détachent sur un canevas des plus simples, dans une histoire d'amour. La dernière fois que j'ai entendu le poète, il nous racontait magistralement comment Trophime parla aux Arlésiens réunis au théâtre où ils fêtaient Vénus... et comment sainte Marthe fut suppliée d'aller délivrer de la Tarasque les pau-

vres habitants de Tarascon... et comment... etc. C'est tout un monde, vous dis-je, et ce n'est pas dans une lettre, ni même dans dix que je pourrais vous en esquisser le merveilleux.

Je signale à votre attention (quand vous aurez à me citer de nouveau) le Noël intitulé *la Chato avuglo, la Jeune fille aveugle*. Ce chant pourrait intéresser quelque peu, je le crois, même déflorée par une traduction. Faites cette version, elle est facile.

Quant aux fragments de journaux que je vous ai confiés, veuillez, je vous en prie, ne pas les égarer et me les renvoyer dès qu'ils ne vous seront plus utiles. Il y en a quinze. Vous comprenez que j'y tiens. Ils serviront plus tard à une histoire qui aura bien son intérêt.

Dimanche passé, j'ai fait des miennes à Nîmes, dans une séance solennelle de la Société de saint François de Sales, présidée par Mgr l'Evêque. Le peuple nîmois a trop bien accueilli la muse provençale, qui a été touchée de cet accueil chaleureux. Ce public méridional est vif comme la poudre. Il a applaudi le *félibre* avec passion. Reboul était au nombre des auditeurs.

Je n'ai ni le temps ni le large d'en dire davantage.

Tout à vous et de tout mon cœur.

J. R.

X

Avignon, 12 février 1858.

Mon cher Monsieur et ami,

Je reçois votre lettre qui me dit si bien tout ce que vous voulez faire en notre honneur. C'est vraiment complet. Je crains bien fort que la *Bibliothèque universelle* ne vous per-

mette pas d'achever votre petit monument, ce qui serait fâcheux, et ce que déplorerait amèrement la chère muse provençale. Je suis émerveillé de vos projets, et j'approuve votre plan. Je n'ai à vous faire aucune observation sur ce magnifique ensemble, tout au plus si j'en aurais à hasarder quelques-unes sur les détails, s'il m'était donné de les voir. Eh bien ! puisque le cœur vous en dit tant, à l'œuvre, et courage ! Le champ est vaste et fertile ; il y a là de ravissantes fleurs à cueillir, fleurs inconnues dans vos parages, et qui sont bien de nature, présentées par vous, homme de goût, d'esprit et de cœur, à attirer l'attention et les sympathies du Nord. Je vous conduirai par la main dans notre champ quand vous voudrez, et, jardinier expérimenté, je serai heureux de vous *présenter* nos arbres et leurs fruits, nos plantes et leurs fleurs.

A moments perdus, comme vous le devinez, j'ai traduit pour vous la touchante ballade de Reybaud, mon Noël *Les Diables* qui perd tout à être habillé à la française ; le *Bonjour à tous* et l'*Adieu à tous* de Mistral, deux bijoux, que vous avez déjà remarqués. J'y joins la traduction de *Requiem*, par Emile Deschamps, qui a fait des efforts inouïs pour suivre de près le texte, et donner à sa traduction l'allure de l'original. Quand vous n'aurez rien de mieux à faire, donnez-moi la liste de tous les morceaux que je vous ai traduits, pour que je ne m'amuse pas à traduire deux fois la même pièce. Tout affairé que je suis, je travaille pour vous — travail ingrat et qui bien souvent me désole, car je suis forcé d'estropier bien des grâces.

Bellot est mort l'autre année. Il a beaucoup fait dans sa vie ; mais il n'a pas apporté dans ses œuvres, cet amour de la langue et de son génie, qui nous caractérise, nous les jeunes. Et puis, il a été plus conteur et plus farceur que poète.

Il a laissé des fables et des contes charmants, pleins de sel marseillais, et bien faits pour charmer le peuple, qui n'apprécie pas, vous le savez, ce qui fait le principal mérite de la jeune école provençale.

J'attends avec impatience votre seconde étude. N'oubliez pas de me la faire adresser quand elle paraîtra. Les amis savent que la *Bibliothèque universelle* s'occupe de nous. Je vous ai dit qu'ils connaissent Numa, mais qu'ils ne soupçonnent même pas l'Egérie. Je leur croyais meilleur nez. A leur place, j'eusse deviné d'où partaient les renseignements. Il y a dans votre prose des choses qu'ils m'ont entendu dire mot à mot. Laissons-les chercher, et allez votre chemin.

Mireille sera incessamment sous presse. Je crois qu'elle paraîtra avant septembre prochain.

Je ne connais rien de Paradol (c'est honteux !) Je n'ai pas porté là mes études. Vous en savez plus long que moi sur ce Paradol, et sur beaucoup d'autres. J'ai mieux aimé étudier ma langue sur des lèvres vivantes que dans des livres morts. Paradol a fait cinq tragédies ! Cinq ! juste ciel. Si elles sont bonnes, il a bien mérité de la patrie.

Quand vous en serez aux noëls, vous pourrez hardiment louer ceux de Saboly, qui est le Lafontaine de ce genre. Vous trouverez dans le recueil que je vous ai adressé, quelques mots biographiques, qui vous seront utiles. Saboly est admirable de naïveté, d'entrain, de bonhomie antique. Il est souvent intraduisible, tant il est dans le génie provençal. Ces mœurs-là s'en vont, à notre plus grand regret. Toutefois le peuple, le vrai, a gardé souvenance de ses chants et de ses us. Tout ce feu sacré n'est pas éteint, et nous soufflons dessus pour qu'il ne meure pas et jette encore quelques lueurs... Quant à Peyrol, vous pouvez sans crainte avancer qu'il est mauvais, pitoyable, trivial, sans portée artistique et littéraire,

et qu'Aubanel a eu mille fois tort d'alourdir son édition en y insérant toutes ces vilénies. Et vous direz vrai et frapperez juste. Nous avons fait, Mistral et moi, tout notre possible pour qu'Aubanel laissât mourir de leur belle mort ces chants vulgaires et niais. Nous n'avons pu rien obtenir : « Il est populaire ! » telle a toujours été sa réponse. Et si la popularité s'empare d'une bêtise fieffée, il faut respecter la bêtise et l'empailler ?... Peyrol n'a pas un Noël passable, pas un seul !

Quant aux modernes, *sunt bona, sunt mala, sunt mediocria plura*. Le plus grand nombre sont en dehors des qualités exigées par le genre, ce qui ne les empêche pas, la plupart, d'être fort remarquables à des titres divers. Vous comprenez bien qu'une ode ne doit pas être traitée comme une élégie, une élégie comme une épître, et le Noël comme une élégie et comme une ode. Pour mon compte, j'ai voulu presque toujours me faire l'esclave du genre. Il vous sera facile de vous en convaincre. La plupart des amis se sont donné des libertés plus grandes, et ils ont voulu avoir les coudées franches. Il en est résulté que celui-ci a fait une belle ode, celui-là une jolie ballade, cet autre de spirituels couplets ; mais ni les uns ni les autres n'ont fait des Noëls, *apparent rari*. Adieu, monsieur, à plus tard plus longue causerie.

Tout à vous, mon cher ami, et de tout mon cœur. J. R.

Notre ami Maunoir va bien, il vous écrira.

XI

Avignon, 25 mars 1858.

Mon cher Monsieur,

Vous devez me croire mort. Il n'en est rien. Mais mon rhume m'a bien éprouvé, et je n'en suis pas encore sorti.

Appelé à Nîmes par le président de la Société de Saint-Vincent de Paul, pour y dire des poésies provençales, dans une brillante fête des pauvres — c'est-à-dire dans une riche loterie, tirée à leur profit dans les salles de l'Hôtel de Ville, je voulus m'y rendre malgré mon rhume, et m'y conduire en troubadour non enrhumé: il en est résulté une aggravation de mon mal; et depuis, j'ai passé bien des jours filés de sirops, de tisanes et de pastilles. Je vais bien mieux, et j'espère que le beau temps fera le reste. A Nîmes, tout alla pour le mieux. J'étais loin de m'attendre à un accueil aussi sympathique. L'ami Reboul était tout heureux de mon petit succès, et s'applaudissait d'avoir insisté auprès de moi pour me tirer de ma boutique.

Vous voulez bien*me demander le *Choléra*, *Quand devès*, et le *Mont-Ventoux*. Le *Choléra* est épuisé. Il tend à prouver à des imbéciles que le *choléra* n'est pas un poison jeté par les riches pour se débarrasser des pauvres, mais bien un fléau de Dieu. *Quand devès* est une étude tout à fait avignonnaise, écrite pour faire entendre raison à une opposition aveugle, dirigée contre un conseil municipal d'Avignon très bien composé — et démoli depuis 1852. Je tournai les rieurs de mon côté, et l'opposition cessa, car je la désarmai avec un rire plein de sel et de bon sens. Le *Mont-Ventoux* n'est que le récit, sous forme de lettres à ma sœur *Touneto* (Antoinette) d'une ascension au sommet du Ventoux, la plus haute montagne de la contrée: ce n'est pas grand'chose. Il ne vaut vraiment pas la peine de vous adresser ces bêtises. — Vous avez tout ce que vous devez avoir, et même davantage. Avez-vous escaladé avec armes et... *Margarideto* les hauteurs de la *Bibliothèque universelle*? Comment y avez-vous été reçu, et que compte-t-on faire de vos *Margarideto*? Les miennes sont intéressées à la chose. Il me tarde de voir imprimer

mées en beaux caractères genevois, ces premières émotions de ma muse, ces jeux de mon enfance, ces chères fleurs cueillies dans les jardins paternels au bords du Réal, le ruisseau dont l'eau est si limpide et le murmure si doux ! quels frais gazouillements ont ces souvenirs de Saint-Rémy et comme j'aime à les évoquer, du milieu de cette vie de prose et d'épreuves que le bon Dieu m'a faite ! Quand vous aurez publié votre étude, n'oubliez pas de me l'adresser. Je la recevrai avec reconnaissance, et bénirai la bonne pensée qui vous porta à m'écrire, comme je l'ai déjà fait de tout cœur.

Un de mes bons amis veut absolument que je lui procure le numéro de la *Bibliothèque universelle* qui parle si bien de nous. Ne vous sera-t-il pas possible de me l'adresser ? Achez-le pour moi, je vous en rembourserai le montant. Veuillez, je vous prie, ne pas m'oublier, vous m'obligerez.

Notre nécropole papale va se parer. L'Almanach de 1858 vous a dit (1^{er} article) que c'est à Avignon qu'aura lieu, du 3 au 6 mai, le concours régional d'agriculture. On fait les préparatifs de cette fête, qui sera, dit-on, très brillante, et attirera dans nos murs un concours immense. Pourquoi faut-il que des fêtes pareilles soient si rares chez nous ? Le vieux palais des papes en a vu bien d'autres. Il a l'air de se moquer de nous, — et nous regarde du haut de sa grandeur. Quoi qu'il en soit, on vient de lui cirer ses souliers, comme disait l'autre jour une vieille femme, aussi pittoresque que le vieux palais. On a débarrassé le colosse-caserne de cantines qui le déparaient, et maintenant, nous le voyons sans excroissances parasites, seul, grand, imposant. Quelle étonnante forteresse ! L'Eglise à cette époque était une puissance temporelle qui savait se faire respecter. Elle avait des citadelles qui tenaient en échec les plus redoutables puissances de ce monde. — Le palais des papes d'Avignon, tout mutilé et dé-

naturé qu'il est, proclame encore bien haut de la force de ceux qui l'ont bâti, et qui de là pouvaient commander *urbi et orbi*. Les Avignonnais, à moitié italiens, amis, comme les lazzaroni, du *far niente*, passent avec indifférence devant le vieux monument, et vont nonchalamment se chauffer, l'hiver, au soleil qui met une couronne d'or à leur palais des papes; et l'été, ils vont respirer sous les pins du Rocher des Doms, la fraîcheur qui monte du Rhône et de la Barthelasse. Il y a du Romain actuel dans l'Avignonnais. Il court à l'église et au spectacle, et il attend patiemment pour lui et pour sa ville, des jours meilleurs. Il est fier de son passé, quand parfois il en parle, et se prend à regretter le paternel régime de ses vieux maîtres.....

Tout à vous, mon cher ami, et de tout mon cœur.

J. R.

XII

Avignon, Jeudi-Saint 1858.

Mon cher ami,

Je reçois le numéro de la *Bibliothèque Universelle*: je vous remercie de l'exactitude que vous avez mise à me l'adresser. Vous me l'offrez de si bon cœur que je l'accepte de même.

Je vais mieux. Tout me fait espérer que le beau temps me débarrassera complètement de cette irritation de poitrine dont la persistance m'ennuie beaucoup.

Je vous ai dit au sujet de *Mircille*, et vous avez dit vous-même tout ce qu'il fallait en dire, en attendant mieux. Je ne connais l'œuvre que par fragments, que l'auteur m'a récités au fur et à mesure qu'il avançait dans sa composition, et de

loin en loin, quand j'avais occasion de le voir, ici ou chez lui. Je n'ai pu encore juger de l'ensemble, qui est grandiose. Et ce n'est pas dans ces conditions, et dans une lettre écrite au vol de la plume, que je puis vous donner une idée exacte de cette belle épopée rustique. Patience donc, mon cher ami ! vous serez des premiers servis et des mieux informés. Mais (passez moi ce dicton du cru) je ne puis pas danser plus vite que ne joue le violon. — Quant à Mistral, il n'a montré ses trésors qu'à quelques amis ; et je sais qu'il ne voulut pas les montrer à M. Taillandier lui-même, quand celui-ci, par mon intermédiaire, lui demanda des détails sur le sujet de *Mireille*, détails qui devaient servir à compléter l'étude du savant professeur de Montpellier sur les poètes provençaux. (Cette étude devait figurer dans un volume que notre *introduceur* prépare, et n'est autre chose que la belle préface de nos *Provençales*.)

Je vous avouerai franchement que je me perds dans les morceaux que je vous ai traduits. Je ne sais lesquels vous traduire, n'ayant pas pris note exacte de ceux que vous avez déjà. Il serait bon de me la fournir, vous ne m'exposeriez pas à faire deux fois un même travail, assez fastidieux de sa nature. Ayez donc la bonté (quand vous n'aurez rien de mieux à faire) de me donner ce petit inventaire. Vous noterez exactement en face, les morceaux que vous nommez *les plus difficiles et les plus méritoires* ; et dans mes moments perdus, je pourrai me livrer à l'exercice de la traduction.

Je crois comme vous que ma plaisanterie, *Campano*, et la sérieuse *Mireille*, couronneraient parfaitement vos études. Je remarque que c'est un livre que vous voulez faire. Ce livre, puisque *livre* il y a, ne serait, certes, pas dépourvu d'intérêt, et nous ferait autant d'honneur qu'à vous-même. Vous paraissez donc renoncer aux *recueils périodiques*, sans

vous en inquiéter. Et pourquoi ? Il me semble que la *Bibliothèque universelle* et ses abonnés ont dû être heureux des communications intéressantes que vous leur avez faites, des citations qu'ils ont trouvées « *étrangement belles* ». Pourquoi ne les continueriez-vous pas ? Je serais pour ma part, très honoré si vous vouliez bien faire connaître aux lecteurs de la *Bibliothèque universelle*, mes *Marguerites*, qui sont, même à cette heure, les préférées de ma Muse. Il y a dans la publicité que vous nous donnez hors de France, un honneur dont nous sommes fiers, un puissant encouragement pour nous et pour notre œuvre, une douce récompense de nos persistants efforts, une puissante recommandation qui nous fait un bien immense ; et sans vous en douter peut-être, vous donnez un exemple bon à suivre, comme le disait tout récemment, dans sa revue bibliographique, la *Revue britannique*, par l'organe de M. Amédée Pichot, notre cher et illustre Arlésien, l'habile directeur de cette publication. Continuez donc ce que vous avez si bien commencé. La Muse provençale vous en sera bien reconnaissante.

Adieu, cher ami. Je n'ai pas autre chose à vous dire pour le moment. Vous savez que je suis, sous votre main, comme un clavier docile : vous n'avez qu'à me toucher, et je réponds de mon mieux.

Je vous serre la main et vous embrasse.

J. ROUMANILLE.

XIII

Avignon, 12 avril 1858.

Vous êtes, mon cher ami, d'un laconisme irritant. Peut-être voulez-vous qu'il me punisse de mon bavardage sans fin. Voyons, où voulez-vous en venir avec ce tas de stupides traductions ? J'en ai la tête fendue en quatre. Je viens de

déchirer Mistral (*Amarum, Sous la treille, Course de taureaux, la Mante.*)

Croyez-vous que vos revues s'accommoderont de ce *charabia* ? Et si vous faites un livre, comme vous en avez l'air, croyez-vous que des pièces semblables à celles que vous persistez à me demander, seront bien attrayantes pour vos lecteurs ?

Quoi qu'il en soit, je vous obéis comme un esclave à son maître ; voici de la besogne que vous reverrez à votre loisir. Léchez, polissez, repolissez ; ce ne sera jamais fameux, mais c'est votre affaire. Quant à nous, nous pourrions toujours nous réfugier dans notre texte ; et là, nous rirons de ceux qui pourront rire de nous.

Aubanel est à cette heure dans les Alpes, où il restera auprès de son frère jusqu'aux premiers jours de mai. Il est si vagabond que je ne le vois presque plus. Je ne puis pas le suivre par monts et par vaux. C'est une chèvre aux cornes d'or.

Votre article sur les *Margarideto* est dans les bureaux de la *Bibliothèque universelle*. Il vaudrait mieux pour vous et pour moi qu'il n'y moisît pas si longtemps. Si elle vient trop tard après le premier article, cette nouvelle étude perdra. Vous avez d'abord admirablement chauffé votre fer, il serait inutile de le battre lorsqu'il sera refroidi.

Adieu, mon cher ami. Tâchez d'être moins pressé quand vous m'écrirez. Ce laconisme m'irrite, je vous l'ai dit. Je suis déjà bien assez irrité comme ça.

Voici (je l'oubliais) le sens des deux vers en question :
« S'il nous fallait partir demain, si demain nous mourions, à quoi nous servirait le bien-être de la vie, les biens de ce monde, les aises de l'existence ? »

Tout à vous et de tout mon cœur.

J. R.

XIV

Avignon, 30 mai 1858.

Mon cher ami,

Je suis heureux de recevoir de vos nouvelles. Je savais par M. Maunoir que vous étiez perclus du bras droit. — Votre longue lettre, l'allure décidée de votre écriture, me dit que vous allez bien, je m'en réjouis.

Il est fâcheux pour vous et pour nous que la *Bibliothèque universelle* soit si grande dame, et vous fasse faire antichambre si longtemps. Si elle savait, sans nous flatter, combien votre dernier article a intéressé Paris et le monde, *urbi et orbi*, elle serait plus aimable à votre égard. J'ai dit *le monde*; il m'est revenu que vos révélations au sujet de la littérature provençale moderne avaient été très remarquées en Allemagne. Vous paraissez toutefois ne pas perdre espoir de fléchir tant de rigueur. Je suis comme vous et j'attends que Madame s'adoucisse.

Quoique fort contrariées par des pluies opiniâtres, nos fêtes ont été brillantes, surtout le dimanche qui les a ouvertes et celui qui les a fermées. La clôture a été vraiment magnifique; on n'évalue pas à moins de 40,000 âmes, les étrangers qui, ce jour-là, se donnèrent rendez-vous au pied du palais des papes. L'aspect de notre ville, ce jour-là, fut vraiment original. Provençaux et Contadins, Provençales et Contadines dansèrent, sur la grande place de l'Hôtel de ville, jusqu'à complète extinction du dernier lampion. Je ne vous parlerai pas des animaux reproducteurs, ni des médailles dont on les a décorés, ni des discours auxquels ils ont donné lieu. Le 3 juin, on inaugura la statue de Crillon, l'ami

d'Henri IV. On monta sur les épaules du *brave* pour crier *Vive l'empereur ! A.* de Pontmartin, dans le journal *l'Avenir*, a fort spirituellement rendu compte de cette fête *napoléonienne*. Ce qui vous eût le plus intéressé, c'est l'exposition, dans la grande salle de l'Hôtel de ville, des vieux tableaux tirés des collections de nos amateurs avignonnais ; ce fut un beau Musée improvisé. Il y avait là de vrais trésors. Je ne pensais pas que notre ville en renfermât autant, et les mieux informés disent qu'on aurait pu en tripler le nombre.

Pour passer du grave au doux, vous savez ce qu'est *lou Mai*. C'est une fraîche habitude d'amour. Les amoureux, et même ceux qui ne le sont pas, dans la nuit du dernier avril au 1^{er} mai, ornent de branches de peuplier, quelquefois de fleurs en bouquet, les portes des maisons où demeurent des jeunes filles. On appelle cela en Provence, *planter le Mai*. Cet usage s'en va, comme tant d'autres ; il doit encore être en vigueur pourtant dans quelques villages éloignés des grands centres. Je me rappelle avoir planté le mai dans les années de ma première jeunesse. Quelquefois, au lieu d'un compliment, nous faisions une critique. C'était par exemple quand nous fleurissions de thym la porte d'une jeune fille. Cela signifiait qu'elle n'était pas rangée, qu'elle n'était pas proprette. En effet, dit un vieux proverbe :

La ferigoulo

Es pèr li groulo.

Le thym est pour les savates (mot à mot) pour celles qui ont les souliers *acula*. *Groulo* à lui seul, signifie une femme ou une fille sale, malpeignée, n'ayant nul soin de sa maison ni de sa personne, mauvaise ménagère, etc. *Es uno groulo*, c'est un soulier éculé. Vous voyez que la malice provençale est ingénieuse. La jeune fille ainsi maltraitée était portée à

se surveiller et à se nettoyer. Il en résultait quelquefois une amélioration, et c'était la morale de ces amusements de jeunesse.

J'attends M. Maunoir et votre satire. Je ne doute pas un instant du plaisir que cette communication me fera. Je vous salue poète et poète d'élite.

Mistral se fera imprimer à Paris au mois de septembre. Il ira à Paris pour cela. C'est peut-être un tort. Il eût mieux valu, à mon avis, qu'il se fit imprimer en Provence. Ce n'est pas dans le nord que l'on plante des palmiers.

Taillandier n'a pas édité son volume ; peut-être même ne l'éditera-t-il pas. Ce volume figurait à l'état de projet sur le catalogue de Michel Lévy. Le dernier catalogue de cette maison ne le porte plus, je ne sais pourquoi.

La Justice dans l'Eglise et dans l'Etat n'a pas pénétré jusqu'à nous. Vous savez que cet ouvrage a été saisi chez l'éditeur. Le procès est pendant. *La Propriété, c'est le vol ; Dieu, c'est le mal*, étaient les avant-coureurs de la *Justice dans l'Eglise et dans l'Etat*. Que les petites-maisons se feraient grandes si l'on y enfermait tous ceux qui en sont dignes !

Quand la *Bibliothèque universelle* se sera relâchée de sa sévérité, n'oubliez pas de m'adresser le numéro qui m'en fournira la preuve. Dites au Directeur de cette revue que votre premier article a eu du retentissement en Europe, et que vous êtes nouveau, au moment où le nouveau est tant recherché ; peut-être abrègera-t-il l'épreuve à laquelle il vous soumet. Aux yeux des littérateurs du nord, vous avez découvert une Amérique. La *Revue* devrait être plus aimable à l'égard de son Christophe Colomb.

J'amasse des matériaux pour l'*Armana* 1859 ; vous voyez que je m'y mets de bonne heure. J'ai déjà d'excellentes

choses, et les sujets ne manquent pas : Mort du fêlibre *Castil Blaze* ; fêtes agricoles d'Avignon ; statue Crillon ; exposition des beaux-arts ; inauguration, à Carpentras, de la statue de Mgr d'Inguibert ; inauguration, le 9 Août prochain, d'une statue colossale de la Vierge sur la grande tour de la Métropole des Doms, etc ; quels beaux canevas. et qu'il va être agréable de broder là-dessus ! Les plumes se taillent, et, pour mon compte, je me suis chargé de Carpentras, et d'Inguibert ; de Carpentras, ville qui fait rire le *Charivari*, et qui n'en est pas moins une délicieuse cité, admirablement assise dans un vrai paradis terrestre.

Adieu mon cher ami. Tout à vous, et de tout mon cœur.

J. ROUMANILLE.

XV

Avignon, 9 juillet 1858.

Vos lettres m'affligent, mon cher ami. Je voudrais vous savoir en parfaite santé. Soignez-vous, et ne travaillez pas trop, calmez vos nerfs, rétablissez votre bras, et n'écrivez pas un mot si cela vous fatigue.

Vous recevrez avec la présente les explications que vous me demandez. Il y en a trois que je ne puis vous donner. Je n'ai pas pu vous lire, même avec l'aide de ma loupe. J'ai lu *quau reno* ? qui grogne ? qui se plaint ? *quau rëssò* ? qui scie ? *classa*, classée, ou classer ; *clusso*, *clusso*, poule qui couve des œufs ou qui a des poussins. *Jonassa* ? *garrasso* ? *jassasso* ? tout cela ne signifie rien.

Vous me demandez où nous en sommes de notre littérature. Vous le savez, Mistral ira bientôt à Paris publier *Mirèio*. Aubanel chante son amour pour je ne sais quelle Dulcinée

idéale ou réelle. Il ne peut pas sortir de là. C'est un interminable chapelet. Il s'en donne à cœur joie. Laidet n'a pas publié en volume ses fables, toutes imitées de La Fontaine. Il les a éparpillées un peu partout, dans des revues, dans des almanachs, dans des publications collectives. Si la patience est le génie, le docteur Laidet est un homme de génie. Il faut, en effet, avoir beaucoup de patience et de courage pour passer sa vie littéraire à traduire ou à imiter les fables de La Fontaine, depuis la Cigale jusqu'à la dernière page. Que Dieu l'assiste et le bénisse ! — Nous songeons à l'*Armana* 1859. Déjà les matériaux m'arrivent. Je n'ai rien en portefeuille, ou pas grand'chose. Si vous avez *les Traditionnelles* de Reboul, lisez *les Pois chiches*. C'est un joli conte provençal que Reboul a eu le tort de mettre en français, aussi n'ai-je eu aucun scrupule à le lui voler. J'ai écrit *les Pois chiches* : *Li cese*. Les amis m'ont assuré que je ne m'en étais pas trop mal tiré. La langue française a trop de crinoline pour aborder des sujets pareils. Le provençal fait ces choses en se jouant, et les fait bien. Vous en jugerez quelque jour. Voilà mon seul exploit de cette année : il ne vaut pas la peine d'en parler, c'est celui d'un voleur.

Si je ne suis pas trop curieux, dites-moi à quel propos M. Amédée Pichot vous a écrit. Je suis intéressé à le savoir, si c'est à cause de nous qu'il l'a fait. M. le Directeur de la *Revue britannique* est provençal, natif d'Arles, chef-lieu de l'arrondissement où se trouve mon adorable Saint-Rémy. Il porte intérêt à nos publications, et m'a en particulière estime. Parlez-moi donc de M. Amédée Pichot : vous me ferez plaisir.

Aubanel boude toujours. C'est pur caprice, bizarre fantaisie, c'est de l'originalité à sa façon. C'est vouloir faire sensation profonde en s'abstenant ; c'est vouloir se faire

prier, ce qui n'est pas d'un bon camarade, d'un bon frère en Apollon. Pour mon compte, je l'ai assez prié. S'il veut ne pas venir à nous, qu'il reste chez lui : nous lui avons prouvé qu'il n'est pas indispensable au succès de notre *Armana*, puisque, bien qu'il n'y eût rien de lui, notre *Armana*, cette année, a eu un succès énorme, comme jamais il n'en avait obtenu. L'année 1858 est totalement épuisée. On n'en peut pas dire autant, bien loin de là, des années 1856 et 1857!

La *Campano* se vend toujours, mon tirage (1000) touche à sa fin. Décidément *l'héroï-comique* a les faveurs du public.

Votre *Bibliothèque universelle* ne publiera donc jamais l'article que vous lui avez donné? Elle est bien difficile, et je ne vois pas que les articles littéraires qu'elle publie valent celui qu'elle persiste à laisser dans ses cartons. Faites auprès de Madame quelques tentatives, peut-être parviendrez-vous à fléchir ses rigneurs. Je m'en réjouirais grandement.

Tout à vous, mon cher ami, et de tout mon cœur.

J. ROUMANILLE.

XVI

Avignon, 21 juillet 1858.

Mon cher ami,

A la bonne heure! c'est GANARRO que vous vouliez écrire. Eh bien! — Eh bien! ce mot isolé a une signification qu'il n'a peut-être pas dans la phrase où vous l'avez trouvé. Si jamais je l'ai employé, c'est pour dire qu'un homme a bu jusqu'à l'excès, qu'il s'est saoulé. Avoir le *ganarro*, c'est être

ivre-mort, ou à peu près, c'est avoir fait à Bacchus de trop copieuses libations. Voyez si ce sens va. Vous n'eussiez pas mal fait de me citer tout le vers où se détache ce joli mot, sans étymologie connue, comme une pierre précieuse se détache de l'or où elle est enchâssée. Etes-vous satisfait ? Je le désire.

Voilà que vous voulez des *contes*, des *fables*, des *facéties*. Quels *contes*, quelles *fables*, quelles *facéties* voulez-vous ? Je m'y perds. Mettez donc les points sur les *i* quand vous écrivez. Quand je saurai précisément de quelles *fables*, de quels *contes*, de quelles *facéties* vous avez envie, je tâcherai de vous satisfaire.

J'ai, dans le temps, prêté à un ami, qui ne me l'a plus rendu, votre remarquable étude sur les *Traditionnelles* de Reboul (1). Je la lus avec beaucoup d'intérêt. Vous jugiez bien notre cher poète, et le jugiez en ami. Votre étude est une des plus convenables qui aient été publiées à propos des *Traditionnelles*. Vous auriez pu creuser davantage et l'homme et le livre : votre étude n'y eût rien perdu, et les lecteurs y eussent gagné. Quoi qu'il en soit, tel que je l'ai lu, votre article est bon, et j'en sais plus d'un qui voudraient l'avoir écrit.

Votre *Crise d'argent* (2), que M. Maunoir me communiqua de votre part, est pleine de verve et d'entrain. C'est violent jusqu'à l'excès ; j'en trouve la couleur un peu chargée peut-

(1) Je ne saurais dire où cette étude a paru. V. Duret en avait donné lecture dans une séance de l'Institut genevois, le 13 juin 1857.

(2) La *Crise d'argent* avait été lue par M. Duret dans la séance générale de l'Institut genevois, le 22 février 1858 ; et elle a été publiée dans le tome VII du *Bulletin de l'Institut*, pages 310-319.

être, mais c'est sans doute une qualité. Un homme indigné (*facit indignatio versum*) ne mesure pas trop ses termes ; et s'il charge son canon, il le charge jusqu'à la gueule. Il y a là, surtout, quelques façons de dire *germaniques* qui ne m'ont pas trop déplu. En somme, je trouve cela très chaud, rougi jusqu'au blanc : aussi ne faut-il pas s'étonner si, en frappant ce fer ardent, vous en avez fait jaillir d'aussi éblouissantes étincelles. J'en conclus que, dans cette pièce, vous avez été *trop* poète.

Je ne comprends pas l'hésitation de M. Amédée Pichot à publier les articles qu'il a, nous concernant, dans ses riches cartons. La lumière n'est pas faite pour être mise sous le boisseau, alors surtout que d'une main hardie, vous avez mis la vôtre sur un si riche candélabre : la *Bibliothèque universelle*. Si, par hasard, vous aviez occasion d'écrire au Directeur de la *Revue britannique*, donnez-lui le courage qui lui manque, décidez-le à ne pas garder pour lui des choses qui nous honorerait infiniment, et qui seraient accueillies avec intérêt, je ne saurais en douter, par la grande majorité des lecteurs de la *Revue*. Quant à vous, vous devez pousser un de vos recueils genevois à la publication de vos études sur les poètes provençaux modernes ; vos recueils ne sauraient avoir à traiter des sujets plus neufs ni plus intéressants (sans trop vouloir nous flatter.) Quand je dis ceci, je le dis à bon escient.

Vos *Binettes* (comme vous les appelez) sont une mine riche et inépuisable. Je crois qu'elle peuvent réussir, et avoir beaucoup de vogue. Le lecteur, à cette heure, est très friand de ces choses-là. On peut lui en servir sans crainte. Allez donc, allez ! et surtout ne soyez pas trop indiscret.

Le docteur Maunoir, qui s'intéresse vivement à votre santé, prétend que si vous faites le remède qu'il vous a

indiqué dans une de ses précédentes lettres, vous verrez bientôt la fin de votre... Comment appellent-ils ça ? de votre *exostose*. Soignez-vous, et ne vous inquiétez pas, ne travaillez pas trop, et jetez des roses sur le noir de l'avenir. Les plus heureux en ce monde ne sont pas ceux qui sont les plus riches; aussi suis-je heureux dans ma pauvreté. Elle me cloue sur ma chaise et dans ma boutique. La muse et la littérature rendent moëlleuse ma dure chaise de saule, et font un paradis terrestre de ma bicoque. J'abandonne le tout à la providence de mon bon Dieu, qui fait bien ce qu'il fait, et qui, pour des raisons que vous connaissez, a jugé à propos, dans sa sagesse infinie, de ne pas faire porter des citrouilles aux chênes.

Adieu, mon cher ami. Tout à vous, et de toute mon âme,

J. ROUMANILLE.

XVII

28 d'avoust 1858.

Veici *lou mau de det*, l'ai fa vite, doumassi siéu pressa. Adoubas tout acò. Fau sant Miquèu : voulounta dire, chanje de domecile; e siéu dins la pòusso e lou gachis, de talo façoun que noun save de mounte me vira.

Mistral es à Paris, e toujour que deman, legira un cant de sa *Mirèio* à Moussu Lamartine. Vesés qu'acò n'en vòu la peno. Pièi Mistral tournara en Provènço, et estamparen soun libre.

Tenès-vous gaiard, e amas-me.

J. ROUMANILLE.

(Traduction.)

28 août 1858.

Voici *le mal des doigts* : je l'ai fait vite, car je suis pressé. Arrangez tout cela. Je fais la Saint-Michel : ce qui veut dire que je change de domicile ; et je suis dans la poussière et le gâchis, de telle façon que je ne sais où me tourner.

Mistral est à Paris ; et pas plus tard que demain, il lira un chant de sa Mireille à monsieur de Lamartine. Vous voyez que cela en vaut la peine. Ensuite Mistral retournera en Provence, et nous imprimerons son livre.

Tenez vous gaillard, et aimez-moi.

J. ROUMANILLE.

XVIII

Avignon, 8 octobre 1858.

Mon cher ami,

J'ai reçu mes journaux et fragments de journaux. Je vous remercie de ne les avoir pas égarés. Il y a des choses dont je tirerai plus tard un excellent parti.

L'article où je vous remercie,— vous en première ligne — où je remercie Amédée Pichot, Louis Jourdan, de tout le bien qu'ils ont dit de nous, eux aussi, était écrit et composé quand votre lettre m'est arrivée. Croyez bien que vous n'avez pas obligé un ingrat. Seulement je n'ai pas pu en dire aussi long que je l'aurais désiré. Le livre est si petit, et j'ai tant de choses à y mettre !

Mistral et Aubanel ont lu votre article. Ils se sont contentés de vous en remercier *in petto*. C'est leur tort, qu'ils

répareront, croyez-le. N'allez pas croire qu'ils sont dédaigneux; — ils ne sont que paresseux. Aubanel tend de plus en plus à s'éloigner de nous. Je vous ai dit, à ce sujet, ce que je pensais. Je ne suis pas homme à m'agenouiller à ses pieds pour le prier de nous revenir. J'ai fait, pour le garder, tout ce qu'il m'a été possible de faire. Il s'est mis lui-même en dehors de notre cercle; qu'il y reste! je dis ceci sans humeur, et constate que le cher capricieux a plus besoin de moi, littérairement parlant, que je n'ai besoin de lui. Quant à Mistral, nous sommes plus unis que jamais, et marchons ensemble comme deux bons vieux amis que nous sommes. Nous nous prêtons mutuellement appui, et menons ensemble la barque. Nous sommes assez forts pour cela; un troisième rameur serait sans doute pour nous un embarras.

Je vous félicite de votre entrée au Collège royal d'Annecy. Ça vous va comme une bague au doigt. Tâchez de vous y plaire et d'y rester.

Je suis sorti, à peu près, des tracas et des ennuis de mon déménagement, de la maçonnerie, de la plâtrerie, de la menuiserie, de la tapisserie, de toute la ménagerie. Voilà ce qui a absorbé mon temps. Maintenant il est pris par *l'Armana*, qui est sous presse. Ce n'est pas là petite affaire, croyez-le. Il faut écrire à l'un, à l'autre, corriger ceci, modifier cela, faire accepter cette correction à celui-ci qui ne l'accepte pas, cette modification à celui-là qui la refuse. C'est fastidieux au dernier point. Si le public était au courant de cette cuisine, il vanterait notre patience, et apprécierait plus encore qu'il ne le fait notre publication annuelle.

Seguin me vend son édition de Saboly 6 fr. l'exemplaire. Le prix public est de 8 fr. Je la tiens à votre disposition au prix coûtant. Si, au lieu d'être un pêcheur aux liards, j'étais un négociant, vous l'auriez déjà reçue.

Adressez-moi dans une prochaine lettre le chant de *Leleto* que vous avez traduit de mes *Sounjarello*. Pour mon compte, je ne me sens pas le courage d'aborder votre ode à l'Esprit-Saint. Notre langue n'aborde qu'avec difficulté des sujets aussi élevés.

Je vous quitte pour corriger des épreuves de l'*Armana* 1859, qui va lentement, mais qui avance. C'est là encore une rude besogne. Il faut épurer l'orthographe de tout mon monde, celle de Mistral exceptée. Mes épreuves corrigées, je me mettrai à ma correspondance, fort arriérée depuis quelque temps. J'ai à écrire, d'ici à dimanche, 18 lettres pressantes. J'ai commencé par la vôtre : ne vous plaignez pas.

Le docteur Maunoir, qui vous a écrit, se joint à moi, mon cher ami, pour vous serrer la main et vous embrasser.

J. ROUMANILLE.

XIX

*A Monsieur Victor Duret, professeur au Collège,
Annecy (Savoie).*

Avignon, 20 octobre 1858.

Voilà, mon cher ami, la besogne faite. Vous vous donnez un mal épouvantable pour obtenir..... je ne sais quel résultat. Je me plie toutefois très volontiers à tous vos caprices de traducteur, et vous donne la pâtée toutes les fois que vous me la demandez. Avouez que je suis une bonne pâte.

Je suis en pleine composition de l'*Armana* 1859. Je ne sais vraiment où donner de la tête : plaignez-moi. J'écris, en moyenne, quatre longues lettres par jour ; et je subis, en même temps, tous les dérangements et les ennuis d'un bou-tiquier.

Portez-vous bien, et tâchez de vous plaire à Annecy ; n'est pas à Annecy qui veut. Pour mon compte je suis à Avignon, et j'y travaille comme quatre : beaucoup de peine, peu de profit.

Envoyez-moi votre imitation de la chanson de Leleto (des *Songeuses*). On en a fait une superbe variation pour piano. Je suis impatient de savoir ce que vous en avez fait vous-même. On me met à toute sauce, et je suis loin de m'en plaindre.

Adieu, mon cher ami, et tout à vous.

J. R.

XX

Avignon, 17 janvier 1859.

Ne vous fâchez pas ainsi, mon cher ami, car je serais assez malappris pour vous dire : Tu te fâches, donc tu as tort. Un monsieur de ma connaissance devait incessamment se rendre à Annecy même. C'est un *incessamment* qui date de plus d'un mois. Je devais lui remettre et une lettre, et le fameux *Armana* de 1859, que la poste m'a, pour ainsi dire, refusé une fois, le commis du guichet n'ayant pu me dire au juste ce qu'il devait prélever pour s'en charger. Mon monsieur n'est pas parti pour Annecy. Le jour de l'an et son tracas sont venus, j'ai été négligent, et voilà comment vous poussez les hauts cris, de vrais cris d'homme indigné. Veuillez crier un peu moins et me pardonner un peu plus. Embrassons-nous, et que ça finisse.

Qu'allez-vous chanter *Chien et Bergère* ? Je n'ai pas commis cette fable. Elle est due à l'esprit fin et subtil d'un membre de l'Institut, du *félibre* de *Magalouna*, de Moquin-Tandon.

Je ne connais pas l'annonce de l'Académie du Gard, ni le prix que la dite a proposé touchant notre littérature. Est-ce que je me suis jamais mêlé des affaires d'une académie quelconque, grande ou petite ? Elles peuvent bien proposer des prix de toutes les sortes et de toutes les couleurs, je ne m'amuserai jamais à convoiter leurs appâts, et à me prendre à leur hameçon. On m'a fait l'honneur, pour ainsi dire à mon insu, de m'élire membre correspondant de l'Académie de Castres. Que si vous tenez à me mettre dans quelque coin de l'Académie de saint François de Sales, je vous laisserai faire de tout mon cœur. J'aime trop ce grand saint, et vous aussi, pour faire fi de votre proposition ; mais ce ne serait que par respect pour le saint et par amitié pour vous.

Votre dernier billet me demande *Vivia*. Je ne l'ai pas ; et si mes souvenirs ne me trompent pas, l'édition en est épuisée. Je n'ai aucune nouvelle de la tragédie d'Antigone. Je sais que Reboul fait des vers pour développer et compléter son *Dernier jour*. Je ne sache pas qu'il ait une *Antigone* sur le métier. Il fait aussi de délicieux vers provençaux. — Il est fâcheux qu'il ne puisse se décider à me permettre de les publier dans l'*Armana*. Il a peur que sa Muse provençale qui est charmante, compromette sa grande Muse. C'est une *tocade*. Il faut la respecter.

Mirèio est sous presse, et c'est bien elle qui depuis plus d'un mois, me met en retard avec mes amis. Je revois *toutes* les épreuves de cet admirable travail, qui est fort avancé, et qui sera fini dans une quinzaine. Je n'oublierai pas de recommander à Mistral de vous adresser son bel in-8°. Vous en serez ravi. Je vous écris cette lettre sur une *tierce* (10° chant) que je vais revoir, et que les ouvriers attendent.

Vous voyez bien que je ne suis ni aussi indifférent, ni

aussi coupable à votre rencontre, que je le parais. Soyez plus aimable et moins renfrogné, et vous me ferez plaisir.

Tout à vous et de toute mon âme.

J. ROUMANILLE.

XXI

(Lettre sans date ; enveloppe timbrée du 18 Mars 1859.)

Mon cher Vainqueur, (1)

Voilà près d'un mois que j'ai reçu la vôtre. Il est temps que j'y réponde ! D'un jour à l'autre, d'occupation en occupation (je suis plus écrasé que jamais et le serai longtemps encore), j'ai différé jusqu'à ce jour, mais je vous tiens, et ne vous lâcherai pas de sitôt ! Je veux vous fatiguer de mon bavardage de pie borgne. Tant pis pour vous ! prenez-en votre parti.

Bonne nouvelle : cette lettre part avec un exemplaire de *Mirèio*. Quel joli envoi ! Vous allez vous *emmireïer* des pieds à la tête, vous en donner à cœur joie, et vous ferez bien. Tâchez de boire le plus possible de ce vin généreux, mais n'en devenez pas ivre-mort. *Mirèio ! Mirèio !* on n'entend parler que de *Mirèio !* on est émerveillé de *Mirèio*. *Mirèio* par-ci ! *Mirèio* par-là ! *Mirèio* partout. Et c'est un succès superbe, inouï, inespéré ! Réjouissez-vous avec nous ! (2) — Vous ne

(1) Jeu de mots amical : *Victor*, vainqueur.

(2) Quelques lettres d'Aubanel, publiées par M. Legré dans son intéressant ouvrage : *Le poète Théodore Aubanel, récit d'un témoin de sa vie*, (Paris, 1894, pages 110 et suivantes) sont à joindre à cette lettre de Roumanille, comme témoignage de la joie fraternelle qu'éprouvèrent tous les félibres dans ces beaux jours de succès et d'enivrement.

serez pas étonné de tout ça quand vous aurez vu de près la chose. C'est bien comme je vous le disais, et comme je vous l'ai fait dire : « œuvre éminemment sérieuse et qui fera époque dans cette littérature néolatine ; une œuvre telle « enfin que n'en a pas notre langue française. Jeune, beau, « inspiré, Mistral chante dans sa riante solitude, et chante « mélodieusement à la façon des plus grands chanteurs et « trouvères. » (1) Je ne vous ai pas trompé et vous n'êtes pas trompé : vous m'en direz des nouvelles.

Voilà M. Victor Duret qui n'est pas content du joli petit coup de chapeau que je lui ai donné sous le péristyle même de l'*Armana* 1859. Assurément, si vous jugez de la chose sur son étendue, je suis un malotru ; si au contraire vous voyez l'intention, et le plaisir que j'ai eu à mettre en peu de mots notre reconnaissance bien sentie au frontispice même de notre livre, de la mettre, dis-je, en bonne compagnie, vous serez ravi de ce petit cri de notre cœur, de ce modeste *Gloria patri* chanté dans un tout modeste petit livre qui ne doit jamais être plus gros, où nous devons parler *de omni re scibili et de quibusdam aliis.....* où nous devons être très réservés, quand il s'agit de nous brûler de l'encens sous le nez..... Dites-moi, criez-moi bien haut que ça va bien, et ça ira bien. Ainsi soit-il !

Je vais maintenant songer à vous expédier les noëls de Saboly notés. C'est une affaire, une grosse affaire ; pour savoir au juste à quelle somme s'élève le port de *Mirèio*, j'ai dû me livrer à des calculs transcendants, et noircir de chiffres très arabes toute une page. « 6 centimes par 32 décimètres. » Me voyez-vous un mètre à la main mesurant le

(1) Ce sont les termes mêmes de l'article de V. Duret (*Bibliothèque universelle*, VII, 436).

colosse en long, en large, en travers pour dégager l'inconnu, c'est-à-dire trois chiffres, de plus en plus arabes : 1 fr. 50. Ouf ! je n'en puis plus. Et il me faut recommencer ! Je vais recommencer ; mais avant, puisque je vous tiens, je ne vous quitte pas.

Vous savez que je vais éditer mes *Oubreto*. Le prospectus de *Mirèio* doit vous l'avoir déjà dit, ou vous le dira. *Mirèio*, c'est le grand chêne, dont la tête est du ciel voisine ; les *Oubreto* sont les violettes qui s'épanouissent à ses pieds dans l'herbe. Ce sera un charmant petit volume dont vous aurez les prémices. Vous y verrez le soleil, vous y verrez la lune, vous y verrez..... Que n'y verrez-vous pas ? — Je suis roitelet, tous les oiseaux ne sont pas des aigles, mais quel roitelet ! qu'elle est gentille, la petite bête !

Dimanche passé 13 mars, nous triomphions à Nîmes, et vous n'y étiez pas. Pends-toi, brave Victor !

Vrai triomphe. Les triomphateurs s'appelaient Mistral, Anbanel, Roumanille. Voici : Séance publique à l'Hôtel de ville, pour rehausser l'éclat d'une loterie au bénéfice des orphelins. Là, Reboul nous a couronnés de lauriers *coram populo*, et aux applaudissements les plus enthousiastes de l'assemblée émue. Reboul a dit en nous couronnant :

Chantant comme David pour calmer la douleur,
Merci, chers troubadours, merci de votre aumône ;
Prix de votre génie et de votre bon cœur.
Un triomphe si doux est plus que de l'honneur.
La charité vous offre une couronne,
Et l'ami s'en fait un bonheur.

Applaudissements frénétiques. J'embrasse, nous embrassons le magnifique vieillard. — Surcroît d'émotion et d'applaudissements. Tableau.

Le lendemain, banquet en notre honneur, M. le Maire en tête. 60 couverts. Discours. Toasts. Improvisations. Reboul boit à la santé de *Mirèio*, *lou pu bèu mirau ounte la Provenço se siegue jamai miraiado* (*sic*). Conseils paternels à Mistral, qui devait partir pour Paris. Larmes dans tous les yeux..... applaudissements. C'est alors que Roumanille se lève, et que, d'une voix émue, solennelle, il improvise — une harangue... oh ! quelle harangue ! en prose, mais quelle prose ! « Reboul, honneur et gloire de Nîmes, les lauriers ne te manquent pas, aussi nous en couvres-tu ! *coume li laurié te mancon pas, nous n'en porjes à bel èime !...* » etc., etc., etc., etc., etc., etc.....

Puis dîner *en notre honneur* chez l'Evêque... puis soirée dans le solennel salon de l'évêché, où se pressait l'élite des braves gens de Nîmes. Puis cantate en notre honneur, chantée par la maîtrise de Mgr Plantin : une strophe pour Mistral, une pour Aubanel, et une pour moi. Puis je récite *l'Ange des crèches* ; Mistral sa *Communion des saints* ; Aubanel les *Innocents*. Ce fut d'un effet prodigieux...

Revenons au mètre : la superficie totale du Saboly à 564,48 décimètres. Je supprime les calculs préparatoires.

Si 32 déc. coûtent 0,6, combien 565,2 ? L'*x* est fr. 1,06 — c'est-à-dire fr. 1,10, qui, joints à 8 fr. font fr. 9,00. Voilà.

Adieu, mon cher maître. Si vous êtes arrivé jusqu'ici sans suer sang et eau, vous êtes un héros ! ne vous plaignez pas trop de moi, et aimez-moi bien. Dites de ma part à la *Bibliothèque universelle* qu'elle est une bégueule, et tenez pour certain que Lamartine écrit un entretien sur *Mirèio*.

J. R.

Mistral est parti hier pour Paris, où des ovations l'attendent. Jasmin, qui a la puce à l'oreille, se trouve aussi à

Paris. La lutte sera intéressante..... Quant à Aubanel, j'ai dissipé tous les nuages de son ciel. La trinité est reconstituée. *Deo gratias.*

XXII

Avignon, 28 mars 1859.

Expliquez-moi ce mystère : d'où vient, mon cher ami, que vous êtes toujours pressé comme un..... quand vous m'écrivez ? J'ai beau vous donner le bon exemple, vous écrire des lettres longues comme d'ici à Pontoise, vous ne m'imites pas. Il y a une chose bien simple à faire, c'est de ne pas écrire quand vous êtes pressé.

Vous ne me dites rien, absolument rien du *Saboly* que je vous ai expédié avec *Mirèio*. Il mérite bien un mot de votre part.

J'ai en magasin les *Harmonies sacrées* de l'abbé Pron et le *Martyre de Vivie*, que je vous expédierai quand j'aurai fait le calcul que vous savez.

Je n'ai aucune relation avec Toulouse ; écrivez directement.

Quant à l'*Antigone* de Reboul, il n'en est pas question le moins du monde. Reboul ne m'en a jamais parlé. Auriez-vous songé, par hasard, que Reboul avait une *Antigone* sur le métier ? je ne l'ai entendu dire qu'à vous.

Mistral est toujours à Paris. Il m'apprend, dans sa dernière, que ça va bien, et que Lamartine a déjà écrit sur *Mirèio* 117 pages. Ce sera pour un prochain entretien. Avouez que la poésie provençale n'est pas si bête qu'elle en a l'air au premier abord.

Je suis de votre avis au sujet de la traduction de *Mirèio*. Mais Mistral ne pouvait ni ne devait ne pas se traduire. Reboul, Mistral et d'autres me conseillent de traduire aussi mes *Oubreto*, que je vais mettre sous presse, comme vous l'a annoncé un prospectus qui vous est parvenu avec le *Saboly*, et que vous n'avez pas lu. (Vous êtes si pressé!) Eh bien! têtù comme un âne gris, je ne veux pas me traduire. Je ne me traduirai pas! Je n'ai pas le courage d'être moi-même mon bourreau. On a fait une jolie pièce de vers provençaux, bien originale, bien harmonieuse, bien coupée. On la traduit. Il n'en reste rien, rien, rien. Un squelette. Mais un squelette n'est pas un corps vivant. Une tête de mort n'est pas un visage. Me traduise qui voudra. Je ne me traduirai que pour vous, parce que vous êtes pressé.

J'ai lu avec un vif intérêt le journal d'Annecy, que vous avez bien voulu m'adresser, et où se trouve une analyse d'un de vos derniers cours. C'est superbe! et vous êtes un maître homme! Heureux Annecy! Ce que je ne comprends pas, c'est que dans une aussi petite ville, vous puissiez parler de toutes ces belles choses. Cela fait honneur à votre ville et à vous. Bravo! — quel dommage que vous soyez si pressé! sont-ce ces cours qui vous pressent?

Et la *Bibliothèque universelle*, quand se décidera-t-elle à publier votre étude sur mes *Margarideto*? Comment ne comprend-elle pas que c'est là un sujet plein d'actualité et de charme? Le vent est à la poésie provençale, vous m'en direz des nouvelles dans quelques mois. Que la *Bibliothèque universelle* prenne donc les devants. Elle aura le mérite aux yeux de l'Europe savante, d'avoir salué l'aurore. Elle saluera ensuite le soleil. Voilà qui est bien tourné. On ne trouve pas de ces traits-là quand on est pressé! pressez donc la *Bibliothèque universelle*.

Voici votre nouveau compte : nous savons passer d'une voix légère, du grave au doux, du plaisant au sévère :

Pour Harmonies sacrées in-8°	Fr. 4.75
Vivia Reboul.	» 1.50
Affranchissement des deux.	» 1.25
Saboly.	» 9.—
	Fr. 16.50

Vous le voyez, il faut toujours, hélas ! que le chiffre, la prose du chiffre souffle sur toute poésie. J'ai été toujours humilié, en voyant sacrifier ainsi la pensée et le génie qui sont ce qu'il y a de plus beau au monde, après le bon Dieu et son paradis. Si je n'étais pas pressé, je vous écrirai une tirade là-dessus.

Consacrez aux Provençaux une de vos prochaines leçons. Et pourquoi pas ? Vous auriez à dire là-dessus des choses merveilleuses, vous êtes bourré, vous nous savez par cœur. Vous savez même les ficelles. Vous dites que des professeurs allemands n'ont pas dédaigné de nous consacrer, qui deux, qui trois leçons. Ils ne sont pas si forts que vous, et comme vous, ô Numa, ils n'ont pas des entretiens secrets avec la belle nymphe Egérie.

Les jolies choses que je vous dis, ô le plus pressé, et le pressant, et le plus empressé des hommes ! Tâchez d'être indulgent pour tout ce que mon style peut avoir de saugrenu et de débraillé. Quand je suis pressé, je ne me surveille pas. Je me surveille moins encore quand j'écris à de vrais amis, fussent-ils très pressés. Après tout, si vous êtes pressé, vous pouvez mettre trois, quatre, dix jours à lire cette lettre : rien ne presse.

Ah ça, est-ce que je ne vous scie pas avec ces *pressés* ? par-

bleu ! c'est bien ce que je veux : — je veux vous scier. Il en résultera que vous serez moins pressé.

Tout à vous, mon cher vainqueur, et de toute mon âme

J. ROUMANILLE.

XXIII

Avignon, 16 mai 1859.

Mon cher,

Je vous remercie de votre lettre. Vous avez *Mireille* : vous ne sauriez être en plus intéressante compagnie. *Mireille* est un évènement. Elle fera époque, et son apparition sera une date. Quel admirable succès ! Je dirais presque avec M. de Pontmartin : C'est un succès écrasant ! A votre tour vous allez crier *hosanna* ! J'en suis ravi. Vous êtes mieux renseigné que tous ceux qui ont parlé de *Mireille* jusqu'à ce jour, sans en excepter M. de Lamartine, qui l'a été si complètement par notre cher et incomparable Adolphe Dumas. Adolphe Dumas veut absolument avoir *découvert* Mistral. Il fait dire par tous les journaux qu'il a *découvert* Mistral. Il a embouché deux fois sa grande trompette pour apprendre *urbi et orbi* qu'il a *découvert* Mistral. A votre place, je réclamerais bel et bien ; car vous avez *découvert* Mistral avant lui. Quand un Christophe Colomb a découvert une Amérique, il ne manque pas de Vespuces qui s'en arrogent le mérite et la gloire. L'humanité est ainsi faite. Lisez le 40^e entretien de Lamartine, vous y verrez que notre *découvreur* Adolphe est un héros, qu'il est le *précurseur* de notre Frédéric. Lisez *les Débats*, vous y verrez qu'ils ont rendu à tout seigneur tout honneur, à Mistral ce qui est à Mistral, à Dumas ce qui est à Dumas ; etc. Voilà qu'aujourd'hui même

M. Jérôme, chroniqueur de l'*Univers illustré*, dit en toutes lettres : « et vous êtes, vous, mon cher Dumas, le Christophe Colomb de la poésie moderne. » Voilà, mon cher Duret, votre place prise ; mon cher M. Taillandier, voilà votre place prise. Vous n'avez absolument rien découvert, ni l'un ni l'autre. Otez-vous de là, qu'Adolphe s'y mette ! *Sic vos non vobis.*

Deux lettres de Dumas à la *Patrie*, où il se disait le *découvreur*, et hautement, ont fait cette chose. Moi qui ai l'œil ouvert sur mon œuvre, celle qui est la mienne et dont je revendique l'honneur, c'est-à-dire la *Félibrerie*, qui vaut mieux que toutes mes œuvres réunies, je proteste (entre nous, mon cher Victor), contre cet empiètement étrange d'Adolphe : il est un des derniers venus chez nous, et il veut absorber tout notre cher monde à son profit, et à sa plus grande gloire.

Cela dit sans acrimonie aucune. Il n'y a dans Dumas, en ceci, qu'une faiblesse humaine, comme nous en sommes tous, hélas ! capables. Dumas a voulu grimper sur les épaules de notre bien aimé Frédéric pour dire aux lettrés de France et de Navarre : « C'est moi ! me voici ! » La *félibrerie*, humble et modeste, s'est tenue derrière les coulisses, et a été très heureuse du grand et légitime succès de Mistral, bien qu'on ne dit pas : « Mais ce Mistral est un des douze. »

Voilà mon cœur ouvert : Puis-je vous le fermer ? non, car je sais que vous n'abuserez ni de ma confiance, ni de mes confidences.

Ci-joint un prospectus. En ma qualité d'éditeur, j'aurais quelque droit, vous le voyez, à dire : « Arrière *découvreurs* « de mauvais aloi ! le découvreur c'est moi, Roumanille, « libraire-éditeur..... »

Et Roumanille le poète pourrait ajouter, : « C'est moi,

« moi seul qui ait découvert l'étoile Mistral en 1845,
« dans le pensionnat Dupuy, rue de l'Hôpital, 7, à Avignon,
« sous le clocher des Augustins, où, pour mes péchés, j'étais
» professeur ; où pour mon bonheur, j'avais pour élève le
« jeune Frédéric Mistral de Maillanne. Oui, c'est moi qui
« devinai dans cette enfant, un enfant sublime, et qui, depuis
« lors, ne l'ai pas perdu de vue un instant, moi qui l'ai asso-
« cié à tous mes travaux, qui l'ai poussé... » vous savez le
reste. Vous savez si je n'ai pas traité notre grand poète
comme un père traite son enfant, si je n'ai pas enlevé sur
son chemin toute pierre sur laquelle eût pu se heurter son
pied. *Ne forte offendas ad lapidem pedem tuum.*

Adieu, mon cher ami. Quand votre article aura paru, n'ou-
bliez pas de m'adresser un exemplaire du numéro qui le
contiendra.

Tout à vous et de toute mon âme.

J. ROUMANILLE.

XXIV

Avignon, 17 mai 1859.

Mon cher ami,

J'arrive toujours après la noce. *Tarde venientibus ossa.*
Peu importe ! Je savais bien que vous rattachiez *Mirèio*
au mouvement de notre renaissance provençale. Vous
n'avez, vous, aucun intérêt à isoler cette belle chose, et
vous êtes juste autant que convenable. Si, sur épreuves,
vous avez quelques modifications ou améliorations à faire à
cet égard, vous ne l'oublierez pas. Modifiant la queue, vous
pourrez aussi modifier la tête s'il y a lieu. N'oubliez pas de
m'adresser un numéro de la *Revue* dès qu'elle aura paru :
vous m'obligerez infiniment.

Notre cher grand homme est arrivé; et ses amis, à la tête desquels je me fais gloire de me mettre, ont tous pleuré de bonheur en l'embrassant. Il nous a dit des merveilles au sujet de son succès. L'apparition de *Mirèio* a été à Paris un véritable évènement. C'est une date. L'édition 2^e est vendue à Charpentier, qui s'en est chargé à des conditions très avantageuses pour Mistral, conditions qu'on ne fait pas même à nos meilleurs auteurs. L'Académie française s'est émue, et ses plus glorieux représentants ont fêté, choyé, caressé Mistral; ils l'ont traité en enfant gâté, surtout Laprade, Sainte-Beuve, de Vigny, Mignet et Villemain. Villemain a fait entendre à Mistral que *Mirèio* obtiendrait un prix académique l'an prochain. — Sainte-Beuve a en quelque sorte renié Jasmin qui était son idole; et de Vigny, le chantre d'Eloa, en prenant congé de Frédéric, a voulu le baiser au front, et lui a dit : Laissez-moi vous embrasser, ce baiser d'un vieil académicien vous portera bonheur... (*sic*).

Je n'en finirais pas, mon cher Victor, si je vous disais toutes les merveilles que Mistral nous a racontées sur son séjour à Paris. — Je vous ai dit l'essentiel et le plus beau. Les journaux, et l'entretien de Lamartine que je vous engage fort à lire, vous diront le reste. J'ajouterai que c'est l'article de Louis Ratisbonne, le traducteur de Dante, article publié en deux fois dans les *Débats*, qui a fait le succès de *Mirèio*.

Adressez-vous vous-même à M. Gimet, libraire à Toulouse. J'ai écrit une fois à ce monsieur pour le prier de m'adresser un recueil de je ne sais plus quelle année des jeux floraux; de 1857, je crois : Monsieur ne daigna ni me répondre, ni m'adresser la brochure.

Je suis fâché de ne vous avoir pas adressé le *Guide de l'étranger*. Je n'en ai plus. Le concours régional de l'an

passé l'épuisa à peu près. Le libraire-éditeur de ce livre n'est plus ni éditeur, ni libraire, mais maître d'hôtel ; si je rencontre ce livre, je n'oublierai pas de le mettre de côté à votre intention ; ayez patience. Du reste, ce n'est qu'un guide d'Avignon. Ces sortes de livres sont toujours incomplets par leur nature même.

M. l'abbé Pron n'est plus à Gap. Où est-il ? Je l'ignore. Je le demanderai à un sien ami ; et s'il peut me le dire, je vous le dirai.

Vienne vite votre *mens divinior* pour que vous fassiez ce dont vous rêvez, et ce dont tant de gens pleurent. Vous serez inspiré. Le sujet est beau, et votre talent est à la hauteur du sujet.

La part du Bon Dieu, traduite, sera, dans bien des passages, d'une impardonnable trivialité. C'est ce qui me décide à publier mes *Oubreto* sans traduction. *Qui potest capere, capiat*. Je ne puis me décider, ne vous l'ai-je pas dit ? à faire de mes jolis petits soleils de laides petites lunes.

Vous me promettez mon tour dans la *Bibliothèque universelle*. Je ne suis pas pressé, et, me paraît-il, il y en a qui sont beaucoup plus pressés que moi. Ce qui fait que je suis à la porte, et que je m'y amuse comme un enfant qui joue aux billes. C'est bien. Aux plus pressés !

Il y a bien une dizaine de jours que je n'ai pas vu notre docteur. Il paraît que les *garrigues* du Pontet l'ont enchanté. Quand je le reverrai, le cher fantasque, je ne manquerai pas de lui donner de vos nouvelles, et de lui faire part de vos craintes au sujet de nos Laure.

Aubanel.....

J'en étais là quand le Docteur est entré. Je lui cède volontiers la plume.

Mon cher Duret.

Enfin vous avez quelques mots à mon adresse. Je ne vous dirai pas en reconnaissance de cette attention : mieux vaut *jamais que tard* (Alphonse Karr). Non. Encore mieux vaut retrouver ses amis — quand on se croit honni de tous et abandonné. Je ne fais pas du spleen par manière de poser. C'est une vieille habitude chez moi de me déboutonner avec vous ; et cela me chausse d'autant mieux pour le moment, que je suis depuis trois semaines obligé à me gourmer et à reprendre des airs de docteur ; car les braves gens du Pontet sans excepter les Laure ; elles sont quelque peu portées à se f..... du pauvre peuple et à l'appeler lorsqu'on est brisé. Mon littérateur, au lieu de *pensées*, je m'adonne aux *pansements*.

Le vôtre.

MAUNOIR.

Je reprends : Aubanel met la dernière main à ses *Amarosso*, un recueil de poésies intimes, qui, à la suite les unes des autres, formeront comme un poème d'amour, tout plein de feu et d'un réaliste psychologique, plein d'un véritable intérêt et d'un charme indéfinissable.

Vous voyez que vous êtes toujours le premier et le mieux informé.

Tout à vous, mon cher Victor, et de tout mon cœur.

J. ROUMANILLE.

P.-S. Si vos *gentillettes pensionnaires* vous demandent de mes nouvelles, n'oubliez pas de leur en donner. Faites à mon intention une promenade au bord de vos lacs bleus, heureux poète que vous êtes ! malheureux boutiquier que je suis !

J. R.

XXV

Avignon, le 17 juin 1859.

Mon cher ami,

Je ne voulais vous répondre qu'après avoir reçu signe de vie du confrère Douladoure. Comme je pourrais attendre longtemps, et vous aussi, je commence : car vous êtes nerveux, et l'inquiétude pourrait vous faire du mal.

Je ne connais pas, je n'ai jamais vu, ni en nature, ni sur un catalogue, le volume de M. *Piètri*. Personne autour de moi n'a pu m'en donner des nouvelles. Demandez-moi des choses possibles.

Quand je verrai le conservateur de notre musée et l'archiviste de Vaucluse, hommes qui s'intéressent fort au passé de notre vieille cité papale, je n'oublierai pas de leur parler de votre trouvaille, et du cardinal de Brogny. Le musée Calvet doit posséder cette histoire.

Je vais voguer contre le courant, c'est-à-dire livrer à mon imprimeur le manuscrit de mes *Oubreto*. C'est avoir du courage. Quand le canon gronde, les oiseaux se taisent; ma muse est un oiseau qui veut mêler ses chants aux tonnerres des canons (1). Sa voix sera étouffée. Peu importe! en avant toujours! nous tâcherons de faire un charmant volume, avec portrait au frontispice, portrait gravé sur acier (2). Je ne ferai pas trop mal, malgré l'air féroce que la photographie

(1) La bataille de Magenta avait eu lieu le 4 juin, et celle de Solférino (24 juin) allait suivre.

(2) J'ai reçu la première épreuve. C'est magnifique. Le nez laisse à désirer, on tâchera de l'aquiliniser. (*Note de Roumanille*).

et la peinture, et la lithographie, s'obstinent à me donner, à moi qui suis doux comme un agneau! — Vous verrez ça. — Il nous faudra bien deux mois pour confectionner convenablement ma botte de fleurs, et quelles fleurs! pissenlits et marguerites! coquelicots et boutons d'or! et le reste, et le reste..... nous harmoniserons tout cela. Il est bien décidé que je ne mets pas de traduction. J'ai dit à Reboul, et à vous peut-être, que je ne pouvais consentir à changer en laides lunes mes jolis petits soleils; à enlever à mes pêches leur duvet, leur poudre d'or aux ailes de mes papillons. Me traduira qui voudra. Du reste, je suis compris chez moi, et je n'ai pas l'ambition de l'être de l'autre côté de la Loire. C'est pour le pays d'*oc* que je chante, et non pour celui d'*oïl*. Horace ne traduisait pas ses vers en grec, ni Pindare les siens en latin. Je ne suis ni Pindare, ni Horace. Je ne chante ni à Rome, ni à Thèbes. Je ne suis qu'à Avignon; mais je ferai comme eux. Si les Grecs et les Latins veulent me comprendre, qu'ils m'étudient! S'ils ne se soucient pas de moi, je m'en consolerais facilement, heureux de mon petit auditoire, qui est assez indulgent pour m'aimer et pour m'applaudir.

Mirèio est un livre épuisé à cette heure, ou c'est tout comme. Il m'en reste à peine une dizaine d'exemplaires que je veux garder et que je ne garderai pas longtemps. La deuxième édition nous est ravie par Paris : Charpentier l'a achetée, elle est sous presse, et sera dans deux mois chez tous les libraires de France et de Navarre. Quel succès! C'est incroyable. Une traduction anglaise est en préparation; quel honneur et quel bonheur pour notre chère muse!

Mistral va de plus belle se remettre à l'œuvre. Il fera de grandes choses, mais je doute qu'elles aient le succès de *Mirèio*. Par malheur, on n'a pas deux fois dans une vie, un

pareil bonheur. Aussi Lamartine le lui a-t-il dit dans la dernière strophe de son hymne (son entretien n'est pas autre chose qu'un hymne).

A quand l'apparition de votre article? Vous ne voulez donc vous mettre à table que quand les autres ont diné?

Saint-René Taillandier, que j'ai vu chez lui le dimanche et le lundi de Pentecôte, pense à un article sur *Mirèio*, article que la *Revue des deux mondes* lui a demandé (1). Il me tarde de lire les appréciations du cher maître. Comme vous, il ne séparera pas Mistral de la pléiade. Il rattachera *Mirèio* à notre renaissance, et ce sera justice. Les parisiens ne savaient pas, il ne pouvaient pas savoir que Mistral est le plus bel arbre de notre verger; partant, qu'il y a un verger, et des fleurs et des rossignols dans le délicieux verger.

Voilà ma causerie terminée, je désire qu'elle vous satisfasse. Je vous serre les mains avec les sentiments que vous me connaissez.

Votre bon ami,

J. ROUMANILLE.

XXVI

*A Monsieur Victor Duret, homme de lettres,
poste restante à Genève.*

Avignon, 30 août 1859.

Je ne savais pas où était le docteur, que je ne voyais plus, dont je ne savais que penser, quand il m'arriva hier, souriant et gras, et enlorgné, et me disant : « Je viens de

(1) Cet article a paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1859. Il est intitulé : *La nouvelle poésie provençale : Roumanille, Aubanel et Mistral.*

Suisse et de Savoie. — Vous auriez bien fait de venir me voir avant de partir! — Vous aviez des dames, le jour de mon départ, et je n'osai pas entrer. »

Est-il timide, ce jeune homme! Enfin il arrive, m'apporte de vos nouvelles et une lettre de vous, m'annonçant votre prochaine visite. Je vous attends avec une légitime impatience! tâchez d'arriver bientôt, tâchez de paraître plus tôt que vos articles.

Votre article sur *Mirèio* paraîtra vers les calendes grecques. A Genève, on sait parfaitement saisir l'à-propos! Fort heureusement *Mirèio* n'a pas vieilli. Allons! secouez la torpeur de vos Suisses, et en avant! que tous les échos de vos montagnes répètent à l'envi le nom de *Mirèio*!

Pour mon compte, je suis toujours dans mes *Oubreto*, et il me semble que je n'en sortirai jamais, tellement je trouve le travail auquel je me livre, pénible et fastidieux. Voilà près de deux mois que je barbote dans mes épreuves, comme un canard dans l'eau du moulin. Je ne compte pas le travail qui a précédé celui des épreuves, travail de corrections, de modifications, d'améliorations, de rectifications, d'abomination et de désolation. Enfin, nous avançons, sans que ça paraisse. J'ai vu ce matin la première épreuve du dernier livre, du livre IV des *Flour de sàuvi*, qui cloront la chose; puis, j'ai, pour finir, à rédiger une feuille de notes stupides, 24 pages environ. Et puis viendront les soucis de l'exploitation, qui ne sont pas les moindres. Je bois du torrent à mon tour; ce ne serait rien, si après en avoir bu, je redressais la tête! — Ce sera comme le bon Dieu voudra. Je ne m'en inquiète pas trop. Je crois que mon livre fera plaisir. Mistral, qui voit toutes mes épreuves, m'écrivait spontanément l'autre jour que mon volume sera « ravissant » ni plus ni moins. Les paroles du maître sont aussi rassuran-

tes qu'encourageantes. Et je vais vers le public avec confiance. J'y vais endimanché, brossé, lavé, coiffé, ciré, épinglé, cravaté. Il faudrait qu'il fût bien sévère s'il ne trouvait pas le poète et sa toilette passable.

Quant à vous, qui êtes si bienveillant à mon égard, vous allez frapper des pieds et des mains et crier au prodige ! c'est ce que vous pouvez faire de mieux.

Adieu, mon cher ami, je vous attends.

Tout à vous et de tout mon cœur.

J. ROUMANILLE.

XXVII

*A Monsieur Victor Duret, homme de lettres,
à Onex, près Genève.*

Avignon, 14 septembre 1859.

Mon cher chrétien errant,

Je reçois vos quatre lignes en retour des quatre pages que je vous ai adressées dernièrement poste restante à Genève. Il est vrai que mes quatre pages sont de cuivre et que vos quatre lignes sont d'or, et qu'il faut beaucoup de mon cuivre pour valoir un peu de votre or. C'est bien ! faites toujours ainsi, faites comme les rois : soyez bref. Et si vous êtes Pepin, nous vous nommerons Pepin le bref.

Mirèio est épuisée depuis deux mois. J'ai manqué la vente d'au moins cent exemplaires. Par surcroît de malheur, Charpentier tarde trop à faire paraître sa deuxième édition. L'autre jour, un dépositaire qui n'a pas pu vendre, dans sa petite localité, tous les exemplaires de *Mirèio* que je lui avais adressés, m'a fait retour de dix exemplaires. Les dix

exemplaires sont placés; vous comprenez bien que je ne peux pas m'amuser à garder en magasin un volume que je dois vendre 5 francs et que le premier venu va pouvoir acheter 3 fr. 50, même 3 francs (la deuxième édition ne se vendra pas davantage). J'ai encore chez moi trois exemplaires de la première édition : 1° le mien, celui qui doit rester dans ma bibliothèque; 2° deux exemplaires, que m'a retenus et payés une jolie madame qui est à la campagne. Vous arrivez toujours trop tard, quand vous arrivez. Il faudra attendre la deuxième édition. Modérez donc votre impatience, ô Pepin! et arrivez vite, ô le bref!

Votre *Bibliothèque universelle* est une imbécile. Elle aurait dû, il y a longtemps, publier votre article sur *Mirèio*. Elle aurait devancé la *Revue des deux mondes*, qui va en publier un, que M. Taillandier a sur le métier en ce moment. Votre *Bibliothèque universelle* ne sait pas son métier; et vous, vous êtes incapable de le lui faire comprendre!

Mes *Oubreto* ne sont pas prêtes; on imprime en ce moment la feuille treizième. Deux feuilles encore doivent passer sous presse. Grâce à la prudence des presses avignonnaises (qui se hâtent lentement), nous ne pourrons paraître que les premiers jours d'octobre. Et encore!

Ce volume sera, je crois, très bien accueilli par le public.

Qu'appellez-vous *sonnets burinés* d'Aubanel? Sachez, pour votre gouverne, que le cher boudeur n'a jamais commis le moindre sonnet. Il ne s'amuse pas, lui, aux bagatelles de la porte. Il est bien entendu, digne ami, que, si vous voyez cet aimable enfant, rien, dans votre bouche, ne pourra lui faire soupçonner que vous savez mes plaintes à son égard. Il finira, je crois, par revenir à l'*Armana*, c'est-à-dire au giron de la *Félibrerie*, et la *Félibrerie* en tressaillera d'allégresse et tuera le veau gras. Nous nous voyons souvent avec le

cher enfant prodigue. Je ne désespère pas de le ramener. Ne laissez pas apercevoir que je vous ai fait mon confident.

Adieu, mon cher ami, tout à vous, et de tout mon cœur.

J. ROUMANILLE.

(Victor Duret profita des vacances du collège d'Annecy pour aller passer quelques jours en Provence).

XXVIII

Avignon, 20 novembre 1859.

Ah ça, voyons, es-tu mort, ô Victor? ou bien aurais-tu perdu la mémoire en route? Pas une page, pas une ligne, pas un mot, rien! Il faut s'appeler Duret pour avoir le droit de se comporter ainsi. N'aurais-tu pas déjà dû me donner signe de vie, à moi le vieux, à moi le bon, à moi le solide, à moi le fidèle? Tu vas m'oublier pour te vouer aux jeunes ou aux cadets. Voyons, qu'arrive-t-il? qu'as-tu? où es-tu? où faut-il t'écrire? où écris-tu? où t'ennuies-tu? où cuves-tu les joies, les émotions de tes vacances? Paresseux, indigne paresseux, viens à moi.

Je t'écris à Onex, à tout hasard. Si tu y es, ma lettre t'arrivera; si tu n'y es pas, quelqu'un saura bien où tu es, et ma lettre te parviendra, fusses-tu en Sibérie.

L'*Armana* va être terminé, nous le tenons par la queue, et le tirons par là, quoiqu'il ne soit pas le diable. Toutefois, notre petit livre ne sera pas sans agréments. Je crois fort qu'il te plaira beaucoup.

Les *Oubreto* vont à ravir. La première chose que tu devrais faire, en digne ami, c'est de chercher un journal ou une revue quelconque pour y dire ton mot sur les *Oubreto*;

la première chose, dis-je : *Ab Jove principium*. Qu'on le veuille, qu'on ne le veuille pas, je reste Jupiter; Jupiter sans foudre, c'est vrai, je n'en suis que plus doux et plus humain.

Voilà ton premier devoir, chéri, ne l'oublie pas.

Où comptes-tu aller vivre et écrire cette année? Es-tu à Annecy? professes-tu les mathématiques, mon cher poète? Il faut me tenir au courant de ta vie, et ne pas oublier que je suis Océan, et que c'est chez moi que tes eaux doivent venir. Tu es fleuve, ne sois pas rivière.

Tous les amis d'Avignon, à qui tu as inspiré de sérieuses sympathies, me parlent souvent de toi, et veulent absolument savoir ce que tu es devenu, ce que tu deviendras. Gaudemar, qui probablement ira barytonner à Lille, voudrait savoir de tes nouvelles avant de partir d'Avignon: Dau t'adore; Monier, que tu as dévalisé, pleure ton départ; Théodore est tout à sa grenade. Fort heureusement il mange encore, mais il ne dort plus. Il traduit, il lime, il coordonne, il ajoute, il efface: vrai travail de Romain. Il en a la fièvre. Il élargit son cadre. Il voulait ne publier que son *Romancero d'amour* et de douleur, voilà qu'il veut tout publier et diviser ainsi son livre : *lou libre dou soulèu, lou libre de l'amour, lou libre de la mort*. C'est décidé. C'est irrévocablement arrêté. Mais non, ce n'est plus décidé, il ne publiera que *l'amour*. Non! il retranchera le livre du *soleil*, et publiera *l'amour* et *la mort*. C'est plus que jamais irrévocablement arrêté. Mais non encore, il publiera tout. Seulement, au lieu d'appeler le livre premier *lou libre dou soulèu, du soleil*, il l'appellera *lou libre de la vido*. Ce livre n'est pas assez éclatant, assez vigoureux pour être appelé le livre du *soleil*. Il est donc convenu qu'il s'appellera le livre *de la vie*. C'est plus modeste et ça vaut mieux.

Avant hier, le livre *du soleil*, c'est-à-dire *de la vie*, était à cent pieds sous terre. Il n'en est plus question, pas plus que s'il n'avait jamais existé; il ne reste debout à cette heure, que l'*Amour et la mort*. Demain, il surgira une autre résolution, après-demain une autre. Il publiera, il ne publiera pas. Il veut tout publier, il ne publiera rien. Il publiera tout. Voilà où en est notre cher et aimable Pétrarque. Si Laure savait tout ça, elle en rirait bien un peu sous sa blanche cornette. Pour moi je n'en ris plus. j'étudie, et quoiqu'il arrive, j'applaudirai, car le livre qui sortira de là sera toujours infiniment remarquable et original.

21 novembre 1859.

Mon cher enfant, tu n'es pas mort! voilà que Théodore vient de m'apporter tes pattes de mouche datées d'Onex. Je lis tes pattes de mouche et tes élucubrations de l'an de grâce 1849, le premier jet de ta poésie, les premières étincelles de ton feu. J'ai tout lu, même les deux lignes que tu me consacres. Deux lignes, c'est beaucoup quand on écrit si peu! Je t'en remercie.

J'en conclus ceci :

Avant de faire des articles sur ceci et sur cela, assure-toi d'un débouché.

Ne t'amuse pas à vouloir remplir éternellement un tonneau des Danaïdes éternellement percé.

Va trouver le directeur de la *Bibliothèque universelle*, et dis-lui de ma part : Vous voulez, ou vous ne voulez pas publier l'article *Mirèio*. Si vous voulez le publier, faites-le au plus tôt; si vous ne voulez pas le publier, rendez-le moi.

S'il dit *oui*, et s'il fait *non*, retire ton article, et envoie ce monsieur se faire f...

Tu demandes l'*Armana*. Tu me diras où tu seras, pour que je puisse te le faire parvenir sûrement.

Si tu m'écris quatre lignes, comme tu fais d'habitude, je ne lirai pas ta lettre, et n'y répondrai pas. S'il te faut un an pour écrire une longue lettre comme celle-ci, prends un an. J'attendrai.

Tout à toi, mon cher ami.

J. R.

XXVIII bis

(de Théodore Aubanel (1) à Victor Duret.)

Avignon, 22 novembre 1859.

Ta lettre, mon cher Victor, m'a fait le plus grand plaisir du monde. Je voulais t'écrire, et ne savais où adresser ma lettre ; je craignais que *poste restante* à Genève, cela n'y restât indéfiniment. — Je te remercie de t'occuper déjà de l'article sur la *Miougreno* ; je t'envoie la préface de Mistral qui est magnifique. Je t'envoie cinq pièces qui feront partie de mon recueil, et seront disséminés çà et là.

— Pour ta règle, ces pièces seront probablement un peu retouchées, mais ça ne fait rien ; tu pourras peut-être en ci-

(1) Il a paru intéressant de joindre aux lettres de Roumanille quelques lettres d'Aubanel, l'auteur de *la Vénus d'Arles*. Il était un des sept convives, au premier banquet des félibres, et ses deux recueils de poésies provençales, *la Grenade entr'ouverte* et *les Filles d'Avignon*, l'ont placé au premier rang des poètes du Midi. Quand il est mort à 57 ans, dans l'automne de 1886, Mistral et Roumanille marchaient en tête du cortège funèbre qui le conduisait au cimetière.

M. Ludovic Legré lui a consacré une intéressante étude biographique : *Le poète Théodore Aubanel, récit d'un témoin de sa vie*.

ter, en traduire quelques fragments. J'ajoute ces pièces, pour compléter mon livre et justifier la préface de Mistral qui fait de moi un amoureux, errant pour secouer sa douleur, pour distraire son chagrin. — Tu ne m'en voudras pas de ne pas t'envoyer quelques pages de mon *livre intime* ; je n'en ai pas le courage, vois-tu : je ne veux pas livrer ça au public ; je ne veux pas ouvrir mon cœur jusqu'au fond, devant tout le monde. Ce livre, c'est mon secret, c'est ma pudeur. Quand tu viendras nous revoir, l'été prochain, car il faut revenir, mon Victor, nous t'attendrons tous, je te lirai mon livre intime, et tu comprendras mes scrupules.

..... Et puis, il faudrait presque tout citer, et dans ce livre tout ne m'appartient pas, une part est de moi, l'autre de mes amis, qui m'écrivaient pour me consoler, pour m'apaiser, et ce n'est pas la moins belle, la moins curieuse.

J'ai aussi une prière à te faire, mon cher Victor ; je ne sais pas comment tu as conçu ton article ; mais je te prie et te supplie de ne pas publier intégralement toutes mes pièces d'amour, tu comprends, de ne pas publier mon livre en entier dans ta revue. Je te prie seulement, et je pense que c'est ainsi que tu as bâti ton article, de faire sur la *Grenade* une étude, et de citer, çà et là, quelques morceaux, les plus saillants ; quelques pièces, les principales ; comme : *Le Mi-roir* ; *Que veux-tu mon cœur, de quoi as-tu faim* ? Enfin, celles que tu voudras bien choisir. Mais, au nom du ciel, je t'en conjure, ne publie pas mon livre d'amour intégralement dans ta revue. Je compte sur ton amitié à cet égard, j'y compte, n'est-ce pas ? — Cela me ferait une peine mortelle. Je suis peut-être un enfant, mais c'est ainsi ; pardonne-moi mes enfantillages ! — J'ai reçu de mon frère Joseph le portrait de la marquise de Ganges ; dis-moi à quelle adresse il faut te l'envoyer à Genève, et je le mettrai au chemin de

fer en te prévenant par la poste. Joseph, quand il m'écrit, a toujours une ligne de bon souvenir pour toi. Le chanoine, Charles, Roumanille, Grivolas, Cournand, M^{lle} Honorine, tous les amis d'Avignon t'aiment et t'embrassent de tout leur cœur. Je viens de chez le brave Brunet à l'instant ; lui et sa femme, la gentille et douce et charmante M^{me} Cécile, te font leurs plus tendres amitiés. Je puis t'assurer que nous ne t'oublions pas en Provence, et que tous les jours, avec notre beau soleil et nos soirées si tièdes, nous parlons de toi et disons : Ah ! ce pauvre Victor, dans la neige et dans la bise ! — Brunet me charge de te dire que ce n'est pas chez un libraire de Lyon que se trouve l'édition princeps de *Mirèio*, mais chez un ami à lui, qui s'en défera de grand cœur pour te faire plaisir. Cet ami est en voyage, et ne sera de retour à Lyon que dans 12 jours ; ce ne sera donc que dans une douzaine de jours qu'il pourra t'adresser *Mirèio*, sous bande par poste. Adieu ! Adieu !

THÉODORE.

J'ai écrit à Mistral pour lui demander la permission de t'envoyer ses vers à Jenny, et savoir s'il n'y a rien à y changer.

Le mot qui t'embarrasse chez Tavan, *l'estèu*, c'est *l'écueil*.

XXVIII *ter*

(de Théodore Aubanel à Victor Duret).

Avignon, 24 Novembre 1859.

Mon cher Victor,

Je t'envoie les beaux vers de Mistral, qui m'a écrit ce matin, et te fait bien ses amitiés. Tu auras, je pense, reçu ma lettre d'il y a deux jours. Je m'occupe toujours beaucoup de mon recueil, et compte le livrer à l'impression à la mi-

décembre. Sur les conseils de Mistral et de Reboul, il vient d'être décidé que la *Grenade entr'ouverte* aurait trois parties : 1^o *Lou libre de l'amour*, 2^o *l'Entrelusido*, 3^o *lou libre de la Mort*. Et tu vas voir combien cette division est logique et bien trouvée. — Le livre d'amour ouvre la marche, parce que l'amour, c'est la jeunesse; et puis ce sont les premières pages d'un livre qui empoignent le lecteur. Le livre de la mort doit fermer le cortège, c'est tout simple; mais entre l'amour et la mort, entre ces deux pôles extrêmes, entre ces deux troubles, entre ces deux nuages, il y a une *entrelusido*, une lueur intermédiaire, qui est la vie, avec sa réalité et ses labeurs et ses joies. — *L'Entrelusido* vient là très à propos, pour reposer le lecteur, et pour l'empêcher de passer trop vite des images de l'amour à celles de la mort. C'est l'intermède nécessaire à tout drame, *l'entremetan*.

Le livre de l'amour, tu le connais, mon cher Victor; *l'Entrelusido* comprendra *li segaire, li bessoun, li tirarello, lis esclau*, etc..... — Le livre de la mort comprendra : *la blodo negre, le 9 thermidor, les Innocents*, à J. Brunet (*sur la mort de mon père*) etc., etc..... — Tu vois combien mon recueil devient plus large et plus complet.

J'ai écrit à Mathieu pour lui dire de t'adresser une traduction de ses pièces. Je lui dis de venir à Avignon, que nous la ferons ensemble; je ne sais s'il se rendra à mon invitation; Mathieu est invisible depuis ton départ, peut-être est-il prisonnier de quelque dame dans quelque château enchanté? — Adieu, mon cher Victor, merci du succès que tu me prépares. Si ton article paraissait en décembre, cela me ferait bien plaisir. Adieu, ici personne ne t'oublie et tous ceux qui te connaissent t'aiment. Toutes les fois que je vais chez Grivolàs, je dis bonjour à ton portrait.

Je t'embrasse de tout mon cœur.

Théodore AUBANEL.

XXVIII *quater*

(de Théodore Aubanel à Victor Duret.)

Avignon, 17 décembre 1859.

Mon cher Victor,

Je suis charmé que le portrait t'ait fait plaisir et qu'il soit arrivé sans accident.

Je t'envoie quelques vers de Mathieu avec traduction ; je t'envoie le nouvel arrangement de mes pièces d'amour, en transcrivant les pièces nouvelles que tu n'avais pas en partant d'Avignon. Maintenant mon *Livre d'amour* est complet. Fais en ce que tu voudras, je le livre à ta bonne amitié si chaude.

J'ai envoyé hier mon manuscrit complet à Paris ; on va incessamment commencer de m'imprimer.

Adieu, cher Victor, ne nous oublie jamais ; ici nous pensons toujours à toi ; tous tes amis, toutes tes amies t'embrassent, en t'aimant du fond du cœur.

Théodore AUBANEL.

XXIX

A Monsieur Victor Duret, à Onex, près Genève.

Avignon, 17 décembre 1859.

Il est souverainement fastidieux, mon cher Victor, d'avoir à t'adresser quelque chose par la poste, quelque chose d'imprimé, bien entendu. Il faut mesurer en long, en large et en travers, faire des additions, des multiplications, et le reste. Et cela m'embête ! Je prends le parti (conseillé par Maunoir). de t'adresser l'*Armana* à Ferney (poste restante), fais-le prendre. Je suis allé deux fois à la poste par un froid de

chien; deux fois l'employé n'a su que me répondre, et je n'ai su que lui dire.

L'*Armana* se vend comme le petit pain chez le boulanger. Beau succès populaire! — Les *Oubreto* font des prodiges de valeur. Elles font sensation à Paris parmi nos compatriotes provençaux, hommes de lettres sachant dire *troun de Dieu!* Tout va à merveille. Hier Théodore a envoyé son cœur à Paris, par la diligence, c'est-à-dire sa *Grenade* en manuscrit revu, liché, soigné, frisé, pommadé, lavé, lessivé, repassé. L'imprimeur parisien va mettre l'œuvre sur le chantier, et puis... nous partirons pour la gloire! et vivre Pétrarque n° 2! Pauvre Laure! Pauvre chère Laure, tu ne t'attends pas à celle-là! tu soignes tes malades, ou tu fais l'école aux petites turques de Constantinople. Tu ignores sans doute que tu as incendié un cœur qui jette feu et flamme!... Tu ne sais pas sans doute que les indiscrets vont dire : Mais quelle est donc cette Laure? — Oh! qu'il vaut bien mieux, n'est-ce pas, être oubliée et méconnue de tous, excepté de Dieu qui t'inspire, et des anges qui te regardent avec amour.....

Un jour, mon cher Victor, j'achèverai ça.....

Quant à Théodore, il réussira. Nous croyons tous à son succès, et nous nous en réjouissons d'avance. Et moi qui suis en arrière avec ma mère et mon pauvre peuple, je regarde avec bonheur mes amis, qui sont en avant, avec les artistes et les lettrés.

Adieu! ne t'inquiète pas ainsi, ta dernière lettre m'a fait mal, tu l'as écrite avec une plume arrachée à l'aile d'un hibou. Brise-la pour ne plus t'en servir. Sois gai et aime-nous bien.

Tout à toi et de tout mon cœur.

J. ROUMANILLE.

P.-S. — Demain je vais dire des vers à Arles, dans la salle de la mairie, au profit de l'*Œuvre de la jeunesse*.

XXX

18 février 1860.

Mon cher vieux,

Que veux-tu que je te dise de ta *Revue internationale*? (1)
Je reçus de toi, l'autre mois, un petit billet comme tu les affectionnes, très court et que je trouvai mystérieux. « J'ai
« mon plan à cet égard (la Revue): il ne peut se réaliser *qu'en*
« tant que vous n'aurez de rapports qu'avec moi, et que par
« mon intermédiaire avec eux. S'il en était autrement par votre
« volonté, je jetterais tout au feu, même mon étude qui s'im-
« prime maintenant sur la renaissance provençale et sur la
« Grenade..... » Et puis, quoi?... que veux-tu que je réponde à ça? avec qui puis-je avoir des rapports? qui a tenté d'en ouvrir? que veux-tu dire? éclaire ta lanterne, explique ce que tu appelles ton *vieux billet de reproche*. Reproche de quoi? pourquoi? Tu me dis que nous avons *la tête en l'air*. Où as-tu la tienne, Victor, mon ami?

« Ecris-moi franchement ce que tu peux et ce que tu veux

(1) La *Revue internationale* avait été fondée à Genève, et n'a pas réussi à vivre longtemps. Une de nos bibliothèques en possède trois volumes, formant dix numéros mensuels; je ne sais s'il y en a eu davantage.

Roumanille aurait sans doute parlé de cette revue avec plus d'égards, s'il en avait eu sous les yeux le cinquième numéro (5 décembre 1859) où il aurait pu lire l'éloge de son livre : *Lis Oubreto*; l'article est signé du nom peu connu de Louis Maçon, mais il est très bien fait.

Victor Duret a écrit dans cette revue deux articles sur la *Poésie contemporaine du Midi*, et il y a rendu compte de quelques ouvrages : *le Monde païen*, de M. d'Anselme; *l'Institut de France et les Académies de province*, par M. Francisque Bouillier.

faire pour ce recueil (la *Revue*). » Que veux-tu que je fasse ? Tu me connais assez pour comprendre que je ne suis pas un homme de *Revue*. Que puis-je faire ? — Du reste, la *Revue internationale* n'est ni catholique, ni apostolique, ni romaine, et je suis Romain, Romanus, Roumanille, apostolique et catholique. Que puis-je faire pour ta *Revue* ? écrire pour elle ? je n'écris qu'à mes amis ; la proposer à Avignon ? Avignon se moque des Revues, qu'elles soient des deux mondes, ou du demi-monde, ou du quart de monde. Avignon n'aime et ne lit et propage qu'une seule Revue : l'*Armana*.

Je n'ai pas reçu le numéro de Janvier, que tu dis m'avoir adressé. Je te remercie de toutes tes bonnes intentions, même de celles que tu ne peux pas faire réaliser. Tu es bien gentil, bien bon ami, ami bien dévoué, un cœur d'or, un noble esprit, un cœur d'élite que j'aime. — Voilà.

Pontmartin a pris racine à Paris. Il devait nous revenir à Noël, il n'est pas encore revenu. Paris est une sirène.

Embriago : saoule, prise de vin. *Entrevadis* est une plante. Entrevadis (Honorat) nom qu'on donne à deux espèces de clématites, à la clématite proprement dite ou herbe aux gueux... ainsi appelée parce que les longs jets rampants entravent.

ile, lis, *lilium*.

Je n'ai pas un exemplaire de l'histoire de Joudou. Fischer, l'éditeur-propriétaire de ce livre stupide, est je ne sais où, à la campagne chez son beau-frère, je crois. Quand il viendra, ce cher éditeur, qui se fit maître d'hôtel et qui vient de fermer boutique parce qu'il ne faisait pas ses affaires, je prendrai pour toi chez lui une histoire d'Avignon de Joudou ; que veux-tu faire de Joudou ? a-t-on jamais vu quelqu'un de sérieux rechercher Joudou, avoir besoin de consulter Joudou ?

Pour te porter à mieux former tes lettres en m'écrivant, je vais achever cette causerie avec ta plume.

Voilà longtemps que je n'ai pas vu Maunoir. Il est au Pontet qu'il quitte rarement. Il m'apporta des nouvelles de toi la dernière fois que tu lui écrivis.

Théodore imprime son livre, il me tarde de le voir achevé. La grenade du grenadier sera en pleine maturité à Pâques, tu seras sans doute un des premiers à saluer le phénomène, et tu en savoureras un grain avec délices.

Adieu, mon cher et tendre, as-tu reçu l'*Armana*? tu ne m'en dis pas un seul mot, c'est malotru.

Je te serre la main (1)

J. ROUMANILLE.

XXX bis

(De Théodore Aubanel à Victor Duret.)

Avignon, 23 février 1860.

Mon cher Victor,

Je suis charmé que tu aies reçu mes lettres et qu'elles t'aient fait plaisir.

Je n'ai pas reçu la *Revue internationale*, où tu as la bonté de parler de la *Miougrano*, et j'en suis très vivement contrarié; je n'ai donc pas eu le bonheur de lire ton article. Je ne t'en remercie pas moins du fond du cœur et mille fois. — Je te prie de me faire envoyer, au plus tôt, le premier numéro, et le second dès qu'il aura paru. N'oublie pas, n'oublie pas!

(1) Dans cette fin de lettre, Roumanille s'est amusé à imiter la mauvaise écriture de V. Duret. Nous n'avons réussi à déchiffrer que les premières lignes de ce grimoire.

Je m'occupe d'implanter ici la *Revue internationale*, et je viens de m'y abonner moi-même.

Je t'envoie un petit article coupé dans le *Messenger du Midi* de Montpellier, qui t'intéressera à propos de M^{me} de Ganges. Je te tiendrai au courant de cette publication, si elle se fait, et que je ferai probablement. Tous les amis et amies d'Avignon vont bien. Grivolat va partir pour Paris, où il restera jusqu'en mai. Aie soin de ta santé, donne-moi de temps en temps de tes nouvelles; écris plus lisiblement, si c'est possible, et aime-moi toujours comme je t'aime, comme nous t'aimons.

Je t'embrasse.

Th. AUBANEL.

Envoie-moi tes articles (1), je te prie, au plus vite.

XXX ter

(De Théodore Aubanel à Victor Duret.)

Avignon, 29 mars 1860.

Mon cher Victor, j'ai reçu et lu avec enthousiasme ton article : l'*Epopée de Mircille*, c'est beau, c'est superbe, et c'est d'un ami. Merci d'avoir songé à me l'adresser; j'attends la suite avec impatience. Je désire, mon cher Victor, un prospectus pour la *Grenade*, et je serais heureux si tu me donnes pour l'imprimeur, sous cette forme, quelques pages de ton excellent et sympathique article. Regarde un peu ce que j'en ai extrait, cela me semble faire un tout et donner bien l'idée de mon livre. Pardonne si je te coupe en morceaux,

(1) *La Poésie contemporaine du Midi* (*Revue internationale*, tome II, pages 251-260, et tome III, page 220-234). Ces articles de Victor Duret étaient un compte-rendu de la *Miugrano intro-duberto*.

mais, tu le sais, un prospectus ne peut être long. — Revois cela, je te prie; recouds par ci, par là, si les transitions te paraissent trop brusques; cependant cela me semble assez bien se tenir. Et puis renvoie-le moi, au plus tôt, pour que je donne ton prospectus au compositeur. Du reste, je t'en adresserai une épreuve, et tu pourras y changer ce que tu voudras. Je désirerais que tu pusses y ajouter une phrase sur la portée morale de mon livre; je sais de bonne source qu'on me prépare un éreintement solennel, dans ma ville, mais je n'en suis que plus enragé de paraître. Mon impression va bon train. — Dans quelques jours je t'envverrai un long et nouvel article sur M^{me} de Ganges. Adieu, merci d'avance, merci et hâte-toi, je t'en prie et je t'embrasse.

Théodore AUBANEL.

XXXI

Avignon, 27 avril 1860.

Mon cher ami, j'ai reçu tout ce que tu m'as adressé, et je l'ai dégusté en fin gourmet que je suis. Te voilà maintenant lancé à toute vitesse. Je t'en félicite. Il eût été préférable que la *Bibliothèque universelle* publiât plus tôt ton analyse si fidèle de *Mirèio*, que tu as couronnée de si justes réflexions! mais enfin mieux vaut tard que jamais (1). Tu as fait de moi et de mon petit savoir-faire une mention très honorable dont je ne saurais trop te remercier. En passant, tu m'as rendu toute justice, et je t'en sais gré. Il ne faut pas que les jeunes fassent oublier les vieux. Les invalides ont bien leur mérite, et il convient de se découvrir quand ils passent. Ils

(1) La *Bibliothèque universelle* a publié les articles de V. Duret sur *L'Épopée de Mireille* dans ses numéros de mars et avril 1860.

ont combattu les bons combats. Ils ont reçu de glorieuses blessures. Paix et honneur à eux !

La *Miougrano* va être *entr'ouverte*, vers le milieu de mai, en pleine saison des fleurs, et des rossignols et des amours. *Tantæ molis erat !* nous soignons beaucoup ce cher recueil. Mistral en voit les épreuves, je les revois après lui, et Théodore, après nous, les *rererevoit*. Ce sera léché. — Ce livre fera, nous l'espérons, grande sensation. Il a d'éminentes qualités, des exagérations de fond et de forme qui sont séduisantes, un relief très habile, même des accords dissonants qui sont appelés à produire un bel effet. Je suis l'*éditeur* de cette merveille, qui fera vraiment honneur à la presse des frères Aubanel. Je suis chargé de l'exploitation, comme je le fus de celle de la jeune *Mirèio*. Si un succès comme celui de *Mirèio* venait récompenser les efforts, et le talent, et l'imagination du poète, ce serait encore un pigeon qui quitterait mon pigeonnier, et irait abriter ses amours et conver ses œufs chez Charpentier, ou chez Hachette..... ou ailleurs, mais à Paris, ce grand fascinateur et ce grand voleur.

Tu te plains toujours de ta santé. Soigne-toi, mon cher ami, et ne prends pas ta littérature à trop forte dose : tu pourrais t'en trouver plus mal. Je désire que ta prochaine lettre soit plus gaie, sous ce rapport, et plus rassurante que la dernière qui tourne au lugubre.

Mes *Oubreto* ont du succès; elles en ont plus que je n'espérais. Après tout, c'est du réchauffé que les *Margarideto*, les *Sounjarello*, li *Nouvè*, la *part de Dieu*, etc. Néanmoins, je vends; on vend dans la banlieue. Tout va donc pour le mieux. *Alleluia !*

Je ne sais ce que fait le printemps au bord de ton lac. Il se comporte ici en véritable hiver. Ce jourd'hui, 27 avril, un affreux mistral glacial souffle. Le Ventoux a de la neige de

pied en cap. Des gelées blanches ont tué les bourgeons naissants des vignes et des mûriers : grande calamité ! et nous ne savons quand cela finira !...

Adieu, mon cher et tendre ! écris-moi quelquefois et aime-moi toujours.

J. ROUMANILLE.

(Une lettre du 10 juin 1860 n'a pas été retrouvée.)

XXXII

Avignon, 2 juillet 1860.

Mon cher et tendre,

Je reçois ta bonne, bienveillante et sympathique lettre, et je m'empresse d'y répondre. Tu me dis au sujet de ma vieillesse des choses très jeunes, et dont je te remercie. On ne saurait être plus aimable : c'est pourquoi on est tant aimé.

Tu m'annonces que la *Revue suisse* de Neuchâtel publie une traduction de ma *Part de Dieu*. Il est indispensable, et tu le comprends bien, que tu m'en adresses un numéro, ne l'oublie pas, ne l'oublie pas. Je l'attends, il y a, dans ce poème, des difficultés de traduction : Il me tarde beaucoup de voir comment tu les auras, ou éludées, ou surmontées.

Quant à ton étude sur mes *Margarideto*, que tu m'annonces comme devant paraître prochainement dans cette même revue, tu voudras bien ne pas oublier non plus de m'en adresser un numéro. — Les *Margarideto* ! C'est le premier coup de bêche à ce cher petit coin de terre provençal, qui, maintenant défriché, nous donne tant de beaux fruits, tant de belles fleurs.

Je suis désolé d'apprendre que tu es si souffrant. Soigne-toi, et ne travaille pas trop. La santé est chose si délicate : il

faut savoir se ménager. Les bains te remettront; une promenade en Provence ferait le reste. Te verrons-nous cette année? Tu sais que chez nous tu es chez toi, viens,

Je vois quelquefois l'escargot de Pontet, le Docteur Mau noir que j'apprécie et que j'aime, tout garibaldissime qu'il est. Quand je le reverrai, je n'oublierai pas de lui donner de tes nouvelles, et de lui lire ta bonne lettre.

La *Grenade* s'entr'ouvre à merveille. Elle a paru chez moi, et je la chauffe de mon mieux. Théodore est aux anges. Il reçoit des couronnes qui l'enchantent. Laprade, Legouvé, Sainte-Beuve, lui ont écrit à ce sujet des lettres délicieuses. De Wailly dans l'*Illustration*, Delord dans le *Magasin de librairie*, lui ont déjà consacré des articles superbes. L'*Opinion du Midi*, (Canonge). La *Gazette du Midi*, (Ludovic Legré), le *Nouvelliste* (Ernest Chauffard), le *Mémorial de Vaucluse* (Yvaren) ont déjà crié *hosanna!* à la *Miougrano*. On ne saurait avoir une plus belle entrée sur la scène *felibrenco*, ni de plus chaleureux applaudissements. Nous te tiendrons au courant de nos succès. Il n'y a eu jusqu'à cette heure qu'une voix discordante dans ce concert d'éloges : Celle de la *Revue des bibliothèques*, d'Avignon, organe de notre archevêché, qui a signalé comme un livre deux fois dangereux le livre de notre ami, en faisant précéder son titre de deux croix + + sur le catalogue où sont inscrits les ouvrages à propager ou à rejeter d'une bibliothèque catholique. Ces derniers ne sont précédés que d'une seule croix ; la *Miougrano* en porte deux !...

M. de Pontmartin est aux Angles, et ne peut pas comprendre comment tu as pu consentir à être collaborateur d'une revue aussi mal famée et malintentionnée que la *Revue internationale*. Il écrit en ce moment, pour le *Correspondant*, une étude intitulée : Roumanille, Mistral, Aubanel. Il me tarde

beaucoup de lire ce que dira de nous l'illustre et bien aimé causeur (1).

J'apprends que Reboul de Nîmes est retombé dans son humeur noire, d'où nous l'avions déjà tiré une fois. L'en retirerons-nous ? Je le désire sans trop l'espérer. Plaignons-le.

Remercie ta bonne mère de la bonté qu'elle a eue de remarquer mon silence. Je parlerai de toi à la mienne quand je la reverrai, ce qui ne peut tarder.

Mistral était ici hier pour traiter d'une grave affaire (ce n'est pas un mariage) dont je te parlerai une autre fois — si elle aboutit. Il est reparti pour Maillanne qu'il ne quitte qu'avec regret, et très rarement et peu de temps.

Adieu. Les amis se joignent à moi pour te serrer cordialement la main, et t'embrasser de même.

J. ROUMANILLE.

XXXIII

Avignon, 23 juillet 1860.

Mon cher ami,

J'ai reçu, sept mois après sa publication, ta traduction de la *Part de Dieu*. (2) Je suis trop franc pour te dire que j'en

(1) M. de Pontmartin a parlé des félibres à plus d'une reprise. Un premier article (*Le Réveil de la poésie provençale. Le dernier Congrès des troubadours.. M. Roumanille.*) a été recueilli dans ses *Causeries littéraires*. (Paris, 1854). L'article qu'il a écrit sur *Mirëio*, et qui est intitulé : *La Muse populaire en Provence*, a paru ailleurs que dans le *Correspondant*, et a été recueilli par M. de Pontmartin dans ses *Dernières causeries du samedi* (Paris, 1860).

(2) Cette traduction avait paru dans la *Revue Suisse* de décembre 1859.

ai été enchanté. On pourrait beaucoup mieux faire, quoiqu'il y ait, dans la traduction de cette étude, des obstacles à peu près insurmontables. Cela donne une idée bien mesquine de ma poésie, et juste au moment où des traductions *très habiles* donnent une excellente idée de la poésie des chers confrères. Je t'ai toujours dit (souviens t'en bien) que la *Part de Dieu*, traduite en français, devenait quelque chose de très ordinaire, un peu étrange, précisément parce que cette pièce est comme une photographie de nos mœurs populaires, et que la langue de *Tounin* et de *Goutoun* a une richesse qui, traduite, devient pauvreté. Tu sais cela aussi bien que moi. Voilà pourquoi tu aurais dû y regarder à deux fois avant de livrer ton travail au public. Et s'il avait fallu nécessairement en passer par là, tu aurais dû me communiquer ton manuscrit pour que je pusse l'améliorer, et partant, le mettre à même de donner de ma poésie, de mon œuvre, une idée meilleure. Il est fâcheux aussi que mon poème ait été publié sans une ligne qui dit ce que j'ai fait, comment je l'ai fait, et comment *j'ai voulu* et *dû* le faire. C'est très fâcheux. Cette traduction nue et crue, sans notes, sans explications, est jolie à voir dans ta *Revue de Neuchâtel* comme une poignée de cheveux sur une soupe. — Je ne suis pas content de ça — je le désapprouve carrément, et je voudrais de tout mon cœur que cela ne fût pas fait. Voilà qui est clair et net.

Hier, il y a eu *félibrerie* à Beaucaire, chez Rounieux. J'y étais avec Mistral et Aubanel. J'ai dû parler à Mistral de ta traduction (à l'étude) de la *Mort du Moissonneur*. Mistral te prie de n'en rien faire. Comme cette pièce sera la pièce de résistance de son futur volume de poésies diverses, auquel il songe, il ne veut pas la déflorer en quelque sorte en en livrant au public, avant la publication de son volume, une

traduction plus ou moins infidèle. Tu comprendras mieux l'intention de Mistral à ce sujet, quand tu sauras que cette pièce a reçu des modifications d'ensemble et de détail, comme moi-même j'en ai fait subir à ma *Part de Dieu*, modifications *essentielles* si tu les étudies de près, et que j'ai le vif regret de n'avoir pas trouvées dans ta vieille traduction. Mistral a insisté, et j'aime à croire, mon cher ami, que tu n'insisteras pas.

Je te trouve bien sévère vis-à-vis de M. de Pontmartin ; tu as tort de te fâcher ainsi. M. de Pontmartin n'est pas Directeur en chef du *Correspondant*, que je sache. Il ne faut donc pas lui en vouloir de ta non-introduction dans cette Revue. — Tu parais être fort contrarié de son silence. Il aurait dû t'écrire ; mais il est si paresseux et il écrit si peu, que depuis plus de dix ans (je pourrais bien dire quinze) que je lui écris de loin en loin, tu ne trouverais, dans mes papiers, que deux ou trois lettres de lui. La colère s'en mêlant, tu vas jusqu'à nier la compétence de M. de Pontmartin en fait de provençal. Mais, mon brave, M. de Pontmartin parle et écrit le provençal comme un vrai *félibre* ; en 1847 (ce n'est pas hier) il rendait compte des *Margarideto*, en homme très expert, dans ses journaux ; et en 1851, dans l'*Opinion publique*, avant tous ceux qui depuis ont bien voulu s'occuper de nous. Tu vois bien, mon cher ami, que tu as tort, quand tu dis : « Il peut parler des *félibres* maintenant, lui
« qui ne sait pas un mot de leur langue, mais parler après
« tous les autres..... »

Ne l'irrite pas jusqu'à être injuste et méchant. Je ne t'aime pas ainsi, doux Victor. Tâche désormais de ne pas m'affliger de tes colères d'homme sujet à la migraine.

Adieu, mon cher ami. *La Miougrano* va à merveille, tant dans le Nord que dans le Midi. C'est un vrai triomphe ! Les

journaux les plus sérieux, la *Gazette de France*, le *Siècle*, le *Magasin de librairie*, l'*Illustration*, etc., ont porté aux nues, et même plus haut, notre Pétrarque ; et le dit Pétrarque a reçu des lettres de félicitations des immortels Sainte-Beuve, Legouvé, Laprade, et.... Victor Hugo ! qui, comme le grand Lamartine, ont pénétré tous les secrets de notre littérature ; et pour achever le tableau, j'ajoute que le *Charivari* a proclamé Théodore le *premier grenadier de la poésie provençale*. Entends-tu ?

Encore adieu, ne m'oublie pas auprès de ta bonne mère.
Tout à toi et de tout mon cœur.

J. ROUMANILLE.

XXXIV

Avignon, 20 septembre 1860.

Mon cher, et tendre, et taciturne,

Je retrouve, en mettant un peu d'ordre dans mon gâchis de papiers de négoce et de littérature, le joli chiffon ci-joint, que, par ma plus grande faute, tu n'as pas reçu avec ma dernière. C'est un oubli que je te prie de me pardonner.

Voilà un an écoulé depuis ton séjour au milieu des *félîtres* et des *féliberies* grandes et petites ! Il s'est passé bien des choses dans un temps si court ! — Le monde va de travers, et les plus habiles ne savent plus où il va. Dieu seul est grand, mon frère ! et Dieu seul peut nous tirer de là.

La *Miougrano* et le grenadier se portent à merveille ; et c'est mérité. O Laure ! ô Pétrarque ! ô Cythère ! ô Paphos ! ô Zani ! — Malgré les préoccupations politiques du moment,

la vente de la *Miougrano* ne va pas trop mal ; les tambours et les trompettes n'ont manqué, pour saluer cet heureux événement, ni chez nous, ni à Paris, sans parler des trompettes et des tambours qui se préparent à résonner. Théodore est aux anges. — Il a en portefeuille des lettres qui sont des bijoux. — J'enregistre avec joie tous ses triomphes, et j'y applaudis *unguibus et rostro*, je veux dire *manibus et ore*, car je n'ai, grâce à Dieu, ni griffes ni bec. Nous espérons qu'au mois d'octobre prochain, il y aura redoublement dans la vente, car c'est toujours là qu'il en faut venir.

Les *Oubreto* ont modestement fait leur chemin : il ne m'en reste pas cent en magasin. Si j'avais pu deviner que le public ferait un accueil si flatteur au livre du pauvre vieux, j'aurais tiré 2,000 exemplaires. Mais, comme toujours, je n'ai pas eu confiance en moi-même, et j'ai cru que mes *Oubreto*, n'étant en somme que du réchauffé, ne se vendraient que lentement. Je me suis trompé, et ne m'en plains pas trop. Je ferai, ce printemps, une 2^e édition ; j'y ajouterai la *Campano*, que je revois, et nous tâcherons de voguer vers une 3^e, le plus patiemment possible. Les livres dont on parle le moins, sont souvent ceux que l'on vend le mieux.

Maunoir fume sa pipe et flâne en Avignon, avant d'aller à Nice flâner, et fumer sa pipe. Il écrit ce qu'il étudie, et puis il étudie ce qu'il écrit. Il lui faudrait un débouché. Le débouché trouvé, c'est-à-dire un éditeur à Paris, je crois fort qu'il écrirait des choses neuves et originales, bien supérieures à beaucoup de choses fort renommées et fort connues. Mais où trouver le phénix, l'éditeur désiré ? — A Paris, il n'y aura bientôt plus, à la place des éditeurs, que des marchands, d'odieus exploiters de la pensée.

Adieu, mon cher ami. Donne-moi signe de vie, ne va pas croire, je t'en supplie, que j'ai été fâché en t'écrivant ma

dernière lettre, ou que j'aie voulu te fâcher. J'en serais tout marri, et je t'en voudrais de tout mon cœur.

A toi.

J. R.

(La *Revue Suisse* de décembre 1860 publia un article de V. Duret : *Pèlerinage romantique au pays des troubadours. Etude sur Roumanille*. Nous n'avons pas la lettre de remerciements que Roumanille dut certainement alors écrire à son ami.)

XXXV

A Monsieur Victor Duret, à Vienne (Autriche).

Avignon, 22 janvier 1865.

Mon cher ami,

On n'a pas le droit d'écrire aussi sèchement, aussi sottement que tu viens de le faire, à un ami, quand on n'écrit plus à cet ami, quand on ne répond plus à ses lettres.

Il est bien positif que je t'ai supplié de me donner signe de vie, en décembre 1863, et que tu n'as pas daigné me répondre.

Est-ce parce que tu es *Pr. du Pr. impé.* (1), que tu prends ce ton-là ? et que tu me malmènes, moi pauvre manant, en haut et puissant seigneur que tu es ?

Je n'aime, entre amis comme nous le sommes, ni ce ton hautain, ni ces allures dédaigneuses.

(1) *Précepteur du Prince impérial*. — Notre brave et digne concitoyen Duret avait-il vraiment mérité cette véhémence algarade ? *Genus irritabile vatum* ! Mais tout est bien qui finit bien. Voir les lettres suivantes.

Si tu veux recevoir, avec le second vol. des *Oubreto*, les *Armana* de 1863, 64, 65, demande-les plus poliment, et je me ferai un plaisir de te les adresser.

Je n'ai pas autre chose à te mander pour le quart-d'heure. Adieu.

J. ROUMANILLE.

XXXVI

Avignon, 25 juillet 1865.

Mon cher ami,

Je suis désolé que ma mouche t'ait piqué; et pour qu'elle ne te pique plus, je la tue, c'est le plus simple. Quant à tes reproches, ils ne sont pas plus fondés maintenant qu'ils ne l'étaient à l'époque où tu jugeas à propos de me les décocher, et je n'ai rien à enlever à mon *billet*, si ce n'est le poivre dont je me suis servi en guise de sable pour en sécher l'encre. Si le dit billet t'offusque, renvoie-le-moi : je le brûlerai sur l'autel de sainte Amitié, et il n'en sera pas plus question désormais que du premier cigare que tu as fumé. Cela dit, allons en avant, la main dans la main ; et, sois-en bien sûr, si tu bronches en route :

T'alongue sus lou naz un moustau cop de poung !

Tu recevras avec cette lettre l'*Armana prouvençau* de 1864 et celui de 1865, et tu voudras bien m'en accuser réception. Il va sans dire que si, dans tes pèlerinages, tu n'as pas rencontré celui de 1863, je le tiens à ta disposition, quoiqu'il se fasse rare.

Je ne suis pas de ces hommes *que les succès rendent fiers*,

et je ne suis jamais si modeste que quand j'en obtiens. Si tu me connais bien, tu dois en convenir. Ne me jette pas à la face le volume que tu as écrit, et où il est tant question de mes petits faits et de mes petits gestes. Je n'ai rien perdu à ce jeu-là, et tu y as beaucoup gagné.

Garcin m'écrit de loin en loin, et il s'abstient de confidences littéraires. Je ne sais pas au juste ce qui s'est passé entre Garcin et Mistral; et si tu le sais, tu feras bien de me le dire. Il me semble que je devrais être le premier à savoir ces difficultés, parce que je suis homme à les aplanir, dans l'intérêt bien entendu des félibres et de la *félibrerie*.

Garcin, dis-tu, a *rengainé* un livre qu'il allait publier sur les félibres? *Rengainé*! c'est le mot consacré quand il s'agit d'une arme tranchante et d'un fourreau. Il a donc voulu, ce cher Eugène, nous frapper d'estoc et de taille! Et pourquoi? Je n'en sais rien, rien, rien. Ah! c'est plaisant! On n'est jamais trahi que par les siens. Si tu es au courant de cette affaire, tu feras bien de ne pas te contenter de m'en dire un petit mot en passant. Ce serait un excellent moyen de me prouver que nous nous sommes remis complètement d'accord.

Les poésies posthumes de Reboul ont paru ici chez Seguin, qui est l'éditeur. C'est un fort volume in-18 (avec notice biographique très développée) coûtant 3 fr. 50.

Les amis Mistral, Aubanel et Mathieu, se portent bien. Mistral met la dernière main à son nouveau poème (*Calendau*) qui paraîtra très probablement en octobre 1866. — Aubanel a accouché d'un drame en cinq actes et en vers provençaux, et sa femme d'un beau garçon.

Mathieu, qui a eu à subir des revers de fortune, est devenu avignonuais. Nous en avons fait l'homme de confiance de l'*Hôtel du Louvre*, tout à côté de moi, à gauche en descendant.

L'*Armana* de 1865 t'apprendra tout ce qu'il y a de nouveau dans notre petit monde felibrin. J'ai sous presse le volume renfermant les poésies de nos chers défunts : Blaze, Dumas, Glaup, Poussel, et peut-être Jean Reboul, (qui, lui aussi, écrivait parfois en provençal).

Le bon Dieu m'a pris, le 25 janvier dernier, la petite Marie-Antoinette qu'il nous avait donnée le 1^{er} juillet 1864. Rien n'est triste dans une maison comme un berceau vide ! A la fin du mois d'août prochain, Dieu comblera ce vide affreux, et tout nous fait espérer que la mère et l'enfant se porteront bien.

Adieu. A toi et de tout mon cœur.

J. ROUMANILLE.

XXXVII

A Monsieur Victor Duret. à Onex près Genève

Avignon, 29 juillet 1885.

C'est comme une résurrection, mon cher Victor ! Comment a-t-il pu se faire que nous soyons restés si longtemps sans nous donner signe de vie ? Il doit y avoir de ma faute ; mais assurément il y a plus de la vôtre. Comment avez-vous osé, vous qui avez vu l'aube de notre merveilleuse renaissance littéraire, perdre ainsi de vue celui qui a le droit de dire d'elle : *Cujus pars magna fui* ? Vous qui, un de nos premiers critiques, vous êtes tu, après avoir parlé de nous avec tant de distinction et de bienveillance, comment avez-vous pu ne nous donner jamais la raison de ce silence, le pourquoi de ce qui ressemble fort, je ne dirai point à du dédain, mais à de l'indifférence ? oui, oui, c'est une résurrection, mon cher Victor !

Seguin, mon imprimeur, est venu me lire tout ce que vous veniez de lui écrire. J'en ai été touché, — et, pour ce qui me concerne, je vous en remercie vivement. Tout cela part d'un bon naturel, et me prouve que vous m'êtes resté fidèle, et toujours indulgent pour mes petits faits et gestes. Comme vous avez dû vous en convaincre, en n'y songeant même que de loin en loin, il s'est fait chez nous des choses merveilleuses, et que vous avez prédites, si je m'en souviens bien. Je m'en suis fort réjoui, — vous n'en doutez point, — et j'y ai contribué autant que cela m'a été possible, entretenant pieusement mon petit feu sacré, et ne m'écartant jamais du droit chemin, où vous m'avez rencontré un jour. Oh ! l'heureux temps ! quelle ardeur ! et quelle allégresse charmante !

Je suis maintenant presque un aïeul, et digne d'être admis à faire valoir mes droits à la retraite. Des jeunes sont venus qui déjà grisonnent ; de plus jeunes viennent, qui pourront démolir la maison que nous avons bâtie avec tant d'amour et de sollicitude et de peine. Soit fait ce que le bon Dieu voudra ! C'est vous dire, mon cher Victor, — et entre nous — que les tendances de notre jeunesse félibréenne m'inquiètent, et que Paris déteint trop sur elle. Vous savez aussi bien — que dis-je ? mieux que moi, ce que Paris confectionne, ce qu'il rêve, ce qu'il narre, ce qu'il chante, ce qu'il mange et ce qu'il boit... Nos jeunes sont trop parisiens, et les vices du Nord tuent les vertus du Midi, comme les idées et la langue du Nord tuent nos idées et notre langue. Que peut être un félibrige parisianisé ? je vous le demande.

Et maintenant disons, en deux mots, que pauvre boutiquier j'étais, pauvre boutiquier je suis encore. Et toutefois, j'ai fait fortune, car j'ai quatre trésors : ma femme ; ma fille aînée, une *Mirèio* de 18 ans, Tereset ; un grand garçon, Jacques, bachelier ès sciences frais émoulu, un $a + b$ en chair et en

os, à cette heure plongé jusqu'au cou dans les bas-fonds des mathématiques spéciales (17 ans), et puis un petit diable d'ange, Jeanne (11 ans), une pianiste d'élite (déjà !). Et je tire d'une boutique qui ne va pas (que voulez-vous que produise, par le temps qui court, une boutique religieuse et conservatrice ?) tout l'argent qu'il me faut dépenser pour ces chers trésors..... *aï ! aï ! aï !* comme nous aurions besoin d'une restauration !

Adieu. Donnez-moi longuement de vos nouvelles. Je suis en train de lire et de savourer les papiers que vous m'avez adressés — prose et vers. Mon cher Victor, nous sommes vieux décidément, car nos papiers sont honnêtes, et ont le sens commun. Ah ! combien ils diffèrent des papiers que l'on met à cette heure en grande lumière, qui déraisonnent, puent et tuent !

Tout à vous, avec tous les miens, et de tout mon cœur.

J. ROUMANILLE.

(Roumanille est mort le 24 mai 1891; son ami l'avait précédé de quelques mois dans la tombe.)

(De *Frédéric Mistral* à *Victor Duret*.)

Maillanne (Bouches-du-Rhône) 10 novembre 1887.

Mon cher Duret,

Je vous avais connu poète et ami des poètes, — il y a beau temps de cela, — et je vous retrouve plus que jamais poète. Je vous félicite. Le souffle des grandes Alpes, frais et libre, enfle les accents de votre *Cantate suisse* (1). Le plus pur patriotisme anime vos vers, pleins de vie historique et de hauts souvenirs. Gloire à la Suisse, et que la Suisse ouvre ses bras de mère aux fils d'élite qui la chantent si bien !

J'ai passé par Genève, il y a deux ans, en allant à Evian, puis à Berne, etc. Je m'informai de vous chez un libraire ; mais vous étiez absent, et je ne pus vous serrer la main.

Ici nous avons perdu le cher et grand Aubanel — un vrai désastre pour la poésie provençale. A nous autres bientôt !

Que Dieu vous garde, et bien à vous !

F. MISTRAL.

(1) *Cantate suisse, Souvenir du Tir fédéral*, par Victor Duret. Genève, 1887.

RÉMINISCENCES HISTORIQUES

GENEVOISES⁽¹⁾

INTRODUCTION

L'histoire du peuple genevois offre le plus haut intérêt, abstraction faite des sympathies natives : il en est peu d'aussi remarquables.

Si l'on considère la somme d'habileté, de persévérance, de dévouement et d'héroïsme employée par cette petite communauté, pour parvenir à l'indépendance, puis à la liberté, religieuse, civile et politique, enfin à l'égalité générale, on est vraiment émerveillé.

Nos luttes si passionnées, du XVIII^{me} siècle surtout, intéressèrent vivement toute l'Europe intelligente : le peuple de Genève préludait aux grandes solutions de la Révolution française et Rousseau en fut l'éloquent interprète. Frédéric-le-Grand, Catherine II, Louis XV et particulièrement Choiseul, ministre de ce dernier, nous témoignèrent, tour à tour, leurs sympathies ou leur hostilité.

On ne peut se défendre d'un profond sentiment d'admiration devant l'attitude du peuple genevois au Conseil général

(1) Ce mémoire a été lu à la Section des Sciences Morales et Politiques, d'Histoire et d'Archéologie de l'Institut National Genevois, qui en a voté, à l'unanimité, l'impression.

du 15 décembre 1766 où, après avoir précédemment refusé huit fois consécutives de ratifier le choix des syndics proposés par le Sénat, malgré toutes les objurgations, il repoussa à une énorme majorité, le projet de médiation réactionnaire que voulaient lui imposer les garants.

Ce beau trait de courage civique, sous une pression violente et malgré les menaces du ministre français, d'interrompre les communications et de ruiner le commerce de Genève, ne saurait être trop remarqué.

Ces menaces ne tardèrent pas à se réaliser, comme on sait; de nombreux citoyens appartenant au parti des Représentants en souffrirent cruellement dans leurs intérêts. d'autres furent expulsés de France; des souscriptions furent ouvertes et l'excellent Rousseau, malgré sa misère, envoya de Paris, dit-on, douze louis, pour secourir les malheureux.

Ces exemples d'intrépidité morale sont fréquents chez nos ancêtres et expliquent bien des faits politiques qui nous paraissent presque incroyables. Les troubles de 1782 offrent des traits non moins admirables de vertu et d'héroïsme civique.

Cette soif de justice, cet amour de la vérité et du progrès (*gens semper petentes aliqua nova*, comme disait jadis Amédée VIII), qui caractérisent le peuple genevois, sans parler d'une ardeur persistante et belliqueuse, dans l'attaque et la défense des opinions, expliquent également l'âpreté des luttes de ce peuple et son agitation constante. Une méfiance invincible résultant des convoitises de puissants voisins, et des attaques séculaires, multipliées, n'ont pas peu contribué enfin à cette agitation et à nos guerres civiles.

Aussi avons-nous estimé qu'il était de notre devoir, comme de tout citoyen, de recueillir soigneusement les notions historiques, pouvant honorer ce vaillant petit peuple

et intéresser ses annales, et de les sauver de l'oubli, quelle que soit d'ailleurs l'insuffisance de la forme employée.

Nous avons à cet effet utilisé nos souvenirs personnels et ceux de personnes dignes de foi, en consultant aussi quelques documents indispensables.

Il ne s'agit donc pas ici de récits empruntant la solennité des méthodes historiques, mais surtout de simples réminiscences, dont la sincérité et l'exactitude doivent faire le principal mérite.

Nous nous sommes efforcé, avant tout, d'apporter en ces matières délicates, toute l'impartialité dont nous sommes capable, et nous espérons qu'il nous en sera tenu compte, pour excuser bien des lacunes et des imperfections.

Enfin, nous considérons l'histoire de notre petite république comme éminemment instructive au point de vue du droit politique et républicain, et comme tout-à-fait propre à former les jeunes générations de citoyens et à compléter leur instruction civique.

Nous ajouterons même que nous considérons l'étude sérieuse de notre histoire, comme indispensable à toute personne voulant s'occuper quelque peu, chez nous, de la chose publique : c'est dire qu'elle est nécessaire à tout citoyen.

C'est pour ces divers motifs que nous devons tous travailler, dans la limite de nos moyens et de nos forces, à recueillir et à répandre tout ce qui peut intéresser notre histoire nationale.

LE RÉGIME DE LA TERREUR

CHAPITRE PREMIER

Si notre révolution de 1789, surnommée « révolution des Seringues », par le rôle décisif que les pompes à incendie de St-Gervais y avaient joué, avait eu pour effet de supprimer l'Acte de garantie, imposé par l'intervention étrangère, et le funeste régime autoritaire qu'il consacrait, le mouvement de 1792 et l'édit de 1793, visèrent essentiellement la consécration de l'égalité populaire par la suppression des castes politiques, partant des dernières institutions féodales.

L'émancipation des Natifs avait mis ceux-ci en verve d'agitation ; les cercles, ces foyers actifs de vie sociale, allaient devenir des clubs, où chacun était parqué suivant ses opinions ; ceux de la *Grille*, des *Montagnards* et de l'*Egalité* étaient le rendez-vous des révolutionnaires les plus exaltés ; puis vinrent ensuite ceux des *Sans-Culottes* et des *Marseillais*.

Le premier avait, comme on sait, arboré son drapeau sur son local de la rue Verdaine, orné des lugubres attributs de la mort. Ces clubs étaient surtout peuplés de Natifs, qui devaient composer, plus tard en majorité, le terrible Tribunal révolutionnaire. C'est ce qui explique l'acquittement avec ovation, devant cette dernière juridiction, du fameux Cornuaud, qui devint ensuite président du Club de la Grille et membre de la Commission révolutionnaire, et dont la verve endiablée et la plume éloquente et infatigable, alors qu'il était le chef principal des Natifs, fit tant de mal au parti populaire et fut la cause essentielle de la catastrophe de 1782.

On sait aussi que le résident français Soulavie et les jacobins de son entourage fréquentaient les clubs prénommés.

Mais ce que l'on sait moins, ce sont les rapports intimes de ces clubs avec les sections républicaines de Carouge, notamment celle de « l'Egalité », dont le siège était à l'auberge de « l'Ecu de France » à l'entrée de la rue d'Arve. Cette section dont on voyait encore, il y a quelques années, le nom en grandes lettres noires sur le mur du local, était surtout fréquentée par les cadres de la garnison française de Carouge casernée dans la maison dite du Comte, rue St-Léger. On connaît l'ardeur patriotique et la fougue révolutionnaire des légions de la première République française, et on s'explique fort bien la propagande volontaire ou non de leurs soldats, dans nos clubs jacobins. Au surplus il était de notoriété publique à Carouge que la section de l'Egalité était en relations suivies avec le club du même nom de Genève, et on sait que celui-ci dirigeait les autres clubs révolutionnaires de notre ville.

Du reste, la population de Carouge, bien que très attachée aux idées nouvelles de liberté, d'égalité et de tolérance, pour les avoir pratiquées, alors qu'elles étaient encore inconnues en France et ailleurs, ne partageait pas l'exaltation de ses conquérants. Aucune poursuite politique n'y fut exercée pendant la Terreur, sinon contre notre aïeul maternel, membre du Corps judiciaire de la ville, qui dut s'absenter un certain temps pour laisser passer l'orage.

A propos du régime de la Terreur, il convient peut-être, dans l'intérêt de l'histoire de notre canton, d'entrer dans quelques détails en ce qui concerne la ville de Carouge. Celle-ci était mieux préparée peut-être que bien d'autres à la pratique de ce régime, qui renversait de fond en comble, l'ancien ordre social, politique et religieux et

transformait tout : lois, monnaies, poids et mesures, costume et jusqu'au calendrier; sans parler de la division du temps, des circonscriptions géographiques et jusqu'au prénom des personnes.

Après un siècle entier de pratique de la plupart de ces innovations, nous avons peine à nous représenter l'effet d'une si profonde métamorphose sur des populations ignorantes, et encore imbuës des préjugés et des traditions du régime et des institutions féodales.

CHAPITRE II

Par son édit de 1780, le roi de Sardaigne, Victor-Amédée III, qui fut le vrai fondateur et aussi le bienfaiteur de Carouge, éleva, comme on sait, cette localité, qui auparavant n'était qu'un village, au rang de ville et de chef-lieu de province, du même nom.

On prétend, sans en offrir la preuve, qu'il y avait là une manœuvre contre la prospérité de Genève, faisant pendant à celle de Choiseul à Versoix. Quoi qu'il en soit, on ne saurait comparer les procédés de la Cour de Turin, après la fatale intervention étrangère de 1782, provoquée par le gouvernement oligarchique de Genève, à ceux de Vergennes, ministre de Louis XVI.

Le traité de 1754, qui réglait définitivement et équitablement les rapports entre la République de Genève et son voisin de Savoie, conclu par le père de Victor-Amédée, n'indique nullement des projets subversifs de ce dernier contre nous. Tandis que vers le même temps Choiseul tentait de faire de Versoix une forteresse, dirigée contre Genève, en coupant nos communications avec la Suisse, et l'exécution

des fortifications ne fut arrêtée, comme on sait, que par la puissante intervention de leurs Excellences de Berne et la haute influence de Tronchin, médecin de la Cour.

On sait, d'autre part, que Victor-Amédée III fit d'importantes réformes dans ses Etats, fonda, entre autres l'Académie des Sciences de Turin et améliora notablement le système fiscal de la Savoie. L'octroi de larges franchises à la Ville de Carouge par ce souverain, n'avait rien d'hostile, au surplus, pour Genève, jouissant de temps immémorial d'une liberté commerciale étendue, et ne pouvait que profiter à celle-ci.

En outre des franchises fiscales et commerciales, Carouge était dotée d'une liberté d'établissement illimitée et d'une liberté religieuse non moins étendue. Celles-ci d'autant plus précieuses qu'elles étaient rares à cette époque de servitude corporative et d'intolérance, car les Israélites, en particulier, avaient une synagogue et un cimetière à Carouge, comme on sait, alors qu'ils n'avaient pas même le droit de résider dans notre ville.

Ce régime bienfaisant ne tarda pas à produire ses effets habituels ; en quelques années la population de Carouge, qui dans le principe, était à peine de quelques centaines d'habitants, atteignit le chiffre de près de 5,000. On compta bientôt dans la jeune capitale d'importantes maisons de commerce : onze tanneries, deux faïenceries, et plus tard, une filature de coton, occupant plus de 700 ouvriers ou ouvrières ; sans parler d'autres industries moins importantes, attirées par les facilités offertes et des forces hydrauliques gratuites.

Le roi, voulant encourager tant d'efforts par sa présence, fit construire un palais à la rue d'Arve, par l'architecte Mouton, où il devait résider un mois chaque année. Cet édifice, aux lignes sévères et grandioses, dans le style du temps,

était pourvu d'un parc devant s'étendre jusqu'au bord de la rivière. Mais l'invasion française de 1792 ne permit pas d'achever ce monument, qui abrite encore diverses industries aujourd'hui.

Cette invasion ne fut point heureuse pour Carouge; en lui faisant perdre sa qualité de ville franche et de chef-lieu de province, la conquête française portait un préjudice considérable à la nouvelle cité : sa situation privilégiée disparaissait; plus d'administration provinciale, de tribunaux, de garnison permanente; la résidence royale en perspective disparaissait aussi. Ce fut une catastrophe pour la prospérité et le développement de Carouge, qui commença dès lors à décliner. Les Carougeois toutefois, par le fait même de leurs antécédents, devinrent promptement de bons républicains, comme ils le sont restés dès lors : exempts de préjugés et aimant la liberté et la tolérance.

Au premier appel de la nation, un bataillon de volontaires fut formé spontanément, sous le commandement du colonel Trapier, — qui devint général plus tard, sous l'Empire, — et alla rejoindre la légion des Allobroges.

Le culte de la Raison fut installé dans l'église, où brûlait l'encens sur l'autel. Les patriotes plantèrent devant celle-ci, au milieu de la place, un arbre de liberté, orné du drapeau tricolore et surmonté du bonnet phrygien.

Les citoyens et les citoyennes devaient porter la cocarde nationale à la coiffure. On rapporte, à ce propos, qu'après la réaction thermidorienne, alors que le port de ce symbole fut interdit, l'ardente citoyenne Robineau, très connue et célèbre jadis au Molard par sa barbe caractéristique et son esprit, persistait à le porter, quand survint un gendarme, qui lui crie : « Citoyenne, et ta cocarde ? » — « Viens seulement la prendre ! » répondit fièrement celle-ci, en défilant devant l'agent, qui n'osa la toucher.

A la cérémonie du décadi, les jeunes filles, vêtues de blanc, avec l'écharpe tricolore, dansaient des farandoles autour de l'arbre de liberté, sous la direction du citoyen Becadelli, fougueux patriote d'origine romaine, en chantant entr'autres le chœur suivant :

Oh ! va mon père je te jure,
Qu'après la mort des préjugés,
Les sentiments de la nature,
Sont loin d'avoir été changés. (*bis*)
Pour bénir l'auteur de mon être,
Et vivre en un parfait bonheur,
Il me suffira d'un bon cœur
Je n'aurai pas besoin de prêtre. (*bis*)

Ou encore, ce refrain :

« Ah ! que l'on déteste les rois.
D'après le tableau de leurs crimes. » (*ter*)

C'était, comme on le voit, l'épanouissement du régime de 1793. Les rapports suivis et multipliés, que nous avons constaté plus haut, entre la principale section de Carouge, celle de l'Egalité, et le club de l'Egalité de Genève, foyer principal du parti jacobin, ou des *Egaliseurs*, sans parler des nombreuses relations de notre ville avec la France, devait fatalement aboutir à un mouvement terroriste. On sait, en effet, que le 5 décembre 1792, le club de l'Egalité, d'accord avec les autres clubs terroristes, opérait une vraie révolution et remplaçait le gouvernement régulier par deux commissions : l'une, dite de *Sûreté*, l'autre *Administrative*, et faisait sanctionner le tout par le Conseil général, qui nommait une *Assemblée Nationale Législative*, pour élaborer une nouvelle constitution.

Le bonnet phrygien, dès lors, devint de mode pour les

clubistes, et des arbres de liberté, surmontés de ce symbole, furent plantés sur nos principales places publiques.

L'Assemblée constituante nommée prit son mandat au sérieux et présenta au peuple une Constitution, en 1075 articles, qui fut adoptée, à une immense majorité, le 5 février 1794, soit l'an 2 de l'Egalité genevoise, puis modifiée et complétée le 6 octobre 1796.

Cette Constitution, qui sanctionne tous les droits populaires et supprime définitivement tous les privilèges, les distinctions sociales et les derniers vestiges du droit féodal, en consacrant une sincère égalité, est un vrai code de droit public, formant tout un volume. Après avoir proclamé les droits généraux des citoyens, dans un Acte constitutif, elle fixe la forme du gouvernement et toute l'organisation politique, les droits et devoirs du souverain, des grands corps de l'Etat et leurs fonctions ; puis détermine l'administration de la justice et l'organisation judiciaire et tout ce qui concerne la police, les tutelles, les principes généraux du droit civil, la procédure civile. Puis encore, les devoirs et attributions des fonctionnaires publics ; les élections et le droit électoral ; les milices, les finances, l'assistance publique, le culte et l'instruction nationale. Enfin, la justice criminelle et la procédure pénale.

C'est, comme on le voit, un Pacte constitutionnel à la mode genevoise, où, comme dans nos vieilles chartes et nos anciens édits, on amalgamait les matières les plus disparates : les principes constitutionnels, le droit administratif, les affaires ecclésiastiques et même les règlements de police.

Dans tous les cas, c'était un sensible progrès sur l'ancien état de choses, soit dans le domaine politique, soit dans le domaine administratif et économique. On sait, à ce propos,

que le régime des corporations et jurandes, qui provoquait des plaintes incessantes des intéressés, fut supprimé à la grande joie de ceux-ci, qui dansèrent des rondes de joie, lorsqu'on brûla les registres devant l'Hôtel-de-Ville. Des améliorations notables étaient aussi réalisées dans l'organisation judiciaire, avec l'introduction du jury d'accusation et d'autres réformes non moins importantes.

Dans l'organisation politique, on gardait l'institution des syndics; le Conseil administratif remplaçait le Sénat ou Conseil Etroit, et le Conseil Général délibérant était investi des prérogatives les plus étendues.

La déclaration des droits et des devoirs de l'homme social, placée en tête de cette Constitution, s'exprime ainsi en son article premier :

« Tout homme est seul propriétaire de sa personne et de ses facultés.

« ART. 2. — Tout homme a donc le droit de disposer de sa personne et de ses facultés pour sa conservation et pour son bonheur. C'est ce droit qui constitue la *liberté naturelle*. »

On ne saurait mieux dire, et nous recommandons ce principe fondamental à certaine école contemporaine.

Les articles premier et second de l'Acte constitutif consacrent le grand principe de l'égalité civile et politique, récemment admis.

« ART. 1^{er}. — Il ne peut y avoir dans la République que des citoyens et des étrangers.

« ART. 2. — Que tous les Genevois soient contents en degré de citoyens, sans vouloir se préférer et s'attribuer quelque autorité et prééminence par dessus les autres, qu'autant qu'office de magistrature le comportera. »

Un signe que les vieilles traditions de discipline religieuse

n'étaient pas encore éteintes dans la République, c'est l'article suivant :

« ART. 3. — Sont citoyens de la République, s'ils sont de la religion protestante et réformée :

1° Ceux qui sont actuellement reconnus pour tels, en vertu d'une loi ou d'un édit, etc. »

A propos du culte public, l'article 750 est ainsi conçu : « Aucun acte public d'une religion différente de la religion protestante ou réformée n'est permis dans la République. »

Puis : « ART. 754. — Le Conseil législatif fixe, par voie de règlement et sans toucher à la religion de l'Etat, la forme du culte et le nombre des services religieux. »

On voit que le grand principe moderne de la séparation des pouvoirs et la notion des attributions de l'Etat étaient encore dans l'enfance chez nos ancêtres de 1794.

Mais le plus incroyable, sous le régime de la Terreur et sous l'empire du culte de la Raison, ce sont certaines attributions disciplinaires conservées au Consistoire, maintenu comme Tribunal de la Religion et des Mœurs.

Ainsi, on trouve à l'article 786 de la même Constitution : « Chacun des membres du Consistoire est chargé, dans son quartier, d'avertir et de reprendre fraternellement, et sans acception de personnes, ceux qui mènent une conduite contraire à la décence et aux bonnes mœurs. De déférer les scandales au Consistoire. »

Puis, aux articles suivants :

« ART. 788. — Le Consistoire est chargé d'adresser des remontrances aux délinquants et de censurer ceux qui ne manifestent aucune disposition à s'amender.

De déférer aux Syndics ceux qui se rendent coupables de fautes graves, ou qui se montrent réfractaires à toute exhortation et à toute censure. »

« ART. 791. — Nul ne peut être dispensé de comparaître au Consistoire lorsqu'il y est légalement cité. Celui qui, après la troisième citation ne paraît pas, est déféré aux Syndics. »

Mais voici qui est plus fort :

« ART. 798. — Si quelqu'un cherche à répandre dans la République, de vive voix et par écrit, quelque opinion impie et tendant à attaquer la religion et à corrompre les mœurs, le Consistoire nomme une commission pour conférer avec lui et tâcher de le ramener. S'il persiste, il est appelé au Consistoire pour y être exhorté à se montrer plus docile. S'il n'a égard à ses exhortations, il est censuré et déféré aux Syndics pour être puni. »

Viennent encore des dispositions visant les abjurations ou les conversions.

On peut juger par ces quelques citations, combien la liberté religieuse et la tolérance, aujourd'hui admises dans la plupart des pays civilisés, ont eu de la peine à se frayer la voie, même dans notre République.

CHAPITRE III

Ainsi qu'on vient de le voir, nos pères mettaient une louable activité à réparer les iniquités politiques et économiques de l'ancien régime.

Ce fut le cas, en particulier, de l'édit, sanctionné par le Conseil souverain le 12 décembre 1792, l'an 1 de l'Egalité, ainsi conçu : « Tous les jugements rendus dans ce siècle, jusqu'à ce jour, en matière politique, sont annulés ; la mémoire des condamnés est réhabilitée et toute procédure entamée sur le même objet est mise à néant. Bien entendu que cette sanction ne pourra donner lieu à aucune réclamation de dommages. »

A la même date le peuple genevois réparait l'aberration déplorable commise par le gouvernement patricien contre notre grand citoyen Rousseau, par l'édit qui suit :

« Le décret porté contre la personne du citoyen Jean-Jacques Rousseau, et les jugements rendus contre ses ouvrages, sont déclarés nuls. »

Et par l'édit suivant, sanctionné le 28 décembre 1793, l'an 2 de l'Egalité.

« ARTICLE PREMIER. — Il sera élevé avant le 28 juin 1804 un monument public à la mémoire de Jean-Jacques Rousseau, citoyen de Genève.

ART. 2. — L'emplacement et la nature de ce monument seront portés à l'approbation du souverain. »

Puis, par l'édit du 31 mars 1794, l'an 3 :

« ARTICLE PREMIER. — Le Souverain approuve que le monument de Jean-Jacques Rousseau, soit placé dans la promenade du Bastion au Lycée national. — Le Souverain approuve, en outre, que ce monument soit sur une colonne de vingt pieds de hauteur sur six de largeur, et de forme carrée, propre à recevoir, le buste de Jean-Jacques Rousseau, et des inscriptions dont le choix sera sanctionné par le Souverain. »

Le 15 mars 1795, en effet, le Souverain sanctionnait l'édit ci-après : « L'inscription suivante sera placée au monument de J.-J. Rousseau :

A Jⁿ-J^{es} ROUSSEAU

LE PEUPLE GENEVOIS »

Au printemps 1795, le monument susmentionné fut inauguré par une fête nationale, comme les Genevois ont toujours su les faire.

Par une journée superbe de juin le peuple tout entier,

nous disait un vieux citoyen, qui y était, se rendit en cortège au Bastion national. C'était un beau et touchant spectacle; une fête de fraternité et de réconciliation, comme en faisaient nos passionnés ancêtres, après toutes les commotions politiques. Les magistrats en tête du cortège, ornés de leurs insignes. Les Syndics portant leur bâton d'ébène couronné d'argent; le Sautier, l'aigle genevoise, à la mode romaine, dans une couronne de laurier, supportant notre belle devise; au sommet de la pique, ornée de notre antique soleil, — la première armoirie de Genève, — le bonnet phrygien, avec le mot LIBERTÉ. Puis, le Procureur général, ce tribun du Peuple de notre ancien droit politique, la poitrine ornée d'une grande plaque d'argent, avec un œil ouvert, symbole de la vigilance. Tous les corps publics, en grand costume. Ensuite des détachements, en uniforme, des divers corps de la *Légion genevoise*, puis encore les clubs et les cercles, au grand complet, avec leurs insignes et drapeaux. Enfin des groupes de jeunes filles en blanc, avec l'écharpe nationale, portant des guirlandes de fleurs, des couronnes ou des palmes. Et pour clore ce beau cortège, la jeunesse des écoles, dont deux garçons, placés en tête, portaient l'*Emile* et le *Contrat social* dans des couronnes de laurier.

Les rues, que le cortège devait parcourir, étaient magnifiquement décorées et la joie était générale. Si notre excellent Jean-Jacques eût pu revoir alors sa chère Genève, qui était son orgueil, lui rendant cet éclatant hommage, et réparant si noblement l'injustice dont il avait tant souffert, il eût versé des larmes d'attendrissement.

Arrivé au Bastion national, le cortège vint se grouper autour du monument Jean-Jacques, bientôt couvert de fleurs et de couronnes, érigé sur l'emplacement actuel du Jardin des Plantes.

Après des chœurs de circonstance, exécutés par la jeunesse, ce monument fut inauguré par un éloquent discours du pasteur Anspach, fervent disciple de l'illustre philosophe et l'un des chefs les plus influents du parti révolutionnaire.

Ce monument, quelque peu modifié, du projet primitif, était dû au ciseau du sculpteur Jaquet, bien connu alors, à qui on devait le joli foyer de l'ancien théâtre. Plus tard, lorsqu'on dut transformer le Bastion national, le monument du philosophe subit la même métamorphose et le buste qui le décorait alla rejoindre, sur un stèle, d'autres illustrations genevoises, contre l'orangerie du Jardin des Plantes. Une plaque commémorative en marbre fut placée, comme on sait, sur la maison où l'on croyait qu'était né Rousseau et la vieille rue de Chevelu fut débaptisée en son honneur.

La génération suivante ne fut point ingrate envers cet ardent et dévoué défenseur des droits populaires, qui sut rester conséquent jusqu'à la mort avec sa fière devise : *Vitam impendere vero*. La belle statue de Pradier, à l'île des Barques, que nous avons inaugurée et fêtée plusieurs fois dans notre enfance, avec le peuple, saura perpétuer son souvenir.

CHAPITRE IV

Il semble que l'adoption de la Constitution que nous venons d'examiner, qui, eu égard au temps et aux circonstances, répondait bien au vœu populaire et donnait satisfaction aux *desiderata* exprimés, eût dû être suivie d'une ère d'apaisement et d'harmonie ; il n'en fut point ainsi. Le mauvais état des affaires, par le fait des révolutions et des

guerres extérieures, joint au ressentiment profond, laissé dans le peuple et surtout chez les Natifs, par l'intervention étrangère de 1782 et les proscriptions qui la suivirent, provoquait dans les clubs révolutionnaires une sourde agitation contre les patriciens qui avaient réclamé et provoqué cette intervention. On voulait des mesures répressives, et le *Grand Club fraternel*, formé des délégations de tous les clubs jacobins, réuni au Théâtre, se fit l'écho de ces excitations violentes.

On connaît l'insurrection du 19 juillet 1794, point de départ des sanglants excès qui préparèrent l'asservissement de la patrie genevoise, où, pendant la nuit, les Terroristes des clubs jacobins s'emparaient des postes de la ville, et parcourant les rues par groupes armés, coiffés du bonnet rouge, et à la lueur des torches, allaient arrêter chez eux les aristocrates les plus compromis dans les précédents troubles. Une Commission révolutionnaire, nommée par le Club central, inaugura le régime de la Terreur, en faisant battre la générale, pour réunir les milices. Les arrestations continuèrent par centaines, dans le même parti ou ses adhérents les plus en vue. Les cercles aristocratiques et ceux dits des *Englués* furent fermés et leurs membres désarmés.

Puis, comme on sait, le même club institua un tribunal révolutionnaire, qui siégeait à l'Hôtel-de-Ville, à bras nus, bonnet rouge et ceinture de même, où étaient passés un sabre et des pistolets ; la pipe et les bouteilles n'y faisaient pas défaut, car on était au mois de juillet. Chacun connaît les hauts faits de ce tribunal, où, durant quinze jours consécutifs, on envoya à la mort, en prison ou en exil perpétuel, tous ceux qui de près ou de loin avaient trempé dans la réaction de 1782 et coopéré à cette œuvre funeste.

On sait aussi que les sept premiers accusés, poursuivis pour crime de haute trahison, furent condamnés à mort, avec la même désinvolture que Pierre Fatio, Lemaître et Piaget l'avaient été quatre-vingt-sept ans auparavant, par le parti opposé. Nos pères n'avaient pas la main légère en matière de délits politiques : témoin ce malheureux Blondel, qui fut écartelé sans preuves pour de simples soupçons et tant d'autres qui payèrent de leur vie, au milieu des tourments, d'insignifiantes escapades.

Un témoin oculaire, qui se trouvait au Bastion Bourgeois le 25 juillet, au soir, et qui fut appelé, avec tous les citoyens, pour sanctionner la terrible sentence du Tribunal, nous décrivit les scènes affreuses dont il fut le témoin.

Aussitôt que le résultat du vote au scrutin, qui acquittait les quatre aristocrates et condamnait les trois *englués*, fut proclamé, une effroyable tempête de cris : « A mort les aristocrates ! », et d'injures aux bourgeois se fit entendre, de la part des nombreux membres des clubs, qui attendaient la fin du dépouillement. Une mêlée indescriptible s'ensuivit. Les terroristes se précipitèrent hors du Bastion et ramenèrent bientôt le Tribunal révolutionnaire et quelques membres de la Commission. Ce dernier siègea debout à la lueur des torches, et, sous la pression des Egaliseurs, qui ne cessaient de vociférer, confirma la sentence des sept malheureux qui furent immédiatement conduits à la *Montagne de Plomb*, c'est-à-dire en face aujourd'hui du palais Eynard, et fusillés, après s'être donné un baiser d'adieu.

Le bruit de cette affreuse exécution se propagea dans toute la ville, comme une trainée de poudre, et produisit un sentiment d'horreur et de tristesse inexprimable ; le lendemain la plupart des magasins restèrent fermés et les gens qui se rencontraient, nous disait un autre témoin, se regar-

daient avec stupeur. Quelques jours après une nouvelle exécution avait lieu, et deux des magistrats les plus éminents de l'ancien régime furent encore fusillés.

On sait que plus de cinq cents condamnations à des peines diverses furent prononcées par ce redoutable tribunal, dont trente-sept à mort, frappant, pour la plupart, d'anciens membres des Conseils. Heureusement que vingt-six de ceux-ci avaient eu le temps de fuir en temps utile.

Cette période révolutionnaire ne fut, on le voit, qu'un reflet de ce qui se passait en France ; la profonde indignation causée par ces sanglantes rigueurs et la chute de Robespierre et du *jacobinisme*, déterminèrent une subite réaction. Toute cette parade classique, en honneur chez nos voisins, était au fond, souverainement antipathique à nos concitoyens.

La révolution thermidorienne eut son contre coup jusque dans nos clubs, et les plus modérés obligèrent la Commission révolutionnaire à instituer un nouveau tribunal d'un esprit opposé, qui ne fut pas moins rigoureux que le précédent.

On reprochait surtout aux jacobins leurs tendances françaises et leurs menées annexionnistes. Vittel, en particulier, l'un de leurs chefs et des plus exaltés, était surtout accusé d'avoir travaillé à transporter à Besançon la fabrication d'horlogerie, ce qui ne contribua pas peu à l'envoyer à la *Montagne de Plomb*, avec quatre de ses acolytes. Trois cent soixante-six jugements, à des peines variées, dont treize à la peine capitale, furent prononcés par ce second tribunal. On voit que les partis politiques, à Genève, n'avaient rien à s'envier, en fait de rigueurs. Fort heureusement que l'année suivante une décision du Conseil Général devait annuler tous ces jugements, de même que les précédents.

On peut facilement se faire une idée de l'état déplorable

dans lequel devait se trouver l'industrie chez nous, au milieu de ces convulsions politiques, à l'intérieur et au dehors et avec les guerres qui embrasaient déjà l'Europe, et des nombreuses misères qui devaient en résulter. Aussi l'administration publique s'était-elle déjà préoccupée, avec sollicitude, des moyens de faire face à cette triste situation.

Par voie d'emprunt forcé, on avait requisitionné la vaisselle d'argent, alors de grande mode, chez les aristocrates poursuivis, et on en frappa immédiatement des pièces de quinze sous, fort belles, dont le coin avait été gravé par le célèbre Wielandy; ces pièces portaient, comme d'usage, les initiales du graveur, c'est-à-dire un double W, dont les mauvais plaisants firent *vaisselle volée*. Les valeurs en espèces, en outre, subirent le même sort.

Mais tout cela ne suffisait pas à faire face à des besoins si grands et si pressants. Déjà le 17 avril précédent un édit sur la vente et la culture des terrains publics était sanctionné par le peuple. En vertu de cet édit l'Administration était autorisée à céder aux citoyens, aux conditions qu'elle estimerait convenables, les parties du domaine public, non cultivé, dans les fortifications, autour de la ville et dans les localités suburbaines, pour les mettre en culture.

L'art. 3 de cet édit s'exprime ainsi : « L'administration est autorisée à permettre la culture des terrains publics qui peuvent être cultivés. Toutefois, nul ne peut sans permission, entreprendre la culture de ces terrains. »

Puis : « ART. 4. — Toutes les corporations connues dans la campagne sous le nom de *Communes*, seront dissoutes dès le premier juillet prochain.

« ART. 5. — La nation retire, dès à présent, à elle l'administration de tous terrains communaux, et autres terrains incultes et vacants, dont il n'apparaîtra pas, par aucun acte,

qu'ils appartiennent à des particuliers, en propriété privée ou collective.

« Le Comité législatif est chargé de porter, avant le premier août prochain à l'Assemblée souveraine, un projet de loi sur les meilleurs moyens d'administrer les dits terrains et de les mettre en culture, conformément aux principes de l'Egalité. »

Il est bon de se souvenir à ce propos que nous sommes en pleine époque de poésie classique et pastorale, où les bergeries de Florian, les églogues de Virgile, les idylles de M^{me} Deshoulière et même de Fabre d'Eglantine faisaient fureur : tout jusqu'à la philosophie et la politique était à la vie champêtre, aux choses rustiques. C'est dire que nos braves ouvriers du Faubourg profitèrent avec joie et empressement du nouvel édit ; chacun voulut avoir son petit jardin dans les fortifications ou les anciens communaux, sa chaumière, sa chèvre ou ses poules. On cultivait avec amour des légumes ou des pommes de terre pour sa famille ; on avait en outre du lait et des œufs. Les pauvres des communes rurales profitaient aussi de ces bienfaisantes dispositions, en ces temps difficiles, où l'argent était encore plus rare que le travail.

Des fêtes rustiques charmantes venaient embellir ce nouvel âge d'or.

CHAPITRE V

Cependant, malgré les réquisitions et une première taxe révolutionnaire, les ressources de l'Etat étaient insuffisantes ; les délégués des cercles réunis, instituèrent une Commission spéciale, dite *Nationale*, sanctionnée par le Souverain,

pour prélever une nouvelle taxe extraordinaire. Le célèbre Cornuauud était président du Comité de perception. C'était là un premier essai de l'impôt progressif.

Les contribuables furent divisés en trois classes : les Patriotes, les Englués et les Aristocrates : l'imposition allait en augmentant et celle des aristocrates pouvait atteindre jusqu'au quarante pour cent. Et cela, sans préjudice d'une souscription nationale qui donna des résultats très satisfaisants.

Certains contribuables restaient réfractaires, et on dut envoyer des détachements de percepteurs armés à la Grande Boissière, au château de Jussy et en d'autres lieux, pour opérer les réquisitions *manu militari*, ce qui donna lieu à quelques excès.

On n'en réunit pas moins la jolie somme de cinq millions de francs ; somme énorme pour les temps, et qui fut grandement et honnêtement utilisée ; elle forme encore de nos jours une bonne partie du capital de fondation de notre Caisse Hypothécaire, qui a rendu et rend toujours de si précieux services.

Par édit, sanctionné le 25 janvier 1795, une *Caisse d'Escompte, d'Épargne et de Dépôt*, fut instituée pour utiliser et faire fructifier, par le travail, l'épargne populaire et le solde de la taxe révolutionnaire.

Une somme de 918,000 florins fut mise à la disposition de cet utile établissement pour en constituer le capital, celui-ci devait s'augmenter par les dépôts et les épargnes.

On comprenait d'autant plus la création d'un semblable établissement financier, qu'il ne saurait exister d'industrie sérieuse sans capital et sans crédit et que Genève, qui pourvoyait de banquiers l'univers entier, dont plusieurs, tels que Necker, s'illustrèrent, était mieux placée qu'aucune

ville pour faire fleurir un tel établissement. Malheureusement la haute finance ne lui prêta pas son concours, et cet heureux essai de crédit moral ou direct éprouva le même sort que son homonyme de notre temps; c'est-à-dire qu'il dut liquider, faute de réserves suffisantes, pour couvrir ses pertes. Ce fut, dans tous les cas, le premier essai de banque publique qui fut tenté dans notre ville.

Une autre tentative pour procurer de l'ouvrage aux très-nombreux *sans-travail* n'eut pas un succès de bien longue durée: nous voulons parler du *Comptoir patriotique d'horlogerie et de bijouterie*, fondé aussi avec le produit de la taxe révolutionnaire et dirigé par le citoyen Dufour, père de l'illustre général. Les débuts de cet établissement furent très-heureux; on faisait queue, nous disait un horloger, pour venir chercher ou rapporter de l'ouvrage. Un grand nombre d'honnêtes ménages d'ouvriers furent ainsi préservés du besoin, durant un certain temps. Les produits s'écoulaient et les commandes arrivaient, car à cette époque Genève était sans concurrence pour la montre de luxe et surtout pour la montre de dame; mais la guerre se généralisant, les débouchés se fermaient successivement; les ventes chômaient et les commandes n'arrivaient plus. Les ouvriers manquant d'ouvrage se fâchèrent alors, et mettant la faute sur le malheureux directeur, qui n'en pouvait mais, finirent par lui administrer des coups de nerfs de bœuf, selon la mode du temps, à ce que nous raconta un citoyen, qui en fut témoin. Enfin, le Comptoir patriotique, comme la Caisse d'Escompte, dut liquider par une perte notable.

CHAPITRE VI

Chose curieuse, nos compatriotes de la campagne, qui paraissent avoir profité, bien plus que les citadins, des der-

niers événements révolutionnaires, par la suppression ou la transformation des droits féodaux, ne semblaient guère l'avoir compris ; car ils étaient, sauf à Chancy et à Russin, où il n'existait pas de manoirs seigneuriaux, profondément hostiles aux *Egaliseurs* et à leur parti. Il est à remarquer, en outre, que l'histoire n'a jamais mentionné, aucune jacquerie dans nos villages. On signale bien une manifestation de quelques paysans du Mandement, appuyés par ceux de Chancy, en 1792, mais ce mouvement, promptement apaisé, n'eut aucune suite.

Nos campagnards, d'autre part, qui vivaient des produits de leur sol, dont le surplus s'écoulait toujours au marché de la ville, ne souffraient guère des crises industrielles et commerciales résultant de nos troubles politiques.

Pour qui connaît les superbes villages de nos vieilles campagnes genevoises, si prospères et si florissants, où la misère est inconnue et dont les maisons confortables et bien construites remontent souvent à plusieurs siècles, on doit admettre que l'aisance et le bien-être existaient dans ces contrées aux temps anciens. Il faut croire que la domination des seigneurs féodaux protestants était intelligente et paternelle, et que la meilleure harmonie existait entre maîtres et sujets : que ces derniers, ayant la faculté d'acquitter leurs prestations en nature, le besoin d'argent était peut-être moins grand chez eux que de nos jours.

C'est sans doute ce qui explique les sentiments hostiles que les souvenirs de la Terreur et des révolutionnaires excitaient chez nos campagnards ; ces traditions se sont perpétuées ; et, aujourd'hui encore, dans la plupart des localités de l'ancien territoire, les populations restent attachées à nos familles patriciennes.

Nous nous souvenons, dans notre enfance, avoir entendu

chanter en patois du pays la ronde suivante, dans l'une de ces localités, par un vieux campagnard :

1^o COUPLET.

Ah ! t'en seviutou ma bella,
Du tin de l'égalita :
On pregnive la vessella,
Et l'arzin sin lou conta.
Lon verin no revegni,
Si tin qu'étai tant allegro ;
Lon verin no revegni,
Si tin qué no fi pliaisi.

2^o COUPLET

Por être bon patriote,
Falia être Marseillé ;
Tondou coiffa sin cullotte,
To couma dé Jroquoué.
Lon verin no revegni etc.

3^o COUPLET.

Jor es né on s'amousavé,
A balli dés coups dé bâton ;
Et noutré zin lé pe bravé,
Sagativon u Bastion.
Lon verin no revegni,
Si tin qu'étai tant allegro ;
Lon verin no revegni,
Si tin qué no fi pliaisi. »

Traduction libre :

1^{er} COUPLET.

« Ah ! t'en souviens-tu ma belle,
Du temps de l'égalité ;
On empoignait la vaisselle,
Et l'argent sans le compter.
Le verrons-nous revenir,
Ce temps qui était si agréable,
Le verrons-nous revenir,
Ce temps qui nous fit plaisir.

2° COUPLET.

Pour être bon patriote,
Il fallait être *Marseillais*.
Tondus coiffés sans culottes
Comme des Iroquois.
Le verrons-nous revenir etc.

3° COUPLET.

Jour et nuit on s'amusait,
A distribuer des coups de bâton ;
Et nos gens les plus braves,
Sagattaient (1) au Bastion.
Le verrons-nous revenir,
Ce temps qui était si agréable ;
Le verrons nous revenir,
Ce temps qui nous fit plaisir. »

Nous avons souvent entendu également l'*ampro* suivant,
par de petits villageois des mêmes localités :

« Bouné rozo,
Tiu cara.
To lou mondo,
Tin vu ma ;
Ni a que mé,
Que vouai té tua ! »

Traduction libre :

« Bonnet rouge,
Derrière carré ;
Tout le monde,
Te veut du mal,
Sauf moi, qui veut te tuer ! »

Cette littérature rurale indique bien le genre de sentiment qui animait, en général, nos paysans, de l'époque et qui ne paraissent pas avoir entièrement disparu.

(1) De sagaterie, boucherie inférieure.

Que de fois nous avons aussi entendu cette imprécation :
« C'est un caviste ! C'est un coquin ! C'est un Bonnet rouge ! »

Durant nos séjours à la campagne, nous avons connu le père Marchand, de Cannelet, honnête propriétaire de cette localité, qui fit partie du *Club des Montagnards*, et conservait encore, malgré l'âge, son exaltation des beaux temps de la Terreur ; il se plaisait à raconter ses exploits, et l'expédition de la Boissière et de Jussy, dont il faisait partie et dont il se vantait. Nous nous souvenons que, malgré son humeur joviale, il était mal vu des paysans du voisinage, qui l'apostrophaient souvent du cri révolutionnaire « A mort ! Marchand ! A mort ! Et ton bonnet rouge ? vieux coquin !... »

Il nous souvient encore de cet excellent père Clerc, un homme des plus honorables et qui avait fait partie du Tribunal révolutionnaire. Lorsqu'il passait avec son parapluie rouge sous le bras, on se le montrait avec terreur : « C'est un vieux bonnet rouge !.. » disait-on tout bas. Ce sentiment était encore général en Ville et à Plainpalais, où ce brave homme avait conservé précieusement, tout près des Glacis, le petit jardin, qu'il cultivait déjà du temps de la Terreur. Il passait son temps dans ce jardin et il lui est arrivé, à notre retour de l'école, de nous appeler pour nous offrir gracieusement une grappe de raisin, qu'il cueillait dans sa treille.

On voit par ce qui précède combien la suppression de la peine de mort, surtout en matière politique, a été une chose heureuse et un vrai progrès chez nous.

CHAPITRE VII

L'ère révolutionnaire paraissait définitivement close à la fin de 1794, et l'amnistie, votée le 21 septembre suivant,

termina très honorablement le régime de la Terreur. Genève semblait renaître ; une vie de paix, de concorde, de travail et de liberté, paraissait devoir régner pour longtemps, après les terribles orages qu'on venait de traverser, et sous les nouvelles institutions que le peuple s'était librement données.

Le péril, qui avait momentanément disparu pour notre petite république, à l'intérieur, renaissait plus redoutable au dehors. Les conquêtes de la France, les revers de l'Autriche et de ses alliés et surtout les troubles profonds de la Suisse, notre alliée et notre espoir dans la détresse, allaient nous créer une situation précaire et pleine de dangers pour notre indépendance ; notre isolement augmentait de jour en jour.

A un autre point de vue, la cour de France avait dû intervenir à diverses reprises dans nos troubles politiques, sans parler des écrits enflammés de Rousseau, et du rôle important, dans les affaires de la Révolution, de nos exilés et des ministres Necker et Clavière ; tout cela avait fortement attiré l'attention sur Genève, et suggéré, peut-être, des convoitises annexionistes. En outre, il est de notoriété que Grenus et d'autres Genevois intriguaient avec les clubs jacobins dans le même sens.

Le nouveau résident Desportes, dénoncé plus tard au gouvernement helvétique pour ses menées annexionistes du Pays de Vaud et du Valais, fut l'auteur principal de la perte de notre indépendance ; on connaît en particulier l'indigne manœuvre du drapeau taché d'encre à la résidence du Grand-Mezel, qui obligea toute la population citoyenne à défiler nu-tête sous cet emblème maculé.

Nous étions en 1798, et la République Française victorieuse, jouissait d'un prestige croissant. L'envahissement de la

Suisse par les armées de cette dernière, sous prétexte d'une intervention amicale, nous privait encore du seul soutien qui nous restât. Enfin, notre pauvre petit pays, entièrement enclavé par son puissant voisin et livré à lui-même, se trouvait ainsi à la discrétion de celui-ci.

Il n'est dès lors point surprenant qu'en de telles conditions, un certain nombre de citoyens aient accepté l'union qui leur était proposée, on peut ajouter imposée, comme un mariage de raison et comme la seule issue possible à une situation devenue intenable.

C'était le vrai dénouement du régime de la Terreur.

LA RESTAURATION

CHAPITRE PREMIER

Si, comme nous l'avons dit, la conquête française fut préjudiciable au développement et à la prospérité de la ville de Carouge, on peut le dire avec bien plus de raison encore, de la réunion de Genève à la grande république. Ce ne fut pas seulement dans ses intérêts moraux et politiques et dans ses plus chères affections que notre petite patrie fut frappée par ce funeste événement, elle le fut encore surtout dans ses intérêts commerciaux et industriels.

Réduite à l'état de chef-lieu d'un des nombreux départements de la France, et assimilée aux villes de province non moins nombreuses, de même étendue, de ce pays, Genève fut comme noyée, et son importance comme centre politique et économique, comme foyer scientifique et philosophique disparaissait.

La vie intense, qui rayonnait de cet ardent foyer durant les siècles précédents, fut comme étouffée durant la domination française. Ce défaut de vie propre, d'individualité politique et sociale et d'indépendance, devait produire un phénomène analogue à celui que nous constatons, en comparant l'état actuel des villes de Venise, Pise ou Florence, avec ce qu'elles étaient au Moyen-Age, alors que cités libres et indépendantes elles émerveillaient l'Europe de leur prospérité et de leur brillante civilisation, dans les divers domaines. On peut encore constater le même phénomène, en

comparant le rôle des illustres cités grecques dans le monde antique, avec celui qu'elles ont aujourd'hui. Telles sont les conséquences du régime centralisateur.

Grâce au système douanier de la France, qui plus tard, sous l'Empire, devait engendrer le blocus continental contre l'Angleterre, la large liberté de Genève, qui jadis faisait de cette ville une sorte de port-franc, fut anéantie. Notre commerce et les produits de nos industries variées, rayonnaient par l'entremise de nos consuls, dans les plus lointaines contrées. On se souvient que le cafetan oriental que portait notre grand Rousseau et qui scandalisa si fort les naïfs habitants du Val-de-Travers, lui avait été envoyé par un parent consul de Genève dans la capitale de la Perse. Nos ancêtres étaient de hardis négociants et des banquiers habiles et entreprenants, qui déjà avaient fait de notre ville l'un des principaux centres financiers de l'Europe, où venaient puiser même les souverains. C'est grâce à ces diverses circonstances et à nos florissantes industries, que tant de fortunes considérables avaient pu s'amasser à la longue et qu'un bien-être général s'était répandu sur toute la population.

Il nous a été rapporté que dans ces heureux temps, c'est-à-dire en temps de calme relatif, nos Magnifiques et Souverains Seigneurs posaient, en été, limes et burins, vers quatre heures de l'après-midi, et quittaient le cabinet perché sous les toits, pour les frais ombrages du Cercle où une fine partie de boules, bien arrosée, terminait gaîment et fraternellement la journée. On voit que la fameuse journée des « trois huit » était pratiquée à Genève, bien avant son invention dans les Congrès socialistes. Les hauts prix de la main-d'œuvre, dans nos belles industries de luxe, alors sans rivales, promettaient à nos joailliers et à nos horlogers une existence relativement facile et très indépendante.

Mais tout cela devait bientôt changer ; les formidables conflagrations politiques et sociales dont nous avons essayé de donner quelque aperçu, devaient bientôt mettre un terme à cette idylle. Les illusions, que quelques personnes avaient pu se faire, sur les avantages pouvant résulter pour Genève de sa réunion à la France, ne tardèrent pas à se dissiper. Un état de marasme général, qui devait se prolonger durant toute la domination française, avait succédé au prodigieux développement matériel et intellectuel de notre cité, pendant le XVIII^{me} siècle. Malgré les brillantes perspectives qu'on nous avait fait entrevoir, aucun établissement ne fut créé, aucun édifice public ne fut construit chez nous sous le régime français, le fameux hôtel des monnaies ne frappa que de rares écus. Alors que dans la période précédente, de grandes améliorations avaient été apportées dans les anciens quartiers de la ville, qu'on avait édifié les superbes terrasses qui dominaient la Treille et la Corraterie, les rues de Beauregard, de l'Hôtel-de-Ville, les places de Saint-Antoine, de la Taconnerie, de St-Pierre, et tant d'autres constructions remarquables dans le haut et le bas de la ville, on ne vit rien de semblable sous la domination étrangère. Il serait plus conforme à la réalité des choses, de dire l'occupation étrangère, car le régime français n'eut jamais chez nous ni racine sérieuse, ni sympathies populaires.

Et cependant, les divers gouvernements qui se succédèrent eurent toujours pour nous autant d'égards que les circonstances le permettaient.

CHAPITRE II

Le nouveau département du Léman avait été formé de la zone de Savoie, actuellement neutralisée, du pays de Gex et

de Genève, qui en fut, durant des siècles, le centre politique et économique, comme il en est réellement le centre naturel : l'*emporium allobrogum* des Romains.

On ne pouvait que se féliciter des choix du gouvernement, dans les hautes fonctions administratives et militaires de ce département : le préfet de Barante, le général de division, commandant de place, Jordy, le commissaire des guerres général, plus tard ordonnateur du Simplon, Herpin, le maire de la ville, Maurice, etc. Ces fonctionnaires ne donnèrent lieu à aucune plainte et se retirèrent entourés de la considération publique.

Genève, comme chef-lieu d'arrondissement militaire, avait le dépôt de deux régiments d'infanterie ; le 23^{me} logé à la caserne de Hollande, et le 61^{me} à celle des Boucheries. Les deux bataillons de ces régiments formant la garnison de Genève, manœuvraient habituellement à Plainpalais, où les corps de musique attiraient de nombreux visiteurs.

Le dimanche matin, brillante parade des troupes sur la Treille, qui était devenue la promenade favorite du monde élégant ; le café Galine, sous la tour Baudet, était le rendez-vous des officiers. La Treille avait ainsi supplanté la place de Bel-Air qui, ainsi que son nom l'indique, était dans le vieux temps, la promenade à la mode et le lieu de parade de la garnison. Les passages de troupes étaient très fréquents, et on cite, en particulier, un régiment de Portugais, se rendant à la Grande Armée, en 1812, qui logeait au Grenier-à-Blé, et donna lieu aux légendes les plus étranges.

La population genevoise restait indifférente à tout ce mouvement militaire et fréquentait peu la garnison ; elle s'enflammait médiocrement à la bruyante publication périodique des bulletins de victoire de la Grande Armée. Elle savait, par expérience, combien de sang, de larmes et de

misère contaient ces hauts faits d'armes. On nous racontait les scènes d'affreux désespoir que provoquait, chez les mères présentes, le tirage au sort annuel des conscrits à l'Hôtel-de-Ville, surtout lorsqu'à la fin de l'Empire, on avait abaissé à 18 ans l'âge de la conscription. Nombre de malheureux, surtout parmi les recrues des campagnes, cherchaient à s'échapper par la désertion; effrayés par la perspective d'une mort presque certaine, dans les guerres gigantesques et meurtrières du temps; s'ils étaient arrêtés, ils étaient impitoyablement fusillés.

Cet état de guerre générale et permanente paralysait, comme on le pense, le mouvement des affaires. Des milliers d'ouvriers sans travail durent solliciter à plusieurs reprises l'intervention ou les secours du gouvernement qui ne s'en inquiétait guère.

En outre, la guerre interminable avec l'Angleterre, maîtresse des mers, interceptait toutes les transactions de la France avec les pays lointains ou transocéaniques et causait à nos industries d'exportation un immense préjudice. De son côté, la France faisait à sa redoutable ennemie une guerre douanière et commerciale, sans quartier, à l'aide du blocus continental.

Elle pensait ainsi réduire celle-ci par la famine, mais c'était mal connaître l'intrépidité et la tenacité britanniques, et les immenses ressources de la vieille Albion et de son empire colonial. Une telle entreprise ne pouvait aboutir. Ce duel à mort n'en fut pas moins terrible : l'Angleterre, qui eut durant un certain temps, toutes les armées d'Europe à sa solde, dépensa plus de 60 milliards, pour dompter son formidable adversaire, et, lorsqu'il fut terrassé, elle restait chargée de 36 milliards de dettes.

Un témoin oculaire nous racontait qu'il n'y avait pas de

mois, qu'un affreux *autodafé* de marchandises anglaises n'eut lieu dans le bastion de Hollande, derrière la caserne; toute marchandise anglaise saisie était impitoyablement brûlée, et l'interruption absolue de nos relations commerciales avec l'empire britannique était pour nous un préjudice irréparable.

On était las de la guerre, ici comme en France, et navré de voir ainsi la fleur de la jeunesse en coupe réglée périodique; les relations des bourgeois avec les militaires de la garnison s'altéraient insensiblement. Presque journellement, nous disait-on, un échange de coups de sabre avait lieu au bois de la Bâtie, lieu habituel de ce genre de rencontre, entre un certain nombre d'habitants de la ville, notamment les citoyens Ressegueire et Rival, maîtres d'armes, alors très connus, formant une sorte de confrérie, pour la protection et la défense de nos nationaux, et les soldats ou prévôts de la garnison. Bon nombre de ces duels eurent des suites fatales.

Le théâtre, par contre, qui était resté fermé durant la période précédente, était florissant sous l'Empire; les Elviou, les Talma et toutes les célébrités s'y firent entendre tour à tour.

Espérant se concilier les sympathies de la population, lors du traité de réunion, le Directoire avait, comme on sait, consenti à laisser subsister un certain nombre d'institutions genevoises, chères au cœur des citoyens. Ainsi, les cercles, même les cercles militaires, ces centres vitaux de la vieille république, avaient précieusement conservé la sainte flamme du patriotisme; il en était de même de l'Académie, du Collège, de diverses sociétés savantes, de la Société des Arts, et aussi de la vieille église nationale protestante, qui avait aussi gardé son individualité.

Le produit des anciens biens communaux, réalisés trop précipitamment et avec quelque perte, le solde des taxes révolutionnaires, groupés avec quelques autres valeurs nationales, furent également respectés et réunis sous le nom de *Société Economique*. Cette institution d'utilité publique, après avoir traversé la période française, se maintint durant celle de la Restauration et servit à fonder plus tard la Caisse hypothécaire. Le fond dit des catéchumènes, qui eut le même emploi, de même que les Bourses Française, Italienne, Allemande et autres établissements de bienfaisance, ne furent point inquiétés. Les biens de l'Hôpital général furent également réservés aux Genevois et gardèrent la même destination, sous le nom de *Société de bienfaisance*.

On conçoit, dès lors, que le sentiment national, conservé à l'état latent dans ces diverses institutions, se soit réveillé au premier signal d'un retour à l'indépendance.

C'est ce qui explique la facilité avec laquelle s'est accomplie la révolution ou si l'on préfère, la Restauration du 31 décembre 1813, et la rapide disparition des traces de la domination française chez nous.

Le feu sacré de la patrie genevoise, d'autre part, comme nous venons de le dire, était soigneusement et secrètement entretenu dans nos vieux cercles, qui avaient été signalés à la haute police politique. Il paraît même que dans les cercles aristocratiques on s'était préparé d'avance à un retour possible à l'indépendance et qu'un gouvernement provisoire était désigné depuis un certain temps.

CHAPITRE III

Malgré les succès inouïs de Napoléon, qui dominait directement ou indirectement sur la plus grande partie de l'Eu-

rope, et distribuait des couronnes, « comme des aumônes », suivant le mot d'un grand poète du temps, certains symptômes de ruine semblaient menacer sa colossale puissance. Au Midi, l'affreuse guerre d'Espagne, où l'on s'exterminait de part et d'autre, sans quartier, semblait s'éterniser et donnait lieu aux plus cruels excès. Un parent, qui avait occupé de hautes fonctions dans l'armée française, et fut gouverneur de Valence, nous racontait entre autres horreurs, qu'au sac de Tarragone, il vit défiler un bataillon de grenadiers italiens, dont bon nombre portaient, en manière d'atroce plaisanterie, de petits enfants au bout de leur bayonnette !

Au nord, l'invasion de la Russie, pour contraindre celle-ci au blocus continental, devait porter le coup mortel à l'empire napoléonien. On sait que de l'immense armée de 450,000 hommes, qui marchaient sur Moscou, c'est-à-peine si 80,000 repassèrent la frontière, et dans quel état!... On sait aussi que Napoléon, abandonnant ses troupes dans cet affreux désastre au prince Eugène, se rendit à Paris où il obtint du Corps législatif une nouvelle levée de 300,000 conscrits pour reconstituer la Grande Armée.

Puis la brillante campagne de Saxe, où, après une série de victoires, la défection des Allemands provoqua la défaite de Leipzig, le 19 octobre 1813, et la retraite des Français.

C'est dans cette retraite et dans la campagne de France qui la suivit et en fut le dénouement qu'on put admirer surtout le génie militaire et les puissantes ressources du grand capitaine. Nous avons pu en juger à Hanau, en compagnie d'un officier hessois, qui nous racontait les péripéties de la bataille, où le maréchal de Wrède, croyant couper la route à Napoléon et prendre les débris de son armée, comme dans un filet, fut mis en déroute et précipité dans la Kinsig. L'ar-

mée française put continuer sa retraite en bon ordre, sur Francfort et Mayence, puis se diriger vers la France.

Cependant les alliés poursuivaient cette armée et se préparaient à envahir le territoire ennemi, après avoir passé le Rhin. L'attaque principale était dirigée sur Paris, par la Champagne et la Bourgogne, tandis qu'un corps d'armée autrichien devait occuper Lyon, défendu par le maréchal Augereau duc de Castiglione. Une division, sous les ordres du général Bianchi, passait par la Franche Comté, et l'autre, commandée par le comte de Bubna, devait marcher sur Genève, par l'autre versant du Jura, occuper la Savoie et particulièrement les routes d'Italie, et de là investir Lyon par les deux rives du Rhône.

On se représente facilement l'immense émotion qui dut s'emparer de la population genevoise à la nouvelle de l'approche des Alliés et surtout du passage du Rhin par les troupes autrichiennes, à Bâle, Lauffenbourg et Schaffouse, le 20 décembre 1813, et de l'envahissement du territoire helvétique.

Le quartier général des Alliés s'était transporté à Bâle. Il paraît qu'une discussion assez vive s'était élevée au sujet des instances faites par les envoyés de *Vorort*, pour obtenir le respect de la neutralité suisse. L'empereur de Russie, qui nous voulait beaucoup de bien, gagné par son ancien précepteur le général La Harpe, notre compatriote, et le comte Capo d'Istria, conseiller de la cour, qui se montra également pour nous d'un dévouement remarquable, durant tous ces évènements, étaient d'avis de ne point passer outre. Mais, devant l'insistance de la cour d'Autriche et du maréchal de Wrède, qui avait encore à cœur sa défaite, l'avis contraire prévalut.

Ainsi, le traité franco-helvétique de 1803, renouvelé

après la médiation de Bonaparte, qui consacrait l'alliance des deux peuples et la neutralité de la Suisse, était foulé aux pieds et violé, sans opposition sérieuse de la part de la partie la plus intéressée à son maintien et sans nécessité réelle pour les envahisseurs. Ceux-ci avaient une excellente voie, par le versant occidental du Jura, pour tourner la droite de l'armée française, sans qu'il fût nécessaire pour eux de mettre la Suisse dans un aussi grave péril, en l'exposant à devenir de nouveau le champ de bataille de l'Europe.

L'occupation de Genève et de la Savoie, d'autre part, en dispersant les forces des Alliés, ne pouvait que leur être d'une utilité très contestable.

Dans tous les cas, le gouvernement helvétique encourait de ce fait une grave responsabilité.

A l'approche des troupes antrichiennes, le nouveau préfet, baron Capelle, abandonnait son poste et partait pour Paris, où il fut blâmé par Napoléon, qui ne parut pas prendre la chose trop en mauvaise part du fait des Genevois, dont il connaissait les sentiments et pour qui il avait une haute estime. Il avait appris aussi, sans trop de surprise, la formation du gouvernement provisoire, qui venait de s'installer à la demande des délégations de la garde nationale et des Cercles.

Le 28 décembre, le général Bubna avec sa division, prenait étape à Nyon, où il reçut un envoyé du gouvernement provisoire, chargé de régler, avec lui, l'occupation de Genève et ses premières dispositions. Le général, paraît-il, se montra très aimable et bien disposé pour nous.

On sait que le 30 au matin, les deux bataillons de recrues, soit le dépôt des 23^{me} et 61^{me} régiments, avec leur état-major, qui formaient, comme on sait déjà, la garnison de notre ville, partirent dans la direction de Carouge pour

aller prendre quartier à Chambéry, en attendant des ordres.

L'après-midi, toute la garde nationale était sur pied, pour la réception des troupes alliées. Le gouvernement provisoire se porta à la rencontre du général Bubna qui fit une véritable entrée triomphale par la porte de Cornavin, à la tête de ses troupes, au son de la Clémence et aux acclamations de la population. On avait précipitamment arboré le vieux drapeau genevois aux fenêtres.

La division autrichienne, forte d'environ 12,000 hommes d'infanterie, d'un régiment de hussards et de 24 pièces de canon, plus un parc de siège, avait fort bon air, nous disait-on; ces régiments, composés pour la plupart de Croates, appartenaient à la *Landwehr* de l'armée. C'était en général des hommes mariés, d'humeur pacifique, et soumis à une discipline rigoureuse. Très serviables et d'humeur gaie, ils savaient se rendre utiles à leurs hôtes. Logés dans les casernes et chez les particuliers, ils rendaient volontiers des services, nous dit-on, coupaient du bois, portaient de l'eau, amusaient les enfants, et, n'eût été certaines habitudes nationales et un appétit féroce, nos bourgeois eussent été enchantés de les posséder. Lorsqu'ils durent occuper Carouge et le reste du département, ils furent moins appréciés de nos futurs concitoyens; un Juvenal du voisinage lança même contre ces braves gens, la satire suivante, que nous croyons devoir reproduire, malgré son parfum de terroir :

Gloutons de la Germanie.
Infâmes, indignes pillards;
Voulez-vous, monstres amphibies,
Avaler tout notre lard?
Oui, sûrement, c'est la mangeaille
Qui vous retient parmi nous.
Vous avez conçu, canailles,
De nous rogner jusqu'au cou,
Mais, lâches, prenez garde à vous !

On sait que le grand quartier général des Alliés avait fait précéder le passage du Rhin d'une proclamation indiquant qu'ils se bornaient à repousser la domination française de leur pays; qu'ils ne voulaient point conquérir la France, mais seulement obtenir des garanties de celle-ci et la faire rentrer dans ses anciennes limites.

De son côté, le comte de Bubna, en franchissant les frontières de notre département, crut devoir lancer le manifeste suivant, que nous avons trouvé jadis dans des papiers de famille.

« Français!

« La victoire a conduit les armées des Alliés sur vos frontières. Nous ne voulons pas faire la guerre à la France, nous voulons seulement repousser loin de nous le joug que votre gouvernement voulait imposer à nos pays, qui ont le même droit que le vôtre à l'indépendance et au bonheur. Nous ne sommes animés d'aucun esprit de vengeance; nous ne voulons pas rendre à la France tous les maux dont elle a accablé les plus voisins comme les plus lointaines contrées.

« Citadins et Campagnards!

« Restez dans vos demeures; l'ordre et la discipline la plus rigoureuse feront connaître le passage et le séjour des armées alliées. »

Une première députation du nouveau Conseil, envoyée à Lausanne auprès du général Bubna, avait déjà arrêté secrètement avec celui-ci, une sorte de suspension d'armes, en faveur de la garnison française, pour permettre à cette dernière une retraite paisible et l'installation d'un gouvernement provisoire.

Le grand état-major de notre garde nationale, d'autre

part, s'était ensuite rendu auprès du vieux général Jordy, commandant de place, et très sympathique à notre pays, en exposant à celui-ci l'arrangement conclu avec le général autrichien et la convenance de ne pas provoquer un conflit inutile, dans lequel la garde nationale ne pourrait plus se ranger de son côté. Le général comptait en effet, que toute résistance serait superflue et ne pourrait avoir que de fatales conséquences.

Il donna aussitôt à la garnison les ordres nécessaires pour l'évacuation de la ville, afin d'éviter toute effusion de sang.

Mais le général Jordy était un homme de grand cœur, et le coup était trop brusque et trop sensible. On prétend que dans un accès de désespoir et après le départ de ses troupes il se brûla la cervelle.

Sur les instances des représentants de la garde nationale, le gouvernement provisoire entra de suite en fonctions, après s'être adjoint un certain nombre d'anciens magistrats, ce qui portait le nombre des membres de ce corps à vingt-deux, dont quatre Syndics. Après s'être entendu avec le général Bubna, une proclamation fut adressée au peuple.

CHAPITRE IV

Mais si notre vieille république avait recouvré un commencement d'indépendance et un organisme politique provisoire, il n'en était point ainsi du reste de l'ancien Département du Léman. Cette circonscription politique restait de la sorte un corps sans tête. Les troupes autrichiennes occupèrent promptement ce territoire, sauf toutefois Aire-la-Ville, qu'elles ne surent découvrir, dans son désert, et qui échappa ainsi, dit-on, à la conquête.

Il fallut donc pourvoir à l'administration civile du dit terri-

toire et une Commission nommée *Commission centrale* de dix-huit membres, choisis dans tout le département par le comte de Bubna, mais dont la majorité était genevoise, fut instituée à cet effet, et investie de fonctions très étendues, notamment de celles de l'alimentation des troupes d'occupation, et de l'administration préfectorale.

Le général s'efforça de concilier le fonctionnement de ce nouveau rouage administratif avec celui du gouvernement provisoire de Genève, mais il en résulta naturellement des conflits de compétence et des frottements désagréables, qui déterminèrent ce dernier à envoyer, pour consolider définitivement et au plus tôt, l'indépendance et l'organisation de notre république, une députation composée des citoyens Pictet de Rochemont, Saladin et Des Arts, membres du gouvernement, auprès des trois souverains, au quartier général de Bâle.

Cette députation fut fort bien accueillie et ses desiderata de même que sa demande pour Genève d'être réunie à la Confédération, avec un agrandissement de territoire, furent pris en sérieuse considération.

Cette nouvelle fut reçue avec joie au retour de la députation et communiquée au *Vorort*, mais Pictet de Rochemont l'âme de la Restauration, resta attaché comme conseiller, au service des souverains et put rendre ainsi de nouveaux services à la République.

CHAPITRE V

Cependant, le maréchal Augereau, informé de l'envahissement des départements du Léman et du Mont-Blanc par les Autrichiens et inquiet pour l'extrême droite française, envoya

l'ordre au général Marchand de couvrir la route de Bellegarde et de Bourg, tandis que le général Dessaix couvrirait celles de Rumilly et de Chambéry, en protégeant celle du Simplon.

Les troupes autrichiennes avaient pu, après leur entrée à Genève, occuper presque sans coup férir la Savoie et le Pays de Gex, par le fait des concentrations de troupes opérées, sur sa droite, par le duc de Castiglione, pour la défense de la Bourgogne et du Lyonnais. Les progrès rapides du duc de Wellington à la tête de l'armée anglo-espagnole, dans le nord de l'Espagne, après avoir chassé les Français du Portugal et du reste de la Péninsule, inquiétaient aussi le grand état-major de Lyon.

Cependant le comte de Bubna, voulant continuer son mouvement offensif sur cette dernière ville et rejoindre l'armée de Bianchi, vint investir le Fort de l'Ecluse. Cet ouvrage, déjà ancien et construit à la Vauban, n'était pas encore pourvu du fortin, soit galerie taillée dans la montagne, avec des embrasures à chaque étage, qui en fait aujourd'hui la principale valeur, était alors dominé et commandé par le Mont du Vuache, sur l'autre rive du Rhône. Le fort était défendu par quelques compagnies de vétérans, qui firent bonne contenance. L'état-major autrichien établit des batteries de siège et de mortiers jusque sur le sommet du Vuache et ouvrit un bombardement formidable, durant plusieurs jours, qui s'entendait distinctement depuis Genève. La place bientôt démantelée, malgré une courageuse défense, car l'artillerie autrichienne était déjà réputée, ne put tenir longtemps et fut emportée. Ce siège, quoique de courte durée, coûta des pertes sensibles aux assiégeants, et bon nombre des vaillants défenseurs du fort furent, d'autre part, trouvés écrasés sous les débris des murailles.

A ces nouvelles le maréchal Augereau crut devoir prendre

lui-même l'offensive et partit de Lyon avec un corps d'armée pour se porter en Franche-Comté et en Suisse, en donnant l'ordre aux généraux Marchand et Dessaix de marcher immédiatement sur Chambéry, Bellegarde et Genève.

On sait qu'au moment où nous sommes, la France totalement épuisée par ses guerres gigantesques et ses revers, voyait ses armées extrêmement réduites. Ainsi Dessaix avait dû composer sa brigade des deux bataillons de recrues, de l'ancienne garnison de Genève, d'un corps de volontaires, des douaniers et de la gendarmerie départementale, avec quelques pièces d'artillerie de campagne. Le tout formait un modeste effectif inférieur à 3,000 hommes, avec lequel ce général accomplit de vrais prodiges de valeur et d'habileté. Le général Marchand n'était guère mieux monté.

Cependant le 19 février, l'avant garde française atteignait Chambéry et quelques jours après Annecy, repoussant les Autrichiens, après quelques escarmouches. Ceux-ci s'étaient retirés derrière la ligne du Fier; puis derrière les Usses; enfin, après un vif combat près de Cruseilles, la division de Bubna vient occuper une forte position au dessus de St-Julien, commandant la bifurcation des routes de Chambéry et de Frangy à Genève. Les Autrichiens avaient leur centre sur les hauteurs de Songy, leur droite appuyée au Rhône et couverte par le cours de la Laire et les forêts de La Joux et d'Humilly, tandis que leur gauche s'étendant jusqu'au Salève, était protégée par les coteaux d'Archamp et les hauteurs de Landecy et de Bardonnex.

Le 27 février, au matin, par un temps clair, le général Dessaix, qui avait l'avantage de connaître parfaitement le pays, étant originaire de Thonon, et espérant tourner l'aile gauche des Autrichiens, dirigea une attaque vigoureuse contre Archamp; mais ses tirailleurs vinrent se heurter

contre des travaux d'approche et, tout aussitôt, des batteries dissimulées dans la campagne Lullin, dominant la plaine et commandant la route d'Annecy, couvrirent de mitraille les assaillants, qui durent se retirer en désordre, avec des pertes sensibles. Le combat continuait, avec des chances diverses, et Dessaix dut suspendre un instant l'attaque, en attendant des renforts.

Le bruit du combat était aussitôt parvenu à Genève et on comprend l'angoisse poignante de nos compatriotes, dont la situation s'aggravait de jour en jour, en de telles conjonctures. On nous dit que la Treille et toutes les terrasses du voisinage étaient garnies de spectateurs, qui, à l'aide de lunettes, cherchaient à suivre les péripéties de la lutte. Beaucoup de personnes accoururent même sur le théâtre du combat, pour voir de plus près.

Cependant, ce dernier avait repris avec plus d'acharnement; les Français, malgré des efforts héroïques et des charges à la bayonnette répétées, ne purent s'emparer des batteries. De part et d'autre on combattait avec courage et les soldats de Dessaix, malgré leur petit nombre, soutenaient le feu avec une valeur intrépide. Le village d'Archamp fût pris et repris quatre fois dans la journée. Enfin la victoire resta indécise et chacun rentra dans ses lignes.

Plusieurs centaines de morts et de blessés, de part et d'autre, furent victimes de cette lutte acharnée. Notre population se montra à la hauteur de sa noble réputation de charité et de philanthropie dans cette triste circonstance : des secours furent aussitôt organisés pour les nombreux blessés; non seulement notre hôpital fut plus que rempli de ces malheureux, mais le temple de la Fusterie et d'autres locaux encore furent transformés en ambulances. A Carouge, les bâtiments intérieurs appartenant au docteur Chossat près

du Pont d'Arve, et plusieurs salles du Bâtiment de la Filature, furent affectés au même usage. Toutes les femmes faisaient de la charpie et chacun s'intéressait au sort de ces pauvres gens. Un habitant de Plainpalais nous racontait avoir vu passer sur la route de Carouge, le lendemain du combat, un paysan qui transportait à l'hôpital dans une brouette un soldat autrichien blessé, qui fumait stoïquement sa pipe. Tout à coup le malheureux se renverse en arrière, sa pipe lui tombe de la bouche, il avait cessé de vivre ! Aussitôt le digne paysan culbute sa brouette, ramasse la pipe, fouille le soldat et retourne tranquillement à sa charrue.

Le surlendemain, une affaire beaucoup plus sérieuse s'engageait au centre de la ligne ; l'avant-garde du corps du général Marchand partait de Rumilly et atteignait Frangy de bonne heure, tandis qu'un autre corps reprenait le Fort-de-l'Ecluse, presque sans combat, faisait prisonnière la garnison autrichienne, et marchait sur le Pays de Gex. Le général Bubna, informé de bonne heure des intentions de l'ennemi, s'était transporté, avec son état-major, sur le terrain. Un système de défense et des batteries de position avaient été établis sur le sommet du coteau de Songy, c'est-à-dire sur l'emplacement de l'ancien fort de Ste-Catherine, détruit jadis par Henri IV et les Genevois. La route de Frangy était couverte par des abatis d'arbres, en avant du bois d'Ogny, qui était de même que le village de Songy, solidement occupé. Les Autrichiens avaient groupé toutes leurs forces sur les points menacés et attendaient l'ennemi de pied ferme. Dessaix avait d'abord dirigé une fausse attaque, en canonnant des hauteurs voisines les batteries ennemies, tandis que les volontaires tentaient de renverser, de vive force, les obstacles qui obstruaient la route de Genève ; mais arrivés près du bois d'Ogny ils furent accueillis par un feu d'enfer, partant

des embuscades et des « Chasseurs du Loup » et obligés de battre en retraite. Une colonne d'infanterie tenta encore d'enlever à la bayonnette la position principale, mais sans plus de succès. On signala surtout une brillante charge de hussards, dirigée par le baron de Kanitz, colonel du régiment, qui faillit capturer l'artillerie française. Le combat se poursuivait ainsi avec des alternatives de hausse et de baisse pour les deux adversaires, quand survinrent tout à coup, par la route de Frangy, les bataillons du général Marchand, qui accouraient au canon prendre part à la lutte, et rétablissaient l'équilibre des forces. Le combat changea aussitôt de face, grâce à un heureux mouvement tournant sur la gauche; la ligne des Autrichiens fut rompue et le désordre se mit dans leurs rangs. Alors le général Bubna donna le signal de la retraite. Les troupes continuèrent à se battre en se repliant sur St-Julien, puis sur Genève. Un de nos parents, présent sur le champ de bataille, nous disait que jusqu'au Plan-les-Ouates et même jusqu'au haut de Carouge, les Autrichiens fuyant en désordre et en chargeant leurs armes, continuaient à tirer en l'air, sans même se retourner.

De malheureux *landveriens* étaient encore abasourdis le lendemain de la vivacité et de l'intrépidité des tirailleurs français et s'écriaient : *Franços ! pin ! pan !.. pin !.. pan !.. nous tous capout !..*

Les Autrichiens traversèrent Carouge sans s'arrêter et aussitôt Bubna donna l'ordre d'occuper et de défendre la ligne de l'Arve et de couper ou d'obstruer les divers ponts.

Le combat de St-Julien ne fut pas moins meurtrier que le précédent, s'il ne le fut davantage; le soir même et le lendemain, d'innombrables voitures d'ambulance et chars de paysans transportaient les blessés à Carouge et à Genève, après qu'on eût enseveli les morts.

CHAPITRE VI

Aussitôt après sa retraite, le général Bubna voulut s'établir solidement sur la rive droite de l'Arve, dont les divers ponts de bois avaient été coupés ou brûlés. Pour couvrir le beau pont de pierre de Carouge et commander cette ville, une batterie de gros canons et d'obusiers fut établie à l'extrémité de Champel, sur l'emplacement actuel de la statue de Neptune, à l'hôtel de Beau-Séjour. Des postes de « Chasseurs du Loup » avaient été échelonnés tout le long de la rivière et les sentinelles faisaient face à celles de la rive française.

Genève fut mise aussitôt en état de défense et la garde nationale fut mise également de piquet.

Le génie autrichien tenta dans la nuit de faire sauter le pont de Carouge; un baril de poudre avait été placé sous l'une des arches, et l'explosion fut si violente que toutes les vitres des quartiers voisins furent brisées et le sol ébranlé par la commotion; mais le solide monument résista, et on dut se borner à en fortifier les abords.

Dessaix de son côté ne restait pas inactif : il avait transporté son quartier général à Carouge, dans la maison Herpin, rue Saint-Victor; il s'occupa également de fortifier sa position et après avoir fait abattre une partie des chênes séculaires du bois de la Bâtie, qui était à cette époque un bois de haute futaie, il y fit placer quelques pièces de campagne dans la direction de Genève, n'ayant pas, fort heureusement, d'autre artillerie à sa disposition.

Sur ces entrefaites, on apprit tout à coup qu'un corps de troupes françaises venait de passer la Faucille et s'apprêtait à cerner les Autrichiens. La situation de Genève devenait redoutable, et, sur le conseil de Bubna, le gouvernement

provisoire crut devoir résigner ses pouvoirs entre les mains de ce dernier, déclarant les transmettre à la Mairie de la Ville et à la Commission centrale. Le général accusa réception de la lettre et s'acquitta de sa mission. Puis craignant d'être coupé de sa base d'opération, et sans nouvelles du général Bianchi, il s'appretait à replier sa division sur la ligne du Jorat.

Dessaix informé de la situation, envoya de suite au général Bubna un parlementaire, avec sommation impérieuse d'avoir à évacuer Genève immédiatement. Piqué au vif, et sur les instances des Genevois, Bubna ne crut pas devoir obtempérer à cet ordre et ajourna son départ.

Bien lui en prit, car, dès le lendemain, on apprenait que le corps français se repliait sur Saint-Claude et que les choses tournaient mal pour Napoléon. Tout à fait rassuré, le commandant autrichien, voulant se prémunir contre toutes les éventualités, avant de reprendre l'offensive, fit élever un formidable ouvrage de défense sur les moraines de St-Jean, campagne de la Jonction, pour contre-battre au besoin et dominer la batterie française du Bois de la Bâtie.

Les hostilités se trouvaient suspendues, par le fait même de la situation, et les Genevois pouvaient enfin respirer après de terribles angoisses, mais tout n'était pas fini.

Le général Bubna était doublé d'un chevalier : un jour, le trompette autrichien du poste du pont de Carouge, sonna au parlementaire ; c'était le général en grande tenue, qui accompagnait galamment la fille du général Dessaix, venant faire visite à son père. En l'absence de celui-ci, l'un de ses aides-de-camp vint recevoir la belle visiteuse, car il paraît que c'était une fort belle personne, et, après mille remerciements, la conduisit au quartier général français.

Ajoutons que Dessaix n'était pas en reste de courtoisie,

et qu'il sut le prouver à maintes reprises à nos compatriotes.

A propos de courtoisie, on ne comprend pas bien pourquoi le général Bubna crut devoir expédier à Vienne notre belle artillerie de siège, alors que nous en avons le plus besoin, heureusement que les 86 pièces qui la composaient nous furent rendues par l'empereur. Plusieurs spécimens de celles-ci décorent fort bien notre arsenal.

Cependant, l'horizon paraissait s'éclaircir pour nos pères; une ordonnance venait d'apporter la nouvelle au quartier général autrichien, que le général Bianchi était enfin parvenu à franchir les obstacles que lui opposait le duc de Castiglione, et, qu'après plusieurs succès des alliés, ce dernier avait dû abandonner Lyon le 21 mars, et se replier sur Paris. Cette ville fut immédiatement occupée par le corps autrichien de Bianchi, qui avait vaillamment et habilement atteint son objectif.

Cette importante nouvelle détermina la retraite de Dessaix le 23, et l'évacuation de la Haute-Savoie, tout aussitôt réoccupée par les Autrichiens.

Mais une plus grosse nouvelle encore était la prise de Paris par les armées alliées, le 31 mars, et enfin l'abdication de Napoléon à Fontainebleau, le 14 avril.

C'était le commencement de la délivrance; mais notre bienfaiteur, Capo d'Istria, allait nous donner une nouvelle preuve de son affection. A la suite des récents succès des Alliés, le général de Bubna n'avait point encore cru devoir obtempérer aux vœux des Genevois de réintégrer le Gouvernement provisoire. Il avait nommé comme administrateur civil départemental, le comte d'Ugarte, qui se montra assez raide avec nos magistrats, qui continuaient à siéger officieusement. A un message exprès envoyé aux plénipotentiaires, il leur fut répondu qu'aussitôt la guerre terminée, Genève

serait mise en possession définitive de son indépendance. C'est en effet ce qui arriva : par message officiel du 1^{er} mai, le comte Capo d'Istria informa le Gouvernement provisoire, au nom des souverains alliés, qu'à partir de cette date, il pouvait entrer en fonctions définitives, préparer une constitution et réclamer de suite l'agrégation de Genève à la Confédération helvétique. Ce message fut aussitôt communiqué au Commissaire impérial et publié, puis, le Gouvernement rentra en fonctions au milieu de la joie générale. Enfin, le 17 mai, le général Bubna, après avoir affectueusement pris congé des autorités et remis officiellement les clés de la Ville, évacuait Genève avec son état-major et ses troupes.

La population, qui se porta en foule pour saluer le départ des Autrichiens, prouva par ses manifestations sympathiques, qu'elle n'était point ingrate envers ses libérateurs, qui s'étaient toujours comportés si correctement envers elle, et cela malgré les rigueurs d'un terrible hiver, la misère, le chômage et les épidémies, résultant de l'occupation militaire et de la guerre. Le peuple genevois fut admirable d'abnégation et de dévouement durant cette rude épreuve, et il en fut félicité plus tard par l'autorité fédérale.

On sait qu'aussitôt après le départ de la garnison autrichienne, le gouvernement genevois envoya une députation à Zurich pour obtenir une garnison de troupes fédérales et solliciter notre admission dans la Confédération.

Nos futurs confédérés montrèrent peu d'empressement à accueillir cette demande. Nos chances d'entrer dans la Confédération étaient très limitées. Les Waldstätten étaient retenus par la question religieuse et les grands cantons oligarchiques redoutaient les instincts révolutionnaires des Genevois. Ce fut encore notre excellent ami Capo d'Istria qui fit pression au nom des souverains alliés et parvint à rompre la glace.

On sait que notre demande de réunion fut prise en considération par la Diète le 12 septembre 1814, en ces termes :

« Très chers confédérés et bons amis, la Diète éprouve une vive satisfaction à vous annoncer que dans sa séance du 12 septembre elle a résolu, à une grande majorité de voix : que l'Etat de Genève (ainsi que celui de Neuchâtel et du Valais), seraient reçus au nombre des cantons de la Confédération suisse. Les conditions de cette réunion et l'époque où seront appelés vos députés seront fixées ultérieurement. »

Cet acte de réunion définitif fut voté par la Diète le 19 mai 1815, et le nouveau pacte fédéral, le 7 août suivant.

Il convient aussi d'ajouter que l'accueil enthousiaste fait par notre population à la nouvelle garnison suisse, le 1^{er} juin 1814, et les franches démonstrations d'amitié faites à celle-ci, ne furent pas étrangers à notre admission dans le faisceau fédéral.

CHAPITRE VII

Cependant la paix était conclue le 30 mai et les Bourbons étaient remontés sur le trône de France.

Malgré toutes ses instances, Pictet de Rochemont, délégué au Congrès de Paris, ne put obtenir les cessions territoriales dans le Pays de Gex, qu'il sollicitait, grâce à l'obstination du prince Talleyrand, qui nous était hostile; mais toutefois l'indépendance de Genève et son union éventuelle avec la Suisse y furent consacrées. C'était un beau succès pour nous et surtout pour notre habile et dévoué plénipotentiaire.

Le 24 août, le gouvernement de Genève soumit au peuple, qui l'accepta, par 2,444 voix contre 334, la nouvelle Constitution promise. Bien que consacrant l'égalité devant la loi et la liberté religieuse, ce qui était un progrès, cette consti-

tution était une œuvre réactionnaire. Le Conseil général y était remplacé par un Conseil représentatif, nommé par les citoyens payant un sens électoral de 63 florins et 9 sous au minimum, sauf ceux appartenant aux professions libérales. Ce Conseil était renouvelé annuellement par fraction de 30 députés, élus au second degré et par un système des plus compliqués. Il nommait le Conseil d'Etat composé de 28 membres, y compris 4 syndics, 1 lieutenant de police, le trésorier et les 2 secrétaires d'Etat.

Ce Conseil était inamovible et seulement soumis au grabeau annuel, comme les syndics. Le Conseil représentatif nommait en outre le corps judiciaire et les fonctionnaires de l'Etat.

Le Consistoire conservait ses attributions disciplinaires.

Comme on le voit, nous étions loin, au point de vue démocratique, de la Constitution de 1794.

Cette nouvelle Constitution fut suivie de l'adoption des lois dites *éventuelles*, destinées à rassurer certaine susceptibilités, en cas d'annexions territoriales. En garantissant l'existence du culte et des biens communaux des populations annexées, elles limitaient à une proportion du tiers seulement du total, les hommes au pouvoir qu'elles avaient à nommer, quel que fût du reste le chiffre de ses populations. Ces dernières étaient également exclues de toute participation aux biens nationaux des anciens genevois. C'était au fond une mesure de défiance.

Les troupes piémontaises avaient réoccupé la Savoie, comme avant 1792 et le colonel Roberti avait établi son quartier général à Carouge ; mais les questions territoriales et notamment les agrandissements réclamés par Genève devaient être réglés par le Congrès de Vienne. Ce dernier se réunit le 1^{er} novembre 1814, et nous y fûmes représentés

très habilement par Pictet de Rochemont, lequel, comme on sait, malgré des difficultés sans nombre, fit consacrer nos droits, avec le dévoué concours de Capo d'Istria, tels qu'ils sont consignés dans le protocole du 29 mars 1815, mentionnant l'agrandissement réclamé en Savoie, et la neutralisation du Chablais et du Faucigny. Ces dispositions devaient être ratifiées ultérieurement par les intéressés.

Mais 1815 nous ménageait encore plus d'une surprise : qui se fût attendu au débarquement de Bonaparte, au golfe Juan, le 1^{er} mars, à la restauration de l'Empire le 20, après une marche triomphale sur Paris, et à la fuite en Angleterre du roi Louis XVIII ?

Cet événement avait peut-être moins d'importance pour nous qu'on ne le pense, car, si on en croit Sismondi, Napoléon n'était point hostile à la neutralité helvétique, qu'il avait consacrée dans son acte de Médiation, et au fond pas opposé à la réunion de Genève à la Suisse.

Mais, malgré la résistance énergique des cantons romands et occidentaux, les Conseils de Capo d'Istria et de son maître, la Convention du 20 mai 1815, qui nous imposait la Sainte Alliance, fut acceptée, de gré ou de force. Notre Conseil représentatif même crut devoir s'y ranger, quand Vand, aussi exposé que nous, l'avait repoussée. Peut-être, était-ce un acte de haute diplomatie, mais qui pouvait avoir, dans tous les cas, de terribles conséquences pour nous, si Napoléon eût été victorieux à Waterloo. Il faut croire que la situation de ce dernier était considérée comme précaire et désespérée.

CHAPITRE VIII

A peine le gouvernement helvétique fut-il informé des événements, qu'il décréta la mise sur pied de quelques bri-

gades de troupes fédérales, destinées à couvrir notre frontière occidentale et Genève en particulier. Le général Bachmann, qui avait déjà joué un rôle important à l'époque du Consulat, fut mis à la tête de ces troupes et confia le commandement de la place de Genève au colonel de Sonnenberg, dont on voit encore le portrait, en pied, au Musée Rath.

Bachmann était un homme d'action et un excellent militaire. Genève fut occupée par des troupes vaudoises, auxquelles on reprocha leur bonapartisme. On sait qu'en effet, le Pays de Vaud avait gardé à Bonaparte, qui avait tant contribué à son affranchissement et à la pacification de la République helvétique, une vive sympathie et un souvenir reconnaissant ; Bonaparte qui le lui rendait, s'était entouré de vandois dans son service intime. On sait que Noverraz, son valet de chambre, était pour lui un ami, qui lui resta fidèle jusqu'à la mort.

Les soldats vandois, au grand scandale de leurs hôtes, portaient à Napoléon des toasts, à mots couverts, dans leurs réunions intimes : « A la santé de qui tu sais !..... A la santé de la Violette (emblème de Napoléon) et sans oublier le petit !..... » (Le petit caporal). Il furent peu après remplacés par d'autres bataillons sur la plainte du général de Steingentechs, envoyé autrichien, ou plutôt attaché militaire auprès de la République.

Craignant une nouvelle attaque de flanc, par les Alliés, le maréchal Suchet, qui avait remplacé Augereau à Lyon, donna l'ordre au général Dessaix de réoccuper la Savoie. Les troupes sardes qui n'étaient pas en force, se retirèrent sans attendre le choc, et Carouge fut de nouveau occupé par l'armée française. Disons, en passant, que cette pauvre ville changea huit fois de nationalité, durant la restauration. Dessaix établit son quartier général dans cette localité.

comme précédemment. Il s'établit aussi solidement sur la ligne de l'Arve et plaça de nouveau une batterie de canons sur le bois de la Bâtie.

Le commandant de place songea à la mobilisation de notre garde nationale et à l'utilisation de nos fortifications.

Bonaparte, alors qu'il était Consul, avait en l'intention de faire de Genève une place de guerre pour couvrir la route du Simplon, en complétant sa double enceinte à la Vauban, par une ceinture de forts placés sur les hauteurs avoisinant la place : sur Saint-Jean, au bois de la Batie, à Champel et à Coligny ; mais la conquête de la Haute Italie avait enlevé sa valeur à cette combinaison, qui eût coûté une quinzaine de millions.

On se borna, dès lors, à mettre notre place, insuffisamment convertie, à l'abri d'un coup de main et à laisser inutiles les vingt-cinq millions qu'avaient coûté à construire ses fortifications.

Les troupes françaises occupaient le Pays de Gex pour couvrir le fort de l'Écluse et le passage des Rousses. De son côté Dessaix, voulant protéger la route du Simplon, envoya un détachement au Chablais, qui vint se heurter à l'avant-garde de l'armée autrichienne du général Frimont, qui, après avoir battu l'armée de Murat, roi de Naples, à Tolentino et mis ce dernier en fuite, se dirigeait sur la France, ayant traversé l'Italie à marche forcée. En quelques étapes, cette armée, forte de 70,000 hommes d'infanterie et 10,000 chevaux, atteignait Genève, après avoir repoussé l'ennemi.

Cet armée était superbe, nous dit un des nombreux curieux accourus aux Eaux-Vives pour la voir défiler. La face bronzée des soldats à la tournure martiale, qui portaient à la coiffure le rameau de la victoire, à la mode autrichienne ; les riches uniformes blancs, à revers rouges, bleus ou verts,

avec pantalons bleu-clair, de ceux-ci ; sa nombreuse artillerie, honneur de l'armée autrichienne, et la cavalerie, supérieurement montée, donnait à ces troupes un très grand air. Le général Frimont surtout, entouré d'un brillant état-major, attirait tous les regards.

Le défilé de cette armée, qui était suivie d'un très grand nombre de fourgons et d'immenses troupeaux de grands bœufs blancs d'Italie, dura une journée toute entière. Ne pouvant loger en ville, les troupes allèrent camper dans les plaines de Champel, de Florissant, de Plainpalais, etc. Les admirables corps de musique des régiments faisaient la joie de nos citadins, qui voyaient aussi le salut et enfin la délivrance dans ces nombreux et vaillants auxiliaires.

Les nouveaux arrivants manifestèrent de suite par des agressions l'intention d'en venir aux mains avec les Français et surveillèrent la ligne de l'Arve, en attendant de pouvoir envahir la Savoie. Ainsi l'un des premiers jours, ils firent feu de la batterie de Champel, sous prétexte de rassemblement interdit, sur une sentinelle, près de Carouge, à qui une vivandière donnait un verre d'eau-de-vie. Le malheureux soldat fut coupé en deux au moment où il tendait la main.

D'autres fois, c'était des coups de canon contre les défenses du bois de la Bâtie.

Le général Dessaix n'avait point établi son quartier général à Chêne, mais à Carouge, comme nous l'avons dit, contrairement au dire de l'historien Rilliet, qui commet quelques autres erreurs du même genre. Il était logé chez notre parent, le commissaire des guerres Herpin, avec son état-major. Dans la nuit du 27 au 28 juin, sans aucune provocation, la même batterie de Champel envoya un obus de 24, destiné à faire sauter le général et les siens. Mais la pièce, pointée

dans la bonne direction, mais un peu bas, lança son projectile, non pas dans la partie du bâtiment occupée par l'état-major français, mais dans l'angle opposé ; l'obus traversa le mur extérieur, dont la brèche est encore conservée avec la date du fait, éclata dans la maison, habitée par une de nos proches parentes, en mettant tout en pièces. Le général, réveillé en sursaut, fit aussitôt battre la générale ; deux obusiers furent de suite mis en batterie contre l'entrée du Pont d'Arve et les abords de ce pont défendus. Notre parente qui avait failli être tuée par un éclat d'obus, parcourut ensuite la maison pleine de fumée, pour emporter à plusieurs reprises, ses effets les plus précieux ; le général voulait le lendemain la porter à l'ordre du jour, pour son sang-froid.

L'attaque n'eut pas d'autres suites.

Dessaix dit à table le lendemain qu'il ne voulait point répondre à ces agressions, n'ayant pas les forces suffisantes et ne voulant pas exposer Carouge à une destruction certaine. Il ajouta qu'il aurait pu canonner Genève depuis le Bois de la Bâtie, qu'il en avait la faculté et le droit, mais que n'ayant que des pièces de campagne de petit calibre à sa disposition, l'action n'eût pas été sérieuse à une portée de plus de 2,000 pas ; qu'au surplus, il ne voulait pas causer de dommages inutiles à une ville qu'il aimait. Mais jamais il n'eut l'ordre de brûler notre ville, comme le disent certains historiens.

CHAPITRE IX

Sur ces entrefaites survint la grande nouvelle du désastre de Waterloo, qui devait changer la face des événements ; le général Dessaix, après une sorte d'armistice, conclut entre les deux états-majors, abandonna tout à fait Carouge

et la contrée, appelé par le maréchal Suchet. Les Autrichiens le remplacèrent, en attendant le retour des Piémontais, et occupèrent, conjointement avec les troupes fédérales, le Pays de Gex et le Fort-de-l'Ecluse, puis le défilé des Rousses. Notre contingent partit pour Jougne. Cette occupation, coïncidait avec le bombardement de Bâle par les Français, le 28 juin, depuis la forteresse d'Huningue, et dura environ quatre mois.

Les Carougeois, furieux de l'occupation autrichienne, ne ménageaient aucune occasion de le manifester. Un jour, le voltigeur de la garde impériale Cornet, rentrant du service de France, défile fièrement devant le poste autrichien du Pont-d'Arve ; un caporal s'avance pour le désarmer, mais le soldat résiste énergiquement et dégaine ; alors les hommes du poste se précipitent sur lui et une lutte s'engage. Mais la mère Robineau, qui entend les cris, appelle à son aide toutes les femmes du voisinage, qui, après avoir désarmé plusieurs soldats, délivrent le voltigeur Cornet, qui fait crânement son entrée dans Carouge. L'une de celles-ci lui cria alors : « Qu'est-ce qu'ils vous voulaient ces brigands ? ». Il y eut, à propos de cette insurrection féminine, quelques arrestations, qui n'eurent pas de conséquences graves.

Peu de jours après, la célèbre « Musique rouge », de notre ville, ancêtre de la Musique Sabon, eut la malencontreuse idée d'aller célébrer sa fête annuelle à Versoix. Cette apparition agaça les nerfs, paraît-il, des gens de la localité déjà mal disposés par les bruits d'annexion. Une querelle s'engagea et l'un de ces derniers faucha le long plumet blanc de l'un des musiciens, d'un coup de bâton, ce qui amena une bagarre générale, où épées dégainées et bâtons jouèrent leur rôle, à qui mieux mieux. Heureusement qu'il

n'en résulta pas de blessures bien graves, sauf pour quelques instruments, et que nos pauvres concitoyens purent regagner en bataillant leurs véhicules, en jurant qu'on ne les y reprendrait pas de sitôt.

A ce propos, un farceur de la localité élucubra les vers suivants :

« Trente disciples d'Apollon,
Sur un char de parade ;
Prétendant se donner un ton,
A Versoix de bravade :
Pauvres sangrenus,
Vous êtes battus,
Bien juste récompense :
Chacun le dira,
Cela vous apprendra,
D'aller narguer en France ».

L'auteur de cette aimable satire ne se doutait peut-être pas que quelque mois plus tard, le Congrès de Paris allait anéantir son chauvinisme.

En effet, on sait qu'après la déroute de Waterloo, Napoléon revint de suite à Paris, s'enferma trois jours à La Malmaison et abdiqua en faveur de son fils, — qui ne devait jamais régner, — le 23 juin 1815, et partit pour Rochefort, où il fut embarqué pour Ste-Hélène, malgré sa demande formelle d'être transporté en Angleterre et sa reddition volontaire à bord du navire anglais.

Après le retour de Louis XVIII sur le trône de ses ancêtres, on sait également qu'un Congrès des puissances s'ouvrit de nouveau à Paris au commencement de novembre ; que là, après de laborieuses négociations, notre excellent envoyé, Pictet de Rochemont, avec l'appui de notre infatigable ami, Capo d'Istria, et du consentement du duc de Richelieu, qui

avait remplacé le fourbe et intraitable Talleyrand, obtint enfin pour Genève la cession de Versoix et la confirmation de celle des cinq autres communes françaises.

Cet heureux succès de notre diplomatie fut complété par le traité de Turin du 16 mars 1816, où notre illustre négociateur obtint un succès non moins éclatant, par le désenclavement de notre territoire de la rive gauche, du Rhône et du Lac, la cession de dix-huit communes de Savoie et la confirmation du protocole du Congrès de Vienne, du 29 mars 1815, touchant le territoire neutralisé. Genève voyait donc s'augmenter, du fait des traités de Paris et de Turin, sa population d'un tiers et son territoire du double.

La restauration de la République de Genève était donc heureusement consommée et son avenir assuré par son union plus intime avec la Suisse. Aussi tous les cœurs genevois doivent-ils s'associer au témoignage de reconnaissance et d'estime donné par la Diète fédérale, le 18 juillet 1816, à notre envoyé Pictet de Rochemont, en ces termes : « Nous déclarons que M. Charles Pictet de Rochemont a bien mérité de la Confédération suisse, et s'est acquis les droits les plus sacrés à l'estime et à la reconnaissance publique. » Le diplôme, contenant les considérants de cette déclaration, suivis de celle-ci, fut expédié sur parchemin et muni du sceau de la Confédération, renfermé dans une boîte d'or.

C'était une récompense bien méritée.

On aurait pu rendre le même témoignage à l'illustre Capo d'Istria, très désintéressé ici, et dont la conduite et le dévouement pour nous furent admirables et dignes de tout éloge : honneur à sa mémoire !

Pourquoi cet homme de bien, après avoir donné tout son cœur à l'affranchissement de la Grèce, dont il fut nommé

président, devait-il tomber sous le poignard de deux misérables assassins, les frères Mavromicali, sous prétexte de vendetta et de tendances russes !

CHAPITRE X

Nous terminerons ces quelques considérations sur l'intéressante époque que nous venons de parcourir par quelques brèves indications sur les conséquences immédiates de notre retour à l'indépendance et à notre vie propre.

Si on veut se faire une idée des souffrances de notre population durant la domination étrangère, il faut jeter un coup d'œil sur les statistiques du temps : ainsi, en 1797, le nombre des naissances était de 639, tandis qu'elles tombaient à 513 en 1810, et à 503 en 1814.

Le nombre des décès a été constamment supérieur à celui des naissances, durant la même période. Ainsi, en 1801, le chiffre des naissances était de 553, tandis que celui des décès montait à 799. En 1814, sur 503 naissances, il y eut 954 décès, dont 230 militaires morts dans les hôpitaux. Le même phénomène se remarque à propos des mariages : il y en avait 205 en 1798, et seulement 109 en 1800. Le premier chiffre ne fut jamais atteint durant la période française et se releva brusquement en 1813, où il atteignit tout à coup le chiffre de 258. On voit ainsi l'influence des circonstances politiques et économiques sur le mouvement de la population.

Mais ce qu'on peut surtout constater, au dire des contemporains, aussitôt que la paix générale fut établie et que Genève fut rendue à sa liberté et à son indépendance, ce fut une reprise inouïe du mouvement des affaires. Dès la fin de

1815, le commerce et l'industrie ne pouvaient pas suffire à toutes les commandes du dehors et les bras manquaient. Aussi la terrible disette de l'hiver si rude de 1816 à 1817, où le pain se vendait jusqu'à *vingt-un sous* la livre, et où les pauvres paysans de Savoie en étaient parfois réduits à manger de l'herbe, et venaient par milliers à Genève faire appel à la charité proverbiale de nos concitoyens, la population souffrit moins qu'on ne peut penser, grâce à la surabondance de l'ouvrage et aux facilités accordées aux malheureux.

Genève était redevenue une ville essentiellement industrielle et commerçante et le nombre des montres d'or ou d'argent fabriquées en 1816 fut de 64,000, chiffre plus élevé peut-être que celui d'aujourd'hui.

La fabrication de la bijouterie et de la joaillerie était aussi très prospère; elle avait plus que doublé depuis deux ans. Outre de très importants ateliers, la maison Bautte avait à cette époque une renommée universelle, et les étrangers venaient la visiter comme une de nos curiosités; c'était, en effet, un modèle sous tous les rapports, et plus de 800 ouvriers y trouvaient un travail constant et largement rémunéré dans toutes les branches de notre fabrication : horlogerie, bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et pièces à musique.

On comptait plus de 5,000 ouvriers ou ouvrières en horlogerie ou bijouterie dans la ville et la banlieue. Or en 1685 on comptait seulement dans notre ville 400 maîtres et ouvriers horlogers, faisant 5,000 montres par année, et 240 maîtres et ouvriers orfèvres ou joailliers, soit un total de 680 membres de la fabrique. Il y avait donc augmentation notable. Cependant, en 1789, la fabrique avait atteint son plus haut point, car on comptait 4,000 ouvriers occupés en ville et 2,000 au dehors; mais la qualité des produits avait beau-

coup gagné et Genève était alors sans concurrence sérieuse.

Genève possédait en outre, à cette époque, une fabrique de drap, appartenant à MM. Décerve, Palisse et Seguin; elle occupait plus de 100 ouvriers et tendait à se développer, produisant annuellement 2,000 pièces de draps divers et pouvant porter cette fabrication à 20,000 aunes par année. On évaluait, à la même époque, la quantité de laine recueillie dans notre canton, tant sur les moutons communs que sur les mérinos, à 150,000 livres, valant en moyenne trois francs la livre, soit une somme totale de 474,000 francs.

Il y avait d'autre part une fabrique de châles, appartenant à M. Prévost-Pictet, occupant en moyenne 30 à 40 ouvriers et fabriquant 3 à 400 châles par année.

Genève possédait encore deux importantes fabriques d'indiennes, à la même époque : savoir, celle de MM. Labarthe et C^e, successeurs de Fazy, aux Bergues, et celle de M. Petit, père du poète Petit-Senn, aux Eaux-Vives; ces fabriques occupaient 6 à 700 ouvriers.— Sans parler de la typographie qui était plus prospère qu'aujourd'hui. On sait qu'au siècle passé l'imprimerie de Tournes comptait plus de 80 ouvriers. Que nous sommes loin d'un pareil chiffre!

La tannerie et la chamoiserie étaient beaucoup plus importantes aussi que de nos jours et donnaient du travail à un grand nombre de bras.

On n'a pas de renseignements précis sur le commerce de Genève, au temps dont nous nous occupons, mais nous savons que celui de gros et surtout de demi-gros était très considérable.

Il paraît que le port du Molard en particulier et la place de ce nom, qui étaient le grand déballage des transports arrivant par le lac, avaient une activité prodigieuse à la même époque.

On voit que le peuple genevois, grâce à son activité, à son intelligence pratique, à son énergie, à son esprit d'ordre et d'économie, était en train de réparer promptement tous les maux et les dommages qu'avaient pu lui causer les terribles épreuves qu'il venait de traverser.

Il pouvait certainement considérer avec assurance l'ère nouvelle qui commençait.

OCTOBRE 1838

CHAPITRE PREMIER

Dans les pages qui précèdent, nous avons rapporté certains renseignements, qui nous ont paru avoir quelque intérêt pour notre histoire genevoise et que nous avons recueillis de nos proches, d'autres personnes dignes de foi ou de documents sérieux. Nous allons maintenant faire appel à des souvenirs personnels, autant que possible, pour les faits importants dont nous avons été témoin ou dont nous avons pu rechercher la trace immédiate.

Le premier évènement dont nous nous souvenons fut le départ du bataillon genevois, en 1833, pour le Valais, où il allait occuper les passages du St-Bernard et du Simplon, en vue de graves complications politiques en Lombardie; peu de jours après arrivait un bataillon du Valais, qui vint tenir garnison à Genève et logeait à la caserne de Chantepoulet.

Il nous souvient qu'au moment où nos excellents confédérés faisaient leur entrée par la porte de Cornavin, la foule attirée par le son des fifres et des tambours, accourait pour constater si ces braves gens, comme on le disait, portaient tous des goîtres; chacun put voir avec satisfaction qu'il n'en était rien et que ce bataillon avait fort belle tournure, comme nous avons pu le constater nous-même.

C'était le prélude de l'affaire des Polonais, dont nous nous souvenons aussi. Quelques jours après le Premier de l'An 1834, le bruit se répand tout à coup, qu'une révolution allait éclater en Savoie. Le gouvernement de Genève fit aussitôt

mettre la garnison sur pied ainsi que quelques corps de la milice. Le général Ramorino, comme on sait, qui avait commandé dans l'insurrection de la Pologne, avait groupé, en compagnie de Mazzini, quelques anciens compagnons d'armes à Carouge, et devaient tenter un soulèvement en Savoie, tandis que d'autres *chefs carbonari*, tenteraient un mouvement en Piémont et en Lombardie, pour parvenir ensuite à l'affranchissement de l'Italie. On connaît l'issue malheureuse de cette tentative. On sait également qu'un détachement d'insurgés venant de Nyon et voulant débarquer près de Bellerive, fut désarmé par notre garnison et contraint de se rembarquer; mais nous nous souvenons que les fusils, destinés à l'expédition, et qui devaient être saisis à leur arrivée à Longemalle, par ordre de nos autorités, furent prestement enlevés à la sortie de la barque par le peuple, à la face d'une compagnie de grenadiers, envahie par la foule, qui, malgré sa résistance et les bayonnettes croisées, ne put s'opposer à cet enlèvement, par terre et par eau.

Ces armes furent rapidement transportées à Carouge, quartier général de l'expédition, où elles furent immédiatement distribuées. Celle-ci, à laquelle s'étaient joints un certain nombre de réfugiés d'autres pays, ainsi que des personnes fort honorables de cette localité: MM. Burdallet, Girard et d'autres encore, et ayant à sa tête, Ramorino et Mazzini, partit peu après, se dirigeant sur Crevin où elle alla bivouaquer. Puis de bonne heure, la troupe prit la direction d'Anemasse par le pont d'Etrembière et occupa ce village, après s'être emparée du poste de douaniers, qui y était alors.

Mais, informé de la mésaventure de la colonne de Nyon qui devait renforcer la petite armée insurgée et lui permettre de marcher sur Chambéry, et en outre qu'un régiment de chevaux-légers Piémontais arrivait en toute hâte, Ramorino

disparut tout à coup. On sait que par la suite il fut fusillé, après la bataille de Novare, comme coupable de haute trahison. En de telles conditions et privée de son chef, l'expédition rentra sur terre genevoise, où elle se rendit prisonnière des postes de la frontière. Mais le bruit s'étant tout à coup répandu en ville que les Polonais devaient être livrés par nos autorités à celles de Savoie, et comme ces derniers étaient entourés d'une vive sympathie, la foule accourut aux Eaux-Vives, à leur arrivée, s'empare d'eux après une nouvelle émeute et les accompagne à Carouge, où après un accueil cordial et de vives démonstrations, ils furent ensuite de pourparlers, conduits à Genève, et logés à la caserne de Chantepoulet.

De longues barbes et des bonnets fourrés donnaient à ces braves gens un aspect très caractéristique. Ils furent ensuite dirigés sur la Suisse, puis internés en France.

Nous nous souvenons encore du profond émoi qu'avait causé cette aventure, qui se termina par une grande revue solennelle de nos milices.

On n'apercevait plus aucune nuée dans le ciel, depuis longtemps si pur, de notre petite république ; la politique continuait à sommeiller profondément. Les affaires en général y marchaient fort bien et la prospérité s'accroissait rapidement ; c'était une ère de concorde, de fêtes et de paix. Des établissements d'utilité générale, dus à l'initiative publique ou privée, avaient vu le jour ; ainsi l'Observatoire, le Musée Rath, celui d'Histoire naturelle, le Jardin des Plantes, etc.

La ville s'embellissait : au lieu des infects taudis qui s'ouvraient jadis sur notre beau fleuve, de ce hideux abattoir (tuerie) de Longemalle et du port au bois voisin, non moins disgracieux, on voyait se construire des quais spacieux, le port, le quartier et le pont des Bergues, après avoir vu s'é-

lever la belle rue de la Corraterie. Les sciences, les arts, les lettres, prenaient un nouvel essor. et toute une pléiade de poètes chansonniers éclosaient chez nous.

Mais les d'Orléans étaient pour nous de fâcheux voisins ; une difficulté n'attendait pas une autre : après l'ignoble querelle de l'espion Conseil surgissait, vers l'automne de 1838, celle de Louis Napoléon Bonaparte, devenu plus tard empereur des Français. Ce dernier, comme on sait, après sa triste équipée de Strasbourg, s'était réfugié au château d'Arenenberg, sur les rives du lac de Constance, où habitait sa mère, et avait été déjà naturalisé citoyen de Thurgovie. On sait aussi que le gouvernement français intima au *Vorort* suisse, par une note énergique, d'avoir à éloigner de son sol ce dangereux agitateur, qui, tour à tour, citoyen ou prétendant à la couronne, se livrait à de meurtriers attentats contre l'ordre public.

On conçoit le cruel embarras du pouvoir fédéral, en cette occurrence obligé de protéger un de ses ressortissants ou de sévir contre un perturbateur étranger, qui abusait évidemment de sa situation et du pays.

Le respect du droit d'asile et le parti le plus digne et le plus chevaleresque, c'est à dire celui de la résistance, paraissait l'emporter, grâce à la courageuse attitude des cantons de Vaud et de Genève, en cette circonstance, et surtout de celle de leurs éloquents députés à la Diète, Rigaud Constant et Monnard, qui surent entraîner leur gouvernement respectif dans cette voie. Le langage violent de la presse orléaniste, une proclamation impertinente du général Aymard, commandant de Lyon, à ses troupes, et surtout l'occupation du pays de Gex par un régiment d'infanterie, surexcitèrent au plus haut degré l'indignation patriotique des cantons romands. Les milices de Vaud et Genève furent aussitôt mises

de piquet et quelques corps mobilisés. Le général Guiguer, de Prangins, fut nommé commandant de ces milices, et des préparatifs de défense immédiatement ordonnés.

L'élan patriotique et le courage du peuple genevois, exposé aux premiers coups, furent dignes de toute éloge, en cette grave circonstance et sa vaillante attitude, sans aucune opinion discordante, rappelait celle des anciens jours de péril. Les nouvelles arrivaient toujours plus mauvaises et on croyait fermement et généralement à une guerre prochaine.

Nous étions au commencement d'octobre, et le vilain temps n'empêcha pas Genève de se transformer, en quelques jours, en une ville de guerre. L'artillerie et le génie furent mis sur pied immédiatement et s'occupèrent de mettre les fortifications en état de défense.

Il nous souvient d'avoir coopéré avec le génie, dans la mince limite de nos jeunes forces, à la confection des fascines et des gabions, dans les grands fossés de Neuve, à la lueur des torches; chacun y mettait une ardeur indescriptible. En quelques jours, les bastions et les courtines étaient armés de pièces de position. Sur les flancs extérieurs des bastions, les canons de gros calibre étaient en barbette, tandis que ceux destinés à flanquer les courtines étaient placés dans des embrasures revêtues de gabions ou de fascines. Nous passions souvent derrière de belles pièces de 16, ornées de culasses à tête de loup, en batterie sur le courtine de Chantepoulet, dont les boulets entassés et le bouterfeu fiché en terre étaient prêts à entrer en action. Partout retentissaient le tambour ou le clairon, de nos vieilles marches genevoises. Un corps de trois cents cadets, nommés *Enfants de Genève*, portant la blouse bleue serrée à la taille, casquettes en toile cirée, avec cocarde genevoise, avait été spontanément organisé, armé de fusils, et confié au com-

mandement du capitaine Lassieur dit Mignonet, brave vétéran de la Garde royale, qui exerçait nuit et jour ces jeunes et futurs héros. On peut voir encore la plaque commémorative, encastrée par le comte de Sellon, sous la corniche du haut mur de sa terrasse et portant cette inscription : « A la milice et aux Enfants de Genève. Octobre, 1838. »

Nous accompagnâmes un jour notre contingent, qui partait avec armes et bagages, d'un pas allègre et joyeux, pour occuper la frontière ; il était commandé par le colonel Cougnard. La troupe fut passée en revue par le syndic de la garde Rieu, l'épée au côté, sur la petite plaine garnie de vieux ormeaux, qui terminait les glacis de Cornavin, avant de prendre la route du Grand-Saconnex.

Tout près de nous, le sergent Weber, dont la bayonnette était sans doute fraîchement aiguisée, se traversa la main en faisant la charge en douze temps. On considérait autour de nous cet accident comme de mauvais augure.

Quelques instants après, les fifres et les tambours donnaient le signal du départ, et nos braves soldats se dirigèrent crânement vers la France, aux acclamations de nombreux citoyens accourus, qui les saluaient de leurs vœux.

Le surlendemain nous eûmes la bonne fortune, car nous avons toujours aimé dans notre jeunesse les spectacles militaires, d'accompagner un jeune camarade qui allait voir son frère à la frontière. Arrivés au Grand-Saconnex, nous vîmes en passant les auberges garnies de soldats, qui s'ébattaient gaiement : les boules, les quilles et les bouteilles retentissaient au loin. Enfin nous atteignîmes les avant-postes, à l'extrême frontière.

Une sentinelle genevoise, l'arme sur l'épaule, se promenait tranquillement en face d'un lignard français, placé à quelques pas. Malgré la sévérité de la consigne, ces deux

hommes paraissaient vivre en fort bonne intelligence. Un camarade apporta tout à coup, dissimulée soigneusement sous sa capote, une bouteille de petit blanc du pays, et nos deux futurs ennemis de trinquer fraternellement et en tapinois, sur la limite, en échangeant quelques paroles d'amitié. C'était vraiment un touchant spectacle et qui faisait bien augurer de la fin de cette fâcheuse querelle.

Nous reprîmes, avec mon jeune compagnon, le chemin de la ville, enchantés de tout ce que nous avons vu.

Enfin, arriva quelques jours après, la bienheureuse nouvelle du départ du prince Louis Napoléon, qui avait eu la conscience et l'honnêteté, sur les conseils du colonel Dufour, futur général, de ne pas nous rendre responsables davantage de ses criminelles extravagances, et terminait de la sorte cet incident diplomatique. Il devait renouveler sa tentative à Boulogne-sur-Mer, qui le fit, comme on sait, renfermer au fort du Ham durant un certain temps.

Genève et Vaud furent ensuite justement félicités par leurs confédérés de leur fermeté et de leur attitude martiale durant cette courte épreuve. On voit encore à l'Arsenal le superbe drapeau que nos amis de Zurich nous apportèrent au milieu d'une fête patriotique, célébrée à cette occasion aux Bastions. Une chanson vaudoise du temps indique les sentiments qui animaient nos excellents voisins et confédérés à notre égard à ce moment.

En voici un couplet :

Soldat vaudois, suspends en paix tes armes
Dans tes foyers retourne avec bonheur,
Ils ont fini, ces sombres jours d'alarme,
Où tu volais à la voix de l'honneur.
N'as-tu pas vu comme au pied du Salève,
La liberté levait son étendard :

N'as-tu pas vu dans la noble Genève,
En un seul jour se dresser des remparts.
Un peuple entier, debout sur ses murailles,
Battait des mains en te voyant venir :
Un même cœur à travers la mitraille,
Soldat vaudois, il faut t'en souvenir.

CHAPITRE II

Il convient de remarquer, en terminant ce bel épisode de notre histoire, combien nos mœurs et nos habitudes militaires se sont modifiées depuis l'époque dont nous parlons, grâce aux transformations qui se sont opérées dans notre législation spéciale, et grâce surtout à la centralisation fédérale qui s'est aussi opérée en ces matières.

Jadis nos milices, au moins dans les corps d'élite, formaient de vraies confréries d'amis comme au Moyen-Age. Une fois hors des rangs, aucune distinction n'existait entre soldats et officiers : tous faisaient partie des mêmes cercles. On pouvait dire, avec raison, que le service militaire était une véritable école d'égalité et de fraternité où tous les rangs étaient confondus. Tous devenaient des amis dans la vie civile. Il ne nous reste guère que le *Cercle des Vieux-Grenadiers* ou des *Janissaires*, comme on le nommait facétieusement jadis. Celui des *Jeunes-Grenadiers* était au bout du chemin Dancet. Le *Cercle des Chasseurs* était à la brasserie de Grange-Canal; celui des *Artilleurs* était à la Grenade, aux Pâquis. Celui des *Arquebusiers* existe toujours. Chacun retrouvait là de cordiales amitiés, divers cercles concouraient à entretenir chez nous cet heureux esprit de fraternité, que l'on doit principalement aux innombrables

sociétés qui existent à Genève, plus peut-être que dans aucune autre ville. Chaque corps avait son *abbaye*, c'est-à-dire sa fête annuelle, suivie d'un tir. Ce nom d'abbaye n'est sans doute qu'une tradition du Moyen-Age, où le chef des confréries militaires ou le meilleur tireur portait le nom d'*abbé* au lieu de *roi*, qu'il eut après la Réformation.

L'*Abbaye des Artilleurs* avait lieu avec tir au canon sur le lac, au Creux de Genthod, et celle des Chasseurs et des Grenadiers, à Conche. Ces réunions militaires étaient de jolies fêtes populaires, où, dès le dimanche matin, les hommes partaient en cortège et en uniforme, musique et tambours en tête; puis, l'après-midi, familles et amis rejoignaient les soldats-citoyens et tous revenaient joyeusement ensemble, sans que jamais ni rixe, ni scandale, ne vint troubler ces charmantes fêtes.

Tout le mois de mai était consacré aux divers exercices de la milice, à Plainpalais. Durant ce mois, c'était un concert de tambours et de trompettes; chaque après-midi, toutes les compagnies se rendaient isolément à leur place d'arme. Les revues et les avant-revues étaient de vraies solennités nationales, comme était aussi la Navigation (1).

(1) La Navigation, cette gracieuse fête genevoise, qui hélas! a disparu avec tant de patriotiques souvenirs, était l'*abbaye* de notre marine, la fête de l'amiral, ou du roi de l'*Exercice de la Navigation*; elle avait ses origines au temps où la République entretenait une escadre de galères armées sur notre lac. Chaque année, un beau dimanche d'été était consacré à la fête du lac. La population toute entière naviguait ce jour-là. Dès le matin, les autorités partaient de l'Hôtel-de-Ville pour se rendre au port, escortées des membres de l'Exercice et des bateliers en costumes, précédés de la musique et des tambours battant la marche spéciale de la Navigation, car en ce temps, les mar-

Les avant-revues d'artillerie avaient lieu dans les fortifications ; il y avait-là des attaques ou des sièges simulés en

ches de la milice étaient variées : celle des artilleurs différait de celle des autres corps, comme aussi nos trompettes avaient des marches nationales, particulières aux différentes armes. Les autorités et leur suite prenaient place dans les deux barques amirales, pavoisées aux couleurs blanc et bleu, qui étaient celles de l'Exercice et que portait toute la fête, et sous le grand pavillon, richement drapé, placé sur chacune des barques, où une collation était servie ; sur le toit plat de chaque pavillon, entouré de balustrades, se rangeait en carré une belle compagnie de grenadiers en grande tenue et armée, dont le haut bonnet au plumet rouge, flottant à la brise, faisait un grand effet. Au signal du départ, donné par les canons placés sur les barques, l'escadre s'ébranlait majestueusement escortée par d'innombrables embarcations toutes pavoisées : barques, chaloupes, canots, liquettes, etc. Les salves d'artillerie, les feux d'ensemble des grenadiers et ceux des embarcations ; les tambours battant la marche de la Navigation, accompagnés par les fifres et la musique et par les acclamations d'une foule enthousiaste accourue : tout cela formait, avec ce grand ciel et ces belles eaux bleues ensoleillées, un concert magnifique et grandiose, auquel on assistait toujours avec bonheur.

La barque amirale en tête, la brillante flotte parcourait les deux rives, puis se rendait à l'hôtel de la Navigation, aux Pâquis, où un joyeux banquet suivi d'un tir, dont le plus adroit devenait roi ou amiral. Enfin, un beau feu d'artifice et un cortège accompagnant l'amiral, terminait cette fête, populaire entre toutes, car chacun y prenait part et montait, pour une pièce de trois sous, sur les nombreuses barques qui s'assemblaient à cet effet.

Les fêtes du roi de l'Arquebuse, ou *Abbayes de l'Arquebuse*, qui n'étaient pas moins brillantes, en leur genre, ont également disparu.

Celle du Jeu ou de l'*Abbaye de l'Arc*, la plus ancienne confrérie militaire de Genève, qui remonte jusqu'au Moyen-Age, est dans le même cas.

règle, où les canons, la fusillade, les mines et les fougasses, s'en donnaient à l'envi et faisaient un tapage d'enfer. A l'une des dernières avant-revues, nous servions une pièce de rempart du bastion d'Hollande, dont l'objectif était la protection du pont-levis de la porte Neuve qu'une compagnie de voltigeurs cherchait ardemment à franchir ou à escalader. Mais l'attaque fut suspendue par l'explosion d'une fougasse dans le fossé, dont les éclats atteignirent légèrement quelques curieux et mirent en pièce deux faisceaux de fusils du génie, abandonnés là par mégarde.

La grande revue venait clore brillamment, au commencement de juin, toutes ces exhibitions martiales. C'était, comme nous l'avons dit, une vraie solennité nationale annuelle.

Dès le matin, la population se portait en foule à Plainpalais, en dehors des cordages dont la plaine était entourée, gardés par les gendarmes en grande tenue, plumet rouge au schako. Puis les corps de la milice arrivaient successivement se ranger sur deux lignes, artillerie aux ailes et cavalerie en arrière au centre. Puis le Conseil d'Etat et les Syndics, entourés d'un superbe état-major, où figuraient ordinairement des officiers étrangers invités, parcouraient les lignes, tandis que les tambours battaient au champ : c'était le moment solennel. Ensuite commençaient les manœuvres ; c'était en général une petite guerre, où, après les chaînes de tirailleurs qui masquaient de savantes manœuvres, de vastes déploiements de colonnes, des feux de bataillons redoublés, s'opéraient les évolutions stratégiques, l'artillerie foudroyant tout cela, les charges des chasseurs à cheval venant se briser contre des bataillons carrés, aux angles armés de canons tonnants. Tout était clos, en général, par une fougueuse charge à la baïonnette, qui mettait fin au combat.

Arrivait ensuite un long repos où amis et ennemis se réconciliaient, le verre en main. Rien n'était plus charmant alors que de voir les gazons frais des glacis et tous les abords de la Plaine, couverts de milliers de pique-niques, où les miliciens de la ville et des campagnes, entourés de leur famille, fêtaient à qui mieux mieux la victoire ou se consolaient gaiement de la défaite.

Puis, tambours, musiques, trompettes, rappelaient les soldats à leurs armes, et cette belle fête de la famille genevoise se terminait par un défilé devant le peuple et les autorités.

Un soldat poète du temps a chanté ce moment-là en ces quelques vers, passablement libres :

Quand nous exercions nos dix bataillons,
Tous bien alignés par pelotons ;
Il fallait voir de toutes parts,
Les filles, les femmes border les remparts,
Pour venir admirer ces Césars,
Qui savent se faire aimer sans art.

Nous terminerons ce coup d'œil rapide sur nos vieilles mœurs militaires genevoises, par les couplets suivants, que nous avons entendu chanter à la dernière abbaye des artilleurs et qui peignent l'esprit de nos milices du temps, qui, si elles n'étaient pas dressées à l'allemande comme aujourd'hui, n'en faisaient pas moins vaillamment leur devoir au besoin. Le service alors n'était point une corvée, mais un plaisir :

C'est dans ce corps charmant,
Qu'on trouve le modèle
Du citoyen fidèle,
Du soldat bon vivant.

Refrain :

Pour le flacon,
Pour la fillette, \
Pour le canon.
La chansonnette,
Zon, zon, zon,
Flon, flon, flon,
Aux artilleurs le pompon.

A toute heure on est prêt
Pour combattre ou pour boire,
Pour voler à la gloire
Ainsi qu'au cabaret.

Refrain :

Pour le flacon. etc.

LE 13 FÉVRIER 1843

CHAPITRE PREMIER

Une vieille dame de notre connaissance, excellente patriote du reste, comparait Genève à « une bouilloire, toujours en mouvement ». C'est, sous une autre forme, la même idée reproduite plus haut, exprimée il y a plus de quatre cents ans, par Amédée VIII, notre prince-évêque.

Cet amour du changement ou du mouvement, comme nous l'avons déjà fait remarquer, s'il peut présenter quelques inconvénients pour la stabilité de ce qui existe, est, d'autre part, un puissant stimulant pour le progrès. Aussi, la timide opposition qui s'était manifestée dans le gouvernement de la Restauration, finit-elle par prendre des proportions, par s'affirmer plus hautement. Elle se traduisit le 3 mars 1841, après le renvoi réitéré d'une loi sur l'organisation municipale, par la formation d'une association politique dite *Association du 3 mars*, qui fut le point de départ des révolutions et des profondes réformes qui se sont opérées à Genève, depuis un demi siècle. Cette association, qui avait à sa tête un homme d'Etat d'une haute valeur, James Fazy, comprenait aussi les membres les plus influents de l'opposition dans le Conseil représentatif.

On connaît la révolution pacifique du 22 novembre 1841, où, après une manifestation populaire sur la Treille, le Conseil représentatif décida que la Constitution de 1814 serait révisée par une assemblée constituante. C'est en effet ce qui eut lieu, et le 7 juin suivant, le peuple acceptait le nouveau projet de Constitution.

Ce pacte, qui était certainement un progrès sur celui de 1814, en ce qu'il supprimait tout cens électoral, confiait l'élection des grands corps de l'Etat aux citoyens, bien qu'au second degré; quand au pouvoir exécutif, il consacrait la forme exclusivement représentative. Les libertés générales, y compris les libertés religieuses, y étaient aussi consacrées. Le droit des citoyens se bornait à élire le Conseil représentatif tous les quatre ans; celui-ci nommait le Conseil d'Etat et les Syndics. C'était, comme on voit, une timide réforme, que les Conseils tendirent plutôt à restreindre qu'à développer, dans les années subséquentes.

Les électeurs, divisés en dix collèges, avaient envoyé au gouvernement une majorité hostile au nouvel ordre de choses, qui s'efforçait d'en combattre les effets. On ne devait pas tarder à voir les conséquences fâcheuses d'une telle situation, et c'est effectivement ce qui arriva.

Parmi les réformes contenues dans la nouvelle Constitution, figurait cependant l'organisation d'une administration spéciale pour la ville de Genève, composée d'un Conseil municipal, et d'un Conseil administratif de onze membres, élu par ce dernier, qui bientôt devait rendre d'importants services.

Mais un objet redoutable pour le nouveau pouvoir, c'était l'élaboration des lois organiques, prévues par la Constitution. Parmi celles-ci figurait celle sur l'administration du Conseil d'Etat, qui devait amener de graves complications.

En effet, dans sa séance du 13 février 1843, le Grand Conseil avait à délibérer, en troisième débat, sur un projet de cette dernière loi. Un amendement de James Fazy, tendant à faire de ce projet une loi constitutionnelle devant en conséquence être soumise au vote du peuple, fut écarté.

Malgré une vive opposition, le Grand Conseil adopte

ensuite une proposition du Conseil d'Etat, accordant à un Conseil d'instruction publique, institué en 1834, toute les attributions du Département de l'instruction publique.

Mais sur le refus, par la majorité, d'une importante proposition du député Castoldi, ayant pour objet le rétablissement des anciennes dispositions de nos franchises, consacrant la liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile, soit de *l'habeas corpus*, de la grande charte d'Angleterre, un tapage indescriptible de cris et de protestations, se produit tout à coup dans la cour de l'Hôtel de Ville; la foule remplissant la tribune se lève en désordre et s'associe au tapage extérieur.

Les députés, inquiets, quittent leurs places et la séance est interrompue. Les cris redoublent : « A bas le gouvernement ! A bas les aristocrates ! » Plusieurs députés s'écrient alors : « Nous sommes sous une pression ! sous la violence ! On ne peut plus délibérer ! »

Le président se lève et s'écrie : « Huissiers ! faites évacuer la tribune et la salle ! » Une voix de la tribune : « Nous avons l'appui du peuple, nous n'évacuerons pas ! »

Le président : « Est-ce ainsi qu'on obéit à l'ordre du président du Grand Conseil ? Méprise-t-on de cette façon la représentation nationale ? Qu'on évacue de suite la tribune ! »

La tribune est alors évacuée, grâce à l'intervention armée du poste de gendarmerie de l'arsenal.

Mais la tempête paraît redoubler dans la cour ; le peuple se précipite pour réoccuper la tribune, mais les gendarmes s'y opposent et croisent bayonnettes.

On entend tout à coup le cri « Aux armes ! » Puis le tocsin retentit à St-Pierre.

L'anxiété augmente dans la salle; le colonel Rilliet Constant demande la suspension de la séance, attendu qu'on ne peut délibérer dans de pareilles conditions et que la tribune est interdite au public.

Le président proteste contre cette motion, mais le tapage augmente encore.

Le président alors met aux voix la loi dans son ensemble; mais le député Bachelard proteste de toutes ses forces, s'écriant que l'art. 24 de la loi proposée viole la Constitution, que dans tous les cas, cette loi doit être soumise à la votation populaire.

Cet amendement est rejeté par 78 voix contre 25, et la loi est adoptée dans son ensemble.

La séance est levée ensuite au milieu d'un trouble indicible et chacun se précipite vers la porte.

Durant ce temps, la foule houleuse qui remplissait la cour de l'Hôtel de Ville s'était précipitée aussi comme un torrent du côté de St-Gervais en criant « Aux armes!... Aux armes!... » On entendit alors battre la générale dans les rues et le tocsin continuait ses lugubres appels.

Les hommes de la milice accouraient en armes et les *embrigadés* remplissaient l'Hôtel de Ville.

Du côté du Faubourg on construisait déjà des barricades à l'entrée des Ponts de l'Île. En passant à Cornavin, nous apercevons le citoyen Piozet, qui sortait de son allée en courant, armé d'un vieux fusil de munition tout rouillé; d'autres arrivaient de loin, également armés. En traversant devant le Château-Royal, nous passons devant deux vieux bourgeois, attachés à l'ancien régime, pâles et hors d'eux-mêmes. L'un d'eux, revenant sans doute de l'Hôtel de Ville, racontait en gesticulant les événements dont il venait d'être témoin : « Que diront nos Messieurs! » s'écria l'autre, absolument navré de ce qu'il venait d'entendre.

Pour apprécier le vrai sens de cette exclamation désolée, il faut se reporter au temps dont nous parlons, où nos Messieurs, autrement dit nos *seigneurs*, étaient encore entourés, pour un grand nombre de personnes, d'une véritable auréole. Détenant le pouvoir de père en fils, entre un petit nombre de familles opulentes, ceux-ci étaient l'objet d'un vrai culte pour beaucoup. Que de fois nous avons rencontré Monsieur le *Premier* syndic, se rendant au sermon le dimanche matin, en grand costume, chapeau gancé et l'épée en verrouil au fourreau d'ivoire, poignée d'acier poli à facettes, marchant gravement, précédé de son huissier au manteau rouge et jaune. Chacun alors mettait chapeau bas devant cet imposant cortège, qui rappelait tout à fait le consul romain précédé de son licteur.

CHAPITRE II

Mais revenons à l'insurrection qui grondait dans la rue.

Le gouvernement, aussitôt rassemblé, prit les premières mesures pour assurer et rétablir l'ordre public. Les hommes de la milice accourus furent aussitôt groupés par corps au Bastion de Hollande, et l'Hôtel de Ville fut solidement occupé.

Les insurgés, de leur côté, se rassemblaient à St-Gervais et plaçaient leur quartier général dans la Tour de l'Île; un conseil de guerre ou état-major y était installé. Un détachement armé s'empara de la poudrière du bastion du Temple, tandis que d'autres prenaient possession des postes de Rive et de Cornavin, après avoir désarmé les hommes de la garnison qui y montaient la garde. Des barricades étaient éta-

blies en tête des ponts de St-Gervais et des sentinelles en défendaient les approches.

On peut se représenter la terreur qui régnait dans la ville, dont tous les ateliers et magasins avaient été spontanément fermés.

On redoutait pour la nuit, et le gouvernement avait fait doubler tous les postes autour de l'Hôtel-de-Ville et de la caserne.

L'état-major insurgé, pensant que la poudrière de l'Observatoire était peu gardée, comme d'ordinaire, envoya l'ordre au poste de la porte de Rive d'aller l'occuper, afin de couper les munitions aux forces gouvernementales.

A cet effet, le sergent Vivet partit avec un détachement du poste, entre onze heures et minuit, pour exécuter cet ordre. Mais, arrivés sur St-Antoine, les assaillants s'aperçurent que l'alarme avait été donnée, que la poudrière était solidement occupée et le pont qui y conduisait, bien défendu. Ils furent accueillis par une vive fusillade et durent se retrancher derrière les arbres de la promenade pour tirailler avec l'adversaire. Les insurgés, attaqués alors vivement et ne se sentant pas en force, durent battre en retraite. Vivet fut tué d'un coup de carabine dans la poitrine, en bas la rampe de St-Antoine, et plusieurs de ses camarades blessés. Du côté du gouvernement, le caporal Ducimetière fut atteint d'un coup mortel, sur le pont de l'Observatoire; il y eut aussi quelques blessés parmi les miliciens et les soldats de la garnison.

L'échec de cette attaque fut aussitôt connu à St-Gervais, et un détachement d'environ soixante hommes, commandé par le citoyen Muller, qui devait appuyer le mouvement, partit rapidement pour rétablir le combat.

Le commandant avait eu l'idée bizarre de faire battre la

charge, en tête de sa colonne, en montant la rue Verdaine, en sorte que les troupes gouvernementales, qui protégeaient les abords de St-Antoine, furent averties de l'approche de celle-ci et purent immédiatement se mettre en défense.

Un petit corps, composé d'un peloton de grenadiers et d'un peloton d'infanterie de contingent, sous les ordres du capitaine Poulin, maître d'armes et excellent militaire, vint prendre aussitôt position à l'entrée de la rue des Chaudronniers, devant la maison de détention actuelle, sous l'arcade alors existante, et chargea ses armes.

Au « qui vive ! » des sentinelles avancées, les assaillants répondirent par des coups de fusils. Les sentinelles se replièrent rapidement et le capitaine Poulin, plein d'énergie et de sang-froid, commanda à son détachement un feu de chaussée en retraite. Le premier peloton fit feu, et se retira à droite et à gauche, derrière le second peloton, pour charger ses armes, et ce dernier exécuta aussitôt la même manœuvre.

Heureusement que la rue étant en pente, le premier feu de peloton porta un peu haut et les balles allèrent briser les fenêtres du Bourg-de-Four, en face. Les assaillants, surpris par cette manœuvre, se mirent d'abord en bataille et exécutèrent un feu de file, qui tua le soldat Baud, dans le premier peloton et en blessa plusieurs autres. Mais le commandant Muller, voyant aussitôt le désavantage de la position de ses hommes, leur ordonna de se ranger le long des maisons, en se retranchant dans les allées. Lui-même resta bravement en face de l'ennemi et tomba la jambe percée d'une balle au second feu de peloton, mieux dirigé que le premier ; à côté de lui tomba également le citoyen Jacob et quelques autres, puis le citoyen Fatio, tué raide d'une balle à la tête. La famille Fatio, originaire de Chiavenna, et réfu-

giée à Genève pour cause religieuse, vers le milieu du 17^me siècle, a fourni de vaillantes victimes à tous nos troubles politiques et semble avoir été prédestinée à cette fatalité.

On connaît la mort héroïque de Pierre Fatio, après les troubles de 1707, qui mourut victime de ses idées avancées et de son dévouement à la cause populaire. On sait aussi qu'il fut arquebuse dans la cour de la prison de l'Evêché et qu'il voulut lui-même commander le feu. Un officier de la garnison, du nom de Fatio, dans le camp opposé, fut également tué d'un coup de feu sur le pont de l'île, à la révolution de 1789, alors qu'à la tête de sa compagne, il marchait bravement à l'assaut des barricades du Faubourg.

Qui ne connaît encore la mort de Fatio Pelissari, un éminent magistrat de l'ancien régime, fusillé à la Montagne de Plomb, par jugement du Tribunal révolutionnaire, le 2 août 1794.

Enfin, l'excellent citoyen dont nous venons de parler, mort courageusement pour ses convictions politiques, à la rue des Chaudronniers.

Il faut convenir qu'un tel martyrologe n'est pas pour encourager les honorables descendants de cette vaillante famille genevoise à s'engager trop vivement, à l'avenir, dans nos démêlés politiques.

Mais revenons à notre champ de bataille.

Le brave commandant des insurgés, quoique grièvement blessé, voyant l'inutilité d'une plus longue attaque, devant des forces supérieures, donna à sa troupe l'ordre de la retraite, qui s'effectua en bon ordre; car les milices du gouvernement, bien qu'elles eussent reçu des renforts, ne crurent pas devoir poursuivre leur avantage, et se replièrent sur St-Antoine, lorsque les infirmiers de l'hôpital eurent relevé les morts et les blessés.

Ces sinistres décharges nocturnes, que nous croyons encore entendre, jetèrent l'effroi dans la ville. Les insurgés se retirèrent derrière leurs barricades et dès le lendemain le Conseil administratif prit lui-même la généreuse initiative de mettre un terme à cette lutte fratricide. Sur la promesse solennelle d'une amnistie pour tous les faits antérieurs, de la part du gouvernement, les insurgés consentirent à supprimer leurs barricades et à désarmer, dans l'intérêt de la paix publique. L'amnistie fut en effet votée par le Grand Conseil le lendemain, puis proclamée.

CHAPITRE III

L'issue de ce conflit, bien qu'heureuse, au point de vue de la paix et de l'humanité, n'était point, on le comprend, une solution des profonds dissentiments qui divisaient les partis à Genève.

Des réformes politiques et économiques importantes s'imposaient au pays, et un changement de direction dans les affaires publiques semblait se pressentir dans un avenir prochain.

Il est profondément regrettable qu'un accord loyal n'ait pu se faire alors entre les deux grands courants d'opinion qui se partageaient la république.

On eût ainsi évité bien des luttes, bien des sacrifices, souvent en pure perte, bien des maux et aussi du sang versé. Cette fatale intransigeance, qui mit les armes à la main à des concitoyens faits pour s'aimer et s'estimer, dans cette malheureuse nuit du 13 février, devait encore ensanglanter nos rues, dans des luttes prochaines.

LE 7 OCTOBRE 1846

CHAPITRE PREMIER

Les funestes dissensions religieuses qui ont fait tant de mal à la Suisse, durant plusieurs siècles, et ont enfin paralysé ses forces et mis son indépendance, son existence même à deux doigts de sa perte, et dont nous ne sommes point encore débarrassés, renaissaient fatalement pour nous et menaçaient d'envelopper notre canton, qui ne sut pas s'en préserver en temps utile.

Dans le conflit qui s'éleva, à propos des convents d'Argovie, de l'appel des Jésuites dans le canton *Vorort* de Lucerne, et de la suppression du *Sonderbund*, notre gouvernement ne sut pas prendre une décision et une position conséquentes avec notre histoire, conformes à nos traditions, aux intérêts vrais de notre canton et à l'opinion publique.

On sait la tempête formidable que souleva chez nous et dans le reste de la Suisse le *statu quo* voté par la majorité de notre Grand Conseil, alors qu'une décision, conforme au Pacte fédéral, était impérieuse, les assemblées populaires, qui furent la suite de cette attitude, et la protestation violente à la Diète, qui y fut votée.

Nous ne reproduirons pas les discours enflammés, prononcés dans l'assemblée populaire du temple de St-Gervais, le 6 octobre au soir, qui furent le signal et le prétexte des poursuites judiciaires maladroites, qui amenèrent et provoquèrent les terribles et célèbres événements du 7 octobre 1846.

On sait aussi que les fâcheux mandats d'amener lancés contre les citoyens James-Fazy, Vaney et Samuel Müller, par le juge d'instruction Chancel, sous prévention de crimes emportant la peine de mort, contre la sûreté de l'Etat, l'arrestation, encore plus fâcheuse, de Vaney, et la tentative d'arrêter James Fazy dans son domicile, firent éclater la révolution à St-Gervais et dresser les barricades. On sait encore que le gouvernement avait, dès la veille, fait appel aux bataillons fidèles de la campagne et à ses dévoués volontaires dits *Embrigadés*, qui au complet formaient un bon bataillon.

Le gouvernement fit en outre afficher une proclamation annonçant son intention d'en finir avec l'agitation, en employant au besoin les moyens nécessaires.

Un conseil de guerre fut formé et le colonel Trembley, inspecteur des milices, fut investi du commandement supérieur et chargé de réprimer le mouvement. C'était déjà un colonel, Jean Trembley, alors syndic de la garde, qui, lors des troubles de 1736, à propos du tamponnement de l'artillerie de St-Gervais, ordonné par lui, avait été chargé de la protection de l'ordre et de la défense de l'Hôtel-de-Ville. Il avait commandé encore le bataillon genevois à la bataille de Wilmergen, en 1712, où ce dernier se distingua spécialement par sa bravoure.

Il est certain, bien qu'on l'ait contesté, et nous le tenons de bonne source, qu'un plan d'opérations fut arrêté, dès la veille des hostilités, par l'état-major gouvernemental, pour réduire l'insurrection. Ce plan, qui du reste se conçoit fort bien, consistait à diriger une fausse attaque sur les ponts de l'île, pour attirer toute l'attention et les forces des insurgés sur ce point, tandis que l'attaque réelle par un second corps de troupes, aurait lieu par le pont des Bergnes, assez

mal protégé; puis, ce pont franchi rapidement, l'assaillant devait contourner St-Gervais par les Terreaux de Chante-poulet, où il n'était pas attendu, s'emparer de la Porte de Cornavin, et de là tendre la main au bataillon du Mandement, qui devait se réunir et se tenir prêt à Montbrillant, puis ensemble, fondre sur les insurgés par derrière, les prendre entre deux feux et les contraindre ainsi à poser les armes.

Mais, comme cela arrive souvent en pareil cas, cette habile combinaison devait échouer par une circonstance absolument imprévue.

D'actives négociations furent tentées par des personnes influentes et bien intentionnées des deux partis, notamment par des membres du Conseil administratif, pour parvenir à un arrangement honorable; ces excellents citoyens multiplièrent leurs louables démarches pour épargner à leur patrie les affreux excès d'une guerre civile.

Les insurgés eussent peut-être consenti à poser les armes, si le gouvernement eût renoncé à toute poursuite judiciaire à propos du mouvement et licencié les Embrigadés; ils offrirent même d'échanger des otages jusqu'à la conclusion d'un arrangement. Mais le gouvernement, sous la pression du Conseil de guerre, qui le dominait, resta inflexible et se borna à renvoyer l'attaque à l'après-midi du 7 octobre; il exigeait une soumission absolue préalable et sans condition. C'était évidemment la lutte. Mais le gouvernement, en présence de l'énorme disproportion des forces des deux parties, ne croyait pas sérieusement à la résistance. Disposant de la plus grande partie de la milice, de la garnison, de la gendarmerie, de l'artillerie, des arsenaux et de l'autorité, il ne pensait pas que quelques centaines d'hommes, mal organisés, oseraient entrer en lutte avec lui. Il supposait qu'au premier coup de canon l'insurrection serait dissipée. Mais là encore il se trompa.

Après une assemblée populaire sur la Place de St-Gervais, où le député Balthasar Decrey, une des têtes du parti avancé, entouré des citoyens en armes, et monté sur le bassin de la fontaine, fit un superbe discours en exhortant ceux-ci à résister courageusement à toute agression : « Que cette poignée de braves, disait-il en terminant, se multiplie comme les pavés du Faubourg ! »

Les insurgés firent immédiatement leurs derniers préparatifs de défense. La générale avait été battue dans le Faubourg et trois ou quatre cents citoyens armés avaient répondu à l'appel. Un certain nombre d'autres avaient traversé les ponts pour se joindre à la défense. La plupart des hommes composant les rangs insurgés étaient en uniforme, beaucoup appartenaient au corps des pompiers. Un conseil de guerre fut constitué, et le commandement des forces et de la place fut confié au major Bordier, membre du Grand Conseil et homme très influent. L'officier du génie Janin fut chargé des travaux de défense et nommé chef d'état-major ; il prit immédiatement des mesures pour l'organisation des forces. Le quartier-général des insurgés fut établi dans une salle du premier étage de la caserne de Chantepoulet, qui était le point de ralliement. Un service d'ambulance y fut installé, et quelques dispositions pour loger et nourrir la troupe au besoin, furent encore prises dans la caserne. L'ordre fut également donné de s'emparer sans retard des postes de la garnison, de la Porte de Cornavin et de la poudrière du Bastion du Temple. Les soldats de ces postes ne firent aucune résistance et furent employés de suite à confectionner des cartouches au rez-de-chaussée de la caserne.

Un témoin oculaire nous disait que c'est un vrai miracle qu'une terrible catastrophe ne soit pas survenue à la poudrière du Temple, où d'ordinaire on ne pénétrait qu'avec

toute la prudence possible et chaussé de pantoufles de lisières, alors que chacun y circulait librement, roulant les barils et les défonçant; où tous, hommes et femmes, venaient puiser la poudre avec des pots, des saladiers et autres ustensiles, sans aucune précaution, et circulant sur les dalles avec des souliers ferrés : c'est tout au plus si quelques individus posaient leur cigare. Il n'est donc point étonnant que l'explosion d'un bassin de poudre se soit produit à la caserne et que deux soldats aient été sérieusement brûlés; il aurait pu arriver un bien plus grand malheur, car il y avait près de là, dans la même pièce, un tomeau de poudre tout ouvert.

Le major Bordier fit encadrer et distribuer sa troupe aux différents postes et un service de garde et de sûreté très sévère fut organisé. Le commandant du génie Janin fit pratiquer des trous-à-loup le long des parapets des quais de l'île et des Bergues, pour y loger des tireurs, de même que dans l'île Rousseau, où un poste fut établi, pour couvrir le pont des Bergues. Des fougasses furent également pratiquées en tête des Ponts de l'île et au Rond-Point du pont des Bergues; elles étaient chargées de gros matériaux : celles de l'île en particulier étaient couvertes des quartiers de molasse d'une maison en réparation.

De solides barricades furent en outre construites aux deux extrémités des Ponts de l'île et à la tête du pont des Frises. De même qu'au rond-point du pont des Bergues et aux extrémités de la passerelle de la Machine.

C'est avec raison que le Tyrtée de St-Gervais, le poète Philippe Corsat, a célébré les exploits des gamins du Faubourg, dans une chanson restée populaire. Ces derniers déployèrent en effet une énergie et un courage dignes d'éloge, pour préparer les moyens de défense des insurgés.

Voici le premier couplet de cette chanson :

On crie aux armes ! Nous voilà !
Enfants, qui nous commandera ?
On nous répond : Morbleu !
Ce sera le bon Dieu.
Pour faire des barricades,
C'est le gamin, c'est le gamin ;
Qui fait les barricades ?
C'est le gamin citoyen !

Et plus loin :

Il faut creuser ici,
Monsieur Janin l'a dit.
Pour faire les barricades, etc.

Certaines personnes ont prétendu que James Fazy, l'une des têtes du mouvement, si ce n'est la principale, s'était formellement opposé à toute tentative d'accommodement. Or, un citoyen, présent aux derniers essais de transaction, nous a rapporté que cet éminent citoyen avait hautement déclaré : « Que si le sacrifice de sa personne pouvait être utile à la cause populaire et ramener la paix dans le pays, il était prêt à le faire. » Qu'aussitôt il s'était dirigé vers les Ponts de l'Île, pour se rendre au gouvernement, mais que de nombreux citoyens présents s'étaient précipités au devant de lui et l'avaient absolument empêché de le faire, le suppliant d'abandonner cette résolution.

Cependant le moment fixé pour l'attaque de St-Gervais approchait.

Les insurgés prenaient leurs dernières dispositions. Le plan de défense, arrêté par l'état-major de ceux-ci, paraissait très rationnel. Disposant de forces peu nombreuses en présence de celles de l'adversaire, dépourvues d'artillerie et de cavalerie, mais par contre, défendues d'un côté par un fleuve rapide et profond, et de l'autre par une double enceinte for-

tiliée, les forces insurgées devaient se borner strictement à la défensive. Le major Bordier avait, en conséquence, recommandé à ses hommes de se retrancher soigneusement, de réduire leur feu au strict nécessaire de la défense et de n'attaquer en aucun cas à moins d'ordres exprès.

Tous les postes étaient distribués : le citoyen de Beaumont avec un détachement de carabiniers occupait la Tour de l'île; d'autres tireurs avaient été embusqués dans les maisons voisines, pour défendre et protéger les approches des barricades. Un détachement considérable, commandé personnellement par le major Bordier, entouré de ses officiers, était massé derrière l'hôtel de la Croix-Blanche, au bas de Contance, en l'île, au bas de la rue du Temple et à l'extrémité de celle des Etuves, pour se porter rapidement à la défense des barricades, en cas d'assaut.

CHAPITRE II

Du côté du gouvernement, on se préparait activement à l'attaque. Les bataillons de la ville et du contingent étaient massés à la caserne d'Hollande avec celui de Chêne, déjà mobilisé, ainsi que l'artillerie du contingent, les sapeurs du génie et les chasseurs à cheval. La compagnie de garnison restait en réserve et la gendarmerie, — qui, à cette époque, occupait le bâtiment actuel du Crédit Lyonnais, — avait blindé ses fenêtres avec des matelas, et devait, de là, interdire à l'ennemi, à coups de feu, l'occupation des barricades, conjointement avec un obusier de campagne, en batterie sur le quai de la Poste, qui devait prendre au besoin ce dernier en écharpe. Le bataillon des volontaires dits *Embrigadés* défendait l'Hôtel-de-Ville, contre toute attaque éventuelle.

Sur ces entrefaites arrive le Commissaire de police Dutruy précédé de l'huissier, en manteau, qui s'approche de la barricade du Pont de l'Île et tend au factionnaire, le citoyen Morel, un fort bel homme, ancien militaire, un ultimatum, enjoignant aux insurgés de poser les armes et de rétablir immédiatement la circulation. Comme on le pense, la pièce, transmise au chef de poste, fut aussitôt rendue, sans réponse au Commissaire, qui s'en retourna en protestant.

Aussitôt après les bataillons du gouvernement arrivaient successivement prendre leur poste de combat et se massaient le long des rues Basses, occupant solidement toutes les rues avoisinantes et les allées de traverse, pour se préserver des surprises; puis les deux batteries du contingent vinrent, à leur tour, prendre position : la première, capitaine Favre, à Bel-Air, et l'autre, capitaine Girod, à la Fusterie.

Cette artillerie de campagne fut ainsi distribuée : trois pièces attachées à la première colonne, dont l'une braquée sous l'arcade de la Monnaie, les autres à la rue du même nom; une déjà indiquée, au quai de la Poste, puis quatre attachées à la seconde colonne : dont deux destinées à battre le pont des Bergues, et, deux, dont un obusier, braqués sur la rue de la Croix-d'Or, pour parer au besoin à une attaque de flanc.

Un détachement de chasseurs à cheval vint dégager la place de Bel-Air et ses abords, encombrés par la foule. Mais fort heureusement une pluie d'automne, froide et abondante, vint aider les cavaliers et obliger les curieux, tant d'un côté des ponts que de l'autre, à chercher promptement un abri. Ainsi furent évités bien des malheurs, que la violence du combat eût certainement causés.

Chacun était saisi de la plus poignante angoisse dans l'attente de ce qui allait se passer. Quand tout à coup trois

heures sonnent à la Tour de l'Île. A peine la dernière vibration était-elle envolée qu'un premier coup de canon retentit à la rue de la Monnaie et fait frémir toute la ville.

Tout aussitôt le fracas des carabines répond sur l'autre rive et le combat s'engage avec furie. Les coups de mitraille et de boulets alternaient tour à tour traversant comme du carton, à une si courte portée, le bois des barricades, et allant ricocher sur le pavé et ravager les maisons du Faubourg. Deux malheureux pompiers, qui montaient la garde sur le Pont de l'Île, et n'avaient pas eu le temps de se retrancher, furent les premières victimes de la lutte. Le premier, un nommé Cusin, eut son casque traversé par un bîscâien et resta sur le carreau, mais en guérit; l'autre le citoyen Wanner fût grièvement blessé et succomba bientôt; plus tard, le citoyen Bächler était frappé à mort d'un coup de mitraille. Peu d'instants après deux des artilleurs, qui servaient bravement à découvert la pièce de gauche de la rue de la Monnaie, furent successivement percés de balles de carabines. Un des chevaux d'avant train de la même pièce fut également tué raide dans cette rue. Mousquetterie et canons faisaient rage et le nombre des victimes augmentait.

Un coup de boulet dévié avait emporté la devanture du cabinet littéraire de M^{me} Julliard, à la Monnaie, et une foule de romans nageaient dans le sang et dans la boue.

Un brave citoyen, qui prenait tranquillement sa tasse au café de l'Île, le citoyen Jacot, et se croyait à l'abri du feu, eut le bras enlevé au moment où il portait celle-ci à la bouche et mourut de sa blessure. Le vieux père Millenet, logé dans la maison du pont Soret, et couché par un rhumatisme, reçut, dit-on, un boulet dans le bois de son lit et dut se réfugier péniblement à la cave.

Au même instant s'allumait le combat, du côté de la Fus-

terie ; mais auparavant, comme nous l'avons dit, se produisit un incident, qui devait changer absolument la nature et l'issue des opérations militaires.

Au moment où les troupes de la seconde colonne vinrent prendre position, en face du pont des Bergues, la foule, qui garnissait la rue du Rhône et le Grand-Quai, très probablement sympathique à l'insurrection, devint houleuse. Aussitôt que les canons furent braqués dans la direction du Faubourg, sans doute sur l'inspiration de l'un des assistants, cette foule intrépide se précipita sur une lourde diligence, dételée devant l'agence Laffite-Caillard sur le Grand-Quai, de même que sur des camions et chariots, également entreposés devant d'autres commissionnaires, et les emmena courant, à la gueule des canons chargés et prêts à faire feu, à la tête du pont des Bergues, pour monter une barricade.

Les insurgés, ne redoutant pas sans doute une attaque sérieuse de ce côté, s'étaient bornés à protéger le Rond-Point. Cette énorme voiture fut placée à travers le pont, les chaînes et les brancards solidement attachés aux barrières ; puis les charettes et camions renversés et chargés de planches, de poutres et autres objets, qui arrivaient en quantité. En un clin d'œil la barricade devint formidable et obstruait absolument l'entrée du pont.

Mais presque aussitôt le canon retentit à Bel-Air, et la foule, sentant le danger, se sauva derrière les maisons. Les fuyards étaient à peine en sûreté qu'un premier boulet traversa la diligence de part en part. Un second coup enleva la tête d'un malheureux passant attardé. Un poste de carabiniers, embusqué dans l'île Rousseau, répondait de son mieux au feu de l'artillerie. Cependant celle-ci ne produisant pas d'effet sensible sur la malencontreuse barricade, un détachement de sapeurs du génie vint se déployer le long

du quai en tirailleurs, échangeant des coups de fusil avec les adversaires, tandis que quelques-uns d'entr'eux essayaient de démolir la barricade. Mais, vains efforts ; ils n'en purent venir à bout et durent se retirer devant les balles ennemies, lorsque tout à coup on voit apparaître un vaillant sergent d'artillerie, portant une lance à feu flamboyante avec laquelle il vint incendier la terrible diligence, sans paraître se soucier aucunement des balles qui sifflaient à ses oreilles.

En un instant la barricade fut en flamme et bientôt après le tablier du pont, se mettant à brûler, interrompit toute communication entre la deuxième colonne et St-Gervais, empêchant ainsi de réaliser le plan d'attaque.

Le feu des canons recommença, mais seulement pour occuper l'ennemi.

A ce moment arrivait sur St-Jean, au rendez-vous fixé, le bataillon du Mandement, sous les ordres du colonel de Châteauneuf, petit fils du chef du célèbre régiment du même nom, au service de France ; régiment composé en majorité de Genevois, et qui donna, comme on sait, le signal de la révolution française, et mit à la mode le fameux bonnet rouge des forçats qu'il dût revêtir au bagne, durant quelque temps.

Le colonel disposa, tant bien que mal, son bataillon en attendant le signal convenu ; mais un poste d'insurgés, établi dans la batterie Royale, qui commandait les alentours, ouvrit un feu meurtrier sur les miliciens, qui répondirent de leur mieux. Mais la partie n'était pas égale ; à découvert devant un ennemi protégé par les épaulements du rempart, nos miliciens éprouvèrent des pertes sensibles et cherchèrent à se retrancher derrière de grands tas de compost (*rucions*) déposés en cet endroit par la voirie municipale, en continuant à tirer. Dès le commencement de l'action les soldats

Duvillard et Turian étaient tués ; peu après le colonel lui-même tombait grièvement blessé, de même que le capitaine Revilliod de Sellon et quelques soldats.

Pour détourner l'attention des assaillants, les insurgés avaient aligné sur le rempart un certain nombre de schakos, sur lesquels les naïfs miliciens dirigeaient leur tir, tandis leurs adversaires visaient à coup sûr.

Las d'attendre, le bataillon du Mandement se dirigea sur Varembe pour se mettre à l'abri jusqu'au moment de pouvoir passer le lac, pour rejoindre, par une autre voie, les forces gouvernementales. C'est ce qu'il put faire plus tard, à l'aide d'une barque, et il se rendit ainsi à l'Hôtel de Ville, suivant ses ordres.

Mais, chose extraordinaire, le sergent Baujon, qui commandait le poste de Cornavin, n'ayant pu dresser le pont-levis de la porte, au moment de l'attaque, et sur une fausse information que les ponts étaient emportés, croyant à un assaut immédiat de l'ennemi, crut bien faire en se retirant avec ses hommes par la route de Suisse, en laissant la porte ouverte. Il dit plus tard, pour expliquer ce mouvement, que voyant la partie perdue et pour n'être pas pris entre deux feux, il pensait aller chercher des renforts dans le canton de Vaud. Quoiqu'il en soit, l'ennemi ne profita pas de cet avantage.

Mais le grondement du canon et la fusillade continuaient à faire rage du côté de la ville, en s'interrompant par intervalles, sans doute pour laisser aux insurgés le temps de la réflexion.

Après plus d'une heure de canonade, le colonel Trembley, qui suivait les opérations depuis le bas de la Cité, avec beaucoup de calme et de courage, car il reçut, dit-on, plusieurs balles dans son manteau, donna l'ordre de l'assaut. On le

voit, dans le curieux tableau de Diday, dans le salon de l'Institut, accompagné du peintre lui-même son aide de camp, en officier d'artillerie, donnant des directions aux troupes.

CHAPITRE III

Les sapeurs du génie, armés de haches, tentèrent de pratiquer un passage dans la première barricade, défoncée par les boulets. Puis le bataillon de la Champagne, le colonel Burgy, l'un des plus beaux et des meilleurs officiers de la milice, en tête, se précipita par la brèche, sur le Pont-de-l'Ile. Arrivée à la seconde barricade, la colonne fut accueillie par un feu d'enfer, partant des fenêtres et de la troisième barricade, derrière laquelle le corps de réserve des insurgés s'était rapidement porté, sur l'ordre du commandant Bordier. Il y eut alors un mouvement d'hésitation parmi les hommes du bataillon, dont un grand nombre avaient peu de sympathie pour la cause du gouvernement. Le colonel les animait du geste et de la voix et vit l'un de ses sapeurs tomber mort à ses pieds; bon nombre de soldats furent blessés et le colonel dut ordonner la retraite.

Les troupes du gouvernement devaient occuper l'Ile, et si possible, s'y maintenir, pour enlever aux insurgés, leurs moyens de défense : mais cela n'était pas aisé.

De nouvelles attaques tentées par le bataillon de Chêne, puis par des troupes du contingent, n'eurent pas plus de succès que la précédente.

Le charcutier Berthoud, nouvel Horatius Coclès, excellent carabinier, attendait fièrement l'ennemi au milieu de la rue et faisait feu, sans se lasser. On cite également M^{lle} Louise Portier, la Jeanne d'Arc du Faubourg, grande et belle blonde,

qui excitait de la main et de la voix les insurgés au combat et qui, dans les moments de défaillance, causés par les injures du temps et la mitraille, apostrophait les timides, apportait à boire aux vaillants et soignait les blessés.

Lors du dernier assaut, l'ordre fut donné par le commandant Janin de faire sauter les fougasses ; mais, par un hasard tout providentiel, les torrents de pluie avaient noyé poudre, mèche et amorce, et l'explosion n'eut pas lieu. On ne peut se figurer, sans frémir, les horribles conséquences qu'auraient pu avoir ces explosions, lançant d'énormes matériaux dans les masses d'hommes accumulés autour de Bel-Air !

Le colonel Rilliet-Constant, militaire expérimenté, ami du Faubourg, et qui devait se distinguer plus tard dans la campagne du *Sonderbund*, voulant se rendre compte, par lui même, de la situation, vint, accompagné de son fils, faire le tour des postes, témoigna de vives inquiétudes sur l'efficacité de la défense et donna quelques conseils en se retirant.

CHAPITRE IV

Mais le colonel Trembley voulait en finir avec la résistance des insurgés ; il fit appeler à cet effet le corps des Embrigadés. Ceux-ci accoururent de l'Hôtel-de-Ville, sous les ordres de leur commandant, Léonard Revilliod, attaquèrent les barricades avec une grande impétuosité, et franchirent courageusement les deux premières. Mais, sitôt reconnus, ils furent combattus avec fureur ; l'un d'eux, le citoyen Guironon, vieillard intrépide, tenta même d'escalader la troisième barricade et fut tué raide, d'un coup de feu, presque à bout portant, dans la poitrine.

Notre regretté et savant collègue Galiffe dit, dans son étude sur le 7 octobre, que les Embrigadés ont pénétré jusqu'au bas de Coutance et qu'ils ont dû même fouiller quelques maisons de l'île. C'est là un point qui est en désaccord avec les faits : ces derniers n'ont point dépassé la troisième barricade. Dans tous les cas, ils ne purent, malgré leur valeur, se maintenir dans l'île.

Le combat recommença de plus belle, peu après leur retraite. Le ciel, toujours plus sombre, hâta la chute du jour. Les artilleurs, particulièrement exposés, firent preuve, durant ce rude combat, de beaucoup de sang-froid et de bravoure, pour des troupes qui n'avaient jamais vu le feu. Près de 300 coups de canon furent tirés. La pièce de gauche, en batterie dans la rue de la Monnaie, était surtout exposée aux balles des carabiniers de l'île ; elle fut démontée à deux reprises, et le vaillant capitaine Edmond Favre, dernier servant de cette pièce, fut renversé d'un coup de feu, qui le blessa grièvement à la hanche. Comme nous passions, nous avons vu ce brave militaire, couché sur un brancard, recouvert de son manteau, que deux artilleurs, noirs de poudre et trempés jusqu'aux os, portaient à l'Hôpital.

La nuit tombait et le colonel Trembley, voyant l'inutilité de continuer le combat, donna l'ordre de cesser le feu et les deux colonnes rentrèrent à la Caserne. Le feu, qui devenait plus rare, s'éteignit également du côté de St-Gervais et tout rentra dans un morne silence, lorsque le lugubre roulement des canons sur le pavé eut cessé.

Du côté du Faubourg, les postes de garde furent immédiatement rétablis et les sentinelles recommencèrent à se promener sur les ponts, d'un air farouche ; on recommençait aussi à relever les barricades. La troupe regagna la Caserne de Chantepoulet, pour se reposer et se réconforter.

L'aspect de la ville et du champ de bataille était affreux après cette terrible journée. Tous les magasins avaient été fermés de bonne heure et les rares passants qu'on rencontrait avaient le visage morne et décomposé. En creusant les fougasses, on avait coupé les conduites de gaz, en sorte que le Faubourg était dans une obscurité complète. La plupart des maisons qu'on apercevait encore, étaient éraflées ou labourées par la mitraille et les boulets ; on avait le sentiment que tout y était détruit. L'aspect de la rue de la Monnaie n'était pas moins affreux ; toutes les fenêtres brisées par les vibrations du canon, le sol couvert de boue, de mares de sang et de débris divers, où s'étaient encore, foulés et déchirés, les livres du cabinet de lecture. Nous avons failli nous heurter au cadavre d'un cheval d'artillerie, couché à travers la rue.

Il faut avoir assisté à ces scènes désolantes pour maudire du fond de son cœur la guerre civile et ses suites amères.

On n'était pas sans inquiétude pour la nuit ; une patrouille des troupes gouvernementales, qui voulut s'approcher trop près des barricades de Bel-Air, fut hélée par un des factionnaires, qui fit feu et blessa grièvement le caporal Krail.

On sait que des pourparlers recommencèrent dans la nuit, entre d'honorables membres du Conseil administratif et des représentants de St-Gervais, qui, spontanément et dans un but des plus louables, cherchaient à obtenir un arrangement amiable et acceptable pour les deux parties. Il fut question du départ de James Fazy et d'une amnistie générale. On obtint même du Conseil d'Etat une suspension d'armes jusqu'au lendemain à onze heures du matin. Mais le Conseil de guerre du Faubourg, informé, s'opposa absolument à toute transaction ; il insistait pour la démission pure et simple du gouvernement. Il fut décidé que les ponts seraient

brulés, pour couper toute communication avec l'ennemi; que l'on procéderait à un armement général et que l'on ferait appel, au besoin, aux volontaires vaudois, prêts à marcher, et qui avaient offert leur concours. On pouvait donc déjà considérer la révolution comme accomplie.

L'ordre de brûler tous les ponts fut aussitôt donné. Nous avons vu cet ordre écrit et signé du major Bordier, dont l'original est encore en possession d'une personne de notre connaissance.

Peu d'instants après, les lueurs sinistres, qui rougissaient le ciel, annonçaient que cet ordre était exécuté.

Mais durant la nuit, une rumeur terrifiante se répandit dans St-Gervais; on prétendait que le gouvernement allait sommer le Faubourg de se rendre, ou, qu'à défaut, il serait canonné à boulets rouges; on assura même que les projectiles chauffaient déjà au Bastion d'Hollande. M. Galiffe, dans son mémoire si impartial, déjà cité, dément absolument cette rumeur, qui eut cours durant un certain temps. Nous partageons absolument l'avis de notre honorable ancien collègue. Un tel acte eût été de la part du gouvernement, non seulement un acte criminel et contraire au droit des gens, mais une extravagance indigne d'hommes sérieux. Le Conseil d'Etat savait fort bien déjà qu'une nouvelle agression provoquerait un soulèvement dans toute la ville, et une intervention vaudoise immédiate, qui lui enlèverait d'avance toute chance de succès.

On vit néanmoins, dès le point du jour, un certain nombre de familles quitter St-Gervais, en emportant ce qu'elles avaient de plus précieux, mais cet exode ne devait guère durer.

En effet, une violente réaction s'était produite dans la ville, à la suite des événements de la veille, en faveur du

mouvement. De bonne heure le matin, tout ce qui pouvait porter une arme dans le Faubourg avait répondu à l'appel de la générale. On voyait une fourmilière armée se mouvoir sur les quais et aux abords de l'île; les ponts fumaient encore. Ces forces furent organisées par l'état-major et on se tint prêt, au besoin, à tout événement.

Mais l'agitation se propageait dans la Ville; le cri : « Aux armes ! » retentit dans le quartier de Rive dès le matin, et les citoyens, dont beaucoup en armes, se réunirent en assemblée populaire sous la Grenette.

Des discours enflammés, protestant contre le retour des violences de la veille, furent prononcés par divers orateurs. Un délégué du Conseil administratif voulut essayer de proposer, au nom du gouvernement, une transaction, mais sa voix fut aussitôt convertie et une députation d'une assemblée tenue à St-Gervais vint annoncer qu'on insistait pour la démission immédiate du Conseil d'Etat. Cette nouvelle fut accueillie par des acclamations.

Les choses les plus graves ont leur côté amusant : il nous souvient encore que le député Alméras, monté sur un tonneau, haranguait l'assemblée, lorsque tout-à-coup, dans le moment le plus pathétique, le fond du tonneau s'enfonça et l'orateur disparut aux joyeux éclats de rire de l'assistance.

La bourgeoisie même était représentée, et il était visible que le gouvernement était perdu.

Nous voyons encore le peintre Hornung, armé d'un vieux fusil, qui gesticulait comme un possédé, et bien d'autres personnes appartenant à la meilleure société de Genève.

Enfin une députation fut envoyée au gouvernement pour exiger, au nom de l'assemblée, sa démission immédiate.

Mais le Conseil d'Etat avait prévu cette démarche et résolu

de démissionner, en remettant ses pouvoirs au Conseil administratif et en chargeant celui-ci de veiller à la tranquillité publique, puis de convoquer à l'extraordinaire le Grand Conseil pour le lendemain, enfin, de licencier définitivement les Embrigadés.

La révolution était accomplie.

Le premier syndic Lullin informa la députation qui arrivait sur ces entrefaites, de la décision du Conseil d'Etat, et les pouvoirs furent aussitôt transmis.

Alors les membres du gouvernement partirent pour Mornex, en prévision de toute éventualité.

On sait avec quel tact et quel dévouement patriotique le Conseil administratif sut remplir ses délicates fonctions. Il organisa de suite, comme on sait également, une garde civique, qui dut remplacer, pour le service d'ordre public, la milice licenciée et en remit le commandement au major Bordier, qui avait fait preuve d'une certaine habileté et de beaucoup de zèle dans les derniers événements.

Cette issue pacifique soulageait la population, comme d'un affreux cauchemar; elle fut accueillie, en général, avec satisfaction, même parmi les personnes favorables à l'ancien ordre de choses. Aussi vit-on défiler, sans aigreur, autour de la ville, les défenseurs de St-Gervais, accompagnant l'artillerie encore noircie de la poudre du combat, qui leur fut remise avec un certain nombre de fusils, comme gage de sûreté future.

CHAPITRE V

Abstraction faite de toute sympathie politique, on ne saurait que rendre hautement justice à James Fazy, pour la

promptitude et l'habileté qu'il sut déployer dans ces graves circonstances. Il sut résister énergiquement à ceux, aveuglés par la haine et la vengeance, qui demandaient des mesures violentes et même sanguinaires contre les membres du gouvernement déchu. La générosité et la modération de sa conduite envers ses adversaires, alors que plus que toute autre il pouvait avoir des ressentiments, lui font le plus grand honneur et seront son plus beau titre devant l'histoire de son pays.

La révolution du 7 octobre 1846 fut un événement mémorable, non seulement pour le peuple de Genève, qui allait rentrer en possession absolue de sa souveraineté, mais pour le peuple suisse qui, grâce à elle, allait résoudre la redoutable question du *Sonderbund* et procéder à la réforme fondamentale de ses institutions.

On sait enfin que l'épilogue du grand événement que nous venons d'esquisser, fut l'assemblée populaire convoquée par les vainqueurs, pour le 9 octobre, à dix heures du matin, à la place du Molard.

Ce fut un vrai Conseil général souverain, à la mode de nos pères; le peuple genevois semblait s'être donné rendez-vous à cette réunion solennelle, où James-Fazy, qui se montra dans cette circonstance un homme d'Etat de premier ordre, fit adopter sans discussion les propositions suivantes :

- « Le Grand Conseil est dissous.
- La démission du Conseil d'Etat est acceptée.
- « Un gouvernement provisoire, composé de dix membres, sera immédiatement élu par le Conseil général.
- « Un nouveau Grand Conseil est convoqué pour le 23 octobre; le nombre des députés est réduit de moitié. Les collèges électoraux d'arrondissement sont réduits à trois. Le pouvoir constituant est déferé au Grand Conseil, pour

proposer un projet de révision de la Constitution, qui sera soumis à la votation du peuple.

« La garde soldée est licenciée.

« Tous les dégâts opérés dans la journée du 7 octobre seront mis à la charge du Conseil d'Etat démissionnaire et de l'officier qui commandait en chef la force armée du gouvernement. »

Le gouvernement provisoire, composé des hommes les plus éminents du mouvement, ayant à sa tête James Fazy, qui en devint le président, fut adopté par acclamation; il entra en charge presque aussitôt, et dut remplacer le Conseil administratif, qui avait bien mérité de la patrie dans ces terribles circonstances. Le Grand Conseil fut dissous par le peuple et dut lever la séance.

La garde civique fut licenciée et les émigrés de Mornex purent rentrer dans leurs foyers, en toute sécurité, et tout entra dans l'ordre normal, à la satisfaction générale.

Le montant réclamé des dommages à payer se monta à la somme modique de 42,000 fr., à répartir entre les quinze membres de l'ancien Conseil d'Etat et le commandant de la milice.

L'Etat, d'autre part, accorda des pensions aux malheureuses victimes de la lutte.

Le peuple genevois se montra plus magnanime envers ses magistrats qu'en 1794, ce qui lui fit le plus grand honneur, et ce n'était que justice; car, si le gouvernement déchu s'était trompé de voie et s'était montré rigoureux, il ne pouvait être poursuivi juridiquement pour ses actes.

Grâce au génie novateur du chef du nouveau gouvernement, cette révolution fut féconde en réformes et en transformations politiques, économiques et sociales, sur lesquelles nous aurons peut-être à revenir.

La durée de la Constitution issue de cette révolution, qui régit encore notre république, et a traversé les divers régimes politiques qui se sont succédé dès lors, atteste de la valeur de cette œuvre.

Plusieurs poètes genevois ont chanté les tragiques événements dont nous venons de parler; l'un d'eux, Emile Morhardt, retrace dans les quelques vers que nous reproduisons en terminant, la chute du régime de 1846 :

Il sont tombés, renversés sur la terre,
Comme un vieux chêne ébranlé dès longtemps.
Il a fallu les éclats du tonnerre,
Pour achever les outrages du temps :
C'est de leur sein qu'a commencé la lutte,
Nouveaux Titans par leurs maîtres surpris ;
Leurs propres traits ont proclamé leur chute,
Ils sont tombés, tombés, morts et flétris (1).

(1) Il va sans dire qu'il s'agit là pour le poète, d'une flétrissure purement matérielle et non infamante.

LE SONDERBUND

CHAPITRE PREMIER

Parmi les dissensions politiques et religieuses qui ont profondément agité la Suisse, à diverses époques, aucune peut-être n'a mis son existence en péril, comme celle du Sonderbund. Les faits intéressant ce dernier ont une importance historique toute particulière pour Genève, qui a pris une vive part aux événements qui ont précédé et suivi celui-ci.

Les crises religieuses des XVI^me et XVIII^me siècles, à propos de la Ligue d'Or (*Goldene Bund*) et la Ligue de la Boîte (*Schachtel-Bund*), pour la défense et le maintien de l'unité religieuse en Suisse, n'eurent pas la même gravité que le Sonderbund, en ce que les puissances étrangères, bien que mêlées à ces mouvements, n'intervinrent pas aussi directement que dans celle dont nous nous occupons.

Si la noblesse féodale et surtout les grands feudataires de l'Empire coûtèrent bien du sang et des luttres à nos ancêtres, les principautés ecclésiastiques et les communautés religieuses féodales ne leur en coûtèrent pas moins. Mais alors que la noblesse était insensiblement dépossédée de ses prérogatives et de ses privilèges, il n'en était point ainsi de l'Eglise, qui sut maintenir les siens dans les cantons catholiques, à travers les révolutions, les guerres et la Réforme, jusqu'à notre époque.

Le dogme absurde, au point de vue théologique, politique et philosophique, de l'unité religieuse, encore en honneur

en nos temps, chez certaines nations et en bien des cultes, et qui a causé tant de guerres, de massacres, de supplices et de persécutions, était considéré comme sacré et fondamental par nos pères; aujourd'hui encore il compte bien des adeptes dans tous nos cantons. Notre illustre Rousseau, dans son *Contrat social*, comme nous l'avons constaté autre part, pose l'unité religieuse comme un principe essentiel, et ses contemporains partageaient sa manière de voir.

Les progrès de la science, de la critique et de la philosophie, font insensiblement triompher le libre examen, la liberté de croyance; la raison, éclairée par le savoir, devient le *criterium* de la morale et du droit. Or il ne saurait exister d'unité religieuse avec le libre examen qui suppose la diversité des appréciations sur les causes premières et par conséquent aussi la diversité des croyances.

On sait que le Sonderbund a ses origines dans l'ancienne *Ligue de Sarnen*, suite de la suppression des couvents d'Argovie, à qui le gouvernement de ce canton reprochait d'avoir fomenté les troubles du Freiamt. On sait aussi que l'omnipotence du clergé et des grandes communautés religieuses provoqua la réaction contre le mouvement politique qui suivit 1830, dans certains cantons catholiques; de là les expéditions de Corps francs qui, promptement réprimées, servirent surtout de prétexte à la Ligue séparée, à des mesures répressives et à l'appel des jésuites à Lucerne, canton *Vorort*.

C'était, au fond, les dernières manifestations chez nous, de la vieille suprématie du droit divin sur le droit laïque, appuyées non seulement par le clergé romain et les aristocraties de la Ligue, mais même par les oligarchies protestantes de Neuchâtel et de Genève.

Les coupables manœuvres du Sonderbund, violant l'arti-

cle 6 du Pacte fédéral, organisant ouvertement des forces militaires, élevant des fortifications et nouant des relations avec les cours étrangères, pour obtenir des armes, des munitions et, au besoin, la protection ou l'intervention de celles-ci, provoquèrent une profonde indignation dans le reste de la Suisse et déterminèrent l'intervention du pouvoir fédéral.

Mais ce qui mit le comble à l'exaspération publique, ce fut la note, datée du 2 juillet 1847, signée Guizot, et remise au président du Directoire fédéral, par le ministre français Bois-le-Comte, au nom du cabinet des Tuileries. Cette note hautaine et injurieuse pour notre dignité, prenait ouvertement parti pour le Sonderbund, au nom des puissances signataires des traités de Vienne et menaçait le gouvernement fédéral de priver la Suisse du bénéfice de ces traités, en certaines éventualités, se réservant, en outre, toute liberté d'action au besoin.

C'était, on le voit, une menace non dissimulée d'intervention éventuelle, résultant d'une entente entre les cabinets de Vienne et de Paris, en un moment donné. Mais si nous avions contre nous les ministres Metternich et Guizot, nous pouvions compter sur les sympathies de lord Palmerston et de son gouvernement, qui surent neutraliser les funestes tendances opposées.

L'attitude du gouvernement français, en cette circonstance, était d'autant plus déplorable, qu'issu lui-même de la révolution de 1830, il avait mauvaise grâce à soutenir le parti réactionnaire, d'autant plus que le roi Louis-Philippe avait dû, en son temps, chercher un refuge et des moyens d'existence en Suisse.

La réponse du gouvernement fédéral à la note susmentionnée ne se fit pas attendre; aussi digne que ferme, elle

repoussait énergiquement les prétentions des puissances à s'immiscer dans nos affaires et refusait toute médiation.

On sait que la Diète, par son décret du 4 septembre 1847, proscrivait l'ordre des jésuites de la Confédération, puis nommait le colonel du génie Dufour, général en chef des troupes fédérales. Enfin, dans sa session d'automne, la Diète, réunie à Berne, prenait l'arrêté suivant, à la date du 4 novembre : « Art. 1^{er}. L'arrêté de la Diète du 20 juillet 1847, ordonnant la dissolution de l'alliance séparée, conclue entre les cantons de Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwald, Zug, Fribourg et Valais, doit être exécuté par la force des armes. — Art. 2. Le général en chef des troupes fédérales est chargé de l'exécution du présent arrêté. — Art. 3. La Diète se réserve de prendre des mesures ultérieures. — Art. 4. Le Directoire fédéral est chargé de communiquer immédiatement le présent arrêté au général en chef des troupes fédérales, au Conseil fédéral de la guerre et aux gouvernements de tous les cantons. »

Le général Dufour prit aussitôt toutes les mesures pour l'exécution de cet arrêté; après avoir organisé avec le colonel Frey-Hérose, nommé chef d'état-major de l'armée, les services généraux, il s'occupa sans retard de la mobilisation de celle-ci.

C'est ici le lieu de donner quelques détails sur l'illustre chef de l'armée fédérale, à qui on doit le salut de la patrie.

On sait que le général Dufour naquit à Constance, d'un proscrit de nos troubles de 1782; après la rentrée au pays, il fit ses études à Genève et passa à l'Ecole polytechnique de Paris, car nous étions alors sous le régime français. Après de brillants examens, il était nommé officier de génie, dans l'armée de Napoléon, et envoyé à Corfou, pour fortifier et défendre la citadelle de cette ville contre les Anglais.

Après la déchéance de l'Empereur, il revint dans sa patrie où il fut placé par le gouvernement fédéral à la tête de l'état-major du génie, et à la direction de l'Ecole centrale de Thoune. On connaît son admirable carte de la Suisse et son savant et curieux ouvrage, devenu classique, sur l'artillerie des Anciens et du Moyen-âge. Ce qu'on sait moins, c'est qu'il était l'ingénieur constructeur par excellence du gouvernement genevois de la Restauration. C'est à lui que l'on doit le plan des quais, l'établissement du Jardin des Plantes, avec le professeur de Candolle; l'Orangerie, le Conservatoire botanique et son jet d'eau.

Il construisit également les ponts de fil de fer sur les fossés des Tranchées, des Pâquis et de Chantepoulet ainsi que le pont des Bergues. Il transforma le bastion de l'île des Barques, que nous avons connu avec ses misérables baraques, et en fit une élégante promenade entourée d'une balustrade. Il participa à l'érection de la statue de Jean-Jacques, et rien ne se faisait alors sans son avis. Nous nous souvenons de l'inauguration du pont des Bergues, en 1834, et de la scène violente que fit Dufour aux rieurs, lorsqu'un des canons d'épreuve enfouça plusieurs planches du tablier.

C'est encore à Dufour que furent confiées l'étude et la construction de l'Asile actuel des Vernaies. Il s'acquitta de cette tâche, comme de toutes celles qu'il entreprenait, à la satisfaction générale.

Les pauvres aliénés, qu'il nous semble encore voir grimacer derrière les barreaux de la Discipline de St-Antoine, au grand gaudissement des collégiens, et qui furent plus tard, transportés à Corsier, eurent désormais une retraite convenable, qu'on est en train de perfectionner aujourd'hui. Nous gardons encore dans nos vieux papiers une lettre de notre parent, Administrateur en chef des Hospices et Secours

de Paris, qui fait le plus bel éloge du colonel Dufour, envoyé par le gouvernement genevois pour étudier les Hospices d'aliénés de cette ville.

Nous avons eu, nous-même, d'excellents rapports avec Dufour, comme député au Grand Conseil de Genève. mais il ne prenait qu'une part assez faible aux affaires politiques et s'efforçait de garder une grande neutralité.

Mais il est temps de revenir aux graves événements dont nous nous occupons.

CHAPITRE II

Le Grand Conseil de Lucerne, l'âme de la Ligue séparée, ne s'était pas borné à protester contre l'arrêt éventuel de la Diète du 20 juillet, mais avait décidé, alors déjà, de repousser la force par la force. Un conseil de guerre fut également établi par les cantons dissidents; le colonel fédéral Salis Soglio, des Grisons, fut nommé général des forces de ceux-ci, qui devaient s'élever à plus de 40,000 hommes, réparties en deux divisions, y compris le landsturm. Le colonel de Maillardo fut mis à la tête des milices de Fribourg, et plusieurs officiers étrangers, notamment un prince autrichien, Frédéric de Schwartzenberg, faisaient partie de l'état-major du Sonderbund. Le conseiller Siegwart-Müller, de Lucerne, présidait le Conseil de guerre; il était l'âme de celui-ci, et on pouvait considérer, d'autre part, le colonel Ochsenbein, de Berne, président de la Diète et ancien commandant des Corps-Francis, comme l'âme du Gouvernement fédéral.

Les forces fédérales, réparties en six divisions, plus une de réserve, commandée par le colonel Ochsenbein, et com-

posée spécialement de milices bernoises, se montaient à une centaine de mille hommes et pouvaient être portées à un chiffre bien plus élevé, si on y eût compris les volontaires. Ainsi, les forces mobilisées par le canton de Vaud seul, avec les volontaires, s'élevaient à 30,000 hommes. Les troupes du Sonderbund formaient deux divisions, comme nous venons de le dire, à l'exception de celles de Fribourg et du Valais, distribuées et placées sous un commandement spécial.

Les ministres de Prusse et d'Autriche accrédités en Suisse quittèrent leur résidence. Celui de Prusse, M. de Sydow, se retira à Neuchâtel, qui avait proclamé sa neutralité et refusé de mobiliser ses milices.

En présence de la violation du Pacte fédéral, du Sonderbund armé et des menaces de l'étranger, l'attitude du peuple suisse fut vraiment admirable d'héroïsme et de sagesse; chacun courait aux armes et semblait comprendre ce que les graves circonstances, dans lesquelles se trouvait la patrie, avaient de terrible et solennel. De part et d'autre on se recueillait en attendant le signal de la lutte.

Le gouvernement de Genève, aux prises avec une profonde transformation politique et les embarras d'une crise industrielle, qui commençait à sévir en Europe, fit preuve d'une intelligence, d'une résolution et d'une énergie dignes de tout éloge. Tout en armant les remparts de la ville et en organisant ses forces militaires, pour être prêt au premier signal, il préparait et étudiait les grandes mesures politiques et administratives qui allaient devenir nécessaires, pour faire face aux rudes épreuves économiques qui s'approchaient.

Malgré quelques tentatives de défection chez les miliciens du bord du lac, du reste promptement réprimées, et l'émigration d'un certain nombre d'officiers appartenant à l'ancien régime, aussitôt remplacés par de bons sous-officiers, nos milices répondirent avec enthousiasme à l'appel du pays.

Dès la fin d'octobre, le gouvernement genevois mobilisait ses troupes; le premier bataillon de contingent, colonel Reymond, et une batterie d'artillerie de campagne, capitaine Empeyta, entrèrent en caserne et se préparèrent à partir pour rejoindre la 1^{re} division de l'armée fédérale, commandée par le colonel Rilliet-Constant, formée principalement de troupes vaudoises et destinée à agir contre Fribourg.

Peu de jours après, ce bataillon s'embarquait sur l'un de nos vapeurs et partait aux acclamations de la foule vers la côte vaudoise, tandis que l'artillerie suivait la voie de terre. La matinée était très brumeuse et l'épais brouillard qui couvrait les flots rendait la marche du bâtiment difficile; en outre, le métal affolant la boussole du bord, désorientait le pilote, à tel point que le vapeur s'égara, marchant à la côte de Savoie et faillit échouer. Mais, fort heureusement, le brouillard se dissipant permit au navire de reprendre sa route sur Ouchy, où il débarqua en retard.

Le bataillon de Genève appartenait à la brigade Veillon, ainsi que la batterie de campagne. Cette brigade, dont le quartier général était à Lausanne, après quelques manœuvres préparatoires dans le Jorat, se dirigea sur Vevey, d'où elle devait investir Fribourg par la Gruyère.

Déjà le 2 novembre, soit à la date des mesures d'exécution votées par les autorités fédérales, le Sonderbund ouvrait les hostilités en faisant occuper par un bataillon d'Uri et une section d'artillerie le col et l'hospice du Saint-Gothard. Profitant du brouillard, cette troupe vint surprendre, quelques jours après, les troupes tessinoises, sous les ordres du colonel Luvini, à Airolo, et, après un court engagement, les força à la retraite en laissant quelques morts et un assez grand nombre de blessés sur le terrain. Les Uraniens ne poursuivirent pas leur succès, se bornant à garder ce poste

important, qui protégeait les communications entre le Valais et les *Waldstätten*.

Le plan du général Dufour était de cerner les forces du Sonderbund par un mouvement de concentration de l'armée fédérale et, à l'aide de masses considérables, suivant la nouvelle stratégie, d'accabler l'ennemi; puis, pour assurer sa droite et préserver ses derrières de toute attaque, réduire d'abord Fribourg, fermer la sortie du Valais, puis jeter toutes ses forces sur Lucerne, foyer principal de résistance et objectif essentiel de la guerre.

A cet effet, tandis que la première brigade de la division Rilliet investissait Fribourg par la Gruyère, les deuxième et troisième marchaient sur Romont et Payerne. Les divisions Burkhardt et Ochsenbein opéraient de leur côté, par l'est et le nord, enveloppant ainsi Fribourg d'une ceinture de fer. Les forces fédérales formaient une armée de près de 30.000 hommes avec 70 canons, contre lesquelles celles du général Maillardoz comptant à peine de 12 à 15,000 hommes avec 30 canons, composées en majeure partie de landsturm mal armés, pouvaient difficilement lutter.

Pour éviter toute diversion de la part des Valaisans, durant les opérations, la quatrième brigade de la division Rilliet devait occuper et surveiller la rive droite du Rhône et le défilé de St-Maurice. Le second bataillon du contingent de Genève, colonel Veillard, fut appelé dans cette direction.

Le 10 novembre, de bonne heure, la brigade Veillon, dont faisait partie le premier bataillon de Genève, en avant-garde, se dirigea sur Châtel-St-Denis. Les éclaireurs s'avançaient hardiment sur la route de Bulle, sans rencontrer de résistance; les troupes fribourgeoises s'étaient concentrées sur le chef-lieu, derrière les lignes fortifiées qui protégeaient les abords de celui-ci. La population avait fui en grande partie.

Les II^m^e et VII^m^e divisions avaient ordre de diriger une fausse attaque par les routes de Berne et du Guggisberg, tandis que le gros des forces attaquerait sérieusement par les routes de Payerne, de Bulle et de Romont.

CHAPITRE III

L'état-major fribourgeois attendait surtout l'attaque du côté de Berne; aussi tous les abords des routes de Laupen et de Neueneck, aux environs du chef-lieu, étaient-ils soigneusement protégés par des redoutes, des fossés ou des abattis d'arbres. Les routes de Morat, de Payerne et de Romont, par où s'avançaient les troupes de la Suisse romande, en particulier celles de la première division, dont faisaient partie le bataillon Reymond et la batterie Empeyta de Genève, comme on sait, étaient battues par des fortifications de campagne : la route de Morat, par la redoute de Tory, celle de Payerne par la redoute de Quinzet et celle de Romont par la redoute de Bertigny ou de St-Jacques.

Ces derniers ouvrages, armés d'artillerie de position, canons et obusiers, étaient situés à une petite demi-lieue de la ville de Fribourg et en couvraient les approches.

Le 12 novembre, dans l'après-midi, les troupes de la première division se massaient aux environs du village de Matran, à une lieue environ de Fribourg, sans avoir rencontré de résistance jusque-là. Celles de la deuxième division et de la réserve occupaient en force d'importantes positions, en avant de Belfaux et de Pansier, sur les routes de Payerne et de Morat, tandis que d'autres bataillons de cette dernière division investissaient le chef-lieu par les routes de Berne

et d'Arberg, enveloppant ainsi ce dernier d'une formidable ceinture, comme nous l'avons dit.

Le temps était sombre et brumeux et le bataillon de Genève placé en avant-garde avec deux bataillons vaudois, entre Villard et Cormanon, formait l'extrême droite de l'armée fédérale, s'appuyant sur la Sarine et la forêt des Daillettes.

Le grand état-major s'était avancé jusqu'à Grolley, sur la route de Payerne et le général Dufour, après une proclamation à ses troupes, envoya une sommation au gouvernement de Fribourg, d'avoir à déposer les armes et à se conformer aux ordres de la Diète.

Malgré le brouillard et une pluie froide qui commençait à tomber, les troupes durent bivouaquer. Le bataillon genevois, tout particulièrement, supporta gaîment cette épreuve, car les chansons et les chœurs se firent entendre bien avant dans la nuit.

Dès le 13 au matin, l'investissement de la place était complet et le général se préparait à l'attaque. Elle devait avoir lieu simultanément par des colonnes puissantes, appuyées de grosse artillerie, par les routes de Romont, Payerne et Morat; celles-ci devaient s'emparer des importants ouvrages couronnant les hauteurs, qui balayaient les routes, puis, par un mouvement concentrique, avec les forces qui cernaient l'autre rive de la Sarine, enlever Fribourg.

Le résultat ne paraissait pas douteux, étant donné l'énorme disproportion des forces des deux adversaires, forces qui pouvaient être indéfiniment renouvelées du côté de l'attaque, tandis qu'il n'en était pas de même pour la défense, réduite à ses seules et faibles ressources; cette dernière avait toutefois l'avantage des positions et une connaissance plus grande du terrain, coupé, boisé et mouvementé, sur lequel on allait combattre.

Cependant on apprend sur ces entrefaites l'arrivée de deux parlementaires, qui viennent solliciter, de la part du gouvernement fribourgeois, une suspension d'armes jusqu'au lendemain matin.

Le général voulut bien consentir à cette demande et envoya de suite, aux divers corps, des ordres en conséquence.

Cet armistice était évidemment le prélude de la capitulation du gouvernement de Fribourg, qui sentait l'inutilité de la défense en présence de la concentration redoutable qui l'enveloppait et les dangers terribles que l'ennemi, exaspéré par la résistance et des pertes inévitables, ferait courir à la ville et à ses habitants. Il est donc probable que, grâce à l'habileté des formidables dispositions du général Dufour, le Conseil d'Etat fribourgeois atterré eût capitulé sans combat, comme les gouvernements de Zug et du Valais le firent peu de jours après, sous les mêmes impressions. Quant à Lucerne, siège du Sonderbund, l'honneur même du drapeau exigeait qu'on brûlât au moins quelques cartouches.

Il est de fait que le Conseil de guerre de la Ligue fut absolument décontenancé lorsqu'il vit la tournure que prenait les événements. Ce dernier, comptait sur une intervention effective et immédiate des puissances, qui lui avait été promise, sur de profondes dissensions dans le sein du parti fédéral, paralysant l'attaque, et aussi sur des soulèvements préparés au Tessin et dans le Freiamt argovien. Mais tout échoua.

En voyant le peuple, resté fidèle, se lever comme un seul homme pour faire face à l'étranger, au besoin, et pour dompter la rébellion, les chefs du mouvement sentirent que la partie était perdue et songeaient déjà à une capitulation honorable. Nulle part la résistance à l'armée fédérale ne fut vraiment sérieuse et encore moins désespérée, si on la

compare aux faits homériques des Waldstätten en 1798. Après l'affaire de Gislikon, ces derniers capitulèrent sans combat, les uns après les autres.

CHAPITRE IV

Mais revenons un peu à Fribourg. Nous disions que, selon toutes les apparences, la reddition du gouvernement eût probablement eu lieu sans combat. Mais une circonstance fortuite et qui fut extrêmement pénible et désagréable au commandant des forces fédérales, fit éclater les hostilités, malgré la suspension d'armes intervenue.

A l'extrême droite, comme nous l'avons dit, de l'armée fédérale, était située la forêt des Daillettes. Cette forêt de grands sapins, couvrant les bords très escarpés de la Sarine, s'étendait jusqu'à une portée de canon de la ville de Fribourg.

Cette position avait d'autant plus d'importance que la route de Romont passait entre cette forêt et les bois de Cormanon et que la redoute de St-Jacques, qui protégeait les abords immédiats de Fribourg, par cette route, pouvait être tournée de cette forêt.

On comprend, dès lors, la persistance des deux parties à vouloir occuper ou défendre cette position. L'état-major fribourgeois avait, paraît-il, recommandé à ses hommes de n'abandonner ce poste qu'à la dernière extrémité.

Cependant le colonel Rilliet, malgré la suspension d'armes et tenant particulièrement à assurer sa droite, donna l'ordre, fatal par ses suites, au capitaine Eytel, de refouler le bataillon de Landsturm qui occupait les Daillettes avec un détachement de chasseurs de Landwehr.

Le capitaine s'avanca rapidement, à la tête de ses carabi-

niers et d'un corps de chasseurs appartenant aux bataillons Bollens et Monachon et au bataillon de Genève, et pénétra dans la forêt. Puis, rencontrant les avant-postes ennemis, et sans attendre de nouveaux ordres, il fit avancer ses hommes. Mais le brouillard obscurcissant la forêt, les soldats marchant en tirailleurs se trouvèrent tout à coup face à face. Les carabiniers vaudois allaient être enveloppés et firent feu les premiers; les fribourgeois voyant tomber deux des leurs répondirent aussitôt et le combat s'engagea sur toute la ligne. Les redoutes de St-Jacques et Quinzet, croyant à une attaque préméditée, ouvrirent immédiatement alors le feu de leur artillerie dans la direction des troupes fédérales.

Le bataillon de Genève était dans une situation périlleuse : à portée du canon des redoutes et en colonne, et à défaut d'ordres, le commandant Reymond ne savait trop que faire; il dépêcha aussitôt le major Lissignol, qui partit au galop au Quartier général pour être informé. Deux hommes, le caporal Delphin et le soldat Germain étaient atteints déjà par de légers éclats d'obus, lorsque survint fort heureusement le colonel A'Bundi d'Illanz, commandant de la première brigade. C'était un vieil officier de fortune, très-expérimenté, que nos soldats avaient baptisé familièrement du nom de père « Fume à froid », parce qu'il mâchait constamment un bout de cigare éteint, et dont la bravoure, la tournure originale et la gaieté communicative leur plaisaient tout particulièrement. Il tira aussitôt nos braves compatriotes de leur fâcheuse position et les fit placer plus bas, à l'abri d'un pli de terrain, où ils furent à couvert des projectiles ennemis. Là ils attendaient gaïement, même en fredonnant des chants patriotiques, l'ordre de marcher.

L'artillerie genevoise, en batterie tout près, sous les ordres du brave capitaine Empeyta, adoré de ses canoniers, qui

l'appelaient le « Petit gris » par la couleur de ses cheveux et qui, bien que hors d'âge, avait voulu marcher en tête de sa batterie, était dans la même perplexité que le bataillon. Informé dès le matin de l'armistice conclu et après l'ordre formel, envoyé par le grand-état major, de s'y conformer, le capitaine résista à toutes les invites qui lui étaient adressées et ne voulut point ouvrir le feu sans de nouveaux ordres précis.

Il fit ranger ses hommes, suivant la règle du service, aussi près que possible des pièces, pour les préserver des boulets qui les couvraient de terre de temps en temps, et il attendit l'ordre d'agir.

Les troupes vaudoises, ne comprenant rien à cela arrivaient au canon.

Les bataillons Bollens et Monachon se formèrent rapidement en colonnes et se préparaient à donner l'assaut à la redoute de Bertigny ou St-Jacques, qui faisait feu et flamme. La batterie de Payerne, de la même division, capitaine Obenreiser, arrive à fond de train et ouvre immédiatement son tir contre le flanc gauche de la redoute, afin d'éteindre, si possible, le feu de celle-ci avec des obusiers.

Sur ces entrefaites survient le colonel Veillon qui ordonne, suivant les ordres nouveaux du colonel divisionnaire, l'assaut de la redoute. Aussitôt les tambours battent la charge et le bataillon Bollens, son commandant en tête, se précipite vaillamment à la bayonnette pour s'emparer de la redoute par la gorge, et en tournant par la droite. Mais le brouillard épais ne permettait pas de distinguer les abatis d'arbres qui protégeaient les abords de celle-ci, et le brave bataillon, criblé par la mitraille et le feu du landsturm et des carabiniers qui défendaient ces abatis, dut rétrograder, pour se reformer en arrière, en laissant bon nombre des siens sur le carreau.

Le bataillon Monachon, en essayant un mouvement tournant par la gauche et le bois de Cormanon, s'égara un instant et subit aussi quelques pertes par la grosse artillerie du fort Quinzet dont il se rapprocha trop, par mégarde.

Cependant le feu de la redoute de St-Jacques redoublait et la batterie de Payerne lui répondait de son mieux. Celle-ci cependant avait quelque peu souffert ; l'une de ses pièces avait été démontée ; le premier servant de droite avait eu un bras coupé et l'autre blessé par un boulet et son camarade de gauche la tête emportée.

Mais l'intrépide colonel Bollens ne se décourageait point malgré des pertes sensibles, car son bataillon avait eu quarante-sept hommes hors de combat, dont dix tués ou mortellement blessés ; il s'élança de nouveau à la tête de ce dernier en s'écriant de toutes ses forces : « Bataillon Bollens ! En avant mes amis !... » Et les braves soldats se précipitèrent de nouveau sous la mitraille, tête baissée et bayonnette en avant. Mais le feu de la redoute se calma tout à coup ; un obus de la batterie Obenreiser avait pénétré par une embrasure, et en éclatant, mis hors de combat une partie des canonniers, brisé la pharmacie de campagne et démonté deux pièces. Mais la nuit tombait et le brouillard s'épaississant permettait à peine à la colonne d'attaque de se guider ; plusieurs hommes faillirent même tomber dans le fossé entourant la redoute, lorsque le bataillon l'aborda.

On s'aperçut alors que les défenseurs de celle-ci commençaient à l'évacuer, et le colonel Bollens, redoutant l'explosion de quelque mine ou fougasse, ne crut pas devoir l'occuper.

Le vaillant capitaine Eytel, à la tête de ses carabiniers et chasseurs, s'était emparé de la Forêt des Daillettes, malgré une défense énergique et de nombreux obstacles, et bien

qu'il disposât de forces très-inférieures à celles de l'ennemi.

L'armée fédérale dut donc bivouaquer encore une fois dans de dures conditions, et on se prépara à une attaque générale pour le lendemain matin.

Le général disposa soigneusement toutes ses troupes à cet effet, et une importante fortification de campagne fut construite durant la nuit, en avant des bois de Cormanou, pour battre les redoutes au besoin.

CHAPITRE V

Le lendemain à l'aube du jour, le général Dufour, malgré ses soixante ans, était allègrement à cheval à la tête de son état-major et partait de Grolley où il avait passé la nuit, se dirigeant sur Belfaux pour commencer les opérations, lorsqu'on vint l'informer que des envoyés du Gouvernement de Fribourg l'attendaient dans ce village.

Le combat de la veille, bien que dû à une circonstance fortuite, car on prétend que certains corps de la gauche des fribourgeois, comme aussi du côté opposé, n'avaient point été avisés de l'armistice, et qu'il fut une violation flagrante du droit de la guerre, n'en eut pas moins une influence décisive sur les dispositions du Gouvernement fribourgeois. Une fois l'action engagée, les officiers généraux durent la diriger tant bien que possible, afin d'éviter des fautes et de plus grands malheurs.

Les conséquences de ce combat furent importantes: l'occupation de la forêt des Daillettes par les troupes fédérales tournait la gauche des forces fribourgeoises et rompait la ligne de défense de celles-ci. Mais la possession de la redoute de St-Jacques occupée dès le matin par l'infanterie

vaudoise, qui ouvrait la route de Romont et découvrait ainsi la ville de Fribourg, avait une portée militaire plus grande encore.

Bien que le général de Maillardoz ait prétendu plus tard qu'il était prêt à recommencer l'attaque le lendemain du combat de Bertigny, cette affirmation n'est pas sérieuse.

Le Conseil d'Etat, bien renseigné sur la situation réelle des choses, et voyant que la prolongation de la défense était inutile, prit le parti le plus sage et le plus habile en capitulant.

Mais il est incontestable, malgré le mécontentement profond et mal dissimulé du général Dufour, qui aimait la correction absolue en toutes choses et qui ne pardonnait pas à ses subordonnés cet accroc déplorable à la discipline et au droit des gens, que le combat en question coupa court à toute résistance et résolut, comme par un coup de foudre, la situation politique de Fribourg.

Arrivé à Belfaux, le général rencontra les deux envoyés du Conseil d'Etat et, tandis qu'il débattait avec eux les conditions de la capitulation, l'armée fédérale prenait ses positions de combat. Aussitôt que les conditions furent arrêtées, les envoyés, qui avaient pleins pouvoirs, signèrent cette capitulation avec le général en chef.

On connaît les termes généraux de cet acte. On sait que le Gouvernement renonçait à l'alliance séparée, que les troupes fédérales devaient occuper la ville dans la journée et les fortifications extérieures dans la matinée; le Gouvernement devait, en outre, licencier immédiatement ses troupes, le landsturm était désarmé. Enfin les troupes fédérales devaient occuper Fribourg jusqu'à nouvel ordre, en garantissant l'ordre public et la sécurité des personnes et des choses.

Cette capitulation fut une vraie bénédiction, par le fait que non seulement elle mettait un terme à toute effusion de sang nouvelle à Fribourg; faisait cesser l'état de guerre dans ce canton, permettait aux malheureuses populations rurales, qui avaient abandonné leurs villages et s'étaient sauvées dans les forêts, de regagner leur demeure, mais surtout parce que cet événement était la fin réelle du Sonderbund. Certainement, si Lucerne était le centre, le cœur de la Ligue, on peut dire que Fribourg en était le cerveau. Aussi la chute de Fribourg, aussitôt que la nouvelle s'en fut répandue dans les autres cantons ligués, fut-elle considérée comme un coup mortel et le découragement s'empara aussitôt de ceux-ci.

Elle eut encore un résultat plus heureux, en faisant connaître ce dont était capable l'armée fédérale et en coupant court également à tout projet d'intervention des puissances.

La capitulation de Fribourg fut, comme on sait, suivie à courte échéance de celle du canton de Zug; les Waldstätten étaient ébranlés, et la reddition de Lucerne, comme celle du Valais, ne fut plus qu'une question de temps, car le général allait disposer de toutes ses forces et exercer, de ce fait, une action irrésistible.

Chacun sait que la Confédération eût pu, au besoin, mobiliser plus de 200,000 hommes, en appelant les landsturms et les volontaires des cantons fidèles; Vaud seul avait mis sur pied 30,000 hommes, comme nous l'avons dit, alors qu'il ne devait pas le tiers de ce nombre à la Confédération.

Avis fut aussitôt donné au Gouvernement fédéral de la capitulation et celui-ci décida l'envoi de trois commissaires fédéraux à Fribourg. Dans l'après-midi du même jour, les troupes de la division Rilliet et quelques bataillons de la deuxième division firent leur entrée dans la ville; l'accueil fait à ces troupes fut des plus cordial, car la grande majorité

des habitants du chef-lieu étaient sympathiques à la Confédération. On acclamait celles-ci sur leur parcours en arborant le drapeau fédéral, et on s'efforça de les loger aussi confortablement que le permettait l'exiguité de la place. Le bataillon de Genève occupa le pensionnat des jésuites, où il put agréablement réparer les avaries et les fatigues des dures et froides nuits de bivouac. Les maîtres de la maison étaient partis pour la frontière française, sous escorte fédérale, sauf le recteur, que le chasseur genevois Faigy sauva de la brutalité des Bernois qui lui faisaient un mauvais parti.

On se plaignit des dégâts de toute espèce commis dans le pensionnat, mais on ne peut les imputer au bataillon de Genève, dont le maintien à Fribourg fut sollicité par la population, dont la tenue fut irréprochable et qui laissa d'excellents souvenirs à son départ. C'est à un bataillon bernois, logé également au pensionnat des jésuites et qui avait trop visité les caves, qu'on doit, paraît-il, attribuer les actes de vandalisme insensé commis. On sait d'autre part, qu'ensuite d'autres actes de désordre et du meurtre de deux factionnaires vaudois par des fanatiques, le colonel Rilliet dut mettre la ville en état de siège pendant quelques jours. On sait aussi que d'assez nombreux proscrits politiques fribourgeois, appartenant au parti libéral, rentrèrent avec les troupes fédérales; leur premier soin fut de provoquer l'élargissement, qui eut lieu immédiatement, de prisonniers politiques, enfermés dans l'une des tours des fortifications, et cela, au milieu d'une grande effervescence populaire.

La capitulation, attribuée, suivant l'usage en pareil cas, à un acte de haute trahison, provoqua parmi les miliciens fribourgeois des manifestations violentes. M. de Maillardoz dut promptement se retirer, de même que les membres du gouvernement. Les soldats brisaient leurs armes et se

livraient à des explosions de fureur contre leurs chefs. Les libéraux, d'autre part, provoquèrent, avec la permission de l'autorité fédérale, une réunion populaire. Celle-ci décréta la dissolution du Grand Conseil et du Conseil d'Etat, la nomination d'un gouvernement provisoire de sept membres, chargé des fonctions législatives, exécutives et administratives, en attendant l'installation de pouvoirs régulièrement élus. En outre, l'assemblée populaire décréta la mise à néant de toutes les condamnations politiques prononcées par le gouvernement déchu.

Le premier acte du gouvernement provisoire fut de décréter l'expulsion des jésuites et de tous les ordres affiliés à ceux-ci et la réunion de tous les biens appartenant à ces ordres, au domaine public.

Le contingent genevois était aimé de la population de Fribourg, en raison des anciens liens de combourgeoisie ayant existé entre les deux villes, et ce fut avec chagrin qu'il dut prendre congé de ses hôtes, lorsqu'il fut appelé, peu après, à aller rejoindre les troupes de la première division, qui allaient investir le Valais.

Le général Dufour ne voulut pas même entrer à Fribourg après la capitulation; apprenant l'invasion du Freiamt argovien par les troupes du Sonderbund, il se dirigea promptement sur Aarau avec son état-major, où il devait établir son quartier général, pour l'investissement de Lucerne. Le colonel Ochsenbein, qui participait, avec la septième division de réserve de Berne, au blocus de Fribourg, reçut l'ordre de rétrograder et de se porter rapidement sur Lucerne, par l'Entlibuch, mission qu'il sut remplir avec toute l'énergie et la bravoure des vieilles milices bernoises. Les troupes des deuxième et troisième divisions partirent aussi pour Lucerne.

Pendant que toutes les forces fédérales par un écrasant mouvement de concentration, suivant la nouvelle stratégie adoptée par le général Dufour et déjà employée contre Fribourg comme nous l'avons vu, se dirigeaient sur la capitale du Sonderbund, foyer essentiel de la résistance et dernier objectif de la guerre, les troupes de la première division devaient occuper Fribourg et se porter sur le Valais, où les attendaient déjà, aux abords de ce canton, quelques troupes vaudoises de la même division et le second bataillon genevois, sous le commandement du colonel Veillard. Ce mouvement suffisait, en attendant une attaque en règle, pour occuper l'attention des milices valaisannes et les empêcher de se porter sur Lucerne.

Mais une heureuse diversion, qui vint raffermir le courage des confédérés et jeter le désarroi parmi les chefs de la Ligue, ce fut l'arrivée au grand état-major d'Aarau, le 21 novembre, de deux envoyés du gouvernement de Zug, porteurs de propositions de paix. Après une courte discussion, une capitulation, analogue à la précédente, fut signée des deux parts, puis ratifiée le lendemain par le Landrath, et des ordres envoyés aux troupes fédérales d'occuper le canton de Zug, où elles furent joyeusement accueillies : c'était la suite de la dislocation de la Ligue.

CHAPITRE VI

On sait que, déjà le 12 novembre au matin, profitant d'un brouillard épais, le général de la Ligue, Salis-Soglio, à la tête de quelques bataillons d'infanterie et des carabiniers, tenta, en plusieurs colonnes, une reconnaissance sur le Freiamt argovien, destinée à soulever ce pays, qu'on prétendait

dévoué au Sonderbund. Le général s'avança ainsi jusqu'à Muri, parallèlement à la Reuss, mais rencontrant une résistance inattendue d'un corps de pontonniers fédéraux, de carabiniers et d'une batterie d'artillerie qui canonnait les envahisseurs de la rive opposée et, trompé par le brouillard sur les forces de l'ennemi, le général ordonna la retraite. Il y eut quelques hommes tués ou mis hors de combat, de part et d'autre, dans cette courte expédition, où les pontonniers se distinguèrent surtout en reployant, sous le feu ennemi, le pont de bateaux de Sins.

Avant de commencer l'attaque générale, le général Dufour adressa une éloquente proclamation à ses troupes, puis les opérations s'engagèrent le 23 au matin.

La division Ochsenbein, qui occupait l'extrême droite, entra résolument le 22 novembre dans la vallée d'Entlibuch, par la route de Langnau, et sauf quelques escarmouches, ne rencontra de résistance sérieuse qu'au passage de l'Emme, à Schüpfheim, où l'ennemi, après avoir rendu le pont impraticable, avait élevé un retranchement contre l'entrée, armé de deux canons. Les hauteurs voisines étaient protégées par des carabiniers, un détachement d'infanterie et le landsturm. Le combat fut opiniâtre; il dut recommencer le lendemain et coûta aux Bernois une cinquantaine d'hommes, tant morts que blessés; mais que pouvaient ces faibles forces, qui avec un bataillon d'infanterie défendaient l'Entlibuch, contre la division Ochsenbein, forte de près de 10,000 hommes et appuyée de vingt canons? Elles ne s'en comportèrent pas moins vaillamment et disputèrent, pied à pied, le terrain à l'ennemi. Mais les Bernois, animés encore du souvenir de la défaite des Corps-Francis, et suivant leur valeureux chef, renversèrent tous les obstacles et arrivèrent au rendez-vous fixé par le plan stratégique, le 24 dans la journée, à Kriens,

à deux portées de canon de Lucerne. Les vieilles milices bernoises, avec leur chef, ont prouvé, par cette remarquable expédition, qu'elles n'avaient pas dégénéré. Grâce à cette habile manœuvre, qui couvrait le flanc droit de l'armée fédérale, cernait Lucerne à l'ouest et au midi et interceptait toute communication avec l'Unterwald de ce côté, la situation de la Ligue s'aggravait.

La cinquième division fédérale, colonel Gmür, avait pour objectif l'occupation de Zug; elle formait la gauche des troupes d'invasion et devait prendre en flanc, par Meyerskappel et Honau, conjointement avec la quatrième division, confiée au colonel Ziegler, un des meilleurs officiers de l'armée fédérale, formé au service étranger, les forces de la Ligue. L'investissement du côté nord, par les routes de Willisau, Münster et Sursée, était confiée au colonel Burkhardt (II^{me} division) et Donats (III^{me} division), qui formaient avec leurs réserves respectives le centre de l'armée d'invasion.

La force de cette armée était d'environ 70,000 hommes et 120 canons.

Le cours de la basse Emme et celui de la Reuss formaient la ligne de défense, choisie par l'état-major du Sonderbund. Les troupes de ce dernier étaient réparties en deux divisions à trois brigades, avec leurs réserves. La première division était sous les ordres du colonel Rüttiman, de Lucerne, et la seconde confiée au colonel Ab-Iberg, de Schwytz. Ces troupes étaient pourvues de 45 pièces d'artillerie, tant de campagne que de position, et formaient un effectif d'environ 20,000 hommes, élite et landwehr, outre le landsturm, en général fort mal armé, comme celui de Fribourg. Ce dernier était divisé par bataillons de 500 hommes et placé sous le commandement supérieur du colonel Tschudi, de Glaris. C'était une force totale d'environ 40,000 hommes, parfaitement

organisée et comprenant 27 compagnies d'excellents carabiniers. Ce n'était donc point une force à dédaigner, comme on le voit.

Il va sans dire que ne sont pas comprises dans le chiffre total ci-dessus, les milices de Fribourg, du Valais et de Zug, que l'on peut estimer à 25,000 hommes, landsturm compris, et que le général Dufour avait su neutraliser par son habile stratégie.

Le général de Salis-Soglio, prévoyant avec raison que l'effort principal des assaillants se porterait sur le pont de l'Emme, sur la Reuss et surtout sur Gislicon, — sur cette rivière, — à dix kilomètres de Lucerne, qui forme comme le nœud de la plupart des routes qui, des cantons de Zurich, Argovie et Zug, aboutissent à cette ville, en avait solidement fortifié les abords. Trois redoutes, armées de canons et d'obusiers, dont l'une faisait front à la route de Honau et au défilé du même nom entre la Reuss et le Roterberg, en prévision d'une attaque de flanc, et les deux autres contre le flanc de cette montagne, balayant en face le pont de Gislicon, avaient été construites. Les ponts de l'Emme et de Litan étaient également protégés par des fortifications de campagne.

A la tête de sept bataillons, de plusieurs compagnies de carabiniers appartenant en majorité aux brigades des Waldstätten, plus trois batteries attelées, sans parler de l'artillerie des redoutes, le général de Salis-Soglio s'était chargé personnellement de la défense de Gislicon, clef de la ligne de défense, et des abords de la Reuss. Le général avait désigné son chef d'état-major, le colonel Elger, excellent officier, pour la protection des autres ponts de l'Emme et des abords de Lucerne par la gauche. Les bataillons de Schwytz, plusieurs bataillons de landsturm, dont d'autres se portèrent également

sur Gislicon, puis les compagnies de carabiniers d'Unterwald furent chargées de couvrir le chemin de Meyerskappel longeant le flanc et la cime du Rotherberg et aboutissant à Lucerne, par où la division Gmür pouvait tourner la droite du général de Salis ainsi que les défenses de Gislicon.

Les abords du pont couvert avaient été protégés également par des travaux avancés.

CHAPITRE VII

Décidément le ciel combattait pour la Confédération : le temps, qui d'ordinaire est rigoureux à la fin de novembre, était alors d'une douceur exceptionnelle et sauf un peu de brouillard, qui s'éleva le 23 au matin, on ne pouvait le souhaiter plus beau et plus favorable.

C'était un puissant auxiliaire, car si les neiges eussent été abondantes, comme il arrive souvent en ce pays en pareille saison, toute opération militaire eût été impraticable, dans ces contrées profondément coupées, boisées et montagneuses.

Et si, d'autre part, les mouvements de l'armée fédérale avaient été entravés ou retardés, l'intervention étrangère, qui se préparait, aurait paralysé la Confédération et l'aurait précipitée dans un gâchis inextricable.

Dès le matin du même jour, la brigade Eglolf de la IV^{me} division, traversa la Reuss, non loin de Sins, sur des pontons, — le pont ayant été détruit, — et se porta rapidement sur Berchtwyl, pour atteindre la route de Lucerne par Honau. Le grand état-major s'était avancé jusqu'à Muri, où le général Dufour avait conféré la veille avec ses chefs de division.

Arrivé sur le plateau de Berchtwyl, le colonel Ziegler rallia toute sa division ; la brigade Egloff continua son mouvement en avant et étendit sa droite jusqu'à la Reuss, appuyant sa gauche jusqu'au Rotherberg ; elle était précédée d'une longue chaîne de tirailleurs, qui s'étendait jusque sur les flancs boisés de la montagne, et suivie de quatre batteries de la division, marchant en colonnes.

La brigade König formait la seconde ligne, qui bientôt dut rejoindre la première, précédée également par une chaîne de carabiniers et chasseurs, qui, avec la précédente couvrait ainsi tout le front de la division, dont l'extrême gauche atteignait presque le sommet du Rotherberg.

CHAPITRE VIII

Le colonel Gmür, de son côté, à la tête de la V^{me} division, après avoir détaché une brigade pour occuper le canton de Zug, dut se porter par Buenas, sur l'autre versant du Rotherberg, et marcher parallèlement à la division Ziegler, sur Meyers-Kappel et Uligenschwyl, pour atteindre, par cette voie, la ville de Lucerne. La division Gmür formait ainsi l'aile gauche de l'armée fédérale, dont l'aile droite, division Ziegler, s'avavançait également sur Lucerne, en remontant la Reuss, sur laquelle elle s'appuyait.

De Honau à Gislikon, le pied du Rotherberg se rapproche de la rivière ; la vallée se rétrécit et forme un défilé, qui, dans cette dernière localité, laisse juste le passage de la route de Lucerne.

Ce défilé était protégé par une batterie attelée lucernoise, qui devait jouer un rôle important dans la journée et qui ouvrit son feu, aussitôt qu'elle aperçut les assaillants. Il y eut

quelques blessés dans la première brigade ; et, tout aussitôt, une batterie de douze, bientôt suivie de trois autres, vint prendre position, après des efforts inouis, contre le flanc de la montagne. L'ennemi, criblé d'obus et de boulets, dut alors se replier en arrière du défilé.

La tâche de la brigade König, qui formait le centre de la ligne, était plus rude encore ; forcée de combattre à travers les forêts, les taillis, les ravins profonds, tapissant le versant du Rotherberg, où s'étaient embusqués, dans d'excellentes positions, les bataillons lucernois et les carabiniers d'Unterwald, il fallait conquérir le terrain pied à pied.

Les troupes fédérales, malgré leur bravoure, obligées de lutter contre un ennemi, souvent retranché et invisible, éprouvaient déjà des pertes sensibles. Un bataillon d'Appenzel surtout eut à souffrir et le lieutenant-colonel Bänziger, qui le commandait, tomba grièvement blessé, dans un passage périlleux. La troupe, impressionnée, faiblit un instant ; il en fut de même d'un demi-bataillon argovien, qui refusait d'avancer et commençait à se débander.

Le divisionnaire Ziegler, immédiatement informé, et craignant une défection plus grande, met aussitôt pied à terre, ramène les soldats qu'il encourage du geste et de la voix, se met à la tête de la troupe, avec d'autres officiers, électrisés par son exemple, et, sous une grêle de balles, enlève la position.

L'ennemi se retira précipitamment, poursuivi par les carabiniers en tirailleurs, guidés par le vaillant divisionnaire.

Grâce au sang-froid et à l'intrépidité du colonel Ziegler, le mouvement du centre, un instant compromis, reprit son élan, et la jonction avec l'aile droite de la division Gmür, put s'effectuer par les éclaireurs, non loin de la chapelle St-Michel, au sommet du Rotherberg.

L'ennemi s'était solidement établi dans cette chapelle, entourée de murs, et un véritable siège de cette position dut être fait par le colonel König en personne, à la tête des troupes de sa brigade, divisées en demi-bataillons, pour les rendre plus mobiles, et avec le vigoureux concours des carabiniers zurichois.

Enfin la position est emportée, avec des pertes assez sensibles des deux côtés.

CHAPITRE IX

Cependant la brigade Egloff, après quelques vives escarmouches près de Honau, se rapprochait de Gislicon.

Nous avons dit que les hauteurs qui dominent ce défilé, à peine assez large pour le passage de la route de Lucerne, avaient été munies de redoutes, couvrant le pont de la Reuss ; en outre, un autre ouvrage, occupant l'étroit espace entre cette dernière et la route, battait les approches du pont, dans la direction d'Honau. La batterie lucernoise, capitaine Mazzola, qui s'était déjà distinguée, occupait ces fortifications et dirigea son feu sur les troupes fédérales, tandis que les carabiniers d'Unterwald et l'infanterie embusqués, attendaient, de pied ferme, l'attaque de celles-ci. L'affaire semblait devoir être chaude.

Par malheur, un fâcheux contretemps vint ici déranger l'habile plan d'attaque et faillit compromettre le succès de la journée. Tandis que la II^{me} division s'était portée rapidement par Sursée au pont de Wohlhausen, dont elle s'était emparée, joignant ainsi la division bernoise, arrivant par l'Entlibuch et se préparait à attaquer, par le flanc, les défenses du Pont de l'Emme, près Lucerne, le colonel

Donats, à la tête de la III^{me} division, devait franchir la Reuss, en amont de Gislicon, en face d'Inwyl, sur un pont de bateaux et prendre ainsi, entre deux feux, les formidables défenses de l'ennemi.

En outre, la grosse artillerie de réserve devait canonner en face ces défenses, depuis la rive gauche. Traquées de la sorte, les forces de la Ligue étaient paralysées et n'avaient d'issue que la fuite. Mais les mauvais chemins et des obstacles imprévus avaient retardé la marche de la III^{me} division ; elle n'atteignit le point fixé que le lendemain, dans la matinée, et ne put ainsi prendre part à l'action.

Mais revenons au combat de Gislicon. Une batterie soleuroise, capitaine Rust, vint prendre position sur la hauteur et lança quelques obus dans la redoute, que deux bataillons de la brigade Eglöf s'apprêtaient à enlever ; mais accueillis par un feu à mitraille très meurtrier, ils durent chercher un refuge derrière un obstacle et se reformer.

Le brigadier, à la tête d'un autre bataillon, des carabiniers zurichois et de la batterie de Soleure, essaya d'un mouvement tournant, et, par un petit chemin à gauche, pénétra dans le hameau de Gislicon, après une vive résistance. Les deux bataillons reformés appuyèrent le mouvement et la batterie Rust prit position sur les hauteurs.

Mais le général de Salis accourut bravement, à la tête de son infanterie, pour refouler l'ennemi. Avec l'aide de son artillerie et des carabiniers des Waldstätten, qui se distinguèrent dans ces combats, il ouvrit un feu d'enfer sur les assaillants et les força encore à la retraite.

La batterie de Soleure, criblée de projectiles, et ayant l'une de ses pièces démontée, que l'intrépide capitaine Rust servit même tout seul un certain temps, dut également se retirer du combat, avec des pertes sérieuses en hommes et en chevaux.

Sur l'ordre du colonel Eglolf, les deux bataillons, déjà éprouvés dans le précédent combat, se précipitèrent à la bayonnette, à un nouvel assaut du hameau de Gislikon ; mais, durent rétrograder encore une fois en désordre, devant le feu terrible de l'ennemi.

Alors le vaillant colonel, mettant pied à terre à son tour, avec ses deux adjudants, rassembla ses soldats, s'élança à leur tête, à un troisième assaut, et réussit enfin à s'établir tout-à-fait dans les premières maisons du hameau. Il rétablissait ainsi le combat.

Mais sur ces entrefaites arrivait à fond de train l'artillerie de réserve de la division, sous le commandement supérieur du colonel Denzler, instructeur fédéral bien connu, l'un des meilleurs officiers d'artillerie de la Suisse.

Il fit mettre immédiatement en position dominante la batterie Mool, de Zurich, armée de pièces de gros calibre, dont les obus et les boulets jetèrent le désordre dans les redoutes ennemies.

Les trois autres batteries, arrivant au galop peu d'instants après, ouvrirent également leur feu sur le hameau et les redoutes de Gislikon, qui ne tardèrent pas à être réduits au silence.

La batterie de Lucerne qui occupait deux de ces redoutes et qui s'était vaillamment comportée, en faisant face, un certain temps, au feu écrasant des quatre batteries fédérales, battit enfin en retraite sur Ebikon, laissant une de ces pièces, dont l'affût était brisé, aux mains de l'ennemi, dont un nouveau bataillon de renfort venait occuper les ouvrages abandonnés.

La nuit approchant, le général de Salis, blessé à la tête par un éclat d'obus, voyant l'inutilité d'une plus longue résistance, donna l'ordre de cesser le feu, et se retira également avec ses troupes sur Ebikon.

Le colonel Eglolf fit aussitôt occuper solidement le défilé et tous ses abords, et rétablit la circulation sur le pont couvert de la Reuss.

Les réserves de la IV^{me} division, qui, faute de pouvoir traverser la rivière, n'avaient pu prendre part au combat, vinrent alors renforcer les troupes victorieuses.

CHAPITRE X

Nous avons laissé la division Gmür, formant la gauche de l'armée fédérale d'invasion et marchant sur Lucerne, par le versant sud du Rotherberg, se dirigeant sur Ilikon et Meyerskappel.

Ces troupes avaient en face d'elles la première brigade de la seconde division de l'armée du Sonderbund, sous les ordres supérieurs du colonel divisionnaire, Ab Iberg, composée de quatre bataillons de Schwytz et des armes spéciales.

La brigade Ritter fut chargée d'enlever le défilé fortifié d'Ilikon, pour atteindre Meyerskappel. A cet effet, le bataillon de Glaris, précédé d'une chaîne de tirailleurs, se porta en avant. Après un vif échange de coups de fusils, avec les avants-postes ennemis, le bataillon franchissant les premières pentes du Rotherberg, se forma en colonne et se précipita à la bayonnette dans le défilé; mais l'ennemi ne l'attendit pas et se replia sur la forêt.

Un bataillon zurichois, précédé d'une compagnie de sapeurs, sous les ordres du brave capitaine Bürkli, avait pris un petit chemin à travers la forêt pour tourner la droite ennemie. Grâce à l'énergie des sapeurs, ce bataillon

se fraya un passage et atteignit enfin un vallon très étroit, conduisant à Ilikon.

Mais un bataillon schwytois embusqué accueillit tout-à-coup l'assaillant par un feu terrible, qui jeta le désordre dans la colonne. Les soldats se débandaient malgré les efforts de leurs chefs pour les ramener au combat ; seul un détachement de chasseurs entourant le drapeau du bataillon et les braves sapeurs du génie tinrent bon et soutinrent vaillamment le feu de l'ennemi, malgré des pertes cruelles. Mais le colonel Ritter accourut à la tête d'une section d'une batterie de St-Gall, qui, à l'aide d'un feu de mitraille bien dirigé, parvint à éloigner l'ennemi. Puis le bataillon, se reformant, revint bravement à la charge, et le défilé fut traversé.

Enfin la colonne arriva en vue d'Ilikon, dont le défilé avait été protégé par des tranchées et des abattis de sapins. Là encore un vif combat s'engagea avec l'infanterie schwytoise, retranchée dans des obstacles et des maisons. Mais quelques obus habilement pointés, et le vaillant concours du capitaine Bürkli et de ses sapeurs eurent enfin raison de la résistance. Le village enlevé d'assaut, l'ennemi se retira en combattant, laissant un certain nombre des siens tués ou blessés sur le carreau, et dirigea sa retraite sur Meyerskappel, puis, de là, sur Küssnacht. L'arrière-garde toutefois, s'étant retranchée dans une forêt, tint tête énergiquement aux éclaireurs fédéraux, mais les artilleurs de St-Gall ne tardèrent pas à les déloger, avec l'aide d'une compagnie de carabiniers.

Le divisionnaire Gmür, entouré de son état-major, arrivait à Meyerskappel, à la tête de deux bataillons de la brigade Isler, lorsqu'il apprit que plusieurs bataillons du Landsturm, appuyés par des carabiniers et deux bataillons de

Lucerne accouraient sur le Rotherberg pour soutenir les troupes schwytzoises engagées. Un violent combat d'avant-garde s'engagea même avec les troupes fédérales, mais les troupes de la Ligue, s'apercevant de la disproportion des forces, jugèrent prudent de battre en retraite.

Le colonel Gmür ordonna alors à la brigade Ritter de marcher sur Küssnacht, tandis que le gros de la division avec le parc d'artillerie irait occuper Udligenschwyl, en attendant l'attaque de Lucerne.

Deux bataillons, avec de l'artillerie, des carabiniers et un détachement de sapeurs, après avoir occupé le village de Böschenroth, durent attaquer une position fortifiée, au passage d'un torrent ; le pont franchi, le brigadier voulut étendre sa droite sur les hauteurs du Kiemm-Grat, occupées encore par les bataillons schwytzois. Après un échange de coups de canons et une vive fusillade, comme la nuit tombait, les troupes assurèrent leurs positions respectives et s'apprêtèrent à bivouaquer.

La nuit fut tranquille et l'on voyait briller les feux dans toutes les directions. Le colonel Gmür envoya des reconnaissances pour établir les communications avec l'aile droite de l'armée et put se mettre en rapport, dans la nuit, avec l'état-major de la IV^{me} division, cantonné non loin de Root, sur la route de Lucerne, à une lieue environ de cette ville.

De grand matin, le colonel Gmür fait sommer le colonel Ab Iberg d'évacuer, avec sa brigade, le passage de Küssnacht ; ce dernier proposa une suspension d'armes, qui fut refusée, et il se décida enfin à battre en retraite sur Arth et Goldau.

Tandis que le divisionnaire Gmür faisait occuper solidement Küssnacht et coupait ainsi tout retour offensif de l'ennemi sur les derrières de l'armée fédérale, il tendait la main

à travers le Rotherberg à la gauche de la division Ziegler, resserrant ainsi le cercle formidable, qui étreignait déjà la ville de Lucerne, suivant la méthode stratégique préférée du général Dufour, que devait continuer plus tard le fameux de Moltke.

Cependant, le général de Salis-Soglio, blessé, comme nous l'avons dit, concentra ses troupes sur le défilé d'Ebikon, entre Root et Lucerne, et en remit le commandement au prince autrichien, Frédéric de Schwarzenberg, son premier adjudant. Il fut question un instant de continuer le combat le lendemain, mais la défaite de la brigade Ab Iberg, qu'on venait d'apprendre, décida de la retraite.

Le hameau de Gislicon, foyer principal de la lutte, avait passablement souffert ; il présentait un aspect lamentable. L'armée fédérale avait perdu près de 300 hommes, tant morts que blessés, et de nombreux débris jonchaient le champ de bataille. Plusieurs maisons et chalets étaient complètement ruinés par l'artillerie ; d'autres incendies éclairaient encore de leurs flammes sinistres les bivouacs de la IV^{me} division.

Tandis que les troupes d'élite opéraient dans la direction de Lucerne, une partie des réserves se concentrait à Wädenschwyl et marchait rapidement sur Wollerau et Hutten, où de vifs combats s'engagèrent avec le landsturm de Schwytz. Celui-ci dut se replier, et les troupes fédérales occupèrent le fameux défilé du Schindelegi, illustré par la glorieuse victoire des schwytois en 1798. La gauche fut ainsi absolument en sûreté.

CHAPITRE XI

Cependant la population de Lucerne, dévouée en majorité aux idées libérales, attendait avec anxiété l'issue du combat ;

à chaque instant arrivaient de fâcheux renseignements. Enfin, un convoi de blessés et les premiers fuyards apportèrent la fatale nouvelle.

Aussitôt informées, les autorités municipales adressèrent une supplique au gouvernement et au Conseil de guerre de la Ligue, afin d'obtenir que la ville fût au moins préservée des horreurs d'un assaut.

Mais sur ces entrefaites arrivait un message du général de Salis à ces dernières autorités, annonçant la prise de Gislicon, et la possibilité d'une défense éventuelle du défilé d'Ebikon.

Les chefs du Sonderbund, avisés de l'approche imminente des cinq divisions de l'armée fédérale, par les divers côtés, résolurent aussitôt d'abandonner Lucerne, espérant trouver une retraite dans les Waldstätten ou en Valais, et que l'intervention promise des puissances pourrait encore sauver la Ligue.

Des pleins pouvoirs furent donc envoyés de suite au général de Salis pour traiter au besoin avec l'ennemi, puis des ordres donnés pour chauffer immédiatement un bateau à vapeur. Alors, les hautes autorités politiques de Lucerne et du Sonderbund, avec les membres les plus compromis du clergé, s'embarquèrent dans la soirée pour Flüelen, en emportant la caisse fédérale de la guerre, — qui fut renvoyée plus tard, — les archives de la Ligue, les sceaux de l'Etat et une certaine quantité de vivres, avec une escorte de gendarmes qui dut rentrer le lendemain.

Cette fuite précipitée jeta dans la ville un trouble inexprimable. Sur ces entrefaites arrivaient d'Ebikon le prince de Schwarzenberg, à la tête des troupes lucernoises, puis, bientôt après le général de Salis, qui informa de suite la municipalité, qu'ayant pleins pouvoirs des autorités supé-

rieures, il allait proposer un armistice au chef de l'armée fédérale.

La municipalité adressa également au général Dufour, dont le grand quartier général avait été transporté de Muri à Sins, et d'où il avait dirigé toutes les opérations de la journée, une requête comme la précédente.

De son côté, le général de Salis réunissait à l'Hôtel-de-Ville son grand état-major et les notables de la ville, les informant du départ des autorités, des pleins pouvoirs dont il était revêtu, et de l'inutilité, en face des circonstances, de continuer les hostilités. En conséquence, il avait donné l'ordre aux troupes d'aller rejoindre le Conseil de guerre dans les Waldstätten. D'autre part, il chargeait la municipalité de la ville des mesures provisoires et du maintien de l'ordre public. Enfin, il allait envoyer un parlementaire au grand quartier général de l'armée fédérale solliciter un armistice, pour entrer en négociation.

Cette communication faillit provoquer une tempête parmi les assistants, qui ne connaissaient pas encore la gravité de la situation. Mais on finit par se rendre à l'évidence, et le général, chargeant son chef d'état-major de le remplacer, fit expédier le parlementaire et alla rejoindre à Flüelen Sigwart-Müller, le chef de la Ligue, et les siens. D'autres envoyés furent également expédiés aux commandants des divisions fédérales, pour les informer de l'état des choses.

Le général Dufour reçut à Sins la visite du parlementaire, avant le jour. Il fit savoir, dans la réponse qu'il fit transmettre au représentant de la Ligue, qu'il refusait tout armistice, que l'armée fédérale étant aux portes de la ville et le gouvernement en fuite, il était trop tard pour parlementer. Il demandait que la ville lui fût remise simplement; que la population s'abstint de tout acte d'hostilité; que les

miliciens fussent désarmés et qu'on arborât le drapeau fédéral sur les tours, en signe de soumission. Qu'à ces conditions l'entrée des troupes serait un peu retardée, mais qu'on cesserait également toute hostilité et que l'armée fédérale garantissait le maintien de l'ordre public et le respect des propriétés.

Au reçu de cette dépêche, les autorités municipales envoyèrent de suite l'ordre de désarmer aux milices et au landsturm, de retour d'Ebikon. De grand matin, la brigade Rütimann, qui défendait l'Emmenbruck, rentrait en ville d'après les ordres du général de Salis, et déposait aussitôt les armes. Enfin la municipalité lucernoise fit savoir aux commandants des divisions fédérales que par suite de la dépêche du général Dufour, et de la fuite du gouvernement, les portes de la ville étaient ouvertes à l'armée fédérale; que les milices et le landsturm étaient désarmés, et que pour témoigner des dispositions du peuple le drapeau fédéral était arboré sur les tours de la ville.

Dès le 24 novembre au matin, les troupes fédérales se rapprochèrent de Lucerne. La ville entière et les monuments publics étaient spontanément pavoisés aux couleurs de la Confédération.

L'ancien avoyer se porta au-devant de la division Ziegler portant un drapeau blanc et invita les troupes, au nom de la municipalité, à prendre possession de la ville.

Vers midi, un bataillon de Schaffhouse, formant l'avant-garde de la IV^{me} division, fit son entrée aux acclamations répétées de la population. Peu après, trois divisions pénétraient dans la ville de divers côtés et en prirent possession.

Le général Dufour, à la tête de son état-major, fit également son entrée dans l'après-midi et ne fut pas moins bien

accueilli que ses troupes. Aussitôt installé, il envoya sommation aux cantons d'Uri, Schwytz et Unterwald, d'avoir à poser les armes.

CHAPITRE XII

La prise de possession de Lucerne par l'armée fédérale donna lieu aux mêmes incidents que celle de Fribourg. Les proscrits politiques, le docteur Steiger, condamné à mort par le gouvernement de Sigwart-Müller, en tête, entrèrent en ville après les troupes fédérales. Leur premier soin fut de faire ouvrir les portes du Käfigthurm et de mettre en liberté les condamnés politiques, puis, du consentement du général Dufour, de convoquer une assemblée populaire. Celle-ci confirma la déchéance du gouvernement, la dissolution du Sonderbund, le renvoi immédiat des jésuites, une amnistie politique entière, et la mise en accusation du gouvernement déchu, pour violation de la Constitution, et enfin, constitua un gouvernement provisoire, à qui la municipalité remit ses pouvoirs.

Il fut difficile de prévenir quelques excès des victimes du gouvernement fugitif : ainsi, les maisons de plusieurs chefs de la Ligue furent saccagées, de même que le pensionnat des jésuites.

Le général crut, en conséquence, devoir prendre quelques mesures de précaution, et nomma le colonel Ziegler commandant de place de Lucerne, avec des ordres sévères.

Les 25, 26 et 27 novembre, des capitulations semblables aux précédentes furent signées par les envoyés des cantons et demi-cantons d'Uri, Schwytz, Obwald et Nidwald, et des troupes envoyées pour les occuper.

Le départ de celles-ci se fit de Lucerne, par le lac, où trois vapeurs partirent chargés de soldats et remorquant des barques pour Fluëlen, aux gais vivats de la population assemblée.

En moins de trois jours, plus de 50,000 hommes avaient traversé ou occupé la pauvre petite ville de Lucerne, qui était littéralement envahie. Les corps qui ne furent pas employés à l'occupation des cantons de la Ligne durent se cantonner dans la banlieue, pour retourner ensuite dans leur canton où ils étaient successivement licenciés.

Le général Dufour porta à la connaissance de la Diète les faits accomplis et celle-ci envoya des commissaires dans chaque canton.

Aussitôt que la nouvelle de la chute de Lucerne et des Waldstätten fut parvenue au colonel Rilliet, il fit rapprocher les troupes de la I^{re} division, échelonnées le long de la frontière vandoise du Valais, et adressa une proclamation à la population de ce canton, en l'informant des récents événements survenus et en invitant le gouvernement à poser les armes.

On sait, d'autre part, que le Bas-Valais, entièrement dévoué à la politique fédérale, n'attendait qu'une occasion pour se manifester. En outre les nombreux proscrits valaisans du gouvernement conservateur, errants depuis 1844, s'étaient constitués en un corps franc, dont le secours eût été précieux en cas d'invasion du pays.

Ces diverses circonstances avaient jeté du désordre et de l'hésitation parmi les défenseurs de la Ligue, les désertions se multipliaient. Les mêmes dissentiments qui s'étaient déjà manifestés dans le bataillon valaisan, employé à la défense de Lucerne, dont la moitié, composée de Bas-Valaisans, fut intentionnellement oubliée dans cette ville et fait prison-

nière, puis renvoyée depuis Bâle, se produisaient dans le sein des troupes de défense, cantonnées au Bas-Valais. Cet état de choses contribua beaucoup à la décision du gouvernement de Sion.

Le colonel Rilliet, d'autre part, avait eu connaissance des démarches actives tentées par les chefs de la Ligue, pour hâter l'intervention de la diplomatie. M. de la Fenestre, envoyé du gouvernement français, s'était rencontré à Brigue avec celui de la cour de Berlin pour une action commune, mais les événements de Lucerne et la rapidité foudroyante des opérations avaient dérangé les combinaisons. Elles avaient été entravées en sous main par lord Palmerston, premier ministre d'Angleterre, qui avait, par un exprès, donné des assurances au général Dufour, qui crut devoir éloigner celui-ci pour ne pas se compromettre.

Le divisionnaire avait donc hâte d'en finir et prenait activement ses dispositions pour attaquer par St-Maurice et Lavey, tandis que la VI^{me} division, libre maintenant au Tessin par la retraite des troupes de la Ligue, ferait une démonstration contre le Haut-Valais.

Le général de Kalbermatten, commandant des forces du Valais, avait sous ses ordres environ cinq mille hommes de troupes réglées, sans parler du landsturm et occupait les défilés du Bas-Valais. Les fortifications de St-Maurice, en particulier, avaient été pourvues d'artillerie et d'un corps de carabiniers bien retranchés.

Bien que dans les conditions d'isolement où se trouvait le Valais, une longue défense n'était guère possible, contre toutes les forces de la Confédération, une attaque de front de ces positions formidables toutefois aurait coûté bien du sang à l'envahisseur.

Cette éventualité causait beaucoup d'inquiétude à Genève,

car le bataillon Reymond, après avoir tenu garnison à Fribourg, avait été dirigé, ainsi que la batterie Empeyta, sur le Valais, pour rejoindre les troupes de la troisième brigade, division Rilliet, dont ces corps faisaient partie, avec le bataillon Veillard, déjà en position, et devaient prendre part à la rude attaque des défilés.

Dans la nuit qui devait précéder cette attaque, une batterie vaudoise de gros calibre avait été montée à force de bras par les canonniers de celle-ci, grâce à des prodiges d'énergie et d'audace, sur les hauts rochers qui font face aux ouvrages de St-Maurice; elle fut démasquée le lendemain, à la stupéfaction de l'ennemi. Mais, par une circonstance vraiment heureuse, la nouvelle parvint dans la nuit au quartier général d'Aigle, que le Grand Conseil du Valais avait voté la capitulation, dans sa séance du 28 novembre. Cette bienheureuse nouvelle fut aussitôt transmise à tous les postes, avec beaucoup d'allégresse, et les préparatifs furent suspendus.

Cette capitulation, dans la forme des précédentes, portait qu'un corps de 8,000 hommes occuperait le canton du Valais,³ jusqu'à l'accomplissement des conditions et jusqu'au payement des frais de guerre.

CHAPITRE XIII

Le Sonderbund venait donc d'expirer de sa belle mort, après une lutte de dix-huit jours.

On ne saurait contester que pour des milices n'ayant jamais vu le feu, une telle campagne d'hiver, dans la contrée la plus montagneuse et la plus mouvementée de l'Europe, et en face d'un ennemi bien armé, bien commandé

et résolu, défendant ses foyers, ne soit un merveilleux tour de force. Les gens du métier, dans les grands Etats militaires, en furent vraiment stupéfaits. Ils n'eussent jamais pensé qu'en quelques jours, un petit pays comme le nôtre, dépourvu de ressources et d'états-majors permanents, ait pu mobiliser une armée de 100,000 hommes, — qui eût pu être doublée au besoin, — munie d'une formidable artillerie, sans parler de l'armée du camp opposé. Ils ne supposaient guère un résultat aussi foudroyant en de telles circonstances.

Ce superbe résultat était dû principalement à notre système de milices et de la levée en masse, qu'on paraît en train de dénaturer aujourd'hui. Il était dû surtout au chef instruit et expérimenté qui, en sa qualité d'ingénieur militaire et géographe et d'instructeur du génie, connaissait l'instrument dont il devait se servir, et, mieux que personne, le pays où il opérait. Ces connaissances étaient surtout précieuses dans la partie de la Suisse la plus montagneuse, la plus coupée d'obstacles de toutes sortes, où eurent lieu les principales opérations de la campagne.

Le général Dufour apprit la capitulation du Valais, comme il transportait son quartier général à Vevey. Fidèle à son excellente stratégie, il avait interdit absolument au colonel Rilliet de commencer les opérations de l'extrême droite de l'armée, avant que celles du centre et de la gauche fussent entièrement terminées, afin de pouvoir y concentrer au besoin toutes les forces disponibles.

Cependant, le 30 novembre au matin, le colonel Rilliet-Constant franchit le Rhône à St-Maurice, à la tête de sa division, et procéda méthodiquement à l'occupation du pays. Il avait été précédé par un corps-franc, composé des proscrits politiques armés du gouvernement oligarchique du

Valais, qui s'était montré très rude envers ces malheureux après le massacre du Trient. La milice ayant posé les armes, ces derniers marchèrent droit sur Sion, le chef-lieu et siège du gouvernement, dont les membres s'étaient enfuis, et cela sans rencontrer de résistance; ils firent appel à tous leurs partisans du Bas-Valais, lesquels, au nombre de plusieurs milliers, et sous la présidence du vaillant colonel Barman, tinrent une assemblée populaire dans cette ville.

Ainsi qu'à Fribourg et à Lucerne, l'assemblée proclama la déchéance des autorités constituées, l'incompatibilité des fonctions civiles et ecclésiastiques, la suppression des privilèges et immunités du clergé qui, dans cette ancienne principauté ecclésiastique, étaient encore excessifs, l'administration par l'Etat, ou sous le contrôle de celui-ci, des biens du même clergé, une amnistie générale pour les condamnations politiques, enfin, l'expulsion des jésuites, et les frais de guerre à la charge des chefs de la Ligne et des corporations religieuses.

Le colonel Barman fut mis à la tête du gouvernement provisoire, composé surtout des anciens chefs de la *Jeune Suisse*.

CHAPITRE XIV

Les conséquences de cette terrible crise politique paraissaient moins redoutables qu'on ne l'avait craint d'abord; les populations acceptaient sans résistance et sans trop de regret le nouvel état de choses. Les chefs de la Ligne s'étaient pour la plupart, mis en sûreté en Piémont, jusqu'au moment où, après la pacification définitive, ils purent rentrer au pays.

L'occupation fédérale dans les divers cantons de la Ligne

ne donna lieu à aucun excès; il n'y eut pas de plaintes formulées et les soldats furent, en général, fort bien traités.

Nos Genevois, répandus dans les diverses parties du Valais, conservèrent un excellent souvenir de l'accueil sympathique et vraiment amical de leurs hôtes; la plus grande cordialité régnait dans leurs rapports mutuels, et le départ du Valais de nos bataillons, qui eût lieu vers la fin de l'hiver, fut entouré de marques générales de regrets.

Le capitaine Gambini, à la tête de sa compagnie, appartenant au bataillon Reymond, reçut l'ordre d'occuper l'Hospice du St-Bernard. L'accueil le plus aimable lui était réservé par les moines et nos soldats furent dédommagés d'une rude ascension par un gai et confortable séjour, malgré la rigueur de la saison.

Au moment des fêtes de Noël, un détachement du bataillon Veillard était à Louèche-la-Ville. Le pasteur Segond, chapelain de ce bataillon, voulant célébrer le culte, obtint d'officier dans l'église du lieu. Le curé de la paroisse poussa la condescendance et les égards jusqu'à prêter ses vases sacrés aux Genevois, pour la communion. On peut juger par cet exemple, dans un moment de surexcitation des passions religieuses, de la bienveillance dont nos soldats furent entourés. D'autres exemples, et un grand nombre, dans un autre domaine, pourraient encore attester ces excellentes dispositions.

On sait que la Diète avait mis les frais de guerre de l'armée fédérale, qui se montaient à environ six millions de francs, à la charge des cantons de la Ligne. L'occupation militaire de ceux-ci devait durer jusqu'au moment où ils auraient rempli leurs premières obligations; un acompte d'un million, entre les divers cantons, fut versé presque immédiatement. Les meneurs du Sonderbund, les membres

des gouvernements déchus et surtout les corporations religieuses furent mis à contribution. Nombre d'objets historiques et d'ouvrages précieux furent vendus, à défaut d'autres ressources, par ces dernières à des prix dérisoires, pour parfaire les sommes exigées. On cite, en particulier, une des plus anciennes abbayes, qui dut vendre pour le prix de 500 francs, à un antiquaire, qui le revendit 15,000 au musée de Cluny, — dont il est l'une des pièces les plus rares et les plus curieuses, — le superbe *évangélaire de Charlemagne*, don de cet empereur à l'abbaye, relié en or, avec pierres précieuses, et qu'on évalue à plus de 100,000 francs aujourd'hui. Des garanties suffisantes ayant été données pour les paiements ultérieurs, les troupes d'occupation, qui, à la fin de l'année, ne se montaient guère à plus de 10,000 hommes, furent successivement retirées et licenciées.

Le canton de Nenchâtel, qui avait refusé son contingent à la Confédération, fut frappé d'une amende de 300,000 francs, qu'il dut payer de suite, malgré les bravades et les menaces de l'envoyé du roi de Prusse, de Sydow.

Un peu plus tard, sur la proposition de la députation de Genève, la Diète fédérale libéra généreusement les mêmes cantons des trois derniers millions à payer. Excellente mesure destinée à effacer, tout à fait, les traces de nos malheureux troubles.

CHAPITRE XV

Enfin, nos braves militaires, tout fiers du devoir accompli, rentraient joyeusement à Genève, au complet, et au milieu de l'allégresse de la foule, qui se précipitait à leur rencon-

tre, charmée de les revoir plus gras et mieux portants qu'ils n'étaient partis.

Durant cette terrible épreuve, dont la Suisse se tirait si merveilleusement et avec tant d'honneur, le gouvernement fédéral n'eut point à se féliciter de la conduite des représentants des puissances à l'égard de la Confédération. Traitant le gouvernement légal avec hauteur et défiance, intriguant sourdement avec les rebelles, ces représentants, sauf celui de l'Angleterre, qui se montra toujours sympathique au pouvoir régulier, témoignèrent une hostilité constante à celui-ci. Aussi fut-il question un moment, à Berne, de demander le rappel de certains ambassadeurs.

Après avoir vu son offre de médiation repoussée, au commencement de la crise, le corps diplomatique, sollicité par les mêmes influences, revint à la charge au commencement de l'année. Après une conférence à Neuchâtel, où les diplomates s'étaient retirés pendant la lutte, M. de Bois-le-Comte, envoyé du roi Louis-Philippe, digne représentant de son maître, remettait à la Chancellerie fédérale, au nom de la France, de l'Autriche et de la Prusse, une nouvelle note, non moins désagréable que la précédente.

Cette note diplomatique considérait la souveraineté cantonale comme détruite et la situation de la Suisse comme irrégulière et non conforme aux traités, tant que les cantons de la Ligue ne seraient pas librement constitués. Qu'en outre, aucun changement au Pacte fédéral ne saurait être légitime, sans l'unanimité des cantons. Qu'enfin, les engagements de la Confédération et des puissances étant réciproques, si celle-ci ne les respectait pas, les puissances qui ont garanti sa neutralité, seraient en droit de ne plus consulter que leur devoir comme membres de la famille européenne et les intérêts de leur propre pays. Toutefois, sir

Stratfford Caning rassura secrètement l'autorité fédérale, laquelle fit une ferme et fière réponse à cette note par une fin de non recevoir.

CHAPITRE XVI

La tourmente paraissait enfin calmée et la Confédération sortait plus forte, plus unie, et plus respectée au dehors, de cette formidable crise, qui était le dernier effort, espérons-le, des pouvoirs théocratiques et des guerres religieuses, qui coûtèrent à nos ancêtres tant de cruels sacrifices, provoquèrent tant de luttes et de dissensions. Le principe de l'Etat laïque, une des glorieuses conquêtes de notre époque, n'était point encore compris chez nous, et il ne l'est même point encore généralement aujourd'hui, pas plus que la liberté religieuse et la vraie tolérance.

On peut dire toutefois que le mouvement du Sonderbund n'exista réellement qu'à la surface : la mollesse de la défense, les pertes relativement légères des combattants, bien qu'expliquées un peu par les nombreux obstacles du terrain pouvant protéger ceux-ci, enfin, la facilité et l'empressement que montrèrent les populations à l'acceptation, sans troubles ni résistance, de toutes les mesures militaires du vainqueur et de toutes les transformations politiques, qui accompagnèrent et suivirent la lutte, tout cela démontre que le Sonderbund ne fut jamais vraiment populaire. Plusieurs cantons, catholiques ou mixtes, tels que St-Gall, Soleure, les Grisons, Argovie, et surtout le Tessin, ne prirent aucune part, au fond, à la Ligne et la combattirent.

Ce mouvement fut l'œuvre de l'oligarchie de certains

cantons et de meneurs aveuglés ou fanatisés, qui, croyant follement la religion en péril, surent un instant surexciter les passions des masses. Mais cette agitation fut passagère et la réaction fut aussi prompte que l'avait été le premier mouvement; les populations désabusées ne tardèrent pas à reconnaître leur erreur et tout rentra dans l'ordre.

CHAPITRE XVII

Enfin, tout en réparant les tristes conséquences de nos dissensions politiques et religieuses, une grosse question s'imposait : la revision de notre droit constitutionnel. On avait pu constater, durant un demi-siècle, les déféctuosités de notre pacte fédéral, qui avait suscité tant de troubles dans les cantons, laissé subsister tant d'abus locaux et enfin déterminé la redoutable explosion, où notre existence nationale même avait failli sombrer. La réforme du pacte était donc impérieuse. Déjà un essai avait été tenté, quelques années auparavant, par l'illustre Rossi, alors député de Genève à la Diète et futur ministre de Pie IX, dont la fin devait être si tragique.

Malheureusement les influences oligarchiques et théocratiques, qui faillirent nous perdre, toutes puissantes à la Diète à cette époque, firent échouer le projet de Rossi.

La chute du Sonderbund devait nécessairement remettre à l'ordre du jour cette brûlante question. Les anciens cantons et les cantons oligarchiques désiraient le *statu quo*, les grands cantons visaient surtout à une démocratie représentative, pour maintenir leur prépondérance, tandis que les

hommes avancés voyaient dans la démocratie mixte le seul remède à l'état de choses existant.

Il convenait, en effet, tout en donnant plus de force et de suite à l'action du pouvoir central, pour empêcher le retour de nouvelles catastrophes semblables à la dernière, de rapprocher le peuple de ses gouvernants, en le faisant intervenir plus directement dans les actes de l'autorité fédérale, tout en respectant le principe fédératif, essentiel à notre existence nationale.

Un homme éminent, qui avait consacré sa vie à l'étude du droit constitutionnel et de la philosophie sociale, James Fazy, député de Genève à la Diète et qui, en outre, avait joué déjà un rôle si important dans son canton, comme nous l'avons vu, préconisa énergiquement la réforme du pacte, en appuyant de son éloquence éclairée l'institution du système américain des deux Chambres, adapté à nos conditions politiques.

Ce dernier système prévalut et Fazy, qui avait, l'année précédente, puissamment collaboré à la nouvelle constitution genevoise, prit une part non moins grande à celle de la Confédération.

Cette œuvre remarquable qui résolut si bien et si heureusement le difficile problème de la centralisation rationnelle des grands services publics, de l'armée, des relations extérieures, des rapports internationaux, des postes, des poids, mesures et monnaies, des péages, tout en respectant l'autonomie des cantons et en sanctionnant les droits individuels et les libertés générales, fut un sensible progrès sur l'état antérieur et assura à la Suisse près d'un demi-siècle de paix, de liberté et de prospérité.

Dès lors, et en tenant compte des besoins nouveaux, dans la révision constitutionnelle de 1874, le peuple suisse s'est rapproché encore de la démocratie directe par le référen-

dum, plus tard par le droit nouveau d'initiative, dont il n'est point permis encore d'apprécier toutes les conséquences, mais qui n'en constitue pas moins une innovation pleine de hardiesse.

L'institution d'une juridiction suprême en matière de droit public et de droit privé fut également une sensible amélioration, réalisée déjà par la Constitution de 1848 et qui se développa dès lors. Puis vint l'unification du droit des obligations et autres parties du droit privé, sans parler de la création du haut enseignement polytechnique et du développement de nos moyens de communication.

Mais la plus glorieuse conquête de notre temps est la part importante prise par la Suisse dans la codification du droit international, public et privé, et l'honneur insigne pour notre pays d'avoir été choisi par les puissances, comme centre universel et siège d'administration pour les diverses créations de droit international : les postes et télégraphes, la protection de la propriété industrielle et littéraire, les transports par voies ferrées, etc. Enfin, un comité central, avec Bureau permanent, pour la Ligue de la Paix, de la Liberté et de l'Arbitrage international, vient également d'être installé à Berne, création féconde et destinée à un brillant avenir.

On voit le chemin parcouru par le peuple suisse dans cette dernière période: espérons qu'avec la sagesse, l'esprit d'indépendance et de progrès qui le caractérise, il saura garder et suivre toujours cette excellente voie.

CHAPITRE XVIII

Nous ne saurions terminer ces quelques considérations sur la crise du Sonderbund sans payer un juste tribut au

héros modeste qui l'a si glorieusement terminée. Ce n'est pas seulement par sa haute science militaire, son coup d'œil sûr, sa clairvoyance, sa calme intrépidité et son sang-froid, que le général Dufour a pu renverser en quelques jours les formidables obstacles que de l'intérieur et du dehors on avait longuement dressés. La suprême justice, les égards, la générosité et la tolérance, dont il fit preuve envers ses compatriotes, un instant égarés, eurent une large part dans les étonnants résultats de cette rapide campagne. Les éminentes vertus de l'homme et du citoyen, que le général montra en ces circonstances difficiles, popularisèrent son nom, plus encore peut-être, que ses hauts faits militaires.

Cette attitude du chef vénéré de l'armée contribua beaucoup à la prompte pacification des masses et des esprits et au retour de la fraternité nationale, si profondément troublée.

Aussi de nombreux témoignages de la reconnaissance, publique lui furent adressés. Outre les chaudes manifestations dont il fut l'objet dans les cantons même de la Ligue, des félicitations lui furent adressées de toutes parts de l'étranger.

La Confédération voulut lui témoigner sa reconnaissance, comme on sait, par un don patriotique équivalant à 60,000 francs de notre monnaie; Genève, son pays d'origine, lui fit hommage de son petit domaine préféré, à Contamines, et plusieurs cantons de la bourgeoisie d'honneur, sans parler de nombreux témoignages particuliers.

La belle statue de Dufour érigée dans notre ville, son nom donné à des rues et à des places, dans la plupart des cantons suisses, et surtout à l'une des plus hautes cimes du Valais, légueront sa mémoire à la postérité.

Enfin, le couplet suivant d'une chanson vaudoise composée

pour la circonstance, donnera la mesure des sentiments voués à notre vieux général, par nos excellents voisins et confédérés :

Ce digne et brave général,
A conduit nos troupes en vrai frère.
Il rendit le bien pour le mal
Au champ d'honneur il fut leur père.
Son nom sera dans tous les cœurs.
Porté au Temple de mémoire.
A lui soit la gloire et l'honneur.
Et à nos soldats la victoire.

EMILE GOLAY.



TOMBEAUX ANCIENS

A LANCY

Communication faite à la Section des Sciences naturelles et Mathématiques de l'Institut national Genevois, le 14 novembre 1894.

A Lancy (près Genève) et dans les environs, il n'est pas rare de trouver des ossements humains en labourant les jardins ou les champs. Ordinairement, les corps gisent à une faible profondeur, sans encadrement, simplement dans le sable. Jusqu'à présent on n'avait remarqué que des corps isolés, en tout cas jamais de nombreux squelettes réunis.

Au mois de décembre 1893, M. le Dr Rapin vint me prévenir que dans la propriété de M. Jacques Roch, dans un champ touchant le chemin, à droite en allant du Grand-Lancy au Bachet de Pezay, on venait de déterrer des tombeaux. En me rendant sur place, je constatai qu'après les dernières maisons on ouvrait une « gravière » et j'appris qu'à différents endroits on avait trouvé, disséminés librement dans le gravier, des ossements humains; à six mètres de la route et à soixante centimètres de profondeur on venait de rencontrer un tombeau en dalles de molasse, mais qui depuis longtemps s'était écroulé. Il était disposé de l'ouest à l'est, la tête à l'ouest. Les dalles latérales mesuraient 43 cent. de largeur, l'une d'elles avait une longueur

de 1 m. 30. La dalle qui servait de couvercle mesurait environ 65 cent. de largeur et plus de 2 mètres de longueur. Elles consistent toutes en une molasse bleuâtre des eaux douces, que les paysans appellent : « pierre des champs », « molasse des champs », etc., et qui se laisse très facilement fendre en grandes plaques, telles qu'on les voit autour de ces tombeaux, assez nombreux, du reste, dans notre contrée. Ici encore, comme d'ordinaire, ces dalles étaient bien ajustées dans les bords, mais ne portaient aucune trace de sculpture, la surface brute et sans poli. Le contenu de ce tombeau en dalles, crâne, ossements et une boucle de ceinture a été dispersé.

En continuant les travaux pour l'agrandissement de la « sablière » on mit au jour, au mois de novembre 1894, une série de tombeaux, contenus dans une remarquable construction et qui feront le sujet de cette courte notice.

A peu près à un mètre de la route et à 90 centimètres au-dessous du sol, mais déjà dans le gravier, la couche d'humus ayant ici tout au plus 50 à 60 centimètres d'épaisseur, on est arrivé à un groupe de tombeaux solidement construits en murs de tuf et de dalles de molasse semblables à celles mentionnées plus haut. Il y avait cinq tombeaux alignés, le tout formant une construction unie. Malheureusement il n'a pas été possible de déterrer le tout dans une seule journée et il a fallu laisser passer un dimanche, de sorte que lorsque nous sommes revenus pour continuer les travaux, les petites dalles à la tête des corps avaient été disloquées, le contenu des tombeaux dérangé, les crânes en grande partie emportés et le reste des ossements cassé à coups de bâtons. La perte de ce matériel, qui aurait pu servir à une étude craniologique intéressante, vu la bonne conservation de ces tombeaux presque hermétiquement

fermés et par conséquent conservés intacts, est bien regrettable. Ces caveaux étaient, en effet, exempts de terre, amenée si souvent par l'eau, et ils faisaient encore exception à ce point de vue. Si le contenu a été perdu j'ai par contre pu étudier très exactement la construction.

Constatons d'abord que ce tombeau quintuple est situé au centre d'un emplacement où l'on trouve des tombeaux isolés, entourés de dalles et d'autres dont les ossements gisent librement dans la terre. En d'autres termes, nous avons à faire à un « champ de repos » ou cimetière. Dans les environs de Genève (1) j'ai eu occasion d'étudier un grand nombre de tombeaux anciens, mais jamais, jusqu'à présent, je n'en ai trouvé une pareille agglomération, surtout construite d'une façon si solide et si soignée. A Genthod (2), cependant, j'ai remarqué un groupe de trois tombeaux en dalles, semblables à ceux de Lancy, mais ne tenant plus debout lorsque la terre fut enlevée.

Le groupe de Lancy mesurait dans la direction sud-nord 3 m. 05, dans celle d'ouest-est 2 mètres. La largeur des tombeaux était à la tête (ouest) de 42, 46 à 48, aux pieds (est) de 37 à 40 centimètres. Les murs en tuf mesuraient 20 centimètres d'épaisseur. Les morceaux montraient une coupe très régulière en cubes et en pièces rectangulaires. Les dalles ne mesuraient en épaisseur guère plus de 10 centimètres, plutôt moins. Celle qui couvrait le quatrième tom-

(1) *B. Reber* : Notices sur des crânes et fragments de crânes trouvés à la colline de la Balme, près du Salève. Séance de l'Institut du 13 mars 1883. Bulletin de l'Institut, tome XXVI.

B. Reber : Recherches archéologiques dans le territoire de l'ancien évêché de Genève. Mémoires et documents de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, tome XXIII (tirage à part de 47 pages et 4 planches).

(2) *B. Reber* : Recherches, etc., page 39.

beau, (compté de gauche à droite) était la plus belle, régulièrement rectangulaire, longue de 1 m. 92, large de 58 cent., ayant le bord tout autour visiblement bien ajusté, mais sans sculpture ou poli.

Disons d'abord un mot des trois figures. Fig. 1 présente les tombeaux débarrassés tout autour et déblayés de la terre, montrant l'ensemble de la construction dans son état primitif. La figure 2 donne la même image, mais après l'enlèvement des cinq couvercles. On voit ici surtout l'intérieur des tombeaux. Ces deux vues sont prises du côté ouest et vont de la tête aux pieds des tombeaux. Ensuite figure 3 montre l'inverse. Prise depuis la route du côté est, elle présente la construction vers la tête des morts.

La profondeur des tombeaux était de 50 à 55 centimètres. A la tête de chaque tombeau, la fermeture était obtenue par une dalle de molasse; aux pieds, le matériel variait un peu. Le premier tombeau (comptant toujours de gauche à droite) sur les figures 1 et 2 avait à cette place une dalle en gneiss erratique, le second et le troisième un petit mur en tuf et, le quatrième et le cinquième des dalles en molasse. Le fond des cinq tombeaux était formé d'un pavé de petits cailloux roulés. En outre, dans le deuxième, troisième et quatrième ce pavé était recouvert d'un ciment blanc ou chaux, très régulièrement aplani et arrondi aux angles. Le ciment faisait défaut dans le premier et le dernier tombeau. Quelle est la cause de cette exception? Par contre, la fermeture était la même pour tous les tombeaux et obtenue au moyen d'un mortier très dur qui rendait la construction solide et surtout presque hermétique.

Si on jette un coup d'œil sur les figures 2 et 3, on remarque de suite une irrégularité assez frappante. Le premier tombeau est entièrement entouré de dalles, tandis que les

autres sont séparés par des murs de tuf. Pour cette raison, je crois que la construction primitive se composait des tombeaux 2 à 5, et je suppose que celui que nous voyons à gauche a été ajouté plus tard.

En résumé, tout le contour du groupe, à l'exception du mur au pied du second et du troisième tombeau, était construit en dalles. Les séparations le long des tombeaux se composaient comme suit : 1 en deux dalles, 2 et 6 en une seule dalle chaque, 3, 4 et 5 en mur de tuf. Tous les couvercles en dalles de molasse étaient primitivement d'une seule pièce, elles se sont en partie brisées en les enlevant.

Comme je l'ai déjà fait remarquer, les cinq tombeaux étaient si bien construits que les infiltrations de terre, qu'on voit presque toujours en pareil cas, n'ont pas eu lieu ici. Les ossements gisaient librement dans le fond de chaque tombeau, avec la tête à l'ouest, donc le regard vers le soleil levant, vers l'orient.

Au-dessus du coin nord-est de ce groupe et posés sur les dalles formant les couvercles, gisaient encore deux squelettes, simplement dans la terre et sans entourage de dalles. Il n'a pas été possible de conserver les crânes en entier, très ramollis et tombant en morceaux en les sortant.

Comme c'est souvent le cas, dans cette sorte de sépultures, les objets pouvant donner une indication directe sur leur âge, manquent presque totalement. Une boucle de ceinture, trouvée l'année passée s'est perdue. Cette fois je n'ai remarqué qu'une petite chaîne en bronze ou cuivre de 16 centimètres de long, composée de huit chaînons et un cercle, le tout d'un travail primitif, en fil rectangulaire, les parties simplement repliées à chaque bout et sans aucune soudure et sans ornements. Dans le mortier se trouvait des petits morceaux de tuiles cassées et morcelées, comme on l'ob-

serve toujours dans le mortier des constructions romaines. Ensuite, dans un des trois murs de tuf j'ai détaché un morceau de tuile romaine. Ce dernier fait n'est encore pas un cas rare du tout. Dans les tombeaux de Choisy (1), par exemple, il se trouvait une grande tuile romaine, qui provenait certainement, comme ici à Lancy, d'une ruine du voisinage. En général, on peut admettre que ce genre de tombeaux était en usage depuis l'époque romaine jusqu'au huitième siècle de notre ère. Du moment qu'on ne trouve pas un objet caractéristique, il est impossible de préciser davantage le temps de leur construction. A Veyrier, j'ai trouvé, en 1891 et 1892, dans des tombeaux semblables, des objets appartenant à l'époque burgonde, ne laissant donc aucun doute sur la provenance et la race des morts enterrés à cette place.

Ajoutons que dans les environs on ne remarque des carrières ni de tuf, ni de molasse, et que tout ce matériel vient donc du dehors du district de Lancy. Une des dalles était noircie d'un côté, comme si elle avait fait partie d'un foyer.

Il se présente encore la question de savoir où se trouvaient les habitations des gens qui enterraient leurs morts à la place qui nous occupe. Incontestablement ce cimetière servit pendant un certain temps. Le groupe que je viens de décrire me semble représenter le tombeau collectif d'une famille, peut-être celle d'un chef de l'endroit. En tout cas, cette construction se distingue des autres sépultures et permet parfaitement cette supposition.

L'ensemble de cet emplacement et une bonne partie du plateau autour s'appelle « Les Crêts » et l'on y jouit d'une très belle vue sur les environs et les Alpes. La légende

(1) B. Reber : Recherches archéologiques, etc., page 18.

place ici, c'est-à-dire à deux cents pas des tombeaux, un village disparu, parce que de temps en temps on remarque dans la terre des fragments de mur et des débris de tuiles. Il n'est plus, dès lors, douteux qu'à cet endroit même se trouvaient les maisons en rapport avec le cimetière antique que je viens de mentionner.

Il ne faut pas confondre ces anciennes habitations, comme je voudrais appeler les ruines de la légende, avec le Lancy démoli au XVI^{me} siècle par les Genevois. Le Lancy d'aujourd'hui se trouve de nouveau à cette dernière place(1).

Il faut encore ajouter, pour terminer, que le terrain entamé pour la « sablière » peut fournir encore de nombreux autres tombeaux, surtout le long de la route. Espérons que de nouvelles découvertes nous fourniront des détails plus concluants.

Les ossements, parmi lesquels quelques capsules crâniennes, ont été donnés au Musée d'histoire naturelle de Genève (2).

B. REBER.

(1) *Gaudy-Le Fort* : Promenades historiques dans le canton de Genève. Deuxième édition, 1849. II. p. 79.

(2) Outre à M. le Dr Rapin, qui dès le commencement à bien voulu me rendre attentif, et à M. J. Roch qui m'a permis les fouilles dans sa propriété et qui m'a aidé, je dois aussi de la reconnaissance à M. et à M^{me} Th. Boulanger et à M. E. Dalphin pour l'intérêt qu'ils m'ont témoigné dans cette circonstance et les soins qu'ils ont bien voulu donner aux photographies si obligeamment exécutées par eux. Je tenais beaucoup à prendre des photographies de ces tombeaux remarquables; elles présentent les documents les plus exacts et conservent l'image avec une fidélité absolue.

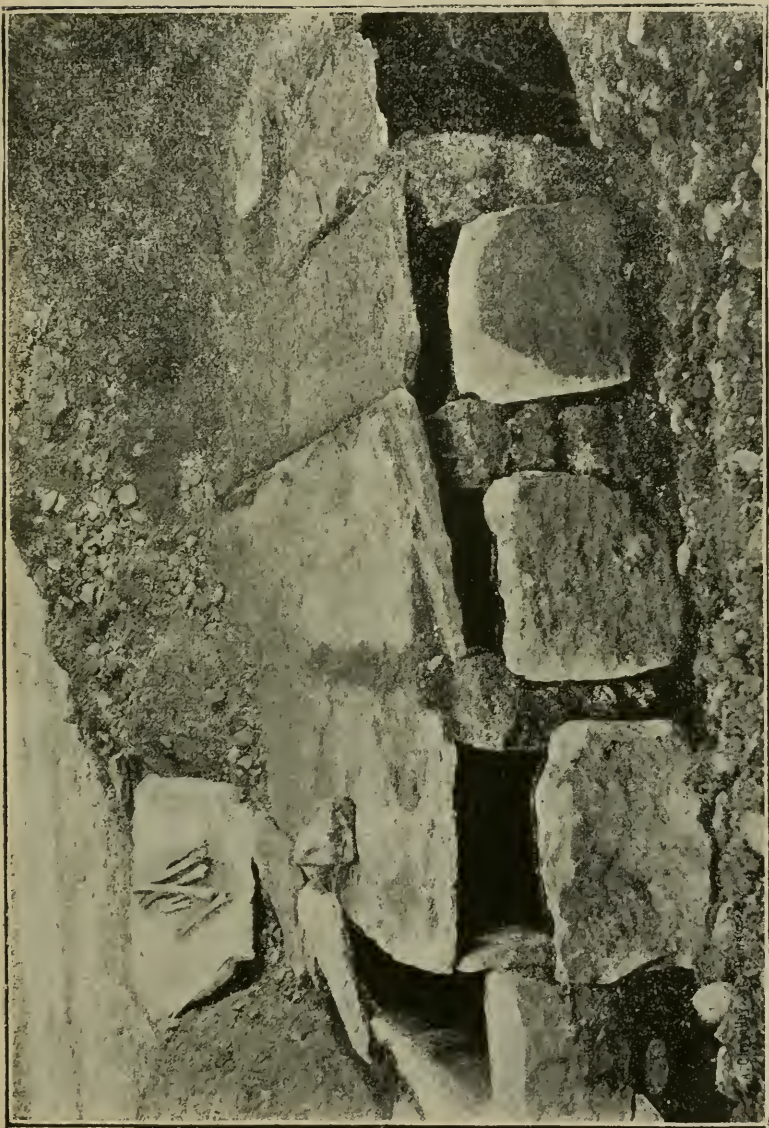


Fig. 1

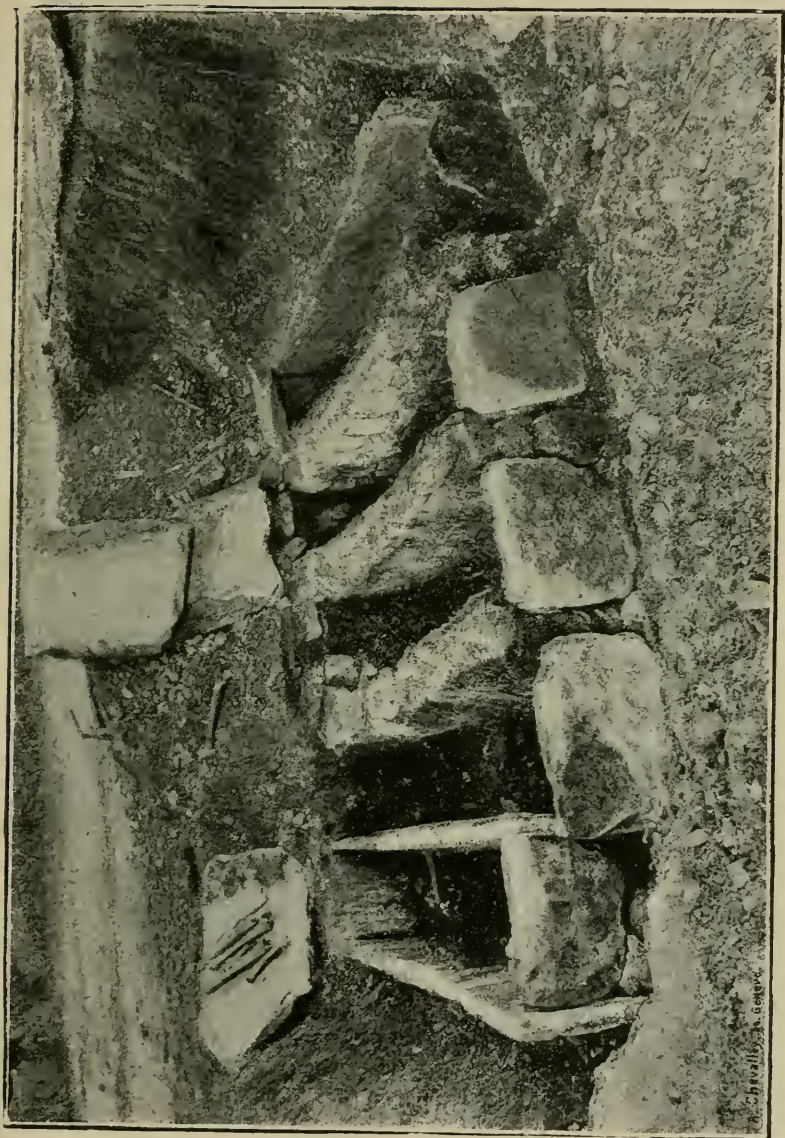


Fig. 2

A. Chavallat, Genève.

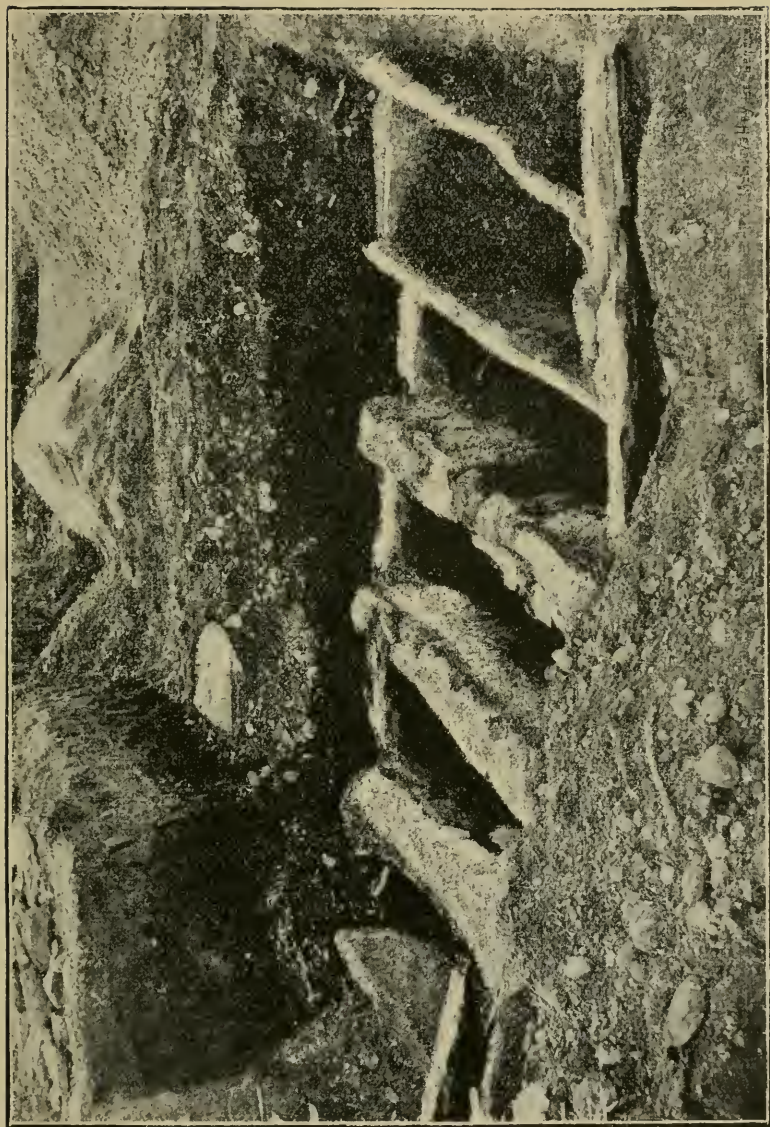


Fig. 3

LETTRES
DE
SAINTE-BEUVE
AU PROFESSEUR GAULLIEUR

(1844-1852)

En 1877, 1878 et 1880, le secrétaire de Sainte-Beuve, M. Jules Troubat, a publié la correspondance du célèbre critique, en trois volumes qui contiennent près d'un millier de lettres. Il y en a beaucoup qui sont très intéressantes ; on y retrouve l'esprit judicieux et net de Sainte-Beuve, le tour naturel et familier d'une agréable causerie. Quant aux petits billets qui sont en grand nombre, et qui ont paru insignifiants à quelques critiques, on reconnaîtra qu'ils donnent aux lecteurs solitaires et aux jeunes étudiants de la province et de l'étranger, une idée juste et précise du trantran quotidien,

du *tous-les-jours* du cabinet de travail d'un érudit parisien. Ceux qui sont eux-mêmes au centre de ce mouvement n'ont pas besoin qu'on le leur décrive, et qu'on en mette une image sous leurs yeux. Mais partout ailleurs qu'à Paris, on saura apprécier le tableau animé et vivant que présentent ces volumes, où vient se peindre au regard un des coins de l'atelier intellectuel de la France; et dans l'avenir, cette correspondance prendra place à côté de celle de Bayle, où nous trouvons tant de renseignements sur une autre époque de la critique française, alors que les journaux de Hollande étaient un de ses principaux organes.

La famille de M. le professeur Gaullieur nous a confié les vingt lettres que nous publions ci-après. Cette branche inédite de la correspondance de Sainte-Beuve est un nouveau témoignage de l'aimable accueil que trouvaient auprès de lui les littérateurs de la Suisse romande. Le souvenir de son séjour à Lausanne lui était resté cher; il était bien disposé pour tout ce qui lui rappelait notre pays. Ces pages offrent aussi quelque intérêt en ce qui concerne Sainte-Beuve lui-même, parce qu'elles donnent des renseignements précis sur ses rapports avec M. Buloz.

Le professeur Ensèbe Gaullieur, à qui ces lettres sont adressées, était un homme de trente-six ans, au moment où il entra en relations avec Sainte-Beuve (1). A Paris, avant 1830, il avait suivi les cours de l'Ecole de Droit et de l'Ecole des Chartes; de retour en Suisse, il y avait fait du journalisme et de la politique. Neuchâtelois d'origine, il était

(1) On n'a pas une bonne biographie de M. Gaullieur. Parmi les courtes notices qu'on a écrites après sa mort, il faut signaler celle de la *Biographie neuchâteloise* de Jeanneret et Bonhôte, et celle de M. Viridet dans le *Bulletin* de l'Institut genevois, tome X, pages 6-13.

établi à Lausanne depuis huit ans; il avait été chargé en 1842, d'un cours de Droit romain à l'Académie.

M. Gaullieur, qui n'avait fait encore que des articles de journaux et des compilations d'école, voulut placer sous le patronage de Sainte-Beuve son premier travail d'histoire littéraire : une étude sur les lettres de Benjamin Constant à madame de Charrière. Un ami commun, M. Monnard, servit d'intermédiaire entre eux. Le critique parisien vit d'un coup d'œil tout l'intérêt des documents que M. Gaullieur lui communiquait; il saisit la balle au bond; et six semaines après les premières ouvertures, la *Revue des Deux Mondes* publiait l'article intéressant qui est intitulé : *Benjamin Constant et madame de Charrière*, et qui a été recueilli dans les *Derniers Portraits* (1).

M. Gaullieur entrait ainsi brillamment dans sa carrière d'érudit. Elle fut courte, malheureusement. Depuis la publication de cet article, et du premier volume des *Etrennes nationales* (1845) jusqu'à sa mort (29 avril 1859) elle embrasse quinze ans à peine.

Une mort prématurée comme celle de M. Gaullieur, à 51 ans, est désastreuse pour un érudit, qui a besoin d'un long espace de temps pour préparer ses publications, et qui peut continuer à travailler, être fécond et produire, jusqu'à l'extrême fin de l'arrière-saison de la vie. Littré entrait dans sa quatre-vingtième année, quand il écrivait sa charmante et instructive causerie : *Comment j'ai fait mon Dictionnaire de la langue française*.

On sait que M. le vicomte de Spœlberch de Lovenjoul possède les papiers de Sainte-Beuve, et administre ce précieux

(1) Dans la table de la *Revue des Deux Mondes*, au nom de Sainte-Beuve, cet article a été omis par inadvertance.

dépôt avec la libéralité d'un gentilhomme. Il m'a envoyé la copie des lettres de M. Gaullieur à Sainte-Beuve ; elles contiennent beaucoup de renseignements utiles ; je les ai recueillis avec soin. Je n'ai donné, bien entendu, que des fragments de ces lettres. M. Gaullieur avait de la modestie — qualité, qui chez nous, est moins rare qu'on ne croit — et il m'eût approuvé. Dans les lettres de Sainte-Beuve lui-même, j'ai fait quelques coupures.

Eugène RITTER.

A Monsieur Gaullieur, professeur de Droit
à l'Académie de Lausanne.

Paris, ce 2 mars [1844].

Monsieur.

Je reçois de M. Monnard les précieux papiers que vous lui avez confiés, et j'en prends lecture avec un vif intérêt.

Je crois qu'il vaut mieux m'adresser tout directement à vous, relativement à l'usage que vous désirez qu'il en soit fait. La *Revue des Deux Mondes* insérerait très volontiers (j'en suis très assuré) ces curieux documents ; mais voici ce qu'il faudrait que vous permissiez :

Me permettriez-vous, monsieur, d'en agir avec ce que vous confiez comme avec un livre dont on rendrait compte, en citant, non pas la totalité, mais tout ce qui paraîtrait intéressant au point de vue de notre public. Votre nom y serait mentionné à chaque endroit convenable, et l'honneur de la publication vous serait tout à fait acquis et maintenu. Les passages de votre introduction seraient cités entre guillemets, comme de vous ; puis viendraient les lettres avec vos notes : je me permettrais seulement d'ajouter quelques considérations sur Benjamin Constant.

La *Revue* a déjà publié un portrait de lui ; de plus, une appréciation d'*Adolphe* (1) ; il y aurait à se rattacher à ces articles sur quelques points.

(1) Article de Loève-Weimars sur Benjamin Constant, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} février 1833. Article de Gustave Planche sur *Adolphe*, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} août 1834.

Il faudrait aussi, monsieur, que vous voulussiez bien envoyer la totalité des lettres et du travail que vous vous proposez de donner : la *Revue* n'en ferait qu'un seul et même article. Ce que j'ai entre les mains serait trop court. Elle consacrerait à ces pièces intéressantes autant d'espace qu'il faudrait, en une seule fois.

Le prix d'insertion vous reviendrait pour toute la partie qui serait de vous, ou qui serait le texte même des lettres. La propriété vous en resterait entièrement.

Au cas où ces conditions vous agréeraient, il faudrait que vous voulussiez bien m'adresser le plus vite possible le reste des pièces et du travail. Si ce n'était pas trop gros, je dirais : par la poste ; mais enfin, le plus tôt possible, par la diligence. Je crois que M. Olivier sait le moyen ; il a déjà envoyé de tels paquets.

Je n'ai, monsieur, que des remerciements extrêmes à vous adresser pour la façon obligeante dont vous parlez de ma notice. J'avais eu sous les yeux des pièces et lettres concernant la jeunesse de M^{me} de Charrière. M. de Brenles est coupable de m'avoir dit qu'elle était peu jolie, et j'avoue que j'ai peine à croire, d'après ce qui m'est revenu encore d'ailleurs, qu'elle ait été ce qu'on appelle une *beauté*. Elle était sans doute à cette limite où les adorateurs peuvent dire le mot, et les indifférents le refuser.

Enfin, je n'ai pas entendu dire qu'elle ait été la *marraine* (à l'Eglise) de B. Constant. Je n'ai que voulu faire entendre (1) poliment qu'elle avait été sa première *maîtresse*, bien que plus âgée.

(1) « Elle fut la première *marraine* de Benjamin Constant », avait dit Sainte-Beuve dans un article sur madame de Charrière (*Revue des Deux Mondes*, du 15 mars 1839 ; morceau recueilli dans les *Portraits de femmes*).

Mille excuses de ces explications, monsieur, et surtout, bien des remerciements sentis pour votre flatteur témoignage. Veuillez répondre directement et vite sur votre décision : je vous en serai bien reconnaissant.

Je suis, monsieur, votre bien dévoué serviteur.

S^{te} BEUVE.

Adresse : à l'*Institut*, quai *Conti*.

II

(de *M. Gaullieur*)

Lausanne, 5 mars 1844.

Monsieur,

J'accepte avec grand plaisir les conditions que vous me faites pour la publication des lettres de Benjamin Constant dans la *Revue des Deux Mondes*.

Dès aujourd'hui, je me mets à l'œuvre pour vous expédier les matériaux qui font suite au commencement que vous avez. Je ne copierai que les lettres qui sont tellement en loques qu'elles ne pourraient sans péril quitter mon cabinet; toutes les autres, je vous les enverrai en original, avec prière de me les réserver une fois que vous en aurez fait usage. C'est un héritage de famille auquel je tiens. Ma mère fut l'exécutrice testamentaire de madame de Charrière, après la mort de laquelle elle eut mille peines pour ne pas épouser M. de Charrière.

Comme pièce au procès touchant le plus ou moins de beauté de madame de Charrière, je me réserve l'avantage de vous adresser une petite copie de son portrait.

M. Olivier m'a demandé quelques fragments de la correspondance de Benjamin Constant pour la *Revue suisse*. Je lui

en ai remis quelques-uns, ayant trait surtout à la société lausannoise. Ils forment une imperceptible partie de la totalité de cette volumineuse collection, et ce sera comme une annonce avantageuse de la publication générale.

Veuillez, monsieur, être persuadé du plaisir que j'aurai à mettre mes documents à votre disposition, si jamais votre bonne fortune vous ramenait à Lausanne, et agréer l'expression de mon dévouement respectueux.

E. H. GAULLIEUR.

III

(de M. Gaullieur)

Lausanne, 7 mars 1844.

.
J'ai passé mon enfance dans la maison de madame de Charrière, à Colombier. C'est dans ses livres que j'ai appris à lire. Sa bibliothèque et ses manuscrits sont ma propriété. Trop jeune pour avoir pu la connaître, j'ai recueilli de la bouche de sa belle-sœur, mademoiselle Louise de Charrière, et de tous les membres de sa famille et de la mienne, mille détails la concernant.

Quand plus tard, je fis à Paris mon droit et mon stage (de 1825 à 1830) je m'entretins souvent avec Benjamin Constant de madame de Charrière, et je pus ainsi m'assurer de bien des choses. Je lui laissai même un manuscrit volumineux de madame de Charrière, intitulé : *Asychis ou le prince d'Egypte*, qu'il me dit vouloir publier, et dont il se chargea de faire la préface. C'était un roman historique dans le genre de *Télémaque* et de *Séthos*, ou du *Télèphe* de Pechméja.

Dieu sait ce qu'il est devenu ! Du reste, la perte n'est peut-être pas grande, bien que l'auteur se plût à dire que c'était ce qu'elle avait écrit de mieux comme style. Je n'y tiendrais que comme à une relique. Pourrait-on peut-être s'enquérir entre quelles mains ont passé les papiers de Benjamin Constant ?

Veuillez, monsieur, m'accuser réception du paquet annoncé, procéder à son inventaire avec indulgence, et avec cet intérêt si senti que vous mettez à toutes les choses littéraires. Il y a, en tout, cent lettres environ ; quelques-unes sont des billets ; mais en revanche, il y en a qui sont des cahiers de douze à quinze pages in-folio.

IV

(de *M. Gaullieur*)

Lausanne, 8 mars 1844.

Voici, monsieur, toutes les lettres de Benjamin Constant, dont ma lettre d'hier vous annonçait l'envoi : il y a cent et quatre lettres de lui, en comptant les quatre (dont deux originaux) que vous avez déjà. De plus, vous trouverez quelques lettres de madame de Charrière, de madame de Staël, et de quelques autres personnes mentionnées dans la correspondance de Benjamin Constant ; elles serviront à l'éclaircir. Vous verrez qu'il n'y a pas de lacune.

J'ai encore dans mes papiers d'autres séries de lettres de divers personnages, qui sont d'un très vif intérêt. Il y a entr'autres, la correspondance de la comtesse Dönhoff, l'une des femmes légitimes de Frédéric-Guillaume II, qui est extrêmement curieuse et piquante. Elle donne sur Berlin, durant les dernières années de Frédéric-le-Grand, le règne

de son successeur, les illuminés, la coalition contre la France, etc., des détails neufs et spirituels. Madame de Charrière appelait madame Dönhoff, la *Sévigné allemande*. Certaines lettres en effet, pour le naturel, sont de petits chefs-d'œuvre. On pourrait voir à en faire quelque chose après la publication de Benjamin Constant. J'ai aussi une copieuse moisson de lettres sur Ferney. Madame de Charrière avait soin, autant que possible, de réclamer ses lettres, lorsque quelqu'un de ses correspondants décédait. Aussi, ai-je d'elle un millier de lettres peut-être.

Bien que, je vous le répète, monsieur, l'ambition littéraire ne me domine pas, je ne vous dissimule pas que ce sera pour moi une vive joie de voir mon nom protégé par le vôtre dans la *Revue des Deux Mondes*. Ce que vous me dites, que l'honneur de la publication me sera acquis, me transporte. Il est certain que pour vous, monsieur, vous avez déjà tant de titres à l'admiration de vos contemporains et à l'attention de la postérité, que cette nouvelle parcelle de labeur littéraire ne changera rien à la somme de vos mérites.

V

(de Sainte-Beuve)

Ce 15 [mars 1844].

Votre lettre et le paquet intéressant m'arrivent, monsieur, au milieu d'une nomination académique (1) et des mille distractions de ce moment. Je n'ai que le temps de vous remercier et de vous accuser réception. J'ai d'abord été un peu

(1) La veille même, 14 mars 1844, Sainte-Beuve avait été nommé membre de l'Académie française.

effrayé en voyant le paquet ouvert, et la couverture simplement liée par une ficelle, sans cachet. Mais je n'ai pas tardé à m'assurer, par une rapide inspection, que le contenu était intact. C'est à la douane qu'on aura ouvert.

Dès que je vais retrouver un peu de liberté, je me mettrai au travail que vous m'aurez rendu si facile, et qui consistera dans le choix et la bordure. Je tâcherai en un mot d'être digne de votre aimable confiance et de répondre à vos intentions.

J'aurai l'honneur de vous récrire lorsque je serai à l'ouvrage.

Agréez, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués et dévoués.

St^e BEUVE.

VI

(de Sainte-Beuve)

Ce 24 [mars 1844].

Monsieur, à peine remis un peu du torrent académique qui m'avait emporté, je reviens à notre travail.

J'ai eu un moment de peur en voyant dans la *Revue suisse* une annonce de la publication ; j'aurais mieux aimé que la *Revue suisse* attendît un peu que nous fussions prêts ici. Mais enfin, nous arriverons, j'espère, pour le 15 avril. Il y a une partie qui est à supprimer entièrement : tout ce qui a trait à *Charlotte* dans le séjour à Brunswick. Cette Charlotte n'est autre que madame Benjamin Constant, vous le savez, encore très vivante, et que nous connaissons. Il faudra, même dans la publication définitive, supprimer toute cette portion. Il y a bien des difficultés d'impression, à cause de la mauvaise écriture ; je m'en tirerai comme je

pourrai, mais vous aurez à faire pour la publication définitive. — Votre compatriote, M. Dubochet, ne pourrait-il ici s'en charger ? c'est une idée qui me vient.

Je vais tâcher que le travail se présente à notre public sous l'aspect le plus favorable. Il y a dans les lettres de Benjamin Constant bien des choses cyniques qu'il faudra absolument supprimer, dût-on les indiquer une fois pour toutes.

Enfin, monsieur, je vais tâcher d'être un bon sonneur et un bon porte-voix.

Mille hommages affectueux.

S^{te} BEUVE.

VII

(de *Sainte-Beuve*)

Ce 14 [avril 1844].

/ Monsieur,

Nous paraissons demain matin, et cette lettre même ne vous arrivera qu'en même temps que le numéro de la *Revue*. J'ai tâché de remplir vos intentions le mieux possible, en les conciliant avec ce que j'ai cru être dans les exigences de notre public. J'ai dû, à cet effet, insister sur Benjamin Constant plus que sur madame de Charrière. On aime dans ce pays à entendre parler de ce qu'on sait, de ce qu'on croit savoir. Vous verrez aussi que j'ai cru devoir *escorter*, en quelque sorte, *convoyer* chaque lettre presque, en expliquant ce que j'y voyais : c'est le plus sûr moyen pour que le lecteur y voie quelque chose. J'ai de plus, dans la seconde moitié du travail, observé une rigoureuse discrétion, tant en ce qui pouvait toucher *Charlotte* (madame

veuve Benjamin Constant) que sur ce qui atteignait madame de Staël. Le contraire eût été très mal pris ici, et même je n'aurais pu en aucune sorte me le permettre, lié comme je le suis socialement avec la famille de madame de Staël. Je n'ai rien dit d'ailleurs sur elle, qui ne soit dans ma conviction entière, et qui ne ressorte du témoignage de tous ceux qui l'ont bien connue.

Si vous donnez suite, monsieur, à une publication plus entière, j'aurai à vous supplier de prendre garde de ce côté, et aussi de celui de madame Benjamin Constant. Ce qui concerne même cette dernière, ne saurait, ce me semble, se publier, elle vivante, sans de vrais et graves inconvénients.

Pour une publication ultérieure, il me semble que le tout devrait repasser scrupuleusement par vos mains, qu'il faudrait que vous prissiez vous-même la peine de faire à votre loisir des copies, ou de les faire faire sous vos yeux, avec les suppressions réclamées de temps en temps. Les deux copies que j'ai eues entre les mains, et que j'ai pu conférer avec les deux lettres originales, ne me paraissent pas suffisamment exactes. J'ai tâché d'être tout à fait exact moi-même dans la reproduction du texte; en deux endroits seulement j'ai altéré, à cause de la grossièreté de l'idée : il s'agissait de cette v. qu'il avait eue; j'ai substitué à *la charité perfide qui l'a rendu malade*, le mot *influence* perlide, et au lieu de dire qu'il était parti, ou qu'on voulait le faire partir *au milieu de ses remèdes*, j'ai mis, qu'on voulait le faire partir *coûte que coûte* (1). Il fallait éloigner l'idée de cette vilaine maladie. Je n'appelle pas *altérations* les sup-

(1) Dans une lettre de Benjamin Constant, datée de Bâle, février 1799.

pressions indiquées par des points, et qui laissent subsister le texte aux endroits qu'on reproduit.

Je n'ai rien fait tirer à part, parce que ce genre de remaniement et de tirage entraîne des frais très disproportionnés (six à *part* coûtent presque autant que cinquante) qu'il eût fallu défalquer du prix de l'article. Mais je vous ferai tenir six exemplaires du numéro de la *Revue*, à l'adresse et par la voie que vous m'indiquerez.

Je ferai régler sous peu de jours le prix de l'article, et je tiendrai une somme assez ronde à votre disposition également : vous me ferez dire à qui je dois la faire remettre.

Enfin, j'aurai hâte aussi de faire revenir entre vos mains les précieuses lettres que vous m'avez confiées ; il y a lieu d'en tirer encore beaucoup ; mais ce travail doit se faire, ce me semble, avec lenteur, discrétion, et le tout passant sous vos yeux et sous votre plume.

Vous trouverez les feuilles de votre manuscrit, de votre *introduction*, en très mauvais état ; j'en ai coupé quelques-unes en effet, pour envoyer à l'imprimerie, mais presque tous les morceaux s'y retrouveront. Quant aux lettres originales, aucune n'est sortie de mes mains ; j'ai fait copier, mais j'ai vérifié soigneusement, original en main.

Pour répondre à une question d'une de vos lettres, Techener est un très bon libraire, et fort capable, mais très cher ; il y aurait peut-être lieu de faire faire vos commissions, même pour ce genre de librairie très rare et très curieux, par quelqu'un de moins affairé et de moins extraordinairement cher. Je lui ai pourtant envoyé votre note, en y joignant un mot.

Voilà donc, monsieur, toute une chose réglée ; je vous le répète, j'ai tâché de concilier tout ce que j'ai cru dans vos intentions, avec la célérité qu'il m'a fallu y mettre, avec les

exigences de la *Revue*, et aussi avec les dispositions de notre monde. Y aurai-je réussi ? Je serais du moins heureux que de votre côté vous fussiez satisfait de l'usage que j'ai fait des richesses mises par vous avec une si aimable confiance à ma disposition. Personne mieux que vous n'est à même de mener à fin ce travail ; mais il en reste à faire, je le crois, avant de livrer à l'impression cette correspondance, si riche surtout, mais si scabreuse aussi dans sa seconde moitié. Vous auriez droit de la rattacher plus expressément à la personne de madame de Charrière, de faire de celle-ci un centre plus que je ne l'ai dû moi-même. Enfin, votre excellent esprit et vos connaissances vous permettraient d'y joindre un commentaire aussi développé qu'il conviendrait (1).

Permettez-moi, monsieur, d'espérer que cette relation ne sera pas pour moi la dernière avec un homme dont j'ai appris à reconnaître tous les mérites et les sentiments.

Votre dévoué,

St^e BEUVE.

VIII

(de M. Gaullieur)

Lausanne, 23 avril 1844.

Monsieur,

M. James Fazy, de Genève, qui aura l'honneur de vous voir, se chargera volontiers de l'envoi que vous avez à me

(1) M. Gaullieur a rempli une partie de la tâche que lui indiquait Sainte-Beuve, en publiant dans la *Bibliothèque universelle* de Genève : *La jeunesse de Benjamin Constant, d'après de nouvelles lettres inédites* (octobre et novembre 1847) et *Benjamin Constant pendant la Révolution, d'après de nouvelles lettres inédites* (mai et juillet 1848).

faire des manuscrits et des exemplaires de la *Revue des Deux Mondes*.

J'ai remis à M. Fazy un paquet de lettres de la comtesse Dönhoff, auxquelles je vous prie d'accorder un coup d'œil. Cette comtesse est morte récemment à Berlin, où elle était traitée, par le roi et les princes de la famille royale, comme épouse légitime de Frédéric-Guillaume II. Sa rupture avec le roi provint de ce qu'elle voulait le détourner de faire la campagne de 1792, contre la France. Elle vint alors à Neuchâtel, où elle accoucha du comte de Brandebourg actuel, que Frédéric-Guillaume III traita toujours en frère.

.

IX

(de Sainte-Beuve)

Ce 25 [avril 1844].

Monsieur,

Je suis heureux de votre contentement. J'ai fait envoyer une des revues à l'adresse de monsieur votre père. Les autres revues que vous recevrez n'étant pas timbrées, veuillez avoir le soin de n'en pas envoyer par la poste en France. M. Monnard, que j'ai rencontré l'autre jour, m'a paru tout disposé à se charger pour vous des papiers que j'ai à vous renvoyer. J'ai de plus à votre disposition la somme de quatre cents francs, que je lui remettrai également si vous le voulez.

Mille et mille sentiments distingués et dévoués.

S^{te} BEUVE.

Le libraire qui me paraît le plus capable et en même temps le plus consciencieux, après Crozet, est M. Potier, quai Voltaire, 7.

M. de Barante me citait l'autre jour un mot de madame de Charrière à Benjamin Constant, lorsque celui-ci devint muscadin; car avec elle il se permettait le négligé : « Benjamin, vous faites votre toilette, vous ne m'aimez plus! »

Cette lettre est écrite, monsieur, quand je reçois votre billet par Olivier. Je verrai avec plaisir M. Fazy, et prendrai connaissance des lettres que vous m'annoncez. C'est donc par lui que je vous ferai tenir tout ce qui vous revient.

Mille amitiés.

Ce 29.

St^e B.

IX bis.

(du duc de Broglie à M. Gaullieur)

Monsieur.

Permettez-moi de vous offrir tous mes remerciemens pour l'accueil que vous avez bien voulu faire aux observations que m'avait suggérées l'annonce d'un recueil que vous préparez (1); M. Monnard a l'obligeance de me faire connaître les dispositions bienveillantes qu'il a trouvées

(1) Dans son article de la *Revue des Deux Mondes*, Sainte-Beuve avait parlé du projet formé par M. Gaullieur, de faire une ample publication des papiers qu'il avait en mains, et où se trouvaient quelques lettres de madame de Staël. M. de Broglie se préoccupa de ce qui se préparait; et pour empêcher la publication de lettres de madame de Staël, il fit faire par M. Monnard, auprès de M. Gaullieur, une démarche qui eut un plein succès.

Au sujet du désir qu'avait la famille de Broglie, d'empêcher que les lettres de madame de Staël ne fussent publiées, on peut lire plusieurs lettres de Sainte-Beuve, dans le second volume de sa *Correspondance*: à M. Buloz, 4 mars 1868: à un éditeur, 10 et 15 mars 1868; et quelques autres billets du même mois.

auprès de vous. Vous avez pensé, avec la parfaite délicatesse qui vous caractérise, que la volonté de madame de Staël était une raison décisive pour s'interdire la publication de ses lettres.

Dès que j'ai connu le dépositaire des papiers de madame de Charrière, j'ai gardé la plus entière confiance sur l'issue de ma réclamation. J'aurais éprouvé une vive peine si, quel que fût le degré d'importance des lettres dont il s'agit, une seule d'entre elles eût été publiée, et si votre nom eût pu servir à autoriser à l'avenir quiconque aurait voulu donner au public les fragmens de la correspondance de madame de Staël qui peuvent n'être pas rentrés dans les mains de sa famille.

Je suis heureux, monsieur, de trouver dans les premiers rapports que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous un motif de reconnaissance pour les sentimens aussi bienveillans qu'élevés dont vous m'avez donné les preuves.

Agréez, je vous prie, avec la nouvelle expression de mes remerciemens, l'assurance de ma considération distinguée.

BROGLIE.

à Paris, le 28 mai [1844].

X

(de *Sainte-Beuve*)

Ce 18 [juillet 1844].

Monsieur,

Je reçois de vous une question qui en croise une de moi à vous. J'ai, en effet, reçu de M. Fazy le paquet de lettres de madame la comtesse Dönhoff. Mais M. Fazy est reparti plus brusquement que je n'avais cru, et je n'ai pu vous les renvoyer par lui.

Je ne pouvais répondre, vous le concevez, avant d'avoir vu les lettres, et je ne crois pas avoir reçu de vous d'autre lettre postérieure qui me réitère la question.

Je ne vois pas, pour mon compte, l'usage qu'on pourra faire ici de ces lettres, isolément : il faudrait y joindre tout un travail sur la cour de Berlin d'alors (dont les lettres ne fournissent pas les éléments) et qui les ferait ressortir, qui les mettrait en valeur pour notre public.

De plus, ces lettres sont en mauvais français : ce qui, à l'instant, empêcherait le succès, le fond en fût-il plus intéressant. Je ne parle au reste, monsieur, qu'à notre point de vue d'ici, et comme *Revue des Deux Mondes*.

Aussi, vous renverrai-je le paquet dès que vous voudrez bien m'en indiquer l'occasion. Je regrette, monsieur, le retard ; mais je pensais que M. Fazy avait pu vous dire qu'il m'avait remis le paquet, et quelques-unes de mes objections.

J'ai moi-même écrit l'autre jour (par Olivier) pour vous demander une autorisation qui pourrait nous aider à décider un libraire d'ici à publier une couple de romans de madame de Charrière, mais tout cela est éventuel.

Mille salutations affectueuses et sentiments distingués.

S^{te} BEUVE.

XI

(de M. Gaullieur)

Genève. 28 juillet 1844.

Monsieur,

Je reçois ici, au retour d'un petit voyage, le billet par lequel vous m'annoncez que l'on se propose de publier de nouveau quelques ouvrages de madame de Charrière, et la

lettre par laquelle vous avez la bonté de me répondre au sujet des lettres remises par M. Fazy. Je commence par vous remercier de votre avis au sujet de ces dernières ; je les ferai reprendre chez vous prochainement. J'ai pris la liberté de vous importuner pour cet objet, parce que je n'avais pas clairement appris de M. Fazy ce que ces lettres étaient devenues.

Quant à madame de Charrière, il va sans dire, monsieur, que je mets à votre disposition ma notice, et tout ce qui pourra vous faire plaisir dans les œuvres inédites de cet auteur : j'ai entr'autres une suite des *Lettres de Lausanne*, et une des *Trois femmes*.

L'article de la *Revue des Deux Mondes* vous est aussi tout acquis ; néanmoins je prendrai la liberté de vous demander un avis amical, ou plutôt c'est une petite consultation littéraire que je veux requérir de votre bienveillance.

M. de Custine, que j'ai eu le plaisir d'entretenir de cette correspondance de Benjamin Constant, et qui veut bien m'honorer de quelque amitié, me conseille de la publier, sinon *in extenso*, du moins dans un cadre moins resserré que celui de l'article de la *Revue*.

Maintenant, monsieur, croyez-vous que la reproduction de cet article en tête de la réimpression de madame de Charrière, nuisît à cette publication éventuelle des lettres de Benjamin Constant, ou même la rendit impossible ?

Il va sans dire, monsieur, je le répète, que c'est votre avis d'ami que je réclame ; car avant tout je ratifie tout ce que vous croirez convenable de faire : trop heureux d'avoir une nouvelle occasion de voguer encore une fois de conserve avec vous dans les eaux de la littérature !

J'ai un magnifique portrait de madame de Charrière, peint par Latour, à l'époque de son mariage, durant un

séjour qu'elle fit alors à Paris. J'en ai fait faire une copie réduite qui est aussi très belle. C'est, comme figure et comme ajustement, quelque chose de très gracieux. Croyez-vous qu'une petite gravure de ce portrait ferait bien, en tête du volume projeté ?

J'ai aussi le buste d'Houdon ; mais c'est moins bien.

XII

(de Sainte-Beuve)

Ce 30 [juillet 1844].

Monsieur,

Je reçois votre lettre de Genève. Le libraire dont je vous ai parlé paraît disposé à faire l'édition cet hiver : on mettrait les *Lettres de Lausanne*, et peut-être les *Lettres neuchâtelaises*. Je ne crois pas, sincèrement, que la reproduction de l'article de la *Revue* à la fin de cette édition puisse avoir d'autre effet que de répandre de plus en plus le nom de madame de Charrière, et de donner envie d'en lire davantage. Le titre premier de l'édition serait : *Lettres de Lausanne, par madame de Charrière, avec notes, notice et lettres inédites, etc.*, ainsi ce serait plutôt une excitation selon moi, qu'un obstacle à une publication complète ultérieure. M. de Custine est, mieux que personne, à même, par son esprit, d'apprécier la valeur de cette correspondance ; le plus grand ménagement *actuel* à garder, c'est envers madame Benjamin Constant vivante. Quant à ce qui est de madame de Staël, il y aurait, dans ce que j'ai vu, *très peu* à supprimer, même au point de vue de nos salons. Des copies bien faites, par vous ou sous vos yeux, des lettres de 1792, 93, 94, fourniraient, ce me semble, des portions intéressantes pour la

politique : car moi-même je n'ai pu qu'effleurer cette partie. Il y a certainement là matière à une publication de votre part, et il me semble qu'il vous appartient, à votre loisir, de la préparer.

Quant à la gravure du portrait, nul doute que ce ne fût un embellissement pour notre édition ; j'en parlerai à l'éditeur en question.

Est-ce que cette suite des *Lettres de Lausanne* est achevée ? Est-ce que cela vous paraît avoir de la valeur ou de l'intérêt ?

Recevez, monsieur, les assurances de mes sentiments les plus distingués et les plus dévoués.

S^{te} BEUVE.

XIII

(de *Sainte-Beuve*)

Ce mercredi 25 [octobre 1844].

Monsieur,

Le libraire (qui est M. Labitte jeune) s'est décidé, il y a déjà deux mois, à faire l'édition pour cet hiver ; il attend que moi-même je sois prêt à y donner quelque soin, et j'en ai été empêché jusqu'ici par diverses occupations. L'arrivée de vos excellents documents me remettrait à l'idée et à l'œuvre.

Je vous saurai gré de tout ce que vous m'enverrez et de ce qui me mettra à même de revoir ma notice pour la rendre tout à fait exacte.

Mon discours de réception (qui est fait) ne sera guère prononcé avant décembre (1) : je serai trop honoré de vous envoyer, de loin, cette carte de visite.

(1) Il ne fut prononcé que le 27 février 1845.

Le sujet dont vous me parlez (Léopold Robert) est intéressant et de ceux qui doivent, je n'en doute pas, agréer à notre public. Quant à la *Revue*, je crois aussi que cela lui devrait convenir.

Je dois pourtant vous prévenir bien franchement d'un point, bien qu'il doive coûter à mon amour-propre ; c'est qu'il ne dépend aucunement de moi de faire insérer dans la *Revue* un article, même intéressant, et que j'insérerais si j'étais le maître. J'ai mon blanc-seing personnel (dont je n'abuse pas), et c'est tout.

Mon crédit, aussi bien que celui de tout autre rédacteur, même le plus habituel, ne réussit à s'exercer que lorsqu'il tombe d'accord avec le sens du directeur, M. Buloz. C'est vous dire en un mot, que nous vivons un peu à la *Revue* sous un pouvoir absolu. Quelque étrange que cela puisse paraître, cela est exact rigoureusement ; et deux mots de conversation avec M. Olivier vous expliqueront cet état mieux que je ne saurais faire. Dans le travail sur Benjamin Constant, comme cela rentrait dans ce que j'appelle mon blanc-seing, nous sommes arrivés tout droit. Pour tout autre travail, il faut absolument en référer à Buloz ; je lui dirai votre projet et je vous ferai dire sa réponse par Olivier, à qui j'écris assez souvent. Les dimensions d'un article sont chose très considérable pour lui : il n'aime guère, à la *Revue des Deux Mondes*, que l'article ait beaucoup moins d'une feuille ; mais une feuille à peu près lui paraît une bonne dimension. Je lui en parlerai d'ici une couple de jours, et vous ferai arriver vite la réponse, qui sera probablement favorable au sujet.

Pardon de tous ces détails de *pilotage*, et veuillez recevoir l'expression de mes sentiments bien distingués et dévoués.

S^{te} BEUVE.

XIV

(de M. Gaullieur)

Lausanne, 18 janvier 1845.

Je vous remercie de ce que vous avez bien voulu écrire à M. Olivier, touchant l'article que j'ai fait sur Léopold Robert. Il va sans dire que je ne vous importunerai pas pour patroner cette ébauche. J'essaierai de l'envoyer à la *Revue des Deux Mondes*, et j'attendrai stoïquement le jugement du directeur.

XV

(de Sainte-Beuve)

Paris, le 24 [avril 1845].

Monsieur,

Le petit volume de madame de Charrière est en vente depuis une huitaine. Il contient les *Lettres de Lausanne*, plus les notices que vous connaissez, et quelques-unes des pièces que vous avez eu l'obligeance de me communiquer. La présence de madame Olivier à Paris m'a fait penser à profiter de l'occasion de son prochain retour, pour vous envoyer un certain nombre d'exemplaires. Ce sera donc par elle, monsieur, que vous les recevrez, à moins que vous ne désiriez que ce ne soit plus tôt, et que vous ne me désigniez le moyen. Je chargerais en outre madame Olivier, si vous le voulez bien, des papiers et lettres à vous appartenant, qui me restent entre les mains. L'édition de madame de Charrière, faite par le libraire Jules Labitte, l'a été gratuitement; il a fait les frais, et j'espère qu'il n'y perdra

rien ; je n'ai d'ailleurs absolument rien stipulé, ni pour moi, ni pour vous, monsieur ; mais il nous donne quelques exemplaires.

Agréez, monsieur, mes remerciements pour ce que vous m'avez permis de faire avec votre agrément, et l'expression de mes sentiments les plus distingués.

S^{te} BEUVE.

XVI

(*de Sainte-Beuve*)

Ce 29 [septembre 1845]. Lundi.

Monsieur,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, il y a une quinzaine ; si je n'y ai pas répondu, c'est que je voulais avoir auparavant l'avis de M. Buloz. Celui-ci a reçu de son côté l'article, et m'a promis de l'examiner lui-même avec une entière attention. Mais les choses ne vont pas si vite que vous le croyez. Je ne sais si, au moment où je vous répons, il a eu le temps de faire cette lecture. Nous avons été toute cette semaine tristement occupés de la mort subite de l'un de nos plus chers amis et collaborateurs, M. Ch. Labitte. Enfin, monsieur, veuillez croire qu'il n'a pu y avoir de votre part importunité à une chose aussi simple que l'était votre envoi d'article ; mais il m'eût été parfaitement impossible d'obtenir plus de rapidité, et j'aurais désiré que vous voulussiez bien entrer avec un peu plus de confiance dans un retard qui, de ma part du moins, ne signifiait autre chose que le désir de ne vous écrire qu'avec un résultat satisfaisant.

Agréez, je vous prie, avec mes regrets, l'expression de mes sentiments très distingués et affectueux.

S^{te} BEUVE.

XVII

(de M. Gaullieur)

Lausanne, 20 novembre 1845.

Il y a quelques jours, un marchand d'antiquités, sachant que je m'occupe de ramasser des autographes, vint m'offrir d'acquérir soixante-dix lettres, toutes signées, de Jean-Baptiste Rousseau. Elles sont à l'adresse de J.-P. de Crousaz, jadis philosophe célèbre, et de M. du Lignon, noble Provençal, retiré à Lausanne pour fait de religion, dans la première moitié du dernier siècle, auteur de divers essais de critique, et éditeur du grand *Dictionnaire géographique*, de La Martinière.

Ces lettres à Crousaz sont toutes inédites. Ce sont celles qui n'ont pu être imprimées, comme contenant des allusions, des anecdotes, des réflexions, dont la censure du temps ne se serait pas accommodée.

Quant à celles à du Lignon, une partie des lettres a été imprimée, mais c'est uniquement celle qui traite de questions littéraires, des querelles avec La Motte, etc. Mais toute la partie réellement piquante est inédite.

Je ne sais pas jusqu'à quel point ce personnage et ses œuvres entrent dans vos plans de critique, et si vous supposez que la publication de ces lettres eût un intérêt actuel. Dans tous les cas, je mets ces matériaux à votre disposition.

Il y a dans la même liasse quelques lettres de Brossette, de Lyon, l'éditeur de Boileau. Elles expliquent pourquoi cette correspondance de Rousseau a paru mutilée.

XVIII

(de Sainte-Beuve)

Ce 21 [novembre 1845].

Monsieur,

Je lis au retour d'un petit voyage à la campagne votre article sur Léopold Robert : je le trouve très bon, très simple, très d'accord avec cette vie unie et avec le caractère de cet artiste *fidèle*, comme vous l'appellez très bien. J'en dis en ces termes mon avis à M. Buloz, et lui fais la guerre d'avoir hésité ; je ne me flatte pourtant pas de le faire revenir. Il a repris ce matin l'article pour le lire sous la nouvelle impression que je lui ai voulu communiquer. Ses objections portent sur les lettres citées, qu'il ne trouve pas assez intéressantes à son gré, et sur la forme, qu'il voudrait un peu plus analogue à celle qui est d'usage à la *Revue* ; car nous avons un peu notre moule d'articles, et notre *Rhétorique*. J'ai répondu à cela tout ce que je pouvais, et ce que je pensais : Léopold Robert n'était pas un écrivain, et ses lettres familières le montrent dans sa simplicité et sa bonhomie ; quant à la forme, j'ai dit combien je la trouvais saine, et appropriée pour le cadre à la simplicité même du modèle. Il n'est pas un journal à Paris qui n'insérât volontiers cet article.

En vous écrivant ceci, monsieur, comme je l'ai dit exactement à M. Buloz, je ne veux ni taxer celui-ci de prévention, ni me faire valoir moi-même. Je ne veux que vous dire, au vrai, le genre de difficultés que vous éprouverez auprès d'un esprit positif, excellent à beaucoup d'égards, mais qui applique à sa revue le précepte rigide de Boileau :

Vingt fois sur le métier....

Dans le temps que cette lettre mettra à vous arriver, et, vous, à transmettre ici vos intentions, il sera certainement fixé à une décision : vous pouvez donc lui faire demander ce qui en est, ou l'article lui-même, à cette date d'une huitaine au plus.

S'il persiste à désirer dans l'article je ne sais quelles modifications ou quel ragoût que votre présence seule ici pourrait facilement accommoder, vous trouverez sans trop de peine à placer ailleurs l'article.

S'il se ravise, et désire l'insérer, vous ne trouveriez pas mauvais de petites modifications, ou peut-être suppressions, qui ne seraient sans doute que très peu de chose.

Voilà un résultat bien pauvre après tant de délai. Il n'a pas dépendu de moi que cela ne se passât point plus promptement et plus couramment. Tout ce que je vous dis dans cette lettre, je l'ai dit à M. Buloz lui-même; c'est tout ce que je pouvais faire.

Agréez, monsieur, les assurances de mon entier dévouement.

S^{te} BEUVE.

Les nouvelles de l'enfant de M. Olivier, qui s'annonçaient d'abord comme bonnes, le sont devenues bien moins, comme il arrive si souvent à la suite de ces sortes d'opérations.

XIX

(de M. Gaullicur)

Lausanne, 24 novembre 1845.

.
Je vous ai écrit l'autre jour au sujet d'une correspondance de Jean-Baptiste Rousseau dont j'ai fait l'acquisition. La par-

tie réellement intéressante et entièrement inédite est celle qui concerne le démêlé de Jean-Baptiste Rousseau avec Saurin.

Ces lettres n'ont été vues de personne depuis plus d'un siècle qu'elles reposaient dans les mansardes de la maison de M. de Saussure, arrière-petit-fils de M. du Lignon, l'un des correspondants.

XX

(de *Sainte-Beuve*)

Ce 25 [novembre 1845].

Monsieur.

Je vous avais écrit la veille ou l'avant-veille du jour où j'ai reçu votre nouvelle et très obligeante lettre. Je ne veux pas tarder pourtant à vous en remercier, et à vous dire que j'accepte très volontiers, et avec reconnaissance, l'offre que vous voulez bien me faire.

Il me semble qu'il sera toujours très possible de tirer de cette correspondance la matière d'un intéressant travail de *Revue*, quel que soit l'intérêt fort diminué qu'inspire aujourd'hui Jean-Baptiste. Dans ce moment de renaissance et de curiosité rétrospective en toute chose, je sais d'ailleurs que M. Paulin Paris s'occupe de recherches sur Jean-Baptiste Rousseau, ce qui prouve qu'il y a lieu. Ce travail d'extrait de lettres pourrait encore engager quelque libraire (tel que M. Lefebvre, l'éditeur des classiques français, par exemple) à acquérir de vous la totalité de ces lettres pour une édition de Jean-Baptiste, qui est resté tant bien que mal au rang des classiques.

Je dois à cet auteur pour mon compte, une réparation, et je ne serais pas fâché d'avoir une occasion de la lui accorder.

Mon embarras, c'est que je suis en ce moment très surchargé d'ouvrage; si pourtant ces lettres prêtaient, et n'étaient pas d'une lecture trop difficile, je pourrais m'en tirer un peu plus promptement. — Si vous le vouliez, nous ferions du produit de l'article deux parts égales, dont la moitié vous reviendrait bien justement, et je ferais en sorte que l'article fût assez long pour que le prix que les lettres vous ont coûté fût certainement couvert, et même au delà. Les articles de *Revue* me sont payés deux cents francs la feuille (seize pages). Il est vrai qu'on a l'habitude de ne pas payer quand l'article dépasse deux feuilles; mais deux feuilles suffiraient déjà pour tout couvrir. Vous resteriez maître (bien entendu) de la propriété de vos lettres, qui pourraient devenir l'objet d'une publication ultérieure.

Si cela vous convient, monsieur, j'attendrai les résultats de votre confiance, et j'y suis sensible comme je le dois.

Mille sentiments dévoués.

S^e BEUVE.

Je n'ai rien de nouveau, depuis avant-hier, de la part de Buloz.

J'ai vu l'enfant de nos amis Olivier; sa santé générale est hors de cause; mais l'œil sera perdu, on le craint. M. Ruchet qui devait retourner pour assister aux débats du Grand Conseil, voyant le résultat déjà perdu, ne doit se mettre en route que la semaine prochaine.

XXI

(de Sainte-Beuve)

Ce 17 décembre 1845.

Monsieur,

Je ne fais aujourd'hui que vous accuser réception du paquet de lettres que vous me faites le plaisir de m'envoyer.

Je vais remettre à M. Buloz votre lettre avec l'article.

Je prendrai connaissance de tout cela successivement, et m'empresserai de vous faire savoir le parti que je croirai possible d'en tirer. Recevez en attendant tous mes nouveaux remerciements pour votre amabilité, et l'expression de mon dévouement.

S^{te} BEUVE.

J'ai ressenti le contre-coup de tous ces évènements qui atteignent la plupart de mes amis du canton de Vaud. Je me considérais moi-même comme *en étant*.

XXII

(de Sainte-Beuve)

Paris, le 6 mai 1846.

Monsieur,

J'ai remis l'article; serai-je plus heureux que je ne l'ai été jusqu'ici dans ces sortes de transmissions de votre part? Croyez que je suis confus, et que je souffrè un peu de ne pas pouvoir un peu plus, là où il semble à tous que nous devrions être écoutés.

Je voulais depuis longtemps vous donner quelque nouvelle des lettres de Jean-Baptiste Rousseau; j'ai fait en grande partie la comparaison avec l'édition des *Lettres* publiées à Genève en 1750. Il y a des portions intéressantes parmi les pages inédites; par malheur, il y a bien des endroits effacés qu'on ne peut restituer et relire; un ou deux, qu'on parvient à déchiffrer sous l'encre de la rature, montrent partout l'excès de haine de Jean-Baptiste contre Saurin. Pour donner à tout cela de la suite, de l'ensemble, et pour rendre de l'intérêt et de la vie à ces détails person-

nels, il faudrait, je le vois bien, reprendre toute l'histoire de la querelle, des couplets, et discuter à fond le caractère de Jean-Baptiste. Je ne me suis pas trouvé de force ni de loisir pour entreprendre cette étude ; et l'achèvement de mon travail tant prolongé sur Port-Royal, auquel mes engagements envers le public et envers mon libraire m'obligent enfin de vaquer sérieusement, ne me laisse entrevoir que peu de jour, d'ici à un certain temps. Mon opinion sur ces lettres, c'est que l'intérêt en est disséminé, tout en détail, et qu'elles ne *rendent* pas d'elles-mêmes : il faudrait beaucoup les entourer et les encadrer.

M. Paulin Paris a entrepris un grand travail sur Jean-Baptiste Rousseau, du genre de ceux de Walckenaer sur La Fontaine ou sur madame de Sévigné. D'après le peu qu'il m'en a dit en causant, ce travail aurait pour but ou pour effet une réhabilitation du célèbre lyrique un peu déchu, réhabilitation comme talent, et, qui plus est, comme caractère moral. Il m'a paru, d'après le peu que m'a dit M. Paris, qu'il se trompait complètement, et que le désir de contrarier Voltaire le menait à un paradoxe insoutenable : la lecture de ces lettres mêmes me prouve que Jean-Baptiste était bien tel que l'ont jugé la plupart de ses contemporains ; du moins quant au caractère. L'étude telle que je l'entrevois, en tant qu'elle s'appuierait sur ces lettres comme pièces justificatives, conduirait plutôt à continuer les préventions défavorables : n'est-ce pas là l'effet qu'elles vous ont produit ?

Différant ainsi de faire usage de ces lettres, j'avais pensé à vous proposer de les acquérir de vous, si vous n'y teniez pas trop. Vous ne répondrez à ce dernier point qu'autant que vous le voudrez bien, et vous ne consulterez dans les conditions, je vous en prie, que votre convenance.

Nous allons donner ici une petite édition des lettres de

M^{lle} Aïssé, avec de petits entourages d'inédit, dans le genre de l'édition que nous avons faite de madame de Charrière. M^{re} Aïssé se rattachait à Genève, comme l'autre dame à Neuchâtel. Je vous enverrai un exemplaire de cette édition lorsqu'elle aura paru, c'est-à-dire dans deux ou trois mois.

Agréez, monsieur, les expressions de mes sentiments affectueux et dévoués.

S^{te} BEUVE.

XXIII

(de M. Gaullieur)

Lausanne, 18 mai 1846.

Monsieur,

Si je ne me trompe, il y aurait moyen de parfaitement concilier vos convenances et les miennes, dans ce qui concerne les lettres de Jean-Baptiste Rousseau.

Lorsque j'en fis l'acquisition, je n'avais précisément d'autre but que celui de les réunir à quelques autres dossiers de correspondances autographes qui sont chez moi. Or, vous savez, monsieur, qu'une fois ce désir de possession satisfait, le collecteur est quelquefois bien longtemps sans user de son acquisition. Tel aurait probablement été mon cas, si l'idée ne m'était venue de vous parler de ces lettres.

Puisque vous ne pouvez vous en occuper maintenant, croyez-vous, monsieur, qu'en vous les laissant un, deux, trois ans, et davantage s'il le faut, cela suffirait pour vous faire trouver le loisir nécessaire à votre travail sur Jean-Baptiste Rousseau ? Dans ce cas, je m'empresserais de les laisser à votre disposition pour un temps aussi long que vous voudriez.

Si c'est au contraire (ce que je ne crois pas) à la possession matérielle ou propriété de ce manuscrit que vous tenez, encore ici, monsieur, je m'empresse de vous les offrir pour ce qu'elles m'ont coûté (cent cinquante francs de Suisse), avec prière d'en détacher seulement une ou deux (après en avoir pris copie) pour ma collection d'autographes.

Veillez choisir entre l'une ou l'autre alternative, ou indiquer telle autre combinaison à laquelle je donne les mains par avance et de grand cœur.

Mille remerciements et mille excuses aussi, monsieur, pour la peine que vous avez prise d'être encore mon intermédiaire auprès de la *Revue des Deux Mondes*. Quoiqu'il arrive, cette troisième fois sera la dernière. On peut dire que j'ai en quelque sorte cherché volontairement un nouvel échec, pour avoir la preuve convaincante de mon insuffisance. Après cela, j'aurai le bon esprit de me tenir tranquille. Au fait, je crois qu'il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, d'écrire pour Paris, loin de Paris, quand on n'est doué que de bonne volonté et de facultés ordinaires.

XXIV

(de Sainte-Beuve)

Paris, ce 2 juin 1846.

Une indisposition assez grave qui m'est survenue m'a empêché de répondre jusqu'ici à votre obligeante lettre, et je ne vous réponds même aujourd'hui encore que du lit, où je suis cloué pour quelque temps. Merci, monsieur, de vos offres parfaitement aimables. Ce que je préférerais franchement dans l'alternative que vous me présentez, ce serait le second parti, c'est-à-dire l'acquisition de ces lettres : vous

en détacheriez d'ailleurs autant qu'il vous plairait, et dont je garderais copie. Mais je les sentirais alors dormir en toute sécurité et pour un temps indéfini dans un de mes tiroirs. Je suis bien loin d'être collecteur, et en fait d'autographes notamment (à part quelques billets de contemporains dits illustres) je n'ai rien ; mais j'aime assez avoir sur certains sujets de ces paquets amassés, qui s'ouvrent au jour du besoin comme des greniers de réserve. Même quand j'aurai terminé Port-Royal auquel je suis, ce qui déterminera l'usage que je pourrai faire de ces lettres, ce sera probablement le livre que prépare M. Paris(1) : c'est alors que j'aurai une occasion naturelle, dont lui-même me fournira les meilleures circonstances ; je verrai à puiser dans mon tiroir de quoi l'approuver ou le contredire. Si votre sentiment d'amatuer n'est pas trop blessé par cette idée de vous dessaisir, je pencherais donc pour accepter la seconde proposition : je vous demanderais probablement de me permettre de couper l'acquiescement en deux termes, pas trop éloignés.

J'ai demandé à M. Buloz de hâter sa décision sur votre dernier travail : la *Revue des Deux Mondes* me cause bien des ennuis, malgré l'utilité dont elle nous est. Mais c'est une utilité dénuée de tout agrément, de toute gaieté, de tout sentiment du *chez soi*. Après quinze années de collaboration, je m'y sens moins chez moi que le premier jour. Buloz homme de sens et de vigueur, manque d'horizon étendu,

(1) C'est en 1874 seulement que M. Paulin Paris a fait paraître, dans la *Gazette du Bibliophile* que publiait la librairie Bachelin-Deflorenne, quelques articles sur Jean-Baptiste Rousseau, fragments du livre qu'il avait projeté, et qu'en définitive il n'a pas exécuté.

M. de Lovenjoul est aujourd'hui en possession des lettres de Rousseau que Sainte-Beuve a achetées de M. Gaullieur.

d'élévation dans les vues ; il connaît les hommes politiques, mais ne sait pas tous les ressorts qui meuvent surtout les natures littéraires ; il ne croit qu'au positif, à l'intérêt du moment. Enfin, il est utile et nécessaire à son entreprise ; mais que d'idées gracieuses autour de lui il a empêché de naître, sans s'en douter ! Avec lui, monsieur, on n'a jamais des échecs d'amour-propre, on a des mécomptes d'affaires, voilà tout. Ai-je jamais pu y installer les Olivier comme je l'aurais voulu ? ils lui auraient été pourtant utiles.

La famille de Benjamin Constant qui habite à Dôle (frère et sœur du second lit) ont retrouvé des *mémoires* de Benjamin *écrits par lui en caractères grecs* ; ils vont jusqu'en 1816, m'a-t-on dit. On cherche à les publier ici : ce serait le cas pour votre correspondance ; mais la librairie est dans un triste état. Enfin, il n'y a plus d'obstacle, depuis la mort de madame Benjamin Constant.

Agréez, monsieur, mille sentiments dévoués.

S^{te} BEUVE.

XXV

(de Sainte-Beuve)

Ce 12 juillet [1846].

Monsieur,

J'espère que ma lettre vous arrivera encore à temps aux bords du Léman où je voudrais bien être. J'ai fait copier la première des lettres de Brossette à M. du Lignon, une de celles de Jean-Baptiste Rousseau à Crousaz, et deux du même à M. du Lignon. J'aurai soin que la signature s'y trouve. Tout cela sera à votre disposition dans les premiers jours du mois prochain (août) avec cinquante francs. Je mettrai cinquante autres francs au 2 septembre, et le reste au 2 octobre

J'aurai à savoir pour le prix si c'est argent de Suisse ou de France, et combien cela fait en chiffre rond, argent de France.

La famille de M. de Constant n'a pu s'arranger ici avec un libraire, ou peut-être est-ce madame d'Estournelles (une des demi-sœurs de Benjamin Constant) qui n'a pu s'entendre avec son frère; enfin, c'est encore remis. La librairie est tellement lancée dans des voies d'exploitation différente, que rien de ce qui aurait pu l'allécher il y a quelques années ne prend plus.

Si votre publication se faisait en France, la famille ne pourrait-elle pas élever des contestations sur le droit? C'est un simple doute que je vous soumets; ces questions de propriété littéraire sont ici très peu éclaircies, et les tribunaux ne paraissent pas y entendre grand'chose. Au reste, voilà seize années, si je ne me trompe, que Benjamin Constant est mort, et c'est bien près d'être le terme légal pour les œuvres ordinaires (vingt ans). Reste toujours la question des œuvres *posthumes*. Le mieux, suivant moi, ce serait si vous pouviez trouver quelque libraire ayant pied des deux côtés, comme Cherbuliez, ou peut-être le libraire allemand Franck, successeur de Brockhaus.

Mes différends et désaccords secrets avec la *Revue* m'ont enfin conduit à une séparation complète (1). Je m'occupe d'ailleurs uniquement de terminer mon livre sur Port-Royal, pour le moment; et cela me rend cet éloignement d'autant

(1) En effet, Sainte-Beuve — qui pendant quinze ans, jusqu'au 1^{er} mai 1846 (date de son article sur Ch. Labitte) avait donné presque chaque mois un article à la *Revue des Deux Mondes*, — ne fut plus dès lors, pour ce recueil, qu'un collaborateur intermittent et rare.

plus simple qu'il m'était devenu presque nécessaire. Mais je le crois définitif, car mes motifs réels sont graves.

Jouissez, monsieur, de ce qui est encore si bon dans votre excellent pays, la beauté de la nature qui ne change pas, le calme de votre lac et la grandeur de vos horizons.

Agréez mille sentiments affectueux.

S^{te} BEUVE.

(C'est ici la place d'une lettre de Sainte-Beuve à M. Gaullieur, du 11 août 1846, qui a été publiée dans le premier volume de sa Correspondance, page 139.)

XXVI

(de M. Gaullieur)

Lausanne, 1^{er} octobre 1846.

Monsieur,

J'ai reçu par M. Fazy les autographes de Jean-Baptiste Rousseau que vous avez bien voulu lui remettre. Veuillez agréer tous mes remerciements.

M. Emile de Crousaz, petit-fils du professeur de ce nom, correspondant de Jean-Baptiste Rousseau, m'a remis récemment une liasse d'autographes de son aïeul. J'ai commencé à les dépouiller, mais l'écriture en est bien mauvaise. Si j'y trouve quelque chose qui ait rapport à la correspondance que vous avez, ou à Jean-Baptiste en général, j'aurai soin de vous l'adresser.

J'ai fait remettre à M. Buloz mon nouveau travail sur Léopold Robert; il est complètement refondu et moins informe. Je me suis strictement conformé à vos indications.

Daignera-t-il cette fois l'agréer ? (1) Je ne sais. J'aurais bien voulu vous le soumettre encore, mais je n'ai que trop abusé de vos bontés en cette occasion.

(M. Gaullieur quitta Lausanne à cette époque, pour s'établir à Genève, où bientôt il fut nommé professeur à l'Académie.)

XXVII

(de Sainte-Beuve)

Ce 11 [octobre 1846].

Voilà de grands évènements à Genève; on a des amis des deux côtés. Les pauvres muses et les bibliothèques sont bien compromises dans ces conflits. Je suis tout à fait absent de la *Revue des Deux Mondes*, et sans possibilité de m'en rapprocher; j'y étais si impuissant à vous servir que cela change peu les chances de l'article *Léopold Robert*; si riche de faits et si nourri de vues justes, obtiendra-t-il enfin auprès du rébarbatif directeur un meilleur accueil ? je l'espère pour la *Revue*, plus que pour vous, monsieur.

Je tiens à votre disposition pour le 15, la petite somme dont je vous suis débiteur.

Agréez, monsieur, mille compliments affectueux.

S^{te} BEUVE.

(1) En définitive, c'est la *Revue suisse* qui, dans ses numéros de février et mars 1847, publia le travail de M. Gaullieur : *Léopold Robert, d'après ses lettres et ses entretiens*.

XXVIII

(de Sainte-Beuve)

Ce 12 [avril 1847].

Monsieur,

Je vous suis bien reconnaissant de vos bonnes et intéressantes communications. Ne pouvant par moi-même atteindre à ce trésor, ni l'enlever, comme je le voudrais, j'en ai fait part à quelques amis. Il est une personne qui a déjà réuni plus de 1400 lettres inédites de Voltaire, et qui se propose de les publier : M. de Cayrol, lequel a écrit, par parenthèse, un assez mauvais livre sur Gresset (1). C'est un vieillard amateur, et qui a plus de bonne volonté pour les lettres que de mise en œuvre. Il n'est pas à Paris en ce moment : on doit lui écrire. Mais je crains que tout cela ne traîne, et que la mine ne soit déjà éventée. On est le temps où l'on aurait trouvé tout simplement un libraire pour acheter et publier ces lettres, comme volume supplémentaire à la correspondance générale ? Mais y a-t-il encore une Librairie en France ? Si je pouvais trouver quelque amateur, assez vif et assez riche pour désirer le magot du Juif, je m'empresserais de vous en informer et de solliciter votre obligeante intervention (2).

J'ai vu avec plaisir que Paris avait chance de vous posséder un moment. Je crois que les manuscrits de M. Libri

(1) Sainte-Beuve a parlé de ce livre dans les premières pages de son article sur Gresset (*Revue des Deux Mondes* du 15 septembre 1845 ; article recueilli dans les *Portraits contemporains*).

(2) Voir à ce sujet : Bengesco, *Voltaire, bibliographie de ses œuvres*, tome III, pages 154 et suivantes, 235 et suivantes.

viennent d'être vendus en totalité à Londres; il reste les imprimés dont la vente aura lieu ici avec grand concours et grande concurrence.

Agréez, monsieur, l'expression de mes sentiments très obligés et dévoués.

S^{te} BEUVE.

XXIX

(de Sainte-Beuve)

Paris, 11 mars 1850.

Monsieur,

Je suis bien en retard pour vous répondre, mais c'est que je suis dans un torrent d'occupations qui ne me laissent pas de trêve. Je voudrais pouvoir répondre affirmativement à votre question, mais je vous avouerai que je n'ai pas fait du tout de ces lettres de Jean-Baptiste l'usage que je désirais; et selon l'habitude des gens à projets, je compte toujours m'en servir quand une personne qui s'occupe, je le sais, d'une histoire de Jean-Baptiste Rousseau, la fera paraître. Je n'ai pas même en ce moment ces lettres sous la main ni à ma disposition; car au milieu de tous mes déménagements depuis deux ans, j'ai dû mettre en dépôt loin de moi bien des choses.

Soyez donc assez bon pour m'excuser de vous avoir si mal répondu et si peu comme je voudrais; *et agréez l'expression de mes sentiments bien distingués et affectueux* (1).

S^{te} BEUVE.

(1) Cette lettre du 11 mars 1850 a été écrite par un secrétaire, sauf les derniers mots qui sont en italiques. Les autres lettres de cette correspondance sont de la main de Sainte-Beuve lui-même, sauf la dernière, peut-être.

XXX

(de Sainte-Beuve)

Paris, 10 mai 1852.

Mon cher monsieur,

Je suis avec vous honteusement en retard et en faute ; mais votre lettre avait précédé de longtemps l'envoi du volume. Je l'ai reçu enfin, et je voudrais bien faire au *Constitutionnel* ce que vous désirez. La difficulté est celle-ci : je concerte tous mes sujets d'articles avec la *Direction*, et nous sommes obligés d'en prendre qui répondent assez par leur nature et par leur abondance aux nécessités du journal et à ce qu'attend notre public. Il en résulte que bien des sujets ou de moyen-âge ou d'antiquité, qui se traiteraient avec avantage dans une revue, ne sont pas abordables pour moi dans le court espace de temps et dans le cadre qui me sont imposés. Je voulais vous donner cette explication pour vous prouver qu'il n'y a rien de ma faute dans le silence que j'ai gardé jusqu'à ce jour et qui est bien involontaire.

Agréez, mon cher monsieur, l'expression de mes sentiments distingués et dévoués.

S^{te} BEUVE.

KANT ET FICHTE

ET

LE PROBLÈME DE L'ÉDUCATION

INTRODUCTION

On connaît cette belle pensée de Claudien : « Dans ton sein vit un noble esclave à qui tu dois la liberté ». Libérer l'âme de ses entraves, tel est en effet l'un des principaux objets de l'Education. L'homme diffère essentiellement de l'animal, en ce que, capable d'un développement continu et d'un progrès indéfini, il peut appliquer ses facultés à la conquête successive de fins auxquelles la nature l'a destiné, mais qu'elle n'a pas immédiatement réalisées en lui. Seulement il convient d'ajouter que, chétif et misérable comme il l'est d'abord, l'homme n'arrive pas directement et par lui-même à la réalisation de ces fins. Longtemps il reste dans un état voisin de l'animalité, ou plus exactement à l'état de candidat à l'humanité.

C'est par l'Education que se franchit dans l'homme même le long intervalle qui sépare l'animalité de l'humanité véritable.

Cette éducation est tout d'abord collective et réceptive. Ce sont, avant tout, les circonstances extérieures dont nous subissons inconsciemment l'influence. C'est la civilisation même qui nous entoure, la civilisation qu'on pourrait appeler, selon l'expression de Lessing, l'éducation du genre humain. C'est, en un mot, l'ensemble de tout ce qui, quoique hors de nous, agit sur nous. Ce sont aussi les influences héréditaires, particulières ou collectives. Toute génération nouvelle s'élève naturellement sous l'influence de celle qui l'a produite et reçoit de celle-ci des directions, des habitudes, des exemples.

Mais, à côté de cette éducation que l'individu subit plus ou moins inconsciemment, il y a une éducation consciente et personnelle (1), qui continue aussi longtemps que nous sommes perfectibles et qui doit être comme une réponse

(1) « L'Education, dit John Stuart Mill, comprend tout ce que nous faisons nous-mêmes et tout ce que les autres font pour nous dans le but de nous rapprocher de la perfection de notre nature. Dans son acception la plus large, elle comprend même les effets indirects produits sur le caractère et sur les facultés de l'homme par des choses dont le but direct est tout différent: par les lois, les formes de gouvernement, les arts industriels, les différentes formes de la vie sociale, et même encore par des faits physiques indépendants de la volonté de l'homme, tels que le climat, le sol et la position locale ». — « Le grand but de l'éducation, dit Guizot, (méditations et études morales I. IV) est d'apprendre à l'homme à s'élever lui-même, lorsque d'autres auront cessé de l'élever. »

« Je ne considère pas l'homme comme une machine, mais comme un être doué de liberté et d'intelligence, et je n'estime en fait d'éducation que celle qui fait ressortir ces deux facultés et leur donne une impulsion et une expansion perpétuelles ». (Channing, de *l'Éducation personnelle*, Œuvres sociales, tome I p. 23).

à l'action extérieure, comme notre réaction personnelle, notre contribution au vaste domaine de la vie; elle a pour effet non seulement de mettre l'individu au niveau de l'humanité elle-même et de lui donner pour point de départ ce qui a été pour la génération précédente le point d'arrivée, mais encore de le rendre capable d'ajouter à cet héritage et de l'améliorer.

Ainsi l'Éducation n'a pas seulement pour objet de diriger le développement de l'individu, elle doit encore assurer le progrès régulier de la société, le perfectionnement de l'espèce tout entière. Individu et collectivité, tels sont les deux facteurs du problème de l'Éducation.

Pendant longtemps, nous le verrons, les droits de l'individu ont été méconnus au profit de la collectivité. Mais, s'il n'en est plus ainsi, si désormais l'individu veut et certes cela est légitime, s'appartenir et s'affirmer; si, en dépit de tous les obstacles et de tous les despotismes, il tente toujours de se ressaisir et de se reprendre aux puissances extérieures qui l'ont mis en tutelle, on ne saurait oublier qu'il est en même temps un être sociable; il ne peut vivre isolé; héritier des générations précédentes, il est solidaire des générations actuelles et le progrès de la civilisation, héritage futur des générations de demain, ne peut se faire que par la mise en commun des efforts et des ressources de chacun.

De là, ces deux principes, longtemps hostiles, mais dont l'équilibre est chose essentielle, parce qu'ils sont également fondés sur la nature humaine: le principe d'autorité et le principe de liberté. Si la lutte de ces deux principes régit tout le cours de l'histoire générale, nous retrouvons, parallèlement, cette même lutte dans les différents systèmes d'éducation dont l'histoire est aussi variée et aussi mouvementée que celle des mœurs et des institutions.

Nul changement grave dans les destinées des peuples qui n'ait provoqué un remaniement du régime éducatif. Dans les doctrines, dans les pratiques de l'enseignement, on est toujours sûr de retrouver l'empreinte des idées du temps et du milieu social.

Sous le régime absolu des théocraties païennes des peuples de l'Orient, l'éducation nationale est ramenée violemment à la seule autorité du sacerdoce; c'est l'esclavage physique et moral des individus. Chez les Grecs, elle apparaît essentiellement politique; les prêtres y demeurent à peu près étrangers, mais, au défaut de la religion, l'Etat ou la Cité absorbe le plus souvent la direction des intelligences. Il en sera à peu près de même chez les Romains (1). Si le Christianisme primitif vient enfin affranchir les âmes et rendre à l'homme sa liberté morale, s'il sépare le temporel du spirituel et délivre ainsi l'individu du joug de l'Etat, l'Eglise remplace bientôt la domination de l'Etat et, au moyen-âge, ce pouvoir devenant despotique à son tour, cherche à étouffer toute individualité : despotisme plus exclusif encore que celui de l'Etat antique, puisque, outre l'abdication de la volonté, il exige celle de la conscience elle-même. Les études sont alors renfermées dans le cercle étroit et rigide de la scolastique, toute science est subordonnée à la théologie. La faculté maîtresse est la mémoire; la vertu par excellence, la soumission ou la *passivité* absolue.

Il faut arriver à la Renaissance et surtout à la Réformation du XVI^e siècle pour assister de nouveau à l'émancipation de l'individu.

Le protestantisme consacrait le droit de l'individu, la liberté de conscience, le droit des croyances diverses dans

(1) Voir *La Cité antique* de Fustel de Coulanges.

un même Etat, droit nouveau, inconnu du moyen-âge et qui est l'honneur des sociétés modernes. C'est l'époque de la réforme des écoles et des collèges principalement dans les pays protestants. C'est aussi l'époque par excellence de l'énergie et surtout de l'*énergie* morale.

Mais une réaction a lieu. Après la fondation de l'ordre des Jésuites, après une longue période de guerres civiles et religieuses, voici la monarchie absolue et le règne de Louis XIV. C'est l'époque de la Révocation de l'Edit de Nantes. Si l'on s'occupait d'éducation, il ne s'agit guère que de celle des princes et des nobles. Quant au peuple, rien n'égale le mépris avec lequel on parle de lui. Inutile de parler de son éducation, il n'y en a point. Si quelques voix firent entendre discrètement au pouvoir « qu'il est bon de ne pas faire tout ce qu'on peut », la royauté sut punir les auteurs de ces témérités par la disgrâce et par l'exil.

Bientôt elle allait entendre des voix plus hautes et plus hardies; aux représentations et aux prières succéderont bientôt les sarcasmes, les invectives, les sommations; bientôt la voix du peuple se mêlera à celle des écrivains qui veulent établir pour tous le règne de la Raison et de la Liberté.

La philosophie qui jusque là n'était guère sortie de l'école ou de la science pure commençait à se mêler des affaires du monde. Elle commençait à gouverner l'opinion et à transformer la société. On a reproché au XVIII^e siècle d'avoir parlé aux hommes de leurs droits plus que de leurs devoirs: l'accusation peut être juste, mais il faut reconnaître que, pendant des siècles, on ne leur avait parlé que de leurs devoirs en oubliant leurs droits.

Jusqu'au XVIII^e siècle on avait trop souvent oublié que l'homme est un être moral et qu'il ne peut être sacrifié à la

toute puissance d'une autorité humaine. De là beaucoup d'injustices, de barbaries et d'abus. La législation, formée de débris du droit romain et du droit féodal, ne s'était pas accommodée au changement des mœurs et des temps. L'homme, chose sacrée pour l'homme, selon l'expression de Sénèque, n'était pas traité avec le respect qui convient à un être moral.

C'est alors que paraît Rousseau : « Renoncer à la liberté, dit-il, c'est renoncer à sa qualité d'homme, aux droits de la liberté, même à ses devoirs. Il n'y a nul dédommagement possible pour quiconque renonce à tout; une telle renonciation est incompatible avec la nature de l'homme et c'est ôter toute moralité aux actions que d'ôter toute liberté à la volonté ». Remettre hors de doute le titre sacré et inviolable de la personne humaine : telle fut la principale gloire de Rousseau (1). Mais il ne s'en tint pas là. J.-J. Rousseau ne se contente pas de proclamer les droits de l'individu, il veut aussi pour lui une éducation nouvelle qui le mette à même d'acquérir toute sa valeur d'homme (2).

(1) Nous verrons comment Kant et Fichte s'efforcèrent de réconcilier et de rattacher à la même racine ces deux principes qui tendent toujours à s'opposer l'un à l'autre, la *loi* et la *liberté*.

(2) « Aussi longtemps, dit M. le professeur André Oltramare, dans sa savante étude intitulée : *les Idées de J.-J. Rousseau sur l'Education*, aussi longtemps qu'on s'est proposé d'élever des citoyens d'Athènes ou de Rome, et qu'on a poursuivi l'idée du prince, de l'orateur, du clerc ou de l'artisan, on n'a songé qu'à façonner des hommes de tel ou tel pays, de telle condition ou de telle confession déterminée, et l'on a oublié de former l'homme lui-même, sans distinction de lieu ni de temps, sans intérêt de culte ni de parti. Ce n'est que de nos jours, depuis la revendication des droits de la nature humaine et de l'individu, méconnus plus ou moins par tous les régimes antérieurs, que la

Nous verrons l'immense influence de J.-J. Rousseau spécialement sur Kant et Fichte; au point de vue philosophique et pédagogique. Quoiqu'il en soit, grâce à Rousseau, nous entrons dans une nouvelle période.

« Rousseau, dit Hegel, dans son histoire de la philosophie, Rousseau a proclamé la liberté l'essence de l'homme; ce principe est la transition à la philosophie de Kant et de Fichte dont il fera le fondement. »

Le livre de Rousseau sur l'Education a contribué pour la plus grande part à la véritable Révolution qui a renouvelé et renouvelle encore l'enseignement dans l'Europe entière et même dans le nouveau monde. Sous l'influence de l'*Emile*, l'éducation physique et intellectuelle, les méthodes d'enseignement ont été complètement modifiées. Au lieu de traiter l'enfant comme une machine, désormais on tient compte de sa nature, de ses besoins, de l'hygiène de l'esprit aussi bien que de l'hygiène du corps. On prépare l'homme dans l'enfant.

Cependant, à l'heure présente, malgré les immenses progrès accomplis, n'y a-t-il plus matière à progrès et tout est-il pour le mieux dans le meilleur des mondes?

théorie de l'Education est arrivée à se constituer en une science indépendante, ayant ses principes à elle, sa méthode, ses procédés, sa statistique, et que, sous le nom assez malheureux de pédagogie, elle a pris enfin la place qui lui appartient dans le groupe des sciences morales, avec une littérature déjà fort riche et qui s'accroît incessamment de publications nouvelles. L'honneur de ce résultat revient, pour une bonne part ... à l'immortel auteur de l'*Emile*, le plus digne assurément entre tous les écrits de Rousseau, d'être mis au rang des chefs-d'œuvre de notre littérature. » (*J.-J. Rousseau jugé par les Genevois d'aujourd'hui, conférences faites par J. Braillard, H.-F. Amiel, A. Oltramare, J. Hornung, A. Bouvier et Marc Monnier. — Genève, 1879.*)

Nous ne le croyons pas.

« La faute capitale de notre Education actuelle, dit un personnage d'une des pièces d'Ibsen, est d'avoir mis tout le poids sur ce qu'on *sait* au lieu de le mettre sur ce qu'on *est*, aussi voyons-nous à quoi cela aboutit. Nous le voyons par l'exemple de centaines d'hommes capables qui manquent d'équilibre et se montrent tout autres dans leurs sentiments et leurs dispositions que dans leurs actes ».

En effet, l'énergie et la volonté sont reléguées au second plan. On développe l'intelligence, mais on néglige l'éducation du caractère. Cette lacune se fait remarquer jusque dans les sciences philosophiques où tout ce qui se rapporte à l'intelligence a été beaucoup plus approfondi que ce qui se rapporte à la volonté.

Nous sommes là en présence d'une grave lacune dont les effets se sont déjà manifestés d'une façon tragiquement éloquente au commencement du siècle présent, spécialement en France.

Dans un remarquable article sur l'Enseignement supérieur et la Révolution (*Revue pédagogique*, 15 octobre 1888), M. Félix Pécaut se demande ce qui a manqué à la philosophie du XVIII^e siècle, « mère et nourricière de la Révolution », pour être capable d'enfanter dans l'école comme dans le gouvernement un ordre fécond et régulier, digne de la raison, de la justice, de la liberté dont elle invoquait sans cesse le nom.

« Cette noble foi à la raison, à la nature humaine, au progrès, à la liberté, il lui a manqué, dit-il, pour être tout à fait sérieuse, pure de tout mélange de rhétorique théâtrale et à l'épreuve des revers, il lui a manqué d'être chose de *conscience* et non pas seulement d'intelligence, d'être entrelacée aux racines mêmes de la vie morale, de manière à ne pouvoir

pas être extirpée des faits et des institutions sans léser et faire souffrir, non plus seulement le citoyen, mais l'homme même en ce qu'il a de plus propre et de plus sensible. Ou, pour dire la chose autrement, cette conception trop exclusivement intellectuelle, qui fait de la raison la maîtresse souveraine, et de la liberté, associée à la justice, le fondement de l'Etat, se montre à quelques égards précaire, inconsistant, incapable de supporter le poids de l'ordre nouveau, parce qu'elle n'implique pas obéissance à la loi intérieure, gouvernement de soi, discipline personnelle... Merveilleusement dotés des dons de l'intelligence et de quelques-uns des dons du caractère, pourvus même de bon sens à un rare degré, on dirait qu'il manque aux hommes de la Révolution et à leurs héritiers, d'être préservés des accès de déraison, de l'anarchie des idées et de honteuses défaillances par un principe moral, maître reconnu des esprits (1) ». De nos jours n'en est-il pas à peu près de même ?

Il est incontestable que des progrès immenses ont été accomplis depuis une vingtaine d'années, dans le

(1) « Le malheur est, dit encore M. Félix Pécaut, que cette foi à la liberté, à la justice, à la cité rationnelle, à l'éducation séculière n'est que le fruit d'une *idée*, d'une philosophie; elle ne se rattache à aucune autre tradition nationale et populaire; pas plus à des croyances morales où la liberté et la science aient quelque part, — telles qu'aurait été, par exemple, le protestantisme, — qu'à des mœurs civiles et politiques où serait entrée de longue date la pratique régulière de la liberté, telles, par exemple, que les libertés communales, cantonales, provinciales, de la Suisse ou des Pays-Bas... Point de mœurs anciennes où la liberté et l'esprit moderne, trouvant un sol favorable, pussent implanter leurs racines; ni dans les hautes classes, ni dans la bourgeoisie, encore moins dans la masse du

domaine de l'instruction, et l'on fonde encore généralement de grandes espérances sur l'influence effective de l'instruction pour préparer les nouvelles générations à la pratique de la démocratie et même pour résoudre ce que l'on appelle le problème social : mais l'instruction suffit-elle ? Voici ce que dit à ce propos M. Pilon (*Critique philosophique*, numéro du 25 novembre 1882) : « Cette confiance extrême dans l'instruction, dit-il, partagée de nos jours par tant d'esprits, nous semble bien optimiste. Nous craignons fort qu'on ne se fasse sur ce point quelques illusions... Nous voyons bien que l'instruction généralisée peut accroître la capacité productive. Mais à quoi sert la capacité, si elle n'est pas appliquée par une volonté résolue et persévérante ? Ce n'est pas l'instruction proprement dite, qui peut donner le courage à la peine et à la privation, la volonté résolue et persévérante de travailler et d'épargner, l'habitude de sacrifier le plaisir présent à l'intérêt futur, en un mot ces trois vertus cardinales qui élèvent les individus, les classes et les peuples : la prudence, la tempérance et la force. Ce n'est pas l'instruction proprement dite qui règle les sentiments et la volonté. Que l'on veuille bien y réfléchir, et l'on se convaincra que le problème social est au fond et surtout un problème moral ; d'où vient que la science est impuissante à le résoudre. Des écoles ! des écoles ! soit. Mais vos écoles

peuple, il n'y avait un fonds commun de vieux souvenirs, de vieilles habitudes, de sentiments héréditaires en rapport avec les idées nouvelles. Nous savions déjà, et M. Sorel nous le fait toucher du doigt, que la royauté absolue et l'Eglise absolue avaient façonné l'âme de la France à un tout autre régime que celui de l'initiative régulière et de l'activité libre : si bien qu'à l'heure de la crise, loin de servir de guides et de régulateurs, elles s'étaient montrées incapables même de la comprendre ».

ne contribueront ni à l'augmentation de la production et de la capitalisation générales, ni à l'amélioration de la condition des salariés, ni au changement de cette condition en celle d'associés, si elles ne doivent amener, en même temps que la diffusion des connaissances, un accroissement de moralité et de vertu... L'instruction proprement dite ne suffit pas pour guérir le mal social, parce qu'elle ne saurait avoir par elle-même aucune action sur le cœur et la conscience; il faut avant tout se préoccuper de l'éducation morale. »

Rien de plus juste. Le rôle de l'enseignement est double, on l'a dit depuis bien longtemps. L'enseignement est d'abord une œuvre d'instruction : durant les années que l'enfant ou l'adolescent passe à l'école ou au collège, il faut développer son intelligence, lui faire acquérir un certain nombre de connaissances utiles, le mettre, par de bonnes méthodes, en état de compléter plus tard lui-même ce qui n'a pu lui être enseigné. C'est là la part de l'intelligence. Mais si, dans l'école ou au collège, on s'est borné à l'intelligence, on n'a fait que la moitié de la tâche, on n'a pas même fait la moitié principale. L'homme, en effet, est destiné à agir; il doit jouer un rôle dans la vie, et la façon dont il s'y comporte, bien ou mal, dépend bien plus souvent de son caractère que des connaissances dont on a pu le munir. Il ne s'agit plus ici d'instruction, il s'agit d'éducation. Si l'éducation est œuvre de toute la vie, si elle se fait sous l'influence de plusieurs facteurs dont le principal doit être la famille, cependant tous les vrais pédagogues croient que l'école, elle aussi, a une mission éducative.

Cette seconde tâche est singulièrement plus difficile que la première. Tandis que dans l'instruction on n'a à lutter que contre l'ignorance et la paresse, ou à rectifier les erreurs du jugement, en matière d'éducation le problème

est beaucoup plus complexe. Le caractère est une résultante de beaucoup de choses physiques et morales, et chaque enfant apporte le sien, fait tout à la fois de défauts et de qualités étroitement liés. Si on laisse agir la nature sans essayer de la diriger, on laisse se développer l'énergie instinctive et individuelle qui va aussi aisément au mal qu'au bien, et peut avoir, pour l'individu et la société, les plus funestes effets. Si, au contraire, on veut trop diriger la nature, on ne manque pas moins le but : des êtres nés robustes et énergiques, que le joug ne peut dompter, on risque de faire des rebelles et des révoltés ; des autres, avec lesquels la discipline aura triomphé, on a bien des chances de ne faire que des êtres médiocres, en qui l'on aura comme détendu tous les ressorts de la volonté. De là, l'importance du problème de l'Education.

A quoi servent l'esprit, l'intelligence, quand ce régulateur qu'on appelle la volonté est absent ? Est-il sage de tant faire pour orner les intelligences et si peu pour munir les caractères, pour éveiller les consciences, pour fonder les mœurs de ceux qui demain, n'auront pas seulement à se conduire eux-mêmes, mais qui, par la parole la presse, le livre, l'influence sociale, feront à leur tour l'esprit public et mèneront l'opinion. « L'esprit ne suffit pas à coup sûr, dit M. Marion, professeur de pédagogie à la Sorbonne, pour jouer un rôle utile dans une démocratie, car il n'assure pas même les plus modestes, les plus négatives des vertus que réclame la liberté : la patience, le sang-froid. Il faut que l'éducation tout entière, et non pas seulement l'instruction, prépare nos jeunes gens à la vie libre (1). à l'autonomie des volontés.... »

(1) Voici ce que disait à ce sujet dans une conférence sur « la nécessité de l'Education dans une république, Horace Mann, le

Il reste donc à opérer une réforme, la plus importante sans nul doute pour les nations et les individus, je veux parler de l'éducation morale. Ce problème semble, à l'heure qu'il est, la principale préoccupation de tous ceux qui ont le souci de voir se consolider et se développer les libertés et les institutions conquises après tant de luttes par les générations précédentes.

jurisconsulte et homme d'Etat américain qui, s'inspirant en grande partie des idées pestalozziennes, peut être considéré comme le promoteur de l'éducation populaire aux Etats-Unis :

« On nous a souvent prévenus que, si nous ne prenions pas l'intelligence et la vertu pour guides, pour boussoles, dans notre voyage de découvertes politiques, nous serions emportés par la première rafale. J'ose ajouter que, sans ces conditions, nous ne tiendrions pas jusqu'à la tempête : le calme même nous serait fatal. La mer fût-elle unie comme une glace, nous sombrerions, car nous sommes embarqués sur un vaisseau de pierre. Si ces conditions, dis-je, ne se rencontrent pas dans tous les cerveaux et dans tous les cœurs, non seulement il nous faudra renoncer aux institutions républicaines, mais la prospérité et le bonheur ne seront pour nous que de vains mots. » Et il développe cette thèse, en montrant, par des raisons et des images saisissantes, que les instincts inférieurs de notre nature, nourris et surexcités par tous les moyens que leur offre la civilisation moderne, menacent la société des plus affreuses catastrophes, si le savoir et surtout l'éducation ne réussissent à les « charmer et à les dompter ». Il termine ainsi : « Dans notre pays et de nos jours, nul n'est digne du titre honoré d'homme d'Etat, si l'éducation pratique du peuple n'a pas la première place dans son programme d'administration. Un homme peut être éloquent, connaître à fond l'histoire, la diplomatie, la jurisprudence, et c'en serait assez dans beaucoup d'autres pays pour qu'il pût prétendre au rang élevé d'homme d'Etat : mais si ses paroles, ses projets, ses efforts ne sont pas partout et toujours consacrés à l'Education, il n'est pas, il ne saurait être un homme d'Etat américain. »

J'en donnerai comme exemple le mouvement néo-kantien contemporain dont MM. Pillou, Renouvier et Secrétan sont actuellement les plus illustres représentants. En même temps que cette philosophie qui accorde plus de place à la volonté et au facteur solidarité, s'est développée parallèlement toute une littérature qui, s'inspirant de leurs idées, s'occupe avec une sorte de prédilection du problème moral. Citons en particulier le livre récent, de M. Payot, sur l'éducation de la volonté, les ouvrages de MM. Paul Desjardins, Wagner, E. Lavis, Gréard, Marion, de Vogüé, etc.

Il serait facile de montrer que, en dépit des apparences, le souci de l'idéal et de la destinée humaine est aussi vivant qu'il le fut jamais. Certes, beaucoup d'hommes affichent le mépris des principes, mais ce mépris n'est que, dans les actes et la vie extérieure, non dans la conscience même et, ce qui caractérise notre époque, c'est le désaccord entre la pensée et l'action, ce n'est pas l'extinction des idées morales.

Etant données ces préoccupations éthiques actuelles, nous avons cru qu'il était opportun de remonter jusqu'aux philosophes dont procède ce mouvement, philosophes qui se sont occupés du problème moral, non seulement à un point de vue général, mais aussi au point de vue spécial de l'Education. Je veux parler des deux grands théoriciens de la volonté, Kant et Fichte qui, ne se contentant pas de nous montrer l'idéal que nous devons nous proposer, indiquent dans des ouvrages pédagogiques peu connus jusqu'à présent, comment nous pouvons essayer de réaliser, en partie du moins, cet idéal.

Si nous avons réuni dans cette étude ces deux philosophes, c'est que l'un et l'autre, sans oublier le côté utilitaire et temporel du problème de l'Education, se sont arrêtés à cette

conception, la plus haute et la plus large qu'on puisse assigner pour fin à l'éducation : la perfection humaine, le progrès moral. Mais, remarquons-le, tandis que Kant se place spécialement au point de vue de l'individu, Fichte se met surtout à celui de la collectivité, de telle sorte que celui-ci complétant celui-là, nous avons, en conciliant leurs deux systèmes, comme une synthèse des deux facteurs essentiels du problème de l'Education.

Nous commencerons par Kant et l'Education de l'individu.

Avant d'étudier la pédagogie de Kant et la place qu'elle occupe dans l'ensemble de ses œuvres, arrêtons-nous quelques instants sur sa personne et sur son système.

Commençons par nous rendre compte du dessein qu'il se proposa, par étudier les dispositions de son esprit et si possible la genèse et l'enchaînement de ses idées.

Nous verrons ainsi les rapports étroits qui existent entre sa morale et sa pédagogie et comment celle-ci est le complément naturel et logique de celle-là.



PREMIÈRE PARTIE

KANT ET L'ÉDUCATION DE L'INDIVIDU

CHAPITRE PREMIER

A la fin du XVIII^e siècle, dans le temps même où la philosophie, de plus en plus agressive et militante, livrait assaut aux préjugés, aux abus, aux institutions oppressives du Moyen-Age encore debout, Kant, de la petite rue écartée où il vivait en anachorète, à Kœnigsberg, ébranlait la vieille philosophie et allait remuer l'Allemagne et le monde. Il remontait le courant de la pensée du XVIII^e siècle que la Révolution française allait précipiter à ses dernières conséquences et tandis que les autres philosophes se servaient de la raison pour critiquer la société et la religion, Kant, plus hardi qu'eux tous, critiquait la raison elle-même, avec une fermeté de pensée et une élévation d'âme incomparables, puis rattachant la politique au droit et le droit à la morale, il montrait l'idéal que doit poursuivre l'individu, et enfin, non content d'indiquer le but, il ne dédaignait pas de rechercher les moyens pratiques pour préparer la réalisation de cet

idéal; en d'autres termes Kant posait le problème de l'Éducation dans toute son ampleur, au point de vue individuel.

En un mot, Kant, par sa puissante initiative, donna aux intelligences et aux volontés une direction nouvelle (1); voilà pourquoi il a été permis de comparer sans hyperbole au mouvement socratique le mouvement dont il est l'auteur.

La renommée de Kant grandit lentement; il fut longtemps plutôt un professeur estimé qu'un philosophe célèbre. Les écrits de sa jeunesse attestent déjà une grande indépendance, mais ne font pas pressentir l'immense révolution que

(1) Rien de plus simple et de plus uni que l'existence d'Emmanuel Kant. Né à Königsberg en 1724 (le 22 avril), il était fils d'un sellier, d'origine écossaise. Sa mère était très pieuse. Kant parle souvent de ses parents et leur rend ce témoignage; « Les exemples reçus dans mon enfance et ma jeunesse, dit-il, furent toujours ceux de la probité la plus austère unie à la piété et au travail ». Cette éducation influa sur toute la vie et même sur les idées de Kant. Après avoir commencé ses études au Collège Frédéric dirigé par le Dr Schultz, qui était alors le principal représentant des idées de Francke à Königsberg, il les continua à l'Université de sa ville natale et en 1746 publia son premier écrit intitulé: « Pensées sur la véritable estimation des forces vives ». Il passa les neuf années qui suivirent, en qualité de précepteur, dans différentes familles. Nommé en 1755 privat-docent, ce ne fut qu'en 1770 qu'il obtint le rang de professeur. Alors commença pour lui une vie d'une régularité presque mathématique et monastique, entièrement consacrée à sa chaire et à la construction de sa doctrine. « Je ne crois pas, dit Henri Heine dans son livre *de l'Allemagne*, que l'horloge de la cathédrale de Königsberg ait accompli sa tâche avec plus de régularité que son compatriote Kant. » Sa journée commencée de fort bonne heure (à 5 heures) était invariablement partagée, le matin, entre l'étude et les cours à l'Université; après dîner, il faisait une promenade ordinairement solitaire, presque toujours dirigée vers une plantation de tilleuls qu'on

devaient opérer ses œuvres capitales. Son premier ouvrage important est un vaste traité de cosmographie (1) qui parut en 1755, l'année de ce tremblement de terre qui renversa Lisbonne et causa dans toute l'Europe une si vive émotion. L'année suivante, Kant donna de ce terrible événement une relation savante et animée par les plus hautes considérations morales. Les sciences de la nature et les mathématiques semblaient alors l'absorber tout entier.

De 1747 à 1760, la pensée de Kant avait été dominée presque exclusivement par l'influence de Newton (2). Quelques

appelle, en souvenir de lui, l'allée du philosophe. Les bonnes gens du voisinage savaient qu'il était deux heures et demie quand ils voyaient sortir de chez lui M. le professeur Kant. Sa rentrée au logis n'était pas moins ponctuelle : après la lecture du soir et le souper il prenait sept heures de sommeil et recommençait le lendemain, dans le même ordre, la série de ses occupations.

Kant ne franchit jamais les limites de la province de Königsberg. L'Académie de Berlin l'inscrivit, en 1787, parmi ses membres sans qu'il eût besoin d'aller solliciter cet honneur. Les Universités d'Iéna, de Halle, d'Erlangen, essayèrent en vain de l'attirer. Chose étrange, ce penseur sédentaire, qui avait horreur des voyages, aimait à se délasser de l'enseignement de la philosophie en faisant des cours de géographie. Il fit aussi des leçons sur la pédagogie et le droit naturel. Il ne quitta sa chaire qu'en 1797 et continua sept ans encore son existence méditative et solitaire. Il avait conservé la plénitude de son intelligence et se plaignait seulement avec bonhomie d'une difficulté de comprendre les systèmes opposés au sien. Il mourut le 12 février 1804, âgé de près de quatre-vingts ans.

(1) Histoire naturelle et théorie générale du Ciel ou Essai sur la constitution et l'origine mécanique de l'Univers, d'après les principes de Newton, 1755.

(2) V. Nolen : Les maîtres de Kant et les ouvrages de B. Erdmann, Lange, Baumann et de Dieterich : Kant und Rousseau, 1878.

années plus tard, le renom et les œuvres de J.-J. Rousseau arrivent jusqu'à Königsberg. Kant est subjugué du premier coup. Les biographes se sont accordés pour remarquer que la régularité habituelle de ses promenades quotidiennes en avait été troublée pendant quelque temps et que le buste de l'écrivain demeura jusqu'à la mort de Kant l'unique ornement du cabinet du philosophe. Kant dévore avidement l'*Emile*, la *Nouvelle Héloïse*, le *Contrat social*, parus successivement de 1761 à 1762 et la révolution qu'ils produisent dans ses idées se trahit bientôt dans son enseignement et dans ses écrits. Herder, qui fut son élève à l'Université de 1762 à 1764, a consacré dans une page célèbre le souvenir des leçons qu'il entendit alors : « J'ai eu le bonheur de connaître un philosophe qui était mon maître. Il était alors dans tout l'éclat de son génie ; son esprit avait la vivacité et la gaieté de la jeunesse, et il les a gardées longtemps, je crois en dépit des années. Sur son front ouvert et fait pour la pensée, la sérénité et la joie avaient établi définitivement leur demeure. De ses lèvres coulaient les discours les plus riches en pensées. Il maniait avec aisance la plaisanterie, l'esprit, le trait ; ses leçons étaient le plus agréable des entretiens. Le même génie qu'il déployait à critiquer Leibniz, Wolf, Baumgarten, Crusius et Hume, à exposer les lois de Képler, de Newton et des physiciens, il l'appliquait au commentaire des œuvres de Rousseau, qui paraissaient alors, à l'étude de l'*Emile* et de la *Nouvelle Héloïse*, en même temps qu'à l'examen de toutes les découvertes physiques qui arrivaient jusqu'à lui. Toujours il ramenait l'auditeur à l'étude impartiale de la nature et à la connaissance de ce qui fait la valeur morale de l'homme. La science de l'homme, des peuples, de la nature, l'histoire, les mathématiques, l'expérience, telles étaient les sources où il puisait la ma-

tière de ses leçons et de ses entretiens. Il excitait les esprits et les forçait avec douceur à penser par eux-mêmes ; rien n'était plus éloigné de son caractère que le despotisme de l'autorité. Cet homme que je ne nomme qu'avec la plus vive reconnaissance et le plus profond respect, c'est Emmanuel Kant (1). »

Ce témoignage de Herder est de la plus haute importance. Il montre d'une façon décisive la profondeur et l'étendue de la révolution opérée dans les idées et les études de Kant. Désormais, sous l'influence de Rousseau, l'étude de la nature ne tiendra plus que la seconde place dans ses préoccupations, les problèmes de la science morale prendront insensiblement le premier rang.

Voici d'ailleurs ce que Kant écrivait vers 1764 : « Je suis un savant par goût. J'ai soif de connaître ; je suis tourmenté par le besoin de pousser plus loin dans la recherche de la vérité, et je goûte une joie infinie à chaque pas que je fais en avant. Il fut un temps où je pensais que tout cela constitue la dignité de l'espèce humaine, et je méprisais le peuple, qui est ignorant de tout. Rousseau m'a tiré de mon erreur. Je vois combien cette prétendue supériorité est vaine. J'apprends à connaître le véritable prix de l'homme ; et je me croirais beaucoup plus inutile que les travailleurs vulgaires, si je ne jugeais que la science apprend à connaître le véritable prix de tout le reste et à restituer à l'humanité ses droits (2). »

Tel était alors son enthousiasme pour J.-J. Rousseau qu'il n'hésite pas à rapprocher l'œuvre de Rousseau de celle de Newton.

(1) Herder's Briefe zu Beförderung der Humanität. 49 Brief.

(2) Œuvres complètes, édit. Hartenstein, t. VIII, p. 624.

« Newton le premier, écrit-il, a découvert que l'ordre et la régularité des effets sont associés à la plus grande simplicité des moyens, là, où avant lui, on ne voyait qu'une variété désordonnée, mal agencée ; et l'on sait désormais que les comètes décrivent des orbites géométriques. Rousseau, de son côté, fut aussi le premier à discerner la vraie nature de l'homme sous la diversité des formes factices qui la cachent profondément ; il a mis en lumière une loi cachée, qui lui permet de justifier la Providence par ses observations... Depuis Newton et Rousseau, Dieu est justifié et la doctrine de Pope se trouve exprimer la vérité (1). »

Ainsi c'est Rousseau, Kant vient de nous le dire lui-même, qui lui avait ouvert les yeux sur le caractère inviolable de la personne humaine aussi sacré chez le dernier des paysans que chez un prince (2). Kant aperçoit bien les conséquences politiques et sociales de ce principe qui portera un coup mortel aux préjugés de caste et de couleur, et qui détruira en moins d'un siècle le servage et l'esclavage : mais il en aime surtout la hauteur morale et l'énergie que l'âme peut y puiser. « Cette idée de la dignité morale de l'homme, dit-il, exalte l'âme entière ; elle provoque l'étonnement en présence de la sublimité de la nature intime de l'homme. On ne peut se rassasier de fixer ses regards sur cet objet et d'admirer en soi-même une force qui ne recule devant aucune force de la nature. Ce sentiment est le point d'Archimède où la raison peut fixer son levier. Point n'est besoin de l'appuyer sur le

(1) Edit. Hartenstein, t. VIII. p. 615.

(2) « Rousseau, dit Hégel, dans son histoire de la philosophie, a proclamé la liberté, l'essence de l'homme ; ce principe est la transition à la philosophie de Kant, dont il fera le fondement »

monde actuel ou sur le monde à venir. Il suffit de l'idée intime de notre liberté, qui est à elle seule un fondement solide, grâce à l'inébranlable loi morale ; il suffit de ce point d'appui pour mettre en mouvement la volonté de l'homme, quand même toutes les forces de la nature s'y opposeraient (1). »

Si plus tard Kant se dégagea de l'influence de Rousseau, nous venons de voir que c'est toutefois sous cette influence que sa pensée changea de direction. De 1765 à 1770 il se consacre déjà à des études de philosophie morale sous l'inspiration prédominante du philosophe de Genève et sous celle aussi de Hume qui le réveilla, dit-il lui-même, de son sommeil dogmatique et lui inspira en partie sa théorie de la connaissance. Depuis les premiers essais de sa jeunesse, jusqu'à *la Critique de la Raison pure*, on peut suivre désormais l'évolution lente mais sûre de sa pensée originale, qui se dessine avec une netteté toujours croissante.

La guerre qu'il préparait contre l'ancienne philosophie s'ouvre déjà en 1763 par un écrit sur la fausse subtilité des quatre figures syllogistiques, où il fait une vive satire de la manie de tout subdiviser, si habituelle aux philosophes scolastiques. Elle se continue par divers écrits qui tendent à démontrer que ce que les écoles tiennent pour évident repose souvent sur les affirmations les moins prouvées (2). En

(1) Julian Schmidt, I. 515.

(2) Essai pour introduire dans la philosophie la notion des grandeurs négatives, 1763 — Traité de l'évidence dans les sciences métaphysiques, 1763. — Le seul fondement possible d'une démonstration de l'existence de Dieu, 1763. — Essai sur les maladies de l'esprit, 1764, ouvrage complété par les Rêves d'un Visionnaire expliqués par les rêves de la métaphysique, 1766.

même temps, il donne par la publication de ses observations sur le sentiment du beau et du sublime, un premier aperçu de ses pensées sur l'esthétique. Enfin, les premières traces de son système définitif apparaissent dans une dissertation qu'il soutint en 1770, lors de sa nomination à l'Université, et qu'il intitula : De la forme et des principes du monde sensible et du monde intelligible (1). A partir de ce moment il déclarait à ses amis qu'il ne craignait plus d'avoir à modifier son principe fondamental, qu'il ne lui restait qu'à le fortifier et le développer. Cependant Kant se recueillit encore onze ans avant d'initier le public à la doctrine qu'il enseignait depuis plusieurs années déjà à l'Université. En 1781, il se décida enfin à publier à Riga sa *Critique de la Raison pure*, suivie peu d'années après des *Fondements de la Métaphysique des mœurs*, et de la *Critique de la Raison pratique* (2).

Ces publications capitales, accueillies avec admiration par le groupe déjà nombreux de ses disciples, demeurèrent cependant presque inconnues du public. Ce n'est qu'après la seconde édition de la *Critique*, publiée en 1787, que des articles de Reinhold attirèrent sur ces travaux l'attention générale.

Le point de départ de Kant ressemble à celui de Des-

(1) De mundi sensibilis atque intelligibilis forma et principiis.

(2) Voici l'ordre chronologique des grands travaux de Kant pendant cette période si importante de sa vie : *Critique de la Raison pure*, Riga, 1781. — *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Riga, 1785. — *Critique de la raison pratique*, Riga 1787. — *Critique du jugement*, Berlin, 1790. — *Sur l'avortement de tous les Essais de Théodicée*, 1791. — *Métaphysique des mœurs*, 1797. — *Anthropologie pratique*, 1798. — *Logique*, 1801. — La plupart de ces ouvrages ont été traduits par MM. Barni et Tissot. (Paris-Alean.)

cartes; il s'agit, en face du discrédit des anciennes méthodes, de trouver un principe solide qui puisse servir de base à une philosophie nouvelle. La philosophie, dans sa partie expérimentale, dans la psychologie par exemple, avait fait d'incontestables progrès; mais, dans sa partie métaphysique, elle semblait livrée à des disputes sans issue. Donner à la philosophie un fondement aussi solide que celui des sciences, tel est le but de Kant; pour cela, il veut renoncer à la critique stérile qu'on faisait des divers systèmes. Qu'importe telle objection de détail élevée contre une théorie d'un penseur isolé? Il faut une critique qui s'applique à l'instrument même de tout système, à la Raison.

« La Raison, dit Kant, peut se livrer à deux exercices différents; tantôt elle se borne à construire des théories et fait de la spéculation, tantôt elle agit et fait de la pratique; et dans ce second cas nous ne sommes plus seulement contemplateurs, nous sommes acteurs». Or, d'après Kant, la valeur de la Raison est très différente, selon qu'elle est théorique ou pratique, selon qu'elle spéculé sur les choses qui peuvent exister indépendamment d'elle, ou qu'elle entre elle-même en action pour réaliser un ordre de choses qui doit être son œuvre. De là les deux grandes critiques entreprises par Kant et dont chacune fait l'objet d'un livre particulier : *Critique de la Raison pure* ou (théorique), *Critique de la Raison pratique*.

Dans ces deux ouvrages, Kant introduit dans la philosophie un changement complet de méthode. Il veut faire, dit-il, en métaphysique, une révolution analogue à celle de Copernic en astronomie. Avant Copernic, on faisait tourner le soleil autour de la terre; Copernic fit tourner la terre autour du soleil et montra qu'ainsi, les apparences restant les mêmes, on plaçait le centre du système solaire en son lieu

réel. Pareillement, dans le système de nos connaissances, il faut chercher où est le vrai centre. Est-ce la pensée qui se soumet aux objets et tourne pour ainsi dire autour d'eux, ou au contraire ne sont-ce pas les objets qui, pour être connus, sont nécessairement soumis par la pensée à ses propres lois ?

Jusqu'ici la philosophie s'était demandée : Que sont les choses ? avant de se demander jusqu'à quel point pouvons-nous les connaître ? En d'autres termes, elle examinait l'objet de la connaissance avant d'examiner la puissance du sujet qui connaît. Kant, au contraire, se pose avant toutes choses cette question : Qu'est-ce que l'esprit humain, en tant qu'instrument de perception de la vérité ? Quelle est sa portée, quels sont ses droits ? Quelles sont ses limites ? Désormais ce ne seront plus les objets du dehors et les impressions qu'ils feront sur nous qui détermineront d'une manière absolue la vérité et qui nous donneront la mesure de la puissance de notre esprit ; désormais, au contraire, il s'agira de savoir tout d'abord si nous avons un instrument pour nous approprier la vérité absolue, si cet instrument ne nous trompe pas, si ce que nous prenons pour une connaissance réelle n'est pas simplement la forme, l'illusion que notre faculté de percevoir donne aux objets perçus ; il s'agira de déterminer avec précision les droits, les bornes, la portée, la juridiction de notre raison et de marquer dans toutes nos sensations et dans tous nos jugements la part nécessairement inhérente à notre manière de juger et de sentir : en d'autres termes, il s'agira d'étudier, avant tout, jusqu'à quel point ce que nous considérons comme une réalité objective n'est pas le simple résultat de notre impression subjective.

C'est là la philosophie subjective et critique, par excellence : subjective, car le moi devient centre et il veut savoir exacte-

ment ce que, dans la représentation des choses, il y a apporté nécessairement de sa manière de se les représenter : et critique, car toutes les opérations de nos facultés vont être soumises à l'analyse la plus rigoureuse. Kant veut donc reconstituer le savoir humain et répondre aux trois questions, toujours anciennes et toujours nouvelles : Que puis-je savoir ? Que dois-je faire ? Qu'osé-je espérer ? Pour cela Kant va donc partir du sujet et l'analyser ou le critiquer. Or le sujet, d'un côté, pense et connaît ; de l'autre il veut et agit. De là, le philosophe doit analyser la raison qui connaît et la raison qui veut et ainsi il nous présentera d'abord la critique de la raison pure et en second lieu la critique de la raison pratique.

La raison pure ou théorique, ou le pouvoir de connaître contient trois facultés : la sensibilité, l'entendement et la raison proprement dite.

La sensibilité est à la fois passive et active, réceptive et spontanée : le sujet est modifié par les impressions des objets extérieurs (passivité ou réceptivité) et il réagit à son tour par la spontanéité pour se former au moyen des impressions reçues, l'idée ou la représentation de ces objets. Comment la sensibilité peut-elle se représenter les objets ? Seulement avec ces deux formes, l'espace et le temps, qui sont nécessairement les cadres dans lesquels ils doivent être enchassés : nous ne pouvons donc concevoir les objets que comme étendus (espace) et comme successifs (temps) et il faut absolument que nous les voyons de cette manière ; de sorte qu'en définitive nous ne percevons pas les objets tels qu'ils sont en eux-mêmes, mais tels qu'ils doivent forcément nous apparaître, en d'autres termes, nous les concevons comme phénomènes : ils ont bien une réalité pour nous, subjective, mais nous ne pouvons rien savoir de leur réalité

objective. Donnons un moment la vie spirituelle à un miroir cylindrique : il verra tous les objets sous une forme indéfiniment allongée et ovale et ne pourra les voir autrement : les objets ne seront pas tels en eux-mêmes, mais ils apparaîtront tels à ce miroir à cause des formes nécessaires de ses conceptions. Si ce miroir prétendait qu'il voit les objets dans leur réalité objective, il se tromperait ; car il ne les voit que dans leur réalité subjective ou phénoménale. Nous de même, avec les formes nécessaires de l'espace et du temps, nous voyons ce qui paraît et non ce qui est, c'est-à-dire uniquement des phénomènes ».

La seconde faculté que nous trouvons dans la raison théorique, c'est l'entendement qui opère sur un certain nombre de données fournies par la sensibilité, qui en tire des conclusions et qui en forme des jugements. Mais il en est de l'entendement comme de la sensibilité. Outre qu'il opère sur des images, des illusions, des phénomènes, (car nous ne connaissons pas, par la sensibilité, les choses en elles-mêmes) il est forcément obligé de procéder, lui aussi, d'après certaines formes nécessaires, et il faudra qu'il jette dans les mêmes moules tous les objets pour les percevoir, de sorte qu'il ne jugera pas les rapports des choses comme elles sont en soi, mais comme il en peut juger d'après les exigences de son instrument cognitif ; donc il ne pourra rien encore affirmer de la réalité objective de ses jugements, il ne pourra s'assurer que de leur réalité subjective.

Ces formes nécessaires de notre entendement, Kant les appelle catégories et en compte quatre : 1^o la quantité, qui comprend l'unité, la pluralité, la totalité ; 2^o la qualité, qui comprend l'affirmation, la négation et la limitation ; 3^o la relation, qui comprend l'idée de substance, de cause et de communauté, et 4^o, la modalité, qui comprend l'idée de

possibilité, d'existence, de nécessité et les idées contraires d'impossibilité, de non-existence et de contingence. Par conséquent, notre entendement voit tout à travers ces formes-là et ne peut rien voir d'une autre façon ; il est donc impossible d'affirmer, par son moyen, les choses dans leur réalité objective et absolue, les *noumènes*, mais seulement les choses dans leur réalité subjective et apparente, les *phénomènes*.

Enfin, la raison proprement dite s'élève encore plus haut que l'entendement, elle va à l'infini et à l'absolu, au monde transcendantal. Mais elle a, comme la sensibilité et l'entendement, ses formes nécessaires, qui sont l'idée de l'unité du sujet pensant (le moi), l'idée de la totalité des phénomènes (le monde), l'idée de l'unité de tout ce qui peut être pensé ou de la cause première (Dieu).

Il faut que notre raison ait ces idées là et elle ne peut pas ne pas les avoir : mais s'appliquent-elles à quelque chose au dehors ? On ne peut l'affirmer ; ces idées sont simplement des idées. Donc il est impossible de passer du monde subjectif au monde objectif, du monde des *phénomènes* à celui des *noumènes*. Il y a un abîme entre les deux. La raison théorique peut-elle s'élancer par dessus cet abîme et d'un vol audacieux essayer de le franchir ? Qu'elle s'en garde, dit Kant, elle y serait impuissante et ne trouverait dans sa témérité que ruine et contradiction. Il faut donc conclure que nos facultés intellectuelles ne peuvent nous révéler que les phénomènes ou les apparences, et qu'elles ne peuvent rien nous apprendre de la réalité objective des faits transcendants ; par leur moyen, nous pouvons croire au monde invisible, mais nous n'en pouvons rien savoir.

L'homme est-il donc condamné à cette désespérante in-

certitude et n'y a-t-il pour lui aucun moyen d'arriver à la vérité objective ? La *Critique de la Raison pratique* va nous donner la réponse à cette question. C'est ici la partie positive de la théorie de Kant, et à notre avis, son œuvre immortelle. Après avoir tout abattu, Kant va tout reconstruire sur la base de la conscience morale. Nous allons indiquer les traits essentiels de cette réédification.

Le phénomène seul nous est connu : le *noumène*, c'est-à-dire l'objet existant dans sa réalité absolue ne peut être saisi par la raison théorique, à savoir par les sens et par l'entendement. Par conséquent tant que, pour percevoir la vérité, nous nous en tiendrons à nos facultés cognitives, il est sûr que nous n'arriverons à rien de certain, car elles nous montreront les choses non en soi, mais comme elles nous apparaissent forcément sous les formes nécessaires de notre puissance intellectuelle (espace, temps, catégories, idées pures). Il n'y a donc qu'un moyen pour arriver au monde des *noumènes*, c'est d'examiner si nous ne pouvons pas avoir une connaissance immédiate, indépendante de notre raison théorique et des formes qui nous empêchent de saisir l'objet dans la réalité objective. Or, ce moyen existe. L'homme peut percevoir une réalité, immédiatement, sans passer par la raison théorique ; une réalité indépendante de tout raisonnement, indépendante de toutes les formes, qui ne se prouve pas, mais qui s'impose et qui existe en soi ; une réalité qui est le point central de l'être, complètement affranchie de tout intermédiaire en se présentant à nous. Cette réalité en soi, ce *noumène*, qui aussitôt nous transporte dans le monde des vérités absolues, c'est *la conscience de la loi morale*. Voilà le seul fait dont nous soyons sûrs, que nous voyons en lui-même, immédiatement, indépendamment des illusions de l'esprit spéculatif et en dehors du monde phéno-

ménal. C'est sur cette base seule solide que Kant va maintenant relever tous les principes de la philosophie.

La loi morale s'impose à nous avec une autorité absolue : elle parle avec souveraineté, c'est l'*impératif* ; et comme elle ne souffre aucune exception à ses ordres, c'est l'*impératif catégorique*. C'est là le fond même du sentiment du devoir ou de la raison pratique. Nous y constatons cependant deux lois, mais non égales en puissance et en autorité : l'une qui nous dit de rechercher notre propre bien, l'autre qui nous dit d'accomplir, quand même, le devoir, notre propre félicité dût-elle en souffrir : ces deux lois sont souvent en contradiction et en lutte l'une avec l'autre, la raison pratique nous ordonnant la pureté de l'action, et l'amour de nous-mêmes nous poussant vers le plaisir et le bonheur. La première de ces lois a une valeur absolue, indépendante, c'est l'*autonomie* ; l'autre, celle qui nous fait rechercher notre bien-être, peut-être regardée comme une ordonnance étrangère, c'est l'*hétéronomie*. Il y a donc une antinomie dans la loi morale à cause de la lutte signalée plus haut. Comment cette antinomie cessera-t-elle ? Par le souverain bien : notre conscience nous affirme que le vrai bonheur c'est d'être dans l'ordre, que celui-là seul est heureux qui est vertueux ; le souverain bien est l'état où le bonheur et la vertu se confondent.

Mais la loi morale, l'antinomie qui est en elle, et le souverain bien entraînent nécessairement plusieurs postulats. C'est d'abord la croyance à la liberté, car obligation et liberté ne se séparent pas. C'est là, d'après Kant, le premier postulat de la raison pratique. Le second est la croyance à l'immortalité, à une vie future, où le bonheur et la moralité seront unis dans une harmonie supérieure ; en effet lorsqu'un être a conçu une telle fin de son existence, ne serait-il pas dérisoire que sa vie fut tranchée après une tentative de-

meurée imparfaite pour s'approcher d'un tel terme? De plus, le bonheur doit être attaché et proportionné à la vertu; or, il n'en est pas ainsi dans ce monde: il faut donc qu'une vie ou qu'une série de vies nouvelles s'ouvre devant nous, pour que le bien s'accomplisse et s'achève et que la vertu ait son couronnement. Enfin, pour que le bonheur soit lié à la vertu comme son effet naturel et nécessaire, il faut qu'une cause intelligente et juste préside au cours des choses, que cette intelligence sache tout, sonde toutes les intentions et rende à chacun selon ses œuvres. La croyance à cette intelligence suprême, Dieu, est le troisième postulat de la conscience.

Ainsi donc la liberté, l'âme, Dieu, l'immortalité sont fondés, non sur le raisonnement, mais sur l'obligation d'accomplir la loi morale. Il n'y a nul moyen de les attaquer, à moins d'attaquer la conscience elle-même. Ce qui ne se peut.

Le devoir, avons nous dit, c'est ce qui a une valeur absolue et qui, par conséquent, n'est jamais un moyen pour autre chose, mais est sa fin à soi-même. C'est une sorte de nécessité, non pas une nécessité physique, une contrainte, (puisqu'on peut s'y soustraire) mais une nécessité de vouloir, de vouloir librement. C'est dans l'accord de la liberté avec la raison, c'est-à-dire dans la bonne volonté, dans le bon vouloir que réside le bien.

« De tout ce qu'il est possible de concevoir dans ce monde et même en général hors de ce monde, dit Kant, il n'y a qu'une seule chose qu'on puisse tenir pour bonne sans restriction: c'est la bonne volonté. Je n'appelle pas ainsi, dit Kant, un simple souhait passif, mais l'emploi volontaire de tous les moyens qui sont en notre pouvoir. L'intelligence, la finesse, le jugement et tous les talents de l'esprit, ou le courage, la résolution, la persévérance, comme qualités du

tempérament, sont sans doute bonnes et désirables à beaucoup d'égards; mais ces dons de la nature peuvent aussi être extrêmement mauvais et pernicioeux, lorsque la volonté qui en fait usage, et qui constitue essentiellement ce qu'on appelle le caractère, n'est pas bonne elle-même.

« La bonne volonté ne tire pas sa bonté de ses effets ni de ses résultats, ni de son aptitude à atteindre tel ou tel but proposé, mais seulement du vouloir, c'est-à-dire d'elle-même; et, considérée en elle-même, elle doit être estimée incomparablement supérieure à tout ce qu'on peut exécuter par elle au profit de quelques penchants ou même de tous les penchants réunis. Quand un sort contraire, ou l'avarice d'une nature marâtre priverait cette bonne volonté de tous les moyens d'exécuter ses desseins; quand ses plus grands efforts n'aboutiraient à rien, et quand il ne resterait que la bonne volonté toute seule, elle brillerait encore de son propre éclat, comme une pierre précieuse, car elle tire d'elle-même toute sa valeur. L'utilité ou l'inutilité ne peut rien ajouter ni rien ôter à cette valeur (1) ». C'est que la bonne volonté, étant libre, ne doit rien qu'à elle-même, et étant raisonnable, se trouve d'accord avec toutes les autres volontés raisonnables et libres comme elle. Tel est le bien absolu : il n'est pas vraiment distinct de la personne, il est la personne même. Les « choses » ont une valeur relative, qui peut se calculer et se comparer; la « personne » raisonnable et libre a une valeur inestimable et incomparable: faite de ces deux éléments, raison et liberté, rien n'égale une personne en dignité, si ce n'est les autres personnes. La liberté est à la fois législateur et sujet. Elle est législateur, en tant qu'elle prononce au nom de la raison dont elle ne se sépare

(1) Métaphysique des mœurs, trad. J. Barni.

pas ; sujet, en tant qu'elle doit agir d'après les ordres de la raison. La règle qu'on a de la sorte est donc une *autonomie* parfaite, c'est-à-dire une loi que chacun trouve en lui-même et se donne à lui-même. Par conséquent, il ne saurait entrer ni servilité ni contrainte dans notre obéissance à la loi morale ; elle ne peut en aucun cas nous être imposée du dehors ; elle est par essence librement acceptée, ou plutôt librement voulue, prescrite par nous-mêmes à nous mêmes.

Du caractère absolu de la volonté libre et de la valeur infinie de la personne, Kant déduit la première formule de la loi morale : « Agis de telle sorte que tu traites toujours la volonté libre et raisonnable, c'est-à-dire l'humanité, en toi et en autrui, comme une fin et non comme un moyen (1). » Les autres hommes sont donc comme nous de volontés libres et raisonnables ; ils doivent donc être pour nous des fins et jamais des moyens ; c'est pour cela que l'esclavage et le servage sont si odieux sous toutes leurs formes : la personne de l'esclave, en effet, est traitée comme un moyen, non comme une fin ; l'esclave est la chose du maître.

L'idéal dont la moralité poursuit la réalisation serait donc de constituer une république des volontés libres et raisonnables dans laquelle chacune serait pour les autres une fin. Les volontés, se prenant pour fin réciproquement, réaliseraient ce que Kant appelle « la république des fins », c'est-à-dire une cité parfaitement libre et parfaitement unie, dans laquelle chaque volonté serait à la fois, selon la profonde conception de Rousseau, souverain et sujet, législateur et exécuter de la loi. « C'est pourquoi, dit Kant, le devoir peut encore se formuler de la façon suivante : « Agis comme si tu étais législateur en même temps que sujet dans la république des volontés libres et raisonnables ».

(1) Fondements de la métaphysique des mœurs.

Comment distinguer, dans la pratique, les actions qui sont conformes ou contraires à cet idéal ? « Il y a pour cela, dit Kant, un moyen : c'est de voir si une action peut être érigée en loi universelle pour toutes les volontés raisonnables et libres ; quand elle le peut, elle est bonne ; quand elle ne le peut, elle est mauvaise. Par conséquent, nos actions, pour être justes, doivent avoir la généralité, l'universalité d'une loi applicable à la cité des êtres libres. De là une troisième formule qui, d'après Kant, était définitive et résumait les deux autres : « agis de telle sorte que la raison de ton action puisse être érigée en une loi universelle ».

Toute la morale de Kant peut donc se ramener à ce précepte : Respecte ta dignité, respecte ta liberté et la liberté de tous les autres êtres ; car la liberté seule a une valeur absolue et est seule à elle-même sa fin ; le reste n'est que moyen. En d'autres termes, la personne humaine est un objet de « respect absolu » en nous et chez autrui (1). Ainsi il aboutit à poser l'autonomie de la volonté comme le principe unique de la morale et à condamner toutes les doctrines qui sont fondées sur le bonheur personnel ou le sentiment moral et qui partent toutes du concept de l'hétéronomie de la volonté.

Agir conformément à la loi, agir par devoir et déployer toute la bonne volonté possible pour obéir à la loi, telle doit

(1) Selon Kant, le respect absolu de la personne est le fondement moral du droit comme il est celui du devoir. « Il y a, dit-il, deux sortes de législations : l'une *morale* qui est interne, l'autre *juridique*, qui est externe. De la différence de ces deux législations naît la différence de la morale et du droit. Le principe de tous les droits est celui-ci : « agis extérieurement de telle sorte que ta liberté puisse s'accorder avec la liberté de chacun suivant une loi générale de liberté pour tous ».

être notre conduite ; obéir au devoir et au devoir seul, voilà la suprême liberté ! « Devoir ! s'écrie Kant dans une apostrophe célèbre, Devoir, mot grand et sublime, qui ne comprends en toi rien de ce qui plaît, ni de ce qui flatte, mais qui exige l'obéissance et la soumission ; toi qui, pour mouvoir la volonté, n'as besoin de l'armer de rien de ce qui attire ou effraye la sensibilité naturelle, mais qui poses devant nos yeux une loi qui trouve d'elle-même le chemin de l'âme, obtenant, bon gré, mal gré, le respect de ceux-là mêmes qui ne l'observent pas, et frappant de stupeur toutes les inclinations, même lorsqu'elles travaillent sourdement contre elle ; devoir, où donc est ton origine, une origine digne de toi ? Où trouver la racine de ta noble tige, qui repousse fièrement toute alliance avec les penchants, cette racine où il faut placer la condition indispensable de la valeur que les hommes peuvent se donner à eux-mêmes ? (1) » Ainsi donc, à la morale complaisante et relâchée qui régnait alors, Kant oppose une morale stricte et sévère, qui n'admet en aucun cas que l'homme se dérobe au devoir ; à la morale

(1) *Critique de la Raison pratique* (1^{re} partie, liv. I.) trad. Barni. Rapprocher ce passage de Kant du passage non moins célèbre de Rousseau, dans la profession de foi du *Vicaire savoyard* : « Conscience ! conscience ! instinct divin, immortelle et céleste voix, guide assuré d'un être ignorant et borné, mais intelligent et libre ; juge infaillible du bien et du mal, qui rends l'homme semblable à Dieu ! C'est toi qui fais l'excellence de sa nature et la moralité de ses actions : sans toi, je ne sens rien en moi qui m'élève au-dessus des bêtes que le triste privilège de m'égarer d'erreurs en erreurs à l'aide d'un entendement sans règle et d'une raison sans principe... » La conscience dont Rousseau célèbre avec tant d'éloquence la sublime nature est plutôt chez lui la conscience de notre indépendance que celle de nos obligations.

variable et vague du sentiment qui abusait du mot vertu et s'attendrissait sur sa propre sensibilité, il oppose une doctrine rigide, austère, toute de raison, qui se défie du sentiment et le tient à l'écart comme suspect.

La conclusion qui couronne tout l'ouvrage est une des pages les plus sublimes qu'ait inspirées la pensée philosophique. On peut la mettre à côté de ce que Platon et Pascal ont écrit de plus beau : « Deux choses, dit-il, remplissent l'âme d'une admiration et d'une vénération toujours nouvelles, toujours croissantes, à mesure que la réflexion s'y applique plus souvent et plus fortement : le ciel étoilé au-dessus de moi, et la loi morale au-dedans de moi. Ces deux choses, je n'ai pas le droit de les chercher et de les conjecturer seulement, comme cachées dans les ténèbres ou dans l'infini, en dehors de mon horizon : je les vois devant moi, et je les rattache immédiatement à la conscience de mon existence. Le premier de ces spectacles, du point que j'occupe dans le monde extérieur, emporte ma pensée dans l'immensité, à perte de vue, de mondes en mondes, de systèmes de mondes en systèmes de mondes, et la promène dans les temps sans limites que supposent les révolutions de ces mondes, leur commencement et leur durée.

Le second me montre mon moi invisible, ma personnalité, placée au sein d'un monde à qui appartient la véritable infinitude, qui n'est ouvert qu'aux explorations de la pensée, et avec lequel je me reconnais, non comme tout-à-l'heure en relation purement accidentelle, mais en relation universelle et nécessaire. La première contemplation, celle d'une foule innombrable de mondes anéantit pour ainsi dire mon importance, en tant que créature animale qui doit rendre la matière dont elle est faite à la planète (simple point elle-même dans l'univers), après avoir été un instant, et on ne

sait comment, animée de force vitale (1). La seconde contemplation, au contraire, celle du devoir, élève à l'infini ma valeur comme être intelligent ; car, dans ma personnalité, la loi morale me révèle une vie indépendante de l'animalité, et même de tout le monde sensible, du moins autant qu'on peut l'inférer de la destination finale assignée à mon existence par cette loi, laquelle n'est pas bornée aux conditions et limites de cette vie, mais porte jusque dans l'infini ».

.....« La science, dit-il, en terminant, (recherchée d'une façon critique et conduite méthodiquement) est la porte étroite qui conduit à la *doctrine de la sagesse*, si l'on entend par là, non seulement ce que l'on doit faire, mais ce qui doit *servir de règle aux maîtres pour bien préparer et faire connaître le chemin de la sagesse*, que chacun doit suivre, et pour préserver les autres de l'erreur. La philosophie doit toujours demeurer gardienne de cette science, et si le public ne doit pas prendre part aux recherches subtiles qui la concernent, il s'intéresse du moins aux *doctrines* qui, après une telle préparation, peuvent enfin lui apparaître dans toute leur clarté (2) ».

Kant, nous l'avons vu, s'est efforcé de concilier et de rattacher à la même racine ces deux principes qui tendent toujours à s'opposer l'un à l'autre, *la loi* et *la liberté*. Avant lui, la loi était généralement considérée comme un commandement extérieur qui s'impose par la crainte ou par l'espérance, par les promesses ou les menaces et non par sa propre vertu. D'autre part, préoccupée, avant tout, de l'affranchissement

(1) Selon Kant, l'homme vit à la fois de la vie sensible et de la vie intelligible : sous le premier rapport, il est soumis aux lois mécaniques et nécessaires de la nature : sous le second rapport, il n'est soumis qu'à sa propre loi, il est libre.

(2) *Critique de la Raison pratique* : traduction Picavet (Alcan).

de l'homme, la philosophie du XVIII^e siècle, voulant l'émanciper de toute autorité, avait cru trouver la liberté en dehors de la loi, en l'affranchissant de toute règle et de toute discipline, grâce au principe de la nature.

Kant combattit et concilia ces deux points de vue opposés. A ceux qui réduisaient la loi morale à une législation extérieure et matérielle, aboutissant au servilisme et à la passivité, il oppose le principe de *l'autonomie* de la volonté. A ceux qui niaient toute règle et ne reconnaissaient d'autre loi que le plaisir, il opposait le principe de *l'impératif catégorique*, c'est-à-dire du *devoir*, qui commande absolument et sans condition. Enfin il réconciliait ces deux doctrines dans le principe moyen de *l'humanité comme fin en soi*.

« De ce principe, *l'humanité comme fin en soi*, dit M. Janet, naît évidemment une loi universelle qui s'impose à chaque individu et commande par elle-même et sans condition; voilà pour les partisans de la loi. Mais, d'un autre côté, l'humanité se reconnaissant elle-même comme fin en soi, ne peut pas ne pas *vouloir* être traitée comme telle; et ainsi c'est la volonté elle-même, en tant que raisonnable, qui consent à la loi et qui dicte la loi : voilà la part de la liberté. La loi et la liberté se concilient donc nécessairement et ne sont qu'un seul et même principe considéré à deux points de vue différents. Ainsi le principe de liberté, qui faisait le fond de la philosophie du XVIII^e siècle, et qui est la racine de la dignité humaine et du droit, était rattaché en même temps au principe de l'ordre et du devoir, sans lequel aucun droit, aucune dignité n'est possible. L'émancipation de la créature humaine, que Kant a voulue, autant que qui que ce soit au XVIII^e siècle, pouvait donc se faire sans porter atteinte à aucun principe de la morale; et c'était du même principe que sortaient, pour Kant, à la fois et le devoir et le droit. »

Conciliation et union de la loi et de la liberté : telle est donc la morale de Kant, tel est l'idéal qu'il propose à notre activité. Pour compléter l'étude de la morale Kantienne, il faudrait parcourir encore son ouvrage sur la *Religion dans les limites de la raison*, enfin et surtout la *Métaphysique des mœurs* qui parut en 1796 et 1797 et que l'on peut diviser en deux parties : *Eléments métaphysiques du droit* et *Eléments métaphysiques de la vertu*. Tous nos devoirs sont pour Kant des *devoirs de droit* qui peuvent être l'objet d'une législation extérieure et positive, ou des *devoirs de vertu*, dans lesquels tout dépend de l'intention et du but, qui ne peuvent être commandés par aucune loi extérieure. Les premiers comprennent le droit de l'humanité en notre propre personne et le droit des hommes ; les seconds, la fin de l'humanité en notre personne et la fin des hommes.

La doctrine du droit est divisée en deux parties : dans la première, Kant s'occupe du droit privé ; dans la seconde, du droit public.

Quant à la doctrine de la vertu, plus importante pour le sujet que nous nous proposons, elle contient, outre une introduction, deux parties principales. La première ou doctrine élémentaire, traite, dans un premier livre, des devoirs envers soi-même en général : ces devoirs sont des devoirs *parfaits* et ont rapport à l'homme considéré comme être animal, comme être moral, comme juge naturel de lui-même, ou bien ils sont *imparfaits* et ont pour objet le développement et l'accroissement de la perfection naturelle ou de la perfection morale.

Dans un second livre, il est question des devoirs envers les autres hommes, considérés simplement comme hommes, devoirs d'amour, bienfaisance, reconnaissance, sympathie et devoirs de respect, ou considérés au point de vue de leur état.

C'est à la seconde partie, ou méthodologie qui renferme une *didactique* et une *ascétique* que l'on peut rattacher le traité de pédagogie de Kant qui est le complément naturel et nécessaire non seulement de ce dernier ouvrage mais encore de la morale kantienne tout entière.

En effet, si l'on veut avoir un Kant complet, il faut non seulement étudier son idéal moral, mais encore les voies et moyens qu'il propose pour réaliser cet idéal ou plutôt pour essayer de l'atteindre : tel est l'objet de son traité de pédagogie.

Il ne suffit pas à l'homme de concevoir un idéal de la vie, une règle de l'activité libre, une fin de sa conduite ; il faut que l'ordre qu'il a reconnu en dehors de lui, il le réalise dans sa conduite et en tout ce qui dépend de lui. La loi suprême de l'univers, nous le savons, est l'évolution vers le bien, le progrès. Cette loi s'impose à l'homme, ainsi qu'aux autres êtres, mais non entièrement de la même façon. Elle s'impose aux autres êtres, comme la loi de la pesanteur, par exemple, s'impose au minéral ; elle s'impose à eux, en un mot, comme une loi physique dont l'action nécessaire ne peut être évitée. Mais il n'en est plus de même pour l'homme. Sans doute, en tant qu'animal, l'homme aussi est soumis à des lois fatales ; une grande part de sa destinée est réglée à son insu, sa vie physiologique est presque tout entière soustraite à son intervention ; mais l'homme, nous l'avons vu, est libre, il est jusqu'à un certain point maître de ses actions ; aucune loi ne peut physiquement le contraindre à agir. Seulement il sent bien qu'il doit agir dans un certain sens, son intelligence et sa conscience lui disent que là est le bien, là est le bonheur. La loi du progrès s'impose à lui, non plus nécessairement et comme une loi physique, mais librement et comme une loi morale. L'homme est le seul être qui ait

cette notion de quelque chose qu'il faut faire, quoique l'on n'y soit pas forcé. Il a le pouvoir d'embrasser d'un regard son existence entière, de se demander quelle en est la raison, quelle en est la fin, afin d'être autant qu'il dépend de lui l'ouvrier de cette destinée.

Avant d'étudier le problème de l'Education, il faut donc savoir quelle est la destination de la vie humaine. De l'idée qu'on s'en fait dépend évidemment la direction de l'Education tout entière.

Préoccupés avec raison de la dépendance nécessaire qui unit la pédagogie à la psychologie; un certain nombre de pédagogues contemporains n'ont pas été frappés au même degré de la subordination plus étroite encore qui la rattache à la morale.

« L'art de l'éducation, dit à ce propos M. Boirac (*Revue philosophique*, IX), l'art de l'éducation exige impérieusement pour se constituer, pour se définir même, l'examen et la solution préalables de ce problème fondamental : quelle est la fin propre de l'éducation et comment se subordonne-t-elle à la fin générale et suprême de la vie humaine ? Tant qu'on n'aura point nettement établi et délimité le but final, il sera impossible d'asseoir sur des bases solides une théorie philosophique de l'Education. Cette question préjudicielle doit être examinée et résolue avant qu'on aborde l'étude des facultés et des lois psychologiques qui président à leur développement naturel; à plus forte raison doit-elle précéder la question des procédés et des méthodes qui permettront d'utiliser ces lois pour le succès de l'éducation elle-même. Il est trop clair que les moyens à employer varient nécessairement avec les fins qu'on se propose et que les propriétés mêmes du sujet sur lequel l'art doit agir changent complètement d'aspect pour le praticien selon la nature du but auquel il prétend les ajuster ».

Développer dans l'homme toute la perfection que sa nature comporte, tel est pour Kant l'objet de l'éducation (1). « Actuellement, dit Kant, les hommes sont loin d'atteindre le but de leur existence, mais nous pouvons du moins travailler au plan d'une éducation conforme au but qu'on doit se proposer, et laisser à la postérité des instructions qu'elle pourra réaliser peu à peu. Voyez, dit-il, la plante qu'on appelle les *oreilles d'ours* : si l'on tire des rejetons du pied même de la plante, on n'obtient que des fleurs d'une seule et même couleur ; lorsque au contraire on en sème la graine, les fleurs ont des nuances tout à fait différentes et très variées. La nature a déposé en elle des germes nombreux, et il suffit de les cultiver convenablement pour les développer. Il en est de même chez l'homme. »

« Il y a beaucoup de germes dans l'humanité, et c'est à nous à développer proportionnellement nos dispositions naturelles, à donner à l'humanité tout son déploiement et à faire en sorte que nous remplissions notre destination. Les animaux remplissent la leur spontanément et sans la connaître. L'homme au contraire est obligé de chercher à atteindre la

(1) C'est dans le même sens que M^{me} Necker de Saussure, Stuart Mill, J.-P. Richter, M. Marion ont donné les définitions suivantes :

« Elever un enfant, c'est le mettre en état de remplir le mieux possible la destination de la vie (*Educ. prog.* livre I, chap. I). »

« L'Education embrasse tout ce que nous faisons par nous-mêmes et tout ce que les autres font pour nous en vue de nous rapprocher de la perfection de notre nature. »

« L'Education doit mettre au jour l'idéal de l'individu (*Doctrine de l'Education*). »

« L'Education est un ensemble d'actions intentionnelles par lesquelles l'homme essaye d'élever son semblable à la perfection. »

sienne, mais il ne peut le faire qu'autant qu'il en a une idée. Se cultiver soi-même, devenir meilleur et, si l'on est mauvais, développer en soi la moralité, voilà le devoir. Quand on y réfléchit mûrement on voit combien cela est difficile. L'éducation est donc le problème le plus grand et le plus ardu qui nous puisse être proposé, d'autant plus que les lumières dépendent de l'éducation et qu'à son tour l'éducation dépend des lumières (1). »

L'enfant étant incapable pendant les premières années de son existence de s'élever lui-même, l'éducateur a pour tâche de préparer ce candidat à l'humanité à se conduire par lui-même le mieux possible, de l'amener aussi près que possible de la perfection humaine.

• Suivant une comparaison familière aux anciens et qui s'applique à la fois à l'éducation d'autrui et à l'éducation de soi-même, il s'agit pour chacun de nous, dit M. Marion, de sculpter sa statue, et pour l'éducateur, de façonner comme une matière précieuse l'âme qui lui est confiée. Or, il faut avoir pour cela les yeux fixés sur un modèle. Si la psychologie et la pédagogie nous apprennent, en quelque sorte, le métier de sculpteur, à quelle matière nous avons affaire, à quelles conditions et par quels moyens nous pouvons agir sur cette matière ; c'est la morale qui nous met en face du modèle, de l'idéal à réaliser. C'est elle qui fixe à l'éducateur le terme ou du moins la direction vers laquelle tous ses efforts doivent tendre ».

L'instinct dominant, avons nous dit, on peut même dire l'instinct unique de toute existence est celui du progrès. Souvent faussé, cet instinct dévie ; mais sa racine ne change

(1) *Traité de pédagogie*, introduction (trad. Barni) Alcan. Paris.

pas. Cette aspiration au mieux est la raison d'être de la science de l'Education, son appui et son but. L'individu qui n'aurait en lui nul sentiment de la perfection, échapperait à toute tentative éducatrice. Chaque individu, en revanche, dans lequel ce sentiment existe et se manifeste à un degré quelconque, fût-ce le plus infime, est susceptible d'éducation et ne doit pas être abandonné.

On voit quels rapports étroits existent entre la morale et la pédagogie et comment la pédagogie de Kant est le complément naturel et nécessaire de sa morale.



CHAPITRE II

La pédagogie de Kant fut publiée seulement en 1803. Ce traité n'est que le recueil des notes dont Kant se servait pour le cours de pédagogie qu'il faisait à certaines époques à l'Université de Königsberg, outre ses autres cours de philosophie. Kant prenait pour texte de ses leçons le livre d'un de ses collègues, Samuel Bock, mais il s'écartait librement de son texte, notant au fur et à mesure ses impressions et ses idées. Ces notes qu'il avait écrites, suivant son habitude, sur des papiers séparés, il les confia dans les dernières années de sa vie à un de ses jeunes collègues, Théodore Rink, qui lui avait demandé la permission de les publier. Elles formèrent le traité de pédagogie, que Rink fit paraître en 1803, un an avant la mort de Kant. « Sans doute, comme le dit M. Barni, il n'y faut pas chercher un ensemble harmonieux et complet; ce n'est qu'un recueil d'observations cousues les unes aux autres et non un ouvrage savamment composé; aussi ne doit-on pas s'étonner d'y rencontrer plus d'une lacune et bien des redites. Mais, en revanche, au lieu d'une étude pénible, comme celle d'un traité didactique dans le goût allemand, on y trouve une lecture aussi facile qu'inscriptive, aussi attrayante que solide ».

Dans ses cours à l'université, Kant revenait souvent, avec une prédilection marquée, sur les questions d'éducation auxquelles il était préparé à merveille par ses profondes études sur la nature humaine et sa haute philosophie morale. On pourrait d'ailleurs trouver disséminées dans la plupart de ses ouvrages antérieurs un grand nombre de

vues et d'indications sur le problème de l'Education. Cette préoccupation constante ne saurait nous étonner si nous nous rappelons qu'avant d'être professeur, il avait été, pendant neuf années consécutives, précepteur dans plusieurs familles des environs de Königsberg et qu'il eut ainsi de très bonne heure l'occasion de faire de nombreuses observations et expériences. Citons enfin l'influence de l'*Emile*.

Nous avons vu comment Rousseau avait ouvert les yeux de Kant sur le caractère inviolable de la personne humaine et avait ainsi contribué, en changeant la direction de ses pensées, à le pousser à l'étude et à la construction de son système et de son éthique. Un exemple montrera combien Kant avait été enthousiasmé par la lecture de l'*Emile* et comment il fut séduit tout d'abord par la célèbre théorie de J.-J. Rousseau sur l'homme naturel et primitif opposé à celui que, d'après lui, avaient façonné la civilisation et la société.

Dans le courant de l'année 1764, c'est-à-dire deux ans après la publication de l'*Emile*, parut à Königsberg un étrange spécimen de l'homme naturel. C'était un homme des bois menant la vie nomade, tête et pieds nus, le corps enveloppé d'une peau de bête; il était suivi d'un enfant de huit ans; tous deux poussaient devant eux un troupeau de vaches, de moutons et de chèvres. L'homme avait une Bible à la main et lançait des prophéties à la foule accourue de tous côtés. Le peuple l'appelait le prophète aux chèvres. Mais ce qui intéressait surtout Kant, ce fut l'enfant, ce petit sauvage qui, élevé dans les bois, loin de toute société, avait appris à résister aux intempéries, ne montrait sur son visage, lui semblait-il, ni rudesse, ni embarras, ni les effets de la servitude ou de l'attention forcée; c'était enfin, à ses yeux, « un enfant parfait, tel que pouvait le désirer un moraliste expérimental qui serait assez modéré pour ne pas compter parmi

les belles chimères les sentences de Rousseau, avant de les avoir mises à l'épreuve ».

La révolution que l'*Emile* produisit dans ses idées se traduit aussitôt dans son enseignement et dans ses écrits ; en effet, c'est surtout à partir de 1762 qu'il revient sans cesse sur les questions d'éducation.

Kant nous a décrit lui-même l'impression que firent sur lui les ouvrages de Rousseau et en particulier l'*Emile* : « La première impression qu'un lecteur, qui ne lit point par vanité et pour perdre le temps, emporte des écrits de J.-J. Rousseau, c'est, dit-il, que cet écrivain réunit à une admirable pénétration de génie une inspiration noble et une âme pleine de sensibilité, comme cela ne s'est jamais rencontré chez un autre écrivain, en aucun temps, en aucun pays. L'impression qui suit immédiatement celle-là, c'est celle de l'étonnement causé par les pensées extraordinaires et paradoxales qu'il développe. Je dois lire et relire Rousseau, jusqu'à ce que la beauté de l'expression ne me trouble plus : c'est alors seulement que je puis disposer de ma raison pour le juger ».

Le programme de ses leçons pour le semestre d'hiver 1765-1766 (1) est une véritable profession de foi pédagogique où l'action de Rousseau sur Kant s'accuse de la manière la plus sensible : le maître ne doit pas enseigner des pensées, mais à penser. — Le livre n'est qu'un prétexte, une matière à réflexion. — L'acquisition des connaissances positives n'est que l'accessoire et l'accident. — L'esprit qu'il s'agit avant tout, non de remplir, mais de former, ne s'exerce pas à vide : l'expérience est nécessaire. — Si elle ne peut rien sans la raison, la raison ne peut rien sans elle, etc.

(1) Hartenstein, vol. II, page 313.

Pour constater cette influence, il faut encore et surtout parcourir les *Considérations sur le sentiment du beau et du sublime* qui parurent en 1764 et spécialement les notes que Kant avait écrites de sa main en marge d'un exemplaire des *Considérations* et qui furent publiées après sa mort sous le titre de *fragments posthumes*. On voit qu'à ce moment Kant va jusqu'à croire avec Rousseau que l'homme est tout à fait bon sortant des mains de la nature et que tous ses vices viennent de la société. « On dit dans la médecine que le médecin n'est que le serviteur de la nature ; il en est de même du moraliste. Ecartez les mauvaises influences du dehors : la nature saura bien trouver d'elle-même la voie la meilleure ». (Fragments).

Ce confiant optimisme ne dominera pas toujours, nous le verrons, la pensée de Kant, mais on peut dire que désormais il ne se lassera pas d'exalter le service que Rousseau a rendu à ses contemporains en leur montrant l'absurdité de l'éducation qui régnait alors : comment elle faussait dès le berceau l'esprit, le cœur, le caractère des jeunes êtres, par des routines ridicules ; comment en un mot elle n'aspirait, semblait-il, qu'à inoculer le plus tôt possible à l'enfant les habitudes et les préjugés de l'adulte.

Rien de plus déplorable, en effet, que l'éducation dont Kant était le témoin journalier et cela à tous les degrés de l'enseignement.

Depuis la réforme de Luther, l'Allemagne occupait incontestablement l'un des premiers rangs en Europe en matière d'instruction. cependant, à l'époque de Kant, on constatait une certaine décadence. « Presque partout, dit M. Dittes, on installait en qualité d'instituteurs, des domestiques, des artisans corrompus, des soldats congédiés, des étudiants dégénérés, en général des gens d'une moralité et d'une édu-

cation douteuses. Leur revenu était mesquin, leur autorité petite. La fréquentation de l'école, généralement très irrégulière, était presque partout entièrement suspendue en été. Beaucoup de villages ne possédaient aucune école, et elle n'était presque nulle part fréquentée par tous les enfants. En maint pays la plupart des enfants, surtout les filles, manquaient de toute instruction. » L'enseignement restait mécanique, la discipline rudimentaire. Si l'on veut se faire une idée du système d'éducation en usage, voici un fait cité encore par Dittes dans son *Histoire de la pédagogie* et où nous trouvons une très curieuse, sinon très authentique statistique. « On rapporte, dit-il, qu'un maître d'école de la Souabe, mort en 1782, avait délivré pendant ses années d'enseignement 911,527 coups de bâton, 124,010 coups de fouet, 10,235 soufflets, 1,115,800 taloches. Au surplus, ajoute Dittes, il avait fait agenouiller 777 fois des garçons sur la buche triangulaire; il avait fait porter 5,001 fois le bonnet d'âne et tenir 1,707 fois la baguette en l'air », etc.

Le règlement de l'école que fréquenta Goethe dans son enfance soumettait les petits à la fêrule et accordait aux grands le privilège d'être châtiés avec le bâton, mais en présence des classes réunies. A l'orphelinat de Francfort-sur-le-Mein il y avait le banc de discipline (*Zuchtbank*) sur lequel l'enfant était maintenu pendant la fustigation, et la cage aux ours (*Bärenkasten*) où l'on ne pouvait se tenir ni assis ni debout.

Les fonctions de maître d'école étaient devenues le plus souvent le refuge de tous ceux qui ne trouvaient pas à s'employer ailleurs et c'est à de tels éducateurs qu'était abandonnée l'instruction du peuple, dans la plus grande partie de l'Allemagne.

En Prusse, Frédéric II avait apporté certaines améliorations.

à cet état de choses, au début de son règne, mais il parait y avoir bientôt renoncé. En 1752, il défendait qu'on fit des places de maître d'école des sortes d'indemnités aux soldats mutilés par la guerre; en 1779, il donne au contraire au département ecclésiastique l'ordre « d'employer comme maîtres d'écoles ceux des invalides qui savent lire, écrire et compter ». Ce trait jette un jour singulier sur la valeur des maîtres et des écoles de Prusse à cette époque. Pouvait-il en être autrement quand le métier de maître d'école était le moins lucratif de tous, alors que plus de 500 maîtres dans la Marche de Brandebourg ne gagnaient pas plus de 10 thalers par an et que quelques-uns même n'arrivaient pas à ce chiffre. Cet état de choses ne s'était pas amélioré sous le règne de Frédéric-Guillaume II, roi dissipateur qui savait trouver de l'argent pour ses plaisirs et non pour les écoles.

Quant aux Gymnases, outre l'indigence étonnante (1) des programmes, on peut dire que la valeur des méthodes et celle des maîtres était des plus défectueuses. « Les maîtres, dit un pédagogue de l'époque, ne savent pas enseigner : véritables dresseurs de perroquets, ils font apprendre aux enfants des choses que ceux-ci ne comprennent pas, ils ne savent pas interroger, parlent seuls ou dictent tout le temps (2). »

(1) La plupart des programmes de cette époque ne font aucune mention des sciences et de l'histoire; quant à la géographie, jusqu'au milieu du XVIII^e siècle et même au delà, la plupart des élèves n'en recevaient aucune notion et quittaient le gymnase à la fin de leurs études sans avoir jamais vu une carte géographique. Enfin l'éducation physique était non seulement absente des programmes mais encore on avait cru devoir, dans certains établissements, interdire par des règlements ridicules tout ce qui pouvait donner aux enfants avec une salutaire distraction, quelque souplesse, ou quelque force. (Pinloche.)

(2) H.-G. Engelhardt, Marburg, 1753.

L'abus de la récitation, de la dictée et de l'exposition didactique régnait en effet partout, dans les meilleures écoles comme dans les autres. Dès la première année des études, on fait apprendre par cœur aux élèves des listes de mots, puis des phrases, des vocabulaires complets, des conjugaisons et des déclinaisons. Les heures de classe se passent à réciter; on reprend la leçon de la veille, et, au lieu d'en demander à chaque élève telle ou telle partie, chacun est obligé de réciter le tout d'un bout à l'autre. Dans les classes moyennes, l'enseignement se réduit, outre la récitation de grammaire, à des analyses purement mécaniques: chaque forme, chaque construction, chaque figure qu'on rencontre dans les textes, est notée et apprise avec soin, en vue de l'imitation, et le maître lui-même dicte des modèles de développement et les fait apprendre par cœur. Enfin, dans les classes supérieures, l'enseignement de la grammaire fait place à celui de la logique et de la rhétorique, qui consiste surtout à exercer les élèves à l'emploi du syllogisme, des tropes et des métaphores. Voici, comme spécimen, quelques-uns des sujets qu'on faisait alors traiter aux élèves en latin et en grec: De l'heure où naquit le Christ. — Des langes du Seigneur. — Des rois mages. — De l'office des anges et de leur musique. — Sujet de vers latins: Comparaison de Ponce Pilate avec un inquisiteur d'Espagne. — Sur la sueur sanglante et les miracles du sang. (Kœnigsberg, 22 mars 1703.) (1).

« On peut dire, dit M. Pinloche, que, depuis les premiers degrés de l'école jusqu'aux derniers, il n'y a plus pour le pédagogue de cette époque qu'une science digne d'intérêt: celle des mots, qu'une faculté à exercer: la mémoire; qu'un

(1) Pinloche: La réforme de l'Education en Allemagne au XVIII^e siècle. (Paris-Colin).

art à acquérir: l'art des subtilités, qu'une mission à remplir : celle de former des casuistes.

D'ailleurs le professorat n'était qu'un état de passage pour la plupart des maîtres, un gagne-pain provisoire, une sorte de pis aller auquel ils se résignaient en attendant une autre situation plus enviable. Engelhardt (1) constate que les maîtres de cette époque étaient pour la plupart aussi peu recommandables sous le rapport du caractère et des mœurs que sous le rapport de la préparation pédagogique. « Les directeurs d'écoles, dit-il, sont pour la plupart incapables, négligents, hautains, cassants, ennemis des sciences approfondies et se font trop souvent remarquer par leur mauvaise conduite. Quant aux professeurs dont la conduite laisse tout autant à désirer, la plupart, dit-il, sont superficiels, ignorants, connaissant mal leur propre langue, sont inexacts, peu consciencieux, ne préparent pas leurs leçons, ne corrigent pas les devoirs. J.-P. Miller (*Grundsätze einer weisen und Christlichen Erziehungskunst*, 1769, p. 74) leur reproche également « leur ignorance en philologie, en lettres et en sciences, leur manque de vocation et d'aptitudes pédagogiques, leur défaut de volonté, de conscience, d'autorité, enfin leur somnolence, leur humeur chagrine, leur caractère emporté, leur haine contre toute tentative de réforme. Ces imperfections, dit-il, s'expliquent sans doute en grande partie par l'insuffisance des traitements et le manque de considération des maîtres, l'absence d'encouragements et le défaut de surveillance des écoles, mais, dit-il, ils sont aussi fort mal choisis et se distinguent par leur mauvaise éducation, qui ne se manifeste que trop dans leur « *copia vocabulorum rusticorum*, lorsqu'ils grondent leurs élèves ».

(1) Engelhardt : Vern. und Christ. Gedanken, p. 3 et 4.

« Il y aurait un volume de détails à écrire, dit Sulzer (1), inspecteur du gymnase de Joachimsthal à Berlin, pour montrer comment les meilleures fondations deviennent non seulement inutiles, mais encore nuisibles par suite de la négligence, de la sottise et de l'ignorance des inspecteurs d'une part, de l'égoïsme, du pédantisme stupide et de l'orgueil despotique des professeurs, de l'autre. »

« Là où l'autorité des maîtres fait défaut, dit M. Pinloche, il faut s'attendre à tous les excès. Il n'y a plus guère que la force qui puisse agir et tout dépend alors du caprice et de l'humeur de ceux qui la détiennent. C'est dire qu'il n'y avait rien de plus bizarre et de plus désordonné que le régime disciplinaire à cette époque. Dans les établissements modèles, comme les écoles de Saxe, règne une discipline monastique et brutale; ailleurs c'est le relâchement le plus effréné. Les élèves du gymnase rivalisaient déjà avec leurs futurs condisciples de l'Université pour l'ivrognerie et la grossièreté des mœurs : « profanant le service divin, provoquant du tumulte et des escarmouches dans les rues et sur les places publiques; ils sont l'objet des mêmes plaintes que les étudiants : ivrognerie, tapage nocturne, chansons obscènes, etc.; comme eux, ils portent déjà l'épée au côté et se battent en duel. Obligés par un vieil usage d'assister non seulement aux noces, mais encore aux enterrements de la ville (ce qui amenait nécessairement de grandes perturbations dans leurs études), ils en profitaient souvent pour s'échapper. D'ailleurs dans ces festins de noces, auxquels ils étaient conviés comme choristes, ils étaient loin d'être tempérants et réservés : *Nimias ingurgitationes cibi et potus*, dit le règlement du gymnase d'Eisleben, *petulantiam et mores agrestes vident*. »

(1) Sulzer's Lebensbeschreibung von ihm selbst, publiée par Mérian et Nicolai en 1809. Sulzer était né à Winterthure en 1720, mort en 1779.

Les résultats d'un tel système d'éducation étaient pitoyables. « On passe beaucoup de temps dans les écoles, dit Fabricius, (*Wohlgemeinte*, p. 12) à apprendre le latin, et la plupart des jeunes gens en sortent sans en savoir beaucoup. Quant au grec, Herder s'écrie en 1782, à la suite d'un examen : « Peut-être trouverons-nous autant d'amateurs de la plus belle de toutes les belles langues, c'est-à-dire du grec, qu'il y avait de Muses autrefois : neuf ! et encore ! » (*Schulrede*, 1782)

Une réforme s'imposait donc à tous les degrés de l'enseignement et l'on comprendra maintenant ces paroles que Kant écrivait en 1777 : « Il ne manque pas d'établissements d'éducation, mais la plupart sont mauvais, parce qu'on y travaille contre la nature et qu'on suit servilement la routine des siècles grossiers et ignorants. Mais c'est en vain, ajoute-t-il, qu'on attendrait la guérison du genre humain d'une lente réforme pédagogique. Il faut que les écoles soient entièrement reconstituées, si l'on veut espérer en voir sortir quelque chose de bon ; car elles sont défectueuses dans leur organisation première et les maîtres eux-mêmes ont besoin de recevoir une nouvelle culture (1) ».

Cette réforme avait été tentée au commencement du siècle par Francke qui avait eu l'idée de créer des séminaires ou écoles normales pour former des éducateurs et celle de donner aux études une direction plus pratique en fondant les premières écoles réales, (*Realschule*). On citait comme modèles les deux établissements qu'il avait fondés à Halle, le *Pädagogium* et la maison des orphelins qui, en 1727, comptaient plus de 2,000 élèves ; mais, lorsque Francke ne fut plus là, pour animer de son ardeur l'œuvre sortie de ses

(1) Hartenstein, vol. II, 456.

maines et pour corriger au besoin par son bon sens pratique les défauts de la théorie, il n'y eut plus aucun progrès; ses établissements tombèrent tout à fait en décadence. Ceux de Halle en particulier étaient complètement tombés en 1784, au témoignage de Niemeyer qui en avait été nommé inspecteur.

D'ailleurs, sous ses successeurs, l'abus des choses saintes et des exercices religieux, un régime de serre chaude uni à une discipline sévère, quelquefois même cruelle, avait développé dans ces établissements, au dire de Kant lui-même qui les avait fréquentés dans sa jeunesse, une piété formaliste et de commande ou une hypocrisie plus déplorable encore. L'enseignement religieux avait été faussé par le mécanisme des méthodes employées. Le psittacisme, là aussi, régnait en souverain.

Ce qu'il nous faut dans l'art de l'Education, s'écriait Kant, déjà en 1766 (1), après avoir constaté les faits que nous avons rappelés, ce qu'il nous faut, ce n'est pas une réforme, c'est une révolution et une révolution radicale.

Cette révolution s'est faite (en partie du moins), sous l'influence de J.-J. Rousseau et plus tard aussi sous celle de son disciple Pestalozzi.

On sait que Bassedow, un des premiers, essaya de mettre en pratique dans son *Philanthropin* les idées principales de J.-J. Rousseau (2). A l'égal de Fichte, qui plus tard s'enthousa-

(1) Hartenstein, vol. II, p. 459.

(2) J. Bernard Bassedow, (1723-1790). Après avoir été professeur de philosophie et de littérature en Danemark, Bassedow s'était occupé de pédagogie. Aidé par le prince d'Anhalt-Dessau, il avait fondé à Dessau, en 1774, une école modèle, sous le nom de *Philanthropinum*. Ses principaux ouvrages pédagogiques sont : *De l'éducation du prince*, *Recueil des connaissances nécessaires à l'instruction de la jeunesse*, etc.

siasmait à propos de l'institut fondé par Pestalozzi à Yverdon, Kant avait cru voir dans le *Philanthropin* de Dessau, un établissement modèle, destiné à couvrir l'Europe de ses rejetons et à transformer le monde par l'éducation des générations à venir. Plein de ce noble et chimérique espoir, il écrivait en 1777, dans la *Gazette de Königsberg* : « Une pareille école n'est pas seulement faite pour ceux qu'elle élève, mais, ce qui est infiniment plus important, pour ceux également auxquels elle fournit l'occasion de se former peu à peu et en grand nombre, dans son sein, comme professeurs, selon les indications de la vraie méthode d'éducation; c'est une semence qui, soigneusement cultivée, peut produire en peu de temps une foule de professeurs entendus, qui bientôt couvriront le pays de bonnes écoles. Les efforts de tous les peuples pour le bien général devraient se proposer pour but, avant tout, d'appuyer une pareille école modèle, afin de lui permettre d'arriver rapidement à la perfection dont elle renferme les principes. »

Quelques années plus tard, Kant parle encore de l'Institut de Dessau, mais son enthousiasme s'est refroidi.

« On s'imagine, dit-il, dans son *Traité de pédagogie* (1) que des expériences ne sont pas nécessaires en matière d'éducation et qu'il est possible de juger par la seule raison de ce qui sera bon ou ne le sera pas. Mais l'on se trompe beaucoup en ceci; et l'expérience nous apprend que, souvent à l'épreuve, s'offrent des résultats tout opposés à ceux que nous attendions. On voit par conséquent que, la chose reposant sur l'expérience, aucune génération n'est capable de

(1) Introduction du *Traité de pédagogie*. Voir aussi dans Haytenstein, vol. II, trois dissertations au sujet du *Philanthropin* de Basedow. 456-461.

présenter un système complet d'éducation. La seule école d'expérimentation qui commença à ouvrir en quelque sorte la voie, fut l'Institut de Dessau. Il faut lui laisser cet honneur, en dépit des nombreuses fautes qu'on pourrait lui reprocher, fautes qui d'ailleurs se retrouvent en tout ce qui procède de l'expérimentation et qui font voir que de nouveaux essais restent toujours nécessaires. C'était, en un certain sens, la seule école où les maîtres eussent la liberté de travailler d'après des méthodes et des plans personnels, et où ils se trouvaient en relations aussi bien entre eux qu'avec tous les savants de l'Allemagne. »

Au *Philanthropin*, à ce laboratoire d'essais pédagogiques que vient d'apprécier Kant, allait bientôt en succéder un autre dont l'influence sera immense et qui réalisera enfin la révolution qu'attendait Kant. Je veux parler de l'Institut de Pestalozzi, un autre disciple de Rousseau, dont nous aurons à nous occuper à propos de Fichte.



CHAPITRE III

Si le retentissement considérable et le succès éclatant de l'*Emile* et de la méthode de Pestalozzi ont fait laisser longtemps dans l'ombre le traité plus modeste de Kant, on verra cependant par l'analyse suivante de ses principes généraux que la pédagogie Kantienne est digne d'une sérieuse attention et qu'elle complète sur certains points celle de Rousseau, dont Kant s'est d'ailleurs grandement inspiré.

Dans une introduction, Kant expose d'abord ses vues générales sur l'Éducation.

« C'est dans le problème de l'éducation, dit-il, que gît le grand secret du perfectionnement de l'humanité... Il y a deux choses qu'on peut regarder comme étant tout ensemble les plus importantes et les plus difficiles pour l'humanité : l'art de gouverner les hommes et celui de les élever ; et pourtant on dispute encore sur ces idées. C'est par l'éducation seule qu'on peut perfectionner et régénérer l'humanité. Il est doux de penser que la nature humaine sera toujours de mieux en mieux développée par l'éducation et qu'on arrivera ainsi à lui donner la forme qui lui convient par excellence... L'homme ne peut devenir homme que par l'éducation. C'est d'ailleurs la seule créature qui en soit susceptible.

« Un animal est par son instinct même tout ce qu'il peut être ; une raison étrangère a pris d'avance pour lui tous les soins indispensables. Mais l'homme a besoin de sa propre raison. Il n'a pas d'instinct, et il faut qu'il se fasse à lui-même son plan de conduite. Mais, comme il n'en est pas immédiatement capable, et qu'il arrive dans le monde à l'état sau-

vage, il a besoin du secours des autres... L'espèce humaine est obligée de tirer peu à peu d'elle-même par ses propres efforts toutes les qualités naturelles qui appartiennent à l'humanité. Une génération fait l'éducation de l'autre. On en peut chercher le premier commencement dans un état sauvage ou dans un état parfait de civilisation; mais, dans ce second cas, il faut encore admettre que l'homme est retombé ensuite à l'état sauvage et dans la barbarie».

La discipline aura donc pour objet d'empêcher l'homme de se laisser détourner de sa destination, de l'humanité, par ses penchants brutaux. Il faut, par exemple, qu'elle le modère, afin qu'il ne se jette pas dans le danger comme un farouche ou un étourdi. Mais la discipline est purement négative, car elle se borne à dépouiller l'homme de sa sauvagerie; l'instruction au contraire est la partie positive de l'éducation.

La sauvagerie est l'indépendance à l'égard de toutes les lois. C'est la discipline qui soumet l'homme aux lois de l'humanité et commence à lui faire sentir la contrainte des lois. Mais cela doit avoir lieu de bonne heure !

« En effet, dit Kant, l'homme a naturellement un si grand penchant pour la liberté, que quand on lui en laisse prendre d'abord une longue habitude, il lui sacrifie tout. Si, de très bonne heure vous n'avez recours à la discipline, il sera très difficile de changer ensuite son caractère. Il suivra tous ses caprices. Quand on a laissé l'homme faire toutes ses volontés pendant sa jeunesse, et qu'on ne lui a jamais résisté en rien, il conserve une certaine sauvagerie pendant toute la durée de sa vie. Il ne lui sert de rien d'être ménagé pendant sa jeunesse par une tendresse maternelle exagérée, car plus tard il n'en rencontrera que plus d'obstacles de toutes parts et il recevra partout des échecs lorsqu'il s'engagera dans les affaires du monde. Le manque de discipline est un pire mal

que le défaut de culture, car celui-ci peut se réparer plus tard, tandis qu'on ne peut plus chasser la sauvagerie et corriger un défaut de discipline. Celui qui n'est point cultivé, répète-t-il avec insistance plusieurs fois, est brut; celui qui n'est pas discipliné est sauvage (1) ».

Les hommes n'avaient autrefois aucune idée de la perfection dont la nature humaine est capable. Souvent même on voyait les maîtres eux-mêmes manquer de cette discipline et de cette instruction dont ils devraient être les dispensateurs. On commence seulement aujourd'hui à juger exactement et à apercevoir clairement ce qui constitue proprement une bonne éducation, qui seule contient en germe tout le perfectionnement de l'humanité. Peut-être l'éducation deviendra-t-elle toujours meilleure et chacune des générations qui se succéderont fera-t-elle un pas de plus vers le perfectionnement. Conduire l'espèce humaine à sa destination : tel est l'idéal.

Mais, dira-t-on peut-être, c'est là un idéal chimérique. « De ce qu'une idée n'a pas encore été réalisée dans l'expérience, parce que les obstacles en ont arrêté la réalisation, répond Kant, il ne s'en suit pas qu'elle ne soit qu'un beau rêve et qu'il n'y ait plus à s'en occuper. Ne dût-elle même ne jamais être complètement réalisée, elle ne serait pas pour cela chimérique, car c'est justement là le caractère de l'idéal, et l'idéal n'en veut pas moins être poursuivi sans relâche. Qui a jamais vu une république parfaite, gouvernée d'après les seules règles de la justice? Cette république n'est-elle pas cependant l'idéal et le but où doivent tendre tous les efforts de la politique? Dès qu'une idée est vraie

(1) *Traité de pédagogie*. (Traduction J. Barni, édit. 1886. Paris-Alcan) 39-43.

absolument, on ne saurait alléguer contre elle l'expérience contraire et des obstacles invincibles. Cela ne prouve rien contre elle, mais contre nous. Or telle est l'idée d'une éducation qui développe dans l'homme toutes ses dispositions naturelles et le conduise à sa fin ».

Kant pense que le moment est venu d'avoir une pédagogie basée sur des principes scientifiques; pour atteindre le but élevé qu'elle se propose, l'éducation doit s'affranchir de la routine et des méthodes traditionnelles, « il faut, dans l'art de l'éducation, dit-il, substituer la science au mécanisme, sans quoi elle ne sera jamais un effort continu, et une génération pourrait bien renverser ce qu'une autre aurait bâti (1) ». Un principe de pédagogie que devraient surtout avoir devant les yeux les hommes qui font des plans d'éducation, c'est qu'on ne doit pas élever les enfants en vue de l'état présent de l'espèce humaine, mais en vue d'un état meilleur possible dans l'avenir, c'est-à-dire d'après une conception idéale de l'humanité et de sa destination complète ».

Kant voit dans cette idée le principe régénérateur de l'éducation. Mais il signale en même temps les deux principaux obstacles qui, selon lui, s'opposent aux progrès de l'éducation et par suite à l'amélioration de l'humanité : 1° les parents n'ont ordinairement souci que d'une chose, c'est que leurs enfants fassent bien leur chemin dans le monde; 2° les princes ne considèrent leurs sujets que comme des instruments pour leurs desseins.

La nature humaine ne peut donc se rapprocher peu à peu de ses fins, de son idéal, que grâce aux efforts des personnes qui sont douées de sentiments assez étendus pour prendre intérêt au bien du monde, et qui sont capables

(1) *Traité de pédagogie*, p. 48 Traduction J. Barni).

de concevoir un état meilleur comme réalisable dans l'avenir. L'éducation ainsi entendue est un art dont la pratique a besoin d'être perfectionnée par plusieurs générations. Chaque génération, munie des connaissances des précédentes, sera toujours plus en mesure d'arriver à une éducation qui développera dans une juste proportion et conformément à leur but toutes nos dispositions naturelles.

Voici les conclusions qui terminent cette introduction et qui, en résumant les considérations précédentes, indiquent l'objet de la pédagogie d'après Kant :

L'éducation doit donc, 1° *discipliner* (1) les hommes. — Les discipliner, c'est chercher à empêcher que ce qu'il y a d'animal en eux n'étouffe ce qu'il y a d'humain... La discipline consiste donc simplement à les dépouiller de leur sauvagerie.

2° Elle doit les *cultiver* (2). La culture comprend l'instruction et les divers enseignements. C'est elle qui donne l'habileté, c'est-à-dire l'aptitude suffisante pour toute espèce de fins.

3° Il faut aussi veiller à ce que l'homme acquière de la *prudence*, à ce qu'il sache vivre dans la société de ses semblables de manière à se faire aimer et à avoir de l'influence.

4° On doit enfin travailler à la *moralisation*. Il ne suffit pas, en effet, que l'homme soit propre à toutes sortes de fins ; il faut encore qu'il sache se faire une maxime de n'en choisir que de bonnes ; il faut aussi que, sentant de bonne heure la

(1) La discipline est, pour Kant, la partie négative et préparatoire de l'éducation. Elle empêche la nature de se corrompre et a pour but, en écartant les mauvaises influences, de rendre capable de vraie moralité.

(2) La culture est la partie positive de l'éducation. C'est ce que l'art ajoute à la nature.

résistance inévitable de la société, il s'accoutume à se gêner dans son intérêt même et à concilier sa liberté avec une contrainte légitime.

« On voit, dit Kant, combien de choses exige une véritable éducation. Mais dans l'éducation privée, la quatrième condition, qui est la plus importante, est ordinairement assez négligée; car on enseigne aux enfants ce que l'on regarde comme essentiel et l'on abandonne au prédicateur la moralisation. Cependant combien n'est-il pas important d'apprendre aux enfants à haïr le vice, non pas pour cette seule raison que Dieu l'a défendu, mais parce qu'il est méprisable par lui-même..! Si désormais l'éducation et l'instruction doivent reposer sur des principes, pourtant elles ne doivent pas être non plus une affaire de pur raisonnement. On se figure ordinairement qu'il n'est pas nécessaire de faire des expériences en matière d'éducation et que l'on peut juger par la raison seule si une chose sera bonne ou non, mais on se trompe beaucoup en cela. Il faut d'abord instituer des écoles expérimentales avant de pouvoir en fonder de normales. »

Chose curieuse, Kant est loin de réclamer, comme le fera plus tard Fichte et la plupart des philosophes du XVIII^e siècle, l'intervention des gouvernements en matière d'éducation et de réformes. « Si les princes, dit-il, donnent de l'argent pour cet objet, ils se réserveront le droit de tracer le plan qui leur convient; et, quand ils n'auraient pas pour but de façonner des hommes à leur guise, toujours est-il qu'en ôtant à l'esprit humain sa liberté, ils arrêteraient ses progrès et le condamneraient à languir. Comme exemple de « ce mécanisme aveugle, constitué par le despotisme des souverains » Kant cite les écoles normales de l'Autriche. « Il est impossible, dit-il, qu'avec une pareille contrainte on puisse arriver à quelque chose de bon ».

C'est donc aux particuliers qu'il s'adresse, c'est d'eux seuls qu'il attend la réforme et le salut.

Est-ce à dire qu'il soit partisan de l'éducation domestique ? Il se déclare au contraire en faveur de l'éducation publique (1). La première a le grave inconvénient d'augmenter les défauts de famille au lieu de les corriger. La seconde, non seulement prépare mieux les enfants à se conduire un jour dans le monde, mais encore, en supprimant tout privilège, en accoutumant chacun à mesurer son droit sur celui d'autrui, elle forme le vrai caractère du citoyen. « Cette éducation, dit Kant, est la meilleure image de la vie civique ; elle en est le meilleur apprentissage parce que, tout en accoutumant l'élève à souffrir que sa liberté soit soumise à une contrainte, elle l'instruit en même temps à en faire lui-même un bon usage. Or, un des plus grands problèmes de l'éducation, dit-il, est précisément de concilier sous une contrainte légitime la soumission avec la faculté de se servir de la liberté (2) ».

Il résulte de ce qui précède que l'éducation, pour Kant comme pour Rousseau, a pour objet de faire des hommes. Cependant nous avons pu constater dans cette introduction que, tandis que Rousseau fait dans l'*Emile* l'apologie de l'instinct, loue la sauvagerie et veut dans l'éducation laisser faire la nature, Kant, lui, s'attache à montrer, au contraire, combien les instincts de l'homme sont pauvres et faibles ; dans la sauvagerie, qu'il définit « l'indépendance à l'égard de toutes les lois » il ne voit qu'une certaine rudesse qui vient de ce que « l'homme ne s'est pas encore, en quelque

(1) L'éducation publique, pour Kant, est celle qui, au lieu de se faire sous le toit paternel par le moyen d'un précepteur, a lieu dans une école particulière.

(2) *Traité de pédagogie*, 58. (Trad. Barni).

sorte, dégagé de l'animal. » Kant croit, contrairement à Rousseau, que l'éducation n'a pas à se régler simplement sur les dispositions naturelles de l'enfant et à leur donner libre cours, il veut qu'on conçoive un idéal digne de l'espèce humaine et qu'on cherche ensuite les procédés pédagogiques qui lui sont appropriés.

Kant veut enfin qu'on accoutume de bonne heure les enfants à se gêner, dans leur intérêt même, et à concilier leur liberté avec « une contrainte légitime ». Est-ce d'après ces principes qu'Emile est élevé, lui qui est si sauvagement jaloux de son indépendance, si impatient de toute gêne, si plein de mépris pour la civilisation, qui, enfin, se conduit non par maximes, par raison, mais par sentiment et par instinct.

Ainsi, dès les premières pages du *Traité de pédagogie*, nous voyons de sérieuses divergences avec l'*Emile* de Rousseau. Nous aurons l'occasion de constater plus loin les nombreuses analogies des deux doctrines, mais il est nécessaire cependant d'insister sur ces différences dont nous verrons l'importance et les conséquences pour ce qui concerne l'éducation morale.

Sans doute l'influence de Rousseau sur Kant n'est pas contestable et l'on peut dire que, dans sa pédagogie, Kant a presque toujours en l'*Emile* présent à l'esprit soit pour en approuver les préceptes, soit pour les modifier ou quelquefois même pour les contredire. Cependant comme nous l'avons montré précédemment, si, dans une première période, Kant a subi l'ascendant de J.-J. Rousseau, si, vers 1764, cette action de l'auteur de l'*Emile* semble avoir été prépondérante, il s'en affranchit plus tard, et finit par se séparer de Rousseau sur bien des points. Or, c'est aux environs de 1780, d'après Willmann (introduction en tête de

la *Pédagogie* de Kant, bibliothèque pédagogique de Richter), assez peu de temps avant la publication de ses grands ouvrages, où s'accuse si fortement son originalité, que Kant paraît avoir exposé les idées recueillies par Rink. Vers 1750, ce n'était plus la pensée de Rousseau qui le possédait tout entier comme en 1764 (1); c'était déjà la sienne. Voilà pourquoi, si sa pédagogie se rencontre avec celle de Rousseau dans le détail, l'inspiration en est souvent bien différente.

Le point de départ dans l'éducation n'est pas le même pour Kant que pour Rousseau. On connaît la célèbre déclaration de celui-ci : « Tout est bien, sortant des mains de l'Auteur des choses... Les premiers mouvements de la nature sont toujours droits ». Pour Rousseau, l'enfant est bon en naissant; ses penchants sont irréprochables et doivent nous servir de guides.

Après avoir un moment semblé accepter l'opinion de Rousseau sur l'innocence originelle de l'homme et la parfaite bonté de ses dispositions naturelles, Kant corrige Rousseau en affirmant que l'homme, à sa naissance, n'est ni bon ni mauvais. C'est seulement plus tard, quand sa raison s'élèvera aux notions de devoir et de loi, qu'il méritera une qualification morale. Kant va même plus loin : On peut dire, selon lui, que

(1) Voir aussi l'*Anthropologie*, (Hart. VII, 651, 652) où Kant explique comment on doit comprendre la doctrine de Rousseau et particulièrement l'*Emile*. L'*essai d'Anthropologie* de Kant est rédigé dans des vues pragmatiques. Cet ouvrage, plein d'observations fines et d'aperçus ingénieux, considère la nature humaine dans les modifications que les différences d'âge, de sexe, de tempérament, de race, d'organisation sociale, de climat etc., apportent à l'exercice et à la culture de ses facultés. Ce traité joint à sa *géographie physique* prouve que Kant avait donné à l'étude de l'homme *in concreto* autant de soins qu'à celle de l'homme *in abstracto*.

l'enfant a originairement des penchants pour tous les vices, « car, dit-il, il a des inclinations et des penchants qui l'attirent, malgré les efforts de la raison, en sens contraire (1). Il peut donc seulement devenir moralement bon par la vertu, c'est-à-dire par une contrainte qu'il exerce sur lui-même, quoiqu'il puisse être innocent, lorsqu'il est exempt d'entraînement ».

A notre époque où les questions d'hérédité et de suggestion sont à l'ordre du jour, on aurait plutôt une tendance à adopter cette dernière opinion de Kant ; quoiqu'il en soit, les partisans de l'état de nature et de bonté absolue de l'enfant deviennent toujours plus rares. On admet généralement maintenant une double hérédité, ou, si l'on veut, une double solidarité (2) dont il faut désormais tenir compte en éducation. « Si grand que soit le pouvoir de l'éducation, dit Maudsley (*Le crime et la folie*, introduction), ce n'est cependant qu'une force rigoureusement limitée. Elle est limitée par la capacité inhérente à la nature de l'individu et ne peut agir que dans le cercle plus ou moins resserré d'une nécessité préexistante. Il n'y a pas d'éducation au monde qui puisse faire porter des raisins à un prunier ou des figues à un chardon ; de même aucun être mortel ne peut aller au-delà de sa nature et il sera toujours impossible de construire avec quelque stabilité une intelligence ou un caractère sur les fondations d'une nature mauvaise... Dans chaque œuf

(1) Voir Hartenstein, vol. VI, pages 127 et 442, où Kant démontre que l'homme est naturellement enclin au mal. (1793).

(2) Voir, outre les ouvrages de Secrétan, Ribot, *l'Hérédité psychologique* ;—Guyau : *Education et hérédité*—Marion : *la Solidarité morale* ; et les études du Dr Jacoby, de de Candolle, Maudsley, etc , etc.

en particulier, l'hérédité individuelle prépare la destinée propre de l'individu... Placez dès la naissance deux personnes dans des conditions identiques, soumettez-les à la même éducation ; à la fin, elles n'auront pas plus l'esprit exactement fait sur le même moule ou de la même capacité qu'elles n'auront les mêmes traits et le même visage. Chacune d'elles est sous l'empire de la loi d'évolution, sous l'empire des antécédents dont elle est le conséquent. » Il y a donc pour l'homme une destinée que ses ancêtres ont en partie préparée. Chacun de nous plonge par ses racines dans les générations antérieures, il a en lui, avec leur sang, leurs instincts, leurs passions, leurs vertus et leurs vices et il subit, à des degrés infiniment divers, les influences héréditaires de sa race, de son pays, de sa province de sa caste, de sa famille.

Quoi qu'il en soit, bien des enfants pourraient être l'objet de l'allégorie charmante que Fénelon composa un jour pour son élève, le duc de Bourgogne. Il suppose qu'il reçoit une lettre de Hollande par laquelle le savant critique Bayle l'informe qu'on vient de trouver en Italie une médaille antique dont il lui fait une description aussi fidèle que possible. « D'un côté, cette médaille, qui est fort grande, représente un enfant d'une figure très belle et très noble : on voit Pallas qui le couvre de son égide ; en même temps les trois Grâces sèment son chemin de fleurs ; Apollon suivi des Muses, lui offre sa lyre..... Le revers est bien différent. Il est manifeste que c'est le même enfant, car on reconnaît d'abord le même air de tête, mais il n'a autour de lui que des masques grotesques et hideux, des reptiles venimeux, comme des vipères, des serpents, des hiboux, enfin des harpies qui déchirent tout avec leurs ongles crochus. » L'œuvre de l'éducation, a-t-on dit avec raison, est, pour ainsi dire,

de donner plus de relief au beau côté de la médaille et d'en effacer si possible le revers.

En tous cas, remarque Kant, les instincts de l'enfant sont bien inférieurs à ceux de l'animal. Il appartient donc à notre intelligence de suppléer aux défauts de l'instinct chez l'enfant. A ceux qui sont plus expérimentés que lui de tracer le programme de son éducation. C'est eux qui ont à trouver pour lui, après avoir étudié ce qu'il est, ce n'est pas lui qui trouve pour eux et qui enseigne la direction qu'il lui faut.

L'éducation ne sera donc pas seulement une œuvre d'excitation et de culture, elle aura aussi à combattre et à réprimer (1), et, ce qui, plus tard, fera la moralité de l'homme, sera précisément la lutte personnelle contre les instincts naturels et héréditaires, lorsqu'ils sont contraires au devoir. Lorsque l'enfant est encore incapable de se diriger lui-même,

(1) Pour cette tâche, le plus grand tact est nécessaire à l'éducateur. Que de vices sont aussi développés, dit Guyau, (*Éducation et hérédité*) non par une fatalité héréditaire, mais par une éducation maladroite. Toute constatation à haute voix sur l'état mental d'un enfant joue immédiatement le rôle d'une suggestion : « Cet enfant est méchant... il est paresseux... il ne fera pas ceci ou cela... On peut reprocher à un enfant d'avoir fait telle ou telle action, d'en avoir omis telle ou telle autre; mais le plus souvent, en matière de sentiment, il faut suggérer plutôt que reprocher... La suggestion peut affaiblir ou augmenter momentanément l'intelligence même; on peut suggérer à quelqu'un qu'il est un sot, qu'il est incapable de comprendre telle ou telle chose : et on développe par là une inintelligence, une impuissance proportionnelles. L'Éducateur doit au contraire toujours suivre cette règle : Persuader à l'enfant qu'il pourra *comprendre* et qu'il pourra *faire*. » L'homme est ainsi fait, avait déjà dit Pascal, qu'à force de lui dire qu'il est un sot, il le croit, et, à force de se le dire à soi-même, on se le fait croire. « N'ayant pas d'idées à lui, dit M. Recolin, surtout dans cette période du début de la vie,

l'éducation se sert des énergies diverses qu'elle trouve en lui, pour lui faire commencer cette lutte; elle l'y conduit et l'y aide d'abord pour le rendre ensuite capable de la soutenir seul.

« Emile, a dit un éminent pédagogue contemporain, Emile est un enfant de la nature, élevé par la nature, d'après les règles de la nature, pour la satisfaction des besoins de la nature. » La véritable fin de l'éducation, dans Rousseau, c'est le triomphe de l'instinct, c'est l'exaltation de la sensibilité.

Kant, au contraire, veut bien sans doute accorder une place aux penchants légitimes dans l'éducation; il déclare bien que les enfants doivent « faire beaucoup de choses par inclination ». Mais, pour lui, le rôle des penchants ne sera que provisoire. L'enfant devra s'accoutumer enfin à agir d'après des maximes, et « non d'après certains mobiles ». Soumission finale des penchants et des inclinations, accord de la volonté avec les principes de la raison et avec la loi, tel est pour Kant le dernier mot et l'idéal de l'Education.

où les instincts héréditaires ne lui en ont pas encore suggéré du dedans, il est tout disposé à penser ce qu'on veut lui faire penser, et telle est l'ingénuité de sa confiance en la parole de ses éducateurs, qu'il sera très vite ce qu'ils lui auront dit qu'il est... Supposer le vice, c'est souvent le produire... Toute idée forte tend à se réaliser, surtout dans un organisme mental impressionnable comme l'est celui de l'enfant. De là la nécessité d'affirmer énergiquement qu'il *peut*, qu'il *fera*, qu'il *comprendra*. Toutes les mères connaissent cette autorité de l'affirmation redoublée par l'accent et le geste. Elles savent que le meilleur moyen de consoler un enfant qui pleure n'est pas de lui dire qu'il souffre, ce qui ferait redoubler ses larmes, mais au contraire de les essuyer et de lui dire : « C'est fini. » Il le croit, et il est consolé. Ajoutons que l'idée peut-être soutenue ou même produite, sans la parole, par la suggestion, plus puissante encore, de l'exemple.

Bien différentes aussi sont les divisions adoptées par l'un et par l'autre pédagogue.

L'éducation, d'après Rousseau, doit être divisée en trois tranches successives : Elle n'aura d'abord pour objet que le corps et les sens. Puis, vers douze ans, l'éducation intellectuelle pourra commencer. Enfin, à quinze ans environ, le temps sera venu de l'éducation morale. Kant n'admet pas, au moins sous une forme aussi absolue, cet ordre de succession, cette division de l'âme en tranches superposées, cette éducation par étages, selon l'ingénieuse expression de M. Compayré.

L'éclosion de la personnalité humaine, selon Kant, commence de bonne heure ; il faut la surveiller dès le début parce qu'elle gardera l'empreinte de nos premières leçons et de nos premiers exemples. Il ne croit pas surtout que l'on doive attendre jusqu'à quinze ans pour s'occuper de l'éducation morale. Il déclare même « qu'on doit inculquer de très bonne heure à l'enfant, le respect des droits de l'homme et veiller à ce qu'il le mette en pratique ».

Cela dit, avouons que, dans son traité de pédagogie, Kant abuse de termes et de divisions scolastiques. Il divise l'éducation de plusieurs manières, ce qui n'est pas sans produire une certaine confusion. Nous avons vu dans l'introduction qu'il divisait l'éducation en deux parties : 1° la discipline, 2° la culture. La discipline est la partie négative de l'éducation, et la culture la partie positive. La première se bornant à empêcher l'individu de se laisser détourner de sa destination par ses penchants brutaux, mais sans l'éclairer sur ce qu'il doit faire. La seconde au contraire, par le moyen de l'instruction et de toutes les connaissances nécessaires lui permettant d'acquérir *l'habileté*, la *prudence*, et, par dessus tout, la *moralité*.

Avant d'entrer en matière, Kant donne encore une autre division.

« La pédagogie, ou la science de l'éducation, dit-il, est ou *physique* ou *pratique* (1). L'éducation *physique* est celle que l'homme partage avec les animaux, c'est-à-dire les soins qu'il exige. L'éducation *pratique* ou *morale* (au sens le plus large) est celle dont l'homme a besoin de recevoir la culture pour pouvoir vivre ou être libre. (On nomme *pratique* tout ce qui a rapport à la liberté). « C'est l'éducation de la personnalité, l'éducation d'un être libre, qui peut se suffire à lui-même et tenir sa place dans la société, mais qui est capable aussi d'avoir par lui-même une valeur intérieure. »

Enfin, se mettant encore à un autre point de vue, il prend les mots *physique* et *moral* (2) dans une nouvelle acception. L'enfant, en effet, ne s'élève pas tout seul. Son corps et son âme ont besoin, dans une assez large mesure, d'être façonnés et dirigés. En cela il ressemble aux êtres de la nature, qui ne se gouvernent pas, mais qui sont gouvernés ; en cela, c'est une chose. L'éducation qu'on lui donne peut donc, sous ce rapport, être dite *physique* ; et comme l'esprit lui-même de l'enfant doit être plié à des exercices et à des procédés dont il n'est pas en état de comprendre la raison, il y a une éducation physique même de l'esprit.

Mais l'enfant n'est pas seulement une chose ; il y a en lui, et personne plus que Kant n'a insisté sur ce point, il y a en lui le germe d'une personne. Sa dignité sera plus tard de se diriger comme il l'entendra, et d'appliquer les maximes qu'il jugera convenables. Ainsi, en tant que l'éducation veille à ce qu'il agisse par principes, elle l'élève au-dessus du mé-

(1) *Traité de pédagogie*, p. 59.

(2) *Traité de pédagogie*, p. 87.

canisme, jusqu'à la liberté. Elle est plus que physique, elle est *morale* (1).

Nous sommes loin de Rousseau, pour qui la liberté est bien moins le pouvoir d'agir selon des principes dont on aperçoit la justesse, que la faculté de céder sans obstacles à ses penchants naturels.

Nous avons constaté les principales divergences qui séparent Kant de Rousseau ; nous verrons maintenant, spécialement dans l'éducation physique et intellectuelle, de nombreuses analogies entre *l'Emile* et le *Traité* de Kant. Ni l'un ni l'autre ne veulent voir dans l'enfant une simple matière à pétrir. L'un et l'autre bannissent de l'éducation les procédés factices et arbitraires. Tous les deux en ce sens relèvent de la nature.

(1) « L'éducation physique et l'éducation morale, dit Kant, (*Traité de pédagogie*, 87) se distinguent en ce que la première est passive pour l'élève, tandis que la seconde est active. Il faut qu'il aperçoive toujours le principe de l'action et le lien qui la rattache à l'idée du devoir ».

CHAPITRE IV

Avant de rechercher les règles de la discipline et de la culture, il est nécessaire de rechercher quels soins matériels exige l'enfant, car ils ont eux-mêmes une grande importance pour son avenir. Aussi Kant, comme Rousseau, fait-il rentrer cette étude dans celle de l'éducation ; elle forme la première partie de ce qu'il nomme l'éducation physique.

L'éducation physique ne saurait être séparée de l'éducation morale et intellectuelle et cela pour deux raisons : d'abord parce que la santé et la force du corps sont désirables et bonnes en elles-mêmes, ensuite parce que le développement du corps est une des conditions, un des moyens du développement de l'âme et de l'énergie du caractère (1). La physiologie et la psychologie modernes démontrent de plus en plus l'étroite parenté du corps et de l'esprit, les répercussions constantes du physique sur le moral, et du moral sur le physique, en un mot la solidarité intime des différentes parties de l'organisme humain. La vigueur du tempérament physique paraît donc être pour l'individu une condition essentielle de son succès dans le monde, de son aptitude à surmonter les épreuves de la lutte pour la vie, à maintenir la vitalité et la puissance de sa race, comme aussi à s'assurer par l'exercice d'une profession ou d'une carrière

(1) « Il faut, dit Rousseau (*Emile*, livre I^{er}), que le corps ait de la vigueur pour obéir à l'âme : Un bon serviteur doit être robuste. »

les instruments de la richesse et de la prospérité publique (1). Les intérêts de l'esprit et les intérêts du corps sont donc solidaires. « Ce n'est pas une âme, ce n'est pas un corps qu'on dresse, dit Montaigne dans son admirable chapitre de l'*Institution des enfants*, c'est un homme, et il n'en faut pas faire à deux fois. Et, comme dict Platon, il ne faut pas les dresser l'un sans l'autre, mais les conduire également comme une couple de chevaux attelée à même timon. » Telle est aussi l'opinion de Kant.

C'est surtout dans ses conseils sur l'éducation du premier âge de la vie que Kant se rapproche de Rousseau ; sans doute parce que cet âge, mieux et plus que tout autre, se prête à l'éducation naturelle et négative.

Comme Rousseau, Kant étudie l'enfant dès le berceau et signale les fantaisies, les modes qui, dès les premiers jours de l'existence, se substituent arbitrairement aux besoins, aux volontés de la nature. Comme Rousseau, il veut que la mère soit la nourrice de ses enfants ; il approuve l'usage des bains froids, il s'élève surtout contre l'emploi des maillets, commodes peut-être pour les parents, mais douloureux pour les enfants qui, « enveloppés comme des momies, ne peuvent mouvoir leurs membres ». — « Il semble, dit Rousseau (2), en parlant de « ces premières chaînes imposées à un être qui en aura tant d'autres à porter », il semble qu'on a peur que l'enfant n'ait l'air d'être en vie ! Ils crient du mal que vous leur faites ; garrottés de la sorte, vous crieriez plus fort qu'eux ». — « Que l'on enveloppe ainsi un homme fait, dit Kant, employant à peu près les mêmes expressions, et l'on

(1) Voir Max Leclerc : *L'Education et la Société en Angleterre*. (Paris, Colin).

(2) *Emile*, livre I.

verra s'il ne crie pas, lui aussi, et s'il ne tombe pas, comme l'enfant, dans le chagrin et le désespoir ».

Kant est loin de dédaigner ce qu'on appelle trop souvent les petits côtés du sujet, montrant ainsi que rien n'est indifférent en éducation : il passe en revue les différents jeux de l'enfance, il condamne pour leur importunité bruyante, la trompette et le tambour, instruments incommodants pour les grandes personnes qui les entourent et qu'il défendra aux enfants pour leur inspirer le respect des droits du voisin. Il loue le colin-maillard, le jeu de balle, la balançoire, le cerf-volant et, en général, tous les jeux qui sont à la fois des exercices pour les muscles et pour les sens. « Les meilleurs jeux, dit-il, sont ceux qui, outre l'habileté qu'ils développent, sont encore des exercices pour les sens, par exemple, ceux qui exercent la vue à juger exactement de la distance, de la grandeur et de la proportion, à trouver la position des lieux d'après les contrées, en quoi le soleil doit nous aider, etc. Ce sont là de bons exercices. »

La course est un mouvement salubre et qui fortifie le corps. Comme Emile, l'enfant de Kant sautera, courra, grimpera, luttera, etc. Le jeu doit avoir un but. Il servira ainsi non seulement à l'éducation intellectuelle, mais aussi à l'éducation morale. Certains jeux instruisent surtout ses sens, d'autres forment surtout son initiative et son énergie. « S'occuper ainsi à jouer, dit-il, c'est une manière de s'occuper qui déshabitue l'enfant de l'inaction ; il apprend ainsi à s'intéresser à quelque chose et à subordonner son plaisir présent et sa paresse naturelle à un intérêt (1). »

Kant, comme Rousseau, est partisan de l'éducation négative.

(1) Voir encore sur le Jeu : *Anthropologie* de Kant, Hart. vol. VII, 590-596.

tive, au moins pour les premières années de l'enfance. « En général, dit-il, il faut remarquer que la première éducation doit être négative, c'est-à-dire qu'on doit ne rien ajouter aux précautions qu'a prises la nature, et se borner à ne pas détruire son œuvre... Il est bon d'employer d'abord peu d'instruments et de laisser les enfants apprendre par eux-mêmes. L'essentiel est de cultiver l'habileté naturelle. Souvent une simple indication ou suggestion suffit : l'enfant est inventif et il se forge souvent lui-même des instruments. « Les instruments qu'on lui donne tout faits et qui le dispensent d'en trouver par lui-même ruinent l'habileté naturelle. Plus on emploiera dans l'éducation de moyens artificiels, moins l'homme sera ensuite capable de se servir de ceux que la nature lui a donnés. Il faut faire en sorte que les enfants apprennent à bien connaître leurs forces et à s'aider toujours eux-mêmes (1). Pour cela, dit-il, il a besoin de force, d'habileté, de vitesse, de sûreté. Qu'on les accoutume par exemple à traverser des passages étroits, à gravir des hauteurs escarpées, à marcher sur un plancher

(1) « La qualité de savoir observer, dit M. Alphonse de Candolle, est indispensable pour ainsi dire à tout le monde. Nous en sommes doués dès notre enfance à un degré remarquable... La faculté d'observer n'est pas seulement le fait de *regarder*, mais de *graver* dans la mémoire, de comparer et de réfléchir pour tirer des conclusions qui soient vraies. Donc, *observer est une opération à la fois des yeux et de l'esprit très compliquée*. Elle ne rend pas l'enfant léger ; au contraire... Elle favorise la mémoire, l'attention et le raisonnement... Les jeux d'adresse, les excursions et, il faut le dire, l'école buissonnière, aident l'enfant à ne pas perdre absolument l'usage de ses yeux. S'il vit à la campagne, il ne manque pas d'occasions d'observer ; mais à la ville, surtout dans une grande ville, c'est tout autre chose : le hanneton captif est le seul animal qu'il puisse examiner, et encore ce n'est que tous les quatre ans ! »

vacillant. On est très étonné, ajoute-t-il, quand on lit comment les Suisses s'accoutument dès leur enfance à aller sur les montagnes et jusqu'où ils poussent l'agilité, avec quelle sûreté ils traversent les passages les plus étroits et sautent par dessus les abîmes, après avoir jugé d'un coup d'œil qu'ils ne manqueront pas de s'en bien tirer. Mais la plupart des hommes craignent une chute que leur représente leur imagination, et cette crainte leur paralyse en quelque sorte les membres, de telle sorte qu'il y aurait en effet du danger pour eux à passer outre. Et cependant, dit Kant, quand un homme ne peut faire cela, il n'est pas complètement ce qu'il pourrait être (1) ».

Redoutant pour plus tard la tyrannie des habitudes, Kant demande qu'on les empêche de naître et que les enfants ne soient accoutumés à rien (2).

(1) *Traité de pédagogie*, trad. Barni, p. 75.

(2) Rousseau, avant Kant, avait déjà condamné les habitudes comme enchaînant la liberté de l'homme. Cette thèse prise absolument serait insoutenable, car il est des habitudes qui, ayant coûté beaucoup d'efforts, peuvent être considérées comme le triomphe de la liberté. On peut comprendre ce passage de Kant comme ne s'appliquant qu'aux habitudes contractées dans la première enfance, au hasard, sans réflexion et sans choix. Il y a alors évidemment un réel danger pour l'enfant à contracter machinalement un certain nombre d'habitudes dont il ne saura plus tard ni se débarrasser, ni se rendre compte parce qu'elles constitueront une seconde nature.

Maine de Biran, comme Kant, comme Rousseau, combat de telles habitudes mécaniques. Il déclare même qu'il eût été à désirer, pour le développement intellectuel de la plupart d'entre nous, que nous fussions nés sourds et muets et restés tels jusqu'à l'âge de raison. « Nous n'aurions pas connu, dit-il, le joug des habitudes mécaniques de la mémoire, ni cette triple enceinte de termes vides de sens qu'il nous a été ensuite si pénible de franchir. La science, produite passivement, n'est plus pour ainsi dire que de l'esprit éteint et cristallisé. »

Kant s'occupe avec une sorte de prédilection de la première enfance ; cette première période de la vie, où les impressions sont si vives, a pour lui la plus haute importance. Il estime qu'il n'est pas nécessaire de résister beaucoup aux enfants, si l'on n'a pas commencé par céder avec trop de complaisance à leurs caprices, et par tout accorder à leurs cris. « Dès qu'un enfant crie, on cherche à l'apaiser par tous les moyens ; on lui apprend ainsi qu'il n'a qu'à crier pour obtenir tout ce qu'il veut. C'est ainsi qu'on fait de petits despotes. On s' imagine qu'on pourra aisément réparer le mal aussitôt qu'on le voudra ; mais l'enfant, accoutumé à tout voir céder à ses cris, entre dans des transports de rage, quand une fois il rencontre une résistance inusitée. On est forcé alors de recourir aux plus dures punitions. Mieux eût valu ne pas commencer par le gâter. Il ne faut donc jamais céder aux cris des enfants. » C'est là une règle à laquelle Kant, comme Rousseau, attache la plus haute importance et sur laquelle il insiste plusieurs fois. Kant reconnaît cependant qu'il est bon parfois de céder à leurs prières, à moins qu'il n'y ait eu déjà refus, (celui-ci doit être irrévocable) et si l'on n'a pas quelque forte raison pour agir autrement : « Ce qu'ils vous demandent amicalement, donnez-le leur si cela leur est bon. Ils s'habitueront ainsi à être francs, et, comme ils n'importuneront personne par leurs cris, chacun en revanche sera bien disposé pour eux. »

Il n'approuve pas les parents qui refusent tout à leurs enfants, afin d'exercer ainsi leur patience. « Ils exigent de leurs enfants plus de patience qu'ils n'en ont eux-mêmes. Cela est cruel. Rien n'est plus funeste qu'une discipline qui les taquine et les avilit pour briser leur volonté (1) ».

(1) *Traité de pédagogie*, p. 72

Le badinage et de continuelles caresses ne valent guère mieux que cette éducation taquine. « Cela fortifie l'enfant dans sa volonté, le rend faux, et, en lui révélant une faiblesse dans ses parents, lui enlève le respect qu'il leur doit (1). Mais, si on l'élève de telle sorte qu'il ne puisse rien obtenir par des cris, il sera libre sans être effronté et modeste sans être timide.

« On ne peut souffrir un insolent, dit encore Kant. Certains hommes ont une figure si insolente que l'on en craint toujours quelque grossièreté... On dit souvent des grands qu'ils ont un air tout à fait royal. Mais cela n'est pas autre chose qu'un certain regard insolent dont ils ont pris l'habitude dès leur jeunesse, parce qu'on ne leur a jamais résisté. »

Kant termine ce chapitre par un portrait de l'enfant tel qu'il le conçoit :

L'enfant ne doit pas être importun en société, mais il ne

(1) Dans son beau livre sur l'*Education progressive*, M^{me} Necker de Saussure explique et rend sensibles, en les expliquant, les fâcheux effets de cette complaisance molle et mobile qu'on appelle la gâterie : « Ce qui plie, dit-elle, ne peut servir d'appui et l'enfant veut être appuyé. Non seulement il en a besoin, mais il le désire ; mais sa tendresse la plus constante n'est qu'à ce prix. Si vous lui faites l'effet d'un autre enfant, si vous partagez ses passions, ses oscillations continuelles, si vous lui rendez tous ses mouvements en les augmentant, soit par la contrariété, soit par un excès de complaisance, il pourra se servir de vous comme d'un jouet, mais non être heureux en votre présence. Il pleurera, se mutinera, et bientôt le souvenir d'un temps de désordre et d'humeur se liera avec votre idée. Vous n'avez pas été le soutien de votre enfant, vous ne l'avez pas préservé de cette fluctuation perpétuelle de la volonté, maladie des êtres faibles et livrés à une imagination vive ; vous n'avez assuré ni sa paix, ni sa sagesse, ni son bonheur. »

doit pas non plus s'y montrer insinuant. Il doit, avec ceux qui l'attirent à eux, se montrer familier, sans importunité; franc sans impertinence. Le moyen de le conduire à ce but, c'est de ne pas lui donner des idées de bienséance qui ne feraient que le rendre timide et sauvage, ou qui lui suggéreraient l'envie de se faire valoir. Rien n'est plus ridicule chez un enfant qu'une prudence de vieillard ou qu'une sottise présomption (1). Un enfant, dit-il encore (*Traité de pédagogie* 101), ne doit avoir que la prudence d'un enfant. Il ne doit pas être un aveugle imitateur. Or, un enfant qui met en avant les maximes de la sagesse des hommes est tout à fait en dehors de la destination de son âge et c'est chez lui pure singerie. L'enfant ne doit pas faire l'homme, on ne doit lui demander que ce que son âge comporte. Ce qu'on appelle un enfant précoce est un petit singe qui répète sottement ce qu'il est incapable de penser par lui-même. D'un tel enfant on ne pourra rien faire plus tard. Quoi de plus ridicule aussi que ces enfants, habillés à la mode, frisés, portant des bagues et même des tabatières !

La parure ne convient pas à des enfants. Ils ne doivent regarder leurs habillements bons ou mauvais que comme

(1) « Dans ce dernier cas, dit Kant (*Traité de pédagogie* 78), c'est notre devoir de faire sentir à l'enfant ses défauts, mais en ayant soin de ne pas trop lui faire sentir notre supériorité et notre domination, afin qu'il se forme par lui-même, comme un homme qui doit vivre en société; car si le monde est assez grand pour lui, il doit l'être aussi pour les autres. Toby, dans *Tristram Shandy*, dit à une mouche qui l'avait longtemps importuné et qu'il laisse échapper par la fenêtre: « Va, méchant animal, le monde est assez grand pour moi et pour toi ! » Chacun pourrait prendre ces paroles pour devise. Nous ne devons pas nous être à charge les uns aux autres; le monde est assez grand pour nous tous. »

des besoins indispensables. Mais aussi les parents ne doivent y attacher pour eux-mêmes aucun prix, et éviter de se mirer devant eux ; car ici, comme partout, l'exemple est tout puissant, et fortifie ou détruit les bonnes doctrines. L'enfant doit avoir l'âme ouverte et « des regards aussi sereins que le soleil ».

Kant, comme Rousseau (1), veut, on le voit, que les enfants soient enfants avant que d'être hommes. En les excitant à devancer les années, on n'aboutit, comme le dit Rousseau, qu'à faire de jeunes docteurs et de vieux enfants. Autre chose est de préparer l'enfant à la vie, autre chose de l'y faire participer avant l'heure.

(1) *Emile*, liv. II, page 82.— « Laissez mûrir l'enfance dans les enfants » dit ailleurs Rousseau, *Emile*, page 77.

CHAPITRE V

Après l'éducation proprement physique vient une éducation que Kant appelle encore physique parce qu'elle est la culture de nos aptitudes naturelles et qui comprend, outre l'éducation des sens que nous venons de voir, l'éducation de l'intelligence et une discipline toute mécanique de la volonté. Après quoi il restera à l'éducation à faire plus et mieux qu'un être naturel, c'est-à-dire un être moral. La nature pour Kant ne finit que là où la liberté commence : « Un homme, dit-il, peut être physiquement très cultivé, il peut avoir l'esprit très orné mais manquer de culture morale et être un méchant homme ».

L'idéal d'une bonne éducation intellectuelle pour Kant est un esprit où toutes les facultés occupent une place proportionnée à leur valeur et à leur importance. La culture isolée de chaque faculté ne doit pas faire perdre de vue le but final qui est l'harmonie et l'équilibre de toutes les facultés. « La règle principale, dit-il, c'est de ne cultiver isolément aucune faculté pour elle-même, mais de cultiver chacune en vue des autres, par exemple la mémoire en vue du jugement, l'esprit et l'imagination au profit de l'intelligence. Sans doute, la culture doit avoir spécialement en vue les facultés supérieures, cependant, on cultivera en même temps les inférieures, mais seulement en vue des supérieures. Les facultés inférieures n'ont par elles seules aucune valeur. Qu'est-ce, par exemple, qu'un homme qui a beaucoup de mémoire mais peu de jugement ? Ce n'est qu'un lexique vivant. Ces sortes de *bêtes de somme du Parnasse*,

dit Kant, sont d'ailleurs fort utiles, car, si elles ne peuvent elles-mêmes rien produire de raisonnable, elles apportent des matériaux avec lesquels d'autres peuvent faire quelque chose de bon ».

La mémoire, dit-il encore, nous est de la plus grande utilité, pour les langues, l'histoire, le jugement etc. (1), et l'on doit apporter le plus grand soin à sa culture. Il faut la cultiver de bonne heure (2), mais en ayant soin de cultiver en même temps l'intelligence. On ne doit livrer à la mémoire que ce qui a été compris, que ce qui peut être compris.

En tous cas, l'on ne doit occuper la mémoire que de choses que l'on est intéressé à conserver. Kant s'élève avec raison contre l'exercice de la mémoire pour elle-même. « A quoi bon, dit-il, faire apprendre aux enfants de longs discours par cœur ? La déclamation d'ailleurs est une chose qui ne convient qu'à des hommes ».

Quant à l'imagination, Kant la tient en suspicion. Il ne veut pas qu'on la développe : « On oublie, fait-il remarquer, que

(1) Topffer exprime une opinion analogue en disant : « La mémoire, quand elle est *derrière* les autres facultés, les quintuple ; quand elle est *devant* elles, elle les annule. » — Il y a d'ailleurs une distinction importante à faire entre la mémoire proprement dite et la réminiscence, distinction établie déjà par Aristote. La première, malgré son activité apparente, est quasi passive, comme un appareil à enregistrement. La réminiscence, au contraire, est un acte volontaire, médité qui, dit Aristote, « reconstruit un ensemble entier avec un fragment que lui apporte la mémoire et en opérant sur lui par les autres facultés : la comparaison, l'association, le jugement. » C'est ce que les philosophes anglais et en particulier Dugald Stewart appellent mémoire volontaire ou recollection.

(2) Voir sur la mémoire et les autres facultés : *Anthropologie*. Hart. vol. VII, pages 498-516.

les enfants ont une imagination extrêmement puissante et qu'elle n'a pas besoin d'être tendue davantage. Elle a bien plutôt besoin d'être gouvernée et soumise à des règles ». Là encore, Kant se rapproche de Rousseau et comme lui il interdit les romans et les contes (1) : « Il faut retirer tous les romans des mains des enfants. Cette lecture a pour eux un double inconvénient : d'une part, elle affaiblit leur mémoire parce qu'ils ne prennent pas la peine de retenir des choses qui ne servent qu'à les amuser et d'autre part, elle exalte outre mesure leur imagination ; en lisant un livre de ce genre, ils se font à eux-mêmes un roman dans le roman, et, laissant ainsi errer leur esprit, se repaissent de chimères ».

Il y a là évidemment exagération (2). Kant pense cependant que l'imagination peut rendre certains services pour l'instruction de l'esprit : C'est ainsi qu'il conseille de faciliter l'étude de la géographie à l'aide des cartes, et celle de l'histoire naturelle à l'aide des figures d'animaux ou de plantes. Il recommande aussi la lecture des récits de voyage.

Quant à l'histoire qui ne doit venir que plus tard, elle est selon lui un excellent moyen d'exercer l'entendement à bien juger.

Kant, d'ailleurs, se préoccupe de la culture des facultés plus encore que de l'acquisition des connaissances. Il passe en revue les diverses forces intellectuelles : après les inférieures, comme la mémoire, l'imagination, il passe aux supérieures : l'entendement, la raison ou faculté, dit-il, d'apercevoir la liaison du général avec le particulier. Selon lui,

(1) Voir aussi *Considérations sur le sentiment du beau et du sublime*. Hart., vol. II, p. 237.

(2) Voir *M^{re} Necker de Saussure*. Educ. prog., livre VI, chap. IX.

développer d'abord certaines facultés inférieures, en ne considérant absolument qu'elles seules, pour s'attacher ensuite à en perfectionner d'autres et donner enfin des soins exclusifs à certaines facultés supérieures qui ne feraient leur apparition que tardivement, ce serait méconnaître l'harmonie et la profonde unité de notre nature. Rien de plus juste. Les forces de l'intelligence sont solidaires les unes des autres, et il est impossible d'en connaître et d'en diriger une seule sans tenir compte des autres. La raison étant essentiellement la recherche de l'ordre et de l'unité, cette recherche doit commencer avec notre intelligence elle-même et ne finir qu'avec elle. La raison, telle sera donc la faculté directrice de notre intelligence. C'est pour elle et avec elle que les sens doivent être exercés et cultivés, c'est avec la raison et pour elle que la mémoire doit se consolider et se développer. C'est avec le concours des lois de la raison et en étendant l'action de ces lois mêmes, que chacune de nos puissances se sent, pour ainsi dire, conviée à travailler. En un mot, cet ensemble de facultés qui constituent l'intelligence doivent se prêter un mutuel concours et tendre à l'ordre et à l'unité (1).

Mais ce n'est pas tout. Si l'esprit est un, malgré la diversité de ses opérations ; si les facultés intellectuelles font un seul tout organique, non entre-elles seulement, mais avec la faculté de sentir et celle d'agir, il faut ajouter que l'esprit est de nature dynamique. L'intelligence comme tout notre

(1) « L'équilibre des facultés, dit Guizot, est, dans l'intelligence humaine, ce qu'est dans le monde physique l'équilibre des forces ; il maintient l'ordre sans gêner le mouvement. Toute faculté assez puissante pour suspendre ou enchaîner l'action des autres facultés, est un despote, et, pour être sain, l'esprit a besoin d'être libre ».

être est une puissance, une énergie active. Il s'ensuit que les lois de l'activité sont aussi les lois de la vie intellectuelle: l'esprit se développe en agissant, par un exercice vif, mais réglé, répété plutôt que prolongé, normal en un mot, c'est-à-dire proportionné aux forces du sujet. « Il se développe, dit M. Marion, non comme un contenant élastique que l'on remplit et qu'on distend, mais comme le muscle, qu'on exerce; il se développe comme la volonté, dont il ne diffère pas dans le fond, en se déployant par un effort, pénible s'il le faut, mais libre et heureux. Mauvais sera, par suite, tout ce qui tendra à le remplir comme une capacité inerte, à lui infuser le savoir tout fait. Toute façon de procéder qui conduit à le traiter de la sorte est à peu près aussi judicieuse que le serait, en hygiène, la prétention de donner au corps fraîcheur et embonpoint en insérant directement dans les chairs quelque substance pour les affermir. La plupart des métaphores par lesquelles il est d'usage d'exprimer les vérités relatives aux choses de l'étude et de l'enseignement sont empruntées à la nutrition : il n'y a point d'inconvénient à cela, mais à une condition, c'est que l'on n'oublie pas que la nutrition est un acte en étroite solidarité avec toutes les fonctions, qui ensemble, forment le dynamisme vital. Il faut qu'une nourriture soit bien pauvre ou bien mauvaise pour ne pas suffire à un corps naturellement sain, qui respire au grand air et agit en liberté. De même absolument pour l'esprit. Il n'y a donc qu'une méthode digne de ce nom, c'est la méthode active, c'est-à-dire la méthode qui se soucie beaucoup moins de donner à l'esprit telle quantité d'aliments, ou tel aliment plutôt que tel autre, que de lui donner l'impulsion et l'éveil, comptant avant tout sur son jeu naturel, son effort propre pour assurer sa croissance normale et sa belle venue. L'effort, voilà par excellence ce qui

fortifie (1). « On ne sait bien que ce qu'on fait soi-même » pensée profonde d'Aristote passée en lieu commun, ce qui n'empêche pas Kant de la reprendre pour en faire un des principes de sa pédagogie et le *criterium* du savoir. « Quand un enfant, dit-il, ne met pas en pratique une règle de grammaire, peu importe qu'il la récite ; il ne la sait pas et celui-là la sait qui infailliblement l'applique, peu importe qu'il ne la récite pas. De même, l'élève qui fait de tête la carte d'un pays ou d'un voyage témoigne par là de la meilleure manière sinon de la seule, qu'il a étudié la géographie avec fruit ». Agir et faire, voilà le secret et en même temps le signe de l'étude féconde. Faire agir, voilà le grand précepte de l'enseignement. Autant vaut dire le précepte unique, car il contient en germe tous les autres.

Kant ne se lasse pas de répéter ce précepte auquel il attache avec raison la plus haute importance :

« La meilleure manière de cultiver les facultés de l'esprit, dit-il, c'est de faire soi-même tout ce que l'on veut faire... Le meilleur moyen de comprendre, c'est de faire. Ce que l'on apprend le plus solidement et ce que l'on retient le mieux, c'est ce que l'on apprend en quelque sorte par soi-même. »

Si Kant insiste autant sur ce principe, c'est qu'un tel enseignement est seul capable de préparer l'autonomie et de faire des caractères. De ce principe mis en pratique, découle réellement le libre examen, avec toutes ses conséquences et, en tout cas, une telle méthode prépare un esprit de liberté sans lequel l'autonomie véritable ne pourrait se

(1) « Pour gagner la vie de l'esprit, dit Malebranche, il faut travailler de l'esprit. Ceux qui ne gagnent pas à la sueur de leur front le pain de l'âme n'en connaîtront jamais la saveur ».

fonder. C'est en faisant sans cesse agir l'intelligence, en lui donnant l'habitude de chercher et de trouver par elle-même, de contrôler toujours ses raisons de croire, que l'enseignement formera des esprits à la fois « fermes et souples, toujours ouverts à toute vérité et sympathiques à tout progrès ».

« Le plaisir, a dit Aristote, est la fleur de l'activité ». Rien de plus juste. On admet généralement aujourd'hui qu'il n'y a d'études vraiment profitables que celles qui, répondant aux besoins de l'intelligence, y provoquent une excitation agréable. « Le travail, dit M. Gréard, n'étant que le développement de l'activité naturelle, l'exercice de cette activité doit avant tout rendre l'enfant heureux ». Le plaisir, que ressent l'enfant, prouve en effet que son esprit se développe normalement et qu'il est bien apte à digérer la nourriture qu'on lui présente, qu'il s'assimile les connaissances qu'on lui transmet.

L'activité de l'esprit est par elle-même agréable, pourvu que l'on suive un ordre convenable, approprié aux forces de l'enfant. Au lieu de subordonner le travail au plaisir, il faut faire en sorte que l'enfant trouve son plaisir dans le travail même, dans l'exercice de ses facultés et dans le sentiment d'un devoir accompli. Il n'est donc pas nécessaire de chercher à égayer l'instruction par des amusements qui en altèrent le caractère.

« On a esquissé, dit Kant, divers plans d'éducation pour chercher, ce qui est d'ailleurs très louable, quelle est la meilleure méthode d'éducation. On a imaginé, entre autres, un système d'après lequel les enfants apprendraient en jouant toutes les choses qu'ils ont besoin de savoir. Rien n'est plus déplorable. On devrait les accoutumer de

très bonne heure à des occupations sérieuses, puisqu'ils doivent entrer un jour dans la vie sérieuse (1) ».

« Sans doute, l'enfant doit jouer, il doit avoir ses heures de récréations, mais il doit aussi apprendre à travailler ». Kant rappelle comment le travail est la loi de l'homme en ce monde, quelle salutaire influence il exerce sur lui et combien, par conséquent, il importe d'apprendre aux enfants à travailler. « Cela est d'autant plus important, dit-il, que, si l'homme est voué au travail, il est aussi enclin à la paresse, et qu'il n'y a pas de penchant qui, tourné en habitude, ait sur lui plus d'empire. C'est donc rendre à l'enfant un très mauvais service que de l'accoutumer à tout regarder comme un jeu (2). Il faut qu'il ait des heures fixées pour le

(1) « La vie, n'est autre chose qu'un *travail* et une soumission à des *regles* ; ne la représentez pas aux enfants comme un jeu... ce serait les démoraliser et, au lieu de faire des hommes, préparer à la société de grands enfants. Celui qui ne sait que jouer et juge tout d'après son plaisir est un égoïste et un paresseux... apprendre à l'enfant à s'intéresser à toute chose, c'est lui apprendre à persévérer, c'est-à-dire à connaître l'effort, à vouloir ; c'est le moraliser tout autant que l'instruire ». (Guyau, *Education et hérédité*). « Ce qu'on appelle le travail attrayant, dit M. Gréard, est une chimère et un danger : une chimère, car les résultats du travail ne valent que ce qu'ils coûtent ; un danger, car on trompe l'énergie naturelle de l'enfant par un simulacre d'efforts auquel il ne se laisse pas prendre longtemps. Tout travail doit être une victoire remportée par la volonté : c'est par là qu'il est un acte de liberté et constitue un progrès moral ».

(2) Voir aussi Hart, vol. V, page 314. *Madame de Staël* dit de même : L'éducation faite en s'amusant disperse la pensée. La peine en tout genre est un des plus grands secrets de la nature et l'esprit de l'enfant doit s'accoutumer aux efforts de l'étude, comme notre âme à la souffrance. (*De l'Allemagne*, 1^{re} partie, ch. XVIII).

travail ; s'il n'aperçoit pas d'abord l'utilité de cette contrainte, il la reconnaîtra plus tard : le meilleur repos pour l'homme est celui qui suit le travail. »

Kant veut aussi que l'on déclare une guerre acharnée à cette autre ennemie du travail, la distraction. « Les plus beaux talents, dit-il, se perdent chez un homme sujet à la distraction, aussi ne doit-elle jamais être tolérée, au moins dans l'école, car elle finit par dégénérer en un certain penchant, en une certaine habitude... La distraction est l'ennemie de toute éducation. Sans attention (1), point de progrès et cependant rien de plus difficile pour l'enfant que d'attacher fortement sa pensée à un objet déterminé ».

Comment mener l'enfant de cet état de distraction qui lui est si souvent habituelle à l'attention réfléchie et soutenue qui est le propre et la condition de la vie intellectuelle et morale ? Peu de problèmes ont autant d'importance.

Beaucoup de pédagogues veulent qu'on se remette entièrement pour produire cette évolution nécessaire à l'action

(1) « La culture de l'attention, dit Guyau, (*Education et Hérité*), est l'ordre et l'honnêteté de la pensée. Il s'agit de ne pas se laisser se briser la trame de nos idées, de faire comme le tisserand qui rattache tout fil cassé. Il y a des esprits où les fils se cassent sans cesse, c'est vrai, mais on peut presque toujours les renouer avec un peu d'effort. C'est une question de volonté, et l'attention apparaît ainsi comme une moralité élémentaire, la moralité même de l'intelligence l'art de la conduite dans le for intérieur. L'attention n'est que de la persévérance appliquée ; il faut que l'enfant acquière déjà une certaine suite dans les actions et dans les devoirs, afin d'en avoir plus tard dans les pensées... L'idéal d'une bonne éducation, c'est d'augmenter l'intensité de l'attention et de diminuer le temps qui n'est donné ni à l'attention ni à un repos complet et vraiment hygiénique. »

de la nature et à la puissance de l'attrait. Herbert Spencer pense par exemple que le rôle de l'éducateur doit se borner « à être là pour fournir à l'esprit de l'élève la nourriture intellectuelle à l'heure où il la réclame, mais sans pour cela lui faire violence ni lui rien imposer. L'enfant, dit-il, se tourne de lui-même vers les nouvelles études ».

Tout autre est l'opinion de Kant, nous venons de le voir ; il veut qu'on habitue l'enfant à l'effort et, là encore, Kant paraît être dans le vrai. Est-il, en effet, certain que l'enfant se tournera de lui-même vers des études nouvelles, si l'on ne commence par exiger un effort strictement nécessaire pour en comprendre au moins l'utilité et l'intérêt ? Nous ne le pensons pas. Au début de toute étude nouvelle, il faut un effort provoqué, c'est-à-dire une fatigue et une peine. Cette première peine, il serait utopique de la vouloir supprimer. L'homme deviendrait pour toute sa vie incapable d'effort, si on renonçait à l'y habituer dès l'enfance (1). Que l'on adou-

(1) Voir *la Psychologie de l'Effort*, par A. Bertrand et spécialement le chapitre V ayant pour titre : le Biranisme appliqué à l'éducation. On verra quels rapports étroits existent entre les idées de Maine de Biran et celles de Kant. On sait que Maine de Biran nous a été véritablement révélé par M. Ernest Naville auquel l'on doit la publication de ses principales œuvres. « La valeur propre de la pensée de Maine de Biran, dit M. Ernest Naville, résulte de la position faite à la volonté. La volonté libre, la vraie liberté, paraît ici sur le premier plan, tandis que l'histoire de la philosophie établit que cette force constitutive de l'homme a presque toujours été méconnue... Or, Maine de Biran ne se borne pas à signaler la volonté comme un élément à côté d'autres éléments, à revendiquer en sa faveur une place un peu plus large, il en fait le fond même de l'existence de l'homme, la montre dans tous les modes de cette existence, cherche à démontrer qu'elle est la base commune de tout ce qui

cisse l'amertume d'une première contention d'esprit à laquelle la nature ne se prête pas volontiers. C'est à cela que doit se réduire le rôle de ce qu'on a appelé le travail attrayant, qui doit être uniquement une sorte d'*amorce*, aidant à traverser une crise difficile ; par lui, l'effort est rendu peu à peu supportable, par lui l'enfant séduit, atteint le moment où il pourra se résigner à l'effort en vue des dédommagements futurs et goûter peut-être d'assez bonne heure la joie fortifiante que la nature a finalement attachée à l'effort lui-même.

En ce qui concerne l'enseignement, Kant est loin de partager l'aversion de Rousseau pour les formules, les

est humain. C'est là ce qui caractérise son œuvre en premier lieu ».

« On a trop oublié, dit d'autre part M. Bertrand, que Biran n'est pas seulement le plus grand métaphysicien qui ait honoré la France depuis Malebranche, un psychologue qui est notre maître à tous, mais qu'il est aussi un moraliste ingénieux et un profond théoricien de la science de l'éducation. La psychologie, selon lui, a besoin d'une contre-épreuve, d'une perpétuelle vérification : l'isoler en la séparant de la pédagogie, c'est lui enlever tout à la fois son vrai contrôle et sa réelle utilité. On trouve donc, dans ses œuvres, les éléments coordonnés d'une véritable psychologie appliquée qui pourrait rendre de grands services à la science en vogue, à la pédagogie ».

Grand admirateur de Rousseau et de Pestalozzi, avec lequel il noua des relations par correspondance, Biran ne chercha pas seulement une base solide à la science de l'Education, mais s'efforça aussi de répandre en France la méthode de Pestalozzi. Il fit venir tout exprès d'Yverdon Barraud que lui avait désigné Pestalozzi lui-même. C'est un curieux épisode de l'introduction en France de la méthode pestalozzienne. (Voir Pestalozzi et Maine de Biran par E. Naville. *Bibliothèque universelle et Revue suisse*. Lausanne, avril 1890).

abstractions et il ne restreint pas le savoir de l'enfant aux objets qui concernent son intérêt présent et sensible. Sur cette question : Faut-il commencer par étudier les règles sous leur forme abstraite, ou ne doit-on les apprendre qu'après qu'on en possède bien l'usage ? il adopte une solution moyenne (1) : « Il est très bon, dit-il, de déposer les règles dans de certaines formules et de les confier ainsi à la mémoire. Avons-nous la règle dans la mémoire, et oublions-nous de l'appliquer, nous ne tardons pas du moins à la retrouver. La question est ici de savoir s'il faut commencer par étudier les règles *in abstracto*, ou si on ne doit les apprendre qu'après qu'on en possède bien l'usage ? Ce dernier parti, ajoute-t-il, est le seul sage. Dans l'autre cas, l'usage demeure très incertain, tant que l'on n'est pas arrivé aux règles. Il faut aussi à l'occasion ranger les règles par classes, car on ne les retient pas, quand elles ne sont pas liées entre elles... Tantôt on demandera à l'enfant des exemples qui s'appliquent à la règle, tantôt au contraire la règle qui s'applique à des exemples particuliers (2) ».

(1) Après avoir appris à passer de l'application à la règle, du fait au principe, mais *seulement alors*, l'enfant peut être habitué à descendre logiquement du principe au fait, de la règle à l'application, de façon à rattacher les éléments plus ou moins épars des exercices antérieurs à des idées générales qui en soient la lumière et en forment le lien. Sur la place qu'il convient de faire à l'étude des règles et la mesure dans laquelle il faut y intéresser à la fois l'intelligence et la mémoire, Kant dit encore : Il doit y avoir des règles pour tout ce qui peut cultiver l'entendement. Il est même très utile de les abstraire, afin que l'entendement ne procède pas d'une manière seulement mécanique, mais qu'il ait conscience de la règle qu'il suit.

(2) *Traité de pédagogie*, trad. de J. Barni, édit., de 1886, pages 86.

Pour l'exercice de la raison, Kant recommande la méthode socratique. La maïeutique est la meilleure méthode d'éducation, toutes les fois qu'elle est possible, parce qu'elle développe l'initiative de l'enfant et provoque l'activité de l'esprit. Mais qu'on prenne garde de raisonner sur ce qui dépasse les idées des enfants. « Il y a beaucoup de points sur lesquels il n'est pas nécessaire que les enfants exercent leur esprit. Ils ne doivent pas raisonner sur tout. Ils n'ont pas besoin de connaître les raisons de tout ce qui peut concourir à leur éducation ; mais cependant, dès qu'il s'agit du devoir, il faut leur en faire connaître les principes. Toutefois, on doit en général faire en sorte de tirer d'eux-mêmes les connaissances rationnelles, plutôt que de les introduire ».

Nous allons voir comment Kant, dans la dernière partie de sa pédagogie, s'efforce toujours plus de concilier ce qu'on peut appeler l'élément personnel, la liberté, avec la loi, et de rattacher à la même racine ces deux principes qui tendent si souvent à s'opposer l'un à l'autre.

CHAPITRE VI

On connaît les principes de l'éducation morale de l'*Emile*.

« L'homme vraiment libre, dit Rousseau, ne veut que ce qu'il peut et fait ce qu'il lui plaît. Voilà, dit-il, ma maxime fondamentale ; il ne s'agit que de l'appliquer à l'enfance et toutes les règles de l'éducation vont en découler.

Mais si l'enfant ne doit pas être un esclave, ajoute Rousseau, il ne faut pas non plus qu'il soit un maître. « La faiblesse et la domination réunies n'engendrent que folie et misère. De deux enfants gâtés, l'un bat la table, l'autre fait fouetter la mer ; ils auront bien à fouetter et à battre avant de vivre contents. »

L'enfant obéira donc ; mais à quoi ? A la nécessité.

Jusqu'à douze ans, Emile est dirigé par la nécessité. Il est mis dans la dépendance des choses, non dans celle des hommes. Il est traité comme une force de la nature à laquelle on oppose d'autres forces. On abusait étrangement des punitions : « Plus de châtimens, dit Rousseau. La nature doit être leur unique maîtresse, ils ne recevront de leçons que de la simple expérience.... Ne donnez pas à votre élève des leçons verbales, il n'en doit recevoir que de l'expérience... N'offrez jamais à ses volontés indiscretes que des obstacles physiques ou des punitions qui naissent des actions mêmes et qu'il se rappelle dans l'occasion... Il ne faut jamais infliger aux enfants le châtiment comme châtiment, il doit toujours leur arriver comme une suite naturelle de leur mauvaise action. Ne leur parlez pas d'obéissance, d'autorité, de devoir ; ces mots, pour eux, ne signifient rien ; attendez qu'ils aient

le sens commun, ce sixième sens qui réside dans le cerveau et dont les sensations s'appellent les idées, attendez que l'instinct ait fait place à la raison. » Tel est le système de Rousseau connu sous le nom de discipline des réactions naturelles, système qui a été repris et longuement développé par Herbert Spencer dans son ouvrage sur l'Education (1).

Kant, lui, croit bien, et avec raison, que dans certaines circonstances de la vie on peut appliquer la discipline des réactions naturelles, mais, de plus, il croit aussi à la nécessité d'une éducation positive dès les premières années de la vie.

La discipline des conséquences naturelles ne punit que l'acte sans avoir égard à l'intention, et elle le punit aussi sévèrement, si l'intention est innocente, que si elle est coupable au plus haut degré. Est-ce là de la justice ? Peut-on raisonnablement préférer ce système à celui qui recherche, au contraire, l'intention du coupable, apprécie, d'après cette intention, la gravité de la faute et détermine seulement alors la mesure de la punition qu'elle mérite.

Les conséquences naturelles ne punissent en général que les défauts confirmés, elles se font attendre, puis, à un certain moment, elles se produisent avec une sévérité extrême. La conséquence naturelle du premier acte par lequel un vice s'acquiert peut être imperceptible pour celui chez qui le vice s'implantera jusqu'à devenir indéracinable. C'est précisément ce premier acte que l'Educateur habile tâche de saisir pour le faire suivre d'une conséquence artificielle, d'une punition qui affectera l'enfant et qui sera le début du

(1) Dans son remarquable mémoire sur « l'esprit de discipline » M. Gréard examine ce que vaut la discipline des conséquences naturelles et dans quelle mesure la pédagogie peut user de son action.

traitement auquel il convient de le soumettre. « Le bienfait de l'Education, dit M. Gréard, est d'intervenir à temps. C'est au diagnostic, pris de haut et de loin, que se reconnaît l'œil du maître; c'est à la façon dont il suit et traite le mal encore latent que se révèle la sûreté de la main. Elever, ce n'est pas seulement prévoir, c'est aussi prévenir (1). »

« Supposez, dit encore M. Gréard, qu'un enfant ait la main assez leste pour échapper à la réaction d'une imprudence, l'esprit assez délié pour esquiver les conséquences d'une faute, le voilà quitte. Il s'agit non de bien faire, mais d'être adroit, non d'être sage et honnête mais de réussir. Toute la morale se résoud ainsi en une question d'habileté avec l'intérêt pour mobile. Certes l'intérêt et l'habileté ont leur place légitime dans le monde, mais à la condition qu'ils soient subordonnés à une règle supérieure. »

Kant, lui, croit à une règle supérieure, il croit à l'obligation morale, il croit au devoir. Voilà pourquoi il ne se contente pas d'un système qui repose tout entier sur la doctrine utilitaire, puisque c'est le résultat d'un acte qui en détermine la nature et la valeur. De là l'importance qu'il attache à cette règle : Les enfants doivent prendre l'habitude de se soumettre volontairement à la loi. De là aussi tous ces préceptes sur l'obéissance à exiger des enfants.

Il ne s'agit pas de briser la volonté de l'enfant. Bien au contraire. Cette obéissance, Kant insiste beaucoup sur ce point, n'est qu'un moyen pour amener plus tard l'enfant à agir et à se décider par lui-même. Il ne faut pas oublier que le caractère de l'enfant n'est pas et ne doit pas être celui d'un homme. Dans les premières années de la vie,

(1) *L'Esprit de discipline*, p. 183, *Education et Instruction*, t. II. Paris-Hachette.

la volonté de l'enfant n'étant pas éclairée, n'est qu'instinct, caprice et fantaisies. Sans obéissance, point de direction, point d'instruction, point d'éducation possibles. Il faut donc qu'il apprenne à obéir. En de certains cas, on devra le contraindre et il devra montrer une obéissance absolue : on le préparera ainsi à l'accomplissement des lois que, comme citoyen, il devra plus tard exécuter, alors même qu'elles lui déplairaient. En d'autres cas, son obéissance viendra de la confiance qu'il a dans ses parents et sera volontaire : sa volonté adhérera à la leur parce qu'il la regardera comme raisonnable et bonne. Si l'on arrive à ce que l'obéissance, tout en lui coûtant, lui paraisse juste et raisonnable, on pourra dire, sans paradoxe, qu'obéir à ses supérieurs est chez lui la première forme de la libre volonté.

« On répète souvent, dit Kant, qu'il faut tout présenter aux enfants de telle sorte qu'ils le fassent par inclination. Dans beaucoup de cas sans doute, cela est bon, mais il y a beaucoup de choses qu'il faut leur prescrire comme des devoirs, cela leur sera plus tard de la plus grande utilité pendant toute leur vie. Car dans les charges publiques, dans les travaux qu'exigent les fonctions que nous avons à remplir, et dans beaucoup d'autres cas, le devoir seul peut nous conduire et non l'inclination. Quand on supposerait que l'enfant n'aperçoit pas le devoir, toujours vaudrait-il mieux qu'on lui en donnât l'idée, et il voit bien d'ailleurs qu'il a des devoirs comme enfant, quoiqu'il voie plus difficilement qu'il en a comme homme. S'il pouvait aussi voir cela, ce qui n'est possible qu'avec les années, l'obéissance serait encore plus parfaite. On ne lui permettra pas de faire obstacle à la liberté d'autrui, par exemple en criant et en manifestant une gaieté trop bruyante. On lui montrera qu'il a besoin de se vaincre et de faire des efforts persévérants, afin de pouvoir un jour

être libre et se passer du secours d'autrui ; il ne sera pas toujours, comme il se l'imagine volontiers, dans la maison de ses parents, où on lui donne à boire et à manger sans qu'il ait à s'en occuper ». La règle qu'on lui imposera, il faudra l'imposer aussi aux autres enfants, sinon elle manquera d'universalité ; ce ne sera plus une loi, et celui qui se verra ainsi l'objet d'une contrainte exceptionnelle deviendra mûtin.

Kant, comme tous les pédagogues, insiste sur le danger de multiplier les petites prescriptions impératives et minutieuses, qui ont le double tort d'affaiblir l'autorité de celui qui commande et l'initiative de celui qui obéit (1), de telle sorte que ce dernier n'apprend ni à obéir (parce qu'il obéit de mauvais gré), ni à vouloir.

Toute désobéissance doit être punie, mais comme il y a deux degrés dans l'obéissance, il y en a deux aussi dans la punition : 1° La punition *physique*, qui consiste soit dans le

(1) « C'est une manière d'énerver la volonté, dit M^{me} Necker de Saussure, que de la laisser toujours soumise à une influence étrangère ; et l'éducation en se dépouillant, de nos jours, de ses formes âpres et sévères, n'a pas évité cet écueil. Une servitude douce, volontaire même, amollit les âmes au moins aussi sûrement qu'une plus rude... Il ne faut pas s'y méprendre ; ce n'est pas en adoptant les désirs d'un autre qu'on apprend à se décider. Un enfant animé du désir de plaire à ses parents peut vaincre les premières difficultés de l'étude, il peut être un modèle de conduite, tant que l'envie d'être approuvé d'eux subsiste encore, et rester sans force et sans consistance lorsque ce motif n'existe plus. Il faut qu'il ait appris à se proposer un but à lui-même, à choisir à ses risques et périls les meilleurs moyens d'y parvenir. La détermination libre et réfléchie, la faculté de prévoir les inconvénients attachés au parti qu'on a pris et la résolution de les braver, voilà ce qui donne une bonne trempe à l'esprit et de la fermeté au caractère. » (*De l'Education progressive*).

refus de ce que l'enfant désire, soit dans l'application d'une certaine peine positive, est la seule à laquelle il soit d'abord sensible. 2° La punition *morale*, qui consiste à humilier le coupable par un accueil glacial, à froisser le penchant de l'enfant à être honoré et aimé. Celle-ci n'est applicable qu'à un certain âge; mais, une fois cet âge venu, il faut l'appliquer exclusivement, ou du moins ne recourir à la punition physique que dans des cas exceptionnels. Les punitions physiques doivent être appliquées avec précaution, afin qu'il n'en résulte pas des dispositions serviles ou des caractères intraitables. Quelle que soit d'ailleurs la punition appliquée, Kant recommande au maître d'éviter de témoigner qu'il garde rancune à l'enfant. « Les punitions que l'on inflige avec des signes de colère portent à faux. Les enfants n'y voient alors que des effets de la passion d'un autre et ne se considèrent eux-mêmes que comme les victimes de cette passion. En général, il faut faire en sorte qu'ils puissent voir que les punitions qu'on leur inflige ont pour but final leur amélioration (1). »

Quant aux récompenses, Kant pense qu'il n'est pas bon d'en distribuer aux enfants, elles font les caractères mercenaires et rendent intéressés. D'une manière générale, la culture de la sensibilité doit être négative.

S'il est inutile de parler de devoir au petit enfant parce qu'il ne peut voir le devoir que comme une chose dont la transgression est suivie de la fêrule, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de l'adolescent. « L'obéissance de l'adoles-

(1) Kant divise aussi les punitions en négatives et positives. Les premières s'appliqueraient à la paresse ou au manque de moralité et de politesse. « Les punitions positives sont pour la méchanceté ». Amiel, dans son *Cours de Pédagogie*, comparait les moyens dont dispose l'Éducateur à ceux de l'hygiéniste et

cent, dit-il doit différer de celle de l'enfant. Elle consiste dans la soumission aux règles du devoir. A mesure que l'enfant grandit, l'idée du devoir doit prendre peu à peu la place de la contrainte matérielle à laquelle on l'a d'abord assujéti. » Rien de plus juste ; on peut en effet distinguer dans l'Education deux périodes : Dans la première, l'autorité n'est pas dans le commandement même, elle est dans le caractère de la personne qui commande. Dans la seconde période, le maître n'est plus, pour ainsi dire, que l'interprète de la vérité, de la sagesse, du bon sens, et, quelque respect que les jeunes gens aient pour lui, c'est moins à lui qu'à la raison qu'ils obéissent. Aussi, dans cette période le commandement, au lieu d'être sans commentaires, doit de plus apporter avec lui son explication et sa raison.

La culture morale, selon Kant, a pour but de fonder le caractère. « Le caractère consiste dans l'habitude d'agir d'après

du médecin. C'est ce qu'il appelait la pharmacopée éducative. Cette pharmacopée, disait-il, comprend douze espèces et vingt-quatre moyens :

1. Exhilarants (plaisir, espérance).
2. Apéritifs (questions, suggestions)
3. Aliments (jeux, occupations.)
4. Adjuvants (exemples, directions).
5. Toniques (exercice, responsabilité).
6. Rafrâichissants (médecine pénale, froideur).
7. Cordiaux (consolations, encouragements).
8. Calmants (règle, silence).
9. Excitants vulgaires (intérêt, point d'honneur, émulation, récompenses).
10. Stimulants nobles, (piété filiale, gratitude, amour du bien, de Dieu).
11. Styptiques (avertissements, blâmes).
12. Curatifs (châtiments, réparations).

des maximes, (maximes d'école d'abord, puis maximes de l'humanité) ou, ce qui en est la conséquence, dans la fermeté de résolution avec laquelle on veut quelque chose et on le met réellement à exécution.

Dans la *Critique de la Raison pratique*, (méthodologie), Kant définit le caractère : « Une manière d'être conséquente, établie sur des maximes immuables ». « Avoir du caractère absolument, dit-il encore, c'est posséder cette propriété de la volonté par laquelle le sujet s'attache à des principes pratiques, déterminés, qu'il s'est invariablement posés par sa propre raison. Bien que ces principes parfois puissent être faux et vicieux, cependant la disposition de la volonté, en général, d'agir suivant des principes fixes (et sans sauter tantôt ci, tantôt là, comme les mouches), est quelque chose d'estimable et qui mérite d'autant plus l'admiration que c'est plus rare. Il ne s'agit pas par là de ce que la nature fait de l'homme, *mais de ce que l'homme fait de lui-même* ; ce qui est l'œuvre de la nature est l'effet du tempérament (et le sujet est alors en grande partie passif ; *mais l'homme n'a de caractère que dans ce qu'il fait de lui-même.* » (Voir *Anthropologie*, seconde partie) (1).

Rien de plus important que cette distinction faite par Kant. En effet, une erreur fréquente est de confondre le caractère avec le tempérament, l'humeur ou le naturel. Le *tempérament*, pour Kant, est notre manière de sentir, telle qu'elle dépend de notre constitution corporelle. En d'autres termes, le tempérament est la base physique et le mode d'expression du caractère, il n'est pas le caractère même. L'*humeur* n'est pas non plus le caractère,

(1) Voir aussi sur le caractère : Hart. vol. V, 104, 158, 160 et 163.

puisqu'il n'y a rien de plus variable et de plus fugitif. Le *naturel* est, comme on l'a dit, le caractère naissant, la donnée première du caractère, il lui donne la base psychologique, pour ainsi dire, comme le tempérament lui donne sa base, physique. C'est, en un mot, la manière d'être morale telle qu'on la tient de la nature, et dont Bonnet disait : « C'est à bien connaître *la force* du naturel que consiste principalement le grand art de diriger l'homme ». Mais le naturel n'est pas non plus le caractère; le naturel est le premier trait psychologique de l'individu vivant, il existe chez l'animal comme chez l'homme; mais, chez l'homme, l'individualité monte plus haut et s'achève en devenant la personnalité par l'intervention de la volonté et de la raison. Telle est la loi de composition successive du caractère de l'homme, tel est l'ordre dans lequel se classent pour ainsi dire les divers éléments dont il est formé jusqu'au moment où l'action personnelle entre en scène.

C'est ici qu'apparaît l'action de l'homme dont parle Kant dans son *Anthropologie* (1). L'homme peut, ou accepter cet héritage, cette manière d'être morale qui lui est donnée, ou la combattre ou enfin la transformer. Il dépend de lui de laisser prévaloir sans lutte et sans effort l'ensemble de ces dispositions naturelles, d'y consentir, ou bien de les modifier. Voilà le dernier et le principal élément du caractère humain. C'est le pouvoir d'agir sur une nature donnée, et de compléter l'individualité en l'élevant jusqu'à son terme supérieur, la personnalité.

Si donc, à l'origine, le caractère peut être considéré comme une donnée de la nature, il peut et doit devenir l'œuvre de l'homme; il exprime l'empire sur soi-même et,

(1) *Anthropologie*, seconde partie et Hart. vol. V., p. 158.

comme dit Kant, la disposition à agir suivant des principes fixes. « Le caractère, disait M. Caro, dans un de ses cours de Sorbonne; le caractère contient la dignité de l'homme, la résolution de ne pas avilir ou abaisser en soi la personnalité humaine. C'est donc une psychologie fausse qui fait du caractère la résultante des milieux et des influences, une table rase sur laquelle tous les événements du dehors et toutes les fatalités intérieures mêlent leur empreinte, une réalité purement phénoménale, construite, couche par couche, par des séries d'alluvions accidentelles. Le caractère devient à la longue notre œuvre personnelle, il est l'histoire vivante de chacun de nous, il représente la part de chacun de nous, si humble qu'elle soit, dans les destinées d'une famille ou d'une race, d'un siècle ou d'une nation. »

Puisque l'homme n'a de caractère que dans ce qu'il fait de lui-même, si nous voulons former le caractère des enfants, il importe de les accoutumer à suivre un certain plan, et à s'imposer des règles fixes. Sans doute, dans les choses indifférentes, on peut leur laisser le choix (1). mais encore faut-il qu'ils continuent d'observer ce dont ils se sont une fois fait une loi.

Après l'obéissance, qui doit devenir peu à peu une soumission volontaire au devoir. Kant veut qu'on s'attache surtout à développer chez l'enfant la véracité: « Un second trait, dit-il, auquel il faut surtout s'attacher dans la formation du caractère de l'enfant, c'est la véracité. C'est en effet le trait principal et l'attribut essentiel du caractère. Un homme qui

(1) « Un des grands préceptes de l'Education, dit Vinet, c'est de ne pas trop éduquer, comme un des grands préceptes de la politique est de ne pas trop gouverner ». Faire en sorte qu'il arrive à se gouverner lui-même, en le provoquant à l'action déli-
bérée : Voilà le but de l'Education morale. »

ment est sans caractère, et s'il y a en lui quelque chose de bon, c'est qu'il le tient de son tempérament. Bien des enfants ont un penchant pour le mensonge, qui n'a souvent d'autre cause qu'une certaine vivacité d'imagination. C'est aux pères à prendre garde qu'ils ne s'en fassent une habitude, car les mères regardent ordinairement cela comme une chose de nulle ou de médiocre importance; elles y trouvent même une preuve flatteuse pour elles des dispositions et des capacités supérieures de leurs enfants. C'est ici le lieu de faire usage du sentiment de la honte, car l'enfant le comprend très bien dans ce cas. La perte de l'estime est la seule punition qui convienne au mensonge. Inculquer de bonne heure dans l'âme des enfants le sentiment de la dignité humaine sera le meilleur moyen pour les détourner du mensonge et leur inspirer l'horreur de la servilité et de la flatterie. On leur inspirera aussi le dégoût des vices qui ravalent l'homme au-dessous de l'animal, la gourmandise ou le libertinage.»

Outre le sentiment de sa propre dignité et de ses devoirs envers lui-même, nous devons aussi inculquer de très bonne heure à l'enfant le respect des droits d'autrui. On l'y préparera en cultivant en lui ce troisième trait de son caractère : la sociabilité. Il faudra tout d'abord éviter avec le plus grand soin tout ce qui peut exciter l'envie chez les enfants.

L'émulation mal appliquée ne produit que l'envie. « Ne témoignons de préférence à aucun d'entre eux pour son esprit quoique l'on puisse bien en témoigner à quelqu'un pour son caractère. Dans ce cas, gardons-nous de le proposer pour modèle à ses camarades, car ce n'est pas sur la conduite des autres, mais sur la perfection morale elle-même que chacun doit apprendre à s'estimer. Car, quand l'homme estime sa valeur d'après les autres, il cherche ou bien à s'élever au-dessus d'eux, ou bien à les rabaisser. Le seul cas où l'ému-

lation pourrait être employée serait celui où l'on voudrait persuader à quelqu'un qu'une chose est praticable, comme par exemple, quand j'exige d'un enfant une certaine tâche et que je lui montre que les autres ont pu la remplir. Pour la même raison, nous devons combattre chez les enfants toute fierté qui n'a d'autres motifs que les avantages de la fortune. Si, par exemple, un enfant né de parents riches rencontre un enfant pauvre et qu'il le repousse fièrement de son chemin ou qu'il lui donne un coup, on ne doit pas lui dire : « Ne fais pas cela, cela fait mal à cet enfant, sois donc compatissant, c'est un pauvre enfant, mais il faut punir l'insolence par l'insolence, le traiter à son tour avec la même fierté et lui faire vivement sentir combien sa conduite est contraire au droit de l'humanité. Il comprendra alors pour toujours qu'il ne doit pas faire à autrui ce qu'il ne veut pas qu'on lui fasse (1). »

Si vous voulez le rendre bienfaisant, ne faites pas appel à sa générosité. Kant fait remarquer, après Rousseau, que les enfants en sont tout à fait dépourvus. Représentez-lui que, s'il est mieux vêtu, mieux nourri, en un mot plus heureux que d'autres, il ne le doit qu'au hasard des circonstances, que les autres ont autant de droits que lui aux avantages de la fortune, et qu'ainsi, en faisant du bien aux pauvres, il ne fait que ce qu'il doit.

Celui dont les paroles répondent à la pensée et les actes aux paroles et dont la vie se rattache à un principe, celui-là est un caractère et on peut avoir confiance en lui. L'absence de caractère, au contraire, fait de l'homme un objet de défiance non seulement pour les autres, mais pour lui-même. Il ne sait jamais comment il agira, il en vient jusqu'à douter

(1) *Traité de pédagogie*, p. 99.

de sa liberté qu'il a abdiquée, il s'abandonne ou plutôt il cesse de s'appartenir, et, avec la possession de soi-même, disparaît en lui jusqu'à la possibilité de la vertu.

Kant accorde une grande importance à l'enseignement de la morale : « Nos écoles, dit-il, manquent presque entièrement d'une chose qui serait cependant fort utile pour former les enfants à la loyauté, je veux dire un catéchisme de droit (1). Il devrait contenir, sous une forme populaire, des cas concernant la conduite à tenir dans la vie ordinaire, et qui amèneraient toujours naturellement cette question : « cela est-il juste ou non ? ».

Dans les conclusions de la *Critique de la Raison pratique* et dans celles de la *Doctrine de la vertu*, Kant avait déjà non seulement émis cette idée, mais, de plus, joignant l'exemple au précepte, il avait tracé lui-même un fragment du catéchisme moral dont il recommande l'usage. « L'idée même de la vertu, dit-il, (dans la *Méthodologie de la Doctrine de la vertu*) implique qu'elle doit être acquise, puisqu'elle n'est point innée... Voilà pourquoi elle peut et doit être enseignée. Provoquer l'enthousiasme est inutile. Il faut se méfier de toute sensibilité. La moralité ne doit pas se soumettre à ses caprices. Exerçons le jugement moral, même des enfants, en prenant d'abord des cas imaginaires, et nous constaterons « que la moralité a d'autant plus de force sur le cœur humain qu'on la lui montre plus pure (2). »

En outre, ce catéchisme moral devrait être illustré par des exemples empruntés aux biographies de tous les temps

(1) Le droit, pour Kant, étant la science du bien considéré au point de vue des relations humaines, un catéchisme du droit est simplement un catéchisme du juste et de l'injuste dans les relations sociales.

(2) *Critique de la Raison pratique*. Méthodologie.

et de tous les pays. On suggérerait discrètement des comparaisons entre ces exemples passés et les actions dont nous sommes les témoins. Puis on en viendrait plus tard à l'examen de questions plus subtiles; on n'attendrait pas que des cas embarrassants prissent au dépourvu les consciences inexpérimentées. Voilà comment l'éducateur pourrait contribuer à donner aux enfants l'habitude de l'estime et du mépris, dont on ferait une défense pour leur propre moralité. Les hommes devant agir par principes, ce sont des principes qu'on doit inculquer aux enfants (1), il faut leur apprendre à trouver en eux-mêmes une loi dont l'autorité remplace la soumission extérieure à celle d'autrui, afin d'arriver à l'autonomie, et que la discipline, ayant pénétré du dehors au dedans, la moralité de l'homme remplace celle de l'enfant (2).

(1) Dans la *Critique de la Raison pratique*, liv. II. chap. II, Kant parle d'une éducation mécanique qui n'est fondée sur aucun principe chez l'éducateur et ne fait appel à aucun principe chez l'élève. Il compare la conduite d'un homme élevé mécaniquement à un jeu de marionnettes où tout gesticule bien, mais où l'on chercherait en vain la vie sous les figures. Pour Kant, la maxime d'une action est l'intention éclairée qui préside à cette action, la formule qui la dicte. Agir d'après des maximes est le contraire d'agir mécaniquement. C'est agir en être raisonnable.

(2) Dans les *Principes métaphysiques de la morale*, p. 182, Kant développe cette idée : « Que nous avons le devoir de perfectionner en nous l'intelligence de nos devoirs ». Tel est l'objet de la méthodologie morale. Cette méthodologie se compose de deux parties : « Il faut, dit-il, exercer d'abord cette partie de nous-mêmes qui obéit au devoir, et c'est l'ascétique qui répond à ce besoin ». Mais ce n'est pas tout. « Il faut exercer aussi cette partie de nous-mêmes qui dicte le devoir. C'est l'œuvre de la *didactique morale*.

Voir aussi : *Principes métaphysiques de la morale*, p. 310 et

Kant aurait voulu que l'on consacraît une heure par jour à ces exercices « afin d'apprendre ainsi aux élèves à connaître et à prendre à cœur le droit des hommes, cette puissance de Dieu sur la terre. L'enfant, dit-il encore, y aurait appris à substituer la crainte de sa propre conscience à celle des hommes et des châtimens divins, la dignité intérieure à l'opinion d'autrui, la valeur intrinsèque des actions à la valeur apparente des mots, enfin une piété sereine et de bonne humeur à une dévotion chagrine et sombre. On pourra ainsi fonder chez l'enfant le caractère moral. »

Kant, nous venons de le voir, se défie absolument, dans l'éducation, de la sensibilité. Tous les conseils qu'il donne sur l'exercice du jugement moral pour faire trouver à l'enfant les plus hauts principes de la morale sont excellents. On ne peut qu'approuver également ce qu'il dit sur la nécessité de graver dans l'esprit de l'enfant des maximes précises autant qu'élevées, sur lesquelles il puisse régler sa conduite, surtout à une époque où les sophismes abondent et où la morale courante est confuse et contradictoire. Mais suffit-il de s'adresser à la raison de l'enfant ? Avant de s'adresser à son intelligence, ne devrait-on pas s'adresser à son cœur ? Le sens moral est en partie un jugement de la raison, en partie un instinct du cœur. La sensibilité chez l'enfant devance la raison et c'est bien plus par le cœur que

suiv. où Kant parle des différentes méthodes d'enseignement de la morale. Il voudrait que l'on donnât aux enfans, dans l'analyse de chaque devoir, quelque question difficile à résoudre. Contrairement à Aristote, il croit que les questions pratiques sont, plus que d'autres, à la portée des jeunes intelligences. Il pense aussi qu'on fortifierait, par la curiosité qui s'attache à tout problème et à toute science, l'intérêt de la moralité, et qu'on suggérerait ainsi aux esprits le goût de la vertu. (*Principes métaphysiques de la morale*, p. 317).

par la raison qu'on agit sur lui. Pourquoi ne pas s'adresser tout d'abord ou en même temps à sa sensibilité? et puisque sa sensibilité est déjà très vive, alors que son intelligence est à peine éveillée, pourquoi ne pas s'empresse de lui inculquer l'amour du bien, ou ce qu'on a appelé le préjugé du bien (1). le tressaillement du bien? Que l'Educateur, au lieu de lui parler du devoir froidement, montre un sincère enthousiasme. et surtout que sa vie tout entière soit un exemple, l'enfant sera touché et son cœur une fois ému, sa raison sera facile à éclairer.

Cette restriction faite, surtout pour ce qui concerne la première enfance, disons-le hautement : apprendre à vouloir, à se déterminer rationnellement, à réaliser avec énergie les injonctions de l'impératif catégorique, c'est le plus utile, le plus noble enseignement que puisse recevoir la jeunesse. Rien aussi n'est plus difficile, rien n'exige à la fois plus de tact et plus de connaissance, non seulement de la psychologie des différents âges de la vie, mais aussi du but suprême de l'éducation. Sans doute, avant d'obéir à la raison, à la loi intérieure, il faut que la raison s'éclaire et se développe, et, durant bien des années, la loi et la raison se manifestent à l'élève dans la parole du maître. La soumission est donc une condition nécessaire à la formation de sa liberté.

(1) La morale dans les commencements, dit Vinet (*l'Education, la Famille et la Société*, p. 213) est aussi bonne à supposer qu'à enseigner. Il importe autant de donner à l'enfant le préjugé du bien que de lui en présenter la règle ; il y a un bon goût en morale comme en tout le reste, et, sans préjudice de la théorie qui aura son tour, je voudrais que l'instinct prit les devants. La vérité n'est pas seulement une idée qu'il faut connaître, c'est un air qu'il faut respirer ; c'est un régime qu'il faut suivre ; c'est un regard qu'il faut occuper de la vue du bon et du beau. »

Or il peut arriver quel'Éducateur, oubliant le but final, n'inspire à la volonté d'autre règle que la soumission à des volontés extérieures. Telle était, telle est encore la discipline monacale des internats où le jeune homme, jusqu'à son entrée dans la vie, est placé continuellement dans des situations où il n'y a pas à choisir, où la force et la crainte seules pèsent sur lui et contraignent sa volonté. Telle est aussi la discipline des Jésuites : « De toutes les disciplines employées pour former la volonté dans l'éducation publique ou privée, dit M. de Laprade (*Education libérale*), je n'en connais pas de plus mauvaise que celle qui cherche, par dessus tout, à produire la soumission, la docilité absolue, et qui l'amène, en flattant l'élève, en le séduisant par des amusements multipliés, par une sorte de câlinerie pédagogique. Ce régime, complété d'un autre système, celui d'écarter de l'enfant toutes les occasions de fautes, toutes les tentations, de donner pour seule base à sa vertu l'ignorance du mal, forme les âmes vaniteuses et faibles, ces âmes incapables d'effort, qui se présentent au combat de la jeunesse, très infatuées de leur innocence, et succombent aux premiers chocs sans pouvoir trouver en elles-mêmes la force de se relever. L'ignorance du mal et la soumission ne peuvent pas durer toujours... Les pires des instituteurs sont ceux qui travaillent surtout à assurer leur domination future sur leurs élèves devenus hommes. Un père, tel que le veut la raison et tel que le fait la nature, n'a pas de ces visées dominatrices; il aspire à voir le moment où son fils pourra voler de ses propres ailes, où son autorité à lui, où sa vigilance, son énergie seront remplacées chez son élève par la vigilante énergie de la conscience et par l'autorité de la raison. »

Si la discipline de couvent ne prépare pas à la vie, la discipline de caserne de la plupart des internats ne vaut guère

mieux. Au lieu de former des citoyens prêts à la vie libre, des hommes capables de se conduire, des caractères fermes et droits, ayant le goût de l'action, l'internat ne produit trop souvent que des révoltés ou des êtres sans vouloir. « Il n'existe dans nos établissements publics ou privés, dit Mameuvrier (1), aucun système d'éducation morale propre à former des citoyens. Au contraire, tout y paraît combiné en vue de détruire l'initiative, l'énergie et la moralité du vouloir... C'est dans des prisons que nous préparons nos enfants à la vie de liberté qu'implique l'institution démocratique. Il y a contradiction absolue entre notre système politique et notre système pédagogique... Des citoyens et des hommes, voilà ce qui constitue une démocratie. Comment nous y prenons-nous, pour initier nos enfants à la vie démocratique ? Nous les préparons à l'action virile en détruisant chez eux toute espèce d'initiative, et à la liberté politique, en les élevant dans des prisons ! Après les avoir ainsi tenus étroitement incarcérés et emmaillotés pendant huit ou dix ans, après les avoir réduits à une véritable incapacité d'agir et de se gouverner eux-mêmes, tout à coup, sous prétexte qu'ils sont bacheliers, on ouvre la cage et on les lâche. Après quelques mois de vie folle et déréglée, la plupart se rétablissent, ou plutôt retombent dans les infirmités morales que la réclusion a développées chez eux. Ces infirmités résultent d'une même maladie morale, l'atrophie de la volonté ! Cette maladie morale se manifeste par trois principaux phénomènes morbides, dont l'homme se guérit, hélas, très rarement : aspiration folle vers la vie libre, aspiration malade de l'être opprimé qui désire ardemment échapper à l'oppres-

(1) Ed. Mameuvrier, 63-69, *l'Education de la bourgeoisie*, Paris, 1889.

sion ; — mépris de toute autorité ; — troisième infirmité : ces contempteurs de l'autorité ne peuvent pas du tout se passer de l'autorité. (1) »

Il y a peut-être exagération dans ce tableau, car depuis quelques années de grands progrès ont été réalisés sous l'influence de la pédagogie contemporaine (2).

Quoi qu'il en soit, on ne saurait assez le répéter : Puisque l'activité, l'activité consciente et raisonnable doit être la caractéristique de l'homme, l'Ecole doit faire l'éducation de cette faculté comme de toutes les autres. L'Education est un apprentissage de la vie et la vie n'est ni un cloître ni une caserne. Il n'y a pas plus de culture morale par la passivité qu'il n'y a de culture intellectuelle par la seule mémoire. Pour former la volonté comme pour former l'intelligence, il faut avant tout l'exercer. Si l'on veut qu'il y ait réellement développement moral, une certaine mesure de libre activité est absolument nécessaire, de même que pour le développement physique et intellectuel. On l'a déjà remarqué bien souvent, la jeunesse anglo-saxonne reçoit à cet égard une éducation, qui la prépare mieux à la vie active. De bonne heure, on leur apprend à se conduire seuls, en leur laissant une certaine initiative ; ils arrivent ainsi à savoir régler eux-mêmes leur activité (3). N'oublions pas cepen-

(1) Persuasive et insinuante, dit M^{me} Necker de Saussure, l'Education empêche la volonté de se former ; sévère et inflexible, elle la fait ployer et la brise. (*Educ. prog.*, t. I, p. 49).

(2) Voir les ouvrages de M. Gréard, déjà cités, et de M. Marion : *l'Education dans l'Université*.

(3) On sait quelle importance les Anglo-Saxons donnent à l'éducation physique, importance quelquefois exagérée. Quoi qu'il en soit, ils croient généralement que la physiologie et la morale se touchent par mille points comme le corps et l'âme,

dant que l'Education doit aussi diriger ; or, pour cela, le maître doit se rendre compte de la différence des caractères, afin d'assurer le développement normal de chacun. Il doit surtout inspirer aux élèves une confiance absolue dans son jugement et dans son caractère. Car, il ne faut pas l'oublier, si le pouvoir agit par la force, l'autorité est chose morale ; c'est sur les âmes qu'elle aspire à régner, c'est par l'influence qu'elle opère, c'est par le consentement qu'elle se manifeste.

que la vigueur de tempérament d'une race se forme d'un mélange de la force physique et de la force morale et que, de la sorte, on peut arriver à développer deux qualités qui paraissent s'exclure : l'esprit de discipline et l'esprit d'indépendance. La statistique, présentée par sir John Lubbock au congrès international de sociologie de Paris, (1^{er} octobre 1894), a montré les résultats d'un tel système. Ajoutons cependant qu'il y a un autre facteur à considérer pour expliquer ces résultats. Qu'on se rappelle en effet, qu'outre cet apprentissage pratique de la vie que donne l'Ecole en Angleterre, la famille et toutes les forces vives de la société considèrent comme leur premier devoir de joindre leurs efforts à ceux de l'Ecole, en vue de l'éducation morale de la jeunesse. On semble se rendre bien compte de ceci : c'est que, quelles que soient les améliorations apportées dans les Ecoles, si puissants que soient les moyens dont elles disposent, ces moyens ne peuvent avoir une efficacité réelle qu'avec le concours de toutes les autres forces de la société. Quant aux représentants de la religion, loin de considérer tout progrès de l'instruction comme un obstacle à leur influence, ils tiennent à honneur de seconder les efforts des gouvernements et des particuliers dans leur lutte contre le vice, l'ignorance et les superstitions.

Voir *l'Education des classes moyennes et dirigeantes en Angleterre*, par M. Max Leclerc, précédée d'un avant-propos par M. E. Bontmy, Directeur de l'école libre des sciences politiques. (Paris-Colin). Voir aussi *Horace Mann*, par M. Gaufres et les remarquables rapports de M. Buisson sur l'exposition de Philadelphie.

La subordination, l'obéissance, le respect, sont des devoirs, mais des devoirs donnés par une relation où l'on trouve d'un côté l'expérience, le savoir, et de l'autre la faiblesse, l'ignorance. L'Education, étant avant tout affaire d'autorité c'est-à-dire d'influence personnelle, d'action morale, l'éducation sera toujours de même nature que l'autorité exercée ; elle sera ce que seront les éducateurs. Quoi qu'il en soit, une discipline qui veut vraiment libérer l'individu et, suivant l'expression de M. Guizot, « apprendre à l'homme à s'élever lui-même, lorsque d'autres auront cessé de l'élever », une telle discipline doit avant tout s'adresser à l'activité personnelle ; loin d'étouffer les énergies latentes, elle doit chercher à établir entre ces diverses énergies un équilibre tel que, au lieu de se contrarier, elles s'harmonisent.

« Cet affranchissement réfléchi, qui est le but de l'Education, dit M. Gréard (1), dans une page magistrale qui résume admirablement les règles de la pédagogie kantienne, exige chez l'enfant deux conditions de travail intérieur indispensables, la réflexion et l'activité, la réflexion qui se rend compte, l'activité qui se décide, nul n'arrivant à se conduire qu'à ce prix. Mettre à profit tout ce que la conscience de l'enfant recèle d'aptitudes morales ; lui en faire connaître les directions, les mauvaises comme les bonnes, l'accoutumer à voir clair dans son esprit et dans son cœur, à être sincère et vrai ; lui faire faire peu à peu, dans sa conduite, l'essai et comme l'apprentissage de ses résolutions ; aux règles qu'on lui a données, substituer insensiblement celles qu'il se donne, à la discipline du dehors, celle du dedans ; l'affranchir, non pas d'un coup de baguette à la manière antique, mais jour à jour, en

(1) *L'Esprit de discipline dans l'Education*, p. 194.

détachant, à chaque progrès, un des anneaux de la chaîne qui attachait sa raison à la raison d'autrui; après l'avoir ainsi aidé à s'établir chez soi en maître, lui apprendre à sortir de soi, à se juger, à se gouverner, comme il jugerait et gouvernerait les autres; lui montrer enfin, au-dessus de lui, les grandes idées du devoir public et privé, qui s'imposent à sa condition humaine et sociale; tels sont les principes de l'éducation qui, de la discipline du collège, peut faire passer l'enfant sous la discipline de sa propre raison, et qui, en exerçant sa personnalité morale, la crée.... Le jour où il s'est ainsi pleinement conquis lui-même, l'enfant cesse d'être un enfant; il est mûr pour la vie active, il est homme. »

Désormais il a comme une boussole pour se conduire dans la vie. Le sentiment de l'obligation lui crée un point d'appui pour soulever sa volonté, et cet effort transforme toute son énergie en bonne volonté. Mais, comme le dit avec raison M. Thamin, professeur de pédagogie à la Faculté des lettres de Lyon, « nos devoirs seraient fragiles, s'ils n'avaient que nous comme fin... Le devoir de réformation intérieure n'est-il pas essentiellement un devoir religieux ? Seule, la croyance en Dieu donne tout son prix à la volonté humaine, et aussi toute sa force. » Telle est aussi l'opinion de Kant, dont il nous reste à exposer les idées à ce sujet.

Nous avons vu comment la conception du souverain bien avait amené Kant à l'idée de l'immortalité, l'âme devant être immortelle pour continuer son progrès vers la perfection dont la raison lui fait un devoir. L'harmonie de la vertu et du bonheur, selon le grand moraliste, constitue un ordre de choses nécessaire dont la réalisation est impossible sans l'existence de Dieu et sans l'existence en Dieu des attributs qui rendent possible ce souverain bien. Rien n'égale la foi philosophique et religieuse de Kant dans cet ordre de fins

qui se continue dans l'infini. L'obéissance à la loi devient ainsi pour lui une libre coopération à cet ordre de fins, dernier terme et dernière explication possible du monde et de l'humanité.

On sait que Rousseau, dans son IV^e livre de l'*Emile*, retarde jusqu'à la seizième et même dix-huitième année la révélation de la religion. Il faut, d'après lui, dans l'intérêt même de la religion, attendre que le jeune homme ait la raison assez mûre, la pensée assez forte, pour saisir dans sa vérité, débarrassée de tout voile sensible, l'idée de Dieu dont on lui annonce pour la première fois l'existence. On pourrait croire au premier abord que Kant a adopté les conclusions de Rousseau. « Les idées religieuses, dit-il, supposent toujours quelque théologie. Or, comment enseigner une théologie à une jeunesse qui, loin de connaître le monde, ne se connaît pas encore elle-même? Comment la jeunesse qui ne sait pas encore ce que c'est que le devoir, serait-elle en état de comprendre un devoir immédiat envers Dieu? »

Pour parler de religion au jeune homme, il serait donc logique d'attendre qu'il fût en état de concevoir clairement la nature de Dieu, l'idée d'un Être suprême, d'un législateur. Mais il est impossible de le faire, dit Kant, parce que le jeune homme vit dans une société où il entend prononcer à chaque instant le nom de Dieu, où il assiste à des démonstrations continuelles de piété. Il vaut donc mieux chercher de bonne heure à lui inculquer des idées religieuses; autrement, si l'on voulait attendre pour lui apprendre quelque chose de Dieu, il en résulterait pour lui ou une grande indifférence ou des idées fausses et superstitieuses. Cependant, ajoute-t-il, cela ne doit pas être une affaire de mémoire et d'imitation, mais le chemin choisi doit toujours être approprié à la nature de l'enfant. Les enfants comprendront, même sans avoir

l'idée abstraite du devoir, de l'obligation, de la bonne ou mauvaise conduite, qu'il y a une loi du devoir, que ce n'est pas la commodité, l'utilité ou d'autres considérations de ce genre qui le déterminent, mais quelque chose de général, qui ne se règle pas sur les caprices des hommes.

Le meilleur moyen de rendre l'idée de Dieu claire à l'esprit des enfants, c'est, selon Kant, de chercher une analogie dans l'idée d'un père de famille sous la surveillance duquel nous serions placés ; on arrive ainsi très heureusement à concevoir l'unité des hommes qu'on se représente comme formant une seule famille (1). La religion et la morale doivent être étroitement unies : « que la moralité précède, que la théologie suive ». Sans morale, la religion n'est que superstition ; sans morale, l'homme prétendu religieux n'est qu'un courtisan, un solliciteur de la faveur divine. Il n'a d'autres sentiments que celui de la crainte d'une part et l'espoir de la récompense de l'autre.

« La loi considérée en nous, dit-il encore, s'appelle la conscience. La conscience est proprement l'application de nos actions à cette loi. » Les reproches de la conscience resteront sans effet, si on ne les considère pas comme les représentants de Dieu, dont le siège sublime est bien élevé au-dessus de nous, mais qui a aussi établi en nous un tribunal. Mais d'un autre côté, quand la religion ne se joint pas à la conscience morale, elle est aussi sans effet. La religion sans la conscience morale est un culte superstitieux. On pense servir Dieu en le louant, par exemple, en célébrant sa puissance, sa sagesse, sans songer à remplir les lois di-

(1) Dans le vol. VI de l'édition Hartenstein, page 231, Kant montre la nécessité d'enseigner et d'expliquer l'histoire sainte au point de vue éthique.

vines, sans même connaître cette sagesse et cette puissance et sans les étudier. On cherche dans ces louanges prononcées des lèvres comme un narcotique pour sa conscience ou comme un oreiller sur lequel on espère reposer tranquillement... La vraie manière d'honorer Dieu, c'est d'agir suivant la volonté de Dieu et c'est là ce qu'il faut enseigner aux enfants. La seule façon de lui plaire est de s'efforcer de devenir meilleurs.

Kant recommande enfin aux enfants et aux éducateurs de ne pas profaner si souvent le nom de Dieu. « L'invoquer dans les souhaits que l'on forme, fût-ce même dans une intention pieuse, est une véritable profanation. Toutes les fois que les hommes prononcent le nom de Dieu, ils devraient être pénétrés de respect et c'est pourquoi ils devraient rarement en faire usage et jamais légèrement. Newton se recueillait toujours un moment, quand il prononçait le nom de Dieu. L'enfant doit apprendre à sentir du respect pour Dieu, d'abord comme maître de sa vie et du monde entier, ensuite comme protecteur des hommes, et enfin comme leur juge (1). »

Kant ajoute, pour conclure, quelques remarques qui sont particulièrement à l'adresse des enfants entrant dans l'adolescence : « Le jeune homme, commence à cette époque à faire certaines distinctions qu'il n'avait pas faites auparavant. C'est en premier lieu la différence des sexes. Dans l'éducation actuelle, dit Kant, on admet avec raison qu'il faut

(1) *Traité de Pédagogie*. Trad. Barni, p. 112. — Voir aussi sur le même sujet : *la Religion dans les limites de la Raison, la Critique de la raison pratique*, Trad. Picavet, 149, 154, 232, 234. — *La critique de Kant et la Religion* : Nolen (Revue ph. IX), — la philosophie de la Religion de Kant par Ph. Bridel, etc.

parler à l'adolescent de ces sortes de choses sans détour et d'une manière claire et précise. C'est là, sans doute, un point délicat, puisque l'on n'en fait pas volontiers un objet d'entretien public. Mais tout sera bien fait, si on lui en parle d'une manière sérieuse et digne...» Une seconde différence que l'adolescent commence à faire vers le temps où il entre dans le monde, c'est celle qui résulte de la distinction des rangs et de l'inégalité des hommes. « Tant qu'il reste enfant, dit Kant, il ne faut pas la lui faire remarquer. On ne doit pas même lui permettre de donner des ordres aux domestiques... Les enfants ne savent rien de cette différence, si les parents n'en donnent pas eux-mêmes l'idée. Il faut montrer à l'adolescent que l'inégalité des conditions est une disposition qui vient de ce que certains hommes ont cherché à se distinguer des autres par certains avantages. La conscience de l'égalité des hommes dans l'inégalité des conditions peut lui être peu à peu inculquée.

Il faut accoutumer le jeune homme à s'estimer absolument d'après l'idéal(1) qu'il porte en lui et qu'il faut toujours plus développer, et non d'après les autres. « L'estime d'autrui, dans tout ce qui ne constitue nullement la valeur de l'homme,

(1) Dans la *Critique de la Raison pure* (dialectique transcendentale, liv. II, chap. III), Kant définit un idéal en disant que c'est la perfection de chaque espèce d'êtres possibles. « De même, dit-il, que l'idée donne la règle, l'idéal sert de prototype pour la complète détermination de la copie et nous n'avons pas d'autre mesure de nos actions que la conduite de cet homme divin que nous trouvons dans notre pensée, avec lequel nous nous comparons et d'après lequel nous nous jugeons et nous corrigeons, mais sans jamais pouvoir atteindre sa perfection. » « La morale chrétienne, dit-il encore, dispose son précepte, comme cela doit être, avec tant de pureté et de sévérité, qu'elle enlève à l'homme

est affaire de vanité. » Il faut, en outre, lui enseigner à avoir de la conscience en toute chose et à s'efforcer non seulement de *paraître*, mais d'*être*. Habituez-le à veiller à ce que, dans aucune circonstance où il a une fois pris sa résolution, elle ne devienne une vaine résolution ; il vaudrait mieux n'en prendre aucune et laisser la chose en suspens. Enseignez-lui la modération à l'endroit des circonstances extérieures et la patience dans les travaux : *sustine et abstine* ; enseignez-lui aussi la modération dans les plaisirs. Quand on ne désire pas seulement des plaisirs, mais qu'on sait aussi être patient dans le travail, on devient un membre utile de la communauté et on se préserve de l'ennui (1). »

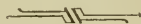
Chasteté, pureté de la conscience, égalité d'humeur, voilà ce que Kant, en terminant, recommande à l'adolescent. Que celui-ci apprenne à estimer le devoir pour lui-même, et non parce que l'acte qu'il prescrit s'accorde peut-être avec ses penchants. Qu'il s'accoutume à considérer beaucoup de choses comme des devoirs. Développons en lui l'amour des autres et qu'il sache se réjouir du « bien du monde », c'est-à-dire d'un avantage qui ne touche ni sa personne, ni son pays. Qu'il n'attache qu'une médiocre valeur à la jouissance

la confiance de s'y conformer complètement, du moins dans cette vie, mais en retour, elle le relève en ce sens que nous pouvons espérer que, si nous agissons aussi bien que cela est en notre pouvoir, ce qui n'est pas en notre pouvoir nous viendra ultérieurement d'un autre côté, que nous sachions ou non de quelle façon. — (*Critique de la Raison pratique*, Trad. Picavet 232). « Trop douter de la liberté et de l'efficacité de l'effort, dit M. Marion, nous rend lâches et nous décourage de la lutte, mais trop présumer de nos forces nous rend dupes et détruit en nous la première des vertus, la vigilance ».

(1) *Traité de pédagogie*. Trad. Barni, p. 117-120. Paris-Alcan.

des plaisirs de la vie, pour ne pas craindre puérilement la mort. Montrons-lui que la jouissance ne tient pas ce qu'elle promet. Qu'on lui fasse comprendre enfin la nécessité de régler chaque jour son propre compte, afin de pouvoir faire à la fin de sa vie « une estimation de la valeur acquise. »

Telle est la conclusion du traité de Kant. On voit les rapports étroits qui existent entre sa pédagogie et son éthique et combien il s'efforce, dans sa pédagogie comme dans sa morale, de concilier l'élément personnel, la liberté, avec la loi.



CONCLUSION

Développer dans l'homme toute la perfection que sa nature comporte, tel est pour Kant, nous l'avons vu, le but de l'éducation. Il résulte de cette définition que l'éducation ne prend fin qu'en apparence à l'âge où l'on sort de la sujétion des parents et des maîtres. Elle continue aussi longtemps qu'on est perfectible, c'est-à-dire toute la vie ; elle s'étend du berceau jusqu'à la tombe.

Après avoir été dirigé par des intelligences supérieures à la sienne, après avoir plus tard coopéré à sa propre éducation sous l'autorité des parents et des maîtres, l'individu, mis ainsi progressivement en état de se gouverner lui-même, est tenu de travailler seul, une fois arrivé à l'âge adulte, à son propre perfectionnement. Mais si Kant veut que cette éducation devienne l'œuvre propre de chacun, chacun étant responsable de soi, il pense aussi que l'exemple et la société de tous ceux se proposant un même idéal ne peuvent que contribuer à ce perfectionnement et il préconise une sorte d'union morale entre les hommes de « bonne volonté », société civile et éthique, uniquement fondée sur les lois de la vertu et dont Dieu serait l'unique législateur (1).

(1) « Dans la société politico-civile, dit Kant, le législateur est la multitude elle-même, réunie en un tout, dont la volonté générale établit la contrainte extérieure et légale. Mais dans la société morale, le peuple ne peut être envisagé comme législateur... Dans la société éthico-civile, on ne peut concevoir de légis-

En résumé, l'Education est, pour Kant, un constant effort, une ascension volontaire, une évolution progressive vers un idéal qui doit devenir toujours plus conscient et plus élevé. Contrôle autocratique, constitutionnalisme, enfin autonomie, telles sont, pour ainsi dire, les différentes étapes, les phases successives par lesquelles il veut que l'Education fasse passer chaque candidat à l'humanité.

Sans doute Kant procède de Rousseau. Nous avons vu quel compte il tient des exigences de la nature et de la psychologie des divers âges de la vie. Comme Rousseau, il réclame avec énergie pour l'enfant et pour l'adolescent la mesure de libre activité nécessaire à son développement physique, intellectuel et moral. Développer au lieu de comprimer, diriger sans étouffer, rendre l'activité consciente et raisonnable : telle est aussi sa méthode. Cependant, si l'influence de J.-J. Rousseau sur Kant n'est pas contestable, si certains préceptes de la pédagogie de Kant semblent écrits sous la dictée de Rousseau, nous avons constaté des divergences de la plus haute importance, spécialement pour ce qui concerne l'éducation morale, le point de départ et la fin de l'éducation.

Tandis que Rousseau fait l'apologie de l'instinct et veut

lateur suprême que celui auquel tous les devoirs, y compris les devoirs moraux, peuvent être rapportés comme des commandements dont il est l'auteur. Il doit donc être un scrutateur des cœurs pour pénétrer dans l'intimité des sentiments de chacun et pour rendre à chacun selon ses œuvres. Or, comme telle est l'idée de Dieu en qualité de Souverain moral du monde, on ne peut se représenter une société morale que comme un peuple de Dieu, un peuple ardent aux bonnes œuvres, et dont les efforts réunis tendraient à ce que le règne de Dieu arrive, à ce que sa volonté soit faite sur la terre. (*La Religion dans les limites de la Raison*, Trad. Lortet, p. 50).

dans l'éducation laisser faire la nature, Kant pense que l'éducation n'a pas à se régler uniquement sur les dispositions naturelles de l'enfant et à leur donner libre cours ; il conçoit un idéal, digne de l'espèce humaine, où nous devons tendre constamment. Le devoir de l'éducateur, selon lui, est de rechercher les moyens propres à élever l'enfant vers cet idéal, de le faire passer de l'animalité à l'humanité. Soumission finale des penchants, accord de la volonté avec les principes de la raison, tel est, pour Kant, le dernier mot et l'idéal de l'éducation ; tandis que la fin de l'éducation chez Rousseau est conforme à son origine ; c'est après tout l'exaltation de l'instinct et de la sensibilité.

L'analogie des deux doctrines, là même où elles semblent se rencontrer, est peut-être plus apparente que réelle. Tandis que les affirmations de Rousseau sont volontiers absolues et paradoxales, celles de Kant, la plupart du temps, sont tempérées et limitées. Ainsi, lorsque Kant, à l'exemple de Rousseau, prétend suivre la nature, il ne l'entend pas au juste de la même façon. Rousseau se plaît à voir la nature dans l'impulsion naïve de nos penchants et, sous cet aspect, il l'honore et la glorifie. Sous cet aspect, Kant se borne à la ménager et à s'en servir, dans l'intérêt futur de la moralité qui seule est sacrée. Kant estime en effet qu'en Education, de même que dans tous les autres domaines, il faut s'astreindre à connaître exactement cette force ; il le faut, pour ne point se briser contre celles de ses exigences et de ses lois qui sont invincibles ; mais Kant veut aussi qu'on étudie la nature pour discerner ses imperfections et ses lacunes, pour la vaincre et la redresser à l'aide des forces mêmes qu'elle nous fournit ; car ces forces, après tout, ne valent, selon lui, qu'autant que nous les gouvernons sur un idéal digne de notre raison et de notre conscience, auquel s'appliquent les efforts de notre libre volonté.

Rousseau est sans conteste le penseur le plus suggestif qui ait jamais paru. Grâce à la magie de son style, il a provoqué, dans tous les domaines, les révolutions les plus profondes. Mais, ajoutons-le, c'est un génie auquel a manqué la pondération. Chez lui, les pensées justes et profondes sont mêlées aux plus étranges paradoxes. Pour le lire avec fruit, il faut une raison déjà formée, assez clairvoyante et assez ferme pour démêler les sophismes et résister aux entraînements d'une logique subtile, éloquente et passionnée. Ce qui distingue Kant, au contraire, c'est la modération unie au jugement le plus ferme et le plus sain. Son style ne possède aucun des caractères qui rehaussent la forme et attirent sur elle l'attention. Quoi qu'il en soit, on a pu se convaincre que tout ce que le XVIII^e siècle a eu de plus généreux trouve un écho dans sa pédagogie, comme dans sa morale.

Kant a démêlé, sous l'influence de Rousseau, et c'est là le mérite éminent de la philosophie kantienne, dans l'homme, l'être moral. Aucun philosophe n'a parlé plus noblement que lui de la dignité humaine. Aucun n'a dégagé avec plus de lumière les prescriptions de la morale, des calculs de la prudence, des suggestions de l'intérêt, des préoccupations innombrables de ce qu'il appelle « le cher moi ». Aucun n'a mieux compris la sainteté, l'inviolabilité, la sublime origine du Devoir.

Cette idée du devoir qui est, selon Kant, l'unique fondement de la moralité humaine, est aussi pour lui le principe fondamental de l'éducation. Voilà pourquoi la puissance qu'il veut discipliner et régler avant tout chez l'enfant, c'est la volonté. Loin de comprimer ou de supprimer sa liberté naissante et de tarir ainsi la moralité dans sa source, son but est de libérer cette volonté.

Mais, nous l'avons vu, la liberté pour Kant ne consiste pas

à obéir à ses instincts, ce n'est pas le pouvoir de faire tout ce qu'on veut. Etre libre, ce n'est pas obéir à ses passions, abdiquer sa personnalité devant les tyrannies du dehors ou du dedans, recevoir sans réagir toutes les empreintes du milieu ambiant où l'on se trouve (1). Etre libre, pour Kant, c'est s'habituer à consulter avant d'agir cette voix intérieure qui est au fond de chacun de nous et qui parle à tous le même langage; c'est être esclave du devoir, mais du devoir seul; (2) c'est s'habituer à secouer le joug des sollicitations étrangères et prendre conscience par un effort persévérant de sa personnalité.

L'effort, l'effort physique, intellectuel, moral, voilà le fond de sa pédagogie, parce que l'effort développe l'énergie et qu'il faut être énergique pour lutter contre les suggestions internes ou externes et obéir au devoir seul.

Telle est la forte et salutaire discipline à laquelle Kant veut façonner l'âme de l'enfant et de l'adolescent. Tel est l'idéal qu'il conviendrait, nous semble-t-il, de se proposer désormais, à une condition cependant: Kant veut que l'on s'efforce d'inculquer de bonne heure à l'enfant cette idée du devoir et qu'on s'applique à la faire paraître dans toute sa majesté, parce qu'elle seule peut donner aux déterminations de notre volonté une valeur vraiment morale et parce que, selon lui, elle a en réalité d'autant plus de force qu'elle se montre sous une forme plus sévère et que, par conséquent, elle inspire plus de respect.

(1) « Il n'y a que les mauvaises habitudes, disait Hegel, qui diminuent la liberté, mais l'habitude du bien, c'est la liberté même. »

(2) « Il faut que les hommes soient les esclaves du devoir ou les esclaves de la force, et cependant, dit Joubert, que de gens n'ont de la morale qu'en pièce; c'est une étoffe dont ils ne se font jamais d'habit. »

La perfection morale pour l'austère philosophe de Kœnigsberg est d'accomplir, coûte que coûte, ce que le devoir commande, sans même y mêler une émotion. Loin d'intéresser la sensibilité à l'accomplissement des ordres de la raison, il s'en défie, il redoute la moindre intervention du sentiment, on dirait qu'il craint d'affaiblir le devoir, s'il nous incline à l'aimer. Il y a là un stoïcisme transcendant que la nature repousse. Schiller lui-même exprimait une critique très fine à ce sujet dans cette épigramme célèbre : « J'ai du plaisir à faire le bien, cela m'inquiète. » Le devoir est-il complet, quand on se borne à faire ce que la raison nous demande ? Ne faut-il pas aussi l'aimer ? Faire son devoir en l'aimant, n'est-ce pas quelque chose de plus complet que de le faire sans émotion, sans goût(1), durement, pour ainsi dire ?

En bannissant à peu près de sa morale et de sa pédagogie le sentiment, le plaisir moral, comme autant d'éléments empiriques, partant hétérogènes, Kant n'a-t-il pas exclu, en même temps que l'enthousiasme, les plus hautes vertus ?

S'il est impossible de donner à la morale une base aussi mouvante que la sensibilité, le sentiment n'a-t-il pas cependant un rôle à remplir, pourvu qu'on le maintienne à la seconde place et qu'on le surveille avec vigilance ? Si le cœur ne peut être le régulateur de la vie morale, n'est-il pas un puissant ressort, n'est-il pas le véritable moteur de la vie ?

(1) Le devoir, disait Goethe, consiste à aimer ce que l'on se commande à soi-même. Cette maxime de Goethe pourrait servir d'amendement à la doctrine de l'impératif catégorique. Le sentiment peut être un auxiliaire précieux dans l'accomplissement du devoir en venant au secours de la bonne volonté pour la soutenir. « Il en est de la vérité, dit Vinet, comme de l'air atmosphérique, dont les éléments, réunis, font vivre, et séparés, font mourir : chaque partie de la vérité en est presque le contraire. »

Kant oublie que, quelle que soit l'importance de l'idée du devoir ou de l'obligation, il y a quelque chose de plus élevé encore, à savoir le dévouement. c'est-à-dire une abnégation et un sacrifice de soi-même qui n'a plus rien d'obligatoire, mais qui n'en est certes pas moins admirable, et de plus, il a le tort de vouloir exclure absolument des actions humaines, sous prétexte qu'il en altérerait la pureté, le concours de tous les sentiments, même les plus généreux et les plus bienfaisants, comme la sympathie, l'amour, la pitié, etc. Ce double défaut de la morale kantienne n'apparaît nulle part plus clairement que dans cette partie de son œuvre où il s'agit de mettre en pratique les idées qu'il avait exposées précédemment, je veux dire sa pédagogie.

En matière d'éducation, n'est-on pas d'accord pour dire que le grand principe, c'est le dévouement, l'amour?

Le cœur, n'est-ce pas le grand moteur? n'est-ce pas la force qui met en jeu tous les organes, qui suscite toutes les énergies de l'intelligence et de la volonté?

Ni le devoir seul, ni la sensibilité seule.

Union indissoluble du devoir et de l'amour. Le devoir comme but et comme régulateur, l'amour comme moteur, comme puissance dynamique (1): voilà, nous semble-t-il, une devise plus complète, qui s'inspirera à la fois et de Kant et de Rousseau.

(1) Du foyer des sentiments tendres et généreux, dit excellemment M^{re} Necker de Saussure, il rayonne sur l'intelligence je ne sais quelle vie, quelle douce chaleur, dont elle est intimement pénétrée. Les sentiments ne sont pas seulement nécessaires à l'esprit pour compléter ses connaissances, ils décident de son caractère même, de sa nature et du genre de son action... Le sentiment produit sur les idées le même effet que la musique produit sur des paroles chantées; il leur donne un caractère, un sens qu'elles n'auraient pas présenté autrement. (*L'Éducation progressive*, tome I, page 277.)

C'est dans cette devise synthétique que fut, croyons-nous, le grand secret de la puissance réformatrice de Pestalozzi.

Sur un monument simple et modeste, élevé le 12 janvier 1846, à Birr, dans le canton d'Argovie, on lit cette inscription, qui est le plus éloquent résumé de la vie de ce grand éducateur dont l'existence fut consacrée tout entière au Devoir, mais à un devoir aimé, accompli avec l'enthousiasme et l'amour le plus intense :

A NOTRE PÈRE PESTALOZZI

ICI REPOSE

HENRY PESTALOZZI

NÉ A ZÜRICH, 12 JANVIER 1746

DÉCÉDÉ A BRUGG, 17 FÉVRIER 1827

SAUVEUR DES PAUVRES A NEUCHÂT

PÈRE DES ORPHELINS A STANZ

FONDATEUR DES NOUVELLES ÉCOLES DU PEUPLE A BURGDORF

INSTITUTEUR DE L'HUMANITÉ A YVERDON

HOMME, CHRÉTIEN, CITOYEN, TOUT POUR LES AUTRES, POUR LUI-

MÊME RIEN

PAIX A SES CENDRES

L'Argovie reconnaissante, 1846.

Pestalozzi fut en effet disciple de Rousseau et de Kant; il eut, nous le verrons, la plus grande influence sur Fichte qui, s'inspirant à son tour de ses idées, cherchera à régénérer, non seulement des individus isolés, mais aussi des collectivités tout entières.



DEUXIÈME PARTIE

FICHTE. L'ÉDUCATION ET LA COLLECTIVITÉ

INTRODUCTION

La pédagogie de Kant, comme sa morale, est essentiellement individuelle. En morale, il s'occupe de déterminer une loi et des principes valables pour un être raisonnable en général. C'est seulement plus tard et par voie de conséquence, qu'il arrive à la morale sociale et à la politique. En pédagogie, il donne pour fin suprême à l'Education la perfection individuelle.

Fichte se sépare ici de son maître, ou plus exactement, il le complète. Il ne s'agit pas seulement pour lui, comme le voulait Kant, de réaliser dans l'individu un idéal de pureté et de moralité. Il faut placer l'homme dans la société civile et dans l'Etat auquel il appartient : il faut lui proposer un idéal de perfection et de justice sociale, et son premier devoir sera d'y travailler de toutes ses forces. La morale de Fichte est pour le fond celle de Kant, mais elle est chez lui formulée en d'autres termes, établie sur d'autres deductions et enrichie de développements nouveaux.

L'homme *est une fin en soi*, avait dit Kant, mais il en est aussi une pour les autres, ajoute Fichte, et c'est là précisément ce qui fait la dignité de l'individu : la vertu est l'oubli de soi dans l'intérêt de la totalité des êtres intelligents ; chacun doit, selon la mesure de ses forces et la place qui lui a été assignée, travailler à l'œuvre de la moralisation universelle.

Pour Fichte, l'homme n'est pas un être solitaire qu'on puisse songer à élever uniquement pour lui-même, en vue d'un idéal absolu. Il a des relations contingentes avec un monde réel dans lequel il est appelé à vivre. La mission de l'Education, à tous les degrés, n'est donc pas seulement de former et de cultiver des esprits et des consciences à l'état individuel, isolé, sporadique, pour ainsi dire, mais de former aussi et de cultiver des hommes destinés à vivre en société. En un mot, Kant insiste sur le premier facteur du problème de l'Education : l'individu ; et Fichte sur le second : la collectivité.

Sans doute, pour Fichte comme pour Kant, l'éducation de l'individu est chose essentielle, mais cette éducation doit, selon Fichte, ne jamais perdre de vue les intérêts des collectivités et en particulier de la nation dont on fait partie. C'est ainsi que Fichte complète Kant.

Selon la science sociale, en effet, une nation a une vie propre. C'est un organisme vivant comme la plante et l'animal, et tous ses membres sont aussi nécessaires les uns aux autres, aussi dépendants l'un de l'autre que les membres de notre corps. Cette mutuelle dépendance et cette nécessité mutuelle, c'est ce qu'on nomme solidarité.

A priori, l'être moral se fait ce qu'il est, il est ce qu'il veut, car il se sent libre. Cependant, d'autre part, l'humanité est une dans son essence ; les individus sont par nature les organes

d'un tout. « En fait, dit M. Secrétan, (*Recherche de la méthode*) l'individu est à bien des égards le produit de causes générales. Nous apprenons à parler, nous apprenons à penser, nous empruntons au milieu qui nous entoure l'instrument de l'intelligence, qui ne peut se développer que par l'éducation. Nous lui empruntons également le fond de nos pensées : l'autorité nous sert de guide, la tradition est l'aliment de notre esprit. Sans l'éducation, sans le langage, sans la tradition, sans l'autorité, sans l'espèce, le plus grand génie qu'ait vu naître la terre n'arriverait pas à l'alphabet; que dis-je, il ne formerait pas un jugement, il n'élèverait pas son instinct jusqu'à la conscience de soi-même, il ne pourrait pas dire *je suis*. Si nous pouvions faire le départ des idées que nous avons reçues sans y réfléchir, sans leur imprimer le cachet de notre personnalité, et de celles qui sont vraiment notre bien propre, nous verrions que les dernières se réduisent à presque rien... Ces considérations qui s'étendraient à l'infini, s'appliquent à la vie morale aussi bien qu'à la vie intellectuelle. On sait l'empire de l'exemple sur les enfants grands et petits.... A dire vrai, l'homme moral, comme l'homme physique, ne vit que dans l'espèce et par l'espèce, il lui emprunte sa substance. Sans elle, il ne serait pas et ne saurait être compris. L'esprit individuel que nous connaissons ne forme donc pas un tout complet, un être absolument distinct. Cependant il réagit à son tour sur l'espèce et il la modifie, comme il peut réellement s'en affranchir à quelque degré. L'individualité parfaite est un idéal : ce que l'expérience nous montre, c'est une masse organique dans laquelle s'opère un travail d'individualisation. »

Les individus étant par nature les organes d'un tout, ils n'ont pas le droit de se vouloir dans un isolement égoïste, qui serait contre nature. Il faut vouloir réaliser l'unité qu'on

a reconnue, comme le dit M. Secrétan, parce que la fin de quelque chose est la réalisation de son choix. Nous ne devons donc pas nous vouloir isolément, et nous séparer des corps dont nous sommes les membres. Mais d'autre part nous sommes libres. C'est librement que nous devons nous consacrer au bien de l'ensemble. Le bien imposé, exigé par la contrainte légale, ne serait plus le bien, puisqu'il ne serait pas la liberté. En d'autres termes, solidarité et liberté, solidarité acceptée et voulue librement, voilà la base de la vie morale et de l'édifice social (1).

Dans l'être animé, tous les organes vivent l'un par l'autre,

(1) Voir Secrétan : *Civilisation et Croyance*. Voir aussi sur le même sujet les ouvrages de Wundt, Durkheim, Marion, Fouillée. La solidarité est tout d'abord fatale, inconsciente, automatique, pour ainsi dire : c'est un fait de nature avant d'être une obligation de la conscience et un besoin du cœur. C'est seulement du jour où la solidarité devient libre et volontaire qu'elle acquiert sa valeur morale.

Vinet, dont on parle souvent comme s'il avait méconnu l'élément générique pour le sacrifier entièrement à l'élément individuel, dit dans le même sens : « Il est impossible de ne pas être frappé de la manière intime dont chaque existence humaine est engagée dans mille autres existences. Au moral comme au physique, nous avons des ancêtres, une généalogie. Idées, caractère, tempérament, rien n'est absolument à nous, ni ne procède uniquement de nous... Sans l'humanité point d'homme, sans l'homme point d'humanité. J'aime à contempler tour à tour ces deux forces et dans leur concours et dans leur opposition, laquelle, à sa manière, est aussi un concours... »

« Je veux l'homme complet, spontané, individuel, pour qu'il se soumette en homme à l'intérêt général. Je le veux maître de lui-même, afin qu'il soit mieux le serviteur de tous... c'est de gaieté de cœur appauvrir le trésor commun que d'y verser des âmes dépourvues de la substance qui faisait leur vraie richesse... » (*Educat.* p. 465.— *Philosophie morale*, p. 172-173).

et conséquemment doivent vivre l'un pour l'autre. Seulement dans l'animal et chez la plante, la solidarité des organes est encore toute matérielle et forcée; dans la collectivité qui s'appelle nation, au contraire, la solidarité de tous les individus qui la composent devient l'œuvre de leur consentement; c'est une solidarité volontaire, c'est la solidarité des cœurs, solidarité si bien exprimée par la devise: *un pour tous, tous pour un*. Sans solidarité, a dit un philosophe, la liberté deviendrait anarchie et tyrannie des forts; sans solidarité, l'égalité deviendrait nivellement et abaissement universel. La liberté et l'égalité sont des avantages sociaux que nous exigeons d'autrui, la solidarité est la vertu sociale que nous devons exiger de nous-mêmes; la liberté et l'égalité sont nos droits, la fraternité est notre devoir.

Les conceptions sociales de Fichte ne reposent point sur des considérations utilitaires. Jamais il n'invoque la nécessité de mieux répartir les biens, de supprimer le paupérisme, d'assurer à tous une part de bien-être. Son idéal est désintéressé, c'est celui d'un philosophe, non d'un économiste. A une époque où la morale consistait à trouver les moyens les plus convenables pour assurer son propre bonheur, sans songer aux intérêts de la collectivité, où chacun, tirant à soi et ne songeant qu'à son avantage et à son bien-être, « prenait bravement son parti du malheur public, servant les épaules, quand l'orage fondait sur lui, et se réjouissant méchamment quand venait le tour du voisin », Fichte, lui, proteste avec la plus grande énergie et fait sentir à ses contemporains les devoirs qu'impose la solidarité. « On ne conçoit plus, écrivait-il en 1804, en parlant de ses compatriotes (1), on ne conçoit plus pour la vie humaine d'autre

(1) *Les Caractères fondamentaux de l'esprit du siècle* : 3^{me} leçon, (1804).

idéal que le bien-être. Chacun cherche à se caser dans la vie, le plus confortablement possible, sans vouloir observer la solidarité qui le lie nécessairement à ses concitoyens et aux autres hommes, sans se demander s'il n'y aurait pas un meilleur usage à faire de la vie. Egoïsme, voilà le caractère de la morale dominante (1). »

Développer l'esprit d'abnégation et de sacrifice, apprendre surtout à la jeunesse à songer au bien commun, — faire son devoir parce que c'est le devoir et sans attendre aucune rémunération : tel sera le programme de Fichte. « Il faut qu'un ordre de choses nouveau s'établisse, écrivait-il à l'un de ses amis, or, comme il n'y a pas de passage naturel d'un état donné à un autre état opposé, et puisque les hommes ne peuvent pas se transformer, comme par un coup de baguette en un moment, il faut préparer cette régénération et le seul moyen d'y réussir sera d'instituer une éducation nouvelle et de donner à l'Etat des droits nouveaux. » Est-ce à dire que l'Etat, tel que Fichte voudrait l'instituer, se montrerait toujours respectueux de la liberté individuelle dont Kant s'était fait l'ardent apôtre ? nous ne le pensons pas. Nous verrons que, malgré l'idéal élevé qu'il se propose, l'Etat de Fichte rappelle à différents égards celui de Sparte, celui de la cité antique.

Quoi qu'il en soit, Fichte a eu le sentiment très vif des devoirs et des droits de l'Etat, en matière d'instruction et d'Education, et c'est surtout à ce point de vue que nous l'étudierons ici. C'est d'une éducation nouvelle, inspirée par

(1) « Le désir des jouissances et la crainte de l'effort, dit un historien contemporain, Philippon, une abstention dédaigneuse et une tendance à tout critiquer sans faire preuve d'aucune capacité particulière : tel est le bilan de l'esprit prussien à la fin du XVIII^e siècle. »

Pestalozzi, qu'il attend la régénération de la nation allemande. En organisant après Iéna l'instruction en Prusse, Fichte pensait que l'avenir d'une nation est dans l'Education donnée à ses enfants et que, si la fortune des armes est changeante, si les triomphes matériels sont provisoires et passent, les effets de l'éducation intellectuelle et morale sont permanents et assurent seuls la grandeur et la prospérité d'une nation.

Nous verrons que ses efforts ne furent pas stériles. Il réussit à faire passer dans les âmes de ses contemporains quelque chose de son énergie morale et il contribua, par ses paroles et par son exemple, à susciter, dans la jeunesse des écoles, d'héroïques défenseurs de l'indépendance allemande.

On peut ne pas approuver tout le système philosophique de Fichte, on peut critiquer certaines de ses conceptions pédagogiques, on ne peut lire un seul de ses ouvrages sans que l'âme ne s'élève et ne reçoive une impulsion plus généreuse et plus vive vers le vrai et le bien. Disciple de Kant, Fichte a dégagé ce que la doctrine de son maître contenait d'énergie latente et n'a jamais cessé d'être le philosophe et l'énergique apôtre de l'activité morale. Ce qui le caractérise avant tout, c'est, d'une part, l'amour de la science et de la spéculation pure; de l'autre, le goût et le besoin de l'action. Toute sa vie, il a travaillé à exciter en lui et chez les autres l'activité morale et il a enseigné sous mille formes diverses, et par ses discours et par ses exemples, qu'agir (1) était notre

(1) « Il est inutile, dit-il, de dire à celui qui n'a pas l'amour : Agis moralement, car le monde moral n'existe que dans l'amour et, sans l'amour, il n'y a point de monde moral. De même, il est inutile de dire à celui qui aime : Agis, car son amour vit déjà par lui-même, et son action, son action morale, n'est que la simple manifestation de sa vie. L'action n'est ab-

mission sur cette terre. Quelque triste que se présente à ses yeux le spectacle de la réalité, jamais il ne désespère, car il croit d'une foi inébranlable au progrès. A travers tous les développements successifs de sa philosophie, Fichte, avec plus d'ardeur peut-être qu'aucun autre philosophe, s'est constamment efforcé d'agir sur les caractères, de fortifier, de régénérer les âmes, d'inspirer le respect pour notre propre liberté et pour la liberté d'autrui. Ses leçons d'Iéna, d'Erlangen, de Berlin, sont également animées de ce même esprit moral. Même lorsqu'il enseigne, il est apôtre autant que professeur.

Son ambition est de former non des disciples, mais des hommes. « Le besoin d'activité naturel aux jeunes gens, écrit un de ses disciples, est entretenu et excité par lui de mille manières. « Agir, il faut agir », voilà ce qu'il répète sur tous les tons. L'enseignement de Fichte était une vraie prédication. Il ne voulait pas seulement instruire les esprits, mais convertir les âmes. Ajoutons que toute son existence, traversée par de nombreuses épreuves, a été en conformité avec ces nobles paroles qu'il prononçait à Iéna, au début de sa carrière de professeur de philosophie : « Tous ceux de vous auxquels leur vocation est chère, peuvent avoir cette haute et fortifiante pensée : A moi aussi

seulement rien en elle-même et par elle-même, et elle n'a aucun principe propre à elle-même, mais elle découle tout naturellement de l'amour, comme la lumière semble découler du soleil, comme le monde découle réellement de l'amour intime de Dieu pour lui-même. Si quelqu'un n'agit pas, il n'aime pas, et quiconque croit aimer sans agir est la dupe de son imagination excitée par une image de l'amour venue du dehors, à laquelle ne répond en lui aucune réalité. » (*Méthode pour arriver à la vie bienheureuse*, p. 305, trad. Bouillier, (Paris-Alcan).

est confiée en partie la culture de mon époque et celle des âges suivants; par mon travail aussi se développe la marche des générations futures, l'histoire universelle des nations. Je suis appelé à rendre témoignage à la vérité, ma vie n'est rien, mais de mes efforts dépendent une infinité de choses. Je suis prêtre de la vérité, je suis à son service; je me suis engagé à tout faire, tout oser, tout souffrir pour elle. Si pour elle, je suis haï et persécuté, si je dois mourir à son service, ferais-je rien de plus, rien autre que ce qu'il me fallait absolument faire ? »

« Entrez avec les autres hommes dans des rapports étroits, dit-il encore, et vous les trouverez tout autres que votre morale ne voudrait les voir. Plus vous serez nobles et bons, plus douloureuse sera l'expérience que vous en ferez ; mais ne vous laissez pas vaincre par cette douleur, triomphez-en par vos actions. Elle entre en ligne de compte; elle est entrée à dessein dans le plan de l'amélioration du genre humain. C'est faiblesse que de se lamenter sur la corruption des hommes sans tendre la main pour la vaincre. C'est de l'égoïsme que de gourmander et d'insulter amèrement les hommes, sans leur dire comment ils doivent s'améliorer. Agir, agir, voilà pourquoi nous sommes ici-bas. Voudrions-nous donc nous fâcher de ce que d'autres ne sont pas encore ce qu'ils doivent être ? N'est-ce pas précisément notre vocation que d'être destinés à travailler au perfectionnement des autres ? Réjouissons-nous donc à la vue du vaste champ que nous avons à cultiver (1). » On le voit, ce qui caractérise Fichte, c'est la chaleur, c'est l'enthousiasme moral, c'est aussi le sentiment profond de la solidarité.

(1) *De la Destination du savant et de l'homme de lettres*, p. 103, trad. par Nicolas. (Paris-Alcan).

Nous étudierons successivement la genèse des idées de ce grand philosophe, son idéal moral, l'Education nouvelle et nationale qu'il propose pour réaliser cet idéal et enfin l'influence exercée par ses idées et particulièrement par les *Discours à la nation allemande*.

CHAPITRE PREMIER

« S'il est permis de distinguer, d'après leur effet sur les âmes, deux sortes d'idéalisme, dit excellemment M. Lévy-Bruhl (phil. de Jacobi) : l'un, essentiellement logique, et qu'on pourrait appeler « isolant », l'autre, moral et « liant », l'idéalisme de Fichte devrait servir de type à cette seconde catégorie. Le nom « d'égoïsme métaphysique » que certains historiens lui ont donné, est des plus malheureux. Il prête à un contre sens complet ; car, cette doctrine est au contraire « métaphysiquement sociale ». Quoiqu'il en soit, on peut dire que la philosophie de Fichte fut déterminée par l'état de la philosophie de son temps et aussi et surtout par l'individualité de son auteur (1). On distingue dans sa vie : une

(1) Les œuvres complètes de Fichte ont été publiées par son fils, à Berlin, en 1845-1846 (8 vol.) et se divisent en quatre parties distinctes : 1^o *Philosophie théorique*. T. I et II, où se trouvent en particulier la *Doctrine de la Science* et la *Destination de l'homme*. — 2^o *Philosophie morale et politique*. T. III et IV. — 3^o *Philosophie religieuse*. T. V. — 4^o *Philosophie populaire*. T. VI et VII. C'est dans cette partie que se trouvent : *Quelques leçons sur la destination du savant*, 1794 ; — *De l'Essence du savant*, 1805 ; — *Les Traits caractéristiques du temps présent*, 1804 ; — et *les Discours à la nation allemande*, 1808. — Le tome VIII est consacré à des mélanges et écrits divers.

Les ouvrages traduits en français sont : *Destination de l'homme*, trad. Barchou de Penhœn (Paris, 1832, in-8) ; *Destination du savant et de l'homme de lettres*, trad. Nicolas, (Paris, 1838, in-8) ; *Méthode pour arriver à la vie bienheureuse*, trad. Bouillier, (Paris, 1845, in-8) ; *Doctrine de la Science*, trad. Grim-

période de formation, (1762-94) où il subit l'influence de Spinoza, de Kant et de Pestalozzi; une période de production philosophique (1794-99) et une période de propagande et d'action proprement dite (1799-1814). Relativement à l'esprit général du XVIII^e siècle, la doctrine de Fichte était une énergique protestation contre les théories matérialistes et une affirmation éloquente de l'activité du moi et de la liberté morale. Relativement à la philosophie de Kant dont il était le disciple, c'était un effort puissant pour l'établir sur une base inébranlable. En effet Fichte a développé la pensée de Kant. Le système de Kant peut être considéré comme un *idéalisme critique*, une conception des choses considérées comme des déterminations imposées à la réalité absolue par notre pensée finie, c'est-à-dire comme des phénomènes : de la sorte les objets ne sont que nos idées. Quant à la réalité absolue, Kant en faisait un objet de foi morale.

Le système de Fichte est encore à certains égards un *idéalisme critique* qui pose l'objet comme relatif au sujet, à la fois comme produit par le sujet et le limitant, en sorte que le sujet en prenant conscience de soi poursuit la réduction de l'objet au sujet sans l'achever jamais. Mais, comme l'a fait remarquer M. Léon, cet *idéalisme critique* s'appuie sur une conception de la réalité absolue, comme sujet pur ou liberté absolue; et par suite le système est un

blot (Paris, 1846, in-8) : quelques passages des *Discours* ont été traduits ou analysés par MM. Lévy-Bruhl, Hallberg, Guillaume, Robert et par M. Marion, dans son cours de la Sorbonne. Nous en avons utilisé une partie pour notre résumé.

Parmi les nombreux ouvrages consacrés à ce philosophe, citons : Wilm : *Histoire de la Philosophie allemande de Kant à Hegel*, 1847.—Löwe, *Die Philosophie Fichtes*, Stuttgart, 1862, et les ouvrages de Busse, Noak, Zimmer, etc.

effort pour déduire de cette conception et les fonctions de la raison théorique et les conditions de la vie morale. Mais par là même, Fichte retrouve encore ce principe de Kant désigné sous le nom de primat de la raison pratique et qui revient à donner à la foi morale une portée supérieure au savoir, en faisant de la raison théorique un organe de la vie morale, c'est-à-dire de la science elle-même une réalisation, incomplète, il est vrai, de la liberté. En somme, Fichte construit *à priori* le même monde dont Kant avait tracé le plan dans son analyse de la raison humaine; mais, par cela même que ce monde est un monde moral et que la pensée de Fichte le construit, le système n'est plus seulement une conception, une spéculation pure. Il devient vivant et pratique : la vie de Fichte en est pour ainsi dire l'expression. En dépit des déductions de la *Doctrine de la Science*, l'objet essentiel de l'idéalisme de Fichte est de fonder les rapports des êtres moraux entre eux et d'établir le règne des fins dont Kant avait parlé. 1° *L'être* a sa raison dans le devoir être. 2° Le but suprême, d'après lui, est l'action. « Quelle est, dit-il, la fin du point de vue spéculatif et de toute la philosophie avec lui, si ce n'est la vie? Rien n'a une valeur absolue que la vie. Tout le reste : pensée, poésie, science, n'a de valeur qu'en tant qu'il se rapporte, en quelque façon, à la vie, qu'il en provient et qu'il vise à y retourner. Voilà la tendance de ma philosophie. C'était aussi celle du Kantisme qui, sur ce point du moins, ne se séparera pas de moi. (1) ».

Ainsi, dans le système de Fichte, le premier principe se développe, le sujet pur se réalise en se remplissant de son contenu. La doctrine de la science dans sa partie théorique et dans sa partie pratique, les doctrines du *droit*, de la *morale*, et de la *religion*, nous font assister à ce développement et en décrivent les phases successives.

(1) Œuvres de Fichte, édit de Berlin, 1845, II, p. 333.

Ce n'est pas ici le lieu d'exposer en détail ces différentes phases du système philosophique de Fichte; cette exposition serait mieux placée en tête d'un de ses ouvrages systématiques, mais il ne sera peut-être pas déplacé de donner quelques détails biographiques et historiques, qui expliqueront la genèse des idées de Fichte et spécialement celles contenues dans les *Discours à la nation allemande*.

Fichte naquit le 19 mai 1762, au village de Rammenau dans la Haute Lusace. Son père, qui était un rubanier d'une scrupuleuse probité, descendait d'un sous-officier suédois qui, lors de la guerre de Trente ans, s'était établi dans le pays. Tout en le surveillant avec soin, son père le laissa se développer librement et selon sa nature. Le jeune Fichte donna de bonne heure des preuves de l'originalité de son esprit; il se signala dès l'enfance par une mémoire exceptionnelle, un esprit éveillé et une grande force de volonté. Frappé de ces heureuses dispositions, un baron de Miltitz, ami du seigneur de Rammenau, offrit à ses parents de se charger de son éducation. Il le confia aux soins d'un pasteur des environs de Missnie, et c'est là, dans le village de Niederau, que Fichte passa les années de sa jeunesse dont il conserva le meilleur souvenir. A 13 ans, il lui fallut quitter cet heureux séjour pour entrer au collège de Schulpforta. Triste de la perte de sa liberté, excédé des mauvais traitements qu'il recevait d'un de ses camarades, séduit d'ailleurs par la lecture des aventures de Robinson Crusoé, il résolut de fuir, pour aller vivre dans quelque île lointaine et solitaire. Déjà il était sur la route de Hambourg, lorsque le souvenir de sa mère le fit rentrer dans le devoir et retourner au collège. Il se mit dès lors avec ardeur à l'étude et ne tarda pas à devenir un des meilleurs élèves de l'école.

A dix-huit ans, il se rendit à l'Université d'Iéna pour y étudier la théologie : mais son goût pour les études philosophiques fut de plus en plus excité par cette étude même. Le problème de la liberté l'occupa surtout très vivement. Il se décida d'abord pour le déterminisme et, la lecture de l'*Éthique* de Spinoza, qui fit sur lui une impression profonde, le confirma dans ses opinions. Cependant le déterminisme le satisfaisait d'autant moins qu'il avait une plus vive conscience de sa personnalité et bientôt le sentiment de la liberté se prononça avec tant de force en lui, qu'il devint le principe de sa philosophie.

La mort de son père adoptif l'ayant réduit à ses propres ressources, il eut à s'imposer de grandes privations qui, loin de le décourager, ajoutèrent encore à la force de son caractère. Après avoir terminé ses études, n'ayant pu trouver à se placer comme pasteur dans son pays, il consentit à être précepteur dans une maison de Zurich (1788). C'est dans cette ville qu'il fit la connaissance de M^{lle} Rahn, nièce de Klopstock, qu'il épousa plus tard. En 1790, après avoir cherché vainement une position en Allemagne, il se rendit à Leipzig, pour y étudier spécialement la philosophie kantienne. *La Critique de la raison pratique* lui révéla pour ainsi dire sa propre vocation et confirma dès lors sa foi dans la liberté et la dignité humaine. Une vie nouvelle commence pour Fichte ; tous ses projets d'avenir sont abandonnés ; rien ne l'intéresse plus, il ne veut plus s'occuper de rien au monde, jusqu'à ce qu'il ait pénétré bien au fond la doctrine de Kant, et qu'il se la soit assimilée. « Ce furent, dit-il, les meilleurs jours de ma vie, je ne savais pas si j'aurais à manger le lendemain, et cependant j'étais complètement et parfaitement heureux. Je vis dans un monde nouveau, depuis que j'ai lu la *Critique de la raison pratique*. On ne saurait croire

quel respect pour l'humanité et quelle force donne ce système. »

Obligé d'accepter de nouveau une place de précepteur dans une famille noble de Varsovie, où il reste quelques mois, il s'empresse, à son retour de Pologne, de faire, malgré son extrême pauvreté le pèlerinage de Königsberg. Pour vaincre la froideur que lui témoigna tout d'abord Kant Fichte soumit à son examen le manuscrit de l'ouvrage qui depuis parut sous le titre d'*Essai d'une critique de toute Révélation* (1). Kant alors le recommanda comme précepteur au comte de Krokow qui résidait près de Dantzic, et bientôt le succès de son premier écrit vint le tirer de l'obscurité et donner un autre cours à sa destinée. L'*Essai d'une critique, de toute révélation*, entièrement conçu dans l'esprit de Kant ayant d'abord paru anonyme, la *Gazette littéraire d'Iéna*, qui avait alors une grande autorité, n'hésita pas à l'attribuer à Kant lui-même et à lui accorder les plus magnifiques éloges. Telle fut l'origine de la réputation de Fichte (2).

C'est alors qu'il fit la connaissance de Pestalozzi dont l'influence fut si considérable sur ses idées.

En 1793, le nom de Pestalozzi était déjà célèbre, puisque, l'année précédente, l'assemblée législative l'avait proclamé citoyen français en compagnie de Washington et de Klopstock. Il avait déjà fait paraître plusieurs de ses ouvrages pédagogiques : *Le Journal d'un père*, *la Soirée d'un ermite*, série d'aphorismes sur le relèvement du peuple par l'éducation, où Pestalozzi insiste sur la nécessité de développer l'âme par le dedans, par la culture intérieure; enfin et sur-

(1) 1792, t. V, de l'édition de Berlin.

(2) Voir Imm.-Hermann Fichte, *Joh. Gottl. Fichtes Leben*, 2^e édit., Leipzig, 1861.

tout les quatre volumes de *Léonard et Gertrude*, où Pestalozzi racontait la régénération d'un village par le concours de la législation, de l'administration, de la religion et de l'école. En donnant à Gertrude le principal rôle dans ce roman, Pestalozzi voulait marquer une de ses idées fondamentales, qui était de remettre l'instruction et l'éducation du peuple entre les mains des mères. « La maison paternelle, disait-il, est la base de l'éducation de l'humanité. — Le paysan qui veut conduire son bœuf apprend à le connaître : qu'il en soit de même du pédagogue et de l'élève. — C'est dans la nature même de l'homme, qu'il faut chercher les lois de sa culture. — Le développement de la nature humaine est soumis à l'empire des lois naturelles, et ces lois s'exercent *harmonieusement*, c'est-à-dire qu'elles développent toutes les facultés à la fois, *insensiblement*, c'est-à-dire par petites progressions lentes, auxquelles la pédagogie doit se conformer. — En outre, la nature ne se développe que par l'exercice, et cet exercice suppose des objets sur lesquels les facultés agissent; par conséquent, l'observation, l'intuition des choses est le principe de toute éducation. — Enfin, tout doit être lié dans l'Éducation; les connaissances nouvelles doivent reposer sur les notions déjà acquises, de même que, dans l'organisme d'un animal ou d'une plante, les accroissements nouveaux se rattachent à des organes ou à des germes préexistants. » En d'autres termes, l'ancienne éducation considérait l'esprit et le cœur de l'enfant comme des vases qu'il faut remplir, tandis que Pestalozzi compare l'œuvre de l'Éducation à ce qui se passe par exemple dans la plante. Un germe qui se développe produit des branches, des fleurs et des fruits, par le travail de son propre organisme et en s'assimilant les éléments divers qui lui sont fournis par le milieu dans lequel il vit. Il en est ainsi des facultés. De même que, dans

l'ordre physique, chaque progrès de l'être organisé est un produit du travail intérieur de ses organes, un développement du dedans au dehors, et non point une simple juxtaposition extérieure comme dans le minéral; de même chaque progrès intellectuel et moral de l'homme doit être le produit du travail intérieur de ses propres facultés, de ses propres sentiments, et non point le simple dépôt, confié à la mémoire, des résultats d'un travail étranger. La jeune plante se développe par degrés insensibles, chacun de ses progrès précède de celui qui l'avait précédé et prépare celui qui doit le suivre. De même les progrès de l'enfant sont soumis à une gradation, à un enchaînement, à un ordre génétique enfin, qui ne peut pas être arbitrairement interverti et qui ne comporte point de lacune.

L'accroissement du végétal dépend en grande partie de la force vitale de ses organes, de même le développement de l'homme dépend essentiellement de la puissance de ses facultés. C'est donc à augmenter cette puissance que l'Education doit s'appliquer tout d'abord. D'ailleurs, il s'agit moins encore de porter le développement de l'homme jusqu'à un certain degré qu'à lui donner l'impulsion nécessaire pour qu'il ne s'arrête pas (1).

Telles étaient alors les idées de Pestalozzi (en 1793), lorsqu'il se rencontra avec Fichte.

Fichte venait de se marier. Il avait épousé, en octobre

(1) Voir sur Pestalozzi les ouvrages de M. Morf, du D^r O. Hunziker, de M. F. Mann, de M. Seyffarth, (en allemand) et, en français, l'excellent ouvrage de M. Guillaume, (Paris-Hachette).

La Commission du Musée pestalozzien, de Zurich, a fait paraître également de nouvelles éditions de ses principales œuvres.

1793, une amie de M^{me} Pestalozzi, M^{lle} Johanna Rahm, et il faisait alors un séjour à Zurich, ville natale de sa femme. Pestalozzi, dans l'automne de 1793, s'était rendu à Richtersweil, dans la maison de son oncle, le D^r Holze. Ce fut dans cette retraite située sur les bords du lac de Zurich que Fichte vint plusieurs fois visiter l'auteur déjà célèbre de *Léonard et Gertrude*.

Une lettre du littérateur allemand Fernow contient le récit d'une de ces visites dans laquelle il avait accompagné Fichte et son ami le poète danois Baggessen. « Nous suivîmes, dit-il, pendant deux heures la rive droite du beau lac de Zurich, puis nous traversâmes le lac pour nous rendre à Richtersweil, grand village situé à deux lieues plus loin. C'est là que réside un certain savant (*ein gewisser Gelehrter*), nommé Pestalozzi, qui s'est fait connaître entre autres par le livre populaire suisse intitulé: *Léonard et Gertrude*. Baggessen désirait faire sa connaissance. C'est un homme entre quarante et cinquante ans, laid et marqué de la petite vérole, simple dans ses vêtements et son extérieur, comme un paysan, mais si plein de sentiment que peu d'hommes l'égalent; il est remarquable également par une excellente philosophie pratique qui respire dans tous ses écrits. Avec ces deux hommes, les heures passaient comme des secondes, et ces jours me procurèrent beaucoup d'heureux instants (1). »

Sur la demande de Pestalozzi et de Lavater, Fichte expliquait à un cercle d'amis la philosophie de Kant, on discutait aussi les événements de la Révolution française. On sait quelles étaient à cette époque les idées politiques de Pestalozzi, idées qui furent sans doute le sujet de ces entre-

(1) *Fichte's Leben und Briefwechsel* 1830, t. I., p. 215.

tiens et dont l'influence se retrouve dans certains écrits de Fichte. Il est facile de les connaître en parcourant l'*Essai sur les causes de la Révolution française*, essai que Pestalozzi venait à peine de terminer (1). « Ce sont les princes, dit-il, qui, par leur aveuglement et leur mauvaise administration, ont créé une situation révolutionnaire. Il n'y a pas d'autre alternative : ou bien l'Europe devra retomber dans la barbarie par le despotisme ou bien les cabinets devront accorder loyalement ce qui est légitime dans les aspirations de l'humanité vers la liberté. » Puis, après avoir engagé la France à ne pas menacer les nations voisines, à renoncer à la propagande révolutionnaire, il se tourne, en terminant, vers « le premier des princes allemands » et lui demande un grand acte de sagesse et de patriotisme : « Empereur d'Allemagne, si jamais un peuple mérita d'obtenir, par la garantie légale de ses droits, un plus haut degré de bien être et de force politique, c'est le peuple allemand. C'est un peuple honnête, content de peu, aimant l'ordre et la justice; l'anarchie est contre son naturel; il ne demande que la sécurité de son foyer et la paix de sa chaumière ». Cet ouvrage s'achève par une vision dont s'inspirera plus tard Fichte. Le génie de l'Allemagne apparaît aux princes assemblés : il éclaire leurs yeux, il les fait rougir de leurs fautes; à sa voix, les princes promettent de ne chercher que la vérité, de restaurer les antiques vertus allemandes, de rendre à leurs peuples leurs anciens droits. « Je vis alors les princes d'Allemagne unis avec leurs peuples, et j'entendis la voix du génie qui s'écriait : La patrie est sauvée! Mon cœur battit..... et je m'éveillai de mon rêve ».

(1) Cet ouvrage, terminé en février 1793, a été imprimé pour la première fois en 1872 par M. Seyffarth, dans le tome XVI des œuvres complètes.

Nous verrons comment Fichte s'efforça plus tard de réaliser le rêve de son ami par le moyen d'une Education nouvelle, procédant directement du système pédagogique de Pestalozzi.

« Connais-tu, écrit-il plus tard à sa femme, le livre de Pestalozzi : *Comment Gertrude instruit ses enfants* ? et son dernier ouvrage paru à Leipzig cette année ? Il faut le lire. Je suis en train d'étudier le système d'éducation de Pestalozzi, et j'y trouve le vrai remède aux maux de l'humanité malade, comme aussi le seul moyen de l'amener à la compréhension de ma philosophie (1). »

Cette dernière phrase peut paraître étrange. Il faut, pour la comprendre, revenir à cette année 1793 et aux nombreux entretiens qu'eurent alors Fichte et Pestalozzi sur des sujets politiques, pédagogiques et aussi philosophiques. Le 16 janvier 1794, Pestalozzi écrivait à Fellenberg : « j'ai constaté avec satisfaction, en m'entretenant avec Fichte, que j'étais arrivé par mes expériences personnelles à peu près aux mêmes résultats que la philosophie kantienne. »

Un document de cette époque nous montre quelles étaient alors les opinions philosophiques de Pestalozzi et comment elles se rapprochaient non seulement des idées de Kant, mais aussi des conclusions philosophiques de Fichte lui-même. Cet essai philosophique a pour titre : *Mes Recherches sur la marche de la nature dans le développement du genre humain* (2). Commencé en 1785 (3), cet ouvrage, qu'il méditait depuis plusieurs années déjà, fut publié en 1797.

(1) *Fichte's Leben und Briefwechsel*, t. I, p. 496.

(2) Voir tome X de l'édition *Seyffarth* et l'édition nouvelle publiée en 1886, par la Commission du Musée pestalozzien de Zurich.

(3) Voir lettre à Zinzendorf du 10 décembre 1785.

Cherchant à s'expliquer les contradictions qu'il constate dans la nature humaine, Pestalozzi distingue dans l'homme trois états différents qui font de lui un être triple : l'homme naturel, l'homme social, l'homme moral.

« Je suis à la fois, dit-il, un produit de la nature, un produit de la société et un produit de mon propre moi. Comme produit de la nature, je me sens libre de faire ce qui me plaît, et en droit de faire ce qui m'est utile. Comme produit de la société, je me sens tenu et lié par des rapports et des contrats qui m'imposent certains devoirs. Comme produit de mon propre moi, je me sens indépendant de l'égoïsme de ma nature animale et des liens de mes rapports sociaux, ayant à la fois le droit et le devoir de faire ce qui m'ennoblit et ce qui est avantageux à mes semblables. »

« J'ai la faculté, dit-il encore, de considérer toutes les choses de ce monde, abstraction faite de mes besoins animaux et de mes rapports sociaux, au seul point de vue de ce qui peut contribuer à mon ennoblissement intérieur, et de ne les rechercher ou de ne les rejeter que par cette unique considération. Cette faculté existe en moi d'une manière indépendante, elle n'est en aucune façon une conséquence de quelque autre des facultés de ma nature. Elle est, parce que je suis, et je suis, parce qu'elle est. Elle naît de ce sentiment qui est inhérent à mon être : Je me perfectionne moi-même, quand je fais de ce que je *dois* la loi de ce que je *veux*. C'est la volonté qui rend l'homme clairvoyant et c'est la volonté qui le rend aveugle. C'est la volonté qui le fait libre, c'est la volonté qui le fait esclave. C'est la volonté qui fait de lui un juste ou un scélérat. »

On peut se convaincre, par les quelques citations de cet essai philosophique, que, par sa conception de la moralité, Pestalozzi se rapproche, à divers égards, des conclusions de Kant et de Fichte.

Telles étaient les idées de Pestalozzi en 1793, à l'époque où Fichte le rencontra à Richtersweil, sur les bords du lac de Zurich. La liaison entre Fichte et Pestalozzi se transforma bientôt en une solide et durable amitié. Le philosophe allemand resta toujours en correspondance avec le pédagogue suisse, il étudia spécialement son système pédagogique et nous verrons comment, en 1807, dans ses *Discours à la nation allemande*, Fichte rendit à sa méthode d'éducation un éclatant hommage et comment il contribua à la populariser dans toute l'Allemagne.

Comme Pestalozzi, Fichte suivait avec un vif intérêt la marche de la Révolution française; lui aussi prend ouvertement parti pour la Révolution et ne craint pas à cette époque de tirer les conséquences extrêmes de ses principes. Il consacra ses premiers loisirs de Zurich à la composition de deux écrits pour la défense des idées dont elle était la puissante manifestation.

En 1793 (1), Fichte publie, sans nom d'auteur : *Revendication de la liberté de penser*, adressée aux princes de l'Europe qui l'ont opprimée jusqu'ici. — *Héliopolis, la dernière année de l'antique obscurité*. — En 1794, il fait paraître : *Rectification des jugements du public touchant la Révolution française*. Fichte développe dans ces deux brochures (2) les idées politiques de Rousseau et certaines conceptions de l'essai de Pestalozzi dont nous avons donné plus haut des extraits. Selon Fichte, l'Etat n'existe qu'en vertu d'un contrat, lequel peut toujours être dénoncé par chacun des intéressés. Fichte n'admet pas que le consentement de tous ceux qui

(1) C'est en février de la même année que Pestalozzi avait terminé son *Essai sur les causes de la Révolution française*.

(2) T. VI de l'édition de Berlin, publiée par son fils en 1845-46 (8 vol.).

ont formé le contrat soit nécessaire aussi pour le dissoudre. Selon lui, la volonté de quelques-uns suffit pour remettre les choses en l'état où elles seraient, si le contrat n'avait pas eu lieu. D'où il tire logiquement cette conclusion : la loi n'est loi qu'aussî longtemps que le peuple veut bien y obéir, et, dès qu'il s'y refuse, elle perd toute vigueur (1).

En résumé, pour Fichte, il ne peut y avoir de constitutions invariables et le peuple a le droit de les changer. « Tous les événements du monde, dit-il, dans la préface, sont, à mes yeux, une série de tableaux que le grand précepteur de l'humanité nous présente, afin que nous apprenions ce qu'il nous est nécessaire de savoir. Ainsi, je regarde la Révolution française comme une riche et belle peinture sur ce grand texte : les droits de l'homme et la dignité de l'homme ».

Sur la demande de Pestalozzi, de Lavater et d'autres personnes de Zurich, Fichte, nous l'avons vu, avait expliqué à ce cercle d'amis la philosophie de Kant : ce fut à cette occasion qu'il conçut la première idée de son œuvre qui, dans l'origine, n'avait d'autre but que de compléter la *Critique* et de la faire reposer sur des principes incontestables. Il était à méditer cette entreprise, quand le gouvernement de Weimar lui offrit la chaire que Reinhold avait laissée vacante à Iéna. Fichte se rendit à cet appel en 1794 et se fit bientôt, par le succès de son enseignement, des partisans enthousiastes et des adversaires passionnés.

(1) Fichte admet alors d'une manière absolue le droit de sécession pour toute partie de l'Etat, et même pour tout membre de l'Etat. En 1800, au contraire, dans son ouvrage intitulé *l'Etat commercial fermé* (T. III de l'édit. de Berlin), il soutient la doctrine de l'omnipotence de l'Etat, doctrine qui fut combattue plus tard par de Humboldt, l'un des premiers qui aient introduit dans la politique le principe individualiste.

L'existence matérielle de Fichte, qui avait été assez précaire jusque là, fut dès lors assurée, mais s'il n'eut plus à lutter avec le besoin, il lui fallut soutenir une lutte non moins pénible pour propager et défendre ses idées. Il commença ses cours à Pâques, en 1794. Bientôt, ayant entrepris de donner des leçons, le dimanche, pour l'amélioration morale des étudiants, il fut soupçonné et accusé de vouloir ruiner le culte public. Ce fut par suite de cette tracasserie qu'il publia pour se défendre les cinq leçons sur la *Destination du savant et de l'homme de lettres*.

Le savant, suivant Fichte, doit être l'homme le plus vrai, le plus complet : sa tâche est de travailler sans cesse à son propre perfectionnement et à celui des autres. « Le but absolu de tout homme, dit-il, comme celui de toute la société, et par conséquent aussi de tous les travaux que le savant entreprend pour elle, est l'ennoblissement moral de l'homme tout entier. Il est du devoir du savant de se représenter toujours ce but final, de l'avoir toujours devant les yeux dans tout ce qu'il fait. Mais personne ne peut travailler avec bonheur à l'ennoblissement moral des hommes, s'il n'est lui-même un homme de bien. Ce n'est pas seulement par des discours que nous enseignons, c'est surtout par notre exemple ; et quiconque vit dans la société doit lui donner de bons exemples, puisque la force de l'exemple vient de notre conduite dans la société. Avec combien plus de raison lui doit de bons exemples le savant qui, dans toutes les parties de la culture, doit être en avant de tous les autres états ! S'il est en arrière pour ce qui est le principal, pour ce qui est le but de toute culture, comment peut-il être un modèle comme il doit l'être, et comment peut-il espérer que les autres suivront ses leçons, quand elles sont, en présence de tous, contredites par ses actions ? Ce que le

fondateur de la religion chrétienne disait à ses disciples peut s'appliquer aux savants : Vous êtes le sel de la terre ; si le sel perd sa saveur, avec quoi la lui rendra-t-on ? Si les hommes de choix sont corrompus, où doit-on chercher la bonté morale ? — Considéré sous ce dernier rapport, le savant doit être l'homme moralement le meilleur de son temps ; il doit présenter en lui le plus haut degré de développement moral atteint jusqu'à lui ».

« La véritable destination de l'homme en société, dit-il encore, est de former avec les autres hommes une union qui, par son intimité, soit toujours plus étroite, par son étendue, toujours plus large : mais cette union n'est possible que par le perfectionnement, puisque les hommes ne sont unis et ne peuvent l'être qu'en ce qui forme leur dernière destination. Nous pouvons donc également dire que notre destination dans la société est le perfectionnement commun, perfectionnement de nous-mêmes par l'action librement reçue des autres sur nous, et perfectionnement des autres par notre réaction sur eux, comme sur des êtres libres.

« Je connais peu d'idées plus élevées que celle d'une action générale de toute l'humanité sur elle-même, de cette vie et de ces efforts incessants, de cette émulation à donner et à recevoir ce que chacun peut avoir de plus noble en partage, de cet engrenage général d'innombrables rouages, dont le ressort commun est la liberté, et de cette belle harmonie qui en résulte. Qui que tu sois, peut dire chaque homme, toi qui portes une figure humaine, tu es membre de cette grande communauté ; quelle que soit l'infinité des membres qui opèrent cette action, j'agis aussi sur toi et toi sur moi ; quiconque porte sur sa figure la marque de la raison, quelque grossièrement qu'elle y soit gravée, n'existe pas en vain pour moi. Je ne te connais pas, et tu ne me

connais pas encore ; mais aussi certainement que nous sommes appelés à être bons et à devenir meilleurs, il viendra un moment, quand ce serait après des millions et des milliards d'années, — car qu'est-ce que le temps ? — il viendra un moment où je t'entraînerai dans ma sphère d'activité, où je serai pour toi un bienfaiteur, où je recevrai de toi des bienfaits, et où mon cœur sera lié au tien par le plus beau lien d'une libre action réciproque (1) ».

Travailler sans cesse à son propre perfectionnement et à celui des autres, telle était aussi la seule action que Fichte voulut désormais exercer lui-même. Dans ses rapports avec la jeunesse enthousiaste qui se pressait autour de lui, il s'appliquait surtout à la former à une pensée libre et à une activité désintéressée. Mais les haines et les défiances politiques qu'avait excitées dans la plupart des cours de l'Allemagne le défenseur de la légitimité de la Révolution française ne désarmèrent pas. Un article, inséré par lui dans le *Journal philosophique* et intitulé *Du fondement de notre foi en un gouvernement moral du monde*, le fit accuser d'athéisme, et cette accusation, admise par le gouvernement de la Saxe électorale, qui partageait avec celui de Weimar le patronage de l'Université d'Iéna, fut suivie de la démission de Fichte et de son bannissement des Etats saxons en 1799. Il protesta énergiquement contre une telle accusation (2) et alla chercher un refuge à Berlin.

(1) *De la Destination du savant et de l'homme de lettres*, trad. par Nicolas, 40-79.

(2) Voir T. V de l'édition de Berlin : Appel au public contre l'accusation d'athéisme. Défense judiciaire contre l'accusation d'athéisme. 1799. — Quoiqu'il en soit, souvent dans ses lettres, Fichte parle de la divine Providence et recommande une pieuse résignation à ses décrets. Dès sa jeunesse, Fichte a vivement

Pendant plusieurs années, Fichte demeura dans cette ville, sans caractère public. Il se livre tout entier à ses études et fait un retour plus profond sur lui-même. C'est l'époque d'un renouvellement et d'un élan nouveau de sa pensée philosophique. Il franchit de plus en plus les limites du moi, dans lesquelles il avait paru se renfermer d'abord. Déjà dans la *Doctrine de la science*, au-dessus de ce moi intelligent qui a conscience de lui-même, qui est nous-mêmes, il avait placé un moi infini, absolu, qui pose tout ce qui est, qui est cause et principe du non moi (voir le § 5 de la *Doctrine de la Science*) et qui ne se confond pas avec le moi conscient de lui-même, quoiqu'au fond il ne soit qu'un avec lui. Il développe alors ce qui n'était encore qu'indiqué dans la *Doctrine de la Science*, et ce moi illimité devient successivement pour lui le savoir absolu, l'être absolu qui, dans l'existence, se réfracte, se brise en moi et en non moi. De plus en plus, il aperçoit l'être divin comme le fondement de

manifesté des sentiments et des principes religieux. Ce même esprit religieux se voit dans ses lettres à sa femme et dans les habitudes de sa vie de famille. Tous les soirs, à la maison, raconte son fils, la journée se terminait par un exercice de piété fait en commun. D'abord la famille, y compris les domestiques, chantait quelques versets d'un cantique, puis il parlait sur quelques passages de la Bible et, quand l'occasion s'en présentait, il ajoutait des paroles de consolation et de pieuses exhortations. C'est lui qui disait en parlant du christianisme : «Le christianisme porte encore dans son sein une puissance de rénovation qu'on ne soupçonne pas. Jusqu'à présent il n'a agi que sur les individus et indirectement par eux sur l'Etat. Mais celui qui a pu apprécier son action intime, soit comme croyant, soit comme penseur indépendant, celui-là admettra qu'il deviendra un jour la force interne et organisatrice de la société et alors il se révélera au monde entier dans toutes les profondeurs de ses conceptions et toute la richesse de ses bénédictions».

notre être, et notre existence comme la conséquence de notre participation avec lui. De plus en plus, il voit en lui le subjectif et l'objectif, le moi et le non moi se confondre comme dans la source commune d'où ils découlent également, et c'est là qu'il cherche la raison de l'accord du subjectif et de l'objectif dans la connaissance humaine. Ainsi il arrive à poser le principe de l'identité du subjectif et de l'objectif et dès lors, tout en insistant toujours davantage sur l'importance du sentiment religieux qu'il s'efforce de ranimer dans tous les cœurs, il ne considère plus dès lors la *Doctrine de la Science* que comme la base d'une philosophie complète, divisée en deux parties, dont l'une devait expliquer le monde sensible et l'autre le monde moral.

Dans le traité de la *Destination de l'homme*, Fichte exposa sa philosophie sous une forme moins scientifique(1). Il montre l'homme pensant, passant du doute à la science et de la science à la foi ; il s'efforce de concilier la réflexion avec la croyance. « Le savoir, dit-il, n'est qu'image et réflexion, et, la réalité sur laquelle porte la réflexion, nul savoir ne peut y atteindre ; mais il y a une autre réalité ; ce n'est pas à la science qu'il faut la demander : il faut pour la trouver un autre organe : cet organe est en toi : c'est la conscience de la loi morale, qui nous impose en sa vérité une foi absolue et avec elle la foi en toutes les existences que la loi morale suppose ». Sur cette base, Fichte rétablit l'existence du monde phénoménal, celle d'un monde moral et spirituel, l'immortalité de l'âme, l'existence de Dieu qu'il conçoit comme l'auteur de la loi morale, comme la volonté infinie,

(1) *Le traité de la Destination de l'homme*, parut en 1800 Voir t. II de l'édition de Berlin.

universelle, qui se révèle dans la conscience et qui est l'âme et le lien de tout ce qui existe.

« Si la destination de l'humanité, dit-il, était seulement de se créer sur la terre une condition meilleure, il suffirait sans doute que les actions humaines fussent dirigées par un simple mécanisme (1). La liberté serait non seulement inutile, mais funeste à l'homme; l'intention serait de trop. Le monde, tel que nous le voyons, loin d'aller directement à son but, ne l'atteindrait qu'avec mille détours. Pourquoi, dans ce cas, le Souverain Créateur des mondes nous aurait-il doués d'une liberté souvent en contradiction avec ses éternels desseins? Pourquoi ne nous aurait-il pas prédéterminés à agir comme il faut que nous agissions, afin que ses desseins s'accomplissent? Il pouvait certes aller à son but par mille chemins plus courts. Mais je suis libre, et par conséquent, il est impossible que ma destinée s'écoule tout entière dans le cercle d'une existence où tout s'enchaîne de telle sorte, causes et effets, que ma liberté demeure inutile. Mais je suis libre, car ce n'est pas l'acte réel, mécaniquement exécuté, ni dépendant, sous ce rapport, qu'à moitié de moi; ce n'est pas lui qui fait le prix et la valeur d'une action, c'est l'acte moral, c'est-à-dire la libre détermination de ma volonté, qui toujours dépend de moi. La voix de la conscience ne cesse de me le répéter. Or, par là, ne m'enseigne-t-elle pas aussi que la loi morale, dédaignant de commander à un mécanisme aveugle et matériel, ne prétend régner que sur des volontés intelligentes et libres? »

Ce n'est pas ici le lieu d'exposer en détail les doctrines philosophiques de Fichte; qu'il nous soit permis tout au

(1) *Destination de l'homme*, trad. Barchou de Penhœn, (Paris, 1832, in-8).

moins de citer l'appréciation suivante donnée par le fils de Fichte lui-même, qui résume admirablement son système : « Si on envisage, dit-il, cette philosophie au point de vue pratique, c'est-à-dire en tant qu'elle présente la vie sous un point de vue déterminé, et engage à s'y conformer, on peut ainsi apprécier et résumer ses résultats : La vie sensible, immédiate et tous les intérêts qui s'y rapportent et ont leur racine en elle, avec quelque habileté que l'égoïsme, la prudence et la ruse les parent des plus belles couleurs, sont entièrement vides, un pur néant, n'ont aucune valeur et aucune réalité en eux-mêmes. C'est pourquoi la vie sensible, et les efforts dont elle est le principe et le but, ne produisent dans le sentiment que l'inconstance et l'agitation d'une tendance toujours inquiète et jamais rassasiée, à cause de la contradiction intérieure que cette apparence de vie et d'effort dans le néant et en vue du néant, engendre nécessairement. Au contraire, le monde sensible et notre vie dans ce monde ne prennent de la signification et de la valeur que lorsqu'ils deviennent le théâtre et l'instrument des actes de la liberté morale. Il n'y a de réalité que dans ces actes, et eux seuls existent dans le sens vrai ou dans le sens philosophique de ce mot. C'est seulement lorsque le moi s'élève dans le monde des idées et qu'il lui consacre toute sa liberté et toutes ses forces spirituelles, qu'il acquiert la réalité. En s'élevant du monde apparent et de la vie apparente à la vie de l'idée, il est devenu en lui-même un vrai moi. Car les moi, tant qu'ils demeurent dans la sphère commune des sens, sont essentiellement semblables, nulle part on ne trouve en eux une individualité propre. Il n'y a pour eux d'individualité et de distinction spirituelle que lorsqu'ils se sont élevés dans le monde des idées morales, lorsque chaque moi est sous l'empire d'un but moral qu'il s'est posé,

et auquel il consacre toute sa vie. Alors les moi deviennent des personnalités, des esprits individualisés, et en même temps ils se sont élevés au-dessus de la sphère de l'apparent et de l'accidentel, ils se sont enracinés dans la vie éternelle. Ils sont donc assurés de la persistance de leur personnalité, aucune mort ne peut les atteindre, quoique terrestrement ils périssent et disparaissent. Cette philosophie doit donc être considérée comme le système de la liberté, de la liberté morale, puisqu'elle place en elle le vrai et l'unique principe de vie (1). »

Avant d'étudier les discours de Fichte à la nation allemande, où nous trouverons exposées ses principales idées sur l'Education, disons encore quelques mots d'un ouvrage important.

Pendant l'hiver de 1804-1805, Fichte donna à Berlin une série de leçons sur les *Caractères fondamentaux de l'esprit du siècle*, qui furent très goûtées. C'est dans ces leçons qu'il trace son plan d'histoire universelle et qu'il y marque la place de l'humanité actuelle. La fin de la vie du genre humain sur la terre, c'est, dit-il, que dans cette vie les hommes puissent ordonner librement toutes leurs relations, conformément à la raison.

Selon lui, il y a cinq grandes époques dans l'histoire de l'humanité. La première est l'état d'innocence où la raison gouverne sous forme de simple loi de la nature ou d'instinct aveugle; la seconde est caractérisée par le péché qui commence, par la transformation de l'instinct de la raison en une autorité qui contraint extérieurement; c'est l'âge d'autorité où la raison ne gouverne que par des institutions extérieures et des croyances qui ne cherchent

(1) Imm.-Hermann Fichte, *Joh. Gottl. Fichtes Leben*.

pas à convaincre, mais exigent un assentiment et une obéissance aveugles. La troisième époque est l'état de péché parfait, constitué par l'indifférence pour toute vérité, par le mépris de l'instinct de la raison et de toute autorité. Le monde actuel en est, selon Fichte, à cette troisième époque. La vie dans le genre et pour le genre a entièrement disparu; il ne reste plus que la vie individuelle avec tout ce qui s'y rattache. Mais que chacun cesse de vivre exclusivement de cette vie individuelle pour se consacrer au service du genre humain, avec tout ce qu'il a, avec tout ce qu'il peut, et alors seulement une restauration des mœurs sera possible.

Cette restauration engendrera les deux époques suivantes: la quatrième, qui est celle de la justification qui commence, et où la raison et ses lois sont comprises avec une claire conscience, où la vérité est révéree et aimée par dessus toutes choses, et la cinquième, qui est celle de la justification achevée, ou de la sanctification, où l'humanité s'embellit elle-même dans toutes ses relations par l'exercice de la liberté parfaite qu'elle a réalisée pour elle-même en une image qui est la représentation fidèle de la raison. «Nous avons derrière nous, dit Fichte, un monde d'obscurité et de contrainte, devant nous, un monde de lumière et de liberté, mais nous n'appartenons proprement ni à l'un ni à l'autre.»

En 1804, Fichte, remarquons-le, ne parle pas de la patrie allemande; comme Herder, Goethe, Schlegel, il croit que l'humanité est un idéal supérieur pour tout esprit civilisé et que le vrai patriote est cosmopolite.

Fichte écrivit son ouvrage : *Les caractères fondamentaux de l'Esprit du siècle*, dans un esprit de cosmopolitisme vraiment enthousiaste, qui a trouvé son expression la plus nette dans ces paroles célèbres, à la fin de la quatorzième leçon :

« Quelle est, je le demande, la patrie de l'Européen chrétien vraiment civilisé ? D'une manière générale, c'est l'Europe, plus particulièrement, c'est l'Etat de l'Europe qui occupe le rang le plus élevé dans l'échelle de la civilisation. L'Etat qui commet une fatale erreur doit, il est vrai, tomber dans le cours des temps, et cesser en conséquence d'occuper un tel rang ; mais bien qu'il tombe et qu'il doive tomber nécessairement, d'autres, par là même, s'élèvent, parmi lesquels un surtout, qui tient aujourd'hui le rang qu'occupait auparavant le premier. Laissons donc les hommes qui ne sont nés que de la terre, qui reconnaissent leur patrie dans le sol, dans les rivières et dans les montagnes, laissons les demeurer citoyens de l'Etat tombé ; ils conservent ce qu'ils désirent, ce qui constitue leur bonheur ; l'esprit, de même nature que le soleil, obéissant à une attraction irrésistible, prendra son essor dans la direction de la lumière et de la liberté. Cette constitution cosmopolite de l'esprit nous permet de contempler avec une sérénité parfaite les actions et la destinée des nations, tant pour nous que pour nos successeurs, et cela, même jusqu'à la fin des temps (1) ». Neuf mois seulement après que ces mots furent imprimés, arrivait la catastrophe d'Iéna : la puissance militaire de l'Allemagne était brisée et le dernier boulevard du pays, la Prusse de Frédéric-le-Grand, était à la merci de Napoléon. Logiquement, comme le dit un historien, Fichte aurait dû se tourner du côté de la nation victorieuse ; mais, se défiant sans doute de la logique, il laisse cette bassesse aux êtres nés de la terre, et lui, avec toute sa force d'homme, avec les armes, non du soldat, mais du penseur, il se présenta au combat pour défendre son pays

(1) Quatorzième leçon des *Caractères fondamentaux de l'esprit du siècle*, t. VII de l'édition de Berlin.

contre l'oppresseur. La disgrâce et le malheur de sa patrie lui firent sentir toute la tendresse qu'il avait pour elle, tout le prix de l'honneur national, toute la signification, dans l'histoire, d'un fait comme la nationalité. Et cette expérience nouvelle trouva son expression dans les pensées inspirées et les paroles brûlantes des *Reden an die deutsche Nation*.

CHAPITRE II

Tant que l'occupation française se contentait dans les limites fixées par le traité de Bâle et ne dépassa pas le pays rhénan, on ne s'était guère ému. Mais lorsque Napoléon étendit son action sur l'Allemagne centrale et septentrionale, l'appréhension d'une absorption de l'Allemagne par l'étranger devint de plus en plus vive.

Déjà en juillet 1806, c'est-à-dire deux mois avant Iéna, Schleiermacher écrivait : « Il va se produire tôt ou tard une lutte universelle dont l'enjeu sera notre existence morale, notre religion, notre culture d'esprit, aussi bien que notre indépendance. Cette lutte ne sera pas soutenue par les rois avec leurs armées. Peuples et rois devront combattre ensemble. Je vois devant mes yeux une crise suprême pour l'Allemagne. L'atmosphère est saturée d'orage et je souhaite que l'explosion ait lieu bientôt, car il n'y a plus à espérer que les nuages passent au-dessus de nous sans crever. »

Cette prophétie allait bientôt se réaliser. Quelque temps après en effet, Napoléon écrasait les Prussiens à Iéna et Auerstadt, il faisait son entrée triomphale à Berlin et s'emparait à Potsdam de l'épée du grand Frédéric. « Des 160,000 hommes qui avaient composé l'armée active des Prussiens, dit M. Thiers, il ne restait pas un débris, il n'existait plus d'armée prussienne. Napoléon était maître absolu de la monarchie du grand Frédéric, il avait enlevé tout le matériel en canons, fusils, munitions de guerre ; il avait acquis assez de drapeaux pour en charger les édifices de sa capitale. Tout cela s'était accompli en un mois. En un mois

le roi d'une grande monarchie, le second successeur du grand Frédéric, se voyait sans soldats et sans Etats... Si l'on veut avoir le secret de cette déroute inouïe, après laquelle les armées et les places se rendaient à la sommation de quelques hussards ou de quelques compagnies d'infanterie légère, on le trouvera dans la démoralisation qui suit ordinairement une présomption folle ! Après avoir nié, non pas les victoires des Français, qui n'étaient pas niables, mais leur supériorité militaire, les Prussiens en furent tellement saisis à la première rencontre, qu'ils ne crurent plus la résistance possible et s'enfuirent en jetant leurs armes. Ils furent attérés et l'Europe le fut avec eux. Elle frémit tout entière après Iéna plus encore qu'après Austerlitz » (1).

Il restait alors au roi Frédéric-Guillaume une province et 25,000 hommes. Napoléon résolut de tirer des pays conquis les ressources qui lui étaient nécessaires pour payer ses nouveaux armements. « Il avait, dit M. Thiers, laissé exister partout les autorités prussiennes et mis à leur tête le général Clarke pour l'administration politique du pays, M. Daru pour l'administration financière. Au près de chaque administration provinciale, il y avait un agent français chargé de tenir la main à la perception des revenus et à leur versement dans la caisse centrale de l'armée française. M. Daru devait veiller sur ces agents et centraliser leurs opérations. Ainsi les finances de la Prusse allaient être administrées pour le compte de Napoléon et à son profit » (2). Enfin le 7 juin 1807, le traité de Tilsitt consommait la ruine et l'abaissement de la Prusse. Malgré les supplications de la reine Louise de Prusse, qui vint elle-même à Tilsitt pour essayer de toucher Napoléon,

(1) *Le Consulat et l'Empire*, VII, p. 205 et suivantes.

(2) Voir *Le Consulat et l'Empire*, VII, p. 249 et suivantes.

le vainqueur ne voulut pas se laisser fléchir. D'après les résolutions de Napoléon, la Prusse devait tomber de neuf millions et demi d'habitants à cinq millions, de cent vingt millions de revenu annuel à soixante-neuf millions. La rapidité avec laquelle Napoléon put accomplir ses desseins et le peu de résistance qu'il rencontra ne révélèrent pas seulement la caducité des institutions politiques et militaires de l'Allemagne; ils découvrirent aussi l'absence du sentiment patriotique. Devant ce triomphe de la force, en face de nombreux exemples de servilité, marque d'un abaissement considérable des caractères, l'Allemagne se sentit profondément humiliée.

« Tout d'abord, dit un historien allemand, c'avait été comme un étourdissement, on avait regardé autour de soi, stupéfait, on eût dit Berlin, une ville endormie, se réveillant au bruit d'un tremblement de terre ou d'une éruption volcanique. » « Tout calcul de ce qui peut s'ensuivre, écrivait Hélène Jacobi à son frère le philosophe, est impossible même au plus habile des politiques et des tacticiens. Nous ne voyons que la dernière main sous laquelle la machine vermoulue achève de s'écrouler; nous sommes témoins du fracas, écrasés ou simplement meurtris selon que les débris nous atteignent, ou, en se superposant au gré du hasard, nous protègent... Il ne nous reste qu'une silencieuse résignation! » « Nous nous sommes endormis, disait la reine, nous nous sommes endormis sur les lauriers de Frédéric-le-Grand, qui, maître de son siècle, créa un temps nouveau; nous n'avons pas continué de marcher, et le temps nous a dépassés. »

Quant aux disciples de Kant, qui ne s'étaient jamais fait illusion sur les causes de ces désastres, ils firent enfin entendre leur voix pour montrer la cause profonde du mal et combattre l'égoïsme de plus en plus envahissant qui s'était

glissé dans les âmes et avait conduit les uns à un matérialisme grossier, les autres à un épicurisme raffiné, tous à l'indifférence. Ils s'efforcèrent de montrer qu'il y a des intérêts généraux à côté des intérêts personnels et qu'il convient de sacrifier à ceux-là une partie de ceux-ci. Stein ne cessait de le déclarer jusque dans ses rapports officiels : « il fallait régénérer la nation en lui inculquant les convictions morales, religieuses et patriotiques qu'elle avait perdues, en propageant l'esprit de sacrifice en vue de l'indépendance et de l'honneur national, afin qu'on pût risquer un jour, avec la nation ainsi renouvelée, la lutte pour les biens les plus élevés. » « Le mal dont la patrie souffre le plus, écrivait Arndt (1), l'un des premiers patriotes allemands de cette époque, c'est l'affaiblissement des caractères. Les historiens manquent de cœur ; les poètes isolés, sans communication avec le peuple, et par conséquent sans action sur lui, restent enfermés dans leur tour d'ivoire ; les critiques n'ont ni largeur de vues, ni impartialité ; les publicistes sont, pour la plupart, des âmes lâches et viles... L'Allemagne est un chaos de mollesse, de raffinement intellectuel et de despotisme ; la génération présente ressemble à un vieillard tombé en enfance. Elle était en adoration d'elle-même, la voilà réveillée de sa longue illusion. Quel sentiment poignant que celui de n'être plus rien, de ne rien pouvoir !... Il n'y a pas d'humanité sans peuples, pas de peuples sans libres citoyens. C'est dans la colère que je reconnus ma patrie et appris à l'aimer. Quand, par suite de ses discordes, l'Allemagne ne fut plus rien, mon cœur en conçut et en embrassa l'unité et l'union. »

Telle fut aussi l'origine du patriotisme de celui qui devint le

(1) Arndt : *Der Geist der Zeit*, p. 50 et suivantes.

plus grand apôtre du patriotisme allemand : je veux parler de Fichte. Les malheurs de l'Allemagne, nous l'avons vu, éveillèrent en lui le sentiment national d'une façon puissante. Déjà en 1806, il avait voulu suivre l'armée prussienne comme « une sorte de Tyrtée oratoire ». Il avait fui de Berlin, après l'entrée des Français et revenait de Copenhague, en 1807. A peine de retour à Berlin, Fichte y prononce ses célèbres *discours à la nation allemande*, dans une salle où plus d'une fois sa voix était étouffée par les tambours français passant dans la rue. Tout Berlin assistait à ses exhortations passionnées. La jeunesse fut comme électrisée par l'audacieux langage de ce philosophe si soudainement converti du cosmopolitisme le plus large au patriotisme le plus exclusif, sous la pression des événements terribles qui venaient de marquer l'année 1807. Arndt nous a peint le puissant philosophe tribun, « sa taille presque trapue, son large front son puissant nez aquilin, le profond sérieux et la puissance terrifiante de son regard. »

C'est dans l'hiver qui suivit la défaite d'Iéna, que Fichte voulut faire appel à la nation allemande. Il prononça successivement quatorze discours. Dans les premiers, il décrit la situation morale de l'Allemagne vaincue, la nécessité de relever l'esprit national, et l'impossibilité d'atteindre ce grand résultat, d'une manière solide, autrement qu'en transformant l'Education.

Tout en préconisant les doctrines de Pestalozzi dont les idées, nous l'avons vu, avaient, depuis plusieurs années déjà, inspiré à Fichte le plus vif enthousiasme, tout en montrant que Pestalozzi était l'homme choisi par la Providence pour contribuer à cette régénération désirée et « pour amener l'humanité à comprendre *la doctrine de la Science* » Fichte apporte, nous le verrons, un certain nombre de modifications au sys-

tème de son ami, en traçant le programme de cette éducation nouvelle dont « il voudrait doter l'Allemagne pour son plus grand bien à elle-même et pour le bonheur de l'espèce humaine tout entière. »

Quoi qu'il en soit, on trouve dans ces discours le résumé le plus complet des idées pédagogiques de ce grand philosophe.

Montrer comment il est possible, au moyen d'une éducation bien dirigée, d'opérer le relèvement moral, non seulement de quelques individus, mais d'une nation tout entière : tel est le noble objet que Fichte propose à ses compatriotes dans ses discours.

CHAPITRE III

Comme on l'a déjà fait remarquer avec raison, les *Discours à la nation allemande* (1) sont d'une importance essentielle pour l'histoire de l'idée de l'unité allemande ; il semble, à les lire aujourd'hui, qu'on assiste à la naissance même de cette idée, si inconnue la veille encore, si puissante le lendemain.

Dès le début, Fichte fait comprendre à ses auditeurs que, entre toutes les questions qui se posaient alors, il n'en est pas de plus capitale, de plus pressante, de plus vitale, pour son pays. « Je m'adresse, dit-il, aux Allemands, à tous les Allemands, et je ne tiens aucun compte des dis-

(1) Quelques fragments seulement de ces discours ayant été traduits en langue française, (v. art. Fichte, par M. Guillaume, dictionnaire Buisson), nous en donnerons un résumé aussi complet que possible.

Les *Discours à la nation allemande* contrastent avec les *Caractéristiques de l'âge présent*, en même temps qu'ils les complètent. Dans les *Caractéristiques*, Fichte suppose que l'humanité a seulement atteint le milieu de la troisième époque ; dans les *Discours*, il admet qu'elle a fait, dans les trois années qui ont précédé, un pas extraordinaire en avant, en sorte que la troisième époque est déjà terminée et que la quatrième commence. La subjectivité, l'obstination, l'égoïsme, le péché, sont arrivés à leur comble ; ils ont manifesté par là leur néant et ont rendu nécessaire une nouvelle direction du cours de l'histoire. « Ces discours, dit Fichte, s'adressent à tous ceux qui aspirent à la réalisation d'une nation parfaite et qui, dans ce but, reconnaissent la nécessité de recourir à une science de l'Education qui forme vraiment des hommes. »

inctions qui peuvent nous séparer les uns des autres, que les siècles peuvent avoir produites dans une nation une... Ce n'est absolument et uniquement qu'en nous souvenant de notre qualité d'Allemands que nous pouvons prévenir la ruine totale de notre nationalité, que nous pouvons reconquérir une individualité nationale, indépendante. Je suppose des auditeurs capables de s'élever au-dessus de leur juste douleur jusqu'à comprendre nettement et clairement que, si nous voulons être sauvés, il n'y a que nous-mêmes qui puissions le faire.... La pluie, la rosée, les saisons fertiles, tout cela ne dépend pas de nous, mais les rapports avec nos semblables, notre conduite dans la vie proviennent de nos efforts. Si nous ne voulons pas voir l'Allemagne disparaître, il faut nous mettre immédiatement à l'œuvre, avec énergie... Je connais votre douleur, je l'ai ressentie plus que personne, je l'estime.... pourtant elle n'a de raison d'être que si elle nous pousse à nous recueillir, à prendre une résolution, à agir.... Soyons sur nos gardes, ne nous accoutumons pas à l'ordre de choses étranger par une inattention, une distraction et une insouciance pareilles à celles qui nous y ont conduits.... Ce n'est pas la force des bras, ni la valeur des armes qui remportent les victoires, c'est la vigueur de l'âme. Si vous continuez à marcher dans votre étourderie, dans votre mollesse, tous les maux de la servitude vous attendent, vous finirez par laisser éteindre votre nationalité ; mais, si vous voulez être des hommes, vous verrez encore fleurir une génération qui rétablira notre peuple, et ce rétablissement sera la renaissance du monde.... Je parle pour les absents comme pour les présents, et j'espère que ma voix arrivera jusqu'aux frontières les plus reculées de l'Allemagne... Encore une fois, aucun pouvoir extérieur quelconque, aucune circonstance imaginable ne peut nous

sauver. C'est nous-mêmes qui devons travailler à notre propre salut, sinon, c'en est fait de nous. Enfin, c'est, parce que je suis persuadé que vous avez le courage de voir les choses comme elles sont et de regarder le mal en face, que je m'adresse à vous. S'il en est ainsi, nous pouvons au moins maintenant, après avoir sondé le mal, chercher à le guérir. »

Après cette introduction, Fichte recherche tout d'abord les causes d'une telle catastrophe. « Tout le mal, dit-il, vient de notre profond égoïsme : égoïsme des gouvernés et des gouvernants. Jusqu'à présent, chacun, prince ou sujet, n'a songé qu'à son avantage et à son bien-être particulier. Chacun semblait vivre isolé; l'individu ne songeait pas qu'il fait partie d'une collectivité à laquelle il faut savoir sacrifier, s'il est nécessaire, son existence et ses intérêts personnels. Voilà pourquoi nous sommes tombés si bas ! Nos malheurs étaient donc inévitables et mérités.

Une autre cause de l'état où est tombée la nation allemande, selon Fichte, c'est l'imitation servile de l'étranger. On n'a d'admiration que pour ce qui vient de l'étranger : langues, philosophie, mœurs, coutumes, produits industriels et commerciaux. Si les Allemands veulent redevenir maîtres d'eux-mêmes, il faut qu'ils se ressaisissent, pour ainsi dire, il faut qu'ils se souviennent de l'histoire si glorieuse du passé... Malgré l'inertie actuelle, sachons qu'il dépend de nous maintenant de ressusciter un tel passé, au lieu d'être les derniers survivants d'une race qui aura mérité le mépris des peuples futurs... Ne désespérons pas de l'avenir : il existe encore un moyen, un seul, de préserver la nation d'une déchéance définitive. Un peuple, qui est tombé sous la domination étrangère, ne peut continuer à vivre comme nation et espérer de se relever un jour qu'à la condition de rompre résolument avec les traditions d'un

passé condamné et d'inaugurer un nouvel ordre de choses.

Si le mal actuel résulte de la corruption nationale et d'une commune dégradation, la nation dégradée ne peut ressusciter à une vie nouvelle que par une régénération morale. Cette régénération sera produite, non par des moyens artificiels, mais par un changement radical de toute notre conduite. Puisque nos malheurs viennent de nous-mêmes, puisque nous avons détruit, pour ainsi dire, notre individualité de nos propres mains, c'est aussi à nous tous et à chacun en particulier à travailler à notre régénération et à commencer une vie nouvelle.

« Ce qu'il nous faut pour cela, c'est une éducation nouvelle, c'est une éducation morale et nationale, éducation qui transforme radicalement l'individu tout entier. Tel est le seul moyen de régénération et de salut pour la nation allemande.

« Encore une fois, la régénération politique suppose la régénération morale de l'individu et de la nation. Point de régénération nationale sans une régénération morale. Point de régénération morale sans une éducation énergique, s'occupant à la fois de tout l'homme et de tout le peuple. Si vous voulez que de ces désastres sorte une Allemagne nouvelle, un ordre de choses nouveau, il faut instituer une éducation nationale nouvelle, qui soit capable de transformer moralement la génération naissante (1). »

Selon Fichte, seul de tous les peuples, le peuple allemand est actuellement capable de comprendre cette tâche et de réaliser ce plan, parce qu'il est le seul peuple original du temps présent; preuve en soit, dit-il, sa langue qui ne dérive d'aucune autre. Seule, parmi les autres langues de l'Europe, elle s'est conservée pure, seule, elle est parlée par le même

(1) *Reden an die deutsche Nation* : R. I.

peuple depuis son origine. « Qu'on se rappelle, dit-il, les Germains dont parle Tacite, refusant de mêler à leur langue les idiomes latins ». Les langues romanes, au contraire, ne sont que des langues dérivées, issues de la corruption du latin; malgré l'apparence de la vie, elles ont un élément éteint, de telle sorte qu'elles sont à l'allemand ce qu'est la mort à la vie. Or, telle langue, tel peuple (1). Si l'allemand est le plus ancien et le plus pur des idiomes actuellement parlés en Europe, le peuple allemand possède en lui une preuve vivante de sa noblesse et de sa supériorité. La langue allemande n'est pas fixée, comme les langues d'origine latine, voilà pourquoi elle reste perpétuellement vivante et en progrès. Voilà pourquoi aussi l'Allemagne est un sol si fertile pour la philosophie et pour la poésie, ces branches essentielles de la vie intellectuelle d'un peuple; voilà pourquoi elle est susceptible de recevoir une éducation qui la transforme et la pénètre complètement.

Fichte retrace ensuite à grands traits le rôle de l'Allemagne dans l'histoire; il rappelle à ses auditeurs ces républiques de la Hanse, qui furent si florissantes et si puissantes; il rappelle l'époque glorieuse de la Réforme (2) et montre « le grand service que par deux fois le génie germanique a rendu à l'humanité: en délivrant le christianisme de l'esclavage des formes, et en rapprenant au monde la liberté philosophique de penser, qu'il avait oubliée depuis l'antiquité. » Il voudrait que l'on écrivit une histoire qui montrerait, par ce que l'Allemagne a été, ce qu'elle peut être encore. Il ne regrette point le morcellement de la nation allemande. « Sans

(1) Voir *Reden*: R. IV. « Le langage, dit Fichte, forme et développe l'esprit, il donne des idées claires et vivantes, surtout s'il est susceptible d'un développement indéfini. »

(2) Voir *Reden*: R. VI.

doute, dit-il, une monarchie absolue aurait pu, comme dans d'autres pays, accomplir par la force l'unité de la nation, mais il a mieux valu que celle-ci se développât librement et que chacune des régions de ce pays conservât son originalité et sa physionomie propre. Aujourd'hui, cependant, la culture allemande, qui est le patrimoine commun, court un grand danger ; l'unité doit se réaliser et elle se réalisera, si on accepte l'éducation nationale proposée. »

En un mot, le peuple allemand, selon Fichte, s'est seul conservé pur et sans mélange ; seul il possède un génie original et renferme dans son sein les sources cachées et inépuisables de la vie et de la puissance spirituelles. Les peuples latins, étant arrivés à un développement et à une maturité trop précoces par une stimulation incessante, résultat du mélange des races dont ils se sont formés, sont maintenant épuisés et frappés de stérilité.

Nous n'insisterons pas sur ces considérations d'un patriotisme exalté, ni sur les passages où Fichte, qui avait à se faire pardonner son récent cosmopolitisme, pousse l'hyperbole à ses dernières limites, en expliquant avec un enthousiasme entraînant que les Allemands seuls peuvent être enflammés par le véritable patriotisme, démontrant que l'Allemagne est un peuple dans toute la force du terme, le peuple par excellence, « le peuple en soi ». (*All-man*, toute humanité). N'y a-t-il pas contradiction avec ses déclarations précédentes, où il montrait que les Allemands s'étaient attiré eux-mêmes leurs malheurs en perdant le sens de leur nationalité ?

Quoi qu'il en soit, nous aimons mieux détacher maintenant quelques passages dont la justesse et l'à propos seront facilement admis par tous. Citons en particulier sa définition du peuple et de la patrie :

« Un peuple ne peut exister, dit-il, sans patriotisme. Religion et patriotisme ont mêmes racines. Sans doute certaines conceptions religieuses peuvent faire oublier à l'homme, la terre, le temps, l'Etat, la patrie et la nation, mais c'est là une très rare exception, ce n'est pas la règle. La tendance actuelle du cœur humain serait plutôt de se créer un ciel sur cette terre, de transférer l'éternel au temporel. »

Selon Fichte, un peuple dans toute la force du terme, c'est la totalité des hommes qui, vivant ensemble, se sentent unis par la plus étroite solidarité, qui, se reproduisant eux-mêmes dans le sens propre et figuré du terme, ont même hérité physique et morale (1). Pour lui, le peuple et la patrie sont les images de l'éternité dans le temps, et, comme tels, les seuls faits réellement dignes de notre amour. « Si les hommes les plus insignifiants ou les plus pervers, dit-il, se sentent instinctivement portés à aimer comme une partie d'eux-mêmes leurs descendants et tous ceux qui se rattachent d'une façon quelconque à leur propre existence, combien plus l'homme intelligent et à l'âme noble ne devrait-il pas éprouver de joie et d'affection, en songeant que ses efforts ici bas ne sont pas isolés, qu'il continue l'action de tant d'intelligences libres, et que d'autres continueront la sienne ! Le peuple est donc la suite impérissable de toutes les volontés cherchant à réaliser un même ordre de choses; et c'est dans cette notion, et non plus dans l'intérêt d'un des-

(1) Voir *Reden an die deutsche Nation*: R. VIII. « Un peuple, dans toute la force du terme, dit Fichte, se compose d'un ensemble d'individus vivant ensemble de la même vie et se créant eux-mêmes par eux-mêmes, au point de vue naturel et moral, obéissant à une même loi de développement qui en fait une unité compacte. »

pote, que doit se puiser et se retremper le véritable amour de la patrie. Considérer son peuple et sa patrie comme les images ou plutôt comme la personnification de l'éternité, savoir se sacrifier avec joie et enthousiasme pour ces idées éternelles, voilà le véritable patriotisme. »

CHAPITRE IV

Après avoir établi la nécessité d'une éducation nouvelle qui refasse les caractères, après avoir recherché les besoins de son époque, la caractéristique ou, si l'on veut, la psychologie particulière de la nation allemande et sa mission historique, Fichte expose les principes qui doivent former la base de l'éducation nouvelle (I).

« L'ancienne éducation, dit-il, se contentait de donner des préceptes d'ordre et de moralité, mais ces exhortations

(1) Fichte n'a jamais construit un système complet de pédagogie, mais, comme on l'a vu, toute sa philosophie révèle sa vocation pédagogique. Outre les ouvrages dont nous avons déjà parlé, voir ses *aphorismes sur l'Éducation*, 1804 (Fichte's *Sämmtliche Werke*, Berlin, 1845, VIII. 353).

Voir aussi les écrits dans lesquels il a exposé ses plans pour la réorganisation des universités :

1^o *De l'organisation intérieure de l'Université d'Erlangen*, 1805, (Nachgelass. W. III, 275).

2^o *Plan pour la création, à Berlin, d'une École normale supérieure*, (S. W. VIII, 97).

Dans le projet d'Université que Fichte avait rédigé, à la demande du gouvernement, il réclame la création de séminaires et d'écoles pratiques à côté des principales chaires d'enseignement. Pour lui, l'enseignement supérieur n'est complet que dans l'union de la théorie et de la pratique. Habituer ses élèves à une pensée libre et personnelle, au moyen de monographies qu'il faisait imprimer dans des recueils spéciaux au moyen aussi de conférences et d'exercices de discussion où maître et élèves échangeaient librement leurs idées, telle était la méthode qu'il suivait lui-même, pendant ses longues années de professorat.

sont restées stériles pour la vie réelle, qui s'était constituée dans des conditions d'un ordre tout différent et sur lesquelles cette éducation ne pouvait avoir aucune influence. La nouvelle éducation doit, au contraire, pouvoir former des élèves pour la vie réelle, d'une manière précise, d'après des règles sûres et infaillibles.»

Mais des partisans de l'éducation ancienne objecteront peut-être: «Comment pourrait-on exiger de l'Education autre chose que d'indiquer à l'élève le bien et de l'exhorter à le pratiquer? A lui de choisir, il est libre et nulle éducation ne peut lui enlever cette liberté ». A cela, je répondrai, pour bien faire comprendre le caractère de l'éducation que je propose : C'est précisément dans cette reconnaissance de la liberté conservée par l'élève et avec laquelle on déclare qu'il faut compter, que se trouve le vice capital et fondamental de l'ancien système et l'aveu de son impuissance et de son néant. Car, en avouant que, malgré tous les soins, la volonté de l'élève reste libre, c'est-à-dire indécise et vacillante entre le bien et le mal, l'éducation ancienne avoue qu'elle ne peut, ni ne veut, ni ne désire former la volonté, et, comme celle-ci est le fond même de l'être humain, elle avoue en définitive qu'elle ne peut former l'homme et qu'elle tient une pareille entreprise pour impossible. Qu'est-ce qu'une éducation, qui n'est pas sûre de son influence et qui ne peut répondre de la détermination de son élève? Qu'est-ce que cette liberté qu'elle lui laisse de mal faire, après avoir fait tout son possible pour l'engager au bien? Elle n'a donc pu faire passer dans le cœur et l'esprit du jeune homme cette force de conviction et cet amour de l'objet poursuivi, qui font que l'on n'hésite pas un instant sur le choix auquel on doit s'arrêter?

Ce n'est pas ainsi que procédera l'éducation nouvelle: elle

suggérera, pour ainsi dire, l'image et l'idée du bien, dès l'origine, à son élève, de telle sorte qu'elle anéantira cette prétendue liberté de mal faire. Elle produira chez l'élève une sorte de détermination des résolutions, avec l'impossibilité presque absolue pour sa volonté de former des résolutions contraires; de telle sorte qu'on puisse désormais sûrement compter sur cette volonté et se reposer sur elle.

Toute Education doit tendre à la création d'un être déterminé qui ne peut être autrement qu'il n'est. Si l'éducation ne se propose pas un tel but, ce n'est plus une éducation, c'est un jeu sans but; en tous cas, tant qu'elle n'a pas produit un tel être, elle n'est pas achevée. Celui qui a encore besoin d'exhortations pour vouloir le bien n'a pas encore une volonté déterminée (1). Celui qui a une volonté déterminée veut ce qu'il veut toujours et dans toutes les circonstances possibles. Former dans l'homme une volonté déterminée et infailliblement bonne: Tel est donc le but que l'on doit se proposer.

Mais, pour atteindre ce but, il faut une impulsion: l'homme ne peut vouloir que ce qu'il aime. L'amour, voilà donc le moteur infaillible et unique de son vouloir, de sa sensibilité, de son activité. Jusqu'à présent, la politique et l'éducation de l'homme social se sont appuyées sur l'égoïsme, c'est-à-dire sur l'amour naturel de chacun pour ses intérêts

(1) « Si l'Education veut aboutir, dit Fichte, elle doit faire plus qu'exhorter: Elle doit former les adolescents de telle sorte qu'ils ne puissent vouloir que ce qu'on veut qu'ils veuillent. A quoi sert-il de dire à celui qui n'a pas d'ailes: Vole. On aura beau l'exhorter, il ne pourra s'élever au-dessus du sol; mais développez les ailes de son esprit, faites en sorte qu'il les exerce et les développe lui-même, vous le verrez alors, sans avoir besoin d'exhortations, ne vouloir ni ne pouvoir faire autrement ». (*Reden an die deutsche Nation*: R. 1.).

particuliers, de telle sorte qu'un homme pouvait paraître un honnête citoyen, tandis qu'il restait foncièrement mauvais...

« Or, nous sommes forcés par la nécessité de former des hommes foncièrement bons et honnêtes, puisque l'avenir de la nation allemande en dépend ».

Il faut donc substituer à l'égoïsme, à cet amour exclusif de soi, un autre amour : l'amour désintéressé du bien. « Il faut donc que nous fassions l'éducation de la volonté individuelle, et cela, par le développement de l'intelligence et de l'amour, qui, à eux deux, créeront l'habitude ou l'obligation nécessaire de faire le bien. Tout le système reposera sur cette loi de l'intelligence et de la liberté enchainées, pour ainsi dire, par l'amour ».

L'élève formé par une telle éducation, trouvera, dès l'abord, un tel plaisir, un bonheur si complet dans l'amour du bien, que sa volonté sera désormais et nécessairement disposée à réaliser en lui et autour de lui cette image du bien qu'il aura lui-même développée dans son intelligence.

L'ancien système était fondé sur la tradition, sur l'expérience, sur la crainte, c'est-à-dire sur des ressorts qui n'offrent aucune sécurité. Il reposait aussi sur des sentiments de sympathie ou sur l'intérêt public et particulier ; mais, remarque Fichte, la sympathie est vague et fugitive, et l'intérêt particulier est souvent en opposition avec l'intérêt public. Et puis, il y a l'intérêt bien ou mal entendu ; et les passions parlent toutes le langage de l'intérêt ou de la sympathie. Aussi, qu'arrive-t-il avec l'ancien système d'éducation ? C'est que, malgré les plus louables efforts pour développer dans l'âme de son élève l'idée du devoir et du bien, il laisse l'égoïsme et toutes les passions mauvaises s'installer dans le cœur du jeune homme, s'y fortifier et s'y enraciner, avant que l'intelligence soit assez éclairée ni la

volonté assez formée pour leur déclarer la guerre; et, cette guerre une fois déclarée, quel en sera le résultat? On peut le prévoir: l'égoïsme sera presque toujours le plus fort, étant le plus ancien et le mieux enraciné.

Le nouveau système, au contraire, habituera l'élève à tout faire avec amour, sans idée de contrainte ni d'intérêt: le cœur du jeune homme, formé à l'amour du bien par le libre épanouissement de son intelligence et de sa volonté, ne s'ouvrira plus à l'égoïsme sensuel ni aux mesquines passions, ou, s'il doit les connaître, ces ennemis arriveront trop tard; ils trouveront la place déjà occupée et vigoureusement défendue.

Si nous passons maintenant à l'Education intellectuelle, nous voyons que, comme Kant, Fichte préconise la méthode active, c'est-à-dire celle qui se soucie beaucoup moins de donner à l'esprit telle quantité d'aliments, ou tel aliment plutôt que tel autre, que de lui donner l'impulsion et l'éveil(1). Pour lui, comme pour Kant, l'activité personnelle et spontanée de l'élève est le facteur essentiel de toute éducation. Il compte avant tout sur le jeu naturel de l'esprit, sur son effort propre pour assurer sa croissance normale. En un mot, l'intelligence est une puissance, une énergie active, de telle sorte que les lois de l'activité sont aussi les lois de la vie intellectuelle et qu'en développant l'énergie intellectuelle on agit sur la moralité et l'énergie morale.

(1) « Si l'Educateur, dit Fichte, réussit à éveiller l'activité spirituelle sur un objet, il a accompli le plus difficile de sa tâche. Il ne s'agira plus ensuite que de maintenir et de développer cette activité dans la vie réelle. Mais cela ne peut se faire que par un progrès régulier et continu: la connaissance proprement dite est chose secondaire, elle arrivera par surcroît, pour ainsi dire. » *Reden* II, (S. W. VII. 289).

Comme Kant, Fichte préconise l'effort : il veut qu'on agisse et fasse agir. Jusqu'à présent, dit-il, ce que produisait l'éducation, c'était la passivité ; la mémoire, telle était la faculté maîtresse. Désormais, le premier trait qui doit distinguer l'éducation nouvelle, c'est de chercher avant tout à exciter l'activité propre, l'indépendance de l'esprit. La connaissance viendra par surcroît, elle n'est pas le but. La possession d'une masse donnée de savoir, seule fin des études jusque là, reste sans doute une nécessité ; mais ce sera une conséquence, un gain qu'on obtiendra en cherchant autre chose. « Dites, par exemple, à un enfant de circonscrire un espace par des lignes droites. Il trouvera nécessairement qu'il faut trois droites au moins pour enfermer un espace, et, l'ayant trouvé, il le saura mieux que si vous aviez commencé par le lui dire. Mais le vrai profit pour lui est dans le déploiement même de son activité spirituelle, c'est d'avoir cherché et trouvé ». Si l'on s'adresse à la seule réceptivité de l'enfant, lui offrant toute faite une connaissance dont il ne voit pas l'importance, on lui inflige une peine qui demande compensation ; d'où la nécessité, pour qu'il n'apprenne pas à contre-cœur, peu et mal, de faire appel à des mobiles étrangers. N'obtenant rien par les objurgations tirées de son intérêt éloigné, qu'il n'est pas d'âge à entendre, on a recours forcément à des sanctions extérieures plus ou moins prochaines qu'on attache artificiellement à l'étude. La connaissance dès lors n'apparaît que comme servante de l'intérêt sensible, et cette même éducation, qui, par son contenu, était déjà impuissante à développer dans l'enfant une façon morale de penser, est forcée de faire pis, de le corrompre pour l'atteindre.

Rien de semblable dans la nouvelle Education. Toute méthode, qui fera penser et agir l'enfant, présentera un

avantage inappréciable, c'est qu'elle accoutumera l'esprit à trouver sa joie dans l'étude même. Une telle méthode fait sortir la récompense de l'effort lui-même, de l'effort heureux tout au moins, c'est-à-dire de la vérité rencontrée, de la connaissance conquise. La vraie récompense, c'est le progrès conscient, le travail qui atteint sa fin, c'est le bonheur de se sentir en mouvement, de pouvoir déployer son initiative, en pensant, en parlant, en écrivant, en agissant. Le bon élève, quoique l'on fasse, dit encore Fichte, sera toujours celui, celui-là seul, qui trouve une pure joie à s'éclairer, c'est-à-dire à embrasser les choses dans leur liaison, puis à appliquer ses connaissances sans autre fin que d'agir selon sa loi. Si ce n'est pas là toute la moralité (car il faut encore, sans doute, une certaine direction de la conduite), au moins en est-ce la forme et l'essence même.

La culture intellectuelle, ainsi comprise, ne fait donc qu'un avec la culture morale (1). Par elle, l'âme est comme affran-

(1) Telle est aussi l'opinion de Maine de Biran. Voir entre autres sur les rapports de l'Education intellectuelle et de l'Education morale : Maine de Biran, *Fondements de la psychologie*, t. I, p. 111-113, 120-123 de ses œuvres inédites, publiées par E. Naville en 1859 : « Rien n'est plus commun, ni plus funeste, dit Biran, que cette erreur qui fait qu'on attache une importance exclusive au nombre des connaissances et des idées, qui peuvent s'introduire dans l'esprit d'une manière quelconque. Il faudrait tenir compte de la manière dont ces idées ont pu être acquises, de l'influence que cette acquisition peut avoir sur le perfectionnement même des facultés qui sont les instruments de la connaissance, ou plutôt sur celui de l'homme intellectuel et moral tout entier... Pour bien juger des esprits, ou pour leur appliquer, suivant une expression assez heureuse de Bonnet, le véritable psychomètre, il faut avoir moins égard à ce qu'ils savent qu'à la manière dont ils le savent ou au développement que cette science acquise a procuré à leurs facultés les plus

chie de la tyrannie de l'intérêt. La racine de l'immoralité se dessècherait en quelque sorte, si l'éducation ne permettait jamais à l'égoïsme d'entrer en jeu comme mobile. Sans doute, il s'éveillerait encore et l'on n'y ferait toujours que trop appel du dehors ; mais qu'importerait alors, s'il arrivait trop tard et ne trouvait plus de place dans un cœur tout plein d'autre chose ? Tandis que, par le fait des méthodes qui ne savent exciter l'intelligence qu'à l'aide d'un appât étranger, c'est la volonté pure ou le sens moral qui arrive trop tard, quand on s'avise enfin d'y faire appel, et qui trouve le cœur occupé par un autre amour.

nobles, aux bonnes habitudes, à l'étendue et à la force qu'ils ont gagnées en l'acquérant. On ne peut s'attacher à la culture des facultés actives de l'esprit humain sans développer le germe de la moralité, et réciproquement on ne peut s'appliquer au développement de l'homme moral sans cultiver par là même les facultés qui constituent son intelligence. Il n'est pas difficile de prouver que l'attention et la réflexion sont des facultés vraiment morales. On ne peut, en effet, apprendre à se rendre maître de son attention en la fixant sur les objets, en cherchant à pénétrer le fond des choses, à en voir nettement toutes les faces, sans acquérir par là même cet empire sur soi, qui est la source de toutes les grandes qualités de l'âme et de toutes les vertus qui font l'ornement de notre espèce. Au contraire, les habitudes d'inattention et de légèreté contribuent à engendrer une multitude de vices... Il en est de même de la réflexion... Comme l'exercice de la réflexion impose à l'homme l'obligation d'être vrai, d'être juste, c'est-à-dire bien ordonné dans tous ses rapports avec lui-même et avec ce qui l'entoure, réciproquement l'habitude des vertus, le contentement, la paix d'une conscience élevée et pure, tout ce qui peut enfin rendre l'homme ami de lui-même, le porte à la réflexion et lui fait un besoin d'entretenir une communication intime et habituelle avec ses idées, ses sentiments et ses souvenirs, et de s'instruire à la grande école de la conscience qui ne trompe point ».

On le voit, pour Fichte comme pour Kant, les moyens vraiment appropriés à la culture de l'intelligence doivent l'être aussi au développement de la volonté ; on ne peut étendre et perfectionner les facultés actives de l'esprit sans développer en même temps tous les germes de la moralité, et réciproquement, on ne peut féconder ces germes sans exercer ou faire travailler toutes les facultés actives.

Comme Kant, Fichte préconise la culture désintéressée de l'intelligence. Fichte la voudrait même tellement parfaite qu'il n'admet pas la moindre préoccupation matérielle ni le souci de ce qu'on appelle les études spéciales; tout doit être sacrifié dès l'origine au besoin que doit éprouver notre âme de vivre et de se développer dans le monde des idées. Loin de vouloir tout subordonner aux exigences pratiques, Fichte pense que le désintéressement intellectuel sera l'école du désintéressement moral. La jeunesse apprendra ainsi à agir sans aucune arrière pensée d'intérêt, sans l'appât des récompenses ni la crainte des punitions. Ainsi se fixera, chez les enfants et plus tard chez l'adulte, l'esprit d'abnégation et de sacrifice: ils apprendront ainsi à ne jamais songer à eux seuls, mais toujours au bien commun, à la collectivité dont ils font partie; en un mot, ils apprendront à faire leur devoir, uniquement parce que c'est le devoir et sans attendre aucune récompense.

On m'objectera, dit Fichte, que l'homme n'est pas fait pour cette existence idéale, qu'il doit avant tout développer le sens et les facultés de l'expérience, qui le mettent en rapport avec le monde matériel, que c'est un projet chimérique et du reste contraire à sa nature, de vouloir le soustraire aux influences extérieures, aux sensations, aux passions, en un mot à la vie matérielle et pratique. — La nature, répond Fichte, nous donne raison contre vous : Elle

nous a doués de facultés autrement puissantes pour la vie idéale que pour la vie sensible. Voyez ce que peuvent la raison, l'imagination, la mémoire elle-même, en comparaison de ce que font les sens et la perception extérieure ! Le domaine des unes est infini, celui des autres est des plus restreints ; la force des unes est prodigieuse et s'accroît par l'exercice ; celle des autres, bien faible en réalité, diminue à la longue et finit par s'évanouir. Donc l'homme est né pour vivre dans le monde des idées bien plus que dans celui des faits ; donc il faut commencer par y vivre avant de songer à se répandre ailleurs et une éducation vraiment sage et naturelle devra s'attacher à développer d'abord, chez l'enfant, le goût et l'habitude de la vie intellectuelle ou idéale et de la culture désintéressée.

Quelque grande ou quelque insignifiante que soit la somme des connaissances que lui aura fait acquérir une telle éducation, il possédera un esprit apte pendant toute son existence à saisir toute vérité dont la connaissance lui est nécessaire, un esprit qui sera aussi susceptible d'être instruit et développé par les autres que capable de réflexion propre.

Le travail, ainsi accompli par sa propre énergie, fera de ce futur citoyen un être moral, qui aimera le bien et le vrai avec une inclination si irrésistible qu'il se trouvera invinciblement conduit à vouloir les réaliser d'abord dans sa propre existence et plus tard dans la société dont il fera partie. Tel est le but suprême de l'Éducation nouvelle.

Mais pour réaliser cet idéal, il faut une préparation spéciale. « Une condition indispensable, dit Fichte, pour le succès de la nouvelle éducation, c'est que les élèves soient entièrement séparés de la société corrompue qu'ils sont destinés à remplacer un jour : Ils devront vivre dans un milieu spécial (1), créé pour eux et par eux et dont l'organisa-

(1) *Reden an die deutsche Nation* : R. X. 2.

tion reposera absolument sur les règles de la pure morale. Après avoir vécu ainsi, durant leur enfance et leur adolescence, comme membres d'une communauté dont la constitution répondra à l'idéal qu'a dû se former leur amour spontané du bien, de l'ordre, de la justice, ils voudront nécessairement, lorsque, leur éducation finie, ils seront livrés à eux-mêmes, réaliser, dans la grande communauté nationale, ce même idéal dont la poursuite sera devenue chez eux le vouloir de tous les instants et la condition même de leur existence.

En attendant, ils seront de véritables apprentis-citoyens. Dès leurs premières années, ils formeront avec leurs maîtres et leurs camarades une société très nettement définie, fondée sur la raison et sur l'ordre même. Là, point d'obéissance passive. Chacun travaille de son plein gré, avec amour, à développer la société idéale dont il fait partie : point de punitions ni de récompenses. Les éloges mêmes sont supprimés, car l'élève n'a en vue que le bien de tous, qui est le sien, et se donne tout entier à sa tâche, sans s'irriter de ce que d'autres peuvent faire moins que lui, et avec la perspective de travailler toujours davantage, à mesure que ses efforts auront mieux réussi.

Chacun se prêtera aux exigences de la société selon la mesure de ses moyens. Il n'y aura du reste aucune hiérarchie à établir entre les diverses manifestations de l'activité humaine : toutes sont également bonnes, pourvu qu'elles se rattachent au plan d'ensemble et à l'intérêt commun.

Comme la société, l'école doit exiger la *légalité* avant tout, c'est-à-dire l'obéissance à la loi ; mais c'est la *moralité* qu'elle doit viser à produire, c'est-à-dire l'amour de la loi, le zèle actif et désintéressé. Elle ne l'obtiendra qu'en mettant en œuvre les motifs supérieurs. Il faut aller

à l'âme du disciple, entrer dans son intimité, lui révéler sa bonne conscience; lui apprendre le prix du contentement intérieur. Le souci de sa propre estime devant être bientôt sa principale règle, l'éducation vaudra à proportion de ce qu'elle fera pour substituer ce mobile d'action à l'intérêt et à la crainte. En attendant, l'estime de l'âge mûr sera comme la conscience extérieure de l'enfant. Le désir de cette estime sera chez lui la première forme de la moralité. Il souhaitera passionnément l'approbation de ceux qui lui inspireront à lui-même la plus haute estime, et cela sans aucune pensée d'intérêt. Si le maître est ce qu'il doit être, l'enfant verra en lui surtout : « le miroir qui lui renvoie l'image de son mérite ou de son démerite (1). »

Quand, plus tard, ces apprentis-citoyens entreront dans une communauté plus grande, c'est-à-dire dans la société adulte, ils s'y trouveront préparés à toutes les exigences de la vie individuelle et sociale, ils rempliront leurs devoirs avec la même joie et le même succès; ayant acquis l'habitude de bien faire, ils ne se laisseront jamais détourner du but par les circonstances nouvelles au milieu desquelles ils pourront se trouver. Dans quelque position que la fortune les place, ils seront des citoyens exemplaires qui continue-

(1) « On ne sait pas assez, dit M. Marion, ce que le maître, comme le père, peut obtenir de l'enfant par le seul fait de remarquer ses efforts, et de lui en témoigner de la joie. Que toutes vos exhortations aient pour but de le rendre meilleur et plus digne d'estime; qu'il vous sente heureux quand vous pouvez approuver sa conduite et triste d'avoir à la blâmer, il n'en faut pas davantage pour éveiller et vivifier sa conscience et lui donner de nouvelles forces pour de nouveaux efforts, surtout si vous lui donnez vous-même l'exemple de faire gaiement ce qui vous coûte. C'est le moyen de l'amener à se dominer lui-même, à subordonner ses appétits égoïstes aux intérêts généraux. »

ront à se perfectionner encore, en vue d'un monde supérieur.

En effet, de même que la nouvelle éducation doit les initier à l'intelligence de l'ordre moral du monde, elle les initiera à la vraie religion, à la connaissance de cet ordre supra-sensible, qui est éternellement : ils comprendront que la seule chose qui ait une existence réelle, c'est la vie de la pensée et que tout le reste n'est qu'une apparence sans réalité positive et ainsi la vie éternelle commencera pour eux, non de l'autre côté du tombeau, mais dès l'existence présente. « La vraie religion, dit-il, est pure et désintéressée, elle nous fait envisager l'humanité comme une pensée divine qui se manifeste sans cesse à nous dans l'espace et dans le temps, bien supérieure ainsi aux anciennes religions, qui s'appuyaient le plus souvent sur l'égoïsme de l'individu et sur les sentiments de crainte et d'espérance. Elle ne se contente pas de développer en l'homme, devenu libre des entraves de toutes sortes, la conscience de sa force et de sa véritable dignité, elle lui inspire surtout le désir et les moyens d'établir sur la terre et spécialement autour de lui le règne de l'ordre et du bien.

C'est ainsi, ajoute Fichte, que, tout en formant des membres de la société humaine, pour cette terre, et pour le court espace d'une vie si bornée à tous égards, l'Education nouvelle se proposera de faire de chacun d'eux comme un anneau dans la chaîne éternelle d'un ordre social supérieur et travaillera à la création successive et continue d'un monde qui reflète la pensée divine, son amour et son intelligence. Arriverons-nous jamais à l'état d'existence achevée ? Non, dit Fichte, un tel état serait un état de mort ou d'arrêt : car le monde supérieur, le seul qui soit réel, ne l'est qu'à la condition de *devenir* toujours, d'être un mouvement

progressif durant l'éternité: s'il cessait de *devenir*, c'est-à-dire de marcher en avant, il cesserait d'être. L'humanité a vécu trop longtemps en dehors de ce progrès. L'éducation nouvelle, en délivrant les hommes de l'isolement où les a laissés l'Education, qui a dominé pendant des siècles, en extirpant l'égoïsme, en subordonnant les sentiments inférieurs de notre être à des principes supérieurs, en un mot, en faisant du vrai et du bien les seuls régulateurs de la vie individuelle et sociale, conduira la génération naissante vers cette réalisation supérieure de l'existence.

C'est de cet effort commun, c'est de cette aspiration constante de chacun et de tous vers un idéal toujours plus élevé, que résultera un jour non seulement l'unité de la nation allemande, mais aussi l'unification de l'humanité tout entière régénérée.

En terminant ces considérations générales sur l'Education nouvelle, Fichte prophétise ou plutôt il cite une prophétie biblique, qui résume avec éloquence ses sentiments de confiance dans les principes qu'il préconise et ses espérances pour l'avenir de l'humanité :

« La main de l'Eternel, dit le prophète, s'étendit sur moi et l'Eternel me transporta en esprit dans le milieu d'une vallée remplie d'ossements. Il me conduisit tout autour, et voici, ils étaient fort nombreux, à la surface de la vallée, et ils étaient complètement secs. Et l'Eternel me dit : Fils de l'Homme, ces os pourraient-ils revivre ? Et je répondis : Seigneur Eternel, tu le sais. Et il me dit: prophétise sur ces ossements et dis leur : Vous, ossements desséchés, écoutez la parole de l'Eternel : Voici ce que le Seigneur Eternel a dit de vous : Voici, je vais faire entrer en vous un esprit, et vous vivrez; je vous donnerai des nerfs, je ferai croître sur vous de la chair, et je vous recouvrirai de peau, je mettrai

en vous un esprit et vous vivrez et vous saurez que je suis l'Eternel. Je prophétisai, selon l'ordre que j'avais reçu, et voici, à mesure que je parlais, un bruissement se fit entendre et il se produisit un mouvement dans la vallée et les os s'approchèrent les uns des autres. Je regardai, et voici, il leur vint des nerfs, et de la chair, et ils se recouvrirent de peau. Mais il n'y avait encore aucun souffle en eux. Et le Seigneur me dit : Prophétise, fils de l'homme, et dis à l'esprit : Ainsi parle le Seigneur, l'Eternel : Esprit, viens des quatre points de l'horizon et souffle sur ceux qui sont morts afin qu'ils redeviennent vivants. Et je prophétisai comme il m'avait été ordonné. Alors l'Esprit se répandit sur eux et les pénétra, et ils redevinrent vivants et se dressèrent sur leurs pieds, et il y avait là une grande foule de peuple.»



CHAPITRE V

Nous avons vu le plan général de l'Education nouvelle, proposée par Fichte, dans les premiers discours à la nation allemande, il nous reste maintenant à donner quelques détails particuliers sur l'organisation de ce plan et sur le rôle qu'il attribue à l'Etat (1).

Dans le IX^{me} *Discours*, Fichte pose la question suivante : A quelle réalité présente devons-nous rattacher l'exécution de notre système d'éducation ? « Il faut la rattacher, dit-il, au plan d'éducation proposé et mis en pratique par Pestalozzi... C'est la lecture de ses œuvres, c'est la constante méditation des idées de cet homme, qui nous ont suggéré notre système... En dépit des obstacles de toutes sortes qu'il a eu à combattre toute sa vie, Pestalozzi, poussé par un sentiment puissant et invincible, l'amour des déshérités et des humbles, est arrivé à faire une découverte intellectuelle qui doit révolutionner le monde. Il voulait uniquement aider le peuple et voici que son système, en se développant, élève le peuple, de telle sorte que toute barrière est désormais supprimée entre lui et les classes cultivées. Il cherchait uniquement une éducation pour le peuple et il a trouvé, par la force de son génie et de son amour, une éducation vrai-

(1) Voir aussi les écrits suivants de Fichte, qui traitent du rôle et des devoirs de l'Etat en matière d'Education :

1^o De l'*Enseignement national*, 1813, (S. W. IV. 369).

2^o *Cours supplémentaire sur l'Enseignement national*, 1813, (S. W. VII. 514).

3^o *Dialogues patriotiques*, 1807. (Nachgel. W. III. 248).

ment nationale, susceptible d'arracher les peuples et l'humanité tout entière à la situation déplorable où ils sont plongés actuellement. »

Si Fichte s'est surtout inspiré des idées de Pestalozzi, il se sépare cependant de celui-ci sur un point important : l'éducation dans la famille et par la famille.

Afin d'éviter que la génération actuelle ne contamine la génération naissante, dans laquelle réside l'espoir de l'avenir, Fichte, nous l'avons vu, veut que les enfants, complètement isolés de la société adulte, soient remis dans des instituts spéciaux, sous la direction de maîtres soigneusement choisis. Absolument séparés de leurs parents, ils constituent une petite société fermée, où rien n'entrera du dehors, et qui se suffira par elle-même. Les enfants, quelle que soit leur naissance, y sont considérés comme égaux; tous, sans exception, recoivent une première instruction identique.

« Puisque la nouvelle Education, dit Fichte, doit transformer l'homme tout entier, elle ne s'adresse plus uniquement, comme autrefois, à une minorité, à ce qu'on appelait les classes cultivées. L'élément le plus important et le plus considérable de l'Etat, n'est-ce pas le peuple, qui autrefois était presque entièrement privé d'éducation ?

Désormais, tous auront droit à une même éducation, qui fera de tous les citoyens un seul corps dont chaque membre sera uni et comme vivifié par le même intérêt, dont chaque membre sera conduit au bien par le contentement intérieur. Si l'on formait dans la nation, d'une part, une minorité gouvernée par les principes de la morale, et d'autre part, une majorité dirigée uniquement par la crainte des châtiménts et l'espoir des récompenses, on verrait bientôt ces derniers se retourner contre ceux-là. La nouvelle éducation doit donc s'étendre à tous, sans exception, elle ne sera pas l'apanage

d'une classe, mais de la nation tout entière. Une telle Education sera vraiment nationale. »

Chose curieuse, Fichte exige aussi que les deux sexes soient élevés en commun. « Une séparation des sexes, au moyen d'instituts spéciaux aux garçons ou aux filles, dit-il, irait contre le but qu'on se propose et empêcherait la réalisation de plusieurs des résultats essentiels que doit obtenir la nouvelle éducation. Le programme d'enseignement sera le même pour les deux sexes; et la différence qui existe dans les travaux auxquels ils doivent être occupés peut être facilement maintenue, lors même que l'éducation serait commune pour les autres objets. La petite société dans laquelle les enfants se préparent à devenir des membres de la grande famille allemande doit, comme la grande société des adultes où ils entreront plus tard, être composée de la réunion des deux sexes : tous deux doivent tout d'abord avoir appris à reconnaître et à estimer dans l'autre sexe la commune humanité; il faut que les élèves aient d'abord été unis entre eux par des liens d'estime et d'amitié, avant que leur attention soit dirigée sur la différence des sexes et qu'ils s'engagent plus tard dans les liens du mariage (1). »

(1) On pourrait comparer une partie du X^e *Discours* avec le fameux projet de loi de Lepelletier de St-Fargeau. Tandis que la Convention discutait, en décembre 1792, le plan de Condorcet sur l'organisation générale de l'instruction publique, Michel Lepelletier de St-Fargeau présenta un projet d'éducation commune, ayant certains rapports avec celui de Fichte.

Michel Lepelletier adoptait, dans ses traits généraux, le plan de Condorcet, mais, au lieu d'établissements recevant les élèves pendant quelques heures de la journée seulement, il proposait de créer des « maisons d'éducation » où tous les enfants, de l'âge de cinq ans à celui de douze pour les garçons et de onze pour les filles, seraient élevés en commun, aux frais de la Répu-

Mais, si dans ces instituts, tous les enfants, sans exception, doivent recevoir une première instruction identique, chaque enfant doit aussi y apprendre un métier. Fichte insiste beaucoup sur la nécessité des travaux manuels. Vêtements, outils, mobiliers, aliments, tout doit être produit, fabriqué, préparé à l'intérieur par les élèves eux-mêmes. Il veut même que, si l'institut se voit obligé de tirer du dehors une partie de ce dont il aura besoin, les élèves l'ignorent, afin que chacun ait conscience de travailler de toutes ses forces à ce résultat : se suffire à lui-même. Ils jouiront ensemble du fruit de leur travail ou pâtiront ensemble de son insuffisance, suivant le cas, mais aucun ne peut élever de prétentions sur le produit particulier de ses efforts ou de son adresse. « Chacun, dit-il, travaillera de toutes ses forces pour la communauté, sans jamais compter avec elle. Que chacun sache qu'il se doit tout entier à la collectivité et qu'il doit partager avec elle, selon les cas, la misère ou l'abondance. » C'est ainsi que Fichte espère développer l'esprit d'abnégation et de patriotisme qui doit animer les citoyens du futur Etat allemand.

Quant à ceux qui se destinent aux études supérieures, ils reçoivent, comme les autres, l'éducation nationale ; ils sont seulement dispensés d'apprendre un métier, mais, en aucun cas, ils ne peuvent être dispensés des exercices physiques.

blique, et où ils recevraient mêmes vêtements, même nourriture, même instruction, mêmes soins... Ainsi, dit Michel Lepelletier se formera une race renouvelée, forte, laborieuse, réglée, disciplinée, et qu'une barrière impénétrable aura séparée du contact impur des préjugés de notre espèce vieillie. »

On ne tarda pas à s'apercevoir que l'exécution d'un tel projet se heurterait à des difficultés insurmontables et qu'il fallait le laisser au domaine des utopies et des chimères dangereuses.

« A celui-là seul, qui montrera des aptitudes spéciales et bien caractérisées, dit Fichte, la nouvelle éducation nationale pourra permettre de suivre la carrière des hautes études, mais aussi cette carrière sera ouverte, sans exception, à tous ceux qui posséderont ces aptitudes, sans aucune distinction de naissance; car le savant ne deviendra point savant pour son propre avantage, mais dans l'intérêt de la collectivité dont il fait partie. Le savant a pour mission non seulement de conserver l'héritage intellectuel, mais aussi et surtout de l'accroître, de le développer. Il doit, grâce à sa connaissance de l'époque actuelle, prévoir ce que sera l'avenir et travailler à préparer cet avenir d'après une méthode raisonnée. Il doit donc posséder des notions claires sur l'état de choses antérieur, prendre des habitudes de réflexion personnelle, avoir une indépendance absolue de pensée, enfin posséder à fond la langue nationale, afin de pouvoir communiquer ses idées dans leurs moindres nuances. »

Et maintenant, à qui doit être confiée la mission de réorganiser l'éducation nationale ? « J'ai fait suffisamment connaître, dit Fichte, le plan de la réforme de la nouvelle éducation. Une question s'impose actuellement à nous : Ce plan, qui en dirigera l'exécution ? Sur qui faut-il compter pour cela ? Cette éducation nouvelle est ou doit être, avons-nous dit, la plus pressante, ou plutôt la seule et unique affaire dont notre patriotisme doive s'occuper. Les circonstances ne nous permettent pas de songer à autre chose. J'ajoute que, par cette éducation que nous aurons eu l'honneur d'introduire les premiers dans le monde, nous voulons, du même coup, préparer l'amélioration, la transformation du genre humain tout entier. Mais il faut, avant tout, que ce vrai et intelligent patriotisme ait commencé par enflammer notre propre pays, qu'il se répande partout où se parle notre lan-

gue, et devienne, en toute occasion, le moteur essentiel et la force dirigeante. L'extension à donner à cette préoccupation régénératrice nous indique que c'est sur l'Etat qu'il nous faut d'abord pouvoir compter pour obtenir le succès. »

Que l'Etat ne redoute pas les dépenses que lui imposerait une telle entreprise. Ces dépenses une fois faites, il aurait pourvu de la manière la plus économique et la plus sage à la plupart de ses autres obligations. « Par exemple, dit Fichte, la plus grosse part des revenus de l'Etat a été consacrée jusqu'ici à l'entretien d'armées permanentes; eh bien, que l'Etat organise, d'une manière générale, l'éducation nationale (1), telle que nous l'avons proposée et, du jour où une génération nouvelle aura traversé nos écoles, il n'y aura plus besoin d'une armée spéciale: la génération nouvelle tout entière formera une armée et une armée comme aucun siècle n'en a encore vue. Chaque individu, en effet, a été complètement exercé à tous les usages imaginables de sa force physique, et comprend à l'instant toute manœuvre qui lui est ordonnée; il est habitué à supporter les efforts et les fatigues; son esprit, qui s'est développé par la vue immédiate des choses, est toujours actif et en possession de lui-même; dans son âme vit l'amour de l'être collectif dont il est un membre, de

(1) La thèse, d'après laquelle l'Enseignement est une affaire nationale et un objet de gouvernement, avait été souvent soutenue, à la Constituante, à la Législative et à la Convention.

Déjà en mars 1763, La Chalotais avait présenté au Parlement de Bretagne, au plus fort de la lutte contre les Jésuites, un mémoire intitulé *Essai d'éducation nationale* dans lequel, à l'éducation jésuitique, il proposait de substituer une Education d'Etat dont il développe les principes et le programme.

Diderot, en 1776, demande, dans son *plan d'Université*, une forte organisation de l'instruction dont la direction appartienne à l'Etat.

l'Etat et de la Patrie, et cet amour détruit tout mouvement d'égoïsme. L'Etat peut appeler de tels hommes, il peut les mettre sous les armes et être assuré que nul ennemi ne les vaincra. »

Mais ce n'est pas tout. Les avances faites par l'Etat pour l'éducation nouvelle seront bientôt couvertes au centuple par l'accroissement de la richesse nationale. Dans les Etats bien administrés, l'attention du gouvernement se porte sur l'amélioration de la situation économique, dans le sens le plus étendu de ce mot. De fortes sommes s'inscrivent au budget en faveur des progrès de l'agriculture, de l'industrie, du commerce. Mais le peu d'instruction des masses, leur incapacité profonde, ont souvent rendu inutiles et les efforts et les dépenses. En général, les résultats obtenus ont été peu de chose. Notre éducation nouvelle, au contraire, est faite pour procurer à l'Etat des classes laborieuses, habituées dès l'enfance à réfléchir sur leurs diverses opérations professionnelles, capables d'ailleurs de se tirer d'affaire par elles-mêmes, et ayant le goût de l'initiative. Que l'Etat veuille bien leur venir en aide d'une manière judicieuse et elles comprendront à demi-mot, elles profiteront avec reconnaissance des conseils qui leur seront donnés. Toutes les branches de l'économie sociale acquerraient, en peu de temps et sans beaucoup de peine, un développement tel qu'aucun siècle ne l'a encore vu, et, puisqu'on veut calculer, l'Etat retrouverait, au centuple et au delà, l'avance qu'il aurait faite.

Jusqu'ici l'Etat a fait beaucoup, quoiqu'il n'ait jamais fait assez pour les institutions de justice et de police; il a dépensé beaucoup d'argent pour les maisons de détention et de correction; il a construit des hospices et des établissements de bienfaisance, qui, en se développant, n'ont fait que développer la misère et semblent avoir pour mission d'encourager le paupérisme.

Mais, dans un Etat où la nouvelle Education serait devenue générale, la nécessité des établissements pénitentiaires se réduirait beaucoup, celle des établissements de bienfaisance disparaîtrait complètement. Mettez l'enfant sous le joug de la discipline dans ses premières années, et vous n'aurez plus besoin de pourvoir plus tard à sa très difficile et douteuse amélioration. Elevez convenablement votre peuple, et vous n'y verrez plus de pauvres (1).

«Puisse l'Etat, puissent tous ceux qui le dirigent ou le conseillent, avoir le courage de regarder en face et de s'avouer à eux-mêmes le véritable état de nos affaires! Qu'on se le dise bien : L'éducation des générations futures est aujourd'hui le seul domaine où notre Etat puisse agir librement ; le seul où il soit vraiment Etat indépendant et maître de ses destinées, le seul où il ait droit de décider par et pour lui-même. A moins qu'il n'ait absolument renoncé à rien faire, l'Education doit être considérée par lui comme la seule chose qu'il puisse encore faire. Mais qu'il la fasse, cette chose essentielle, et il aura toute liberté. C'est une tâche qu'on ne lui disputera pas, un mérite qui ne lui sera pas envié. Résister, opposer la force à la force, nous ne le pouvons plus, cela saute aux yeux, tout le monde en convient, et nous sommes toujours partis de cet aven comme d'un point de départ inévitable. Notre existence est ruinée, et pourtant nous la prolongeons, nous vivons. Sommes-nous donc des lâches ? Est-ce un indigne amour de la vie qui nous y rattache ? Comment écarter un tel reproche ? En nous décidant à ne plus vivre pour nous-mêmes ; en ne nous considérant plus que comme la semence d'où sortiront un jour de plus dignes descendants ; en n'ayant plus d'autre raison de vivre que nos

(1) *Reden an die deutsche Nation* : R. XI.

enfants et la préparation des jours meilleurs que nous rêvons pour eux. Sans un tel but donné à notre existence, que nous resterait-il donc à tenter ? On nous fera nos constitutions, nos traités ; on nous imposera tel ou tel emploi de nos forces militaires, on nous prètera un Code ! Le droit même d'appliquer ce Code, en rendant la justice, nous sera souvent enlevé. Pour le moment, le vainqueur nous épargne le souci de tout cela. Il n'y a qu'une chose à laquelle il n'ait pas pensé, c'est l'Education ! Et nous répétons encore : Que faire ? Et nous ne profiterions pas d'un tel oubli ? Nous ne saisissons pas la seule forme d'activité publique et nationale que nous ne partageons avec personne ? Dussé-je me tromper, je veux, ne pouvant vivre que par cette espérance, je veux croire que j'arriverai à convaincre quelques-uns de mes concitoyens de cette grande vérité : L'Education seule peut nous sauver de tous les maux qui nous écrasent. Je me plais à espérer que le malheur nous aura appris à réfléchir, et nous aura rendus plus sérieux. L'étranger, lui, possède à sa portée d'autres consolations, d'autres ressources que l'Education. Dût cet objet occuper un instant sa pensée, il est peu probable qu'il s'y arrête et lui accorde quelque attention. Je compte bien, au contraire, qu'à l'étranger, les lecteurs de journaux trouveront la chose plaisante et s'égaieront agréablement à l'idée que quelqu'un, en Allemagne, a pu attendre de si grandes choses de l'Education (1). »

Après quelques passages dont l'intérêt est exclusivement allemand et historique, Fichte continue en ces termes :

« J'ai dit que l'Etat allemand, qui commencera le premier

(1) « Nous sommes comme des mineurs, dit-il encore, qui avons perdu nos tuteurs naturels. Des maîtres étrangers sont venus les remplacer. Que devons-nous faire, si nous ne voulons devenir esclaves ? Nous devons nous débarrasser de ces mai-

l'œuvre commune, en retirera la gloire la plus grande. J'ajoute qu'il ne restera pas longtemps isolé. Il est hors de doute que cet Etat trouvera des imitateurs et des émules. Ce qui importe, c'est que quelqu'un commence. L'exemple une fois donné, on verra, à défaut même de meilleurs mobiles, l'amour propre, la jalousie, le désir de ne pas rester en arrière, de faire autant et même, s'il se peut, mieux que le voisin, exciter les divers Etats à suivre, l'un après l'autre, l'impulsion donnée. Les faits suffiront pour prouver l'exactitude de nos considérations sur l'avantage matériel qu'a l'Etat au développement universel de l'instruction. Nos arguments ont pu paraître douteux, l'expérience les confirmera bientôt. Je n'hésite pas à affirmer que si, à cette heure même, tous les Etats allemands s'appliquaient sérieusement à organiser l'instruction publique suivant mes vues, il ne faudrait pas plus de vingt-cinq ans pour former la génération nouvelle, et quiconque pourrait compter sur vingt-cinq ans de vie serait en droit d'espérer voir ce prodige. »

Après avoir ainsi parlé du rôle de l'Etat, Fichte examine la question, au point de vue de l'initiative individuelle.

« Admettons cependant, dit-il, car il faut tout prévoir, qu'il ne se trouve, dans aucun de nos pays allemands, un homme d'Etat, capable de comprendre ce qui vient d'être dit, d'en être frappé et d'entraîner dans ce sens la majorité de ses collègues. Dans ce cas, c'est à l'initiative privée, c'est au concours de particuliers bien disposés qu'il faudrait avoir

tres et, pour cela, il n'y a qu'un seul moyen : Devenir d'abord *majeurs*, au moyen de cette éducation nouvelle et nationale. Le patriotisme allemand s'est, pour ainsi dire, évanoui : il faut qu'il ressuscite plus intense, plus vivace ; il se développera d'abord paisiblement et secrètement et puis, le moment venu, il s'épanouira au grand jour et rendra à la nation l'indépendance qu'elle a perdue... » *Reden*, IX, introd., (S. W. VII).

recours, et, faute de mieux, c'est d'eux qu'il faudrait attendre la première réalisation de notre plan pédagogique. D'abord on pourrait s'adresser aux grands propriétaires fonciers. Il leur serait facile de créer, dans leurs domaines, des écoles d'après le nouveau système». Fichte compte aussi sur les associations que l'on formerait dans toutes les villes en faveur de l'instruction. « Malgré toutes nos misères, dit-il, les âmes de nos concitoyens ne se sont pas, que je sache, fermées à la bienfaisance. Mais il est rare que cette bienfaisance contribue efficacement à soulager la misère. Il semble, au contraire, qu'elle l'augmente. Cela tient à certains vices de nos institutions, vices qui dérivent tous de l'insuffisance de l'éducation. Faisons donc un meilleur usage des dispositions bienveillantes de nos concitoyens; dirigeons-les exclusivement sur cet objet essentiel et unique, qui doit supprimer la misère et rendre la bienfaisance elle-même inutile, sur la bonne œuvre de l'instruction.

Mais, ajoute Fichte, il ne suffit pas de donner de l'argent. Il faut agir, il faut apprendre à se donner soi-même. C'est une sorte de bienfait, une espèce de sacrifice dont la cause de l'enseignement n'a pas moins besoin que de contributions pécuniaires. Il faut pouvoir compter sur cette précieuse ressource.

« Puissent donc nos jeunes savants consacrer, si les circonstances le leur permettent, à l'étude et à la mise en pratique des nouvelles méthodes, le temps qui doit s'écouler entre leur sortie de l'Université et leur entrée dans un emploi public. Non seulement ils rendront ainsi à la Société un grand service, mais un tel apprentissage du professorat sera pour eux-mêmes d'une grande utilité. Généralement, la masse de connaissances qu'ils emportent de l'Université semble inerte et morte. Grâce à la clarté qu'exige un ensei-

gnement élémentaire basé sur la vue immédiate des choses, toutes ces notions acquises par eux gagneront en netteté et prendront de la vie. Ils apprendront à exposer leur science; en s'exerçant à l'expliquer, ils la tiendront en quelque sorte mieux en mains. De plus, comme l'enfant révèle naïvement tous les caractères de l'humanité, nos jeunes maîtres acquerront, en instruisant les écoliers, un véritable trésor de connaissances pratiques sur l'homme et la vie; ils se prépareront *au grand art de vivre et d'agir*, art essentiel dont, en général, les hautes écoles n'enseignent pas même les premiers éléments. »

En résumé Fichte veut que, si l'Etat se refusait à entreprendre la tâche qui lui incombe, les particuliers agissent à sa place et aient toute la gloire de leur initiative, jusqu'au jour où l'Etat, entraîné par ce mouvement de l'initiative individuelle et se souvenant qu'il est l'Etat, c'est-à-dire le tout et non une partie, comprendrait enfin qu'il a le droit et le devoir de s'occuper, non d'une partie seulement de sa tâche, mais de la totalité. Alors, toutes les entreprises individuelles organisées pour l'éducation cesseraient d'avoir leur raison d'être et rentreraient dans l'organisation générale établie par l'Etat. Une fois entreprise, une telle œuvre ne s'arrêtera pas, elle ne pourra que croître et s'étendre en tous sens. Il faut une succession d'efforts, qui ne doit s'arrêter qu'après l'entier accomplissement de la tâche commencée.

Dans les derniers discours (1), Fichte résume les idées qu'il

(1) Dans le *XIII^e* et *XIV^e* Discours, Fichte montre que l'union des peuples est actuellement irréalisable, que ce n'est pour le moment qu'un rêve. « En attendant sa lointaine réalisation, dit-il, il est nécessaire d'entreprendre la lutte des principes... Il faut agir, il faut développer l'énergie, sans laquelle il n'y a pas de caractères, sans laquelle il ne saurait y avoir d'indépendance nationale... »

a développées et adresse à ses auditeurs et au peuple allemand tout entier une adjuration passionnée. Les allusions à l'état présent de l'Allemagne deviennent plus fréquentes et plus précises. Tous nos malheurs, répète Fichte, proviennent de la division politique de l'Allemagne et des alliances que les princes ont contractées avec l'étranger. L'Allemagne est devenue ainsi le champ de bataille de l'Europe. Jamais elle ne s'est trouvée dans un moment plus critique ; il s'agit pour elle de disparaître ou de se sauver en sauvant l'Europe avec elle.

Il adjure les jeunes gens de conserver la chaleur et la générosité qui sont naturelles à leur âge, et que leurs aînés ont perdues.

« Puisque, leur dit-il, vous êtes encore à cet âge où l'on peut comprendre les idées désintéressées et s'enflammer pour elles, songez à créer une race meilleure que la nôtre. Si votre enthousiasme s'éteignait, si, vous aussi, vous vous endormiez dans l'égoïsme, dans l'inertie et la lâcheté ; si vous suiviez l'exemple de ceux qui vous entourent et vous ont précédés, vous perdriez bien vite ce désir de vouloir devenir meilleurs. Attisez donc le feu sacré de l'enthousiasme, proposez-vous une noble ambition, qui poétise votre existence, et vous acquerrez ainsi ce qui fait avant tout la grandeur de l'homme : le caractère et l'énergie. C'est ainsi que vous trouverez la source et le secret d'une éternelle jeunesse. Quand vos corps vieilliront et que vos jambes fléchiront, votre esprit conservera sa fraîcheur, votre caractère sa fermeté... L'activité vivante est la seule chose qui soit réelle et vraie. La vraie réalité, c'est l'idéal... »

Pour les hommes d'âge mûr, Fichte se montre particulièrement sévère. « Vous, hommes d'action, dit-il, vous étiez ignorants, bornés, dédaigneux de tout idéal ; corrigez-vous

et apprenez. Pensez à votre vieillesse, il est encore temps de l'ennoblir, en vous spiritualisant, en travaillant à votre amélioration personnelle et à celle de ceux sur lesquels vous avez quelque influence, tout au moins en vous abstenant de mettre des obstacles à nos projets.

Vous, penseurs, savants, écrivains, hommes de lettres, tâchez d'être dignes de votre nom et du rôle que vous prétendez remplir.

« Trop souvent, vous vous êtes laissés emporter dans les régions de la pensée pure, sans vous inquiéter des besoins du temps présent. Puisque la vie doit se régler sur les principes supérieurs et éternels, vous ne devez pas négliger le monde actuel pour vous attacher uniquement à la pensée pure. Chercher un idéal toujours plus élevé ne suffit pas. Il faut s'efforcer de rattacher l'éternelle vérité à la réalité présente, de relier l'idéal à ce qui est... Qu'avez-vous fait des jeunes générations qui se sont groupées autour de vos chaires, ou qui se sont nourries de vos œuvres, et qui maintenant occupent les principales charges du gouvernement ? Avez-vous dirigé leur éducation en vue de leur perfectionnement individuel et en vue aussi du bien général ? Si les gouvernants sont les bras qui agissent, les penseurs, les lettrés, les écrivains doivent être la tête qui conçoit les principes et qui dirige l'opinion. Rappelez-vous désormais l'importance de votre tâche et puissiez-vous considérer cette œuvre autrement qu'un métier. Apprenez à vous estimer vous-mêmes, et prouvez-le par vos actes. Quoiqu'il en soit, commencez à réparer vos fautes en faisant aboutir par votre concours et vos efforts persévérants les réformes que nous avons proposées et dont, mieux que personne, vous pouvez comprendre l'importance pour l'avenir de la nation. »

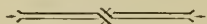
Vous, enfin, princes d'Allemagne, sachez au moins saisir

la seule chance de salut qui vous reste. Commencez une nouvelle existence, aidez vos peuples à conquérir les vrais biens. Vous dirigerez ainsi désormais, non des troupeaux, mais des hommes libres, n'ayant qu'une seule ambition : vivre indépendants et se développer sans cesse par l'intelligence et le caractère. Que tout Allemand, quelle que soit sa place dans la société, prenne fermement sa résolution et agisse.

« Décidez-vous donc enfin à être sérieux, dit-il en terminant; cette fois au moins, ne sortez pas d'ici sans avoir pris une ferme résolution, et que chacun de ceux qui m'entendent prenne cette résolution, comme s'il était seul au monde et que seul il eût tout à faire. Du moment où beaucoup d'individus penseront ainsi, ils formeront bientôt un tout compact, animé d'une force unique; quand, au contraire, chacun, comptant sur son voisin, s'exclut lui-même de l'œuvre et laisse aux autres le soin d'agir, mauvais calcul! Il se trouve que tout le monde est le voisin et que personne n'a rien fait. Tout est resté au même point. Prenez donc tout de suite la résolution qu'il faut prendre... Il ne s'agit plus de ces demi-résolutions, de ces velléités qui ne sont qu'une volonté de vouloir, de ces fausses modesties qui se retranchent derrière un aveu d'insuffisance! Ce qu'on vous demande, c'est une résolution vivante et active, qui ne chancelle ni ne se refroidisse, qui dure et s'affermisse jusqu'à ce que le but soit atteint. Auriez-vous donc complètement perdu le principe intérieur qui seul peut produire de ces résolutions vivaces? Ne seriez-vous plus que des êtres éteints et réduits à l'état d'ombres, des corps sans sève, vides de sang et privés de ressort propre? Ressembleriez-vous à l'homme qui rêve et dont l'esprit voit encore des images variées s'agiter et se croiser en tous sens, mais dont le

corps étendu et roidi présente l'apparence de la mort ? Il y a longtemps qu'on nous le dit en face, qu'on nous le répète sur tous les tons. C'est bien à peu près là ce qu'on pense de nous. Vous l'avez entendu et vous en avez été indignés ! Prouvez donc à ceux qui parlent ainsi qu'ils se trompent, montrez à tout l'univers que vous n'êtes pas ce qu'ils disent, et l'univers entier saura qu'ils ont menti !...

« Si faibles que vous puissiez être, les évènements ont pris soin de vous faciliter la tâche de la réflexion et de vous forcer enfin à ouvrir les yeux. Qui nous a jetés dans ce désarroi, nous a déguisé notre vraie situation, nous a entretenus dans notre légèreté et dans notre aveugle laisser-aller ? N'est-ce pas notre bonne opinion de nous-mêmes ? Les choses pouvaient-elles aller mieux qu'elles n'allaient ? A qui nous engageait à réfléchir, nous n'avions pas même besoin de répondre ; il suffisait de montrer d'un air triomphant notre brillante existence se soutenant toute seule et sans effort de notre part, et, en effet, tout allait bien, en attendant le jour de l'épreuve ! L'épreuve est enfin arrivée, et quelle chute ! Rien à espérer, si chaque individu parmi nous ne fait tout ce qu'il peut, et ne le fait, comme s'il était seul au monde et que le salut des générations futures ne reposât que sur lui ! Décidez-vous maintenant ! Ne dites pas : « Encore un peu de repos, encore quelque temps de réflexion, peut-être verrons-nous bientôt un meilleur état de choses. Une amélioration quelconque dans notre situation ne se produira jamais, soyez-en convaincus, d'une manière spontanée et sans efforts de notre part. Encore une fois, tout retard ne fait qu'augmenter notre inertie. Le moment est décisif : il faut ou périr ou agir. »



CONCLUSION

L'effet de ces *Discours à la nation allemande* fut considérable, non seulement à Berlin où ils furent prononcés, mais dans toute la Prusse, dans toute l'Allemagne. Livrés presque aussitôt à l'impression, ils obtinrent, en très peu de temps, un immense succès de popularité et exercèrent une prodigieuse influence. On sait qu'ils ont puissamment contribué à soulever l'Allemagne contre Napoléon. « Depuis Luther, dit un historien, personne n'avait parlé ainsi aux Allemands. Personne n'avait su ignorer si parfaitement leurs divisions politiques et traiter l'Allemagne comme une nation, comme un tout organique et vivant. » C'est Fichte qui, pour la première fois, formule avec précision l'idée de l'unité allemande. Ses discours prononcés, au moment où l'ascendant de la France paraissait irrésistible, contribuèrent à rallier autour d'une foi commune les esprits hésitants, désorientés, découragés, et, en rendant l'Allemagne consciente d'elle-même, à reconstituer son unité morale qui facilitera plus tard son unité politique. Au lieu d'avoir recours à des expédients et à des palliatifs, Fichte, nous l'avons vu, s'élevant à une très grande hauteur de vues, va droit à la cause profonde du mal et veut une réforme radicale. Puisque le malheur de tous provient de

l'égoïsme de chacun, il faut qu'un ordre de choses nouveau s'établisse, et que de ce désastre sorte une Allemagne régénérée par une éducation nationale nouvelle.

Les discours de Fichte contribuèrent aussi à faire connaître Pestalozzi et sa méthode et à le faire considérer par le peuple allemand comme l'homme choisi par la Providence pour opérer cette révolution. Des hommes d'Etat et des pédagogues accoururent à Yverdon pour y étudier la méthode nouvelle, et les conseillers d'éducation les plus influents de la Prusse, Weiss et de Turk, comme les principaux directeurs d'écoles normales, Harnisch et Diesterweg, se déclarèrent partisans des idées du grand pédagogue suisse. Les autres Etats ne tardèrent pas à suivre l'exemple de la Prusse. Des écoles normales furent fondées pour propager la méthode; partout les écoles furent réorganisées d'après les principes nouveaux.

On peut aussi attribuer à l'état d'esprit, produit par les *Discours à la nation allemande*, la rénovation des Universités et spécialement la fondation de l'Université de Berlin. Sous l'influence de Fichte, les Universités prennent, elles aussi, conscience de leur importance sociale et vont devenir un organe essentiel à la vie nationale. Toute l'Allemagne, même celle du midi, était remplie d'éléments de résistance, mais ils étaient épars, c'est-à-dire impuissants. Il sembla nécessaire de les grouper, de les concentrer. L'Etat, épuisé par la guerre et les contributions, trouva moyen de fonder et de doter richement l'Université de Berlin, où les savants de toutes les contrées de l'Allemagne furent appelés. Bientôt la jeunesse y affluait, impatiente d'écouter les voix hardies qui osèrent prêcher le patriotisme au milieu des ennemis campés dans la capitale. « La lutte des armes est terminée, s'écriait Fichte, nous allons commencer la lutte des princi-

pes, des mœurs et du caractère. » Pour y arriver, il fallait réveiller l'idée du devoir, prêcher à une génération habituée à écouter et à scruter chacun de ses mouvements, l'oubli de soi-même et le dévouement à une cause qui semblait à jamais perdue. La fondation de cette nouvelle Université devint une affaire nationale (1). Napoléon, qui surveillait minutieusement les levées de troupes et les exercices militaires, ne se préoccupait point de « cette terrible machine de guerre que Humboldt et ses amis espérant contre tout espoir » élevèrent au centre même du royaume vaincu. Le pays soumis fut plus clairvoyant : l'Allemagne considère avec raison l'Université de Berlin comme la cause la plus puissante de sa délivrance et comme le plus beau monument qu'aient laissé les hommes d'Etat prussiens de 1808. L'Université de Berlin allait bientôt devenir le centre intellectuel de l'Allemagne du Nord et un foyer ardent de patriotisme. On le vit bien en 1813 et 1814 où presque tous les étudiants s'engagèrent. Ils

(1) « Le local pour l'Université fut bientôt trouvé, dit M. Lavisse, ce fut le palais du prince Henri, frère de Frédéric II... Le roi prouva qu'il entendait faire grandement les choses en lui donnant ce palais, le plus beau de la ville après le sien, situé au plus bel endroit de l'avenue « sous les Tilleuls », auprès de la bibliothèque, de l'arsenal, à quelques pas enfin du propre palais des rois de Prusse ! C'était un infailible moyen d'attirer sur l'institution l'attention des indifférents et le respect de la foule. » Il s'agissait de « changer la pensée » d'une génération, de « suppléer par des forces intellectuelles aux forces physiques que l'Etat avait perdues, de créer en un mot une âme nouvelle ».

« Quand sera fondée cette organisation scientifique, prophétisait Schleiermacher, elle n'aura point d'égale, grâce à sa force intérieure, elle exercera son empire bien au delà des limites de la monarchie prussienne. »

donnèrent l'impulsion et contribuèrent à entraîner la masse du peuple allemand. Grâce à eux, l'enthousiasme produit par la morale de Kant et par les discours de Fichte devint contagieux. De là ce mot d'un historien contemporain : « Sans Kant et sans Fichte, point de guerre de l'indépendance ».

Après le désastre d'Iéna et la paix de Tilsitt, hommes d'action et hommes de science, hommes d'Etat et philosophes ne font que répéter ce qu'avait dit si éloquemment Fichte dans ses discours. Comme lui, ils croient que la réforme doit consister plutôt à retremper les âmes qu'à modifier les lois. Frédéric-Guillaume III prononce alors ces paroles restées historiques : « Il faut que l'Etat retrouve en force morale et intellectuelle ce qu'il a perdu en force matérielle ». Humboldt, Stein, Schleiermacher répètent, avec Fichte, que la réforme de l'Etat doit commencer par une éducation meilleure de la génération qui vient et que cette éducation doit être à la fois scientifique et morale. Mais, au lieu de l'internat rigoureux, sorte de monastère laïque que Fichte avait imaginé, ils veulent des établissements d'instruction permettant la vie de famille, avec la plus grande somme possible de liberté. Tous s'inspirent de cette idée profonde et fort juste des *Discours*, qu'il faut fortifier tout un peuple par une éducation commune, inspirer à tous, maîtres et élèves, un seul sentiment, une seule volonté, l'amour d'un plan idéal et le ferme désir de le réaliser, mais ils rejettent ce qu'il y a d'exagéré dans le système de Fichte, en particulier la suppression complète de l'éducation de la famille, dès la plus tendre enfance. Il y avait là en effet, comme un retour à l'antiquité et à la théorie de Platon en particulier, qui n'aurait pas été sans danger.

Tout autre était l'opinion de Pestalozzi que, sur ce point

cependant si important, Fichte n'a point suivi, tandis qu'il s'en inspirait pour tout le reste. Si le grand secret de l'éducation proprement dite est l'amour, l'amour de l'enfant, rien ne peut égaler ou remplacer *l'éducation par la famille et dans la famille par la mère*.

Ce principe est, pour Pestalozzi, fondamental. Sa gloire, c'est d'avoir compris que c'était surtout la mère du pauvre, le foyer domestique du peuple, comme il le dit sans cesse, *die Wohnstube*, qu'il était nécessaire et possible de régénérer. « Le foyer domestique du peuple, écrit-il, est le point central où tout ce qu'il y a de divin dans les forces de formation de la nature humaine se réunit... Le seul terrain solide sur lequel nous devons chercher à établir l'éducation du peuple, la culture nationale, le bien-être des déshérités, est le cœur du père et de la mère, qui, par la force, la vérité, le désintéressement de leur amour, allument dans le cœur de leurs enfants la croyance à l'amour : ainsi toutes les forces réunies du corps et de l'âme des enfants se soumettent à l'obéissance par amour, à l'action par obéissance (1). Dans la famille du peuple, la figure dominante, c'est la femme, c'est la mère; tout dépend de sa vertu et finit par se modeler sur elle. Le mari est le chef de la famille, la femme en est le lien; le mari en est l'honneur, la femme la bénédiction; plus nécessaire à son mari, elle exerce sur son cœur, ses décisions, l'avenir de leurs enfants, une influence heureuse, moins partagée peut-être et plus complète que la mère de famille, au foyer du riche. » Telle est Gertrude, cette belle figure tracée par Pestalozzi et qui est devenue comme le type idéal de la femme de l'ouvrier.

C'est donc à la famille et spécialement à la mère que

(1) *Rede an mein Haus*.

Pestalozzi confie le soin de l'éducation des enfants et de la première instruction, puisque c'est à la mère qu'il appartient d'apprendre tout au moins le langage à son enfant. Pestalozzi veut que l'école soit comme l'image de la famille, que l'esprit et l'organisation de la famille y soient introduits. De là, écoles peu nombreuses pour que l'enfant ne s'y trouve pas perdu,—relations fréquentes du maître avec les parents. Il faut, dit-il, que celui-ci soit comme un second père. La famille est l'apprentissage de la société, qui ne se compose pas d'individus, mais de familles.

« L'autorité et l'amour de la mère, dit Pestalozzi, développent dans son nourrisson les premiers germes naturels de la foi, de l'amour, et le préparent à l'influence bénie de l'autorité paternelle, aux sentiments fraternels, et successivement à une tendresse et à une confiance qu'il étend à tout le cercle de la famille... Le cercle s'agrandit de jour en jour jusqu'à l'amour de l'homme, à la confiance en lui. Celui qu'aime sa mère, l'enfant l'aime aussi; celui en qui elle a foi, il s'y confie avec elle... Un étranger vient : Donne lui ta petite main, dit la mère, il est bon, il t'aime, il faut l'aimer; l'enfant sourit et donne sa main.... Tu as, bien loin, bien loin, un grand-père qui t'aime bien, dit-elle; l'enfant le croit, aime son grand-père, en parle à sa mère. Non autrement lorsqu'elle dit : J'ai un père au ciel, de qui tout bien nous vient, à toi, à moi; l'enfant croit à son père dans le ciel. Et lorsqu'elle prie, comme chrétienne, s'adresse à l'Esprit d'amour; l'enfant prie avec elle, et croit à l'amour de Celui dont il reconnaît en sa mère les inspirations. Ainsi le fils de l'homme est conduit par la main de sa mère, et s'élève naturellement de l'amour et de la confiance qu'elle lui inspire à l'amour des semblables et au sentiment pur de la vraie foi chrétienne et du vrai amour chrétien. » Pestalozzi n'aurait-

il fait que comprendre et faire comprendre à tous la nécessité de l'instruction du peuple par les mères, que montrer aux mères, par d'excellents et populaires écrits, ce qu'elles doivent entreprendre à cet égard, ce serait déjà une œuvre d'une immense utilité.

Fichte, lui, qui s'était inspiré de Pestalozzi pour tout le reste, a eu le tort d'oublier que le foyer familial est et devrait rester la base immuable de l'organisation et du progrès social. En voulant enlever l'enfant à la famille pour le donner à la Société, à l'Etat, Fichte commet une grande méprise; car l'enfant doit appartenir évidemment à ceux sans lesquels il ne serait pas. D'abord, comme on l'a déjà souvent fait remarquer, c'est onérer la société d'une charge dont elle n'est point responsable; et de plus, elle n'a pas de droit sur cet enfant, puisqu'elle n'est attachée à lui par aucun lien précis; enfin elle n'offre point une garantie suffisante et on ne peut attendre d'elle qu'une sollicitude vague et générale, si même elle n'est pas partielle en faveur de ceux dont elle espère le plus d'avantages. Au contraire les parents ont évidemment la charge de l'enfant, puisque c'est par eux qu'il existe. Aucune autorité ne repose sur des principes plus naturels, aucune n'est plus nécessaire, aucune n'est entourée de plus grandes garanties. Si la doctrine, qui prétend enlever les enfants à la famille pour les donner à l'Etat, est absurde et révoltante, c'est surtout lorsqu'on considère le rapport de la mère et de l'enfant. La société aurait-elle de tels soins, de tels sacrifices, un tel oubli de soi-même, une telle condescendance pour la faiblesse de l'enfant? Après cette première éducation que seule peut donner la mère, n'est-ce pas le père qui pourra le mieux introduire progressivement dans l'âme de l'enfant les deux idées les plus importantes à la conduite de la vie: l'idée de la

règle et l'idée du devoir ? « Qui est plus près que le père et la mère du cœur de l'enfant ? dit excellemment M. Gréard (1). Qui peut mieux se rendre compte de ses propensions instinctives et de ses passions naissantes ; démêler ses qualités de ses défauts..., le traiter en un mot, dans toutes ses transformations, d'après son tempérament, et lui donner le régime moral qui lui convient ? Qui pourrait mieux surtout saisir ou faire naître les occasions d'éprouver sa volonté, de l'exercer à délibérer, à prendre un parti, à faire acte d'autorité sur lui-même, à se commander et à s'obéir ? A qui appartiendrait-il davantage de lui remettre peu à peu l'administration de son libre arbitre ; de le familiariser avec le bien, de le mettre en garde contre le mal, en n'hésitant pas, lorsqu'il le faut, à le lui faire connaître ; de ne pas craindre, suivant l'ingénieuse expression de M^{me} Guizot, de le laisser toucher à la lame de l'épée et au tranchant du couteau, mais de lui apprendre à toucher et à manier par le bon bout ; de se rappeler toujours, en un mot, qu'il ne s'agit pas de subordonner sa volonté, mais de lui en créer une, et de l'acheminer pas à pas vers cette indépendance raisonnée, patiemment, mais délibérément poursuivie, qui constitue la personnalité humaine ? »

Mais ce n'est pas tout. Fichte, nous l'avons vu, insiste surtout sur la régénération de la société tout entière ; Kant sur la régénération de l'individu. Mais la société ne s'améliore pas sans l'individu, et l'individu ne s'améliore guère tout seul ; il nous faut en général un point d'appui ; ce point d'appui, c'est la famille. La famille est l'image de la société future ; de la solidarité qui doit unir chacun de ses membres. Comment se préparer mieux à la vie collective ? Celui qui

(1) Gréard, *l'Esprit de discipline*.

aura acquis les principales vertus domestiques : affection mutuelle, amour dans l'autorité, amour dans l'obéissance, respect de l'inférieur, respect du supérieur, acceptation volontaire de conditions inégales, harmonie dans l'égalité, celui-là ne saura-t-il pas aussi, dans la grande famille, se dévouer, lorsqu'il le faudra, aux intérêts de la collectivité ?

Cependant, si c'est dans la famille que se fait tout d'abord le véritable apprentissage de la vie collective, l'école peut et doit continuer la préparation du futur citoyen.

En effet, la destinée qui attend l'enfant exige qu'il apprenne à vivre avec les autres. L'Education isolée ne saurait lui donner une idée suffisamment juste des conditions de l'existence sociale. Or c'est dans la vie commune de l'éducation publique, dans ces associations résultant, non d'un libre choix, mais d'un rapprochement fortuit comme le monde en fournit tant d'exemples, qu'il peut le mieux se rendre compte de la nature des liens qui unissent les membres d'une communauté, si modeste qu'elle soit. « L'expérience de tous les jours, dit M. Gréard, (*Esprit de discipline dans l'Education*), une expérience prolongée lui fait connaître sur quelles règles repose l'existence de toutes les sociétés, les avantages et les dangers qui en résultent, comment se limite le droit et s'impose le devoir, ce que valent les fautes ou les mérites individuels, ce qu'entraînent les responsabilités collectives, quels sacrifices l'intérêt général commande. Ainsi se révèle à sa conscience, par des exemples à sa portée, par des effets dont le caractère se grave, une des lois essentielles de l'ordre moral, loi complexe et délicate entre toutes, la loi de la solidarité(1). En

(1) Voir sur ce point les observations si judicieuses et si fines de M. H. Marion, (*De la solidarité morale*, 2^e édit. 1883, 1^{re} partie, chap. I à IV).

même temps qu'elle inculque à l'enfant les idées d'égalité, de tolérance, de loyauté, de justice, de respect pour la supériorité de l'intelligence et du caractère, de solidarité, qui sont comme le viatique du monde moderne, elle lui crée, par l'habitude de la règle, du travail, de l'effort aisément soutenu, de la vie morale puisée aux mêmes sources, le tempérament d'esprit et de cœur qui lui permettra d'en supporter les épreuves. »

L'idée de la société et de la solidarité peut d'ailleurs être suggérée de bonne heure à l'enfant, soit dans la famille, soit à l'école. Au lieu de lui inspirer sans cesse l'idée qu'il est un centre et de chercher continuellement à lui embellir la vie, en lui cachant soigneusement toutes les tristesses et tous les devoirs qu'elle lui réserve, ne pourrait-on pas lui apprendre de temps à autre qu'il est, non un créancier, mais un débiteur, qu'il n'a rien qu'il ne l'ait reçu et que, ne pouvant vivre de lui, il ne doit pas vivre uniquement pour lui ? « Vous rappelez-vous, dit Honcey, une délicieuse nouvelle de F. Coppée, où le poète, devenu philosophe, a tout-à-coup, devant une table bien servie, la vision de tous les efforts qu'elle a coûtés ? Il oublie les convives, ils disparaissent, et, à leur place, il aperçoit une foule obscure, des muscles qui se tendent, des fronts qui ruissellent, des corps qui se courbent, l'immense coopération de toutes les industries et de tous les arts appliqués à dresser, à fournir, à orner cette table d'un soir. Et, aussitôt, par dessus le bruit de tant de labeur, il en distingue un autre : ce n'est plus le rythme monotone des rouages ou le grincement régulier des outils, ce sont des plaintes, ce sont les gémissements des blessés du travail ; ... Après l'atelier débordant de vie, l'hôpital, où la mort fait sa ronde entre les lits étroits et blancs comme les pierres des tombeaux. Et le poète se sent pris de re-

mords à regarder passer ces milliers d'êtres qui nous font de la joie avec leur peine et de l'aisance avec leurs douleurs; puis, ramené brusquement à la réalité par une question insignifiante sur les potins du jour, il est tenté d'interrompre l'échange des propos mondains et de dire à ceux qui y voient l'essence des devoirs sociaux : « Regardez, voilà ce qu'ils ont fait pour vous, et vous, qu'avez-vous fait pour eux ? » On pourrait par de telles leçons de choses vivantes préparer l'enfant au rôle qu'il doit jouer dans la société. Dans l'instruction elle-même on pourrait faire pénétrer ces idées ; en histoire, pour mettre en lumière l'enchaînement des efforts et des progrès dont l'homme moderne recueille les bénéfices ; en science, pour raconter au milieu de quelles difficultés fut ensemencé le champ des découvertes dont nous venons aujourd'hui récolter sans peine les riches moissons. On lui révélerait ainsi tous les liens de solidarité qui l'unissent au passé par ce qu'il est, au présent par ce qu'il doit et à l'avenir par ce qu'il peut ». Pour lui donner une telle éducation pas n'est besoin de le séparer de sa famille, d'une façon complète, comme le veut Fichte.

Après avoir fait la part de l'utopie dans le système de Fichte, reconnaissons qu'à côté de solutions plus ou moins vagues et irréalisables, il y a d'excellents conseils, des indications ou des leçons qui témoignent d'un sens droit, d'un esprit juste, d'un cœur ardent et passionné pour l'amélioration de la collectivité et dont on peut encore faire son profit de nos jours. Grâce à lui, à partir de 1806, les idées d'Etat, de patrie, de nationalité reprennent leurs droits et passent au premier plan. Au XVIII^e siècle, la pensée allemande ne voulait point distinguer l'humanité et la patrie. L'idée d'humanité domine, comme étant la plus haute et la plus philosophique. L'idée de la patrie lui est subordonnée.

L'idée de nationalité est plutôt suspecte à cause des souvenirs de rivalités et de guerre qu'elle éveille. C'est alors que Herder flétrit le patriotisme comme étant « indigne de citoyens du monde! », que Schiller, dans un célèbre distique, s'écrie : « Vous espérez en vain, Allemands, former une nation, contentez-vous d'être humains », que Fichte lui-même réclamait, dans ses *Traits du temps* les droits du cosmopolitisme contre les prétentions du sentiment national! Après les désastres de 1807, nous avons vu comment Fichte contribua à réveiller le patriotisme et à relever la notion de l'Etat qui s'était perdue presque totalement sous les petits gouvernements ecclésiastiques ou laïques de l'ouest, du centre et du midi de l'Allemagne.

A Fichte revient l'honneur d'avoir montré quel doit être le rôle de l'Etat en matière d'éducation, quels sont ses droits et ses devoirs. Il fit clairement voir à tous dans l'instruction et l'éducation de tous la garantie nécessaire de l'ordre social et du relèvement de la nation. En effet, si la société n'est rien sans les individus, sans ses unités composantes, la simple juxtaposition des individus ne suffit pas à constituer le concept de la société. Les individus, soit isolés, soit groupés en associations particulières, ont leur cercle d'action et leurs obligations spéciales; mais au-dessus de ces individus ou de ces groupes, s'élève une association plus générale, dont la conscience collective s'affirme dans l'organe supérieur de l'Etat, et cet organe se meut aussi dans son cercle d'action et ses attributions spéciales. Les droits et les devoirs de l'Etat enseignant se fondent sur la nécessité d'un organe assez supérieur aux intérêts et aux passions individuelles ou corporatives, assez pénétré du sentiment de sa durée et de sa responsabilité collective, pour envisager impartialement les problèmes si complexes de l'Education.

Au lieu de commencer par faire des plans de constitutions et de réformes sociales dont l'application est généralement impossible, parce qu'il ne se trouve pas de citoyens qui y soient préparés, Fichte, comme Kant, commence la construction de son édifice par la base, par l'individu; il réforme les citoyens pour réformer l'Etat; l'Etat, pour Fichte, n'a de raison d'être qu'autant qu'il représente un ensemble d'individus ayant les mêmes volontés, qu'il résume, pour ainsi dire, leurs efforts et répond à leurs aspirations; pour lui, le peuple et la patrie doivent être les images de l'éternité dans le temps, la suite impérissable de toutes les volontés cherchant à réaliser un même ordre de choses et unies par une solidarité constante. Pour réformer l'Etat et la société, pour que le sentiment obscur du moi personnel fasse désormais place chez tous à la notion d'un ordre de choses élevé, idéal que l'on aime et dont on fait partie, il s'agit avant tout, de renouveler l'éducation des nouvelles générations. Cette éducation nouvelle doit se faire par le règne absolu des notions claires de la raison, de l'intelligence et de la volonté libre, tandis que l'ancienne éducation avait le tort de tout subordonner aux sens et à l'expérience. Comme la société, l'école doit exiger la *légalité* avant tout, c'est à dire l'obéissance à la loi; mais c'est la *moralité* qu'elle doit viser à produire, c'est à dire l'amour de la loi, le zèle actif et désintéressé. Le souci de sa propre estime devant être bientôt la principale règle de l'adolescent, l'éducation vaudra à proportion de ce qu'elle fera pour substituer ce mobile d'action à l'intérêt et à la crainte. Plus tard, livré à lui-même, ayant appris à aimer le bien, l'ordre et la justice, il voudra spontanément réaliser, dans la grande communauté nationale, ce même idéal dont la poursuite sera devenue chez lui le vouloir de tous ses instants et la condition même de son existence.

En résumé, les deux principes fondamentaux de l'éducation nouvelle, d'après Fichte, doivent être, d'une part, l'amour désintéressé du travail, de l'ordre, du beau, et, de l'autre, la pratique constante de la vraie liberté, d'où doivent découler pour tous la moralité, le patriotisme et la religion.

Habituer les enfants à développer leur activité intellectuelle au lieu de les accoutumer à tout apprendre passivement, sans plaisir comme sans initiative ; former les enfants, et par suite les adultes, à rechercher le bien et à éviter le mal, non par la crainte de châtimens présents ou à venir, mais pour l'horreur qu'inspire le mal en lui-même et pour l'attrait invincible qui nous attire au bien : Tel est, pour Fichte, le seul moyen d'arriver à la vraie liberté, à l'indépendance du caractère bien entendue, et par suite à une existence vraiment nationale, à la réelle émancipation de l'humanité.

Ce qui caractérise Fichte, nous l'avons vu, c'est la chaleur, l'enthousiasme moral. C'est bien encore la morale du devoir et de *l'impératif catégorique*, mais c'est une morale plus communicative, plus expansive, rendue vivante par un sentiment profond de la solidarité. Grâce à l'éducation nouvelle, ce sentiment de la solidarité, qui était tout d'abord inconscient, se transforme peu à peu en une fin reconnue et voulue et l'individu acquiert la pleine conscience du rôle qu'il a à remplir dans les différentes collectivités auxquelles il appartient. La solidarité devient désormais une obligation de sa conscience et un besoin du cœur.

Fichte complète Kant. Celui-ci s'était surtout occupé de la régénération de l'individu ; Fichte se préoccupe surtout de la régénération de la collectivité. Nous avons vu quelle part ont l'un et l'autre dans la formation de la conscience nationale allemande. Si, comme on l'a dit avec raison, l'Allemagne a

été créée par ses penseurs, par ses poètes, par ses philosophes, le rôle prépondérant appartient incontestablement à Kant et à Fichte.

Si, au premier abord, on ne peut guère tenir pour créateur d'une conscience collective un homme qui, comme Kant, s'est obstinément renfermé dans la conscience personnelle, qui s'est comme isolé en face du devoir, et qui, s'il a appris quelque chose à l'homme, lui a appris à vivre presque uniquement de la vie intérieure, cependant on ne saurait nier qu'un tel homme n'ait été profitable à l'idée de patrie, parce qu'une nation est, après tout, une collection d'individus et que, tant valent les individus qui la composent, tant vaut la nation elle-même. Voir dans l'enfant la personne morale, le traiter toujours comme « une fin en soi », jamais comme un simple moyen, ce n'est pas l'habituer à se prendre lui-même pour unique fin. Plus on en fera un homme, au contraire, plus il sentira ses liens avec les autres hommes et ce qu'il leur doit.

Quoi qu'il en soit, si Kant insiste surtout sur le facteur individu et Fichte sur le facteur collectivité, l'un et l'autre, nous l'avons vu, se sont efforcés de concilier ces deux principes qui tendaient toujours et qui tendent encore à s'opposer l'un à l'autre, *la loi* et *la liberté*. A ceux qui réduisaient la loi morale à une législation extérieure et matérielle, aboutissant au servilisme et à la passivité, ils opposent le principe de *l'autonomie* de la volonté. A ceux qui, s'appuyant sur le principe de la nature, niaient toute règle et ne reconnaissaient d'autre loi que le plaisir ou l'instinct, ils opposent le principe de *l'impératif catégorique*, c'est-à-dire du devoir, qui commande absolument et sans condition. Ainsi le principe de la liberté, qui faisait le fond de la philosophie du XVIII^e siècle, et qui est la racine de la dignité humaine, était

rattaché en même temps au principe de l'ordre et du devoir, sans lequel aucun droit, aucune dignité n'est possible. L'émancipation de la créature humaine pouvait donc se faire sans porter atteinte à aucun principe de la morale.

Kant et Fichte ne se contentent pas de nous proposer un idéal, ils recherchent les moyens propres à conduire les générations nouvelles vers une réalisation supérieure de l'existence, en subordonnant les sentiments inférieurs de notre être à des principes supérieurs, en un mot, en faisant du vrai et du bien les seuls régulateurs de la vie individuelle et sociale. Loin de se laisser emporter uniquement dans les régions de la pensée pure, sans s'inquiéter des besoins du temps présent, ils s'efforcent l'un et l'autre de relier l'idéal à la réalité. L'Education est pour eux un constant effort, une ascension volontaire, une évolution progressive vers cet idéal qui doit devenir toujours plus conscient et plus élevé. Connaître la nature pour ne point se briser contre celles de ses exigences et de ses lois qui sont invincibles: Tel est, selon eux, notre premier devoir. Mais ce qu'il faut aussi étudier, ce sont les imperfections et les lacunes de la nature, pour la vaincre et la redresser à l'aide des forces mêmes qu'elle nous fournit, car ces forces, après tout, ne valent, selon eux, qu'autant que nous les gouvernons d'après un idéal digne de notre raison et de notre conscience, auquel s'appliquent les efforts de notre libre volonté. Voilà pourquoi aussi ils sont d'accord sur ce point essentiel, c'est que l'effort, l'effort physique, intellectuel et moral doit être le fond de toute pédagogie, parce que l'effort développe l'énergie et qu'il faut être énergique pour lutter et obéir au devoir seul. Tout progrès dans l'individu et dans la société n'est-il pas la preuve et la récompense de l'effort? Pour Fichte, comme pour Kant, le but que nous devons nous proposer, c'est le déve-

loppement le plus puissant et le plus haut de notre activité, c'est une création perpétuelle de nouveaux résultats, une série de progrès toujours accrus par l'effort libre de notre personnalité.

Pour Fichte, comme pour Kant, l'esprit est de nature dynamique; l'intelligence, comme tout notre être, est une puissance, une énergie active. Il s'ensuit que les lois de l'activité sont aussi les lois de la vie intellectuelle. Pour l'un et l'autre, le but de l'instruction n'est pas tant de donner une certaine somme de connaissances, que d'éveiller les facultés et d'enseigner à l'élève l'usage de son propre esprit. Il s'ensuit que les moyens vraiment appropriés à la culture de l'intelligence doivent l'être encore au développement de la volonté, qu'on ne peut étendre et perfectionner les facultés actives de l'esprit humain sans développer en même temps tous les germes de la moralité, et que réciproquement on ne peut féconder ces germes sans exercer ou faire travailler toutes les facultés actives (1). La conséquence logique de ce principe, c'est qu'il vaut mieux embrasser peu mais bien, de peur de mal étreindre, c'est qu'au lieu d'entasser au hasard les connaissances et d'étouffer l'esprit sous une montagne de matériaux qu'il ne saura pas mettre en œuvre, il faut choisir ou se résigner à n'avoir au sortir du

(1) « La plus noble mission de la pédagogie, dit M. A. Bertrand, (dans la *Psychologie de l'effort*, p. 56), est de réconcilier la science et la conscience, la pensée et l'action dans la réflexion personnelle qui est la racine et le tronc d'où elles émergent. Fichte, le héros du moi, le grand instituteur de la nation allemande, avait certainement conscience de cette puissance morale de l'effort personnel, quand il faisait de Pestalozzi ce bel et juste éloge : « C'est de l'institut de Pestalozzi que j'attends la régénération de la nation allemande. »

collège qu'une ignorance encyclopédique, suivant l'heureuse expression de M. Bertrand. L'enseignement ne devra pas seulement affiner les esprits, mais les élargir, les vivifier, tout en élevant les cœurs et en fortifiant les volontés. La quantité de savoir sera chose accessoire et subordonnée. L'essentiel est de faire l'esprit frais, dispos et libre, de le maintenir en santé et en vigueur. Agir et faire, voilà pour eux le secret et en même temps le signe de l'étude féconde. Faire agir, tel sera le grand précepte de l'enseignement. Ce qu'il faut que le maître aille chercher avant tout, ce qu'il faut qu'il éveille et fortifie en chacun de ses élèves, c'est la personnalité. Son principal rôle, c'est d'aller droit à cette personnalité que tout enfant, tout adolescent porte en lui, de la mettre en état d'employer pour le bien de tous et pour le sien propre toute l'énergie dont elle est capable.

Notre époque ne pourrait-elle pas s'inspirer, pour ce qui concerne l'Education, de ces principes de Kant et de Fichte? Le vrai nom de la vie, c'est l'activité, c'est l'énergie. L'énergie du caractère, la force de la volonté, l'aptitude à l'effort. L'éducation de la volonté, qui a été si longtemps négligée, est actuellement la question qui s'impose le plus impérieusement aux pédagogues et aux éducateurs : Enseigner aux enfants et aux jeunes gens à vouloir, les rendre capables d'assujettir à la loi du devoir et à la raison leurs tendances instinctives et irréfléchies, d'assurer à leur intelligence une souveraine maîtrise sur tous leurs actes, faire qu'ils soient les auteurs conscients de leur destinée et non point les jouets inertes des circonstances où le hasard les a jetés; n'est-ce pas là l'indispensable de l'Education?

La nature ainsi que la morale condamnent les faibles, ceux

qui ne trouvent pas et ne développent pas dans leur caractère l'énergie et la constance nécessaires pour une action difficile et incessante, ceux chez qui les instincts d'action ne parviennent pas à triompher des instincts d'inertie.

Cette loi qui donne la prépondérance au rôle du caractère dans la vie individuelle s'étend à la vie des nations. De nos jours surtout, ce qui paraît devoir assurer le succès dans la concurrence vitale, qui existe entre les nations comme entre les individus, ce sont les qualités morales bien plutôt que les qualités intellectuelles, et particulièrement l'énergie, l'esprit d'initiative, la vigilance, la résistance à l'amollissement causé par les progrès du bien être et du luxe.

On ne saurait assez le répéter : les destinées d'un peuple sont en étroite corrélation avec la qualité pire ou meilleure des éléments qui le composent et qui le dirigent. S'il est riche en éléments énergiques et intelligents, les événements les plus désastreux n'ont sur lui qu'une influence passagère et limitée. Les mêmes circonstances peuvent produire un arrêt de développement, une décadence rapide ou l'effondrement final, si l'indécision paralyse l'action ou si le découragement règne. Ce qui fait la supériorité historique d'une race, c'est moins l'intelligence que le caractère. La supériorité des énergiques, a-t-on dit avec raison, ne dure pas sans le secours de l'intelligence, mais l'intelligence seule ne fait que d'excellents subordonnés : tout s'écroule quand le commandement disparaît (1).

(1) « L'énergie spirituelle, dit M. Izoulet, (*Les Universités nouvelles*, Paris, Colin, 1892), l'énergie spirituelle fait l'énergie matérielle... Vérité et vertu sont force. Erreur et vice sont faiblesse. Pour se fortifier, il faut se purifier. Il n'y a de forts que les purs. Les destins des peuples s'accomplissent dans l'invisible. Et le sort des batailles ne crée pas les défaites : il ne fait

Il ne s'agit donc pas seulement d'assurer à une société par l'éducation un certain nombre de rouages qui fonctionnent utilement. Il faut que l'Education cherche avant tout à développer les énergies du caractère et à les diriger vers le bien par une méthode vraiment efficace qui pénètre dans l'intimité de l'âme et y agisse réellement sur les instincts, les passions, les habitudes, la volonté. Il faut que l'Education recherche les moyens par lesquels on arrive à rendre une individualité forte, maîtresse d'elle-même, à établir entre ses diverses énergies un équilibre tel que, loin de se contrarier, elles s'harmonisent en vue d'un but noble et élevé.

Être fort et obéir à la loi intérieure, coûte que coûte, ne suffit pas. L'homme, avons-nous vu, n'est pas un individu seulement, il fait partie d'un tout; ce qu'il a et ce qu'il est, il le tient en majeure partie d'autrui. « Il est, a-t-on dit avec raison, comme une maille de filet, distinct, mais indissolublement attaché à l'ensemble ». En un mot, l'homme est un individu social. Puisque l'avenir et le passé sont liés, pour ainsi dire, puisque tous les vivants sont solidaires, nous ne devons pas travailler uniquement à une fin personnelle.

que les constater... Jadis les races du Sud montaient. Aujourd'hui elles semblent descendre ...

Pourquoi cela ? Disons-le hardiment : les races du Sud ont perdu du terrain, au point de vue extérieur et matériel, parce qu'elles se sont laissées devancer au point de vue intérieur et *spirituel*.

Voilà la raison, la raison profonde pour laquelle l'hégémonie risque de passer décisivement, si l'on n'y prend garde, des races du Sud aux races du Nord... Un pays peut se réformer de deux façons très différentes : en changeant son *mécanisme politique*, ou en changeant son *âme nationale*, en changeant la *façade des institutions*, ou en changeant l'*homme intérieur*... »

Chacune de nos actions concourt à la prospérité ou à l'affaiblissement de ces grands organismes dont nous faisons partie: la famille, la patrie, l'humanité. Que nous le voulions ou non, nous sommes les ouvriers d'une œuvre qui nous dépasse. Chacun de nous y collabore suivant ses facultés, chacun de nous doit apprendre à se sacrifier, s'il le faut, à la collectivité. A ce compte seulement on est un homme.

Jamais une telle Education concernant non seulement l'individu mais la collectivité tout entière ne fut plus urgente. Il règne, il faut l'avouer, dans une partie de la jeunesse d'aujourd'hui, une sorte d'atonie générale, caractérisée par la perte de tout idéal et l'horreur de tout effort. Scepticisme, dilletantisme, et par suite abstention dans l'action, tels sont ses principaux caractères. Au moment où tout évolue autour de nous, ce n'est pas par l'abstention ou par de froids calculs, mais par l'action et les inspirations généreuses que l'on résoudra les grands problèmes qui se posent actuellement. L'individualisme, poussé à ses dernières limites, n'est trop souvent que le masque de l'égoïsme le plus étroit et l'égoïsme est, nous l'avons vu, l'ennemi de tout perfectionnement individuel et social. Exciter dans la jeunesse l'enthousiasme et le désir du mieux, lui suggérer un idéal de conduite, lui inspirer une noble ambition qui poétise l'existence, créer en un mot la vie intérieure, n'est-il pas vrai qu'à l'heure présente, comme à l'époque de Kant et de Fichte, c'est là le devoir qui, pour le maître, prime tous les devoirs. Placer au centre de son enseignement un principe d'où la vie morale rayonne comme d'un foyer, accroître ainsi les volontés s'employant pour le bien, tel doit être son rôle essentiel.

On connaît le second Faust de Goethe. Dans son ardent

désir de tout expérimenter et de tout connaître, Faust a parcouru les sphères variées de l'âme humaine. Après avoir traversé la pensée spéculative et les chimères de l'idéalisme, après avoir épuisé les enchantements et les délires de l'amour, il aborde enfin cette sphère vraiment humaine où « la volonté recueille ses forces et se ramasse tout entière pour éclater au dehors en résolutions énergiques, pour dominer le monde à son heure et le transformer à l'image de sa pensée par la politique ou par les armes, par l'industrie ou par l'art. » Le poème devient ainsi une allégorie, le drame de la volonté humaine, divinisée par la grandeur du but qu'elle poursuit et de la force qu'elle déploie. Agir, telle va être désormais la destination de Faust régénéré. « Il y trouvera les joies les plus nobles qui soient permises à un mortel, la félicité grave de se sentir utile, le bonheur d'améliorer autour de soi les conditions du sol ou celles de la société, la nature physique et le sort des hommes ou même, ce qui est plus difficile, leur âme et leur cœur. » Désormais l'action opposée à l'égoïsme de la passion et à celui de la pensée solitaire, opposée à la spéculation qui se dissipe dans l'abstraction vide (1), l'action enfin, soit qu'elle s'exerce dans les devoirs positifs de la vie pratique, soit dans les grandes œuvres qui régénèrent un pays ou un peuple, soit dans la culture esthétique ou scientifique de l'esprit : Tel est désormais pour lui l'idéal. C'est, en un mot, par l'action que Faust reconquiert son vrai titre d'homme et sa véritable noblesse.

(1) La pensée, lorsqu'elle est féconde, tend à l'acte. « Ce n'est pas seulement savoir qu'est ta destination, disait Fichte, c'est agir conformément à ce que tu sais. Ce n'est pas pour te contempler éternellement toi-même, pour couvrir stérilement pendant l'éternité tes propres impressions, que la vie de ce monde t'a été donnée, mais tout au contraire pour agir. L'action seule constitue la dignité de ton être. »

Rien de plus vrai et de plus profond que cette allégorie de Goethe. L'amélioration du sort de l'humanité, voilà le but par lequel s'ennoblit la volonté.

Travailler à s'affranchir graduellement des forces intérieures ou extérieures qui nous entravent ou nous oppriment; substituer à la fatalité des instincts et des passions l'action harmonieusement libre de ses facultés; aspirer au mieux; rechercher avec passion tous les moyens susceptibles d'éclairer sa conscience et de la rendre toujours plus délicate; apprendre à sympathiser avec toutes les souffrances; tendre à penser toujours plus haut, élargir son cœur, purifier sa sensibilité; aider les autres hommes vers ce même effort, n'est-ce pas là l'idéal de la vie humaine? N'est-ce pas là le but de toute Education vraiment libératrice?

Paul DUPROIX.

Genève, février 1895.



RÉFORME SCOLAIRE

Cette question a été introduite à l'Institut national par un rapport oral de M. le professeur Louis Wuarin, présenté dans la séance du mardi 5 février.

M. Henri Fazy, qui présidait, invita alors le rapporteur à donner à ses conclusions la forme arrêtée et précise d'un projet de loi. C'est ce que ce dernier vient faire aujourd'hui.

Le projet de loi que l'on va lire s'inspire de trois idées maîtresses :

1° Assurer à l'opinion publique une voix officielle, autorisée et sincère en matière d'éducation ;

2° Instituer un Conseil scolaire dans lequel l'œuvre effective serait confiée à un groupe d'hommes restreint ;

3° Entourer ces hommes, dans le sein du dit Conseil scolaire, de collaborateurs sérieux, régulièrement chargés de les assister dans leur tâche.

Estimant qu'il ne saurait être question de placer à la tête de l'Université et des autres établissements officiels, relevant exclusivement, à cette heure, du Département de

l'Instruction publique, un seul et même organe, nous ne nous occuperons ici que des intérêts de l'enseignement primaire et secondaire. Nous réservons également, pour être traité à part, ce qui concerne les écoles ne relevant pas directement de l'Etat.

Il restera à examiner ultérieurement de quelle manière il y aura lieu de distribuer la matière de ce projet entre une loi constitutionnelle, posant le principe du Conseil scolaire, d'une part et, d'autre part, la loi organique et le règlement d'exécution.



PROJET DE LOI CONSTITUTIONNELLE

INSTITUANT UN

CONSEIL SCOLAIRE

I

Attributions générales.

ARTICLE PREMIER. — Le Conseil scolaire est chargé de veiller aux intérêts généraux de l'instruction publique, primaire et secondaire.

ART. 2. — Il est appelé à donner son *préavis* sur les questions suivantes :

- a) Programmes, manuels, examens ;
- b) Côté matériel des écoles (bâtiments, mobilier, hygiène, durée du travail, vacances, surveillance, etc.);
- c) Nomination et révocation des fonctionnaires ;
- d) Projets de loi ou d'arrêtés d'une portée générale, ayant trait à l'enseignement et à l'organisation des écoles publiques.

ART. 3. — Le Conseil scolaire discute les affaires qui lui sont soumises par le Département de l'Instruction publique (art. 2). Il peut adresser à ce dernier des vœux ou propositions.

ART. 3 (*bis*). — Le Grand Conseil lui alloue chaque année une somme destinée à couvrir ses frais d'administration. (Indemnité aux membres du bureau, frais de déplacement des commissions, frais d'impression, etc.).

II

Composition et mode d'élection.

ART. 4. — Le Conseil scolaire est composé de 32 membres, nommés pour une durée de 4 ans.

Est éligible, tout citoyen suisse jouissant de ses droits politiques dans le canton de Genève. (Ainsi que les régents et les femmes suisses).

Est électeur, tout citoyen jouissant de ses droits politiques dans le canton de Genève, et appartenant aux différentes catégories indiquées à l'article 5.

Ainsi que les régentes (lettre *a*) et les veuves suisses (lettre *c*).

ART. 5. — Le Conseil comprend :

Les délégués du corps enseignant au nombre de 10

»	»	médical	»	2
»		des parents des élèves	»	20

a) DÉLÉGUÉS DU CORPS ENSEIGNANT.

La *conférence* des écoles enfantines, primaires et complémentaires nomme 3 délégués

» des écoles pour l'enseignement professionnel (y compris les écoles secondaires de la campagne) 1 »

La conférence de l'école secondaire et supérieure des jeunes filles	2	délégués
» du Collège	2	»
Sénat universitaire	2	»

b) DÉLÉGUÉS DU CORPS MÉDICAL.

Les médecins du canton élisent	2	»
--------------------------------	---	---

c) DÉLÉGUÉS DES PARENTS.

Les parents des élèves des écoles enfantines et primaires élisent	10	»
» des élèves du degré secondaire (collège, écoles secondaires, écoles professionnelles) élisent	10	»

Chacun des deux groupes de parents ne peut élire, sur les 10 noms, plus de 2 délégués appartenant à l'enseignement primaire ou secondaire.

Si l'élève n'a plus son père, la mère peut voter ou, à son défaut, le tuteur, selon une procédure à fixer.

Un règlement fixera aussi le mode de votation, qui aura lieu d'après le système de la représentation proportionnelle. Les remplacements en cas de décès ou démission se font d'après le procédé ordinaire usité pour le Grand Conseil.

III

Fonctionnement.

ART. 6. — Le Conseil se réunit en *sessions ordinaires*, deux fois par an et en *sessions extraordinaires*, lorsque son bureau le juge nécessaire ou que la demande lui en est faite par le Département de l'Instruction publique ou par le tiers des membres du Conseil.

ART. 7. — Les séances sont publiques. Le Chef du Département ou le suppléant désigné par lui, ainsi que MM. les Directeurs de l'enseignement primaire et professionnel, du collège et de l'école secondaire, y assistent avec voix consultative.

ART. 8. — Le Conseil scolaire élit au scrutin secret son président, ainsi que les trois commissions suivantes :

a) *Commission du matériel* (bâtiments, hygiène, mobilier scolaire), (6 membres dont au moins un médecin) ;

b) *Commission des études* (programmes, manuels et examens, enquêtes sur ce qui se fait à l'étranger) (6 membres dont au moins un médecin) ;

c) *Commission de surveillance* (contrôle de la marche et de la fréquentation obligatoire de l'école, des études et de la discipline) (12 membres au moins).

Les membres de ces commissions se répartissent les différents établissements d'instruction publique.

Les trois commissions désignent chacune un président et un secrétaire.

ART. 9. — Les présidents et secrétaires des trois commissions forment avec le président du Conseil le *Bureau du Conseil scolaire*.

Les membres du Bureau reçoivent une indemnité fixe.

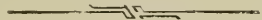
Les fonctions des membres du Conseil sont gratuites, il pourra leur être alloué une indemnité de déplacement.

ART. 10. — Les commissions présentent, au moins tous les trois mois au Bureau du Conseil, un rapport sur leur activité. Le Bureau prend les mesures pratiques que ces rapports rendent nécessaire, et s'il y a lieu soumet au Conseil les questions ou incidents soulevés.

ART. 11.— Le Conseil scolaire, sur la demande du tiers de ses membres, prononce de plein droit en dernier ressort sur les actes du bureau.

ART. 12. — Le bureau présente chaque année au Département de l'Instruction publique un rapport approuvé par le Conseil. Ce document est imprimé et mis à la disposition du public.

ART. 13. — Sous réserve de la ratification du Conseil d'Etat, le Conseil scolaire fixe l'époque et la durée de ses sessions, et élabore des règlements intérieurs.



RÈGLEMENTS ORGANIQUES

I

Mode d'élection des délégués au Conseil scolaire.

ARTICLE PREMIER. — Le Département de l'Instruction publique a la direction des opérations électorales.

a) NOMINATION PAR LE CORPS ENSEIGNANT.

ART. 2. — Le Département établit la liste des fonctionnaires qui ont droit de vote. Il fixe le jour et l'heure du scrutin et en avertit par lettre les électeurs.

Dans la ville et la banlieue, l'élection a lieu dans chacun des établissements scolaires. Deux personnes sont désignées pour diriger les opérations. Le scrutin dure deux heures.

A la campagne, les estampilles sont envoyées directement à chacun des régents, qui votent par la poste.

b) NOMINATION PAR LE CORPS MÉDICAL.

ART. 3. — Le Département envoie à chaque médecin une estampille. Ils votent comme les régents de la campagne par la poste.

c) NOMINATION PAR LES PARENTS.

ART. 4. — Chaque régent établit une liste des parents des élèves de sa classe. Cette liste est soumise au Département de l'Instruction qui vérifie le droit de vote.

Le régent reçoit autant d'estampilles qu'il y a de parents inscrits. Il est chargé de convoquer les parents au jour et à l'heure fixés par le Département de l'Instruction publique. Il préside les opérations électorales, assisté par un délégué désigné par le Département.

Les parents ont droit de voter dans toutes les classes où ils ont des enfants ; — autrement dit, derrière chaque élève des écoles publiques primaires ou secondaires genevoises, il y a un suffrage. Les tuteurs ou tutrices exercent le même droit que les parents.

ART. 5. — Tous les bulletins de vote sont envoyés au Département de l'Instruction publique. Une commission électorale désignée par lui procède au dépouillement.

II

**Dispositions relatives à la nomination et à la révocation
des fonctionnaires.**

a) **Nominations :**

L'inscription aux places vacantes est obligatoire.

La commission d'enquête pour l'examen des candidats comprend :

Trois membres désignés par le Bureau et choisis dans le sein du Conseil, mais en dehors des fonctionnaires de

l'Instruction publique, un délégué du Département ; un délégué de la commune ou des communes intéressées, s'il y a lieu.

Le Département est appelé à fournir tous les renseignements sur les états de service des candidats en présence.

La commission d'enquête présente au Département dans l'ordre de préférence, les deux candidats qui lui ont paru les mieux qualifiés.

b) Révocations :

Si la commission de surveillance ou le Département ont des plaintes graves à formuler sur un fonctionnaire, le cas est déféré au Bureau qui procède lui-même à une enquête et aboutit à une résolution pratique qu'il transmet au Département.

Le Conseil scolaire peut en tout temps demander une enquête sur un cas donné, si le tiers de ses membres est d'accord pour la réclamer.



PHILOSOPHIE
DE
L'HISTOIRE DU DROIT
A GENÈVE ⁽¹⁾

L'histoire de notre Faculté de droit et des hommes éminents qui y ont marqué n'est pas sans intérêt pour des étrangers. Par un curieux concours de circonstances, l'évolution juridique de Genève résume en l'accentuant celle de la Chrétienté. La petitesse de notre pays le rend exceptionnellement sensible aux influences du dehors et en fait comme le centre de vibration de l'Europe.

L'enseignement juridique a jusqu'ici varié suivant les temps et les lieux, avec la conception du droit lui-même. Sur notre continent, il était tout autre chose qu'en Angleterre et présentait encore de grandes différences d'un pays à l'autre. Nous avons beaucoup à apprendre des Anglais : dès le commencement du XIV^e siècle, par la création de leurs hôtels de droit, *Jurys*, ils ont au moins jeté les fondements d'un enseignement indépendant du gouvernement et pouvant avoir la diversité des points de vue et le stimulant de la concurrence. Ils ont compris d'autre part que le droit ne s'apprend que par la pratique, que la théorie ne peut

(1) Ce travail a été fait à l'occasion d'une publication anglaise pour laquelle on a demandé des matériaux à l'auteur.

être qu'une préparation, nécessaire, mais insuffisante. Malheureusement, ils sont restés stationnaires, au moins jusqu'au siècle actuel, parce que leur position insulaire les a mis en dehors du mouvement produit par le choc des idées et le contact des civilisations. Ces conditions de progrès nous ont été bien au contraire largement dispensées. Ce qui caractérise l'histoire juridique de notre continent, c'est la rencontre et la combinaison des systèmes romain et germanique, qui s'est opérée dans de tout autres conditions que dans la Grande-Bretagne. Je reviendrai plus tard sur les causes de l'opposition de ces deux conceptions. Je me borne à dire provisoirement que la justice pivote autour de la loi sous le régime romain, sous le régime germanique autour du juge. En France, par exemple, on se défie du juge ; on le réduirait volontiers à constater les faits auxquels la loi doit s'appliquer. L'Allemagne, au contraire, serait plutôt de l'avis de Hallam, suivant lequel le corps judiciaire et la manière dont les lois s'appliquent serait plus important que le corps législatif et la manière dont les lois se font. C'est pour cela que dans certains pays, l'enseignement juridique est professionnel et se borne à expliquer la loi ; ailleurs, il se propose de former des juges ; ou mieux encore des hommes, de rectifier l'esprit public. De ces deux conceptions, la plus récente, celle des peuples germaniques me paraît la meilleure ; celle des peuples romanisés est une exagération amenée par les circonstances. La loi, sans doute, est nécessaire ; mais sa fonction consiste surtout à limiter, pour l'empêcher d'en abuser, les pouvoirs du juge, qui est le facteur positif de la justice. Il n'y a que la science qui puisse inspirer au juge ses décisions ; mais la science est inutile à celui qui a les bras liés ; elle se développe en raison directe de la liberté d'appréciation laissée aux indi-

vidus. C'est pour cela qu'en Allemagne, les Facultés de droit tendent à se transformer en Facultés de sciences politiques, terme mal choisi, puisque la politique est moins la science du devoir social que l'art de manier les hommes. La fonction de la justice est de rendre à chacun ce qui lui est dû, de concilier des prétentions opposées et pourtant toutes légitimes peut-être. On ne peut concilier que ce qu'on comprend. Le juge doit être un moraliste, capable d'apprécier la valeur relative des motifs en présence et de trouver la combinaison qui permet de satisfaire si possible tous les besoins. La loi ne peut qu'ébaucher la justice, le juge seul peut lui donner le dernier fini. C'est pour cela que c'est à la conception germanique qu'appartient l'avenir. L'action romaine a rendu les plus grands services à l'humanité; elle a condensé la dissolution sociale, elle en a fait une masse résistante, capable de garder les empreintes du ciseau. Mais aujourd'hui, sa tâche est finie, elle doit faire place à d'autres opérateurs. Le changement de système n'a pas lieu sans frottements, et c'est chez nous que la lutte des deux éléments peut le mieux s'étudier, parce qu'elle s'y concentre. Le Suisse a le sens pratique de l'Anglais, il est sur les confins de la France et de l'Allemagne et participe de leurs deux civilisations. Nous avons des avantages dont ne bénéficie pas tout le monde, des défauts que rien ne nous empêche de corriger; quand nous aurons développé les uns, amendé les autres, nous pourrons offrir un enseignement juridique qu'on ne trouvera pas ailleurs.

Il y a plusieurs droits, mais une seule science juridique qu'il est bon, pour s'élargir les idées, d'étudier ailleurs que dans son pays. D'ailleurs, la société devient de plus en plus internationale, les peuples les plus éloignés entrent en contact et en relations d'affaires. Il ne nous est plus possible de

nous renfermer dans les limites d'une commune, ni même d'une nation.

Voyons maintenant en quoi consistent les deux systèmes dont le droit moderne est la résultante.

Pour protéger le bassin de la Méditerranée contre les invasions, il fallait le fondre par force en un seul état, sacrifier à cette œuvre urgente tout ce qui l'aurait compromise, dépouiller une foule de peuples de leurs particularités nationales pour en faire les éléments d'une seule machine politique. Non contents d'imposer des tributs aux vaincus comme les conquérants antérieurs, les Romains entreprennent de leur administrer à tous une justice de plus en plus uniforme, qui devient malheureusement une exploitation monopolisée. Ce régime épuise ceux qui s'y trouvent soumis ; la population diminue et se démoralise. Une réaction s'organise sous la forme de l'Eglise chrétienne, qui évite toutefois de prendre une position ouvertement hostile au pouvoir existant, dont elle comprend la nécessité. D'autre part, pour combler les vides de l'armée, on établit sur le territoire de l'Empire des immigrants germaniques. Ces deux infusions ont régénéré la société. Sous le régime romain, l'homme était un instrument, impitoyablement sacrifié aux exigences d'une soi-disant raison d'Etat qui était la convenue d'une minorité. Dans la conception nouvelle, l'homme redevient une personne ; il est son propre but. Il en résulte une transformation complète du droit, qui toutefois a besoin de beaucoup de temps pour s'opérer. Il ne faut pas l'oublier ; malgré ses défauts, le régime romain nous a donné dans l'empire un cadre indispensable, qu'il s'agit de compléter sans le détruire. Le libéralisme germanique s'est borné à de petits groupes, nécessaires à de certaines fonctions, mais absolument insuffisants pour d'autres. L'Eglise et

les Germains devaient entrer dans la construction romaine, s'y accommoder d'abord pour la transformer ensuite en reprenant complétès les caractères qui leur sont propres. Pendant la longue nuit du Moyen-Age, l'éclipse de l'esprit nouveau n'est qu'apparente. Le droit canon et le droit féodal servent de transition entre les deux régimes. On essaie de se passer de la force brutale ; le clergé usurpe la juridiction et la législation par la direction spirituelle. Mais la disposition du sol lui échappe : il faut la laisser régler par la conquête, doublée de conventions qui établissent entre autres un système de possessions par représentants étranger au droit germanique pur. Ainsi se constitue le droit féodal, qui considère l'homme comme une dépendance de la terre. L'Eglise aurait dû s'en tenir à l'écart ; elle le fait tant qu'elle a conscience de son rôle ; quand elle aspire à supplanter les principautés terrestres, elle doit s'accommoder à leurs conditions d'existence. Mais le clergé et le régime féodal ont beau s'associer et se confondre, ils disparaîtront devant la reconstitution des communes qui se prépare.

Genève a subi tous ces régimes, fait partie de l'Empire romain centralisé, du St-Empire féodal décentralisé ; elle échappe aux comtes de Genève pour devenir ville épiscopale. L'influence de l'Eglise y est aussi complète que possible ; l'évêque finit par être nommé par le St-Siège, sans consulter les populations ; au XV^e siècle, du temps de l'antipape Félix V, Genève se trouve même sous l'obédience immédiate d'un souverain Pontife. L'évêque joignait au pouvoir spirituel tous les pouvoirs temporels, exécutif, judiciaire et législatif. D'autre part, dès le XIV^e siècle, Genève avait sa commune, représentée par des procureurs ou syndics, qui participaient à l'exercice de la justice pénale, assu-

rant de la sorte de précieuses garanties à leurs concitoyens. Elle avait aussi ses franchises et coutumes, que dès 1343 tous les officiers épiscopaux juraient d'observer. Ces Franchises, recueillies et publiées en 1387 par l'évêque Adhémar Fabri, furent confirmées en 1444 par le pape Félix V, avec quelques modifications. Ainsi, en dépit de déclarations formelles du St-Siège, notre droit local avait relativement aux usuriers des usages beaucoup plus indulgents que le droit commun de la Chrétienté. Grâce à l'indépendance laissée aux évêques, la centralisation juridique de l'Eglise catholique n'était donc pas absolue. Il est vrai que Félix V rétablit la règle générale ; il fit également disparaître des dispositions relatives à la succession *ab intestat* des bâtards, qui s'écartaient du droit germanique pour se rapprocher du romain. Les Franchises ne furent ensuite modifiées qu'une seule fois jusqu'à la Réforme. Il s'agit d'un article assurant une certaine impunité à ceux qui, ayant commis un crime hors de la ville ou de sa banlieue, s'y réfugiaient. Comprenant le danger d'une pareille disposition, les bourgeois se pourvurent auprès de l'évêque pour la faire interpréter : leur respect pour la lettre des Franchises les obligeait à dire que l'article en question était, non pas défectueux, mais obscur. En 1486, l'évêque déclara par lettres patentes que le bénéfice ne devait pas en être accordé aux assassins et larrons publics qui par cupidité tendaient des embûches à la vie des hommes.

La réforme religieuse, suivie de l'expulsion de l'évêque, devait amener une reconstitution de la société politique. Comme à Rome, après l'expulsion des Tarquin, une oligarchie ne tarde pas à se former. C'est qu'après la destruction de l'ancienne autorité pervertie, le besoin se fait sentir de la remplacer par une autre, et qu'on ne sait comment la

constituer. Je ne puis entreprendre ici l'histoire des luttes politiques, et dois me borner à l'élaboration propre au droit.

C'est dans le droit pénal, dans l'emploi de la force publique contre les ennemis du dedans ou ceux qui sont censés l'être, c'est-à-dire contre les citoyens eux-mêmes, que les difficultés se sont le plus fortement fait sentir. Je cède ici la parole à Flammer : « La constitution de la République et l'influence simultanée de Calvin ne tardèrent pas à amener des changements importants dans les institutions criminelles de la cité ; et on ne peut se dissimuler qu'à ce point de vue, l'organisation des Franchises ne fut plus favorable à la liberté des citoyens. Jusque là en effet, le principe de la juridiction criminelle avait été entièrement distinct du principe politique, de la souveraineté temporelle et spirituelle de l'évêque ; maintenant, il va être totalement déplacé. Sans presque rien changer aux formes de la constitution intérieure de la cité, la juridiction criminelle, jusque là l'apanage des citoyens qui l'exerçaient par les Syndics, passa bientôt en mains du petit Conseil, corps politique et permanent dont les Syndics faisaient partie. Ce simple fait changea la face des choses et l'on put voir, sévérité inconnue auparavant, brûler 150 sorciers dans l'espace d'un siècle. »

« Ce fut par l'édit de 1568 que prit toute sa consistance cette organisation puissante, qui devait se perpétuer jusqu'aux dernières années du XVIII^e siècle... L'arbitraire le plus complet régnait d'ailleurs dans la qualification des délits et dans l'application des peines. L'adultère et autres délits de la chair, le suicide, certains faits réputés crimes contre l'Etat ou contre la religion nationale faisaient seuls exception à cette règle.... Cette puissance illimitée, remise en mains du petit Conseil, ne laissa pas dans le cours du

XVIII^e siècle, d'inquiéter de plus en plus les citoyens. La condamnation qui flétrit l'*Emile* et le *Contrat social* vint mettre à nu le vice fondamental de ces institutions. Quelle sécurité pouvaient-elles offrir en particulier dans les procès politiques et de presse ? » On comprend que Rousseau ait dit dans ses *Lettres écrites de la montagne* : « Vos magistrats vous dépouillent des droits que vous accordèrent vos Princes ! »

Voilà le fait. Cherchons-en les causes. Le droit pénal doit concilier deux exigences opposées, celle du salut public auquel les particuliers doivent au besoin être sacrifiés, et les droits des particuliers, qui ne doivent pas être sacrifiés sans nécessité. Le salut public peut servir de prétexte et d'instrument à des abus que les détenteurs du pouvoir en font dans leur intérêt personnel. Il y a des précautions à prendre pour réduire ce danger au minimum. C'est dans ce but qu'on fait au détenteur des pouvoirs publics une position à part, qu'à défaut de responsabilité juridique impossible, on lui fait porter la responsabilité morale de ses actes individuellement et aussi complètement que possible ; qu'on le désigne par la naissance dans une famille déterminée souvent étrangère. Le prince se trouve alors seul en face de tout le peuple qui s'unit pour le tenir en échec. D'autres organes sont chargés spécialement de veiller à la défense des intérêts particuliers, de les défendre spécialement contre les abus de pouvoir. La nomination de l'évêque par le Pape procurait au moins quelques-uns de ces avantages : le prince était complètement en dehors des partis et se trouvait soustrait à la tentation de mettre ses pouvoirs à leur service. Les intérêts particuliers trouvaient leurs défenseurs dans la commune et ses syndics, qui, nous l'avons vu, participaient à l'administration de la justice pénale. Proprement,

c'est l'évêque qui aurait dû être le défenseur des droits des citoyens, par lesquels il devait être nommé. La fausseté de la position se manifestait dans le fait que l'évêque, qui exerçait le droit de grâce, était par conséquent souverain, ne pouvait pas exécuter et devait laisser cette fonction à un agent du duc de Savoie. Cela n'empêche pas que l'organisation criminelle épiscopale ne présentât, surtout si l'on tient compte de la confusion générale de la position, de sérieux avantages qui disparurent à la Réformation. A ce moment, les deux fonctions complémentaires, la défense des intérêts publics et celle des intérêts particuliers, se trouvent réunies dans les mêmes mains. Il était impossible que l'une des deux n'en souffrit pas, que dans des conflits d'intérêts particuliers, le pouvoir public ne fût pas employé au profit de ceux qui le détenaient. Le mal était encore aggravé par la circonstance que la responsabilité individuelle de l'évêque se trouvait remplacée par la responsabilité collective beaucoup moins sérieuse du Petit Conseil. On était tombé dans le règne des factions ; il n'y avait plus de garantie d'impartialité ; on ne pouvait pas laisser l'appréciation de la culpabilité à ceux qui avaient l'initiative et l'application des peines ; cela était d'autant moins possible qu'on enseignait à l'Académie et pratiquait que les peines ne pouvaient pas être déterminées par la loi, qu'il était nécessaire de s'en rapporter au juge. Ce sont ces considérations qui conduisirent à la création des jurys, qui proprement remplacent les anciens organes des communes, appelés à des fonctions incompatibles par l'attribution qui leur est faite des pouvoirs épiscopaux. Le but était bon ; les moyens employés, le tirage au sort surtout, étaient discutables. Mais on comprend qu'il ne m'appartient pas de résoudre tous les problèmes qui se posent ici, qu'il me suffit de les avoir signalés.

L'élaboration du droit civil ne fut possible qu'après le triomphe du parti de Calvin sur les Libertins. Une commission fut nommée dans ce but en 1560. L'influence prépondérante y appartient après Calvin à Germain Colladon, qui s'était réfugié à Genève neuf ans auparavant. Les Edits civils, écrits en latin et réduits aux principes essentiels, n'empruntaient rien aux coutumes des pays voisins, de la Savoie et du Pays de Vaud ; ils mettaient au contraire à contribution soit la coutume de Bourges, rédigée en 1540 et que Colladon avait pratiquée, soit le droit romain. En 1568, ils furent sanctionnés par le Conseil général, composé de tous les citoyens. On s'aperçut alors qu'il est beaucoup plus facile de changer des institutions que les conceptions qui depuis des siècles ont formé l'esprit des populations. On ne brusque pourtant pas la transition : on maintient la juridiction ecclésiastique pour le mariage, mais elle n'est plus qu'une délégation de l'Etat. Le Consistoire se bornait à exécuter et à préavisier ; les sentences étaient du ressort exclusif du temporel. Le divorce était admis pour adultère seulement ; le consentement mutuel ne suffisait pas. On évitait les abus de la puissance paternelle en obligeant au besoin le père à laisser les enfants se marier à leur gré, peut-être même à les doter. On institue des registres d'état civil tenus par les pasteurs et les préposés aux sépultures. On substitue à la communauté matrimoniale de la coutume du Berry un régime dotal qui est tout autre chose que celui de Rome ; au lieu d'une restriction apportée au principe de la séparation, on a une règle générale, s'appliquant sauf convention contraire à l'universalité des biens de la femme. A la dissolution du mariage, la femme a droit à un augment de la moitié ou du tiers sans préjudice des donations entre vifs ou par testament. De la sorte l'unité de la famille, la

solidarité des intérêts, détruites par la séparation romaine, se trouvent maintenues sans imposer à la femme une responsabilité qu'elle ne doit pas porter. Ajoutons qu'on privait de sa dot la femme convaincue d'adultère, de son augment la veuve qui paillardait.

Les immeubles restent régis par le droit féodal, modifié par le droit communal qui commence à s'établir. Les habitants de la ville étaient francs de toute servitude personnelle ; les immigrants bénéficiaient de cette disposition au bout d'un an et un jour. Les terres étaient des seigneuries, appartenant aux dignitaires ecclésiastiques ou à des particuliers. A la Réformation, la commune, substituée à tous les droits féodaux de l'Eglise, devient une véritable seigneurie féodale ; les bourgeois de la ville jouissent seuls des droits politiques, les habitants des territoires en sont privés. De là les luttes du XVII^e siècle. On travaille à détruire ce régime, surtout en l'absorbant dans la souveraineté de la Commune ; en 1617, on défend l'érection de nouveaux fiefs au profit de particuliers, on décide le rachat par l'Etat de tous ceux qui existent. Il n'en reste plus que quatre en 1790. On ne reconnaît pas d'autre noblesse que celle des magistrats en charge, bien que le langage usuel s'écarte de cette règle.

On admet comme droit subsidiaire la coutume du Berry et le droit romain, alors considéré comme la raison écrite, comme le meilleur traité de philosophie du droit qu'on possédât. On ne comprenait pas encore l'insuffisance des Codes romains à ce point de vue.

Le droit civil genevois était probablement le plus avancé du continent. La petitesse du pays avait permis de réaliser des progrès qui, par le fait même des masses à ébranler, auraient demandé beaucoup plus de temps dans de grands

Etats. D'autre part, la Réformation, ou plutôt la Révolution morale dont elle n'était qu'une des manifestations, devait transformer complètement le droit; la science juridique devait avoir désormais pour objet, non plus le droit tel qu'il est avec ses incohérences et ses contradictions, mais le droit tel qu'il doit être. La nouvelle voie dans laquelle il s'agissait de marcher ne se dessinera que peu à peu, au fur et à mesure des progrès de la culture générale et de l'organisation sociale. Il sera nécessaire aussi de faire tomber bien des illusions. On s'apercevra que le gouvernement par le peuple implique des restrictions essentielles et soulève les plus graves problèmes. L'absolutisme monarchique, qui en plusieurs pays a coïncidé avec le triomphe du protestantisme, était un progrès sur l'absolutisme de l'Eglise; il donnait au besoin d'autorité une satisfaction beaucoup moins onéreuse; il était compensé par la responsabilité individuelle et ne s'étendait pas au domaine de la conscience. A Genève, il n'y a pas de roi; mais les difficultés n'en sont que plus grandes. D'une manière générale, au lendemain de la Réformation on tâtonne, on sent qu'on s'aventure sur un terrain mal éclairé, que la Société ne vit pas de négations, qu'il ne suffit pas de détruire les traditions perverses, qu'il faut les remplacer par de meilleures, que la transformation de la science est la condition de la régénération sociale. On arrive à comprendre qu'on ne corrige pas sérieusement les conséquences sans toucher aux principes, qu'il ne suffit pas de remplacer l'acceptation aveugle des prescriptions du clergé par celle des textes de la Bible, qu'il faut réserver les droits de la conscience en remplaçant la Lettre par l'Esprit. On s'enhardit à discuter les fondements tant de la morale privée que de la morale publique, qui n'est pas autre chose que le droit; la transformation complète de la science juri-

dique exige des siècles de persévérants efforts : elle est loin d'être achevée aujourd'hui. Dans cette évolution, Genève va jouer un rôle tout exceptionnel, entre autres par l'asile qu'elle offre aux martyrs de la libre pensée. La persécution lui envoie en 1573, Hotman de Paris ; en 1580, Denys Godefroy, célèbre par une édition du *Corps du Droit romain* qui a fait époque, le plus docte et le plus profond de tous les interprètes des lois civiles suivant le chancelier d'Agnesseau. Son fils Jacques passe de la critique des textes à la recherche historique des motifs. Les trente années de son professorat, dit Bellot, furent la plus belle époque de notre école de droit. Ses travaux sur les *Douze Tables* et sur le *Code Théodosien* lui ont valu la gloire d'être proclamé par ses contemporains le premier jurisconsulte du XVII^e siècle ; ils ont fourni à Gibbon les matériaux de son immortel ouvrage ; ils constituent une mine qui est loin d'être épuisée encore aujourd'hui. Je passe sous silence un grand nombre de publications sur des sujets très divers et une étonnante activité comme magistrat. A sa mort en 1652, le mouvement de la pensée humaine subit un arrêt : on se recueille pour un nouvel effort. C'était un grand progrès d'avoir ajouté l'histoire à l'exégèse. Mais l'histoire ne fait connaître que des événements et le droit se compose de règles. Il faut donc créer la philosophie juridique, qui sans doute fécondera l'histoire à son tour et lui fera prendre un développement auparavant inconnu. La nouvelle science, connue sous le nom de droit naturel, est représentée d'abord par Grotius et Puffendorf, puis à Genève même par Burlamaqui, mort en 1748. Les *Principes* et les *Eléments de droit naturel* de ce dernier auteur sont devenus classiques. Mais les études philosophiques en général n'avaient pas encore pris leur essor ; les travaux prépara-

toires qui leur sont nécessaires n'avaient pas encore été faits; la science juridique ne pouvait pas ne pas s'en ressentir.

Cependant, le droit civil restait stationnaire; il est vrai qu'il avait atteint un degré de perfection qui le faisait considérer comme le plus avancé du continent. Il laissait pourtant beaucoup à désirer quant à la forme. Jusqu'en 1707, on ne connut les édits que par des copies manuscrites; il n'en parut de commentaire imprimé qu'en 1790; on avait seulement les commentaires manuscrits des professeurs de l'Académie, entre autres des deux Cramer. Il fallut des événements graves pour faire publier le texte. En 1713 parut une nouvelle édition revue et corrigée que le Conseil général dut accepter sur une simple lecture; elle demeura le Code officiel de la République genevoise jusqu'à la Révolution française, qui la remplaça par le Code Napoléon. Quand Genève recouvra son indépendance, elle se garda bien de rejeter en bloc une législation qui sans être parfaite avait pourtant réalisé de précieux progrès. On la maintient provisoirement pour le droit civil, en se réservant d'y déroger au fur et à mesure que le besoin s'en ferait sentir. En 1816, on décide de s'occuper de la réforme de la procédure sans retard et avant tout autre objet. En 1819 on promulgue une loi qui a valu à son rédacteur Bellot une réputation européenne. Bellot avait compris qu'il ne pouvait prendre pour base de son travail ni la procédure française, ni celle de Genève, entachées l'une et l'autre d'un caractère cléricale que la Réformation n'avait pas réussi à faire disparaître chez nous. Il s'agissait de reconstruire de toutes pièces une œuvre nouvelle. Les procès étaient une riche mine dont l'exploitation privilégiée était réservée aux ecclésiastiques, en qualité de juges et d'avocats. Quand, à la Réformation, l'administration de la justice passe aux citoyens,

on ne peut pas changer du jour au lendemain les habitudes d'esprit des populations. Pendant quelque temps du moins les procès durent continuer à être dirigés par les mêmes clercs qui en étaient en possession devant les tribunaux ecclésiastiques, et dont l'influence dut même s'accroître au premier moment, en raison de l'inexpérience des nouveaux juges. Sans doute, G. Colladon avait fait disparaître quelques-uns des défauts du système, mais il ne put pas les corriger tous : on vit suivre devant les mêmes tribunaux deux marches opposées ; l'une simple et droite dans les points réglés par le législateur, l'autre compliquée et tortueuse sur ceux où son silence laissa subsister les anciennes formes. Cette opposition s'est maintenue jusqu'au siècle actuel. Bellot, chargé d'y mettre fin, était un homme d'un grand sens pratique, tout en étant l'antipode de ce qu'on appelle un praticien. Il s'efforce d'affranchir les plaideurs de la tutelle onéreuse des hommes de loi, vise surtout, suivant ses propres paroles, à dégager la justice de ces formalités multipliées que, sous prétexte d'écarter la chicane, la chicane même avait introduites. Il déplore que le législateur genevois se soit imprudemment reposé du soin de compléter son ouvrage sur les praticiens, c'est-à-dire sur les plus intéressés à le dénaturer. La procédure organisée par Bellot fut l'objet des témoignages les plus flatteurs ; elle exerça surtout une grande influence à l'étranger ; plusieurs Etats l'ont prise pour modèle, ainsi le Hanovre et par son entremise l'Allemagne ; je crois pouvoir ajouter la Roumanie.

Bellot attacha encore son nom à d'autres innovations bienfaisantes, tendant à abandonner la tradition romaine pour donner satisfaction aux exigences de l'esprit nouveau. En 1819, il rapporte sur une loi destinée à protéger contre sa propre générosité la femme qui s'oblige au profit de son

mari et par laquelle Genève abandonne la règle française pour revenir à celle de ses anciens Edits. En 1820, il fait adopter un projet de loi sur la publicité des droits immobiliers, qui achemine le passage du régime romain au germanique. Il y a en effet deux systèmes, qui diffèrent, dit Bellot, comme les ténèbres du jour. En droit romain, les immeubles se transfèrent d'un particulier à l'autre avec les restrictions et les réclamations auxquelles ils peuvent donner lieu ; il en résulte que tant qu'on n'est pas couvert par la prescription, pendant une trentaine d'années peut-être, on n'est jamais sûr de jouir en paix. Sous le régime germanique tel qu'il tend à se constituer, l'aliénateur remet l'immeuble à la société, qui le transmet à l'acquéreur franc de toutes les restrictions qu'elle n'indique pas expressément. Depuis longtemps, on aspirait à Genève à substituer ce régime au précédent, ce qui ne pouvait pas s'opérer du jour au lendemain. On avait essayé de satisfaire ce besoin dans une certaine mesure au moyen d'une procédure dont le nom était romain, le but germanique. La subhastation dont je veux parler était, suivant Flammer, « la procédure suivie en cas de vente forcée des immeubles du débiteur. Elle avait pour effet de consolider la propriété en mains de l'adjudicataire et de purger les droits réels dont elle était grevée ; seuls les droits de servitude, de fief et de censive n'étaient pas éteints par elle. La sécurité qui en résultait était si grande, malgré ces restrictions, que l'usage prévalut peu à peu d'étendre la subhastation aux ventes volontaires. On y recourait même sans qu'il y eût vente, par une fiction en vertu de laquelle le propriétaire, voulant prouver que son fonds était libre d'hypothèque, se le faisait adjuger à lui-même ». La légitimité de cette subhastation volontaire était pour le moins discutable. La subhastation primitive

était un moyen employé pour transférer à des particuliers des choses que l'Etat avait prises à la guerre. Ce n'est pas la subhastation elle-même, c'est le passage aux mains de l'ennemi dont elle n'est que la constatation, qui rend impossible toute réclamation fondée sur des titres antérieurs. La mesure s'appliquait en outre aux faillis, assimilés à des ennemis. Mais il n'y avait pas de raison pour en faire usage contre un créancier hypothécaire qui n'avait donné lieu à aucune plainte, dont le seul tort était d'être peut-être absent ou tout au moins inconnu. Il est vrai qu'on atteint le même résultat par la prescription ; mais la prescription est une mesure générale, ne s'appliquant qu'après un long délai : c'est assurément un mal nécessaire dont on peut abuser, mais qui ne présente pourtant pas le danger de la subhastation volontaire. Les restrictions importantes apportées au principe, montrent qu'on sentait l'irrégularité du procédé ; d'autre part, cette irrégularité même témoigne de l'urgence du besoin, qui ne trouvera sa satisfaction complète et normale que dans l'inscription sur les registres fonciers. Ce système fut introduit graduellement, de manière à troubler le moins possible les habitudes et les transactions. On proposa en 1827 un projet qui appliquait le principe dans toutes ses conséquences ; mais on recula devant les perturbations de tout genre qui en seraient résultées ; on préféra procéder par une série de modifications partielles.

Un autre sujet qui occupe encore le législateur vers la même époque, c'est la réglementation des fondations. Une proposition appuyée par Bellot et ses amis avait été faite dès 1822. Les circonstances retardèrent l'exécution d'un quart de siècle. La date à laquelle la question fut posée n'en a pas moins son importance. Les fondations sont une création de décadence : elles datent du moment critique où

le droit romain se transforme sous l'influence du Christianisme et se prépare à devenir le droit canon. Il ne faut pas oublier seulement que le droit canon est plus clérical que chrétien, qu'il a quelquefois exagéré, tout en les transformant, les vices du système romain. C'est surtout le cas ici. La fondation est la conséquence extrême d'une idée que les systèmes primitifs et normaux n'admettent pas : c'est que le mort a des droits, que la société est tenue de respecter les dispositions que quelqu'un a prises pour un temps où il ne sera plus là pour les modifier s'il y a lieu. L'ancien droit romain satisfaisait le besoin qui a fait naître les fondations sous la forme beaucoup moins dangereuse des *Sacra*; le droit germanique pousse à l'extrême le point de vue opposé, n'admettant pas même le testament. L'Eglise s'est emparée du principe romain pour se faire faire sous toute sorte de prétextes des donations plus ou moins dissimulées et a produit les abus que l'on sait. Genève s'est mise à l'œuvre pour y remédier, entre autres en limitant à trente ans la durée des fondations.

Pendant que, grâce surtout à Bellot, à son activité comme législateur et comme professeur, Genève reprenait dans le domaine du droit civil le rang qu'elle occupait auparavant, la position se gâtait au dehors. La Sainte Alliance essayait de rétablir le principe d'autorité, perverti par les uns, supprimé par les autres, mais dont la Société ne peut pas se passer. Il y a deux espèces d'autorités, dont l'une est une fonction de l'autre. Le peuple est souverain, mais il ne peut pas tout faire, il a besoin d'une direction spirituelle, qui est la véritable autorité; il a besoin d'individus doués de connaissances spéciales, que les masses ne peuvent pas avoir. Il faut en outre des autorités constituées et temporelles, des individus auxquels, en raison des connaissances exception-

nelles qu'on leur suppose, le peuple abdiquant dans une certaine mesure en leur faveur, confie certaines fonctions délicates, mettant sa force à leur disposition, pour en rendre l'accomplissement possible. Cette vérité a été obscurcie, et après les dures expériences de la Révolution, quand le besoin se fait sentir de changer de voie, on tâtonne dans les ténèbres. Au lieu d'éviter les fautes qui avaient amené l'explosion, on se jette d'un extrême dans l'autre. Genève en particulier, en raison même du rôle brillant qu'elle avait joué dans l'histoire des idées, se sent étroitement surveillée par ses voisins ; et comme d'autre part on entrait dans la phase des grands Etats et des grands armements, elle se trouve au lendemain du Congrès de Vienne, malgré son adjonction à la Suisse, plus petite qu'aux jours de l'Escalade. Nous en avons la preuve dans ces paroles prononcées, le 28 décembre 1821, par un des premiers magistrats : « Evitons d'attirer les regards sur nous ; ne nous croyons pas une lampe destinée à éclairer l'Europe de peur qu'on ne vienne l'éteindre. Notre sûreté, c'est notre modestie, notre modestie, c'est le silence. Laissons-nous petits et ignorés, afin de subsister plus longtemps ». L'intensité de cette préoccupation est mise en évidence par le fait suivant. Bellot avait écrit un article sur les formes du mariage ; il y faisait l'œuvre d'historien, presque de compilateur : il y prouvait par une foule de textes que le mariage est de la compétence du temporel, que c'est par une perversion de la tradition qu'on a laissé l'Eglise en usurper la juridiction. Il fut question de le publier dans la *Bibliothèque universelle* qui paraissait alors à Genève. Mais la Direction craignit que cette insertion fit prohiber la Revue en Italie, qui aurait eu un intérêt spécial à le faire. On s'adressa donc à un autre recueil genevois, les *Annales de*

législation et d'économie politique, qui avait pris une grande autorité à l'étranger. Malheureusement les idées libérales qui s'y trouvaient franchement énoncées suscitèrent des craintes et la publication fut suspendue, sous l'influence d'une pression étrangère à ce qu'on dit. Il n'en a paru que trois volumes en tout ; l'article de Bellot se trouvait dans le dernier. Certaines coïncidences ont fait supposer qu'il n'avait pas été étranger à la suppression. A la même époque, on doit modifier les lois sur le mariage et sur la presse à la suite de demandes de l'étranger, appuyées par le gouvernement fédéral. Ainsi Genève était trop petite pour avoir son franc parler en Europe et même pour maintenir la liberté de la parole chez elle. Au moment même où les problèmes se posant en foule, il était nécessaire de régénérer la science sociale, de lui donner un caractère philosophique, dans la ville même qui à d'autres égards semblait désignée pour remplir cette tâche, des obstacles peut-être insurmontables s'élèvent. Le résultat de cette position, c'est la lutte qui s'établit dans le domaine de la pensée entre l'utilitarisme et le doctrinarisme, la vérité non déguisée et la fable convenue.

L'utilitarisme repose sur une vérité qu'on a honte de reconnaître, qu'il faut pourtant formuler en raison même de l'acharnement qu'on met à l'obscurcir ; une vérité que tantôt on nie et tantôt on refuse de discuter sous prétexte qu'elle est un va sans dire, et qui a trouvé déjà son expression dans les maximes de La Rochefoucauld : l'amour de soi est le mobile de toutes les actions humaines. On le trouve en germe dans Burlamaqui ; il vient d'être mis à la base de la science juridique par un des premiers jurisconsultes de l'Allemagne, Rodolphe de Ihering, mort il y a deux ans. L'utilitarisme, sans doute, se présente pour commencer

sous la forme d'une ébauche incomplète et grossière, qui repousse les âmes délicates; son nom prête à des attaques motivées par l'opposition qu'on peut établir entre l'utile et le bien. Mais quand s'épurant et se développant il aura pris toute sa forme, on y reviendra sous les noms les plus divers, sous ceux entre autres de spiritualisme, d'individualisme, de légitimité. La légitimité ne fait que légitimer les institutions et les sacrifices qu'elles imposent par la démonstration de leur utilité; le spiritualisme en recherche l'esprit qui est l'ensemble des motifs qui en ont déterminé la création; l'individualisme, dont on fait souvent l'essence du protestantisme, consiste à baser la morale et par conséquent le droit sur la conscience individuelle et sur ses éléments fondamentaux, la jouissance et la souffrance. C'est que l'utilitarisme, quelque nom qu'on lui donne, est la seule base possible d'une science morale sérieuse, le seul moyen de s'affranchir de la phraséologie vide, d'autant plus dangereuse qu'elle est souvent le masque de la mauvaise foi. Toujours est-il qu'il ne convient pas aux exploiters de la bêtise humaine, dont il supprime l'influence et les bénéfices; qu'il fait peur à ceux qui ne se sentent pas armés pour la lutte de l'existence et qui croient conjurer le danger en refusant de le voir.

C'est pour se soustraire aux sévères exigences de la morale utilitaire qu'on a créé le doctrinarisme, qui est un fruit avorté du protestantisme. Le doctrinarisme est en germe dans le catholicisme, mais il n'y vient pas à maturité, parce que l'Eglise catholique est plus un gouvernement qu'une école, parce qu'elle excommunie sans discuter, parce qu'elle veut des pratiquants plutôt que des croyants, qu'elle ne se soucie pas assez des convictions pour tenir à leurs apparences. D'ailleurs, l'Eglise catholique a su gagner la

confiance des masses, et l'appui matériel qu'elle y trouve lui a permis longtemps de tenir en échec les dissidents. Par cette autorité dont elle n'a pas toujours fait bon usage, elle a empêché bien des désordres. Quand on se fut soustrait à sa domination pour se mettre à l'abri des abus qu'elle entraînait, on se trouva en face de problèmes pratiques dont la solution s'imposait et n'avait pas été préparée par la théorie. La Réformation crée au peuple de nouveaux devoirs en lui rendant la disposition de lui-même. Auparavant, il observait des règles qu'il n'avait pas posées ; maintenant, il ne peut plus agir de confiance. La souveraineté du peuple suppose une science morale très avancée et très vulgarisée. On a délivré les populations d'autorités perverses ; mais il faut lui en donner d'autres, car il ne peut gouverner lui-même. Il lui faut des autorités temporelles auxquelles il confie ce qu'il ne peut pas faire lui-même, des autorités spirituelles qui lui donnent les lumières nécessaires pour constituer et contrôler son gouvernement. L'Eglise catholique avait posé en principe l'opposition des deux fonctions, mais elle n'avait pas su la réaliser parce qu'elle n'avait pas compris la limite des deux domaines. Tout en se prétendant le spirituel, elle s'était arrogé des attributions qui appartaient au temporel, la juridiction. A la Réformation, l'Etat reprend ce qui est à lui et s'adjudge ce qui ne lui appartient pas, le culte de la science, de la science morale spécialement. L'Eglise gouvernante et l'Etat enseignant se rencontrent, mais différents. L'Eglise s'était efforcée, avec un succès très inégal, de donner au temporel l'intransigeance de la recherche de la vérité. L'Etat enseignant s'égare dans le labyrinthe d'un opportunisme théorique qui aboutit au doctrinarisme. Ce système ne se justifie que par le fait qu'on n'a pas encore appris à faire sortir de l'utilitarisme les consé-

quences salutaires qu'il implique. Il est acceptable comme moyen de gagner du temps et de laisser mûrir les esprits, mais déplorable comme régime définitif. Il a été défini par les uns une doctrine qui consiste dans la négation de toute doctrine; par d'autres une méthode qui prend une vérité d'un côté, une vérité de l'autre et les met ensemble pour en faire un mensonge ou tout au moins une erreur; on l'a caractérisé par le juste-milieu, qui n'est qu'un prétexte pour justifier l'incohérence de l'arbitraire, incohérence qui est le contraire de ce qu'il faudrait pour donner du calme et de la confiance. C'est proprement la perversion du principe d'autorité par l'extension à la conscience de ce qui doit se borner à la volonté : la subordination de la théorie à des intérêts particuliers, qui lui donnent des formes variées suivant leurs besoins. Je montrerai bientôt qu'à côté du doctrinarisme autoritaire ou primitif, il y a un doctrinarisme retourné, révolutionnaire, autoritaire dans le mauvais sens, tout en étant hostile à l'autorité dans un autre. Le doctrinarisme a été le caractère du milieu de notre siècle; il a été tout spécialement le caractère de Genève. C'est chez nous qu'il faut l'étudier, bien que par le fait de la grandeur du théâtre, il ait jeté pendant quelque temps un vif éclat à Paris.

Au lendemain de la Restauration, l'utilitarisme était brillamment représenté à Genève par Bellot et ses deux amis, Dumont et Rossi. Mais ces trois hommes furent peu compris. Bellot n'eut pas à souffrir de l'opposition qui se manifesta; le domaine spécial, dans un certain sens modeste, dans lequel il se renfermait, le mettait à l'abri des attaques. Il en fut autrement de Rossi, qui, enseignant le droit pénal et l'histoire du droit, ne pouvait pas éviter les questions de principes. Sa position devint intenable et il dut quitter

Genève en 1833. On sait qu'il trouva en France et surtout en Italie des positions bien plus brillantes que celles qu'il laissait : il alla porter à ces deux pays le trésor d'expériences qu'il avait certainement amassées en partie chez nous. Dumont, le vulgarisateur de Bentham, le principal représentant de l'utilitarisme sur le continent, qui lui aussi avait dû quitter Genève effrayée par ses idées trop avancées, qui avait aussi fait une brillante carrière à l'étranger avant de venir prendre sa retraite dans sa ville natale, était mort en 1829. En 1836, Bellot le suivit dans la tombe. La science juridique subit alors une éclipse. Quelques élèves de Bellot et de Rossi essaient bien de continuer la tradition de leurs maîtres. Je ne parle pas de Philippe Camperio, homme d'action, brillant orateur, mais qui n'a pas laissé d'ouvrage sur lequel nous puissions le juger comme théoricien. Je citerai Pierre Odier, Etienne Gide, Charles Brocher ; j'ajouterai en dehors de l'Académie et parmi les plus jeunes Flammer, parce qu'il s'est fait une spécialité de l'histoire du droit genevois et que je lui ai fait plusieurs emprunts. Ces hommes se convainquirent bientôt que les sympathies du public leur faisaient absolument défaut. La frayeur qu'inspiraient certains problèmes métaphysiques empêchait d'envisager le droit à un autre point de vue que celui d'une pratique professionnelle et routinière. L'intérêt des classes cultivées se concentre sur les sciences exactes, physiques et naturelles, pourtant bien moins importantes que la nôtre pour la vie nationale. A d'autres égards l'esprit public est complètement dominé par une théologie de transition, que les uns prennent au sérieux, que les autres acceptent comme un moyen de tenir les masses en échec. Et comme la première condition pour corriger un penchant dangereux est d'en avoir conscience, on est en pratique d'autant plus utilitaire dans

le mauvais sens du mot, c'est-à-dire égoïste, qu'on se refuse à l'être en théorie comme on le devrait.

La révolution qui au milieu du siècle remplaça le régime doctrinaire par le radical réalisa des progrès importants dans d'autres domaines, mais ne pouvait pas être favorable à la science juridique. Pour James Fazy, son auteur principal, le radicalisme était une méthode d'observation des faits sociaux et l'application des lois qu'il suggère. Mais le radicalisme scientifique, qui du reste aboutit nécessairement à l'utilitarisme, est autre chose que le radicalisme politique. Celui-ci est proprement la réalisation du principe de la souveraineté populaire, relégué jusque là dans le domaine des théories platoniques. Dans ses grandes lignes, le radicalisme a été admis non seulement par ceux qui s'intitulent radicaux, mais aussi par leurs adversaires; les partis se distinguent surtout dans les questions de personnes et de détails administratifs. On le désigne quelquefois du nom de démocratie autoritaire, qu'on devrait remplacer par celui de démocratie absolutiste, le défaut du système étant précisément de ne faire aucune place au vrai principe d'autorité. Le radicalisme est la souveraineté du peuple qui s'introduit, s'exagère, prend un caractère absolu; le doctrinarisme étant au contraire la souveraineté du clergé qui se maintient comme elle peut en se dissimulant, mais qui n'a plus foi en elle-même, ce qui la rend à la fois cassante à la forme, hésitante au fond. Ce système se défend à titre de pis aller, parce qu'il voit les dangers de la souveraineté du peuple et qu'il ne sait comment y parer.

Un principe nouveau ne s'impose qu'en s'exagérant. La souveraineté du peuple, seule base solide de l'ordre social, a ses limites et ses conditions. Elle signifie proprement qu'aucun individu n'est souverain, que les pouvoirs publics

sont des mandats quelquefois tacites qui peuvent toujours être retirés ; que chaque citoyen a le droit de demander qu'on tienne compte de ses intérêts et d'intervenir pour cela dans la direction des affaires publiques. Mais le peuple ne peut pas exercer la souveraineté, parce qu'il ne peut avoir qu'une volonté fictive. Sa fonction est de constituer et de contrôler le gouvernement, non de gouverner ; il doit poser certains principes fondamentaux, charger certaines personnes de les appliquer, ne pas cesser de veiller à leur observation, mais se garder de compromettre son œuvre en y intervenant à chaque instant et de désorganiser le système des responsabilités. L'eau qui porte le navire le coule en y pénétrant. C'est pour cela que la souveraineté du peuple a besoin de se doubler du principe d'autorité, qui est une abdication, non de la conscience, mais de la volonté. Les magistrats ne doivent pas être de simples exécuteurs de la volonté populaire ; dans une mesure qui n'est pas toujours facile à préciser, mais qui n'en existe pas moins, ils doivent savoir s'affranchir de l'opinion publique pour décider suivant leur appréciation personnelle au risque de se compromettre. On atténue les dangers de ces mandats en les répartissant, ce qui est la fonction propre de la loi. Mais l'observation de la loi, même votée par le peuple et non par un organe législatif, est une application du principe d'autorité. Le peuple d'aujourd'hui abdique en faveur d'une décision qu'il a prise hier sur la proposition d'un de ses membres ; ceux à qui la loi ne plaît pas peuvent toujours prétendre que la religion du peuple a été surprise, que son sentiment a changé. D'ailleurs il ne suffit pas de voter la loi ; il faut prendre des mesures pour en assurer l'observation, ce qui n'a pas toujours lieu, puisque les lois tombent en désuétude. Si l'on voulait tirer les dernières

conséquences de la souveraineté du peuple, il faudrait faire voter à chaque instant, et se garder d'influencer l'expression de la volonté publique pour ne pas la falsifier. On sent que ce n'est pas possible, que le peuple a besoin de directeurs responsables; autrement, il laissera tout faire à des gens qui feront métier de flatter ses caprices au jour le jour. le mèneront sans qu'il s'en doute, ayant les profits du gouvernement sans les charges, gouvernant en son nom sans responsabilité. Ce sera le règne des factions; il n'y aura plus de lois, mais seulement des hommes qui pourront tout se permettre parce qu'ils seront populaires, et d'autres qui ne l'étant pas se sentiront en pays conquis et devront s'attendre à ce qu'on leur fasse de tout un crime. Chaque fonctionnaire devra se doubler d'un homme de parti et finira par s'en laisser absorber. On oubliera que nous ne sommes souverains que pour accomplir certains actes exceptionnels et passagers, alors que nous sommes partout et toujours sujets. Le droit et sa science se trouveront complètement détruits par la politique.

Tout cela prouve que ce qu'il y a de plus important pour la prospérité morale d'un état, c'est l'esprit public; la valeur des lois et des fonctionnaires en dépend. Le radicalisme l'a senti; et comme la véritable autorité ne s'improvise pas, qu'il faut quand on ne peut avoir la perfection se contenter du moindre mal, le radicalisme se fait doctrinaire à sa manière pour combattre l'autre doctrinarisme. Il influence l'opinion pour la soustraire à d'autres influences; en particulier, il met la main sur l'enseignement, ce qui est peut-être la pire conséquence du système. On dira qu'on l'a fait pour suppléer à l'insuffisance des particuliers, que l'enseignement avait été usurpé par le clergé, qu'on le donne au gouvernement pour le rendre au peuple. Cela ne vaut guère

mieux, parce que le gouvernement n'est pas le peuple ; c'est un groupe d'individus auxquels le peuple a confié certaines fonctions, ce qui est une raison pour ne pas lui en confier d'autres. Il ne faut pas mettre tous les moyens d'action dans les mêmes mains, détruire l'équilibre par la suppression de tout contrepoids ; d'ailleurs, la direction spirituelle a des conditions de succès opposées à celles du gouvernement temporel, et toute confusion de ces deux fonctions serait funeste. Le mal serait surtout grand pour les sciences morales et dans les petits pays.

Les sciences morales, les plus importantes de toutes, puisqu'elles nous font connaître les buts que nous devons nous proposer, alors que les autres se bornent à nous indiquer les moyens de les atteindre ; les sciences morales sont aussi les plus difficiles ; les démonstrations absolues n'y sont pas possibles, la mauvaise foi de ceux qui font semblant de ne pas comprendre ne peut pas y être mise en évidence. L'enseignement des sciences morales doit avoir vis-à-vis de l'opinion publique des ménagements auxquels les autres sciences ne sont pas tenues ; elles doivent éviter de la heurter, lui céder pour lui mieux résister, absolument comme le praticien politique résiste pour mieux céder, pour mieux atteindre les buts qui lui sont assignés. Entre la fonction théorique et la fonction pratique qui doivent se contrebalancer, la confusion est facile, et c'est pour cela que des précautions seraient nécessaires pour l'éviter. Ceux qui détiennent le pouvoir, qui luttent chaque jour pour le conserver n'entrent pas dans ces subtilités. Ils imposent à la science les convenances et jusqu'aux procédés de la politique, qui ne lui conviennent absolument pas ; ils la sacrifient à des considérations de personnes et de partis.

J'ai dit que le danger est surtout grave dans les petits

pays. D'abord, ils n'offrent pas une base d'opérations suffisante aux créations par lesquelles l'initiative des particuliers pourrait contrebalancer l'influence du gouvernement et l'empêcher de monopoliser la direction de l'esprit public. Puis la confusion des fonctions est plus difficile à éviter qu'ailleurs ; on croit que c'est le devoir de chacun de se mêler de tout ; on ne comprend pas la nécessité de s'abstenir de certaines activités pour mieux se consacrer à d'autres. Enfin, tout le monde se connaît ; les citoyens exercent les uns sur les autres une surveillance salubre, tant qu'elle se borne aux actes, mais qui détruit toute liberté de pensée, si elle s'étend aux croyances. A Genève en particulier, le peuple, c'est-à-dire chaque citoyen, croit avoir hérité, suivant le mot du syndic Chouet, des pouvoirs non seulement temporels, mais spirituels du prince évêque.

Les extrêmes se touchent et les contraires s'engendrent. C'est en essayant de se passer du principe d'autorité qu'on se convainc de son importance. La confusion qui s'établit dans les compétences rend aux mandataires une certaine liberté, les oblige à chercher à leurs périls et risques la voie à suivre, à se faire dans une certaine mesure législateurs. Appelés à concilier de leur mieux les exigences de la vérité et celles de l'opinion, ils ont besoin de plus de lumières encore que s'ils étaient complètement libres. Des formations nouvelles se préparent au sein de la dissolution de la science juridique actuelle. La domination de la théologie sur le droit qui, théoriquement ébranlée du temps de la Réformation, ne s'en est pas moins maintenue en fait dès Constantin jusqu'à nos jours, avait sa raison d'être. Le droit positif ne se suffit pas à lui-même ; il se borne à déduire les conséquences de principes qu'il n'a pas posés et qui ont été jusqu'ici les dogmes religieux. Le clergé, s'arrogeant le

droit de les établir sous prétexte de tradition, avait indirectement usurpé le pouvoir législatif. La Réformation a substitué la conscience, spécialement l'expérience, à une tradition dont le point de départ échappe au contrôle, substitué par contre-coup la souveraineté du peuple à celle du clergé. Dès lors, la théologie doit faire place à autre chose ou se transformer. D'ailleurs, pour se compléter, la justice et la charité doivent se développer dans des directions différentes ; la science de l'Eglise et celle de l'Etat, bien qu'elles aient des points de contact et puissent s'aider mutuellement, ainsi pour la détermination des fondements métaphysiques qui leur sont communs, doivent rester indépendantes l'une de l'autre. Il reste vrai qu'il faut au juge pour prononcer, au justiciable pour prévoir les décisions du juge, une science qui s'élève au-dessus des prescriptions de la coutume et de la loi pour en chercher les causes. Cette théorie du droit doit avoir un tout autre caractère que la pratique à laquelle elle sert de base. Le droit pratique demande aux volontés individuelles d'abdiquer au profit de la volonté publique ; il implique cet impératif catégorique qu'on a eu tort d'étendre à la morale ; en un mot, il est autoritaire. La théorie qui l'inspire au contraire doit être utilitaire ou n'être pas ; elle doit pouvoir apprécier librement les motifs, comparer les systèmes les plus divers ; c'est pour cela qu'elle se développe surtout dans les grandes sociétés internationales, comme l'Empire romain et l'Eglise chrétienne. On représente la justice avec le glaive et la balance ; le glaive c'est la pratique qui tranche ; la balance, c'est la théorie qui pèse le pour et le contre.

J. Fazy a eu le pressentiment du changement qui se préparait : comprenant l'insuffisance de l'enseignement traditionnel du droit, il recommandait la création d'une faculté

des sciences morales et politiques, qui s'est faite depuis sa retraite des affaires, mais qui n'a encore guère donné de fruits. C'est qu'ici comme ailleurs, il fallait donner au progrès le point d'appui de la tradition, non créer une faculté nouvelle sans objet précis, n'aboutissant à aucune carrière positive, mais régénérer les études juridiques par une large infusion d'histoire et de philosophie. La nouvelle création n'a pourtant pas été inutile ; elle a signalé un besoin que la vieille faculté de droit a tenté de satisfaire. Celle-ci a pris un nouvel essor ; le nombre de ses étudiants recrutés dans toutes les parties du monde, spécialement en Orient, a beaucoup augmenté ; la culture qu'elle donne cessé d'être exclusivement professionnelle pour devenir humanitaire. Plusieurs de ses élèves entrent dans les carrières les plus diverses, l'enseignement, la littérature, le commerce, dont ils contribuent à relever le niveau.

Ainsi au cours du XIX^e siècle, notre Faculté, subissant plus que d'autres la crise de la science juridique, a traversé des temps difficiles. Le principe d'autorité et le principe de la souveraineté populaire, exagérés l'un et l'autre, ont tour à tour entravé son développement. Mais la crise semble avoir été salutaire ; une création nouvelle sort du chaos. Les droits positifs, qui ne s'enseignent bien que dans le pays qui les pratique, font place à une science vraiment internationale. Par la variété de ses régimes juridiques, sa situation au point de rencontre des deux courants d'idées qui se disputent l'Europe, par son expérience d'un système qui concilie les avantages des grands pays avec ceux des petits, la Suisse est exceptionnellement bien placée pour le culte de la nouvelle science. La ville de Calvin, de Rousseau, de Dumont y semble prédestinée. J'en vois la preuve dans ses armoiries caractéristiques, le soleil de justice se levant derrière

les écussons combinés de l'Empire et du diocèse, pour éclairer ces paroles d'espérance : Après les ténèbres, la lumière.

H. BROCHER DE LA FLÉCHÈRE.



ERRATA ET ADDENDA

Dans le tome II du Bulletin de l'Institut genevois, à la planche III (Impressions genevoises des XVI^e et XVII^e siècles) la première vignette est intitulée : *Les Prophètes, fleuron pour la Bible des De Tournes*.

Cette vignette représente, non pas les prophètes, mais un arbre généalogique qui part de Jessé, et par David, Salomon, etc., va jusqu'au Christ. (*Évangile selon saint Matthieu*, chapitre premier, versets 6 et suivants). Il manque à la vignette les derniers degrés de la généalogie, de Salathiel à Joseph.

J'ai dit à la page 210 du Tome XXXII du Bulletin : » M. Louis Dufour-Vernes me communique les notes qu'il avait prises sur le vocabulaire de 1487. » Suivent ces notes sur un vocabulaire latin-français, imprimé à Genève par Louis Garbin; elles occupent les pages 210 et 211 du Bulletin.

En réalité, ces notes avaient été prises par M. Théophile Dufour, à la bibliothèque Sainte-Geneviève à Paris, le 25 avril 1868, et elles avaient été communiquées par lui à son frère, qui en avait pris copie.

M. Louis Dufour-Vernes m'ayant parlé de ces notes, j'ai eu l'idée de les publier; il les a cherchées à ma demande, et les a retrouvées au milieu d'autres extraits qu'il avait pris

lui-même, il y a 28 ans, aux bibliothèques Sainte-Geneviève et Impériale; aussi a-t-il cru que ces notes faisaient partie du même dossier. Mais M. Théophile Dufour ayant établi que c'est à lui qu'elles appartiennent, M. Louis Dufour-Vernes et le soussigné sont d'accord à reconnaître son droit.

Genève, avril 1895.

Eugène RITTER.

Nous recevons de M. le vicomte de Spoelberch de Lovenjoul la communication d'une lettre de Sainte-Beuve, qui complète le dossier publié dans ce volume.

IX^{ter}

A Monsieur le Professeur E.-H. Gaullieur, à Lausanne.

Paris, 12 juillet [1844].

Cher Monsieur,

On a l'idée, ici, de faire une petite édition choisie de M^{me} de Charrière. On voudrait y mettre l'article de la *Revue* (Benjamin Constant et M^{me} de Charrière): Je donnerai moi-même ma notice corrigée. Cette édition, si elle se fait, n'est nullement, pour le libraire qui l'entreprend, une affaire d'argent. Aussi, il n'y aurait rien à retirer, je crois. Ce serait une manière de populariser M^{me} de Charrière en France, de la faire relire.

Je viens donc vous demander, le cas échéant, votre autorisation pour cette reproduction à la fin du volume. Quelques-unes même de vos pages de début, que j'ai dû négliger, redeviendraient utiles (relativement à la jeunesse de M^{me} de Charrière). Auriez-vous la bonté de m'en redonner un extrait?

Mille compliments affectueux.

SAINT-BEUVE.

COMPTE-RENDU
DES
TRAVAUX DE L'INSTITUT GENEVOIS
PENDANT L'ANNÉE 1894

Publications

L'Institut a publié en 1894 le tome XXXII de son *Bulletin* et un volume de M. H. Fazy, *Les Suisses et la neutralité de la Savoie*, contenant de nombreux documents inédits.

TRAVAUX DES SECTIONS

I

Section des Sciences naturelles, physiques et mathématiques

Cette section a eu le regret de recevoir dans le courant de l'année 1894 la démission de son président, M. le professeur C. Vogt, décédé dès lors.

Elle a élu pour le remplacer comme président, M. le professeur Gabriel Oltramare, et, comme effectif, M. le professeur Emile Yung.

Elle a entendu les communications suivantes :

M. Emile YUNG : *De la physiologie de la digestion chez les poissons.*

M. Charles MARGOT : *Sur la gravure sur verre au moyen de l'aluminium.*

M. REBER-BURKHARDT : *Description d'anciens tombeaux trouvés sur la commune de Lancy.*

M. Charles MARGOT : *Nouveaux phénomènes d'adhérence de certains métaux avec le verre.*

II

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire.

Dans le cours de l'année 1894, la Section a tenu dix séances ordinaires.

Elle a entendu les lectures suivantes :

De M. BROCHER DE LA FLÉCHÈRE : Solidarité et Souveraineté, à propos d'une brochure intitulée : L'Intervention et la péninsule balkanique.

De M. Emile GOLAY : Réminiscences historiques genevoises.

De M. DuBOIS-MELLY : Mœurs soldatesques et coutumes de Mars de Louis XII à Henri II.

De M. Henri FAZY : Genève à l'époque de l'invasion de la Savoie (1703).

De M. BROCHER DE LA FLÉCHÈRE : Philosophie de l'histoire du droit à Genève.

De M. Paul DUPROIX : Kant et Fichte et le problème de l'Education.

III

Section de Littérature.

En 1894, cette Section a eu plusieurs séances d'effectifs.

Deux membres effectifs démissionnaires, MM. André Oltramare et Ed. Rod, ont été nommés membres émérites. M. Joseph Blanchard a été élu membre effectif.

Dans les cinq séances ordinaires ont été communiqués les travaux suivants :

M. DUVILLARD : Poème sur le golfe d'Eleusis.

M. H. MAYSTRE : Lettres inédites de Xavier de Maistre.
— La Farle. — Les deux Georges, nouvelles.

M. BLANCHARD : Equation du Futur. — Les clichés d'Aymon, nouvelles.

M. ZBINDEN : Causerie sur les divers patois. — Cause-rie sur la prononciation française.

M. J. COUGNARD : Poésies extraites de « Le Carillon tinte ».

M. H. GAY : Genève fin-de-siècle, revue.

M. SCHNEEGANS : La Faucheuse, nouvelle. — Les Po-seurs.

M. KAUFMANN : Etude sur Louis Holberg.

M. Eug. BAIE : Commentaire sur l'école cornélienne.

M. A. MILLIEN : Poésies.

IV

Section des Beaux-Arts.

Dans l'année 1894, la Section des Beaux-Arts a tenu huit séances ordinaires et une séance de membres effectifs.

La Section a offert au Comité de l'Exposition nationale suisse de 1896 d'organiser à ses frais un concours pour la composition d'une affiche-réclame, en vue de la dite

Exposition, et d'y consacrer comme prix une somme de 1200 francs. Cette proposition a été favorablement accueillie et la Section, d'accord avec le Comité de l'Exposition, a lancé un programme et une vue phototypique de l'élévation des futurs bâtiments.

La Section a organisé, dans la grande salle de l'Institut, une exposition d'affiches illustrées en couleurs dans le but de faire connaître aux personnes désireuses de concourir pour l'affiche de l'Exposition nationale suisse, les diverses ressources qu'offre ce genre.

La Section a alloué une somme de 300 francs en faveur du travail de M. Magnin, l'auteur du relief de Genève; plus une somme de 100 francs comme souscription au buste de feu B. Menn, peintre et professeur.

Les séances ont été enrichies par l'exhibition de nombreux journaux, d'œuvres d'art, de photographies, entre autres une grande collection de photographies faites par M. Silvestre, représentant diverses cours et ruelles de l'ancienne Genève.

Ont été nommés membres effectifs MM. F. Poggi, F. Dufaux et Benoit Musy, lequel a été plus tard élu membre émérite.

La Section a regu, comme membre honoraire, M. Paul Vallouy, artiste-peintre, mais elle a eu le regret de perdre plusieurs de ses membres : MM. S. Delapeine, Charles Menn, John Camoletti et M. Tscharnier de Burier, membre correspondant.

V

Section d'Industrie et d'Agriculture.

Cette Section a tenu dans le cours de l'année 1894 six séances générales et trois de membres effectifs.

Ont été nommés émérites : MM. Archinard, Louis ; Paschoud, Charles ; Viollier-Rey, Antoine ; Nerdinger, Henri.

Ont été nommés membres effectifs : MM. Auguste Dufour ; Olivet, François ; Monnard, Henri ; Dériaz, Ami ; Guillaumet-Vaucher ; Fontaine-Borgel, Claudius.

Par suite du décès de M. Charles Menn, M. Fontaine-Borgel a été appelé à remplir les fonctions de secrétaire de la Section.

Deux médailles ont été remises par la Section, l'une à M. Louis Archinard, ancien président, l'autre à M. Charles Menn, ancien secrétaire, comme témoignage de reconnaissance pour leurs bons et loyaux services.

La Section a entendu un rapport de M. Jean NICODET, sur les résultats obtenus par la culture des variétés nouvelles de pommes de terre distribuées le 26 avril 1893. — Un rapport de M. Charles EXNI, ingénieur, sur le maïs appelé Bipoca ou maïs d'ail.

Des discussions ont été ouvertes sur :

L'Exposition Nationale suisse de Genève, à laquelle la Section a décidé de prendre part en décernant des récompenses à titre d'encouragement.

Sur la tuberculose.

Sur le tarif des analyses chimiques agricoles au laboratoire de l'Ecole cantonale d'horticulture de Châtelaine.

Une distribution de graines et de variétés de pommes de terre a été faite grâce à l'obligeance de M. Nicodet.

La Section a aussi distribué des plants de fraisiers nouveaux fournis par M. Valette, médaillé de l'Exposition de Lyon.

Des instructions ont été fournies aux membres de la Section qui se sont fait inscrire pour profiter de cette distribution.

La Section a voté une subvention de 100 francs pour l'achèvement du relief de Genève en 1850.

La Section a voté en faveur de l'Ecole cantonale d'horticulture la somme de 50 francs pour achat d'un pressoir et d'un moulin à fruits destiné à apprendre aux élèves de l'école la fabrication du cidre, ainsi qu'à être utilisé pour conférences données sur ce sujet aux agriculteurs de notre canton.

La Section a décidé d'organiser en juin et juillet un concours sur place pour la culture des fraises, en vue de l'alimentation des marchés; cette culture doit s'étendre à un are et au-dessus; des prix et diplômes seront délivrés aux meilleures cultures.

M. Nicodet, vice-président, a été délégué pour représenter la Section à l'assemblée générale de la Fédération des sociétés d'agriculture de la Suisse romande, tenue à Lausanne le 12 décembre.

Une division industrielle a été instituée et placée

sous la présidence de M. Guillaumet-Vaucher; elle permettra le développement réclamé à diverses reprises par des membres de la Section. Les séances de cette division ont lieu le soir dès 8 heures.

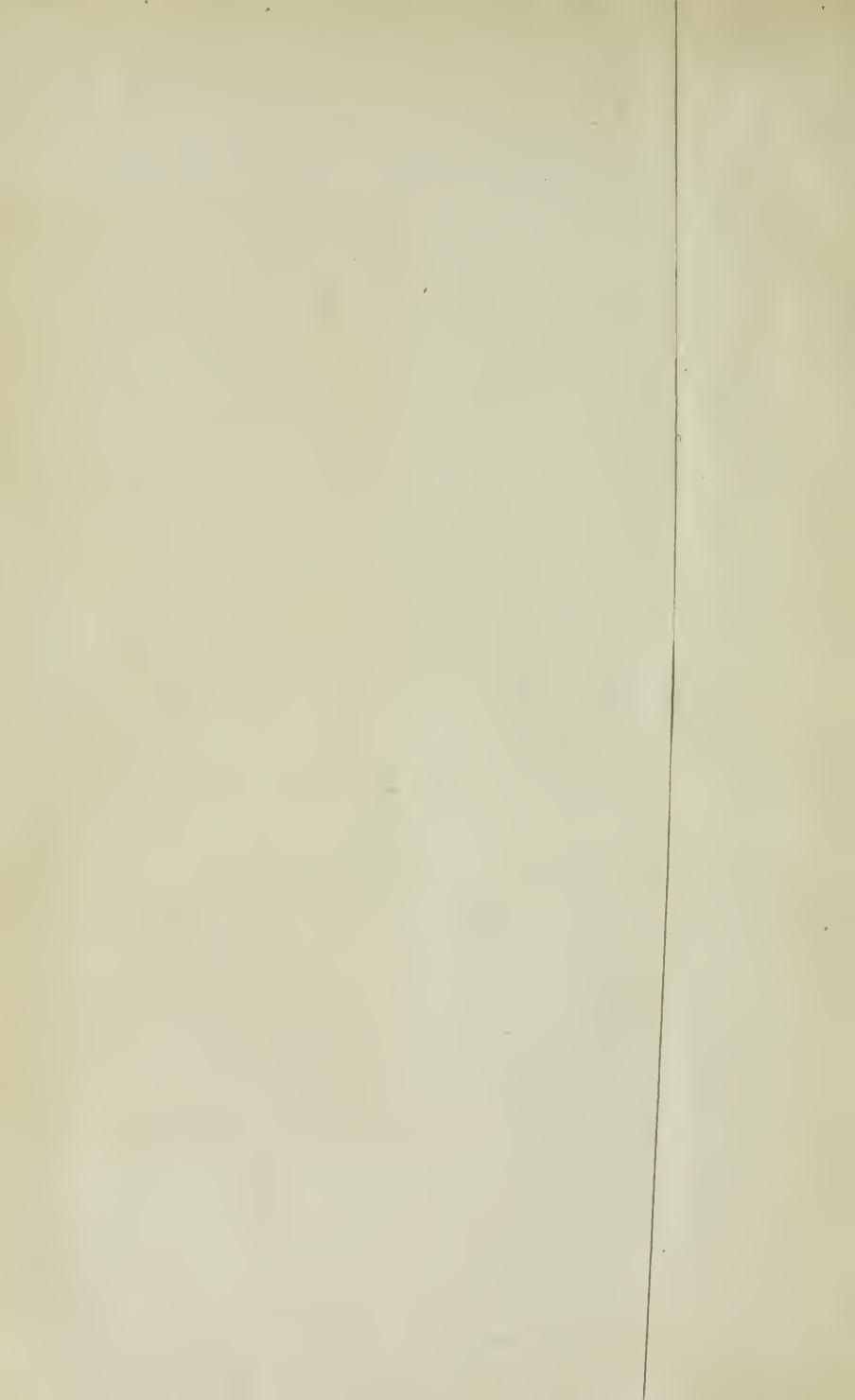


Comptes de l'exercice 1894, approuvés par l'Assemblée générale.

Recettes		Dépenses	
Solde disponible au 1 ^{er} janvier 1894. . .	Fr. 1,053 15	Allocation de la Section de littérature (1893). . .	Fr. 400 —
Allocation de l'Etat.	» 5,000 —	Allocation de la Section des Beaux-Arts (1894)	» 400 —
Reçu de MM. Georg et C ^{ie} , produit de la vente des <i>Bulletins, Mémoires</i> et des <i>Chroniques de Roset</i>	» 768 30	Allocation de la Section d'Industrie et d'Agriculture (1894)	» 400 —
Intérêts à la Banque de Genève	» 31 60	Indemnité du secrétaire général . . .	» 300 —
		» du bibliothécaire	» 300 —
		Solde du compte d'impression du tome XXXII du <i>Bulletin</i>	» 924 30
		A valoir sur l'impression du tome XXXIII du <i>Bulletin</i>	» 800 —
		A valoir sur l'impression du volume <i>Les Suisses et la neutralité de la Saroie</i> . .	» 1,100 —
		Expédition des volumes	» 40 —
		Autotypie pour le mémoire de M. Reber .	» 54 —
		Impressions diverses, convocations . .	» 61 —
		Menus frais de la bibliothèque et préparation du catalogue	» 158 90
		Frais d'éclairage et de chauffage . . .	» 123 30
		Réparations et travaux divers à la bibliothèque	» 237 25
		Gratification annuelle à la conciergerie du Bâtiment électoral	» 50 —
		Prime d'assurance	» 41 70
		Frais de port et d'expédition de livres pour échanges	» 41 65
		Frais de reliure	» 309 —
		Frais divers.	» 32 —
Total.	Fr. 6,853 05	Total.	Fr. 5,773 10
A déduire les dépenses.	» 5,773 10		
Solde disponible.	Fr. 1,079 95		

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Discours de M. le Prof. Eug. RITTER à la séance annuelle du 15 mars 1894.	1
Lettres de Roumanille, publiées par M. le Prof. Eug. RITTER	23
Réminiscences historiques genevoises, par M. Emile GOLAY.	119
Tombeaux anciens à Lancy, par M. B. REBER	283
Lettres de Sainte-Beuve au professeur Gaullieur, publiées par M. le Prof. Eug. RITTER	297
Kant et Fichte et le problème de l'éducation, par M. le Prof. P. DUPROIX	339
Réforme scolaire, par M. le Prof. WUARIN	575
Philosophie de l'histoire du droit à Genève, par M. H. BROCHER DE LA FLÉCHÈRE	585
Errata et Addenda	617
Compte rendu des travaux de l'Institut pendant l'année 1894	619
Résumé des comptes de l'Institut pour l'exercice 1894	627



AS Institut national genevois
322 Bulletin
I55
t.31-33

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

